

# Règlements refondus du Québec 1981

VOLUME

6

F-5, r. 1

à

M-9, r. 21



Éditeur officiel  
Québec

# Règlements refondus du Québec 1981

VOLUME

6

F-5, r. 1  
à  
M-9, r. 21

Établis au 31 décembre 1981 par  
la Commission de refonte des lois et des règlements  
et publiés conformément à la Loi  
sur la refonte des lois et des règlements  
(L.R.Q., c. R-3; mod. L.Q., 1981, c. 23).





E.M.A.

1982

Q3

1981

6

Ex. 2

OL/P2f

Dépôt légal — 1er trimestre 1982  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISBN (édition complète) 2-551-04614-9  
ISBN (volume 6) 2-551-04620-3

© Éditeur officiel du Québec, 1982

Tous droits de traduction et d'adaptation, en totalité ou en partie, réservés pour tous pays. Toute reproduction pour fins commerciales, par procédé mécanique ou électronique, y compris la microreproduction, est interdite sans l'autorisation écrite de l'Éditeur officiel du Québec.

# RÈGLEMENTS REFONDUS DU QUÉBEC

## VOLUME 6

### TABLE DES MATIÈRES

Titre	Référence	Titre	Référence
<b>FORMATION ET LA QUALIFICATION PROFESSIONNELLES DE LA MAIN-D'OEUVRE (Loi sur la)</b> <i>L.R.Q., c. F-5</i>		<b>HUISSIERS (Loi sur les)</b> <i>L.R.Q., c. H-4</i>	
Règlement sur l'avis de licenciement collectif . . . . .	F-5, r.1	Règlement sur les actes dérogatoires à la dignité de la fonction d'huissier . . . . .	H-4, r.1
Règlement général sur les comités consultatifs régionaux . . . . .	F-5, r.2	Règlement d'application de la Loi sur les huissiers . . . . .	H-4, r.2
Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre de l'industrie de la construction . . . . .	F-5, r.3	Tarif d'honoraires des huissiers . . . . .	H-4, r.3
Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre s'appliquant aux métiers d'électricien, de tuyauteur, de mécanicien d'ascenseur et d'opérateur de machines électriques dans les secteurs autres que celui de la construction . . . . .	F-5, r.4	<b>HYDRO-QUÉBEC (Loi sur l')</b> <i>L.R.Q., c. H-5</i>	
<b>GRAND THÉÂTRE DE QUÉBEC (Loi sur le)</b> <i>L.R.Q., c. G-2</i>		Règlement sur l'exercice du pouvoir du conseil d'administration d'Hydro-Québec, sa régie interne et d'autres mesures administratives s'appliquant à l'entreprise . . . . .	H-5, r.1
Règlement sur les employés de la Régie du Grand Théâtre de Québec . . . . .	G-2, r.1	Règlement sur la fourniture de l'électricité en basse tension pour les services domiciliaires et les services généraux . . . . .	H-5, r.2
Règlement de régie interne de la Régie du Grand Théâtre de Québec . . . . .	G-2, r.2	<b>IMPÔT SUR LA VENTE EN DÉTAIL (Loi concernant l')</b> <i>L.R.Q., c. I-1</i>	
<b>HABITATION FAMILIALE (Loi sur l')</b> <i>L.R.Q., c. H-1</i>		Règlement relatif aux allocations d'échange sur les véhicules introduits au Québec à des fins d'utilisation personnelle et la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail . . . . .	I-1, r.1
Règlement d'application de la Loi sur l'habitation familiale . . . . .	H-1, r.1	Règlement d'application du paragraphe 7 de l'article 17 de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail . . . . .	I-1, r.2
Règlement sur le taux maximal d'intérêt que peut exiger un prêteur dans le cadre de la Loi sur l'habitation familiale . . . . .	H-1, r.2	Règlement sur la compensation au bénéfice des fabriques de paroisse . . . . .	I-1, r.3
<b>HÔTELLERIE (Loi sur l')</b> <i>L.R.Q., c. H-3</i>		Règlement sur la compensation aux mandataires du ministre et la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail . . . . .	I-1, r.4
Règlement sur les bureaux d'informations touristiques . . . . .	H-3, r.1	Règlement sur l'échange ou reprise en compte et la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail . . . . .	I-1, r.5
Règlement sur les campings . . . . .	H-3, r.2	Règlement sur les entreprises canadiennes de transport routier interprovincial et la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail . . . . .	I-1, r.6
Règlement sur les établissements hôteliers et les restaurants . . . . .	H-3, r.3	Règlement sur les entreprises exécutant des travaux de forage d'exploration au Québec et la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail . . . . .	I-1, r.7

Titre	Référence	Titre	Référence
Règlement sur l'équipement, la machinerie et les autres biens mobiliers apportés temporairement au Québec . . . . .	I-1, r.8	<b>IMPÔTS (loi sur les)</b> <i>L.R.Q., c. I-3</i>	
Règlement sur l'exemption prévue aux paragraphes z et aa de l'article 17 de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail . . . . .	I-1, r.9	Règlement sur les impôts . . . . .	I-3, r.1
Règlement sur les exemptions prévues aux paragraphes ad et ag de l'article 17 de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail . . . . .	I-1, r.10	Règlement sur la contribution patronale à un fonds de pension à l'égard de services rendus par les employés et certaines autres déductions admises dans le calcul du revenu d'un contribuable . . . . .	I-3, r.2
Règlement sur les Indiens . . . . .	I-1, r.11	<b>IMPÔTS (Loi concernant l'application de la Loi sur les)</b> <i>L.R.Q., c. I-4</i>	
Règlement sur le louage de biens mobiliers et la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail . . . . .	I-1, r.12	Règlement d'application de la Loi sur les impôts (1980) . . . . .	I-4, r.1
Règlement autorisant certains mandataires à remettre à l'acheteur le montant de la taxe de vente . . . . .	I-1, r.13	Règlement d'application de la Loi sur les impôts (1972) . . . . .	I-4, r.2
Règlement sur les marchandises employées ou vendues pour stimuler les ventes et la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail . . . . .	I-1, r.14	<b>INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACCIDENTS D'AUTOMOBILE (Loi sur l')</b> <i>L.R.Q., c. I-5</i>	
Règlement relatif au remboursement de l'impôt sur la vente en détail à des non-résidents . . . . .	I-1, r.15	Règlement sur le système de points . . . . .	I-5, r.1
Règlement sur la remise de la taxe par les mandataires au sens de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail faisant affaires sur les lieux d'expositions, foires, festivités, manifestations et représentations récréatives, éducatives, sociales, artistiques et autres événements d'une durée limitée . . . . .	I-1, r.16	<b>INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (Loi sur l')</b> <i>L.R.Q., c. I-6</i>	
Règlement sur le transfert d'actifs à une compagnie et la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail . . . . .	I-1, r.17	Règlement sur la demande et l'avis d'option d'une victime d'actes criminels . . . . .	I-6, r.1
Règlement sur les vendeurs d'aéronefs . . . . .	I-1, r.18	<b>INDEMNISATION DES VICTIMES D'AMIANTOSE OU DE SILICOSE DANS LES MINES ET LES CARRIÈRES (Loi sur l')</b> <i>L.R.Q., c. I-7</i>	
Règlement sur les vendeurs autorisés de véhicules automobiles . . . . .	I-1, r.19	Règlement sur la nomination des membres du comité d'experts médicaux . . . . .	I-7, r.1
Règlement sur les ventes faites à une fabrique à des fins religieuses . . . . .	I-1, r.20	<b>INFIRMIÈRES ET LES INFIRMIERS (Loi sur les)</b> <i>L.R.Q., c. I-8</i>	
<b>IMPÔT SUR LE TABAC (Loi concernant l')</b> <i>L.R.Q., c. I-2</i>		Règlement sur les actes visés à l'article 36 de la Loi sur les infirmières et les infirmiers qui peuvent être posés par des classes de personnes autres que des infirmières ou infirmiers . . . . .	I-8, r.1
Règlement d'application de la Loi concernant l'impôt sur le tabac . . . . .	I-2, r.1	Règlement sur les affaires du Bureau et les assemblées générales de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec . . . . .	I-8, r.2
Arrêté ministériel sur la fixation du prix de vente en détail moyen pondéré des cigarettes . . . . .	I-2, r.2	Règlement sur l'assurance-responsabilité professionnelle des infirmières et infirmiers . . . . .	I-8, r.3

Titre	Référence	Titre	Référence
Code de déontologie des infirmières et infirmiers . . . . .	I-8, r.4	Règlement sur le fonds de secours de l'Ordre des ingénieurs du Québec . . . . .	I-9, r.5
Règlement sur le comité des examinateurs et sur les examens de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec . . . . .	I-8, r.5	Règlement sur les membres et autres conditions d'inscription au tableau de l'Ordre des ingénieurs du Québec . . . . .	I-9, r.6
Règlement sur les conditions et formalités de la révocation de l'immatriculation d'un étudiant en soins infirmiers . . . . .	I-8, r.6	Règlement sur les modalités d'élection au Bureau de l'Ordre des ingénieurs du Québec . . . . .	I-9, r.7
Règlement sur la conservation, l'utilisation ou la destruction des dossiers, livres et registres d'un professionnel en soins infirmiers cessant d'exercer . . . . .	I-8, r.7	Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des ingénieurs . . . . .	I-9, r.8
Règlement fixant les limites territoriales des sections de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec . . . . .	I-8, r.8	Règlement sur la procédure du comité d'inspection professionnelle des ingénieurs . . . . .	I-9, r.9
Règlement sur les modalités d'élection au Bureau de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec . . . . .	I-8, r.9	Règlement sur la publicité des ingénieurs . . . . .	I-9, r.10
Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des infirmières et infirmiers . . . . .	I-8, r.10	Règlement sur les sections régionales de l'Ordre des ingénieurs du Québec . . . . .	I-9, r.11
Règlement sur la procédure du comité d'inspection professionnelle des infirmières et infirmiers . . . . .	I-8, r.11	Règlement sur les stages de perfectionnement des ingénieurs . . . . .	I-9, r.12
Règlement sur la publicité des infirmières et infirmiers . . . . .	I-8, r.12	Tarif d'honoraires des ingénieurs . . . . .	I-9, r.13
Règlement sur la répartition des cotisations de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec . . . . .	I-8, r.13	Règlement sur la tenue des dossiers et des cabinets de consultation des ingénieurs . . . . .	I-9, r.14
Règlement sur la représentation des conseils de section au Bureau de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec . . . . .	I-8, r.14	Règlement divisant le territoire du Québec en régions aux fins des élections au Bureau de l'Ordre des ingénieurs du Québec . . . . .	I-9, r.15
Règlement sur les stages de perfectionnement et la limitation du droit d'exercice des infirmières et infirmiers . . . . .	I-8, r.15	<b>INGÉNIEURS FORESTIERS (Loi sur les)</b> <i>L.R.Q., c. I-10</i>	
<b>INGÉNIEURS (Loi sur les)</b> <i>L.R.Q., c. I-9</i>		Règlement sur les affaires du Bureau et les assemblées générales de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec . . . . .	I-10, r.1
Règlement sur les affaires du Bureau et les assemblées générales de l'Ordre des ingénieurs du Québec . . . . .	I-9, r.1	Code de déontologie des ingénieurs forestiers . . . . .	I-10, r.2
Règlement sur la caisse de retraite des ingénieurs . . . . .	I-9, r.2	Règlement constituant le comité conjoint de la formation en génie forestier . . . . .	I-10, r.3
Code de déontologie des ingénieurs . . . . .	I-9, r.3	Règlement sur certaines conditions et modalités de délivrance des permis de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec . . . . .	I-10, r.4
Règlement concernant les dossiers d'un ingénieur cessant d'exercer . . . . .	I-9, r.4	Règlement sur les dossiers d'un ingénieur forestier cessant d'exercer . . . . .	I-10, r.5
		Règlement sur les modalités d'élection au Bureau de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec . . . . .	I-10, r.6
		Règlement sur les normes d'équivalence des diplômes délivrés par les établissements d'enseignement hors du Québec	

Titre	Référence	Titre	Référence
aux fins de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec .....	I-10, r.7	<b>INSTITUT NATIONAL DE PRODUCTIVITÉ (Loi sur l')</b>	
Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des ingénieurs forestiers .....	I-10, r.8	<i>L.R.Q., c. I-13.1</i>	
Règlement sur la procédure du comité d'inspection professionnelle des ingénieurs forestiers .....	I-10, r.9	Règlement sur la régie interne, la formation et les pouvoirs du comité exécutif de l'Institut national de productivité .....	I-13.1, r.1
Règlement sur la publicité des ingénieurs forestiers .....	I-10, r.10	<b>INSTRUCTION PUBLIQUE (Loi sur l')</b>	
Règlement sur les stages de perfectionnement des ingénieurs forestiers .....	I-10, r.11	<i>L.R.Q., c. I-14</i>	
Tarif d'honoraires des ingénieurs forestiers .....	I-10, r.12	Règlement sur l'admission, l'inscription des élèves et la fréquentation scolaire .....	I-14, r.1
Règlement sur la tenue des dossiers et des cabinets de consultation des ingénieurs forestiers .....	I-10, r.13	Règlement sur le calendrier scolaire des élèves de la classe maternelle et des niveaux primaire et secondaire .....	I-14, r.2
Règlement divisant le territoire du Québec en régions aux fins des élections au Bureau de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec .....	I-10, r.14	Règlement sur les comités d'école et les comités de parents .....	I-14, r.3
<b>INSTALLATIONS DE TUYAUTERIE (Loi sur les)</b>		Règlement sur les comités régionaux et le comité central de parents de toute commission scolaire de l'île de Montréal qui établit des régions administratives ou des districts .....	I-14, r.4
<i>L.R.Q., c. M-7; mod., L.Q., 1975, c. 53; après refonte : L.R.Q., c. I-12.1</i>		Règlement sur les conditions d'emploi des directeurs généraux et des directeurs généraux adjoints des commissions scolaires et des commissions scolaires régionales pour catholiques .....	I-14, r.5
Code de plomberie .....	I-12.1, r.1	Règlement sur les conditions d'emploi du personnel de cadre et de gérance des commissions scolaires et des commissions scolaires régionales pour catholiques .....	I-14, r.6
Règlement sur le montant des frais de l'avis préalable d'infraction prévu à la Loi sur les installations de tuyauterie .....	I-12.1, r.2	Règlement sur une délégation de pouvoir en vertu de l'article 12 de la Loi sur l'instruction publique .....	I-14, r.7
<b>INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES (Loi sur les)</b>		Règlement sur les ententes prévues par l'article 450 de la Loi sur l'instruction publique .....	I-14, r.8
<i>L.R.Q., c. E-4; mod. L.Q., 1975, c. 53; après refonte : L.R.Q., c. I-13.01</i>		Règlement définissant ce qui constitue une fonction pédagogique ou éducative aux fins de la Loi sur l'instruction publique .....	I-14, r.9
Code des paratonnerres .....	I-13.01, r.1	Règlement sur la permission accordée par le ministre de l'Éducation d'engager certains enseignants ..	I-14, r.10
Règlement adoptant le Code électrique canadien .....	I-13.01, r.2	Règlement sur la procédure d'élection des commissaires à la Commission scolaire crie .....	I-14, r.11
Règlement sur les installations électriques .....	I-13.01, r.3	Décret sur la rémunération du personnel préposé aux tâches relatives aux examens, guides et autres instruments d'évaluation du ministre de l'Éducation et sur le remboursement de certains de leurs frais .....	I-14, r.12
Règlement sur le montant des frais de l'avis préalable d'infraction prévu à la Loi sur les installations électriques .....	I-13.01, r.4		

Titre	Référence	Titre	Référence
Règlement sur la rémunération et les autres avantages qu'une commission scolaire peut accorder à ses commissaires ou syndics d'écoles . . . . .	I-14, r.13	<b>LOTÉRIES, LES COURSES, LES CONCOURS PUBLICITAIRES ET LES APPAREILS D'AMUSEMENT (Loi sur les)</b> <i>L.R.Q., c. L-6</i>	
<b>JURÉS (Loi sur les)</b> <i>L.R.Q., c. J-2</i>		Règlement sur les appareils d'amusement . . . .	L-6, r.1
Règlement sur les indemnités des jurés . . . . .	J-2, r.1	Règles sur les appareils d'amusement . . . . .	L-6, r.2
<b>LÉGISLATURE (Loi sur la)</b> <i>L.R.Q., c. L-1</i>		Règles sur les concours publicitaires . . . . .	L-6, r.3
Règlement sur les allocations aux députés en vertu de l'article 82 de la Loi sur la Législature . . . . .	L-1, r.1	Règlement sur les courses attelées . . . . .	L-6, r.4
Règlement sur les contrats d'achat de l'Assemblée nationale . . . . .	L-1, r.2	Règles sur les courses attelées . . . . .	L-6, r.5
Règlement sur les contrats de location de biens meubles de l'Assemblée nationale . . . . .	L-1, r.3	Règlement sur les licences pour les systèmes de loteries . . . . .	L-6, r.6
Règlement sur les emplois ou fonctions à caractère occasionnel et leurs titulaires à l'Assemblée nationale . . . . .	L-1, r.4	<b>MAINMORTE (Loi sur la)</b> <i>L.R.Q., c. M-1</i>	
Règlement sur les envois gratuits par les parlementaires . . . . .	L-1, r.5	Règlement sur les honoraires exigibles en vertu de la Loi sur la mainmorte . . . . .	M-1, r.1
Règlement sur la <i>Gazette officielle du Québec</i> . . . . .	L-1, r.6	<b>MAÎTRES ÉLECTRICIENS (Loi sur les)</b> <i>L.R.Q., c. M-3</i>	
Règlement sur les missions officielles . . . . .	L-1, r.7	Règlement de la Corporation des maîtres électriciens du Québec . . . . .	M-3, r.1
Règlement sur la publication et la distribution des décrets ainsi que le tarif applicable . . . . .	L-1, r.8	<b>MAÎTRES MÉCANICIENS EN TUYAUTERIE (Loi sur les)</b> <i>L.R.Q., c. M-4</i>	
<b>LIBÉRATION CONDITIONNELLE DES DÉTENUS (Loi favorisant la)</b> <i>L.R.Q., c. L-1.1</i>		Règlement de la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec . . . . .	M-4, r.1
Règlement sur l'indemnité de présence des membres à temps partiel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles . . . . .	L-1.1, r.1	<b>MATÉRIAUX DE REMBOURRAGE ET ARTICLES REMBOURRÉS (Loi sur les)</b> <i>L.R.Q., c. M-5</i>	
Règlement sur la libération conditionnelle des détenus . . . . .	L-1.1, r.2	Règlement sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés . . . . .	M-5, r.1
<b>LICENCES (Loi sur les)</b> <i>L.R.Q., c. L-3</i>		<b>MÉCANICIENS DE MACHINES FIXES (Loi sur les)</b> <i>L.R.Q., c. M-6</i>	
Règlement d'application de la Loi sur les licences . . . . .	L-3, r.1	Règlement sur les mécaniciens de machines fixes . . . . .	M-6, r.1
		Règlement sur le montant des frais de l'avis préalable d'infraction prévu à la Loi sur les mécaniciens de machines fixes . . . . .	M-6, r.2

Titre	Référence	Titre	Référence
<b>MÉDECINS VÉTÉRINAIRES (Loi sur les)</b> <i>L.R.Q., c. M-8</i>		Code de déontologie des médecins . . . . .	M-9, r.4
Règlement sur l'admission à l'exercice de la médecine vétérinaire . . . . .	M-8, r.1	Règlement sur le comité conjoint de la formation en médecine . . . . .	M-9, r.5
Règlement sur les affaires du Bureau et les assemblées générales de l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec . . . . .	M-8, r.2	Règlement sur les conditions et formalités de révocation de l'immatriculation en médecine . . . . .	M-9, r.6
Règlement sur l'assurance-responsabilité professionnelle des médecins vétérinaires . . . . .	M-8, r.3	Règlement sur certaines conditions et modalités de délivrance des certificats de spécialiste de la Corporation professionnelle des médecins du Québec . . . . .	M-9, r.7
Code de déontologie des médecins vétérinaires . . . . .	M-8, r.4	Règlement sur les dossiers d'un médecin cessant d'exercer . . . . .	M-9, r.8
Règlement sur le comité de la formation en médecine vétérinaire . . . . .	M-8, r.5	Règlement sur les modalités d'élection au Bureau de la Corporation professionnelle des médecins du Québec . . . . .	M-9, r.9
Règlement sur les dossiers d'un médecin vétérinaire cessant d'exercer . . . . .	M-8, r.6	Règlement sur les normes permettant de reconnaître, aux fins de la délivrance d'un certificat de spécialiste, l'équivalence de la formation d'une personne qui ne détient pas un diplôme normalement exigé à cette fin . . . . .	M-9, r.10
Règlement sur les modalités d'élection au Bureau de l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec . . . . .	M-8, r.7	Règlement sur les normes relatives à la forme et au contenu des ordonnances verbales ou écrites faites par un médecin . . . . .	M-9, r.11
Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des médecins vétérinaires . . . . .	M-8, r.8	Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des médecins . . . . .	M-9, r.12
Règlement sur la procédure du comité d'inspection professionnelle des médecins vétérinaires . . . . .	M-8, r.9	Règlement sur la procédure du comité d'inspection professionnelle des médecins . . . . .	M-9, r.13
Règlement sur la publicité des médecins vétérinaires . . . . .	M-8, r.10	Règlement sur la publicité permise à un médecin . . . . .	M-9, r.14
Règlement sur les stages de perfectionnement des médecins vétérinaires . . . . .	M-8, r.11	Règlement sur les redevances dues par le candidat à l'exercice de la profession médicale . . . . .	M-9, r.15
Règlement sur la tenue des dossiers et des cabinets de consultation des médecins vétérinaires . . . . .	M-8, r.12	Règlement sur les redevances dues par les candidats à l'obtention d'un certificat de spécialiste de la Corporation professionnelle des médecins du Québec . . . . .	M-9, r.16
Règlement divisant le territoire du Québec en régions aux fins des élections au Bureau de l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec . . . . .	M-8, r.13	Règlement sur les sages femmes, les examens d'admission à l'exercice de la médecine, les licences provinciale et fédérale et les requêtes au Bureau de la Corporation professionnelle des médecins du Québec . . . . .	M-9, r.17
<b>MÉDICALE (Loi)</b> <i>L.R.Q., c. M-9</i>		Règlement sur le stage de perfectionnement et la limitation du droit d'exercice d'un médecin . . . . .	M-9, r.18
Règlement sur les actes visés à l'article 31 de la Loi médicale qui peuvent être posés par des classes de personnes autres que des médecins . . . . .	M-9, r.1	Règlement sur la tenue des dossiers d'un médecin . . . . .	M-9, r.19
Règlement sur les affaires du Bureau et l'assemblée générale de la Corporation professionnelle des médecins du Québec . . . . .	M-9, r.2	Règlement sur la tenue du cabinet de consultation d'un médecin . . . . .	M-9, r.20
Règlement sur l'assurance-responsabilité professionnelle des médecins . . . . .	M-9, r.3	Règlement divisant le territoire du Québec en régions aux fins des élections au Bureau de la Corporation professionnelle des médecins du Québec . . . . .	M-9, r.21



c. F-5, r.1

## Règlement sur l'avis de licenciement collectif

Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre  
(L.R.Q., c. F-5, a. 45)

### SECTION I DISPOSITIONS INTRODUCTIVES

**1.** Dans le présent règlement, les expressions suivantes signifient :

*a)* « employeur » : quiconque fait exécuter un travail par un salarié, sauf celui dont l'activité principale est la construction au sens de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (L.R.Q., c. R-20) ;

*b)* « salarié » : une personne qui travaille pour un employeur moyennant rémunération ; cependant, ce mot ne comprend pas :

- i. un administrateur ou officier de corporation ;
- ii. un salarié saisonnier ou intermittent ;

*c)* « entreprise » : la réalisation de projets ;

*d)* « raison technologique » : tout aménagement nouveau des moyens de production ;

*e)* « raison économique » : tout motif provenant de manque de matières premières, d'une modification des conditions du marché, de l'arrêt ou d'une réduction des commandes, du changement des produits, d'une réduction des frais généraux, d'une réorganisation administrative, d'une suppression de certains services ou tout motif analogue ;

*f)* « licenciement » : toute cessation de travail d'un salarié du fait de l'employeur ;

*g)* « licenciement collectif » : tout licenciement qui touche au moins 10 salariés au cours d'une période de 2 mois consécutifs.

### SECTION II APPLICATION

**2.** Le présent règlement s'applique à tout employeur qui licencie tous ses salariés ou une partie des salariés de l'un ou de plusieurs de ses établissements, dans une région donnée. Le présent règlement ne s'applique pas à l'employeur qui :

*a)* licencie des salariés affectés à une entreprise saisonnière ou intermittente ; ou

*b)* licencie des salariés pour une durée indéterminée mais effectivement inférieure à 6 mois.

### SECTION III PROCÉDURE

**3.** L'employeur visé à l'article 2 est tenu de donner l'avis conforme à l'article 45 de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (L.R.Q., c. F-5).

**4.** L'avis est transmis par la poste à la Direction générale de la main-d'oeuvre et doit contenir :

*a)* le nom et l'adresse de l'employeur ou de l'établissement visé ;

*b)* la nature du produit ou service principal ;

*c)* le nom et l'adresse des associations de salariés ;

*d)* les raisons du licenciement collectif ;

*e)* la date prévue du licenciement collectif ;

*f)* le nom des salariés possiblement affectés par le licenciement collectif.

L'avis prend effet à compter de la date de sa mise à la poste.

**5.** Au cas de force majeure ou d'évènement imprévu, il incombe à l'employeur de faire la preuve de l'impossibilité de prévoir un licenciement collectif.

En ce cas, le ministre du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu peut fixer le délai à respecter pour procéder au licenciement collectif après consultation de l'employeur.

**6.** Durant le délai d'avis, l'employeur ne peut procéder à un licenciement collectif.



**SECTION IV**  
**COMITÉ DE RECLASSEMENT**

**7.** La Direction générale de la main-d'oeuvre prend charge de la constitution et de la bonne marche du comité de reclassement prévu à l'article 45 de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre.



c. F-5, r.2

## Règlement général sur les comités consultatifs régionaux

Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre  
(L.R.Q., c. F-5, a. 30)

**1.** Dans le présent règlement, les expressions suivantes signifient :

- a) « comité » : un comité consultatif régional ;
- b) « Loi » : la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (L.R.Q., c. F-5) ;
- c) « ministère » : le ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu ;
- d) « employeur » : quiconque habituellement travaille à son compte ou fait exécuter un travail par un salarié ;
- e) « salarié » : quiconque accomplit pour un employeur un travail moyennant une compensation quelle qu'elle soit.

**2.** Toute autre expression employée a la même signification que celle exprimée à l'article 1 de la Loi.

**3.** Le siège social d'un comité est situé au bureau régional de la Direction générale.

**4.** Le nom du comité doit être :

Comité consultatif régional de : .....  
(secteur économique)  
de la région de : .....  
(nom de la région)

**5.** 1) Le champ territorial d'un comité correspond au territoire de l'une ou plusieurs régions ou sous-régions du Québec, telles que définies aux annexes 1 et 2.

2) Le champ sectoriel d'un comité est établi en suivant les secteurs économiques déterminés par le ministère.

**6.** 1) Il y a parité d'employeurs et de salariés au sein d'un comité, chaque fois qu'il est possible.

2) À défaut de parité, le nombre de représentants d'un groupe ne doit pas être inférieur au 1/3 du nombre de représentants des 2 groupes.

**7.** Chaque comité est formé de personnes :

- a) résidant dans la région ;
- b) représentant les employeurs et les salariés de divers milieux et de divers niveaux de travail du secteur économique pour lequel le comité est constitué ;
- c) agréées par le ministre sur la recommandation du directeur général.

**8.** Tout membre qui fait défaut d'assister à 3 réunions consécutives de son comité perd sa qualité de membre.

**9.** Le rôle d'un comité est le suivant :

- a) le comité désigne les membres de l'assemblée générale de la commission selon le mode déterminé à l'article 10 de la Loi ;
- b) le comité avise la Direction générale ; il peut cependant consulter au préalable les associations et organismes régionaux.

**10.** Le rôle de la Direction générale est le suivant :

- a) la Direction générale fournit à chacun des comités toute documentation utile ;
- b) la Direction générale se fait représenter aux assemblées d'un comité par un membre de son personnel régional. Ce représentant assiste à chacune des assemblées et interprète tout document provenant de la Direction générale.

**11.** Les membres du comité élisent comme officiers lors de leur première assemblée, un président et un vice-président. L'un est élu par le groupe des employeurs, l'autre par le groupe des salariés.

**12.** La fonction de président et de vice-président doit alterner entre le groupe des employeurs et le groupe des salariés à chaque année.

**13.** Le président préside les assemblées du comité et représente officiellement celui-ci.

**14.** Le vice-président remplace le président en son absence.

**15.** Les postes de président ou de vice-président deviennent vacants :

- a) par démission de leur titulaire ;

b) lorsque leur titulaire perd sa qualité de membre de la commission.

**16.** Au cas de vacance au poste de président ou de vice-président, les membres du comité procèdent à de nouvelles élections pour la durée du terme non expiré, suivant l'article 11.

**17.** Le président et le vice-président entrent en fonction dès leur nomination à l'assemblée au cours de laquelle ils ont été élus. Ils demeurent en fonction pour une période d'un an ou jusqu'à ce que leur successeur ait été élu.

**18.** Le travail de secrétariat des comités est assumé par le bureau régional de la Direction générale.

**19.** Le procès-verbal de chacune des assemblées d'un comité doit porter la signature du président et celle du rédacteur de ce procès-verbal.

**20.** Les rapports et recommandations d'un comité sont transmis à la Direction générale par l'entremise de son bureau régional, de même qu'à la commission de formation professionnelle de la main-d'oeuvre.

**21.** Le livre des minutes, de même qu'une copie des rapports des recommandations et de tous autres documents utiles sont mis à la disposition des membres du comité au bureau régional de la Direction générale.

**22.** Le comité doit tenir annuellement 3 assemblées que le directeur régional convoque à tout endroit qu'il détermine.

**23.** Toute assemblée supplémentaire est convoquée par le directeur régional ou par demande écrite motivée du président ou de 5 membres du comité, sujette à l'approbation du directeur régional.

**24.** L'avis de convocation et l'ordre du jour sont adressés aux membres du comité au moins 6 jours avant la date de cette assemblée.

**25.** L'ordre du jour doit comprendre les sujets suivants :

- a) appel des membres ;
- b) considération de l'ordre du jour ;
- c) acceptation du procès-verbal de l'assemblée précédente ;
- d) correspondance ;
- e) questions différées ou non terminées ;

f) rapport du président ;

g) questions nouvelles ;

h) levée de l'assemblée.

**26.** Les décisions du comité sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents, y compris le président.

**27.** Le vote est pris à main levée, cependant un membre peut demander le vote au scrutin secret.

**28.** Toutes les recommandations du comité doivent être faites sous forme de résolutions consignées dans les procès-verbaux.

**29.** À moins qu'un scrutin n'ait été requis, une déclaration du président à l'effet qu'une résolution a été acceptée ou rejetée, et une entrée au procès-verbal à cet effet, constituent une preuve *prima facie* de l'adoption ou du rejet de cette résolution sans qu'il soit nécessaire de prouver la quantité ou proportion des votes enregistrés.

**30.** Nul ne peut se faire représenter ni exercer son droit de vote par procuration à une assemblée du comité.

**31.** En cas d'absence de règles de procédure sur un point précis, les règles contenues dans V. Morin, Procédure des assemblées délibérantes, 3<sup>e</sup> édition, s'appliquent aux assemblées du comité.

**32.** Le ministre peut dissoudre un comité lorsqu'il lui est démontré à sa satisfaction que ce comité a abandonné ses activités ou qu'en raison de circonstances particulières ce comité a cessé d'être utile.

**33.** Une personne faisant partie d'un comité consultatif régional ne peut simultanément faire partie d'un autre comité consultatif régional.

**34.** Les frais encourus par les membres des comités consultatifs régionaux pour assister aux réunions sont compensés selon les Règles sur les frais de déplacement du personnel engagé à honoraires (c. A-6, r. 17).

Le membre reçoit une indemnité de 75 \$ par jour de réunion ainsi que pour chaque jour de déplacement requis pour assister à cette réunion.

**35.** La seule pièce justificative exigée des membres des comités pour avoir droit à des compensations pour différents frais afférents aux réunions, est la formule de réclamation dûment remplie et approuvée par le représentant désigné par le ministère.

**36.** Ces tarifs ne s'appliquent pas aux fonctionnaires et employés du ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu ou d'un autre ministère du gouvernement, dont les frais de déplacement et de séjour sont payés selon les lois ou règlements en vigueur.

## ANNEXE 1

(a. 5)

### Régions

### Territoires

#### 1) Gaspésie - Bas Saint-Laurent

- a) Gaspé (1-1)
- b) Bonaventure (1-4)
- c) Sainte-Anne des Monts (1-3)
- d) Bas Saint-Laurent (1-7)
- e) Îles-de-la-Madeleine
- f) Rivière-du-Loup et le territoire décrit comme étant partie du district électoral de Kamouraska (3-1)
- g) Île Anticosti

#### 2) Saguenay - Lac-Saint-Jean

- a) Chicoutimi (2-1)
- b) Roberval (2-4)

#### 3) Québec

- a) Chaudière (3-5)
- b) Québec, jusqu'au territoire 3-1 (3-3)

#### 4) Trois-Rivières

- a) Bois-Francs (4-1)
- b) Mauricie (4-3)

#### 5) Cantons de l'Est

- a) Sherbrooke (5)

#### 6) Montréal

##### A) Montréal-Nord

- a) Terrebonne (6-9)
- b) Joliette (6-8)

##### B) Montréal Métropolitain

- a) Montréal (6-6)

##### C) Montréal-Sud

- a) Richelieu (6-7)
- b) Saint-Hyacinthe (6-4)

#### c) Saint-Jean (6-2)

#### d) Granby (6-1)

#### e) Beauharnois (6-3)

#### 7) Outaouais

#### a) Hull (7-1)

#### b) Labelle (7-3)

#### 8) Nord-Ouest

#### a) Rouyn-Noranda (8-1)

#### b) Abitibi

#### 9) Côte Nord

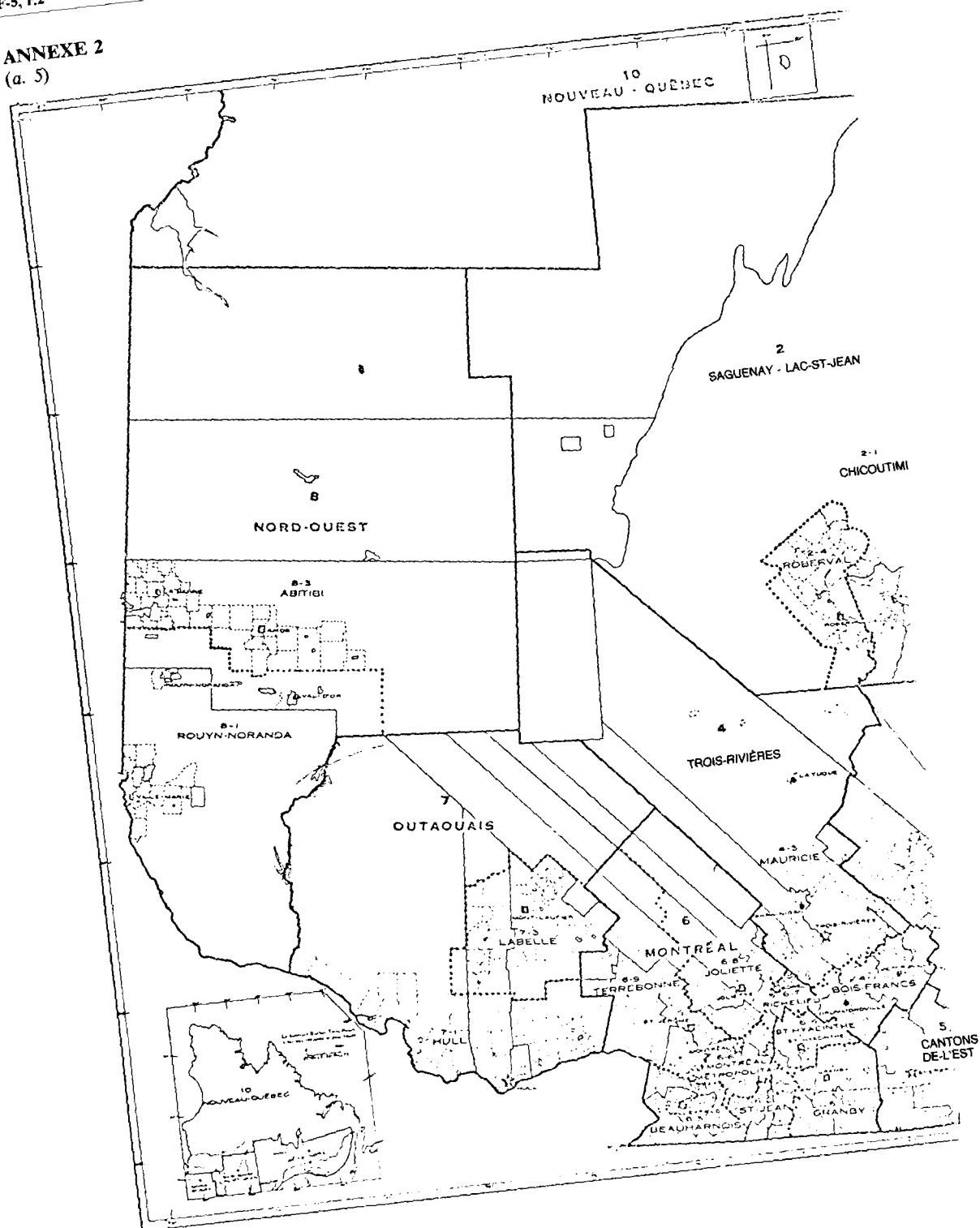
#### a) Saguenay (9-1)

#### b) Mingan (6-2)

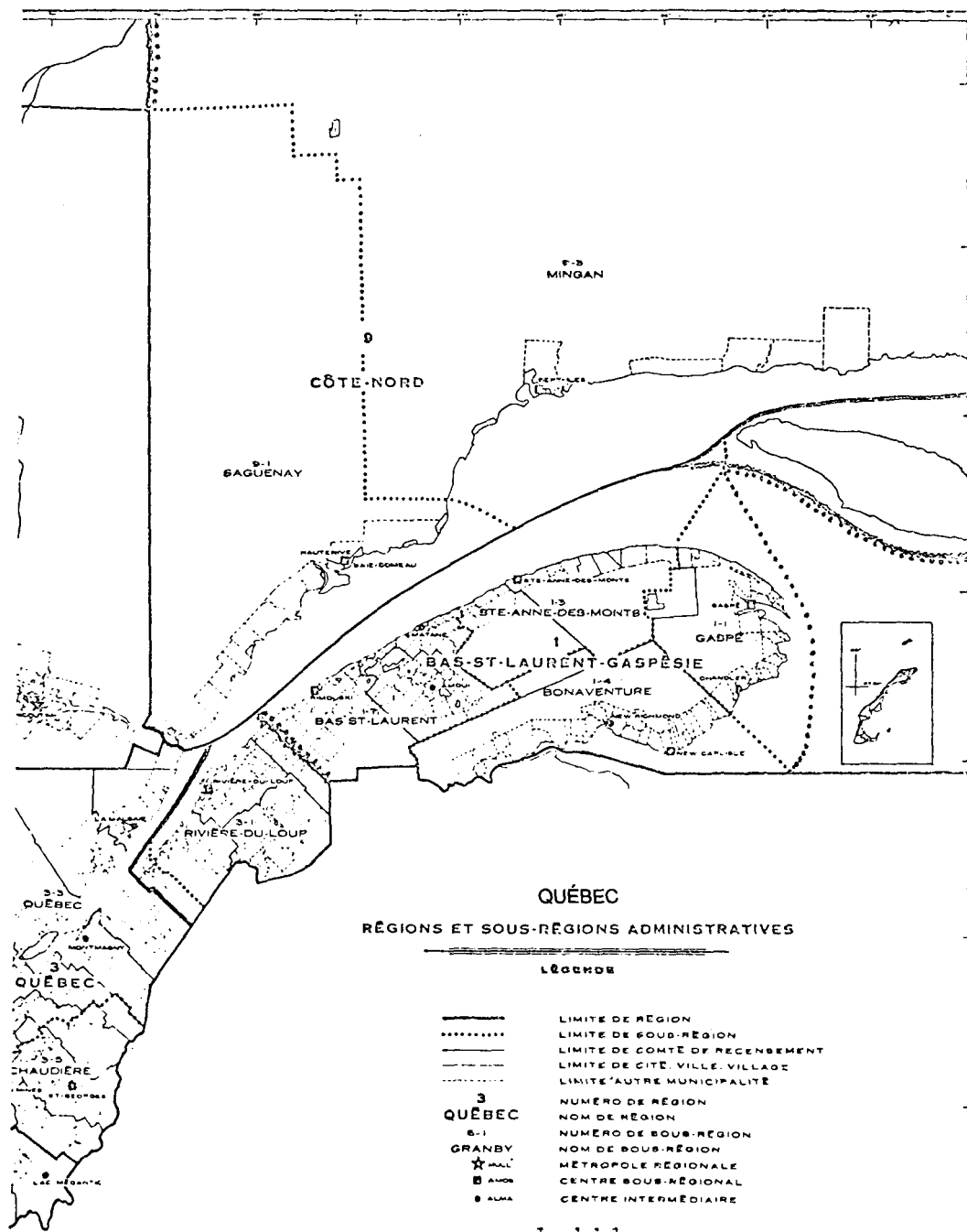
#### c) Nouveau-Québec (10)

F-5, r.2

ANNEXE 2  
(a. 5)



6-006



A.C. 1474-70 du 31.03.70  
 A.C. 4120-70 du 04.11.70  
 A.C. 4121-70 du 04.11.70  
 A.C. 4124-70 du 04.11.70  
 A.C. 1209-77 du 13.04.77





c. F-5, r.3

## Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre de l'industrie de la construction

Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre  
(L.R.Q., c. F-5, a. 30)

### SECTION I INTERPRÉTATION

**1.** Dans le présent règlement, les expressions suivantes signifient :

- a) « attestation d'expérience » : un document que le ministère délivre exceptionnellement et qui atteste que le détenteur a exercé un métier, en tout ou en partie ;
- b) « carnet d'apprentissage » : un livret que le ministère délivre à un apprenti pour rendre compte des heures d'exercice effectuées au cours d'un emploi et des crédits d'apprentissage obtenus ;
- c) « carte d'apprentissage » : une pièce d'identité délivrée par le ministère et qui atteste notamment que le détenteur est un apprenti dans le métier désigné ;
- d) « certificat de qualification » : un certificat délivré par le ministère et qui atteste le niveau de qualification acquise par le détenteur dans un métier dont l'exercice est réglementé en vertu de la Loi ;
- e) « chantier de construction » : l'ensemble des travaux effectués par un employeur dans un même projet ;
- f) « conseil d'arbitrage » : le conseil institué en vertu de l'article 41 de la Loi ;
- g) « Décret » : le Décret de la construction (c. R-20, r.5) ;
- h) « Loi » : la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (L.R.Q., c. F-5) ;
- i) « métier » : l'un ou l'autre de ceux définis à l'annexe A ;
- j) « ministère » : le ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu ;
- k) « ministre » : le ministre du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu ;
- l) « Office » : l'Office de la construction du Québec ;

m) « salarié » : un apprenti, un travailleur qualifié, un manoeuvre et toute personne travaillant individuellement, en équipe ou en société ;

n) « spécialité » : une partie d'un métier défini à l'annexe A ;

o) « travailleur qualifié » : un travailleur qui détient, soit le certificat de qualification ou l'attestation d'expérience délivrés par le ministère, soit le certificat de qualification délivré par un organisme mentionné à l'article 55 de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (L.Q., 1969, c. 51) ;

p) « artisan » : une personne physique qui, faisant affaires pour son propre compte, exerce un métier ou une profession.

### SECTION II CHAMP D'APPLICATION

**2.** Le présent règlement régit l'exercice des métiers définis à l'annexe A, dans le même champ d'application que celui de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (L.R.Q., c. R-20), compte tenu de toute modification à cette loi, de tout règlement qui en découle et de tout décret adopté sous son empire.

Il régit également l'exercice de ces métiers par l'artisan lorsqu'il exécute des travaux de construction visés par la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction que ce soit aux fins personnelles autres que commerciales ou industrielles d'une personne physique ou autrement.

**3.** Le présent règlement ne s'applique pas :

- a) aux travaux de construction de lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, de postes de transformation d'un pouvoir électrique et de circuits aériens d'un réseau téléphonique ;
- b) aux travaux d'installation d'un système d'intercommunications.

### SECTION III EXERCICE DES MÉTIERS

**4.** Conditions :

- 1) Le certificat de qualification ou l'attestation d'expérience ou la carte d'apprentissage, selon le cas, est exigé de celui qui exerce un métier.



2) Celui qui exerce un métier doit, sur demande pendant les heures de travail, exhiber à tout représentant de l'organisme mandaté à cette fin, conformément à l'article 43 de la Loi, son certificat de qualification ou son attestation d'expérience ou sa carte d'apprentissage, selon le cas.

### 5. Champ d'exercice :

1) Les tâches que peut accomplir un travailleur qualifié dans l'exercice de son métier sont celles comprises dans la définition de l'annexe A et s'appliquant à ce métier.

2) Lorsque le certificat de qualification ou l'attestation d'expérience indique la spécialité du détenteur, l'exercice du métier est alors limité aux travaux relevant de cette spécialité.

## SECTION IV VALIDATION DE LA QUALIFICATION

### 6. Validation par métier :

1) Un certificat de qualification est délivré par métier.

2) Ce certificat, en plus de mentionner le métier, indique également :

a) la spécialité, s'il y a lieu, de celui qui possède un certificat de qualification délivré avant le 30 avril 1976, par un organisme habilité à le faire en vertu des lois du Québec ;

b) la spécialité du travailleur qualifié dans les métiers d'opérateur d'équipement lourd et de tuyauteur.

### 7. Admissibilité à l'examen de qualification :

1) a) Est admissible à l'examen de qualification, celui qui a complété l'apprentissage conformément au présent règlement, compte tenu des crédits d'apprentissage applicables ;

b) est également admissible à cet examen, celui qui démontre, au moyen de pièces justificatives, qu'il a exercé un métier ou une spécialité et a acquis une expérience en heures de travail et, s'il y a lieu, en crédits d'apprentissage applicables, au moins égale au nombre de périodes prévu à l'annexe B .

2) Celui qui est admissible à l'examen de qualification doit s'inscrire, à cette fin, à un centre de main-d'oeuvre du Québec et payer les droits fixés à la section VI.

**8. Cadre de l'examen de qualification :** Le métier ou la spécialité, selon le cas, constitue le cadre de l'examen de qualification.

**9. Échec à l'examen :** Toute personne a droit, en cas d'échec à l'examen de qualification, à une reprise à la date

fixée par le ministère ; l'apprentissage est alors prolongé d'autant. Un nouvel échec à la reprise entraîne, soit la prolongation de l'apprentissage en heures de travail, soit la réorientation du candidat.

**10.** La fraude, sous quelque forme que ce soit, entraîne la nullité de l'examen et la prolongation de l'apprentissage jusqu'à la date fixée par le ministère.

**11. Exemption de l'examen de qualification :** Celui qui, avant le 30 avril 1976, était détenteur d'un certificat de qualification ou d'une attestation d'expérience délivrés par un organisme habilité à le faire en vertu des lois du Québec, est exempté de l'examen de qualification. Il en est de même de celui qui est déjà détenteur d'un certificat de qualification délivré suivant les dispositions d'une entente interprovinciale sur la reconnaissance réciproque de la qualification professionnelle (sceau rouge).

**12. Délivrance du certificat :** Le certificat de qualification est délivré à celui qui satisfait à l'une des conditions suivantes :

a) réussir l'examen de qualification conformément aux normes établies ;

b) être exempté de cet examen.

**13. Validité du certificat de qualification et de l'attestation d'expérience :** Le certificat de qualification et l'attestation d'expérience sont valides moyennant les conditions suivantes :

a) s'ils contiennent le nom, la date de naissance, le numéro d'assurance sociale et la signature de celui à qui ils sont délivrés ;

b) s'ils mentionnent la date de délivrance et, à compter du 1<sup>er</sup> juin 1976, les dates de délivrance et d'expiration ;

c) s'ils mentionnent le métier et, s'il y a lieu, indiquent la spécialité des détenteurs ;

d) s'ils portent, à compter du 1<sup>er</sup> juin 1976, le sceau approprié.

**14.** Celui dont la qualification n'est ou ne peut être validée conformément au présent règlement peut, par exception, obtenir une attestation d'expérience sur l'instance du conseil d'arbitrage et dans le métier ou la spécialité que celui-ci détermine.

## SECTION V APPRENTISSAGE

### 15. Régime d'apprentissage :

- 1) L'apprentissage est obligatoire dans chaque métier.
- 2) L'ensemble du métier constitue le cadre de l'apprentissage.
- 3) La durée de l'apprentissage d'un métier est égale au nombre de périodes prévu à l'annexe B. Chacune des périodes équivaut à 2 000 heures d'apprentissage.
- 4) Les candidats doivent, avant d'occuper un emploi, s'inscrire comme apprenti et obtenir du ministère une carte et un carnet d'apprentissage. Ils sont alors classés selon l'expérience acquise et les crédits d'apprentissage obtenus.

### 16. Admission à l'apprentissage :

- 1) L'inscription des candidats est régie par les conditions suivantes :
  - a) être âgé d'au moins 16 ans ;
  - b) être titulaire du certificat de classification d'apprenti émis en vertu du Règlement sur le placement des salariés dans l'industrie de la construction (c. R-20, r.10).
- 2) Un candidat est admis à l'apprentissage d'un seul métier à la fois.
- 3) L'apprenti qui a suivi des cours de formation professionnelle pertinents au métier dans lequel il a été admis à l'apprentissage, obtient des crédits d'apprentissage, conformément aux barèmes établis.
- 4) L'apprenti ayant complété le nombre de périodes prévu à l'annexe B, est tenu de se présenter à l'examen de qualification, au plus tard un mois après la fin de l'apprentissage. Si l'apprenti ne se présente pas, il doit fournir, dans le même délai, une raison valable, sinon sa carte et son carnet d'apprentissage sont suspendus. Cette suspension est levée, aussitôt que cet apprenti se présente à l'examen.
- 5) L'apprenti doit, sous peine d'annulation, faire réviser son carnet d'apprentissage dans les 30 jours de la fin de chacune de ses périodes d'apprentissage.
- 6) À compter du 30 avril 1976, la carte et le carnet d'apprentissage du nouvel apprenti dont le nom n'est pas apparu, à ce titre, sur un rapport mensuel d'employeur produit à l'Office au cours des 2 mois complets qui suivent l'émission de ces documents, sont annulés à toutes fins que de droit.

**17. Validité de la carte d'apprentissage :** La carte d'apprentissage est valide moyennant les conditions suivantes :

- a) si elle contient le nom, la date de naissance, le numéro d'assurance sociale et la signature de celui à qui elle est délivrée ;
- b) si elle mentionne la date de délivrance ;
- c) si elle mentionne le métier et le numéro du carnet d'apprentissage.

**18. Validité du carnet d'apprentissage :** Le carnet d'apprentissage est valide moyennant les conditions suivantes :

- a) s'il contient le nom, la date de naissance, le numéro d'assurance sociale et la signature de celui à qui il est délivré ;
- b) s'il mentionne la date de délivrance et, dans le cas d'une prolongation d'apprentissage, la date fixée ou sa durée en heures de travail, selon le cas ;
- c) s'il mentionne le métier et la période d'apprentissage.

### 19. Relations employeur-apprenti :

- 1) L'apprenti ne peut, à ce titre, accomplir d'autres tâches que celles qui découlent de l'exercice du métier dans lequel il est admis en apprentissage.
- 2) L'apprenti doit exécuter, sous la surveillance immédiate d'un travailleur qualifié, les tâches qui sont siennes.
- 3) L'employeur doit inscrire dans le carnet d'apprentissage, le nombre d'heures effectuées par l'apprenti ainsi que les dates de début et de fin de la période d'emploi dans son établissement.
- 4) La proportion entre le nombre d'apprentis et celui de travailleurs qualifiés à l'emploi d'un employeur, ne doit pas être supérieure à celle qui est mentionnée à l'annexe B. Toutefois, l'employeur peut embaucher un autre apprenti, dès qu'il compte à son emploi un travailleur qualifié de plus que le nombre indiqué dans cette annexe ou tout multiple de tel nombre.
- 5) L'employeur peut, de plus, former des équipes de travail de manière à ce que le nombre d'apprentis sur un chantier de construction ne dépasse pas la proportion d'un apprenti par travailleur qualifié, pourvu que le paragraphe 4 soit respecté.
- 6) L'employeur qui emploie un seul travailleur qualifié ou celui qui est lui-même l'unique travailleur qualifié sur son chantier de construction, a droit à un apprenti.
- 7) Le nombre d'apprentis en dernière période d'apprentissage, ne doit pas être inférieur à 25% de l'ensemble

des apprentis à l'emploi d'un employeur. Ce pourcentage est calculé à partir de 4 apprentis et, par la suite, des multiples de 4. Toutefois, dans le cas de pénurie d'apprentis de dernière période, l'employeur doit recourir, dans la même proportion, aux services d'apprentis de la période précédente.

8) L'employeur doit accorder à l'apprenti qui lui en fait la demande, un congé d'études lui permettant de suivre les cours réglementaires qui lui sont destinés.

9) L'employeur doit reprendre à son service, aussitôt les cours terminés, l'apprenti auquel il a accordé un congé d'études.

10) Les taux de salaires de l'apprenti par rapport à celui du travailleur qualifié sont les suivants :

Durée totale	Période				
	1 <sup>ère</sup>	2 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>	5 <sup>e</sup>
5 périodes	50%	60%	70%	85%	85%
4 périodes	50%	60%	70%	85%	—
3 périodes	60%	70%	85%	—	—
2 périodes	70%	85%	—	—	—
1 période	85%	—	—	—	—

## 20. Plan privé de formation professionnelle :

1) **Reconnaissance** : Un plan privé de formation professionnelle requiert l'approbation du ministère pour obtenir :

a) la validation de la qualification de tout salarié ou de tout artisan qui adhère à ce plan ; et

b) une compensation gouvernementale pour les dépenses encourues dans l'application de ce plan.

2) **Condition** : Pour qu'un plan privé de formation professionnelle soit reconnu, il doit être conforme au présent règlement.

## 21. Inventaire continu :

1) Le ministère fournit à l'Office, la liste des personnes qui obtiennent, pour exercer un métier en vertu du présent règlement, une carte et un carnet d'apprentissage, un certificat de qualification ou une attestation d'expérience.

2) L'Office établit et maintient à jour, l'inventaire des employeurs et des salariés assujettis au Décret à l'aide des données qu'il possède et des renseignements qui lui sont transmis par les employeurs et le ministère. Il établit et maintient également à jour, l'inventaire des artisans pour lesquels il obtient des renseignements en vertu de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (L.R.Q., c. R-20).

3) Par intervalles réguliers ou à la demande du ministre, l'Office présente une analyse des données obtenues par

cette prise d'inventaire continu, de façon à faire connaître, pour chaque mois et pour chacune des régions concernées, le nombre de salariés ou d'artisans ayant oeuvré dans l'industrie, le métier qu'ils ont exercé, le nombre d'heures normales ou supplémentaires qu'ils ont effectuées et le nombre d'employeurs visés. Ces analyses doivent également indiquer tout autre renseignement nécessaire pour mieux connaître la main-d'oeuvre disponible, les conditions du marché du travail et la mobilité professionnelle et territoriale des salariés ou des artisans de l'industrie.

## SECTION VI DROITS

### 22. Carte et carnet d'apprentissage :

Délivrance	5 \$
Révision	2
Duplicata	2.

### 23. Examen de qualification :

Examen initial	10 \$
Reprise	3.

### 24. Certificat de qualification :

Délivrance après examen	nil
Délivrance sans examen	5 \$
Duplicata	2.

### 25. Attestation d'expérience :

Délivrance	2 \$
Duplicata	2.

## SECTION VII DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

**26.** À compter du 30 avril 1976, la carte et le carnet d'apprentissage délivrés, avant le 1<sup>er</sup> février 1976, à l'apprenti dont le nom n'est jamais apparu, à ce titre, sur un rapport mensuel d'employeur produit à l'Office sont annulés à toutes fins que de droit.

**27.** À compter du 1<sup>er</sup> janvier 1977 et annuellement, à compter de la même date par la suite, la carte et le carnet d'apprentissage de tout apprenti dont le nom n'est pas apparu, à ce titre, sur un rapport mensuel d'employeur produit à l'Office pendant la période consécutive de 12 mois suivant le 31 décembre 1975 ne sont plus valides aux fins du présent règlement.

**28.** La carte et le carnet d'apprentissage de l'apprenti qui ont été annulés conformément au présent règlement sont remis en vigueur sans aucun préjudice pour les inté-

ressés, si, preuves à l'appui, l'annulation des documents concernés repose sur une ou des absences par suite de maladie ou d'accident, d'activités patronales ou syndicales ou encore sur une ou des absences permettant de poursuivre l'apprentissage à l'extérieur du Québec.

## SECTION VIII DROIT D'APPEL

**29.** Toute personne qui se croit lésée par une décision du ministère dans la mise à exécution du présent règlement peut en appeler, par écrit, au conseil d'arbitrage dont la décision est finale.

## ANNEXE A

(a. 2 et 5)

## DÉFINITION DES MÉTIERS

### Groupe I

Le groupe I comprend le métier de charpentier-menuisier et celui de poseur de systèmes intérieurs.

**1. Charpentier-menuisier :** Le terme « charpentier-menuisier » désigne toute personne qui exécute des travaux de charpente de bois, des travaux de menuiserie, des travaux d'assemblage, d'érection et de réparation des pièces de bois ou de métal, telles que :

- a) les coffrages à béton incluant les coffrages pour empattements, murs, piliers, colonnes, poutres, dalles, escaliers, chaussées, trottoirs et bordures sur le sol et les dispositifs de rétention des coffrages ;
- b) les moustiquaires, cadres de portes et de châssis, portes, fenêtres, seuils, coupe-froid, murs-rideaux et déclins de bois, d'aluminium ou autre composition ;
- c) les cloisons métalliques ;
- d) les bardeaux, la tôle non soudée et non agrafée qui s'y rapporte, les tuiles de grès ;
- e) les isolants en nattes, en rouleaux ou en panneaux fixés à l'aide de clous, d'agrafes ou de colle ;
- f) les panneaux muraux ;
- g) les latis de bois ou d'autre composition ;
- h) les colombages (tournisses) d'acier ;
- i) le clouage des coins de fer et des moulures métalliques ;
- j) les armoires, comptoirs et tablettes amovibles ou fixes incluant l'appliquage de feuilles de plastique lamellé ou autre revêtement analogue ;
- k) le carrelage acoustique, y compris les moulures ;

- l) les allées de quilles et leurs accessoires ;
- m) les parquets incluant le ponçage et la finition ;
- n) le gazon synthétique ;
- o) la mise en place, le levage et la manutention des pièces suivantes : palplanches en acier, pieux d'étalement, moises, entretoises, étrépillons, pieux de support et étais temporaires en acier ou en bois de charpente lourd enfoncé dans le sol.

**2. Poseur de systèmes intérieurs :** Le terme « poseur de systèmes intérieurs » désigne toute personne qui :

- a) prépare et pose tout genre de latis ;
- b) prépare, assemble et pose tout matériel de métal attaché ou soudé servant au montage et à l'installation de tout support métallique pour plafonds suspendus ;
- c) pose les montants (colombages) de métal pour murs ou cloisons propres à recevoir toute latte de métal, de gypse ou de composition semblable ou toute planche murale ou tout carreau de gypse ;
- d) applique des panneaux muraux de gypse ou de matériau composite sur les cloisons en colombage d'acier ou sur des fourrures de métal ;
- e) pose tout treillis métallique propre à recevoir tout genre d'enduit ;
- f) pose des carreaux acoustiques.

### Groupe II

Le groupe II comprend le métier de grutier, le métier d'opérateur de pelles mécaniques, le métier d'opérateur d'équipement lourd et le métier de mécanicien de machines lourdes.

Le métier d'opérateur d'équipement lourd comprend 4 spécialités : la spécialité d'opérateur de tracteurs, la spécialité d'opérateur de niveleuses, la spécialité d'opérateur d'épanduses, la spécialité d'opérateur de rouleaux.

**3. Grutier :** Toute personne qui :

- a) opère des grues de tout genre, telles que grues pylônes, pylônes, suspendues, à chevalement, automotrices sur locomotives ou camion sur roues ou chenilles avec atachements hydrauliques, électriques, mécaniques et électro-mécaniques ;
- b) opère des ponts roulants, des machines à trépan, sonnettes et grues équipées de sonnettes pour l'enfoncement des palplanches et des pilotis en ciment, en tubes ou autres.

Le grutier opère aussi ces machines lorsqu'elles fonctionnent à l'électricité.

**4. Opérateur de pelles mécaniques :** Toute personne qui opère tout genre de pelles mécaniques, rétrocaveuses, grues équipées d'une benne preneuse ou traînante, excavateurs à bras-robot et tout autre équipement d'excavation analogue monté sur roues ou sur chenilles, fixe ou mobile.

L'opérateur de pelles mécaniques opère aussi ces machines lorsqu'elles fonctionnent à l'électricité.

**5. Opérateur d'équipement lourd :** Toute personne qui opère des machines comprises dans l'une ou l'autre des spécialités suivantes :

1) **La spécialité d'opérateur de tracteurs :** Relève de la spécialité d'opérateur de tracteurs, l'opération des tracteurs sur roues ou chenilles avec flèches, godets ou attachements, des rétrocaveuses « pépinière », des brise-béton, des boutoirs, des décapeuses, des chargeuses frontales en butte, des trancheuses, des tracteurs à grue latérale ou en bout et des tracteurs sur roues montés d'un excavateur ou d'une fourchette.

2) **La spécialité d'opérateur de niveleuses :** Relève de la spécialité d'opérateur de niveleuses, l'opération de niveleuses.

3) **La spécialité d'opérateur d'épanduses :** Relève de la spécialité d'opérateur d'épanduses, l'opération des profileuses-épanduses et des épanduses d'asphalte ou de béton.

4) **La spécialité d'opérateur de rouleaux :** Relève de la spécialité d'opérateur de rouleaux, l'opération des rouleaux-compresseurs et des compacteurs non manuels.

Les opérateurs de machine dans les 4 spécialités ci-dessus mentionnées opèrent aussi les machines lorsqu'elles fonctionnent à l'électricité.

**6. Mécanicien de machines lourdes :** Toute personne qui fait l'entretien et la réparation de grues, de pelles mécaniques, de niveleuses, d'épanduses, de rouleaux, de tracteurs, de camions hors route de même que de tout autre équipement ou machinerie de construction motorisés, fixes ou mobiles, servant à des fins de terrassement, de maintenance ou d'excavation.

Cependant ne relèvent pas de l'exercice du métier les travaux suivants : la réparation des moteurs à air comprimé et des outils pneumatiques tels que les marteaux, les foreuses, les burins et les alésoirs, la pose et la réparation des pneus, l'installation des courroies, des essuie-glaces et des phares, le graissage et le débosselage.

### Groupe III

Le groupe III comprend le métier de monteur d'acier de structure, le métier de chaudronnier, le métier de serrurier de bâtiment et le métier de ferrailleur.

**7. Monteur d'acier de structure :** Le terme « monteur d'acier de structure » désigne toute personne qui fait, à l'exclusion des travaux exécutés en regard de la construction ou de l'entretien des lignes de transmission ou de distribution électrique :

a) le montage et l'assemblage de tous les éléments en fer et en acier qui entrent dans la construction :

i. des immeubles, y compris les cloisons, les toitures préfabriquées, les sections murales comprenant les fenêtres en métal ;

ii. des bâtiments entièrement préfabriqués ;

iii. des ponts, des viaducs, des métros, des tunnels ;

iv. des antennes de postes émetteurs de radio et de télévision ;

v. des monte-charge, des déchargeurs de wagons, des grues, de transporteurs, des déchargeurs de minerai ;

vi. des portes d'écluse, des portes amont ;

vii. de l'équipement de réglage hydraulique ;

viii. des tours, des silos et trémies à charbon, à pierre, à coke, à sable et à minerai ;

ix. des couloirs et trémies à cendre ;

b) le montage des éléments de charpente en béton (panneaux muraux et dalles de planchers ou de plafonds) lorsqu'on utilise de l'équipement mécanique ;

c) le montage et la construction des tuyaux de cheminée assemblée par section ou autrement, de même que tout prolongement et toute réparation de tels tuyaux ;

d) le déchargement, le levage et la mise en place de chaudières complètes, de réservoirs à vapeur et d'éléments assemblés de chaudières à tubes d'eau et de machinerie dans leur position approximative ;

e) le découpage au chalumeau, la soudure, le rivetage, le gréage, l'échafaudage, le montage de la charpente, le montage et le démontage de charpente temporaire ou d'étalement se rapportant à l'un ou l'autre des travaux ci-dessus décrits.

**8. Chaudronnier :** Le terme « chaudronnier » désigne toute personne qui fait les opérations se rapportant à la construction de générateurs de vapeur, de chaudières ou de réservoirs et comprenant :

a) tout travail de montage, de démontage, d'assemblage et de démolition de chaudières, ainsi que le montage d'acier s'y rapportant ;

b) la mise en place de l'équipement sur des bases ou supports ;

- c) la pose et le roulage des tubes ;
- d) la pose de toute partie sous pression ou non, à l'exception du déchargement, du levage ou de la mise en place de chaudières portatives, de réservoirs à vapeur et d'éléments assemblés de chaudières tubulaires ;
- e) tout travail se rapportant aux raccords en Y, aux réservoirs de fumée, aux cheminées, aux colonnes d'air, aux flotteurs, aux chauffe-eau et aux réchauds, aux fumi-vores, aux réservoirs de toutes sortes, ainsi qu'aux travaux en fer laminé en rapport avec ceux-ci ;
- f) le montage et la construction de purgeoirs, de génératrices à gaz, de cuves de brasseries, de colonnes d'alimentation, d'embranchements et de gazomètres ainsi que le déchargement, le levage et la mise en place de l'équipement ou des pièces se rapportant aux dispositifs ci-dessus décrits ;
- g) tout travail de découpage au chalumeau, d'ébar-dage, de matage, de rivetage, de soudure et d'appareillage se rapportant aux opérations ci-dessus décrites.

**9. Serrurier de bâtiment :** Le terme « serrurier de bâtiment » désigne toute personne qui fait au moyen de machines, d'outils ou de soudure, le tracé, la coupe, la préparation et l'assemblage de toute pièce de métal pour la fabrication d'articles tels que les escaliers intérieurs et extérieurs, les garde-corps, les clôtures à l'exclusion des clôtures en fil de fer, les barrières, les châssis, les marquises, les trappes de cave et d'inspection, les grillages de tout genre, les chutes à charbon, les portes de voûte, les portes coupe-feu, les cloisons, les appareils de sauvetage ou tout travail de même nature ; l'installation ou le montage de tels articles.

**10. Ferrailleur :** Le terme « ferrailleur » désigne toute personne qui coupe, plie, cintre, attache, pose et assemble les tiges et treillis métalliques avec du fil de fer, des attaches ou par des procédés de soudage, dans la construction des coffrages, colonnes, poutres, dalles ou autres ouvrages analogues pour renforcer le béton.

#### Groupe IV

Le groupe IV comprend le métier de ferblantier et le métier de couvreur.

**11. Ferblantier :** Le terme « ferblantier » désigne toute personne qui travaille la tôle d'une épaisseur maximale de 10 jauges (fer, cuivre, aluminium, acier inoxydable, et autre matière similaire) et, notamment :

- a) trace, fabrique et pose, sur les chantiers de construction, toutes sortes d'objets en métal en feuilles ;
- b) fait le montage et la réparation de systèmes de ventilation, de climatisation, de chauffage à air chaud et de

tout système pour l'évacuation de matières diverses, telles que copeaux, vapeurs, fumées ou poussières, pose les isolants intérieurs en rapport avec ces systèmes et met en place des appareils préfabriqués ;

- c) fait tout autre travail analogue tel que le revêtement métallique de lanterneaux, de corniches, de coupe-feu et de solins ; l'installation de gouttières et d'autres objets métalliques préfabriqués, tels que tablettes, casiers, cloisons, revêtements muraux, écrans, plafonds.

**12. Couvreur :** Le terme « couvreur » désigne toute personne qui applique et pose sur les couvertures, des compositions d'asphalte, de gravier, de papier bardeau, de tuiles de grès ou d'autres produits similaires. Le travail comprend également la réparation et l'isolation de telles couvertures, y compris le coupe-vapeur, les membranes de toitures rapportées, les membranes d'imperméabilisation, ainsi que la pose de la tôle non soudée et non agrafée.

#### Groupe V

Le groupe V comprend le métier de peintre, le métier de poseur de revêtements souples et le métier de calorifugeur.

**13. Peintre :** Le terme « peintre » désigne toute personne qui exécute :

- a) les travaux de préparation et de conditionnement des surfaces à l'intérieur et à l'extérieur de toute construction et leur revêtement d'une ou plusieurs couches de composés filmogènes en vue d'en assurer la protection et l'embellissement.

Le terme « composé filmogène » désigne toute substance liquide ou gommeuse, naturelle ou synthétique, transparente, semi-transparente, opaque ou colorée, qui a pour propriété de former un film protecteur continu sur les surfaces ;

- b) les travaux de revêtement de surface murale au moyen de papier tenture ou de tout autre matériau similaire, naturel ou synthétique, pré-encollé ou collé ;

- c) les autres travaux comportant la pose de renforts, de coins de fer et d'accessoires, ainsi que le remplissage des joints de planches murales.

**14. Poseur de revêtements souples :** Le terme « poseur de revêtements souples » désigne toute personne qui pose :

- a) les revêtements souples en vinyle, asphalte, caoutchouc, liège, linoléum ou tout autre matériau collé mais non cloué ;

- b) des moquettes, des tapis et sous-tapis, à l'exclusion de tuiles acoustiques appliquées sur les murs et plafonds.

**15. Calorifugeur :** Le terme « calorifugeur » désigne toute personne qui exécute, soit par aspersion ou toute autre mé-

thode conventionnelle, les travaux d'isolation thermique suivants :

a) i. isolation thermique de tout système de tuyauterie nouveau ou existant, qu'il s'agisse d'installation, de réparation ou de rénovation de tels systèmes, y compris l'application de tous les finis protecteurs ;

ii. tuyauterie servant au transport d'un fluide quelconque, (eau chaude, eau froide, vapeur, gaz, huile, essence, ammoniacque, etc. . . ) ;

iii. tuyauterie et conduit pour la climatisation, la ventilation ou la réfrigération ;

b) isolation thermique de calorifères, de fournaies, de chaudières, de réservoirs et de tout autre appareil similaire, à l'exclusion du montage en briques des parois de chaudières.

Le calorifugeur peut également poser des isolants rigides ou semi-rigides.

## Groupe VI

Le groupe VI comprend le métier de plâtrier, le métier de cimentier-applicateur, le métier de briqueteur-maçon et le métier de carreleur.

**16. Plâtrier :** Le terme « plâtrier » désigne toute personne qui :

a) pose à la truelle ou à la machine des enduits calcaires, tels que plâtre, célanité, mortier, ciment, composition métallique, stuc ou autres succédanés ;

b) fixe les moulures d'arrêt des coins métalliques (chanfreins) ou autres, et les accessoires reliés à ces travaux ;

c) fait le tirage et le remplissage des joints de planches murales de gypse ;

d) exécute les travaux de moulure de plâtre et fait le coulage et la pose des ornements.

**17. Cimentier-applicateur :** Le terme « cimentier-applicateur » désigne toute personne qui :

a) prépare et finit les surfaces de ciment sur les planchers, les murs, les trottoirs et les pavages ;

b) fait les revêtements unis ou l'ornementation en ciment ;

c) applique les durcisseurs et les scellants ou fait tout autre revêtement de nature semblable sur les planchers, les trottoirs, les pavages et autres travaux de routes à l'intérieur des tunnels ;

d) fait l'application et la finition d'imperméabilisation métallique, y compris la couche préservatrice et l'installation de membranes d'imperméabilisation.

Le travail sur les murs faisant suite au travail de parquets se limite, pour le cimentier-applicateur, à la hauteur de la plinthe.

**18. Briqueteur-maçon :** Le terme « briqueteur-maçon » désigne toute personne qui fait :

a) la taille, le sciage, la pose avec du mortier, du ciment ou autre adhésif quelconque, ainsi que le tirage des joints des pièces de maçonnerie suivantes :

i. briques, pierres naturelles ou artificielles ;

ii. briques acides, briques à feu, de plastic, de ciment ou de tout autre matériau réfractaire posé à la main ou par méthode pneumatique ou mécanique ;

iii. carreaux de matériaux réfractaires ;

iv. terres cuites (*terra-cotta*) ;

v. béton architectural préfabriqué ;

vi. blocs de gypse, de béton ou de verre, blocs de matériaux composites, blocs d'agréments légers pour murs ou cloisons ;

b) la pose et la soudure des dispositifs d'ancrage, ainsi que la pose des isolants rigides à l'intérieur des murs et des cavités de maçonnerie.

**19. Carreleur :** Le terme « carreleur » désigne toute personne qui :

a) taille et pose le marbre, le granit, le granito préfabriqué, l'ardoise, les carreaux céramiques vitrifiés ou émaillés, et autres matériaux similaires ou de substitution ;

b) installe des bandes, des lattes et des ancrages métalliques et divers mélanges granitiques ;

c) pose la base nécessaire aux ouvrages cités ci-dessus ;

d) polit à la main ou à la machine, à sec ou par voie humide, toute surface de granit, marbre ou tout autre matériau de même nature, et fait la cimentation et le masticage des interstices.

## Groupe VII

Le groupe VII comprend le métier de mécanicien de chantier.

**20. Mécanicien de chantier :** Le terme « mécanicien de chantier » désigne toute personne qui :

a) fait l'installation, la réparation, le réglage, le montage, le démontage et la manutention de la machinerie, y

compris celle se rapportant aux allées de quilles ; de convoyeurs et d'équipements installés de façon permanente ; de portes automatiques et accessoires ; de planchers ajustables pour recevoir la machinerie ;

b) fabrique des gabarits pour cette machinerie et ces équipements.

### Groupe VIII

Le groupe VIII comprend le métier d'électricien.

**21. Électricien :** Le terme « électricien » désigne toute personne qui fait des travaux de construction, de réfection, de modification, de réparation et d'entretien d'installations électriques pour fins d'éclairage, de chauffage et de force motrice, y compris dans tous les cas les fils, câbles, conduits, accessoires, dispositifs et appareils électriques formant partie de l'installation elle-même et y étant reliés au raccordement de l'installation au réseau du service public ou du service municipal l'alimentant, lequel point de raccordement est au mur de l'édifice ou de la bâtisse le plus rapproché de la ligne du service public.

### Groupe IX

Le groupe IX comprend le métier de tuyauteur.

**22. Tuyauteur :** Le terme « tuyauteur » désigne toute personne qui fait, dans une bâtisse ou construction, à l'exclusion des travaux d'aqueducs et d'égouts et leurs embranchements, les travaux d'installation, de réfection, de modification, de réparation ou d'entretien des systèmes compris dans l'une ou l'autre des spécialités suivantes :

1) **Spécialité du plombier :** Relèvent de la spécialité du plombier :

a) les systèmes de plomberie, à savoir :

i. la tuyauterie, les appareils, accessoires et autres appareillages nécessaires à l'alimentation en fluides de ces systèmes ;

ii. la tuyauterie, les appareils, accessoires et autres appareillages utilisés pour le drainage, l'égouttement et l'arrière ventilation des siphons dans ces systèmes ;

b) la tuyauterie, les appareils et accessoires utilisés dans les installations telles que raffineries d'huile, pompes à gazoline, lignes d'air, pipe-lines et arrosage.

2) **Spécialité du mécanicien en protection-incendie :** Relèvent de la spécialité du mécanicien en protection-incendie, les systèmes de giclement automatique comprenant la tuyauterie, les appareils, accessoires et autres appareillages utilisés pour prévenir et combattre les incendies.

3) **Spécialité du poseur d'appareils de chauffage :** Relèvent de la spécialité du poseur d'appareils de chauffage :

a) les systèmes de chauffage et de combustion comprenant la tuyauterie, les appareils, accessoires et autres appareillages nécessaires à la distribution des fluides et/ou à la production de la force motrice ou de la chaleur par ces systèmes ;

b) la tuyauterie, les appareils et accessoires utilisés dans les installations telles que raffineries d'huile, pompes à gazoline, lignes d'air, pipe-lines et arrosage.

4) **Spécialité de frigoriste :** Relèvent de la spécialité de frigoriste, les systèmes de réfrigération d'une capacité d'au moins  $\frac{1}{4}$  cv comprenant la tuyauterie, les appareils, accessoires et autres appareillages nécessaires à la distribution des fluides et à la production du froid par ces systèmes.

### Groupe X

Le groupe X comprend le métier de mécanicien d'ascenseur.

**23. Mécanicien d'ascenseur :** Le terme « mécanicien d'ascenseur » désigne toute personne qui fait l'installation, la réfection, la modification, la réparation et l'entretien d'un système de déplacement mécanisé, composé d'appareils, d'accessoires et autres appareillages, tels que les ascenseurs, monte-charge, escalators, échafauds volants, monte-pente, monte-plats, plateaux amovibles sur scènes de théâtre, trottoirs mouvants et autres appareils similaires généralement utilisés ou utilisables, pour le transport de personnes, d'objets ou de matériaux.

L'installation d'un système de déplacement mécanisé comprend de plus le raccordement électrique des appareils, des accessoires à partir de la boîte de débranchement du conduit principal (*main line disconnection switch*). L'installation comprend également l'opération d'un système temporaire ou non terminé, ainsi que l'opération d'un système terminé lorsque celui-ci est utilisé, à la demande de l'employeur en construction, pour le déplacement de ses salariés et de ses matériaux.





**ANNEXE B**

(a. 7, 15, 16 et 19)

Groupes	Métiers	Période(s) d'appren- tissage	Proportion d'apprenti(s) par travailleur(s) qualifié(s)	
			Apprenti(s)	Travailleur(s) qualifié(s)
I	1. Charpentier-menuisier . . . . .	3	1	5
	2. Poseur de systèmes intérieurs . . .	3	1	5
II	3. Grutier . . . . .	1	1	1
	4. Opérateur de pelles mécaniques . .	1	1	1
	5. Opérateur d'équipement lourd . . .	1	1	2
	6. Mécanicien de machines lourdes . .	3	1	1
III	7. Monteur d'acier de structure . . . .	2	1	5
	8. Chaudronnier . . . . .	3	1	5
	9. Serrurier de bâtiment . . . . .	2	1	5
	10. Ferrailleur . . . . .	1	1	5
IV	11. Ferblantier . . . . .	3	1	2
	12. Couvreur . . . . .	1	1	4
V	13. Peintre . . . . .	3	1	5
	14. Poseur de revêtements souples . .	1	1	2
	15. Calorifugeur . . . . .	3	1	5
	16. Plâtrier . . . . .	3	1	5
VI	17. Cimentier-applicateur . . . . .	2	1	5
	18. Briqueteur-maçon . . . . .	3	1	5
	19. Carreleur . . . . .	3	1	5
VII	20. Mécanicien de chantier . . . . .	3	1	5
VIII	21. Électricien . . . . .	4	1	2
IX *	22. Tuyauteur . . . . .	4	1	2
X	23. Mécanicien d'ascenseur . . . . .	5	1	1
	*La proportion applicable à la spécialité de mécanicien en protection-incendie est		1	1

A.C. 1551-76, (1976) 108 G.O. II, 2933

A.C. 1968-78, (1978) 110 G.O. II, 3603

D. 1322-80, (1980) 112 G.O. II, 2535

D. 4004-80, (1981) 113 G.O. II, 369



c. F-5, r.4

## **Règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre s'appliquant aux métiers d'électricien, de tuyauteur, de mécanicien d'ascenseur et d'opérateur de machines électriques dans les secteurs autres que celui de la construction**

Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre  
(L.R.Q., c. F-5, a. 30)

### **SECTION I INTERPRÉTATION**

**1.** Dans le présent règlement, les expressions suivantes signifient :

a) « Direction générale de la main-d'oeuvre » : l'organisme du ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu chargé de l'application du présent règlement ;

b) « employeur » : quiconque fait exécuter un travail par un salarié ;

c) « Loi » : la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (L.R.Q., c. F-5) ;

d) « métier » : celui qui est indiqué à l'annexe A ;

e) « région » : une des 10 régions administratives telles qu'elles sont définies par le Décret sur la division administrative du Québec (c. D-11, r.1) ;

f) « salarié » : l'apprenti, le travailleur qualifié, le manoeuvre et tout employé travaillant individuellement, en équipe ou en société ;

g) « spécialité » : partie d'un métier déterminée par le présent règlement ;

h) « travailleur qualifié » : celui qui détient, soit le certificat de qualification ou l'attestation d'expérience que décerne la Direction générale de la main-d'oeuvre, soit le certificat de qualification décerné par les organismes mentionnés à l'article 55 de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (L.Q., 1969, c.51) ;

i) « artisan » : une personne physique qui, faisant affaires pour son propre compte, exerce un métier ou une profession.

### **SECTION II CHAMP D'APPLICATION**

**2.** Secteurs : Le présent règlement régit l'exercice des métiers définis à l'annexe A dans les secteurs non assujettis à la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (L.R.Q., c. R-20), compte tenu de toute modification à cette loi, de tout règlement et de tout décret adoptés en vertu de celle-ci.

**3.** Exclusions : Sont cependant exclus du champ d'application :

a) les mines régies par la Loi sur les mines (L.R.Q., c. M-13) ;

b) les stations électriques ou leurs succursales qui servent à la génération, la transformation ou la distribution d'un pouvoir électrique, soit par une corporation de service public ou par un service municipal, lorsque ce travail est fait par leurs employés sous le contrôle et la direction des officiers de cette corporation ou de ce service municipal ;

c) les réseaux de communication et les systèmes d'intercommunication ;

d) la tuyauterie effectuée sur les locomotives, les voitures de chemin de fer et les bateaux ;

e) la fabrication et la réparation de tout appareil électrique, de même que la fabrication, la réparation et l'entretien de tout appareil électroménager.

### **SECTION III EXERCICE DES MÉTIERS**

#### **4. Accessibilité aux emplois :**

1) Le certificat de qualification ou le carnet ou la carte d'apprentissage, selon le cas, est exigé de tout salarié ou de tout artisan exerçant un métier ou une spécialité. Le salarié ou l'artisan auquel s'applique l'article 20 est exempté de cette obligation ; il doit cependant détenir l'attestation d'expérience prévue à l'article 20.

2) Le salarié ou l'artisan exerçant un métier ou une spécialité doit sur demande pendant les heures de travail exhiber à tout représentant de l'organisme mandaté à cette fin conformément à l'article 43 de la Loi, son certificat de

qualification ou son attestation d'expérience ou son carnet ou sa carte d'apprentissage, selon le cas.

### 5. Champ d'exercice :

1) Les tâches que peut accomplir un salarié ou un artisan dans l'exercice de son métier sont celles qui sont comprises dans la définition de l'annexe A s'appliquant à ce métier.

2) Lorsque le certificat de qualification ou l'attestation d'expérience mentionne la spécialité du détenteur, l'exercice du métier est alors limité aux travaux dans cette spécialité.

## SECTION IV VALIDATION DE LA QUALIFICATION

### 6. Validation par métier :

1) Un certificat de qualification est décerné par métier.

2) Ce certificat, en plus de mentionner le métier, indique également :

a) la catégorie de machines dans laquelle un opérateur de machines électriques s'est particulièrement spécialisé ;

b) compte tenu de la nomenclature des spécialités que détermine le conseil d'arbitrage institué en vertu de la Loi :

i. la spécialité du salarié ou de l'artisan qui possède un certificat de qualification décerné avant le 30 octobre 1971 par un organisme habilité à le faire en vertu des lois du Québec ;

ii. la spécialité, s'il y a lieu du salarié ou de l'artisan qui détient une attestation d'expérience conformément à l'article 20 ;

c) la spécialité du salarié qualifié ou de l'artisan qualifié dans le métier de tuyauteur.

**7. Cadre de l'examen de qualification :** Le métier constitue le cadre de l'examen de qualification.

### 8. Admissibilité à l'examen de qualification :

1) Est admissible à l'examen de qualification celui qui :

a) a complété l'apprentissage conformément au présent règlement ; ou

b) a démontré, au moyen de pièces justificatives, qu'il exerce un métier ou une spécialité et a acquis une expérience équivalente au nombre de périodes prévu à l'annexe C.

2) Toute personne admissible à l'examen de qualification doit s'inscrire à cette fin à un centre de main-d'oeuvre du Québec et payer les honoraires prévus à l'annexe B.

**9. Exemption de l'examen de qualification :** Est exempté de l'examen de qualification celui qui possède un certificat de qualification décerné :

a) par un organisme habilité à le faire en vertu des lois du Québec avant le 30 octobre 1971 ;

b) par une autre province et dûment reconnu et accepté par le Québec suivant une entente sur la reconnaissance réciproque de la qualification professionnelle.

**10. Échec à l'examen :** Toute personne a droit, en cas d'échec à l'examen de qualification, à une reprise à la date fixée par la Direction générale de la main-d'oeuvre : l'apprentissage est alors prolongé d'autant. Un second échec entraîne, soit la prolongation de l'apprentissage, soit la réorientation du candidat.

**11. Fraude à l'examen :** Toute personne qui, lors d'un examen de qualification, se rend coupable de fraude ou de tricherie ou de plagiat sous quelque forme que ce soit, ou qui collabore à de telles manoeuvres, est passible des pénalités prévues par la Loi. De plus, la fraude entraîne l'invalidité de l'examen.

**12. Normes et procédures :** La Direction générale de la main-d'oeuvre fixe, en collaboration avec un comité consultatif spécial institué en vertu de la Loi, les normes et les procédures relatives à l'examen de qualification.

**13. Obtention du certificat :** Le certificat de qualification est décerné à celui qui, ayant versé le montant prévu à l'annexe B :

a) réussit l'examen de qualification ; ou

b) est exempté de cet examen.

**14. Validité du certificat de qualification :** Le certificat de qualification est valide moyennant les conditions suivantes :

a) s'il contient le nom, la date de naissance, le numéro d'assurance sociale et la signature de celui à qui il est décerné ;

b) s'il mentionne le métier et, lorsque le présent règlement le prévoit, la spécialité du détenteur ;

c) si le détenteur s'est inscrit, annuellement, à la date de son anniversaire de naissance, à un centre de main-d'oeuvre du Québec et a versé à cette fin les honoraires prévus à l'annexe B, et ce, à compter de 12 mois après la date d'émission de ce certificat.

À défaut de s'être inscrit à la date de son anniversaire de naissance, le détenteur d'un certificat de qualification ne peut exercer son métier ou sa spécialité aussi longtemps qu'il ne s'est pas conformé à la présente section.

## SECTION V FORMATION PROFESSIONNELLE

### 15. Apprentissage ;

- 1) L'apprentissage est obligatoire dans chaque métier.
- 2) L'ensemble du métier constitue le cadre de l'apprentissage.
- 3) La durée de l'apprentissage d'un métier est égale au nombre de périodes prévu à l'annexe C.
- 4) Chacune des périodes équivaut à 2 000 heures d'apprentissage, sauf pour le métier d'opérateur de machines électriques, dans lequel cas la période correspond à 500 heures pour l'opération de la première catégorie de machines et à 250 heures pour l'opération de toute catégorie additionnelle.
- 5) Lorsque l'apprenti a suivi des cours de formation professionnelle, la Direction générale de la main-d'oeuvre accorde des crédits suivant les barèmes qu'elle détermine en collaboration avec un comité consultatif spécial institué en vertu de la Loi.
- 6) L'apprenti ayant complété le nombre de périodes prévu à l'annexe C est tenu de se présenter à l'examen de qualification au plus tard 1 mois après la fin de l'apprentissage. Si l'apprenti ne se présente pas, il doit fournir dans le même délai une raison valable, sinon son carnet d'apprentissage est suspendu. Cette suspension est annulée aussitôt que cet apprenti se présente à l'examen.

### 16. Admission à l'apprentissage :

- 1) **Condition** : Est admis à l'apprentissage tout adulte qui détient le carnet de l'apprenti que lui remet lors de son inscription le centre de main-d'oeuvre du Québec moyennant le paiement des honoraires prévus à l'annexe B. Un candidat, toutefois, ne peut être admis à l'apprentissage de plus d'un métier à la fois.
- 2) **Classification** : L'inventaire des connaissances et des expériences acquises détermine la période de l'apprentissage à laquelle le candidat est admis.

### 17. Validité du carnet de l'apprenti : Le carnet de l'apprenti, pour être valide, doit :

- a) contenir le nom, le numéro d'assurance sociale, la date de naissance et la signature de l'apprenti ;

b) mentionner le métier et la période d'apprentissage ;

c) être révisé annuellement, à la date anniversaire de naissance de l'apprenti, à un centre de main-d'oeuvre du Québec, moyennant le paiement des honoraires prévus à l'annexe B, et ce, à compter de 12 mois après la date d'émission du carnet.

### 18. Relations employeur-apprenti :

- 1) L'apprenti ne peut, à ce titre, accomplir d'autres tâches que celles qui découlent de l'exercice du métier dans lequel il est admis en apprentissage.
- 2) L'apprenti doit exécuter, sous la surveillance immédiate d'un travailleur qualifié, les tâches auxquelles il est assigné.
- 3) L'employeur atteste dans le carnet de l'apprenti le début et la fin de la période d'emploi dans son établissement et le nombre d'heures travaillées.

### 19. Plan privé de formation professionnelle :

- 1) **Reconnaissance** : Un plan privé de formation professionnelle requiert l'approbation de la Direction générale de la main-d'oeuvre pour obtenir :
  - a) la validation de la qualification de tout salarié ou de tout artisan qui adhère à ce plan ; et
  - b) une compensation gouvernementale pour les dépenses encourues dans l'application de ce plan.
- 2) **Condition** : Pour qu'un plan privé de formation professionnelle soit reconnu, il doit être conforme au présent règlement.

## SECTION VI DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

**20. Délai** : Le salarié qui, avant le 11 novembre 1972 exerçait un métier ou une spécialité sans être tenu de détenir un certificat de qualification, doit s'inscrire à un centre de main-d'oeuvre du Québec et y obtenir avant le 30 juin 1973, moyennant la preuve d'exercice, l'attestation d'expérience dans ce métier ou cette spécialité.

L'attestation d'expérience peut être exceptionnellement décernée à tout salarié ou à tout artisan sur l'instance du conseil d'arbitrage.

L'attestation d'expérience doit, pour être valide, indiquer la date de délivrance de cette attestation, le nom, la date de naissance, le numéro d'assurance sociale et la signature du détenteur, de même que son métier ou sa spécialité suivant la nomenclature déterminée à l'annexe A ou

celle qui est exceptionnellement déterminée par le conseil d'arbitrage.

**21. Carnet d'apprentissage délivré avant le 20 octobre 1971 :** Tout carnet d'apprentissage délivré avant le 20 octobre 1971 est maintenu en vigueur jusqu'à la prochaine date anniversaire de l'émission ou à la prochaine date de renouvellement du carnet, selon le cas.

L'apprenti doit à cette même date s'être inscrit à un centre de main-d'oeuvre du Québec. Il est dès son inscription régi par le présent règlement.

**22. Appel :** Toute personne qui se croit lésée dans l'application du présent règlement peut en appeler au conseil d'arbitrage dont la décision est finale.

## ANNEXE A

(a. 1, 2 et 5)

### DÉFINITION DES MÉTIERS

1. **Électricien :** Le terme « électricien » désigne toute personne qui fait des travaux de construction, de réfection, de modification, de réparation et d'entretien d'installations électriques pour fins d'éclairage, de chauffage et de force motrice, y compris dans tous les cas les fils, câbles, conduits, accessoires, dispositifs et appareils électriques formant partie de l'installation elle-même et y étant reliés ou servant au raccordement de l'installation au réseau du service public ou du service municipal l'alimentant, lequel point de raccordement est au mur de l'édifice ou de la bâtisse le plus rapproché de la ligne du service public.

2. **Tuyauteur :** Le terme « tuyauteur » désigne toute personne qui fait, dans toute bâtisse ou construction, à l'exclusion des travaux d'aqueducs et d'égouts et leurs embranchements, l'installation, la réfection, la modification, la réparation et l'entretien des systèmes compris dans l'une ou l'autre des spécialités suivantes :

1) **Spécialité de plombier :** Relèvent de la spécialité du plombier, les systèmes de plomberie, à savoir :

a) la tuyauterie, les appareils, accessoires et autres appareillages nécessaires à l'alimentation en fluides de ces systèmes ;

b) la tuyauterie, les appareils, accessoires et autres appareillages utilisés pour le drainage, l'égouttement et l'arrière ventilation des siphons dans ces systèmes.

2) **Spécialité du poseur de gicleurs :** Relèvent de la spécialité du poseur de gicleurs, les systèmes de giclement automatique comprenant la tuyauterie, les appareils, accessoires et autres appareillages utilisés pour prévenir et combattre les incendies.

3) **Spécialité du poseur d'appareils de chauffage :** Relèvent de la spécialité du poseur d'appareils de chauffage, les systèmes de chauffage et de combustion comprenant la tuyauterie, les appareils, accessoires et autres appareillages nécessaires à la distribution des fluides et/ou à la production de la force motrice ou de la chaleur par ces systèmes.

4) **Spécialité du frigoriste :** Relèvent de la spécialité du frigoriste, les systèmes de réfrigération d'une capacité d'au moins ¼ cv comprenant la tuyauterie, les appareils, accessoires et autres appareillages nécessaires à la distribution des fluides et à la production du froid par ces systèmes.

3. **Mécanicien d'ascenseur :** Le terme « mécanicien d'ascenseur » désigne toute personne qui fait l'installation, la réfection, la modification, la réparation et l'entretien d'un système de déplacement mécanisé, composé d'appareils, d'accessoires et autres appareillages, tels que les ascenseurs, pente, monte-plats, plateaux amovibles sur scènes de théâtre, trottoirs mouvants et autres appareils similaires généralement utilisés ou utilisables, pour le transport de personnes, d'objets ou de matériaux.

L'installation d'un système de déplacement mécanisé comprend de plus le raccordement électrique des appareils, des accessoires à partir de la boîte de débranchement du conduit principal (*main line disconnection switch*). L'installation comprend également l'opération d'un système temporaire ou non terminé, ainsi que l'opération d'un système terminé lorsque celui-ci est utilisé, à la demande de l'employeur en construction, pour le déplacement de ses salariés et de ses matériaux.

4. **Opérateur de machines électriques :** Le terme « opérateur de machines électriques » désigne toute personne qui opère l'une des catégories suivantes de machines électriques : grues, pelles, treuils, ponts roulants, derricks, machines servant à dégeler la tuyauterie, machines cinématographiques.

## ANNEXE B

(a. 8, 13, 14, 16 et 17)

### HONORAIRES À PERCEVOIR DES CANDIDATS À L'APPRENTISSAGE ET À LA QUALIFICATION PROFESSIONNELLE

#### Carnet de l'apprenti

Émission à l'inscription . . . . . 5 \$  
Révision annuelle . . . . . 2.

#### Examens

Examen de qualification . . . . . 10 \$  
Examen de reprise . . . . . 3.

**Certificat de qualification**

Émission après examen . . . . . nil  
 Émission après exemption d'examen . . . . . 5 \$  
 Révision annuelle . . . . . 2.

**Attestation de la qualification avant le 20 octobre 1971**

Révision annuelle . . . . . 2 \$  
*Duplicata* . . . . . 2.

**Attestation d'expérience**

Émission ou *duplicata* . . . . . 2 \$.

**ANNEXE C**

(a.8 et 15)

<i>Métiers</i>	<i>Nombre de périodes</i>
1) Électricien . . . . .	4
2) Tuyauteur . . . . .	4
3) Mécanicien d'ascenseur . . . . .	5
4) Opérateur de machines électriques . . . . .	1.

A.C. 3606-71, (1971) 103 G.O., 7805 et 8091

A.C. 2056-72, (1972) 104 G.O., 6077

A.C. 3296-72, (1972) 104 G.O., 9884

A.C. 419-73, (1973) 105 G.O.II, 323

D 1323-80, (1980) 112 G.O.II, 2537





c. G-2, r.1

## **Règlement sur les employés de la Régie du Grand Théâtre de Québec**

Loi sur le Grand Théâtre de Québec  
(L.R.Q., c. G-2, a.11)

**1.** Pour les employés de la Régie du Grand Théâtre de Québec dont les qualifications et attributions sont analogues à celles des agents de la paix, l'échelle de traitements et les conditions de travail sont les mêmes que celles prévues par la convention collective des agents de la paix et par les règlements adoptés en vertu de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1).

**2.** Pour les employés de la Régie dont les qualifications et attributions sont analogues à celles des ouvriers, l'échelle de traitements et les conditions de travail sont les mêmes que celles prévues par la convention collective des ouvriers et par les règlements adoptés en vertu de la Loi sur la fonction publique.

**3.** Pour les employés de la Régie dont les qualifications et attributions sont analogues à celles des fonctionnaires, l'échelle de traitements et les conditions de travail sont les mêmes que celles prévues par la convention collective des fonctionnaires et par les règlements adoptés en vertu de la Loi sur la fonction publique.

**4.** Pour les employés de la Régie dont les qualifications et attributions sont analogues à celles des professionnels, l'échelle de traitements et les conditions de travail sont les mêmes que celles prévues par la convention collective des professionnels et par les règlements adoptés en vertu de la Loi sur la fonction publique.

**5.** Pour les employés de la Régie dont les qualifications et attributions sont analogues à celles des cadres supérieurs et adjoints aux cadres supérieurs, l'échelle de traitements et les conditions de travail sont les mêmes que celles prévues par les règlements adoptés en vertu de la Loi sur la fonction publique.

**6.** Ces échelles de traitements ne sont toutefois pas applicables à des fonctions spécifiques à la Régie, telles que comédiens, musiciens, machinistes de scène, chanteurs, dont les conditions de travail sont régies par des conventions particulières.







c. G-2, r.2

## Règlement de régie interne de la Régie du Grand Théâtre de Québec

Loi sur le Grand Théâtre de Québec  
(L.R.Q., c. G-2, a. 5)

### SECTION I

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.** L'exécutif que la Régie du Grand Théâtre de Québec doit former, à sa première assemblée générale de chaque mandat, est formé du président et de 2 autres membres.

**2.** Le siège social de la Régie est situé au 1100 rue Claire-Fontaine, à Québec. Il peut être transféré en tout autre endroit de la même ville par décision de la Régie. Une telle décision entre en vigueur à la date de la publication d'un avis à cette fin à la *Gazette officielle du Québec*.

**3.** Le sceau dont l'empreinte figure ci-contre est le cachet officiel de la Régie.

### SECTION II

#### ASSEMBLÉES

**4.** Les assemblées de la Régie sont de 3 sortes : l'assemblée générale, les assemblées ordinaires et les assemblées extraordinaires.

**5.** L'assemblée générale de la Régie a lieu 60 jours au moins avant le commencement de l'exercice financier subséquent, entre le 15 janvier et le 31 janvier, à la date choisie par l'exécutif, en vue de l'approbation du budget de la Régie. Il y a une assemblée générale au début de chaque mandat.

**6.** Les membres de la Régie peuvent être convoqués en assemblée ordinaire, n'importe quand et n'importe où, selon la décision de l'exécutif.

**7.** Les membres de la Régie peuvent être convoqués en assemblée extraordinaire à la demande du président.

**8.** La Régie doit se réunir en assemblée ordinaire au moins 4 fois l'an.

**9.** Le président de la Régie est tenu de convoquer une assemblée extraordinaire sur demande écrite présentée par 5 membres de la Régie. Si le président n'accède pas à leur

requête 24 heures après l'avoir reçue, les signataires peuvent convoquer eux-mêmes une assemblée. Dans l'un et l'autre cas, l'objet de l'assemblée doit être mentionné dans l'avis de convocation.

**10.** Les assemblées ordinaires ou extraordinaires ont lieu au siège social de la Régie, au 1100 rue Claire-Fontaine, Québec, ou en tout autre endroit fixé antérieurement à la convocation par décision du président ou des membres de la Régie.

**11.** Toutes les assemblées de la Régie ou de l'exécutif doivent faire l'objet, au moins 2 jours francs avant la tenue de l'assemblée, d'une convocation par écrit adressée aux membres à la dernière adresse déclarée par ceux-ci.

**12.** Nonobstant l'article 11, le président de l'exécutif peut, à sa discrétion, convoquer la Régie ou l'exécutif en assemblée d'urgence, soit par téléphone, soit par télégramme. Le délai de convocation n'est que d'un jour franc.

**13.** Il peut être dérogé aux formalités de convocation si les membres de la Régie ou de l'exécutif, réunis en assemblée, y consentent verbalement ou par écrit.

**14.** Le vote aux assemblées se donne à main levée. Toutefois, l'assemblée peut recourir au scrutin à la demande d'au moins 3 membres de la Régie.

**15.** Le quorum des assemblées de la Régie est de 5 membres et le quorum de l'exécutif de 2.

**16.** Faute de quorum 15 minutes après l'ouverture d'une assemblée, les membres présents ajournent la séance et la reportent à une date ultérieure ne dépassant pas 15 jours, sans autre avis que celui qui sera donné séance tenante, et ainsi jusqu'à ce qu'il y ait quorum.

À l'assemblée où il y a quorum, les membres s'en tiennent à l'ordre du jour établi antérieurement.

### SECTION III

#### L'EXÉCUTIF

**17.** La Régie accorde à l'exécutif les fonctions et les pouvoirs suivants :

- a) la surveillance et l'exécution du financement du Grand Théâtre de Québec ;
- b) la négociation des contrats de louage de services ;

- c) la négociation des contrats de travail entre la Régie et ses employés ;
- d) la préparation du budget conformément à l'article 9 de la Loi sur le Grand Théâtre de Québec (L.R.Q., c. G-2) ;
- e) la rédaction du rapport annuel, conformément à l'article 14 de la Loi ;
- f) la signature des contrats, pièces administratives, ordonnances, quittances, reçus et titres autres que les effets bancaires qui eux relèvent de la Régie ;
- g) l'expédition des affaires courantes ;
- h) la liaison avec le directeur pour tout ce qui concerne les affaires courantes de la Régie.

#### SECTION IV PRÉSIDENT

**18.** Le président ou son délégué ou les membres de la Régie sont remboursés de leurs frais de voyage et des autres déboursés qu'ils ont faits en tant que mandataires de la Régie ou de l'exécutif à même les sommes prévues à cet effet au budget.

**19.** Au cas d'absence ou d'inhabilité d'agir du président, l'un des membres désignés à cette fin par le président de l'exécutif remplace le président et en assume toutes les obligations.

#### SECTION V DIRECTEUR

**20.** La Régie crée par le présent règlement le poste de directeur du Grand Théâtre de Québec, conformément aux articles 4 et 5 de la Loi.

**21.** Sous l'autorité de la Régie et de l'exécutif, le directeur a pour fonction principale la direction administrative et artistique du Grand Théâtre de Québec.

**22.** Afin d'assurer une collaboration entre la Régie et le directeur, ce dernier assiste aux assemblées de l'exécutif ; il n'a pas droit de vote. Dans l'exercice des fonctions qui lui sont assignées par le présent règlement, le directeur est soumis aux directives de l'exécutif.

**23.** En plus de son traitement fixe, le directeur a droit au remboursement de ses frais de voyage et des autres déboursés qu'il a faits en tant que mandataire de l'exécutif ou de la Régie à même les sommes prévues à cet effet au budget.

#### SECTION VI EFFETS DE COMMERCE

**24.** Tous les chèques, traites, billets et autres effets négociables peuvent être signés, tirés, acceptés ou endossés par la ou les personnes que l'exécutif a désignées, et de la manière que celui-ci a déterminée.

#### SECTION VII VÉRIFICATION

**25.** Suivant l'article 13 de la Loi, le Vérificateur général est habilité à examiner les livres et pièces comptables de la Régie. Un ou des vérificateurs sont désignés chaque année par l'assemblée générale de la Régie, aux fins de vérifier les comptes de la Régie.



c. H-1, r.1

## Règlement d'application de la Loi sur l'habitation familiale

Loi sur l'habitation familiale  
(L.R.Q., c. H-1, a. 14)

### SECTION I APPLICATION

**1.** Le présent règlement s'applique à l'administration de la Loi sur l'habitation familiale (L.R.Q., c. H-1) en ce qui concerne les habitations nouvelles dont la construction a été commencée après le 1<sup>er</sup> juin 1966.

Les maisons construites avant le 1<sup>er</sup> juin 1966 restent régies par les règlements du 7 septembre 1961.

### SECTION II DÉFINITIONS

**2.** Dans le présent règlement :

a) « caisse populaire » : désigne tout syndicat coopératif de crédit et toute société de crédit similaire, toute fédération de tels syndicats ou sociétés et tout groupement de telles fédérations ;

b) l'expression « habitation nouvelle » s'applique :

i. à une maison d'habitation unifamiliale ou bifamiliale isolée ou jumelée, dont la construction a été commencée après le 1<sup>er</sup> juin 1966 ;

ii. à une habitation en rangée commencée après le 1<sup>er</sup> juin 1966, préalablement approuvée conformément aux règlements alors en vigueur ;

iii. aux habitations comprises dans un projet de 5 unités d'habitation ou plus commencé après le 2 mai 1970 ;

iv. aux habitations en copropriété construites après le 15 janvier 1948 ;

c) « le principal » : signifie le montant du prêt, déduction faite de toute prime payable à la Société canadienne d'hypothèque et de logement par rapport à ce prêt ;

d) « Loi » : signifie la Loi sur l'habitation familiale (L.R.Q., c. H-1) ;

e) « Société » : désigne la Société d'habitation du Québec ;

f) « prêteur autorisé » : signifie une caisse populaire ou une société de prêts qui a signé la convention avec la Société prévue à l'article 23, ou qui a déjà signé une convention avec la Société en vertu de règlements antérieurs ;

g) « société de prêts » : signifie une corporation ou une compagnie autorisée à faire des affaires de fiducie, d'assurance, de prêts, de construction ou de finance, ayant son siège social ou une place d'affaires au Québec, et autorisée par le gouvernement à consentir des prêts de construction pour les fins de la Loi ;

h) « revenu annuel » : signifie la somme des revenus bruts annuels provenant de toutes sources ;

i) « valeur réelle » : signifie la valeur d'emprunt telle que déterminée par le prêteur.

### SECTION III PERSONNES QUI PEUVENT BÉNÉFICIER DES AVANTAGES DE LA LOI

**3.** Peut bénéficier des avantages de la Loi toute personne :

a) qui originairement construit, fait construire ou acquiert une habitation nouvelle pour son usage permanent et celui de son conjoint ou des personnes à charge, et qui en devient le premier occupant ;

b) qui est mariée ou a à sa charge une personne envers laquelle elle a des obligations légales, soit à titre de père ou mère vis-à-vis ses enfants, soit à titre d'enfant vis-à-vis son père ou sa mère ;

c) dont le revenu annuel, plus 60% du revenu du conjoint, n'excède pas 7 000 \$. À ce maximum de base, il faut ajouter 500 \$ par enfant à charge qui n'a pas atteint 18 ans révolus. Lorsque le requérant est l'épouse, le revenu annuel est celui du mari au complet, plus 60% du revenu de la requérante.

L'éligibilité de chaque requérant s'établit au moment de la réception de la demande au bureau de la Société, et en tenant compte du revenu de l'année précédant la réception de la demande. Si le revenu de l'année de qualification du requérant, soit le revenu de l'année précédant celle de la réception de la demande, ne représente pas son revenu normal, la Société peut établir l'éligibilité du requérant sur le revenu de l'année de la réception de la demande ou de l'année subséquente à celle de la présentation de la demande, en tenant compte, dans chaque cas, du nombre d'enfants dans chacune de ces 3 années.

Ces 3 années de qualification sont valables pour autant que le requérant présente sa demande dans les 12 mois de l'occupation de sa maison. Advenant le cas où la demande est présentée en dehors du délai de 12 mois prévu par le règlement, le requérant doit alors justifier son revenu d'une part pour les années de qualification qu'aurait déterminé une demande faite dans les 12 mois réglementaires, et d'autre part, pour les années de qualification déterminées par la date de réception de la demande à la Société.

Dans le cas de retard, il n'y a que 2 années de qualification, celle précédant la demande et celle de la demande.

Les dispositions concernant l'éligibilité s'appliquent à toutes les maisons dont la construction a été commencée après le 30 septembre 1967 et aux habitations en copropriété.

**4.** Pour les fins de l'article 14, la Société, par voie de résolution, indexe le revenu annuel de base ainsi que le supplément prévu par enfant sur l'augmentation du coût de la vie, basé sur l'indice des prix à la consommation pour la région urbaine de Montréal tel que publié par Statistique Canada.

Est rééligible aux avantages prévus par la Loi pour une autre période de 5 ans, le bénéficiaire dont le revenu maximum admissible est égal ou supérieur à son revenu réel. Si le revenu maximum admissible du bénéficiaire est inférieur à son revenu réel, les avantages prévus par la Loi prennent fin automatiquement.

Le revenu maximum admissible est le revenu provenant de la somme des montants ci-après :

- a) le revenu de qualification première : 7 000 \$ X l'indice du coût de la vie pour l'année de requalification ;
- b) le supplément par enfant : 500 \$ X l'indice du coût de la vie pour l'année de requalification.

**5.** Ni le requérant ni son conjoint ne doit être propriétaire d'aucune autre habitation permanente ni d'édifice dont il perçoit des revenus.

Ni le requérant ni son conjoint ne doit avoir déjà bénéficié des avantages de la Loi, sauf si une première et unique vente qu'il a faite a reçu l'approbation de la Société avec transfert des bénéfices au nouvel acquéreur.

## SECTION IV LE PRÊT

**6.** 1) Sous réserve des autres dispositions de la Loi, les caisses populaires et les sociétés de prêts sont autorisées à prêter jusqu'à concurrence de 95% des premiers 13 000 \$ de la valeur réelle ou du coût, en prenant le moindre des deux, de toute habitation nouvelle, y compris le terrain, et

de 70% de l'excédent. La valeur réelle de la construction et du terrain est déterminée par la caisse populaire ou la société de prêts qui fait le prêt.

2) Le requérant peut obtenir un prêt en deuxième hypothèque à condition que la somme des prêts en première et en deuxième hypothèque ne dépasse pas le pourcentage indiqué au paragraphe 1.

3) La somme des prêts ainsi obtenus ne doit pas excéder 14 000 \$ pour les maisons unifamiliales isolées, jumelées, en rangée ou en copropriété, et 20 000 \$ pour les maisons bifamiliales isolées ou jumelées.

4) Le coût de construction ou le prix d'acquisition de la nouvelle habitation, y compris le coût du terrain ou autres améliorations, ne doit pas dépasser 17 000 \$ pour les maisons unifamiliales, isolées, jumelées, en rangée ou en copropriété, et 25 000 \$ pour les maisons bifamiliales isolées ou jumelées.

**7.** Seul un prêt consenti par un prêteur autorisé peut faire l'objet de la contribution du gouvernement.

Le terme du prêt ne peut pas dépasser 35 ans.

Le prêt doit être remboursable par versements mensuels, trimestriels ou semestriels.

**8.** Le taux d'intérêt ne doit pas excéder le taux maximum fixé par règlement du gouvernement, et l'intérêt doit être payable en même temps que les versements de principal.

## SECTION V LES HABITATIONS NOUVELLES

**9.** Pour toute construction commencée après le 2 mai 1970, le terrain, la construction, les matériaux, les plans et la localisation de toute habitation nouvelle doivent être acceptables à la Société.

**10.** Toute habitation nouvelle doit être construite en conformité des lois et règlements d'hygiène et des règlements municipaux de construction approuvés par la corporation municipale.

**11.** Tout projet d'habitation comprenant 5 unités d'habitation ou plus, réalisé par un constructeur, un promoteur, un agent, une société ou une corporation, dans un même lotissement, doit être approuvé par la Société avant le début de la construction pour que les acquéreurs de ces unités puissent être éligibles aux bénéfices de la Loi.

## SECTION VI HABITATION EN COPROPRIÉTÉ

**12.** Tout projet d'habitation en copropriété mis en chantier depuis le 2 mai 1970, doit pour rendre les acquéreurs éligibles aux bénéfices de la Loi :

- a) être au préalable approuvé par la Société ;
- b) ne comprendre aucun logement au sous-sol pour fin de vente ;
- c) compter, pour 50% des logements au moins 2 chambres à coucher fermées. Les logements à une seule pièce ou ne comprenant qu'une seule chambre à coucher fermée ne rendent pas les propriétaires éligibles aux bénéfices de la Loi.

Toutefois, la Société peut reconnaître certaines personnes éligibles aux bénéfices de la Loi demeurant dans un appartement d'une seule pièce ou ne comprenant qu'une seule chambre à coucher fermée dans des cas tels que personnes âgées, veuves.

**13.** Les habitations en copropriété construites entre le 15 janvier 1948 et le 2 mai 1970, doivent satisfaire à toutes les conditions déterminées à l'article 12. Toutefois, un tel projet, quoique comportant un ou des logements au sous-sol pour fin de vente, peut être accepté et les propriétaires éligibles aux bénéfices de la Loi, sauf ceux des logements au sous-sol.

**14.** L'éligibilité de tout bénéficiaire doit être vérifiée et établie à tous les 5 ans et son éligibilité doit rencontrer les conditions alors en vigueur sous peine de déchéance.

## SECTION VII DEMANDE QUE DOIT FAIRE LE REQUÉRANT POUR BÉNÉFICIER DES AVANTAGES DE LA LOI

**15.** Pour bénéficier des avantages de la Loi, le requérant doit fournir à la Société, par l'entremise du prêteur autorisé, dans les 12 mois qui suivent l'occupation de la nouvelle habitation, une formule portant la signature et l'assermentation du requérant, et donnant :

- a) le nom, l'adresse et l'occupation du requérant, le nom de son conjoint et de ses enfants ou des personnes à sa charge ;
- b) l'adresse postale de la maison ;
- c) la largeur moyenne, la superficie et une description sommaire du terrain avec son numéro de cadastre et une indication de l'existence ou de l'absence des services municipaux d'aqueduc et d'égout ;

d) la superficie de la nouvelle habitation, ses dimensions et le nombre de ses pièces ;

e) l'assurance qu'il habitera la maison en permanence avec son conjoint ou des personnes à sa charge, et la date à laquelle il a occupé la maison pour la première fois ou la date à laquelle il doit l'occuper ;

f) une attestation solennelle à l'effet que ni lui ni son conjoint ne possèdent une autre habitation permanente ou édifice à revenu ;

g) pour chaque obligation garantie par hypothèque sur l'immeuble, le montant en principal, le terme, le taux d'intérêt et le montant et la date d'échéance des versements en principal et intérêts ;

h) la date des actes de prêts et acquisition, le nom du notaire et le numéro d'enregistrement ;

i) le coût ou le prix de la construction et du terrain ;

j) son revenu et celui de son conjoint ;

k) le nom et l'adresse de son employeur ;

l) l'assurance qu'il informera la Société dans un délai de 3 mois de toute vente affectant l'immeuble hypothéqué.

**16.** Le prêteur autorisé doit fournir en même temps que la formule mentionnée à l'article 15 une déclaration par 2 de ses officiers attestant :

a) le montant en principal du prêt et le montant de toute prime payable par rapport à ce prêt à la Société canadienne d'hypothèque et de logement ;

b) l'évaluation qu'il a faite de la construction et du terrain ;

c) la date à laquelle la construction a été commencée et la date à laquelle elle s'est terminée.

**17.** Après avoir reçu la formule assermentée prévue à l'article 15 et la déclaration exigée par l'article 16 et les avoir approuvées, la Société avise le prêteur autorisé et le requérant de cette approbation, et le requérant devient alors bénéficiaire des avantages de la Loi.

La demande pour les bénéfices de la Loi doit être soumise à la Société dans les 12 mois qui suivent l'occupation de la nouvelle habitation.

Si la demande est soumise après ce délai, les bénéfices compteront à partir de la date de la demande, au lieu de la date du prêt.

## SECTION VIII CONTRIBUTION DE LA SOCIÉTÉ

**18.** Au cas où le principal du prêt est de 7 000 \$ ou moins, la contribution du gouvernement est de 3% par année sur le principal moins l'amortissement normal de chaque année.

Au cas où le principal du prêt est de plus de 7 000 \$, la contribution du gouvernement est de 3% par année sur une somme de 7 000 \$ amortie proportionnellement au prêt total et au terme.

Dans le cas des maisons bifamiliales, les mêmes règles et les mêmes proportions s'appliquent, la contribution de la Société restant la même que sur les maisons unifamiliales.

**19.** L'intérêt de 3% mentionné à l'article 18 est calculé à compter de la date de l'acte de prêt ou de la date de l'acquisition de l'immeuble par le bénéficiaire, si cette acquisition est postérieure au prêt.

Cependant, si au cours d'une période n'excédant pas 12 mois, plusieurs prêts sur le même immeuble ont été consentis au bénéficiaire par un prêteur autorisé et que le produit a servi exclusivement à payer le coût de construction de la nouvelle habitation, la contribution de la Société est calculée à compter des dates respectives des actes de prêt.

Lorsque le bénéficiaire fait construire la nouvelle habitation par la coopérative d'habitation dont il fait partie, la contribution de la Société est calculée à compter de la date du commencement des travaux de construction, pourvu que la période qui s'écoule entre cette date et celle de l'acte de prêt n'excède pas 6 mois, et que le taux d'intérêt n'excède pas le taux maximum fixé par règlement du gouvernement.

**20.** Un bénéficiaire ne peut sans l'autorisation de la Société aliéner ou louer hors de sa famille l'immeuble qui lui permet de profiter des avantages de la Loi, sous peine de perdre ces avantages *ipso facto*.

Cependant, ces avantages peuvent, avec l'autorisation de la Société, être transférés à un acquéreur subséquent de l'immeuble, dans le cas du décès du bénéficiaire ou de son conjoint, ou dans le cas de sa permutation par son employeur à un endroit situé à 25 milles ou plus de l'endroit de son emploi précédent, pourvu que la vente soit faite dans les 12 mois du décès ou de la permutation.

Il est aussi loisible à la Société de permettre le transfert de ces avantages à un acquéreur subséquent, au cas où la Société est convaincue que l'invalidité du bénéficiaire ou de son conjoint rend nécessaire la vente de l'immeuble.

**21.** La Société peut continuer de payer le solde de la contribution originale établie conformément à l'article 18 sans en augmenter le montant, si au cours de sa durée le prêt subit l'une des modifications suivantes :

- a) si le prêt est remboursé à même le produit d'un nouveau prêt provenant du même prêteur ou d'un autre prêteur agréé ;
- b) si le prêt est transporté à un autre prêteur autorisé ;
- c) si le taux d'intérêt est modifié, pourvu que le prêt ainsi modifié demeure conforme aux prescriptions de la loi et des règlements en vigueur.

## SECTION IX LES PRÊTEURS

**22.** Chaque caisse populaire et chaque société de prêt qui désire que ses emprunteurs bénéficient de la contribution du gouvernement et qui n'a pas déjà signé une convention avec la Société en vertu des règlements antérieurs, doit :

- a) faire la demande d'autorisation par écrit à la Société ;
- b) signer une convention avec la Société, tel que prévu à l'article 23.

**23.** La Société est autorisée à signer avec toute caisse populaire et toute société de prêts, toute convention conforme aux règlements et dont les termes et conditions auront été approuvés par le gouvernement.

**24.** Chaque prêteur autorisé peut :

- a) déterminer la valeur réelle de la construction et du terrain qui font l'objet de l'hypothèque à lui être consentie ;
- b) déterminer, conformément à l'article 5 de la Loi, la proportion de chaque prêt par rapport à la valeur réelle de la construction et du terrain ;
- c) établir le mode de remboursement, par versements mensuels, trimestriels ou semi-annuels égaux et consécutifs ;
- d) arrêter les conditions de l'acte de prêt, sous réserve du paragraphe e ;
- e) employer ses propres formules d'acte de prêt, à condition que l'emprunteur et tout acquéreur subséquent aient le droit, en vertu de l'acte ou autrement, de rembourser par anticipation après 1 an de la date de la fin des tra-

vaux, moyennant ou non une indemnité égale à 90 jours d'intérêts sur le principal alors dû.

**25.** Chaque prêteur doit :

- a) fournir à la Société son évaluation de l'habitation nouvelle et du terrain ;
- b) fournir à demande, sur formule prescrite par la Société, tous renseignements demandés par celle-ci concernant tout prêt qui a fait l'objet d'une demande conformément à l'article 15.

**SECTION X**  
**CONCERNANT LE DÉFAUT DU BÉNÉFICIAIRE**

**26.** Tout bénéficiaire qui pendant une période de plus de 90 jours ne remplit pas l'une ou l'autre des conditions de l'acte de prêt ou de la Loi ou du règlement perd les bénéfices durant cette période de défaut.

Dans ce cas, la Société en avise avec diligence le bénéficiaire et le prêteur autorisé à leur dernière adresse connue à la Société.

**27.** Tout bénéficiaire qui a ainsi perdu les avantages de la Loi peut devenir rééligible, s'il se conforme à la satisfaction de la Société aux conditions de l'acte de prêt, ou de la Loi ou du règlement.

**28.** La Société peut déterminer, après vérification par écrit ou par ses inspecteurs, si le bénéficiaire a rempli et continue de remplir toutes les conditions d'éligibilité.

**29.** Le gouvernement conserve contre le bénéficiaire tout recours légal en remboursement de toute somme reçue sous de fausses représentations ou autrement sans droit.

**SECTION XI**  
**APPLICATION DE LA LOI AUX LOGEMENTS À LOYER MODIQUE LOUÉS ET OCCUPÉS PAR DES PERSONNES ÂGÉES**

**30.** Nonobstant le présent règlement, dans la présente section, les expressions suivantes signifient :

- a) « habitation nouvelle » s'applique aux habitations multifamiliales constituées totalement de logements à loyer modique servant à loger en tout ou en partie des personnes âgées ;
- b) « personnes âgées » : toute personne de 60 ans et plus et peut comprendre toute personne d'un âge inférieur qui ne fait pas partie du marché normal du travail et qui ne

requiert pas une surveillance continue, le tout tel que reconnu par la Société.

**31.** Peut se qualifier aux avantages de la Loi, tout organisme sans but lucratif propriétaire de logements à loyer modique dont des unités sont louées à des personnes âgées et dont le coût de réalisation a été financé en vertu de l'article 64 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8).

**32.** Tout organisme sans but lucratif est admissible aux bénéfices de la Loi, tels qu'établis dans le présent règlement, pour tout logement loué et occupé par une ou des personnes âgées autonomes, dont les revenus annuels bruts, provenant de toute source, n'excèdent pas 5 000 \$ par année, s'il s'agit d'une personne seule ou 7 000 \$ par année, s'il s'agit de plusieurs personnes.

**33.** La Société peut verser à un organisme sans but lucratif, pour chaque logement éligible en vertu du présent règlement, en vue de réduire d'autant le coût du loyer reconnu par la Société, les montants suivants :

- a) pour un logement comprenant 2 chambres à coucher fermées, la somme de 30 \$ par mois ;
- b) pour un logement comprenant une chambre à coucher fermée, la somme de 25 \$ par mois ;
- c) pour tout autre type de logement approuvé par la Société, la somme de 20 \$ par mois.

Ces montants doivent être versés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1975 pour tout logement loué ou occupé par une ou des personnes dont les revenus au 1<sup>er</sup> janvier 1975 n'excédaient pas ceux prévus à l'article 32.

**34.** L'engagement de la Société pour l'octroi des bénéfices de la Loi, tels que prévus dans le présent règlement, est limité à un terme de 5 ans avec possibilité de renouvellement selon les conditions alors en vigueur.

- 
- A.C. 1465-67, (1967) 99 G.O., 3456
  - A.C. 252-68, (1968) 100 G.O., 1225
  - A.C. 2190-68, (1968) 100 G.O., 4146
  - A.C. 1759-70, (1970) 102 G.O., 2627
  - A.C. 4217-70, (1970) 102 G.O., 6854
  - A.C. 3764-72, (1973) 105 G.O. II, 19
  - A.C. 735-76, (1976) 108 G.O. II, 2115
  - A.C. 2501-77, (1977) 109 G.O. II, 7005







c. H-1, r.2

## **Règlement sur le taux maximal d'intérêt que peut exiger un prêteur dans le cadre de la Loi sur l'habitation familiale**

Loi sur l'habitation familiale  
(L.R.Q., c. H-1, a. 4)

**1.** Le taux maximal que peut exiger le prêteur d'une personne qui désire bénéficier des avantages de la Loi sur l'habitation familiale (L.R.Q., c. H-1) est fixé à 12 ½ %, excluant toute prime d'assurance-vie hypothécaire.

**2.** Ce taux d'intérêt s'applique :

a) au renouvellement ou à la prolongation, après échéance, de tout prêt consenti le ou avant le 1<sup>er</sup> janvier 1974 et qui jusqu'à cette date bénéficiait de la contribution gouvernementale d'intérêt autorisée par la Loi ;

b) à tout prêt nouveau consenti après le 1<sup>er</sup> janvier 1974 par une société au sens du paragraphe e de l'article 1 de la Loi sur l'habitation familiale et qui rencontre les exigences des autres dispositions de cette Loi.

---

A.C. 2189-68, (1968) 100 G.O., 4142 (8 7/8%)

A.C. 779-69, (1969) 101 G.O., 2233 (9 3/8%)

A.C. 3214-69, (1969) 101 G.O., 6225 (9 7/8%)

A.C. 3931-74 du 30.10.74 (12 1/2%)





c. H-3, r.1

## Règlement sur les bureaux d'informations touristiques

Loi sur l'hôtellerie

(L.R.Q., c. H-3, a. 11)

**1.** Dans le présent règlement, les expressions suivantes désignent :

a) « bureau d'informations touristiques » : établissement qui fournit des renseignements au sujet de restaurants, de campings ou de chambres à louer au jour ou à la semaine ou fait office d'intermédiaire entre un locateur de telles chambres et un éventuel locataire ;

b) « ministre » : le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme ;

c) « établissement hôtelier » : un hôtel, un restaurant, une maison de logement ou un camping au sens de l'article 1 de la Loi sur l'hôtellerie (L.R.Q., c. H-3).

**2.** Nul, sauf une corporation sans but lucratif dont un des objets est de promouvoir le tourisme ou une corporation investie du pouvoir d'administrer du point de vue municipal un territoire légalement reconnu comme municipalité, ne peut tenir un bureau d'informations touristiques.

**3.** Il est défendu de tenir un bureau d'informations touristiques sans avoir au préalable obtenu un permis à cette fin.

**4.** Le permis expire le 30 avril suivant le jour où il est délivré à moins qu'une date antérieure ne soit fixée pour son expiration. Il est renouvelable.

**5.** La demande de renouvellement d'un permis doit être présentée au ministre avant le 15 février de chaque année.

**6.** Le détenteur d'un permis doit le placer en évidence près du comptoir de réception.

**7.** Nul, sauf le détenteur du permis visé à l'article 3 ne doit exposer une enseigne ou une affiche portant les mots ou expressions « informations touristiques », « renseignements touristiques », « *tourist aid* » ou toute autre expression indiquant ou suggérant que l'on tient un bureau d'informations touristiques.

**8.** Aucun propriétaire ou exploitant d'un bureau d'informations touristiques ne doit directement ou par son préposé ou un tiers :

a) donner sciemment de faux renseignements ;

b) exercer une discrimination au détriment d'un établissement hôtelier à l'égard du logement, de la nourriture ou d'un autre service offert au public dans l'établissement ;

c) demander ou accepter une rémunération en retour d'un renseignement.





c. H-3, r.2

## Règlement sur les campings

Loi sur l'hôtellerie  
(L.R.Q., c. H-3, a. 11)

### SECTION I INTERPRÉTATION

**1.** Les dispositions interprétatives de la Loi sur l'hôtellerie (L.R.Q., c. H-3) s'appliquent au présent règlement.

**2.** Dans le présent règlement, les expressions suivantes désignent :

- a) « groupe-campeurs » : le groupe de personnes qui campent sous la même tente ou dans une même roulotte ;
- b) « unité de camping » : la partie d'un camping qui est occupée par la roulotte ou la tente d'un groupe-campeurs, avec ou sans véhicule automobile ;
- c) « condition non-hygiénique ou nuisance » : tout ce qui a été déclaré tel par le ministre des Affaires sociales, ou par un conseil municipal ou son bureau d'hygiène ;
- d) « certificat » : le certificat visé à l'article 10 de la Loi sur l'hôtellerie exigé de toute personne qui désire entreprendre la construction, l'agrandissement ou la transformation d'un camping.

### SECTION II AMÉNAGEMENT, AGRANDISSEMENT OU TRANSFORMATION D'UN CAMPING

**3.** La demande du certificat nécessaire pour l'aménagement, l'agrandissement ou la transformation d'un camping doit être faite suivant la formule A.

Ce certificat est gratuit et il est valide pour 1 an à compter de son émission.

### SECTION III EXPLOITATION D'UN CAMPING

**4.** Une demande pour un permis visé à l'article 3 de la Loi sur l'hôtellerie pour fins d'exploitation d'un camping, doit être faite suivant la formule B.

Les honoraires exigibles par année partielle ou complète pour un tel permis sont de 30 \$ de base pour un camping de 50 unités de camping ou moins, plus 10 \$ par groupe ou partie de groupe de 50 unités de camping.

Le présent article s'applique de plus dans le cas du changement de site d'un camping.

**5.** Tout permis d'exploitation d'un camping peut être renouvelé d'année en année si le détenteur s'est conformé à la Loi sur l'hôtellerie et aux normes et aux conditions établies par le présent règlement.

**6.** Le détenteur d'un permis doit le placer bien en vue près du comptoir servant à la réception des campeurs.

### SECTION IV TRANSFERT D'UN PERMIS

**7.** Une personne qui sollicite pour son compte le transfert d'un permis en vigueur doit :

- a) faire une demande à cette fin suivant la formule B ;
- b) transmettre avec sa demande des honoraires de 5 \$ ;
- c) retourner le permis en vigueur.

**8.** Avant l'émission du nouveau permis, la personne qui sollicite le transfert doit placer près du comptoir servant à la réception des campeurs une affiche lisible portant :

- a) le numéro de l'ancien permis ;
- b) le nom et l'adresse du détenteur de cet ancien permis.

**9.** La personne qui fait la demande de transfert doit obtenir de l'ancien détenteur le registre ou fichier visé à l'article 21 et y faire les entrées requises.

### SECTION V DÉTAILS SUPPLÉMENTAIRES DES DEMANDES

**10.** La demande du certificat nécessaire pour l'aménagement, l'agrandissement ou la transformation d'un camping doit être accompagnée d'un certificat de localisation ou d'une lettre du secrétaire-trésorier de la municipalité indiquant le numéro cadastral du terrain concerné.

**11.** Le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme ou une personne autorisée par lui peut en tout temps exiger de toute personne qui sollicite ou a obtenu un certificat, un permis, un renouvellement ou un transfert les renseignements qu'il juge utiles.

**12.** Une demande doit être accompagnée d'un chèque visé, un mandat de poste ou un bon de poste payable au ministre des Finances du Québec pour le paiement des honoraires requis.

## SECTION VI NORMES ET CONDITIONS D'EXPLOITATION D'UN CAMPING SITUATION ET EAU

**13.** Un camping doit être situé :

- a) sur un terrain sec et bien drainé ;
- b) assez loin des eaux stagnantes pour ne pas incommoder les campeurs et ne pas être une cause d'insalubrité.

**14.** La superficie minimale d'un camping doit être supérieure à 10 000 pieds carrés.

**15.** Un camping doit être pourvu :

- a) d'un robinet à eau potable par 6 groupe-campeurs ou moins ;
- b) d'un cabinet d'aisance par minimum de 6 groupe-campeurs ;
- c) d'une poubelle avec couvercle d'une capacité minimale de 20 gallons impériaux par 4 groupe-campeurs ou moins ou d'un équipement sanitaire équivalent ;
- d) d'une table par groupe-campeurs.

**16.** Le requérant d'un permis doit s'assurer que la source d'alimentation en eau potable et le mode d'évacuation des eaux usées sont conformes aux normes fixées en vertu de la Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., c. P-35) ou des règlements adoptés en vertu de cette Loi.

Lorsque ces services ne sont pas fournis par une municipalité ou par un service public, le requérant doit les faire approuver et produire le certificat U.C. 13-A d'un médecin hygiéniste du district où le terrain de camping est situé.

Les terrains de camping dont les sites destinés aux roulottes ne sont pas pourvus d'un puisard doivent être pourvus d'une fosse septique de vidange, facilement accessible, pour le déversement des eaux usées, avec un robinet à eau courante pour le rinçage.

**17.** Les unités de camping doivent avoir une superficie minimale de 1 500 pieds carrés et être délimitées et numérotées.

**18.** Le camping doit être accessible par un chemin carrossable :

- a) aménagé de façon à ce que les automobiles et les roulottes circulent sans difficulté ;
- b) pourvu d'indications suffisantes.

**19.** Les chemins à l'intérieur du camping doivent être en bon état et bien entretenus.

**20.** La personne en charge d'un camping doit veiller à l'enlèvement des ordures et des déchets chaque jour.

Le détenteur d'un permis doit prévenir et faire disparaître les conditions non-hygiéniques ou nuisances, les causes d'insalubrité ou de maladie.

Il doit maintenir la propreté du camping et la bonne condition des constructions et des affiches.

## SECTION VII TENUE DES REGISTRES

**21.** Le détenteur d'un permis doit tenir un registre ou un fichier dans lequel le voyageur inscrit :

- a) son nom et son adresse ;
- b) le nombre des personnes qui composent le groupe-campeurs ;
- c) le numéro d'enregistrement du véhicule automobile ainsi que le nom de la province ou de l'état qui a émis cet enregistrement.

**22.** La personne en charge du camping inscrit dans le registre :

- a) le numéro de l'unité de camping occupée par le groupe-campeurs ;
- b) la date de l'arrivée et du départ de chaque groupe-campeurs.

**23.** Le détenteur du permis doit conserver ce registre ou ce fichier pendant une période d'au moins 2 ans et le mettre à la disposition de l'inspecteur visé à l'article 12 de la Loi sur l'hôtellerie lorsque ce dernier en fait la demande.

**24.** Le voyageur ou le détenteur d'un permis ne doivent pas, en connaissance de cause, inscrire ou laisser inscrire une fausse déclaration dans ce registre ou ce fichier.

## SECTION VIII PRIX

**25.** Toute personne qui sollicite un permis ou le transfert d'un tel permis doit indiquer sur la formule B les prix maximaux d'admission qui seront exigés des campeurs.

Tout détenteur de permis doit, avant le 15 octobre de chaque année, déclarer sur une formule fournie à cette fin par le ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, les prix maximaux d'admission qui seront exigés des campeurs à compter du 1<sup>er</sup> mai suivant.

**26.** Ces prix maximaux déclarés doivent être affichés visiblement près du comptoir servant à la réception des campeurs et peuvent, à la discrétion du ministre, être inscrits sur le permis.

**27.** Les prix déclarés en vertu de l'article 25 sont en vigueur pendant une année à compter du 1<sup>er</sup> mai. Ils ne peuvent être modifiés au cours de l'année.

**28.** Il est défendu d'exiger ou d'accepter un prix plus élevé que celui qui est déclaré, affiché ou autrement en vigueur suivant le présent règlement.

Il est également défendu d'annoncer de quelque manière un prix inférieur au prix en vigueur suivant le présent règlement.

#### FORMULE A

(a. 3)

#### LOI SUR L'HÔTELLERIE (L.R.Q., c. H-3)

Le soussigné demande un certificat pour:

- ☐ aménager un camping  
☐ agrandir un camping  
☐ transformer un camping

et, à cette fin, fait les déclarations suivantes:

- 1) Numéro du lot .....  
     Cadastre officiel de .....
- 2) Superficie du terrain .....
- 3) Nom et prénom du requérant .....  
     Adresse postale .....  
     Adresse hors-saison .....
- 4) Qualité du requérant:  
     ☐ locataire du terrain  
     ☐ propriétaire du terrain
- 5) Nom du propriétaire (si le requérant n'est pas propriétaire) .....  
     Adresse .....

#### Hygiène

- 1) Y a-t-il, à proximité du terrain, des industries d'où émanent des vapeurs toxiques?  
     ☐ OUI ☐ NON  
     Si oui, à quelle distance? .....

- 2) Y a-t-il, sur le terrain ou à proximité, des endroits marécageux?  
     ☐ OUI ☐ NON

Si oui, à quelle distance? .....

- 3) Y a-t-il un dépotoir à proximité du terrain?

☐ OUI ☐ NON

Si oui, à quelle distance? .....

#### Sécurité

- 1) Le terrain est-il situé à proximité d'un chemin de fer?

☐ OUI ☐ NON

Si oui, à quelle distance? .....

- 2) Le terrain est-il situé à proximité d'une route à grande circulation?

☐ OUI ☐ NON

Si oui, à quelle distance? .....

- 3) Les voies d'accès du terrain peuvent-elles présenter quelque danger pour la sécurité routière?

☐ OUI ☐ NON

- 4) La topographie du terrain présente-t-elle des escarpements dangereux?

☐ OUI ☐ NON

- 5) Y a-t-il des endroits de baignade dangereux?

☐ OUI ☐ NON

- 6) Y a-t-il de la végétation vénéneuse sur le terrain?

☐ OUI ☐ NON

#### Confort

- 1) Le terrain s'égoutte-t-il naturellement?

☐ OUI ☐ NON

- 2) Y a-t-il des industries ou établissements commerciaux bruyants à proximité du terrain?

☐ OUI ☐ NON

Si oui, à quelle distance? .....

Signature du

requérant .....

Date .....

Signature de

l'inspecteur .....

Date .....

N.B. Un certificat de localisation doit accompagner la présente demande.



**FORMULE B**

(a. 4, 7 et 25)

**LOI SUR L'HÔTELLERIE (L.R.Q., c. H-3)**

Le sou signé demande:

- ☐ un permis d'exploitation de camping  
☐ un renouvellement  
☐ un transfert

et, à cette fin, fait les déclarations suivantes:

- 1) Nom du camping .....  
 Adresse .....  
 Téléphone .....  
 Numéro du lot .....  
 Cadastre officiel de .....
- 2) Dans le cas du transfert d'un permis:  
 Nouveau nom du camping ..... ou  
 Nom projeté .....
- 3) Nom et prénom du requérant .....  
 Adresse postale .....  
 Adresse hors-saison .....
- 4) Qualité du requérant:  
☐ locataire  
☐ propriétaire
- 5) Nom du propriétaire (si le requérant n'est pas propriétaire) .....  
 Adresse .....
- 6) Si possible, nom de la personne qui sera en charge .....  
 Adresse .....
- 7) Caractéristiques du camping:
  - a) superficie en pieds carrés (elle doit être supérieure à 10,000 pieds carrés) .....
  - b) nombre d'unités de camping (groupe-campeurs) .....
  - c) le terrain est-il bien égoutté?  
☐ OUI ☐ NON
  - d) nombre de robinets à eau potable (il faut un robinet à eau potable par 6 groupe-campeurs ou moins) .....

- e) nombre de cabinets d'aisance pour sexe féminin .....  
 nombre de cabinets d'aisance pour sexe masculin .....  
 (il faut un cabinet d'aisance pour sexe masculin et un autre pour sexe féminin par 12 groupe-campeurs ou moins).

f) nombre de poubelles .....

- 8) D'où provient l'eau potable? (système municipal, puits, réservoir, etc.) .....

- 9) Prix exigé par groupe-campeurs logeant sous la tente:

par jour .....

par semaine .....

par mois .....

Prix exigé par groupe-campeurs logeant dans une roulotte:

par jour .....

par semaine .....

par mois .....

Signature du

requérant .....

Date .....

Signature de

l'inspecteur .....

Date .....

**N.B.**

- a) Lorsque l'eau potable ne provient pas d'un service public, un certificat du médecin-hygiéniste du district où le camping est situé doit être produit.  
 b) Un chèque, un mandat de poste ou un bon de poste payable au ministre des Finances du Québec doit accompagner la présente demande pour le paiement des honoraires requis.  
 c) Dans le cas d'une demande de transfert, le permis en vigueur, émis au nom de l'ancien détenteur, doit être retourné avec la présente demande.

A.C. 803-64, (1964) 96 G.O., 2623  
 A.C. 1631-67, (1967) 99 G.O., 3958  
 D. 3468-81, (1981) 113 G.O.II, 5528



c. H-3, r.3

## Règlement sur les établissements hôteliers et les restaurants

Loi sur l'hôtellerie  
(L.R.Q., c. H-3, a.11)

### SECTION I APPLICATION

**1.** Le présent règlement, sauf dans les cas où il est stipulé qu'il concerne une nouvelle construction, s'applique à tous les établissements hôteliers ou restaurants.

### SECTION II DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATIONS

**2.** Dans le présent règlement, les expressions suivantes signifient :

- a) « personne » : une personne physique ;
- b) « client » : une personne qui :
  - i. effectue la location d'une chambre en vue de loger dans l'établissement et comprend également la ou les personnes qui l'accompagnent ; ou
  - ii. commande, achète ou consomme de la nourriture ou des breuvages moyennant paiement ;
- c) « exploitant » : une personne responsable de l'administration ou de la surveillance de l'établissement hôtelier ou du restaurant, soit pour le bénéfice d'une corporation ou d'une société soit pour son propre bénéfice personnel ;
- d) « détenteur » : une personne qui détient à son nom le permis visé aux articles 3 et 4 de la Loi sur l'hôtellerie (L.R.Q., c. H-3) ;
- e) « nouvelle construction » : s'entend de tout projet de nouvel immeuble, de partie d'immeuble ou d'agrandissement soumis, approuvé ou exécuté après le 29 juin 1977 ;
- f) « chambre » : une pièce spécialement aménagée pour loger un ou plusieurs clients ;
- g) « suite » : au moins 2 pièces communicantes dont une est spécialement aménagée pour servir de salon particulier et l'autre de chambre ;
- h) « rez-de-chaussée ou premier étage » : l'étage dont le plancher est le plus rapproché du sol adjacent à l'entrée

principale et dont le plafond est à plus de 6 pieds (1,8m) de ce sol ;

- i) « séjour à forfait » : séjour en vertu duquel un prix invariable est fixé à l'avance pour plusieurs services déterminés dans une convention ;
- j) « fenêtre » : ouverture faite dans un mur, une paroi ou une porte pour laisser passer l'air et la lumière ;
- k) « ministre » : le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

**3.** Les institutions de bien-être social, de charité ou d'éducation qui sont sous la juridiction d'un ministère provincial, de même que les établissements non gouvernementaux de bien-être social, de charité ou d'éducation constituent des catégories non assujetties au présent règlement à moins que ces établissements n'admettent des clients provenant de l'extérieur qui ne sont ni résidents, ni étudiants, professeurs ou employés.

**4.** Les pourvoyeurs de chasse ou de pêche au sens de la Loi sur la conservation de la faune (L.R.Q., c. C-61), les établissements exploités par une entreprise commerciale ou un service public à l'intention exclusive de ses employés de même que les clubs privés exploités à l'intention exclusive des membres et de leurs invités constituent des catégories non assujetties à l'application du présent règlement.

**5.** Les établissements visés aux articles 3 et 4 et où le service de l'alimentation est assuré par un exploitant opérant à son profit sont assujettis à la Loi sur l'hôtellerie et au présent règlement.

### SECTION III CERTIFICAT DE CONSTRUCTION, D'AGRANDISSEMENT, DE RÉFECTION OU DE TRANSFORMATION

**6.** Pour obtenir le certificat obligatoire visé à l'article 10 de la Loi sur l'hôtellerie, le requérant doit en faire la demande au ministre, accompagnée :

- a) des titres de propriété ou de location ;
- b) d'un certificat d'acceptation du projet par la corporation municipale concernée ;
- c) de l'autorisation du sous-ministre de l'Environnement prévue à l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) ;

d) d'un plan d'ensemble de l'établissement indiquant s'il y a lieu l'agencement des différentes bâtisses et leur orientation sur le terrain ;

e) de 6 copies de plans préalablement approuvés par le ministère du Travail, de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu à l'échelle de  $\frac{1}{8}$  " ou de  $\frac{1}{4}$  " = 1'0 " (1:100 m ou 1:50 m au mètre), de chaque étage, du sous-sol ou de la cave et indiquant :

i. l'emplacement des portes, de l'entrée principale et des fenêtres avec leurs dimensions et le sens de l'ouverture ;

ii. les corridors, les issues et leurs dimensions ;

iii. la composition et le fini des murs, des planchers et de l'insonorisation des chambres ;

iv. le nom et l'adresse du requérant et le nom et l'adresse de l'auteur des plans.

**7.** Dans toute nouvelle construction, ces plans doivent être assujettis aux prescriptions de l'article 16 de la Loi sur les architectes (L.R.Q., c. A-21).

**8.** Dans les cas d'agrandissement, de réfection ou de transformation, selon la nature des travaux projetés ou dans le cas d'un achat ou de la location d'un établissement, les documents énumérés à l'article 6 demeurent exigibles.

**9.** Outre les chambres, toutes les pièces d'un établissement doivent être identifiées de numéros correspondant aux plans déposés et approuvés par le ministre.

**10.** Les plans soumis doivent être approuvés avant le début des travaux et cette approbation est valide pour une période de 12 mois, à compter de la date de l'approbation.

Un dépôt de 25 \$ doit accompagner la demande pour l'étude des plans.

**11.** Une copie des plans approuvés doit être gardée sur les lieux à la disposition des inspecteurs.

#### SECTION IV PERMIS

**12.** Une demande pour le permis visé aux articles 3 et 4 de la Loi sur l'hôtellerie pour les fins d'exploitation d'un établissement hôtelier ou d'un restaurant doit être faite au ministre et la demande, en plus des items énumérés à l'article 4 de cette Loi, doit être accompagnée des documents suivants :

a) le texte de l'enseigne ;

b) l'autorisation écrite et la preuve de son mandat, si le requérant du permis agit pour le bénéfice d'une corporation ou d'une société ;

c) dans le cas d'un établissement hôtelier, la déclaration du prix des chambres, dûment complétée ;

d) un jeu de photographies de grandeur minimale de 5 pouces (12 cm) sur 7 pouces (17 cm) illustrant chacune des élévations extérieures libres du bâtiment ;

e) un certificat du ministère du Travail, de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu et si le gaz est utilisé dans l'établissement, un certificat de la Régie de l'électricité et du gaz ;

f) un certificat du ministère de l'Environnement à l'exception des établissements situés dans une municipalité desservie par un service public d'aqueduc et d'égouts.

**13.** Tout permis est délivré au nom d'une personne physique, pour son compte ou pour le bénéfice d'une corporation ou d'une société à la condition que les droits en aient été acquittés et que l'inspection prévue à l'article 6 de la Loi sur l'hôtellerie ait été effectuée.

**14.** 1) Le permis peut être renouvelé d'année en année, à la condition que le détenteur se conforme à la Loi sur l'hôtellerie et au règlement adopté en vertu de cette Loi.

2) Toutes les chambres doivent satisfaire constamment à toutes les normes édictées par le présent règlement.

Si un détenteur de permis désire fermer une partie de son établissement, il doit en aviser immédiatement le Service de l'hôtellerie et retourner les cartes de prix de chambres correspondant aux pièces fermées.

**15.** Les demandes de renouvellement de permis doivent être faites au ministre et être adressées au moins 3 mois avant l'expiration du permis au Service de l'hôtellerie.

**16.** Les droits exigibles à l'occasion de la délivrance d'un permis sont :

a) pour les établissements hôteliers : 50 \$ de base, plus 2 \$ par chambre destinée aux clients ;

b) pour les catégories de restaurants : 50 \$ de base pour un établissement sans place assise, plus 2 \$ par groupe ou partie de groupe de 20 places assises ou tel que déterminé lors de l'approbation des plans conformément à l'article 61. Pour les fins de cet article, toutes les salles utilisées régulièrement ou occasionnellement aux fins de restauration doivent être prises en considération.

Les droits sont payables par chèque visé ou mandat de poste à l'ordre du ministre des Finances.

**17.** Les droits que confère un permis ne peuvent être valablement transférés à une autre personne, sauf dans les cas de décès ou de faillite du détenteur du permis. Dans ces derniers cas, une demande de permis doit être faite au ministre et la demande doit être accompagnée des documents prévus à l'article 12 et du registre ou fichier mentionné à l'article 134 couvrant les 2 dernières années et détenu par le présent détenteur du permis. Dans tous les autres cas d'aliénation, le cédant ou ses héritiers doit remettre à l'acquéreur ce même fichier ou registre.

**18.** Si une demande de changement de détenteur, agissant pour le compte d'une compagnie ou d'une société est faite au ministre par résolution, ce changement est accepté moyennant le versement de droits de 10 \$ et à la condition expresse que l'établissement pour lequel le permis avait été délivré ne soit pas considéré par le ministre comme ayant été vendu.

**19.** Le ministre émettra un permis d'exploitation avant l'inspection de l'établissement dont les travaux ont été effectués selon des plans confectionnés par des architectes ou ingénieurs et approuvés par le ministre, pourvu que la demande s'accompagne d'un certificat des architectes ou ingénieurs attestant que les travaux ont été exécutés conformément aux plans approuvés.

## SECTION V CATÉGORIES D'ÉTABLISSEMENTS

**20.** Le permis d'établissement hôtelier peut être émis à 5 catégories d'établissements qui louent des facilités d'hébergement sur une base quotidienne ou hebdomadaire.

**21.** Fait partie de la catégorie A-1, l'établissement dont les services principaux d'hébergement ou de restauration sont groupés dans un même bâtiment ou en des bâtiments constituant un ensemble hôtelier comprenant ou offrant obligatoirement, selon le cas, les pièces et services suivants :

- a) un minimum de 6 chambres à coucher destinées aux clients, toutes les chambres devant être munies d'une salle de bains particulière ;
- b) une salle d'entrée destinée exclusivement à l'accueil et à l'enregistrement des clients ;
- c) un cabinet de toilette public pour chaque sexe ;
- d) un vestiaire ;
- e) une ou des salles à manger pouvant recevoir en même temps autant de personnes que l'établissement contient de chambres, dans le cas des établissements de moins de 100 chambres, ou un nombre de personnes égal à la moitié des chambres, dans le cas des établissements de 100

chambres et plus, la capacité de la ou des salles à manger ne pouvant être inférieure à 100 personnes dans le cas de ces derniers établissements ;

- f) une cuisine avec compartiment à ordures ;
- g) une lingerie de service et un placard de rangement ;
- h) un service de buanderie et de pressage à la disposition des clients ;
- i) le service du téléphone dans toutes les chambres ;
- j) dans le cas des municipalités n'ayant pas de règlements régissant le stationnement en fonction des édifices publics, tout nouvel immeuble construit pour des fins d'hôtellerie doit compter des espaces de stationnement en quantité supérieure au 1/3 du nombre des chambres à coucher à moins qu'un parc de stationnement pouvant y suppléer soit accessible dans un rayon inférieur à 1 500 pieds (450 m) ;
- k) un système d'approvisionnement d'eau potable et un système de disposition des eaux usées.

**22.** Fait partie de la catégorie A-2, l'établissement hôtelier existant avant le 29 juin 1977 et qui rencontre les normes exigées à la catégorie A-1, sauf en ce qui a trait au téléphone dans les chambres et à l'équipement des salles de bains, mais il doit alors se trouver dans chaque chambre un lavabo avec eau courante et, à chaque étage, une salle de bains complète pour chaque sexe, lorsqu'il y a 6 chambres ou moins, et une salle de bains complète additionnelle pour chaque sexe pour chaque groupe additionnel de 6 chambres ainsi qu'au moins un appareil téléphonique dans l'établissement à l'usage de la clientèle.

**23.** Fait partie de la catégorie B-1, l'établissement hôtelier qui ne peut offrir tous les services et les aménagements fournis par ceux de la catégorie A, dont les services principaux sont groupés dans un même bâtiment ou en des bâtiments constituant un ensemble hôtelier, et qui comprend ou offre obligatoirement les pièces et services suivants :

- a) un minimum de 6 chambres à coucher destinées aux clients dont toutes les chambres sont munies d'une salle de bains particulière ;
- b) une salle d'entrée destinée exclusivement à l'accueil et à l'enregistrement des clients ;
- c) un cabinet de toilette public pour chaque sexe ;
- d) un vestiaire ;
- e) une lingerie de service et un placard de rangement ;

f) s'il s'agit d'une nouvelle construction érigée pour les fins d'hôtellerie, des espaces de stationnement en quantité supérieure au 1/3 du nombre des chambres à coucher dans le cas d'établissements situés dans des municipalités n'ayant pas de règlements régissant le stationnement en fonction des édifices publics, à moins qu'un parc de stationnement pouvant y suppléer soit accessible dans un rayon inférieur à 1 500 pieds (450 m) ;

g) un système d'approvisionnement d'eau potable et un système de disposition des eaux usées.

**24.** Fait partie de la catégorie B-2, l'établissement hôtelier existant avant le 29 juin 1977 et qui rencontre les normes exigées à la catégorie B-1, sauf en ce qui a trait à l'équipement des salles de bains, mais il doit alors se trouver dans chaque chambre un lavabo avec eau courante et, à chaque étage, une salle de bains complète pour chaque sexe, lorsqu'il y a 6 chambres ou moins, et une salle de bains complète additionnelle pour chaque sexe pour chaque groupe additionnel de 6 chambres.

**25.** Fait partie de la catégorie B-3, l'établissement hôtelier aménagé dans une maison type familial construite depuis au moins 5 ans, utilisée uniquement à cette fin depuis son érection et de moins de 20 chambres qui rencontre les normes exigées à la catégorie B-2, sauf en ce qui a trait à la dimension minimale des chambres. Chaque chambre doit avoir les dimensions minimales suivantes :

a) 100 pieds carrés ou 10 mètres carrés dans une pièce où est placé un lit simple ou double ;

b) 140 pieds carrés ou 13 mètres carrés dans une pièce où sont placés 2 lits simples ;

c) 160 pieds carrés ou 15 mètres carrés dans une pièce où sont placés un lit simple et un lit double ;

d) 180 pieds carrés ou 16,5 mètres carrés dans une pièce où sont placés 2 lits doubles.

**26.** Fait partie de la catégorie C, l'établissement hôtelier existant avant le 29 juin 1977 et qui ne peut répondre aux exigences des catégories A ou B, mais qui remplit les conditions suivantes :

a) un minimum de 6 chambres destinées aux clients ;

b) une pièce d'entrée destinée à l'accueil et à l'enregistrement des clients ;

c) une salle de bains complète à chaque étage ou par groupe de 6 chambres ;

d) un système d'approvisionnement d'eau potable et un système de disposition des eaux usées.

**27.** Les établissements hôteliers composés exclusivement de pavillons séparés (cabines), non admissibles à la catégorie B et comprenant un minimum de 6 unités d'hébergement dotées chacune d'un cabinet de toilette, sont admis à la catégorie C sans être assujettis aux exigences de l'article 26.

**28.** Les établissements des catégories B ou C qui offrent la restauration en plus du logement doivent être pourvus d'une cuisine et d'une salle à manger pouvant recevoir au moins 6 personnes à la fois.

**29.** Seuls les établissements faisant partie des catégories A-1 ou A-2 peuvent utiliser l'appellation « Hôtel » ou insérer cette appellation dans leur nom ou dans leur publicité.

**30.** Seuls les établissements détenant un permis des catégories A ou B offrant quotidiennement les 3 repas peuvent utiliser l'appellation « Auberge » dans leur nom ou leur publicité.

**31.** Seuls les établissements des catégories A ou B qui sont constitués d'au moins 6 chambres indépendantes et contiguës auxquelles les clients peuvent accéder de l'extérieur depuis un espace de stationnement, peuvent utiliser l'appellation « Motel » dans leur nom ou leur publicité ; ces établissements sont soustraits à l'application du paragraphe i de l'article 21.

**32.** Le permis de restaurant peut être délivré par le ministre à 5 catégories d'établissements qui, moyennant paiement, servent de la nourriture pour consommation sur place.

**33.** Fait partie de la catégorie R-1, l'établissement qui offre à heures fixes le service de salle à manger avec des repas cuisinés sur place, dont les services principaux sont groupés dans un même immeuble aménagé avec l'approbation du ministre et qui comprend :

a) un espace à l'entrée destiné exclusivement à l'accueil ;

b) un vestiaire ;

c) une ou des salles à manger utilisées à des fins de restauration et à la condition que le service s'effectue uniquement à des tables ;

d) au moins un cabinet de toilette public pour chaque sexe ;

e) une cuisine ;

f) un compartiment à ordures ;

g) un système d'approvisionnement d'eau potable et un système de disposition des eaux usées.

**34.** Font partie de la catégorie R-2, les établissements qui ne peuvent offrir tous les services et aménagements de la catégorie R-1, mais qui offrent des repas pour consommation sur place, dont tous les services principaux sont groupés dans un même immeuble dont l'aménagement a été approuvé par le ministre et qui comprend :

- a) un espace à l'entrée destiné exclusivement à l'accueil ;
- b) des crochets à vêtements ;
- c) une ou des salles utilisées à des fins de restauration et à la condition que le service et les places aux tables constituent au moins 75% de l'occupation possible du restaurant ;
- d) au moins un cabinet de toilette public pour chaque sexe ;
- e) une cuisine si la nourriture est cuisinée sur place ou l'équipement nécessaire au conditionnement des aliments offerts ;
- f) un compartiment à ordures ou des poubelles ;
- g) un système d'approvisionnement d'eau potable et un système de disposition des eaux usées.

**35.** Font partie de la catégorie R-3, les établissements qui ne peuvent offrir tous les services et aménagements des catégories R-1 et R-2, mais qui offrent des aliments pour consommation sur place, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur, dont les services principaux sont groupés dans un même local aménagé avec l'approbation du ministre et comprenant :

- a) une cuisine si la nourriture est cuisinée sur place ou l'équipement nécessaire au conditionnement des aliments offerts ;
- b) dans les établissements existant avant le 29 juin 1977, un cabinet de toilette accessible durant les heures d'exploitation dans un rayon d'au plus 100 pieds (30 m) ;
- c) dans toute nouvelle construction, au moins un cabinet de toilette public dans l'établissement ;
- d) des poubelles pour l'usage de la clientèle qui mange à l'extérieur ;
- e) un système d'approvisionnement d'eau potable et un système de disposition des eaux usées.

**36.** Font partie de la catégorie R-4, les établissements qui servent occasionnellement des aliments non préparés sur place, ou encore ceux dont le service des aliments ne constitue pas la principale source de leur chiffre d'affaires.

**37.** Font partie de la catégorie R-5, les établissements ambulants, c'est-à-dire les véhicules offrant des aliments et qui se déplacent pour servir soit de la clientèle itinérante, soit une clientèle occasionnelle à la faveur d'événements particuliers, mais aux conditions suivantes :

- a) que les règlements municipaux en permettent l'existence ;
- b) qu'ils s'approvisionnent de l'eau nécessaire à leur commerce auprès d'un aqueduc municipal ou auprès d'un établissement dont la qualité de l'eau a été reconnue en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) ;
- c) qu'ils soient équipés d'un réfrigérateur ;
- d) qu'ils ne servent pas d'aliments autrement que dans des contenants et avec des ustensiles qui sont jetés après usage.

**38.** Seuls les établissements faisant partie des catégories R-1 et R-2 peuvent utiliser ou insérer dans leur nom ou leur publicité l'appellation « Salle à manger ».

**39.** 1) Seuls les établissements faisant partie des catégories R-1 et R-2 peuvent utiliser l'appellation « Restaurant » ou insérer cette appellation dans leur nom ou leur publicité.

2) Les établissements de catégorie R-3 offrant des aliments pour consommation sur place et dont le service à l'intérieur constitue au moins 50% de l'occupation possible du restaurant peuvent utiliser l'appellation « Restaurant » ou insérer cette appellation dans leur publicité.

## SECTION VI NORMES DE CONSTRUCTION, D'AMÉNAGEMENT ET DE SERVICES

**40.** 1) L'établissement doit être situé sur un terrain sec et bien drainé.

2) Tout le terrain faisant partie de l'établissement doit être en tout temps en bon état de propreté et d'entretien.

**41.** Le papier-brique et autre matériau de même nature sont prohibés pour les revêtements extérieurs.

**42.** Les commerces secondaires détachés du bâtiment principal sont prohibés devant la façade du bâtiment principal.

**43.** Si des marches, un perron ou les deux donnent accès à l'entrée, ils doivent être surplombés d'une toiture ou marquise.

**44.** Les voies d'accès et de circulation pour véhicules doivent avoir une largeur carrossable de 18 pieds (5,50 m) au minimum afin de permettre à 2 véhicules d'y circuler en sens inverse, à moins que ces voies d'accès ne soient à sens unique, leur largeur minimale devant être alors de 9 pieds (2,75 m).

**45.** La hauteur des aires habitables doit être conforme aux normes édictées par le Code du bâtiment (c. S-3, r.2).

**46.** Dans toute nouvelle construction, des rampes d'accès pour chaises roulantes doivent être prévues à l'entrée principale et, dans l'établissement, à tout endroit public autrement inaccessible à des chaises roulantes.

**47.** Toute nouvelle construction de plus de 2 étages doit être pourvue d'un ascenseur pouvant transporter au moins 4 personnes, à l'intention de la clientèle.

**48.** Les trottoirs doivent être d'une largeur minimale de 36 pouces (90 cm).

**49.** Les espaces de stationnement doivent être d'une largeur minimale de 10 pieds (3 m) et d'une longueur minimale de 20 pieds (6 m) chacun. Dans toute nouvelle construction, aucune case de stationnement ou allée d'accès ne doit être aménagée à moins de 6 pieds (1,8 m) d'une fenêtre.

**50.** Les accès, trottoirs, voies de circulation et espaces de stationnement doivent être recouverts d'un matériau de finition tel que gravier fin, pierre concassée, asphalte, béton ou bois.

**51.** Dans tout établissement, aucun ajout permanent ou temporaire ne peut être fait dans un corridor.

**52.** Un éclairage doit être prévu pour les voies d'accès, les espaces de stationnement et les trottoirs.

**53.** Dans toute nouvelle construction, les planchers destinés à des lavages à grande eau et ceux des pièces où des liquides risquent de se répandre par suite du travail qu'on y poursuit, doivent être constitués de terrazo, de carreaux de céramique ou autres matériaux de même nature ; ils doivent être munis d'un drain avec siphon et les revêtements de tapis sont interdits.

### §1. Fenêtres

**54.** La surface vitrée des fenêtres pour les chambres à coucher doit être d'au moins 10% de la surface de plancher et chaque chambre à coucher doit être munie d'au

moins une fenêtre dont l'allège ne doit pas être à plus de 3 pieds (90 cm) du plancher.

**55.** Les châssis mobiles des fenêtres doivent être en bon état d'entretien et s'ils servent de ventilation naturelle, permettre une aire de ventilation de 5% de la surface du plancher.

**56.** Les fenêtres des chambres à coucher doivent être munies de stores ou de rideaux opaques.

**57.** Les fenêtres des cabinets de toilette ou des salles de bains doivent être de verre translucide ou garnies de stores ou de rideaux opaques.

**58.** Tous les stores, rideaux, moustiquaires et vitres fixés aux fenêtres et aux portes doivent être en bon état d'entretien ; les vitres défectueuses doivent être remplacées sans délai.

### §2. Salles d'entrée

**59.** Dans toute nouvelle construction, la salle d'entrée destinée à l'accueil et à l'enregistrement des clients doit avoir une aire minimale de :

- a) 120 pieds carrés (11 m<sup>2</sup>) pour les établissements de 10 chambres ou moins ;
- b) 240 pieds carrés (22 m<sup>2</sup>) pour les établissements de 11 à 25 chambres ;
- c) 800 pieds carrés (75 m<sup>2</sup>) pour les établissements de 26 à 50 chambres ;
- d) 1 200 pieds carrés (110 m<sup>2</sup>) pour les établissements de 51 chambres et plus.

La surface de plancher prise pour l'escalier doit être ajoutée à ces superficies lorsqu'un escalier a son point de départ dans la pièce d'entrée.

**60.** Dans toute salle d'entrée, tout le mobilier doit être en bon état d'entretien et comprendre un comptoir d'enregistrement, un téléphone à la disposition des clients, des chaises ou fauteuils, des cendriers et une horloge en état de fonctionnement.

**61.** 1) Tout vestiaire doit, dans un endroit spécialement réservé à cette fin dans l'établissement, être muni de cintres ou de crochets à vêtements et être réservé à l'usage exclusif des vêtements et effets personnels de la clientèle.

2) Dans toute nouvelle construction, une pièce sera réservée pour servir de vestiaire.

### §3. Restaurants et salles à manger

**62.** Tout restaurant ou salle à manger doit pouvoir accueillir en même temps au moins 10 personnes assises et doit avoir une superficie minimale de 144 pieds carrés (13 m<sup>2</sup>). L'espace minimal par personne dans les restaurants, les salles à manger, les salles de réceptions ou de banquets doit être de 12 pieds carrés (1,1 m<sup>2</sup>).

**63.** L'espace à tout comptoir de restaurant doit être au moins de 24 pouces (60 cm) de largeur par client.

**64.** 1) L'équipement et l'ameublement d'une salle à manger ou d'un restaurant doit au moins comprendre : tables, chaises, tables à desservir, armoires pour verrerie, vaisselle, ustensiles de table, nappes ou napperons et serviettes de table.

2) Tout équipement ou ameublement contenu dans une salle à manger ou un restaurant doit être dans un bon état d'entretien et de fonctionnement.

**65.** Toute table destinée à la consommation de nourriture dans une salle à manger ou dans un restaurant doit avoir une superficie minimale de 4 pieds carrés (0,5 m<sup>2</sup>) dont aucun côté ne peut être inférieur à 24 pouces (60 cm) ; les tables de configuration autre mais de même superficie sont permises.

**66.** Tout restaurant ou salle à manger est prohibé dans un sous-sol, à moins de posséder un système de ventilation conforme au Code du bâtiment, et au moins 2 issues doivent être prévues.

**67.** Chaque table de salle à manger ou de restaurant doit être recouverte d'une nappe ou de napperons ; chaque client doit pouvoir disposer d'une serviette individuelle. Cette disposition s'applique aussi à chaque place de comptoir de restaurant.

**68.** On ne doit pas laisser à l'usage des clients des verres, de la vaisselle ou des ustensiles de table fêlés, ébréchés ou dépolis. Les ustensiles de table doivent être argentés ou en acier inoxydable. Les planches de bois à l'usage du client pour le service du poisson et des viandes sont interdites.

**69.** Il est du devoir de l'exploitant ou détenteur de permis de retirer du service tout couvert, assiette, soucoupe, plat, tasse ou verre, lorsqu'il constate qu'ils sont fissurés, craquelés, fêlés ou dépolis, de même que les nappes et les napperons souillés ou troués.

**70.** Les établissements visés par le présent règlement et vendant des mets préparés pour consommation à l'exté-

rieur doivent recourir à des contenants et des ustensiles qui ne doivent servir qu'une fois.

**71.** Toute salle à manger d'hôtel doit servir les clients au moins pendant un minimum de 2 heures chaque jour dans le cas de chacune des 3 périodes suivantes :

- a) pour le déjeuner : de 7 h à 10 h ;
- b) pour le dîner : de 12 h à 15 h ;
- c) pour le souper : de 18 h à 21 h.

**72.** Si l'établissement possède plusieurs salles à manger, au moins l'une d'elles doit être ouverte chaque jour pendant les périodes mentionnées ci-haut.

**73.** Lorsqu'un client arrive dans une salle à manger avant l'heure limite prévue pour chaque repas, on doit le servir jusqu'à la fin de son repas pendant au moins une heure.

**74.** Dans les nouvelles constructions, toute cuisine doit avoir une superficie minimale de 100 pieds carrés (10 m<sup>2</sup>) et au moins égale au ¼ de la superficie de la ou des salles à manger de l'établissement qu'elle dessert ; le fini des murs doit être lavable et inaltérable. Les revêtements doivent avoir des joints fermés et scellés.

**75.** Aucune cuisine n'est tolérée dans un sous-sol à moins d'être munie d'un système de ventilation conforme au Code du bâtiment et d'au moins une sortie sécuritaire vers l'extérieur.

**76.** Toutes les surfaces utilisées dans les cuisines pour déposer, préparer, servir ou étaler des aliments ou des boissons ou placer des ustensiles, des appareils, de la vaisselle ou des ustensiles de table doivent être absolument lisses et imperméables et en parfait état d'entretien.

**77.** Les lavabos et les évier de cuisine et de buanderie doivent être en acier inoxydable, en fonte ou acier émaillé et en parfait état d'entretien.

**78.** Les produits laitiers et les poissons doivent être réfrigérés séparément des autres produits comestibles.

**79.** Le personnel préposé au service doit être vêtu d'un costume propre et le personnel préposé à la préparation des aliments doit également être vêtu d'un costume propre et porter un filet ou autre coiffure couvrant et retenant toute la chevelure.

**80.** Toute personne effectuant le service aux tables ou préposée soit à la préparation, soit à la manipulation des aliments ou préposée à toute tâche à la cuisine ou au la-



vage de la vaisselle doit, lorsque requis par l'inspecteur, lui remettre, dans un délai de 7 jours, un certificat médical postérieur à la demande.

**81.** Il est interdit à ceux qui préparent ou qui manipulent des aliments ou des ustensiles, de faire usage du tabac, sous toutes ses formes, pendant leur travail.

**82.** Tous les préposés à la préparation et à la manipulation d'aliments doivent se servir de linges propres et éviter que les linges ayant servi au nettoyage viennent en contact avec les aliments.

**83.** Les dispositifs collecteurs de graisse des cuisines doivent être vidés et nettoyés de façon à être continuellement libres de toute saleté ; le présent article s'applique également aux hottes de ventilation, aux filtres et à tout l'équipement qui en fait partie.

#### *§4. Dépôts à ordures et poubelles*

**84.** Lorsque le volume quotidien de déchets organiques d'un établissement est supérieur à 20 pieds cubes (0,6 m<sup>3</sup>), le dépôt à ordures doit être équipé d'un compartiment réfrigéré si l'enlèvement des ordures ne se fait pas au moins deux fois par semaine. Le dépôt à ordures doit être maintenu dans un constant état de propreté.

**85.** Les poubelles doivent être lavées et désinfectées après chaque usage, ne pas dégager d'odeurs et en tout temps, être fermées d'un couvercle étanche.

#### *§5. Salles de toilettes publiques*

**86.** Aucune salle de toilettes publique ne doit s'ouvrir sur une cuisine ou un garde-manger.

Une salle de toilettes publique ne doit pas s'ouvrir directement sur une cuisine ou un garde-manger sans l'intermédiaire d'un passage ou d'un vestibule. Les portes doivent s'ouvrir en sens inverse.

L'accès à une salle de toilettes publique ne peut se faire en passant par un garde-manger ou une cuisine.

**87.** Les salles de toilettes publiques doivent être réservées à des personnes d'un même sexe, posséder des accès différents selon qu'ils sont pour hommes ou pour femmes et être aménagées de façon à ce que les urinoirs et les cuvettes ne soient pas visibles de l'extérieur.

**88.** Dans le cas où elles sont attenantes à une salle à manger ou à toute salle publique, les salles de toilettes doivent être accessibles par un vestibule de pas moins de 36 pouces sur 36 pouces (90 cm sur 90 cm), fait de murs

pleins du plancher au plafond ou faux plafond. Cette dernière disposition n'est pas exigée dans le cas des établissements existant avant le 29 juin 1977. Si la construction d'un vestibule exige des travaux de réaménagement entraînant des déboursés supérieurs au coût du vestibule proprement dit, ce vestibule doit être muni d'une porte et de ventilation mécanique.

**89.** 1) Le nombre d'accommodations sanitaires doit être conforme aux prescriptions de l'annexe A.

2) Une salle de toilettes publique ne doit jamais être située à plus d'un étage au-dessus ou au-dessous de l'étage où se trouvent les usagers.

**90.** Les compartiments de cabinets d'aisances doivent avoir au moins 3 pieds (0,9 m) de largeur, 4 pieds (1,2 m) de profondeur et de 5 pieds et 10 pouces (1,75 m) de hauteur avec un espace libre maximal de 1 pied (0,3 m) au plancher. Ce compartiment doit avoir une porte d'une largeur minimale de 28 pouces (0,7 m). Ces dimensions doivent être portées à 4 pieds et 5 pouces (1,4 m) de largeur par 5 pieds (1,5 m) de profondeur pour les cabinets d'aisances destinés spécialement aux handicapés.

**91.** 1) Chaque salle de toilettes publique doit comprendre au moins l'équipement suivant en bon état d'entretien :

- a) une cuvette munie d'un siège à devant ouvert ;
- b) un lavabo ;
- c) une corbeille à rebuts ;
- d) une tablette ;
- e) un miroir ;
- f) un distributeur de savon liquide ou en poudre ;
- g) un distributeur de papier de toilette ;
- h) un séchoir électrique, des essuie-mains en papier ou un rouleur à cycle unique ;
- i) un système de ventilation mécanique en l'absence d'une fenêtre qui s'ouvre.

2) Tout l'équipement contenu dans une salle de toilettes doit être dans un bon état de fonctionnement et d'entretien.

#### *§6. Entretien des salles de toilettes publiques*

**92.** Les finis intérieurs, les lavabos, les cuvettes et les urinoirs doivent être lavés, désinfectés de façon à être constamment propres, en bon état d'entretien et de fonctionnement.

**93.** Toute salle de toilettes publique doit être constamment pourvue de papier de toilette et de savon liquide ou en poudre.

**94.** L'accès aux salles de toilettes publiques doit être gratuit et dans le cas où il y a des cabines payantes, au moins une cabine doit être d'accès gratuit.

#### *§7. Chambres à coucher*

**95.** Les chambres à coucher destinées aux clients doivent être insonorisées de façon telle qu'en tout temps dans ces pièces, le niveau maximal de son ne doit pas dépasser 38 dB(A).

**96.** 1) Dans toute nouvelle construction, des portes insonorisées, d'une largeur minimale de 32 pouces (80 cm) sont requises pour les chambres à coucher et doivent être munies d'une serrure de type commercial s'ouvrant de l'extérieur au moyen d'une clef qui ne peut ouvrir la porte d'autres chambres.

2) Dans tout établissement, toutes les portes des chambres doivent être numérotées consécutivement sur chaque étage et, du côté intérieur, être munies d'un verrou et d'une chaîne de sécurité en bon état de fonctionnement. Chaque porte de chambre doit être munie d'une serrure dont la clef ne peut ouvrir la porte d'autres chambres.

**97.** La porte de chaque chambre à coucher doit donner sur un corridor intérieur, sauf dans les cas d'un motel ou de pavillons, de cabines ou de chalets et aucun objet ne doit être placé dans son aire d'ouverture.

**98.** Dans toute nouvelle construction, chaque chambre doit avoir les dimensions minimales suivantes, la salle de bains incluse et ne mesurant pas moins de 8 pieds (2,4m) de largeur :

- a) 120 pieds carrés (11 m<sup>2</sup>) pour 1 lit simple ou double ;
- b) 140 pieds carrés (13 m<sup>2</sup>) pour 2 lits simples ;
- c) 160 pieds carrés (15 m<sup>2</sup>) pour 1 lit double et 1 lit simple ;
- d) 180 pieds carrés (17 m<sup>2</sup>) pour 2 lits doubles ;
- e) 200 pieds carrés (19 m<sup>2</sup>) pour 3 lits simples.

**99.** Dans les établissements existant avant le 29 juin 1977, la superficie des chambres ne peut être modifiée de façon à la réduire, sauf pour l'installation de facilités sanitaires, mais alors, la nouvelle superficie ne doit pas être inférieure à 80 pieds carrés (7,5 m<sup>2</sup>), mesurer moins de 8

pieds (2,4 m) de largeur et doit pouvoir recevoir au moins un lit simple.

**100.** Les chambres communicantes doivent être séparées au moyen de 2 portes insonorisées faisant double porte, chacune d'elles munie du côté intérieur, d'un verrou ou d'une serrure.

**101.** Aucune chambre à coucher destinée aux clients ne doit être située dans la cave ou le sous-sol d'un établissement.

**102.** Aucune chambre à coucher destinée aux clients n'est permise dans une pièce ou un bâtiment utilisé comme cuisine, remise, garage, boutique, magasin ou grenier.

**103.** Aucune chambre à coucher destinée aux clients ne doit s'ouvrir directement sur une cuisine ou un garde-manger.

**104.** 1) Chaque chambre doit comprendre au minimum, le mobilier suivant en bon état d'entretien :

- a) un lit ou divan-lit avec sommier et matelas ;
- b) une table de chevet avec lampe ;
- c) un bureau avec tiroir(s) ;
- d) un miroir ;
- e) une table avec lampe ;
- f) une chaise ;
- g) un fauteuil ;
- h) des cendriers ;
- i) une penderie ou des crochets avec cintres ;
- j) une corbeille à rebuts.

2) Tout le mobilier d'une chambre doit être en bon état d'entretien et de fonctionnement.

**105.** Les lits superposés sont interdits dans les chambres à coucher destinées aux clients.

**106.** Chaque lit doit comporter au moins 2 draps, une couverture, un couvre-lit, un oreiller avec une taie par lit simple, 2 oreillers avec taies par lit double et, disponibles sur demande en tout temps, une couverture et des oreillers supplémentaires avec taies.

**107.** On doit mettre à la disposition de chaque client dans sa chambre ou sa salle de bains, au moins une serviette de bain, une serviette à mains, une débarbouillette, du savon enveloppé et des verres stérilisés.

**108.** Chaque chambre ou salle de bains particulière doit être pourvue d'une descente de bain.

**109.** Les couvre-lits doivent être en bon état d'entretien et sans tache. Les matelas doivent être recouverts d'une housse.

**110.** Les draps, les serviettes et les taies d'oreillers ayant servi doivent être remplacés chaque jour et lavés.

**111.** Toute cuisinette intégrée à une chambre à coucher doit être pourvue au moins des appareils ou accessoires suivants en bon état d'entretien et de fonctionnement : rond de cuisson, évier, réfrigérateur, vaisselle, ustensiles de cuisine et de table, verres pour chacun des occupants.

#### §8. Salles de bains

**112.** Dans toute nouvelle construction, les salles de bains doivent avoir une superficie minimale de 40 pieds carrés (3,7 m<sup>2</sup>), d'une largeur de pas moins de 8 pieds (2,4 m) ; un fini mural imperméable doit être posé jusqu'à une hauteur de 6 pieds (1,8 m) au-dessus du plancher dans les cabines de douches et de 4 pieds (1,2 m) au-dessus du bord de la baignoire.

**113.** 1) Le mobilier et l'équipement d'une salle de bains doit comprendre au moins :

- a) une baignoire avec douche et munie d'un dispositif sécuritaire pour prévenir les chutes ;
- b) un rideau de douche ;
- c) une cuvette munie d'un siège ;
- d) un lavabo avec robinet mélangeur ;
- e) un miroir avec tablette ;
- f) une tablette ou un support à serviettes ;
- g) un distributeur de papier toilette ;
- h) un porte-savon ;
- i) une corbeille à rebuts ;
- j) un système de ventilation mécanique en l'absence d'une fenêtre qui s'ouvre.

2) Tout le mobilier et l'équipement de la salle de bains doit être en constant état d'entretien et de bon fonctionnement.

**114.** Les baignoires, les cuvettes et les lavabos doivent avoir un fini d'email ou de porcelaine ou de toute substance dont la surface est vitrifiée ou polie.

**115.** Les robinets de douche doivent s'ouvrir dans le sens contraire des aiguilles d'une horloge, à moins qu'il s'agisse de robinets mélangeurs thermostatiques.

**116.** Dans toute nouvelle construction, les portes de salles de bains doivent être d'une largeur minimale de 28 pouces (70 cm).

#### §9. Entretien des salles de bains

**117.** Les lavabos, les cuvettes, les baignoires et les douches doivent être lavés et désinfectés au moins une fois par jour de location et après le départ des clients. Les rideaux de douches doivent être maintenus dans un constant état de propreté et d'entretien.

**118.** Chaque salle de bains doit être constamment pourvue de serviettes, de papier de toilette et de savon enveloppé, de même que de verres stérilisés.

**119.** Tout savon ayant servi à une personne ne doit pas servir aux autres personnes. Il est interdit de mettre à la disposition des clients, des peignes et des brosses à cheveux.

#### §10. Literie et lingerie

**120.** Tout établissement hôtelier doit posséder au moins un placard pour le rangement exclusif du linge propre et des articles de toilette destinés aux chambres, aux salles de bains, à la salle à manger et aux restaurants.

**121.** Tout établissement doit posséder au moins un placard de rangement pour la lingerie destinée au lavage, les rebuts provenant des chambres et les articles d'entretien.

**122.** Les matelas doivent être de mêmes dimensions que les sommiers.

**123.** Les articles suivants doivent avoir les dimensions minimales indiquées ci-après :

#### POUR LIT SIMPLE

Draps	100 x 72 pouces (250 x 180 cm)
Couvertures	90 x 60 pouces (225 x 150 cm)
Couvre-lits	94 x 60 pouces (235 x 150 cm)
Taies d'oreillers	42 x 33 pouces (105 x 80 cm)

#### POUR LIT DOUBLE

*Draps	100 x 81 pouces (250 x 200 cm)
Couvertures	90 x 72 pouces (225 x 180 cm)

Couvre-lits	94 x 76 pouces (235 x 190 cm)
Taies d'oreillers	42 x 33 pouces (105 x 80 cm)
*Dans le cas des draps recouvrant les matelas, les dimensions mentionnées ci-dessus ne s'appliquent pas s'il s'agit de draps-housses.	
Serviettes de bain	22 x 44 pouces (55 x 110 cm)
Serviettes à mains	16 x 27 pouces (40 x 65 cm)
Débarbouillettes	12 x 12 pouces (30 x 30 cm)
Descentes de bain	20 x 30 pouces (50 x 75 cm)

**124.** Les réserves totales minimales requises sont les suivantes :

- a) pour les draps et les taies d'oreillers, 3 fois la quantité nécessaire à chacun des lits de l'établissement hôtelier ;
- b) pour les débarbouillettes, les serviettes de bain, les serviettes à mains et les essuie-mains, 3 fois la quantité requise pour chaque salle de bains ou chaque chambre de l'établissement hôtelier ;
- c) pour les descentes de bain, deux fois la quantité requise pour chaque salle de bains ou pour chaque chambre de l'établissement hôtelier.

## SECTION VII

### LOCATION DES CHAMBRES

**125.** 1) Tout détenteur d'un permis d'établissement hôtelier doit avant le 15 octobre de chaque année, déclarer au ministre le prix minimal et maximal qui sera en vigueur dans l'établissement à compter du 1<sup>er</sup> mai suivant pour chacune de ses chambres et devra faire mention, le cas échéant, des repas compris dans le prix indiqué et de toutes variations saisonnières en spécifiant les dates.

- 2) Le prix minimal pouvant être annoncé doit être :
  - a) le prix d'au moins 10% des chambres, cette proportion ne pouvant représenter moins de 3 chambres ; ou
  - b) le prix qui se situe le plus près de la moyenne obtenue en additionnant le prix de chacune des chambres et en divisant le total obtenu par le nombre des chambres.

**126.** Les tarifs visés à l'article 125 sont en vigueur pendant une année à compter du 1<sup>er</sup> mai de chaque année. Ils ne peuvent être modifiés au cours de l'année, sauf dans les cas suivants :

- a) hausse de taxes municipales ou scolaires ;
- b) majoration du salaire minimum exigé par la loi ;
- c) entrée en vigueur d'une nouvelle convention collective majorant les salaires des employés ;

- d) augmentation du coût du combustible ;
- e) augmentation du coût de l'électricité ;
- f) dépenses en immobilisation aux fins de la classification.

**127.** Ces modifications n'entreront en vigueur qu'après avoir été déposées et vérifiées par le ministre. Cependant, toute demande de majoration des tarifs dans les cas mentionnés aux paragraphes a, b, c, d, et e de l'article 126 ne sera considérée que si elle s'appuie sur des déboursés additionnels résultant de hausses entrées en vigueur après le 1<sup>er</sup> mars de l'année et non prévisibles à la date à laquelle la déclaration de prix avait été complétée ; de plus, ces hausses de prix devront être proportionnelles à l'augmentation invoquée pour effectuer le changement.

**128.** Si le détenteur d'un permis omet de faire adéquatement la déclaration visée aux paragraphes 1 et 2 de l'article 125, les taux approuvés à compter du 1<sup>er</sup> mai de l'année seront ceux qui étaient en vigueur jusqu'à cette date.

**129.** Les prix déclarés sont inscrits sur des cartes fournies par le ministre à l'établissement et les cartes de l'année en cours doivent être affichées bien à la vue à raison d'une par chambre, conformément au numéro de la chambre qui y apparaît ; ces cartes ne peuvent, en aucun cas, être modifiées.

**130.** Le détenteur de permis ne peut exiger ou accepter un prix plus élevé que celui qui est déclaré en vertu des articles 125 et 126 et affiché en vertu de l'article 129 et ceci impose à l'exploitant l'obligation de restituer toute somme perçue en trop.

**131.** Il est défendu d'afficher à l'extérieur de son établissement ou à tout autre endroit, le prix de la location des chambres. Cependant, il est permis d'annoncer dans les média d'information le prix de location de ces mêmes chambres.

**132.** Si un exploitant exige le paiement du prix de location de la chambre au moment de l'enregistrement, il doit permettre que la chambre soit visitée, et si le client refuse d'occuper la chambre ou toute autre chambre pouvant lui être offerte, l'exploitant doit immédiatement rembourser le plein montant déjà exigé et versé.

**133.** La durée maximale de la journée de location d'une chambre est de 24 heures consécutives, mais l'exploitant peut fixer l'heure de départ à son gré, pourvu qu'elle ne soit pas établie plus tôt qu'à 12 h.

## SECTION VIII TENUE DES REGISTRES

**134.** Tout détenteur d'un permis d'établissement hôtelier doit tenir un registre ou fichier prénuméroté en caractères d'imprimerie et identifié au nom de l'établissement, dans lequel :

a) chaque client doit inscrire lisiblement, sans blanc ni rature, son nom, son adresse et s'il y a lieu, le numéro d'enregistrement du véhicule automobile qu'il conduit ainsi que le nom de la province ou de l'État qui a émis cet enregistrement ;

b) le détenteur du permis ou le préposé à l'accueil de l'établissement doit inscrire le numéro et le taux de la chambre occupée par le client, le nombre des autres personnes qui occupent la même chambre et la date et l'heure d'arrivée ; dans tous les cas, le client doit être informé avant la location du prix qu'il aura à payer.

**135.** Le registre ou fichier mentionné à l'article 134 ne devra en aucun cas être détruit si, pour une raison ou une autre, l'enregistrement doit être annulé.

**136.** Le détenteur du permis ou le préposé à l'accueil ne doit pas sciemment inscrire ou permettre d'inscrire de faux renseignements au registre.

**137.** Tout exploitant doit produire une facture détaillée au moins en deux copies pour le séjour du ou des clients, remettre l'original au client et conserver une copie en vue de toute inspection ou vérification par un inspecteur dûment autorisé par le ministre.

**138.** Le détenteur du permis doit conserver ce registre ou ce fichier pendant une période d'au moins 2 ans et le mettre à la disposition de l'inspecteur visé à l'article 7 de la Loi sur l'hôtellerie, lorsqu'il en fait la demande. Tout acquéreur d'un établissement existant doit exiger ce registre ou fichier et en assurer la continuité.

**139.** Un registre officiel des objets déclarés, perdus, retrouvés ou non, doit être tenu, comportant la description de l'objet, le nom de la personne qui l'a perdu ou trouvé, la date et l'endroit où on l'a présumément perdu ou trouvé.

## SECTION IX AFFICHAGE DES MENUS

**140.** Tout détenteur d'un permis de restaurant doit afficher durant les heures d'exploitation, près de chaque porte d'entrée, les prix des repas ou portions de repas, de façon à ce que ces prix soient lisibles de l'extérieur.

**141.** Tout détenteur d'un permis d'établissement hôtelier doit afficher durant les heures d'exploitation, à l'extérieur de chacune des portes d'entrée de chaque salle à manger, les prix des repas ou des portions de repas.

**142.** Les menus des repas dans les salles à manger et les restaurants doivent comprendre au moins :

a) pour le repas du matin : fruit ou jus, choix de céréales avec lait ou crème, choix de 2 plats principaux de : viande ou d'oeufs, marmelade, gelée, pain et beurre, café, thé, lait ;

b) pour le repas du midi ou du soir : un choix de 2 jus, un choix de 2 soupes, un choix de 3 plats principaux de : viande, de poisson ou d'oeufs, 2 légumes, pain et beurre, 2 desserts, thé, café, lait ;

c) les condiments nécessaires à chaque repas : sel, poivre, sucre, moutarde, marinades et sauces, doivent être fournis sur demande.

**143.** Nul exploitant ou détenteur de permis ne doit exiger un prix plus élevé que le prix affiché en vertu des articles 140 et 141.

## SECTION X ENSEIGNES, ÉCRITAUX, PUBLICITÉ ET SOLLICITATION

**144.** Tout établissement doit être pourvu à l'extérieur d'une enseigne portant l'appellation prévue aux articles 29, 30, 31, 35, 36, 37, 38 et 39.

**145.** Lorsque apposées à toute bâtisse, les enseignes doivent être érigées à au moins 10 pieds (3 m) du sol et ne jamais obstruer une fenêtre, même partiellement.

**146.** 1) Seuls peuvent figurer sur les enseignes principales et les enseignes secondaires, la destination de l'établissement, l'appellation autorisée selon la catégorie et le symbole de la classification officielle accordée par le Conseil du tourisme ; cependant, les enseignes peuvent comporter un espace pour la mention des réunions, des activités qui ont lieu dans l'établissement ou tous autres services offerts en excluant les prix des chambres.

2) Sur toute enseigne principale, le nom de l'établissement doit toujours y apparaître.

3) Les enseignes doivent être maintenues en bon état d'entretien.

**147.** 1) Toutes les salles à manger, les salles publiques, les issues d'urgence, les ascenseurs et les salles de toilettes d'un établissement ou d'un restaurant, doivent être identifiés.

Les issues d'urgence doivent être indiquées clairement par des affiches facilement visibles, éclairées, de couleur contrastante avec l'environnement (le blanc sur fond rouge est préférable).

2) Les salles de toilettes publiques et les salles de bains publiques doivent de plus indiquer le sexe pour lequel elles sont réservées dans les cas où le présent règlement exige des pièces différentes pour chaque sexe.

**148.** Nulle publicité, annonce, enseigne ou sollicitation relatives à un établissement hôtelier ou à un restaurant ne doit contenir de renseignements inexacts, de fausses représentations ou des renseignements à l'encontre du présent règlement.

**149.** Toute publicité ou sollicitation relative aux prix de location des chambres ou au prix des repas doit stipuler ce que ces prix comprennent, de même que la nature et le coût de tout service additionnel.

**150.** 1) Lorsqu'un dépôt de garantie ou des arrhes sont demandés ou exigés de tout client éventuel, la publicité, sollicitation ou correspondance doit mentionner les conditions de remboursement ou de non-remboursement de ces dépôts ou arrhes.

2) À défaut de convention précise, le détenteur de permis doit rembourser le dépôt de garantie ou les arrhes sur simple avis d'annulation de réservation.

**151.** Nul établissement ne peut commenter dans sa publicité la classification qui lui aura été assignée. Seules pourront être annoncées, la catégorisation et la classification officielles accordées par le Conseil du tourisme.

## SECTION XI DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**152.** L'exploitant doit maintenir sur les lieux d'un établissement hôtelier ou d'un restaurant, en tout temps durant les heures d'exploitation, au moins un employé adulte aux fins de surveillance et d'exploitation de l'établissement.

**153.** Les issues doivent être maintenues en bon état d'entretien et de fonctionnement et sans obstruction et leurs portes doivent s'ouvrir dans le sens de la sortie.

**154.** Les plafonds, les tentures, les murs, les planchers, les couvre-planchers et les tapis doivent être tenus en bon état d'entretien.

**155.** Les portes des salles de toilettes et des salles de bains doivent être en bon état de fonctionnement et d'entretien.

Les portes des salles de toilettes et des salles de bains doivent être munies de compresseurs ou ressorts, afin qu'elles se referment d'elles-mêmes hermétiquement.

**156.** Le degré minimal de chaleur requis en tout temps de l'année, doit être de 20°C dans toutes les parties de l'établissement.

**157.** Les systèmes d'eau potable chaude ou froide doivent alimenter en tout temps les établissements hôteliers et restaurants. La température de l'eau chaude doit être d'au moins 60°C.

**158.** Aucune pièce servant à la consommation ou à la distribution de boissons alcooliques ne doit servir de passage pour atteindre une salle à manger ou tout autre endroit public.

**159.** Tout établissement doit être pourvu d'une trousse de premiers soins et l'exploitant doit en plus pouvoir fournir rapidement les renseignements nécessaires afin de demander un médecin ou une ambulance de même que la police, si nécessaire.

**160.** Le détenteur de permis ne peut exiger du client ou porter à son compte tout montant ayant trait à des services que le client pourrait ne pas utiliser, si le coût de tels services n'est pas pourvu par contrat ou porté au préalable à l'attention du client ; dans le cas des repas ou les frais de services ou tout autre frais sont obligatoires, une note apparaîtra à cette fin sur le menu. Dans tous les cas, de tels renseignements doivent être inclus dans la publicité.

**161.** Les animaux, propriété d'un client, peuvent être admis dans l'établissement pourvu qu'ils soient sous la garde constante du client ou logés dans un chenil et ils ne peuvent être admis dans des endroits où l'on consomme des boissons ou des aliments. Cette disposition est sujette à la réglementation du détenteur de permis. Cependant, aucun exploitant ne peut refuser l'accès à son établissement à un aveugle accompagné d'un chien guide.

**162.** À l'exception des chiens guides pour les aveugles, aucun animal ne peut être admis dans un restaurant, salle à manger ou autre salle publique d'un établissement hôtelier.

**163.** Toute personne ne peut exploiter un établissement visé à l'article 3 de la Loi sur l'hôtellerie lorsqu'une inspection révèle la présence de vermine ou de rongeurs.

**164.** Le ministre refuse, suspend ou annule le permis à toute personne déclarée coupable d'infraction, à la Loi sur la sécurité dans les édifices publics (L.R.Q., c. S-3), à la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) et à la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1).

**165.** Nonobstant les dispositions du présent règlement, les établissements hôteliers existant comprenant moins de 6 chambres, détenteurs d'un permis du Service de l'hôtellerie antérieurement au 8 octobre 1975, conservent leur privilège quant au nombre de chambres permises mais demeurent assujettis au présent règlement. Ces établissements se verront accorder un permis de la catégorie C tel que mentionné à l'article 26. Les droits accordés en vertu du présent article ne sont en aucun cas transférables.

**ANNEXE A**  
 (a. 88)

**ACCOMODATIONS SANITAIRES**

OCCUPATION	W.C.		Urinoirs	Lavabos		Fontaines	Baignoires ou Douches	Autres appareils	Remarques
	Hommes	Femmes		Hommes	Femmes				
<b>DÉBITS DE BOISSONS</b> (ayant un permis de la Régie des permis d'alcool du Québec)	1/25	1/30		1/50	1/60				(c) Les 2/3 des w.c. pour hommes peuvent être remplacés par des urinoirs.
Clients:	X	X	voir (c)	X	X				
<b>HOTEL — MOTEL</b>	voir (m)			voir (n)					(m) Les cabinets d'aisances à usage général doivent être séparés des salles de bains et de lavabos.
1) chambre privée	1/chambre			1/chambre			1/chambre		
2) chambres avec salle de toilette commune:									
1 à 4-ch./étage	1/étage			1/étage			1/étage		(n) Un lavabo est obligatoire dans chaque chambre non pourvue d'une salle de toilette privée.
5 à 8-ch./étage	1/étage	1/étage		1/étage	1/étage		1/sexe		
9 ch. or plus/étage	ajouter 1/8	ajouter 1/8		ajouter 1/8	ajouter 1/8		ajouter 1/8		
	chambres chambres			chambres chambres			chambres pour chaque sexe		
<b>RESTAURANTS</b>									
1 à 25 clients	1	voir (x)		1	voir (x)				(x) Au-dessous de 26 clients, 1 w.c. et 1 lavabo suffiront à l'usage des clients et ses employés.
26 à 50 clients	1	voir (x)	1	voir (x)	1	voir (x)			De 26 @ 50 clients, 2 w.c. et 2 lavabos suffiront à l'usage des clients et des employés mais dans 2 salles séparées. Là où la
51 à 100 clients	1	2		1	1				
101 à 150 clients	1	2	voir (e)	1	2				
151 à 200 clients	2	3		2	2				
201 à 300 clients	3	3		3	3				
301 et plus clients	ajouter 1/50	ajouter 1/50		ajouter 1/50	ajouter 1/50				
	hommes	femmes		hommes	femmes				
Employés: voir (f) et (y)									



OCCUPATION	W.C.		Urinoirs	Lavabos		Fontaines	Baignoires ou Douches	Autres appareils	Remarques
	Hommes	Femmes		Hommes	Femmes				
SALLES DE RECEPTION — SALLES DE RÉUNION, etc. (avec permis de la Régie des permis d'alcool du Québec)									consommation se fait à l'exté- rieur, des salles séparées pour chaque sexe sont obligatoi- res avec accès à l'extérieur. (e) Pour les hom- mes, la moitié de w.c. obliga- toires peuvent être remplacés par des urinoirs. (f) Les installa- tions sanitaires pour les em- ployés doivent être les mêmes que celles qui sont exigées dans les édifices à bureaux. (y) Une salle de toilette n'est pas requise pour moins de 5 employés.
			voir (c)						voir (***) (***) L'évier de service peut avoir un siphon de 2 pouces de diamètre si le plancher est recouvert de tapis. L'évier de service peut être rem- placé par un bac de service.
Clients	1/30 hommes	1/30 femmes		1/60 hommes	1/60 femmes	1/1000 clients		1 cuve ou 1 évier de service	

A.C. 1695-77, (1977) 109 G.O. II, 3269  
A.C. 2190-77, (1977) 109 G.O. II, 3579  
A.C. 521-79, (1979) 111 G.O. II, 1859  
D. 3102-80, (1980) 112 G.O. II, 6047  
D. 3467-81, (1981) 113 G.O. II, 5527



c. H-4, r.1

## Règlement sur les actes dérogatoires à la dignité de la fonction d'huissier

Loi sur les huissiers  
(L.R.Q., c. H-4, a. 25)

### SECTION I DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « candidat » : un requérant d'un permis d'huissier, de même que tout stagiaire ;
- b) « ministre » : le ministre de la Justice ;
- c) « partie » : un créancier, un débiteur, un tiers ou le représentant d'une de ces personnes ;
- d) « profession » : la fonction d'huissier ;
- e) « sollicitation de clientèle » : le fait de provoquer systématiquement des rencontres, de faire des appels téléphoniques répétés, de distribuer des objets publicitaires mentionnant son nom et sa fonction d'huissier ou d'envoyer des lettres tant personnelles qu'impersonnelles, à d'éventuels clients, dans le but d'obtenir leur clientèle ;
- f) « stagiaire » : une personne qui effectue un stage de formation professionnelle auprès d'un huissier en exercice.

### SECTION II L'HUISSIER ET LES PARTIES

2. Est dérogatoire à la dignité de la fonction d'huissier :

- a) le fait de tenir compte de toute intervention qui pourrait l'influencer dans l'exécution de ses devoirs professionnels au préjudice de l'une des parties ;
- b) le fait d'offrir, de donner, d'accepter ou d'exiger de l'argent ou d'autres bénéfices en vue d'obtenir, ou après avoir obtenu un avantage pour lui-même ou pour une autre personne ;
- c) tout acte ou omission de nature à procurer à une partie un avantage illicite ;
- d) le fait de donner une bonification ou une commission à toute partie ;

e) le fait d'exécuter ou de faire exécuter pour un avocat ou pour la société dont il fait partie, un travail qui ne relève pas de la fonction d'huissier ;

f) le fait de travailler à salaire fixe, sauf pour le stagiaire pendant la durée de son stage ;

g) le fait d'exercer ses fonctions à un prix autre que celui établi par le tarif en vigueur. Néanmoins, la présente disposition ne s'applique pas au travail qu'un huissier fait pour un autre huissier, ni au stagiaire qui travaille pour un huissier ;

h) le fait d'offrir ses services ou de convenir de les rendre à un prix différent de celui établi par le tarif en vigueur ;

i) le fait pour un huissier de faire usage lui-même, ou par l'entremise d'un de ses préposés, de chantage, d'intimidation, de menaces ou de voies de fait, dans l'exercice de ses fonctions ;

j) le fait d'induire ou de tenter d'induire en erreur une des parties ;

k) le fait de faire une fausse déclaration ou inscription, de falsifier, d'altérer, d'endommager ou de détruire, de disposer ou d'utiliser illégalement sa preuve d'identification d'huissier, telle qu'émise en vertu de la législation relative à la preuve d'identification ;

l) à moins d'une entente générale ou spéciale de la part du mandant :

i. le fait de surseoir à un mandat sans que ne soit intervenu un règlement entre les parties ;

ii. le fait d'exécuter dans un délai préjudiciable aux parties les procédures qu'on lui confie ;

m) le fait d'acheter directement ou indirectement un bien mobilier ou immobilier dans toute vente judiciaire faite en vertu du Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25) ;

n) le détournement ou l'emploi à des fins personnelles, de tous deniers, valeurs ou bien confiés à l'huissier dans l'exercice de sa profession ;

o) le fait de se placer dans une situation où il se trouve en conflit d'intérêts ;

p) le fait d'exercer ses fonctions alors qu'il n'est pas en possession de toutes ses facultés s'exposant ainsi à compromettre la qualité des actes professionnels qu'il doit poser ;

- q) l'usage habituel des stupéfiants ;
- r) l'ivrognerie ;
- s) le fait de multiplier indûment, pour une même procédure, les déplacements afin de retirer un plus grand profit de l'application du tarif ;
- t) le fait pour un huissier qui, informé qu'un de ses comptes d'honoraires est porté à l'arbitrage du protonotaire ou soumis à l'appel du Directeur du Bureau d'administration de la Loi sur les huissiers, introduit parallèlement ou subséquemment des procédures auprès d'un tribunal civil pour régler le différend ;
- u) le fait d'aller à l'encontre des dispositions du Code de procédure civile ou de toute autre loi ou règlement concernant le travail d'huissier.

### SECTION III

#### L'HUISSIER ET SA PROFESSION

#### 3. Est dérogatoire à la dignité de la fonction d'huissier :

- a) le fait de ne pas informer immédiatement le ministre qu'un candidat ne remplit pas les conditions prévues à la Loi sur les huissiers (L.R.Q., c. H-4) ;
- b) le fait de faire une fausse déclaration relative à l'admissibilité d'un candidat à l'exercice de la profession ;
- c) le fait de ne pas faire connaître immédiatement au ministre, un acte dérogatoire commis par un confrère.

### SECTION IV

#### L'HUISSIER ET SES CONFRÈRES

#### 4. Est dérogatoire à la dignité de la fonction d'huissier :

- a) le fait de confier à un stagiaire des tâches quotidiennes et régulières qui l'empêchent d'acquérir une formation générale et complète en vue de l'exercice futur de sa profession ;
- b) le fait de ne pas fournir à un stagiaire dont il est responsable, les certificats ou attestations prévus par le Règlement d'application de la Loi sur les huissiers (c. H-4, r.2) ;
- c) le fait de détourner ou de tenter de détourner la clientèle d'un confrère.

### SECTION V

#### SOLLICITATION DE CLIENTÈLE ET PUBLICITÉ

#### 5. Est dérogatoire à la dignité de la fonction d'huissier :

- a) la sollicitation de clientèle ;

b) le fait de s'annoncer ou de permettre qu'on l'annonce à la radio ou à la télévision ;

c) le fait de publier ou de permettre que l'on publie dans les journaux, revues, périodiques ou tout autre imprimé, des annonces contenant autre chose que son nom, celui de ses associés ou des huissiers qu'il emploie, sa profession, ses titres académiques, l'adresse et le numéro de téléphone de son principal bureau d'affaires, de même que le numéro de téléphone de son domicile, et, s'il y a lieu, le numéro de son casier postal lorsque ce casier est situé dans la localité où il a son principal bureau d'affaires ;

d) le fait de faire usage d'annonces excédant 16 pouces carrés, soit 4 X 4 pouces (10,16 cm X 10,16 cm) ;

e) le fait d'inscrire sur sa papeterie ou sur sa carte professionnelle autre chose que ce qui est permis au paragraphe c ;

f) le fait de s'annoncer ou de permettre qu'on l'annonce au moyen d'une enseigne indiquant autre chose que ce qui est permis au paragraphe c ;

g) le fait de placer une telle enseigne ailleurs qu'à son bureau d'affaires et à sa résidence ;

h) le fait d'excéder la dimension de 4 pieds carrés (1,220 mètre) pour une telle enseigne ;

i) le fait de faire usage d'une enseigne lumineuse ou d'un panneau-réclame ;

j) le fait d'annoncer ou de permettre qu'on annonce sa qualité de commissaire à l'assermentation ;

k) dans les cas où certains huissiers agissent en société, le fait pour un huissier ou une telle société d'huissiers de publier ou de permettre que l'on publie, en plus de l'annonce de la société dans une même publication, le nom des associés séparément à plus d'une reprise ;

l) le fait de faire usage de tout autre mode de publicité non prévu au présent règlement.



c. H-4, r.2

## **Règlement d'application de la Loi sur les huissiers**

Loi sur les huissiers  
(L.R.Q., c. H-4, a. 25)

### **SECTION I INTERPRÉTATION**

**1.** Les dispositions interprétatives de la Loi sur les huissiers (L.R.Q., c. H-4) s'appliquent au présent règlement.

### **SECTION II DEMANDE DE PERMIS**

**2.** La demande pour un permis d'huissier doit être faite suivant la formule A du présent règlement ; elle doit contenir tous les renseignements requis et être accompagnée des pièces justificatives exigées.

### **SECTION III DROITS**

**3.** Les droits que le requérant d'un permis d'huissier doit verser sont de 100 \$.

**4.** Les droits annuels que le détenteur d'un permis d'huissier doit verser sont de 50 \$.

**5.** Les droits sont payables par chèque visé, par mandat postal ou par mandat personnel à l'ordre du ministre des Finances.

### **SECTION IV CAUTIONNEMENT**

**6.** Le montant du cautionnement qu'un huissier ou une personne qui demande un permis doit fournir est de 10 000 \$.

**7.** Le cautionnement est fourni entre les mains du ministre de la Justice au moyen d'un dépôt en espèces, d'un chèque visé, d'un mandat personnel, d'un mandat postal ou d'une police de garantie d'une compagnie autorisée à se porter caution judiciaire en vertu de la Loi sur les compagnies de garantie (L.R.Q., c. C-43).

### **SECTION V COMPTES EN FIDUCIE ET LIVRES DE COMPTABILITÉ**

**8.** L'huissier ou une société d'huissiers doit déposer dans un compte en fiducie, dans une banque à charte ou toute autre institution autorisée par la loi à recevoir des dépôts, tous les deniers qu'il a perçus pour le compte d'autrui, qu'ils soient en espèces, sous forme de chèque ou de tout autre effet de commerce.

**9.** L'huissier ne doit pas retirer de ce compte en fiducie un montant d'argent autre que celui représentant le montant de ses honoraires conforme au tarif établi et les déboursés légalement faits pour le compte du client.

**10.** L'huissier doit inscrire dans un livre de comptabilité toutes les sommes qu'il est tenu de déposer en fiducie, toutes celles qu'il remet à ses clients, ainsi que celles qu'il conserve à titre d'honoraires et de déboursés.

### **SECTION VI PAIEMENT DES DENIERS**

**11.** L'huissier doit payer sans délai les deniers qu'il a prélevés ou reçus pour autrui, sauf convention contraire ou disposition de la loi.

### **SECTION VII ARBITRAGE DES COMPTES**

**12.** La personne qui conteste le compte d'un huissier peut demander au protonotaire du district judiciaire où elle a son domicile ou à celui où l'huissier exerce principalement ses fonctions, d'arbitrer le différend.

**13.** Pour les fins de l'arbitrage, le protonotaire peut s'adjoindre toute personne compétente.

**14.** Le protonotaire entend les parties et rend par écrit une décision motivée.

**15.** Le protonotaire doit transmettre sa décision aux parties par courrier recommandé ou certifié.

**16.** La partie insatisfaite de la décision du protonotaire peut, dans les 30 jours de la mise à la poste de la décision, en appeler au Directeur du Bureau d'administration de la Loi sur les huissiers en lui donnant un avis par courrier recommandé ou certifié.

**17.** La décision du Directeur est finale.

### SECTION VIII

#### CHARGES OU FONCTIONS INCOMPATIBLES

**18.** Sont incompatibles avec l'exercice de la fonction d'huissier :

a) la fonction judiciaire, quasi-judiciaire, de même que celle d'employé d'un greffe et de tout autre officier de justice ;

b) le ministère du culte ;

c) les charges ou fonctions de syndic de faillite, de sténographe ou de sténotypiste auprès des tribunaux, d'agent de la paix autre qu'huissier ;

d) les fonctions, emplois, ou occupations d'agent financier, d'agent de recouvrement, d'agent ou de courtier d'assurances ou d'immeubles, de prêteur d'argent ou de courtier en valeurs, d'agent de réclamations, d'enquêteur, d'agent d'investigation ou de sécurité, d'entreposeur, de camionneur-déménageur, de marchand de meubles, de garagiste, directement ou indirectement.

### SECTION IX

#### STAGIAIRES

**19.** Une personne qui remplit les conditions prescrites aux paragraphes *b, c, d, h, et i* de l'article 4 de la Loi sur les huissiers, est habilitée, sous l'autorité et la responsabilité de l'huissier qui a requis le permis de stagiaire, à signifier les actes de procédure émanant de tout tribunal en mentionnant sa qualité de stagiaire.

Toutefois, le stagiaire ne peut procéder à l'exécution de saisies mobilières ou immobilières, ni mettre à exécution les décisions de justice ayant force exécutoire ou exercer une autre fonction dévolue à l'huissier en vertu de la Loi sur les huissiers.

**20.** Nul ne peut agir en qualité de stagiaire avant d'avoir obtenu du ministre un permis de stagiaire, lequel est émis suite à une demande présentée par un huissier en exercice suivant la formule B du présent règlement.

**21.** Le permis est émis pour une période n'excédant pas 12 mois.

À l'expiration de cette période, le permis peut toutefois être renouvelé pour 2 périodes additionnelles n'excédant pas 6 mois chacune.

**22.** Nonobstant toute disposition inconciliable, le Règlement sur les actes dérogoratoires à la dignité de la fonction d'huissier (c. H-4, r.1) s'applique à toute personne qui fait un stage de formation professionnelle, tel que requis par le paragraphe *e* de l'article 4 de la Loi sur les huissiers.

**FORMULE A**  
(a. 2)

Ministère de la Justice  
Bureau d'administration de la Loi sur les huissiers

# Demande de permis d'huissier

**DOCUMENT CONFIDENTIEL**

Nom		Prénom usuel	
Autre(s) prénom(s)		N° d'assurance sociale	
Adresse domiciliaire		Téléphone	
Adresse du bureau		Téléphone	

VEUILLEZ REMPLIR CETTE DEMANDE EN LETTRES MOULÉES OU À LA MACHINE À ÉCRIRE

**1. DATE ET LIEU DE NAISSANCE:**

Je suis né le _____			
à _____	_____	_____	_____
Ville	Province	Pays	

VEUILLEZ ANNEXER VOTRE  
EXTRAIT DE NAISSANCE

**2. CITOYENNETÉ** (cochez la case appropriée) :A) ☐ Je suis citoyen canadien

ou

B) ☐ Je suis domicilié au Québec depuis au moins 1 an et m'engage à demander la citoyenneté canadienne sans délai.**3. SCOLARITÉ** (cochez la case appropriée) :A) ☐ Je suis détenteur d'un certificat de fin d'études secondaires décerné par le ministre de l'Éducation

ou

B) ☐ D'un diplôme que ce dernier juge équivalent

ou

C) ☐ À la date d'entrée en vigueur du Règlement d'application de la Loi sur les huissiers (R.R.Q., c. H-4, r.2), j'agissais à titre d'huissier en vertu de la Loi des huissiers (S.R.Q., 1964, c. 28) depuis le \_\_\_\_\_ Date**VEUILLEZ ANNEXER VOTRE  
CERTIFICAT OU DIPLÔME****4. STAGE DE FORMATION PROFESSIONNELLE** (complétez l'espace approprié) :

A) J'ai fait un stage de formation professionnelle d'au moins 6 mois auprès d'un huissier en exercice :

Nom

Prénom(s)

Adresse du bureau

N° téléphone

District judiciaire

Mon stage a débuté le \_\_\_\_\_ Date

Mon stage s'est terminé le \_\_\_\_\_ Date

ou

B) J'effectue présentement un stage de formation professionnelle auprès d'un huissier en exercice.

Nom

Prénom(s)

Adresse du bureau

N° téléphone

Mon stage a débuté le \_\_\_\_\_ Date

Mon stage doit se terminer le \_\_\_\_\_ Date

ou

C) À la date d'entrée en vigueur du Règlement d'application de la Loi sur les huissiers (R.R.Q., c. H-4, r.2), j'agissais à titre d'huissier en vertu de la Loi des huissiers (S.R.Q., 1964, c. 28) depuis le \_\_\_\_\_ Date

**VEUILLEZ ANNEXER UNE COPIE CERTIFIÉE DE VOTRE JUGEMENT DE NOMINATION****5. CONDAMNATION POUR ACTE CRIMINEL** (cochez la case appropriée et complétez l'espace réservé s'il y a lieu) :A) Je n'ai jamais été déclaré coupable ☐ B) J'ai déjà été déclaré coupable ☐

d'un acte criminel en vertu de la partie VII ou des articles 340 à 360 du Code criminel (Statuts du Canada) ou, dans la mesure où il s'agit d'un complot en vue de commettre un tel acte criminel, en vertu de la partie XI de ce Code.

La nature de l'acte dont j'ai été reconnu coupable était : \_\_\_\_\_

Date et lieu de la condamnation : \_\_\_\_\_

**6. LIEU D'EXERCICE** (complétez l'espace réservé) :

Je me propose d'exercer la fonction d'huissier principalement dans le district judiciaire de \_\_\_\_\_

**7. RÉFÉRENCES**

J'inscris les nom, prénom(s), occupation, adresse et numéro de téléphone de 3 personnes, autres que parents ou alliés, qui me connaissent bien et qui peuvent donner des renseignements exacts sur moi.

Nom	Prénom(s)	Occupation
Adresse		N° téléphone
Nom	Prénom(s)	Occupation
Adresse		N° téléphone
Nom	Prénom(s)	Occupation
Adresse		N° téléphone

**8. DROITS** (cochez la case appropriée) :

J'inclus la somme de 100\$ payable à l'ordre du ministre des Finances,

sous forme de : ☐ chèque visé ☐ mandat postal ☐ mandat personnel

**9. CAUTIONNEMENT** (cochez la case appropriée) :

J'INCLUS UN CAUTIONNEMENT AU MONTANT DE 10 000 \$ SOUS LA FORME SUIVANTE :

☐ en espèces ☐ mandat personnel ☐ police de garantie d'une compagnie autorisée à se porter caution judiciaire en vertu de la Loi sur les compagnies de garantie (L.R.Q., c. C-43)  
☐ chèque visé ☐ mandat postal

**10. DOCUMENTS REQUIS**

**SOUS PEINE DE REJET DE VOTRE DEMANDE, VEUILLEZ ANNEXER LES DOCUMENTS SUIVANTS :**

- A) votre extrait de naissance;
- B) votre certificat de citoyenneté canadienne (s'il y a lieu);
- C) votre certificat de fin d'études secondaires décerné par le ministre de l'Éducation ou un diplôme que celui-ci juge équivalent;
- D) copie certifiée de votre jugement de nomination d'huissier (s'il y a lieu);
- E) 2 photographies récentes de type passeport;
- F) votre cautionnement de 10 000 \$;
- G) les droits de 100 \$.

**11. SERMENT OU DÉCLARATION SOLENNELLE À ÊTRE FAIT PAR LE REQUÉRANT**

Je, soussigné, étant dûment assermenté sur les saints évangiles, jure ou déclare solennellement que je suis le requérant, et que les informations contenues ci-dessus sont exactes. Et, si je fais ci-après une déclaration solennelle, je la crois consciencieusement vraie, sachant qu'elle a la même valeur et le même effet que si elle était faite sous serment, en vertu de la Loi sur la preuve du Canada.

et j'ai signé

Assermenté devant moi à \_\_\_\_\_ ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 19\_\_\_\_  
 ou  
 déclaré solennellement devant moi à \_\_\_\_\_ ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 19\_\_\_\_

Quiconque fait un faux serment, une fausse déclaration ou un faux poura être poursuivi, notamment en vertu du Code criminel.

(Commissaire à l'assermentation, avocat, notaire ou juge de paix)

**À L'USAGE EXCLUSIF DU BUREAU D'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LES HUISSIERS.**



**FORMULE B**

(a. 20)



Ministère de la Justice  
Bureau d'administration de la Loi sur les huissiers

**DEMANDE DE PERMIS DE STAGIAIRE**

VEUILLEZ COMPLÉTER CETTE DEMANDE EN LETTRES MOULÉES OU À LA MACHINE À ÉCRIRE

**HUISSIER REQUÉRANT**

Je, soussigné, _____		
Nom	Prénom(s)	
huissier en exercice, requiers du ministre de la Justice l'émission d'un permis de stagiaire en faveur de la personne ci-après désignée qui agira sous mon autorité et sous ma responsabilité.		
Nom _____ Prénom(s) _____		
Adresse du bureau _____		
N° Téléphone du bureau _____	District judiciaire _____	Nombre d'années de pratique _____
Avez-vous déjà eu sous votre responsabilité et sous votre autorité, un ou plusieurs stagiaires? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
_____		
4	Date	Signature de l'huissier en exercice

**STAGIAIRE REQUÉRANT**

Je, soussigné, _____		
Nom	Prénom(s)	
domicilié au _____ déclare que :		
Je suis né le _____ et j'annexe mon certificat de naissance ;		
Jour	Mois	An
Je suis détenteur d'un certificat d'études secondaires décerné par le ministre de l'Éducation ou d'un diplôme que celui-ci juge équivalent et j'annexe mon certificat ou diplôme ;		
Mon occupation antérieure était : _____		
La date prévue pour le commencement du stage est : _____		Un certificat de stagiaire m'a déjà été émis : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Je m'engage à me présenter aux examens nécessaires pour l'obtention éventuelle d'un permis d'huissier.		
Je joins 2 photographies récentes, type passeport.		
_____ (stagiaire)		

**SERMENT OU DÉCLARATION SOLENNELLE À ÊTRE FAIT PAR L'HUISSIER REQUÉRANT**

Assermenté devant moi à \_\_\_\_\_ ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 19 \_\_\_\_  
ou  
déclaré solennellement devant moi à \_\_\_\_\_ ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 19 \_\_\_\_  
et j'ai signé \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
Signature de l'huissier requérant

\_\_\_\_\_  
(Commissaire à l'assermentation, avocat, notaire ou juge de paix)

Quiconque fait un faux serment, une fausse déclaration ou un faux  
pourra être poursuivi, notamment en vertu du Code criminel.



c. H-4, r.3

## Tarif d'honoraires des huissiers

Loi sur les huissiers  
(L.R.Q., c. H-4, a. 25)

### SECTION I CLASSES DE PROCÉDURES

**1.** Le tarif d'honoraires des huissiers est déterminé à l'annexe 1 et comprend les classes de procédures suivantes :

- a) classe 1 :
  - i. une procédure qui relève de la compétence de la Cour provinciale, division des petites créances ;
  - ii. une procédure qui relève de la compétence d'une Cour municipale et lorsque le montant en jeu n'excède pas 500 \$ ;
  - iii. une procédure qui relève du Tribunal de la jeunesse ;
  - iv. une procédure prise en vertu de la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., c. P-15) ou de la partie XXIV du Code criminel (S.R.C., 1970, c. C-34) ;
  - v. une procédure qui émane d'une corporation municipale ou d'une commission scolaire ;
  - vi. une procédure qui émane d'une personne ou d'un organisme qui a des pouvoirs judiciaires, quasi-judiciaires ou administratifs et qui n'est pas comprise dans la classe 2 ;
- b) classe 2 :
  - i. une procédure qui relève de la compétence de la Cour provinciale et qui n'est pas comprise dans la classe 1 ;
  - ii. une procédure qui relève de la compétence d'une Cour municipale et qui n'est pas comprise dans la classe 1 ;
  - iii. une procédure qui relève de la compétence de la Cour supérieure ;
  - iv. une procédure qui relève de la compétence du Tribunal de l'expropriation ;
  - v. une procédure qui relève de la compétence de l'Assemblée nationale.

### SECTION II RÈGLES GÉNÉRALES

**2.** Outre ses honoraires, l'huissier ne peut réclamer que les déboursés réels taxables qui sont justifiés et payés à des tiers dans l'exercice de ses fonctions.

**3.** Dans les cas prévus par les articles 1 à 7 de l'annexe 1, les honoraires de signification comprennent ceux de la rédaction du procès-verbal.

**4.** Les frais de transport prévus par l'article 20 de l'annexe 1 comprennent à la fois les déboursés encourus par l'huissier et les honoraires auxquels il a droit pour le transport.

**5.** Le tarif horaire prévu par l'article 23 de l'annexe 1 représente le temps passé, par l'huissier, sur les lieux de la signification, de l'exécution ou de la vente.

**6.** L'huissier a droit à des honoraires à temps et demi lorsque, conformément à la loi, il doit effectuer une signification un jour non juridique, ou encore après 22 h ou avant 7 h un jour juridique.

L'huissier a droit à des honoraires à temps et demi lorsque, conformément à la loi, il doit effectuer une exécution un jour non juridique, ou encore après 20 h ou avant 7 h un jour juridique.

Si une exécution est commencée avant 20 h et doit se poursuivre après cette heure, l'huissier a droit à des honoraires à temps et demi pour le tarif horaire qui s'applique à lui et à son assistant, pour le temps dépassant la vingtième heure.

### SECTION III RÈGLES PARTICULIÈRES

**7.** Les honoraires pour la signification de l'avis de 60 jours, du transport de loyer, de l'acte notarié, de l'avis de 10 jours dans le cas du dépôt volontaire, de la mise en demeure ou d'un avis, acte ou document qui n'est pas expressément prévu par le présent tarif, sont ceux fixés à l'article 7 de l'annexe 1.

**8.** L'exécution d'un jugement ou d'une ordonnance pour l'accomplissement de quelque acte physique en vue de déplacer une personne déterminée comprend notamment :

- a) l'exécution d'un mandat d'amener ;

- b) l'exécution d'un mandat d'incarcération ;
- c) le mandat d'internement ;
- d) le bref d'*habeas corpus* enjoignant l'huissier d'aller chercher une personne ;
- e) l'exécution d'un jugement enjoignant l'expulsion d'une personne d'un endroit donné notamment dans le cas d'une séparation ou d'un divorce.

**9.** Pour l'exécution d'un mandat prévu par l'article 8, qu'il y ait paiement ou déplacement du prévenu, l'huissier a droit aux honoraires prévus pour :

- a) la signification ;
- b) l'exécution ;
- c) l'assistant ;
- d) le transport ;
- e) s'il y a lieu, l'ouverture des portes.

**10.** Pour l'exécution d'un bref de saisie mobilière, l'huissier a droit aux honoraires prévus pour :

- a) lorsqu'il reçoit paiement :
  - i. la signification ;
  - ii. une seule demande de paiement ;
  - iii. l'assistant ;
  - iv. le transport ;
- b) lorsqu'il exécute le bref de saisie :
  - i. la signification ;
  - ii. la saisie ;
  - iii. l'assistant ;
  - iv. le transport ;
- c) lorsqu'il ne reçoit pas paiement ou lorsqu'il n'exécute pas le bref de saisie parce qu'il n'y a pas de biens saisissables :
  - i. la signification ;
  - ii. le rapport de *nulla bona* ;
  - iii. l'assistant ;
  - iv. le transport.

Aux honoraires prévus par l'un ou l'autre des paragraphes a, b ou c s'ajoutent, s'il y a lieu, les honoraires prévus pour la réception d'un cautionnement, l'enlèvement des effets saisis, l'ouverture des portes avec ou sans enlève-

ment des effets saisis, la mise sous verrou ou sous garnison avec ou sans l'ouverture des portes.

**11.** Pour l'exécution d'un bref de saisie mobilière ou immobilière avant jugement ou l'exécution d'un bref de saisie immobilière après jugement prévu par l'article 660 du Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25), l'article 10 s'applique avec les adaptations nécessaires.

**12.** 1) Pour chaque avis de vente subséquent à celui compris dans le bref de saisie exécution ou l'avis de vente prévu par l'article 588 du Code de procédure civile, l'huissier a droit aux honoraires prévus pour :

- a) la rédaction ;
- b) la signification au débiteur ;
- c) la signification au gardien s'il est autre que le débiteur ;
- d) le transport.

2) Pour l'avis au premier saisissant prévu par le troisième alinéa de l'article 587 du Code de procédure civile, l'huissier a droit aux honoraires prévus pour :

- a) la rédaction ;
- b) la signification au premier saisissant ;
- c) la signification à l'huissier instrumentant ;
- d) le transport.

3) Pour l'avis prévu par l'article 617 du Code de procédure civile ou l'attestation prévue par l'article 623 du Code de procédure civile, l'huissier a droit aux honoraires prévus pour :

- a) la rédaction ;
- b) la signification ;
- c) le transport.

**13.** 1) Si l'huissier procède à une vente en justice dans le cas d'une saisie mobilière, il a droit aux honoraires prévus pour :

- a) la vente ;
- b) l'assistant ;
- c) le transport.

2) Si l'huissier procède à une vente en justice dans le cas d'une saisie immobilière, il a droit aux honoraires prévus pour :

- a) la vente ;
- b) le transport.

**14.** 1) Si l'huissier ne procède pas à une vente en justice dans le cas d'une saisie mobilière au lieu, jour et heure fixés à l'avis de vente, il a droit aux honoraires prévus pour :

- a) la demande de paiement ou le procès-verbal de démarches ou d'absence ;
- b) l'assistant ;
- c) le transport.

2) Si l'huissier ne procède pas à une vente en justice dans le cas d'une saisie immobilière au lieu, jour et heure fixés à l'avis de vente, il a droit aux honoraires prévus pour :

- a) la demande de paiement ou le procès-verbal de démarches ;
- b) le transport.

**15.** Pour la vente en justice prévue par l'article 461 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19), l'huissier a droit aux honoraires prévus par le paragraphe a de l'article 17 de l'annexe 1 pour la classe 2.

**16.** Si plusieurs procédures sont signifiées à une même personne et qu'elles concernent des dossiers différents, l'huissier a droit aux honoraires prévus pour le transport dans chaque cas.

**17.** Si plusieurs procédures dans une même cause sont signifiées, lors d'un même déplacement, à des personnes différentes, l'huissier a droit aux honoraires de transport calculés suivant le plus court chemin pour atteindre chaque lieu de signification.

**18.** Si plusieurs procédures dans une même cause sont signifiées simultanément à la même personne, l'huissier a droit aux honoraires prévus pour le transport sur une seule procédure.

**19.** 1) Dans le cas où l'élection de domicile est permise, l'huissier n'a pas droit aux honoraires prévus pour le transport pour une signification à un avocat en sa qualité de procureur.

2) Dans les autres cas, l'huissier a droit aux honoraires prévus pour le transport pour l'exédent du rayon de 5 kilomètres.

**20.** Si la signification ou l'exécution exige plusieurs déplacements, les lieux, jours et heures de chaque déplacement doivent apparaître au procès-verbal de l'huissier.

## ANNEXE 1

(a. 1, 3, 4, 5, 7 et 15)

### TARIF D'HONORAIRES DES HUISSIERS

#### CHAPITRE I SIGNIFICATION

#### SECTION I SIGNIFICATION DE PROCÉDURES

	Classe 1	Classe 2
<b>1.</b> La signification d'une procédure introductive d'instance qui, timbrée au greffe du tribunal compétent ou portant le sceau du tribunal, ouvre le dossier, qu'il commence par un bref, une requête, un mémoire conjoint ou autre écrit introductif d'instance.	3 \$	10 \$
<b>2.</b> La signification d'un <i>subpoena</i> , d'un avis d'audition, d'un avis de convocation ou d'une sommation à un juré.	3	3
<b>3.</b> La signification d'une requête ou d'un jugement en tutelle ou en curatelle, d'une ordonnance de convocation, d'une requête ou d'un jugement en rectification des registres de l'état civil ou d'une procédure relative à une autre matière non contentieuse.		4
<b>4.</b> La signification : a) d'une inscription en appel ou d'un avis d'appel ; b) d'une procédure qui relève de la compétence de la Cour d'appel ou de la Cour suprême.	4 4	4 4
<b>5.</b> La signification d'une procédure à un avocat en sa qualité de procureur à l'exception des procédures prévues par l'article 4.	3	3
<b>6.</b> La signification d'une procédure qui se rattache au dossier ouvert par la procédure introductive d'instance et qui n'est pas expressément prévue par le présent tarif.	3	4

**SECTION II****SIGNIFICATION D'AVIS, ACTES OU DOCUMENTS**

	<i>Classe 1</i>	<i>Classe 2</i>
<b>7.</b> La signification d'un avis, d'un acte ou d'un document qui n'est pas expressément prévu par le présent tarif.	5 \$	5 \$

**CHAPITRE II  
PROCÈS-VERBAL****8.** La rédaction :

a) d'un procès-verbal d'absence, de démarches ou d'obtention d'un mode spécial de signification pour un <i>subpoena</i> , un avis d'audition, un avis de convocation ou une sommation à un juré ;	3	3
b) d'un autre procès-verbal d'absence, de démarches ou d'obtention d'un mode spécial de signification ou d'exécution.	3	5

<b>9.</b> La rédaction d'un <i>affidavit</i> requis pour appuyer un procès-verbal.	3	5
--	---	---

**CHAPITRE III  
EXÉCUTION****SECTION I****EXÉCUTION SUR LA PERSONNE**

<b>10.</b> L'exécution d'un jugement ou d'une ordonnance pour l'accomplissement de quelqu'acte physique en vue de déplacer une personne déterminée.	15	30
---	----	----

**SECTION II****EXÉCUTION SUR LES BIENS***§1. Saisie*

<b>11.</b> 1) La demande de paiement non suivie de saisie ou de vente.	10	20
2) La saisie, le recolement ou le constat.	15	30
3) Le rapport de <i>nulla bona</i> comprenant la demande de paiement.	10	20

<b>12.</b> 1) L'enlèvement des effets saisis.	5 \$	10 \$
---	------	-------

2) L'ouverture des portes avec ou sans enlèvement des effets saisis.	5	10
--	---	----

3) La mise sous verrou ou sous garnison avec ou sans l'ouverture des portes.	5	10
--	---	----

<b>13.</b> 1) La réception d'un cautionnement lors de la saisie et le dépôt à la cour.	5	10
--	---	----

2) La demande de nomination d'un nouveau gardien prévu par le deuxième alinéa de l'article 587 du Code de procédure civile.	5	10
---	---	----

**14.** La rédaction :

a) de chaque avis de vente subséquent à celui compris dans le bref de saisie d'exécution ou de l'avis de vente prévu par l'article 588 du Code de procédure civile ;	3	5
--	---	---

b) d'un avis au premier saisissant prévu par le troisième alinéa de l'article 587 du Code de procédure civile ;	3	5
---	---	---

c) d'un avis prévu par l'article 617 du Code de procédure civile ou d'une attestation prévue par l'article 623 du Code de procédure civile.	3	5
---	---	---

*§2. Bref de possession, séquestre et scellés*

<b>15.</b> 1) L'exécution d'un bref de possession.		30
--	--	----

2) L'exécution d'une mise en séquestre mobilière ou immobilière.		30
--	--	----

3) L'application de scellés ou la levée de scellés totale ou partielle.		30
---	--	----

# CHAPITRE IV

## VENTE

	<i>Classe 1</i>	<i>Classe 2</i>
<b>16.</b> La rédaction d'avis publics à être publiés dans les journaux ou à être affichés suivant la loi, comprenant le dépôt au shérif mais n'incluant pas le transport.	6 \$	6 \$
<b>17.</b> La vente en justice :		
a) mobilière comprenant la demande de paiement ;	15	35
b) immobilière comprenant la demande de paiement.	40	40
<b>18.</b> La vacation à la Régie de l'assurance automobile du Québec pour l'émission d'un nouveau certificat d'immatriculation incluant le transport lorsque la distance entre le lieu de la vente et la Régie est de moins de 8 kilomètres.	10	10

# CHAPITRE V

## DIVERS

<b>19.</b> Les offres réelles comprenant la signification.	15	30
<b>20.</b> Les frais de transport par kilomètre pour aller seulement.	0,50/km	0,50/km
<b>21.</b> Le témoin de l'huissier lorsque prévu par la loi.	8 \$ heure 5 minimum	8 \$ heure 5 minimum
<b>22.</b> L'assistant de l'huissier dont la présence est attestée par sa signature au procès-verbal.	8 heure 5 minimum	8 heure 5 minimum
<b>23.</b> 1) Dans les cas prévus par les chapitres III et IV, l'huissier a droit aux honoraires prévus pour le tarif horaire à partir de la deuxième heure et chaque fraction d'heure supplémentaire est calculée en proportion de l'heure entière.	17,50 heure	17,50 heure

2) Dans les cas prévus par le chapitre I, si les délais de prescription, la distance ou les circonstances l'exigent, l'huissier a droit aux honoraires prévus pour le tarif horaire à partir de la seconde demi-heure d'attente mais en ne réclamant pas plus d'une heure et demie et chaque fraction d'heure est calculée en proportion de l'heure entière.

17,50  
heure17,50  
heure





c. H-5, r.1

## Règlement sur l'exercice du pouvoir du conseil d'administration d'Hydro-Québec, sa régie interne et d'autres mesures administratives s'appliquant à l'entreprise

Loi sur l'Hydro-Québec  
(L.R.Q., c. H-5, a. 11.4)

### SECTION I DÉFINITIONS

**1.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent :

- a) « Société » : désigne Hydro-Québec ;
- b) « conseil d'administration » ou « conseil » : désigne le conseil d'administration d'Hydro-Québec ;
- c) « président du conseil » : désigne le président du conseil d'administration d'Hydro-Québec ;
- d) « président-directeur général » : désigne le président-directeur général d'Hydro-Québec ;
- e) « administrateur » : désigne un membre du conseil d'administration incluant le président du conseil d'administration de la Société, le président-directeur général de la Société et le président-directeur général de la Société d'énergie de la Baie James.

### SECTION II DISPOSITIONS DIVERSES

**2. Siège social :** Le siège social de la Société est situé en la ville de Montréal, à l'adresse que le conseil peut déterminer de temps à autre. La Société peut établir des bureaux ou places d'affaires dans toute autre localité du Québec selon les besoins de son entreprise.

**3. Sceau :** Le sceau de la Société est celui dont l'empreinte apparaît en marge.

**4. Exercice financier :** L'exercice financier de la Société se termine le 31 décembre de chaque année.

**5. Comptes de banque :** Un ou plusieurs comptes de banque peuvent être tenus au nom de la Société dans une ou plusieurs banques à charte, caisses populaires, sociétés de fiducie au Canada ou dans des institutions similaires à l'étranger, au choix du conseil.

**6. Effets de commerce :** Tous les chèques, traites, billets, ordres de paiement d'argent, bons, obligations et autres documents commerciaux sont signés par telles personne ou personnes que le conseil peut de temps à autre désigner.

Ces effets de commerce pourront porter la signature manuelle de la ou des personnes ainsi désignées par le conseil ou leur signature gravée ou lithographiée ou un fac-similé de leur signature apposée mécaniquement et pourront être endossés au moyen d'une étampe ou autrement et ces effets auront alors la même force et valeur que s'ils avaient été signés manuellement.

**7. Garde de valeurs mobilières :** Toutes les actions ou valeurs mobilières de la Société sont déposées au nom de cette dernière dans une banque à charte ou une compagnie de fiducie ou auprès de tel autre dépositaire que détermine le conseil, ou elles sont gardées de telle façon que le conseil juge à propos.

Tous les certificats d'actions, obligations, débentures, billets et autres obligations appartenant à la Société peuvent être transférés par toute personne désignée à cette fin par le Conseil.

**8. Signature des contrats et autres documents :** Les contrats, documents ou autres instruments écrits qui doivent être signés par la Société peuvent l'être par le président-directeur général ou par un administrateur et par le secrétaire ou un secrétaire-adjoint. Le conseil peut également de temps à autre nommer une ou des personnes pour signer au nom de la Société tels contrats, documents ou instruments écrits. Cette nomination n'invalide pas les dispositions du présent article à moins que la résolution adoptée pour telle nomination ne le précise.

Le sceau de la Société peut être apposé à ces contrats, documents ou instruments écrits par toute personne désignée à cette fin par le conseil.

### SECTION III CONSEIL D'ADMINISTRATION

**9. Réunions régulières :** Le conseil d'administration tient une réunion régulière au moins une fois par mois. Le jour, l'heure et l'endroit de la tenue de ces réunions régulières sont fixés par résolution du conseil. Il n'est pas nécessaire de donner un avis de convocation pour les réunions régulières sauf si le président du conseil décide de modifier le jour, l'heure ou l'endroit de la tenue d'une réunion régulière, auquel cas l'avis de convocation est donné conformément à l'article 10.



**10. Réunions spéciales :** Les réunions spéciales du conseil d'administration ont lieu à la demande du président du conseil d'administration, du président-directeur général de la Société ou d'au moins 5 administrateurs et elles peuvent être tenues n'importe où au Québec ou hors du Québec.

Une telle réunion du conseil d'administration est convoquée sur avis donné par le ou les administrateurs nommés au premier alinéa qui la demandent ou par le secrétaire à qui pareille demande est transmise. L'avis est donné ainsi qu'il suit à chacun des administrateurs à un endroit qu'il doit obligatoirement désigner au secrétaire :

- a) l'avis écrit est adressé et posté au moins 96 heures avant la tenue de la réunion ; ou
- b) l'avis écrit est livré ou télégraphié au moins 24 heures avant la tenue de la réunion ; ou
- c) l'avis est donné verbalement en personne ou par téléphone à l'administrateur lui-même au moins 24 heures avant la tenue de la réunion.

L'avis doit être écrit et posté au moins 96 heures avant la tenue d'une réunion hors des limites de la ville de Montréal.

La signature de l'avis de convocation d'une réunion peut être manuscrite, estampillée, dactylographiée, imprimée ou autrement reproduite mécaniquement.

Il n'est pas nécessaire de donner avis du temps et de l'endroit de la convocation d'une réunion du conseil à tout administrateur qui y est présent ou qui, avant ou après la tenue de cette réunion, y renonce par écrit ou par télégramme.

Sous réserve du présent article, les administrateurs peuvent participer à une réunion du conseil d'administration tenue aux fins de considérer et d'approuver un règlement concernant un emprunt à être effectué par la Société et toutes autres démarches relatives à un tel emprunt, et ce, à l'aide de moyens permettant à tous les participants de communiquer oralement entre eux, notamment par téléphone. Ils sont alors réputés avoir assisté à la réunion.

**11. Président des réunions :** Les réunions du conseil sont présidées par le président du conseil ou, en son absence, par le président-directeur général ou, en son absence, par un administrateur choisi par le conseil parmi les administrateurs présents.

**12. Quorum, majorité et ajournement :** Cinq administrateurs présents constituent un quorum pour une réunion du conseil d'administration.

Les décisions du conseil sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents.

Toute réunion peut être ajournée à un autre jour ainsi qu'à une autre heure ou à un autre endroit.

Si à une réunion du conseil le quorum n'est pas atteint, le président du conseil ou, en son absence, le président-directeur général ou, en leur absence, le secrétaire convoque une autre réunion conformément à l'article 10 laquelle doit être tenue dans les meilleurs délais.

**13. Rémunération :** Les administrateurs peuvent recevoir le remboursement des dépenses de voyage et autres frais encourus en relation avec les affaires de la Société en plus des traitements, traitement additionnel, allocations et indemnités fixés pour chacun d'eux par le gouvernement.

**14. Démission des administrateurs :** Un administrateur peut démissionner de son poste en donnant au Gouvernement du Québec un avis écrit de son intention de ce faire. À moins qu'une date ne soit stipulée dans cet avis, la démission prend effet à la plus rapprochée des deux dates suivantes : 30 jours après la date de cet avis ou la date d'acceptation de la démission par le gouvernement.

Toute démission d'un administrateur de la Société d'énergie de la Baie James adressée au gouvernement du Québec constitue une démission de son poste d'administrateur de la Société.

**15. Indemnisation et exonération des administrateurs :** Selon l'article 17 de la Loi sur l'Hydro-Québec, les membres du conseil ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leur fonction. Aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25) ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre le conseil d'administration de la Société et l'article 33 du Code de procédure civile ne s'y applique pas.

La Société convient par les présentes que chaque administrateur a assumé ses fonctions à la condition expresse et en considération de l'engagement de la Société que tout administrateur, ses héritiers et exécuteurs testamentaires, ainsi que ses biens et effets, seront tenus, au besoin et à toute époque, à même les fonds de la Société, indemnes et à couvert :

- a) de tous frais, charges et dépenses quelconques que cet administrateur supporte ou subit au cours ou à l'occasion d'une action, poursuite ou procédure intentée contre lui, à l'égard ou en raison d'actes faits ou de choses accomplies ou permises par lui dans l'exercice et pour l'exécution de ses fonctions ; et
- b) de tous autres frais, charges et dépenses qu'il supporte ou subit relativement aux affaires de la Société.

Aucun administrateur, vérificateur, officier ou fonctionnaire de la Société n'est responsable des actes, encaissements, négligences ou défauts d'un autre administrateur, officier, fonctionnaire ou employé, ni d'aucune perte, dommage ou dépense occasionnés à la Société par l'insuffisance ou un défaut du titre à tout bien acquis pour la Société par ordre du conseil, ou de l'insuffisance ou de la faiblesse de toute garantie sur laquelle la Société s'est dessaisie d'argent ou d'autres biens ou les a investis, ou de toute perte ou dommage résultant de la faillite, de l'insolvabilité ou des actes délictueux de toute personne, firme ou corporation avec laquelle l'argent, des valeurs mobilières ou des effets ont été logés ou déposés, ou de toute autre perte, dommage ou infortune de quelque nature qui peut arriver dans l'exécution de ses fonctions ou en relation avec celles-ci, à moins qu'elles ne soient survenues par son fait ou son défaut volontaires.

**16. Règlements et résolutions :** Les règlements et résolutions du conseil doivent être faits, passés ou adoptés à une réunion dûment convoquée. Néanmoins, la signature de tous les administrateurs de la Société sur une résolution ou un règlement qui pourrait être fait, passé ou adopté par le conseil donne à tels règlement ou résolution la même vigueur et le même effet que s'ils avaient été faits, passés ou adoptés par tous les administrateurs à l'unanimité à une réunion tenue pour en prendre connaissance. Ces règlements ou ces résolutions sont considérés comme étant partie du procès-verbal d'une réunion des administrateurs dûment convoquée, tenue à la date et au lieu indiqués par le règlement ou la résolution.

**17. Pouvoirs généraux du conseil :** Sous réserve de la Loi sur l'Hydro-Québec, le conseil peut gérer et administrer toutes les affaires de la Société et faire ou faire faire pour la Société toutes espèces de contrats auxquels la Loi autorise la Société à être partie. Le conseil peut généralement exercer toute l'autorité et tous les pouvoirs, poser tous les actes et faire tout ce que la Société est autorisée à exercer ou à faire en vertu de la Loi, à moins que la Loi n'exige que ceux-ci ne soient exercés ou faits qu'avec l'approbation du gouvernement.

Le conseil délègue ou peut déléguer, selon les modalités qu'il détermine, tout ou partie des pouvoirs qu'il possède et qu'il est autorisé à déléguer conformément à la Loi, suivant les dispositions prévues au présent règlement et à tout autre règlement, sauf les suivants :

a) faire, révoquer ou modifier un règlement de la Société ; révoquer ou modifier un règlement adopté par la Commission hydroélectrique de Québec antérieurement au premier octobre 1978 ;

b) approuver les politiques énergétiques et les stratégies de la Société et s'assurer qu'elles sont conformes à la

mission de la Société et qu'elles cadrent avec celles que le gouvernement peut avoir établies ;

c) approuver le programme d'équipement de production ;

d) déterminer les programmes financiers ;

e) approuver les tarifs et autres conditions de fourniture d'énergie ;

f) emprunter sur le crédit de la Société, émettre des obligations et donner des garanties pour le remboursement de ces emprunts ;

g) i. approuver le budget et programme d'immobilisations de la Société, ceux de la Société d'énergie de la Baie James, et, s'il en est, ceux de toute autre filiale dont Hydro-Québec détient la majorité des actions, au plus tard le 31 octobre de chaque année et les transmettre au ministre chargé de l'application de la Loi sur l'Hydro-Québec ; ces budget et programme entrent en vigueur par quarts provisoires successifs à compter du 1<sup>er</sup> janvier qui suit la date de leur approbation par la Société, à moins d'avis contraire de la part du gouvernement et ce, jusqu'à leur approbation finale par ce dernier ;

ii. approuver les budget et programme d'exploitation au plus tard le 31 décembre de chaque année ; le conseil peut cependant limiter une unité administrative désignée à n'engager les dépenses prévues dans un budget d'exploitation approuvé que jusqu'à concurrence d'un montant qu'il détermine aussi longtemps qu'il n'en aura pas décidé autrement ;

h) approuver les virements de crédit du budget d'exploitation d'une unité administrative relevant directement du président-directeur général à une autre unité administrative ; s'assurer que les mesures appropriées seront prises pour éviter que tout dépassement budgétaire ne soit effectué sans son autorisation préalable ;

i) confier certains mandats à la Société d'énergie de la Baie James ;

j) approuver les politiques générales à l'égard de l'environnement ;

k) approuver les orientations générales des programmes de recherche et de développement ;

l) approuver les politiques d'approvisionnement ;

m) déterminer les fonctions et pouvoirs du président du conseil, du président-directeur général, et des cadres relevant directement du président-directeur général mentionnés à la section V.

n) nommer le vérificateur général, déterminer son autorité et ses responsabilités et, sur recommandation du président-directeur général, fixer son traitement ;

o) nommer les cadres mentionnés à la section V et qui relèvent directement du président-directeur général, chacune de ces nominations devant être faite sur recommandation du président-directeur général que le conseil approuve ou rejette; sur recommandation du président-directeur général, déterminer leur autorité et leurs responsabilités et fixer leur traitement et autres conditions et termes de leur emploi;

p) approuver les politiques et mandats salariaux pour les employés de la Société et les stratégies de négociation à l'égard des employés syndiqués;

q) approuver les états financiers et le rapport annuel;

r) assurer un contrôle efficace de l'entreprise;

s) approuver les programmes de communications et de consultations de la Société avec le public et la clientèle;

t) revoir, réviser, confirmer ou modifier toutes les délégations de pouvoirs, d'autorisations ou de signatures qui ont pu être données par la Commission hydroélectrique de Québec avant le 1<sup>er</sup> octobre 1978 et qu'il peut déléguer;

u) établir des règles administratives relativement :

i. à l'établissement des budgets;

ii. à la disposition des biens meubles et immeubles dont la Société n'a plus besoin pour la poursuite de ses opérations;

iii. à la rétention des services externes;

iv. aux appels d'offres et à l'adjudication des contrats.

La délégation de pouvoirs faite par le conseil peut indiquer comment elle doit être exercée, les cas où il y aura lieu de produire des rapports de l'exercice d'une telle délégation, le contenu et la fréquence de ces rapports.

Le conseil peut par résolution définir les fonctions qui doivent être exécutées par le personnel de la Société, établir des postes et accorder à leur titulaire des pouvoirs et devoirs selon qu'il le juge opportun pour la bonne administration de la Société.

En vue de permettre l'exercice efficace de ses pouvoirs, le conseil ou l'un quelconque des administrateurs a le droit d'obtenir verbalement ou par écrit en tout temps, par l'intermédiaire du président du conseil ou du président-directeur général ou du secrétaire, les renseignements dont il peut avoir besoin.

## SECTION IV PRÉSIDENT DU CONSEIL ET PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

**18. Président du conseil d'administration :** Le président du conseil d'administration voit au fonctionnement du

conseil et en préside toutes les réunions. Il est responsable des relations de la Société avec le gouvernement et le public.

Les communications de la Société avec le gouvernement qu'il juge nécessaires à l'accomplissement de son mandat lui sont réservées. L'information de la Société destinée au public doit recevoir l'accord préalable du président du conseil, ou, en son absence, celui du président-directeur général.

Le président du conseil assume les autres fonctions que le conseil lui confie.

Les cadres mentionnés à la section V et toutes autres personnes désignées par le président-directeur général doivent fournir au président du conseil, sur demande, les renseignements dont il a besoin dans l'exécution de ses fonctions.

Le président du conseil est membre *ex-officio* de chacun des comités formés par le conseil.

Il est tenu au courant de toutes démarches, négociations ou pourparlers relatifs aux emprunts de la Société. Il y participe lorsqu'il juge à propos de le faire.

**19. Président-directeur général :** Le président-directeur général fait le lien entre le conseil et l'entreprise. Il fournit au conseil et à son président l'information requise pour le bon fonctionnement de l'entreprise.

Il assure l'exécution des actions du conseil dans le cadre de ses attributions.

Le président-directeur général est responsable de l'administration et de la direction de la Société. Il est le chef exécutif de toutes les unités administratives de la Société.

Il recommande au conseil la nomination des cadres mentionnés à la section V, la détermination de leur autorité et la fixation de leur traitement et autres conditions et termes de leur emploi.

Le président-directeur général est membre *ex-officio* de tous les comités formés par le conseil. Il peut former un ou plusieurs comités de direction pour l'assister dans sa gestion. Il remplit toutes autres fonctions que peut lui confier le conseil.

En cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président-directeur général pour une période prévue de moins de 30 jours, ses fonctions et pouvoirs sont exercés par la personne qu'il désigne. Si l'absence ou l'incapacité d'agir est prévue comme devant excéder 30 jours consécutifs, ses fonctions et pouvoirs sont exercés par la personne nommée par le conseil sur la recommandation du président-directeur général. À défaut de désignation ou de recom-

mandation par le président-directeur général, le choix de la personne est fait par le conseil.

Le président-directeur général peut exercer les pouvoirs et l'autorité de la Société qui ne sont pas réservés au conseil d'administration conformément à l'article 17 ou à son président conformément à l'article 18, le tout dans le cadre des politiques et des règles administratives établies par le conseil d'administration.

**20. Autres pouvoirs délégués au président du conseil et au président-directeur général :** Sous réserve du présent règlement et jusqu'à ce que le conseil en décide autrement, le président-directeur général ou, en son absence ou, à sa demande, le président du conseil peut exercer les fonctions et pouvoirs qui étaient attribués au 30 septembre 1978 au président ou à l'un ou l'autre des membres de la Commission hydroélectrique de Québec en vertu de règlements, résolutions, directives ou normes de la Commission hydroélectrique de Québec.

**21. Le secrétaire, l'avocat en chef et le vérificateur général :** Le secrétaire, l'avocat en chef et le vérificateur général de la Société relèvent du président-directeur général mais exercent les pouvoirs et autorité et remplissent les devoirs que le conseil ou le président du conseil peuvent également leur prescrire.

## SECTION V

### CADRES RELEVANT DIRECTEMENT DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

**22. Cadres relevant directement du président-directeur général :** Les cadres de la Société qui relèvent directement du président-directeur général sont les 7 vice-présidents et les 5 autres cadres dont les titres et les fonctions sont établis aux articles 23 et 24.

Le directeur, Environnement dont les fonctions sont établies au paragraphe f de l'article 24 est également un cadre relevant directement du président-directeur général.

Chacun d'eux est responsable de l'unité administrative dont il est le chef hiérarchique et possède les attributions et l'autorité qui lui sont confiées par le conseil. Ils rendent compte de leur gestion au président-directeur général.

Leurs pouvoirs et autorité sont généralement de :

a) contrôler, diriger, surveiller et coordonner les activités des unités administratives relevant d'eux pour assurer une gestion efficace de la Société, le tout, conformément aux normes et politiques de cette dernière et autres directives émises par le président-directeur général ;

b) nommer les cadres de la Société qui relèvent directement d'eux avec l'accord du président-directeur général ;

c) recommander au président-directeur général les budgets annuels et les programmes requis pour une administration efficace des unités administratives dont ils sont responsables ;

d) sans restreindre leurs responsabilités, déléguer, avec l'accord du président-directeur général, partie de leurs pouvoirs et autorité aux employés des unités administratives relevant d'eux.

Ils sont nommés par le conseil d'administration conformément aux paragraphes n et o du deuxième alinéa de l'article 17. Ils demeurent en fonction jusqu'à ce qu'il soient démis ou remplacés par le conseil.

**23. Vice-président :** Les titres et les fonctions respectifs des vice-présidents sont les suivants :

a) **Vice-président, Finances :** Le vice-président, Finances est responsable d'obtenir et de gérer les fonds répondant aux besoins de la Société. Il recommande les politiques et orientations de l'entreprise en matière de financement. Il élabore des critères d'analyse et des modèles économiques pour les choix d'investissements majeurs. Il dirige les activités de Trésorerie et de la Recherche économique.

b) **Vice-président, Ressources humaines :** Le vice-président, Ressources humaines est responsable de promouvoir des orientations et des politiques de gestion des ressources humaines et veille à leur application. Il fournit à l'entreprise les services et les conseils requis pour l'embauchage, la formation, la santé, la sécurité et la rémunération et autres conditions de travail des employés. Il dirige les négociations de l'entreprise avec ses syndicats et veille à la gestion des conventions collectives. Il fournit les services de consultation en gestion et s'assure du développement harmonieux de l'organisation.

c) **Vice-président, Programme d'équipement :** Le vice-président, Programme d'équipement est responsable des activités de planification, de conception, d'ingénierie et de construction nécessaires à la réalisation du programme d'équipement, de telle façon que ce programme soit réalisé dans les délais prévus au plus bas coût, selon les besoins d'exploitation et en tenant compte de l'environnement. Le programme d'équipement comprend les aménagements de production hydrauliques, thermiques et nucléaires, les postes de transformation, les réseaux de transport, de répartition et de communication, les édifices et tous les ouvrages connexes.

d) **Vice-président, Production et Transport :** Le vice-président, Production et Transport est responsable de l'ex-

exploitation d'un réseau de production et de transport. Par ce réseau, il gère la production en fonction de la consommation aux meilleures conditions économiques et selon les critères de qualité, de sécurité et de fiabilité qui s'imposent. Il voit à la mise en service et à l'entretien de tous les équipements requis à ce réseau de production et transport. Il fournit enfin des services spécialisés de télécommunications à l'ensemble de l'entreprise.

e) **Vice-président, Clientèle et Régions** : Le vice-président, Clientèle et Régions est responsable de la distribution dans les régions, des services à la clientèle, des études tarifaires et des conditions de vente et de leur application. Il a sous son autorité les régions administratives. Il collabore à l'implantation des politiques, directives et normes de la Société dans les régions.

f) **Vice-président, Administration** : Le vice-président, Administration est responsable des opérations comptables de la Société et de la mise en place des mécanismes de contrôle de ses activités. Il prépare les états financiers et de gestion. Il assure l'émission des chèques aux fournisseurs et aux employés et des factures aux abonnés. Il est responsable des approvisionnements et des services matériels de support de la Société. Il est aussi responsable du développement et de l'application du système informatique.

g) **Vice-président, Information** : Le vice-président, Information est responsable de la conception et de la réalisation de la politique et des programmes d'information destinés au personnel de la Société et à ses publics. Il s'assure que ces programmes répondent aux besoins et attentes légitimes de ces groupes et fait connaître leurs réactions aux responsables dans l'entreprise. Il coordonne les communications et la consultation avec les publics. Il fournit aussi à la Société des services spécialisés dans le domaine des techniques de communications.

Tant que la nomination du titulaire d'un poste de vice-président n'est pas faite ou en cas de vacance à un tel poste, les pouvoirs et attributions attachés à cette vice-présidence sont exercés par le président-directeur général qui fait rapport au conseil des motifs de cette vacance. Le conseil peut alors établir un délai pour la présentation d'une recommandation par le président-directeur général pour combler ce poste.

**24. Autres cadres relevant directement du président-directeur général** : Les titres et fonctions respectifs des autres cadres relevant directement du président-directeur général sont les suivants :

a) **Secrétaire** : Le secrétaire donne les avis des réunions du conseil et de ses comités où il agit comme secrétaire. Il dresse les procès-verbaux des réunions du conseil et a la garde de ces procès-verbaux et des registres des dé-

cisions de ces comités du conseil. Il est responsable des archives de la Société, y compris les livres contenant les noms et adresses des membres du conseil ainsi que des rapports ou autres documents soumis au conseil ou à un de ses comités.

b) **Avocat en chef** : L'avocat en chef qui est le directeur du Contentieux est responsable des affaires juridiques de la Société et lui fournit les services requis à cet effet. Notamment, il donne les opinions verbales ou écrites requises, prépare ou approuve les contrats et autres documents légaux, fait valoir et respecter les droits de la Société en général et si nécessaire devant les tribunaux et autres organismes.

c) **Vérificateur général** : Le vérificateur général est responsable de s'assurer que tout acte administratif et toute pratique administrative sont exécutés rigoureusement en conformité des lois, règlements de la Société, directives des gestionnaires et des normes de bonne gestion généralement reconnues ; à cette fin, il a accès à tous les registres et à tous les documents utilisés dans la Société et les employés de cette dernière doivent lui fournir tous les renseignements qu'il juge requis pour l'exécution de sa tâche. Il renseigne le conseil de façon générale ou spécifique au moyen d'un rapport à tous les trimestres ou plus fréquemment lorsqu'il juge qu'une situation l'exige, faisant état de ses activités, de ses constatations et de toutes suggestions qu'il juge propres à élever le standard des pratiques administratives d'Hydro-Québec ainsi que tous les correctifs qui ont été appliqués ou qui doivent l'être.

d) **Directeur, Planification générale** : Le directeur, Planification générale est responsable de la planification générale de l'entreprise et en élabore le processus et les mécanismes de fonctionnement. Il identifie les sujets de préoccupations au niveau de l'entreprise et dégage leurs interactions et leurs priorités. Il intègre les travaux de planification des différentes unités administratives, fait les ajustements nécessaires, dégage les options et recommande les plans et programmes appropriés parmi l'éventail des possibilités identifiées.

e) **Directeur, Institut de recherche** : En application des programmes approuvés par le conseil, le directeur de l'Institut de recherche, par la recherche technologique et des essais, prévoit, étudie et propose des solutions aux besoins actuels et futurs des unités techniques de la Société. Il voit ainsi au développement économique des techniques tant pour le bon rendement des activités actuelles de l'entreprise que pour rencontrer ses objectifs de développement.

f) **Directeur, Environnement** : Le directeur, Environnement est responsable d'élaborer et de promouvoir des orientations et des politiques en matière d'environnement. Il fournit à l'entreprise les services et les conseils

spécialisés en matière d'environnement. Il aide les gestionnaires à réaliser l'intégration de la qualité de l'environnement au processus de planification, de conception, de construction, d'exploitation et d'entretien des terrains et des équipements d'Hydro-Québec et, le cas échéant, à obtenir les permis nécessaires.

Les adjoints des cadres mentionnés dans la présente section remplissent les devoirs de ces cadres et jouissent de la même autorité lorsqu'ils les remplacent.

---

A.C. 3146-78 du 11.10.78

A.C. 3920-78 du 20.12.78

A.C. 191-79 du 24.01.79

D. 2524-80 du 20.08.80

D. 3412-80 du 29.10.80

D. 2906-81 du 20.10.81





c. H-5, r.2

## Règlement sur la fourniture de l'électricité en basse tension pour les services domiciliaires et les services généraux

Loi sur l'Hydro-Québec  
(L.R.Q., c. H-5, a. 22)

### SECTION I DÉFINITIONS

**1.** Dans ce règlement, les expressions et termes suivants désignent, à moins que le contexte s'y oppose :

a) « fourniture en basse tension » : fourniture d'électricité par un système monophasé d'une fréquence de 60 cycles, à une tension nominale ne dépassant pas 250 volts ;

b) « service » : acte par lequel le fournisseur maintient sous tension le point d'entrée de l'installation électrique de l'abonné, afin de lui permettre de prendre livraison de l'électricité ;

c) « service domiciliaire » : fourniture en basse tension propre aux locaux uni-familiaux où l'électricité est employée exclusivement à des fins domestiques ;

d) « service général » : toute autre fourniture en basse tension ;

e) « fournisseur » : toute corporation fournissant de l'électricité et à laquelle s'applique le présent règlement ;

f) « abonné » : tout individu ou corporation qui a fait une demande de service, qui utilise de l'électricité ou auquel est fournie de l'électricité.

### SECTION II OBJET

**2.** Le présent règlement régit la fourniture de l'électricité en basse tension pour les services domiciliaires et généraux. Il a pour but de définir, de façon simple et concise, les relations entre le fournisseur et l'abonné ainsi que les conditions auxquelles ce dernier doit se conformer pour obtenir et bénéficier de l'électricité.

### SECTION III CONTRAT DE SERVICE

**3.** Pour obtenir le service, l'abonné doit en faire, verbalement ou par écrit, la demande au fournisseur.

La fourniture d'énergie, par le fournisseur, et son utilisation, par l'abonné, constituent un contrat entre les parties, lequel est sujet au présent règlement.

Toute personne qui occupe un local ou qui y utilise de l'électricité est considérée avoir fait une demande de service et elle est responsable de l'énergie qui s'y consomme.

**4.** L'abonné doit donner, en faisant sa demande de service ou en tout temps, tous les renseignements que le fournisseur juge utile d'obtenir relativement à cette demande ou à ses appareils.

**5.** Dans le cas de fourniture jugée temporaire, le fournisseur peut imposer à l'abonné des conditions particulières et exiger le paiement du coût de raccordement et d'enlèvement du service.

**6.** Le fournisseur fournit l'électricité à ses abonnés sans l'intervention des tiers. Cependant le fournisseur peut permettre, par écrit, à des abonnés, propriétaires ou locataires d'édifices ou de parties d'édifices, de fournir l'électricité à leurs locataires ou sous-locataires aux conditions approuvées par le fournisseur.

**7.** L'abonné doit permettre aux employés du fournisseur d'entrer chez lui, entre 8 h et 20 h, dimanches et jours fériés exceptés, pour le relevé des compteurs et les inspections nécessaires, et en tout temps, quand ils le jugent nécessaire pour la sécurité ou la continuité de l'alimentation.

**8.** L'abonné qui désire mettre fin à son contrat de service, ou qui déménage dans le territoire desservi par le fournisseur, doit donner au fournisseur un avis d'au moins 7 jours à cet effet. Tout avis de déménagement sert alors de demande de service pour la nouvelle résidence de l'abonné.

**9.** Sous réserve de toute disposition législative à cet égard, le fournisseur n'exige pas de dépôt sauf dans les cas et selon les modalités prévues ci-après :

a) **Usage domestique :**

i. **Nouvel abonné :** Aucun dépôt en argent ni aucune autre garantie ne sont exigés du nouvel abonné par le four-



nisser pour le desservir, à moins que celui-ci n'ait eu dans le passé, des difficultés avec cet abonné qui aurait indûment négligé d'acquitter régulièrement à échéance ses factures d'électricité.

ii. **Abonné existant** : Aucun dépôt en argent ni aucune autre garantie ne doivent être exigés par le fournisseur comme condition pour continuer à fournir ou livrer l'électricité à un abonné existant, à moins que le service fourni à cet abonné n'ait été interrompu par le fournisseur pour défaut de paiement de ses factures d'électricité.

iii. Dans les cas visés aux sous-paragraphes i et ii, le dépôt ou la garantie exigés par le fournisseur ne doivent pas excéder un montant représentant la facturation de la consommation réelle ou estimée la plus élevée de l'abonné concerné durant 2 mois consécutifs à l'intérieur d'une période de 12 mois.

**b) Usages général et industriel :**

i. **Nouvel abonné** : Le fournisseur peut exiger du nouvel abonné un dépôt en argent ou toute autre garantie.

ii. **Abonné existant** : Aucun dépôt en argent ni aucune autre garantie ne doivent être exigés par le fournisseur comme condition pour continuer à fournir ou à livrer l'électricité à un abonné existant, à moins que le service fourni à cet abonné n'ait été interrompu par le fournisseur pour défaut de paiement de ses factures d'électricité.

iii. Dans les cas visés aux sous-paragraphes i et ii, le dépôt ou la garantie exigés par le fournisseur ne doivent pas excéder un montant représentant la facturation de la consommation réelle ou estimée la plus élevée de l'abonné concerné durant 2 mois consécutifs à l'intérieur d'une période de 12 mois ; toutefois, le fournisseur doit informer l'abonné des raisons qui justifient sa décision d'exiger un tel dépôt.

**c) Dispositions générales :**

i. Tout tel dépôt en argent porte intérêt à un taux annuel établi par le fournisseur au premier avril de chaque année pour l'année qui suit cette date à 1% de moins que le taux moyen établi à partir des taux appliqués aux comptes d'épargne véritable par les banques à charte du Canada.

ii. L'intérêt sur un tel dépôt, calculé au 31 mars de chaque année, est payable durant les 2 mois qui suivent cette date ou lors du remboursement de tel dépôt dans les cas prévus au présent règlement.

iii. Dans tous les cas où un dépôt en argent ou une garantie sont exigés en vertu du présent règlement, l'abonné est réputé avoir rétabli son crédit à la satisfaction du fournisseur s'il a payé régulièrement ses factures d'électricité durant une période de 12 mois consécutifs, dans le cas d'un abonné pour usage domestique, ou durant une pé-

riode de 24 mois consécutifs, dans le cas d'un abonné pour usages général et industriel. Dans les deux cas, le fournisseur, dans les 60 jours de la période écoulée, remet à l'abonné la garantie qu'il détient ou lui rembourse la totalité de son dépôt avec l'intérêt prévu ci-dessus. Le fournisseur peut effectuer un tel remboursement en appliquant le dépôt en argent et l'intérêt au compte de l'abonné.

iv. Le fournisseur peut appliquer le dépôt ou toute partie de celui-ci, ou réaliser la garantie qui a été fournie et en appliquer le produit, par compensation, au crédit du compte que pourrait lui devoir l'abonné dans les cas suivants :

A) lorsque l'abonné ne requiert plus le service ;

B) à la suite d'une interruption de service par le fournisseur pour défaut de paiement de la part de l'abonné.

Tout solde du dépôt ou de la garantie ainsi réalisée, s'il en est, est remboursé à l'abonné conformément au sous-paragraphes iii du présent paragraphe.

## SECTION IV TARIF

**10.** Les tarifs pour la fourniture de l'électricité par le fournisseur sont ceux que le gouvernement a approuvés ou peut approuver en tout temps.

**11.** Le fournisseur peut exiger le mesurage, en un seul point, de l'électricité livrée à une maison à logements multiples.

**12.** Lorsque l'utilisation d'électricité nécessite un changement dans la classification ou le tarif, le fournisseur procède à la rectification qui s'impose et avise l'abonné.

## SECTION V FACTURATION

**13.** Le fournisseur fait le relevé des compteurs sur une base hebdomadaire, mensuelle, bimestrielle ou à tous les 4 mois et envoie ses factures en conséquence. Cependant le fournisseur peut, en tout temps, émettre des factures provisoires ; les corrections, s'il y a lieu, se font au relevé subséquent.

## SECTION VI COMPTEURS ET APPAREILS

**14.** Le fournisseur fournit lui-même, à ses abonnés, les compteurs et appareils de mesure requis et en conserve la propriété.

**15.** L'abonné doit fournir, sur ou dans sa propriété, en plus de l'équipement nécessaire, des endroits appropriés, sûrs, commodes, faciles d'accès, approuvés par le fournisseur, pour l'installation de compteurs, appareils de mesure ou transformateurs d'électricité.

**16.** Le fournisseur indique à l'abonné ou à son électricien, le point de raccordement au réseau et l'endroit où il doit installer ses supports de branchement.

**17.** Il est interdit à l'abonné de raccorder au réseau du fournisseur ou d'utiliser, sans permission écrite, tout moteur électrique d'une puissance nominale dépassant 5 HP, toute machine à souder, tout appareil à Rayons-X ou tout autre appareil qui cause ou peut causer des perturbations dans le réseau.

**18.** Dans les cas d'installations neuves ou refaites, l'abonné doit obtenir l'approbation du Bureau des examinateurs électriciens du Québec, avant que le fournisseur ne fasse le raccord à son réseau électrique.

**19.** L'abonné ne doit ni frauder le compteur, ni entraver l'alimentation, ni déranger l'équipement ou altérer l'installation du fournisseur.

**20.** Les compteurs utilisés pour la facturation sont vérifiés, approuvés et scellés par le Gouvernement fédéral.

## SECTION VII CHAUFFAGE

**21.** Le fournisseur ne peut être tenu de fournir de l'électricité pour le chauffage des maisons ou édifices ; mais l'alimentation qui pourrait être ainsi fournie est sujette aux conditions que le fournisseur juge à propos d'établir.

## SECTION VIII EXTENSION ET PROLONGEMENT

**22.** La distribution d'électricité se fait normalement par des circuits aériens et le fournisseur ne prolonge pas le réseau électrique aérien à ses frais, sur la propriété de l'abonné, au-delà de 100 pieds.

**23.** Dans les cas de distribution souterraine, le fournisseur ne peut être tenu de prolonger, à ses frais, son réseau sur la propriété de l'abonné.

**24.** Dans les cas où des extensions de réseau sont nécessaires, le fournisseur peut imposer à l'abonné, ou à un groupe d'abonnés, des conditions particulières pour assurer, entre autres, la rentabilité des immobilisations.

## SECTION IX RESPONSABILITÉ

**25.** L'abonné est responsable de tous dommages et de toutes dégradations ou pertes qui peuvent être causés aux appareils du fournisseur installés chez l'abonné.

**26.** Le fournisseur n'est pas responsable des blessures corporelles ou des dommages à la propriété, attribuables à des déficiences dans l'installation de l'abonné ou résultant de tout négligence de ce dernier.

**27.** Le fournisseur ne peut pas être tenu responsable des dommages résultant de quelque interruption de service que ce soit, y compris les interruptions pour fins d'entretien.

## SECTION X SUSPENSION DE L'ALIMENTATION

**28.** Le fournisseur cesse ou refuse d'alimenter l'abonné dans les circonstances suivantes :

a) quand l'abonné ne paie pas, dans le délai prescrit, le montant de sa facture ;

b) quand un organisme fédéral, provincial ou municipal ayant compétence en la matière le demande, ou que la sécurité publique l'exige ;

c) quand l'abonné fraude, manipule ou déränge le compteur ou les appareils du fournisseur, qu'il entrave l'alimentation ou qu'il modifie l'installation du fournisseur ;

d) quand l'abonné refuse de donner au fournisseur les renseignements qui lui sont demandés relativement à sa demande de service ou à ses appareils ;

e) quand l'abonné refuse de verser le dépôt exigé ou de fournir toute autre garantie ;

f) quand l'abonné ne corrige pas les défauts nuisibles de son installation ou n'élimine pas les causes de perturbation qui lui sont signalés ;

g) quand l'abonné refuse de laisser pénétrer chez lui les employés du fournisseur conformément à l'article 7 ;

h) quand l'abonné refuse de permettre l'installation, chez lui, d'instruments de mesure jugés nécessaires par le fournisseur ;

i) quand le service a été raccordé chez l'abonné sans l'approbation du Bureau des examinateurs électriciens du Québec ou du fournisseur.

Dans tous les cas de suspension de l'alimentation, exception faite toutefois des cas prévus aux paragraphes b et

c du premier alinéa, le fournisseur prévient l'abonné, par écrit, au moins 6 jours d'avance, que son alimentation est susceptible d'être interrompue.

## **SECTION XI**

### **RÉTABLISSEMENT DE L'ALIMENTATION**

**29.** Le fournisseur rétablit l'alimentation dès que les causes de suspension n'existent plus. L'abonné paie alors un montant basé sur le coût réel des frais de suspension et de rétablissement de l'alimentation si la cause de suspension lui est imputable.

---

A.C. 2486-65 du 23.12.65

A.C. 83-66 du 19.01.66

A.C. 5277-75 du 03.12.75

A.C. 3470-77 du 19.10.77



c. I-1, r.1

**Règlement relatif aux allocations  
d'échange sur les véhicules automobiles  
introduits au Québec à des fins  
d'utilisation personnelle et la Loi  
concernant l'impôt sur la vente en détail**

Loi concernant l'impôt sur la vente en détail  
(L.R.Q., c. I-1, a. 31, par. b)

**1.** Aux fins de déterminer le montant sur lequel l'impôt sur la vente en détail doit être calculé dans le cas d'un véhicule automobile introduit au Québec pour usage par une personne y résidant ordinairement ou y faisant affaires, il y a lieu de déduire de la valeur du véhicule automobile ainsi introduit au Québec toute allocation accordée par le vendeur d'une autre juridiction pour un véhicule usagé qui lui aurait été donné en paiement partiel, à condition :

a) que le propriétaire du véhicule automobile introduit au Québec ait aussi été le propriétaire du véhicule automobile ainsi donné en échange et qu'il ait acquitté, quant à ce dernier, l'impôt québécois sur la vente en détail ou un impôt de même nature prélevé par une autre juridiction ;

b) que la juridiction dans laquelle le véhicule automobile introduit au Québec a été acquis, accorde le même dégrèvement de taxe aux personnes résidant ou faisant affaires dans son territoire ; et

c) que le vendeur du véhicule automobile de cette autre juridiction soit enregistré à titre de mandataire du ministre du Revenu du Québec pour les fins de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., c. I-1).





c. I-1, r.2

### **Règlement d'application du paragraphe r de l'article 17 de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail**

Loi concernant l'impôt sur la vente en détail  
(L.R.Q., c. I-1, a. 31, par. b)

**1.** Aux fins de l'application du paragraphe r de l'article 17 de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., c. I-1), un vendeur est réputé faire l'expédition en dehors du Québec lorsque :

a) il livre à une personne qui exploite une entreprise de transport commercial par terre, par air ou par eau, pour livraison hors du Québec, les biens mobiliers qu'il a vendus pour usage ou consommation en dehors du Québec et conserve pour fins de vérification par le ministre du Revenu une copie du connaissement ou du récépissé certifiée par le transporteur ;

b) il met à la poste, pour livraison hors du Québec, les biens mobiliers qu'il a vendus pour usage ou consommation par le ministre du Revenu un récépissé émis par la Société canadienne des postes identifiant l'acheteur et l'expéditeur et satisfait le ministre quant à la nature de l'objet expédié ;

c) il livre à une personne qui réside hors du Québec et qui ne fait pas affaires au Québec un aéronef qu'il lui a vendu, ou qu'il a réparé, amélioré ou transformé pour elle, pour usage ou consommation en dehors du Québec, pourvu que le port d'attache de l'aéronef soit situé hors du Québec et que cette personne lui produise un document portant sa signature et attestant que l'aéronef n'est destiné à être utilisé qu'à l'extérieur du Québec ;

d) il livre à une personne, qui réside hors du Québec et qui ne fait pas affaires au Québec, un véhicule automobile au sens du Code de la route (L.R.Q., c. C-24) qu'il lui a vendu ou loué pour usage ou consommation en dehors du Québec et que, à titre de mandataire enregistré de la province de résidence de l'acheteur de ce véhicule automobile, il prélève effectivement la taxe de vente ou une autre taxe de même nature imposée par cette autre province et qu'il appose sur ce véhicule automobile la plaque d'immatriculation de cette autre province.





c. I-1, r.3

## **Règlement sur la compensation au bénéfice des fabriques de paroisse**

Loi concernant l'impôt sur la vente en détail  
(L.R.Q., c. I-1, a. 31, par. b)

**1.** Une fabrique qui en fait la demande obtient une compensation, accordée selon les conditions de l'article 3, d'un montant égal au taux de la taxe de vente appliqué à 30% du prix total de tout contrat qu'elle a conclu pour la construction, la réparation, l'altération ou l'amélioration d'un bâtiment devant servir aux fins du culte.

**2.** Le taux de la taxe servant au calcul de la compensation est celui auquel sont assujettis l'entrepreneur et les sous-entrepreneurs pour le paiement de la taxe payable sur les matériaux et autres biens mobiliers qu'ils incorporent au bâtiment.

**3.** La compensation est accordée à condition que :

a) l'entrepreneur et les sous-entrepreneurs soient les consommateurs des matériaux et autres biens mobiliers qu'ils incorporent au bâtiment ;

b) la demande soit adressée au ministre du Revenu, au plus tard 12 mois après la fin des travaux prévus au contrat ;

c) le requérant ait en sa possession les documents, contrats, sous-contrats permettant d'établir le montant de la compensation ;

d) la taxe payable par le consommateur des matériaux ne soit pas ou n'ait pas été le sujet d'un remboursement ou d'une note de crédit.







c. I-1, r.4

## **Règlement sur la compensation aux mandataires du ministre et la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail**

Loi concernant l'impôt sur la vente en détail  
(L.R.Q., c. I-1, a. 15)

**1.** Dans le présent règlement, le mot « mandataire » signifie tout vendeur ou détaillant au sens de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., c. I-1) qui détient un certificat d'enregistrement émis en vertu de cette Loi.

**2.** Aux fins de l'article 15 de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail et sous réserve de l'article 3, le ministre du Revenu accorde à tout mandataire une compensation d'un montant égal à 2% de la taxe de vente perçue en conformité avec la Loi et remise en la manière et dans le délai prescrits par l'article 14 de la Loi.

**3.** Le montant de la compensation visé à l'article 2, pour chaque exercice financier du gouvernement, ne peut excéder 1 000 \$, quel que soit le nombre d'établissements ou de succursales exploités par un même mandataire.

---

A.C. 4453-74, (1974) 106 G.O. II, 5265

A.C. 2687-76, (1976) 108 G.O. II, 5045





c. I-1, r.5

## **Règlement sur l'échange ou reprise en compte et la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail**

Loi concernant l'impôt sur la vente en détail  
(L.R.Q., c. I-1)

Loi sur le ministère du Revenu  
(L.R.Q., c. M-31, a. 94)

**1.** Lorsqu'un bien mobilier est donné en paiement partiel d'un autre bien mobilier imposable vendu en détail, la taxe s'applique sur le prix total de la vente moins le crédit accordé pour le bien donné en échange, pourvu que le bien ainsi donné en échange soit :

- a) usagé ;
- b) imposable ;
- c) la propriété de celui qui le donne ;
- d) donné en échange au vendeur qui effectue la vente en détail.

Lorsque le bien mobilier donné en paiement partiel ne rencontre pas toutes les conditions mentionnées aux paragraphes *a*, *b*, *c* et *d* du premier alinéa, l'acheteur doit payer la taxe sur le total de la transaction.

**2.** Lorsque le montant alloué pour le bien reçu en échange excède le prix de vente du bien mobilier vendu, il ne peut être accordé un crédit de taxe de vente sur cette partie du montant de l'échange qui excède le prix de vente du bien mobilier.

**3.** Le vendeur qui reçoit un bien donné en échange doit :

- a) percevoir la taxe lors de la revente de ce bien et en faire remise conformément à la Loi ;
- b) payer lui-même la taxe sur la valeur allouée pour ce bien dans l'échange lorsqu'il utilise ce bien pour son usage ou sa consommation.





c. I-1, r.6

## Règlement sur les entreprises canadiennes de transport routier interprovincial et la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail

Loi concernant l'impôt sur la vente en détail  
(L.R.Q., c. I-1)

Loi sur le ministère du Revenu  
(L.R.Q., c. M-31, a. 94)

### SECTION I DÉFINITIONS

**1.** Dans le présent règlement, on entend par :

a) « remorque rail-route » : un véhicule effectuant du transport, partie tiré sur route, partie porté sur wagon de chemin de fer et comprend les caisses ou contenants réutilisés ;

b) « remorque routière » : le véhicule tiré par un tracteur pour fins de transport de marchandises ;

c) « sous-transporteur » : une personne s'engageant auprès d'un transporteur à fournir un tracteur et un chauffeur pour la traction de remorques sous le contrôle immédiat du transporteur ;

d) « transporteur » : une personne au sens de la Loi, qui exploite une entreprise de transport routier effectué entre 2 ou plusieurs provinces, en vertu d'un permis de la Commission des transports du Québec et comprend :

- i. une entreprise canadienne de camionnage ;
- ii. une entreprise canadienne de déménagement ;
- iii. une entreprise canadienne de transport par autobus suivant horaire ;

e) « valeur équitable » : le prix d'achat net après allocation d'échange, moins 20% de tel prix pour chaque année d'usage par l'acheteur depuis l'acquisition, ou une évaluation minimale de 20%, selon celui qui est le plus élevé ;

f) « véhicule automobile » : un véhicule communément appelé « tracteur » employé par un transporteur, ainsi que les camions, les autobus et tout autre véhicule automobile effectuant du transport public sur routes ;

g) « véhicule urbain » : un véhicule servant au ramassage et à la livraison dans une zone métropolitaine située au Québec, ou à des fins autres que le transport interpro-

vincial sur les grandes routes. Il comprend mais n'est pas limité aux tracteurs, remorques, fourgons, automobiles, camionnettes, camions, chariots, remorqueuses.

### SECTION II TRANSPORTEUR

**2.** Le transporteur faisant affaires au Québec doit payer la taxe sur tous ses achats de biens mobiliers pour son usage ou sa consommation.

**3.** Cependant, le transporteur qui fait du transport interprovincial peut payer la taxe sur le prix d'achat ou de location de matériel classé dans les catégories suivantes, à savoir : les véhicules automobiles, les remorques routières et les remorques rail-route selon la proportion que représente le nombre de milles parcourus au Québec par chacune de ces 3 catégories par rapport au total de milles parcourus dans le Canada par chacune de ces catégories.

**4.** Tout transporteur qui désire prendre avantage de ce privilège doit :

a) détenir un permis de la Commission des transports du Québec ;

b) obtenir un certificat d'enregistrement émis sous l'autorité de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., c. I-1), ainsi que des autres provinces canadiennes où il fait du transport interprovincial ;

c) avant le 1<sup>er</sup> mai de chaque année, produire une déclaration établissant, pour l'année civile écoulée ou sa dernière année financière, le nombre de milles parcourus au Québec et dans chacune des autres provinces canadiennes pour les catégories de matériel suivantes :

- i. véhicules automobiles ;
- ii. remorques routières ;
- iii. remorques rail-route ;
- d) faire chaque mois rapport au Québec :
  - i. des taxes payées à chaque province canadienne selon le présent règlement ;
  - ii. des taxes payées à chaque province canadienne par le sous-transporteur selon le présent règlement ;
  - iii. de la taxe perçue sur vente ;
- e) faire chaque mois remise au Québec :

i. de la taxe à payer au Québec selon le présent règlement ;

ii. de la taxe payable au Québec par le sous-transporteur selon le présent règlement ;

iii. de la taxe du Québec perçue sur vente ;

f) tenir un registre du nombre de milles parcourus par les véhicules automobiles de chaque sous-transporteur travaillant sous son contrôle immédiat ;

g) conserver les pièces justificatives concernant l'achat ou la location d'un véhicule automobile par son sous-transporteur ;

h) transmettre toute nouvelle déclaration exigible du sous-transporteur par le présent règlement.

**5.** Le ministre du Revenu peut révoquer le privilège de tout transporteur interprovincial de profiter des avantages prévus au présent règlement, si de son avis ce transporteur ne se conforme pas à ce règlement.

**6.** Le ministre du Revenu peut exiger, de tout transporteur interprovincial qui désire profiter des avantages découlant du présent règlement, un cautionnement dont la nature et le montant seront déterminés par le ministre du Revenu.

**7.** Pour établir les pourcentages :

a) le transporteur doit tenir compte uniquement du nombre de milles parcourus dans chacune des provinces canadiennes, incluant celle où aucune taxe n'est imposée, par les différentes catégories de matériel affectées au transport interprovincial selon le registre existant pour l'année civile ou financière précédente ; si le transporteur paye une taxe de vente dans un état américain, il peut tenir compte du nombre de milles parcourus dans cet état ;

b) le transporteur peut tenir compte du nombre de milles parcourus par les autobus frétés qui lui appartiennent et sont exploités par lui ;

c) un transporteur ne doit pas tenir compte du nombre de milles parcourus par les véhicules urbains dans le calcul des pourcentages ;

d) lors de l'enregistrement, le transporteur doit estimer le nombre de milles à parcourir dans chaque province par les différentes catégories de matériel, sujet à redressement à la fin des 12 premiers mois d'après le nombre réel de milles parcourus, si aucun registre n'a été tenu ; toutefois, si le transporteur a un registre exact du nombre de milles parcourus pour l'année précédente, la répartition pourra être basée sur ce nombre de milles parcourus sans redressement ;

e) lorsqu'un transporteur obtient l'autorisation de desservir une autre province, il doit présenter une nouvelle déclaration basée sur un nombre estimatif de milles à parcourir, sujet à redressement à la fin des 12 premiers mois, d'après le nombre réel de milles parcourus. Une nouvelle déclaration doit également être présentée si le transporteur cesse de desservir une province.

**8.** Un transporteur n'aura à répartir la taxe que pour le matériel acheté par lui à une date subséquente à son premier enregistrement sous le présent règlement.

**9.** Tout transporteur, étant une personne au sens de la Loi, doit produire une déclaration individuelle. Aucune déclaration consolidée couvrant le nombre de milles parcourus de plusieurs transporteurs ne sera acceptée même s'il s'agit de compagnies filiales ou affiliées.

**10.** Le transporteur doit tenir compte des règles suivantes pour l'application du présent règlement et le calcul de la taxe à remettre :

a) acheter et louer sans taxe ses véhicules automobiles et ses remorques affectés au transport interprovincial ainsi que les pièces de rechange pour l'entretien de ses véhicules dans ses ateliers de réparation ;

b) calculer, sur la base des pourcentages déclarés, la taxe à remettre chaque mois au Québec sur ses achats et locations effectués après la date de son enregistrement ;

c) répartir la taxe revenant à chacune des autres provinces canadiennes ;

d) répartir et payer la taxe sur les pièces utilisées pour fins de réparation de ses véhicules dans son atelier. La taxe est calculée et distribuée selon les règlements en vigueur dans la province où l'atelier est situé ;

e) payer à ses fournisseurs la taxe sur ses achats de biens mobiliers imposables pour son usage ou sa consommation au Québec et qui ne sont pas de la catégorie des biens imposables sur base du pourcentage ; le transporteur doit lui-même faire rapport et remise de cette taxe en entier, si elle n'a pas été payée aux fournisseurs ;

f) en cours de route, payer aux fournisseurs la taxe au taux en vigueur à l'endroit où l'achat est fait sur toutes les pièces de rechange pour réparation, service et entretien, sans aucun redressement ou répartition de la taxe payée ;

g) percevoir et remettre, sans distribution, la taxe sur les ventes de pièces au sous-transporteur qui fait exécuter des réparations sur ses véhicules automobiles routiers dans les ateliers du transporteur qui sont situés au Québec.

**11.** Le transporteur, déjà enregistré pour faire du transport interprovincial dans d'autres provinces canadiennes

et qui obtient l'autorisation de desservir le Québec, doit calculer et remettre la taxe due au Québec sur la valeur équitable de tous les véhicules automobiles, remorques routières et remorques rail-route sur la base proportionnelle mentionnée à l'article 3, en utilisant des nombres estimatifs pour les milles à parcourir au Québec et au Canada. Après les 12 premiers mois d'exploitation, un redressement de la taxe doit être effectué, basé sur le nombre réel de milles parcourus.

**12.** Le transporteur enregistré, qui a sous son contrôle immédiat un sous-transporteur opérant dans d'autres provinces, lequel entreprend de desservir le Québec, doit percevoir de tel sous-transporteur la taxe exigible par le Québec sur la valeur équitable des véhicules automobiles routiers en se basant sur le pourcentage estimatif de la nouvelle déclaration, sujet à redressement à la fin des 12 premiers mois d'après le pourcentage réel.

**13.** Lorsque la taxe sur l'achat d'une remorque routière, d'une remorque rail-route ou d'un véhicule automobile a été répartie et payée, aucune autre répartition n'est nécessaire tant que le véhicule est la propriété et demeure à l'usage de l'acheteur initial à condition que le véhicule continue de servir dans une ou toutes les provinces auxquelles la taxe a été répartie.

**14.** Le transporteur doit payer au taux entier en vigueur la taxe exigible sur les achats et transferts de véhicules urbains.

### SECTION III SOUS-TRANSPORTEUR

**15.** Le sous-transporteur n'est pas enregistré aux termes du présent règlement et doit payer la taxe exigible à ses fournisseurs sur tous ses achats et locations au taux en vigueur à l'endroit où ils sont effectués.

**16.** Cependant, si le sous-transporteur s'engage à faire du remorquage interprovincial pour le compte d'un transporteur enregistré, il doit faire connaître à ce dernier le nombre de milles à parcourir dans chaque province par ses véhicules automobiles ainsi que le prix d'achat et le montant de la taxe payée sur chacun de ces véhicules.

**17.** Lors de la conclusion du premier contrat d'un sous-transporteur avec un transporteur interprovincial enregistré suivant le présent règlement, ce transporteur répartit et redresse la taxe payée par le sous-transporteur sur ses véhicules automobiles :

a) s'il s'agit d'un véhicule qui n'a jamais été utilisé, la taxe est calculée sur le prix d'achat du véhicule dans la proportion que représente le nombre estimatif de milles à

parcourir par la flotte de véhicules du sous-transporteur par rapport au total estimatif de milles à parcourir au Canada par ces mêmes véhicules ;

b) s'il s'agit d'un véhicule qui sert au transport interprovincial, la taxe est calculée sur la valeur équitable du véhicule dans la proportion que représente le nombre estimatif de milles à parcourir par la flotte de véhicules du sous-transporteur par rapport au total estimatif de milles à parcourir au Canada par ces-mêmes véhicules.

**18.** Après 12 mois d'opérations, le transporteur redresse, d'après le nombre réel de milles parcourus, la taxe du sous-transporteur déjà répartie d'après le nombre de milles estimé au début de l'engagement.

**19.** Le sous-transporteur, déjà sous contrat avec un transporteur enregistré et qui entreprend pour le compte de ce dernier de desservir le Québec, doit :

a) fournir au transporteur le nombre estimatif de milles à parcourir dans chaque province, sujet à redressement à la fin des 12 premiers mois d'après le nombre réel de milles parcourus ;

b) payer au transporteur la taxe à remettre au Québec, calculée sur la valeur équitable des véhicules et dans la proportion que représente le nombre estimatif de milles à parcourir par la flotte de véhicules du sous-transporteur par rapport au total estimatif de milles à parcourir au Canada par ces mêmes véhicules.

**20.** L'engagement subséquent avec un autre transporteur interprovincial enregistré ne nécessite pas une autre répartition de la taxe sur le véhicule automobile à condition qu'il continue à desservir l'une des provinces ou toutes les provinces auxquelles la taxe a été répartie et qu'il y ait pièces justificatives à l'appui.

**21.** Un changement permanent en un service de transport interprovincial au Québec par un sous-transporteur ne nécessite pas une nouvelle imposition suivant la loi, en autant que la taxe a été initialement répartie.

**22.** Le sous-transporteur doit, au moment de l'achat en cours de route, payer au fournisseur la taxe exigible sur toutes les pièces et réparations.

Lorsqu'un sous-transporteur fait effectuer des réparations à l'atelier d'un transporteur, il doit payer la taxe à ce dernier qui en fait remise en entier à la province où est situé l'atelier.







c. I-1, r.7

## Règlement sur les entreprises exécutant des travaux de forage d'exploration au Québec et la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail

Loi concernant l'impôt sur la vente en détail  
(L.R.Q., c. I-1, a. 31, par. b)

### 1. Dans le présent règlement :

a) « bien mobilier servant à des fins de forage d'exploration » ne comprend pas un véhicule de promenade et ses pièces de rechange, un bien mobilier utilisé pour fins de construction et d'entretien d'immeubles, l'équipement et les fournitures de bureau, et tout bien qui n'est pas utilisé ou consommé sur le site des travaux de forage ;

b) « forage d'exploration » ne comprend pas le forage effectué dans le but de trouver de l'eau ;

c) « Loi » signifie la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., c.I-1).

**2.** La machinerie et l'équipement servant à des fins de forage d'exploration sont considérés être utilisés au Québec tant qu'ils s'y trouvent. L'utilisation au Québec se calcule par mois et toute fraction d'un mois de calendrier est comptée comme 1 mois entier.

**3.** Toute personne exploitant une entreprise qui exécute des travaux de forage d'exploration au Québec peut :

a) calculer la taxe autrement exigible à l'égard des biens mobiliers servant à des fins de forage d'exploration au Québec, selon le nombre de pieds qu'elle a forés soit en surface, soit sous terre, auxquels s'appliquent le coût imposable respectif par pied foré établi à l'article 4 et le taux de la taxe ; et

b) en effectuer le paiement selon les modalités prévues aux articles 6, 7, 8 et 9.

**4.** Le coût imposable par pied foré en surface au Québec est établi, à la fin de chaque exercice financier de l'entreprise, en divisant l'ensemble :

a) du prix d'achat de tous les biens mobiliers servant à des fins de forage d'exploration en surface et utilisés au Québec pendant cet exercice financier, à l'exclusion de la machinerie et de l'équipement ; et

b) de l'amortissement de la machinerie et de l'équipement utilisés au Québec pendant cet exercice financier, cet amortissement étant égal à 2% du prix d'achat pour chaque mois d'utilisation au Québec ;

par le nombre de pieds forés en surface au Québec pendant cet exercice financier.

La même règle s'applique *mutatis mutandis* pour déterminer le coût imposable par pied foré sous terre au Québec.

**5.** Le prix des biens sur lesquels la taxe de vente du Québec a été payée lors de l'achat ne doit pas être inclus dans le calcul des coûts imposables par pied foré.

**6.** Les coûts imposables établis à l'article 4 servent de base au calcul des montants de taxe à payer au cours de l'exercice financier à venir et au redressement du montant de la taxe remise au cours de l'exercice financier terminé dans la mesure où l'entrepreneur se prévalait du privilège prévu par ce règlement pendant cet exercice financier terminé.

**7.** Toute personne exerçant une entreprise qui exécute des travaux de forage d'exploration au Québec et qui désire se prévaloir de ce privilège doit :

a) faire parvenir au ministre du Revenu une demande à cet effet ;

b) détenir un certificat d'enregistrement conformément à la Loi ;

c) payer la taxe, tel que prévu par la Loi, à l'égard de tous les biens mobiliers imposables autres que ceux servant à des fins de forage d'exploration au Québec ;

d) utiliser les coûts imposables de 2 \$ par pied foré en surface et de 0,75 \$ par pied foré sous terre, pour répartir la taxe payable à l'égard des biens mobiliers servant à des fins de forage d'exploration au Québec, pendant l'exercice financier :

i. au cours duquel elle prend avantage pour la première fois du privilège accordé par ce règlement ;

ii. qui suit un exercice financier pendant lequel elle n'a pas effectué de forage au Québec ; ou

iii. qui suit un exercice financier pour lequel elle n'a pas produit de déclaration qui lui aurait permis de se prévaloir du règlement ;

et redresser, à la fin de cet exercice financier, le montant de la taxe remise pendant cet exercice financier tel que prévu au paragraphe g ;

e) faire rapport et remise au ministre du Revenu du montant de taxe qu'elle doit au plus tard le 15 de chaque mois pour le mois de calendrier précédent, un rapport devant être produit même si aucun montant de taxe n'est exigible pour un mois donné ;

f) dans les 45 jours qui suivent la fin de chacun de ses exercices financiers, produire une déclaration, sur la formule prescrite par le ministre du Revenu, établissant le nombre de pieds forés en surface et sous terre au Québec pendant l'exercice financier terminé ainsi que le coût imposable réel pour chaque genre de pieds forés ;

g) à la fin de chacun de ses exercices financiers, redresser le montant de la taxe payée pendant l'exercice financier écoulé en se servant des coûts imposables réels et faire un rapport supplémentaire ainsi qu'une remise ou une demande de remboursement des taxes, selon le cas, en même temps que la déclaration prévue au paragraphe f, le tout sujet à vérification par le ministre du Revenu.

**8.** Le ministre du Revenu peut révoquer à toute personne qui exploite une entreprise de forage d'exploration le privilège accordé par ce règlement, si, à son avis, elle ne s'y conforme pas.

**9.** Lorsqu'une telle personne cesse, pour quelque raison que ce soit, de se prévaloir du privilège accordé par ce règlement et qu'elle continue à utiliser au Québec des biens mobiliers pour lesquels elle a bénéficié de ce privilège, elle doit remettre au ministre du Revenu, à l'égard de ces biens, un montant égal à la taxe qui serait payable si ce bien était alors acheté au Québec.

---

A.C. 2533-76, (1976) 108 G.O. II, 4979

A.C. 3255-76, (1976) 108 G.O. II, 5705



c. I-1, r.8

## **Règlement sur l'équipement, la machinerie et les autres biens mobiliers apportés temporairement au Québec**

Loi concernant l'impôt sur la vente en détail  
(L.R.Q., c. I-1)

Loi sur le ministère du Revenu  
(L.R.Q., c. M-31, a. 94)

### **1. Pour les fins du présent règlement,**

a) l'expression « personne de l'extérieur » désigne toute personne qui :

i. ne maintient pas habituellement une place d'affaires au Québec, mais vient occasionnellement y effectuer du travail d'une durée limitée ; ou

ii. a des places d'affaires dans et hors du Québec, a utilisé un bien mobilier pour la première fois dans une autre province et a payé la taxe de vente en vigueur dans cette autre province lors de l'achat de ce bien mobilier, paiement dont le ministre du Revenu peut demander une preuve satisfaisante ;

b) tout bien mobilier apporté temporairement au Québec pour usage ou consommation dans des opérations industrielles ou commerciales est considéré « être utilisé » tant qu'il demeure au Québec ;

c) toute période d'utilisation de plus de 12 jours consécutifs doit être comptée comme un mois entier.

**2.** La taxe exigible de toute personne de l'extérieur du Québec sur la machinerie, l'équipement et tout autre bien mobilier qu'elle apporte temporairement au Québec pour fins d'usage ou de consommation dans des opérations industrielles ou commerciales doit être calculée sur la base de 1/36 du prix d'achat du bien mobilier pour chaque période d'un mois d'utilisation au Québec, et remise au ministre du Revenu au plus tard le 15 de chaque mois pour le mois de calendrier précédent.

**3.** La taxe payable sur les pièces et accessoires pour la réparation et l'entretien du bien mobilier doit être remise en entier au Québec, lorsque ces pièces et accessoires sont achetés durant l'utilisation temporaire du bien au Québec.

Lorsque les pièces et accessoires proviennent d'un stock gardé en inventaire par le propriétaire, ils sont assujettis

uniquement à la taxe imposée dans la province où ils sont ainsi gardés en inventaire.

**4.** Cette personne de l'extérieur du Québec doit se procurer un certificat d'enregistrement conformément à la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., c. I-1), faire rapport et remise au ministre du Revenu, à chaque mois, des taxes dues par elle ou perçues de ses clients, et se conformer à toutes les autres dispositions de la Loi.

**5.** Le présent règlement ne s'applique pas à la machinerie, l'équipement et tout autre bien mobilier servant à l'exploitation d'une entreprise canadienne de transport routier interprovincial ou d'une entreprise exécutant des travaux de forage d'exploration au Québec.

---

A.C. 471-69, (1969) 101 G.O., 1464

A.C. 3995-76, (1976) 108 G.O. II, 7127





c. I-1, r.9

## Règlement sur l'exemption prévue aux paragraphes z et aa de l'article 17 de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail

Loi concernant l'impôt sur la vente en détail  
(L.R.Q., c. I-1, a. 31, par. a)

**I.** Aux fins des paragraphes z et aa de l'article 17 de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., c. I-1) et du présent règlement, on entend par :

- a) « matériel de production » :
  - i. la machinerie, l'outillage, l'appareillage et leurs accessoires ;
  - ii. les moules, les matrices, les pellicules photographiques ou cinématographiques, les rubans magnétiques ou magnétoscopiques et les autres biens de même nature ;
  - iii. les plans, les dessins, les maquettes et les prototypes ;
  - iv. les pièces composantes ou de rechange des biens visés aux sous-paragraphes i à iii ;
  - v. les matériaux pour fabriquer ou réparer les biens visés aux sous-paragraphes i à iv ;
  - vi. les explosifs et les matériaux pour les fabriquer ;
 mais ne comprend pas le matériel de climatisation, d'éclairage, de chauffage ou de ventilation des lieux de production, le matériel roulant et tout bien retournable qui sert à la livraison ou au transport de marchandise ;

- b) « matériel roulant » :
  - i. tout véhicule automoteur et comprend, entre autres, un avion, une locomotive, un tracteur et un camion ;
  - ii. tout véhicule normalement mû autrement que par la force musculaire humaine et comprend, entre autres, un wagon, une remorque et un chariot ;
  - iii. tout ce qui est fixé à un véhicule visé aux sous-paragraphes i et ii ou destiné à l'être ;
 mais ne comprend pas les ponts-grues ;

- c) « production » : l'ensemble des activités d'assemblage, de transformation ou de conditionnement de biens desquelles résultent d'autres biens différents des premiers par leur nature ou leurs propriétés, la remise en état de

biens mobiliers par leur propriétaire, l'enregistrement d'images ou de son et la génération d'électricité, incluant, lorsqu'effectués par une même personne en corrélation avec les activités précédentes :

- i. la génération ou la transformation de toute forme d'énergie ;
  - ii. la détection, la mesure, le traitement, la réduction ou l'élimination des polluants de l'eau, du sol ou de l'air qui sont attribuables à la production de biens mobiliers ;
  - iii. le transport à un premier point de dépôt des rebuts ou déchets découlant de la production ;
  - iv. le contrôle de la qualité des biens en voie de production ou le contrôle du matériel de production ;
  - v. le nettoyage, le tri, le criblage, l'emballage, l'empaquetage ou la mise en contenant ;
- mais ne comprend pas l'entreposage des produits finis.

---

A.C. 2397-76, (1976) 108 G.O. II, 4131  
A.C. 4328-77, (1977) 109 G.O. II, 7225





c. I-1, r.10

## Règlement sur les exemptions prévues aux paragraphes *ad* et *ag* de l'article 17 de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail

Loi concernant l'impôt sur la vente en détail  
(L.R.Q., c. I-1, a. 31, par. a)

**1.** Aux fins du paragraphe *ad* de l'article 17 de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., c. I-1), on entend par « linge de maison » les couvertures de lit, les draps, les taies d'oreiller, les couvre-lits, les nappes et napperons, les serviettes de table, les essuie-vaisselle, les essuie-mains, les tabliers, les serviettes, les débarbouillettes, les housses et autres objets de même nature, que l'on trouve couramment dans une habitation résidentielle et qui servent aux divers usages domestiques, pourvu qu'ils soient fabriqués d'étoffe tissée ou tricotée de fils ou filés de fibres naturelles ou synthétiques et qu'ils ne soient pas des vêtements autrement imposables en vertu de la Loi.

**2.** Aux fins du paragraphe *ag* de l'article 17 de cette Loi, on entend par « meubles meublants », sous réserve de l'article 3, le mobilier qui garnit habituellement une habitation résidentielle ou le jardin y attenant, à l'exception :

- a) des appareils ou accessoires fonctionnant à l'électricité, au gaz ou à l'huile, des poêles à bois ou au charbon et des foyers ;
- b) des couvre-planchers et tapis ;
- c) des stores et autres biens de même nature et leurs accessoires ;
- d) des oeuvres d'art, objets d'artisanat, bibelots, miroirs, horloges et des objets servant à la décoration, à la création ou au jeu ;
- e) des instruments de musique.

**3.** Malgré l'article 2, les biens mobiliers suivants, s'ils sont conçus, fabriqués et acquis pour être utilisés dans une habitation résidentielle, sont des meubles meublants :

- a) les réfrigérateurs pour les aliments ;
- b) les réfrigérateurs-congérateurs pour les aliments dont moins de 50% de l'espace utilisable est réservé à la congélation ;

c) les appareils conçus essentiellement pour servir dans une cuisine à la cuisson des aliments, à l'exception des fours à micro-ondes et des appareils qui peuvent être utilisés n'importe où, parce qu'ils sont peu encombrants et ne requièrent aucune installation ou nulle autre installation que leur raccordement à une prise de courant conventionnelle de 110-120 volts ou leur raccordement à une autre source d'énergie.

---

D. 3192-80, (1980) 112 G.O. II, 6031  
D. 1898-81, (1981) 113 G.O. II, 3424







c. I-1, r.11

## Règlement sur les Indiens

Loi concernant l'impôt sur la vente en détail  
(L.R.Q., c. I-1, a. 31, par. b)

### SECTION I INTERPRÉTATION

**1.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « bien meuble » : un bien mobilier au sens de l'article 2 de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., c. I-1) ;

b) « Indien » : une personne d'ascendance indienne qui réside habituellement sur une réserve ;

c) « réserve » : une parcelle de terrain dont le titre juridique est attribué à Sa Majesté et qu'elle a mise de côté pour l'usage et au bénéfice des Indiens, et dont le nom apparaît à l'annexe A ; cette expression comprend également un établissement mentionné à cette annexe ;

d) « véhicule automobile » : un véhicule automobile au sens du Code de la route (L.R.Q., c. C-24).

### SECTION II EXONÉRATION

**2.** Est exemptée de l'impôt sur la vente en détail :

a) la vente en détail d'un bien meuble faite sur une réserve entre Indiens ou à un Indien ; et

b) la vente en détail d'un bien meuble, autre qu'un véhicule automobile, faite en dehors d'une réserve à un Indien, si le bien est livré par le vendeur sur la réserve pour y être consommé ou utilisé par cet Indien.

**3.** Un Indien qui désire se prévaloir de l'exemption prévue au paragraphe b de l'article 2 doit s'identifier auprès du vendeur comme étant un Indien. Il doit en outre signer un certificat conforme à celui apparaissant à l'annexe B dans lequel il déclare son ascendance indienne, le nom de la réserve où il réside habituellement et le fait que les biens meubles ainsi achetés le sont pour sa consommation et lui seront livrés par le vendeur sur la réserve où il réside habituellement.

### SECTION III REMBOURSEMENT

**4.** Lorsque la vente en détail d'un véhicule automobile est faite à un Indien par un vendeur de l'extérieur d'une réserve, l'Indien doit payer au vendeur la taxe sur le prix d'achat de ce bien.

**5.** Un Indien qui a payé la taxe visée dans l'article 4 peut obtenir le remboursement de cette taxe s'il fait une demande en ce sens au ministre du Revenu et accompagne cette demande de documents établissant qu'il est un Indien, qu'il a acheté ce véhicule pour son usage personnel ou pour usage à ses frais par toute autre personne et qu'il a payé la taxe visée dans l'article 4.

### SECTION IV ENREGISTREMENT

**6.** Pour pouvoir exercer un commerce de vente en détail de biens meubles sur une réserve, un Indien doit avoir en sa possession un certificat d'enregistrement qui lui a été émis en vertu de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail et qui est en vigueur au moment de la vente. Un Indien qui est entrepreneur, manufacturier, importateur ou grossiste et qui fait affaires sur une réserve a la même obligation de même qu'un Indien qui y agit comme détaillant.

### SECTION V RAPPORT ET REMISE DE LA TAXE

**7.** Lors d'une vente en détail faite à une personne qui n'est pas un Indien, le vendeur ou détaillant visé dans l'article 6 doit, comme mandataire du ministre du Revenu, percevoir la taxe exigible en vertu de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail et faire rapport et remise de cette taxe selon les exigences de cette Loi.

### ANNEXE A (a. 1)

#### 1. Réserves

Amos  
Bécancour  
Betsiamites  
Caughnawaga (Kanawake)  
Doncaster  
Escoumins  
Kipawa  
Lac Rapide

Lac-Simon  
 Lorette  
 Maliotenam  
 Maniwaki  
 Manouane  
 Maria  
 Mingan  
 Natashquan  
 Obedjiwan  
 Odanak  
 Oka  
 Pointe-Bleue (Ouiatchouan)  
 Restigouche  
 Romaine  
 Saint-Régis (Akwesasne)  
 Schefferville  
 Sept-Îles  
 Témiscamingue  
 Weymontachingue

## 2. Établissements

Eastmain  
 Fort-George  
 Fort-Rupert  
 Grand-Lac-Victoria  
 Hunters-Point  
 Kawawachikanack  
 Lac Doré  
 Longue-Pointe  
 Mistassini  
 Némiscau  
 Nouveau-Comptoir  
 Poste-de-la-Baleine  
 Saint-Augustin  
 Waswanipi

## ANNEXE B

(a. 3)

Je, soussigné(e), certifie que je suis d'ascendance indienne, que je réside habituellement sur la réserve ou établissement de .....

Nom de la réserve

et que les biens décrits à la facture attachée au présent certificat sont pour ma consommation et seront livrés par le vendeur sur la réserve ou établissement où je réside habituellement.

Nom .....  
 Lettres moulées

Adresse .....  
 Lettres moulées

Date .....

Signature .....

D. 2242-81, (1981) 113 G.O.II, 3963

D. 3349-81, (1981) 113 G.O.II, 5365



c. I-1, r.12

## Règlement sur le louage de biens mobiliers et la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail

Loi concernant l'impôt sur la vente en détail  
(L.R.Q., c. I-1, a. 6)

**1.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « Loi » : la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., c. I-1) ;

b) « louage » : un bail pur et simple, un bail avec promesse de vente ou un bail avec option d'achat, un contrat accordant à la fois l'usage d'un bien et la fourniture de services relativement à ce bien, et tout autre contrat par lequel une personne accorde à une autre personne la jouissance d'un bien mobilier pendant un certain temps moyennant un loyer ou prix que celle-ci s'oblige à payer, mais ne comprend pas un tel contrat lorsqu'il y est prévu que le bien est fourni avec les services de son opérateur ;

c) « loyer » : le montant total payé ou payable pour le louage d'un bien mobilier et toute considération donnée ou acceptée par le locataire pour jouir de l'usage ou du droit d'usage de ce bien, incluant les droits, les royautés, les franchises ainsi que les frais de transport ou de livraison, les frais d'entretien, de service, d'installation, d'altération, de finance et d'assurance, à l'exclusion, dans le cas d'un contrat de louage de véhicule automobile, des frais attribuables au carburant effectivement fourni par le locateur en vertu d'un tel contrat et qu'il indique séparément des autres composants du loyer sur la facture du loyer ;

d) « services de l'opérateur » : les services de la personne qui fait fonctionner une machine ou un équipement et les services du conducteur d'un véhicule, mais ne comprend pas les services ou frais de transport, d'entretien, d'installation et de réparation.

**2.** Chaque locataire doit, lors de la location d'un bien mobilier, payer la taxe sur le loyer de ce bien. Le locateur doit percevoir cette taxe et en faire remise selon la Loi et le présent règlement.

**3.** Lorsque le locataire paie la taxe à chaque fois qu'il y a facturation du loyer, le taux applicable est celui en vigueur lors de telle facturation. Pour les fins du présent article, le loyer et la taxe doivent être calculés et facturés au moins une fois par mois.

Le locateur a l'obligation de percevoir la taxe chaque fois qu'il y a facturation du loyer.

**4.** Lorsque le locataire paie, en un seul versement effectué au moment de la signature du contrat, la taxe sur le montant total du contrat, le taux de la taxe applicable est celui en vigueur lors du paiement de cette taxe.

**5.** Dans le cas d'un contrat de louage ayant pour objet des biens mobiliers situés à l'extérieur du Québec et apportés pour usage ou consommation au Québec, la taxe exigible sur le loyer doit être remise au ministre du Revenu par le locataire lui-même si le locateur de l'extérieur ne l'a pas perçue.

**6.** Lorsqu'il s'agit d'un bail avec option d'achat, la taxe en plus d'être exigible sur le loyer, doit aussi être payée par le locataire et perçue et remise par le locateur sur le solde exigé au moment de l'exercice du droit d'option.

**7.** Les mandataires qui louent ou achètent des biens mobiliers pour fins exclusives de louage ne sont pas tenus de payer la taxe de vente sur le prix d'achat ou de louage de ces biens et des pièces utilisées pour leur entretien et leur réparation.

**8.** Les mandataires qui utilisent des biens mobiliers pour leur usage ou consommation et qui en font aussi le louage, sont tenus de percevoir la taxe de vente sur le loyer et d'en faire remise, en plus d'avoir à payer la taxe sur le prix d'achat de ces biens.

**9.** Une personne autre qu'une compagnie de chemin de fer qui utilise au Québec et à l'extérieur du Québec, pendant un mois donné, un wagon de chemin de fer, y compris un wagon-citerne, qu'elle a pris en location peut ne payer la taxe que sur la partie du loyer que représente la proportion du nombre de kilomètres que ce wagon a effectivement parcourus au Québec pendant le mois par rapport au nombre total de kilomètres qu'il a effectivement parcourus pendant le même mois en regard de cette location.

**10.** Toute personne qui désire se prévaloir des mesures prévues à l'article 9 doit :

a) faire parvenir au ministre du Revenu une demande à cet effet ;

b) détenir un certificat d'enregistrement émis en vertu de la Loi ;

c) par dérogation à l'article 2, prendre ses wagons en location sans payer la taxe au locateur ;

d) établir, selon les modalités prévues à l'article 9, le montant de taxe à payer à l'égard de chaque wagon qui a été utilisé au Québec et à l'extérieur du Québec ; et

e) faire, au plus tard le 15 du mois qui suit celui au cours duquel il y a eu facturation de loyer, rapport et remise au ministre du Revenu du montant de la taxe prévue par la Loi à l'égard des wagon visés par cette facturation qui ont été entièrement utilisés au Québec et du montant de la taxe établie au paragraphe d à l'égard des wagons visés par cette facturation qui ont été utilisés à la fois au Québec et à l'extérieur du Québec. Un rapport doit être produit même si aucun montant de taxe n'est exigible.

---

A.C. 2763-69, (1969) 101 G.O., 5138

A.C. 2255-78, (1978) 110 G.O. II, 3927

A.C. 2740-79, (1979) 111 G.O. II, 6699 et (1980) 112 G.O. II, 1019

D. 3191-80, (1980) 112 G.O. II, 6029



c. I-1, r.13

## **Règlement autorisant certains mandataires à remettre à l'acheteur le montant de la taxe de vente**

Loi concernant l'impôt sur la vente en détail  
(L.R.Q., c. I-1, a. 31, par. b)

**1.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « commerçant itinérant » : un commerçant itinérant tel que défini à l'article 55 de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1) ;

b) « consommateur » : un consommateur tel que défini par cette loi.

**2.** Le commerçant itinérant qui effectue une transaction régie par les articles 56 à 65 de la Loi sur la protection du consommateur doit percevoir l'impôt sur la vente en détail après la levée de l'interdiction de percevoir les montants visés à l'article 60 de cette loi mais, nonobstant cet article, au plus tard le quinzième jour suivant celui où chacune des parties est en possession d'un double du contrat. Sous réserve des articles 3 et 4, il doit en faire remise au ministère du Revenu au plus tard le quinzième jour du mois qui suit celui pendant lequel le délai de perception susmentionné expire.

**3.** Lorsque la Loi sur la protection du consommateur oblige le commerçant à verser dans un compte en fiducie une somme d'argent qui comprend un paiement partiel ou total du prix de vente d'un bien mobilier imposable, il peut conserver dans ce compte en fiducie l'impôt sur la vente en détail afférant à la vente de ce bien mobilier.

**4.** Le commerçant doit remettre au ministère du Revenu tout montant détenu en fiducie à titre d'impôt sur la vente en détail, au plus tard le quinzième jour du mois qui suit celui durant lequel le commerçant a été habilité, suivant la Loi sur la protection du consommateur, à retirer les sommes versées en fiducie relatives au contrat ayant donné lieu à la perception de l'impôt en question.

**5.** Lors de la résolution du contrat pour lequel le prix et l'impôt sur la vente en détail devaient être versés dans un compte en fiducie, le commerçant peut remettre au consommateur le montant de cet impôt.

**6.** Lorsqu'il y a eu conclusion d'un contrat visé par les articles 56 à 65 ou 206 à 214 de la Loi sur la protection du consommateur, le commerçant peut, s'il y a résolution de ce contrat, remettre au consommateur le montant de l'impôt sur la vente en détail perçu.

**7.** Suite à la remise au consommateur de l'impôt sur la vente en détail effectuée conformément à l'article 6, le ministère du Revenu remboursera au commerçant qui lui en aura déjà fait remise le montant de cet impôt sur présentation d'une preuve documentaire de la résolution du contrat et du remboursement de cet impôt au consommateur.





c. I-1, r.14

## Règlement sur les marchandises employées ou vendues pour stimuler les ventes et la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail

Loi concernant l'impôt sur la vente en détail  
(L.R.Q., c. I-1, a. 31, par. b)

**1.** Tout vendeur qui remet à ses clients, au moment où ils achètent des marchandises, des bons qui sont remboursables mais qui ne sont pas de la monnaie, tels des coupons, timbres ou autres effets du même genre, doit calculer le montant de la taxe payable sur les marchandises vendues d'après le prix au comptant qui en est fixé, sans déduire la valeur nominale ou toute autre valeur de ces bons.

**2.** Tout vendeur qui accepte ces bons à titre de paiement total ou partiel au moment où il vend des marchandises qui font l'objet de son négoce ordinaire, doit alors percevoir le montant de la taxe et le calculer d'après le prix fixé pour les marchandises que la vente ait été faite au comptant, à crédit, ou qu'il ait accepté de tels bons en paiement du prix de vente.

**3.** Tout vendeur qui remet de tels bons à ses clients au moment où ils achètent des marchandises et qui se procure des primes et les sépare de ses marchandises ordinaires pour les distribuer à ses clients en remboursement de tels bons, est considéré comme consommateur à l'égard de ces primes et doit payer la taxe, au taux fixé à l'article 6 de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., c. I-1), sur le prix exigé par son fournisseur lors de l'achat de ces primes.

**4.** Tout commerçant qui se procure des bons qui ne sont pas de la monnaie tels que des coupons, timbres ou autres effets du même genre, mais qui sont remboursables par un distributeur de primes, afin de les remettre à ses clients au moment où ils achètent des marchandises, est considéré comme ayant acheté des primes au moment où il s'est procuré ces bons ; la valeur des primes qu'il est réputé avoir achetées, est considérée comme égale au montant qu'il a payé pour se procurer ces bons et il doit payer la taxe sur ce montant moins les déductions accordées par le distributeur de primes pour les bons que lui a remis le commerçant après les avoir honorés selon l'article 2.

**5.** Tout vendeur qui fabrique ou achète des biens mobiliers corporels et les distribue gratuitement dans un but publicitaire à titre d'échantillons ou comme récompenses ou prix dont l'attribution dépend de la chance ou de l'habileté, est considéré comme consommateur quant aux biens donnés et doit payer la taxe sur le coût total de la fabrication ou le prix d'achat, y compris la taxe de vente fédérale.

**6.** Tout vendeur qui fabrique ou achète des biens mobiliers corporels imposables pour les donner avec des biens mobiliers corporels imposables qu'il vend, peut acheter ces biens ou les matériaux dont ils sont composés sans payer la taxe en produisant à son fournisseur un certificat d'exemption, attestant que ces biens mobiliers corporels sont achetés pour revente.

**7.** Tout vendeur qui fabrique ou achète des biens mobiliers corporels imposables pour les donner avec des biens mobiliers corporels non imposables qu'il vend, est considéré comme consommateur à l'égard de ces biens qu'il a achetés pour donner et doit payer la taxe à son fournisseur sur le prix d'achat.

**8.** Toute personne qui fabrique des biens mobiliers corporels et convient de fournir certains avantages à un vendeur de primes pour chaque prime vendue ou pour un montant déterminé de primes vendues, est considérée comme consommateur à l'égard de ces primes jusqu'à concurrence de la valeur des avantages ainsi fournis et doit payer la taxe sur ce montant.

**9.** En plus de la taxe qui est payable selon l'article 8, le vendeur de primes doit exiger de toute personne à qui il vend des primes, la taxe sur le prix payé.

**10.** Toute personne qui reçoit un objet mobilier corporel comme prime en échange de bons qui ne sont pas de la monnaie tels que des coupons, timbres ou autres effets du même genre, plus une considération en argent, doit payer au distributeur de primes, qui doit la percevoir et en faire remise, la taxe sur la valeur au détail de telle prime.







c. I-1, r.15

## Règlement relatif au remboursement de l'impôt sur la vente en détail à des non-résidents

Loi concernant l'impôt sur la vente en détail  
(L.R.Q., c. I-1, a. 31, par. b)

**1.** Dans le présent règlement, l'expression « bien mobilier » signifie tout bien mobilier d'une valeur d'au moins 500 \$ mais ne comprend pas un véhicule-automobile au sens du Code de la route (L.R.Q., c. C-24), ni un aéronef.

**2.** Une personne qui réside au Canada hors du Québec, qui ne fait pas affaires au Québec et qui a payé l'impôt sur la vente en détail lors de l'achat au Québec d'un bien mobilier, peut obtenir un remboursement d'un montant égal au moindre du montant de l'impôt sur la vente en détail ainsi

payé ou du montant acquitté d'une taxe de même nature imposée par sa juridiction sur le même bien mobilier.

**3.** Une personne qui ne réside pas au Canada et qui ne fait pas affaires au Québec peut obtenir le remboursement de la taxe qu'elle a payée lors de l'achat au Québec d'un bien mobilier.

**4.** Le remboursement prévu aux articles 2 et 3 n'est accordé que si :

a) le bien mobilier a été emporté hors du Québec définitivement sans avoir été utilisé au Québec subséquemment à son achat ;

b) la demande de remboursement est produite au ministre du Revenu, sur une formule conforme à celles apparaissant aux annexes 1 et 2, dans les 60 jours de la date d'achat.

### ANNEXE 1

(a. 4)

### FORMULE

#### DEMANDE DE REMBOURSEMENT DE L'IMPÔT SUR LA VENTE EN DÉTAIL PAYÉ PAR UNE PERSONNE NE RÉSIDANT PAS AU CANADA

Loi concernant l'impôt sur la vente en détail  
(L.R.Q., c. I-1)

Date :

Nom du réclamant :

Adresse :

Description du bien mobilier acheté au Québec :

Nom du vendeur :

Adresse du vendeur :

Date de l'achat :

Prix payé : ..... \$

Montant de la taxe de vente du Québec payée : ..... \$

Montant du remboursement réclamé : ..... \$

Je, soussigné, certifie que tous les renseignements fournis ci-dessus sont vrais, que le bien mobilier qui fait l'objet de la présente demande de remboursement n'a pas été utilisé au Québec subséquemment à son achat et qu'il a été emporté hors du Québec définitivement.

Signature : .....

### Renseignements

Veuillez produire la facture d'achat dûment acquittée. De plus, veuillez fournir une preuve satisfaisante que le bien a été emporté hors du Québec.

Cette demande de remboursement, pour être prise en considération, devra être soumise au ministère du Revenu à l'une ou l'autre des 2 adresses ci-dessous dans les 60 jours de la date d'achat.

Montréal: 3, complexe Desjardins, C.P. 3000, succursale Desjardins, H5B 1A4

Québec: 3800, rue Marly, Sainte-Foy, G1X 4A5

### ANNEXE 2

(a. 4)

### FORMULE

#### DEMANDE DE REMBOURSEMENT DE L'IMPÔT SUR LA VENTE EN DÉTAIL PAYÉ PAR UNE PERSONNE RÉSIDANT AU CANADA HORS DU QUÉBEC

Loi concernant l'impôt sur la vente en détail  
(L.R.Q., c. I-1)

Date :

Nom du réclamant :

Adresse :

Description du bien mobilier acheté au Québec :

Nom du vendeur :

Adresse du vendeur :

Date de l'achat :

Prix payé : ..... \$

Montant de la taxe de vente du Québec payée : (A) ..... \$

Montant de la taxe payée dans la juridiction canadienne où le bien a été emporté : (B) ..... \$

Nom de cette juridiction : .....

.....

Montant du remboursement réclamé, le moindre de A ou B : ..... \$

Je, soussigné, certifie que tous les renseignements fournis ci-dessus sont vrais, que le bien mobilier qui fait l'objet de la présente demande de remboursement n'a pas été utilisé au Québec subséquemment à son achat, qu'il a été emporté hors du Québec définitivement et que la taxe payée dans la juridiction de ..... n'a pas fait et ne fera pas l'objet d'un remboursement.

Signature : .....

### Renseignements

Veillez produire la facture d'achat dûment acquittée de même qu'une preuve du paiement de la taxe dans votre juridiction s'il y a lieu.

Cette demande de remboursement, pour être prise en considération, devra être soumise au ministère du Revenu à l'une ou l'autre des 2 adresses ci-dessous dans les 60 jours de la date d'achat.

Montréal: 3, complexe Desjardins, C.P. 3000, succursale Desjardins, H5B 1A4

Québec: 3800, rue Marly, Sainte-Foy, G1X 4A5.





c. I-1, r.16

**Règlement sur la remise de la taxe par  
les mandataires au sens de la Loi  
concernant l'impôt sur la vente en détail  
faisant affaires sur les lieux  
d'expositions, foires, festivités,  
manifestations et représentations  
récréatives, éducatives, sociales,  
artistiques et autres événements d'une  
durée limitée**

Loi concernant l'impôt sur la vente en détail  
(L.R.Q., c. I-1, a. 31, par. b)

**1.** Tout mandataire, au sens de la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., c. I-1), qui exploite une entreprise ou un commerce sur les lieux d'expositions, foires, festivités, manifestations et représentations récréatives, éducatives, sociales, artistiques et autres événements d'une durée limitée, doit produire un rapport relatif aux ventes faites et à la taxe exigible en vertu de cette Loi, et en même temps faire remise de cette taxe :

a) le vendredi de chaque semaine pour les 7 jours qui précèdent, si l'événement est d'une durée de 14 jours consécutifs ou plus sur un même site ;

b) avant 12 heures chaque jour pour la journée qui précède, si l'événement est d'une durée inférieure à 14 jours consécutifs sur un même site.





c. I-1, r.17

## **Règlement sur le transfert d'actifs à une compagnie et la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail**

Loi concernant l'impôt sur la vente en détail  
(L.R.Q., c. I-1, a. 31, par. b)

### **1. Dans le présent règlement :**

a) l'expression « posséder entièrement une compagnie » signifie contrôler cette compagnie en détenant et bénéficiant d'au moins 95% de son capital-actions émis ;

b) une compagnie est « subsidiaire » ou « filiale » d'une autre compagnie appelée la compagnie mère, lorsqu'elle est possédée entièrement par cette autre compagnie.

**2. Transfert lors de la constitution en compagnie d'une entreprise :** Lorsqu'une personne constitue en compagnie une entreprise, la taxe ne s'applique pas aux actifs transférés de l'entreprise à la nouvelle compagnie, pourvu que le vendeur de ces actifs :

a) possède entièrement la nouvelle compagnie ;

b) retienne la possession entière de la nouvelle compagnie pendant les 6 mois qui suivent la date à laquelle les actifs de l'entreprise lui sont effectivement transférés ;

c) puisse démontrer que la taxe de vente applicable avait été acquittée lors de l'achat initial de ces actifs.

**3. Transfert entre compagnies existantes :** La taxe ne s'applique pas aux actifs vendus :

a) par une compagnie mère à sa compagnie subsidiaire ;

b) par une compagnie subsidiaire à sa compagnie mère ;

c) par une compagnie subsidiaire à une autre compagnie subsidiaire, chacune étant une filiale de la même compagnie mère ;

à condition que la compagnie qui vend ces actifs ait acquitté la taxe applicable lorsqu'elle a elle-même acheté ces actifs et qu'elle les ait possédés et utilisés pendant au moins 12 mois avant la date du transfert effectif.

**4.** Le présent règlement concerne exclusivement les actifs qui sont vendus à une compagnie. La taxe s'applique dans tous les cas où les actifs sont donnés en location.







c. I-1, r.18

## Règlement sur les vendeurs d'aéronefs

Loi concernant l'impôt sur la vente en détail  
(L.R.Q., c. I-1, a. 31, par. b)

**1.** Dans le présent règlement, on entend par :

a) « Loi » : la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., c. I-1) ;

b) « vendeur d'aéronefs » : une personne qui effectue au Québec la vente en détail d'aéronefs et qui, à cette fin, détient un certificat d'enregistrement délivré par le ministre du Revenu en vertu de la Loi.

**2.** Un vendeur d'aéronefs peut, à l'égard d'un aéronef qui n'est pas sujet à l'exemption prévue au paragraphe *af* de l'article 17 de la Loi, qui provient de son inventaire d'aéronefs pour fins de revente et qui est utilisé aux fins de son entreprise ou mis à titre gratuit à la disposition d'une personne, payer, pour chaque mois pendant lequel un tel aéronef sert à ces fins, la taxe au taux prévu par la Loi sur un montant égal à 2,5% :

a) du prix d'achat de cet aéronef, s'il l'a acheté au Québec ;

b) du prix qu'il aurait payé pour acheter cet aéronef au Québec, s'il l'a acquis ou fabriqué hors du Québec ; ou

c) du coût total de production de cet aéronef, s'il l'a fabriqué au Québec.

**3.** Aux fins de l'article 2, une fraction d'un mois compte comme un mois entier.

**4.** Un vendeur d'aéronefs doit, à l'égard des huiles lubrifiantes et des graisses servant à la réparation ou l'entretien d'un aéronef pour lequel il se prévaut de l'article 2 jusqu'au moment où cet aéronef est effectivement vendu, payer la taxe comme le prévoit la Loi.

**5.** Un vendeur d'aéronefs doit faire rapport et remise au ministre du Revenu de la taxe due en vertu des articles 2 et 4, au plus tard le 15 du mois qui suit celui pendant lequel un bien mobilier visé dans ces articles a été utilisé aux fins qui y sont prévues, à moins que, dans le cas des biens visés à l'article 4, il ait déjà payé cette taxe à son vendeur.





c. I-1, r.19

## Règlement sur les vendeurs autorisés de véhicules automobiles

Loi concernant l'impôt sur la vente en détail  
(L.R.Q., c. I-1, a. 31, par. b)

**1.** Dans le présent règlement on entend par :

a) « Loi » : la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., c. I-1) ;

b) « véhicule automobile » : le sens que lui donne le Code de la route (L.R.Q., c. C-24) ;

c) « vendeur autorisé » : toute personne qui effectue au Québec la vente ou la location au détail de véhicules automobiles et qui, à cette fin, détient un certificat d'enregistrement émis par le ministre du Revenu en vertu de la Loi.

**2.** Un vendeur autorisé peut, à l'égard d'un véhicule automobile qui provient de son inventaire et qui est utilisé aux fins de son entreprise ou mis à titre gratuit à la disposition d'une personne, payer, pour chaque mois pendant lequel un tel véhicule sert à ces fins, la taxe au taux de 8% sur un montant égal à 2,5% :

a) du prix d'achat de ce véhicule, s'il l'a acheté au Québec ; ou

b) du prix qu'il aurait payé pour acheter ce véhicule au Québec, s'il l'a acquis hors du Québec.

**3.** Aux fins de l'article 2, toute fraction d'un mois compte comme un mois entier.

**4.** Un vendeur autorisé doit, à l'égard des pièces de rechange et autres biens mobiliers servant à la réparation et à l'entretien d'un véhicule automobile pour lequel il se prévaut de l'article 2 jusqu'au moment où ce véhicule est effectivement vendu, payer la taxe comme le prévoit la Loi.

**5.** Un vendeur autorisé doit lui-même faire rapport et remise au ministre du Revenu de la taxe due en vertu des articles 2 et 4, au plus tard le 15 du mois qui suit celui pendant lequel un bien visé à ces articles a été utilisé aux fins qui y sont prévues.

**6.** Une personne qui, alors qu'elle résidait hors du Québec et ne faisait pas affaires au Québec, a payé la taxe prévue par la Loi lors de l'achat ou de la location au Québec d'un véhicule automobile ou lors de la réparation ou de

l'amélioration d'un tel véhicule, peut obtenir le remboursement de cette taxe :

a) si cette personne prouve qu'elle a payé une taxe de vente ou une taxe de même nature imposée par sa juridiction sur l'usage des biens mobiliers fournis lors d'une telle transaction ou fait la preuve de l'immatriculation du véhicule automobile dans sa juridiction si aucune taxe de vente ou autre taxe de même nature n'y est prélevée à l'égard de l'usage de tels biens ; et

b) si le véhicule automobile n'a pas été immatriculé au Québec au nom de cette personne ou, selon le cas, n'a été immatriculé au Québec en son nom que pour une période maximale de 10 jours en vertu d'un certificat d'immatriculation temporaire.

**7.** L'article 6 ne s'applique pas à l'égard d'un véhicule automobile pour lequel une personne prend avantage du Règlement sur les entreprises canadiennes de transport routier interprovincial et la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (c. I-1, r.6).

A.C. 4011-78, (1978) 110 G.O. II, 7275

A.C. 2742-79, (1979) 111 G.O. II, 6703





c. I-1, r.20

## **Règlement sur les ventes faites à une fabrique à des fins religieuses**

Loi concernant l'impôt sur la vente en détail  
(L.R.Q., c. I-1, a. 31, par. b)

**1.** Par « fabrique » on doit entendre aussi tout organisme équivalent situé en dehors de l'Église catholique et légalement constitué pour des fins identiques.

**2.** Le terme « fabrique » comprend également :

a) tout organisme chargé de l'administration d'un diocèse formé d'un groupe de fabriques, ainsi que tout organisme équivalent situé en dehors de l'Église catholique et légalement constitué pour des fins identiques ; et

b) tout organisme chargé de l'administration d'une basilique reconnue comme telle par l'autorité compétente.





c. I-2, r.1

## Règlement d'application de la Loi concernant l'impôt sur le tabac

Loi concernant l'impôt sur le tabac  
(L.R.Q., c. I-2, a. 19)

### SECTION I INTERPRÉTATION

**1.** Dans le présent règlement, on entend par :

a) « Loi » : la Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., c. I-2)

b) « marque de cigarettes » : un type de cigarettes vendu sous un nom de commerce donné.

**2.** Les dispositions interprétatives contenues à l'article 2 de la Loi s'appliquent au présent règlement.

**3.** Les dispositions déclaratoires et interprétatives contenues dans la Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), s'appliquent *mutatis mutandis* au présent règlement.

### SECTION II GÉNÉRALITÉS

**4.** Aux fins du sous-paragraphe c du paragraphe 3 de l'article 19 de la Loi, tout tabac destiné à la vente pour consommation au Québec et qui s'y trouve doit porter une marque spéciale d'identification.

**5.** La marque d'identification que doit porter chaque paquet de cigarettes est constituée de 2 traits à caractère gras qui doivent l'un précéder et l'autre suivre immédiatement le mot « Canada » apparaissant sur le ruban servant à déchirer l'enveloppe du paquet.

**6.** La marque d'identification que doit porter chaque paquet de tabac autre que le paquet de cigarettes est celle qui est prescrite par l'article 5 ou, lorsqu'un ruban n'est pas utilisé, est constituée d'une marque de couleur rouge, visible au premier coup d'oeil, imprimée sur le timbre d'accise fédéral.

**7.** La marque spéciale d'identification prescrite par les articles 5 et 6 demeure en vigueur tant qu'elle n'est pas utilisée sur les paquets de tabac vendus dans une autre province et qu'une nouvelle marque d'identification n'est pas prescrite.

**8.** Cependant, l'utilisation de la marque d'identification prescrite par les articles 5 et 6 sur les paquets de tabac vendus dans une autre province, dans le cas des produits de tabac autres que la cigarette et dans le cas des marques de cigarettes dont le volume annuel de ventes au Québec est inférieur à 100 000 000 de cigarettes, est réputée ne pas être une utilisation à l'extérieur du Québec

### SECTION III APPLICATION ET EXÉCUTION

**9.** Un agent de la Sûreté du Québec ou toute autre personne autorisée à ces fins par le ministre du Revenu peut, sans mandat :

a) faire des recherches et des examens dans tout lieu, lorsqu'il a raison de croire que du tabac destiné à la vente pour consommation ou utilisation au Québec s'y trouve et ne porte pas la marque spéciale d'identification prescrite par les articles 5 et 6 ;

b) arrêter pour examen tout véhicule, lorsqu'il a raison de croire que ce véhicule transporte du tabac destiné à la vente pour consommation ou utilisation au Québec et qui ne porte pas la marque spéciale d'identification prescrite par les articles 5 et 6.

**10.** Un agent de la Sûreté du Québec ou toute autre personne autorisée à ces fins par le ministre du Revenu peut, sans mandat, saisir tout tabac destiné à la vente pour consommation ou utilisation au Québec qui ne porte pas la marque spéciale d'identification prescrite par les articles 5 et 6, ainsi que tout véhicule en transportant et tout distributeur automatique en contenant.

Tout bien ainsi saisi demeure sous la garde de la personne désignée à cette fin par le ministre du Revenu jusqu'à ce qu'un tribunal compétent en ait prononcé la confiscation à la suite d'une poursuite sommaire, suivant la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., c. P-15), intentée, au nom du ministre du Revenu, ou en ait ordonné la remise à son propriétaire.

**11.** Tout jugement maintenant une saisie de tabac faite en vertu de la Loi et du présent règlement entraîne automatiquement l'annulation du certificat d'enregistrement que détenait, en vertu de la Loi, le propriétaire ou possesseur de ce tabac trouvé en défaut par le tribunal.

**12.** Il incombe au propriétaire ou, selon le cas, à toute autre personne ayant en sa possession du tabac ainsi saisi



de prouver que ce tabac n'était pas destiné à la consommation ou à l'utilisation au Québec.



c. I-2, r.2

**Arrêté ministériel sur la fixation du prix  
de vente en détail moyen pondéré des  
cigarettes**

Loi concernant l'impôt sur le tabac  
(L.R.Q., c. I-2, a. 9.3)

**1.** Pour les fins du calcul de l'impôt prévu par l'article 8  
de la Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., c. I-2),  
le prix de vente en détail moyen pondéré pour 200 cigaret-  
tes est de 7,38 \$.

---

A.M. du 07.05.81, (1981) 113 G.O. II, 2079

A.M. du 26.10.81, (1981) 113 G.O. II, 4415





c. I-3, r.1

## Règlement sur les impôts

Loi sur les impôts  
(L.R.Q., c. I-3)

### TITRE I INTERPRÉTATION ET GÉNÉRALITÉS

**OR1.** Dans le présent règlement, le mot « Loi » signifie la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-3).

**OR2.** Afin de faciliter le repérage des dispositions de la Loi donnant ouverture à une disposition réglementaire, les chiffres apparaissant avant la lettre R dans la numérotation du présent règlement réfèrent, à titre indicatif seulement, à l'article de la Loi prévoyant cette disposition réglementaire.

**OR3.** Les dispositions déclaratoires et interprétatives contenues dans la Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16) s'appliquent, en les adaptant, au présent règlement.

**BR1.** Tout programme d'aide au développement international prévu par la partie XXXIV des règlements adoptés en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148) est un programme prescrit aux fins du paragraphe d de l'article 8 de la Loi.

**IR1.** Aux fins de l'article 11 de la Loi, une corporation étrangère désigne une telle corporation visée dans le paragraphe 4 de l'article 250 de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148).

**21.6R1.** Aux fins du paragraphe d de l'article 21.6 de la Loi, une bourse canadienne prescrite est une bourse mentionnée dans l'article 934R1.

D. 2456-80, a. 1.

**21.6R2.** Aux fins du paragraphe e de l'article 21.6 de la Loi, une action prescrite est une action d'une catégorie du capital-actions d'une corporation ou d'une série d'une telle catégorie, inscrite à une bourse mentionnée dans l'article 934R1, lorsque le propriétaire de cette action ou ce dernier et des personnes qui lui sont liées ne sont pas propriétaires de plus de 10% des actions émises et en circulation de cette catégorie ou série, selon le cas.

D. 2456-80, a. 1.

**21.9R1.** Aux fins du paragraphe b de l'article 21.9 de la Loi, une bourse canadienne prescrite est une bourse mentionnée dans l'article 934R1.

D. 2456-80, a. 1.

### TITRE II REVENU GAGNÉ AU QUÉBEC ET REVENU GAGNÉ AU QUÉBEC ET AILLEURS PAR UN PARTICULIER RÉSIDANT AU QUÉBEC

#### CHAPITRE I RÈGLE GÉNÉRALE

**22R1.** Aux fins du présent titre et de l'article 22 de la Loi, le revenu gagné au Québec par un particulier pour une année d'imposition est son revenu, tel que déterminé en vertu de l'article 28 de la Loi, moins la partie de son revenu provenant de l'exercice d'une entreprise qui est attribuable à un établissement situé hors du Québec au Canada ; son revenu gagné au Québec et ailleurs est son revenu tel que déterminé en vertu de l'article 28 de la Loi.

**22R2.** Le revenu provenant de l'exercice d'une entreprise d'un particulier visé dans le deuxième alinéa de l'article 22 de la Loi est réputé avoir été gagné en totalité au Québec pour une année d'imposition si ce particulier n'a pas, au cours de l'année, d'établissement hors du Québec au Canada.

**22R3.** Le revenu provenant de l'exercice d'une entreprise d'un particulier visé dans le deuxième alinéa de l'article 22 de la Loi est réputé avoir été gagné en totalité au Québec pour une année d'imposition si ce particulier n'a pas, au cours de l'année, d'établissement au Québec ni hors du Canada.

**22R4.** Un particulier qui réside dans plus d'une province le dernier jour d'une année d'imposition est réputé, aux fins du présent titre, résider ce jour-là uniquement dans la province que l'on peut raisonnablement considérer comme son principal lieu de résidence.

## CHAPITRE II ÉTABLISSEMENT DANS PLUSIEURS JURIDICTIONS

### SECTION I GÉNÉRALITÉS

**22R5.** Sous réserve des dispositions particulières du chapitre III, lorsque, dans une année d'imposition, un particulier visé dans le deuxième alinéa de l'article 22 de la Loi exerce une entreprise et possède un établissement hors du Québec au Canada et un établissement au Québec ou hors du Canada, la partie du revenu provenant de l'entreprise qui est attribuable à son établissement hors du Québec au Canada est la proportion de ce revenu que représente la moitié de l'ensemble :

a) de la proportion représentée par le rapport entre le revenu brut de l'entreprise pour l'exercice financier se terminant dans l'année raisonnablement attribuable à un établissement hors du Québec au Canada et la totalité du revenu brut de l'entreprise pour cet exercice ; et

b) de la proportion représentée par le rapport entre les traitements et salaires que le particulier a versés pendant l'exercice financier de l'entreprise se terminant dans l'année aux employés de l'établissement situé hors du Québec au Canada et la totalité des traitements et salaires qu'il a versés pendant cet exercice dans le cours de son entreprise.

**22R6.** Aux fins de l'article 22R5, le revenu brut ne comprend pas les intérêts sur obligation ou hypothèque, les dividendes ni les loyers ou redevances pour des biens non utilisés dans l'entreprise du particulier.

**22R7.** Sauf s'il s'agit d'une commission à une personne qui n'est pas un employé du particulier, un montant versé en vertu d'une entente par le particulier à une personne pour des services qui seraient normalement rendus par les employés du particulier est réputé, aux fins du paragraphe b de l'article 22R5, être un traitement ou salaire versé à un tel employé de l'établissement du particulier auquel ces services sont raisonnablement attribuables et dans la mesure où ils sont ainsi attribuables.

### SECTION II CALCUL DU REVENU BRUT

**22R8.** Les règles prévues par la présente section s'appliquent au calcul du revenu brut raisonnablement attribuable à un établissement d'un particulier visé dans le deuxième alinéa de l'article 22 de la Loi pour une année d'imposition.

**22R9.** Lorsque des marchandises vendues sont acheminées dans une juridiction où le particulier a un établissement, le revenu brut provenant de la vente est attribuable à cet établissement ; s'il n'y a pas de tel établissement, il est attribuable à l'établissement dont fait partie la personne qui a négocié la vente.

Lorsque l'acheteur ordonne que les marchandises soient acheminées à une autre personne, le revenu brut provenant de la vente est attribuable à l'établissement situé dans la juridiction où se trouve l'établissement de l'acheteur, si le particulier a un établissement dans cette juridiction ; sinon, il est attribuable à l'établissement dont fait partie la personne qui a négocié la vente.

**22R10.** Malgré l'article 22R9, lorsque les marchandises vendues sont acheminées dans un autre pays où le particulier n'a pas d'établissement et qu'elles ont été entièrement produites ou fabriquées dans une juridiction au Canada par le particulier, le revenu brut provenant de la vente est attribuable à l'établissement situé dans cette juridiction.

Toutefois, si les marchandises vendues ont été produites ou fabriquées par le particulier en partie hors du Québec au Canada ou en partie au Québec ou hors du Canada, le revenu brut provenant de la vente qui est attribuable à l'établissement situé hors du Québec au Canada en est la proportion représentée par le rapport entre les traitements et salaires versés dans l'année aux employés de cet établissement et ceux versés dans l'année aux employés de tous les établissements où les marchandises vendues ont été produites ou fabriquées.

Les mêmes règles s'appliquent lorsque l'établissement de l'acheteur est situé dans une juridiction hors du Canada où le particulier n'a pas d'établissement et que l'acheteur ordonne que les marchandises soient acheminées à une autre personne.

**22R11.** Le revenu brut provenant des services rendus dans une juridiction est attribuable à l'établissement situé dans cette juridiction ; s'il n'y a pas de tel établissement, il est attribuable à l'établissement dont fait partie ou dépend la personne qui a négocié le contrat de services.

**22R12.** Lorsqu'une vente porte sur du bois debout ou sur un droit de coupe, le revenu brut provenant de la vente est attribuable à l'établissement du particulier dans la juridiction où est située la terre à bois dont le bois debout ou le droit de coupe a fait l'objet de la vente.

**22R13.** Lorsqu'un terrain constitue un établissement, le revenu brut en provenant est attribuable à cet établissement.

### CHAPITRE III ENTREPRISE DE TRANSPORT PAR AUTOBUS ET PAR CAMIONS

**22R14.** La partie du revenu provenant pour une année d'imposition de l'entreprise d'un particulier exerçant une entreprise de transport par autobus et par camions qui est attribuable à son établissement hors du Québec au Canada est la proportion du revenu de cette entreprise que représente la moitié de l'ensemble :

a) de la proportion représentée par le rapport entre le nombre de kilomètres parcourus par ses véhicules hors du Québec au Canada au cours de l'exercice financier se terminant dans l'année et le nombre total de kilomètres parcourus par ses véhicules au cours de l'exercice ; et

b) de la proportion représentée par le rapport entre les traitements et salaires que ce particulier a versés au cours de l'exercice financier se terminant dans l'année au personnel de son établissement hors du Québec au Canada et la totalité des traitements et salaires qu'il a versés au cours de cet exercice.

### CHAPITRE IV CAS SPÉCIAUX

**22R15.** Lorsque l'ensemble des montants constituant le revenu provenant pour une année d'imposition d'une entreprise qu'un particulier visé dans le deuxième alinéa de l'article 22 de la Loi exerce au Québec et ailleurs est supérieur à son revenu pour l'année, la partie de son revenu provenant d'une entreprise qui est attribuable à un établissement hors du Québec au Canada est réputée être la proportion de ce revenu pour l'année représentée par le rapport entre la partie de son revenu provenant de l'exercice de cette entreprise hors du Québec au Canada, telle qu'établie par ailleurs, et cet ensemble.

**22R16.** Lorsqu'un particulier exerce plus d'une entreprise dans une année d'imposition, le présent titre s'applique à l'égard de chaque entreprise ; dans ce cas, la partie du revenu d'entreprise qui est attribuable pour l'année à ses établissements hors du Québec au Canada est l'ensemble des montants ainsi établis à l'égard de chaque entreprise.

**22R17.** Dans le cas d'un particulier visé dans le deuxième alinéa de l'article 22 de la Loi qui a commencé à résider ou a cessé de résider au Canada au cours de l'année d'imposition, la partie de son revenu pour l'année prove-

nant de l'exercice d'une entreprise qui est attribuable à un établissement hors du Québec au Canada ne se calcule qu'en fonction d'une entreprise dont le revenu est inclus dans le calcul de son revenu imposable en vertu des articles 23 et 24 de la Loi.

### CHAPITRE V PERTES ATTRIBUABLES À UN ÉTABLISSEMENT HORS DU QUÉBEC AU CANADA

**22R18.** Les articles 22R1 à 22R17 s'appliquent, en les adaptant, pour déterminer la partie des pertes d'un particulier visé dans le deuxième alinéa de l'article 22 de la Loi qui est attribuable à un établissement hors du Québec au Canada.

### TITRE III DÉDUCTION ACCORDÉE EN VERTU D'UNE AUTRE LOI

**31R1.** La Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148) est une loi prescrite aux fins de l'article 31 de la Loi.

### TITRE III.1 MONTANTS NON INCLUS DANS LE CALCUL DU REVENU

**39R1.** Les montants qu'un contribuable n'est pas tenu d'inclure dans le calcul de son revenu en vertu du paragraphe g de l'article 39 de la Loi comprennent :

a) l'allocation spéciale accordée par le Gouvernement du Québec à l'un de ses fonctionnaires en stage d'étude dans une maison d'enseignement située hors du Canada ;

b) l'allocation reçue en vertu du *Canadian Forces Overseas Schools Order* adopté en vertu de l'article 12 de la Loi sur la défense nationale (S.R.C., 1970, c. N-4) et à l'égard de laquelle une remise d'impôts a été accordée en vertu de la Loi sur l'administration financière (S.R.C., 1970, c. F-10) ; et

c) une allocation de logement subventionné, une aide au titre des déplacements et une indemnité de logement à prix modique reçues à l'égard d'un emploi dans un poste isolé situé au Canada et à l'égard desquelles une remise a été accordée en vertu de la Loi sur l'administration financière (S.R.C., 1970, c. F-10).

D. 2456-80, a. 2 ; 1535-81, a. 1.

## TITRE IV COÛT EN CAPITAL DE L'AUTOMOBILE D'UN EMPLOYÉ

**64R1.** La partie du coût en capital d'une automobile qu'un particulier visé dans l'article 64 de la Loi peut déduire est celle qui est déterminée en vertu des articles 130R118 ou 130R119, selon le cas.

## TITRE V INVENTAIRE ET MONTANT À INCLURE

### CHAPITRE I GÉNÉRALITÉS

**83R1.** Un contribuable doit tenir un inventaire en la manière prescrite en vertu de l'article 34 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., c. M-31).

**83R2.** Un contribuable peut, dans le calcul de son revenu provenant pour une année d'imposition d'une entreprise, évaluer à leur coût pour lui ou à leur juste valeur marchande tous les biens compris dans les inventaires de l'entreprise ; cependant, tous ces biens doivent être évalués de la même manière.

**83R3.** Malgré l'article 83R2, un contribuable dont l'entreprise comprend la reproduction et l'élevage d'animaux peut choisir dans la forme prescrite pour l'année d'imposition et les années subséquentes d'évaluer chaque animal d'une espèce particulière de la manière prévue par l'article 83R6 ; toutefois, si, dans l'ensemble, cette valeur pour tous les animaux d'une espèce particulière excède leur juste valeur marchande, ces derniers peuvent néanmoins être évalués à cette juste valeur marchande.

**83R4.** Le choix prévu par l'article 83R3 ne vaut pas pour un animal enregistré, un animal acquis pour l'engraissement et autres opérations semblables ou pour un animal acquis par un commerçant pour revente.

**83R5.** Un contribuable peut révoquer par écrit le choix qu'il a fait en vertu de l'article 83R3 ; dans ce cas, il ne peut plus faire un tel choix.

**83R6.** Lorsque des animaux d'une espèce particulière sont inclus dans l'inventaire du contribuable à la fin de l'année d'imposition précédant la première année à l'égard de laquelle le contribuable exerce le choix mentionné dans l'article 83R3, le prix unitaire de chaque animal de cette espèce se calcule en divisant la valeur totale de tous les animaux de cette espèce compris dans l'inventaire de cette année précédente par le nombre d'animaux de cette espèce mentionnés dans cet inventaire ; dans les autres cas, le prix

unitaire de chaque animal d'une espèce est déterminé par le ministre en tenant compte, entre autres choses, des prix unitaires des animaux d'une espèce comparable utilisés dans l'évaluation des inventaires d'autres contribuables du même district.

**87R1.** Aux fins du paragraphe *p* de l'article 87 de la Loi, le montant prescrit est le montant que le contribuable déduit en vertu du paragraphe 13 ou 14 de l'article 127 de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148) dans le calcul de l'impôt qu'il doit par ailleurs payer pour l'année en vertu de la partie I de cette Loi de l'impôt sur le revenu.

D. 1981-80, a. 87R1 ; 2456-80, a. 3.

**91R1.** Aux fins de l'article 91 de la Loi, un montant prescrit est :

a) un montant qui devient à recevoir par Sa Majesté du chef du Canada pour l'usage et le bénéfice d'une bande, au sens de la Loi sur les Indiens (S.R.C., 1970, c. I-6), ou par Petro-Canada ; ou

b) un montant devenu à recevoir, après le 11 décembre 1979, relativement à un période postérieure à cette date, par une personne visée dans l'article 90 de la Loi :

i. si ce montant peut être considéré comme étant relatif à la location d'un bien visé dans les paragraphes *b* ou *e* de l'article 370 de la Loi et s'il devient à recevoir avant le début de la production, en quantité commerciale raisonnable, de minéraux provenant du bien ; ou

ii. si ce montant peut être considéré comme étant relatif à la location d'un droit, permis ou privilège pour le stockage souterrain au Canada de pétrole, de gaz naturel ou d'autres hydrocarbures apparentés.

D. 1981-80, a. 91R1 ; 1535-81, a. 2.

**93R1.** Aux fins du sous-paragraphe *vi* du paragraphe *e* de l'article 93 de la Loi, la manière et le délai prescrits sont ceux qui sont prescrits par l'article 130R41.

**99R1.** Aux fins du paragraphe *e* de l'article 99 de la Loi :

a) un bien prescrit est un bien visé dans l'article 130R73 ; et

b) une entreprise prescrite est une entreprise visée dans l'article 130R74.

**101R1.** Aux fins de l'article 101 de la Loi, une aide y visée ne comprend pas :

a) une déduction accordée en vertu de la Loi favorisant le développement industriel au moyen d'avantages fis-

caux (L.R.Q., c. D-9) ou de la Loi sur les stimulants fiscaux au développement industriel (L.R.Q., c. S-34) ;

b) une provision déduite en vertu des articles 360 et 361 de la Loi ;

c) un montant versé en vertu de la Loi stimulant la recherche et le développement scientifiques (S.R.C., 1970, c. I-10), de la Loi de l'aide au développement industriel régional (L.Q., 1968, c. 27) ou d'un régime équivalent à celui qui est institué par cette dernière loi et considéré comme tel en vertu de celle-ci ; ou

d) un montant reçu à titre de subvention en vertu d'un programme visé dans l'article 313.1R1.

**101.1R1.** Aux fins de l'article 101.1 de la Loi, le montant qu'un assureur est réputé avoir déduit à l'égard des biens amortissables d'une catégorie prescrite pour les années d'imposition antérieures à son année d'imposition 1977 est celui qui est réputé avoir été déduit à ce titre en vertu du paragraphe 22 de l'article 13 de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148).

**101.2R1.** Aux fins de l'article 101.2 de la Loi, le montant qu'un assureur sur la vie est réputé avoir déduit dans le calcul de son revenu pour les années d'imposition antérieures à son année d'imposition 1978, à l'égard des biens amortissables d'une catégorie prescrite, est égal à l'ensemble de l'amortissement total, déterminé immédiatement après l'année d'imposition 1977 de l'assureur et sans tenir compte de cet article, qui a été accordé à l'assureur à l'égard des biens de cette catégorie et de l'excédent, sur cet amortissement total, de l'amortissement maximal que l'assureur aurait eu droit de réclamer à l'égard de ces biens pour ses années d'imposition se terminant après 1968 et avant 1978.

## CHAPITRE II ALIÉNATION DE NAVIRE

**104R1.** Dans le présent chapitre,

a) « conversion » et « frais de conversion » ont le sens que leur donne le sous-paragraphe a du paragraphe 21 de l'article 13 de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148) ;

b) « navire » signifie un navire tel que défini dans la Loi sur la marine marchande du Canada (S.R.C., 1970, c. S-9).

**104R2.** Lorsqu'une déduction a été faite, pour une année, en vertu de la Loi, de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (S.R.Q., 1964, c. 69) ou de la Loi de l'impôt sur les corporations (S.R.Q., 1964, c. 67) à titre d'amortissement du coût en capital d'un navire, l'article 94 de la Loi

s'applique à la catégorie prescrite prévue par l'une ou l'autre de ces lois ou à toute autre catégorie prescrite à laquelle le navire a été transféré.

**104R3.** Lorsqu'un navire appartenant à un contribuable le 1<sup>er</sup> janvier 1966 ou construit conformément à un contrat de construction conclu par le contribuable avant cette date sans être achevé à cette date fait l'objet d'une aliénation par le contribuable avant 1974, l'article 94 de la Loi et le titre IV du livre III de la partie I de la Loi ne s'appliquent pas au produit de l'aliénation :

a) si le contribuable, avant le mois de mai 1974 et dans l'année d'imposition pendant laquelle il a aliéné le navire ou dans les 4 mois qui suivent la fin de cette année, utilise un montant au moins égal au produit de l'aliénation, aux conditions stipulées dans la clause i du sous-paragraphe a du paragraphe 15 de l'article 13 de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148) soit pour remplacer le navire, soit pour engager des frais de conversion d'un autre navire lui appartenant ; ou

b) si le contribuable, aux conditions stipulées dans la clause ii de ce sous-paragraphe, dépose, au plus tard le jour où il est tenu de produire sa déclaration fiscale pour l'année d'imposition dans laquelle il a aliéné le navire, soit un montant au moins égal à l'impôt que, sans le présent paragraphe, il devrait payer en vertu de la partie I de la Loi sur le produit de l'aliénation, soit des sûretés satisfaisantes à cet égard pour garantir que le produit de l'aliénation sera utilisé avant 1975 pour le remplacement du navire.

**104R4.** Dans le cas d'une aliénation dont il est fait mention dans l'article 104R3, le contribuable peut, dans le délai prescrit pour produire sa déclaration fiscale pour l'année d'imposition dans laquelle il a aliéné le navire, choisir que le navire constitue une catégorie prescrite ou, si des frais de conversion du navire ont été inclus dans une catégorie prescrite distincte, que le navire soit transféré à cette catégorie et, s'il exerce un tel choix, le navire est réputé avoir été ainsi transféré immédiatement avant que le contribuable ne l'ait aliéné.

Toutefois, le présent article ne s'applique que si le produit de l'aliénation du navire est supérieur au montant qui constituerait la partie non amortie du coût en capital des biens de la catégorie à laquelle le navire serait ainsi transféré.

**104R5.** Si l'article 104R3 ne s'applique pas au produit de l'aliénation d'un navire ou si le contribuable n'exerce pas le choix visé dans l'article 104R4 dans le délai y fixé, le contribuable peut opter, lorsqu'il aliène un navire qui lui appartient, pour que le produit qui serait inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu de la



partie I de la Loi soit considéré comme le produit de l'aliénation de biens d'une autre catégorie prescrite qui comprend un navire lui appartenant.

**104R6.** Lorsqu'une catégorie prescrite distincte a été créée en vertu de la Loi, de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (S.R.Q., 1964, c. 69) ou de la Loi de l'impôt sur les corporations (S.R.Q., 1964, c. 67), en raison de la conversion d'un navire qui appartient à un contribuable, et que ce dernier a aliéné le navire sans exercer le choix prévu par l'article 104R4, cette catégorie prescrite distincte est réputée avoir été transférée à la catégorie dans laquelle était inclus le navire immédiatement avant son aliénation.

**104R7.** La totalité ou une partie d'un dépôt fait aux termes du paragraphe b de l'article 104R3, en vertu de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (S.R.Q., 1964, c. 69) ou en vertu de la Loi de l'impôt sur les corporations (S.R.Q., 1964, c. 67) peut être remboursée à toute personne ou pour le compte de toute personne qui remplace, avant 1975, et aux conditions visées dans le paragraphe a de l'article 104R3, le navire aliéné par un autre navire :

- a) qui a été construit au Canada ;
- b) qui est immatriculé au Canada ou à un endroit auquel s'applique le *British Commonwealth Merchant Shipping Agreement* signé à Londres, le 10 décembre 1931 ; et
- c) dont le coût en capital n'a fait l'objet d'aucune déduction par un autre contribuable en vertu de la Loi, de cette Loi de l'impôt provincial sur le revenu ou de cette Loi de l'impôt sur les corporations.

De même, ce montant peut être remboursé à toute personne ou pour le compte de toute personne qui engage des frais de conversion d'un navire lui appartenant et décrit dans le paragraphe b.

Toutefois, le rapport existant entre le montant remboursé et le montant du dépôt ne doit pas être supérieur au rapport existant entre le coût en capital ou, selon le cas, les frais de conversion du navire et le produit de l'aliénation du navire aliéné ; tout dépôt ou toute partie d'un dépôt qui n'a pas été ainsi remboursé avant le mois de juillet 1975 ou qui n'a pas été remboursé conformément à l'article 104R8 doit être affecté au fonds consolidé du revenu.

**104R8.** Malgré toute autre disposition du présent chapitre, lorsqu'un dépôt a été fait par un contribuable aux termes du paragraphe b de l'article 104R3 et que le produit de l'aliénation à l'égard duquel le dépôt a été fait n'est pas utilisé par une personne avant 1975, conformément aux conditions visées dans le paragraphe a de cet article, pour acquérir un navire décrit dans les paragraphes a, b et c de l'article 104R7 ou pour engager des frais de conversion d'un navire appartenant à cette personne et dé-

crit dans le paragraphe b de cet article, le ministre peut rembourser au contribuable ce dépôt ou la partie de ce dépôt qui n'a pas été versée au contribuable en vertu de cet article.

Lorsqu'un remboursement est ainsi effectué, le contribuable doit ajouter, dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition dans laquelle le navire a fait l'objet d'une aliénation, la proportion du montant qui aurait été inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu de la partie I de la Loi si le dépôt n'avait pas été fait aux termes du paragraphe b de l'article 104R3, représentée par la partie du produit de l'aliénation qui n'a pas été ainsi utilisée avant 1975 à titre de remplacement du navire sur le produit total de l'aliénation.

**104R9.** Lorsqu'un contribuable a exercé un choix prévu par l'article 104R4 à l'égard d'un navire et que le produit de l'aliénation du navire a été utilisé pour remplacer celui-ci avant 1975, aux conditions mentionnées dans le paragraphe a de l'article 104R3, ou lorsqu'un remboursement est fait aux termes de l'article 104R8, le ministre doit émettre toute nouvelle cotisation d'impôt, d'intérêts ou de pénalités requise pour l'application des articles 104R3, 104R4 et 104R8.

Le présent article s'applique également à l'égard d'un choix prévu par la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148).

**104R10.** Aux fins du présent titre, des articles 130.1, 142 et 149 de la Loi et des règlements adoptés en vertu du paragraphe a de l'article 130 de la Loi, un navire à l'égard duquel des frais de conversion ont été engagés après le 23 mars 1967 est réputé, jusqu'à concurrence des frais de conversion, être compris dans une catégorie prescrite distincte.

### CHAPITRE III CONTRAT DE RENTE VIAGÈRE

**121R1.** Aux fins de la Loi et du présent règlement, un « contrat de rente viagère » désigne un contrat entre un particulier et une personne munie d'une licence ou autrement autorisée par les lois du Canada ou d'une province à faire le commerce de rentes au Canada, en vertu duquel cette personne s'engage à effectuer des paiements de rente à un particulier.

**121R2.** Pour se qualifier comme contrat de rente viagère, le contrat doit spécifier que les paiements de rente visés dans l'article 121R1 commenceront à une date déterminée, seront égaux et versés annuellement ou à intervalles périodiques plus rapprochés au particulier sa vie durant.

**121R3.** Un contrat de rente viagère ne cesse pas de se qualifier comme tel même s'il contient des dispositions prévoyant :

a) que le versement périodique de paiements de rente au rentier devra être réduit d'un montant n'excédant pas ce qui est à payer à cette personne au cours de la période en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse (S.R.C., 1970, c. O-6) ;

b) que les paiements de rente prendront fin après une période définie d'au moins 10 ans ou, si le rentier décède avant cette période, à son décès ;

c) que les paiements de rente seront versés au rentier sa vie durant ou pour une durée garantie plus longue et que, dans ce dernier cas, les paiements seront versés à une personne déterminée ;

d) qu'un paiement supplémentaire sera versé au décès du rentier ; et

e) que le versement périodique de paiements de rente à la fois au rentier et à un autre particulier devra être réduit au décès de l'un de ces particuliers pour être ensuite fait au survivant.

#### CHAPITRE IV PRÊT À UNE PERSONNE NE RÉSIDANT PAS AU CANADA

**126R1.** Aux fins de l'article 126 de la Loi, le taux d'intérêt annuel auquel doit être calculé un prêt visé dans cet article est :

a) dans le cas d'un prêt consenti après le 25 mars 1980, de 11% ; et

b) dans le cas d'un prêt consenti avant le 26 mars 1980 :

i. lorsque le taux d'intérêt à payer sur ce prêt ne peut être déterminé à nouveau après le 25 mars 1980, de 8% ; ou

ii. lorsque le taux d'intérêt à payer sur ce prêt peut être déterminé à nouveau après le 25 mars 1980, de 8% pour la période qui précède le jour auquel ce taux d'intérêt peut être déterminé à nouveau pour la première fois après le 25 mars 1980 et de 11% à compter de ce jour.

D. 1981-80, a. 126R1 ; 2456-80, a. 4.

**127R1.** Aux fins de l'article 127 de la Loi, l'impôt y mentionné est celui qui est visé dans la partie XIII de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148).

## TITRE VI AMORTISSEMENT DU COÛT EN CAPITAL

### CHAPITRE I APPLICATION

**130R1.** Les montants qu'un contribuable peut déduire dans le calcul de son revenu d'une entreprise ou de biens pour une année d'imposition, à titre d'amortissement du coût en capital de biens, sont ceux qui sont prévus par le présent titre et par les dispositions suivantes de la partie XI des règlements adoptés en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148) :

a) les sous-paragraphes *d*, *n*, *o*, *p* et *q* du paragraphe 1 de l'article 1100 ; et

b) le paragraphe 11 de l'article 1100 et les paragraphes 12 et 13 de l'article 1102.

Ces montants constituent les montants prescrits du coût en capital de biens qu'un contribuable peut déduire dans le calcul de son revenu en vertu du paragraphe *a* de l'article 130 de la Loi et en vertu d'autres dispositions particulières de cette Loi.

### CHAPITRE II DÉFINITIONS

**130R2.** 1) Dans le présent titre et l'annexe B, à moins que le contexte n'indique un sens différent, l'expression :

a) « réseau de chemin de fer » comprend un chemin de fer appartenant à un voiturier public ou exploité par lui, avec tous les bâtiments, le matériel roulant, le matériel et les autres biens s'y rapportant, mais ne comprend pas un tramway ;

b) « réseau de téléphone » comprend les bâtiments, structures, l'installation générale et le matériel de transmission et autre s'y rapportant ;

c) « réseau de télégraphe » comprend les bâtiments, structures, l'installation générale et le matériel de transmission et autre s'y rapportant ;

d) « réseau de tramway ou d'autobus à trolley » comprend les bâtiments, structures, le matériel roulant et l'installation générale et le matériel s'y rapportant et, lorsque des autobus autres qu'à trolley sont exploités relativement à ce réseau, comprend les biens qui se rapportent à cette exploitation ;

e) « matériel de puits de gaz ou de pétrole » comprend :

i. le matériel, les structures et les pipe-lines, autres qu'un cuvelage de puits, acquis pour fins d'utilisation dans

un gisement de gaz ou de pétrole en vue de la production de gaz naturel ou de pétrole brut ; et

ii. un pipe-line acquis pour servir uniquement à la transmission du gaz à une usine de traitement du gaz naturel ;

mais ne comprend pas :

iii. le matériel ou les structures acquis aux fins du raffinage du pétrole ou du traitement du gaz naturel, y compris l'enlèvement des hydrocarbures liquides, du soufre ou d'autres produits connexes ou sous-produits ; ni

iv. un pipe-line destiné au transport ou à la collecte en vue du transport immédiat du gaz naturel ou du pétrole brut d'un gisement de gaz ou de pétrole, sauf un pipe-line mentionné dans le sous-paragraphe ii ;

f) « message commercial » a le sens que lui donne le sous-paragraphe *ea* du paragraphe 1 de l'article 2 du Règlement relatif à la télévision édicté en vertu de l'article 16 de la Loi sur la radiodiffusion (S.R.C., 1970, c. B-11) ;

g) « minerai » comprend tout minerai provenant d'une ressource minérale qui a été traité jusqu'à un stade antérieur à celui du métal brut ou l'équivalent ;

h) « long métrage portant visa » signifie un film cinématographique qui a reçu du secrétaire d'État du Canada ou du ministre des Communications du Canada un visa, qui n'a pas été révoqué conformément au sous-paragraphe *b* du paragraphe 8, attestant qu'il s'agit d'un film d'une durée d'au moins 75 minutes dont les travaux de décoration et de prises de vues ont commencé après le 18 novembre 1974 et avant le 26 mai 1976, et qu'il s'agit d'un film, soit dont la production est envisagée aux termes d'un accord de coproduction entre le Canada et un autre pays, soit dont :

- i. le producteur était un Canadien ;
- ii. au moins les 2/3 des personnes qui étaient le directeur, scénariste, compositeur musical, chef-décorateur, monteur ou chef-opérateur de prises de vues, ou qui ont touché ou ont eu droit aux deux rémunérations les plus élevées pour leurs services d'acteur ou d'actrice dans le film étaient des Canadiens ;
- iii. au moins 75% de l'ensemble des rémunérations payées ou à payer aux personnes qui ont fourni leurs services dans le cadre du film, à l'exclusion des rémunérations payées ou à payer soit aux personnes mentionnées dans les sous-paragraphe *i* et *ii* ou à leur égard, soit pour le traitement et l'arrangement final du film, l'ont été ou l'étaient à des Canadiens ;
- iv. au moins 75% de l'ensemble des frais engagés pour le traitement et l'arrangement final du film, y compris les travaux de laboratoire, la prise de son, le montage du film

et de la bande sonore, à l'exclusion des rémunérations payées ou à payer à des personnes mentionnées dans les sous-paragraphe *i* à *iii* ou à leur égard, ont été engagés au titre de services rendus au Canada ; et

v. les droits d'auteur protégeant l'utilisation du film au Canada sont la propriété (*beneficially owned*) d'un Canadien ou d'une corporation constituée en vertu d'une loi du Québec, du Canada ou d'une autre province ou, conjointement ou autrement, de plusieurs de ces personnes ;

i) « production de court métrage portant visa », pour une année d'imposition, signifie un film cinématographique ou une bande magnétoscopique qui a reçu du secrétaire d'État du Canada ou du ministre des Communications du Canada un visa, qui n'a pas été révoqué conformément au sous-paragraphe *b* du paragraphe 8, attestant qu'il s'agit d'un film ou d'une bande d'une durée de moins de 75 minutes dont les travaux de décoration, de prises de vues ou d'enregistrement et de montage ont commencé après le 25 mai 1976 et dont les principaux travaux de prises de vues ou d'enregistrement ont commencé avant la fin de l'année d'imposition ou ont été complétés au plus tard 60 jours après la fin de cette année et qu'il s'agit d'un film ou d'une bande qui pourrait recevoir un visa prévu par le sous-paragraphe *j* si celui-ci se lisait sans tenir compte de l'expression « d'une durée d'au moins 75 minutes », ou d'un film ou d'une bande dont :

- i. le producteur était un Canadien ; et
  - ii. au moins 75% de l'ensemble des frais engagés pour la production du film ou de la bande, y compris les frais relatifs à leur traitement ainsi que les rémunérations, étaient payés ou à payer à des Canadiens ou pour des services rendus par des Canadiens ;
- j) « production de long métrage portant visa », pour une année d'imposition, signifie un film cinématographique ou une bande magnétoscopique qui a reçu du secrétaire d'État du Canada ou du ministre des Communications du Canada un visa, qui n'a pas été révoqué conformément au sous-paragraphe *b* du paragraphe 8, attestant qu'il s'agit d'un film ou d'une bande d'une durée d'au moins 75 minutes dont les travaux de décoration, de prises de vues ou d'enregistrement et de montage ont commencé après le 25 mai 1976 et dont les principaux travaux de prises de vues ou d'enregistrement ont commencé avant la fin de l'année d'imposition ou ont été complétés au plus tard 60 jours après la fin de cette année et qu'il s'agit d'un film ou d'une bande, soit dont la production est envisagée aux termes d'un accord de coproduction entre le Canada et un autre pays, soit dont :
- i. le producteur était un Canadien ;
  - ii. au moins 6 unités de production ont été attribuées, de la manière suivante, par le secrétaire d'État du Canada

ou par le ministre des Communications du Canada pour des particuliers qui étaient des Canadiens et qui ont fourni leurs services à l'égard du film ou de la bande : pour le directeur et le scénariste, 2 unités chacun, pour les personnes qui ont touché ou ont eu droit aux deux rémunérations les plus élevées pour leurs services d'acteur ou d'actrice dans le film ou la bande, le chef-décorateur, le chef-opérateur de prises de vues, le compositeur musical et le monteur, 1 unité chacun ;

iii. au moins 75% de l'ensemble des rémunérations payées ou à payer à des personnes pour des services rendus à l'égard du film ou de la bande, à l'exclusion des rémunérations payées ou à payer soit aux particuliers mentionnés dans les sous-paragraphe i et ii ou à leur égard, soit pour le traitement et l'arrangement final du film ou de la bande, l'ont été ou l'étaient à des Canadiens ou pour des services rendus par des Canadiens ; et

iv. au moins 75% de l'ensemble des frais engagés pour le traitement et l'arrangement final du film ou de la bande, y compris les travaux de laboratoire, la nouvelle prise de son et le montage du film et de la bande sonore, à l'exclusion des rémunérations payées ou à payer à des personnes mentionnées dans les sous-paragraphe i à iii ou à leur égard, l'ont été au titre de services rendus au Canada ;

k) « matériel électronique universel de traitement de l'information » signifie le matériel électronique qui, pour son fonctionnement, requiert un programme interne d'informatique qui :

- i. est exécuté par le matériel ;
  - ii. peut être modifié par l'utilisateur du matériel ;
  - iii. dirige le matériel pour la lecture et la sélection, la modification ou l'enregistrement de données à partir d'un support externe, tel qu'une carte, un disque ou une bande ; et
  - iv. détermine la séquence de son exécution à partir des caractéristiques des données qui sont traitées ;
- l) « logiciel de système » désigne une combinaison des programmes d'informatique et de procédés connexes, de documentation technique y afférente et de données qui :
- i. assure la compilation, l'assemblage, le relevé, la gestion ou le traitement d'autres programmes ;
  - ii. facilite le fonctionnement d'un système informatique par d'autres programmes ;
  - iii. assure des services ou des fonctions utilitaires, tels que la conversion de supports, le tri, la fusion, la comptabilité du système, la mesure des performances, le diagnostic du système ou le soutien de la programmation ;

iv. assure des fonctions générales de soutien, telles que la gestion des données, la génération de rapports ou le contrôle de la sécurité ; ou

v. donne la possibilité générale de satisfaire aux exigences que requiert le traitement ou la solution de vastes catégories de problèmes lorsque les attributs du travail à exécuter sont entrés principalement sous la forme de paramètres, de constantes ou de descripteurs plutôt que dans une logique de programme ;

m) « frais d'enlèvement de morts-terrains » pour un contribuable désigne les frais qu'il engage pour dégager ou enlever les morts-terrains d'une mine au Canada qu'il exploite ou dont il est propriétaire, dans la mesure où ces frais :

- i. sont engagés après le 16 novembre 1978 et après l'entrée en production de la mine en quantité commerciale raisonnable ;
- ii. n'ont pas été déduits par le contribuable dans le calcul de son revenu à la fin de l'année d'imposition pendant laquelle ils ont été engagés ; et

iii. ne sont pas admissibles en déduction, en totalité ou en partie, autrement qu'en vertu du paragraphe a de l'article 130 de la Loi, dans le calcul du revenu du contribuable pour une année d'imposition postérieure à celle pendant laquelle ils ont été engagés ; et

n) « frais désignés de stockage souterrain » pour un contribuable désigne les frais qu'il engage, après le 11 décembre 1979, pour l'aménagement d'un puits, d'une mine ou d'un autre bien souterrain semblable aux fins d'emmagasiner au Canada du pétrole, du gaz naturel ou d'autres hydrocarbures apparentés.

2) Dans le présent titre et l'annexe B sauf dispositions contraires du paragraphe 3 :

a) « mine de minerai industriel » comprend une tourbière ou un gisement de tourbe mais ne comprend pas une ressource minérale ;

b) « minéral » comprend la tourbe ; et

c) « exploitation minière » comprend l'extraction de tourbe.

3) Aux fins de la description de la catégorie 10 de l'annexe B :

a) le revenu d'une mine comprend le revenu raisonnablement imputable au traitement de minerais provenant d'une ressource minérale n'appartenant pas au contribuable jusqu'à un stade qui ne dépasse pas le stade du métal brut ou son équivalent ; et

b) « mine » comprend un puits d'extraction de matières provenant d'un gisement de sylvine ou d'halite.

4) Aux fins des articles 130R38 à 130R41, 130R66, 130R90 et 130R91 et des descriptions des catégories 12 et 28 de l'annexe B :

a) « mine » comprend un puits d'extraction de matières provenant d'un gisement de sylvine ou d'halite, mais ne comprend pas un puits de pétrole ou de gaz, une sablière, une gravière, une carrière d'argile, une carrière de schiste, une tourbière, un gisement de tourbe ou une carrière de pierres autre qu'un gisement de sable bitumineux ou pétrolifère ou de schiste bitumineux ;

b) tous les puits d'un contribuable en vue de l'extraction de matières d'un ou plusieurs gisements de sylvine ou d'halite, dont les matières extraites sont envoyées à la même usine pour y être traitées, sont réputés constituer une seule et même mine du contribuable ;

c) aux fins du sous-paragraphe a, « carrière de pierres » comprend une mine d'où est extraite de la pierre d'échantillon ou de la pierre concassée devant servir comme agrégat ou à d'autres fins de construction.

5) Aux fins des articles 130R38 à 130R41, 130R90 et 130R91 et des descriptions des catégories 10 et 28 de l'annexe B, le revenu tiré d'une mine comprend le revenu raisonnablement imputable :

a) au traitement, jusqu'à un stade qui ne dépasse pas celui du métal brut ou son équivalent, de minerais tirés d'une ressource minérale dont le contribuable est propriétaire ainsi qu'au transport de tels minerais ainsi traités par le contribuable dans la mesure où ce transport s'effectue à l'aide de biens du contribuable qui sont compris dans la catégorie 10 de l'annexe B en vertu du sous-paragraphe m du paragraphe 2 de cette catégorie ou qui y seraient compris si ce n'était de la description de la catégorie 28 de l'annexe B ; ou

b) à la production, autre que celle provenant d'un puits, de pétrole brut tiré de sable bitumineux ou pétrolifère ou de schiste bitumineux.

6) Lorsque le contribuable est un particulier et que son revenu pour l'année d'imposition comprend le revenu d'une entreprise dont l'exercice financier ne correspond pas à l'année civile, à l'égard des biens amortissables acquis aux fins de gagner ou de produire le revenu de l'entreprise, la mention dans le présent titre :

a) de « l'année d'imposition » est réputée être la mention de l'exercice financier de l'entreprise ; et

b) de « la fin de l'année d'imposition » est réputée être la mention de la fin de l'exercice financier de l'entreprise.

7) Aux fins de la catégorie 29 de l'annexe B, « fabrication ou transformation » ne comprend pas :

a) l'exploitation agricole ou la pêche ;

b) l'exploitation forestière ;

c) la construction ;

d) l'exploitation d'un puits de pétrole ou de gaz ;

e) l'extraction de minéraux d'une ressource minière ;

f) le traitement, jusqu'au stade du métal brut ou son équivalent, de minerai provenant d'une ressource minière ;

g) la production de minéraux industriels autres que le soufre obtenu par la transformation du gaz naturel ;

h) la production ou la transformation d'énergie électrique ou de vapeur en vue de la vente ; ou

i) le traitement du gaz, si celui-ci est traité dans le cadre d'une entreprise de vente ou de distribution de gaz dans l'exploitation d'un service public.

8) Aux fins des articles 130R55.5 et 130R55.6 et des sous-paragraphe h à j du paragraphe 1 :

a) « Canadien » désigne un particulier qui était, à tout moment pertinent, un citoyen canadien au sens de la Loi sur la citoyenneté (S.C., 1974-75-76, c. 108) ou un immigrant reçu au sens de la Loi sur l'immigration (S.R.C., 1970, c. I-2) ;

b) un visa révoqué par le secrétaire d'État du Canada ou par le ministre des Communications du Canada est nul et non avenu depuis la date de son émission ;

b.1) « garantie de recettes » signifie un contrat ou autre arrangement donnant droit à un contribuable de recevoir un montant minimum de recettes de location d'un long métrage portant visa, ou d'une production de court métrage portant visa ou d'autres recettes fixes à l'égard d'un droit d'utilisation d'un tel bien ;

b.2) « long métrage portant visa » ne comprend pas un film cinématographique acquis après le premier en date du premier jour de son utilisation à des fins commerciales ou du premier anniversaire du jour où ses principaux travaux de prises de vues ont été complétés ;

b.3) « production de court métrage portant visa » et « production de long métrage portant visa », pour l'année d'imposition visée dans les sous-paragraphe i et j du paragraphe 1, ne comprennent pas un film cinématographique ou une bande magnétoscopique acquis :

i. après le premier en date du premier jour de son utilisation à des fins commerciales ou du premier anniversaire du jour où ses principaux travaux de prises de vues ou d'enregistrement ont été complétés ;

ii. par un contribuable d'une personne à qui il n'a pas payé en espèces à la fin de l'année un montant au moins

égal à 20% du coût en capital pour lui du film ou de la bande à ce moment ;

iii. par un contribuable d'une personne à qui il a émis, en paiement total ou partiel du film ou de la bande, une obligation, une *debenture*, une hypothèque, un *mortgage*, un effet de commerce ou un autre titre semblable aux termes duquel un montant est exigible après la quatrième année suivant l'année d'imposition pendant laquelle il a acquis le film ou la bande ; ou

iv. d'une personne qui ne réside pas au Canada ;

c) « rémunération » n'inclut pas les montants calculés en fonction des recettes d'un film cinématographique ou d'une bande magnétoscopique ; et

d) « unité de production » signifie le facteur utilisé par le secrétaire d'État du Canada ou par le ministre des Communications du Canada pour déterminer l'importance qui doit être accordée à chaque personne mentionnée dans le sous-paragraphe ii du sous-paragraphe j du paragraphe 1 qui a fourni ses services à l'égard d'un film cinématographique ou d'une bande magnétoscopique.

9) Aux fins du sous-paragraphe d du paragraphe 1 de la catégorie 34 de l'annexe B et du paragraphe 2 de cette catégorie, le ministre révoque le certificat accordé si des renseignements inexacts ont été fournis ou si le contribuable ne se conforme pas au plan décrit dans ce sous-paragraphe d et un certificat ainsi révoqué est nul et non venu depuis la date de son émission.

D. 1981-80, a. 130R2 ; 1983-80, a. 1 ; 3926-80, a. 1 ; 1535-81, a. 3.

## CHAPITRE III DIVERSES CATÉGORIES DE BIENS

### SECTION I AMORTISSEMENT GÉNÉRAL

**130R3.** Sous réserve de l'article 130R4, l'amortissement visé dans l'article 130R1 ne doit pas excéder, pour une catégorie de biens mentionnée dans l'article 130R6, le montant obtenu en appliquant le pourcentage déterminé à l'égard de cette catégorie dans cet article 130R6 à la partie non amortie du coût en capital des biens de la même catégorie à la fin de l'année d'imposition pour laquelle le contribuable réclame un tel amortissement, avant toute déduction en vertu du présent article pour l'année.

Lorsque la catégorie de biens mentionnée dans l'article 130R6 comprend une automobile acquise après le 18 avril 1978 et utilisée uniquement pour gagner un revenu provenant d'une entreprise ou de biens, l'amortissement visé dans l'article 130R1 à l'égard de cette catégorie ne doit pas excéder le montant qui aurait été obtenu en vertu du premier alinéa si la partie non amortie du coût en capital y vi-

sée des biens de la catégorie, avant toute déduction en vertu du présent article pour l'année, avait été diminuée de l'ensemble de l'excédent, sur 12 000 \$, du coût en capital de chaque telle automobile, autre qu'une automobile destinée à être louée à une personne par le contribuable, lorsque l'entreprise principale de ce dernier est la location d'automobiles à des personnes n'ayant aucun lien de dépendance avec lui, ou qu'une automobile utilisée en vertu d'un permis pour le transport de passagers contre rémunération.

D. 1981-81, a. 130R3 ; 1983-80, a. 2.

**130R4.** Lorsqu'il s'agit d'une catégorie distincte prévue par l'article 130R98, l'amortissement visé dans l'article 130R1 à l'égard de cette catégorie ne doit pas excéder non plus le cinquième du montant maximal qui serait admissible en déduction en vertu de l'article 130R3 à l'égard de cette catégorie si ce n'était de la réserve prévue par cet article 130R3 à l'égard du présent article, si l'automobile comprise dans cette catégorie était utilisée uniquement pour gagner un revenu provenant d'une entreprise ou de biens et était cependant comprise dans cette catégorie et si l'amortissement accordé antérieurement au contribuable à l'égard de cette catégorie, pour toute année d'imposition postérieure à son année d'imposition 1977 et à la fin de laquelle l'automobile était comprise dans cette catégorie, avait été un montant égal à 5 fois le montant qui lui a été accordé à ce titre.

D. 1981-80, a. 130R4 ; 1983-80, a. 3.

**130R5.** Abrogé par D. 1983-80, a. 4.

**130R6.** Le pourcentage mentionné dans l'article 130R3 est, à l'égard des biens des catégories mentionnées dans l'annexe B, le suivant :

- a) catégorie 1 : 4%
- b) catégorie 2 : 6%
- c) catégorie 3 : 5%
- d) catégorie 4 : 6%
- e) catégorie 5 : 10%
- f) catégorie 6 : 10%
- g) catégorie 7 : 15%
- h) catégorie 8 : 20%
- i) catégorie 9 : 25%
- j) catégorie 10 : 30%
- k) catégorie 11 : 35%
- l) catégorie 12 : 100%

- m) catégorie 16 : 40%
- n) catégorie 17 : 8%
- o) catégorie 18 : 60%
- p) catégorie 22 : 50%
- q) catégorie 23 : 100%
- r) catégorie 25 : 100%
- s) catégorie 26 : 5%
- t) catégorie 28 : 30%
- u) catégorie 30 : 40%
- v) catégorie 31 : 5%
- w) catégorie 32 : 10%
- x) catégorie 33 : 15% et
- y) catégorie 35 : 7%.

D. 1981-80, a. 130R6 ; 1983-80, a. 5.

**130R7.** Si l'année d'imposition du contribuable comprend moins de 12 mois, l'allocation prévue par l'article 130R3 ne doit pas dépasser la proportion du montant maximum admissible que le nombre de jours dans l'année d'imposition représente par rapport à 365.

## SECTION II

### AMORTISSEMENT SUPPLÉMENTAIRE RELATIF AUX CATÉGORIES 1, 2, 3, 6 ET 8

**130R8.** Un contribuable peut déduire un amortissement supplémentaire pour des biens compris dans les catégories 1, 3 ou 6 de l'annexe B ou dans la catégorie 2 de celle-ci en raison de l'application des paragraphes a ou c de cette catégorie, si un certificat a été obtenu conformément à l'article 130R10.

Cet amortissement ne peut excéder le moindre :

- a) de 30% du montant attesté ;
- b) de la différence entre 70% du montant attesté et les montants admis à l'égard des biens pour les années d'imposition antérieures en vertu du présent article ; ou
- c) de la partie non amortie du coût en capital, pour lui, des biens de la catégorie à la fin de l'année d'imposition, avant d'effectuer quelque déduction en vertu du présent article pour l'année d'imposition.

**130R9.** Un contribuable peut aussi déduire, à titre d'amortissement supplémentaire, sur la foi d'un certificat visé dans l'article 130R10, dans le cas des biens compris dans la catégorie 8 de l'annexe B, un montant ne dépassant pas le moindre :

- a) de 20% du montant attesté ;
- b) de la différence entre 50% du montant attesté et les montants admis à l'égard des biens pour les années d'imposition antérieures, en vertu du présent article ; ou
- c) de la partie non amortie du coût en capital, pour lui, des biens de la catégorie à la fin de l'année d'imposition, avant d'effectuer quelque déduction en vertu du présent article pour l'année d'imposition.

**130R10.** Le certificat prévu par les articles 130R8 et 130R9 est délivré au contribuable par le ministre ou par une personne reconnue par ce dernier, lequel atteste le coût en capital, pour le contribuable, du bien en cause.

Ce certificat doit indiquer la première année d'imposition au cours de laquelle l'amortissement supplémentaire prévu par les articles 130R8 et 130R9 peut être réclamé.

**130R11.** Aucun montant ne peut être réclamé en vertu des articles 130R8 et 130R9 après la troisième année d'imposition suivant l'année visée dans l'article 130R10.

**130R12.** Il doit être soustrait du montant attesté conformément à l'article 130R10 tout montant que le contribuable a reçu ou est en droit de recevoir en paiement à l'égard du coût en capital des biens, sauf s'il s'agit d'une aide visée dans l'article 101R1.

## SECTION III

### TENURE À BAIL

**130R13.** À l'égard des biens de la catégorie 13 de l'annexe B, le contribuable peut déduire un montant ne dépassant pas le moindre de l'ensemble de chaque montant égal à la proportion, décrite dans l'article 130R15, de la partie du coût en capital qu'il engage dans une année d'imposition à l'égard d'une tenure à bail particulière ou de la partie non amortie du coût en capital des biens de cette catégorie, avant toute déduction en vertu de la présente section, à la fin de l'année d'imposition.

**130R14.** Aux fins de l'article 130R13, le coût en capital comprend tout montant dépensé par un contribuable pour ou à l'égard d'une amélioration ou d'une modification apportée à un bien loué, sauf un montant dépensé en raison du fait que le contribuable ou un ex-locataire :

- a) a érigé un édifice ou autre structure sur un terrain loué ;
- b) a fait un rajout à un édifice ou autre structure loué ; ou
- c) a apporté une modification à un édifice ou autre structure loué qui en change substantiellement la nature.

Toutefois, dans le cas d'un bien qui n'est pas inclus dans les catégories 31 ou 32 de l'annexe B et qui a été acquis d'un ex-locataire avant 1976, le premier alinéa doit se lire sans tenir compte des mots « ou un ex-locataire ».

**130R15.** La proportion de la partie du coût en capital visée dans l'article 130R13 est la moindre des proportions suivantes :

- a) 1/5 ; ou
- b) celle qui est représentée par le rapport entre le chiffre 1 et le nombre de périodes de 12 mois, sans excéder 40, qui existent entre le début de l'année d'imposition au cours de laquelle ce coût en capital a été engagé et le jour où le bail doit prendre fin.

**130R16.** Un élément du coût en capital d'une tenure à bail qui a été engagé avant l'année d'imposition dans laquelle la tenure a été acquise est réputé avoir été engagé dans l'année d'imposition au cours de laquelle la tenure a été acquise.

**130R17.** Lorsque le bail donne droit au locataire de le renouveler après son expiration et que celle-ci survient après la fin de l'année d'imposition pendant laquelle le coût en capital a été engagé, ce bail est réputé prendre fin à l'expiration du terme suivant celui pendant lequel le coût en capital a été engagé.

**130R18.** La proportion de la partie du coût en capital d'une tenure à bail particulière, engagée dans une année d'imposition, ne doit pas dépasser le montant qui reste après avoir soustrait l'ensemble des montants admissibles en déduction et réclamés à ce titre, au cours des années antérieures, à l'égard de cette partie du coût en capital.

**130R19.** Lorsque le total de l'ensemble visé dans l'article 130R18 et du produit de l'aliénation d'une partie ou de la totalité d'une tenure à bail particulière égale ou excède, à la fin d'une année d'imposition, le coût en capital de la tenure, la proportion visée dans cet article est réputée être nulle pour chaque année subséquente.

**130R20.** Lorsque la partie non amortie du coût en capital des biens de la catégorie 13 de l'annexe B est nulle à la fin d'une année d'imposition, la proportion de toute partie du coût en capital est réputée être nulle pour chaque année subséquente.

**130R21.** Lorsque le contribuable a une tenure à bail, la mention dans l'annexe B d'un bien qui est un édifice ou autre structure comprend cette tenure à bail dans la mesure où il l'a acquise en raison du fait qu'il a procédé à une opération visée dans les paragraphes a, b ou c de l'article

130R14, ou l'a acquise après 1975 ou, dans le cas d'un bien compris dans les catégories 31 ou 32 de cette annexe, après le 18 novembre 1974, d'un ex-locataire qui l'avait lui-même acquise en raison du fait que lui ou un locataire antérieur avait procédé à une telle opération.

**130R22.** Aux fins de la présente section, lorsqu'un élément du coût en capital a été encouru avant le commencement de l'année d'imposition 1949 du contribuable, il faut ajouter au coût en capital de chaque élément le montant qui a été alloué à cet égard à titre de dépréciation en vertu de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu (S.R.C., 1927, c. 97) et qui a été déduit du coût initial pour obtenir le coût en capital de l'élément.

#### SECTION IV

##### BREVETS, CONCESSIONS ET PERMIS

**130R23.** À l'égard des biens de la catégorie 14 de l'annexe B, le contribuable peut déduire un montant ne dépassant pas le moindre :

- a) de l'ensemble des montants obtenus en répartissant son coût en capital de chaque bien sur la durée utile restant au bien quand le coût est engagé ; ou
- b) de la partie non amortie de son coût en capital des biens de cette catégorie, avant toute déduction en vertu du présent article, à la fin de l'année d'imposition.

**130R24.** Lorsque le coût d'un brevet est établi en partie ou en totalité d'après l'usage qui en est fait, un contribuable peut, en calculant le revenu qu'il a tiré d'une entreprise ou de biens, selon le cas, dans une année d'imposition, déduire au lieu du montant prévu par l'article 130R23 le montant qu'il peut réclamer à l'égard des biens de la catégorie 14 de l'annexe B sans dépasser le moindre :

- a) de l'ensemble de la partie du coût en capital établie d'après l'usage qui est fait du brevet dans l'année et du montant qui serait calculé en vertu du paragraphe a de cet article 130R23 si le coût en capital du brevet ne comprenait pas les montants établis d'après l'usage fait du brevet durant cette année-là et les années antérieures ; ou
- b) de la partie non amortie de son coût en capital, à la fin de l'année d'imposition, des biens de la catégorie, avant toute déduction en vertu du présent article pour l'année d'imposition.

#### SECTION V

##### BIENS UTILISÉS DANS UNE CONCESSION FORESTIÈRE

**130R25.** À l'égard des biens de la catégorie 15 de l'annexe B, le contribuable peut déduire le moindre d'un



montant calculé selon un taux au mètre cube de bois coupé au cours de l'année d'imposition ou de la partie non amortie de son coût en capital des biens de cette catégorie à la fin de cette année avant toute déduction en vertu de la présente section.

**130R26.** Le taux visé dans l'article 130R25 est, lorsque tous les biens de la catégorie sont utilisés dans une concession forestière, le quotient résultant de la division de la partie non amortie du coût en capital, pour le contribuable, des biens à la fin de l'année d'imposition en cause avant toute déduction en vertu du présent titre, par le nombre de mètres cubes de bois dans cette concession, établi en déduisant de la quantité indiquée par la dernière expertise réaliste la quantité coupée depuis cette expertise jusqu'au début de l'année.

**130R27.** Si seulement une partie des biens de cette catégorie est utilisée dans une concession forestière et qu'une autre partie de ces biens est utilisée dans une autre concession, le taux doit être calculé comme si chaque telle partie des biens constituait une catégorie distincte.

**130R28.** Aux fins de la présente section, le coût en capital comprend un montant dépensé par le contribuable en vue d'améliorations apportées à un cours d'eau afin de faciliter l'enlèvement du bois d'une concession forestière.

## SECTION VI BIENS SERVANT À COMBATTRE LA POLLUTION

**130R29.** À l'égard des biens mentionnés dans les catégories 24 ou 27 de l'annexe B, et acquis dans une année d'imposition particulière, un contribuable peut déduire pour l'année un montant ne dépassant pas le moindre de 50% du coût en capital des biens de chaque catégorie ou l'excédent de ce coût sur l'ensemble des montants déduits à ce titre pour les années d'imposition antérieures.

**130R30.** Les montants admissibles en déduction en vertu de l'article 130R29 à l'égard des biens acquis dans chacune des années d'imposition particulières ne peuvent dépasser dans l'ensemble la partie non amortie du coût en capital, pour le contribuable, des biens de chacune des catégories y visées à la fin de l'année d'imposition, avant toute déduction en vertu de la présente section.

## SECTION VII ENTREPOSAGE DU GRAIN

**130R31.** Un contribuable peut déduire à titre d'amortissement supplémentaire le montant prévu par l'article 130R33 à l'égard de biens qui sont :

a) un élévateur à grain situé dans la partie du Canada définie comme division de l'est dans l'article 2 de la Loi sur les grains du Canada (S.R.C., 1970, c. G-16) dont l'utilisation principale :

i. consiste à recevoir du grain directement des producteurs soit pour stockage, soit pour expédition, soit pour l'un et l'autre ;

ii. consiste à recevoir et à stocker du grain en vue de le transformer sur place en d'autres produits ; ou

iii. a été certifiée ou reconnue par le ministre comme consistant à recevoir le grain qui n'a pas été officiellement inspecté ou pesé ;

b) une addition à un élévateur à grain mentionné dans le paragraphe a ;

c) de la machinerie fixe montée dans un élévateur à grain et à l'égard duquel, ou à l'égard d'une addition pour laquelle un montant supplémentaire a été ou peut être réclamé en vertu du présent article ;

d) de la machinerie fixe destinée au séchage du grain et montée dans un élévateur à grain mentionné dans le paragraphe a ;

e) de la machinerie destinée au séchage du grain sur une ferme ; ou

f) un édifice ou autre structure destiné au stockage du grain sur une ferme.

**130R32.** Les biens visés dans l'article 130R31 doivent avoir été acquis par le contribuable dans l'année d'imposition ou dans l'une des 3 années d'imposition précédentes, après le 1<sup>er</sup> avril 1972 mais avant le 1<sup>er</sup> août 1974, et ils ne doivent pas avoir été utilisés à quelque fin que ce soit avant leur acquisition par le contribuable.

**130R33.** L'amortissement supplémentaire prévu par l'article 130R31 ne doit pas excéder le moindre des montants suivants :

a) lorsque les biens sont compris dans la catégorie 3 de l'annexe B, 22% de leur coût en capital ; lorsque les biens sont compris dans la catégorie 6 de cette annexe, 20% de leur coût en capital ; ou, lorsque les biens sont compris dans la catégorie 8 de cette annexe :

i. 14% de leur coût en capital dans le cas de biens mentionnés dans les paragraphes c, d ou f de l'article 130R31 ; et

ii. 14% de leur coût en capital ou de 15 000 \$, si ce dernier montant est inférieur, dans le cas de biens décrits dans le paragraphe e de l'article 130R31 ; ou

b) la partie non amortie du coût en capital pour le contribuable, à la fin de l'année d'imposition, avant toute déduction en vertu de la présente section pour l'année à l'égard des biens de la catégorie.

## SECTION VIII NAVIRES

**130R34.** Un contribuable peut déduire le montant prévu par l'article 130R35 concernant un navire qui a reçu l'attestation ou la reconnaissance du ministre comme le prévoit l'article 130R86, à l'égard de frais de conversion, ou concernant un bien qui a été constitué en catégorie en vertu du paragraphe 2 de l'article 24 du chapitre 91 des Statuts du Canada de 1966-1967.

**130R35.** La déduction prévue par l'article 130R34 ne doit pas excéder le moindre :

a) de 33 1/3% du coût en capital du navire ou du bien pour le contribuable ; ou

b) de la partie non amortie de son coût en capital du navire ou du bien de la catégorie à la fin de l'année d'imposition, avant toute déduction en vertu de la présente section pour l'année.

## SECTION IX NAVIRES DE FORAGE DES FONDS SOUS-MARINS

**130R36.** Un contribuable peut déduire à titre d'amortissement supplémentaire à l'égard des biens pour lesquels l'article 130R87 prescrit une catégorie distincte un montant ne dépassant pas 15% de la partie non amortie du coût en capital, pour lui, des biens de cette catégorie à la fin de l'année d'imposition, avant toute déduction en vertu de l'article 130R3 et du présent article pour l'année.

## SECTION X VAISSEAUX DE PÊCHE

**130R37.** Un contribuable peut déduire à titre d'amortissement supplémentaire à l'égard de biens de la catégorie prescrite par l'article 130R85 un montant n'excédant pas le moindre :

a) du montant par lequel l'amortissement qui aurait pu être pris sur les biens, si les décrets mentionnés dans cet article s'appliquaient à l'année d'imposition, dépasse le montant alloué en vertu de l'article 130R6 à l'égard des biens ; ou

b) de la partie non amortie de son coût en capital des biens de la catégorie à la fin de l'année d'imposition, avant toute déduction en vertu du présent article pour l'année.

## SECTION XI MINES

**130R38.** Un contribuable peut déduire à titre d'amortissement supplémentaire à l'égard de biens acquis dans le but de tirer un revenu d'une seule mine ou de lui faire produire un revenu et pour lesquels l'article 130R90 prescrit une catégorie distincte, un montant ne dépassant pas le moins élevé des deux montants suivants :

a) son revenu pour l'année, tiré de la mine, déterminé avant toute déduction en vertu du présent article, de l'article 130R39, des articles 145 et 360 à 418 de la Loi ou des articles 85 à 98 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (L.Q., 1972, c. 24) ; ou

b) la partie non amortie de son coût en capital des biens de cette catégorie à la fin de l'année d'imposition, avant toute déduction en vertu de la présente section pour l'année.

**130R39.** Un contribuable peut aussi déduire à titre d'amortissement supplémentaire à l'égard de biens acquis dans le but de tirer un revenu de plus d'une mine ou de faire produire un revenu à plus d'une mine et pour lesquels l'article 130R91 prescrit une catégorie distincte, un montant ne dépassant pas le moins élevé des 2 montants suivants :

a) son revenu pour l'année, tiré des mines, déterminé avant toute déduction en vertu du présent article, des articles 145 et 360 à 418 de la Loi ou des articles 85 à 98 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (L.Q., 1972, c. 24) ; ou

b) la partie non amortie de son coût en capital des biens de cette catégorie à la fin de l'année d'imposition, avant toute déduction en vertu de la présente section pour l'année.

**130R40.** Lorsque, en vertu d'un choix fait par une corporation conformément à l'article 93 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (L.Q., 1972, c. 24), le revenu provenant de l'exploitation d'une mine pendant une certaine période dite « période d'exonération » n'est pas inclus dans le calcul du revenu de la corporation, les articles 130R38 et 130R39 ne s'appliquent pas à l'égard des biens d'une catégorie prescrite acquis par la corporation avant la fin de la période d'exonération dans le but de tirer un revenu de la mine ou de lui faire produire un revenu, à moins que la corporation n'ait, de la manière indiquée dans l'article 130R41, fait un choix en vertu du sous-paragraphe vi du paragraphe e de l'article 93 de la Loi à l'égard de biens de cette catégorie et à l'égard de son année d'imposition dans laquelle s'est terminée la période d'exo-

nération à l'égard de la mine et toutes les années d'imposition subséquentes.

D. 1981-80, a. 130R40 ; 1983-80, a. 6.

**103R41.** Tout choix en vertu du sous-paragraphe vi du paragraphe e de l'article 93 de la Loi à l'égard de biens d'une catégorie prescrite acquis par une corporation dans le but de tirer un revenu d'une mine ou de faire produire un revenu à cette mine doit être fait en adressant au ministre, au plus tard à la date à laquelle ou avant laquelle la corporation est tenue de produire une déclaration fiscale conformément à l'article 1000 de la Loi pour son année d'imposition dans laquelle s'est terminée la période d'exonération à l'égard de la mine, l'un des documents suivants en double exemplaire :

a) lorsque les administrateurs de la corporation sont légalement habilités à administrer les affaires de la corporation, une copie certifiée conforme de la résolution autorisant à faire le choix à l'égard de cette catégorie ; et

b) lorsque les administrateurs de la corporation ne sont pas légalement habilités à administrer les affaires de la corporation, une copie certifiée conforme de l'autorisation de faire le choix à l'égard de cette catégorie par la personne ou les personnes légalement habilitées à administrer les affaires de la corporation.

**130R42.** Aux fins du présent titre et de l'annexe B, lorsqu'un contribuable doit, en vertu d'un contrat, payer à Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province ou à une municipalité canadienne un montant à l'égard de frais engagés ou devant être engagés par le bénéficiaire de ce montant pour l'acquisition de biens qui seraient compris dans la catégorie 10 de l'annexe B en vertu du sous-paragraphe f du paragraphe 2 de cette catégorie si le contribuable les avait acquis, le contribuable est réputé avoir acquis des biens décrits dans ce sous-paragraphe, au dernier en date du jour où ce montant est payé ou du jour où ces frais sont engagés, à un coût en capital égal à la partie de ce montant qui peut raisonnablement être attribuée à ces frais.

## SECTION XII BIENS LOCATIFS

**130R43.** L'ensemble des déductions qu'un contribuable peut réclamer à titre d'amortissement du coût en capital de biens à l'égard de biens locatifs dont il est propriétaire et qu'il utilise principalement aux fins de gagner ou de produire un revenu brut qui constitue un loyer, ne peut dépasser l'excédent de l'ensemble de chaque revenu provenant de la location de tels biens sur l'ensemble de chaque perte en découlant.

**130R44.** Le revenu ou la perte visés dans l'article 130R43 comprennent le revenu ou la perte attribuables à la location, à bail ou non, d'un bien locatif dont le contribuable est propriétaire, calculé en faisant abstraction du paragraphe a de l'article 130 de la Loi. Ils comprennent aussi un tel revenu ou une telle perte d'une société à laquelle appartient le contribuable, dans la mesure de la participation du contribuable à ce revenu ou à cette perte.

**130R45.** L'article 130R43 ne s'applique pas à l'égard d'une année d'imposition d'un contribuable qui était, durant toute l'année :

a) une corporation d'assurance sur la vie ou une corporation dont l'entreprise principale était la location à bail ou non, l'exploitation, la vente ou toute combinaison de ces activités, de biens immeubles dont elle est propriétaire ; ou

b) une société dont chaque membre était une corporation décrite dans le paragraphe a.

**130R46.** Les biens locatifs visés dans l'article 130R43 désignent un édifice qui n'est pas compris dans les catégories 31 ou 32 de l'annexe B et dont le contribuable ou la société sont propriétaires, conjointement avec une autre personne ou autrement, et une tenure à bail sur des biens compris dans les catégories 3, 6 ou 13 de l'annexe B.

Ils n'incluent pas toutefois un bien donné à bail à un locataire par le contribuable ou la société, dans le cours ordinaire de l'entreprise du contribuable ou de la société consistant à vendre des marchandises ou à rendre des services, en vertu d'un contrat par lequel le locataire s'engage à utiliser le bien pour exercer son activité de vente ou de promotion des ventes de marchandises ou de services fournis par le contribuable ou la société.

## SECTION XIII BIENS DES CATÉGORIES 29 OU 34

**130R47.** Un contribuable peut déduire, à l'égard de biens compris dans les catégories 29 ou 34 de l'annexe B, un montant ne dépassant pas :

a) 50% du moindre :

i. du coût en capital des biens de ces catégories 29 ou 34, selon le cas, acquis dans l'année d'imposition ; ou

ii. de la partie non amortie du coût en capital, pour le contribuable, des biens de ces catégories 29 ou 34, selon le cas, à la fin de l'année d'imposition, avant toute déduction en vertu du présent article pour l'année ; et

b) l'excédent du montant déterminé en vertu du sous-paragraphe ii du paragraphe a à l'égard de ces catégories 29 ou 34, selon le cas, sur celui déterminé en vertu du sous-

paragraphe i de ce paragraphe à l'égard de la même catégorie.

#### SECTION XIV BIENS SOUS PRÊT-BAIL

**130R48.** L'ensemble des déductions qu'un contribuable peut réclamer à titre d'amortissement du coût en capital de biens à l'égard de biens sous prêt-bail dont il est propriétaire et qu'il utilise principalement aux fins de gagner ou de produire un revenu brut qui est un loyer, une redevance ou un revenu de location, ne peut dépasser l'excédent de l'ensemble de chaque revenu provenant de la location de tels biens ou de biens qui seraient de tels biens si ce n'était des articles 130R52 à 130R54 ou provenant de redevances tirées de tels biens sur l'ensemble de chaque perte en découlant.

**130R49.** Le revenu ou la perte visés dans l'article 130R48 comprennent le revenu ou la perte attribuables à la location, à bail ou non, d'un bien sous prêt-bail ou d'un bien qui serait un tel bien si ce n'était des articles 130R52 à 130R54, dont le contribuable est propriétaire, ou attribuables à une redevance tirée d'un tel bien, calculés en faisant abstraction du paragraphe a de l'article 130 de la Loi. Ils comprennent aussi un tel revenu ou une telle perte d'une société dont le contribuable est membre, dans la mesure de la participation du contribuable à ce revenu ou à cette perte.

**130R50.** L'article 130R48 ne s'applique pas à l'égard d'une année d'imposition d'un contribuable qui était, durant toute l'année :

a) une corporation dont l'entreprise principale était la location de biens sous prêt-bail ou de biens qui seraient de tels biens si ce n'était des articles 130R52 à 130R54 ou une combinaison de la location de tels biens et de la vente et de l'entretien de biens semblables à ceux ainsi loués, lorsque son revenu brut en provenant pour l'année n'a pas été inférieur à 90% de son revenu brut provenant de toutes sources pour l'année ; ou

b) une société dont chaque membre était une corporation décrite dans le paragraphe a.

**130R51.** Sous réserve de l'article 130R52 et aux fins de la présente section et des articles 130R76 à 130R99, les « bien sous prêt-bail » visés dans l'article 130R48 désignent un bien amortissable qui n'est pas un bien locatif visé dans l'article 130R43, un bien compris dans les catégories 31 ou 32 de l'annexe B, le mobilier ou le matériel situés dans un bien compris dans une telle catégorie et qui en sont des accessoires, ni un bien visé dans le paragraphe n de la catégorie 12 de cette annexe, et dont le contribuable

ou la société sont propriétaires, conjointement avec une autre personne ou autrement.

Ils n'incluent pas toutefois un bien donné à bail à un locataire par le contribuable ou la société, dans le cours ordinaire de l'entreprise du contribuable ou de la société consistant à vendre des marchandises ou à rendre des services, en vertu d'un contrat par lequel le locataire s'engage à utiliser le bien pour exercer son activité de vente ou de promotion des ventes de marchandises ou de services fournis par le contribuable ou la société.

**130R52.** Les biens sous prêt-bail visés dans l'article 130R48 ne comprennent pas :

a) un bien que le contribuable ou la société ont acquis avant le 26 mai 1976 ou étaient dans l'obligation d'acquérir en vertu d'une entente écrite conclue avant le 26 mai 1976 ;

b) un bien dont la construction, la fabrication ou la production a été commencée par le contribuable ou la société avant le 26 mai 1976 ou l'a été en vertu d'une entente écrite conclue par le contribuable ou la société avant le 26 mai 1976 ; ou

c) un bien que le contribuable ou la société ont acquis au plus tard le 31 décembre 1976 ou étaient dans l'obligation d'acquérir en vertu d'une entente écrite conclue au plus tard à cette date, si :

i. des arrangements, constatés dans un écrit, concernant l'acquisition, la construction, la fabrication ou la production du bien étaient substantiellement avancés avant le 26 mai 1976 ; et

ii. le contribuable ou la société ont démontré de bonne foi, avant le 26 mai 1976, leur intention d'acquérir le bien aux fins de gagner ou de produire un revenu brut qui est un loyer, une redevance ou un revenu de location.

**130R53.** Malgré l'article 130R51, un bien qui est acquis par un contribuable ou une société lors d'une transaction à l'égard de laquelle un choix est exercé en vertu des articles 518, 529, 614 ou 620 de la Loi, en raison d'une fusion au sens de l'article 544 de la Loi, ou à la suite de la liquidation d'une corporation canadienne à l'égard de laquelle les articles 556 à 565 de la Loi s'appliquent et qui serait par ailleurs un bien sous prêt-bail du contribuable ou de la société est réputé ne pas être un tel bien si, immédiatement avant qu'il ne soit ainsi acquis par le contribuable ou la société, il n'était pas, en raison des articles 130R52 ou 130R54, un bien sous prêt-bail du contribuable ou de la société de qui il est ainsi acquis.

**130R54.** Malgré l'article 130R51, un bien acquis par un contribuable ou une société qui est un « bien de rempla-

cement » visé dans l'article 96 de la Loi et qui serait autrement un bien sous prêt-bail du contribuable ou de la société est réputé ne pas être un tel bien, si le bien remplacé visé dans cet article 96 n'était pas, en raison des articles 130R52 ou 130R53, immédiatement avant que le contribuable ou la société ne l'aient aliéné, un tel bien.

## SECTION XV CHEMINS DE FER ET BIENS CONNEXES

**130R55.** Un contribuable peut déduire à titre d'amortissement supplémentaire à l'égard de biens pour lesquels les articles 130R95, 130R96 ou 130R97, selon le cas, prescrivent une catégorie distincte un montant ne dépassant pas respectivement 8%, 4% ou 3% de la partie non amortie du coût en capital, pour lui, des biens de cette catégorie à la fin de l'année d'imposition, avant toute déduction en vertu de l'article 130R3 et du présent article pour l'année.

**130R55.1.** Un contribuable qui est un voiturier public qui exploite un chemin de fer dont il est propriétaire peut déduire, à titre d'amortissement supplémentaire pour une année d'imposition à l'égard des biens visés dans l'article 130R55.2 et compris dans une catégorie quelconque de l'annexe B, un montant n'excédant pas le moindre de la partie non amortie du coût en capital pour lui des biens de cette catégorie à la fin de l'année, après toute déduction en vertu des articles 130R3 et 130R55 pour l'année mais avant toute déduction en vertu du présent article pour l'année, ou de 6% du coût en capital pour lui de ces biens de cette catégorie.

D. 1983-80, a. 7.

**130R55.2.** Les biens visés dans l'article 130R55.1 sont les biens de ce contribuable qui sont décrits dans l'article 130R55.3 et qui :

- a) sont situés au Canada ou ont été acquis par lui principalement pour être utilisés au Canada ;
- b) ont été acquis par lui pour ce chemin de fer, après le 10 avril 1978 et avant 1983, dans l'année d'imposition visée dans l'article 130R55.1 ou dans une des 4 années d'imposition qui précèdent immédiatement cette année ; et
- c) n'ont pas été utilisés, de quelque façon que ce soit, avant leur acquisition par le contribuable.

D. 1983-80, a. 7.

**130R55.3.** Les biens visés dans l'article 130R55.2 désignent les biens qui sont :

- a) compris dans la catégorie 1 de l'annexe B en vertu des paragraphes *h* ou *i* de cette catégorie ;

b) compris dans la catégorie 6 de l'annexe B en vertu du paragraphe *j* de cette catégorie ;

c) compris dans la catégorie 10 de l'annexe B en vertu des sous-paragraphes i, ii ou iii du sous-paragraphe *m* du paragraphe 2 de cette catégorie ;

d) compris dans la catégorie 28 de l'annexe B en vertu du sous-paragraphe ii du paragraphe *d* du premier alinéa de cette catégorie, à l'exclusion d'un bien visé dans le sous-paragraphe iv du sous-paragraphe *m* du paragraphe 2 de la catégorie 10 ;

e) compris dans la catégorie 35 de l'annexe B ;

f) constitués par un pont, un ponceau, un passage souterrain ou un tunnel servant à une voie et à un remblai de chemin de fer et compris dans la catégorie 1 de l'annexe B ;

g) constitués par un chevalet servant à une voie et à un remblai de chemin de fer et compris dans la catégorie 3 de l'annexe B ;

h) constitués par de la machinerie ou du matériel compris dans la catégorie 8 de l'annexe B et servant à une voie et à un remblai de chemin de fer ou à un bien constitué par du matériel de contrôle du trafic ferroviaire ou de signalisation ferroviaire, y compris le matériel d'aiguillage, de signalisation de tronçon, d'enclenchement, de protection des passages à niveau, de détection, de contrôle de la vitesse ou de retardement, mais non les biens qui sont constitués principalement par du matériel électronique ou le logiciel de système y afférent ; ou

i) constitués par de la machinerie ou du matériel compris dans la catégorie 8 de l'annexe B et qui sont acquis principalement aux fins de l'entretien ou du service d'une locomotive ou voiture de chemin de fer ou qui sont utilisés comme partie de celle-ci.

D. 1983-80, a. 7.

## SECTION XVI FILMS CINÉMATOGRAPHIQUES ET BANDES MAGNÉTOSCOPIQUES PORTANT VISA

**130R55.4.** L'amortissement qu'un contribuable peut réclamer pour une année d'imposition donnée à l'égard des biens de la catégorie 12 de l'annexe B, lorsqu'il a acquis après son année d'imposition 1977 et avant 1979 un bien de cette catégorie qui est un long métrage portant visa, une production de court métrage portant visa ou une production de long métrage portant visa dont les principaux travaux de prises de vues ou d'enregistrement sont complétés après l'année donnée et avant le 2 mars 1979, ne peut dépasser le montant qui serait par ailleurs calculé en vertu de l'article 130R3 à l'égard des biens de cette catégo-

rie pour l'année donnée si le coût en capital du bien pour le contribuable était diminué d'un montant égal à l'excédent du coût en capital pour lui de ce bien à la fin de l'année donnée sur le montant qui peut raisonnablement être considéré comme étant la part proportionnelle du contribuable des frais de production engagés à l'égard du bien avant le 2 mars 1979.

D. 1983-80, a. 7.

**103R55.5.** L'amortissement qu'un contribuable peut réclamer pour une année d'imposition donnée à l'égard des biens de la catégorie 12 de l'annexe B, lorsqu'il a acquis après 1978 un bien de cette catégorie qui est un long métrage portant visa, une production de court métrage portant visa ou une production de long métrage portant visa, ne peut dépasser le montant qui serait par ailleurs calculé en vertu de l'article 130R3 à l'égard des biens de cette catégorie pour l'année donnée si le coût en capital du bien pour le contribuable était diminué du montant prévu par l'article 130R55.6.

D. 1983-80, a. 7.

**130R55.6.** Le montant visé dans l'article 130R55.5 est égal à l'ensemble des montants suivants :

a) lorsque les principaux travaux de prises de vues ou d'enregistrement du bien y visé ne sont complétés que dans les 60 jours qui suivent immédiatement la fin de l'année donnée y visée, le montant de l'excédent du coût en capital pour le contribuable du bien à la fin de cette année sur l'ensemble des montants calculés en vertu des paragraphes c, d et e à l'égard du bien à la fin de cette année et du montant qui peut raisonnablement être considéré comme étant la part proportionnelle du contribuable des frais de production engagés à l'égard du bien avant la fin de cette année ;

b) lorsque les principaux travaux de prises de vues ou d'enregistrement du bien y visé ne sont pas complétés avant l'expiration des 60 jours qui suivent immédiatement la fin de l'année donnée y visée, le montant de l'excédent du coût en capital pour le contribuable du bien à la fin de cette année sur l'ensemble des montants calculés en vertu des paragraphes c, d et e à l'égard du bien à la fin de cette année et du montant qui peut être considéré comme étant la part proportionnelle du contribuable du moindre des frais de production engagés à l'égard du bien avant la fin de cette année ou de la proportion des frais de production engagés à l'égard du bien avant le moment où les principaux travaux de prises de vues ou d'enregistrement du bien sont complétés, représentée par le rapport, certifié par le secrétaire d'État du Canada ou par le ministre des Communications du Canada, entre la partie de ces travaux qui

est complétée à la fin de cette année et la totalité de ces travaux ;

c) lorsqu'une garantie de recettes est accordée à l'égard du bien y visé à un moment quelconque avant le dernier en date du jour où les principaux travaux de prises de vues et d'enregistrement du bien sont complétés ou du jour où le contribuable a acquis le bien et que, en raison de cette garantie, il peut raisonnablement être considéré comme certain, eu égard à toutes les circonstances, que le contribuable touchera des recettes selon les modalités de cette garantie, le montant qui peut raisonnablement être considéré comme étant la partie de ces recettes qu'il n'a pas incluse dans le calcul de son revenu pour l'année donnée y visée ou pour une année d'imposition antérieure ;

d) lorsqu'une garantie de recettes est accordée à un moment quelconque à l'égard du bien y visé, autre qu'une garantie à l'égard de laquelle le paragraphe c s'applique, et que le contribuable et la personne qui convient de fournir les recettes selon les modalités de cette garantie ont un lien de dépendance entre eux, que la personne de qui le contribuable a acquis le bien et la personne qui convient de fournir les recettes selon les modalités de cette garantie ont un lien de dépendance entre elles ou que la personne de qui le contribuable a acquis le bien ou une personne qui a un lien de dépendance avec elle s'engage, de quelque façon que ce soit, à remplir, en totalité ou en partie, les obligations de la personne qui convient de fournir les recettes, le montant qui peut raisonnablement être considéré comme étant la partie des recettes que le contribuable doit recevoir selon les modalités de cette garantie, qui n'a pas été incluse dans le calcul de son revenu pour l'année y visée ou pour une année d'imposition antérieure ; et

e) lorsqu'une garantie de recettes est accordée à un moment quelconque à l'égard du bien y visé, autre qu'une garantie à l'égard de laquelle les paragraphes c ou d s'appliquent, le montant qui peut raisonnablement être considéré comme étant la partie des recettes que le contribuable doit recevoir selon les modalités de cette garantie, qui ne lui est due qu'après la quatrième année suivant le premier jour où la personne qui convient de fournir les recettes selon les modalités de cette garantie a droit d'utiliser le bien et qui n'a pas été incluse dans le calcul du revenu du contribuable pour l'année donnée y visée ou pour une année d'imposition antérieure.

D. 1983-80, a. 7 ; 1535-81, a. 4.

## CHAPITRE IV RÈGLES RELATIVES AUX CATÉGORIES DE BIENS

### SECTION I CHOIX DU CONTRIBUABLE

**130R56.** À l'égard des biens autrement compris dans les catégories 2 à 12 de l'annexe B, un contribuable peut choisir d'inclure dans la catégorie 1 de cette annexe tous ces biens acquis aux fins de gagner ou de produire un revenu de la même entreprise.

**130R57.** Lorsque les principaux biens amortissables d'un contribuable sont compris dans les catégories 2, 4 ou 17 de l'annexe B, le contribuable peut choisir d'inclure dans ces catégories 2, 4 ou 17, selon le cas, des biens qui seraient autrement compris dans une autre catégorie de cette annexe et qui ont été acquis par lui avant le 26 mai 1976 aux fins de gagner ou de produire un revenu de la même entreprise que celle pour laquelle les biens autrement compris dans ces catégories 2, 4 ou 17 ont été acquis.

**130R58.** À l'égard de biens autrement compris dans les catégories 19 ou 21 de l'annexe B, le contribuable peut choisir d'inclure dans la catégorie 8 de cette annexe tous les biens de cette catégorie 19, ou tous les biens de cette catégorie 21, selon le cas, dont il était propriétaire au commencement de l'année.

**130R59.** Lorsqu'un contribuable acquiert, après le 25 mai 1976, la totalité ou une partie d'un bien compris dans une catégorie donnée de l'annexe B et que le bien ou la partie du bien aurait été un bien compris dans une catégorie différente de cette annexe s'il avait été acquis avant le 26 mai 1976, le contribuable peut choisir de transférer, dans l'année de l'acquisition :

- a) le bien ou la partie du bien, de la catégorie donnée à la catégorie différente ; ou
- b) la partie du bien acquise avant le 26 mai 1976, de la catégorie différente à la catégorie donnée.

Le choix visé dans le premier alinéa doit être exercé, dans une lettre du contribuable à cet effet annexée à sa déclaration fiscale, au plus tard le dernier jour auquel il doit produire cette déclaration pour l'année d'imposition de l'acquisition ou pour celle qui suit aux termes de l'article 1000 de la Loi.

**130R60.** L'article 130R59 ne s'applique que :

- a) si le contribuable était dans l'obligation d'acquérir le bien en vertu d'une entente écrite conclue avant le 26 mai 1976 ;

- b) si le contribuable a commencé la construction, la fabrication ou la production du bien avant le 26 mai 1976 ou si la construction, la fabrication ou la production du bien a été commencée en vertu d'une entente écrite conclue par le contribuable avant le 26 mai 1976 ; ou

- c) si le contribuable a acquis le bien au plus tard le 31 décembre 1976 ou était dans l'obligation de l'acquérir en vertu d'une entente écrite conclue au plus tard à cette date, si :

- i. des arrangements, constatés dans un écrit, concernant l'acquisition, la construction, la fabrication ou la production du bien étaient substantiellement avancés avant le 26 mai 1976 ; et
- ii. le contribuable avait démontré de bonne foi, avant le 26 mai 1976, son intention d'acquérir le bien.

**130R61.** Un contribuable visé dans l'article 130R62 peut choisir de transférer le bien aliéné mentionné dans le paragraphe a de cet article, immédiatement avant son aliénation, de la catégorie visée dans ce paragraphe a à celle qui est visée dans le paragraphe b de cet article.

Le choix visé dans le premier alinéa doit être exercé, dans une lettre du contribuable à cet effet annexée à sa déclaration fiscale, au plus tard le dernier jour auquel il doit produire cette déclaration, aux termes de l'article 1000 de la Loi, pour l'année d'imposition de l'aliénation du bien mentionné dans le paragraphe a de l'article 130R62.

**130R62.** Le contribuable qui peut exercer le choix visé dans l'article 130R61 est celui qui :

- a) a aliéné un bien compris dans une catégorie de l'annexe B dont le produit de l'aliénation excède ce qui était, immédiatement avant l'aliénation, la partie non amortie du coût en capital pour lui des biens de cette catégorie et qui aurait été un bien compris dans la catégorie visée dans le paragraphe b si le contribuable l'avait acquis après le 25 mai 1976 ; et

- b) a acquis, après le 25 mai 1976, un bien compris dans une catégorie de l'annexe B qui est une catégorie autre que celle qui est visée dans le paragraphe a ou autre qu'une catégorie distincte visée dans les articles 130R76 à 130R99 et qui aurait été un bien compris dans la catégorie visée dans le paragraphe a si le contribuable l'avait acquis avant le 26 mai 1976.

**130R63.** Pour s'appliquer à une année d'imposition, un choix en vertu des articles 130R56 à 130R58 doit être exercé dans une lettre à cet effet annexée à sa déclaration fiscale au plus tard le dernier jour auquel le contribuable peut produire cette déclaration pour l'année d'imposition aux termes de l'article 1000 de la Loi.

**130R64.** Un choix exercé en vertu de la présente section entre en vigueur à compter du premier jour de l'année d'imposition visée dans le choix et continue de valoir pour toutes les années subséquentes.

## SECTION II

### INSTALLATION ÉLECTRIQUE UTILISÉE POUR L'EXPLOITATION MINIÈRE

**130R65.** Le matériel et l'installation de génératrice ou de distribution, y compris les structures, d'un producteur ou distributeur d'énergie électrique doivent être inclus dans la catégorie 10 de l'annexe B lorsqu'ils ont été acquis dans le dessein de fournir de l'énergie électrique à un consommateur, si ce dernier doit l'utiliser dans l'exploitation au Canada d'une mine, d'un atelier de préparation mécanique de minerai, d'une fonderie, d'une affinerie ou de toute combinaison de ces entreprises et si 80% au moins de l'énergie électrique produite ou débitée par le producteur ou distributeur pour ses 2 premières années d'imposition dans lesquelles il a vendu de l'énergie électrique a été ainsi vendue au consommateur.

**130R66.** L'article 130R65 s'applique également lorsqu'un contribuable a fait l'acquisition de matériel et d'installation de génératrice ou de distribution, y compris les structures, dans le dessein de se pourvoir d'énergie électrique pour sa propre consommation dans l'exploitation d'une mine, d'un atelier de préparation mécanique de minerai, d'une fonderie, d'une affinerie ou de toute combinaison de ces entreprises et que 80% au moins de l'énergie électrique produite a été ainsi utilisée dans les 2 premières années d'imposition dans lesquelles il a ainsi produit de l'énergie électrique.

**130R67.** Les articles 130R65 et 130R66 doivent se lire sans tenir compte de l'expression « d'une affinerie » lorsque le bien y visé a été acquis avant le 8 novembre 1969.

**130R68.** Malgré les articles 130R65 et 130R66, lorsqu'un contribuable a acquis, après le 7 novembre 1969, un bien y visé d'une personne avec laquelle il avait un lien de dépendance, ce bien ne doit être inclus dans la catégorie 10 de l'annexe B que si la personne de qui il l'avait acquis l'avait elle-même inclus dans cette catégorie en vertu des paragraphes 8 et 9 de l'article 1102 des règlements adoptés en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148) tels qu'ils s'appliquaient avant le 8 novembre 1969 pour les fins des anciennes lois au sens de l'article 1 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-4).

## SECTION III

### CHEMINS DE FER

**130R69.** Aux fins de l'article 221 de la Loi, lorsqu'un contribuable est réputé avoir acquis des biens amortissables d'une catégorie prescrite au moment où il a engagé une dépense en vue de réparer, de remplacer, de modifier ou de rénover des biens visés dans cet article :

- a) si cette dépense a été engagée avant le 26 mai 1976, la catégorie prescrite est la catégorie 4 de l'annexe B ; et
- b) si cette dépense a été engagée après le 25 mai 1976, la catégorie prescrite est la catégorie de l'annexe B dans laquelle les biens amortissables qui ont été réparés, modifiés ou rénovés seraient compris si ces biens avaient été acquis au moment où cette dépense a été engagée.

## SECTION IV

### BIENS ACQUIS PAR SUITE D'UN TRANSFERT, D'UNE FUSION OU D'UNE LIQUIDATION

**130R70.** Sous réserve de l'article 130R71 et aux fins du présent titre et de l'annexe B, lorsqu'un contribuable acquiert un bien qui, immédiatement avant cette acquisition, était compris dans une catégorie prescrite ou une catégorie prescrite distincte de la personne de qui le bien est acquis, ce bien est réputé être compris dans la même catégorie prescrite ou la même catégorie prescrite distincte, selon le cas, du contribuable.

**130R71.** L'article 130R70 ne s'applique que si le contribuable acquiert le bien y visé :

- a) lors d'une transaction à l'égard de laquelle un choix est exercé en vertu des articles 518, 529, 614 ou 620 de la Loi ;
- b) en raison d'une fusion au sens de l'article 544 de la Loi ;
- c) à la suite de la liquidation d'une corporation canadienne à l'égard de laquelle les articles 556 à 565 de la Loi s'appliquent ;
- d) d'une personne avec laquelle il a un lien de dépendance au moment de l'acquisition ; ou
- e) pour le louer à la personne de qui il l'acquiert ou à une autre personne qui, au moment de l'acquisition, a un lien de dépendance avec la personne de qui il l'acquiert.

**130R72.** Aux fins du présent titre et de l'annexe B, lorsqu'un contribuable acquiert, après le 25 mai 1976, un bien compris dans une catégorie donnée de cette annexe dont le contribuable ou une personne avec laquelle il a un lien de dépendance au moment de l'acquisition a déjà été propriétaire à un moment donné avant le 26 mai 1976 et



qu'à ce moment donné, le bien était compris dans une catégorie différente de cette annexe, le bien est réputé être compris dans cette catégorie différente et non dans cette catégorie donnée.

## SECTION V

### ENTREPRISES DE FABRICATION ET DE TRANSFORMATION

**130R73.** Aux fins de l'application du paragraphe e de l'article 99 de la Loi, les biens prescrits sont constitués par un édifice compris dans les catégories 3 ou 6 de l'annexe B et les machines et le matériel compris dans la catégorie 8 de cette annexe.

Ces biens ne comprennent pas toutefois les biens acquis pour utilisation hors du Canada ou les biens qui peuvent raisonnablement être considérés comme ayant été acquis en vue de la production de charbon provenant d'une mine de charbon ou de pétrole, de gaz, de métaux ou de minéraux industriels provenant d'une ressource mentionnée dans l'article 360R3.

**130R74.** Aux mêmes fins, une entreprise exploitée par le contribuable est considérée comme entreprise de fabrication ou de transformation si, pour l'exercice financier au cours duquel les biens ont été acquis, ou pour l'exercice financier au cours duquel un chiffre d'affaires raisonnable a été enregistré pour la première fois, en prenant celui de ces 2 exercices qui survient en dernier, le revenu du contribuable provenant de la fabrication ou transformation, dans le cours de l'exploitation de l'entreprise, était égal au moins aux 2/3 du revenu de l'entreprise pour la période.

Aux fins du présent article, le revenu de fabrication ou transformation comprend le revenu provenant :

- a) de la vente de marchandises transformées ou fabriquées par le contribuable au Canada ;
- b) de la location à bail ou de la location de marchandises transformées ou fabriquées par le contribuable au Canada ;
- c) d'annonces dans un journal ou un magazine produits par le contribuable au Canada ; et
- d) de l'exécution de travaux de construction par le contribuable au Canada.

**130R75.** Aux fins de l'article 130R74, l'expression « revenu » désigne le revenu brut moins :

- a) les montants versés ou crédités au cours de la période aux clients de l'entreprise, à même ce revenu, à titre de boni, rabais ou escompte, ou à l'égard de marchandises retournées ou endommagées ; et

- b) les montants y inclus en vertu des articles 93 à 104 ou 186 de la Loi.

## SECTION VI

### RAJOUTS ET MODIFICATIONS

**130R75.1.** Aux fins du présent titre et de l'annexe B, lorsqu'un contribuable acquiert un bien qui constitue un rajout ou une modification à un autre bien compris dans une catégorie donnée de cette annexe, que ce bien aurait été compris dans cette catégorie donnée s'il avait été acquis en même temps que l'autre bien et que cet autre bien aurait été compris dans une catégorie autre que la catégorie donnée s'il avait été acquis en même temps que ce bien, celui-ci est réputé, sauf disposition contraire de ce titre ou de cette annexe, être un bien compris dans cette autre catégorie.

D. 1983-80, a. 8.

## CHAPITRE V

### CATÉGORIES DE BIENS DISTINCTES

**130R76.** Lorsque plusieurs biens d'un contribuable compris dans une même catégorie de l'annexe B ont été acquis les uns pour gagner ou produire le revenu d'une entreprise et les autres pour gagner ou produire le revenu d'une autre entreprise ou de biens, une catégorie distincte doit être créée pour chaque entreprise à l'égard de ces biens.

**130R77.** Aux fins de l'article 130R76, doivent être considérées comme distinctes une entreprise d'assurance sur la vie et une entreprise d'assurance autre que l'assurance sur la vie.

**130R78.** Abrogé par D. 3926-80, a. 2.

**130R79.** Abrogé par D. 3926-80, a. 2.

**130R80.** Les biens d'un membre d'une société qui peuvent raisonnablement être considérés comme sa participation dans un bien amortissable de la société doivent être inclus dans une catégorie distincte de celle des autres biens de ce membre appartenant à une même catégorie de l'annexe B.

**130R81.** Les biens locatifs d'un contribuable, au sens de l'article 130R46, dont le coût en capital est de 50 000 \$ ou plus doivent être inclus chacun dans une catégorie distincte de celle des autres biens du contribuable appartenant à une même catégorie de l'annexe B.

Le présent article ne s'applique toutefois pas à un bien locatif acquis par le contribuable avant 1972 ni à un bien locatif qui est un édifice, un intérêt y afférent ou une tenure

à bail acquise par le contribuable du fait qu'il a construit un édifice sur un terrain loué, si la construction de l'édifice a été commencée par lui avant 1972 ou en vertu d'une convention écrite conclue par lui avant 1972.

**130R82.** L'article 130R81 ne s'applique pas à un bien locatif :

a) qui a été acquis par le contribuable en vertu d'une transaction à l'égard de laquelle a été exercé un choix prévu par les articles 518, 529, 614 ou 620 de la Loi, à la suite de la liquidation d'une filiale canadienne à l'égard de laquelle les articles 556 à 565 de la Loi s'appliquent ou en vertu d'une fusion au sens de l'article 544 de la Loi ; et

b) qui, immédiatement avant son acquisition, était un bien locatif du cédant d'une catégorie prescrite autrement qu'en vertu de l'article 130R81.

**130R83.** Sauf dans le cas d'une corporation ou société visée dans l'article 130R45, les biens locatifs d'un contribuable autres que ceux qui doivent être inclus dans une catégorie distincte en vertu de l'article 130R81 doivent être inclus dans une catégorie distincte de celle des autres biens du contribuable appartenant à une même catégorie de l'annexe B.

**130R84.** Aux fins du présent titre, les biens d'un contribuable compris dans les catégories 31 ou 32 de l'annexe B dont le coût en capital est de 50 000 \$ ou plus doivent être inclus chacun dans une catégorie distincte de celle des autres biens du contribuable appartenant à une même catégorie de l'annexe B.

**130R85.** Lorsque des biens d'un contribuable qui seraient par ailleurs compris dans la catégorie 7 de l'annexe B sont des biens à l'égard desquels une allocation de dépréciation aurait pu être prise en vertu des Décrets du Canada C.P. 2798 du 10 avril 1942, C.P. 7580 du 26 août 1942 modifié par C.P. 3297 du 22 avril 1943, ou C.P. 3979 du 1<sup>er</sup> juin 1944, si ces décrets s'appliquaient à l'année d'imposition, une catégorie distincte doit être créée pour chaque navire, y compris le mobilier, l'agencement et le matériel qui y sont fixés.

**130R86.** Une catégorie distincte doit être créée à l'égard de chaque navire d'un contribuable, y compris le mobilier, l'agencement, le matériel de radiocommunication et tout autre matériel qui y sont fixés, à l'égard duquel le ministre certifie ou reconnaît que le navire :

- a) a été construit au Canada ;
- b) est immatriculé au Canada ; et

c) n'a été utilisé à aucune fin avant d'être acquis par le contribuable.

**130R87.** Une catégorie distincte doit être créée pour tous les navires compris dans la catégorie 7 de l'annexe B, y compris le mobilier, l'agencement, le matériel de radio-communication et tout autre matériel qui y sont fixés, acquis par un contribuable :

a) après le 25 mai 1976 et conçus principalement pour déterminer l'existence d'une nappe de pétrole ou de gaz naturel, à l'exception d'une ressource minérale, situer une telle nappe ou en déterminer l'étendue ou la qualité, ou pour forer un puits de pétrole ou de gaz ; ou

b) après le 22 mai 1979 et conçus principalement pour déterminer l'existence d'une ressource minérale, situer une telle ressource ou en déterminer l'étendue ou la qualité.

D. 1981-80, a. 130R87 ; 1983-80, a. 9.

**130R88.** Aux fins du présent titre, chaque bien d'un contribuable, qui est une concession forestière ou un droit de coupe dans une telle concession, est réputé être une catégorie distincte de biens, sauf si le bien est un bien forestier.

**130R89.** Aux fins du présent titre, lorsque le contribuable a plus d'une mine de minéral industriel à l'égard de laquelle il peut réclamer un amortissement en vertu de l'article 130R112 ou lorsqu'il a plus d'un droit d'extraire des minéraux industriels d'une telle mine, chaque telle mine et chaque tel droit sont réputés constituer une catégorie distincte.

Il en est de même lorsque le contribuable possède à la fois une telle mine et un tel droit.

**130R90.** Les biens d'un contribuable compris dans la catégorie 28 de l'annexe B qui ont été acquis dans le but de tirer ou de produire un revenu d'une mine seulement doivent être inclus dans une catégorie distincte de celle des autres biens du contribuable de la même catégorie acquis dans le but de tirer un revenu d'une autre mine ou de faire produire un revenu à cette autre mine.

**130R91.** La règle prévue par l'article 130R90 s'applique à l'égard de biens acquis dans le but de tirer ou de produire un revenu de mines particulières, lesquels biens doivent être inclus dans une catégorie distincte de celle des autres biens de la même catégorie en vue de tirer un revenu d'autres mines.

**130R92.** Lorsque, en vertu d'une convention, d'un contrat ou d'un arrangement conclu le ou après le 31 mai

1954, un contribuable était réputé avoir acquis un bien d'une catégorie distincte aux termes de la Loi de l'impôt sur les corporations (S.R.Q., 1964, c. 67) ou de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (S.R.Q., 1964, c. 69) et qu'il acquiert effectivement ce bien par la suite, celui-ci demeure inclus dans la même catégorie.

**130R93.** Aux fins du présent titre, chaque engin spatial de télécommunication compris dans la catégorie 30 de l'annexe B est réputé être une catégorie distincte de biens.

**130R94.** Aux fins du présent titre, sauf dans le cas d'une corporation ou d'une société décrite dans l'article 130R50, lorsque le contribuable a plus d'un bien décrit dans une même catégorie de l'annexe B, que l'un de ces biens est un bien sous prêt-bail et qu'un autre de ces biens est un bien qui n'est pas un bien sous prêt-bail, une catégorie distincte doit être créée pour les biens qui sont des biens sous prêt-bail et qui seraient autrement compris dans la catégorie.

**130R95.** Une catégorie distincte doit être créée pour toutes les voitures de chemin de fer comprises dans la catégorie 35 de l'annexe B dont un contribuable est propriétaire et qu'il loue ou utilise au Canada dans l'année d'imposition, sauf les voitures qui sont la propriété :

a) d'une corporation qui, à un moment quelconque de l'année, était un voiturier public qui exploitait un chemin de fer ou en était propriétaire, ou louait les voitures de chemin de fer, au moyen d'une ou plusieurs transactions entre des personnes ayant entre elles un lien de dépendance, à une corporation liée qui était, à ce moment, un voiturier public qui exploitait un chemin de fer ou en était propriétaire ; ou

b) d'une société dont l'un des membres est une corporation décrite dans le paragraphe a.

**130R96.** Une catégorie distincte doit être créée pour tous les biens compris dans la catégorie 1 de l'annexe B qu'un contribuable a acquis après le 31 mars 1977 et avant 1983 et qui sont constitués par :

a) une voie et un remblai de chemin de fer, y compris les parties constituantes, notamment les rails, le ballast, les traverses et autre matériel ;

b) un pont, un ponceau, un passage souterrain ou un tunnel servant à une voie et à un remblai de chemin de fer ; ou

c) le matériel de contrôle du trafic ferroviaire ou de signalisation ferroviaire, y compris le matériel d'aiguillage, de signalisation de tronçon d'enclenchement, de protection des passages à niveau, de détection, de contrôle de la vitesse ou de retardement, mais non les biens qui sont

constitués principalement par du matériel électronique ou le logiciel de système y afférent.

D. 3211-81, a. 1.

**130R97.** Une catégorie distincte doit être créée pour tous les biens compris dans la catégorie 3 de l'annexe B qu'un contribuable a acquis après le 31 mars 1977 et avant 1983 et qui sont constitués par les chevalets servant à une voie et à un remblai de chemin de fer.

D. 3211-81, a. 2.

**130R98.** Une catégorie distincte doit être créée pour chaque automobile dont un particulier est propriétaire et qu'il utilise en partie pour gagner un revenu provenant d'une entreprise ou de biens et en partie pour son usage personnel, autre qu'une automobile utilisée en vertu d'un permis pour le transport de passagers contre rémunération.

D. 1981-80, a. 130R98 ; 1983-80, a. 10.

**130R99.** Un renvoi dans le présent titre à une catégorie mentionnée dans l'annexe B comprend un renvoi aux catégories distinctes correspondantes qui sont établies par le présent chapitre.

## CHAPITRE VI BIENS EXCLUS

**130R100.** Les biens décrits dans le présent chapitre sont exclus de l'application du présent titre et de l'annexe B et ne donnent pas lieu à un amortissement du coût en capital.

**130R101.** Sont exclus de l'application du présent titre et de l'annexe B les biens :

a) dont le coût est admis en déduction dans le calcul du revenu du contribuable ;

b) qui sont décrits dans l'inventaire du contribuable ;

c) qui n'ont pas été acquis par le contribuable aux fins de gagner ou de produire un revenu ;

d) qui ont été acquis par suite d'une dépense à l'égard de laquelle une déduction est accordée au contribuable dans le calcul de son revenu en vertu des articles 222 à 230 de la Loi ;

e) qui sont mentionnés dans l'article 134 de la Loi et acquis après le 31 décembre 1974 et à l'égard desquels un montant déboursé ou dépensé par le contribuable pour leur usage ou leur entretien n'est pas admissible en déduction en vertu de cet article, si ces biens ne sont pas un bien :

i. que le contribuable a été obligé d'acquiescer aux termes d'une entente écrite conclue avant le 13 novembre 1974 ; ou

ii. dont la construction a été commencée par le contribuable avant le 13 novembre 1974 ou a été commencée aux termes d'une entente écrite conclue par lui avant cette date si, dans chaque cas, elle est substantiellement complétée selon des plans et devis qu'il a acceptés avant cette date ;

f) à l'égard desquels un amortissement est réclamé et permis en conformité du titre VII ;

g) qui ont été réputés par l'article 18 de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148), édicté par le paragraphe 1 de l'article 8 du chapitre 32 des Statuts du Canada, 1958, avoir été acquis par le contribuable et qui n'ont pas été effectivement acquis par ce dernier avant l'année d'imposition 1963 ; ou

h) d'un assureur sur la vie utilisés ou détenus par lui dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise d'assurance hors du Canada.

D. 1981-80, a. 130R101 ; 3926-80, a. 3.

**130R102.** Dans le cas d'un contribuable qui est membre d'une société, les catégories de biens définies dans le présent titre et dans l'annexe B sont réputées ne comprendre aucun bien constituant une participation du contribuable dans un bien amortissable appartenant à une société.

**130R103.** Les catégories de biens décrits dans l'annexe B sont réputées ne pas comprendre le terrain sur lequel les biens qui y sont décrits ont été construits ou sont situés.

**130R104.** Si le contribuable est une personne ne résidant pas au Canada, les catégories de biens décrits dans le présent titre et dans l'annexe B sont réputées ne pas comprendre les biens qui sont situés hors du Canada.

## CHAPITRE VII CAS PARTICULIERS

### SECTION I CONCESSION FORESTIÈRE ET DROIT DE COUPE

**130R105.** La présente section s'applique à l'égard d'une concession forestière ou d'un droit de coupe qui n'est pas un bien forestier.

**130R106.** Un contribuable peut déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, à l'égard

du coût en capital d'une concession forestière ou d'un droit de coupe, le moindre de la partie non amortie de ce coût en capital, avant toute déduction en vertu de la présente section, ou du montant calculé en vertu de l'article 130R107.

**130R107.** Le montant mentionné dans l'article 130R106 est l'ensemble d'un montant calculé au taux déterminé dans les articles 130R108 à 130R110 pour chaque mètre cube de bois coupé dans l'année et du moindre :

a) d'un dixième du montant que le contribuable a dépensé depuis le début de son année d'imposition 1949 pour des relevés ou des expertises ou pour la préparation d'imprimés, de cartes et de plans destinés à obtenir une concession forestière ou un droit de coupe, si ce montant est inclus dans le coût en capital, pour le contribuable, de la concession ou du droit de coupe ; ou

b) du montant ainsi dépensé moins les montants déduits par le contribuable en vertu du présent paragraphe et du paragraphe a pour ses années d'imposition antérieures.

**130R108.** Lorsqu'aucun montant n'a été accordé au contribuable à l'égard d'une concession forestière ou d'un droit de coupe dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure, le taux mentionné dans l'article 130R107 est le quotient résultant de la division :

a) du coût en capital de la concession ou du droit, moins l'ensemble de la valeur estimée des biens si le bois exploitable commercialement était enlevé et du montant visé dans le paragraphe a de l'article 130R107 ; par

b) la quantité de bois, en mètres cubes, que contient la concession ou que le contribuable a obtenu le droit de couper, telle qu'estimée par une expertise réaliste.

**130R109.** Lorsqu'un montant a été accordé au contribuable à l'égard d'une concession forestière ou d'un droit de coupe dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure, le taux déterminé dans l'article 130R108 est, sauf si l'article 130R110 s'applique, celui qui a servi à déterminer l'amortissement pour la dernière année où un amortissement a été accordé.

**130R110.** Dans le cas prévu par l'article 130R109, lorsqu'il est établi que la quantité de bois que contient la concession ou que le contribuable a obtenu le droit de couper diffère substantiellement de celle qui a servi à déterminer le taux utilisé pour la dernière année où un amortissement a été accordé, le taux mentionné dans l'article 130R107 est le quotient résultant de la division :

a) de la partie non amortie du coût en capital, pour le contribuable, de la concession ou du droit au début de

l'année, moins la valeur estimée des biens si le bois exploitable commercialement était enlevé ; par

b) la quantité de bois, en mètres cubes, que l'on estime être sur la concession ou pouvant faire l'objet d'un droit de coupe au début de l'année.

La même règle s'applique lorsqu'il est établi que le coût en capital de la concession ou du droit de coupe diffère substantiellement du montant qui a servi à déterminer le taux utilisé pour cette dernière année.

**130R111.** Au lieu de la déduction prévue par les articles 130R107 à 130R110, le contribuable peut choisir pour une année d'imposition de réclamer une déduction égale au moindre de 100 \$ ou du montant qu'il reçoit dans l'année pour la vente de bois.

## SECTION II MINES DE MINÉRAL INDUSTRIEL

**130R112.** Un contribuable peut déduire, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, les montants prévus par la présente section à l'égard du coût en capital d'une mine de minéral industriel ou d'un droit d'extraire des minéraux industriels d'une telle mine, ci-après appelés respectivement « mine » et « droit ».

**130R113.** Le montant que le contribuable peut déduire en vertu de la présente section est le moindre du montant calculé au taux déterminé dans les articles 130R114 à 130R116 par unité de minéral extrait durant l'année d'imposition ou de celui de la partie non amortie du coût en capital, pour le contribuable, de la mine ou du droit à la fin de l'année d'imposition avant toute déduction en vertu de la présente section.

**130R114.** Lorsqu'aucun montant n'a été accordé au contribuable à l'égard d'une mine ou d'un droit dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure, le taux mentionné dans l'article 130R113 est le quotient résultant de la division :

a) de son coût en capital de la mine ou du droit, moins la valeur estimée des biens si les matériaux exploitables commercialement étaient enlevés ; par

b) le nombre spécifié d'unités qu'il a acquis le droit d'extraire ou, dans les autres cas, le nombre d'unités de matériaux exploitables commercialement que la mine contenait tel qu'estimé par une expertise, au moment où la mine ou le droit a été acquis.

**130R115.** Lorsqu'un montant a été accordé au contribuable à l'égard d'une mine ou d'un droit dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition antérieure, le

taux mentionné dans l'article 130R114 est, sauf si l'article 130R116 s'applique, celui qui a servi à déterminer l'amortissement pour la dernière année où un tel amortissement a été accordé.

**130R116.** Dans le cas prévu par l'article 130R115, lorsqu'il est établi que le nombre d'unités de matériaux restant à extraire dans l'année d'imposition antérieure diffère substantiellement de celui qui avait servi à déterminer le taux utilisé pour la dernière année où un amortissement a été accordé, le taux mentionné dans l'article 130R113 est le quotient résultant de la division :

a) de la partie non amortie du coût en capital, pour le contribuable, de la mine ou du droit au début de l'année, moins la valeur estimée des biens si les matériaux exploitables commercialement étaient enlevés ; par

b) le nombre spécifié d'unités que le contribuable avait, au début de l'année, le droit d'extraire ou, dans les autres cas, le nombre d'unités de matériaux exploitables commercialement qui restaient dans la mine au début de l'année, tel qu'estimé par une expertise.

La même règle s'applique lorsqu'il est établi que le coût en capital de la mine ou du droit diffère substantiellement du montant qui avait servi à déterminer le taux utilisé pour cette dernière année.

**130R117.** Au lieu de la déduction prévue par les articles 130R113 à 130R116, le contribuable peut choisir pour une année d'imposition de réclamer une déduction égale au moindre de 100 \$ ou du montant qu'il reçoit dans l'année pour la vente du minéral.

## SECTION III AUTOMOBILE DE L'EMPLOYÉ

**130R118.** Un particulier qui a droit à une déduction en vertu des articles 62 ou 63 de la Loi dans le calcul de son revenu provenant d'une charge ou d'un emploi pour une année d'imposition peut déduire dans ce calcul un amortissement sur le coût en capital d'une automobile qu'il utilise uniquement dans l'accomplissement de ses fonctions comme si celle-ci avait été acquise et était utilisée uniquement aux fins de gagner un revenu provenant d'une entreprise ou de biens, sans excéder le montant qui serait admissible en déduction à ce titre en vertu de l'article 130R3.

**130R119.** Un particulier qui a droit à une déduction en vertu des articles 62 ou 63 de la Loi dans le calcul de son revenu provenant d'une charge ou d'un emploi pour une année d'imposition peut déduire dans ce calcul un amortissement sur le coût en capital d'une automobile qu'il utilise en partie dans l'accomplissement de ses fonc-

tions et en partie pour son usage personnel comme si celle-ci avait été acquise et était utilisée en partie pour gagner un revenu provenant d'une entreprise ou de biens et en partie pour son usage personnel, sans excéder le montant qui serait admissible en déduction à ce titre en vertu de l'article 130R3.

#### SECTION IV VOIES D'ÉVITEMENT

**130R120.** Lorsqu'un contribuable, autre que l'exploitant d'un réseau de chemin de fer, a effectué une dépense de capital en exécution d'une convention ou entente conclue avec l'exploitant d'un chemin de fer en vertu de laquelle une voie d'évitement de chemin de fer qui ne devient pas la propriété du contribuable est construite pour desservir la place d'affaires du contribuable ou des biens acquis par le contribuable aux fins de gagner ou produire un revenu, ce dernier, dans le calcul du revenu tiré de l'entreprise ou des biens pour l'année d'imposition, peut déduire un montant ne dépassant pas 4% de tout montant restant après avoir déduit de la dépense de capital l'ensemble des montants déjà admis en déduction à l'égard de la dépense.

#### TITRE VII AMORTISSEMENT RELATIF À L'AGRICULTURE ET À LA PÊCHE

**130R200.** Un contribuable qui, dans le calcul de son revenu provenant pour une année d'imposition de l'agriculture ou de la pêche, s'est prévalu des dispositions de la Loi de l'impôt sur les corporations (S.R.Q., 1964, c. 67) ou de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (S.R.Q., 1964, c. 69) et a déduit une partie du coût en capital de ses biens employés à tirer ou à produire un revenu de l'agriculture ou de la pêche selon la méthode permise par la partie XVII des règlements adoptés en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148) telle qu'elle se lisait au 31 décembre 1971, peut continuer à utiliser cette méthode pour tout tel bien acquis avant 1972 ; à cet effet, cette partie XVII de ces règlements s'applique pour déterminer le montant qu'il peut déduire aux termes du paragraphe a de l'article 130 de la Loi.

#### TITRE VIII PERTE TERMINALE

**130.1R1.** Aux fins de l'article 130.1 de la Loi, le montant prescrit est de 12 000 \$, sauf s'il s'agit d'une automobile acquise par le contribuable avant le 19 avril 1978, d'une automobile utilisée en vertu d'un permis pour le transport de passagers contre rémunération ou d'une automobile destinée à être louée à une personne par le contri-

buable lorsque, dans ce dernier cas, l'entreprise principale du contribuable est la location d'automobiles à des personnes n'ayant aucun lien de dépendance avec lui, auxquels cas le montant prescrit est le coût en capital, autrement déterminé, de l'automobile pour le contribuable.

D.1981-80, a. 130.1R1 ; 1983-80, a. 11.

#### TITRE IX FRAIS DE LOCATION

**133.2R1.** Aux fins de l'article 133.2 de la Loi, le montant prescrit est égal à la proportion, représentée par le rapport entre l'usage de l'automobile pour gagner un revenu provenant d'une entreprise ou de biens sur son usage total :

- a) de 4 800 \$, lorsque les frais de location y visés sont engagés par suite d'un contrat conclu après le 18 avril 1978 et concernent une automobile autre qu'une automobile utilisée en vertu d'un permis pour le transport de passagers contre rémunération ; ou
- b) du montant des frais de location y visés, dans les autres cas.

D. 1981-80, a. 133.2R1 ; 1983-80, a. 11.

#### TITRE X AUTRES DÉDUCTIONS

##### CHAPITRE I CONTRIBUTION À UN RÉGIME ENREGISTRÉ DE RETRAITE

**137R1.** Dans le présent chapitre, le « total des feuilles de paie » désigne l'ensemble des traitements ou salaires versés par l'employeur dans l'année à ses employés qui participent au régime de retraite et la « contribution de l'employeur » désigne le montant payé dans l'année ou dans les 120 jours suivant la fin de l'année en vertu d'un régime de retraite à l'égard des services rendus par ses employés dans l'année.

**137R2.** La manière de déterminer le montant admissible, aux fins de l'article 137 de la Loi, est la suivante :

- a) déterminer, pour chaque employé bénéficiant de la contribution de l'employeur, le moindre du traitement ou salaire que ce dernier verse à l'employé dans l'année ou du montant de la proportion du total des feuilles de paie représentée par le rapport entre 5 500 \$ et la contribution de l'employeur ;
- b) déterminer, pour chaque employé visé dans le paragraphe a, le montant de la proportion du montant déterminé en vertu de ce paragraphe pour cet employé repré-

sentée par le rapport entre la contribution de l'employeur et le total des feuilles de paie ; et

c) additionner les montants déterminés en vertu du paragraphe *b* pour chaque employé.

D. 1981-80, a. 137R2 ; 1983-80, a. 12.

**137R3.** Malgré l'article 137R2, l'employeur peut choisir de déterminer le montant admissible de la manière suivante :

a) déterminer, pour chaque employé bénéficiant de la contribution de l'employeur, le moindre de 5 500 \$ ou du montant représentant le coût réel pour lui des prestations prévues par le régime à l'égard des services rendus par cet employé ; et

b) additionner les montants déterminés en vertu du paragraphe *a* pour chaque employé.

D. 1981-80, a. 137R3 ; 1983-80, a. 13.

## CHAPITRE II DÉDUCTION DES IMPÔTS SUR LE REVENU PROVENANT D'EXPLOITATIONS MINIÈRES

**143R1.** Aux fins du présent chapitre, une « mine » comprend un travail ou une entreprise d'extraction ou de production de minerai, y compris une carrière ; de même, un « minerai » comprend un minéral non traité ou une substance qui contient un minéral.

**143R2.** Un « minéral » désigne, aux fins du présent chapitre qui n'est pas celui obtenu d'une ressource minière et ne comprend pas le pétrole, le gaz naturel ou les hydrocarbures apparentés.

**143R3.** Dans le présent chapitre, les « opérations minières » désignent l'extraction d'un minerai d'une mine ou sa production dans une mine ; elles comprennent également son transport jusqu'à l'issue de la mine, y compris une transformation effectuée avant ou pendant ce transport ; toutefois, elles ne comprennent pas une transformation faite après son enlèvement de la mine.

**143R4.** Une « transformation de minerai », dans le présent chapitre, comprend toute forme de valorisation, de fonte et d'affinage, y compris le transport et la distribution ; toutefois, elle ne comprend aucune de ces opérations sur le minerai avant qu'il ne soit enlevé de la mine.

**143R5.** Aux fins de l'article 143 de la Loi, un contribuable peut déduire, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, un montant égal au moindre de l'ensemble des impôts payés à une province ou à une muni-

cipalité de cette province à l'égard de son revenu qu'il tire pour l'année d'opérations minières dans cette province ou d'un montant égal à la proportion de ces impôts représentée par le rapport entre le revenu qu'il a tiré de ses opérations minières pour l'année dans la province et le revenu à l'égard duquel ces impôts ont été payés.

Aux fins du présent article, les impôts payés à une municipalité d'une province ne comprennent que ceux payés à cette municipalité en remplacement d'une taxe sur des biens ou sur un intérêt dans des biens, sauf s'il s'agit d'une maison d'habitation du contribuable.

**143R6.** Lorsque le contribuable ne dispose pas d'autre source de revenu que les opérations minières, le revenu qu'il tire de ses opérations minières dans une province pour une année d'imposition est le montant qui serait son revenu pour l'année, tel qu'établi par ailleurs, si aucune déduction n'était admise dans le calcul de son revenu en vertu de l'article 143 de la Loi et des articles 130R112 à 130R117.

**143R7.** Lorsque le contribuable dispose d'autres sources de revenu que les opérations minières, le revenu qu'il tire d'opérations minières dans une province est le montant qui serait son revenu pour l'année, tel qu'établi par ailleurs, si aucune déduction mentionnée dans l'article 143R6 n'était admise dans le calcul de son revenu, moins l'ensemble :

a) de son revenu pour l'année provenant de sources autres que l'exploitation minière, la transformation et la vente d'un minerai, d'un minéral ou d'un produit provenant de ces matières ; et

b) d'un montant égal à 8% du coût initial pour le contribuable de biens décrits dans l'annexe B et utilisés par lui dans l'année pour la transformation d'un minerai, d'un minéral ou d'un produit provenant de ces matières ou, si ce montant excède 65% du revenu qui reste après avoir déduit le montant calculé en vertu du paragraphe *a*, d'un montant égal à 65% de ce reste, ou, si ce montant est inférieur à 15% de ce reste, d'un montant égal à 15% de ce reste.

**143R8.** Aux fins de l'article 143 de la Loi, un contribuable peut déduire, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, un montant égal à l'excédent des impôts visés dans l'article 143R5 et payés au Gouvernement du Québec sur la partie de ces impôts admise en déduction en vertu de l'article 143R5.

**143R9.** Les impôts ne sont admissibles en déduction en vertu du présent chapitre que s'ils sont imposés en vertu d'une loi ou d'un règlement dont l'application se limite au contribuable faisant des opérations minières.

### CHAPITRE III DÉDUCTION À L'ÉGARD DES BÉNÉFICES DE RESSOURCES

**145R1.** Aux fins de l'article 145 de la Loi, un contribuable peut déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition un montant égal à 25% de l'ensemble de ses bénéfices de ressources pour l'année à l'égard d'une entreprise minière au sens des articles 360R12 et 360R13 et de ses bénéfices de ressources pour l'année à l'égard d'une entreprise pétrolière au sens des articles 360R14 et 360R15, calculés comme si l'article 360R12 ne contenait pas le paragraphe *a* ni le sous-paragraphe iii du paragraphe *b*, comme si les articles 360R13 et 360R15 ne contenaient pas les paragraphes *a* et *c*, comme si l'article 360R14 ne contenait pas le paragraphe *a* et comme si aucune déduction n'était faite dans le calcul de ces bénéfices de ressources en vertu des articles 145, 160 et 163 de la Loi.

**145R2.** Lorsque, dans le calcul du revenu, pour une année d'imposition, d'un contribuable qui est membre d'une société, une déduction est accordée dans le calcul du revenu de la société en vertu de l'article 145 de la Loi, aucune déduction additionnelle ne peut être faite en vertu de cet article par le contribuable ou toute autre personne, y compris un membre de la société, concernant tout montant à l'égard duquel cette déduction a été accordée.

### CHAPITRE IV PROVISIONS

**152R1.** Aux fins du présent chapitre, les expressions « commission de réassurance » et « prime nette de la police » ont le sens que leur donne l'article 840R1 et l'expression « surintendant des assurances » a le sens que lui donne l'article 835 de la Loi.

D. 1931-80, a. 152R1 ; 3926-80, a. 4.

**152R2.** Aux fins de l'article 152 de la Loi, un assureur peut déduire dans le calcul de son revenu provenant pour une année d'imposition de l'exploitation d'une entreprise d'assurance, autre qu'une entreprise d'assurance sur la vie, à titre de provisions à l'égard de polices d'assurance, les montants prévus par le présent chapitre.

D. 1981-80, a. 152R2 ; 3926-80, a. 4.

**152R3.** Les montants calculés en vertu du présent chapitre le sont sur une base de montant net après avoir déduit les réassurances cédées.

D. 3926-80, a. 4.

**152R4.** Un assureur peut déduire, à l'égard d'une police qui assure un risque relatif à une garantie de maison ou de location ou à une perte financière d'un bien immeuble, un montant n'excédant pas le moindre du montant de la partie non acquise de la prime nette de la police à la fin de l'année, déterminée de la manière exigée pour les fins de son rapport annuel pour l'année au surintendant des assurances, ou du montant de la partie non acquise de la prime nette de la police, déterminée de la manière exigée pour les fins de son rapport annuel pour l'exercice financier 1977 au surintendant des assurances.

D. 3926-80, a. 4.

**152R5.** Un assureur peut déduire, à l'égard d'une police qui n'est pas mentionnée dans l'article 152R4, un montant n'excédant pas la partie non acquise de la prime nette de la police à la fin de l'année, déterminée en répartissant cette prime également sur la période qu'elle vise.

D. 3926-80, a. 4.

**152R6.** Un assureur peut déduire, à l'égard d'une police en vertu de laquelle une demande de règlement a été faite ou est susceptible de l'être suite à un événement survenu avant la fin de l'année, un montant n'excédant pas le moindre du montant de la provision pour cette demande qu'il a déclaré dans son rapport annuel pour l'année au surintendant des assurances ou d'un montant raisonnable à l'égard de cette demande à la fin de l'année.

D. 3926-80, a. 4.

**152R7.** Un assureur peut déduire, à l'égard d'une police dont la totalité ou une partie d'un risque qu'elle assure a fait l'objet d'une réassurance ou à l'égard d'une police dont la totalité ou une partie d'un risque qu'elle assure a été assumée par l'assureur en vertu d'un contrat de réassurance et a fait l'objet d'une réassurance ultérieure, un montant n'excédant pas la partie non acquise, à la fin de l'année, de l'ensemble des commissions de réassurance à l'égard de la police, déterminée en répartissant ces commissions également sur la période qu'elles visent.

D. 3926-80, a. 4.

**152R8.** Un assureur peut déduire, à titre de provision additionnelle, à l'égard d'une police qui assure un risque relatif à un détournement, à un cautionnement, à l'énergie nucléaire ou à une perte financière d'un prêteur à l'égard d'un prêt sur nantissement d'un bien immeuble, un montant, autre qu'un montant réclamé en vertu d'une autre disposition du présent chapitre, n'excédant pas le moindre du montant de la provision supplémentaire à l'égard de la police, déterminée de la manière exigée pour les fins de son rapport annuel pour l'année au surintendant des assurances, ou du montant d'une provision à l'égard de cette pro-



vision supplémentaire, déterminé de la manière exigée pour les fins de son rapport annuel pour l'exercice financier 1977 au surintendant des assurances du Canada.

D. 3926-80, a. 4.

**152R9.** Un assureur peut déduire, à l'égard d'une police d'assurance contre la maladie et les accidents non résiliable ou garantie renouvelable, en outre des autres montants réclamés en vertu du présent chapitre, un montant n'excédant pas le moindre du montant de la provision qu'il a déclaré dans son rapport annuel pour l'année au surintendant des assurances, à l'égard d'un risque assuré par la police à la fin de l'année, ou d'un montant raisonnable à l'égard de ce risque.

D. 3926-80, a. 4.

**152R10.** Un assureur peut déduire, à l'égard de polices collectives d'assurance contre la maladie et les accidents, en outre des autres montants réclamés en vertu du présent chapitre, un montant n'excédant pas le produit obtenu en multipliant le montant qu'il a déduit, conformément à l'article 152 de la Loi, dans le calcul de son revenu pour son année d'imposition 1977 à l'égard de ces polices, autre qu'un montant déduit à titre de provision pour demandes de règlements impayées ou pour primes non gagnées, par la proportion représentée par le rapport entre le nombre de mois inclus dans la période commençant le premier jour de son année d'imposition et se terminant le dernier jour de son année d'imposition 1986 et 120.

D. 3926-80, a. 4.

**152R11.** Malgré l'article 152R1 tel qu'il s'appliquait pour l'année d'imposition 1977 d'un assureur, le montant, autre que celui d'une provision pour demandes de règlement impayées ou pour primes non gagnées que celui-ci peut déduire, aux fins de l'article 152 de la Loi, dans le calcul de son revenu pour son année d'imposition 1977, à l'égard de polices collectives d'assurance contre la maladie et les accidents, est le montant autre qu'une provision pour demandes de règlement impayées ou pour primes non gagnées, qu'il a déduit à l'égard de ces polices, conformément à cet article 152, dans sa déclaration fiscale qu'il devait produire pour son année d'imposition 1976 en vertu de l'article 1000 de la Loi.

D. 3926-80, a. 4.

## CHAPITRE V INSPECTION QUADRIENNALE ET FRAIS DE DÉMARCHE

**154R1.** Un contribuable peut déduire à titre de provision pour les dépenses qu'il doit engager en raison de l'inspection d'un navire le quart de l'évaluation des dépenses

d'inspection pour la troisième année d'imposition précédant celle au cours de laquelle l'inspection doit être faite ; il peut déduire la moitié de cette évaluation pour la deuxième année précédant l'inspection et les  $\frac{3}{4}$  pour l'année la précédant.

**154R2.** Lorsque l'inspection quadriennale ou spéciale concernant un navire n'a pas, à la fin de l'année au cours de laquelle une inspection doit être faite, été complétée de façon à permettre au navire d'entreprendre son voyage, le contribuable visé dans l'article 154R1 peut déduire le montant qui reste après avoir soustrait de l'évaluation des dépenses celles qui ont été réellement engagées au cours de l'année pour l'inspection.

**154R3.** L'évaluation des dépenses d'inspection visée dans les articles 154R1 et 154R2 doit être faite de façon raisonnable par le contribuable, lors de la production de sa déclaration fiscale pour la troisième année d'imposition précédant celle pendant laquelle une inspection quadriennale doit avoir lieu, en tenant compte des coûts, des charges et des dépenses qui devraient nécessairement être encourus en raison de cette inspection ; le contribuable ne doit cependant pas prendre en considération, dans cette évaluation, des coûts, charges et dépenses pour lesquels il peut raisonnablement obtenir, directement ou indirectement et de quelque source que ce soit, un remboursement, un dédommagement, un recouvrement ou une indemnité.

**154R4.** Une inspection, dans le présent chapitre, désigne la mise en cale sèche d'un navire, l'examen et l'inspection de sa coque, de ses chaudières, de sa machinerie, de ses moteurs ou de son équipement par un inspecteur ou un expert.

Une inspection comprend aussi toute opération sur ces composantes du navire à la suite d'un ordre, d'une prescription ou d'une recommandation de l'inspecteur ou de l'expert à la suite de l'examen ou de l'inspection lorsque cette opération est nécessaire à l'obtention d'un certificat de sécurité et d'inspection à l'égard du navire en vertu de la Loi sur la marine marchande du Canada (S.R.C., 1970, c. S-9) ou est nécessaire pour lui conserver le titre qui lui est assigné dans le registre d'une société de classification.

**154R5.** Dans le présent chapitre, une inspection quadriennale désigne une inspection périodique qui n'est ni annuelle, ni contemporaine à la construction d'un navire et qui est faite conformément aux règles d'une société de classification ou qui est faite en vertu de la Loi sur la marine marchande du Canada (S.R.C., 1970, c. S-9).

**154R6.** Aux fins des articles 154R4 et 154R5, l'expression :

a) « expert » désigne un expert d'une société de classification ;

b) « inspecteur » désigne un inspecteur de navires nommé en vertu de la Loi sur la marine marchande du Canada (S.R.C., 1970, c. S-9) ; et

c) « société de classification » désigne une société ou association de classification et d'immatriculation de navires agréée en vertu de cette loi.

**156R1.** Le contribuable exerce le choix visé dans l'article 156 de la Loi, en ce qui concerne la déduction des frais de démarches, en produisant au ministre, par courrier recommandé ou certifié et en double exemplaire, une lettre de sa part précisant le montant, établi conformément à l'article 155 de la Loi, à l'égard duquel le choix est exercé et, dans le cas d'une corporation, une copie certifiée conforme de la résolution des administrateurs autorisant ce choix.

## CHAPITRE VI FRAIS DE PUBLICITÉ

### SECTION I ANNONCES DANS LES JOURNAUX ET LES PÉRIODIQUES

**159R1.** Aux fins de la présente section, une édition est canadienne lorsqu'un numéro, y compris un numéro spécial, est composé, publié et imprimé au Canada et y est rédigé par des particuliers qui y résident ; il en est également ainsi quoique la composition des annonces ne soit pas faite au Canada.

**159R2.** Une édition canadienne d'un journal ne perd pas cette qualité même si la composition des articles spéciaux n'est pas faite au Canada et si les suppléments de bandes illustrées n'y sont pas imprimés.

**159R3.** Un numéro d'un périodique qui est édité ou publié en vertu d'un permis accordé par une personne qui édite ou publie des numéros d'un périodique imprimé, rédigé ou publié hors du Canada ou dont plus de 20% du contenu, à l'exception des annonces, est identique à celui d'un numéro d'un périodique imprimé, rédigé ou publié hors du Canada, est réputé ne pas être une édition canadienne.

**159R4.** Aux fins de la présente section, un journal ou un périodique est canadien lorsque le droit exclusif de l'éditer ou d'en publier un numéro est détenu par :

a) un citoyen canadien ;

b) une société dont au moins les  $\frac{3}{4}$  des membres sont des citoyens canadiens et dans laquelle des citoyens canadiens ont la propriété (*beneficially owned*) d'au moins les  $\frac{3}{4}$  en valeur des biens ;

c) une association dont au moins les  $\frac{3}{4}$  des membres sont des citoyens canadiens ;

d) Sa Majesté aux droits du Canada, d'une province ou d'une municipalité canadienne ; ou

e) une corporation constituée en vertu d'une loi du Canada ou d'une province, dont le président ou autre officier qui préside ainsi que les  $\frac{3}{4}$  des administrateurs ou autres officiers semblables sont des citoyens canadiens et dont au moins les  $\frac{3}{4}$  des actions ayant plein droit de vote en toutes circonstances et au moins les  $\frac{3}{4}$  du capital versé sont la propriété (*beneficially owned*) de citoyens canadiens ou de corporations qui ne sont pas contrôlées d'une manière quelconque par des citoyens d'un pays autre que le Canada.

**159R5.** Lorsque le droit d'éditer ou de publier un journal ou un périodique est détenu par une personne, société ou association visée dans l'article 159R4 pour le compte d'une fiducie ou d'une succession, ce journal ou périodique n'est canadien que si chacun des bénéficiaires de cette fiducie ou de cette succession est visé dans cet article.

**159R6.** Lorsqu'un journal ou périodique qui était canadien à un moment donné après le 30 juin 1965 cesse de l'être par la suite, il est néanmoins réputé être canadien jusqu'à l'expiration du douzième mois suivant celui pendant lequel il a cessé de l'être.

**159R7.** La déduction visée dans le paragraphe a de l'article 159 de la Loi est permise, dans le cas d'une édition qui n'est pas canadienne, s'il s'agit d'une annonce dans un numéro spécial ou dans une édition spéciale d'un journal lorsque ce numéro ou cette édition est consacré à des articles spéciaux ou à des nouvelles concernant surtout le Canada et que les éditeurs de ce journal ne publient pas un tel numéro ou une telle édition plus de deux fois par année.

### SECTION II ANNONCES RADIODIFFUSÉES

**159R8.** Aux fins de la présente section :

a) « entreprise étrangère de radiodiffusion » désigne une entreprise d'émission de radiodiffusion ou l'exploitation d'un réseau de radiodiffusion situées à l'extérieur du Canada ou sur un navire ou un aéronef non immatriculés au Canada ;

b) « exploitation d'un réseau de radiodiffusion » comprend toute exploitation à laquelle participent 2 ou plusieurs entreprises de radiodiffusion et en vertu de laquelle ces dernières délèguent le contrôle de la totalité ou d'une partie de leurs émissions ou de leur programmation à une personne qui assume l'exploitation.

**159R9.** La déduction visée dans le paragraphe b de l'article 159 de la Loi est permise à l'égard d'un montant y visé, déboursé ou dépensé avant le 22 septembre 1977, pour une annonce destinée surtout à un marché situé au Canada et diffusée par une entreprise étrangère de radiodiffusion conformément à une entente écrite conclue :

- a) au plus tard le 23 janvier 1975 ; ou
- b) après le 23 janvier 1975 et avant le 22 septembre 1976, si la durée de l'entente ne dépasse pas un an et si les modalités expresses de l'entente interdisent d'en prolonger la durée ou de la renouveler.

## CHAPITRE VII INTÉRÊTS ET EMPRUNTS

**160R1.** Un contribuable peut déduire, en vertu du paragraphe c de l'article 160 de la Loi, les intérêts qu'il paie dans la mesure où ils se rapportent à un montant payé au contribuable en vertu d'une loi portant affectation de crédits du Gouvernement fédéral et selon les modalités et conditions approuvées par le Conseil du trésor de ce gouvernement pour accroître ou maintenir la capacité technologique d'une industrie canadienne.

Il en est de même dans la mesure où ces intérêts se rapportent à un montant payé au contribuable en vertu des règlements sur l'aide à l'exploration minière dans le Nord établis en vertu d'une loi portant affectation de crédits de ce gouvernement prévoyant des versements en vertu du Programme de subventions visant les minéraux dans le Nord.

**170R1.** L'ensemble des montants visés dans l'article 170 de la Loi à l'égard d'une corporation est l'ensemble :

- a) des bénéfices non répartis de la corporation au début de l'année, sauf dans la mesure où ils comprennent de tels bénéfices d'une autre corporation ;
- b) du surplus d'apport de la corporation au début de l'année ; et
- c) du plus élevé du capital versé de la corporation au début de l'année ou de son capital versé à la fin de l'année.

**180R1.** Un contribuable peut exercer le choix mentionné dans les articles 180 et 181 de la Loi en produisant

au ministre, par courrier recommandé ou certifié et en double exemplaire, une lettre de sa part précisant l'article en vertu duquel il exerce le choix et le montant à l'égard duquel le choix est exercé et, dans le cas d'une corporation, une copie certifiée conforme de la résolution des administrateurs autorisant ce choix.

## TITRE XI CAS SPÉCIAUX

**192R1.** Aux fins du premier alinéa de l'article 192 de la Loi, l'article 985 de cette Loi s'applique à toute corporation de la Couronne du Québec ou du Canada, à l'exception des corporations suivantes :

- a) Administration de la voie maritime du Saint-Laurent ;
- b) Administration de pilotage de l'Atlantique ;
- c) Administration de pilotage des Grands Lacs Limitée ;
- d) Administration de pilotage des Laurentides ;
- e) Administration de pilotage du Pacifique ;
- f) Air Canada ;
- g) Bourse fédérale d'hypothèques ;
- h) Les chemins de fer nationaux, selon la définition qu'en donne la Loi sur le National-Canadien et le Pacifique-Canadien (S.R.C., 1952, c. 39) ;
- i) La Corporation du Pont international de la voie maritime, Ltée ;
- j) Eldorado Aviation Limitée ;
- k) Eldorado Nucléaire Limitée ;
- l) Office de commercialisation du poisson d'eau douce ;
- m) Petro-Canada ;
- n) Société canadienne d'hypothèques et de logement ;
- o) Société d'assurance-dépôts du Canada ;
- p) Société de crédit agricole ;
- q) Société de développement du Cap-Breton ;
- r) La Société des transports du nord Limitée ;
- s) Société Polysar Limitée ;
- t) Société pour l'expansion des exportations ;
- u) Société Radio-Canada ;
- v) Téléglobe Canada ;
- w) VIA Rail Canada Inc.

D. 1981-80, a. 192R1 ; 3926-80, a. 5.

**192R2.** Aux fins du troisième alinéa de l'article 192 de la Loi, une corporation prescrite est une corporation qui est mentionnée dans les paragraphes a à w de l'article 192R1.

D. 3926-80, a. 5.

**213R1.** Aux fins de l'article 213 de la Loi, une loi sur l'habitation signifie la Loi sur l'habitation familiale (L.R.Q., c. H-1), la Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement (S.R.C., 1970, c. C-16 et mod.) ainsi que les lois sur l'habitation, telles que définies dans cette loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

**221R1.** La catégorie prescrite aux fins de l'article 221 de la Loi est celle qui est prescrite par l'article 130R69.

**221R2.** La classification et le système uniformes de comptes et de relevés sont ceux qui sont prescrits par la Commission canadienne des transports sous l'autorité de la Loi sur les chemins de fer (S.R.C., 1970, c. R-2).

**222R1.** Aux fins de l'article 222 de la Loi, les « recherches scientifiques » désignent une recherche systématique d'ordre technique ou scientifique au moyen de la recherche pure ou appliquée entreprise pour l'avancement de la science ou au moyen de l'utilisation des résultats de recherches pour créer de nouveaux matériaux, produits ou dispositifs ou pour améliorer ceux qui existent.

**222R2.** Les recherches scientifiques mentionnées dans l'article 222R1 comprennent toute activité relative à l'ingénierie ou au dessin, à la recherche opérationnelle, à l'analyse mathématique ou à la programmation d'ordinateurs et à la recherche psychologique, si cette activité est entreprise directement à l'appui de la recherche pure ou appliquée et de l'utilisation décrite dans cet article.

Toutefois, elles ne comprennent pas une activité qui se rattache :

- a) à l'étude du marché ou à la promotion des ventes ;
- b) au contrôle de la qualité ou à la vérification ordinaire des matériaux, produits ou dispositifs ;
- c) à la recherche dans le domaine des sciences sociales ou des humanités ;
- d) à la prospection, à l'exploration ou au forage pour des minéraux, du pétrole ou du gaz naturel ;
- e) à la production commerciale d'un matériau, d'un produit ou d'un dispositif, nouveaux ou améliorés, ou à

l'utilisation commerciale d'un procédé nouveau ou amélioré ;

- f) aux modifications de style ; ou
- g) à l'obtention ordinaire de renseignements.

**224R1.** Le contribuable peut déduire un montant visé dans l'article 224 de la Loi dans la mesure où ce montant est remboursé en acquit des montants qui lui ont été versés par le Gouvernement fédéral ou l'une de ses agences en vertu d'une loi portant affectation de crédits et selon les modalités approuvées par le Conseil du trésor de ce gouvernement.

**225R1.** Le montant prescrit visé dans l'article 225 de la Loi est un montant égal à celui qui est calculé pour l'année à l'égard du contribuable en vertu du sous-paragraphe e du paragraphe 1 de l'article 37 de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148).

D. 1983-80, a. 14.

**230.1R1.** Aux fins du paragraphe e de l'article 230.1 de la Loi, les recherches scientifiques désignent les recherches décrites dans les articles 222R1 et 222R2.

D. 1983-80, a. 14.

**230.1R2.** Sont des dépenses prescrites aux fins du paragraphe b de l'article 230.1 de la Loi :

- a) une dépense de nature courante engagée par une corporation pour l'administration générale ou la gestion d'une entreprise ;
- b) une dépense de nature courante engagée par une corporation pour le maintien et l'entretien de locaux, d'installations ou de matériel dans la mesure où cette dépense n'est pas imputable à la poursuite de recherches scientifiques ;
- c) une dépense en immobilisation engagée par une corporation pour l'acquisition d'un bien admissible au sens du paragraphe 10 de l'article 127 de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148) ;
- d) une dépense en immobilisation engagée par une corporation pour l'acquisition d'un bien, sauf si cette dépense est engagée pour la poursuite de recherches scientifiques ou pour la fourniture d'installations nécessaires à de telles recherches et en entièrement imputable à cette poursuite ou à cette fourniture ;
- e) une dépense faite pour acquérir des droits dans une recherche scientifique ou découlant d'une telle recherche ; ou

f) une dépense relative à des recherches scientifiques à l'égard de laquelle un montant est admissible en déduction en vertu des articles 710 à 716 de la Loi.

D. 1983-80, a. 14.

**230.1R3.** Une dépense visée dans le paragraphe a de l'article 230.1R2 comprend également :

a) le salaire ou le traitement administratif, y compris les avantages y afférents, d'une personne dont les fonctions ne sont pas entièrement orientées vers la poursuite de recherches scientifiques ;

b) des honoraires légaux ou des honoraires de comptabilité ;

c) un montant visé dans les articles 147, 148, 160, 161, 163, 176 et 179 de la Loi et dans les paragraphes a et b de l'article 157 de la Loi ;

d) des frais de représentation ;

e) des frais de publicité ou de vente ;

f) des frais relatifs à un congrès ;

g) une cotisation ou un droit à titre de membre d'un organisme scientifique ou technique ; et

h) une amende ou une pénalité.

D. 1983-80, a. 14.

**230.1R4.** Une dépense visée dans les paragraphes a ou b de l'article 230.12 ne comprend toutefois pas une dépense y visée qui est engagée par une corporation dont la totalité ou la quasi-totalité des revenus provient de la poursuite de recherches scientifiques ou de la vente de droits dans une recherche scientifique effectuée par elle ou découlant d'une telle recherche.

D. 1983-80, a. 14.

**230.2R1.** Aux fins de l'article 230.2 de la Loi une corporation est associée avec une autre corporation pendant une année d'imposition lorsqu'à un moment quelconque de cette année :

a) une des corporations contrôle l'autre ;

b) elles sont contrôlées par la même personne ou le même groupe de personnes ;

c) chacune d'elles est contrôlée par une personne et la personne contrôlant l'une est liée, au sens des articles 17 à 21 de la Loi, à celle contrôlant l'autre et l'une de ces personnes est propriétaire, directement ou indirectement, d'au moins 10% des actions émises d'une catégorie quelconque du capital-actions de chaque corporation ;

d) l'une d'elles est contrôlée par une personne liée, au sens des articles 17 à 21 de la Loi, à chaque membre d'un groupe de personnes contrôlant l'autre et cette personne ou ce groupe est propriétaire, directement ou indirectement, d'au moins 10% des actions émises d'une catégorie quelconque du capital-actions de chaque corporation ; ou

e) chacune d'elles est contrôlée par un groupe lié au sens de l'article 17 de la Loi et chaque membre de l'un de ces groupes liés est lié, au sens des articles 17 à 21 de la Loi, à tous les membres de l'autre groupe lié et l'un ou l'autre de ces groupes liés est propriétaire, directement ou indirectement, d'au moins 10% des actions émises d'une catégorie quelconque du capital-actions de chaque corporation.

De même, lorsque 2 corporations sont associées, ou sont réputées l'être en vertu du présent alinéa, à une même corporation au même moment d'une année d'imposition, ces 2 corporations sont réputées être associées entre elles à ce moment.

Toutefois, une corporation est réputée ne pas être associée à une autre corporation pendant une année d'imposition de la corporation à la fin de laquelle elle est un failli au sens de l'article 777 de la Loi.

D. 1983-80, a. 14.

**230.2R2.** Lorsque, en l'absence du présent article, 2 corporations seraient associées entre elles pendant une année d'imposition en raison de leur contrôle par le même fiduciaire ou le même exécuteur testamentaire et qu'il est établi, à la satisfaction du ministre, que ce contrôle n'a pas été acquis par suite de la création d'une ou de plusieurs fiducies ou successions par le même particulier ou par des particuliers ayant un lien de dépendance entre eux et que la fiducie ou la succession, en vertu de laquelle le fiduciaire ou l'exécuteur testamentaire a acquis le contrôle de chaque corporation, n'a débuté qu'au décès du particulier le créant, ces corporations sont réputées ne pas être associées entre elles pendant cette année.

D. 1983-80, a. 14.

**230.2R3.** Lorsque, en l'absence du présent article, 2 corporations ne seraient associées entre elles pendant une année d'imposition qu'en raison du fait que l'une d'elles est un fiduciaire d'une fiducie conformément à laquelle l'autre corporation est contrôlée, ces corporations sont réputées ne pas être associées entre elles pendant cette année, à moins que, à un moment quelconque de l'année, un auteur de la fiducie ne contrôle ou ne soit un membre d'un groupe lié, au sens de l'article 17 de la Loi, qui contrôle la corporation qui est le fiduciaire de la fiducie.

D. 1983-80, a. 14.

**230.2R4.** Lorsque, en l'absence du présent article, une corporation donnée serait associée à une autre corporation pendant une année d'imposition en raison de son contrôle par cette autre corporation ou du contrôle de ces 2 corporations par la même personne, à un moment donné de cette année, et qu'il est établi, à la satisfaction du ministre, que les conditions visées dans le deuxième alinéa sont remplies, ces corporations sont réputées ne pas être associées entre elles pendant cette année.

Les conditions visées dans le premier alinéa sont :

a) qu'il existe à ce moment donné, une entente ou un arrangement exécutoire prévoyant que, à l'occasion d'un événement ou suite à la réalisation d'une condition qui, selon ce qu'il est raisonnable de prévoir, se produira ou se réalisera, la corporation donnée cessera d'être contrôlée par la corporation ou la personne qui contrôle la corporation donnée et deviendra contrôlée par une personne ou un groupe de personnes avec laquelle ou avec chaque membre duquel, selon le cas, la corporation ou la personne qui contrôle la corporation donnée n'a, à ce moment donné, aucun lien de dépendance ; et

b) que le but principal du contrôle visé dans le premier alinéa est, à ce moment donné, la sauvegarde des droits ou des intérêts de la corporation ou de la personne qui contrôle la corporation donnée concernant soit un prêt consenti par la corporation ou la personne qui contrôle la corporation donnée et dont la totalité ou une partie du principal est impayée à ce moment donné, soit d'actions du capital-actions de la corporation donnée dont la corporation ou la personne qui contrôle la corporation donnée est propriétaire à ce moment donné et qui doivent, en vertu de l'entente ou de l'arrangement exécutoire visé dans le paragraphe a, à être rachetées par la corporation donnée ou être achetées par la personne ou le groupe de personnes visé dans ce paragraphe a qui acquerra le contrôle de la corporation donnée.

D. 1983-80, a. 14.

**230.2R5.** Aux fins des articles 230.2R1 à 230.2R4, les paragraphes a à c de l'article 20 de la Loi s'appliquent.

D. 3926-80, a. 6.

## TITRE XII GAINS EN CAPITAL

### CHAPITRE I GÉNÉRALITÉS

**232R1.** Aux fins du deuxième alinéa de l'article 232 de la Loi, un bien culturel désigne un bien qui est conforme aux critères énoncés dans les sous-paragraphes b et c du paragraphe 3 de l'article 23 de la Loi sur l'exportation

et l'importation de biens culturels (S.C., 1974-75-76, c. 50) selon la Commission canadienne d'examen des exportations de biens culturels et dont l'aliénation a lieu en faveur d'un établissement ou d'une administration publique au Canada qui est, au moment de l'aliénation, désigné par le secrétaire d'État du Canada en vertu du paragraphe 2 de l'article 26 de cette loi à des fins générales ou pour une fin reliée à ce bien.

**232R2.** Un bien culturel comprend en outre un bien qui est, au moment de l'aliénation, reconnu conformément à l'article 16 de la Loi sur les biens culturels (L.R.Q., c. B-4) ou classé conformément aux articles 24 à 29 de cette loi et dont l'aliénation a lieu en faveur d'un établissement ou d'une administration publique visés dans l'article 232R1.

**232R3.** Aux fins de l'article 232 de la Loi, un contrat de rente viagère désigne un contrat décrit dans les articles 121R1 à 121R3.

**242R1.** Aux fins de l'article 242 de la Loi, le droit de recevoir un des montants suivants est un bien prescrit pour le contribuable à l'égard d'une année d'imposition :

- a) une prestation de retraite ;
- b) un paiement de prestation en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., c. R-9) ou d'un régime équivalent au sens de cette loi ;
- c) un paiement d'une allocation ou d'une prestation décrites dans l'article 311 de la Loi ;
- d) un paiement en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite, d'un nouveau régime visé dans l'article 914 de la Loi, d'un régime enregistré d'épargne-logement ou d'un fonds enregistré de revenu de retraite ;
- e) un paiement en vertu d'un contrat de rente d'étalement, le produit du rachat, de l'annulation, de la vente ou d'une autre aliénation d'un tel contrat, ou un montant que l'article 346 de la Loi présume avoir été reçu ; ou
- f) un paiement de rente qui n'est pas décrit ailleurs dans le présent article.

D. 1981-80, a. 242R1 ; 2456-80, a. 5.

**243R1.** Un contribuable exerce le choix prévu par l'article 243 de la Loi en produisant au ministre une déclaration en la forme prescrite au plus tard le jour où il doit en vertu de la Loi produire sa déclaration fiscale pour l'année d'imposition au cours de laquelle il cesse de résider au Canada.

Dans le cas d'une corportion, la déclaration en la forme prescrite doit être produite en double exemplaire et accompagnée d'une copie certifiée conforme de la résolution de ses administrateurs l'autorisant à faire ce choix, si ces derniers ont le droit d'administrer les affaires de la corporation ou, au cas contraire, de l'autorisation de faire ce choix par la personne qui a le droit d'administrer les affaires de la corporation.

**248R1.** Aux fins de l'article 248 de la Loi, n'est pas une aliénation d'un bien régi par une juridiction de droit commun un transfert de ce bien qui n'entraîne pas un changement dans le *beneficial ownership* du bien.

De même, n'est pas une aliénation d'un bien régi par le droit civil un transfert de ce bien qui n'entraîne pas un changement dans le droit de la personne qui a la pleine propriété de ce bien, quoique sujet à servitude, ou dans celui de l'usufruitier, du preneur emphytéotique, du grevé de substitution ou du bénéficiaire d'une fiducie.

**248R2.** L'article 248R1 ne s'applique pas au transfert d'un bien par une personne à une fiducie régie par un régime d'intéressement, un régime d'intéressement différé, un régime enregistré d'épargne-retraite, un régime enregistré d'épargne-logement ou un fonds enregistré de revenu de retraite lorsque cette personne est, immédiatement après ce transfert, un bénéficiaire de l'un de ces régimes ou de ce fonds, ni au transfert d'un bien par une fiducie régie par l'un de ces régimes ou par ce fonds à un bénéficiaire de celle-ci.

D. 1981-80, a. 248R2 ; 1983-80, a. 15.

## CHAPITRE II TITRES RÉPUTÉS NE PAS ÊTRE UNE VALEUR CANADIENNE

**250.2R1.** Aux fins de l'article 250.2 de la Loi, un titre prescrit, pour un contribuable visé dans l'article 250.1 de cette Loi, est :

a) une action du capital-actions d'une corporation, autre qu'une corporation publique, dont la valeur au moment de son aliénation par le contribuable est raisonnablement attribuable, en totalité ou en partie, à un bien immeuble dont la corporation, une personne autre que la corporation ou une société est propriétaire ;

b) une obligation, un effet de commerce, un billet, une hypothèque, un *mortgage* ou un autre titre semblable, émis par une corporation autre qu'une corporation publique, lorsque, à un moment quelconque avant l'aliénation du titre, le contribuable avait un lien de dépendance avec la corporation ;

c) une action, une obligation, un effet de commerce, un billet, une hypothèque, un *mortgage* ou un autre titre semblable, acquis par le contribuable lors d'une transaction avec une personne avec qui il a un lien de dépendance ou lors d'une transaction à laquelle s'appliquent les articles 518 et 529 de la Loi ;

d) une action acquise par le contribuable dans les cas visés dans l'article 419 de la Loi ; ou

e) un titre décrit dans le paragraphe c, acquis par le contribuable à titre de produit de l'aliénation d'un titre visé dans les paragraphes a à d ou à la suite d'une ou de plusieurs transactions qui peuvent raisonnablement être considérées comme étant un échange ou une substitution du titre pour un titre visé dans ces paragraphes.

## CHAPITRE III PRODUIT DE L'ALIÉNATION

**251R1.** Aux fins de l'article 251 de la Loi, le produit de l'aliénation d'un bien ne comprend pas un montant réputé être un dividende payé en vertu du paragraphe 1 de l'article 212.1 de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148).

## CHAPITRE IV PRIX DE BASE RAJUSTÉ ET RÉSIDENCE PRINCIPALE

**257R1.** Aux fins du paragraphe d de l'article 257 de la Loi, un contribuable ne doit pas réduire l'excédent y visé dans la mesure où il concerne une aide qui serait décrite dans l'article 101R1 si ce dernier article s'appliquait à toute immobilisation et visait également une déduction accordée en vertu des articles 773 ou 774 de la Loi.

**272R1.** La manière pour un contribuable d'indiquer une résidence comme étant sa résidence principale est celle qui est décrite dans l'article 274R1.

**273R1.** Un particulier exerce l'option visée dans le paragraphe b de l'article 273 de la Loi en joignant à sa déclaration fiscale pour l'année d'imposition pendant laquelle il a aliéné un terrain visé dans cet article et englobant un bien qui était sa résidence principale, une lettre signée de sa main :

a) indiquant qu'il exerce ce choix ;

b) indiquant le nombre d'années d'imposition se terminant après le moment visé dans le paragraphe 1 de l'article 271 de la Loi et pendant lesquelles ce bien était sa résidence principale alors qu'il résidait au Canada ; et

c) décrivant le bien avec des détails suffisants pour pouvoir l'identifier au bien désigné comme étant sa résidence principale.

D. 1981-80, a. 273R1 ; 3926-80, a. 7.

**274R1.** Aux fins de l'article 274 de la Loi, l'indication à l'égard d'une résidence principale doit être faite par le contribuable dans sa déclaration fiscale pour l'année d'imposition pendant laquelle il a aliéné un tel bien ou pendant laquelle il a accordé une option de l'acquérir.

### TITRE XIII

#### AUTRES SOURCES DE REVENU

**313.1R1.** Le programme d'isolation thermique des résidences canadiennes prévu par la partie LV des règlements adoptés en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148) est un programme prescrit relatif à l'isolation des maisons aux fins de l'article 313.1 de la Loi.

**317R1.** Aux fins de l'article 317 de la Loi, les programmes suivants sont prescrits :

a) tout programme en vertu des lois québécoises suivantes :

- i. la Loi sur l'aide sociale (L.R.Q., c. A-16) ;
- ii. la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5) ; et
- iii. la Loi sur les services de garde à l'enfance (L.Q., 1979, c. 85 ; après refonte : L.R.Q., c. S-4.1) ;

b) tout programme en vertu des lois fédérales suivantes :

- i. la Loi sur les aveugles (S.R.C., 1970, c. B-7)
- ii. le Régime d'assistance publique du Canada (S.R.C., 1970, c. C-1) ;
- iii. la Loi sur les invalides (S.R.C., 1970, c. D-6) ;
- iv. la Loi sur l'assistance-chômage (S.R.C., 1970, c. U-1) ;

c) tout programme en vertu du *Supplementary Allowance Act* de l'Alberta (R.S.A., 1955, c. 326) ;

d) tout programme en vertu du *The Saskatchewan Assistance Act* (R.S.S., 1966, c. 32) à l'égard de paiements d'allocations supplémentaires prévues par l'article 46 de *The Saskatchewan Assistance Regulations* ; et

e) tout programme du Manitoba prévoyant le versement de prestations d'assistance sociale selon les ressources ou les besoins en vertu des articles 17 à 28 du *The So-*

*cial Services Administration Act* de cette province (S.M., 1974, c. 34).

D. 1981-80, a. 317R1 ; 3926-80, a. 8.

**328R1.** Aux fins du paragraphe c de l'article 328 de la Loi, un droit, permis ou privilège prescrit est un droit, permis ou privilège d'exploration, de forage ou d'extraction au Canada de pétrole, de gaz naturel ou d'autres hydrocarbures apparentés, à l'exclusion du charbon, si ce droit, permis ou privilège a été acquis par le contribuable, au moment indiqué dans l'article 328R3, en vertu d'une entente ou autre contrat ou arrangement décrit dans l'article 328R2.

**328R2.** L'article 328R1 ne s'applique que si, en vertu de l'entente ou autre contrat ou arrangement, les seuls droits, permis ou privilèges acquis à l'égard du terrain relativement auquel le droit, permis ou privilège y visé a été acquis concernent l'exploration, le forage ou l'extraction de toute matière ou substance, liquide ou solide, qu'il s'agisse ou non d'hydrocarbures, produite en même temps que le pétrole, le gaz naturel ou les autres hydrocarbures apparentés, à l'exception du charbon, ou trouvée dans l'eau contenue dans un réservoir de pétrole ou de gaz, ou concernent le droit d'entrer sur ce terrain, de s'en servir et d'en occuper la portion nécessaire à l'exploitation de ce droit, permis ou privilège.

**328R3.** Le moment visé dans l'article 328R1 est tout moment antérieur à 1972, si le contribuable est une corporation décrite dans l'article 329 de la Loi ou une association, une société ou un syndicat décrits dans l'article 329R1, ou tout moment postérieur au 10 avril 1962 et antérieur à 1972, dans tout autre cas.

**329R1.** Aux fins de l'article 329 de la Loi, une personne prescrite comprend, en plus d'une personne au sens de l'article 1 de la Loi, une association, une société ou un syndicat constitués pour la recherche du pétrole ou du gaz naturel par exploration ou forage.

### TITRE XIV

#### RÈGLES RELATIVES AU CALCUL DU REVENU

### CHAPITRE I

#### RETOUR DE CAPITAL

### SECTION I

#### RÈGLE GÉNÉRALES

**336R1.** Aux fins du sous-paragraphe f du paragraphe 1 de l'article 336 de la Loi, le retour de capital est, dans le cas d'un contrat de rente pour un nombre déterminé d'années, la proportion de chaque paiement de rente représen-



tée par le rapport entre le prix d'achat du contrat et le total des versements à effectuer en vertu du contrat.

**336R2.** Dans le cas d'un contrat de rente basé en totalité ou en partie sur la survie d'une personne, le retour de capital est la proportion de chaque paiement de rente représentée par le rapport entre le prix d'achat du contrat et le total des versements qui devront raisonnablement s'effectuer en vertu du contrat, tels que calculés en vertu de la table de mortalité 1937 *Standard Annuity Table* publiée dans les volumes XXXIX et XL des *Transactions of the Actuarial Society of America* en se basant sur les probabilités complètes de vie.

**336R3.** Aux fins de l'article 336R2, l'âge d'une personne se calcule, à un moment donné, en soustrayant l'année civile de sa naissance de l'année civile pendant laquelle survient ce moment et en soustrayant 2 années de plus lorsque les versements commencent après 1971.

**336R4.** Lorsque dans le cas prévu par l'article 336R2, la personne y visée décède avant que le total des versements annuels n'atteigne un montant stipulé et que le contrat prévoit le paiement du solde, ce contrat est réputé pourvoir à la continuation des versements pour une durée déterminée minimale égale au nombre entier le plus rapproché du nombre d'années requises pour parfaire le paiement du montant stipulé.

## SECTION II

### CALCUL DU PRIX D'ACHAT

**336R5.** Sous réserve de la présente section et de l'article 970 de la Loi, le prix d'achat d'un contrat de rente désigne l'excédent de l'ensemble des primes versées en vertu du contrat sur l'ensemble de tous les montants qui sont devenus à payer après le 31 décembre 1975 et avant que ne commencent les paiements de rente en vertu du contrat, à titre ou en paiement intégral ou partiel d'une dividende en vertu du contrat.

**336R6.** Les règles prévues par les articles 336R7 et 336R8 s'appliquent au calcul du prix d'achat d'un contrat de rente en vertu duquel les paiements de rente commencent au décès d'une personne.

Elles s'appliquent également dans le cas de tout autre contrat de rente qui se qualifie comme contrat de rente viagère, au sens des articles 121R1 à 121R3, conclu avant le 23 octobre 1968 ou comme contrat de rente conclu avant le 4 janvier 1968 si, dans les 2 derniers cas, les paiements de rente commencent à l'expiration d'un nombre déterminé d'années et avant la plus tardive des 2 dates suivantes, soit le 1<sup>er</sup> janvier 1970 ou le jour du deuxième anniversaire du contrat qui survient après le 22 octobre 1968.

**336R7.** Lorsqu'un contrat de rente visé dans l'article 336R6 prévoit que le rentier peut accepter un montant global au lieu des paiements de rente à la date où les paiements commencent, ce montant constitue le prix d'achat du contrat.

Si le contrat ne prévoit aucun montant global, le prix d'achat du contrat est alors égal au montant qui peut être déterminé d'après le contrat comme étant la valeur actuelle de la rente à la date où les paiements de rente commencent.

**336R8.** Lorsqu'un contrat de rente visé dans l'article 336R6 ne prévoit pas de montant global et ne pourvoit pas au calcul de la valeur actuelle de la rente, le prix d'achat du contrat est égal aux primes versées, accumulées avec intérêt au taux de 4% l'an jusqu'à la date où les paiements de rente commencent, s'il s'agit d'un contrat souscrit en vertu de la Loi relative aux rentes sur l'État (S.R.C., 1970, c. G-6).

Si le contrat n'est pas souscrit en vertu de cette loi, le prix d'achat du contrat de rente est égal à la valeur actuelle des paiements de rente calculée, à la date où ces paiements commencent, en fonction d'un intérêt au taux de 4% l'an lorsque les paiements de rente commencent avant 1972 et 5½% lorsqu'ils commencent après 1971 et, dans le cas d'un contrat visé dans l'article 336R2, d'après les probabilités complètes de vie conformément à la table qui y est visée.

**336R9.** Lorsque le deuxième alinéa de l'article 336R6 s'appliquerait à un contrat de rente si l'on changeait, dans cet alinéa, l'expression « avant la plus tardive des 2 dates suivantes » par l'expression « à ou après la plus tardive des 2 dates suivantes », le prix d'achat du contrat est le plus élevé :

- a) de l'excédent :
  - i. de l'ensemble des primes versées en vertu du contrat ; sur
  - ii. l'ensemble des montants qui sont devenus à payer après le 31 décembre 1975 et avant que ne commencent les paiements de rente en vertu du contrat, à titre ou en paiement intégral ou partiel d'un dividende en vertu du contrat ; et
- b) de l'ensemble :
  - i. du montant qui serait établi à son égard en vertu des articles 336R7 ou 336R8 si la référence à la date où les paiements de rente commencent y était remplacée par une référence au jour du second anniversaire du contrat qui survient après le 22 octobre 1968 ; et

ii. de l'excédent de l'ensemble des primes versées en vertu du contrat après le jour du second anniversaire du contrat qui survient après le 22 octobre 1968 sur l'ensemble visé dans le sous-paragraphe ii du paragraphe *a*.

## CHAPITRE II REMBOURSEMENTS DE DÉDUCTIONS

**339R1.** Aux fins du paragraphe *d* de l'article 339 de la Loi, le remboursement de déductions à titre de solde différée est le montant déterminé en vertu des paragraphes 1 et 2 de l'article 206.21 des Ordonnances et Règlements royaux applicables aux forces canadiennes adoptés en vertu de la Loi sur la défense nationale (S.R.C., 1970, c. N-4).

## CHAPITRE III ALLOCATION D'ÉPUISEMENT

### SECTION I GÉNÉRALITÉS

**360R1.** Aux fins de l'article 360 de la Loi, un contribuable peut déduire à titre d'allocation d'épuisement, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, les montants déterminés dans le présent chapitre.

**360R2.** Dans le présent chapitre, l'expression :

*a)* « aliénation de biens » a le sens que lui donne le paragraphe *a* de l'article 93 de la Loi ;

*a.1)* « corporation d'exploration en participation » a le sens que lui donne l'article 382 de la Loi ;

*b)* « entreprise minière » ou « entreprise pétrolière » a le sens que lui donne l'article 359 de la Loi ;

*c)* « frais canadiens d'exploration et de mise en valeur » a le sens que lui donnent les articles 362 à 394 de la Loi ;

*d)* « frais canadiens d'exploration » a le sens que lui donnent les articles 395 à 407 de la Loi ;

*e)* « frais canadiens de mise en valeur » a le sens que lui donnent les articles 408 à 418 de la Loi ;

*f)* « frais étrangers d'exploration et de mise en valeur » a le sens que lui donne l'article 372 de la Loi ;

*g)* « mine » signifie un endroit où on extrait une matière d'une ressource minérale au Canada, à l'exclusion d'un puits d'extraction de matières provenant d'un gisement de sable bitumineux ou pétrolifère ou de schiste bitumineux ;

*h)* « minerai » comprend le minerai provenant d'une ressource minérale qui a été traité jusqu'à un stade antérieur à celui du métal brut ou l'équivalent ;

*i)* « produit de l'aliénation » d'un bien a le sens que lui donne le paragraphe *f* de l'article 93 de la Loi ;

*j)* « récupération primaire » désigne la récupération de pétrole d'un réservoir par suite de l'utilisation de l'énergie naturelle du réservoir pour amener le pétrole vers un puits productif.

D. 1981-80, a. 360R2 ; 1983-80, a. 16 ; 3926-80, a. 9.

**360R3.** Aux fins du présent chapitre, un contribuable qui est membre d'une société à la fin d'un exercice financier de celle-ci doit inclure dans le calcul de ses bénéfices de ressources à l'égard d'une entreprise minière ou d'une entreprise pétrolière, selon le cas, pour son année d'imposition pendant laquelle cet exercice financier prend fin, les bénéfices de ressources à l'égard d'une entreprise minière ou d'une entreprise pétrolière, selon le cas, de la société pour cet exercice financier jusqu'à concurrence de sa part dans ces bénéfices de ressources.

De plus, il est réputé, jusqu'à concurrence de sa part dans le revenu de la société à la fin de l'exercice financier, avoir acquis ou aliéné, selon le cas, au moment de son acquisition ou de son aliénation par la société, tout bien acquis ou aliéné par la société et avoir engagé ou fourni, selon le cas, au moment où la société a engagé cette dépense ou fourni ce service, toute dépense que la société a engagée ou tout service qu'elle a fourni.

D. 1981-80, a. 360R3 ; 1983-80, a. 17 ; 3926-80, a. 10.

**360R4.** Lorsqu'une personne a renoncé en faveur d'un contribuable à des frais engagés après le 7 novembre 1969 qui étaient des frais canadiens d'exploration et de mise en valeur, ou l'auraient été s'ils avaient été engagés après 1971, des frais canadiens d'exploration ou des frais canadiens de mise en valeur et qui étaient réputés être des frais du contribuable en vertu des articles 383, 407 ou 418 de la Loi ou du paragraphe 7 de l'article 29 du chapitre 63 des Statuts du Canada 1970-71-72, ces frais sont, aux fins du présent chapitre, réputés être des frais canadiens d'exploration et de mise en valeur, des frais canadiens d'exploration ou des frais canadiens de mise en valeur, selon le cas, engagés par le contribuable.

**360R5.** Aux fins de l'article 360R4, les frais y visés ne comprennent pas un montant ayant fait l'objet d'un choix en vertu des articles 181 ou 182 de la Loi ; de même, les frais canadiens d'exploration et de mise en valeur y visés ou les frais qui l'auraient été s'ils avaient été engagés après 1971 ne comprennent pas le coût d'un bien minier canadien acquis par une corporation d'exploration en partici-

pation, ou qui serait un tel bien si la corporation l'avait acquis après 1971 ; par ailleurs, les frais canadiens de mise en valeur y visés ne comprennent pas un montant visé dans le paragraphe c de l'article 408 de la Loi.

## SECTION II CALCUL DE L'ALLOCATION D'ÉPUISEMENT

**360R6.** Un contribuable peut, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, déduire un montant n'excédant pas le moindre de son épuisement gagné à la fin de l'année avant toute déduction en vertu du présent article pour l'année ou de l'ensemble :

a) de 25% de l'excédent de ses bénéfices de ressources à l'égard d'une entreprise pétrolière pour l'année sur le produit obtenu en multipliant par 4 l'ensemble des montants déduits dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu des articles 360R7 à 360R10 à l'égard de cette entreprise ; et

b) de 33 1/3% de l'excédent de ses bénéfices de ressources à l'égard d'une entreprise minière pour l'année sur le produit obtenu en multipliant par 3 l'ensemble des montants déduits dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu des articles 360R7 à 360R10 à l'égard de cette entreprise.

**360R7.** Une corporation qui, à un moment quelconque d'une année d'imposition et après le 7 novembre 1969, acquiert de quelque façon que ce soit, y compris par suite d'une fusion visée dans l'article 544 de la Loi, la totalité ou la quasi-totalité des biens d'une autre corporation qui utilisait ces biens dans une entreprise décrite dans les paragraphes a à g de l'article 363 de la Loi qu'elle exploitait au Canada, peut déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition donnée un montant n'excédant pas 25% de la partie que l'on peut attribuer à une entreprise pétrolière et 33 1/3% de la partie que l'on peut attribuer à une entreprise minière, de l'excédent de l'ensemble de la partie de son revenu pour l'année qui est déterminée en vertu de l'article 415.2 de la Loi à l'égard de l'autre corporation et de la partie de son revenu pour l'année qui est visée dans les sous-paragraphes ii ou iii du paragraphe b de l'article 360R12 et qui provient du traitement de minerais que la corporation a fait en utilisant des biens acquis de l'autre corporation, sur l'ensemble des montants déduits ou admissibles en déduction par elle, selon le cas, dans le calcul de son revenu pour l'année à l'égard de l'autre corporation, en vertu des articles 376, 402 ou 415 de la Loi ou en vertu du paragraphe 25 de l'article 29 du chapitre 63 des Statuts du Canada de 1970-71-72.

D. 1981-80, a. 360R7 ; 3926-80, a. 11.

**360R8.** Le montant admissible en déduction en vertu de l'article 360R7 pour une année d'imposition donnée ne doit pas être supérieur au montant de l'excédent déterminé en vertu de l'article 360R28 à l'égard de la corporation de qui les biens sont acquis moins les montants déduits en vertu de l'article 360R7 dans le calcul du revenu de la corporation qui a fait l'acquisition y mentionnée pour les années d'imposition antérieures à l'année donnée en conséquence de cette acquisition.

**360R9.** Une corporation qui, à un moment quelconque d'une année d'imposition et après le 7 novembre 1969, acquiert de quelque façon que ce soit, y compris par suite d'une fusion visée dans l'article 544 de la Loi, la totalité ou la quasi-totalité des biens d'une autre corporation, ci-après appelée « premier acquéreur », qui utilisait ces biens dans une entreprise décrite dans les paragraphes a à g de l'article 363 de la Loi qu'elle exploitait au Canada et qui avait elle-même acquis ces biens d'une autre corporation selon l'article 360R7, peut déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition donnée un montant n'excédant pas 25% de la partie que l'on peut attribuer à une entreprise pétrolière et 33 1/3% de la partie que l'on peut attribuer à une entreprise minière, de l'excédent de l'ensemble de la partie de son revenu pour l'année qui serait déterminée en vertu de l'article 415.2 de la Loi à l'égard du premier acquéreur si on y enlevait la référence à l'article 415.1 de la Loi et de la partie de son revenu pour l'année qui est visée dans les sous-paragraphes ii ou iii du paragraphe b de l'article 360R12 et qui provient du traitement de minerais que la corporation a fait en utilisant des biens dont l'autre corporation était propriétaire immédiatement avant leur acquisition par le premier acquéreur, sur l'ensemble des montants déduits ou admissibles en déduction par elle, selon le cas, dans le calcul de son revenu pour l'année à l'égard du premier acquéreur, en vertu des articles 378, 403 ou 415.1 de la Loi ou en vertu du paragraphe 29 de l'article 29 du chapitre 63 des Statuts du Canada 1970-71-72.

D. 1981-80, a. 360R9 ; 3926-80, a. 12.

**360R10.** Le montant admissible en déduction en vertu de l'article 360R9 pour une année d'imposition donnée ne doit pas être supérieur au montant de l'excédent déterminé en vertu de l'article 360R28 à l'égard de la corporation de qui le premier acquéreur avait lui-même acquis les biens moins l'ensemble des montants déduits par ce dernier dans le calcul de son revenu pour les années d'imposition antérieures à l'année donnée en vertu de l'article 360R7 en conséquence de cette acquisition et des montants déduits dans le calcul du revenu de la corporation qui a acquis les biens du premier acquéreur pour les années d'imposition antérieures à l'année donnée en vertu de l'article 360R9 en conséquence de cette dernière acquisition.

**360R10.1.** Lorsque l'acquisition de biens visée dans les articles 360R7 ou 360R9 résulte d'une opération autre qu'une fusion ou une liquidation, ces articles ne s'appliquent que si les corporations mentionnées dans cet article 360R7 ou les deux corporations mentionnées en premier lieu dans cet article 360R9, selon le cas, font un choix conformément aux articles 404.1 ou 415.3 de la Loi.

D. 3926-80, a. 13.

**360R11.** Un contribuable ne peut déduire en vertu des articles 360R6 à 360R10.1 pour une année d'imposition donnée un montant supérieur à l'ensemble de 25% de ses bénéfices de ressources à l'égard d'une entreprise pétrolière pour l'année et de 33 1/3% de ses bénéfices de ressources à l'égard d'une entreprise minière pour l'année.

D. 1981-80, a. 360R11 ; 3926-80, a. 14.

### SECTION III CALCUL DES BÉNÉFICES DE RESSOURCES

**360R12.** Aux fins du présent chapitre, les bénéfices de ressources d'un contribuable pour une année d'imposition à l'égard d'une entreprise minière sont l'excédent, sur l'ensemble décrit dans l'article 360R13, de l'ensemble :

a) du montant inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu du paragraphe *b* de l'article 330 de la Loi, dans la mesure où ce paragraphe réfère à un montant déduit en vertu de l'article 358 de la Loi, et des montants inclus dans ce calcul en vertu des paragraphes *d* et *e* de cet article 330 et du paragraphe 1 de l'article 333.2 de la Loi, moins toute déduction admise dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu des articles 333.1 et 358 de la Loi, lorsque le contribuable a une production provenant d'une ressource minérale au Canada exploitée par lui ;

b) de l'ensemble de ses revenus pour l'année calculés de la façon décrite dans l'article 360R13 et provenant :

i. de la production au Canada, provenant d'une ressource minérale au Canada exploitée par lui, de pétrole, de gaz naturel ou d'hydrocarbures apparentés, ou de métaux ou de minéraux jusqu'à un stade qui n'est pas postérieur à celui du métal brut ou l'équivalent ;

ii. du traitement au Canada de minerais provenant d'une ressource minérale au Canada qu'il n'exploite pas, jusqu'à un stade qui n'est pas postérieur à celui du métal brut ou l'équivalent ; et

iii. du traitement au Canada de minerais provenant d'une ressource minérale située hors du Canada, jusqu'à un stade qui n'est pas postérieur à celui du métal brut ou l'équivalent ; et

c) sous réserve du paragraphe *c* de l'article 360R16, de l'ensemble de chaque montant payé au contribuable à l'égard d'un loyer ou d'une redevance dont le montant est établi en fonction du volume ou de la valeur de la production provenant d'une ressource minérale au Canada de laquelle une personne, autre qu'une personne qui était exonérée d'impôt en vertu de la partie I de la Loi à un moment quelconque au cours des 24 mois précédant le moment de ce paiement, était autorisée à prendre ou à extraire des métaux ou des minéraux.

D. 1981-80, a. 360R12 ; 1535-81, a. 5.

**360R13.** Les montants qui doivent être déduits de l'ensemble déterminé dans l'article 360R12 pour une année d'imposition sont l'ensemble des pertes du contribuable pour l'année provenant d'une source décrite dans le paragraphe *b* de l'article 360R12, telles que calculées en vertu de la Loi en présumant qu'il n'a pas eu d'autres revenus ou pertes pour l'année que ceux provenant d'une telle source et qu'aucune déduction ne lui a été accordée dans le calcul de son revenu pour l'année, autre que :

a) les montants admissibles en déduction en vertu des articles 362 à 394 de la Loi, à l'exception de ceux qui sont des frais étrangers d'exploration et de mise en valeur, en vertu des paragraphes 2 et 6 de l'article 17 du chapitre 63 des Statuts du Canada de 1970-71-72 et en vertu de l'article 29 de ce chapitre, lorsque le contribuable n'a pas de bénéfices de ressources provenant d'un puits de pétrole ou de gaz au Canada et, dans tous les autres cas, la partie de ces montants qui peut raisonnablement être considérée comme étant attribuable en totalité à une ressource minérale au Canada ;

b) le montant qui est l'excédent des pertes visées dans l'article 360R15 sur les revenus visés dans l'article 360R14 ;

c) les montants admissibles en déduction ou déduits, selon le cas, en vertu des articles 395 à 418 de la Loi pour l'année, lorsqu'aucun montant n'est déduit en vertu du paragraphe *c* de l'article 360R15 dans le calcul de ses bénéfices ;

d) toute autre déduction que l'on peut considérer comme étant attribuable à une source de revenus décrite dans le paragraphe *b* de l'article 360R12, sauf une déduction en vertu des articles 360R6 à 360R10, 360R46, 360R47 et 360R54.

D. 1981-80, a. 360R13 ; 1983-80, a. 18 ; 2456-80, a. 6.

**360R14.** Aux fins du présent chapitre, les bénéfices de ressources d'un contribuable pour une année d'imposition à l'égard d'une entreprise pétrolière sont l'excédent, sur l'ensemble décrit dans l'article 360R15, de l'ensemble :

a) du montant inclus dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu du paragraphe *b* de l'article 330 de la Loi, dans la mesure où ce paragraphe réfère à un montant déduit en vertu de l'article 358 de la Loi, et des montants inclus dans ce calcul en vertu des paragraphes *d* et *e* de cet article 330 et du paragraphe 1 de l'article 333.2 de la Loi, moins toute déduction admise dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu des articles 333.1 et 358 de la Loi, lorsqu'aucun montant n'est inclus dans le calcul de ses bénéfices de ressources à l'égard d'une entreprise minière en vertu du paragraphe *a* de l'article 360R12 et que le contribuable a une production provenant d'un puits de pétrole ou de gaz au Canada exploité par lui ;

b) de l'ensemble de ses revenus pour l'année calculés de la façon décrite dans l'article 360R15 et provenant de la production de pétrole, de gaz naturel ou d'autres hydrocarbures apparentés provenant d'un puits de pétrole ou de gaz au Canada exploité par lui ; et

c) sous réserve du paragraphe *c* de l'article 360R16, de l'ensemble de chaque montant payé au contribuable à l'égard d'un loyer ou d'une redevance dont le montant est établi en fonction du volume ou de la valeur de la production provenant d'un puits de pétrole ou de gaz au Canada duquel une personne, autre qu'une personne qui était exonérée d'impôt en vertu de la partie I de la Loi à un moment quelconque au cours des 24 mois précédant le moment de ce paiement, était autorisée à prendre ou à extraire du pétrole, du gaz naturel ou d'autres hydrocarbures apparentés.

D. 1981-80, a. 360R14 ; 1535-81, a. 6.

**360R15.** Les montants qui doivent être déduits de l'ensemble déterminé dans l'article 360R14 pour une année d'imposition sont l'ensemble des pertes du contribuable pour l'année provenant d'une source décrite dans le paragraphe *b* de l'article 360R14, telles que calculées en vertu de la Loi en présumant qu'il n'a pas eu d'autres revenus ou pertes pour l'année que ceux provenant d'une telle source et qu'aucune déduction ne lui a été accordée dans le calcul de son revenu pour l'année, autre que :

a) les montants admissibles en déduction en vertu des articles 362 à 394 de la Loi, à l'exception de ceux qui sont des frais étrangers d'exploration et de mise en valeur, en vertu des paragraphes 2 et 6 de l'article 17 du chapitre 63 des Statuts du Canada de 1970-71-72 et en vertu de l'article 29 de ce chapitre, dans la mesure où ces montants ne sont pas admissibles en déduction en vertu du paragraphe *a* de l'article 360R13 ;

b) le montant qui est l'excédent des pertes visées dans l'article 360R13 sur les revenus visés dans l'article 360R12 ;

c) les montants admissibles en déduction ou déduits, selon le cas, en vertu des articles 395 à 418 de la Loi pour l'année, lorsque le contribuable a une production provenant d'un puits de pétrole ou de gaz au Canada exploité par lui ; et

d) toute autre déduction que l'on peut considérer comme étant attribuable à une source de revenus décrite dans le paragraphe *b* de l'article 360R14, sauf une déduction en vertu des articles 360R6 à 360R10, 360R46, 360R47 et 360R54.

D. 1981-80, a. 360R15 ; 1983-80, a. 19 ; 2456-80, a. 7.

**360R16.** Aux fins de la présente section :

a) une personne qui participe aux recettes de la production provenant d'une ressource minérale au Canada ou provenant d'un puits de pétrole ou de gaz au Canada, selon le cas, en vertu d'une entente prévoyant sa participation aux profits qui restent après avoir déduit les frais d'exploitation de cette ressource minérale ou de ce puits, selon le cas, est réputée exploiter cette ressource minérale ou ce puits, selon le cas ;

b) les revenus ou les pertes provenant d'une source décrite dans chacun des paragraphes *b* des articles 360R12 et 360R14 ne comprennent pas les revenus ou les pertes provenant du traitement, de la transmission ou du transport du pétrole, du gaz naturel ou d'hydrocarbures apparentés ; et

c) dans le calcul des bénéfices de ressources d'un contribuable provenant de loyers ou de redevances visés dans les paragraphes *c* des articles 360R12 et 360R14 à l'égard de biens y visés, lorsqu'une personne, autre que le contribuable ou une personne liée à celui-ci, a aliéné un tel bien avant le 12 décembre 1979 en faveur d'une personne qui était exonérée d'impôt en vertu de la partie I de la Loi et que le contribuable détenait un droit sur ce bien immédiatement avant le moment de l'aliénation et qu'il a conservé ce droit depuis ce moment, ces paragraphes *c* doivent se lire sans tenir compte des mots « autre qu'une personne qui était exonérée d'impôt en vertu de la partie I de la Loi à un moment quelconque au cours des 24 mois précédant le moment de ce paiement ».

D. 1981-80, a. 360R16 ; 1535-81, a. 7.

#### SECTION IV CALCUL DE L'ÉPUISEMENT GAGNÉ

**360R17.** Aux fins du présent chapitre, l'épuisement gagné d'un contribuable, à un moment donné, désigne l'excédent :

a) de l'ensemble :

i. de 33 1/3% des dépenses engagées par lui et décrites dans les articles 360R19 à 360R26, à l'exception de celles visées dans le sous-paragraphe ii et, s'il s'agit d'un particulier, de celles visées dans l'article 360R55 ; et

ii. de 50% des dépenses décrites dans l'article 360R18 ; sur

b) l'ensemble :

i. des montants déduits en vertu de l'article 360R6 dans le calcul de son revenu pour toute année d'imposition prenant fin avant ce moment et après le 6 mai 1974 ;

ii. de 33 1/3% des montants ajoutés en vertu des articles 180 ou 182 de la Loi au coût en capital pour lui d'un bien amortissable décrit dans le paragraphe d de l'article 360R19, dans l'article 360R23 et dans les paragraphes a et b de l'article 360R24 ;

iii. de 33 1/3% des montants qui deviennent à recevoir par lui avant ce moment et après le 28 avril 1978 et à l'égard desquels la contrepartie qu'il a fournie consiste en un bien, autre qu'une action ou un bien qui aurait été pour lui un bien minier canadien s'il l'avait acquis au moment où il a donné la contrepartie, ou en services, dont le coût peut raisonnablement être considéré comme ayant été une dépense originellement incluse, en vertu des paragraphes a, b ou c de l'article 360R19 ou du paragraphe c de l'article 360R24, dans le calcul de son épuisement gagné ou, lorsque le contribuable est une corporation visée dans les articles 360R7 ou 360R9, dans le calcul de l'épuisement gagné de la corporation de qui des biens ont été acquis aux termes de l'article 360R7 ;

iv. de 33 1/3% des montants relatifs à l'aliénation, avant ce moment et après le 28 avril 1978, d'un bien du contribuable, autre qu'un bien qu'il a déjà utilisé et qu'il a aliéné en faveur d'une personne avec laquelle il avait un lien de dépendance, dont le coût en capital a été inclus, en vertu du paragraphe d de l'article 360R19 ou des paragraphes a ou b de l'article 360R24, dans le calcul de son épuisement gagné ou, lorsque le contribuable est une corporation visée dans les articles 360R7 ou 360R9, dans le calcul de l'épuisement gagné de la corporation de qui des biens ont été acquis aux termes de l'article 360R7 ; et

v. lorsque le contribuable est une corporation de qui des biens ont été acquis aux termes de l'article 360R7, de tout montant dont l'article 360R28 exige la déduction avant ce moment aux fins du calcul de son épuisement gagné.

D. 1981-80, a. 360R17 ; 1983-80, a. 20 ; 2456-80, a. 8 ; 3926-80, a. 15.

**360R17.1.** Aux fins du sous-paragraphe iv du paragraphe b de l'article 360R17, chacun des montants y visés est égal au moindre du produit de l'aliénation du bien ou

de son coût en capital pour le contribuable ou la corporation de qui des biens ont été acquis aux termes de l'article 360R7, calculé sans tenir compte des articles 180 ou 182 de la Loi.

D. 1983-80, a. 21.

**360R18.** Les dépenses visées dans le sous-paragraphe ii du paragraphe a de l'article 360R17 sont celles qui ont été engagées au Québec après le 31 décembre 1974 à l'égard d'une entreprise pétrolière par le contribuable visé dans cet article, à l'exclusion des dépenses visées dans l'article 360R55 à l'égard d'une telle entreprise et qui seraient décrites dans les articles 360R19 à 360R26 :

a) si les articles 395 et 408 de la Loi se lisaient en y remplaçant, partout où il se trouve, le mot « Canada » par le mot « Québec » : et

b) si le paragraphe c de l'article 408 de la Loi ne s'appliquait qu'à un bien acquis à l'égard d'une entreprise pétrolière et qui serait décrit dans l'article 370 de la Loi si le mot « Canada » y était remplacé par le mot « Québec ».

D. 1981-80, a. 360R18 ; 2456-80, a. 9.

**360R19.** Les dépenses servant au calcul de l'ensemble visé dans le paragraphe a de l'article 360R17 sont celles qui ont été engagées par un contribuable après le 7 novembre 1969 et avant le moment donné visé dans cet article et dont chacune est comprise :

a) dans les frais canadiens d'exploration et de mise en valeur, ou le serait si elle avait été faite après 1971, et a effectivement été engagée avant le 7 mai 1974 dans le cas d'une entreprise pétrolière et avant le 1<sup>er</sup> avril 1975 dans le cas d'une entreprise minière, autres que ceux visés dans l'article 360R20 ;

b) dans les frais canadiens d'exploration, autres que ceux visés dans l'article 360R21 ;

c) dans les frais canadiens de mise en valeur, autres que ceux visés dans l'article 360R22 ; ou

d) dans le coût en capital d'un bien décrit dans le sous-paragraphe a du paragraphe 2 de la catégorie 10 de l'annexe B, ou qui le serait si ce n'était du sous-paragraphe ii de ce sous-paragraphe a, ou d'un bien décrit dans le sous-paragraphe e de ce paragraphe 2, ou qui le serait si ce n'était du sous-paragraphe iii de ce sous-paragraphe e, autre qu'un bien décrit dans l'article 360R23.

D. 1981-80, a. 360R19 ; 3926-80, a. 16.

**360R20.** Les frais visés dans le paragraphe a de l'article 360R19 ne comprennent pas :

a) un montant réputé être, en vertu de l'article 181 de la Loi, une dépense d'exploration, de prospection et de mise en valeur ou des frais canadiens d'exploration et de mise en valeur ;

b) le coût pour un contribuable d'un bien minier canadien acquis par lui ou qui aurait été un tel bien s'il l'avait acquis après 1971 ;

c) les frais canadiens d'exploration et de mise en valeur engagés après qu'une mine fut entrée en production en quantité commerciale raisonnable que l'on peut raisonnablement considérer comme étant reliés à la mine ou à une extension réelle ou éventuelle de celle-ci ;

d) les frais qui seraient visés dans le paragraphe c s'ils avaient été engagés après 1971 ;

e) les frais auxquels le contribuable a choisi de renoncer en vertu du paragraphe 7 de l'article 29 du chapitre 63 des Statuts du Canada de 1970-71-72 ou de l'article 381 de la Loi ;

f) un montant qui, en vertu du paragraphe d de l'article 364 de la Loi, constituait pour un contribuable des frais canadiens d'exploration et de mise en valeur ou en aurait constitué s'il avait été dépensé après 1971, si ce montant était des frais mentionnés dans l'un des paragraphes a à e et engagés par une association, société ou syndicat visé dans le paragraphe d de l'article 364 de la Loi ; et

g) un montant qui, en vertu du paragraphe e de l'article 364 de la Loi, constituait pour un contribuable des frais canadiens d'exploration et de mise en valeur ou en aurait constitué s'il avait été dépensé après 1971, si ce montant était des frais mentionnés dans l'un des paragraphes a à e et engagés par le contribuable conformément à une entente mentionnée dans le paragraphe e de l'article 364 de la Loi.

**360R21.** Les frais visés dans le paragraphe b de l'article 360R19 ne comprennent pas :

a) un montant réputé être, en vertu des articles 181 ou 182 de la Loi, des frais canadiens d'exploration ;

b) les frais auxquels le contribuable a choisi de renoncer en vertu de l'article 406 de la Loi ;

c) un montant qui, en vertu du paragraphe d de l'article 395 de la Loi, constituait pour un contribuable des frais canadiens d'exploration, si ce montant était des frais mentionnés dans les paragraphes a et b et engagés par une société visée dans ce paragraphe d ;

d) un montant qui, en vertu du paragraphe e de l'article 395 de la Loi, constituait pour un contribuable des frais canadiens d'exploration, si ce montant était des frais mentionnés dans les paragraphes a et b et engagés par le contri-

buable conformément à une entente mentionnée dans le paragraphe e de l'article 395 de la Loi ; et

e) les frais décrits dans le paragraphe b de l'article 395 de la Loi que le contribuable a engagés dans une année précédente et qu'il a inclus dans le calcul de ses frais canadiens de mise en valeur pour une année d'imposition précédente.

D. 1981-80, a. 360R21 ; 3926-80, a. 17.

**360R22.** Les frais visés dans le paragraphe c de l'article 360R19 ne comprennent pas :

a) un montant réputé être, en vertu des articles 181 et 182 de la Loi, des frais canadiens de mise en valeur ;

b) les frais auxquels le contribuable a choisi de renoncer en vertu de l'article 417 de la Loi ;

c) un montant visé dans le paragraphe c de l'article 408 de la Loi ;

d) un montant qui, en vertu du paragraphe d de l'article 408 de la Loi, constituait pour un contribuable des frais canadiens de mise en valeur, si ce montant était des frais mentionnés dans l'un des paragraphes a et c et engagés par un société visée dans ce paragraphe d ; et

e) un montant qui, en vertu du paragraphe e de l'article 408 de la Loi, constituait pour un contribuable des frais canadiens de mise en valeur, si ce montant était des frais mentionnés dans l'un des paragraphes a et c et engagés par le contribuable conformément à une entente mentionnée dans le paragraphe e de l'article 408 de la Loi.

D. 1981-80, a. 360R22 ; 3926-80, a. 18.

**360R23.** Un bien mentionné dans le paragraphe d de l'article 360R19 ne comprend toutefois pas un bien qui, avant son acquisition par un contribuable, a déjà été utilisé par une personne ayant un lien de dépendance avec lui ni un bien qui n'a pas été acquis par un contribuable principalement aux fins :

a) de traiter au Canada, jusqu'à un stade qui n'est pas postérieur à celui du métal brut ou de l'équivalent, un minerai provenant d'une ressource minérale au Canada qui, dans un délai raisonnable après que le contribuable eut acquis le bien, est entrée en production en quantité commerciale raisonnable ou a fait l'objet d'une extension importante permettant d'augmenter d'au moins 25%, l'année suivant l'extension, par rapport à l'année la précédant, la capacité maximale, mesurée en tonnes métriques de production de minerai, de l'usine qui traite les minerais de la mine ; ou

b) de traiter au Canada, jusqu'à un stade qui n'est pas postérieur à celui du métal brut ou l'équivalent, un mine-

rai provenant d'une ressource minérale au Canada dont la totalité ou une partie des minerais en provenant durant l'année précédant immédiatement l'acquisition du bien était ordinairement traité en dehors du Canada jusqu'à un stade qui n'est pas postérieur à celui du métal brut ou l'équivalent, si ce traitement au Canada est au-delà du stade le plus avancé auquel ce minerai ou d'autres minerais semblables provenant de cette ressource minérale au Canada étaient ordinairement traités au Canada avant l'acquisition du bien

**360R24.** Les dépenses servant au calcul de l'ensemble visé dans le paragraphe *a* de l'article 360R17 comprennent également :

*a)* les dépenses, autres que celles visées dans l'article 360R19, qui ont été engagées par un contribuable après le 8 mai 1972 et avant le moment donné visé dans l'article 360R17 et dont chacune constitue pour lui le coût en capital d'un bien décrit dans le sous-paragraphe *e* du paragraphe 2 de la catégorie 10 de l'annexe B, si ce bien a été acquis aux fins de traiter un minerai au Canada, après son extraction d'une ressource minérale, jusqu'à un stade qui n'est pas postérieur à celui du métal brut ou l'équivalent et si ce bien n'a pas déjà été utilisé, avant son acquisition par le contribuable, par une personne ayant un lien de dépendance avec ce dernier ;

*b)* les dépenses, autres que celles visées dans le paragraphe *a* et dans l'article 360R19, qui ont été engagées par un contribuable avant le moment donné visé dans l'article 360R17 et dont chacune constitue pour lui le coût en capital d'un bien compris dans la catégorie 28 de l'annexe B, autre qu'un bien :

*i.* inclus dans cette catégorie en vertu du sous-paragraphe *ii* du paragraphe *d* du premier alinéa de cette catégorie ;

*ii.* acquis avant le 17 novembre 1978 et inclus dans cette catégorie en vertu du renvoi, dans le sous-paragraphe *i* de ce paragraphe *d*, au sous-paragraphe *f* du paragraphe 2 de la catégorie 10 de l'annexe B ; ou

*iii.* visé dans le paragraphe *b* de l'article 360R48 ; et

*c)* les dépenses, autres que celles visées dans les paragraphes *a* et *b* et dans l'article 360R19, qui ont été engagées par un contribuable avant le 8 novembre 1969 à l'égard d'une mine entrée en production en quantité commerciale raisonnable avant cette date, aux fins de l'exploration d'un gisement de sable bitumineux ou pétrolifère ou de schiste bitumineux, ou de la mise en valeur de la mine afin de gagner ou produire un revenu provenant de l'extraction d'une matière d'un tel gisement.

D. 1981-80, a. 360R24 ; 1983-80, a. 22 ; 3926-80, a. 19.

**360R25.** Les dépenses servant au calcul de l'ensemble visé dans le paragraphe *a* de l'article 360R17 comprennent en outre les dépenses qui ont été engagées par un contribuable après le 31 mars 1975 et avant le 17 novembre 1978 et dont chacune constitue pour lui le coût en capital d'un bien situé au Québec et compris dans la catégorie 28 de l'annexe B qui, s'il n'était pas inclus dans cette catégorie, serait compris dans la catégorie 10 de l'annexe B en vertu du sous-paragraphe *f* du paragraphe 2 de cette catégorie 10.

D. 1981-80, a. 360R25 ; 1983-80, a. 23 ; 3926-80, a. 20.

**360R26.** Les dépenses visées dans les articles 360R19, 360R24 et 360R25 ne comprennent toutefois pas les dépenses engagées pour acquérir un bien dans des circonstances qui permettent à un contribuable de réclamer une déduction en vertu des articles 360R7 à 360R11 ou qui le lui permettraient si ses bénéfices de ressources étaient suffisants.

**360R27.** Aux fins du calcul de l'épuisement gagné d'une corporation dont le contrôle est réputé, aux fins de l'article 384 de la Loi, être acquis, après le 31 mars 1977 et après qu'elle a cessé pour la dernière fois d'exploiter activement toute entreprise, par une ou plusieurs personnes qui ne la contrôlaient pas au moment de cette cessation, l'excédent du montant de l'épuisement gagné de la corporation à ce moment sur l'ensemble des montants qu'elle a déduits par ailleurs en vertu de l'article 360R6 dans le calcul de son revenu pour les années d'imposition se terminant après ce moment et avant cette acquisition de contrôle, est réputé avoir été déduit en vertu de l'article 360R6 dans le calcul du revenu de la corporation pour les années d'imposition se terminant avant cette acquisition de contrôle.

**360R28.** La corporation de qui des biens sont acquis aux termes de l'article 360R7 doit, aux fins du calcul de son épuisement gagné à un moment quelconque après son année d'imposition pendant laquelle l'acquisition visée dans cet article a eu lieu, déduire le montant de l'excédent de son épuisement gagné immédiatement après l'acquisition, en supposant pour cette fin, lorsque cette acquisition résulte d'une fusion visée dans l'article 544 de la Loi, qu'elle a continué d'exister après cette acquisition et qu'aucun bien n'a été acquis ou aliéné au cours de la fusion, sur le montant déduit en vertu de l'article 360R6 dans le calcul de son revenu pour cette année d'imposition.

D. 1981-80, a. 360R28 ; 1983-80, a. 24.

**360R28.1.** Lorsque l'acquisition de biens visée dans l'article 360R7 résulte d'une opération autre qu'une fusion ou une liquidation, l'article 360R28 ne s'applique que si les



corporations mentionnées dans cet article 360R7 font un choix conformément aux articles 404.1 ou 415.3 de la Loi.

D. 3926-80, a. 21.

## SECTION V ALLOCATION ADDITIONNELLE À L'ÉGARD DE CERTAINS FRAIS D'EXPLORATION

**360R29.** Un contribuable peut déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition un montant n'excédant pas le moindre de :

a) son revenu pour l'année tel que calculé en vertu de la Loi, avant toute déduction en vertu du présent article et de l'article 360R54 ; ou

b) son compte d'exploration à la fin de l'année, calculé avant toute déduction pour l'année en vertu du présent article.

D. 1981-80, a. 360R29 ; 2456-80, a. 10.

**360R30.** Aux fins de la présente section, le compte d'exploration d'un contribuable à un moment donné désigne un montant égal à l'excédent, sur le montant calculé en vertu de l'article 360R30.1 à ce moment, de l'ensemble :

a) des montants dont chacun est, à l'égard d'un puits de pétrole ou de gaz au Canada, égal à 66 2/3% de l'excédent :

i. des frais engagés après le 31 mars 1977 et avant le 1<sup>er</sup> avril 1980 et avant le moment donné à l'égard du puits, autres que les frais ou montants décrits dans les paragraphes *a* à *d* de l'article 360R21 et les frais qui peuvent être considérés comme ayant été engagés en contrepartie de services rendus au contribuable après le 31 mars 1980, qui seraient des frais inclus dans les frais canadiens d'exploration du contribuable en vertu des articles 395 à 397 de la Loi si cet article 395 se lisait sans tenir compte des paragraphes *c* et *c.1* ni, dans le paragraphe *b*, des mots « le forage du puits est terminé dans les 6 mois de la fin de l'année et que » et si, dans les paragraphes *d* et *e* de cet article 395, la référence aux paragraphes « *a* à *c.1* » y était remplacée par une référence aux paragraphes « *a* ou *b* » ; sur

ii. le montant de base du contribuable à l'égard du puits, déterminé en vertu de l'article 360R31, moins le montant qui serait déterminé en vertu du sous-paragraphe i à l'égard du contribuable pour le puits si l'expression « après le 31 mars 1977 et avant le 1<sup>er</sup> avril 1980 » était remplacée par l'expression « après le 30 juin 1976 et avant le 1<sup>er</sup> avril 1977 » ; et

b) lorsque le contribuable est une corporation visée dans l'article 360R36, de tout montant dont cet article exige l'addition aux fins du calcul de son compte d'exploration avant le moment donné.

D. 1981-80, a. 360R30 ; 1983-80, a. 25 ; 3926-80, a. 22 ; 1535-81, a. 8.

**360R30.1.** Le montant visé dans l'article 360R30 au moment donné y visé est égal à l'ensemble :

a) des montants déduits par le contribuable en vertu de l'article 360R29 dans le calcul de son revenu pour les années d'imposition se terminant avant ce moment ;

b) de 66 2/3% des montants qui deviennent à recevoir par le contribuable avant ce moment et après le 28 mars 1979 et à l'égard desquels la contrepartie qu'il a fournie consiste en un bien, autre qu'une action ou un bien qui aurait été pour lui un bien minier canadien s'il l'avait acquis au moment où il a donné la contrepartie, ou en services, dont le coût peut raisonnablement être considéré comme ayant été originellement une dépense à l'égard de laquelle un montant a été inclus, en vertu du paragraphe *a* de l'article 360R30, dans le calcul de son compte d'exploration ou, lorsque le contribuable est une corporation visée dans l'article 360R36, dans le calcul du compte d'exploration de la corporation de qui le contribuable a acquis les biens ; et

c) lorsque le contribuable est une corporation de qui des biens ont été acquis au termes de l'article 360R36, de tout montant dont l'article 360R37 exige la déduction aux fins du calcul de son compte d'exploration avant ce moment.

D. 1983-80, a. 25.

**360R31.** Aux fins de l'article 360R30, le montant de base d'un contribuable à l'égard d'un puits de pétrole ou de gaz est :

a) lorsqu'une entente décrite dans l'article 360R32 a été produite au ministre à l'égard du puits par le contribuable et une ou plusieurs autres personnes, le montant accordé au contribuable en vertu de l'entente ;

b) lorsqu'aucun montant n'est accordé au contribuable en vertu de l'entente visée dans le paragraphe *a* ou lorsqu'une entente décrite dans l'article 360R32 a été produite au ministre à l'égard du puits par une ou plusieurs personnes autres que le contribuable, nul ; ou

c) lorsqu'aucune entente visée dans les paragraphes *a* ou *b* n'a été produite au ministre à l'égard du puits, 5 000 000 \$.

**360R32.** L'entente visée dans l'article 360R31 à l'égard d'un puits est une entente, en la forme prescrite, se-

lon laquelle l'ensemble des montants accordés à l'égard du puits est de 5 000 000 \$ et aux termes de laquelle le montant accordé à chacune des personnes visées dans l'entente n'excède pas celui qui serait déterminé à l'égard de cette personne pour le puits en vertu du sous-paragraphe i du paragraphe a de l'article 360R30 au moment où l'entente est produite au ministre, si l'expression « le 31 mars 1977 » dans ce paragraphe était remplacée par l'expression « le 30 juin 1976 ».

D. 1981-80, a. 360R32 ; 1983-80, a. 26.

**360R33.** Lorsque, par suite de difficultés d'ordre mécanique ou géologique, le forage d'un puits de pétrole ou de gaz donné n'atteint pas ses objectifs géologiques spécifiés dans l'autorisation de forer émise par l'organisme gouvernemental concerné et qu'un autre puits, y compris un puits de secours, est foré dans la même formation géologique et que cet autre puits peut raisonnablement être considéré comme continuant ou remplaçant le puits de pétrole ou de gaz donné, les frais de forage de l'autre puits sont, aux fins de la présente section, réputés être des frais de forage du puits de pétrole ou de gaz donné.

**360R34.** Aux fins de la présente section :

a) lorsqu'une corporation actionnaire est réputée avoir engagé des frais canadiens d'exploration en vertu d'un choix fait par une corporation d'exploration en participation conformément à l'article 406 de la Loi, ces frais sont réputés avoir été engagés par la corporation actionnaire au moment où ils ont été engagés par la corporation d'exploration en participation ; et

b) lorsqu'un membre d'une société est réputé avoir engagé des frais canadiens d'exploration en vertu du paragraphe d de l'article 395 de la Loi, ces frais sont réputés avoir été engagés par le membre au moment où ils ont été engagés par la société.

D. 1981-80, a. 360R34 ; 3926-80, a. 23.

**360R35.** Aux fins de la présente section, un puits de pétrole ou de gaz comprend un trou de sonde dans le but de déterminer l'existence, la localisation, l'étendue ou la qualité d'une nappe de pétrole ou de gaz naturel, à l'exception d'une ressource minérale.

**360R36.** Une corporation qui acquiert après le 31 mars 1977, de quelque façon que ce soit, y compris par suite d'une fusion visée dans l'article 544 de la Loi, la totalité ou la quasi-totalité de biens d'une autre corporation qui utilisait ces biens dans une entreprise décrite dans les paragraphes a à g de l'article 363 de la Loi qu'elle exploitait au Canada, doit, aux fins du calcul de son compte d'exploration à un moment donné après cette acquisition,

ajouter le montant de l'excédent calculé en vertu de l'article 360R37 à l'égard de l'autre corporation.

D. 1981-80, a. 360R36 ; 1983-80, a. 27.

**360R37.** La corporation de qui des biens ont été acquis conformément à l'article 360R36 doit, aux fins du calcul de son compte d'exploration à un moment donné après son année d'imposition pendant laquelle l'acquisition visée dans cet article a eu lieu, déduire le montant de l'excédent de son compte d'exploration immédiatement après cette acquisition, en supposant pour cette fin, lorsque cette acquisition résulte d'une fusion visée dans l'article 544 de la Loi, qu'elle a continué d'exister après cette acquisition et qu'aucun bien n'a été acquis ou aliéné au cours de la fusion, sur le montant déduit en vertu de l'article 360R29 dans le calcul de son revenu pour cette année d'imposition.

D. 1981-80, a. 360R37 ; 1983-80, a. 27.

**360R37.1.** Lorsque l'acquisition de biens visée dans l'article 360R36 résulte d'une opération autre qu'une fusion ou une liquidation, les articles 360R36 et 360R37 ne s'appliquent que si les corporations mentionnées dans cet article 360R36 font un choix conformément aux articles 404.1 ou 415.3 de la Loi.

D. 3926-80, a. 24.

## SECTION VI ALLOCATIONS SUPPLÉMENTAIRES À L'ÉGARD DE CERTAINS PUIITS DE PÉTROLE OU DE GAZ

**360R38.** Sous réserve des articles 360R41 et 360R42, un contribuable qui a un revenu provenant pour une année d'imposition d'un puits de pétrole ou de gaz situé hors du Canada ou un particulier qui a un revenu provenant pour une année d'imposition d'un puits de pétrole ou de gaz situé au Canada peut déduire, dans le calcul de son revenu pour l'année, le moindre de la partie de son revenu pour l'année que l'on peut raisonnablement considérer comme provenant du puits ou de l'ensemble des frais de forage qu'il a engagés pendant l'année et les années d'imposition précédentes à l'égard du puits moins l'ensemble des montants admissibles en déduction à cet égard dans le calcul de son revenu pour les années précédentes aux fins de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148).

**360R39.** Aux fins de l'article 360R38, les frais de forage n'incluent pas le coût du terrain, le bail ou autres droits ni les frais indirects, comme les frais généraux d'exploration ou d'études géologiques ou géophysiques.

**360R40.** Lorsqu'un contribuable a plus d'un puits visé dans l'article 360R38, la déduction permise par cet article se calcule séparément pour chaque puits auquel cet article s'applique.

**360R41.** Un particulier qui a un revenu provenant pour une année d'imposition d'un puits de pétrole ou de gaz situé au Canada ne peut faire aucune déduction en vertu de la présente section dans le calcul de ce revenu à l'égard des frais de forage de ce puits engagés après le 10 avril 1962.

**360R42.** Un contribuable qui a un revenu provenant pour une année d'imposition d'un puits de pétrole ou de gaz situé hors du Canada ne peut faire aucune déduction en vertu de la présente section dans le calcul de ce revenu à l'égard des frais de forage de ce puits engagés après 1971.

## SECTION VII ALLOCATIONS SUPPLÉMENTAIRES À L'ÉGARD DE CERTAINES MINES

**360R43.** Un contribuable qui exploite au Canada une mine pour la production de matières provenant d'une ressource minérale au Canada peut déduire, dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, un montant n'excédant pas 25% de l'ensemble des dépenses faites ou engagées par lui avant 1972 que l'on peut raisonnablement considérer comme étant attribuables à l'exploration, à la prospection et à la mise en valeur de la mine avant sa production en quantité commerciale raisonnable.

**360R44.** L'ensemble mentionné dans l'article 360R43 ne doit pas comprendre les dépenses y visées dans la mesure où elles représentent :

a) des dépenses à l'égard desquelles une déduction de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les surplus de bénéfices ou une déduction dans le calcul de ces impôts était permise en vertu de l'article 8 de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu (S.C., 1917, c. 28);

b) des dépenses à l'égard desquelles un montant a été déduit dans le calcul du revenu du contribuable en vertu de l'article 16 du chapitre 63 des Statuts du Canada de 1947, de l'article 16 du chapitre 53 des Statuts du Canada de 1947-48 ou, dans le cas d'une dépense engagée avant 1953, en vertu de l'article 53 du chapitre 25 des Statuts du Canada de 1949, 2<sup>e</sup> Session;

c) des dépenses engagées après 1952 à l'égard desquelles une déduction était ou est permise en vertu de l'article 53 du chapitre 25 des Statuts du Canada de 1949, 2<sup>e</sup> Session, de l'article 83A de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148) tel qu'il s'appliquait à l'année d'im-

position 1971 ou de l'article 29 du chapitre 63 des Statuts du Canada de 1970-71-72;

d) des dépenses que le contribuable a déduites dans le calcul de son revenu pour l'année dans laquelle elles ont été engagées;

e) le coût pour le contribuable d'un bien à l'égard duquel il a droit à une déduction en vertu du paragraphe a de l'article 130 de la Loi; ou

f) le coût pour le contribuable d'une tenure à bail.

**360R45.** La déduction prévue par l'article 360R43 ne doit pas excéder l'ensemble y visé moins l'ensemble des déductions faites en vertu de cet article dans le calcul du revenu du contribuable pour les années d'imposition précédentes et des déductions semblables qu'il a faites dans le calcul de son revenu aux fins de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu (S.C., 1917, c. 28) et de la Loi de l'impôt sur le revenu de 1948 (S.C., 1948, c. 52).

## SECTION VIII ALLOCATION ADDITIONNELLE À L'ÉGARD DE CERTAINS BIENS

**360R46.** Un contribuable qui n'est pas une corporation peut déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition un montant n'excédant pas le moindre :

a) de 25% de l'ensemble :

i. de l'excédent de ses bénéfices de ressources pour l'année à l'égard d'une entreprise pétrolière sur 4 fois le montant déduit en vertu de l'article 360R6 à l'égard de cette entreprise dans le calcul de son revenu pour l'année; et

ii. de l'excédent de ses bénéfices de ressources pour l'année à l'égard d'une entreprise minière sur 3 fois le montant déduit en vertu de l'article 360R6 à l'égard de cette entreprise dans le calcul de son revenu pour l'année; ou

b) de son épuisement additionnel à la fin de l'année, calculé avant toute déduction pour l'année en vertu du présent article.

D. 1983-80, a. 28.

**360R47.** Un contribuable qui est une corporation peut déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition un montant n'excédant pas le moindre :

a) de 50% de son revenu pour l'année tel que calculé en vertu de la partie I de la Loi, avant toute déduction en vertu du présent article et de l'article 360R29; ou

b) de son épuisement additionnel à la fin de l'année, calculé avant toute déduction pour l'année en vertu du présent article.

D. 1983-80, a. 28.

**360R48.** Aux fins de la présente section, l'épuisement additionnel d'un contribuable à un moment donné désigne un montant égal à l'excédent, sur le montant calculé en vertu de l'article 360R49 à ce moment, de l'ensemble :

a) de 50% des dépenses qu'il a engagées avant ce moment et dont chacune constitue pour lui le coût en capital d'un bien compris dans la catégorie 10 de l'annexe B en vertu du sous-paragraphe d du paragraphe 2 de cette catégorie, qu'il a acquis après le 10 avril 1978 et qui est utilisé dans la production de pétrole, provenant d'un réservoir ou d'un gisement de sable bitumineux ou pétrolifère ou de schiste bitumineux au Canada qu'il exploite, qui accroît la quantité de pétrole qui serait récupérée par suite de la seule utilisation des techniques de récupération primaire, autre qu'un bien ayant été utilisé :

i. avant son utilisation dans cette production, par le contribuable dans un procédé de récupération primaire ;

ii. avant son acquisition par le contribuable, par une personne avec laquelle il avait un lien de dépendance ; ou

iii. avant le 11 avril 1978, dans la production de pétrole, provenant d'un réservoir au Canada, qui accroît la quantité de pétrole qui serait récupérée par suite de la seule utilisation des techniques de récupération primaire ;

b) de 33 1/3% des dépenses qu'il a engagées avant ce moment et dont chacune constitue pour lui le coût en capital d'un bien compris dans la catégorie 28 de l'annexe B et qu'il a acquis après le 10 avril 1978 principalement dans le but de tirer ou de produire un revenu d'une ou plusieurs mines situées dans un gisement de sable bitumineux ou pétrolifère ou de schiste bitumineux d'où sont extraites des matières, autre qu'un bien visé dans les sous-paragraphe i ou ii du paragraphe b de l'article 360R24 ; et

c) lorsque le contribuable est une corporation visée dans l'article 360R51, de tout montant dont cet article exige l'addition avant ce moment aux fins du calcul de son épuisement additionnel.

D. 1983-80, a. 28 ; 3926-80, a. 25.

**360R49.** Le montant visé dans l'article 360R48 au moment donné y visé est égal à l'ensemble :

a) des montants déduits par le contribuable en vertu des articles 360R46 ou 360R47, selon le cas, dans le calcul

de son revenu pour les années d'imposition se terminant avant ce moment ;

b) de 50% des montants ajoutés en vertu des articles 180 ou 182 de la Loi au coût en capital pour le contribuable d'un bien amortissable décrit dans le paragraphe a de l'article 360R48 ;

c) de 50% des montants relatifs à l'aliénation, avant ce moment, d'un bien du contribuable, autre qu'un bien qu'il a déjà utilisé et qu'il a aliéné en faveur d'une personne avec laquelle il avait un lien de dépendance, dont le coût en capital a été inclus, en vertu du paragraphe a de l'article 360R48, dans le calcul de son épuisement additionnel ou, lorsque le contribuable est une corporation visée dans l'article 360R51, dans le calcul de l'épuisement additionnel de la corporation de qui le contribuable a acquis les biens ;

d) de 33 1/3% des montants ajoutés en vertu des articles 180 ou 182 de la Loi au coût en capital pour le contribuable d'un bien amortissable décrit dans le paragraphe b de l'article 360R48 ;

e) de 33 1/3% des montants relatifs à l'aliénation, avant ce moment, d'un bien du contribuable, autre qu'un bien qu'il a déjà utilisé et qu'il a aliéné en faveur d'une personne avec laquelle il avait un lien de dépendance, dont le coût en capital a été inclus, en vertu du paragraphe b de l'article 360R48, dans le calcul de son épuisement additionnel ou, lorsque le contribuable est une corporation visée dans l'article 360R51, dans le calcul de l'épuisement additionnel de la corporation de qui le contribuable a acquis les biens ; et

f) lorsque le contribuable est une corporation de qui des biens ont été acquis aux termes de l'article 360R51, de tout montant dont l'article 360R52 exige la déduction avant ce moment aux fins du calcul de son épuisement additionnel.

D. 1983-80, a. 28 ; 3926-80, a. 26.

**360R50.** Aux fins des paragraphes c et e de l'article 360R49, chacun des montants y visés est égal au moindre du produit de l'aliénation du bien ou de son coût en capital pour le contribuable ou la corporation de qui des biens ont été acquis aux termes de l'article 360R51, calculé sans tenir compte des articles 180 ou 182 de la Loi.

D. 1983-80, a. 28.

**360R51.** Une corporation qui acquiert de quelque façon que ce soit, y compris par suite d'une fusion visée dans l'article 544 de la Loi, la totalité ou la quasi-totalité des biens d'une autre corporation qui utilisait ces biens dans une entreprise décrite dans les paragraphes a à g de l'arti-

cle 363 de la Loi qu'elle exploitait au Canada, doit, aux fins du calcul de son épuisement additionnel à un moment donné après cette acquisition, ajouter le montant de l'excédent calculé en vertu de l'article 360R52 à l'égard de l'autre corporation.

D. 1983-80, a. 28.

**360R52.** La corporation de qui des biens ont été acquis conformément à l'article 360R51, doit, aux fins du calcul de son épuisement additionnel à un moment donné après son année d'imposition pendant laquelle l'acquisition visée dans cet article a eu lieu, déduire le montant de l'excédent de son épuisement additionnel immédiatement après cette acquisition, en supposant pour cette fin, lorsque cette acquisition résulte d'une fusion visée dans l'article 544 de la Loi, qu'elle a continué d'exister après cette acquisition et qu'aucun bien n'a été acquis ou aliéné au cours de la fusion, sur le montant déduit en vertu de l'article 360R47 dans le calcul de son revenu pour cette année d'imposition.

D. 1983-80, a. 28.

**360R52.1.** Lorsque l'acquisition de biens visée dans l'article 360R51 résulte d'une opération autre qu'une fusion ou une liquidation, les articles 360R51 et 360R52 ne s'appliquent que si les corporations mentionnées dans cet article 360R51 font un choix conformément aux articles 404.1 ou 415.3 de la Loi.

D. 3926-80, a. 27.

**360R53.** Aux fins du calcul de l'épuisement additionnel d'une corporation dont le contrôle est réputé, aux fins de l'article 384 de la Loi, être acquis, après qu'elle a cessé pour la dernière fois d'exploiter activement toute entreprise, par une ou plusieurs personnes qui ne la contrôlaient pas au moment de cette cessation, l'excédent du montant de l'épuisement additionnel de la corporation à ce moment sur l'ensemble des montants déduits par ailleurs en vertu de l'article 360R47 dans le calcul de son revenu pour les années d'imposition se terminant après ce moment et avant cette acquisition de contrôle, est réputé avoir été déduit en vertu de cet article 360R47 dans le calcul du revenu de la corporation pour les années d'imposition se terminant avant cette acquisition de contrôle.

D. 1983-80, a. 28.

## SECTION IX ALLOCATION ADDITIONNELLE À L'ÉGARD DE CERTAINS FRAIS D'EXPLORATION ENGAGÉS AU QUÉBEC

**360R54.** Un particulier peut déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition un montant n'excédant pas le moindre de :

- a) son revenu pour l'année tel que calculé en vertu de la Loi, avant toute déduction en vertu du présent article ; ou
- b) son compte d'exploration québécois à la fin de l'année, calculé avant toute déduction pour l'année en vertu du présent article.

D. 2456-80, a. 11.

**360R55.** Aux fins de la présente section, le compte d'exploration québécois d'un particulier à un moment donné désigne un montant égal à l'excédent, sur le montant calculé en vertu de l'article 360R56, de l'ensemble de tous les montants dont chacun est, à l'égard d'une ressource minérale au Québec ou d'un puits de pétrole ou de gaz au Québec, égal à 66 2/3% des frais qui ont été engagés au Québec après le 31 mars 1980 et avant le 1<sup>er</sup> avril 1982 et avant le moment donné à l'égard de la ressource minérale ou du puits, autres que les frais ou montants décrits dans les paragraphes *a*, *c* et *d* de l'article 360R21, et qui ont été inclus dans les frais canadiens d'exploration du particulier en vertu des articles 395 et 397 de la Loi autrement qu'en vertu du paragraphe *b* de cet article 395 dans la mesure où il réfère à des frais qui ont été inclus dans le calcul des frais canadiens de mise en valeur du particulier pour une année d'imposition précédente, du paragraphe *c.1* de cet article 395 ou des paragraphes *d* et *e* de ce dernier article dans la mesure où ils réfèrent à des frais décrits soit dans ce paragraphe *b* dans la mesure où il réfère à des frais qui ont été inclus dans le calcul des frais canadiens de mise en valeur du particulier pour une année d'imposition précédente, soit dans ce paragraphe *c.1*.

D. 2456-80, a. 11.

**360R56.** Le montant visé dans l'article 360R55 au moment donné y visé est égal à l'ensemble :

- a) des montants déduits par le particulier en vertu de l'article 360R54 dans le calcul de son revenu pour les années d'imposition se terminant avant ce moment ; et
- b) de 66 2/3% des montants qui deviennent à recevoir par le particulier avant ce moment et après le 31 mars 1980 et à l'égard desquels la contrepartie qu'il a fournie consiste en un bien, autre qu'une action ou un bien qui aurait été pour lui un bien minier canadien s'il l'avait acquis

au moment où il a donné la contrepartie, ou en services, dont le coût peut être considéré comme ayant été originellement une dépense à l'égard de laquelle un montant a été inclus, en vertu de l'article 360R55, dans le calcul de son compte d'exploration québécois.

D. 2456-80, a. 11.

**360R57.** Le paragraphe *b* de l'article 360R34 s'applique également aux fins de la présente section.

D. 2456-80, a. 11.

## CHAPITRE IV SUBSIDE ET AUTRE ASSISTANCE

**385R1.** Un contribuable doit déduire, dans le calcul de ses frais d'exploration et de mise en valeur, un montant prévu par l'article 385 de la Loi dans la mesure où ce montant lui est versé après 1971 en vertu des règlements sur l'aide à l'exploration minière dans le Nord établis en vertu d'une loi portant affectation de crédits du Gouvernement fédéral pourvoyant à des versements en vertu du Programme de subventions visant les minéraux dans le Nord.

Il doit aussi le faire dans la mesure où ce montant lui est versé à la suite d'une entente entre lui et Sa Majesté aux droits du Canada en vertu de ce programme ou du Programme de développement du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien de ce gouvernement et dans la mesure où il n'excède pas le montant qu'il a dépensé à titre de frais canadiens d'exploration et de mise en valeur encourus par lui.

**398R1.** Aux fins du paragraphe *c* de l'article 398 de la Loi, le subside, l'octroi ou l'assistance y visé est celui reçu en vertu des règlements sur l'aide à l'exploration minière dans le Nord établis en vertu d'une loi portant affectation de crédits du Gouvernement fédéral pourvoyant à des versements dans le cadre du Programme de subventions visant les minéraux dans le Nord.

**399R1.** Aux fins du paragraphe *c* de l'article 399 de la Loi, un contribuable doit déduire, dans le calcul de ses frais cumulatifs canadiens d'exploration, un montant prévu par ce paragraphe dans la mesure où ce montant lui est versé en vertu des règlements sur l'aide à l'exploration minière dans le Nord établis en vertu d'une loi portant affectation de crédits du Gouvernement fédéral pourvoyant à des versements dans le cadre du Programme de subventions visant les minéraux dans le Nord.

Il doit aussi le faire dans la mesure où ce montant lui est versé à la suite d'une entente entre lui et Sa Majesté aux droits du Canada en vertu de ce programme ou du Programme de développement du ministère des Affaires in-

diennes et du Nord canadien de ce gouvernement, et dans la mesure où il a été dépensé par lui à titre de frais canadiens d'exploration et de mise en valeur ou de frais canadiens d'exploration encourus par lui.

**412R1.** Aux fins du paragraphe *e* de l'article 412 de la Loi, l'article 399R1 s'applique en y remplaçant respectivement les expressions « frais cumulatifs canadiens d'exploration » et « frais canadiens d'exploration et de mise en valeur ou de frais canadiens d'exploration » par les expressions « frais cumulatifs canadiens de mise en valeur » et « frais canadiens de mise en valeur ».

## CHAPITRE IV.1 CORPORATIONS QUI EXPLOITENT UNE PETITE ENTREPRISE

**451R1.** Aux fins du sous-paragraphe ii du paragraphe *c* de l'article 451 de la Loi, une corporation est rattachée à une autre corporation à un moment donné lorsque, à ce moment :

a) elle est contrôlée, au sens du paragraphe *b* de l'article 739 de la Loi, par l'autre corporation ; ou

b) elle est une corporation privée dont des actions du capital-actions, représentant plus de 10% des actions de son capital-actions émises et ayant plein droit de vote et plus de 10% de la juste valeur marchande de l'ensemble des actions, émises de son capital-actions, sont la propriété de l'autre corporation.

D. 1983-80, a. 29 ; 3926-80, a. 28.

**451R2.** Aux fins du paragraphe *e* de l'article 451 de la Loi, on entend par « entreprise admissible » exploitée par une corporation dans une année d'imposition soit une entreprise qui en est une de fabrication ou de transformation de biens destinés à la vente ou à la location, de construction, de transport, de pêche, d'exploitation agricole, forestière ou minière, d'exploitation d'un puits de pétrole ou de gaz, de prospection, d'exploration ou de forage faits dans le but de découvrir une ressource naturelle ou de vente de biens à titre principal, soit toute autre entreprise qui n'est pas l'une des entreprises suivantes :

a) l'exercice de la profession d'avocat, de chiropraticien, de comptable, de dentiste, de médecin ou de vétérinaire ;

b) une entreprise de services lorsque plus des 2/3 des revenus bruts de l'entreprise pour l'année proviennent de services fournis à une même entité ou accomplis pour une même entité ou en son nom et peuvent être attribués à des services fournis par des actionnaires désignés de la corporation ou des personnes qui leur sont liées, sauf si la corporation emploie pendant toute l'année dans l'entreprise plus

de 5 employés à plein temps qui ne sont pas de tels actionnaires ou de telles personnes ;

c) une entreprise dont le but principal est de fournir des services d'ordre financier, d'administration, d'entretien, de gestion ou d'autres services semblables, y compris la location de biens, à une ou plusieurs autres entreprises rattachées, à un moment quelconque de l'année, à la corporation ; ou

d) une entreprise, autre qu'une entreprise de location de biens qui ne sont pas des biens immeubles, dont le but principal est de tirer un revenu de biens, sauf si la corporation emploie pendant toute l'année dans son entreprise plus de 5 employés à plein temps qui ne sont pas des actionnaires désignés de cette corporation ou des personnes qui leur sont liées.

D. 1983-80, a. 29 ; 3926-80, a. 29.

**451R3.** Aux fins du paragraphe *b* de l'article 451R2, l'expression « entité » comprend une société, une personne qui n'est pas membre d'un groupe lié et une ou plusieurs personnes qui sont membres d'un groupe lié.

D. 3926-80, a. 29.

**451R4.** Aux fins des paragraphes *b* et *d* de l'article 451R2 et de l'article 451R5, on entend par « actionnaire désigné » d'une corporation, dans une année d'imposition, un contribuable qui est propriétaire, directement ou indirectement à un moment quelconque de l'année, d'au moins 10% des actions émises d'une catégorie quelconque du capital-actions de la corporation.

Aux fins de cette définition, un contribuable est réputé être propriétaire de chaque action du capital-actions de la corporation dont une personne avec qui il a un lien de dépendance est propriétaire à ce moment.

De plus, chaque bénéficiaire d'une fiducie est réputé, aux fins de cette définition, être propriétaire de la proportion de toutes les actions du capital-actions de la corporation dont la fiducie est propriétaire à ce moment, représentée par le rapport entre la juste valeur marchande, à ce moment, de toutes ses participations dans la fiducie et celle, au même moment, de toutes les participations dans la fiducie.

D. 3926-80, a. 29.

**451R5.** Aux fins du paragraphe *c* de l'article 451R2, on entend par « entreprise rattachée », à une corporation, à un moment quelconque d'une année, une entreprise exploitée par un particulier, une société ou une autre corporation lorsque plus de 20% des actions d'une catégorie quelconque du capital-actions de la corporation sont la propriété, à ce moment, directement ou indirectement :

- a) du particulier ;
- b) d'un ou plusieurs membres de la société ;
- c) d'un ou plusieurs actionnaires désignés de l'autre corporation ; ou
- d) de l'autre corporation, selon le cas.

Aux fins de cette définition, les actions de la corporation qui sont la propriété d'une personne liée au particulier visé dans le paragraphe *a* du premier alinéa, à un membre d'une société visé dans le paragraphe *b* de cet alinéa ou à un actionnaire visé dans le paragraphe *c* de cet alinéa sont réputées être la propriété de ce particulier, de ce membre ou de cet actionnaire, selon le cas, et non pas de la personne qui en est propriétaire.

De plus, une fiducie dont un particulier, un membre ou un actionnaire visé dans l'un des paragraphes *a* à *c* du premier alinéa ou une personne liée à un tel particulier, à un tel membre ou à un tel actionnaire est, un bénéficiaire est réputée, aux fins de cette définition, être liée à un tel particulier, à un tel membre ou à un tel actionnaire, selon le cas.

D. 3926-80, a. 29.

**451R6.** Aux fins du paragraphe *b* de l'article 451R2, les règles suivantes s'appliquent lorsqu'une corporation est membre d'une société à un moment quelconque d'une année d'imposition :

a) la corporation doit inclure dans le calcul de son revenu brut pour l'année provenant d'une entreprise donnée qu'elle exploite au Canada, la proportion du revenu brut de cette entreprise que la société exploite au Canada, pour l'exercice financier de la société qui coïncide avec l'année ou qui s'y termine, représentée par le rapport entre la part de la corporation dans le revenu de la société provenant de cette entreprise pour cet exercice financier et la totalité de ce revenu ; et

b) la référence à « une même entité » doit être remplacée par une référence à « un nombre d'entités qui ne dépasse pas le nombre de membres de la société à la fin de l'exercice financier de la société visé dans le paragraphe *a* ».

D. 3926-80, a. 29.

**451R7.** Aux fins du paragraphe *d* de l'article 451R2, une corporation donnée est réputée employer pendant toute l'année dans son entreprise plus de 5 employés à plein temps si, au cours de l'exploitation d'une entreprise admissible, une autre corporation avec laquelle la corporation donnée est associée, au sens des articles 230.2R1 à 230.2R5, ou une corporation qui exploite une entreprise rattachée, au sens de l'article 451R5, à la corporation donnée fournit à celle-ci pendant l'année des services d'ordre

financier, d'administration, d'entretien, de gestion ou d'autres services semblables et que la corporation donnée devrait normalement utiliser les services de plus de 5 employés à plein temps si ces services ne lui étaient pas fournis.

D. 3926-80, a. 29.

## CHAPITRE IV.2

### TRANSFERTS ENTRE VIFS

**454R1.** Aux fins du paragraphe *d* de l'article 454 de la Loi :

a) « dispositions prescrites d'une loi d'une province canadienne » désigne le sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de l'article 19 et l'article 52 du *The Family Law Reform Act*, 1978, de l'Ontario (S.O., 1978, c. 2) ; et

b) « personne prescrite » désigne une personne visée dans le sous-paragraphe *i* du paragraphe *b* de l'article 14 du *The Family Law Reform Act*, 1978, de l'Ontario (S.O., 1978, c. 2).

D. 3926-80, a. 29.

## CHAPITRE V

### CHOIX RELATIF À UNE INDEMNITÉ REÇUE À L'ÉGARD D'UN BIEN EXPROPRIÉ

**470R1.** Un contribuable qui exerce le choix prévu par l'article 470 de la Loi doit le faire au plus tard le jour où il doit, en vertu de l'article 1000 de la Loi, produire sa déclaration fiscale pour l'année d'imposition au cours de laquelle il a acquis le bien visé dans le choix.

**471R1.** L'article 470R1 s'applique, en l'adaptant, à un choix prévu par l'article 471 de la Loi.

**475R1.** L'article 470R1 s'applique, en l'adaptant, à un choix prévu par l'article 475 de la Loi.

**477R1.** L'article 470R1 s'applique, en l'adaptant, à un choix prévu par l'article 477 de la Loi.

**478R1.** L'article 470R1 s'applique, en l'adaptant, à un choix prévu par l'article 478 de la Loi.

**479R1.** L'article 470R1 s'applique, en l'adaptant, à un choix prévu par l'article 479 de la Loi.

## CHAPITRE VI

### RÈGLEMENT OU EXTINCTION D'UNE OBLIGATION

**485R1.** Le reste visé dans le paragraphe 2 de l'article 485 de la Loi doit être utilisé pour réduire, au moment où l'obligation est réglée ou éteinte, le plus possible et dans l'ordre suivant :

a) le coût en capital des biens qui sont des biens amortissables d'une catégorie prescrite ;

b) le coût en capital des biens amortissables autres que des biens amortissables d'une catégorie prescrite ;

c) le prix de base rajusté, à ce moment, des immobilisations autres que des biens amortissables ou des biens d'usage personnel ;

d) le prix de base rajusté, à ce moment, des biens précieux ; et

e) le prix de base rajusté, à ce moment, des biens d'usage personnel autres que des biens précieux.

Aux fins des paragraphes *a* à *e* du premier alinéa, un contribuable peut choisir tout bien particulier pour effectuer la réduction.

**485R2.** Aux fins du paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 485R1, le montant qui doit être utilisé pour réduire le coût en capital d'un bien ne doit pas excéder le moindre :

a) de l'excédent du coût en capital du bien sur l'amortissement total qui aurait été accordé au contribuable à l'égard de ce bien s'il avait été le seul inclus dans une catégorie prescrite, au taux qui lui a été accordé à l'égard des biens de la catégorie dans laquelle ce bien était inclus en vertu des règlements adoptés sous l'autorité du paragraphe *a* de l'article 130 de la Loi pour les années d'imposition antérieures à celle au cours de laquelle l'obligation est réglée ou éteinte ; ou

b) de l'excédent de la partie non amortie du coût en capital des biens de la catégorie, au moment où l'obligation est réglée ou éteinte, sur l'ensemble des montants déjà établis, en vertu du présent article, à l'égard d'un autre bien de la catégorie à ce moment.

**485R3.** Aux fins du paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 485R1, le montant qui doit être utilisé pour réduire le coût en capital d'un bien ne doit pas être supérieur à l'excédent du coût en capital de ce bien sur le montant accordé au contribuable à l'égard de ce bien, avant que l'obligation n'ait été réglée ou éteinte, en vertu des dispositions des anciennes lois et des règlements adoptés sous leur



autorité et de l'article 130R200 dans la mesure où ces dispositions réfèrent à la partie XVII des règlements adoptés en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148).

**485R4.** Aux fins des paragraphes *c*, *d* et *e* du premier alinéa de l'article 485R1, le montant qui doit être utilisé pour réduire le prix de base rajusté d'un bien ne doit pas être supérieur à l'excédent de l'ensemble du coût du bien pour le contribuable et des montants dont l'article 255 de la Loi exige l'inclusion dans le calcul du prix de base rajusté de ce bien pour lui, au moment où l'obligation est réglée ou éteinte, sur ceux dont l'article 257 de la Loi, à l'exception du paragraphe 1, exige la déduction au même moment dans ce calcul.

## CHAPITRE VII TAUX D'INTÉRÊT

**487.1R1.** Aux fins de l'article 487.1 de la Loi, le taux d'intérêt annuel auquel doit être calculé un prêt visé dans l'article 487.2 de la Loi est :

- a) dans le cas d'un prêt consenti après le 25 mars 1980, de 11% ;
- b) dans le cas d'un prêt consenti avant le 26 mars 1980 mais après 1973, le taux mentionné dans le sous-paragraphe i ou le sous-paragraphe ii, selon le cas, du paragraphe *b* de l'article 126R1 ;
- c) dans le cas d'un prêt consenti avant 1974 :
  - i. lorsque le taux d'intérêt à payer sur ce prêt ne peut être déterminé à nouveau après 1973, le taux d'intérêt annuel à payer sur ce prêt ;
  - ii. lorsque le taux d'intérêt à payer sur ce prêt peut être déterminé à nouveau après 1973 et avant 1979 mais ne peut l'être à nouveau après le 25 mars 1980, de 8% ;
  - iii. lorsque le taux d'intérêt à payer sur ce prêt peut être déterminé à nouveau après 1973 et avant 1979 et peut l'être à nouveau après le 25 mars 1980, le taux prévu par le sous-paragraphe ii du paragraphe *b* de l'article 126R1 ;
- iv. lorsque le taux d'intérêt à payer sur ce prêt peut être déterminé à nouveau après 1973 mais ne peut l'être avant 1979 ni après le 25 mars 1980, le taux d'intérêt annuel à payer sur ce prêt pour la période qui précède le jour auquel ce taux d'intérêt à payer peut être déterminé à nouveau pour la première fois après 1973 et de 8% à compter de ce jour ;
- v. lorsque le taux d'intérêt à payer sur ce prêt peut être déterminé à nouveau après 1973 mais ne peut l'être avant le 25 mars 1980, le taux d'intérêt annuel à payer sur ce prêt pour la période qui précède le jour auquel ce taux

d'intérêt à payer peut être déterminé à nouveau pour la première fois après le 25 mars 1980 et de 11% à compter de ce jour ; et

vi. lorsque le taux d'intérêt à payer sur ce prêt peut être déterminé à nouveau après 1973, ne peut l'être avant 1979, peut l'être avant le 26 mars 1980 et l'être à nouveau après le 25 mars 1980, le taux d'intérêt annuel à payer sur ce prêt pour la période qui précède le jour auquel ce taux d'intérêt à payer peut être déterminé à nouveau pour la première fois après 1973, de 8% pour la période qui commence à ce jour et se termine immédiatement avant le jour auquel ce taux d'intérêt à payer peut être déterminé à nouveau pour la première fois après le 25 mars 1980, et de 11% à compter de ce dernier jour.

D. 1981-80, a. 437.1R1 ; 1983-80, a. 30 ; 2456-80, a. 12.

## TITRE XV MONTANTS EXCLUS DU CALCUL DU REVENU

**488R1.** Les montants qui ne doivent pas être inclus dans le calcul du revenu d'un contribuable en vertu de l'article 488 de la Loi sont les suivants :

- a) le revenu de toute corporation d'aqueduc dont 90% des actions sont la propriété d'une municipalité canadienne et d'une municipalité frontalière étrangère ;
- b) supprimé par D. 2456-80, a. 13 ;
- c) le revenu de toute société d'exploration minière constituée en vertu de la Loi sur les sociétés d'exploration minière (L.R.Q., c. S-26) ;
- d) le revenu de toute corporation de téléphone dont le capital versé, au sens des articles 1136 à 1139 de la Loi, n'excède pas 15 000 \$ ;
- e) un montant qui est spécifiquement exempté de l'impôt sur le revenu en vertu d'une loi du Québec ou du Gouvernement du Canada, autre que la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148), la Loi de 1971 modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (S.C., 1970-71-72, c. 64) et la Loi sur les Indiens (S.R.C., 1970, c. I-6) ;
- f) un montant reçu en vertu de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (L.R.Q., c. I-6) qui serait autrement inclus dans ce calcul ;
- g) un montant reçu en vertu de la Loi visant à favoriser le civisme (L.R.Q., c. C-20) qui serait autrement inclus dans ce calcul ;
- h) une indemnité au sens du paragraphe 17 de l'article 1 de la Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., c. A-25) et reçue en vertu de cette loi ;

i) un supplément au revenu de travail reçu en vertu de la Loi sur le supplément au revenu de travail (L.Q., 1979, c. 9) qui serait autrement inclus dans ce calcul ;

j) un montant reçu à titre d'indemnité en vertu des dispositions suivantes :

i. les paragraphes 1 des articles 7 et 14 du *The Criminal Injuries Compensation Act* de l'Alberta (R.S.A., 1970, c. 75) et le paragraphe 3 de l'article 8, le paragraphe 2 de l'article 10 et le paragraphe 8 de l'article 13 du *The Motor Vehicle Accident Claims Act* de cette province (R.S.A., 1970, c. 243) ;

ii. les sous-paragraphes *a* et *b* du paragraphe 1 de l'article 3 et l'article 9 du *Criminal Injury Compensation Act* de la Colombie-Britannique (R.S.B.C., 1979, c. 83) et le paragraphe 1 de l'article 106 du *Motor-vehicle Act* de cette province (R.S.B.C., 1960, c. 253) tel que modifié par le chapitre 27 des lois de 1965 de cette province ;

iii. le paragraphe 3 de l'article 351 du *Highway Traffic Act* de l'Île-du-Prince-Édouard (R.S.P.E.I., 1974, c. H-6) ;

iv. le paragraphe 1 de l'article 6 de la Loi sur l'indemnisation des victimes de crimes du Manitoba (S.M., 1970, c. 56) et le paragraphe 9 de l'article 7 et le paragraphe 11 de l'article 12 de la Loi sur le Fonds des jugements inexcusables de cette province (S.R.M., 1970, c. U-70) ;

v. les paragraphes 1 et 2 de l'article 3 de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels du Nouveau-Brunswick (S.R.N.-B., 1973, c. C-14) et les paragraphes 3 et 10 de l'article 319 et le paragraphe 1 de l'article 321 de la Loi sur les véhicules à moteur de cette province (S.R.N.-B., 1973, c. M-17) ;

vi. le paragraphe 5 de l'article 190 et le paragraphe 2 de l'article 191 du *Motor Vehicle Act* de la Nouvelle-Écosse (R.S.N.S., 1967, c. 191) ;

vii. le paragraphe 2 de l'article 7 et les articles 5 et 14 du *The Compensation for Victims of Crime Act*, 1971, de l'Ontario (S.O., 1971, c. 51) et le paragraphe 3 de l'article 5, le paragraphe 1 de l'article 6 et l'article 18 du *The Motor Vehicle Accident Claims Act* de cette province (R.S.O., 1970, c. 281) ;

viii. le paragraphe 1 de l'article 10 du *The Criminal Injuries Compensation Act* de la Saskatchewan (R.S.S., 1978, c. C-47) et les paragraphes 1 à 4 et 7 de l'article 23, les paragraphes 2 à 7 et 9 de l'article 24, les paragraphes 1 des articles 25 et 26, les paragraphes 1, 2 et 5 de l'article 27, les paragraphes 8 et 9 de l'article 51, le paragraphe 3 de l'article 54 et le paragraphe 1 de l'article 55 du *The Automobile Accident Insurance Act* de cette province (R.S.S., 1978, c. A-35) ;

ix. le paragraphe 1 de l'article 27 du *Criminal Injuries Compensation Act* de Terre-Neuve (R.S.N., 1970, c. 68) et le paragraphe 2 de l'article 106 du *The Highway Traffic Act* de cette province (R.S.N., 1970, c. 152) ;

x. le paragraphe 1 de l'article 3, le paragraphe 2 de l'article 5 et l'article 13 du *Criminal Injuries Compensation Ordinance* des territoires du Nord-Ouest (R.O.N.W.T., 1974, c. C-23) ; et

xi. le paragraphe 1 de l'article 3 du *Compensation for the Victims of Crime Ordinance* du territoire du Yukon, (O.Y.T., 1975 (1<sup>re</sup>), c. 2) tel que modifié par le chapitre 5 des ordonnances de 1976 (1<sup>re</sup>) du territoire du Yukon ;

*k)* le revenu gagné par un Indien sur une réserve ou dans un local.

D. 1981-80, a. 488R1 ; 1983-80, a. 32 ; 2456-80, a. 13 ; 1535-81, a. 9 ; 2241-81, a. 1.

**488R2.** Aux fins du paragraphe *k* de l'article 488R1, on entend par :

*a)* « Indien » : un Indien au sens de la Loi sur les Indiens (S.R.C. 1970, c. I-6) ou une personne d'ascendance indienne qui réside habituellement sur une réserve ou qui y occupe une charge ou un emploi ;

*b)* « réserve » : une parcelle de terrain dont le titre juridique est attribué à sa Majesté et qu'elle a mise de côté pour l'usage et au bénéfice des Indiens, et dont le nom apparaît à l'annexe F ; cette expression comprend également un établissement mentionné à cette annexe ;

*c)* « local » : endroit, situé au Québec, utilisé exclusivement aux fins de négociations entre le gouvernement et un organisme représentant des Indiens du Québec et désigné comme tel par le gouvernement.

D. 2241-81, a. 2 ; 3348-81, a. 1.

**489R1.** Aux fins du paragraphe *c* de l'article 489 de la Loi, un programme prescrit prévu par une loi du Canada ou d'une province désigne un programme visé dans l'article 317R1.

## TITRE XVI CORPORATIONS

### CHAPITRE I CHOIX ET INTERPRÉTATION

**501.1R1.** Aux fins de l'article 501.1 de la Loi, les séries suivantes d'actions privilégiées comportant un impôt différé d'une catégorie du capital-actions d'une corporation publique sont prescrites :

a) les actions privilégiées à impôt différé, 8 %, série A, de The Algoma Steel Corporation, Limited ;

b) les actions privilégiées à impôt différé, 2 \$ remboursables, de Aluminium du Canada, Limitée ;

c) les actions privilégiées à impôt différé, 8½ %, série A, de Brascan Limited ;

d) les actions privilégiées à impôt différé, 6¾ %, convertibles, série A, de Canada Permanent Mortgage Corporation ; et

e) les actions privilégiées à impôt différé, 2 \$, échangeables, série A, de Cominco Limitée.

**503R1.** Une corporation exerce le choix prévu par l'article 502 de la Loi en faisant parvenir au ministre, en double exemplaire, une déclaration en la forme prescrite et une déclaration, avec preuve à l'appui, attestant qu'elle a exercé un choix semblable aux fins de l'article 83 de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148) à l'égard du même dividende.

**517.1R1.** Aux fins de l'article 517.1 de la Loi, l'article 451R1 s'applique en l'adaptant lorsqu'il s'agit de déterminer si une corporation donnée est rattachée à une autre corporation à un moment donné.

D. 1983-80, a. 33.

**550R1.** Le compte de dividende en capital et le compte de dividende à même les gains en capital de la nouvelle corporation mentionnée dans l'article 550 de la Loi, à un moment donné, désignent les montants respectivement déterminés à ce titre à l'égard de la corporation au même moment et pour les mêmes fins en vertu des articles 570R2 et 567R1, 1106R1 ou 1116R1, selon le cas.

**559R1.** L'impôt prescrit visé dans le paragraphe b de l'article 559 de la Loi est celui prévu par la partie VII de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148), telle qu'elle se lisait le 31 mars 1977.

D. 2456-80, a. 14.

**567R1.** Le compte de dividende à même les gains en capital d'une corporation de placements appartenant à des personnes ne résidant pas au Canada, à un moment donné, désigne un montant égal à celui qui est calculé à ce titre en vertu de l'article 133 de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148).

**567R2.** Le surplus de capital en main avant 1972 d'une corporation, à un moment donné, désigne un montant égal à celui qui est calculé à ce titre à l'égard de cette corporation au même moment et pour les mêmes fins en

vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148).

**570R1.** L'expression « capital versé » à l'égard d'une action, d'une catégorie d'actions ou de toutes les actions du capital-actions d'une corporation, à un moment donné, désigne un montant égal à celui qui est calculé à ce titre à l'égard de cette action, de cette catégorie d'actions ou de toutes ces actions, selon le cas, au même moment et pour les mêmes fins en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148).

**570R2.** L'expression « compte de dividende en capital » d'une corporation, à un moment donné, désigne un montant égal à celui qui est calculé à ce titre à l'égard de cette corporation au même moment et pour les mêmes fins en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148).

**570R3.** L'expression « corporation publique » a le sens que lui donnent l'article 89 de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148) et les règlements adoptés en vertu de cet article.

## CHAPITRE II FILIALE ÉTRANGÈRE

**574R1.** Aux fins du premier alinéa de l'article 574 de la Loi, le pourcentage de participation d'une action visée dans cet alinéa à la fin de l'année d'imposition y visée est égal au pourcentage déterminé à ce titre à l'égard de cette action au même moment et pour les mêmes fins en vertu de la partie LIX des règlements adoptés en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148).

**579R1.** Aux fins de l'article 579 de la Loi, le revenu étranger accumulé provenant de biens d'une filiale étrangère d'un contribuable désigne un montant égal à celui qui est calculé à ce titre en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148).

**583R1.** Aux fins de l'article 583 de la Loi, la partie de l'impôt y visée est égale au montant calculé en vertu du sous-paragraphe i du sous-paragraphe a du paragraphe 4 de l'article 91 de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148) et le facteur fiscal est égal soit à 2, dans le cas d'un particulier, soit au résultat de la division de 1 par le pourcentage visé dans l'article 123 de cette Loi de l'impôt sur le revenu pour l'année d'imposition, dans le cas d'une corporation.

**589R1.** Une corporation exerce le choix prévu par l'article 589 de la Loi en faisant parvenir au ministre, en double exemplaire, au plus tard le dernier en date du 30

juin 1978 ou du jour où, conformément à l'article 1000 de la Loi, elle doit produire sa déclaration fiscale pour son année d'imposition dans laquelle elle a aliéné l'action ou pour son année d'imposition dans laquelle se termine l'année d'imposition de la filiale étrangère dans laquelle cette dernière a aliéné l'action, selon le cas, une déclaration en la forme prescrite et une déclaration, avec preuve à l'appui, attestant qu'elle a exercé un choix semblable au fins de l'article 93 de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148) à l'égard de cette aliénation.

D. 1981-80, a. 589R1 ; 3926-80, a. 30.

**589R2.** Lorsqu'une corporation n'a pas exercé le choix visé dans l'article 589R1 dans le délai y prévu, ce choix est réputé avoir néanmoins été fait dans ce délai s'il est exercé de la manière prévue par cet article dans les 2 ans suivant l'expiration de ce délai.

D. 2456-80, a. 15.

## TITRE XVII FIDUCIES

**659R1.** Une fiducie et un bénéficiaire peuvent exercer le choix mentionné dans l'article 659 de la Loi en transmettant au ministre, au plus tard 90 jours après la fin de l'année d'imposition de la fiducie à l'égard de laquelle il est exercé, les documents suivants :

a) une déclaration à l'effet que le choix est exercé, spécifiant la partie du revenu accumulé à l'égard de laquelle il est ainsi exercé et signée par le bénéficiaire et par un fiduciaire autorisé à ce faire ; et

b) une déclaration signée par le fiduciaire visé dans le paragraphe a, contenant le calcul, conformément à l'article 660 de la Loi, de la quote-part du bénéficiaire dans le revenu accumulé de la fiducie pour l'année et accompagnée des informations pertinentes à cet effet de l'acte constitutif de la fiducie et de son administration.

**660R1.** Aux fins du paragraphe c de l'article 660 de la Loi, la quote-part d'un bénéficiaire privilégié dans le revenu accumulé de la fiducie pour l'année est le montant déterminé dans les articles 660R2 à 660R6.

**660R2.** Lorsque l'auteur de la fiducie est un particulier et son conjoint qui sont vivants à la fin de l'année et peuvent avoir droit au partage du revenu accumulé, cette quote-part est, à l'égard du particulier ou de son conjoint, selon le cas, proportionnelle à l'ensemble de la juste valeur marchande de chaque bien aliéné par lui en faveur de la fiducie, déterminée lors de l'aliénation du bien, sur l'ensemble de la juste valeur marchande des biens aliénés par tous

les deux en faveur de la fiducie, déterminée pour chacun de ces biens lors de son aliénation.

**660R3.** Lorsque l'auteur de la fiducie est un particulier et son conjoint qui sont vivants à la fin de l'année et qu'un seul peut avoir droit au partage du revenu accumulé ou qu'un seul est vivant à la fin de l'année et peut avoir droit à ce partage, la quote-part de celui qui peut avoir droit à ce partage est le revenu accumulé de la fiducie pour l'année.

**660R4.** Lorsque, dans un cas non prévu par les articles 660R2 et 660R3, l'auteur de la fiducie peut avoir droit au partage du revenu accumulé ou seulement son conjoint peut y avoir droit, et que celui qui peut y avoir droit est vivant à la fin de l'année, la quote-part de ce dernier est le revenu accumulé de la fiducie pour l'année.

**660R5.** Dans les cas prévus par les articles 660R2 à 660R4, la quote-part de tout autre bénéficiaire privilégié est nulle.

**660R6.** Dans tous les autres cas, la quote-part d'un bénéficiaire privilégié vivant à la fin de l'année est le quotient obtenu en divisant le revenu accumulé de la fiducie pour l'année par le nombre de bénéficiaires privilégiés qui sont vivants à la fin de l'année et qui peuvent avoir droit au partage de ce revenu.

**660R7.** Aux fins des articles 660R2 à 660R5, l'expression « avoir droit au partage du revenu accumulé » ne comprend pas un droit découlant du décès d'un particulier qui aurait autrement droit au partage du revenu accumulé.

## TITRE XVIII CALCUL DU REVENU IMPOSABLE

### CHAPITRE I GÉNÉRALITÉS

**694R1.** La Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148) est une loi prescrite aux fins de l'article 694 de la Loi.

**694.1R1.** Aux fins de l'article 694.1 de la Loi, le taux prescrit est de 30,0078%.

D. 1983-80, a. 34 ; 2456-80, a. 16 ; 3211-81, a. 3.

## CHAPITRE II ORGANISMES HABILITÉS À RECEVOIR DES DONS ADMISSIBLES EN DÉDUCTION

**710R1.** Une association canadienne de sport amateur est prescrite aux fins de l'article 710 de la Loi lorsqu'elle est enregistrée à ce titre auprès du ministre.

**710R2.** Le ministre peut accorder un enregistrement à une association visée dans l'article 710R1 qui produit une demande écrite à cet effet dans la forme prescrite.

**710R3.** Sous réserve du pouvoir du ministre de refuser ou de révoquer un enregistrement, toute association canadienne de sport amateur qui possède un enregistrement valide à ce titre en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148) est réputée être également enregistrée à ce titre auprès du ministre.

**710R4.** Une université étrangère prescrite désigne une université étrangère qui compte ordinairement parmi ses étudiants des étudiants venant du Canada.

**710R5.** Toute université étrangère dont le nom apparaît dans l'annexe C est une université étrangère prescrite.

**710R6.** Une organisation visée dans le paragraphe *j* de l'article 710 de la Loi est prescrite aux fins de ce paragraphe si les dons qui lui sont faits sont admissibles en déduction en vertu du *United States Internal Revenue Code*.

**710R7.** Aux fins du paragraphe *b* de l'article 710 de la Loi, un établissement ou une administration publique prescrit, au Canada, est un établissement ou une administration qui est désigné par le secrétaire d'État du Canada conformément à l'article 232R1.

## CHAPITRE III REÇUS DE CHARITÉ ET AUTRES REÇUS

**712R1.** Dans le présent chapitre, les expressions suivantes signifient :

*a)* « fonds de charité des employés » : un organisme de charité enregistré constitué aux fins de verser à d'autres tels organismes les dons qu'un employeur retient à la source de la rémunération de ses employés ;

*b)* « formule de reçu » : une formule qui est imprimée pour un organisme et qui est susceptible d'être remplie ou qui était destinée à l'être à titre de reçu officiel de l'organisme ;

*c)* « numéro d'enregistrement » : numéro accordé à l'organisme par le ministre ou, selon le cas, en vertu de

l'article 110 de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148) ;

*d)* « organisme » : un organisme de charité enregistré ou, selon le cas, une association canadienne de sport amateur prescrite ; et

*e)* « reçu » : un reçu visé dans l'article 712 de la Loi et contenant les renseignements prévus par le présent chapitre.

**712R2.** Un reçu émis par un organisme doit énoncer qu'il est un reçu aux fins de l'impôt sur le revenu et contenir, de façon claire et inaltérable, les renseignements suivants :

- a)* le nom et l'adresse au Canada de l'organisme ;
- b)* le numéro de série du reçu ;
- c)* l'endroit où le reçu a été émis ;
- d)* l'année dans laquelle le don est reçu ;
- e)* la date d'émission du reçu ;
- f)* les nom, prénom et adresse du donateur ;
- g)* le montant du don ; et
- h)* le numéro d'enregistrement de l'organisme.

**712R3.** Tout reçu doit être signé de la main d'un particulier autorisé par l'organisme à accuser réception des dons.

Toutefois, un reçu peut porter un fac-similé d'une telle signature lorsque toutes les formules de reçu de l'organisme contiennent, en imprimé, le numéro d'enregistrement, le nom et l'adresse de l'organisme ainsi que le numéro de série du reçu et sont conservées dans un endroit que le ministre peut désigner.

**712R4.** Un reçu émis en remplacement d'un reçu délivré antérieurement doit contenir, en plus des renseignements visés dans l'article 712R2, une indication claire à cet effet ainsi que le numéro de série du reçu remplacé.

**712R5.** Un organisme doit conserver dans ses registres toute formule de reçu endommagée en compagnie du duplicata de ce reçu et doit en outre inscrire le mot « annulée » sur toute formule de reçu endommagée.

**712R6.** Aux fins de l'article 712R5, une formule de reçu sur laquelle le montant du don ou la date à laquelle il a été reçu est écrit illisiblement, incorrectement ou de façon à prêter à confusion est réputée être endommagée.

**712R7.** Les articles 712R2 à 712R6 ne s'appliquent pas dans le cas d'un fonds de charité des employés si chaque exemplaire de la déclaration qui doit être produite par leur employeur en vertu de l'article 1086R1 mentionne, pour chaque employé qui a versé un don à ce fonds, le montant de son don pour l'année et le numéro d'enregistrement du fonds ; la copie de la déclaration qui doit être transmise à l'employé en vertu de l'article 1086R17 constitue alors le reçu visé dans le présent règlement.

#### CHAPITRE IV FRAIS MÉDICAUX ET RÉGIME D'ASSURANCE-MALADIE

**717R1.** Dans le présent chapitre, les expressions « dentiste », « infirmière », « mécanicien-dentiste », « médecin », « optométriste » et « pharmacien » désignent toute telle personne qui a les qualités requises pour pratiquer sa profession respective et est autorisée à l'exercer en vertu des lois de l'endroit où les frais médicaux ont été engagés.

**717R2.** Les frais médicaux dont l'article 717 de la Loi autorise en partie la déduction sont ceux dont le paiement a été fait :

a) à un médecin, un dentiste ou une infirmière ou à un centre hospitalier public, ou à un centre hospitalier privé agréé, à l'égard d'une naissance dans la famille du contribuable, ou à l'égard d'une maladie ou d'une intervention chirurgicale ;

b) à un mécanicien-dentiste, relativement à la fabrication, la réparation et la mise en place de dentiers ;

c) pour des médicaments, des produits pharmaceutiques ou autres préparations ou substances qui ne sont pas visées dans le paragraphe *d* et qui servent au diagnostic, au traitement ou à la prévention d'une maladie, d'une affection, d'un état physique anormal ou de leur symptôme ou au rétablissement, à la correction ou à la modification d'une fonction organique, s'ils ont été prescrits par un médecin ou un dentiste et enregistrés par un pharmacien ;

d) pour une tente à oxygène ou autre équipement nécessaire à l'administration d'oxygène, pour de l'insuline, de l'oxygène, de l'extrait hépatique injectable pour le traitement de l'anémie pernicieuse ou pour des vitamines B12 pour le traitement de l'anémie pernicieuse, s'ils ont été prescrits par un médecin ;

e) pour des analyses de laboratoire, des examens radiologiques, ou pour l'application d'autres méthodes de diagnostic ainsi que pour les interprétations qui en découlent, si ces analyses, examens et autres méthodes sont prescrits par un médecin ou un dentiste et si leur but est de conserver la santé, de prévenir une maladie ou de faciliter

le diagnostic ou le traitement d'une blessure, maladie ou infirmité ;

f) pour des lunettes ou autres appareils de traitement ou de correction des troubles visuels, s'ils sont prescrits par un médecin ou par un optométriste ;

g) pour le transport par ambulance à destination ou en provenance d'un centre hospitalier public ou d'un centre hospitalier privé agréé ;

h) à une personne dont l'entreprise consiste à fournir un service de transport, pour le transport d'une personne, ou d'une personne et de celle qui l'accompagne si, dans ce dernier cas, la personne a été reconnue par un médecin comme étant incapable de voyager sans aide, entre la localité où réside cette personne et l'endroit où l'on prodigue ordinairement des soins médicaux si cet endroit en est éloigné d'au moins 40 kilomètres, si des soins à peu près équivalents n'étaient pas disponibles dans cette localité, si le patient se rendait à cet endroit pour y recevoir ces soins et si, compte tenu de toutes les circonstances, il était raisonnable d'entreprendre ce voyage pour ce faire et la route suivie était la plus directe possible ;

i) pour un membre artificiel, un poumon d'acier, un lit à bascule pour les personnes atteintes de poliomyélite, un fauteuil roulant, des béquilles, un corset dorsal, un appareil orthopédique pour un membre, un tampon d'iléostomie ou de colostomie, un bandage herniaire, un oeil artificiel, un appareil de prothèse vocale ou auditive ou un rein artificiel ;

j) pour tout dispositif ou tout équipement non prévus ailleurs par le présent article, s'ils sont prescrits par un médecin et sont :

i. une perruque pour une personne qui a subi une perte anormale de cheveux en raison d'une maladie, d'un traitement médical ou d'un accident ;

ii. une aiguille et une seringue servant à des injections ;

iii. un bien, y compris les pièces de rechange, ayant pour objet exclusif d'aider une personne souffrant d'une maladie respiratoire chronique à respirer, à l'exclusion toutefois d'un appareil de climatisation, d'un humidificateur, d'un déshumidificateur ou d'un purificateur d'air ;

iv. un bien ayant pour objet de stimuler ou de réguler le cœur d'une personne atteinte d'une maladie cardiaque ;

v. des chaussures orthopédiques ou des pièces intérieures de chaussures faites sur mesure en vertu d'une ordonnance faite pour aider une personne à surmonter une infirmité physique ;

vi. un fauteuil ayant pour objet de permettre à une personne de monter ou descendre mécaniquement un escalier ;

vii. un bien ayant pour objet d'assister une personne à entrer dans une baignoire ou une douche ou à en sortir ou à s'asseoir sur une cuvette ou à s'en relever ;

viii. un lit d'hôpital, y compris les accessoires ainsi prescrits ; ou

ix. un bien non visé dans le paragraphe *i* et ayant pour objet d'aider une personne handicapée à marcher ;

*k*) pour les soins ou à la fois pour les soins et la formation d'une personne dans une école, une institution ou un autre endroit si elle a été reconnue par une personne compétente comme ayant, en raison d'un handicap physique ou mental, besoin de l'équipement, des installations ou du personnel spécialement fournis par cette école, cette institution ou cet autre endroit pour les soins ou à la fois pour les soins et la formation de personnes souffrant d'un tel handicap ;

*l*) à titre de frais de séjour à plein temps dans une maison de santé à l'égard d'une personne, si cette dernière est et a été reconnue par un médecin comme une personne qui, faute d'un développement mental normal, dépend et continuera dans un avenir prévisible à dépendre d'autres personnes pour ses besoins et ses soins personnels ;

*m*) à titre de rémunération d'un préposé à plein temps aux soins d'une personne, si elle était atteinte de cécité totale à un moment quelconque de l'année d'imposition et a eu besoin des services d'un tel préposé ;

*n*) à titre de rémunération d'un préposé à plein temps ou à titre de frais de séjour à plein temps dans une maison de santé à l'égard d'une personne qui a été, durant toute une période de 12 mois prenant fin au cours de l'année, retenue au lit ou dans un fauteuil pendant une partie importante de chaque jour à cause d'une maladie, d'une blessure ou d'une infirmité ;

*o*) à titre de rémunération d'un préposé à plein temps aux soins d'une personne dans un établissement domestique autonome où vit la personne qui reçoit ces soins si cette dernière est et a été reconnue par un médecin comme une personne qui, en raison d'une infirmité physique ou mentale, dépend et continuera vraisemblablement de dépendre pour une période prolongée d'une durée indéterminée d'autres personnes pour ses besoins et ses soins personnels, si le préposé n'est pas une personne à l'égard de laquelle le contribuable ou son conjoint a fait une déduction en vertu de l'article 695 de la Loi pour l'année d'imposition pendant laquelle la rémunération est versée ni une personne qui, au moment où la rémunération lui est ainsi versée, n'a pas 21 ans et est liée au contribuable ou à son

conjoint par les liens du sang, du mariage ou de l'adoption et si le reçu du paiement transmis au ministre contient le numéro d'assurance sociale de celui qui l'a émis ;

*p*) au nom d'une personne atteinte de cécité totale :

i. pour un chien qui est dressé pour guider une personne atteinte de cécité et qui est fourni par une personne ou une organisation dont l'un des buts principaux est le dressage de ces chiens ;

ii. pour le soin et l'entretien d'un tel chien ;

iii. pour les dépenses raisonnables de voyage engagées par cette personne à destination ou en provenance d'une école, d'une institution ou d'un autre endroit, où l'on forme les personnes atteintes de cécité à la conduite d'un tel chien ; et

iv. pour les dépenses raisonnables qu'elle engage pour ses repas et son logement alors qu'elle doit vivre ailleurs qu'au lieu ordinaire de sa résidence pour assister à temps plein à des cours donnés dans un endroit visé dans le sous-paragraphe iii ;

*q*) pour une prothèse mammaire externe requise à la suite d'une mastectomie ;

*r*) pour un téléimprimeur ou tout dispositif semblable, y compris les indicateurs de sonnerie de poste téléphonique, permettant à une personne sourde ou muette de faire ou de recevoir des appels téléphoniques ;

*s*) pour un élévateur mécanique conçu exclusivement pour permettre à une personne handicapée d'avoir accès aux différents étages d'un édifice ;

*t*) pour un lecteur optique qui est utilisé par une personne atteinte de cécité et conçu pour transcrire instantanément un texte imprimé sous une forme analogue au braille.

D.1981-80, a. 717R2 ; 3190-80, a.1.

**717R3.** Lorsqu'une personne dont l'entreprise consiste à fournir un service de transport n'est pas immédiatement disponible, et qu'un particulier utilise un véhicule aux fins décrites dans le paragraphe *h* de l'article 717R2, une somme raisonnable à titre de frais médicaux est réputée avoir été payée à une telle personne par le particulier ou son représentant légal pour le fonctionnement du véhicule.

**720R1.** Aux fins de l'article 720 de la Loi, un régime privé d'assurance-maladie signifie un contrat, un régime d'assurance frais ou soins médicaux ou d'hospitalisation ou toute combinaison de ces contrats ou régimes.

**720R2.** Malgré l'article 720R1, tout contrat ou régime établi ou prévu par une loi du Parlement du Canada ou d'une province, pour le paiement de soins ou de frais médicaux ou d'hospitalisation n'est pas un régime privé d'assurance-maladie.

## CHAPITRE V

### PERTE ET PRIX DE BASE RAJUSTÉ

**736.1R1.** Le montant prescrit visé dans le deuxième alinéa de l'article 736.1 de la Loi est un montant égal à celui qui est calculé pour l'assureur au même moment et pour les mêmes fins en vertu du sous-paragraphe *b* du paragraphe 7.1 de l'article 111 de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148).

**736.2R1.** Le montant prescrit visé dans l'article 736.2 de la Loi est un montant égal à celui qui est calculé pour l'assureur au même moment et pour les mêmes fins en vertu du sous-paragraphe *b* du paragraphe 7.2 de l'article 111 de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148).

D. 1983-80, a. 35.

**741R1.** L'impôt prescrit visé dans le paragraphe *a* de l'article 741 de la Loi est celui prévu par la partie VII de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148) telle qu'elle se lisait au 31 mars 1977.

**743R1.** L'impôt prescrit visé dans l'article 743 de la Loi est celui prévu par la partie VII de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148), telle qu'elle se lisait au 31 mars 1977.

**744R1.** L'impôt prescrit visé dans l'article 744 de la Loi est celui prévu par la partie VII de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148), telle qu'elle se lisait au 31 mars 1977.

**745R1.** L'impôt prescrit visé dans l'article 745 de la Loi est celui prévu par la partie VII de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148), telle qu'elle se lisait au 31 mars 1977.

## CHAPITRE VI

### DIVIDENDES D'UNE FILIALE ÉTRANGÈRE

**746R1.** Aux fins de l'article 746 de la Loi, l'expression « partie du dividende prescrite comme étant payée à même le surplus exonéré » visée dans le paragraphe *a* de cet article, les expressions « impôt étranger prescrit » et « partie du dividende prescrite comme étant payée à même le surplus imposable » visées dans les paragraphes *b* et *c* de cet article et l'expression « partie du dividende prescrite

comme étant payée à même le surplus antérieur à l'acquisition » visée dans le paragraphe *d* de cet article désignent un montant égal à celui qui est calculé à ce titre au même moment et pour les mêmes fins en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148) et des règlements adoptés sous son autorité.

**747R1.** Aux fins de l'article 747 de la Loi :

*a)* l'expression « facteur fiscal » a le sens que lui donne l'article 583R1 ;

*b)* les expressions « surplus exonéré », « surplus imposable » et « surplus antérieur à l'acquisition » d'une filiale étrangère, à un moment donné, désignent un montant égal à celui qui est calculé à ce titre pour la filiale au même moment et pour les mêmes fins en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148) et des règlements adoptés sous son autorité.

## TITRE XIX

### TABLE D'IMPÔT

**751R1.** Une succession ou une fiducie ne peut pas, dans le calcul de son impôt pour une année d'imposition, se prévaloir de la table prescrite par l'article 751R2.

**751R2.** La table visée dans l'article 751 de la Loi est celle qui apparaît dans l'annexe D.

## TITRE XX

### AFFAIRES FAITES AU QUÉBEC ET AILLEURS

## CHAPITRE I

### RÈGLE GÉNÉRALE

**771R1.** Les affaires d'une corporation qui a un établissement au Québec sont réputées avoir été faites en totalité au Québec pour une année d'imposition si cette corporation n'a pas, au cours de l'année, d'établissement en dehors du Québec.

**771R2.** Les affaires d'une corporation sont réputées avoir été faites en totalité ailleurs qu'au Québec pour une année d'imposition si cette corporation n'a pas, au cours de l'année, d'établissement au Québec.



## CHAPITRE II ÉTABLISSEMENTS DANS PLUSIEURS JURIDICTIONS

### SECTION I GÉNÉRALITÉS

**771R3.** Sous réserve des dispositions particulières des chapitres III et IV, lorsque, dans une année d'imposition, une corporation possède un établissement au Québec et un établissement dans une autre juridiction, la proportion qui existe entre les affaires faites au Québec et l'ensemble de celles faites au Québec et ailleurs est la moitié de l'ensemble :

a) de la proportion représentée par le rapport entre le revenu brut de la corporation pour l'année raisonnablement attribuable à l'établissement situé au Québec et la totalité de son revenu brut pour l'année ; et

b) de la proportion représentée par le rapport entre les traitements et salaires que la corporation a versés dans l'année aux employés de l'établissement situé au Québec et la totalité des traitements et salaires qu'elle a versés dans l'année.

**771R3.1.** Malgré l'article 771R3 et sous réserve des dispositions particulières des chapitres III et IV, lorsqu'une corporation qui possède un établissement au Québec et un établissement en dehors du Québec ne verse, dans l'année, aucun traitement ni salaire à des employés ou n'a pas de revenu brut pour cette année, la proportion qui existe entre les affaires faites au Québec et l'ensemble de celles faites au Québec et ailleurs est, dans le premier cas, la proportion visée dans le paragraphe a de l'article 771R3 et, dans le second cas, celle visée dans le paragraphe b de cet article.

D.1983-80, a. 36 ; 1535-81, a. 10.

**771R4.** Aux fins de l'article 771R3, le revenu brut ne comprend pas les intérêts sur obligation ou hypothèque, les dividendes ni les loyers ou redevances pour des biens non utilisés dans la principale activité de la corporation.

**771R5.** Sauf s'il s'agit d'une commission à une personne qui n'est pas un employé de la corporation, un montant versé en vertu d'une entente par la corporation à une personne pour des services qui seraient normalement rendus par les employés de la corporation est réputé être un traitement ou salaire versé à un tel employé de l'établissement de la corporation auquel ces services sont raisonnablement attribuables et dans la mesure où ils sont ainsi attribuables.

## SECTION II CALCUL DU REVENU BRUT

**771R6.** Les règles prévues par la présente section s'appliquent au calcul du revenu brut raisonnablement attribuable à un établissement d'une corporation dans une année d'imposition.

**771R7.** Lorsque des marchandises vendues sont acheminées dans une juridiction où la corporation a un établissement, le revenu brut provenant de la vente est attribuable à cet établissement ; sinon, il est attribuable à l'établissement dont fait partie la personne qui a négocié la vente.

Lorsque l'acheteur ordonne que les marchandises soient acheminées à une autre personne, le revenu brut provenant de la vente est attribuable à l'établissement situé dans la juridiction où se trouve l'établissement de l'acheteur, si la corporation a un établissement dans cette juridiction ; sinon, il est attribuable à l'établissement dont fait partie la personne qui a négocié la vente.

**771R8.** Malgré l'article 771R7, lorsque les marchandises vendues sont acheminées dans un autre pays où la corporation n'a pas d'établissement et qu'elles ont été entièrement produites ou fabriquées dans une juridiction au Canada par la corporation, le revenu brut provenant de la vente est attribuable à l'établissement situé dans cette juridiction.

Toutefois, si les marchandises vendues ont été produites ou fabriquées par la corporation en partie au Québec et en partie dans une autre juridiction, le revenu brut provenant de la vente qui est attribuable à l'établissement situé au Québec en est la proportion représentée par le rapport entre les traitements et salaires versés dans l'année aux employés de cet établissement et ceux versés dans l'année aux employés de tous les établissements où les marchandises vendues ont été produites ou fabriquées.

Les mêmes règles s'appliquent lorsque l'établissement de l'acheteur est situé dans une juridiction hors du Canada où la corporation n'a pas d'établissement et que l'acheteur ordonne que les marchandises soient acheminées à une autre personne.

**771R9.** Malgré les articles 771R7 et 771R8, le revenu brut provenant pour une corporation de la vente en gros de l'électricité qu'elle produit est attribuable à l'établissement situé dans la juridiction où cette électricité est produite.

**771R10.** Le revenu brut provenant des services rendus dans une juridiction est attribuable à l'établissement situé dans cette juridiction ; s'il n'y a pas de tel établisse-

ment, il est attribuable à l'établissement dont fait partie ou dépend la personne qui a négocié le contrat de services.

**771R11.** Lorsqu'une vente porte sur du bois debout ou sur un droit de coupe, le revenu brut provenant de la vente est attribuable à l'établissement de la corporation dans la juridiction où est située la terre à bois dont le bois debout ou le droit de coupe a fait l'objet de la vente.

**771R12.** Lorsqu'un terrain constitue un établissement, le revenu brut en provenant est attribuable à cet établissement.

**771R13.** Aux fins de l'article 771R3, lorsqu'une partie de l'activité d'une corporation est exercée en société avec une autre personne, le revenu brut de la corporation pour l'année ainsi que les traitements et salaires qu'elle a versés dans l'année ne doivent comprendre, à l'égard de cette activité, que la proportion, pour l'exercice financier de la société qui coïncide avec l'année ou qui s'y termine, soit du revenu brut de la société, soit des traitements et salaires versés par la société, selon le cas, représentée par le rapport entre la part de la corporation du revenu ou de la perte de la société pour cet exercice financier et la totalité du revenu ou de la perte de la société pour cet exercice financier.

D. 1981-80, a. 771R13 ; 1535-81, a. 11.

## CHAPITRE III CAS PARTICULIERS

### SECTION I CORPORATIONS D'ASSURANCE

**771R14.** La proportion qui existe entre les affaires faites au Québec et l'ensemble de celles faites au Québec et ailleurs par une corporation d'assurance est la proportion représentée par le rapport entre d'une part, l'ensemble de ses primes nettes se rapportant à des biens situés au Québec et de ses primes nettes à l'égard d'assurances autres que sur des biens et découlant de contrats faits avec des personnes résidant au Québec et, d'autre part, l'ensemble des primes nettes inclus dans le calcul de son revenu en vertu de la partie I de la Loi.

**771R15.** Aux fins de la présente section, les primes nettes se calculent en déduisant des primes brutes, exclusion faite de toute considération pour une rente, les primes payées par la corporation pour la réassurance, les dividendes ou rabais payés ou crédités par elle aux assurés et les rabais et ristournes de primes payés par elle à l'égard d'annulation de polices.

**771R16.** Aux fins de l'article 771R14, lorsqu'une corporation d'assurance n'a pas d'établissement pour une année d'imposition dans une province en particulier, chaque prime nette pour l'année se rapportant à une assurance sur un bien situé dans cette province en particulier et chaque prime nette pour l'année à l'égard d'une assurance autre que sur un bien et découlant d'un contrat fait avec une personne résidant dans cette province en particulier sont réputées être une prime nette se rapportant à une assurance sur un bien situé dans la province où est l'établissement de la corporation auquel la prime nette est raisonnablement attribuable ou, selon le cas, une prime nette à l'égard d'une assurance autre que sur un bien et découlant d'un contrat fait avec une personne résidant dans la province où est situé un tel établissement.

### SECTION II BANQUES

**771R17.** La proportion qui existe entre les affaires faites au Québec et l'ensemble de celles faites au Québec et ailleurs par une banque est le tiers de l'ensemble :

a) de la proportion représentée par le rapport entre les traitements et salaires que la banque a versés aux employés de son établissement au Québec et la totalité des traitements et salaires qu'elle a versés ; et

b) du double de la proportion représentée par le rapport entre les prêts et dépôts attribuables à son établissement au Québec et la totalité de ses prêts et dépôts.

D. 1981-80, a. 771R17 ; 1535-81, a. 12.

**771R18.** Aux fins de la présente section, le montant des prêts ou des dépôts est le douzième de l'ensemble des montants impayés sur les prêts consentis par la banque ou, selon le cas, de l'ensemble des montants en dépôt à la banque, à la clôture des affaires, le dernier jour de chaque mois de l'année ; à cet effet, les prêts et dépôts ne comprennent pas les obligations, les actions, les valeurs en transit et les dépôts pour le compte de Sa Majesté aux droits du Canada.

### SECTION III CORPORATIONS DE FIDUCIE OU DE PRÊTS

**771R19.** La proportion qui existe entre les affaires faites au Québec et l'ensemble de celles faites au Québec et ailleurs par une corporation de fiducie ou de prêts est la proportion représentée par le rapport entre le revenu brut de son établissement au Québec et la totalité de son revenu brut.

**771R20.** Le revenu brut de l'établissement au Québec d'une corporation de fiducie ou de prêts est égal à l'ensemble du revenu brut de la corporation pour l'année provenant :

- a) de prêts garantis par un terrain situé au Québec ;
- b) de prêts non garantis par un terrain mais consentis à des personnes résidant au Québec ;
- c) de prêts consentis à des personnes résidant dans une juridiction où la corporation n'a pas d'établissement et administrés par un établissement de la corporation au Québec, à l'exclusion des prêts garantis par un terrain situé au Québec ; et
- d) d'affaires faites à l'établissement au Québec mais autres que le revenu brut provenant de prêts.

#### SECTION IV CORPORATIONS DE CHEMIN DE FER

**771R21.** Sous réserve de l'article 771R22, la proportion qui existe entre les affaires faites au Québec et l'ensemble de celles faites au Québec et ailleurs par une corporation de chemin de fer est la moitié de l'ensemble :

- a) de la proportion représentée par le rapport entre le nombre ajusté de kilomètres de voie de la corporation au Québec et le nombre ajusté de kilomètres de voie de la corporation au Canada ; et
- b) de la proportion représentée par le rapport entre le nombre de tonnes kilométriques brutes de la corporation au Québec et le nombre de tonnes kilométriques brutes de la corporation au Canada.

**771R22.** Le nombre ajusté de kilomètres de voie, dans l'article 771R21, se calcule en additionnant le nombre de kilomètres de la première voie principale, 80% du nombre de kilomètres des autres voies principales et 50% du nombre de kilomètres de voies de triage ou d'évitement.

**771R23.** Lorsqu'une corporation visée dans la présente section exploite un service de transport aérien ou maritime ou un service hôtelier ou reçoit des revenus considérables à l'égard de droits afférents à du gaz naturel ou du pétrole, la proportion qui existe entre les affaires faites au Québec et l'ensemble de celles faites au Québec et ailleurs au Canada par la corporation est celle qui est respectivement établie :

- a) dans la section V en ce qui concerne la partie de son impôt pour l'année qui peut raisonnablement être attribuable à l'exploitation de son service de transport aérien ;
- b) dans la section IX en ce qui concerne la partie de son impôt pour l'année qui peut raisonnablement être at-

tribuable à l'exploitation de son service de transport maritime ;

c) dans les chapitres I et II en ce qui concerne la partie de son impôt pour l'année qui peut raisonnablement être attribuable à l'exploitation de son service hôtelier ou selon le cas, aux droits afférents à du pétrole ou du gaz naturel ou à un intérêt dans ces droits ; et

d) dans l'article 771R21 en ce qui concerne le reste de son impôt.

**771R24.** Aux fins de l'application de la section IX au paragraphe b de l'article 771R23, l'expression « traitements et salaires versés dans l'année par la corporation », dans l'article 771R31, signifie tels traitements et salaires versés aux employés des établissements se rapportant à l'entreprise de navigation, à l'exclusion de ceux versés aux employés travaillant sur les navires.

**771R25.** Aux fins de l'application du chapitre II dans le paragraphe c de l'article 771R23, les expressions suivantes de ce chapitre signifient :

- a) « revenu brut de la corporation pour l'année raisonnablement attribuable à l'établissement situé au Québec » : le revenu brut que la corporation reçoit dans l'année de son exploitation hôtelière au Québec ou, selon le cas, qu'elle reçoit dans l'année à l'égard de droits afférents à du gaz naturel ou du pétrole ou à l'égard d'un intérêt dans ces droits et relatifs à un terrain situé au Québec ;
- b) « totalité de son revenu brut pour l'année » : la totalité du revenu brut que la corporation reçoit dans l'année de son exploitation hôtelière ou, selon le cas, qu'elle reçoit dans l'année à l'égard de droits afférents à du gaz naturel ou du pétrole ou à l'égard d'un intérêt dans ces droits ; et
- c) « traitements et salaires que la corporation a versés dans l'année aux employés » : les traitements et salaires ainsi versés aux employés de ses hôtels ou, selon le cas, à ses employés dont le travail est relié aux droits afférents à du gaz naturel ou du pétrole ou à un intérêt dans ces droits.

#### SECTION V CORPORATIONS DE TRANSPORT AÉRIEN

**771R26.** La proportion qui existe entre les affaires faites au Québec et l'ensemble de celles faites au Québec et ailleurs par une corporation de transport aérien est le quart de l'ensemble :

- a) de la proportion représentée par le rapport entre le coût de ses terrains et biens amortissables, à l'exclusion des aéronefs, au Québec à la fin de l'année et le coût de ses

terrains et biens amortissables, à l'exclusion des aéronefs, au Canada au même moment ; et

b) du triple de la proportion représentée par le rapport entre le nombre de kilomètres de vol payant parcourus par ses aéronefs au Québec et le nombre de kilomètres de vol payant parcourus par ses aéronefs au Canada.

**771R27.** Les kilomètres de vol payant parcourus par un aéronef, dans l'article 771R26, sont pondérés par le poids au décollage de cet aéronef.

Aux fins du présent article, le « poids au décollage » d'un aéronef désigne le poids maximal autorisé au décollage, exprimé en kilogrammes, tel que mentionné dans le certificat de navigabilité émis par le ministère fédéral des Transports à l'égard de cet aéronef et, dans le cas où un tel certificat n'a pas été émis, le poids maximal équivalent exprimé en kilogrammes.

## SECTION VI CORPORATION D'ENTREPOSAGE DE GRAIN

**771R28.** La proportion qui existe entre les affaires faites au Québec et l'ensemble de celles faites au Québec et ailleurs dans une année d'imposition par une corporation d'entreposage de grain est la moitié de l'ensemble :

a) de la proportion représentée par le rapport entre le nombre de tonnes métriques de grain reçues dans les éleveurs exploités par la corporation au Québec et le nombre total de tonnes métriques de grain reçues dans tous les éleveurs exploités par la corporation ; et

b) de la proportion représentée par le rapport entre les traitements et salaires que la corporation a versés aux employés de son établissement au Québec et l'ensemble des traitements et salaires qu'elle a versés.

## SECTION VII CORPORATIONS DE TRANSPORT PAR AUTOBUS ET PAR CAMIONS

**771R29.** La proportion qui existe entre les affaires faites au Québec et l'ensemble de celles faites au Québec et ailleurs par une corporation de transport par autobus et par camions est la moitié de l'ensemble :

a) de la proportion représentée par le rapport entre le nombre de kilomètres parcourus au Québec par les véhicules dont elle est propriétaire ou qu'elle a loués d'une autre personne et le nombre total de kilomètres parcourus par ces véhicules ailleurs que dans une province où la corporation n'a pas d'établissement ; et

b) de la proportion représentée par le rapport entre les traitements et salaires que la corporation a versés aux

employés de son établissement au Québec et la totalité des traitements et salaires qu'elle a versés.

D. 1981-80, a. 771R29 ; 1535-81, a. 13.

## SECTION VIII CORPORATIONS EXPLOITANT UN PIPE-LINE

**771R30.** La proportion qui existe entre les affaires faites au Québec et l'ensemble de celles faites au Québec et ailleurs par une corporation exploitant un pipe-line pour l'eau, le gaz ou l'huile au Québec est la moitié de l'ensemble :

a) de la proportion représentée par le rapport entre le nombre de kilomètres de conduits de la corporation au Québec et le nombre de kilomètres de ses conduits dans toutes les provinces où elle a un établissement ; et

b) de la proportion représentée par le rapport entre les traitements et salaires que la corporation a versés aux employés de son établissement au Québec et la totalité des traitements et salaires qu'elle a versés aux employés de ses établissements au Canada.

D. 1981-80, a. 771R30 ; 1535-81, a. 14.

## SECTION IX CORPORATIONS DE NAVIGATION

**771R31.** La proportion qui existe entre les affaires faites au Québec et l'ensemble de celles faites au Québec et ailleurs par une corporation de navigation est l'ensemble :

a) de la proportion résultant du produit de la multiplication de :

i. la proportion représentée par le rapport entre son tonnage-escale au Canada et son tonnage-escale dans tous les pays ; par

ii. la proportion représentée par le rapport entre son tonnage-escale au Québec et son tonnage-escale dans toutes les provinces dans lesquelles la corporation a un établissement ; et

b) lorsque son tonnage-escale dans tous les pays excède son tonnage-escale au Canada, de la proportion résultant du produit de la multiplication de :

i. la proportion représentée par le rapport entre cet excédent et son tonnage-escale dans tous les pays ; par

ii. la proportion représentée par le rapport entre les traitements et salaires que la corporation a versés aux employés de son établissement au Québec, à l'exception de ceux versés aux employés travaillant sur les navires, et l'ensemble des traitements et salaires que la corporation a versés aux employés de ses établissements au Canada, à

l'exception de ceux versés aux employés travaillant sur les navires.

D. 1981-80, a. 771R31 ; 1535-81, a. 15.

**771R32.** Dans la présente section, le tonnage-escale dans une province ou dans un pays désigne l'ensemble des produits de la multiplication, pour chaque navire exploité par la corporation, du nombre d'escales faites par ce navire dans l'année à des ports situés dans cette province ou dans ce pays, selon le cas, par le nombre de mètres cubes de jauge nette de ce navire.

D. 1981-80, a. 771R32 ; 1535-81, a. 16.

## SECTION X CORPORATIONS À ENTREPRISE DIVERSIFIÉE

**771R33.** Lorsqu'une corporation n'est pas visée dans les sections I à IX et qu'une partie de son entreprise consiste en des opérations normalement faites par une corporation visée dans ces sections, la corporation et le ministre peuvent convenir :

a) d'appliquer les dispositions appropriées de ces sections à la partie de son impôt qui peut raisonnablement être attribuable aux opérations normalement faites par une corporation visée dans l'une de ces sections ; et

b) d'appliquer les dispositions des chapitres I et II au reste de son impôt.

## CHAPITRE IV CORPORATIONS ÉTRANGÈRES

**771R34.** Dans le présent chapitre, une « corporation étrangère » désigne une corporation légalement constituée hors du Canada, dont le siège social n'est pas situé au Canada et qui y exerce une entreprise au Québec.

**771R35.** La proportion qui existe entre les affaires faites au Québec et l'ensemble de celles faites au Québec et ailleurs par une corporation étrangère se calcule en ne tenant compte que des affaires attribuables à ses établissements au Canada comme si l'entreprise que la corporation exerce au Canada était une entreprise distincte exercée par une personne distincte.

**771R36.** Aux fins de l'article 771R35, une corporation étrangère doit maintenir un système de comptabilité de succursale ou de subdivision pour ses affaires attribuables à ses établissements au Canada ; elle peut cependant tenir compte, dans le calcul de son revenu provenant de ces affaires, de toutes les dépenses qu'elle a engagées ou encourues, quel que soit l'endroit où elles l'ont été, si ces dé-

penses peuvent raisonnablement être attribuables à un établissement au Canada.

**771R37.** Le ministre peut rectifier les comptes produits, en corriger les erreurs et omissions ou rétablir, à une valeur raisonnable, les rémunérations et prix inscrits aux livres d'une corporation étrangère.

Il peut également déterminer la proportion des affaires faites au Québec et celles faites au Québec et ailleurs d'une corporation étrangère si :

a) la corporation ne tient aucun système de comptabilité visé dans l'article 771R36 ;

b) le système de comptabilité visé dans cet article ne correspond pas aux exigences de ce genre d'entreprise ; ou

c) les rectifications ou corrections mentionnées dans le présent article ne peuvent pas être faites.

**771R38.** Sous réserve du présent chapitre, les chapitres I à III s'appliquent pour déterminer la proportion des affaires faites au Québec sur l'ensemble de celles faites au Québec et ailleurs par une corporation étrangère.

## TITRE XX.1 ENTREPRISE ADMISSIBLE

**771.1R1.** Aux fins de l'article 771.1 de la Loi, l'expression « entreprise admissible » a le sens que lui donneraient les articles 451R2 à 451R7 si l'on ne tenait pas compte, dans le paragraphe a de l'article 451R6, des mots « au Canada ».

## TITRE XXI CRÉDIT POUR IMPÔT ÉTRANGER

**772R1.** Le présent titre s'applique pour déterminer le montant qu'un contribuable visé dans l'article 772 de la Loi peut déduire de son impôt autrement à payer pour une année d'imposition en raison de l'impôt sur le revenu ou sur les bénéfices, ou d'une contribution de même nature, qu'il a payé au gouvernement d'un pays étranger ou d'une subdivision politique d'un pays étranger ou à une organisation internationale visée dans l'article 3 de la Loi sur les privilèges et immunités des organisations internationales (S.R.C., 1970, c. P-22) ; à cette fin, l'impôt autrement à payer désigne l'impôt à payer calculé en vertu de la partie I de la Loi, avant toute déduction en vertu du présent titre, des articles 767, 1183 et 1184 de la Loi.

**772R2.** Dans le cas du revenu provenant d'une entreprise et attribuable à un établissement situé dans un pays étranger, un particulier peut déduire de son impôt autrement à payer pour l'année 45% de l'impôt attribuable à ce

revenu et payé pour l'année au gouvernement d'un pays étranger ou à une subdivision politique d'un tel pays ainsi que le moindre des montants suivants :

a) l'excédent, pour l'année d'imposition précédente, du montant établi conformément au présent article sur le montant déduit en vertu du présent titre à l'égard du revenu provenant d'une entreprise et attribuable à un établissement situé dans ce pays ; ou

b) l'ensemble des montants représentant, pour chacune des 5 années d'imposition précédentes mais subséquentes à l'année d'imposition 1971, l'excédent de 45% de l'impôt attribuable à ce revenu et payé pour l'année au gouvernement d'un pays étranger ou à une subdivision politique d'un tel pays sur le montant qui a été déduit pour l'année en vertu du présent titre à l'égard du revenu provenant d'une entreprise et attribuable à un établissement situé dans ce pays.

**772R3.** La déduction accordée à un particulier par l'article 772R2 à l'égard d'un pays ne doit pas excéder le moindre :

a) de la proportion de l'impôt autrement à payer pour l'année en cause représentée par le rapport entre son revenu pour l'année ou, selon le cas pour toute période visée dans le paragraphe *a* du deuxième alinéa de l'article 23 de la Loi, si son revenu imposable est calculé de la façon indiquée dans ce paragraphe, provenant d'une entreprise et attribuable à un établissement situé dans ce pays et son revenu pour l'année ou, selon le cas, pour toute telle période, diminué des montants admissibles en déduction en vertu de l'article 729 de la Loi : ou

b) de l'impôt autrement à payer pour l'année en cause moins l'ensemble des montants déduits en vertu du présent titre à l'égard d'un revenu visé dans l'article 772R5.

**772R4.** Aux fins des articles 772R2 et 772R3, le revenu d'un particulier provenant d'une entreprise et attribuable à un établissement situé dans un pays étranger en particulier se calcule en appliquant, en les adaptant, les articles 22R2 à 22R18.

**772R5.** Dans le cas d'un revenu autre que celui visé dans l'article 772R2 et provenant d'une source située dans un pays étranger, un particulier peut déduire de son impôt autrement à payer pour l'année l'excédent de l'impôt attribuable à ce revenu et payé pour l'année au gouvernement de ce pays étranger ou d'une subdivision politique de ce pays sur la déduction qui lui est accordée à ce titre en vertu du paragraphe 1 de l'article 126 de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148). S'il s'agit d'une corporation, elle peut déduire de son impôt autrement à payer la proportion de l'excédent de la déduction pour impôt étranger

qui lui serait accordée en vertu du paragraphe 1 de l'article 126 de cette loi, si on ne tenait pas compte de la déduction visée dans le paragraphe 1 de l'article 124 de cette loi, sur la déduction accordée en vertu du paragraphe 1 de l'article 126 de cette loi représentée par le rapport entre ses affaires faites au Québec et celles faites au Canada ; ce rapport se calcule en appliquant, en les adaptant, les articles 771R1 à 771R33.

**772R6.** La déduction accordée à un particulier par l'article 772R5 ne doit pas excéder la proportion de l'impôt autrement à payer pour l'année en cause représentée par le rapport entre son revenu à l'égard duquel la déduction est accordée et son revenu pour l'année ou, selon le cas, pour toute période visée dans le paragraphe *a* du deuxième alinéa de l'article 23 de la Loi, si son revenu imposable est calculé de la façon indiquée dans ce paragraphe, diminué des montants admissibles en déduction aux termes de l'article 729 de la Loi ; celle accordée à une corporation ne doit pas excéder 10% de la proportion du revenu à l'égard duquel la déduction est accordée représentée par le rapport entre les affaires faites au Québec et celles faites au Québec et ailleurs par cette corporation, tel que ce rapport est déterminé en vertu des articles 771R1 à 771R33.

**772R7.** La déduction prévue par le présent titre se calcule séparément par pays.

**772R8.** Lorsqu'un particulier à l'emploi d'une organisation internationale mentionnée dans l'article 772R1 a payé à cette organisation une contribution calculée d'une manière semblable à un impôt sur le revenu pour défrayer les dépenses de celle-ci, ce particulier peut, en outre de toute déduction visée dans les articles 772R2 et 772R5, déduire de son impôt autrement à payer pour l'année l'excédent de cette contribution sur la déduction qui lui est accordée à cet égard en vertu du paragraphe 3 de l'article 126 de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C. 1952, c. 148).

Toutefois, cette déduction ne doit pas excéder la proportion de son impôt autrement à payer pour l'année en cause représentée par le rapport entre le montant inclus dans son revenu pour l'année au titre de la rémunération à l'égard de laquelle la contribution est établie et son revenu pour l'année ; elle ne doit pas excéder non plus la proportion de la contribution représentée par le rapport entre le montant inclus dans son revenu pour l'année au titre de la rémunération à l'égard de laquelle la contribution est établie, et le montant qui serait inclus dans son revenu pour l'année provenant de son emploi auprès de cette organisation si l'article 488 de la Loi ne s'appliquait pas.

**772R9.** Aux fins des articles 772R2 et 772R5, le contribuable y visé doit déduire de l'impôt payé au gouvernement d'un pays étranger ou d'une subdivision politique d'un tel pays tout montant admissible en déduction dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu de l'article 146 de la Loi et tout montant déduit dans ce calcul en vertu de l'article 146.1 de la Loi.

D. 1981-80, a. 772R9 ; 1983-80, a. 37.

## TITRE XXII

### PROVISIONS POUR LES CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT

#### CHAPITRE I

##### GÉNÉRALITÉS ET RÈGLE D'APPLICATION

**799R1.** Dans le présent titre, une obligation comprend une hypothèque et un contrat de vente et une caisse signifie une caisse d'épargne et de crédit.

**799R2.** Aux fins du présent titre, le coût amorti à un moment donné pour une caisse d'une obligation désigne l'excédent du coût d'acquisition pour elle de l'obligation plus le montant décrit dans l'article 799R3, ou moins celui décrit dans l'article 799R4, selon le cas, sur l'ensemble des montants qu'elle avait droit de recevoir avant ce moment à titre de principal de cette obligation.

**799R3.** Le montant qui doit être ajouté au coût d'acquisition de l'obligation pour la caisse en vertu de l'article 799R2 est la partie de l'excédent du principal de l'obligation au moment de son acquisition sur son coût d'acquisition qui a été incluse dans le calcul du revenu de la caisse pour une année d'imposition prenant fin à ce moment ou antérieurement à ce moment.

**799R4.** Le montant qui doit être déduit du coût d'acquisition de l'obligation pour la caisse en vertu de l'article 799R2 est la partie de l'excédent du coût pour elle de cette acquisition sur le principal de l'obligation au moment de son acquisition qui a été déduite dans le calcul du revenu de la caisse pour une année d'imposition prenant fin à ce moment ou antérieurement à ce moment.

**799R5.** Dans le cas d'obligations, le montant qui peut être déduit par une caisse à titre de provision pour une année d'imposition ne doit pas excéder l'ensemble :

a) de 1½ % du moindre de 2 000 000 000 \$ ou de l'ensemble :

i. du coût amorti pour elle à la fin de l'année de chaque obligation dont elle est propriétaire à ce moment et qui n'est pas une immobilisation, à l'exception d'une obliga-

tion qui n'est pas une hypothèque ou un contrat de vente et qui vient à échéance un an ou moins après ce moment ;

ii. de chaque montant exigible et impayé à la fin de l'année à titre d'intérêt à payer à la caisse en vertu de l'obligation décrite dans le sous-paragraphe i ; et

iii. de chaque montant qui est inclus dans le calcul du revenu de la caisse pour l'année à l'égard de la valeur d'un bien inclus dans son inventaire à la fin de cette année et acquis à la suite d'un défaut aux termes d'une obligation, à l'exception d'un bien à l'égard duquel un montant a été inclus en vertu des sous-paragraphe i ou ii ; et

b) de 1% de l'excédent de l'ensemble visé dans le paragraphe a sur 2 000 000 000 \$.

**799R6.** Dans le cas de créances, autres que celles incluses dans l'article 799R5, le montant qui peut être déduit par une caisse pour une année d'imposition ne doit pas excéder 1½ % de l'ensemble des créances impayées à la fin de l'année, à l'exception d'une créance représentée par une dette due par :

a) une autre caisse dont plus de 50% des actions émises du capital-actions appartiennent à des caisses ;

b) une banque à laquelle la Loi sur les banques (S.C., 1980-81, c. 40) ou la Loi sur les banques d'épargne de Québec (S.R.C., 1970, c. B-4) s'applique ;

c) le Gouvernement du Canada ou d'une province ou un de leurs organismes ; ou

d) une corporation contrôlée par la caisse en cause ou par un groupe de caisses qui inclut cette caisse.

La même exception s'applique à l'égard d'une créance garantie par l'une des personnes visées dans les paragraphes a, b ou c.

#### CHAPITRE II

##### RÈGLE PARTICULIÈRE

**799R7.** Malgré les articles 799R5 et 799R6, lorsqu'une caisse a aliéné une obligation ou une créance dans l'année d'imposition 1972, 1973 ou 1974 et avant la fin de l'année d'imposition en cause et que le coût amorti de cette obligation ou de cette créance peut servir à calculer le montant que la caisse est réputée avoir déduit pour son année d'imposition 1971 en vertu de l'article 149 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (L.Q., 1972, c. 24), la déduction à laquelle la caisse a droit à titre de provisions pour obligations ou pour créances pour l'année d'imposition en cause ne doit pas être inférieure à l'excédent du montant ainsi réputé avoir été déduit pour son année d'imposition 1971 sur celui calculé en vertu de l'ar-

ticle 799R8, dans le cas d'une obligation, ou en vertu de l'article 799R9, dans le cas d'une créance.

**799R8.** Le montant auquel réfère l'article 799R7 dans le cas d'une obligation est l'excédent de la valeur de l'obligation, telle que déterminée aux fins de l'article 95 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-4), sur l'ensemble du montant que la caisse a eu droit de recevoir après son année d'imposition 1971 à titre de principal de l'obligation et du produit de son alinéation, dans la mesure où ce produit n'est pas inclus dans le montant que la caisse a ainsi eu droit de recevoir.

**799R9.** Le montant auquel réfère l'article 799R7 dans le cas d'une échéance est l'excédent du montant de la créance lors de son aliénation sur le produit de l'aliénation.

**799R10.** Aux fins du présent chapitre, une caisse qui fait une déduction en vertu de l'article 141 de la Loi à l'égard d'une créance est réputée avoir aliéné cette créance.

## TITRE XXIII CORPORATIONS D'ASSURANCE

### CHAPITRE I INTERPRÉTATION

**818R1.** Dans les chapitres I à VIII et X :

a) « amortissement total » a le sens que lui donne le paragraphe b de l'article 93 de la Loi ;

b) « avoir » désigne une action ou une obligation à intérêt conditionnel d'une corporation ou émise par elle, si cette corporation n'est pas une corporation désignée ;

c) « avoir canadien » désigne une action ou une obligation à intérêt conditionnel d'une corporation résidant au Canada ou émise par elle, si cette corporation n'est pas une corporation désignée ;

d) « bien en voie de mise en valeur » d'un assureur pour une année d'imposition désigne un bien que l'assureur acquiert dans l'année ou qu'il a acquis dans l'une des 2 années d'imposition précédentes en vue de gagner un revenu brut de placements provenant du bien et à l'égard duquel il poursuit activement des travaux de mise en valeur ;

e) « corporation désignée », à l'égard d'un assureur désigne une corporation dont l'assureur détient, à un moment quelconque d'une année d'imposition, des actions représentant au moins 30% des actions ordinaires de la corporation en circulation à ce moment ;

f) « fonds de placement canadien pour l'année » désigne, pour une année d'imposition :

i. dans le cas d'un assureur sur la vie résidant au Canada, la moitié de l'ensemble de son fonds de placement canadien à la fin de l'année et de son fonds de placement canadien à la fin de l'année d'imposition précédente ;

ii. dans le cas d'un assureur qui ne réside pas au Canada, la moitié de l'ensemble de son fonds de placement canadien à la fin de l'année et du montant qui constituerait son fonds de placement canadien à la fin de l'année d'imposition précédente si son surplus attribué pour l'année d'imposition précédente était son surplus attribué pour l'année, pour l'année d'imposition ;

g) « fonds excédentaire d'opérations » a le sens que lui donne l'article 850 de la Loi ;

h) « fonds réservé », « montant à payer », « police à fonds réservé », « police d'assurance sur la vie », « police d'assurance sur la vie avec participation », « prêt sur police » et « surintendant des assurances » ont le sens que leur donne l'article 835 de la Loi ;

i) « montant moyen en dépôt » auprès d'un assureur pour une année d'imposition à l'égard de polices d'assurance sur la vie désigne la moitié de l'ensemble des montants en dépôt auprès de l'assureur à la fin de l'année à l'égard de ces polices et de ceux qui l'étaient à la fin de l'année d'imposition précédente à l'égard de ces polices ;

j) « moyenne du passif de réserve canadienne » d'un assureur pour une année d'imposition désigne la moitié de l'ensemble de son passif de réserve canadienne à la fin de l'année et de son passif de réserve canadienne à la fin de l'année d'imposition précédente ;

k) « moyenne du passif de réserve totale » d'un assureur pour une année d'imposition désigne la moitié de l'ensemble de son passif de réserve totale à la fin de l'année et de son passif de réserve totale à la fin de l'année d'imposition précédente ;

l) « passif de réserve canadienne » d'un assureur, à la fin d'une année d'imposition, désigne l'ensemble de son passif et de ses réserves à l'égard de ses polices d'assurance au Canada, à l'exclusion de son passif et de ses réserves à l'égard d'un montant à payer à même un fonds réservé, tels que déterminés à la fin de l'année pour les fins du surintendant des assurances ;

m) « passif de réserve totale » d'un assureur, à la fin d'une année d'imposition, désigne l'ensemble de son passif et de ses réserves à l'égard de l'ensemble de ses polices d'assurance, à l'exclusion de son passif et de ses réserves à l'égard d'un montant à payer à même un fonds réservé, tels que déterminés à la fin de l'année pour les fins du surintendant des assurances ;



- n) « police d'assurance au Canada » désigne :
- i. dans le cas d'une police d'assurance sur la vie, une police d'assurance sur la vie au Canada ;
  - ii. dans le cas d'une police d'assurance-incendie, une police émise ou souscrite sur un bien situé au Canada ; et
  - iii. dans le cas de toute autre police d'assurance, une police émise ou souscrite pour assurer un risque qui était ordinairement au Canada au moment de l'émission ou de la souscription :
- o) « police d'assurance sur la vie au Canada » désigne une police d'assurance sur la vie émise ou souscrite par un assureur, sur la vie d'une personne qui réside au Canada au moment de l'émission ou de la souscription ;
  - p) « réserve actuarielle maximale aux fins de l'impôt » d'un assureur à l'égard d'une catégorie donnée de polices d'assurance sur la vie pour une année d'imposition désigne le montant maximal admissible en déduction dans le calcul de son revenu en vertu du paragraphe a de l'article 840 de la Loi à titre de réserves pour l'année à l'égard des polices de cette catégorie ;
  - q) « réserve actuarielle maximale moyenne aux fins de l'impôt » d'un assureur à l'égard d'une catégorie donnée de polices d'assurance sur la vie pour une année d'imposition désigne la moitié de l'ensemble de sa réserve actuarielle maximale aux fins de l'impôt à l'égard de cette catégorie de polices pour l'année et de sa réserve actuarielle maximale aux fins de l'impôt à l'égard de cette catégorie de polices pour l'année d'imposition précédente ;
  - r) « revenu brut de placements » d'un assureur a le sens que lui donne l'article 825 de la Loi ;
  - s) « revenu brut de placements en assurance sur la vie au Canada » d'un assureur sur la vie pour une année d'imposition désigne l'excédent, sur l'ensemble des montants qu'il a déduits en vertu du paragraphe c de l'article 840 de la Loi et des paragraphes d et e de l'article 841 de cette Loi dans le calcul de son revenu pour l'année, de l'ensemble :
    - i. de la partie de son revenu brut de placements pour l'année provenant de ses biens qui ne sont pas inclus dans un fonds réservé et qu'il utilise ou détient dans l'année dans le cadre de l'exploitation de son entreprise d'assurance sur la vie au Canada ; et
    - ii. de l'ensemble des montants qu'il doit inclure dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu des paragraphes a à c de l'article 844 de la Loi, à l'exclusion des montants qu'il a déduits dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition précédente en vertu des paragraphes a et d de l'article 840 de cette Loi ;
  - t) « surplus attribué pour l'année » d'un assureur qui ne réside pas au Canada désigne, pour une année d'imposi-

tion, l'ensemble de son surplus provenant d'assurance de biens et de risques divers pour l'année et du montant obtenu en multipliant l'excédent déterminé pour l'année en vertu du paragraphe b de l'article 818R11 à l'égard de l'assureur par son facteur d'excédent d'assurance sur la vie pour l'année ;

u) « surplus provenant d'assurance de biens et de risques divers » d'un assureur pour une année d'imposition désigne l'ensemble des montants suivants obtenus en utilisant les montants que l'assureur a déclarés au surintendant des assurances à titre de réserves et de provisions à l'égard de son entreprise d'assurance de biens et de risques divers :

- i. 15% de la moitié de l'ensemble de sa provision pour primes non acquises à la fin de l'année et de sa provision pour primes non acquises à la fin de l'année d'imposition précédente ;

- ii. 15% de la moitié de l'ensemble de sa provision pour demandes de règlement impayées et pour frais de règlement à la fin de l'année et de sa provision pour demandes de règlement impayées et pour frais de règlement à la fin de l'année d'imposition précédente ; et

- iii. la moitié de l'ensemble de sa réserve à l'égard de la valeur des placements à la fin de l'année et de sa réserve à l'égard de la valeur des placements à la fin de l'année d'imposition précédente.

D. 3926-80, a. 31.

**818R2.** Aux fins de l'application des chapitres I à VIII et X et sauf disposition contraire, lorsque l'expression « année d'imposition précédente » vise une année d'imposition 1977 d'un assureur, les définitions y comprises s'appliquent comme si ces chapitres s'appliquaient à cette année d'imposition de l'assureur.

D. 3926-80, a. 31.

**818R3.** Aux fins des chapitres I à VIII et X, tout montant déterminé en monnaie étrangère doit, tel qu'exigé pour les fins du surintendant des assurances, être converti en monnaie canadienne au taux de change en vigueur à la date à l'égard de laquelle le montant est déterminé.

D. 3926-80, a. 31.

## CHAPITRE II FONDS DE PLACEMENT CANADIEN D'UN ASSUREUR

**818R4.** Aux fins des chapitres I à VIII et X, le fonds de placement canadien, à la fin d'une année d'imposition, d'un assureur sur la vie qui réside au Canada est la proportion de l'excédent visé dans l'article 818R5, représentée

par le rapport, à la fin de l'année, entre son passif de réserve canadienne et son passif de réserve totale.

D. 3926-80, a. 31.

**818R5.** L'excédent visé dans l'article 818R4 est le montant qui reste après avoir déduit l'ensemble des montants, autres que ceux relatifs à une dette visée dans le paragraphe *b* de l'article 818R20 ou à un emprunt qu'il a utilisé afin de gagner un revenu provenant d'une source qui n'est pas une entreprise d'assurance, que l'assureur doit à la fin de l'année d'imposition à l'égard d'emprunts qu'il a faits, de la valeur, au même moment, de l'ensemble de ses biens de placement, de son argent et des montants, autres que ses biens de placement et son argent, en dépôt à son crédit auprès d'une corporation autorisée à accepter des dépôts ou à offrir les services de fiduciaire.

D. 3926-80, a. 31.

**818R6.** Aux fins de l'article 818R4 et malgré les paragraphes *l* et *m* de l'article 818R1, l'assureur visé dans cet article 818R4 doit déterminer son passif et ses réserves à l'égard de ses polices d'assurance hors du Canada selon la même méthode que celle utilisée pour déterminer son passif et ses réserves à l'égard de ses polices d'assurance au Canada.

D. 3926-80, a. 31.

**818R7.** Aux fins des chapitres I à VIII et X, le fonds de placement canadien, à la fin d'une année d'imposition, d'un assureur qui ne réside pas au Canada désigne l'excédent de l'ensemble déterminé en vertu de l'article 818R8 sur l'ensemble :

*a)* de la valeur, à la fin de l'année, de ses biens visés dans le paragraphe *b* de l'article 818R23 à l'égard de l'ensemble de ses entreprises d'assurance au Canada, à l'exclusion de l'argent ou d'un montant en dépôt à son crédit auprès d'une corporation autorisée à accepter des dépôts ou à offrir les services de fiduciaire ; et

*b)* de ses frais d'acquisition reportés à l'égard de son entreprise d'assurance de biens et de risques divers au Canada, tels que déterminés à la fin de l'année pour les fins du surintendant des assurances.

D. 3926-80, a. 31.

**818R8.** L'ensemble visé dans l'article 818R7 pour un assureur y visé est constitué des montants suivants :

*a)* sa réserve actuarielle maximale aux fins de l'impôt pour l'année ;

*b)* le montant maximal qu'il peut déduire en vertu du deuxième alinéa de l'article 152 de la Loi dans le calcul de son revenu pour l'année déterminé en supposant que la

seule entreprise d'assurance, autre qu'une entreprise d'assurance sur la vie, qu'il exploite au Canada est une entreprise d'assurance contre la maladie et les accidents ;

*c)* le montant déterminé en vertu du sous-paragraphe *i* du paragraphe *d* de l'article 840 de la Loi à l'égard de l'assureur à la fin de l'année ;

*d)* un passif ou une réserve contracté ou prise, selon le cas, dans le cadre de l'exploitation de son entreprise d'assurance de biens et de risques divers au Canada, tel que déterminé à la fin de l'année pour les fins du surintendant des assurances ;

*e)* une dette qu'il a contractée dans le cadre de l'exploitation de son entreprise d'assurance au Canada, autre qu'une entreprise d'assurance de biens et de risques divers, et qu'il doit à la fin de l'année ; et

*f)* le plus élevé du montant de son « surplus attribué pour l'année », pour l'année d'imposition, ou du montant de l'excédent de son fonds excédentaire d'opérations à la fin de l'année d'imposition précédente sur l'ensemble visé dans les sous-paragraphes *ii* à *iv* du sous-paragraphe *a* du paragraphe 3 de l'article 219 de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148) à l'égard de l'assureur à la fin de l'année.

D. 3926-80, a. 31.

**818R9.** Aux fins des paragraphes *d* et *e* de l'article 818R8, un passif ou une dette y visé ne comprend pas une dette visée dans le paragraphe *b* de l'article 818R20.

De même, aux fins du paragraphe *d* de cet article 818R8, une réserve y visée ne comprend pas la réserve à l'égard de la valeur des placements de l'assureur.

D. 3926-80, a. 31

### CHAPITRE III FACTEUR D'EXCÉDENT D'ASSURANCE SUR LA VIE D'UN ASSUREUR

**818R10.** Aux fins des chapitres I à VIII et X, le facteur d'excédent d'assurance sur la vie, pour une année d'imposition, d'un assureur sur la vie qui ne réside pas au Canada désigne :

*a)* sous réserve de l'article 818R13, lorsque l'assureur, en vertu du présent paragraphe, en fait le choix pour l'année en la manière prévue par l'article 818R12, la proportion, exprimée en pourcentage, représentée par le rapport entre l'excédent déterminé en vertu de l'article 818R11 et l'excédent visé dans le paragraphe *b* de cet article 818R11 ;

*b)* lorsque l'assureur ne fait pas pour l'année le choix prévu par le paragraphe *a* mais l'a fait pour l'une des 4 an-

nées d'imposition précédentes et que, depuis la dernière année d'imposition pour laquelle il a fait ce choix, il n'a pas choisi, conformément au présent paragraphe, le pourcentage visé dans le paragraphe *c* comme facteur d'excédent d'assurance sur la vie pour l'une de ces années précédentes, le pourcentage qu'il choisit pour l'année et qui est soit le pourcentage visé dans le paragraphe *c*, soit le pourcentage déterminé en vertu du paragraphe *a* à l'égard de la dernière année d'imposition pour laquelle il a fait un choix visé dans ce paragraphe *a* ; et

*c)* dans les autres cas, le pourcentage de 10%.

D. 3926-80, a. 31.

**818R11.** L'excédent visé dans le paragraphe *a* de l'article 818R10 est l'excédent :

*a)* du montant qui aurait constitué pour l'assureur son fonds de placement canadien pour l'année s'il avait été un assureur sur la vie qui réside au Canada et qui est enregistré en vertu de la Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques (S.R.C., 1970, c. I-15) aux fins d'exploiter une entreprise d'assurance au Canada et si la seule entreprise d'assurance, autre qu'une entreprise d'assurance sur la vie, qu'il avait exploitée au Canada avait été une entreprise d'assurance contre la maladie et les accidents ; sur

*b)* l'excédent de la moitié de l'ensemble des montants visés dans les paragraphes *a* à *c* et *e* de l'article 818R8 à l'égard de l'assureur à la fin de l'année et de ces montants à la fin de l'année d'imposition précédente sur la valeur pour l'année de ses biens visés dans le paragraphe *b* de l'article 818R23, à l'exclusion de l'argent ou d'un montant en dépôt à son crédit auprès d'une corporation autorisée à accepter des dépôts ou à offrir les services de fiduciaire, à l'égard de l'ensemble de ses entreprises d'assurance au Canada, sauf une entreprise d'assurance de biens et de risques divers.

D. 3926-80, a. 31.

**818R12.** Un assureur sur la vie qui ne réside pas au Canada fait le choix visé dans le paragraphe *a* de l'article 818R10 pour une année d'imposition en annexant à sa déclaration fiscale qu'il doit produire pour l'année conformément à l'article 1000 de la Loi les documents suivants en double exemplaire :

*a)* une lettre faisant état de ce choix ; et

*b)* une annexe mentionnant le montant de l'excédent déterminé en vertu de l'article 818R11 à l'égard de l'année, le montant de la valeur pour l'année de l'ensemble des avoirs de l'assureur, les renseignements nécessaires au ministre pour lui permettre de vérifier ces montants et, dans

le cas de l'article 818R14, la fonction et la juridiction de la personne y visée à qui l'assureur doit déclarer ses réserves.

D. 3926-80, a. 31

**818R13.** Lorsqu'un assureur a fait le choix mentionné dans l'article 818R12 et que les renseignements visés dans le paragraphe *b* de cet article ne permettent pas au ministre, sur avis du surintendant des assurances, de vérifier les montants visés dans ce paragraphe, le facteur d'excédent d'assurance sur la vie de l'assureur est alors celui qui est prévu par le paragraphe *c* de l'article 818R10.

D. 3926-80, a. 31

**818R14.** Malgré la définition de l'expression « surintendant des assurances » au paragraphe *h* de l'article 818R1, l'assureur qui fait le choix mentionné dans l'article 818R12 peut, s'il le prévoit dans ce choix, calculer l'excédent déterminé en vertu de l'article 818R11 en interprétant cette expression comme signifiant la personne du pays ou de la subdivision politique de ce pays, à qui l'assureur doit déclarer ses réserves à l'égard de l'ensemble des entreprises d'assurance qu'il exploite.

D. 3926-80, a. 31.

#### CHAPITRE IV PLAFOND DES AVOIRS D'UN ASSUREUR

**818R15.** Aux fins des chapitres I à VIII et X, le plafond des avoirs en assurance sur la vie, pour une année d'imposition, d'un assureur sur la vie qui ne réside pas au Canada désigne :

*a)* lorsque l'assureur fait un choix à l'égard de son facteur d'excédent d'assurance sur la vie pour l'année en la manière prévue par l'article 818R12, le montant qui aurait constitué son plafond des avoirs pour l'année s'il avait été un assureur sur la vie qui réside au Canada et qui est enregistré en vertu de la Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques (S.R.C., 1970, c. I-15) aux fins d'exploiter une entreprise d'assurance au Canada et si la seule entreprise d'assurance, autre qu'une entreprise d'assurance sur la vie, qu'il avait exploitée au Canada avait été une entreprise d'assurance contre la maladie et les accidents ;

*b)* lorsque l'assureur ne fait pas le choix mentionné dans le paragraphe *a* pour l'année mais l'a fait pour l'une des 4 années d'imposition précédentes et que son facteur d'excédent d'assurance sur la vie pour l'année n'est pas déterminé conformément au paragraphe *c* de l'article 818R10, le montant qui serait déterminé pour l'année conformément au paragraphe *a* si ce dernier paragraphe s'appliquait et si l'assureur utilisait, comme montant déterminé en vertu du paragraphe *a* de l'article 818R17, le

montant déterminé en vertu du paragraphe *a* de cet article 818R17 à l'égard de la dernière année d'imposition pour laquelle il a fait ce choix ; et

*c)* dans les autres cas, l'excédent du montant qui est égal à 8% de son fonds de placement canadien pour l'année sur le montant de la valeur pour l'année de l'ensemble de ses biens visés dans les paragraphes *b* et *c* de l'article 818R30 qui sont des avoirs canadiens.

D. 3926-80, a. 31

**818R16.** Aux fins des chapitres I à VIII et X, le plafond des avoirs pour l'année, à l'égard d'une année d'imposition, désigne :

*a)* dans le cas d'un assureur sur la vie qui réside au Canada, le montant déterminé en vertu de l'article 818R17 ;

*b)* dans le cas d'un assureur, autre qu'un assureur sur la vie, qui ne réside pas au Canada, le montant déterminé en vertu de l'article 818R18 ; et

*c)* dans le cas d'un assureur sur la vie qui ne réside pas au Canada, le montant déterminé en vertu de l'article 818R19.

D. 3926-80, a. 31.

**818R17.** Le montant visé dans le paragraphe *a* de l'article 818R16 est l'excédent :

*a)* du montant égal à la proportion de la valeur pour l'année de l'ensemble des avoirs de l'assureur, représentée par le rapport entre sa moyenne du passif de réserve canadienne pour l'année et sa moyenne du passif de réserve totale pour l'année ; sur

*b)* le montant de la valeur pour l'année de l'ensemble des biens de l'assureur visés dans les paragraphes *b* et *c* de l'article 818R30 qui sont des avoirs canadiens.

D. 3926-80, a. 31.

**818R18.** Le montant visé dans le paragraphe *b* de l'article 818R16 est l'excédent, sur le montant de la valeur pour l'année de l'ensemble des biens de l'assureur visés dans les paragraphes *b* et *c* de l'article 818R30 qui sont des avoirs canadiens du montant égal au quart de l'ensemble de sa moyenne du passif de réserve canadienne pour l'année et de son surplus provenant d'assurance de biens et de risques divers pour l'année.

D. 3926-80, a. 31.

**818R19.** Le montant visé dans le paragraphe *c* de l'article 818R16 est l'ensemble du plafond des avoirs en assurance sur la vie de l'assureur pour l'année et de l'excédent, sur le montant de la valeur pour l'année de l'ensem-

ble de ses biens visés dans les paragraphes *b* et *c* de l'article 818R30 qui sont des avoirs canadiens, à l'égard de son entreprise d'assurance de biens et de risques divers, du montant égal au quart de l'ensemble de sa moyenne du passif de réserve canadienne pour l'année, déterminée en supposant que sa seule entreprise d'assurance au Canada est une entreprise d'assurance de biens et de risques divers, et de son surplus provenant d'assurance de biens et de risques divers pour l'année.

D. 3926-80, a. 31.

## CHAPITRE V VALEUR ET VALEUR POUR L'ANNÉE D'UN BIEN

**818R20.** Aux fins des chapitres I à VIII et X, la valeur, à un moment donné, d'un bien d'un assureur, d'une corporation désignée, d'une fiducie ou d'une société, appelé dans le présent chapitre « propriétaire », désigne, à l'égard d'un bien visé dans l'article 818R21, l'excédent :

*a)* du montant prévu par cet article à l'égard du bien ; sur

*b)* le montant de toute dette que le propriétaire a contractée ou assumée aux fins d'acquérir le bien et qu'il doit à ce moment.

D. 3926-80, a. 31.

**818R21.** Le montant visé dans le paragraphe *a* de l'article 818R20 à l'égard d'un bien d'un propriétaire désigne :

*a)* lorsque le bien est un bien qui est acquis et aliéné dans une même année d'imposition, un fonds de terre ou une action d'une corporation autre qu'une corporation désignée, son coût pour le propriétaire ;

*b)* lorsque le bien est une obligation, une hypothèque, un *mortgage* ou un contrat de vente, autre qu'un bien qui est acquis et aliéné dans une même année d'imposition, sa valeur comptable inscrite dans les registres du propriétaire, telle que déterminée pour les fins du surintendant des assurances ou qui aurait été ainsi déterminée si le propriétaire avait été un assureur sur la vie qui réside au Canada et qui est enregistré en vertu de la Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques (S.R.C., 1970, c. I-15) aux fins d'exploiter une entreprise d'assurance au Canada ;

*c)* lorsque le bien est un bien amortissable d'une catégorie prescrite, autre qu'un bien qui est acquis et aliéné dans une même année d'imposition, la proportion de la partie non amortie du coût en capital, au moment donné visé dans l'article 818R20, pour le propriétaire, des biens de cette catégorie, représentée par le rapport entre le coût

en capital, pour celui-ci, de l'ensemble des biens de cette catégorie ;

d) lorsque le bien est un bien qui aurait été un bien amortissable d'une catégorie prescrite s'il avait été situé au Canada et utilisé ou détenu dans l'année dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise d'assurance au Canada, l'excédent de son coût en capital pour le propriétaire sur le montant de l'amortissement total qui aurait été accordé au propriétaire, avant le moment donné visé dans l'article 818R20, à l'égard du bien s'il avait été le seul bien amortissable de cette catégorie et si le propriétaire avait réclamé le montant maximal permis par le paragraphe a de l'article 130 de la Loi à l'égard des biens de cette catégorie pour chacune des années pendant lesquelles il a été propriétaire du bien ; et

e) dans les autres cas, la valeur maximale du bien, telle que déterminée pour les fins du surintendant des assurances ou qui aurait été ainsi déterminée si le propriétaire avait été un assureur sur la vie qui réside au Canada et qui est enregistré en vertu de la Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques (S.R.C., 1970, c. I-15) aux fins d'exploiter une entreprise d'assurance au Canada.

D. 3926-80, a. 31.

**818R22.** Aux fins des chapitres I à VIII et X, la valeur pour l'année d'un bien d'un propriétaire pour une année d'imposition désigne :

a) lorsque le bien est une hypothèque, un *mortgage*, un contrat de vente ou un bien de placement qui est un montant en dépôt au crédit de l'assureur auprès d'une corporation autorisée à accepter des dépôts ou à offrir les services de fiduciaire, le quotient obtenu en divisant le revenu brut de placements du propriétaire provenant du bien pour l'année, par le taux annuel moyen, exprimé sous forme de fraction, de l'intérêt gagné à l'égard du bien par le propriétaire pendant l'année ;

b) dans le cas d'un bien, autre qu'un bien visé dans le paragraphe a, qui n'a pas été la propriété du propriétaire pendant toute l'année, la proportion soit de sa valeur à la fin de l'année d'imposition précédente, s'il était la propriété du propriétaire à ce moment, soit de sa valeur, s'il a été acquis par le propriétaire dans l'année, représentée par le rapport entre le nombre de jours pendant lesquels le bien peut être considéré comme ayant été la propriété du propriétaire pendant l'année et le nombre de jours de l'année ; et

c) dans les autres cas, la moitié de l'ensemble de la valeur du bien à la fin de l'année et de sa valeur à la fin de l'année d'imposition précédente.

D. 3926-80, a. 31.

## CHAPITRE VI BIENS UTILISÉS OU DÉTENUS DANS LE CADRE DE L'EXPLOITATION D'UNE ENTREPRISE D'ASSURANCE AU CANADA

### SECTION I GÉNÉRALITÉS

**818R23.** Aux fins de l'article 818 de la Loi, les biens utilisés ou détenus par un assureur dans l'année dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise d'assurance au Canada, appelée dans les chapitres I à VIII et X « entreprise donnée », à l'égard d'un assureur visé dans l'article 823 de la Loi qui exerce une entreprise d'assurance au Canada et ailleurs, désignent l'ensemble des biens suivants, appelés dans ces chapitres « biens d'assurance », de l'assureur pour une année d'imposition :

a) les biens de l'assureur qui sont visés dans l'article 818R30 ; et

b) les biens utilisés ou détenus par l'assureur dans l'année dans le cadre de l'exploitation de l'entreprise donnée, déterminés sans tenir compte du présent article, qui ne sont pas inclus dans un fonds réservé et dont l'assureur est propriétaire à un moment quelconque de l'année, à l'exclusion d'un bien de placement.

D. 3926-80, a. 31.

**818R24.** Malgré toute autre disposition des chapitres I à VIII et X, un bien d'assurance ou un bien de placement d'un assureur ne comprend pas un prêt sur police à payer à l'assureur.

D. 3926-80, a. 31.

### SECTION II BIENS DE PLACEMENT D'UN ASSUREUR

**818R25.** Aux fins des chapitres I à VIII et X, un bien de placement d'un assureur pour une année d'imposition désigne un bien qui n'est pas inclus dans un fonds réservé et qui est :

a) un bien que l'assureur a acquis dans le but de gagner un revenu brut de placements en provenant, à l'exclusion d'un bien décrit dans l'article 818R26 ;

b) la partie d'un bien de l'assureur qui est un bien mentionné dans l'article 818R27, autre qu'un bien dont une partie constitue un bien de placement conformément au paragraphe c, correspondant à la proportion du bien représentée par le rapport entre l'utilisation qui est faite du bien dans l'année en vue de gagner un revenu brut de placements en provenant et l'utilisation du bien à toutes fins dans l'année ;

c) la partie d'un bien en voie de mise en valeur de l'assureur qui est un bien mentionné dans l'article 818R27, correspondant à la proportion du bien représentée par le rapport entre l'utilisation qui est faite du bien dans l'année ou qui, selon ce que l'on peut prévoir, sera faite du bien dans l'année de l'achèvement des travaux de sa mise en valeur, en vue de gagner un revenu brut de placement en provenant et l'utilisation qui, selon ce que l'on peut prévoir, sera faite du bien à toutes fins dans l'année de cet achèvement ; ou

d) sous réserve de l'article 818R28, un bien de l'assureur qui est une action d'une corporation désignée dont l'entreprise principale ne consiste pas dans le prêt d'argent et qui n'exploite pas une entreprise d'assurance, une entreprise bancaire ni une entreprise d'offre de services de fiduciaire, une créance due à l'assureur par une telle corporation, une participation dans une fiducie ou un intérêt dans une société.

D. 3926-80, a. 31

**818R26.** Un bien visé dans le paragraphe *a* de l'article 818R25 ne comprend pas :

a) un bien dont une partie constitue un bien de placement de l'assureur conformément aux paragraphes *b* ou *c* de l'article 818R25 ;

b) une action d'une corporation désignée ou une créance due à l'assureur par une corporation désignée ;

c) une participation dans une fiducie ; ou

d) un intérêt dans une société.

D. 3926-80, a. 31.

**818R27.** Un bien visé dans les paragraphes *b* ou *c* de l'article 818R25 désigne un bien qui est un fonds de terre, un bien amortissable ou un bien qui serait un bien amortissable s'il était situé au Canada et utilisé ou détenu dans l'année dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise d'assurance au Canada.

D. 3926-80, a. 31.

**818R28.** Un bien n'est visé dans le paragraphe *d* de l'article 818R25 que si la valeur pour l'année de l'ensemble des biens de placement de la corporation, de la fiducie ou de la société, selon le cas, mentionnée dans ce paragraphe représente au moins 75% de la valeur pour l'année de l'ensemble de ses biens et que si son revenu brut de placements pour l'année provenant de ces biens de placement, à l'exclusion de la partie de ce revenu qui provient de personnes qui ont un lien de dépendance avec la corporation,

la fiducie ou la société, selon le cas, représente au moins 90% de son revenu brut pour l'année.

D. 3926-80, a. 31.

**818R29.** Aux fins de l'article 818R28, les définitions des expressions « revenus bruts de placements » d'un assureur et « bien de placement » d'un assureur s'appliquent à l'égard d'une corporation, d'une fiducie ou d'une société visée dans cet article comme si elle était un assureur.

D. 3926-80, a. 31

### SECTION III BIENS D'ASSURANCE D'UN ASSUREUR

**818R30.** Les biens d'un assureur visé dans l'article 818R23 qui sont des biens visés dans les paragraphes *a* de cet article pour une année d'imposition sont les suivants :

a) un bien, autre qu'un bien décrit dans l'article 818R32, qui est soit une créance, autre qu'un bien visé dans le sous-paragraphe ii, qu'une corporation désignée, une fiducie ou une société décrite dans l'article 818R31 doit à l'assureur à un moment quelconque de l'année, soit un bien de placement dont l'assureur est propriétaire à un moment quelconque de l'année et qui est :

i. un fonds de terre ou un bien amortissable situé au Canada ;

ii. une hypothèque, un *mortgage* ou un contrat de vente à l'égard d'un bien situé au Canada ;

iii. une action d'une corporation désignée décrite dans l'article 818R31 ;

iv. une participation dans une fiducie décrite dans l'article 818R31 ; ou

v. un intérêt dans une société décrite dans l'article 818R31 ;

b) un bien de placement, autre qu'un bien d'assurance visé dans le paragraphe *a*, dont l'assureur est propriétaire au début de l'année, qui est un bien utilisé ou détenu par lui dans l'année dans le cadre de l'exploitation de l'entreprise donnée, déterminé sans tenir compte de l'article 818R23, et qui constituait un bien d'assurance d'une autre entreprise d'assurance au Canada de l'assureur pour l'année d'imposition précédente ;

c) un bien de placement, autre qu'un bien décrit dans l'article 818R33, dont l'assureur est propriétaire au début de l'année et qui constituait un bien d'assurance de l'entreprise donnée pour l'année d'imposition précédente ;

d) un bien de placement, autre qu'un bien décrit dans l'ensemble mentionné dans le premier alinéa de l'article 818R37, dont l'assureur est propriétaire à un moment

quelconque de l'année et qu'il désigne dans sa déclaration fiscale qu'il doit produire pour l'année d'imposition conformément à l'article 1000 de la Loi ; ou

e) un bien de placement, autre qu'un bien décrit dans l'article 818R39, dont l'assureur est propriétaire à un moment quelconque de l'année et que le ministre peut désigner.

D. 3926-80, a. 31.

**818R31.** Une corporation désignée, une fiducie ou une société visée dans le paragraphe a de l'article 818R30 en est une dont au moins 75% de la valeur pour l'année de l'ensemble des biens est attribuable à des biens visés dans les sous-paragraphes i et ii de ce paragraphe.

D. 3926-180, a. 31.

**818R32.** Un bien d'assurance visé dans le paragraphe a de l'article 818R30 ne comprend pas un bien que l'assureur établit comme étant un bien qu'il utilise ou détient dans l'année dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise d'assurance hors du Canada ou un bien d'une autre entreprise d'assurance au Canada de l'assureur qui constituerait un bien d'assurance de l'assureur si cette autre entreprise était l'entreprise donnée.

D. 3926-80, a. 31.

**818R33.** Un bien d'assurance visé dans le paragraphe c de l'article 818R30 ne comprend pas un bien d'assurance visé dans les paragraphes a ou b de cet article ni un bien d'une autre entreprise d'assurance au Canada de l'assureur qui constituerait un bien d'assurance visé dans ces paragraphes a ou b si cette autre entreprise était l'entreprise donnée.

D. 3926-80, a. 31.

**818R34.** Aux fins du paragraphe c de l'article 818R30, lorsque la valeur pour l'année de l'ensemble des biens de placement qui, en l'absence du présent article, seraient visés dans ce paragraphe excède le montant déterminé en vertu de l'article 818R35, la partie de ces biens de placement que l'assureur indique dans sa déclaration fiscale qu'il doit produire pour l'année d'imposition conformément à l'article 1000 de la Loi est réputée ne pas constituer des biens de placement visés dans ce paragraphe.

Toutefois, la valeur pour l'année de cette partie ne doit pas dépasser l'excédent déterminé en vertu du premier alinéa.

D. 3926-80, a. 31.

**818R35.** Le montant visé dans l'article 818R34 s'obtient en soustrayant, de l'ensemble du fonds de placement

canadien pour l'année de l'assureur et, lorsque l'entreprise donnée est une entreprise d'assurance sur la vie, de la valeur pour l'année de la partie des biens de placement qui, en l'absence de cet article, seraient visés dans le paragraphe c de l'article 818R30 que l'assureur a indiquée conformément à l'article 818R34 lorsqu'il s'applique pour déterminer les biens d'assurance de son entreprise d'assurance au Canada autre qu'une entreprise d'assurance sur la vie pour l'année d'imposition, l'ensemble de la valeur pour l'année de ses biens d'assurance visés dans les paragraphes a et b de l'article 818R30 de l'entreprise donnée et de la valeur pour l'année de ses biens d'une autre entreprise d'assurance au Canada qui constitueraient des biens d'assurance visés dans ces paragraphes a et b ou des biens de placement qui, en l'absence de l'article 818R34, seraient visés dans ce paragraphe c si cette autre entreprise était l'entreprise donnée.

D. 3926-80, a. 31.

**818R36.** Aux fins du paragraphe c de l'article 818R30, un bien de placement que l'assureur acquiert dans une année d'imposition en échange d'un bien qui est, pour l'année, un bien de placement décrit dans ce paragraphe est réputé être un bien de placement y décrit si l'acquisition résulte d'une fusion, au sens de l'article 544 de la Loi, d'une transaction visée dans les articles 301, 480 ou 541 de la Loi ou d'une transaction à l'égard de laquelle un choix est fait en vertu des articles 518 ou 529 de la Loi.

D. 3926-80, a. 31.

**818R37.** Un bien de placement ne peut être désigné par un assureur, conformément au paragraphe d de l'article 818R30, comme bien d'assurance pour une année d'imposition que si son fonds de placement canadien pour l'année excède l'ensemble de la valeur pour l'année de ses biens d'assurance visés dans les paragraphes a à c de cet article de l'entreprise donnée et de la valeur pour l'année de ses biens d'une autre entreprise d'assurance au Canada qui constitueraient des biens d'assurance visés dans ces paragraphes a à c si cette autre entreprise était l'entreprise donnée.

De plus, la valeur pour l'année des avoirs canadiens d'un assureur que ce dernier peut ainsi désigner à l'égard de l'ensemble de ses entreprises d'assurance au Canada ne doit pas excéder son plafond des avoirs pour l'année.

D. 3926-80, a. 31.

**818R38.** Un assureur ne peut désigner comme bien d'assurance pour une année d'imposition, conformément au paragraphe d de l'article de 818R30, un bien dont il est propriétaire pendant la totalité ou une partie de l'année et qu'il utilise ou détient, pendant toute la période de l'année pendant laquelle il en est propriétaire, dans le cadre de

l'exploitation d'une entreprise d'assurance hors du Canada.

D. 3926-80, a. 31

**818R39.** Un bien d'assurance visé dans le paragraphe *e* de l'article 818R30 ne comprend pas un bien décrit dans l'ensemble mentionné dans le premier alinéa de l'article 818R37 ni un bien désigné par l'assureur conformément au paragraphe *d* de l'article 818R30 à l'égard de l'une de ses entreprises d'assurance au Canada.

D. 3926-80, a. 31.

**818R40.** Un bien de placement ne peut être désigné par le ministre, conformément au paragraphe *e* de l'article 818R30, comme bien d'assurance d'un assureur pour une année d'imposition que si :

*a)* la moyenne du passif de réserve canadienne de l'assureur pour l'année à l'égard de l'entreprise donnée excède l'ensemble de la valeur pour l'année de ses biens d'assurance visés dans les paragraphes *a* à *d* de cet article à l'égard de cette entreprise et, lorsque l'entreprise donnée est une entreprise d'assurance sur la vie, de la moitié de l'ensemble des montants à payer à l'assureur à la fin de l'année à l'égard d'un prêt sur police et des montants à payer à l'assureur à la fin de l'année d'imposition précédente à l'égard d'un prêt sur police ; ou

*b)* le fonds de placement canadien de l'assureur pour l'année excède la valeur pour l'année de l'ensemble de ses biens décrits dans l'article 818R39 qui ne sont pas compris dans ses biens d'assurance visés dans ce paragraphe *e*.

D. 3926-80, a. 31.

**818R41.** La valeur pour l'année de l'ensemble des biens que le ministre peut désigner conformément au paragraphe *e* de l'article 818R30 ne doit pas dépasser :

*a)* lorsque l'assureur exploite pendant l'année au Canada une entreprise d'assurance sur la vie et une entreprise d'assurance autre qu'une entreprise d'assurance sur la vie, le plus élevé de l'excédent déterminé en vertu du paragraphe *b* de ce dernier article ; et

*b)* dans les autres cas l'excédent déterminé en vertu du paragraphe *b* de l'article 818R40.

D. 3926-80, a. 31.

**818R42.** Aux fins du présent chapitre, lorsqu'un assureur exploite au Canada, dans une année d'imposition, une entreprise d'assurance sur la vie et une entreprise d'assurance autre qu'une entreprise d'assurance sur la vie, il doit appliquer ce chapitre pour déterminer les biens d'assurance de son entreprise d'assurance autre qu'une entreprise d'assurance sur la vie avant de l'appliquer pour dé-

terminer les biens d'assurance de son entreprise d'assurance sur la vie.

De plus, les biens qu'un assureur visé dans le premier alinéa a inclus dans les biens d'assurance d'une de ses entreprises d'assurance pour une année d'imposition ne doivent pas l'être dans ceux d'une autre de ses entreprises d'assurance pour la même année.

D. 3926-80, a. 31

## SECTION IV DISPOSITIONS TRANSITOIRES

**818R43.** La présente section régit l'application du paragraphe *c* de l'article 818R30 et des articles 818R33 à 818R35 pour l'année d'imposition 1978 d'un assureur à l'égard duquel s'appliquait, pour son année d'imposition 1977, l'article 825 de la Loi, tel qu'il se lisait pour cette dernière année.

D. 3926-80, a. 31.

**818R44.** Les chapitres I à VIII et X doivent se lire comme si les définitions y comprises s'appliquaient à l'année d'imposition 1977 de l'assureur.

D. 3926-80, a. 31

**818R45.** La partie des avoirs canadiens dont l'assureur était propriétaire à la fin de son année d'imposition 1977 et qu'il désigne, à l'égard d'une entreprise donnée, dans sa déclaration fiscale qu'il doit produire pour son année d'imposition 1978 conformément à l'article 1000 de la Loi, est réputée constituer des biens de placement de l'entreprise donnée, qui, en l'absence de l'article 818R34, seraient visés dans le paragraphe *c* de l'article 818R30.

D. 3926-80, a. 31

**818R46.** La valeur, à la fin de l'année d'imposition 1977 de l'assureur, de l'ensemble des avoirs canadiens désignés conformément à l'article 818R45 à l'égard de l'ensemble de ses entreprises d'assurance au Canada ne doit pas excéder la partie de son fonds de placement canadien à la fin de son année d'imposition 1977, déterminé conformément aux dispositions applicables à son année d'imposition 1978, qui est égale :

*a)* dans le cas d'un assureur sur la vie qui réside au Canada ou d'un assureur sur la vie qui n'y réside pas mais qui a fait, pour son année d'imposition 1978, le choix mentionné dans l'article 818R12, à la proportion de ce fonds de placement canadien représentée par le rapport, à la fin de son année d'imposition 1977, entre la valeur de l'ensemble de ses avoirs et la valeur de l'ensemble de ses biens de placement ;



b) dans le cas d'un assureur sur la vie qui ne réside pas au Canada, autre qu'un assureur visé dans le paragraphe a, à 8% de ce fonds de placement canadien ; et

c) dans les autres cas, à 25% de ce fonds de placement canadien.

D. 3926-80, a. 31.

**818R47.** Lorsqu'un assureur a fait le choix prévu par l'article 825 de la Loi pour son année d'imposition 1977, un bien de placement, autre qu'un avoir canadien, dont l'assureur était propriétaire à la fin de cette année et qu'il a désigné, à l'égard d'une entreprise donnée, dans sa déclaration fiscale pour cette année conformément aux dispositions prévues par l'article 818 de la Loi, est réputé constituer un bien d'assurance de l'entreprise donnée pour l'année d'imposition 1977.

Aux fins du présent article, les articles 818 et 825 de la Loi sont ceux qui s'appliquaient à l'année d'imposition 1977.

D. 3926-80, a. 31.

**818R48.** Lorsqu'un assureur n'a pas fait le choix mentionné dans l'article 818R37 et n'a pas exploité qu'une seule entreprise d'assurance au Canada dans son année d'imposition 1977, un bien de placement, autre qu'un avoir canadien, dont l'assureur était propriétaire à la fin de cette année et qui est pour lui un actif canadien particulier, au sens des règlements adoptés en vertu du deuxième alinéa de l'article 838 de la Loi, tels qu'ils s'appliquaient à l'année d'imposition 1977, est réputé constituer un bien d'assurance de cette entreprise d'assurance pour l'année d'imposition 1977.

D. 3926-80, a. 31

**818R49.** Lorsqu'un assureur n'a pas fait le choix mentionné dans l'article 818R37 et qu'il a exploité au Canada une entreprise d'assurance sur la vie et une entreprise d'assurance autre qu'une entreprise d'assurance sur la vie dans son année d'imposition 1977, les biens de placement, autres que les avoirs canadiens, dont l'assureur était propriétaire à la fin de cette année, qui sont pour lui des actifs canadiens particuliers, au sens des règlements mentionnés dans l'article 818R48, et dont la valeur pour l'année, à l'égard de l'ensemble de ces biens, pour l'année d'imposition 1978 de l'assureur, est égale au montant déterminé en vertu de l'article 818R50, sont réputés constituer des biens d'assurance de l'entreprise d'assurance au Canada autre qu'une entreprise d'assurance sur la vie pour l'année d'imposition 1977.

Dans ce cas tout autre tel bien de placement qui est un tel actif canadien particulier est réputé constituer un bien

d'assurance de l'entreprise d'assurance sur la vie pour l'année d'imposition 1977.

D. 3926-80, a. 31.

**818R50.** Le montant visé dans l'article 818R49 est égal à l'excédent de la moyenne du passif de réserve canadienne de l'assureur pour son année d'imposition 1978 à l'égard de son entreprise d'assurance au Canada autre qu'une entreprise d'assurance sur la vie sur la valeur pour l'année, à l'égard de l'année d'imposition 1978 de l'assureur, de l'ensemble de ses biens d'assurance de son entreprise d'assurance au Canada autre qu'une entreprise d'assurance sur la vie qui sont visés dans les paragraphes a et b de l'article 818R30.

D. 3926-80, a. 31.

## CHAPITRE VII COÛT EN CAPITAL D'UN BIEN AMORTISSABLE ACQUIS AVANT 1969

**837R1.** Aux fins de l'article 837 de la Loi, le coût en capital d'un bien y visé se calcule en faisant abstraction du sous-paragraphe a du paragraphe 1 de l'article 32 de la Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (S.C., 1968-69, c. 44) telle qu'elle s'appliquait à l'année d'imposition 1971 pour les fins des anciennes lois au sens de l'article 1 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-4).

## CHAPITRE VIII COÛT AMORTI D'UN TITRE CANADIEN D'UN ASSUREUR

**838R1.** Aux fins du deuxième alinéa de l'article 838 de la Loi, les expressions « actif canadien particulier », « fonds de placement canadien pour une année d'imposition » et « valeur pour une année d'imposition » ont le sens que leur donnaient les règlements adoptés en vertu de cet alinéa, tels qu'ils s'appliquaient à l'année d'imposition 1977.

D. 3926-80, a. 32.

## CHAPITRE IX RÉSERVES ADMISSIBLES EN DÉDUCTION

### SECTION I INTERPRÉTATION

**840R1.** Dans le présent chapitre :

a) « commission de réassurance » à l'égard d'une police désigne, lorsque la totalité du risque que la police assure est réassurée, l'excédent du montant de la prime nette de la police, déterminé sans tenir compte de l'article

840R2, sur le montant de la contrepartie que l'assureur doit payer à l'égard de la réassurance du risque et, lorsqu'une partie seulement du risque est réassurée, l'excédent de la partie du montant de la prime nette de la police, déterminé sans tenir compte de l'article 840R2, qui peut être considérée comme se rapportant à la partie du risque qui est réassurée sur le montant de la contrepartie que l'assureur doit payer à l'égard de la réassurance de cette partie du risque ;

b) « coût d'acquisition » d'une police pour une année d'imposition désigne :

i. dans le cas d'une police autre qu'une police visée dans le sous-paragraphe ii, un montant égal à 20% de la prime payée par le détenteur de la police à l'égard de la police ; et

ii. dans le cas d'une police collective d'assurance, d'une police qui assure un risque relatif à une perte financière d'un prêteur à l'égard d'un prêt sur nantissement d'un bien immobilier, d'une police émise à un détenteur qui est une corporation avec laquelle l'assureur a un lien de dépendance ou d'une police émise en vertu d'un arrangement entre l'assureur et une personne, autre qu'un assureur, un agent d'assurance ou un courtier d'assurance, avec laquelle l'assureur a un lien de dépendance, en vertu duquel un client de cette personne est référé à l'assureur, un montant égal à 5% de la prime payée par le détenteur de la police à l'égard de la police ;

c) « fonds réservé », « montant à payer », « police à fonds réservé », « police d'assurance sur la vie avec participation », « prêt sur police » et surintendant des assurances » ont le sens que leur donne l'article 835 de la Loi ;

d) « police d'assurance sur la vie » comprend un contrat de rente et une prestation en vertu d'une police collective d'assurance sur la vie ou d'un contrat de rente collectif ;

e) « police d'assurance sur la vie au Canada » a le sens que lui donne le paragraphe o de l'article 818R1 ;

f) « prestation » comprend un dividende sur police à l'égard d'une police, dans la mesure où l'assureur l'a spécifiquement considéré comme prestation dans le calcul d'une prime à l'égard de la police, ainsi qu'une dépense pour le maintien en vigueur d'une police après que toutes les primes à son égard ont été payées, dans la mesure où l'assureur l'a spécifiquement prévue dans le calcul d'une prime à l'égard de la police, mais ne comprend pas :

i. un dividende sur la police à l'égard d'une police visée dans le paragraphe a de l'article 840R14 ;

ii. un prêt sur police ;

iii. un intérêt sur des fonds laissés en dépôt auprès de l'assureur selon les modalités d'une police ; ni

iv. toute autre prestation, en vertu d'une police, pour laquelle l'assureur n'a prévu aucune provision spécifique dans le calcul d'une prime à l'égard de la police ;

g) « prime nette de la police » pour une année d'imposition désigne l'excédent du montant de la prime payée par le détenteur de la police à l'égard de la police sur le coût d'acquisition de la police ;

h) « prime nette modifiée » à l'égard d'une prime donnée désigne :

i. lorsque les prestations, autres que les dividendes sur police, et les primes, à l'exception de la fréquence des paiements de celles-ci, à l'égard d'une police sont déterminées à la date d'émission de la police, un montant égal à la proportion de la prime donnée représentée par le rapport entre la valeur actualisée, à un moment qui est un an après cette date, des prestations devant être versées après ce moment selon les modalités de la police et la valeur actualisée, au même moment, des primes à payer à ce moment ou ultérieurement selon les modalités de la police ; et

ii. lorsque les prestations, autres que les dividendes sur police, ou les primes, à l'exception de la fréquence des paiements de celles-ci, à l'égard d'une police ne sont pas déterminées à la date d'émission de la police, un montant égal à celui qui serait calculé en vertu du sous-paragraphe i si ce dernier modifié d'une manière qui est raisonnable dans les circonstances, lorsqu'il convient de le faire, s'appliquait à l'égard de la police ;

i) « rente admissible » désigne un contrat, autre qu'une police visée dans les articles 840R10 ou 840R20, qui est un contrat de rente :

i. dont les versements périodiques réguliers de rente ont commencé ;

ii. à l'égard duquel a été émis un contrat ou un certificat prévoyant que les versements périodiques réguliers de rente commenceront dans un délai d'un an de la date d'émission du contrat ou du certificat ;

iii. qui n'est pas émis à titre de régime enregistré de retraite, de régime enregistré d'épargne-retraite ou de régime d'intéressement différé ni en vertu d'un tel régime, qui ne prévoit pas de valeur de rachat garantie à un moment quelconque mais prévoit que les versements périodiques réguliers de rente commenceront au plus tard à la date où le rentier ou le bénéficiaire atteindra l'âge de 71 ans ; ou

iv. émis à titre de régime enregistré de retraite, de régime enregistré d'épargne-retraite ou de régime d'intéressement différé ou en vertu d'un tel régime, pourvu que le

taux d'intérêt soit garanti pour une durée d'au moins 10 ans et que le régime ne prévoit aucune participation aux profits ;

j) « valeur de rachat » a le sens que lui donne l'article 966 de la Loi.

D. 3926-80, a. 32.

**840R2.** Aux fins du calcul du coût d'acquisition d'une police dans le cas d'une prime payée dans une année d'imposition se terminant soit avant 1978 soit après 1977 et avant 1987, le paragraphe *b* de l'article 840R1 doit se lire comme si le pourcentage de « 20% » mentionné dans le sous-paragraphe *i* de ce paragraphe était remplacé par les pourcentages de « 0% » pour une année d'imposition se terminant avant 1978, de « 2% » pour l'année d'imposition 1978, de « 4% » pour l'année d'imposition 1979, de « 6% » pour l'année d'imposition 1980, de « 8% » pour l'année d'imposition 1981, de « 10% » pour l'année d'imposition 1982, de « 12% » pour l'année d'imposition 1983, de « 14% » pour l'année d'imposition 1984, de « 16% » pour l'année d'imposition 1985 et de « 18% » pour l'année d'imposition 1986 et comme si le pourcentage de « 5% » mentionné dans le sous-paragraphe *ii* de ce paragraphe était remplacé par les pourcentages de « 0% » pour une année d'imposition se terminant avant 1978, de « 2% » pour l'année d'imposition 1978 et « 4% » pour l'année d'imposition 1979.

D. 3926-80, a. 32.

**840R3.** Aux fins du présent chapitre, tout avenant à une police d'assurance sur la vie constitue une police d'assurance sur la vie distincte s'il prévoit une assurance supplémentaire sur la vie ou une rente.

D. 3926-80, a. 32.

**840R4.** Aux fins du présent chapitre, la mention d'une prime payée à un moment donné par le détenteur d'une police doit, selon la méthode suivie régulièrement par l'assureur dans le calcul de son revenu, se lire comme étant la mention d'une prime payée ou à payer à ce moment par ce détenteur.

D. 3926-80, a. 32.

**840R5.** Aux fins du calcul de la proportion visée dans le sous-paragraphe *i* du paragraphe *h* de l'article 840R1, un assureur peut supposer que les primes sont à payer d'avance annuellement.

D. 3926-80, a. 32

**840R6.** L'article 1 de la Loi ne s'applique pas pour interpréter le sens de l'expression « police collective d'assurance temporaire sur la vie » dans le présent chapitre.

D. 3926-80, a. 32.

## SECTION II GÉNÉRALITÉS

**840R7.** Aux fins du paragraphe *a* de l'article 840 de la Loi, un assureur sur la vie peut déduire dans le calcul de son revenu provenant pour une année d'imposition de l'exploitation de son entreprise d'assurance sur la vie au Canada, à titre de réserves à l'égard de ses polices d'assurance sur la vie au Canada, les montants prévus par les sections III à VII.

D. 3926-80, a. 32.

**840R8.** Les montants calculés en vertu du présent chapitre le sont sur une base de montant net après avoir déduit les réassurances cédées.

D. 3926-80, a. 32.

**840R9.** Les montants qu'un assureur peut déduire en vertu de l'article 840R7 ne doivent pas comprendre, sauf dans le cas d'une déduction prévue par l'article 840R21 à l'égard d'une garantie visée dans le paragraphe *c* de l'article 840R22, un montant à l'égard d'un passif d'un fonds réservé.

D. 3926-80, a. 32.

## SECTION III POLICES DE FONDS D'ADMINISTRATION DE DÉPÔT

**840R10.** Un assureur peut déduire, à l'égard de ses polices de fonds d'administration de dépôt, un montant raisonnable eu égard au passif de l'assureur à la fin de l'année à l'égard de l'ensemble de ces polices, dans la mesure où ce montant n'excède pas son passif envers les détenteurs de ces polices, déterminé de la manière exigée pour les fins de son rapport annuel pour l'année au surintendant des assurances.

D. 3926-80, a. 32.

## SECTION IV POLICES COLLECTIVES D'ASSURANCE TEMPORAIRE SUR LA VIE

**840R11.** Un assureur peut déduire, à l'égard d'une police collective d'assurance temporaire sur la vie d'une durée d'au plus un an, un montant n'excédant pas la partie non acquise de la prime nette de la police à la fin de l'an-

née, déterminée en répartissant cette prime également sur la période qu'elle vise.

D. 3926-80, a. 32.

## SECTION V RENTES ADMISSIBLES

**840R12.** Un assureur peut déduire à l'égard d'une rente admissible, un montant ne dépassant pas l'excédent du montant qui aurait été déterminé pour l'année, conformément à l'article 840R13, à l'égard de la rente si le taux d'intérêt utilisé ou réputé, en vertu de la section VI, avoir été utilisé par l'assureur aux fins du calcul de la prime à l'égard de la rente était réduit de 0,5%, sur le montant maximal que l'assureur peut déduire en vertu de cet article à l'égard de la rente.

D. 3926-80, a. 32.

## SECTION VI POLICES D'ASSURANCE SUR LA VIE

**840R13.** Un assureur peut déduire, à l'égard d'une police d'assurance sur la vie autre qu'une police visée dans les articles 840R10 ou 840R11, un montant n'excédant pas le plus élevé des montants suivants :

a) l'excédent de la valeur de rachat de la police à la fin de l'année sur le montant à payer relativement à un prêt sur police impayé à ce moment et consenti à l'égard de la police ; ou

b) l'excédent de la valeur actualisée, à la fin de l'année, des prestations futures prévues par la police sur l'ensemble de la valeur actualisée, à ce moment, de toute future prime nette modifiée à l'égard de la police et du montant à payer relativement à un prêt sur police impayé à ce moment et consenti à l'égard de la police.

D. 3926-80, a. 32

**840R14.** Aux fins de l'article 840R13, le montant qu'un assureur peut déduire pour une année d'imposition et une prime nette modifiée se calculent en utilisant uniquement les taux d'intérêt et de mortalité suivants :

a) dans le cas d'une prime nette modifiée et d'une prestation, autre qu'une prestation visée dans le paragraphe b, d'une police d'assurance sur la vie avec participation, autre qu'un contrat de rente, dont les modalités donnent droit au détenteur de recevoir un montant indiqué à l'égard de la valeur de rachat de la police, les taux que l'assureur a utilisés lors de l'émission de la police dans le calcul des valeurs de rachat de la police ;

b) dans le cas d'une prestation prévue en remplacement d'un règlement en espèces lors de l'expiration ou de

l'échéance d'une police ou en acquittement d'un dividende sur police, les taux que l'assureur a utilisés dans le calcul du montant de cette prestation ; et

c) dans le cas de la totalité ou d'une partie de toute autre police, les taux que l'assureur a utilisés dans le calcul du montant des primes à l'égard de la police.

D. 3926-80, a. 32

**840R15.** Aux fins de l'article 840R14, lorsque la valeur actualisée des primes à l'égard d'une police à la date de son émission est inférieure à celle, à cette date, de l'ensemble des prestations prévues par la police et des frais et dépenses décrits dans l'article 840R16, un taux d'intérêt majoré doit être déterminé en multipliant le taux d'intérêt que l'assureur a utilisé dans le calcul du montant de ces primes par un facteur constant de telle façon que, lorsque le taux d'intérêt majoré est utilisé, la valeur actualisée de ces primes à cette date soit égale à celle, à cette date, de l'ensemble de ces prestations, frais et dépenses ; dans ce cas, ce taux d'intérêt majoré est réputé avoir été utilisé par l'assureur dans le calcul du montant de ces primes.

D. 3926-80, a. 32.

**840R16.** Les frais et dépenses visés dans l'article 840R15 sont ceux faits ou engagés par l'assureur à l'égard de la police ou ceux qu'il prévoit faire ou engager à l'égard de la police, sauf à l'égard du maintien en vigueur de la police après le paiement de toutes les primes si une disposition expresse à cet égard n'a pas été prévue lors du calcul des primes, et la partie applicable à la police de tous autres frais et dépenses qu'il a engagés.

D. 3926-80, a. 32.

**840R17.** Aux fins de l'article 840R14, lorsqu'un taux de mortalité ou autre probabilité utilisé par l'assureur dans le calcul d'une prime à l'égard d'une police n'est pas raisonnable dans les circonstances, le ministre peut, sur avis du surintendant des assurances, modifier ce taux d'une façon raisonnable dans les circonstances et l'assureur est réputé avoir utilisé ce taux modifié dans le calcul de cette prime.

De même, aux fins de l'article 840R15, une valeur actualisée y visée doit être calculée en utilisant les taux de mortalité et autres probabilités utilisés par l'assureur dans le calcul de ses primes, après toute modification exigée par le premier alinéa.

D. 3926-80, a. 32.

**840R18.** Aux fins de l'article 840R14, lorsqu'aucun document relatif au taux d'intérêt ou de mortalité utilisé par un assureur dans le calcul du montant des primes à l'égard d'une police n'est disponible, l'assureur peut, si la

police a été émise avant 1978, faire un estimé raisonnable de ce taux et le ministre, sur avis du surintendant des assurances, peut faire de même si la police a été émise après 1977 ou, dans le cas où elle a été émise avant 1978, si l'assureur n'a pas fait cet estimé.

D. 3926-80, a. 32.

**840R19.** Malgré l'article 840R13, un assureur sur la vie peut utiliser une méthode d'approximation dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, à l'égard d'une catégorie quelconque de polices d'assurance sur la vie visées dans cet article et émises avant son année d'imposition 1978, aux fins de convertir le montant qu'il a déclaré à titre de réserve à l'égard de ces polices dans son rapport annuel pour l'année au surintendant des assurances en un montant qui est un estimé raisonnable de celui qui, en l'absence du présent article, aurait calculé en vertu de cet article 840R13 à l'égard de ces polices, pourvu que cette méthode d'approximation soit acceptable au ministre sur avis du surintendant des assurances.

D. 3926-80, a. 32.

**840R20.** Aux fins de l'article 840R14 et malgré toute autre disposition de la présente section lorsqu'un contrat de rente individuel a été émis avant 1969 par un assureur sur la vie ou lorsqu'une prestation a été achetée avant 1969 en vertu d'un contrat de rente collectif émis par un assureur sur la vie, et que le contrat est une police à l'égard de laquelle s'appliquait l'article 628.8, tel qu'il se lisait aux fins de son application à l'année d'imposition 1977 de l'assureur, de l'ancien règlement, au sens de l'article 2000R1, l'assureur doit utiliser les mêmes taux d'intérêt et de mortalité que ceux qu'il a utilisés dans le calcul de sa réserve prévue par cet article 628.8 à l'égard de la police pour son année d'imposition 1977.

D. 3926-80, a. 32.

## SECTION VII AUTRES POLICES

**840R21.** Un assureur peut déduire, à l'égard d'une prestation, d'un risque ou d'une garantie mentionné dans l'article 840R22 et relatif à une police d'assurance sur la vie autre qu'une police visée dans l'article 840R10, un montant n'excédant pas le moindre du montant qu'il a déclaré à titre de réserve à l'égard de la prestation, du risque ou de la garantie dans son rapport annuel pour l'année au surintendant des assurances ou d'un montant raisonnable eu égard à la prestation, au risque ou à la garantie.

D. 3926-80, a. 32.

**840R22.** La prestation, le risque ou la garantie à l'égard duquel un assureur peut déduire un montant en vertu de l'article 840R21 désigne :

- a) une prestation en cas de décès par accident ou en cas d'invalidité ;
- b) un risque supplémentaire à l'égard ;
  - i. d'une assurance sur la vie avec risque aggravé ;
  - ii. d'un choix de règlement ;
  - iii. d'une prestation garantissant l'assurance d'un risque ; ou
  - iv. de la conversion, après la fin de l'année, d'une police d'assurance temporaire ou des prestations en vertu d'une police d'assurance collective, en une autre police d'assurance ;
- c) une garantie à l'égard d'une police à fonds réservé ; ou
- d) sous réserve de l'approbation préalable du ministre sur avis du surintendant des assurances, toute autre prestation qui est accessoire à la police visée dans l'article 840R21.

D. 3926-80, a. 32.

**840R23.** Un assureur ne peut déduire aucun montant en vertu de l'article 840R21 à l'égard d'une prestation, d'un risque ou d'une garantie s'il a déjà déduit dans le calcul de son revenu pour l'année un montant, en vertu d'une autre disposition des sections I à VI, à l'égard de la prestation, du risque ou de la garantie.

D-3126-80, a. 32.

## SECTION VIII DISPOSITION TRANSITOIRE

**840R24.** Aux fins du paragraphe b de l'article 840 de la Loi, le montant qu'un assureur peut déduire pour son année d'imposition 1977 ne doit pas excéder le montant qu'il a déduit, dans sa déclaration fiscale produite pour l'année d'imposition 1976, dans le calcul de son revenu conformément aux règlements adoptés en vertu de ce paragraphe, tels qu'ils s'appliquaient à cette dernière année.

D. 3926-80, a. 32

## CHAPITRE X REVENU D'UNE ENTREPRISE D'ASSURANCE SUR LA VIE AVEC PARTICIPATION

### SECTION I CALCUL DU REVENU

**841R1.** Aux fins du sous-paragraphe ii du paragraphe a de l'article 841 de la Loi, le montant du revenu d'un assureur provenant de l'exploitation de son entreprise d'assurance sur la vie avec participation, exploitée au Canada, pour une année d'imposition se calcule conformément aux dispositions de la Loi concernant le calcul du revenu pro-

venant d'une source, sous réserve des dispositions prévues par les articles 841R2 à 841R6.

D. 3926-80, a. 32.

**841R2.** Aux fins du calcul visé dans l'article 841R1, l'assureur doit inclure :

a) la proportion de son revenu brut de placements en assurance sur la vie au Canada pour l'année, représentée par le rapport entre :

i. l'ensemble de sa réserve actuarielle maximale moyenne aux fins de l'impôt pour l'année à l'égard de ses polices d'assurance sur la vie avec participation au Canada et du montant moyen en dépôt auprès de l'assureur pour l'année à l'égard de ces polices ; et

ii. l'ensemble de sa réserve actuarielle maximale moyenne aux fins de l'impôt pour l'année à l'égard de chaque catégorie de polices d'assurance sur la vie au Canada et du montant moyen en dépôt auprès de l'assureur pour l'année à l'égard de chacune de ces catégories de polices ;

b) le montant qu'il a déduit en vertu du paragraphe *d* de l'article 840 de la Loi dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition précédente ; et

c) sa réserve actuarielle maximale aux fins de l'impôt pour l'année d'imposition précédente à l'égard de polices d'assurance sur la vie avec participation au Canada.

D. 3926-80, a. 32.

**841R3.** Aux fins du calcul visé dans l'article 841R1, l'assureur doit déduire le montant de sa réserve actuarielle maximale aux fins de l'impôt pour l'année à l'égard de polices d'assurance sur la vie avec participation au Canada.

D. 3926-80, a. 32.

## SECTION II MONTANT EXCLUS

**841R4.** Aux fins du calcul visé dans l'article 841R1, l'assureur ne doit pas inclure un montant à l'égard de ses polices d'assurance sur la vie avec participation au Canada qu'il a déduit, en vertu du paragraphe *a* de l'article 840 de la Loi, dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition précédente ni, sauf tel que prévu par le paragraphe *a* de l'article 841R2, un montant qu'il a déduit, en vertu du paragraphe *c* de cet article 840, dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition précédente ou un montant qu'il a inclus dans le calcul de son revenu pour l'année conformément aux paragraphes *b* ou *c* de l'article 844 de la Loi.

D. 3926-80, a. 32.

**841R5.** Aux fins du calcul visé dans l'article 841R1, l'assureur ne doit faire aucune déduction :

a) à l'égard d'un montant admissible en déduction, en vertu du paragraphe *d* de l'article 840 de la Loi ou du paragraphe *a* de l'article 841 de cette Loi, dans le calcul de son revenu pour l'année ;

b) sauf tel que prévu par l'article 841R3, à l'égard d'une réserve admissible en déduction, en vertu du paragraphe *a* de l'article 840 de la Loi, dans le calcul de son revenu pour l'année ; ni

c) sauf tel que prévu par le paragraphe *a* de l'article 841R2, à l'égard d'un montant admissible en déduction, en vertu du paragraphe *c* de l'article 840 de la Loi ou des paragraphes *d* ou *e* de l'article 841 de cette Loi, dans le calcul de son revenu pour l'année.

D. 3926-80, a. 32.

## SECTION III DISPOSITIONS TRANSITOIRES

**841R6.** Aux fins de l'application des sections I et II à l'année d'imposition 1978 d'un assureur sur la vie, l'article 841R2 doit s'interpréter comme si :

a) la réserve actuarielle maximale aux fins de l'impôt de l'assureur pour son année d'imposition 1977, à l'égard de ses polices d'assurance sur la vie avec participation au Canada ou à l'égard d'une catégorie quelconque de polices d'assurance sur la vie au Canada, avait été celle qui aurait été respectivement calculée à cet égard pour cette année si les règles applicables à l'année d'imposition 1978 s'étaient appliquées à l'année d'imposition 1977 ; et

b) le montant que l'assureur a déduit en vertu du paragraphe *d* de l'article 840 de la Loi pour son année d'imposition 1977 avait été celui qu'il a déduit en vertu de ce paragraphe pour cette année, augmenté de l'excédent du montant qui aurait été admissible en déduction en vertu de ce paragraphe pour cette année, en l'absence du sous-paragraphe iii de ce paragraphe, sur le montant qu'il a déduit en vertu de ce paragraphe pour cette année.

D. 3926-80, a. 32.

## CHAPITRE XI AUTRES DÉDUCTIONS

**841.1R1.** Aux fins du paragraphe *a* de l'article 841.1 de la Loi, l'excédent de la déduction pour dividendes sur polices en 1975/1976 d'un assureur qui a fait un choix en vertu de l'article 825 de cette Loi pour son année d'imposition 1975 désigne le montant déterminé à ce titre à l'égard de l'assureur au même moment et pour les mêmes fins en

vertu de l'article 138 de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148).

**841.1R2.** Aux fins du paragraphe *b* de l'article 841.1 de la Loi, l'excédent de la déduction pour dividendes sur polices en 1977 d'un assureur désigne le montant déterminé à ce titre à l'égard de l'assureur au même moment et pour les mêmes fins en vertu de l'article 138 de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148).

D. 3926-80, a. 33.

## CHAPITRE XII MONTANTS RÉPUTÉS AVOIR ÉTÉ DÉDUITS PAR UN ASSUREUR

**844.1R1.** Aux fins de l'article 844.1 de la Loi, les montants prescrits qu'un assureur est réputé avoir déduits dans le calcul de son revenu pour son année d'imposition 1976 ou son année d'imposition 1977 désignent les montants respectivement déterminés à ce titre à l'égard de l'assureur au même moment et pour les mêmes fins en vertu des paragraphes 4.1 ou 4.2, selon le cas, de l'article 138 de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148).

## CHAPITRE XIII REVENU EN MAIN NON RÉPARTI

**849R1.** Aux fins du paragraphe *a* de l'article 849 de la Loi, le revenu en main non réparti d'un assureur à la fin de son année d'imposition 1968 est celui qui était calculé en vertu du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 82 de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148) telle qu'elle s'appliquait à ce moment.

## SECTION XIV FIDUCIE DE FONDS RÉSERVÉ

**851.20R1.** Le fiduciaire d'une fiducie de fonds réservé exerce le choix visé dans l'article 851.20 de la Loi en faisant parvenir au ministre, au plus tard 90 jours après la fin de l'année d'imposition de la fiducie, une déclaration en la forme prescrite à l'égard de toute immobilisation réputée avoir été aliénée au cours de l'année en raison de ce choix.

## TITRE XXIV RÉGIMES D'INTÉRESSEMENT ET AUTRES ARRANGEMENTS

### CHAPITRE I GÉNÉRALITÉS

**853R1.** Un employeur exerce le choix mentionné dans l'article 853 de la Loi en faisant parvenir au ministre,

par courrier recommandé ou certifié, une déclaration qu'il désire exercer ce choix, et une copie de la convention et de toute convention supplémentaire concernant le régime.

Si l'employeur est une corporation, la déclaration doit être accompagnée d'une copie certifiée conforme de la résolution de ses administrateurs l'autorisant à faire ce choix, si ces derniers ont le droit d'administrer les affaires de la corporation ou, au cas contraire, de l'autorisation de faire ce choix par la personne qui a le droit d'administrer les affaires de la corporation.

**861R1.** Le fiduciaire exerce le choix mentionné dans l'article 861 de la Loi en produisant au ministre, en double exemplaire, une déclaration avec preuve à l'appui attestant qu'il a exercé le choix prévu par le paragraphe 4.1 de l'article 144 de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148).

**862R1.** Le fiduciaire exerce le choix mentionné dans le premier alinéa de l'article 862 de la Loi en produisant au ministre, en double exemplaire, une déclaration en la forme prescrite. Ce choix doit être fait au plus tard le dernier jour d'une année d'imposition de la fiducie à l'égard de toute immobilisation réputée avoir été aliénée au cours de l'année en raison de ce choix.

**870R1.** Sous réserve du pouvoir du ministre de refuser ou de révoquer un enregistrement, tout régime qui possède un enregistrement valide à titre de régime d'intéressement différé en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148) est réputé être également enregistré à ce titre auprès du ministre.

**870R2.** Le ministre peut accorder un enregistrement à titre de régime d'intéressement différé lorsqu'une demande lui est faite, par courrier recommandé ou certifié, accompagnée des documents suivants :

- a)* une lettre du fiduciaire et de l'employeur dans laquelle ils demandent un tel enregistrement ;
- b)* une copie certifiée conforme de la résolution des administrateurs de l'employeur, si ce dernier est une corporation, autorisant la demande d'enregistrement ; et
- c)* une copie de la convention et de toute convention supplémentaire concernant le plan.

**886R1.** Un bénéficiaire exerce le choix mentionné dans l'article 886 de la Loi en faisant parvenir au ministre une déclaration dans la forme prescrite au plus tard le jour où il doit produire sa déclaration fiscale en vertu de la Loi pour l'année d'imposition au cours de laquelle il a reçu un paiement visé dans cet article et en faisant parvenir un

exemplaire de cette déclaration au fiduciaire dans les 60 jours qui suivent la fin de cette année.

**891R1.** Le ministre peut accorder un enregistrement à titre de régime enregistré d'épargne-études à toute personne visée dans l'article 893 de la Loi qui lui en fait la demande dans la forme prescrite.

**892R1.** Sous réserve du pouvoir du ministre de refuser ou de révoquer un enregistrement, tout régime qui possède un enregistrement valide à titre de régime enregistré d'épargnes-études en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148) est réputé être enregistré à ce titre auprès du ministre.

**894R1.** Une maison d'enseignement visée dans le paragraphe d de l'article 894 de la Loi désigne une université, un collège ou une autre maison d'enseignement au Canada, désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil d'une province comme étant une maison d'enseignement spécifiée aux termes de la Loi canadienne sur les prêts aux étudiants (S.R.C., 1970, c. S-17) ou reconnu par le ministre de l'Éducation aux fins de la Loi sur les prêts et bourses aux étudiants (L.R.Q., c. P-21).

**906R1.** Le ministre peut accorder un enregistrement à titre de régime enregistré d'épargne-retraite à toute personne visée dans l'article 907 de la Loi qui lui en fait la demande dans la forme prescrite.

**906R2.** Sous réserve du pouvoir du ministre de refuser ou de révoquer un enregistrement, tout régime qui possède un enregistrement valide à titre de régime enregistré d'épargne-retraite en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148) est réputé être enregistré à ce titre auprès du ministre.

## CHAPITRE II PLACEMENTS ADMISSIBLES D'UN RÉGIME ENREGISTRÉ D'ÉPARGNE-RETRAITE

### SECTION I BOURSES PRESCRITES

**934R1.** Les bourses suivantes se qualifient comme bourses canadiennes aux fins de l'article 934 de la Loi et du présent règlement :

- a) la bourse de l'Alberta ;
- b) la bourse de Montréal ;
- c) la bourse de Toronto ;
- d) la bourse de Vancouver ; et
- e) la bourse de Winnipeg.

**934R2.** Les bourses suivantes se qualifient comme bourses étrangères aux fins de l'article 934 de la Loi :

- a) en France, la bourse de Paris ;
- b) au Royaume-Uni, la bourse de Londres ; et
- c) aux États-Unis :
  - i. *The American Stock Exchange* ;
  - ii. *The Boston Stock Exchange* ;
  - iii. *The Chicago Board of Trade* ;
  - iv. *The Cincinnati Stock Exchange* ;
  - v. *The Detroit Stock Exchange* ;
  - vi. *The Midwest Stock Exchange* ;
  - vii. *The National Stock Exchange* ;
  - viii. *The New York Stock Exchange* ;
  - ix. *The Pacific Coast Stock Exchange* ;
  - x. *The Philadelphia-Baltimore-Washington Stock Exchange* ;
  - xi. *The Pittsburgh Stock Exchange* ;
  - xii. *The Salt Lake Stock Exchange* ;
  - xiii. *The Spokane Stock Exchange*.

### SECTION II AUTRES PLACEMENTS

**934R3.** Aux fins du paragraphe j de l'article 934 de la Loi, les éléments prévus par la présente section sont admissibles à titre de placements d'un régime enregistré d'épargne-retraite.

**934R4.** Une fiducie régie par un régime enregistré d'épargne-retraite, ci-après appelée « la fiducie », peut investir dans :

- a) une action du capital-actions d'une corporation de fonds mutuels ou d'une corporation publique ;
- b) une unité d'une fiducie de fonds mutuels ;
- c) une balance au crédit de la fiducie dans les livres d'une caisse d'épargne et de crédit, au sens de l'article 797 de la Loi ;
- d) un droit de souscription ou d'achat inscrit à une bourse décrite dans l'article 934R1 et donnant au propriétaire le droit d'acquies un placement admissible au sens de l'article 934 de la Loi ; et
- e) une hypothèque ou un *mortgage* sur des immeubles situés au Canada et acquis par la fiducie, y compris un droit dans une telle hypothèque ou *mortgage*, à l'exclusion



toutefois d'une hypothèque ou d'un *mortgage* à l'égard duquel le débiteur est rentier en vertu du régime ou est une personne qui a un lien de dépendance avec le rentier.

**934R5.** La fiducie peut investir dans une obligation, titre de créance, billet ou autre titre semblable d'une coopérative ou d'une caisse d'épargne et de crédit, au sens de l'article 797 de la Loi, si, durant toute l'année pendant laquelle la fiducie a acquis un tel titre, la coopérative ou la caisse avait au moins 100 actionnaires ou, si tous les actionnaires étaient des corporations, au moins 50 actionnaires, et si au moins 100 fiducies régies par un régime enregistré d'épargne-retraite ou un régime enregistré d'épargne-logement étaient propriétaires chacune d'au moins un de ces titres.

De même, elle ne peut investir dans un tel titre que si la coopérative ou la caisse n'a pas accordé :

a) un bénéfice à un rentier ou à un bénéficiaire en vertu de tels régimes, relié à la propriété par la fiducie d'actions, obligations, billets ou autres titres semblables de la coopérative ou de la caisse ; ni

b) un bénéfice, après le 26 mai 1975, à un rentier ou à un bénéficiaire en vertu de tels régimes, relié à la propriété, par une corporation ou une fiducie mentionnées dans les sous-paragraphes visés dans l'article 943R10, d'actions, obligations, billets ou autres titres semblables de la coopérative ou de la caisse, si la fiducie a investi certains de ses fonds dans les actions du capital-actions d'une telle corporation ou dans une unité d'une telle fiducie ou dans un intérêt à titre de bénéficiaire en vertu d'une telle fiducie.

**934R6.** La fiducie peut investir dans un intérêt à titre de bénéficiaire en vertu d'une autre fiducie, ci-après appelée « l'autre fiducie », dans un bien détenu, subordonné à l'autre fiducie, par une corporation de fiducie constituée en vertu des lois d'une province ou du Canada, aux conditions mentionnées dans les articles 934R7 à 934R9.

**934R7.** Le placement mentionné dans l'article 934R6 ne peut être fait que si, durant toute l'année d'imposition de l'autre fiducie, ci-après appelée, dans la présente section, « l'année en cause », pendant laquelle la fiducie acquiert l'intérêt :

a) tous les biens de l'autre fiducie sont détenus pour le bénéfice d'au moins 20 bénéficiaires, soit qu'au moins 20 de ces bénéficiaires sont des fiducies ou des corporations dont l'établissement ou la constitution a pour unique objet un régime enregistré de retraite ou l'administration d'un tel régime ou sont des fiducies régies par un régime d'intéressement différé, soit qu'au moins 100 de ses bénéficiaires sont des fiducies régies par un régime enregistré d'épargne-retraite ou un régime enregistré d'épargne-logement ;

b) à un moment quelconque, l'ensemble du coût indiqué pour l'autre fiducie des actions, obligations, hypothèques, valeurs mobilières ou argent comptant et de l'excédent du coût indiqué pour elle des immeubles que l'on peut raisonnablement considérer comme étant détenus dans le but de produire un revenu de biens sur l'ensemble des montants qu'elle doit à ce moment sur l'acquisition de ces immeubles et qui sont inclus dans le coût indiqué de ces immeubles est au moins égal à 80% de l'excédent du coût indiqué pour elle de tous ses biens à ce moment sur l'ensemble décrit dans l'article 934R8 ;

c) le coût indiqué pour l'autre fiducie, à un moment quelconque, des actions, obligations, hypothèques ou autres titres de tout débiteur autre que Sa Majesté aux droits d'une province ou du Canada ou qu'une municipalité canadienne n'excède pas 10% de l'excédent du coût indiqué pour elle de tous ses biens à ce moment sur l'ensemble décrit dans l'article 934R8 ; et

d) l'excédent du coût indiqué pour l'autre fiducie de chacun des immeubles à un moment quelconque sur l'ensemble décrit dans l'article 934R8 ne dépasse pas 10% de l'excédent du coût indiqué pour elle de tous ses biens sur cet ensemble.

**934R8.** L'ensemble mentionné dans les paragraphes b, c et d de l'article 934R7 désigne les montants que l'autre fiducie doit, au moment y indiqué, sur l'acquisition d'immeubles et qui sont inclus dans le coût indiqué des immeubles.

**934R9.** Le placement mentionné dans l'article 934R6 ne peut être fait que si :

a) pendant l'année en cause, au moins 95% du revenu de l'autre fiducie était tiré de placements décrits dans le paragraphe b de l'article 934R7 ;

b) la valeur totale des intérêts décrits dans l'article 934R6 et détenus par tous les bénéficiaires mentionnés dans le paragraphe a de l'article 934R7 auxquels un employeur a fait ou peut faire des prestations et la valeur totale des intérêts décrits dans l'article 934R6 et détenus par tous les bénéficiaires qui sont des fiducies régies par un régime enregistré d'épargne-retraite ou par un régime enregistré d'épargne-logement et auxquels un contribuable a payé des primes ou peut le faire n'excèdent pas, pour chacune d'elles, à un moment quelconque de l'année en cause, 25% de la valeur de tous les biens de l'autre fiducie à ce moment ; et

c) l'autre fiducie n'a pas acquis après le 26 mai 1975 :

i. une hypothèque, un *mortgage* ou un intérêt dans un tel bien à l'égard duquel le débiteur est le rentier en vertu d'un régime enregistré d'épargne-retraite ou le béné-

ficiaire en vertu d'un régime enregistré d'épargne-logement si certains fonds de la fiducie régie par l'un ou l'autre de ces régimes ont été investis dans un intérêt à titre de bénéficiaire en vertu de l'autre fiducie, ou est une personne qui a un lien de dépendance avec ce rentier ou ce bénéficiaire ; ou

ii. une obligation, un billet ou un autre titre semblable émis par une coopérative ou une caisse d'épargne et de crédit, au sens de l'article 797 de la Loi, qui a accordé à un tel rentier ou à un tel bénéficiaire un bénéfice relié à la propriété d'actions, obligations, billets ou autres titres semblables de la coopérative ou de la caisse par la fiducie régie par le régime ou par l'autre fiducie si, dans ce dernier cas, la fiducie régie par le régime a investi certains de ses fonds dans un intérêt à titre de bénéficiaire en vertu de l'autre fiducie.

**934R10.** La fiducie peut faire un placement mentionné dans les sous-paragraphes *i*, *j* et *k* du paragraphe 1 de l'article 4900 de la partie XLIX des règlements adoptés en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148), sous réserve du paragraphe 2 de cet article.

D. 1981-80, a. 934R10 ; 3926-80, a. 35.

**934R11.** Une fiducie qui se conforme aux conditions décrites dans les paragraphes *a* ou *d* de l'article 934R7 pour la période du 1<sup>er</sup> avril 1973 au 31 décembre 1973 est réputée s'y être conformée pour toutes ses années d'imposition prenant fin avant 1974.

### CHAPITRE III RÉGIME ENREGISTRÉ D'ÉPARGNE-LOGEMENT

**936R1.** Le ministre peut accorder un enregistrement à titre de régime enregistré d'épargne-logement à toute personne visée dans l'article 937 de la Loi qui lui en fait la demande dans la forme prescrite.

**936R2.** Sous réserve du pouvoir du ministre de refuser ou de révoquer un enregistrement, tout régime qui possède un enregistrement valide à titre de régime enregistré d'épargne-logement en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148) est réputé être enregistré à ce titre auprès du ministre.

**958R1.** Aux fins du paragraphe *c* de l'article 958 de la Loi, les paragraphes *a* à *d* de l'article 934R4 et les articles 934R5 à 934R9 s'appliquent, en les adaptant, pour déterminer les éléments qui sont admissibles à titre de placements d'un régime enregistré d'épargne-logement et les références à l'article 934 de la Loi dans le paragraphe *d* de l'article 934R4 et à l'article 934R10 dans le paragraphe *b*

du deuxième alinéa de l'article 934R5 doivent respectivement se lire comme étant des références à l'article 958 de la Loi et à l'article 958R2.

**958R2.** La fiducie peut faire un placement mentionné dans les sous-paragraphes *h*, *i* et *j* du paragraphe 1 de l'article 5800 de la partie LVIII des règlements adoptés en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148), sous réserve du paragraphe 2 de cet article.

### CHAPITRE III.1 FONDS ENREGISTRÉS DE REVENUS DE RETRAITE

**961.2R1.** Le ministre peut accorder un enregistrement à titre de fonds enregistré de revenu de retraite à toute personne visée dans l'article 961.3 de la Loi qui lui en fait la demande dans la forme prescrite.

D. 1983-80, a. 38.

**961.2R2.** Sous réserve du pouvoir du ministre de refuser ou de révoquer un enregistrement, tout fonds qui possède un enregistrement valide à titre de fonds enregistré de revenu de retraite en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148) est réputé être également enregistré à ce titre auprès du ministre.

D. 1983-80, a. 38

### CHAPITRE IV RÉGIME ENREGISTRÉ DE PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES DE CHÔMAGE

**962R1.** Sous réserve du pouvoir du ministre de refuser ou de révoquer un enregistrement, tout régime qui possède un enregistrement valide à titre de régime enregistré de prestations supplémentaires de chômage en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148) est réputé être également enregistré à ce titre auprès du ministre.

### CHAPITRE V POLICES D'ASSURANCE SUR LA VIE

**966R1.** Aux fins des paragraphes *a.1* et *b.1* de l'article 966 de la Loi, un contrat de rente viagère désigne un contrat décrit dans les articles 121R1 à 121R3.

**968R1.** Aux fins du paragraphe 2 de l'article 968 de la Loi, un contrat de rente viagère désigne un contrat décrit dans les articles 121R1 à 121R3.

**971R1.** Aux fins de l'article 971 de la Loi, un contrat de rente viagère désigne un contrat décrit dans les articles 121R1 à 121R3.

## TITRE XXIV.1 EXONÉRATION D'IMPÔT

**985R1.** Aux fins du deuxième alinéa de l'article 985 de la Loi, une corporation prescrite est une corporation qui est mentionnée dans les paragraphes *a* à *w* de l'article 192R1.

D. 3926-80, a. 36.

## TITRE XXV ORGANISMES DE CHARITÉ ENREGISTRÉS

**985.5R1.** Sous réserve du pouvoir du ministre de refuser ou de révoquer un enregistrement, tout organisme de charité qui possède un enregistrement valide à titre d'oeuvre de charité ou de fondation de charité en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148) est réputé être également enregistré à ce titre auprès du ministre.

**985.11R1.** Aux fins du paragraphe *h* de l'article 985.11 de la Loi, une bourse prescrite au Canada est une bourse qui est mentionnée dans l'article 934R1.

D. 3926-80, a. 37.

## TITRE XXVI ADMINISTRATION

### CHAPITRE I DÉDUCTION À LA SOURCE

**1015R1.** Dans le présent chapitre et l'annexe A, les expressions suivantes signifient :

*a)* « employé » : toute personne qui reçoit une rémunération ;

*b)* « employeur » : toute personne qui verse une rémunération ;

*c)* « exemptions » : à l'égard d'une année d'imposition donnée, l'ensemble d'un montant, n'excédant pas 1 000 \$, visé dans les articles 707 ou 708 de la Loi et de toutes les déductions pour l'année que l'employé peut réclamer, tel qu'indiqué dans sa dernière déclaration produite à l'employeur conformément à l'article 19 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., c. M-31), en vertu des articles 695 à 701, 723, 724 et 726 de la Loi si ce dernier article se lisait sans tenir compte des références aux articles 702 à 709 de la Loi, des sous-paragraphes *a* et *b* du paragraphe 1 de l'article 336 de la Loi et en vertu des articles 337 et 338 de la Loi après en avoir déduit l'excédent sur 500 \$ de l'ensem-

ble des montants qu'il prévoit recevoir dans l'année à titre de bourse d'étude ou de perfectionnement ;

*d)* « paie » et « rémunération » :

*i.* un traitement, salaire ou autre paiement semblable à un employé ;

*ii.* un paiement de commissions ou d'autres montants semblables déterminés en fonction des ventes effectuées ou des contrats négociés, appelés dans le présent chapitre « commissions », si ce paiement est fait à un employé ;

*iii.* un paiement pour cessation d'emploi ;

*iv.* une prestation de retraite, y compris un paiement de rente effectué en vertu d'un régime de retraite ;

*v.* une allocation de retraite ;

*vi.* une prestation de décès ;

*vii.* un paiement à titre de prestation en vertu de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage (S.C., 1971, c. 48) ou d'un régime de prestations supplémentaires de chômage ;

*viii.* une allocation de formation professionnelle des adultes visée dans le paragraphe *e* de l'article 312 de la Loi ;

*ix.* un paiement en vertu d'un régime d'intéressement différé ou d'un régime révoqué suivant l'article 876 de la Loi diminué des montants déterminés en vertu des articles 883, 884 et 886 de la Loi ;

*x.* un montant versé à titre de produit de l'abandon, de l'annulation ou du rachat d'un contrat de rente d'étalement ;

*xi.* un paiement, autre qu'un paiement de rente, à titre de montant versé en vertu d'un fonds enregistré de revenu de retraite ;

*xii.* un paiement à titre de prestation d'un régime enregistré d'épargne-retraite ou en vertu d'un tel régime versée, pendant la durée de sa vie, au particulier visé dans l'article 907 de la Loi pour lequel un revenu de retraite est prévu par le régime, à l'exception d'un paiement de rente ou d'un paiement visé dans l'article 924 de la Loi et relatif à l'excédent déterminé dans cet article, dans la mesure où cet excédent est admissible en déduction dans le calcul du revenu du particulier pour l'année en vertu de cet article 924 ; et

*xiii.* un paiement à titre de prestation d'un nouveau régime visé dans l'article 914 de la Loi ou en vertu d'un tel régime à l'exception d'un paiement de rente ou, lorsque l'article 914 de la Loi s'applique à ce régime après le 25 mai 1976, d'un paiement fait dans l'année qui suit celle au cours de laquelle cet article 914 s'applique au régime ;

e) « paie annuelle » : le produit de la multiplication du montant de la rémunération pour la période de paie par le nombre de périodes de paie dans l'année.

D. 1981-80, a. 1015R1 ; 2456-80, a. 17 ; 3926-80, a. 38 ; 871-81, a. 1 ; 1535-81, a. 17.

**1015R1.1.** Aux fins du sous-paragraphe ii du paragraphe d de l'article 1015R1, l'expression « paiement de commissions », à l'égard d'un paiement de commissions fait dans une année d'imposition désigne le montant de ce paiement.

Toutefois, lorsque l'employé a choisi de produire à l'employeur la déclaration visée dans le premier alinéa de l'article 1015R13.1 à l'égard de l'année dans le délai y fixé et qu'il n'a pas annulé ce choix, cette expression désigne l'excédent du montant de ce paiement sur la proportion de ce montant représentée par :

a) le rapport entre l'excédent des montants qui étaient admissibles en déduction, en vertu des articles 62 et 64 de la Loi, dans le calcul du revenu de l'employé pour l'année d'imposition précédente sur le montant qui, sans le paragraphe a de l'article 61 de la Loi, aurait été admissible en déduction dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition précédente en vertu de l'article 60 de la Loi, et le montant des commissions reçues par l'employé pendant cette dernière année ; ou

b) le rapport entre l'excédent des montants qui, selon l'estimation faite par l'employé, seront admissibles en déduction, en vertu des articles 62 et 64 de la Loi, dans le calcul de son revenu pour l'année sur le montant qui, sans le paragraphe a de l'article 61 de la Loi serait admissible en déduction dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu de l'article 60 de la Loi, et le montant total des commissions qui, selon l'estimation faite par l'employé, seront reçues par lui pendant l'année.

D. 871-81, a. 2.

**1015R2.** Aux fins du présent chapitre, le montant qui reste après déduction, sur le paiement d'une rémunération, par un employeur de la contribution admissible de l'employé à un régime enregistré de retraite, au Régime de rentes du Québec, au Régime de pensions du Canada ou en vertu de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage (S.C., 1971, c. 48) est réputé être le montant de la rémunération versée ou qui doit être versée.

**1015R3.** Le montant qu'un employeur doit déduire en vertu de la Loi est établi conformément à l'annexe A, en tenant compte du montant de la rémunération versée à un employé, de la durée de la période de paie et du montant des exemptions.

**1015R3.1.** Malgré l'article 1015R3, un employeur ne doit effectuer aucune déduction sur un paiement de commissions fait à un employé dans une année si ces commissions ont été gagnées au cours de l'année précédente et que l'employeur les a déjà inscrites dans une déclaration de renseignements concernant la rémunération de l'employé pour cette année précédente.

D. 871-81, a. 3.

**1015R4.** Lorsque la période de paie d'un employé n'est pas prévue par l'annexe A ou que le montant de sa paie dépasse le montant qui y est prévu, l'employeur doit déduire de chaque paiement à l'employé un montant égal à la proportion de ce paiement représentée par le rapport entre l'impôt annuel estimé de cet employé, en se basant sur les taux courants, et sa paie annuelle estimée.

Il en est de même dans tout autre cas, malgré l'article 1015R3, si l'employeur obtient l'assentiment du ministre.

**1015R5.** Dans le cas du paiement d'un boni ou d'une augmentation avec effet rétroactif versé à un employé dont la paie annuelle plus ce paiement ne dépasseront pas 5 000 \$, l'employeur doit déduire 8% de ce paiement, malgré l'annexe A ; toutefois, l'employeur n'est pas tenu d'effectuer une telle déduction lorsque la paie annuelle plus le paiement ne dépassent pas les exemptions auxquelles l'employé a droit.

**1015R6.** Lorsqu'un boni est payé à un employé dont la paie annuelle estimée, y compris le boni, dépasse 5 000 \$, l'employeur doit établir le montant à déduire de la façon suivante :

a) en calculant le montant établi en vertu de l'annexe A pour une rémunération égale à la rémunération régulière à laquelle on a ajouté le montant obtenu en divisant le montant du boni par le nombre de périodes de paie dans l'année ;

b) en soustrayant de la somme obtenue en vertu du paragraphe a le montant apparaissant dans l'annexe A en regard du montant de la rémunération régulière ; et

c) en multipliant le montant obtenu en vertu du paragraphe b par le nombre de périodes de paie par année.

**1015R7.** Lorsqu'une augmentation de rémunération avec effet rétroactif est versée à un employé dont la paie annuelle estimée, y compris cette augmentation, dépasse 5 000 \$, l'employeur doit établir le montant à déduire de la façon suivante :

a) en calculant le montant établi en vertu de l'annexe A en prenant comme base le nouveau taux de rémunération ;

b) en soustrayant du montant obtenu en vertu du paragraphe *a* le montant établi en vertu de l'annexe A en prenant comme base l'ancien taux de rémunération ; et

c) en multipliant le montant obtenu en vertu du paragraphe *b* par le nombre de périodes de paie auxquelles s'applique l'augmentation.

**1015R8.** Malgré les articles 1015R3 et 1015R4, toute personne qui effectue un paiement pour services rendus au Québec par une personne qui ne réside pas au Canada, autrement que dans le cours d'un emploi régulier et continu, doit déduire 9% de ce paiement.

**1015R9.** Sous réserve de l'article 1015R10, l'employeur qui effectue un paiement décrit dans l'article 1015R11 doit déduire 13% de ce paiement s'il n'excède pas 5 000 \$ et 20% s'il excède 5 000 \$.

Cependant, l'employeur ne doit effectuer aucune telle déduction sur le montant d'un tel paiement qu'il transfère lui-même à une personne munie d'une licence ou autrement autorisée par les lois du Canada ou d'une province à faire le commerce de rentes au Canada ou dans une province pour l'achat d'une rente d'étalement au bénéfice de l'employé qui avait droit à ce paiement ou, si ce dernier est décédé, de son conjoint.

**1015R10.** Lorsque le paiement visé dans l'article 1015R9 est un montant visé dans les articles 707 ou 708 de la Loi, il est réputé être diminué du moindre de 1 000 \$ ou d'un montant égal à ce paiement.

**1015R11.** Aux fins de l'article 1015R9, le paiement y visé désigne :

a) un paiement pour cessation d'emploi effectué en un seul versement ;

b) un paiement visé dans les sous-paragraphe i, ii ou iii du paragraphe *a* de l'article 345 de la Loi et dans les paragraphes *b*, *c* ou *i* de cet article 345 ;

c) un paiement en vertu d'un régime d'intéressement différé ou d'un régime révoqué suivant l'article 876 de la Loi à l'exception d'un paiement visé dans le paragraphe *a* de l'article 873 de la Loi ;

d) un montant versé à titre de produit de l'abandon, de l'annulation ou du rachat d'un contrat de rente d'étalement ;

e) un montant versé en vertu d'un fonds enregistré de revenu de retraite, à l'exception d'un montant visé dans l'article 961.3 de la Loi ;

f) un paiement à titre de prestation d'un régime enregistré d'épargne-retraite ou en vertu d'un tel régime ver-

sée, pendant la durée de sa vie, au particulier visé dans l'article 907 de la Loi pour lequel un revenu de retraite est prévu par le régime, à l'exception d'un paiement de rente ou d'un paiement visé dans l'article 924 de la Loi et relatif à l'excédent déterminé dans cet article, dans la mesure où cet excédent est admissible en déduction dans le calcul du revenu du particulier pour l'année en vertu de cet article 924 ; et

g) un paiement à titre de prestation d'un nouveau régime visé dans l'article 914 de la Loi ou en vertu d'un tel régime, à l'exception d'un paiement de rente ou, lorsque l'article 914 de la Loi s'applique à ce régime après le 25 mai 1976, d'un paiement fait dans l'année qui suit celle au cours de laquelle cet article 914 s'applique au régime.

D. 1981-80, a. 1015R11 ; 1983-80, a. 39 ; 2456-80, a. 18 ; 3926-80, a. 39 ; 1535-81, a. 18.

**1015R12.** Un employeur ne doit effectuer aucune déduction en vertu des articles 1015R3, 1015R5 à 1015R7 et 1015R9 sur la rémunération d'un employé pour une année d'imposition lorsque cet employé produit à son employeur une déclaration en la forme prescrite l'avisant que son revenu de toutes sources pour l'année sera inférieur à ses exemptions pour l'année.

Il en est de même lorsque, au moment du paiement de sa rémunération, un employé n'occupe pas une charge ou un emploi au Canada et n'y réside pas, sauf s'il s'agit d'une rémunération décrite dans le sous-paragraphe i du paragraphe *b* de l'article 1092 de la Loi et versée à une personne qui ne réside pas au Canada et qui, dans l'année ou dans une année antérieure, a cessé de résider au Québec ou s'il s'agit d'une rémunération raisonnablement attribuable aux fonctions d'une charge ou d'un emploi exercées au Québec par une personne ne résidant pas au Canada.

**1015R13.** Un employé doit produire à son employeur une déclaration des exemptions auxquelles il prétend avoir droit, tel que prévu par l'article 19 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., c. M-31), à la date de son entrée en service ; il doit en produire une nouvelle dans les 7 jours d'un événement modifiant le montant de ses exemptions.

**1015R13.1.** Un employé qui est rémunéré, en totalité ou en partie, par des commissions au début d'une année ou qui commence à l'être dans une année peut choisir de produire à son employeur, au plus tard le 31 janvier de l'année ou, selon le cas, au plus tard le trentième jour après le jour où il commence à être rémunéré ou après le jour où survient un événement pouvant modifier la proportion visée dans les paragraphes *a* ou *b* selon le cas, du deuxième alinéa de l'article 1015R1.1, une déclaration en la forme prescrite établissant cette proportion.

Ce choix peut être annulé au moyen d'un avis écrit à cet effet produit par l'employé à son employeur ; l'annulation entre en vigueur à la date mentionnée dans cet avis.

D. 871-81, a.4.

**1015R14.** L'employeur doit remettre au ministre les montants déduits ou retenus au plus tard le quinzième jour du mois suivant celui pendant lequel l'employeur a versé la rémunération qui a donné lieu à cette déduction ou cette retenue.

**1015R15.** L'employeur qui cesse d'exploiter une entreprise et qui a déduit ou retenu un montant de la rémunération d'un employé en vertu de la Loi et n'a pas encore remis ce montant au ministre doit le faire dans les 7 jours de la date où il cesse d'exploiter cette entreprise.

**1015R16.** Une personne qui cesse de déduire ou de retenir ou omet de remettre à l'époque prescrite des montants qu'elle déduisait ou retenait auparavant en vertu de l'article 1015 de la Loi doit produire une déclaration dans la forme prescrite au plus tard le vingtième jour du mois qui suit celui pendant lequel elle a fait une dernière remise.

**1015R17.** L'employeur doit produire au ministre, avec chaque remise des montants déduits ou retenus, une déclaration en la forme prescrite.

**1017R1.** Un contribuable exerce le choix prévu par l'article 1017 de la Loi en produisant à la personne qui fait un versement visé dans l'article 1015 de la Loi une déclaration en la forme prescrite ; il peut modifier ce choix en produisant à cette personne une nouvelle déclaration en la forme prescrite. Cette personne n'est tenue de prendre ce choix ou cette modification en considération que s'ils sont faits, dans un délai raisonnable qu'elle détermine, avant de faire un tel versement après le choix ou la modification.

**1019R1.** La remise visée dans l'article 1019 de la Loi doit être effectuée au ministre dans les 60 jours après la fin de l'année d'imposition qui suit la période de 12 mois y mentionnée.

## CHAPITRE II GÉNÉRALITÉS

**1020R1.** Le ministre est autorisé à faire au Gouvernement du Canada ou d'une province des paiements de redressement à l'égard de l'année d'imposition 1972 et des années d'imposition subséquentes.

Le ministre est également autorisé à signer avec le Gouvernement du Canada ou d'une autre province toute con-

vention jugée nécessaire à l'application de l'article 1020 de la Loi.

**1025R1.** L'acompte provisionnel de base, pour une année, est égal à l'impôt à payer en vertu de la partie I de la Loi pour la même année.

**1031R1.** Un contribuable exerce le choix prévu par l'article 1031 de la Loi de la manière et dans le délai prescrits par l'article 243R1.

**1032R1.** Le choix prévu par l'article 1032 de la Loi s'exerce en faisant parvenir au ministre une déclaration en la forme prescrite au plus tard le jour où l'impôt aurait autrement été à payer.

**1054R1.** Les représentants légaux exercent le choix prévu par l'article 1054 de la Loi en transmettant au ministre les documents suivants :

a) une déclaration des représentants légaux établissant la partie de l'excédent visée dans le paragraphe a de cet article et la partie du montant admissible en déduction visée dans le paragraphe b de cet article à l'égard de laquelle, le cas échéant, le choix est exercé ;

b) lorsque la déclaration établit la partie de l'excédent visée dans le paragraphe a de cet article, un état des gains en capital réalisés et des pertes en capital subies lors d'aliénations des immobilisations visées dans le paragraphe a de l'article 1055 de la Loi ;

c) lorsque la déclaration établit la partie du montant admissible en déduction visée dans le paragraphe b de l'article 1054 de la Loi, un état de la partie non amortie du coût en capital des biens amortissables de chaque catégorie prescrite visée dans le paragraphe b de l'article 1055 de la Loi et un état du montant qui, en l'absence de cet article 1054, serait la perte autre qu'une perte en capital de la succession pour sa première année d'imposition ;

d) un calcul du montant de l'impôt qui aurait été à payer par le contribuable décédé en vertu de la partie I de la Loi en tenant compte des conditions mentionnées dans l'article 1054 de la Loi ; et

e) un calcul du montant qui, par suite du choix exercé par les représentants légaux, est réputé avoir été payé par ceux-ci à titre d'impôt à payer en vertu de la partie I de la Loi par la succession pour sa première année d'imposition.

**1054R2.** Les documents visés dans l'article 1054R1 doivent être produits au plus tard le dernier en date des jours suivants :

a) le dernier jour prévu par la Loi pour produire une déclaration que les représentants légaux sont tenus ou ont choisi de produire en vertu de la Loi à l'égard du revenu du contribuable décédé pour l'année d'imposition au cours de laquelle il est décédé ; ou

b) le jour où la déclaration fiscale de la succession du contribuable décédé doit être produite en vertu du sous-paragraphe d du paragraphe 2 de l'article 1000 de la Loi pour la première année d'imposition de la succession.

**1063R1.** Aux fins du paragraphe f de l'article 1063 de la Loi, une association canadienne de sport amateur prescrite désigne une telle association prescrite aux fins de l'article 710 de la Loi.

## TITRE XXVII RENSEIGNEMENTS

**1086R1.** Toute personne qui fait un paiement mentionné dans l'article 1015 de la Loi doit produire une déclaration en la forme prescrite.

Une déclaration en la forme prescrite doit aussi être produite par toute personne qui fait un paiement à titre :

a) de bourse d'étude ou de perfectionnement ou de récompense couronnant une oeuvre remarquable réalisée dans un domaine d'activités habituelles du bénéficiaire ;

b) de subvention accordée à un bénéficiaire pour entreprendre une recherche ou un travail semblable ;

c) d'allocation de formation professionnelle des adultes versée en vertu de la Loi sur la formation professionnelle des adultes (S.R.C., 1970, c. A-2), sauf dans la mesure où cette allocation est versée à titre de frais personnels ou de subsistance pendant que le bénéficiaire vit ailleurs qu'au lieu de sa résidence ;

d) de bénéfice prévu par les règlements faits en vertu d'une loi d'affectation de crédits prévoyant l'établissement d'un régime d'assistance transitoire pour les personnes employées à la production d'articles auquel l'accord canado-américain sur les produits de l'automobile, signé le 16 janvier 1965, s'applique ;

e) d'avantage en vertu d'une loi du Canada prévoyant un régime d'assistance pour le recyclage de personnes employées dans la production du textile, du vêtement ou de chaussures en cuir ou dans l'industrie du tannage du cuir ;

f) de montant à payer périodiquement à un bénéficiaire en raison de la perte totale ou partielle de son revenu provenant d'une charge ou d'un emploi, conformément à un régime d'assurance contre la maladie ou les accidents, d'assurance-invalidité ou d'assurance-revenu auquel son employeur a versé une contribution ;

g) d'avantage dont la valeur doit être incluse dans le calcul du revenu d'un particulier en vertu des articles 37, 37.1 ou 119.1 de la Loi.

D. 1981-80, a. 1086R1 ; 1983-80, a. 40 ; 3926-80, a. 40.

**1086R2.** Tout fiduciaire d'un régime d'intéressement doit produire une déclaration en la forme prescrite ; toutefois, un employeur peut la produire à la place du fiduciaire.

**1086R3.** Toute personne qui paie un montant dont l'article 929 de la Loi exige l'inclusion dans le calcul du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition doit produire une déclaration en la forme prescrite.

Lorsqu'un montant doit être inclus dans le calcul du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition, à l'égard d'un régime auquel l'article 914 de la Loi s'applique, ou lorsqu'un rentier est réputé, en vertu du premier alinéa de l'article 915.2 de la Loi, avoir reçu un montant à titre de prestation provenant d'un régime enregistré d'épargne-retraite ou versée en vertu d'un tel régime et dont l'article 929 de la Loi exige l'inclusion dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition, le fiduciaire de ce régime doit produire une déclaration en la forme prescrite.

Lorsque, dans une année d'imposition, les articles 926, 928, 932 ou 933 de la Loi s'appliquent à l'égard d'une fiducie régie par un régime enregistré d'épargne-retraite, le fiduciaire de ce régime doit produire une déclaration en la forme prescrite.

D.1981-80, a. 1086R3 ; 3926-80, a. 41.

**1086R4.** Toute personne qui paie à une personne résidant au Québec un montant provenant d'une fiducie régie par un régime enregistré d'épargne-logement doit produire une déclaration en la forme prescrite.

**1086R5.** Tout fiduciaire d'une fiducie régie par un régime enregistré d'épargne-logement doit produire une déclaration en la forme prescrite à l'égard :

a) du montant que le bénéficiaire est réputé avoir reçu en vertu de l'article 946 de la Loi lorsque l'enregistrement du régime est révoqué en vertu de l'article 944 de la Loi pendant une année d'imposition ; et

b) du montant que le bénéficiaire est réputé avoir reçu pendant une année d'imposition en vertu de l'article 959 de la Loi.

**1086R6.** Tout fiduciaire d'une fiducie régie par un régime enregistré d'épargne-logement doit produire une déclaration en la forme prescrite lorsque, dans une année

d'imposition, un contribuable qui est un bénéficiaire en vertu du régime :

- a) doit inclure un montant dans le calcul de son revenu conformément aux articles 956 ou 957 de la Loi ; ou
- b) peut déduire un montant dans le calcul de son revenu conformément à l'article 954 de la Loi.

**1086R6.1.** Tout fiduciaire d'une fiducie régie par un fonds enregistré de revenu de retraite doit produire une déclaration en la forme prescrite :

- a) à l'égard d'un montant que le bénéficiaire est réputé avoir reçu en vertu des articles 961.8 et 961.11 de la Loi pendant une année d'imposition ; et
- b) lorsque, pendant une année d'imposition, un contribuable qui est un bénéficiaire en vertu du fonds doit inclure un montant dans le calcul de son revenu conformément aux articles 961.18 et 961.19 de la Loi ou peut déduire un montant dans ce calcul conformément aux articles 961.20 et 961.21 de la Loi.

D. 1983-80, a. 41.

**1086R7.** Une déclaration, en la forme prescrite doit être produite par toute personne qui fait à un particulier résidant au Québec ou à une corporation y ayant un établissement l'un des paiements suivants :

- a) un dividende ou un montant que la Loi présume tel :
- b) un intérêt payé à l'égard :
  - i. d'une obligation nominative ;
  - ii. d'argent en prêt ou en dépôt, ou d'un bien de quelque nature en dépôt ou en placement dans une corporation, association, organisation ou institution ;
  - iii. d'un placement auprès d'un agent de change ou d'un courtier en valeurs ;
  - iv. d'une police d'assurance ou d'un contrat de rente par un assureur ; ou
  - v. d'un montant à payer relativement à une indemnité pour un bien exproprié ;
- c) des redevances pour l'usage d'un ouvrage, d'une invention ou d'un droit d'extraction de ressources naturelles ; et
- d) un paiement visé dans l'article 120 de la Loi lorsqu'un tel paiement a été fait par une corporation, association, organisation ou institution.

D. 1981-80, a. 1086R7 ; 3926-80, a. 42.

**1086R8.** Toute personne qui paie un montant dont l'article 313.1 de la Loi exige l'inclusion dans le calcul du revenu d'un contribuable pour une année d'imposition doit produire une déclaration dans la forme prescrite.

**1086R8.1.** Tout courtier ou toute fédération visé dans l'article 965.1 de la Loi avec lequel un particulier a conclu un régime d'épargne-actions pour toute année pendant laquelle ce régime est en vigueur.

D1983-80, a. 42.

**1086R9.** Un assureur sur la vie doit produire une déclaration en la forme prescrite à l'égard de chaque montant qui doit être inclus dans le calcul du revenu d'un détenteur de police en vertu de l'article 968 de la Loi et que ce dernier a acquis le droit de recevoir de l'assureur dans l'année.

**1086R10.** Toute personne qui reçoit un paiement visé dans l'article 1086R7 pour le compte ou à titre de mandataire d'un particulier résidant au Québec ou d'une corporation y ayant un établissement doit produire la déclaration mentionnée dans cet article.

**1086R11.** Toute personne qui est munie d'une licence ou autrement autorisée par les lois du Canada ou d'une province à faire le commerce de rentes au Canada ou dans une province ou à y offrir les services de fiduciaire doit faire une déclaration en la forme prescrite à l'égard :

- a) de tout montant payé par cette personne à une personne résidant au Québec à titre de produit de l'abandon, de l'annulation, du rachat, de la vente ou autre aliénation d'un contrat de rente d'étalement ; et
- b) de tout montant qui est réputé, en vertu de l'article 346 de la Loi, avoir été reçu par un particulier résidant au Québec à titre de produit de l'aliénation d'un contrat de rente d'étalement qui avait été conclu avec cette personne.

**1086R12.** Toute personne qui, en qualité de fiduciaire ou en semblable qualité, contrôle ou reçoit un revenu, des gains ou des bénéfices destinés à un particulier résidant au Québec ou à une corporation y ayant un établissement doit produire une déclaration en la forme prescrite.

Cette déclaration doit être produite dans les 90 jours qui suivent la fin de l'année d'imposition et porter sur l'année d'imposition.

Le présent article ne s'applique pas à une fiducie qui est un organisme de charité enregistré ou qui est régie par un régime d'intéressement, par un régime d'intéressement différé ou par un régime révoqué en vertu de l'article 876 de la Loi.



**1086R13.** Les déclarations requises par le présent titre, sauf disposition expresse au contraire, doivent être transmises au ministre au plus tard le dernier jour de février de chaque année à l'égard de l'année civile précédente.

**1086R14.** La personne qui cesse d'exploiter une entreprise et qui est tenue de produire une déclaration en vertu du présent titre doit le faire dans les 30 jours de la date où elle cesse d'exploiter cette entreprise ; cette déclaration doit alors viser la période entière pour laquelle une déclaration n'a pas été produite.

**1086R15.** Lorsque la personne tenue de produire une déclaration en vertu du présent titre est décédée, cette déclaration doit être produite par ses représentants légaux dans les 90 jours de la date du décès et doit viser la totalité de la période antérieure au décès à l'égard de laquelle une déclaration n'a pas été produite.

**1086R16.** Tout syndic de faillite, cessionnaire, liquidateur, curateur, séquestre, agent ou autre personne qui administre, liquide ou contrôle de quelque manière que ce soit les biens, les affaires, la succession ou les revenus d'une personne qui n'a pas produit de déclaration conformément au présent titre doit produire cette déclaration.

**1086R17.** Toute personne tenue de produire une déclaration en vertu du présent titre doit transmettre à chaque personne à l'égard de laquelle la déclaration est produite 2 copies de la partie de la déclaration qui la concerne ; ces copies doivent lui être expédiées à sa dernière adresse connue ou lui être expédiées personnellement au plus tard à la date à laquelle la déclaration doit être produite au ministre.

**1086R18.** Une personne qui cesse ou omet de remettre à l'époque prescrite des montants qu'elle déduisait ou retenait auparavant suivant l'article ou une interprétation de l'article 1015 de la Loi doit produire une déclaration en la forme prescrite au plus tard le vingtième jour du mois qui suit celui pendant lequel elle a fait une dernière remise.

Toute personne, qu'elle soit tenue ou non de produire la déclaration visée dans le premier alinéa, doit, sur demande formelle, produire au ministre dans le délai qui y est fixé la déclaration qui est visée dans cet alinéa.

**1086R19.** Toute association canadienne de sport amateur enregistrée conformément à l'article 710R2 doit faire une déclaration en la forme prescrite pour chaque exercice financier dans les 3 mois qui suivent la fin de cet exercice.

**1086R20.** Toute association canadienne de sport amateur qui est réputée, en vertu de l'article 710R3, être enregistrée auprès du ministre doit produire une déclaration en la forme prescrite, sur demande du ministre.

**1086R21.** Aux fins de l'article 1086R19, « exercice financier » signifie la période pour laquelle les comptes de l'association ont été normalement arrêtés et, en l'absence d'une coutume établie, l'exercice financier est celui qui est adopté par l'association ; toutefois, aucun exercice financier ne peut dépasser 12 mois.

**1086R22.** Toute personne qui fait un paiement de ristournes, au sens des articles 786 à 796 de la Loi, à un particulier résidant au Québec ou à une corporation y ayant un établissement, doit produire une déclaration en la forme prescrite.

Toute personne qui reçoit un paiement visé dans le premier alinéa pour le compte ou à titre de mandataire d'un particulier résidant au Québec ou d'une corporation y ayant un établissement doit également produire une déclaration en la forme prescrite.

**1086R23.** Une corporation qui prétend qu'une action de son capital-actions est, dans une année d'imposition, un placement admissible au sens des articles 934 ou 958 de la Loi doit, dans les 90 jours qui suivent la fin de l'année, produire une déclaration en la forme prescrite.

Il en est de même pour une fiducie qui prétend dans une année d'imposition qu'un intérêt à titre de bénéficiaire de la fiducie est un tel placement.

## TITRE XXVIII CATÉGORIE DE BIENS

**1086R24.** Les catégories prescrites aux fins du paragraphe e de l'article 1086 de la Loi sont énumérées dans l'annexe B.

## TITRE XXIX REVENU GAGNÉ AU QUÉBEC PAR UN PARTICULIER RÉSIDANT AU CANADA HORS DU QUÉBEC

### CHAPITRE I RÈGLE GÉNÉRALE

**1088R1.** Le revenu provenant de l'exercice d'une entreprise d'un particulier visé dans l'article 25 de la Loi qui a un établissement au Québec est réputé avoir été gagné en totalité au Québec pour une année d'imposition si ce particulier n'a pas, au cours de l'année, d'établissement en dehors du Québec.

**1088R2.** Le revenu d'un particulier visé dans l'article 25 de la Loi est réputé avoir été gagné en totalité ailleurs qu'au Québec pour une année d'imposition si ce particulier n'a pas, au cours de l'année, d'établissement au Québec.

**1088R3.** Un particulier qui réside dans plus d'une province le dernier jour d'une année d'imposition est réputé, aux fins du présent titre, résider ce jour-là uniquement dans la province que l'on peut raisonnablement considérer comme son principal lieu de résidence.

## CHAPITRE II ÉTABLISSEMENTS DANS PLUSIEURS JURIDICTIONS

### SECTION I RÈGLE GÉNÉRALE

**1088R4.** Sous réserve des dispositions particulières du chapitre III, lorsque, dans une année d'imposition, un particulier visé dans l'article 25 de la Loi exerce une entreprise et possède un établissement au Québec et un établissement dans une autre juridiction, la partie du revenu provenant de l'entreprise qui est attribuable à son établissement au Québec est la proportion de ce revenu que représente la moitié de l'ensemble :

a) de la proportion représentée par le rapport entre le revenu brut de l'entreprise pour l'exercice financier se terminant dans l'année raisonnablement attribuable à son établissement au Québec et la totalité de son revenu brut de l'entreprise pour cet exercice ; et

b) de la proportion représentée par le rapport entre les traitements et salaires que le particulier a versés pendant l'exercice financier de l'entreprise se terminant dans l'année aux employés de l'établissement situé au Québec et la totalité des traitements et salaires qu'il a versés pendant cet exercice dans le cours de son entreprise.

**1088R5.** Aux fins de l'article 1088R4, le revenu brut ne comprend pas les intérêts sur obligation ou hypothèque, les dividendes ni les loyers ou redevances pour des biens non utilisés dans l'entreprise du particulier.

**1088R6.** Sauf s'il s'agit d'une commission à une personne qui n'est pas un employé du particulier, un montant versé en vertu d'une entente par le particulier à une personne pour des services qui seraient normalement rendus par les employés du particulier est réputé être un traitement ou salaire versé à un tel employé de l'établissement du particulier auquel ces services sont raisonnablement attribuables et dans la mesure où ils sont ainsi attribuables.

### SECTION II CALCUL DU REVENU BRUT

**1088R7.** Les règles prévues par la présente section s'appliquent au calcul du revenu brut raisonnablement attribuable à un établissement d'un particulier visé dans l'article 25 de la Loi pour une année d'imposition.

**1088R8.** Lorsque des marchandises vendues sont acheminées dans une juridiction où le particulier a un établissement, le revenu brut provenant de la vente est attribuable à cet établissement ; sinon, il est attribuable à l'établissement dont fait partie la personne qui a négocié la vente.

Lorsque l'acheteur ordonne que les marchandises soient acheminées à une autre personne, le revenu brut provenant de la vente est attribuable à l'établissement situé dans la juridiction où se trouve l'établissement de l'acheteur, si le particulier a un établissement dans cette juridiction ; sinon, il est attribuable à l'établissement dont fait partie la personne qui a négocié la vente.

**1088R9.** Malgré l'article 1088R8, lorsque les marchandises vendues sont acheminées dans un autre pays où le particulier n'a pas d'établissement et qu'elles ont été entièrement produites ou fabriquées dans une juridiction au Canada par le particulier, le revenu brut provenant de la vente est attribuable à l'établissement situé dans cette juridiction.

Toutefois, si les marchandises vendues ont été produites ou fabriquées par le particulier en partie au Québec et en partie dans une autre juridiction, le revenu brut provenant de la vente qui est attribuable à l'établissement situé au Québec en est la proportion représentée par le rapport entre les traitements et salaires versés dans l'année aux employés de cet établissement et ceux versés dans l'année aux employés de tous les établissements où les marchandises vendues ont été produites ou fabriquées.

Les mêmes règles s'appliquent lorsque l'établissement de l'acheteur est situé dans une juridiction hors du Canada où le particulier n'a pas d'établissement et que l'acheteur ordonne que les marchandises soient acheminées à une autre personne.

**1088R10.** Le revenu brut provenant des services rendus dans une juridiction est attribuable à l'établissement situé dans cette juridiction ; s'il n'y a pas de tel établissement, il est attribuable à l'établissement dont fait partie ou dépend la personne qui a négocié le contrat de services.

**1088R11.** Lorsqu'une vente porte sur du bois debout ou sur un droit de coupe, le revenu brut provenant de

la vente est attribuable à l'établissement du particulier dans la juridiction où est située la terre à bois dont le bois debout ou de droit de coupe a fait l'objet de la vente.

**1088R12.** Lorsqu'un terrain constitue un établissement, le revenu brut en provenant est attribuable à cet établissement.

### CHAPITRE III ENTREPRISE DE TRANSPORT PAR AUTOBUS ET PAR CAMIONS

**1088R13.** La partie du revenu provenant pour une année d'imposition de l'entreprise d'un particulier exerçant une entreprise de transport par autobus et par camions qui est attribuable à son établissement au Québec est la proportion du revenu de cette entreprise que représente la moitié de l'ensemble :

a) de la proportion représentée par le rapport entre le nombre de kilomètres parcourus par ses véhicules au Québec au cours de l'exercice financier se terminant dans l'année et le nombre total de kilomètres parcourus par ses véhicules au cours de cet exercice ; et

b) de la proportion représentée par le rapport entre les traitements et salaires que ce particulier a versés au cours de l'exercice financier se terminant dans l'année au personnel de son établissement au Québec et la totalité des traitements et salaires qu'il a versés au cours de cet exercice.

### CHAPITRE IV CAS SPÉCIAUX

**1088R14.** Lorsque l'ensemble des montants constituant le revenu provenant pour une année d'imposition d'une entreprise qu'un particulier visé dans l'article 25 de la Loi exerce au Québec et ailleurs est supérieur à son revenu pour l'année, la partie de son revenu provenant d'une entreprise qui est attribuable à un établissement au Québec est réputée en être la proportion pour l'année représentée par le rapport entre la partie de son revenu pour l'année provenant de l'exercice d'une entreprise qui est attribuable à un établissement au Québec, telle qu'établie par ailleurs, et cet ensemble.

**1088R15.** Lorsqu'un particulier exerce plus d'une entreprise dans une année d'imposition, le présent titre s'applique à l'égard de chaque entreprise ; dans ce cas, la partie du revenu d'entreprise qui est attribuable pour l'année à ses établissements au Québec est l'ensemble des montants ainsi établis à l'égard de chaque entreprise.

**1088R16.** Dans le cas d'un particulier visé dans l'article 25 de la Loi qui a commencé à résider ou a cessé de résider au Canada au cours de l'année d'imposition, la partie de son revenu pour l'année provenant de l'exercice d'une entreprise qui est attribuable à un établissement au Québec ne se calcule qu'en fonction d'une entreprise dont le revenu est inclus dans le calcul de son revenu imposable en vertu de cet article.

### CHAPITRE V PERTES ATTRIBUABLES À UN ÉTABLISSEMENT AU QUÉBEC

**1088R17.** Les articles 1088R1 à 1088R16 s'appliquent, en les adaptant, pour déterminer la partie des pertes d'un particulier visé dans l'article 1088 de la Loi qui est attribuable à un établissement au Québec.

### TITRE XXX REVENU GAGNÉ AU QUÉBEC PAR UN PARTICULIER NE RÉSIDANT PAS AU CANADA

#### CHAPITRE I RÈGLE GÉNÉRALE

**1089R1.** Le revenu provenant de l'exercice au Canada d'une entreprise d'un particulier visé dans l'article 26 de la Loi qui a un établissement au Québec est réputé avoir été gagné en totalité au Québec pour une année d'imposition si ce particulier n'a pas, au cours de l'année, d'établissement en dehors du Québec.

**1089R2.** Le revenu provenant de l'entreprise d'un particulier visé dans l'article 26 de la Loi est réputé avoir été gagné en totalité ailleurs qu'au Québec pour une année d'imposition si ce particulier n'a pas, au cours de l'année, d'établissement au Québec.

**1089R3.** Lorsqu'un particulier exerce plus d'une entreprise dans une année d'imposition, le présent titre s'applique à l'égard de chaque entreprise ; dans ce cas, la partie du revenu d'entreprise qui est attribuable pour l'année à ses établissements au Québec est l'ensemble des montants ainsi établis à l'égard de chaque entreprise.

#### CHAPITRE II ÉTABLISSEMENT DANS PLUSIEURS JURIDICTIONS

##### SECTION I RÈGLE GÉNÉRALE

**1089R4.** Sous réserve des dispositions particulières du chapitre III, lorsque, dans une année d'imposition, un

particulier visé dans l'article 26 de la Loi qui exerce une entreprise au Canada possède un établissement au Québec et un établissement ailleurs au Canada, la partie du revenu provenant de l'entreprise au Canada qui est attribuable à son établissement au Québec est la proportion de ce revenu que représente la moitié de l'ensemble :

a) de la proportion représentée par le rapport entre le revenu brut de l'entreprise pour l'exercice financier se terminant dans l'année raisonnablement attribuable à son établissement au Québec et la totalité de son revenu brut provenant de l'exercice au Canada de cette entreprise pour cet exercice financier ; et

b) de la proportion représentée par le rapport entre les traitements et salaires que le particulier a versés pendant l'exercice financier de l'entreprise se terminant dans l'année aux employés de l'établissement situé au Québec et la totalité des traitements et salaires qu'il a versés pendant cet exercice aux employés de ses établissements situés au Canada.

**1089R5.** Aux fins de l'article 1089R4, le revenu brut ne comprend pas les intérêts sur obligation ou hypothèque, les dividendes ni les loyers ou redevances pour les biens non utilisés dans l'entreprise.

**1089R6.** Sauf s'il s'agit d'une commission à une personne qui n'est pas un employé du particulier, un montant versé en vertu d'une entente par le particulier à une personne pour des services qui seraient normalement rendus par les employés du particulier est réputé être un traitement ou salaire versé à un tel employé de l'établissement du particulier auquel ces services sont raisonnablement attribuables et dans la mesure où il sont ainsi attribuables.

## SECTION II CALCUL DU REVENU BRUT

**1089R7.** Les règles prévues par la présente section s'appliquent au calcul du revenu brut raisonnablement attribuable à un établissement d'un particulier visé dans l'article 26 de la Loi pour une année d'imposition.

**1089R8.** Lorsque des marchandises vendues sont acheminées dans une juridiction où le particulier a un établissement, le revenu brut provenant de la vente est attribuable à cet établissement ; sinon, il est attribuable à l'établissement dont fait partie la personne qui a négocié la vente.

Lorsque l'acheteur ordonne que les marchandises soient acheminées à une autre personne, le revenu brut provenant de la vente est attribuable à l'établissement situé dans la juridiction où se trouve l'établissement de l'acheteur, si le particulier a un établissement dans cette juridiction ; si-

non, il est attribuable à l'établissement dont fait partie la personne qui a négocié la vente.

**1089R9.** Malgré l'article 1089R8, lorsque les marchandises vendues sont acheminées dans un autre pays où le particulier n'a pas d'établissement et qu'elles ont été entièrement produites ou fabriquées dans une juridiction au Canada par le particulier, le revenu brut provenant de la vente est attribuable à l'établissement situé dans cette juridiction.

Toutefois, si les marchandises vendues ont été produites ou fabriquées par le particulier en partie au Québec et en partie dans une autre juridiction, le revenu brut provenant de la vente qui est attribuable à l'établissement situé au Québec en est la proportion représentée par le rapport entre les traitements et salaires versés dans l'année aux employés de cet établissement et ceux versés dans l'année aux employés de tous les établissements au Canada où les marchandises vendues ont été produites ou fabriquées.

Les mêmes règles s'appliquent lorsque l'établissement de l'acheteur est situé dans une juridiction hors du Canada où le particulier n'a pas d'établissement et que l'acheteur ordonne que les marchandises soient acheminées à une autre personne.

**1089R10.** Le revenu brut provenant des services rendus dans une juridiction est attribuable à l'établissement situé dans cette juridiction ; s'il n'y a pas de tel établissement, il est attribuable à l'établissement dont fait partie ou dépend la personne qui a négocié le contrat de services.

**1089R11.** Lorsqu'une vente porte sur du bois debout ou sur un droit de coupe, le revenu brut provenant de la vente est attribuable à l'établissement du particulier dans la juridiction où est située la terre à bois dont le bois debout ou le droit de coupe a fait l'objet de la vente.

**1089R12.** Lorsqu'un terrain constitue un établissement, le revenu brut en provenant est attribuable à cet établissement.

## CHAPITRE III ENTREPRISE DE TRANSPORT PAR AUTOBUS ET PAR CAMIONS

**1089R13.** La partie du revenu gagné au Canada dans une année d'imposition par un particulier exerçant une entreprise de transport par autobus et par camions qui est attribuable à un établissement au Québec est la proportion de ce revenu que représente la moitié de l'ensemble :

a) de la proportion représentée par le rapport entre le nombre de kilomètres parcourus par ses véhicules au Qué-

bec au cours de l'exercice financier se terminant dans l'année et le nombre total de kilomètres parcourus par ses véhicules au Canada au cours de cet exercice ; et

b) de la proportion représentée par le rapport entre les traitements et salaires que ce particulier a versés au cours de l'exercice financier se terminant dans l'année au personnel de son établissement au Québec et la totalité des traitements et salaires qu'il a versé au personnel de ses établissements au Canada au cours de cet exercice.

#### CHAPITRE IV PERTES ATTRIBUABLES À UN ÉTABLISSEMENT AU QUÉBEC

**1089R14.** Aux fins du paragraphe *i* de l'article 1089 de la Loi, les articles 1089R1 à 1089R13 s'appliquent en les adaptant, pour déterminer la partie des pertes qui est attribuable à un établissement au Québec.

**1089R15.** Aux fins du paragraphe *d* de l'article 1089 de la Loi, un bien minier québécois désigne un bien qui serait visé dans le paragraphe *d* de l'article 93 de la Loi si on y remplaçait, partout où ils se trouvent, les mots « Canada » et « canadien » par les mots « Québec » et « québécois ».

**1089R16.** Aux fins du paragraphe *e* de l'article 1089 de la Loi, un bien forestier québécois désigne un bien qui serait visé dans le paragraphe *d* de l'article 93 de la Loi si on y remplaçait, partout où il se trouve, le mot « Canada » par le mot « Québec ».

#### CHAPITRE V GAINS ET PERTES EN CAPITAL

**1089R17.** Aux fins du paragraphe *c* de l'article 1089 de la Loi, on ne doit pas tenir compte, dans le calcul du revenu gagné au Québec pour une année d'imposition par un particulier visé dans l'article 26 de la Loi, des gains en capital ou des pertes en capital résultant de l'aliénation d'un bien visé dans les paragraphes *c* à *i* de l'article 1094 de la Loi.

#### CHAPITRE VI PRODUIT DE L'ALIÉNATION D'UN DROIT À UNE PART DU REVENU OU DE LA PERTE D'UNE SOCIÉTÉ ATTRIBUABLE À UN ÉTABLISSEMENT AU QUÉBEC

**1089R18.** Aux fins du paragraphe *h* de l'article 1089 de la Loi, la partie de l'excédent y visé qui est attribuable à un établissement d'une société au Québec se calcule de la même façon que la partie des revenus ou des pertes des entreprises que le particulier y visé a exercées au Canada ou est réputé avoir exercées au Canada en vertu de l'article

613 de la Loi à l'égard de cette société, pour l'année d'imposition précédente, qui était attribuable à un établissement au Québec en vertu des articles 1089R1 à 1089R14.

#### CHAPITRE VII REVENU GAGNÉ AU CANADA

**1090R1.** Aux fins du présent titre et de l'article 1090 de la Loi, le revenu ou la perte provenant de l'exercice au Canada d'une entreprise d'un particulier visé dans l'article 26 de la Loi se calcule en ne tenant compte que du revenu ou de la perte attribuable à ses établissements au Canada comme si l'entreprise que le particulier exerce au Canada était une entreprise distincte exercée par une personne distincte ; à cette fin, les articles 771R36 et 771R37, sous réserve du présent titre, s'appliquent en y remplaçant, partout où elles se trouvent, les expressions :

- a) « corporation » par « particulier » ;
- b) « affaires faites » par « revenus gagnés » ; et
- c) « corporation étrangère » par « particulier visé dans l'article 26 de la Loi ».

#### CHAPITRE VIII EXEMPTION DE L'AVIS DE L'ALIÉNATION

**1097R1.** La personne visée dans l'article 1097 de la Loi est exemptée de faire parvenir au ministre l'avis y mentionné dans le cas de l'aliénation d'un bien visé dans les paragraphes *c* à *h* de l'article 1094 de la Loi.

#### TITRE XXXI INSTITUTIONS DE PLACEMENTS

##### CHAPITRE I CORPORATIONS DE PLACEMENTS HYPOTHÉCAIRES ET CORPORATIONS DE FONDS MUTUELS

**1106R1.** Le compte de dividendes à même les gains en capital d'une corporation de placements, à un moment donné, désigne un montant égal à celui qui est calculé à ce titre en vertu des articles 130 et 131 de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148).

**1106R2.** Une corporation exerce le choix prévu par l'article 1106 de la Loi en produisant au ministre, en double exemplaire, les documents suivants :

- a) une déclaration en la forme prescrite ;
- b) une copie certifiée conforme de la résolution des administrateurs l'autorisant à faire ce choix, si ces derniers ont le droit d'administrer les affaires de la corporation ou, au cas contraire, de l'autorisation de faire ce choix par la

personne qui a le droit d'administrer les affaires de la corporation ;

c) un état du calcul du compte de dividendes à même les gains en capital de la corporation, immédiatement avant l'exercice du choix, si le paragraphe *d* ne s'applique pas ; et

d) un état du calcul du compte de dividendes à même les gains en capital de la corporation, immédiatement avant le moment où le dividende est devenu à payer ou immédiatement avant la date du premier versement de ce dividende si elle précède ce moment, lorsque le choix n'est valide qu'en raison de l'article 103*a* de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (1972, c. 24).

**1108R1.** L'expression « corporation de placements hypothécaires » signifie une corporation qui, durant toute l'année d'imposition en cause, est une corporation de placements hypothécaires au sens de l'article 130.1 de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148).

**1116R1.** Le compte de dividendes à même les gains en capital d'une corporation de fonds mutuels, à un moment donné désigne un montant égal à celui qui est calculé à ce titre au même moment en vertu de l'article 131 de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148) ou, selon le cas, en vertu de l'article 56.01 du chapitre 63 des Statuts du Canada de 1970-71-72.

**1116R2.** Le choix visé dans l'article 1116 de la Loi s'exerce de la manière prévue par l'article 1106R2.

## CHAPITRE II FIDUCIES DE FONDS MUTUELS

**1120R1.** Les conditions pour se qualifier comme fiducie de fonds mutuels sont les suivantes :

a) une catégorie de ses unités doit remplir les conditions requises pour être négociée dans le public ; et

b) chacune des catégories visées dans le paragraphe *a* ne doit pas comprendre moins de 150 bénéficiaires dont chacun ne détient pas moins d'un bloc d'unités de cette catégorie qui ont dans l'ensemble une juste valeur marchande d'au moins 500 \$.

**1120R2.** Aux fins de l'article 1120R1, une catégorie d'unités remplit les conditions requises pour être négociée dans le public si :

a) un prospectus, une déclaration d'enregistrement ou un document similaire a été produit à une autorité publique au Canada et, si la loi l'exige, accepté par cette dernière, en vertu d'une loi d'une province ou du Canada et si

des unités de cette catégorie ont été effectivement négociées dans le public en conformité avec ce document ; ou

b) dans le cas d'une catégorie d'unités dont certaines étaient émises et en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1972, cette catégorie remplissait alors les exigences du paragraphe *b* de l'article 1120R1.

**1120R3.** Dans l'article 1120R1, un « bloc d'unités » désigne, à l'égard d'une catégorie quelconque d'unités, 100 unités si la juste valeur marchande d'une unité est inférieure à 25 \$, 25 unités si elle est de 25 \$ ou plus mais de moins de 100 \$ et 10 unités si elle est de 100 \$ ou plus.

**1120R4.** Aux fins du paragraphe *b* de l'article 1120R1 et sous réserve de l'article 1120R5, un groupe de personnes est réputé ne constituer qu'une seule personne, dans le calcul du nombre de personnes qui détient des unités d'une catégorie d'une fiducie si ce groupe ne détient pas moins d'un bloc d'unités, au sens de l'article 1120R3, de cette catégorie et si les unités de cette catégorie ont dans l'ensemble une juste valeur marchande d'au moins 500 \$.

**1120R5.** Aux fins du calcul mentionné dans l'article 1120R4 :

a) aucune personne ne doit être incluse dans plus d'un groupe ;

b) aucune personne ne doit être incluse dans un groupe si elle détient un bloc ou plus d'unités, au sens de l'article 1120R3, de la catégorie en cause et si ses unités de cette catégorie ont dans l'ensemble une juste valeur marchande d'au moins 500 \$ ; et

c) l'appartenance à chaque groupe doit être déterminée de manière à produire le plus grand nombre de groupes possible.

## CHAPITRE III CORPORATIONS DE PLACEMENTS APPARTENANT À DES PERSONNES NE RÉSIDENT PAS AU CANADA

**1123R1.** Une corporation de placements appartenant à des personnes ne résidant pas au Canada ne se qualifie comme telle pour une année d'imposition que si elle est considérée pour cette année comme une corporation de placement appartenant à des personnes ne résidant pas au Canada aux fins de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148).

## TITRE XXXII TAXE SUR LE CAPITAL

### SECTION I CORPORATIONS AYANT UN ÉTABLISSEMENT AU QUÉBEC ET UN ÉTABLISSEMENT EN DEHORS DU QUÉBEC

**1133R1.** La proportion visée dans l'article 1133 de la Loi est celle qui est déterminée dans les articles 771R1 à 771R38.

### CHAPITRE II DÉDUCTIONS DANS LE CALCUL DU CAPITAL VERSÉ

**1137R1.** 1) Une corporation peut déduire, en vertu du paragraphe *c* de l'article 1137 de la Loi, un montant égal à 33 1/3% de la partie de son capital versé déterminé en vertu des articles 1131 et 1136 à 1138 de la Loi sans tenir compte de ce paragraphe *c*, représentée par le rapport entre son revenu brut pour l'année d'imposition provenant d'une ressource minérale qu'elle possède ou exploite et son revenu brut pour cette année.

2) Aux fins du présent article, une ressource minérale ne comprend pas un gisement de sable bitumineux ou pétrolifère ou de schiste bitumineux et le revenu brut d'une corporation pour une année d'imposition provenant d'une ressource minérale qu'elle possède ou exploite comprend son revenu brut pour l'année attribuable au traitement, jusqu'à un stade qui n'est pas postérieur à celui du métal brut ou l'équivalent, de minerais, de métaux ou de minéraux provenant de cette source mais ne comprend pas son revenu brut pour l'année attribuable à un traitement postérieur à ce stade.

3) Aux fins du sous-paragraphe *a* du paragraphe 4 de l'article 27 de la Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et modifiant d'autres dispositions législatives (L.Q., 1979, c. 38), du sous-paragraphe *i* du sous-paragraphe *b* de ce paragraphe 4, du sous-paragraphe *i* du sous-paragraphe *a* du premier alinéa du paragraphe 5 de cet article, du sous-paragraphe *b* de cet alinéa et du deuxième alinéa de ce dernier paragraphe dans la mesure où il réfère à ce sous-paragraphe *i* et à ce sous-paragraphe *b*, le paragraphe 1 doit se lire en remplaçant l'expression « 33 1/3% » par l'expression « 100% ».

D. 1981-80, a. 1137R1; 2456-80, a. 19.

## CHAPITRE III EXONÉRATION DE LA TAXE SUR LE CAPITAL

**1143R1.** Aux fins du premier alinéa de l'article 1143 de la Loi, les corporations prescrites sont :

- a) les sociétés d'État québécoises suivantes :
  - i. Hydro-Québec ;
  - ii. Société des loteries et courses du Québec ;
  - iii. Raffinerie de sucre du Québec ;
  - iv. Société des alcools du Québec ;
  - v. Société de cartographie du Québec ;
  - vi. Société de développement de la Baie James ;
  - vii. SIDBEC ;
  - viii. Société générale de financement du Québec ;
  - ix. Société nationale de l'amiante ;
  - x. Société québécoise d'exploration minière ;
  - xi. Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires ;
  - xii. Société québécoise d'initiatives pétrolières ;
  - xiii. Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REXFOR) ; et

b) les filiales entièrement contrôlées, au sens de l'article 1 de la Loi, des corporations mentionnées dans le paragraphe *a*.

D. 3211-81, a. 5.

**1144R1.** Toute corporation d'aqueduc dont 90% des actions sont la propriété d'une municipalité canadienne et d'une municipalité frontalière étrangère est exonérée de la taxe sur le capital.

**1144R2.** Toute corporation qui n'a pas exercé d'entreprise au cours d'une année d'imposition et dont le montant de l'actif au sens des paragraphes 3 et 4 de l'article 1138 de la Loi n'excède pas 1 000 \$, est exonérée de la taxe sur le capital pour cette année.

**1174R1.** Une société de secours mutuels, au sens de la Loi sur les assurances (L.R.Q., c. A-32), ne doit pas inclure dans le calcul de la taxe à payer par elle en vertu de l'article 1167 de la Loi toute prime y décrite qui ne rapporte à une personne résidant, lors de l'échéance de la prime, dans une autre province, au Yukon ou dans les Territoires du Nord-Ouest, si cette autre juridiction n'assujettit pas une telle société à une taxe semblable.

D. 3926-80, a. 43.

**1174R2.** Une corporation d'assurance mentionnée dans le paragraphe *k* de l'article 998 de la Loi est exonérée de la taxe qui serait autrement à payer en vertu de l'article 1167 de la Loi.

D. 3926-80, a. 43.

**1174R3.** Une corporation d'assurance qui exerce au Québec une entreprise d'assurance maritime océanique et y souscrit des primes relativement à cette entreprise, autre que des primes de réassurance, doit verser, à titre de taxe sur le capital à l'égard de cette entreprise pour chaque période de 12 mois, sous réserve du deuxième alinéa de l'article 1167 de la Loi, le moindre de la taxe prévue par le premier alinéa de cet article pour la période relativement à cette entreprise ou de 5% de la proportion de son bénéfice d'exploitation provenant pour la période de l'exercice au Canada de son entreprise d'assurance maritime océanique, représentée par le rapport entre les primes nettes qu'elle a souscrites au Québec et celles qu'elle a souscrites au Canada pendant cette période relativement à cette entreprise.

D. 3926-80, a. 43.

### TITRE XXXIII DONS

**1191R1.** La valeur d'un bien mentionné dans l'article 1191 de la Loi s'établit en escomptant sur une base d'intérêt composé à un taux de 5% :

a) en vertu de la table 1 ou 2 de l'annexe E si le bien n'est pas viager ; ou

b) en vertu de la table 2 ou 3 de l'annexe E si le bien est viager.

Toutefois, si le bien donné porte sur plus d'une tête, le ministre en déterminera la valeur en escomptant ainsi au même taux.

**1191R2.** Aux fins de l'article 1191R1, le revenu annuel du bien, après les déductions autres que l'impôt sur le revenu, est réputé être de 5% de la valeur du bien, telle que déterminée en vertu de la partie VIII de la Loi.

**1207R1.** Le taux d'intérêt auquel la valeur de la promesse ou de l'engagement visé dans le premier alinéa de l'article 1207 de la Loi doit être escomptée est un taux annuel de 11%.

Le taux prescrit auquel doit être calculé l'intérêt annuel visé dans le deuxième alinéa de cet article est :

a) dans le cas d'une promesse ou d'un engagement conclu après le 25 mars 1980, de 11% ; et

b) dans le cas d'une promesse ou d'un engagement conclu avant le 26 mars 1980 :

i. lorsque le taux d'intérêt à payer à son égard ne peut être déterminé à nouveau après le 25 mars 1980, de 8% ; ou

ii. lorsque le taux d'intérêt à payer à son égard peut être déterminé à nouveau après le 25 mars 1980, de 8% pour la période qui précède le jour auquel ce taux d'intérêt peut être déterminé à nouveau pour la première fois après le 25 mars 1980 et de 11% à compter de ce jour.

D. 1981-80, a. 1207R1 ; 2456-80, a. 21.

**1210R1.** Aux fins du paragraphe *b* de l'article 1210 de la Loi, le montant de la contrepartie est l'excédent de la valeur capitalisée de l'annuité ou de tout autre paiement périodique, telle qu'établie en vertu de l'article 1191R1 sur la valeur capitalisée, ainsi établie, d'un montant annuel égal à 5% de la valeur du bien aliéné.

### TITRE XXXIV DISPOSITIONS FINALES

**2000R1.** Le présent règlement remplace le Règlement sur les impôts, appelé dans le présent titre « ancien règlement » adopté par l'arrêté en conseil 3786-72 du 13 décembre 1972, modifié par les règlements adoptés par les arrêtés en conseil numéros 4478-73 du 5 décembre 1973, 4644-73, du 12 décembre 1973, 2023-75 du 14 mai 1975, 5555-75 du 17 décembre 1975, 1121-76 du 24 mars 1976, 2220-76 du 23 juin 1976, 2685-76 du 4 août 1976, 3994-76 du 10 novembre 1976, 854-77 du 16 mars 1977, 2528-77 du 3 août 1977, 1102-78 du 5 avril 1978, 1640-78 du 17 mai 1978, 3320-78 du 25 octobre 1978, 3852-78 du 13 décembre 1978, 377-79 du 7 février 1979, 1381-79 du 16 mai 1979, 3479-79 du 19 décembre 1979 et modifié par les règlements adoptés par les décrets numéros 336-80 du 6 février 1980, et 1980-80 du 25 juin 1980, à l'exception du titre XXIV, tel qu'il se lisait le 31 mars 1979, lequel continue de s'appliquer aux corporations assujetties, en vertu du paragraphe 3 de l'article 27 du chapitre 38 des lois de 1979, à la partie IV de la Loi, telle qu'elle se lisait le 31 mars 1979, et qui ne sont pas exonérées pour une période de 18 mois suivant immédiatement la date de fermeture de leur dernier exercice financier terminé avant le 1<sup>er</sup> avril 1979 ou, en l'absence d'un tel exercice, pour la période qui chevauche le 31 mars 1979 et pour laquelle une taxe est exigible en vertu de cette partie IV et à l'exception des articles 613.1 à 613.7, 618.1 à 618.9, 619.1 à 619.3, 621.1, 621.2, 622b.1, 626c.1, 628.1 à 628.17, 629.1 à 629.8, 633.1 à 633.5 et 884.1 à 884.3.

**2000R2.** Malgré l'article 2000R1, les dispositions de l'ancien règlement concernant son application continuent



de s'appliquer et régissent les dispositions correspondantes du présent règlement.

Un renvoi à une disposition de règlement qui concerne une période antérieure à l'entrée en vigueur de ce règlement est un renvoi à la disposition correspondante du Règlement sur les impôts en vigueur immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

De même, un renvoi à l'ancien règlement ou à l'une de ses dispositions remplacées en vertu de l'article 2000R1 est réputé, après l'entrée en vigueur du présent règlement, être un renvoi au présent règlement ou à la disposition correspondante de celui-ci.

**ANNEXE A**  
(a. 1015R1, 1015R7)

**TABLES DE DÉDUCTION À LA SOURCE**

**TABLE 16**

**52** PÉRIODES DE PAIE PAR ANNÉE

**9**

Paie assujettie à la déduction utiliser le palier approprié		SI LE CODE SUR LA FORMULE TPD-1 DE L'EMPLOYÉ EST														Voir remarque page 9 <b>Z</b>
		<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>D</b>	<b>E</b>	<b>F</b>	<b>G</b>	<b>H</b>	<b>I</b>	<b>J</b>	<b>K</b>	<b>L</b>	<b>M</b>	<b>N</b>	
		DÉDUISEZ DE CHAQUE PAIE														
67.50 -	69.99															Remarque : Exemptions dépassant 9999 \$ Réduire l'impôt dans la colonne N, en soustrayant le montant figu- rant dans la colonne Z pour cha- que \$500 (ou fraction) d'exemp- tion supplémentaire.
70.00 -	72.49															
72.50 -	74.99															
75.00 -	77.49															
77.50 -	79.99															
80.00 -	82.49															
82.50 -	84.99															
85.00 -	87.49															
87.50 -	89.99	0.05														
90.00 -	92.49	0.35														
92.50 -	94.99	0.65														
95.00 -	97.49	1.00														
97.50 -	99.99	1.30														
100.00 -	102.49	1.60														
102.50 -	104.99	1.95	0.25													
105.00 -	107.49	2.25	0.60													
107.50 -	109.99	2.60	0.90													
110.00 -	112.49	2.90	1.20	0.15												
112.50 -	114.99	3.25	1.50	0.50												
115.00 -	117.49	3.60	1.85	0.80	0.20											
117.50 -	119.99	3.95	2.15	1.10	0.50											
120.00 -	122.49	4.30	2.50	1.40	0.80											
122.50 -	124.99	4.65	2.80	1.70	1.10	0.05										
125.00 -	127.49	5.05	3.15	2.05	1.40	0.40										
127.50 -	129.99	5.40	3.50	2.40	1.75	0.70										
130.00 -	132.49	5.75	3.85	2.70	2.05	1.00										
132.50 -	134.99	6.15	4.20	3.05	2.40	1.30	0.30									
135.00 -	137.49	6.50	4.55	3.40	2.70	1.60	0.60									
137.50 -	139.99	6.90	4.90	3.75	3.05	1.95	0.90	0.30								
140.00 -	142.49	7.25	5.25	4.10	3.40	2.30	1.20	0.60								
142.50 -	144.99	7.65	5.65	4.45	3.75	2.60	1.50	0.90								
145.00 -	147.49	8.00	6.00	4.80	4.10	2.95	1.85	1.20	0.20							
147.50 -	149.99	8.40	6.40	5.15	4.45	3.25	2.15	1.50	0.50							
150.00 -	152.49	8.80	6.75	5.50	4.80	3.65	2.50	1.85	0.80							
152.50 -	154.99	9.20	7.15	5.90	5.15	4.00	2.85	2.20	1.10	0.10						
155.00 -	157.49	9.60	7.50	6.25	5.50	4.35	3.15	2.50	1.40	0.40						
157.50 -	159.99	10.00	7.90	6.65	5.90	4.70	3.50	2.85	1.75	0.70						
160.00 -	162.49	10.40	8.30	7.00	6.30	5.05	3.85	3.15	2.05	1.00						
162.50 -	164.99	10.80	8.70	7.40	6.65	5.40	4.20	3.50	2.40	1.30						
165.00 -	167.49	11.20	9.10	7.75	7.05	5.80	4.55	3.85	2.70	1.65						

TABLE 16

52 PÉRIODES DE PAIE PAR ANNÉE

10

Paie assujettie à la déduction utiliser le palier approprié		SI LE CODE SUR LA FORMULE TPD-1 DE L'EMPLOYÉ EST														Voir remarque page 9 <b>Z</b>	
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N		
		DÉDUISEZ DE CHAQUE PAIE															
167.50 -	169.99	11.65	9.50	8.15	7.40	6.15	4.90	4.20	3.05	1.95	0.30						
170.00 -	172.49	12.05	9.90	8.55	7.80	6.55	5.25	4.60	3.40	2.30	0.60						
172.50 -	174.99	12.50	10.30	8.95	8.15	6.90	5.65	4.95	3.75	2.60	0.90						
175.00 -	177.49	12.90	10.70	9.35	8.55	7.30	6.05	5.30	4.10	2.95	1.20	0.20					
177.50 -	179.99	13.35	11.10	9.75	8.95	7.65	6.40	5.65	4.45	3.30	1.55	0.50					
180.00 -	182.49	13.75	11.50	10.15	9.35	8.05	6.80	6.05	4.80	3.65	1.85	0.80	0.20				
182.50 -	184.99	14.20	11.95	10.55	9.75	8.45	7.15	6.40	5.15	4.00	2.20	1.10	0.50				
185.00 -	187.49	14.60	12.35	10.95	10.15	8.85	7.55	6.80	5.55	4.35	2.50	1.40	0.80				
187.50 -	189.99	15.05	12.80	11.35	10.55	9.25	7.90	7.15	5.90	4.70	2.85	1.75	1.10	0.10			
190.00 -	192.49	15.45	13.20	11.80	10.95	9.65	8.30	7.55	6.30	5.05	3.15	2.05	1.40	0.40			
192.50 -	194.99	15.90	13.65	12.20	11.40	10.05	8.70	7.90	6.65	5.40	3.55	2.40	1.75	0.70			
195.00 -	197.49	16.35	14.05	12.65	11.80	10.45	9.10	8.30	7.05	5.80	3.90	2.75	2.10	1.00			
197.50 -	199.99	16.80	14.45	13.05	12.20	10.85	9.50	8.70	7.40	6.15	4.25	3.05	2.40	1.30	0.30		
200.00 -	204.99	17.50	15.10	13.70	12.85	11.45	10.10	9.30	8.00	6.75	4.75	3.60	2.90	1.80	0.75	0.45	
205.00 -	209.99	18.35	16.00	14.55	13.70	12.30	10.90	10.10	8.80	7.50	5.50	4.30	3.60	2.45	1.35	0.45	
210.00 -	214.99	19.25	16.90	15.40	14.55	13.15	11.75	10.90	9.60	8.25	6.25	5.00	4.30	3.10	2.05	0.55	
215.00 -	219.99	20.15	17.80	16.30	15.40	14.00	12.60	11.75	10.40	9.05	7.00	5.75	5.00	3.85	2.70	0.55	
220.00 -	224.99	21.10	18.70	17.20	16.30	14.85	13.45	12.60	11.20	9.85	7.75	6.50	5.75	4.55	3.35	0.55	
225.00 -	229.99	22.05	19.55	18.10	17.20	15.70	14.30	13.45	12.05	10.65	8.50	7.25	6.50	5.25	4.05	0.55	
230.00 -	234.99	23.00	20.50	19.00	18.10	16.60	15.10	14.30	12.85	11.45	9.30	8.00	7.25	6.00	4.75	0.55	
235.00 -	239.99	23.95	21.45	19.85	19.00	17.50	16.00	15.15	13.70	12.30	10.10	8.80	8.00	6.75	5.50	0.60	
240.00 -	244.99	24.85	22.35	20.80	19.90	18.40	16.90	16.00	14.55	13.15	10.90	9.60	8.80	7.50	6.25	0.60	
245.00 -	249.99	25.80	23.30	21.75	20.80	19.30	17.80	16.90	15.40	14.00	11.75	10.40	9.60	8.25	7.00	0.60	
250.00 -	254.99	26.80	24.25	22.70	21.75	20.20	18.70	17.80	16.30	14.85	12.60	11.20	10.40	9.05	7.75	0.60	
255.00 -	259.99	27.75	25.20	23.60	22.70	21.10	19.60	18.70	17.20	15.70	13.45	12.05	11.20	9.85	8.55	0.65	
260.00 -	264.99	28.75	26.15	24.55	23.65	22.05	20.50	19.60	18.10	16.60	14.30	12.90	12.05	10.65	9.35	0.65	
265.00 -	269.99	29.75	27.10	25.50	24.55	23.00	21.45	20.50	19.00	17.50	15.15	13.75	12.90	11.50	10.15	0.65	
270.00 -	274.99	30.75	28.10	26.45	25.50	23.95	22.40	21.45	19.90	18.40	16.05	14.55	13.75	12.30	10.95	0.65	
275.00 -	279.99	31.75	29.10	27.45	26.50	24.90	23.30	22.40	20.80	19.30	16.90	15.45	14.60	13.15	11.75	0.65	
280.00 -	284.99	32.70	30.10	28.45	27.45	25.85	24.25	23.35	21.75	20.20	17.80	16.35	15.45	14.00	12.60	0.65	
285.00 -	289.99	33.70	31.10	29.45	28.45	26.80	25.20	24.25	22.70	21.15	18.70	17.20	16.35	14.85	13.45	0.65	
290.00 -	294.99	34.75	32.05	30.40	29.45	27.80	26.15	25.20	23.65	22.10	19.60	18.10	17.25	15.75	14.30	0.65	
295.00 -	299.99	35.80	33.05	31.40	30.45	28.80	27.15	26.15	24.60	23.00	20.50	19.00	18.10	16.65	15.15	0.65	
300.00 -	304.99	36.85	34.10	32.40	31.40	29.75	28.15	27.15	25.55	23.95	21.45	19.90	19.00	17.55	16.05	0.70	
305.00 -	309.99	37.85	35.10	33.40	32.40	30.75	29.10	28.15	26.50	24.90	22.40	20.85	19.90	18.40	16.95	0.70	
310.00 -	314.99	38.90	36.15	34.40	33.40	31.75	30.10	29.10	27.50	25.85	23.35	21.75	20.85	19.30	17.85	0.75	
315.00 -	319.99	39.95	37.20	35.45	34.45	32.75	31.10	30.10	28.45	26.80	24.30	22.70	21.80	20.20	18.70	0.75	
320.00 -	324.99	41.00	38.25	36.50	35.50	33.75	32.10	31.10	29.45	27.80	25.25	23.65	22.75	21.15	19.60	0.75	
325.00 -	329.99	42.05	39.30	37.55	36.55	34.80	33.10	32.15	30.50	28.85	26.20	24.65	23.70	22.15	20.55	0.75	
330.00 -	334.99	43.15	40.35	38.65	37.60	35.90	34.15	33.15	31.50	29.85	27.25	25.60	24.65	23.10	21.55	0.75	

TABLE 16

52 PÉRIODES DE PAIE PAR ANNÉE

11

Paie assujettie à la déduction utiliser le palier approprié		SI LE CODE SUR LA FORMULE TPD-1 DE L'EMPLOYÉ EST														Voir remarque page 9
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	Z
		DÉDUISEZ DE CHAQUE PAIE														
335.00 - 339.99	44.30	41.45	39.70	38.70	36.95	35.25	34.20	32.50	30.85	28.25	26.60	25.65	24.10	22.50	0.75	
340.00 - 344.99	45.40	42.50	40.75	39.75	38.00	36.30	35.25	33.55	31.90	29.25	27.60	26.65	25.05	23.50	0.75	
345.00 - 349.99	46.50	43.65	41.85	40.80	39.10	37.35	36.35	34.60	32.90	30.30	28.65	27.65	26.00	24.45	0.75	
350.00 - 354.99	47.65	44.75	42.95	41.90	40.15	38.45	37.40	35.70	33.95	31.30	29.65	28.70	27.05	25.40	0.75	
355.00 - 359.99	48.75	45.85	44.05	43.00	41.20	39.50	38.50	36.75	35.05	32.30	30.70	29.70	28.05	26.40	0.75	
360.00 - 364.99	49.85	47.00	45.20	44.10	42.30	40.55	39.55	37.80	36.10	33.35	31.70	30.70	29.05	27.40	0.75	
365.00 - 369.99	50.95	48.10	46.30	45.20	43.40	41.65	40.60	38.90	37.15	34.40	32.70	31.75	30.10	28.45	0.80	
370.00 - 374.99	52.10	49.20	47.40	46.35	44.55	42.75	41.70	39.95	38.25	35.50	33.75	32.75	31.10	29.45	0.80	
375.00 - 379.99	53.25	50.35	48.55	47.45	45.65	43.85	42.80	41.00	39.30	36.55	34.80	33.80	32.15	30.50	0.80	
380.00 - 384.99	54.40	51.45	49.65	48.55	46.75	44.95	43.90	42.10	40.35	37.60	35.90	34.85	33.15	31.50	0.80	
385.00 - 389.99	55.55	52.55	50.75	49.70	47.90	46.10	45.00	43.20	41.45	38.70	36.95	35.95	34.20	32.50	0.80	
390.00 - 394.99	56.70	53.75	51.85	50.80	49.00	47.20	46.10	44.30	42.50	39.75	38.00	37.00	35.25	33.55	0.80	
395.00 - 399.99	57.90	54.90	53.00	51.90	50.10	48.30	47.25	45.45	43.65	40.80	39.10	38.05	36.35	34.60	0.80	
400.00 - 409.99	59.65	56.65	54.75	53.65	51.80	50.00	48.90	47.10	45.30	42.45	40.70	39.65	37.95	36.20	0.80	
410.00 - 419.99	61.95	58.95	57.10	55.95	54.10	52.20	51.15	49.35	47.55	44.65	42.85	41.80	40.10	38.35	0.80	
420.00 - 429.99	64.30	61.30	59.40	58.30	56.40	54.55	53.40	51.55	49.75	46.90	45.10	44.00	42.20	40.50	0.85	
430.00 - 439.99	66.70	63.60	61.75	60.60	58.75	56.85	55.75	53.85	52.00	49.15	47.35	46.25	44.45	42.65	0.85	
440.00 - 449.99	69.10	66.00	64.05	62.95	61.05	59.20	58.05	56.20	54.30	51.35	49.55	48.50	46.70	44.90	0.90	
450.00 - 459.99	71.55	68.40	66.45	65.30	63.40	61.50	60.40	58.50	56.65	53.65	51.80	50.70	48.90	47.10	0.90	
460.00 - 469.99	73.95	70.85	68.85	67.70	65.75	63.85	62.70	60.85	58.95	55.95	54.10	52.95	51.15	49.35	0.90	
470.00 - 479.99	76.40	73.25	71.30	70.15	68.15	66.20	65.05	63.15	61.30	58.30	56.40	55.30	53.40	51.55	0.90	
480.00 - 489.99	78.80	75.70	73.70	72.55	70.60	68.65	67.45	65.50	63.60	60.60	58.75	57.60	55.75	53.85	0.90	
490.00 - 499.99	81.25	78.10	76.15	75.00	73.00	71.05	69.90	67.95	66.00	62.95	61.05	59.95	58.05	56.20	0.90	
500.00 - 509.99	83.80	80.55	78.55	77.40	75.45	73.50	72.30	70.35	68.40	65.30	63.40	62.30	60.40	58.50	0.90	
510.00 - 519.99	86.30	83.05	81.00	79.85	77.85	75.90	74.75	72.80	70.85	67.70	65.75	64.60	62.70	60.85	0.90	
520.00 - 529.99	88.80	85.55	83.55	82.30	80.30	78.35	77.15	75.20	73.25	70.15	68.15	67.00	65.05	63.15	0.90	
530.00 - 539.99	91.35	88.10	86.05	84.85	82.80	80.75	79.60	77.65	75.70	72.55	70.60	69.45	67.45	65.50	0.90	
540.00 - 549.99	93.85	90.60	88.60	87.35	85.35	83.30	82.10	80.05	78.10	75.00	73.00	71.85	69.90	67.95	0.95	
550.00 - 559.99	96.40	93.15	91.10	89.90	87.85	85.80	84.60	82.55	80.55	77.40	75.45	74.30	72.30	70.35	0.95	
560.00 - 569.99	98.90	95.65	93.60	92.40	90.35	88.35	87.10	85.10	83.05	79.85	77.85	76.70	74.75	72.80	0.95	
570.00 - 579.99	101.50	98.20	96.15	94.95	92.90	90.85	89.65	87.60	85.55	82.30	80.30	79.15	77.15	75.20	0.95	
580.00 - 589.99	104.15	100.75	98.65	97.45	95.40	93.40	92.15	90.15	88.10	84.85	82.80	81.60	79.60	77.65	0.95	
590.00 - 599.99	106.75	103.40	101.25	100.00	97.95	95.90	94.70	92.65	90.60	87.35	85.35	84.10	82.10	80.05	0.95	
600.00 - 609.99	109.40	106.00	103.90	102.65	100.50	98.40	97.20	95.15	93.15	89.90	87.85	86.65	84.60	82.55	0.95	
610.00 - 619.99	112.00	108.65	106.50	105.25	103.15	101.00	99.75	97.70	95.65	92.40	90.35	89.15	87.10	85.10	1.00	
620.00 - 629.99	114.60	111.25	109.15	107.85	105.75	103.65	102.40	100.25	98.20	94.95	92.90	91.70	89.65	87.60	1.00	
630.00 - 639.99	117.25	113.85	111.75	110.50	108.35	106.25	105.00	102.90	100.75	97.45	95.40	94.20	92.15	90.15	1.00	
640.00 - 649.99	119.85	116.50	114.35	113.10	111.00	108.90	107.60	105.50	103.40	100.00	97.95	96.75	94.70	92.65	1.00	
650.00 - 659.99	122.55	119.10	117.00	115.75	113.60	111.50	110.25	108.10	106.00	102.65	100.50	99.25	97.20	95.15	1.00	
660.00 - 669.99	125.25	121.75	119.60	118.35	116.25	114.10	112.85	110.75	108.65	105.25	103.15	101.90	99.75	97.70	1.00	

TABLE 16

52 PÉRIODES DE PAIE PAR ANNÉE

12

I-3, r.1

IMPÔTS - RÉGLEMENT

Paie assujettie à la déduction utiliser le palier approprié	SI LE CODE SUR LA FORMULE TPD-1 DE L'EMPLOYÉ EST														Voir remarque page 9
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	Z
	DÉDUISEZ DE CHAQUE PAIE														
670.00 - 679.99	127.95	124.45	122.25	120.95	118.85	116.75	115.50	113.35	111.25	107.85	105.75	104.50	102.40	100.25	1.00
680.00 - 689.99	130.70	127.20	125.00	123.70	121.50	119.35	118.10	116.00	113.85	110.50	108.35	107.10	105.00	102.90	1.00
690.00 - 699.99	133.40	129.90	127.70	126.40	124.20	122.00	120.70	118.60	116.50	113.10	111.00	109.75	107.60	105.50	1.00
700.00 - 709.99	136.10	132.60	130.40	129.10	126.90	124.70	123.40	121.20	119.10	115.75	113.60	112.35	110.25	108.10	1.00
710.00 - 719.99	138.80	135.35	133.15	131.85	129.65	127.45	126.15	123.95	121.75	118.35	116.25	114.95	112.85	110.75	1.00
720.00 - 729.99	141.55	138.05	135.85	134.55	132.35	130.15	128.85	126.65	124.45	120.95	118.85	117.60	115.50	113.35	1.00
730.00 - 739.99	144.25	140.75	138.55	137.25	135.05	132.85	131.55	129.35	127.20	123.70	121.50	120.20	118.10	116.00	1.05
740.00 - 749.99	146.95	143.45	141.30	139.95	137.80	135.60	134.30	132.10	129.90	126.40	124.20	122.90	120.70	118.60	1.05
750.00 - 759.99	149.75	146.20	144.00	142.70	140.50	138.30	137.00	134.80	132.60	129.10	126.90	125.60	123.40	121.20	1.05
760.00 - 769.99	152.60	148.95	146.70	145.40	143.20	141.00	139.70	137.50	135.35	131.85	129.65	128.35	126.15	123.95	1.05
770.00 - 779.99	155.40	151.75	149.50	148.15	145.95	143.75	142.45	140.25	138.05	134.55	132.35	131.05	128.85	126.65	1.05
780.00 - 789.99	158.20	154.60	152.30	150.95	148.70	146.45	145.15	142.95	140.75	137.25	135.05	133.75	131.55	129.35	1.05
790.00 - 799.99	161.00	157.40	155.10	153.75	151.50	149.20	147.85	145.65	143.45	139.95	137.80	136.45	134.30	132.10	1.05
800.00 - 809.99	163.85	160.20	157.95	156.60	154.30	152.05	150.70	148.40	146.20	142.70	140.50	139.20	137.00	134.80	1.05
810.00 - 819.99	166.65	163.00	160.75	159.40	157.10	154.85	153.50	151.20	148.95	145.40	143.20	141.90	139.70	137.50	1.05
820.00 - 829.99	169.45	165.85	163.55	162.20	159.95	157.65	156.30	154.05	151.75	148.15	145.95	144.60	142.45	140.25	1.05
830.00 - 839.99	172.25	168.65	166.35	165.00	162.75	160.50	159.10	156.85	154.60	150.95	148.70	147.35	145.15	142.95	1.05
840.00 - 849.99	175.10	171.45	169.20	167.85	165.55	163.30	161.95	159.65	157.40	153.75	151.50	150.15	147.85	145.65	1.05
850.00 - 859.99	177.90	174.25	172.00	170.65	168.35	166.10	164.75	162.50	160.20	156.60	154.30	152.95	150.70	148.40	1.05
860.00 - 869.99	180.75	177.10	174.80	173.45	171.20	168.90	167.55	165.30	163.00	159.40	157.10	155.75	153.50	151.20	1.05
870.00 - 879.99	183.65	179.90	177.60	176.25	174.00	171.75	170.35	168.10	165.85	162.20	159.95	158.60	156.30	154.05	1.10
880.00 - 889.99	186.60	182.85	180.50	179.10	176.80	174.55	173.20	170.90	168.65	165.00	162.75	161.40	159.10	156.85	1.10
890.00 - 899.99	189.50	185.75	183.40	182.00	179.65	177.35	176.00	173.75	171.45	167.85	165.55	164.20	161.95	159.65	1.10
900.00 - 909.99	192.40	188.65	186.30	184.90	182.55	180.20	178.80	176.55	174.25	170.65	168.35	167.00	164.75	162.50	1.10
910.00 - 919.99	195.30	191.55	189.20	187.80	185.45	183.10	181.70	179.35	177.10	173.45	171.20	169.85	167.55	165.30	1.10
920.00 - 929.99	198.20	194.45	192.10	190.70	188.35	186.00	184.60	182.25	179.90	176.25	174.00	172.65	170.35	168.10	1.10
930.00 - 939.99	201.15	197.40	195.05	193.65	191.30	188.95	187.55	185.20	182.85	179.10	176.80	175.45	173.20	170.90	1.10
940.00 - 949.99	204.05	200.30	197.95	196.55	194.20	191.85	190.45	188.10	185.75	182.00	179.65	178.25	176.00	173.75	1.10
950.00 - 959.99	206.95	203.20	200.85	199.45	197.10	194.75	193.35	191.00	188.65	184.90	182.55	181.15	178.80	176.55	1.10
960.00 - 969.99	209.85	206.10	203.75	202.35	200.00	197.65	196.25	193.90	191.55	187.80	185.45	184.05	181.70	179.35	1.10
970.00 - 979.99	212.75	209.00	206.65	205.25	202.90	200.55	199.15	196.80	194.45	190.70	188.35	186.95	184.60	182.25	1.10
980.00 - 989.99	215.70	211.95	209.60	208.20	205.85	203.50	202.10	199.75	197.40	193.65	191.30	189.90	187.55	185.20	1.15
990.00 - 999.99	218.65	214.85	212.50	211.10	208.75	206.40	205.00	202.65	200.30	196.55	194.20	192.80	190.45	188.10	1.15
1,000.00 - 1,009.99	221.65	217.75	215.40	214.00	211.65	209.30	207.90	205.55	203.20	199.45	197.10	195.70	193.35	191.00	1.15
1,010.00 - 1,019.99	224.65	220.75	218.35	216.90	214.55	212.20	210.80	208.45	206.10	202.35	200.00	198.60	196.25	193.90	1.15
1,020.00 - 1,029.99	227.65	223.80	221.35	219.90	217.50	215.10	213.70	211.35	209.00	205.25	202.90	201.50	199.15	196.80	1.15
1,030.00 - 1,039.99	230.65	226.80	224.35	222.90	220.50	218.05	216.65	214.30	211.95	208.20	205.85	204.45	202.10	199.75	1.15
1,040.00 - 1,049.99	233.65	229.80	227.35	225.90	223.50	221.05	219.60	217.20	214.85	211.10	208.75	207.35	205.00	202.65	1.15
1,050.00 - 1,059.99	236.65	232.80	230.35	228.95	226.50	224.05	222.60	220.20	217.75	214.00	211.65	210.25	207.90	205.55	1.15
1,060.00 - 1,069.99	239.70	235.80	233.40	231.95	229.50	227.10	225.65	223.20	220.75	216.90	214.55	213.15	210.80	208.45	1.15

TABLE 16

52 PÉRIODES DE PAIE PAR ANNÉE

13

Paie assujettie à la déduction utiliser le palier approprié	SI LE CODE SUR LA FORMULE TPD-1 DE L'EMPLOYÉ EST														Voir remarque page 9
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	Z
	DÉDUISÉZ DE CHAQUE PAIE														
1,070.00 - 1,079.99	242.70	238.80	236.40	234.95	232.50	230.10	228.65	226.20	223.80	219.90	217.50	216.05	213.70	211.35	1.15
1,080.00 - 1,089.99	245.70	241.80	239.40	237.95	235.50	233.10	231.65	229.20	226.80	222.90	220.50	219.05	216.65	214.30	1.15
1,090.00 - 1,099.99	248.70	244.85	242.40	240.95	238.50	236.10	234.65	232.20	229.80	225.90	223.50	222.05	219.60	217.20	1.15
1,100.00 - 1,109.99	251.70	247.85	245.40	243.95	241.55	239.10	237.65	235.25	232.80	228.95	226.50	225.05	222.60	220.20	1.15
1,110.00 - 1,119.99	254.70	250.85	248.40	246.95	244.55	242.10	240.65	238.25	235.80	231.95	229.50	228.05	225.65	223.20	1.15
1,120.00 - 1,129.99	257.70	253.85	251.40	249.95	247.55	245.10	243.65	241.25	238.80	234.95	232.50	231.05	228.65	226.20	1.15
1,130.00 - 1,139.99	260.75	256.85	254.45	253.00	250.55	248.10	246.70	244.25	241.80	237.95	235.50	234.05	231.65	229.20	1.15
1,140.00 - 1,149.99	263.80	259.85	257.45	256.00	253.55	251.15	249.70	247.25	244.85	240.95	238.50	237.10	234.65	232.20	1.15
1,150.00 - 1,159.99	266.90	262.90	260.45	259.00	256.55	254.15	252.70	250.25	247.85	243.95	241.55	240.10	237.65	235.25	1.20
1,160.00 - 1,169.99	270.00	266.00	263.50	262.00	259.55	257.15	255.70	253.25	250.85	246.95	244.55	243.10	240.65	238.25	1.20
1,170.00 - 1,179.99	273.10	269.10	266.60	265.10	262.60	260.15	258.70	256.30	253.85	249.95	247.55	246.10	243.65	241.25	1.20
1,180.00 - 1,189.99	276.20	272.20	269.70	268.20	265.70	263.20	261.70	259.30	256.85	253.00	250.55	249.10	246.70	244.25	1.20
1,190.00 - 1,199.99	279.30	275.30	272.80	271.30	268.80	266.30	264.80	262.30	259.85	256.00	253.55	252.10	249.70	247.25	1.20
1,200.00 - 1,209.99	282.40	278.40	275.90	274.40	271.90	269.40	267.90	265.40	262.90	259.00	256.55	255.10	252.70	250.25	1.20
1,210.00 - 1,219.99	285.50	281.50	279.00	277.50	275.00	272.50	271.00	268.50	266.00	262.00	259.55	258.15	255.70	253.25	1.20
1,220.00 - 1,229.99	288.60	284.60	282.10	280.60	278.10	275.60	274.10	271.60	269.10	265.10	262.60	261.15	258.70	256.30	1.20
1,230.00 - 1,239.99	291.70	287.70	285.20	283.70	281.20	278.70	277.20	274.70	272.20	268.20	265.70	264.25	261.70	259.30	1.20
1,240.00 - 1,249.99	294.80	290.80	288.30	286.80	284.30	281.80	280.30	277.80	275.30	271.30	268.80	267.30	264.80	262.30	1.20
1,250.00 - 1,259.99	297.90	293.90	291.40	289.90	287.40	284.90	283.40	280.90	278.40	274.40	271.90	270.40	267.90	265.40	1.20
1,260.00 - 1,269.99	301.05	297.05	294.50	293.05	290.50	288.00	286.50	284.00	281.50	277.50	275.00	273.50	271.00	268.50	1.20
1,270.00 - 1,279.99	304.25	300.15	297.60	296.15	293.60	291.10	289.60	287.10	284.60	280.60	278.10	276.60	274.10	271.60	1.20
1,280.00 - 1,289.99	307.45	303.30	300.75	299.25	296.75	294.20	292.75	290.20	287.70	283.70	281.20	279.70	277.20	274.70	1.20
1,290.00 - 1,299.99	310.65	306.50	303.95	302.40	299.85	297.30	295.85	293.30	290.80	286.80	284.30	282.80	280.30	277.80	1.20
1,300.00 - 1,309.99	313.85	309.70	307.15	305.60	303.00	300.45	298.95	296.45	293.90	289.90	287.40	285.90	283.40	280.90	1.20
1,310.00 - 1,319.99	317.05	312.95	310.35	308.80	306.20	303.65	302.10	299.55	297.05	293.05	290.50	289.05	286.50	284.00	1.20
1,320.00 - 1,329.99	320.25	316.15	313.55	312.00	309.40	306.85	305.30	302.70	300.15	296.15	293.60	292.15	289.60	287.10	1.20
1,330.00 - 1,339.99	323.45	319.35	316.75	315.20	312.60	310.05	308.50	305.90	303.30	299.25	296.75	295.25	292.75	290.20	1.20
1,340.00 - 1,349.99	326.65	322.55	319.95	318.40	315.80	313.25	311.70	309.10	306.50	302.40	299.85	298.35	295.85	293.30	1.20
1,350.00 - 1,359.99	329.85	325.75	323.15	321.60	319.00	316.45	314.90	312.30	309.70	305.60	303.00	301.50	298.95	296.45	1.20
1,360.00 - 1,369.99	333.05	328.95	326.35	324.80	322.20	319.65	318.10	315.50	312.95	308.80	306.20	304.70	302.10	299.55	1.20
1,370.00 - 1,379.99	336.25	332.15	329.55	328.00	325.40	322.85	321.30	318.70	316.15	312.00	309.40	307.90	305.30	302.70	1.20
1,380.00 - 1,389.99	339.45	335.35	332.75	331.20	328.60	326.05	324.50	321.90	319.35	315.20	312.60	311.10	308.50	305.90	1.20
1,390.00 - 1,399.99	342.65	338.55	335.95	334.40	331.80	329.25	327.70	325.10	322.55	318.40	315.80	314.30	311.70	309.10	1.20
1,400.00 - 1,409.99	345.85	341.75	339.15	337.60	335.05	332.45	330.90	328.30	325.75	321.60	319.00	317.50	314.90	312.30	1.20
1,410.00 - 1,419.99	349.05	344.95	342.35	340.80	338.25	335.65	334.10	331.50	328.95	324.80	322.20	320.70	318.10	315.50	1.20
1,420.00 - 1,429.99	352.25	348.15	345.55	344.00	341.45	338.85	337.30	334.70	332.15	328.00	325.40	323.90	321.30	318.70	1.20
1,430.00 - 1,439.99	355.45	351.35	348.75	347.20	344.65	342.05	340.50	337.90	335.35	331.20	328.60	327.10	324.50	321.90	1.20
1,440.00 - 1,449.99	358.65	354.55	351.95	350.40	347.85	345.25	343.70	341.10	338.55	334.40	331.80	330.30	327.70	325.10	1.20
1,450.00 - 1,459.99	361.85	357.75	355.15	353.60	351.05	348.45	346.90	344.30	341.75	337.60	335.05	333.50	330.90	328.30	1.20
1,460.00 - 1,469.99	365.05	360.95	358.35	356.80	354.25	351.65	350.10	347.50	344.95	340.80	338.25	336.70	334.10	331.50	1.20

TABLE 16

26 PÉRIODES DE PAIE PAR ANNÉE

14

Paie assujettie à la déduction utiliser le palier approprié		SI LE CODE SUR LA FORMULE TPD-1 DE L'EMPLOYÉ EST														Voir remarque page 9
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	
		DÉDUISEZ DE CHAQUE PAIE														
		Z														
135.00 -	139.99															
140.00 -	144.99															
145.00 -	149.99															
150.00 -	154.99															
155.00 -	159.99															
160.00 -	164.99															
165.00 -	169.99															
170.00 -	174.99															
175.00 -	179.99	0.15														
180.00 -	184.99	0.75														
185.00 -	189.99	1.35														
190.00 -	194.99	1.95														
195.00 -	199.99	2.55														
200.00 -	204.99	3.20														
205.00 -	209.99	3.85	0.55													
210.00 -	214.99	4.55	1.15													
215.00 -	219.99	5.20	1.75													
220.00 -	224.99	5.85	2.40	0.35												
225.00 -	229.99	6.50	3.00	0.95												
230.00 -	234.99	7.25	3.65	1.55	0.35											
235.00 -	239.99	7.95	4.30	2.20	0.95											
240.00 -	244.99	8.65	5.00	2.80	1.60											
245.00 -	249.99	9.35	5.65	3.45	2.20	0.15										
250.00 -	254.99	10.05	6.30	4.10	2.80	0.75										
255.00 -	259.99	10.75	7.00	4.75	3.45	1.40										
260.00 -	264.99	11.50	7.70	5.45	4.10	2.00										
265.00 -	269.99	12.25	8.40	6.10	4.80	2.60	0.55									
270.00 -	274.99	13.05	9.10	6.75	5.45	3.25	1.15									
275.00 -	279.99	13.80	9.85	7.50	6.10	3.90	1.80	0.55								
280.00 -	284.99	14.55	10.55	8.20	6.80	4.55	2.40	1.20								
285.00 -	289.99	15.30	11.30	8.90	7.50	5.20	3.00	1.80								
290.00 -	294.99	16.05	12.05	9.60	8.20	5.85	3.70	2.40	0.35							
295.00 -	299.99	16.85	12.80	10.30	8.90	6.55	4.35	3.05	1.00							
300.00 -	304.99	17.65	13.55	11.05	9.60	7.25	5.00	3.70	1.60							
305.00 -	309.99	18.45	14.30	11.80	10.30	7.95	5.65	4.35	2.20	0.15						
310.00 -	314.99	19.25	15.05	12.55	11.05	8.65	6.30	5.00	2.80	0.80						
315.00 -	319.99	20.05	15.80	13.30	11.80	9.40	7.05	5.65	3.50	1.40						
320.00 -	324.99	20.85	16.60	14.05	12.55	10.10	7.75	6.35	4.15	2.00						
325.00 -	329.99	21.65	17.40	14.80	13.30	10.80	8.45	7.05	4.80	2.60						
330.00 -	334.99	22.45	18.20	15.55	14.05	11.55	9.15	7.75	5.45	3.25						

TABLE 16

26 PÉRIODES DE PAIE PAR ANNÉE

15

Paie assujettie à la déduction utiliser le palier approprié	SI LE CODE SUR LA FORMULE TPD-1 DE L'EMPLOYÉ EST														Voir remarque page 9
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	Z
	DÉDUISEZ DE CHAQUE PAIE														
335.00 - 339.99	23.30	19.00	16.35	14.80	12.30	9.85	8.45	6.10	3.90	0.60					
340.00 - 344.99	24.15	19.80	17.15	15.55	13.05	10.55	9.15	6.80	4.55	1.20					
345.00 - 349.99	25.00	20.60	17.90	16.35	13.80	11.30	9.85	7.50	5.25	1.80					
350.00 - 354.99	25.85	21.40	18.75	17.15	14.55	12.05	10.55	8.20	5.90	2.45	0.40				
355.00 - 359.99	26.70	22.20	19.55	17.95	15.30	12.80	11.30	8.90	6.55	3.05	1.00				
360.00 - 364.99	27.50	23.00	20.35	18.75	16.10	13.55	12.05	9.65	7.30	3.70	1.60	0.40			
365.00 - 369.99	28.35	23.85	21.15	19.55	16.90	14.30	12.80	10.35	8.00	4.35	2.20	1.00			
370.00 - 374.99	29.20	24.70	21.95	20.35	17.70	15.05	13.55	11.05	8.70	5.05	2.85	1.60			
375.00 - 379.99	30.05	25.55	22.75	21.15	18.50	15.80	14.35	11.80	9.40	5.70	3.50	2.25	0.20		
380.00 - 384.99	30.95	26.40	23.60	21.95	19.30	16.60	15.10	12.55	10.10	6.35	4.15	2.85	0.80		
385.00 - 389.99	31.85	27.25	24.45	22.75	20.10	17.40	15.85	13.30	10.80	7.05	4.80	3.50	1.40		
390.00 - 394.99	32.70	28.10	25.30	23.60	20.85	18.20	16.60	14.10	11.55	7.75	5.45	4.15	2.05		
395.00 - 399.99	33.60	28.95	26.15	24.45	21.65	19.00	17.40	14.85	12.30	8.45	6.15	4.80	2.65	0.60	
400.00 - 409.99	34.95	30.20	27.40	25.70	22.90	20.20	18.65	15.95	13.45	9.55	7.20	5.80	3.60	1.50	0.95
410.00 - 419.99	36.75	32.00	29.10	27.40	24.60	21.80	20.25	17.55	14.95	10.95	8.60	7.20	4.95	2.75	0.95
420.00 - 429.99	38.55	33.80	30.80	29.10	26.30	23.45	21.85	19.15	16.50	12.45	10.00	8.60	6.25	4.05	1.05
430.00 - 439.99	40.35	35.55	32.60	30.80	28.00	25.15	23.50	20.75	18.10	13.95	11.45	10.00	7.65	5.35	1.05
440.00 - 449.99	42.20	37.35	34.40	32.60	29.65	26.85	25.15	22.35	19.70	15.45	12.95	11.45	9.05	6.70	1.05
450.00 - 459.99	44.10	39.15	36.15	34.40	31.40	28.55	26.85	24.05	21.30	17.05	14.50	13.00	10.50	8.15	1.15
460.00 - 469.99	45.95	40.95	37.95	36.20	33.20	30.25	28.55	25.75	22.90	18.65	16.00	14.50	12.00	9.55	1.15
470.00 - 479.99	47.85	42.85	39.75	37.95	35.00	32.00	30.25	27.45	24.60	20.25	17.60	16.00	13.50	11.00	1.15
480.00 - 489.99	49.75	44.75	41.60	39.75	36.80	33.80	32.05	29.15	26.30	21.85	19.20	17.60	15.00	12.50	1.20
490.00 - 499.99	51.60	46.60	43.50	41.60	38.55	35.60	33.80	30.85	28.00	23.50	20.80	19.20	16.55	14.00	1.20
500.00 - 509.99	53.55	48.50	45.35	43.50	40.35	37.40	35.60	32.65	29.70	25.20	22.40	20.80	18.15	15.50	1.20
510.00 - 519.99	55.55	50.40	47.25	45.40	42.25	39.15	37.40	34.40	31.45	26.90	24.05	22.40	19.75	17.05	1.25
520.00 - 529.99	57.50	52.25	49.15	47.25	44.15	41.00	39.20	36.20	33.25	28.60	25.75	24.10	21.35	18.65	1.25
530.00 - 539.99	59.50	54.25	51.00	49.15	46.00	42.90	41.00	38.00	35.00	30.30	27.45	25.80	22.95	20.25	1.25
540.00 - 549.99	61.45	56.20	52.95	51.00	47.90	44.75	42.90	39.80	36.80	32.05	29.15	27.45	24.65	21.85	1.25
550.00 - 559.99	63.45	58.20	54.90	52.95	49.80	46.65	44.80	41.65	38.60	33.85	30.85	29.15	26.35	23.55	1.35
560.00 - 569.99	65.45	60.20	56.90	54.95	51.65	48.55	46.65	43.55	40.40	35.65	32.65	30.90	28.05	25.20	1.35
570.00 - 579.99	67.45	62.15	58.85	56.90	53.60	50.40	48.55	45.40	42.25	37.40	34.45	32.65	29.75	26.90	1.35
580.00 - 589.99	69.50	64.15	60.85	58.90	55.60	52.30	50.40	47.30	44.15	39.20	36.25	34.45	31.50	28.60	1.35
590.00 - 599.99	71.60	66.10	62.80	60.85	57.55	54.25	52.30	49.15	46.05	41.05	38.00	36.25	33.25	30.30	1.35
600.00 - 609.99	73.65	68.15	64.80	62.85	59.55	56.25	54.30	51.05	47.90	42.90	39.80	38.05	35.05	32.10	1.45
610.00 - 619.99	75.75	70.25	66.80	64.80	61.50	58.25	56.25	53.00	49.80	44.80	41.65	39.80	36.85	33.85	1.45
620.00 - 629.99	77.80	72.30	68.85	66.80	63.50	60.20	58.25	54.95	51.70	46.70	43.55	41.70	38.65	35.65	1.45
630.00 - 639.99	79.85	74.35	70.90	68.85	65.45	62.20	60.20	56.95	53.65	48.55	45.45	43.55	40.45	37.45	1.45
640.00 - 649.99	81.95	76.45	73.00	70.95	67.50	64.15	62.20	58.90	55.65	50.45	47.35	45.45	42.35	39.25	1.45
650.00 - 659.99	84.10	78.60	75.15	73.10	69.65	66.20	64.25	60.95	57.65	52.40	49.25	47.40	44.25	41.15	1.50
660.00 - 669.99	86.35	80.75	77.30	75.25	71.80	68.35	66.30	63.00	59.70	54.45	51.20	49.35	46.20	43.10	1.50



TABLE 16

26 PÉRIODES DE PAIE PAR ANNÉE

16

Paie assujettie à la déduction utiliser le palier approprié	SI LE CODE SUR LA FORMULE TPD-1 DE L'EMPLOYÉ EST														Voir remarque page 9
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	
	DÉDUISSEZ DE CHAQUE PAIE														
	Z														
670.00 - 679.99	88.55	82.85	79.40	77.35	73.90	70.45	68.40	65.05	61.75	56.50	53.20	51.30	48.15	45.00	1.50
680.00 - 689.99	90.80	85.05	81.55	79.50	76.05	72.60	70.55	67.10	63.80	58.55	55.25	53.30	50.10	46.95	1.50
690.00 - 699.99	93.00	87.25	83.70	81.65	78.20	74.75	72.70	69.25	65.80	60.55	57.30	55.30	52.05	48.90	1.50
700.00 - 709.99	95.25	89.50	85.90	83.75	80.30	76.85	74.80	71.35	67.90	62.60	59.30	57.35	54.05	50.85	1.50
710.00 - 719.99	97.50	91.75	88.15	86.00	82.45	79.00	76.95	73.50	70.05	64.65	61.35	59.40	56.10	52.80	1.50
720.00 - 729.99	99.70	93.95	90.35	88.20	84.60	81.15	79.10	75.65	72.20	66.70	63.40	61.45	58.15	54.85	1.55
730.00 - 739.99	101.95	96.20	92.60	90.45	86.85	83.25	81.20	77.75	74.30	68.80	65.45	63.45	60.20	56.90	1.60
740.00 - 749.99	104.20	98.45	94.80	92.70	89.05	85.45	83.35	79.90	76.45	70.95	67.50	65.50	62.20	58.90	1.60
750.00 - 759.99	106.45	100.65	97.05	94.90	91.30	87.70	85.55	82.05	78.60	73.10	69.65	67.60	64.25	60.95	1.60
760.00 - 769.99	108.60	102.90	99.30	97.15	93.55	89.95	87.80	84.20	80.75	75.25	71.80	69.75	66.30	63.00	1.60
770.00 - 779.99	111.10	105.10	101.50	99.35	95.75	92.15	90.00	86.40	82.85	77.35	73.90	71.85	68.40	65.05	1.60
780.00 - 789.99	113.45	107.45	103.75	101.60	98.00	94.40	92.25	88.65	85.05	79.50	76.05	74.00	70.55	67.10	1.60
790.00 - 799.99	115.80	109.80	106.00	103.85	100.25	96.60	94.50	90.90	87.25	81.65	78.20	76.15	72.70	69.25	1.65
800.00 - 819.99	119.25	113.25	109.50	107.25	103.60	99.95	97.85	94.20	90.60	84.85	81.40	79.35	75.90	72.45	1.65
820.00 - 839.99	123.95	117.95	114.15	111.95	108.15	104.45	102.30	98.70	95.10	89.35	85.75	83.60	80.15	76.70	1.65
840.00 - 859.99	128.60	122.60	118.80	116.60	112.80	109.05	106.85	103.15	99.55	93.80	90.20	88.05	84.45	80.95	1.65
860.00 - 879.99	133.35	127.25	123.50	121.25	117.50	113.70	111.50	107.70	104.00	98.25	94.65	92.50	88.90	85.30	1.70
880.00 - 899.99	138.20	131.95	128.15	125.90	122.15	118.35	116.15	112.40	108.60	102.70	99.10	96.95	93.35	89.75	1.70
900.00 - 919.99	143.05	136.80	132.90	130.55	126.80	123.05	120.80	117.05	113.25	107.25	103.60	101.45	97.85	94.20	1.70
920.00 - 939.99	147.90	141.65	137.75	135.40	131.50	127.70	125.45	121.70	117.95	111.95	108.15	105.95	102.30	98.70	1.75
940.00 - 959.99	152.75	146.50	142.60	140.25	136.35	132.40	130.10	126.35	122.60	116.60	112.80	110.60	106.85	103.15	1.75
960.00 - 979.99	157.60	151.35	147.45	145.10	141.20	137.25	134.95	131.00	127.25	121.25	117.50	115.25	111.50	107.70	1.75
980.00 - 999.99	162.50	156.20	152.30	149.95	146.05	142.10	139.80	135.85	131.95	125.90	122.15	119.90	116.15	112.40	1.80
1,000.00 - 1,019.99	167.55	161.05	157.15	154.80	150.90	146.95	144.65	140.70	136.80	130.55	126.80	124.55	120.80	117.05	1.80
1,020.00 - 1,039.99	172.60	166.10	162.00	159.65	155.75	151.80	149.50	145.55	141.65	135.40	131.50	129.20	125.45	121.70	1.80
1,040.00 - 1,059.99	177.65	171.15	167.05	164.65	160.60	156.65	154.35	150.40	146.50	140.25	136.35	134.00	130.10	126.35	1.80
1,060.00 - 1,079.99	182.70	176.20	172.10	169.70	165.60	161.55	159.20	155.25	151.35	145.10	141.20	138.85	134.95	131.00	1.80
1,080.00 - 1,099.99	187.75	181.25	177.15	174.75	170.65	166.60	164.15	160.10	156.20	149.95	146.05	143.70	139.80	135.85	1.85
1,100.00 - 1,119.99	192.75	186.25	182.20	179.75	175.70	171.65	169.20	165.15	161.05	154.80	150.90	148.55	144.65	140.70	1.85
1,120.00 - 1,139.99	197.80	191.30	187.25	184.80	180.75	176.65	174.25	170.15	166.10	159.65	155.75	153.40	149.50	145.55	1.85
1,140.00 - 1,159.99	203.05	196.35	192.30	189.85	185.80	181.70	179.30	175.20	171.15	164.65	160.60	158.25	154.35	150.40	1.85
1,160.00 - 1,179.99	208.30	201.55	197.35	194.90	190.85	186.75	184.35	180.25	176.20	169.70	165.60	163.20	159.20	155.25	1.85
1,180.00 - 1,199.99	213.55	206.80	202.55	200.05	195.90	191.80	189.40	185.30	181.25	174.75	170.65	168.25	164.15	160.10	1.85
1,200.00 - 1,219.99	218.75	212.00	207.80	205.25	201.05	196.85	194.40	190.35	186.25	179.75	175.70	173.30	169.20	165.15	1.95
1,220.00 - 1,239.99	224.00	217.25	213.00	210.50	206.25	202.05	199.50	195.40	191.30	184.80	180.75	178.30	174.25	170.15	1.95
1,240.00 - 1,259.99	229.25	222.50	218.25	215.75	211.50	207.30	204.75	200.55	196.35	189.85	185.80	183.35	179.30	175.20	1.95
1,260.00 - 1,279.99	234.50	227.75	223.50	221.00	216.75	212.50	210.00	205.75	201.55	194.90	190.85	188.40	184.35	180.25	1.95
1,280.00 - 1,299.99	239.70	232.95	228.75	226.20	222.00	217.75	215.25	211.00	206.80	200.05	195.90	193.45	189.40	185.30	1.95
1,300.00 - 1,319.99	245.05	238.20	233.95	231.45	227.25	223.00	220.50	216.25	212.00	205.25	201.05	196.90	192.80	188.70	1.95
1,320.00 - 1,339.99	250.50	243.50	239.20	236.70	232.45	228.25	225.70	221.50	217.25	210.50	206.25	203.75	199.50	195.40	1.95

TABLE 16

26 PÉRIODES DE PAIE PAR ANNÉE

17

Paie assujettie à la déduction utiliser le palier approprié	SI LE CODE SUR LA FORMULE TPD-1 DE L'EMPLOYÉ EST														Voir remarque page 9
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	
	DÉDUISSEZ DE CHAQUE PAIE														Z
1,340.00 - 1,359.99	255.90	248.90	244.55	241.95	237.70	233.45	230.95	226.70	222.50	215.75	211.50	209.00	204.75	200.55	2.05
1,360.00 - 1,379.99	261.35	254.35	249.95	247.35	242.95	238.70	236.20	231.95	227.75	221.00	216.75	214.25	210.00	205.75	2.05
1,380.00 - 1,399.99	266.80	259.80	255.40	252.80	248.40	244.00	241.45	237.20	232.95	226.20	222.00	219.45	215.25	211.00	2.05
1,400.00 - 1,419.99	272.20	265.20	260.85	258.20	253.85	249.45	246.85	242.45	238.20	231.45	227.25	224.70	220.50	216.25	2.05
1,420.00 - 1,439.99	277.65	270.65	266.25	263.65	259.25	254.90	252.25	247.90	243.50	236.70	232.45	229.95	225.70	221.50	2.05
1,440.00 - 1,459.99	283.10	276.10	271.70	269.10	264.70	260.30	257.70	253.30	248.90	241.95	237.70	235.20	230.95	226.70	2.05
1,460.00 - 1,479.99	288.50	281.50	277.15	274.50	270.15	265.75	263.15	258.75	254.35	247.35	242.95	240.40	236.20	231.95	2.05
1,480.00 - 1,499.99	293.95	286.95	282.55	279.95	275.55	271.15	268.55	264.15	259.80	252.60	243.40	245.80	241.45	237.20	2.05
1,500.00 - 1,519.99	299.55	292.40	288.00	285.40	281.00	276.60	274.00	269.60	265.20	258.20	253.85	251.20	246.85	242.45	2.05
1,520.00 - 1,539.99	305.15	297.90	293.40	290.80	286.40	282.05	279.45	275.05	270.65	263.65	259.25	256.65	252.25	247.90	2.10
1,540.00 - 1,559.99	310.80	303.55	299.00	296.30	291.85	287.45	284.85	280.45	276.10	269.10	264.70	262.10	257.70	253.30	2.10
1,560.00 - 1,579.99	316.40	309.15	304.60	301.90	297.35	292.90	290.30	285.90	281.50	274.50	270.15	267.50	263.15	258.75	2.10
1,580.00 - 1,599.99	322.05	314.60	310.25	307.55	303.00	298.45	295.75	291.35	286.95	279.95	275.55	272.95	268.55	264.15	2.10
1,600.00 - 1,619.99	327.65	320.40	315.85	313.15	308.60	304.05	301.35	296.85	292.40	285.40	281.00	278.40	274.00	269.60	2.10
1,620.00 - 1,639.99	333.30	326.05	321.50	318.80	314.25	309.70	307.00	302.45	297.90	290.80	286.40	283.80	279.45	275.05	2.10
1,640.00 - 1,659.99	338.90	331.65	327.10	324.40	319.85	315.35	312.60	308.10	303.55	296.30	291.85	289.25	284.85	280.45	2.10
1,660.00 - 1,679.99	344.55	337.30	332.75	330.05	325.50	320.95	318.25	313.70	309.15	301.90	297.35	294.70	290.30	285.90	2.10
1,680.00 - 1,699.99	350.15	342.90	338.35	335.65	331.10	326.60	323.85	319.35	314.80	307.55	303.00	300.30	295.75	291.35	2.10
1,700.00 - 1,719.99	355.80	348.55	344.00	341.30	336.75	332.20	329.50	324.95	320.40	313.15	308.60	305.90	301.35	296.85	2.15
1,720.00 - 1,739.99	361.50	354.15	349.60	346.90	342.35	337.85	335.15	330.60	326.05	318.80	314.25	311.55	307.00	302.45	2.15
1,740.00 - 1,759.99	367.35	359.85	355.25	352.55	348.00	343.45	340.75	336.20	331.65	324.40	319.85	317.15	312.60	308.10	2.20
1,760.00 - 1,779.99	373.15	365.65	360.95	358.15	353.65	349.10	346.40	341.85	337.30	330.05	325.50	322.80	318.25	313.70	2.20
1,780.00 - 1,799.99	378.95	371.50	366.75	364.00	359.30	354.70	352.00	347.45	342.90	335.65	331.10	328.40	323.85	319.35	2.20
1,800.00 - 1,819.99	384.80	377.30	372.60	369.80	365.10	360.40	357.65	353.10	348.55	341.30	336.75	334.05	329.50	324.95	2.20
1,820.00 - 1,839.99	390.60	383.10	378.40	375.60	370.90	366.20	363.40	358.70	354.15	346.90	342.35	339.65	335.15	330.60	2.20
1,840.00 - 1,859.99	396.45	388.95	384.25	381.45	376.75	372.05	369.25	364.55	359.85	352.55	348.00	345.30	340.75	336.20	2.20
1,860.00 - 1,879.99	402.25	394.75	390.05	387.25	382.55	377.85	375.05	370.35	365.65	358.15	353.65	350.90	346.40	341.85	2.20
1,880.00 - 1,899.99	408.05	400.60	395.85	393.10	388.40	383.65	380.90	376.20	371.50	364.00	359.30	356.55	352.00	347.45	2.20
1,900.00 - 1,919.99	413.90	406.40	401.70	398.90	394.20	389.50	386.70	382.00	377.30	369.80	365.10	362.30	357.65	353.10	2.20
1,920.00 - 1,939.99	419.70	412.20	407.50	404.70	400.00	395.30	392.50	387.80	383.10	375.60	370.90	368.10	363.40	358.70	2.20
1,940.00 - 1,959.99	425.55	418.05	413.35	410.55	405.85	401.15	398.35	393.65	388.95	381.45	376.75	373.95	369.25	364.55	2.25
1,960.00 - 1,979.99	431.35	423.85	419.15	416.35	411.65	406.95	404.15	399.45	394.75	387.25	382.55	379.75	375.05	370.35	2.25
1,980.00 - 1,999.99	437.25	429.70	424.95	422.20	417.50	412.75	410.00	405.30	400.60	393.10	388.40	385.60	380.90	376.20	2.25
2,000.00 - 2,019.99	443.30	435.55	430.80	428.00	423.30	418.60	415.80	411.10	406.40	398.90	394.20	391.40	386.70	382.00	2.25
2,020.00 - 2,039.99	449.30	441.55	436.70	433.80	429.10	424.40	421.60	416.90	412.20	404.70	400.00	397.20	392.50	387.80	2.25
2,040.00 - 2,059.99	455.30	447.55	442.70	439.80	434.95	430.25	427.45	422.75	418.05	410.55	405.85	403.05	398.35	393.65	2.25
2,060.00 - 2,079.99	461.30	453.55	448.70	445.80	440.95	436.10	433.25	428.55	423.85	416.35	411.65	408.85	404.15	399.45	2.25
2,080.00 - 2,099.99	467.35	459.60	454.75	451.85	447.00	442.10	439.25	434.40	429.70	422.20	417.50	414.70	410.00	405.30	2.25
2,100.00 - 2,119.99	473.35	465.60	460.75	457.85	453.00	448.15	445.25	440.40	435.55	428.00	423.30	420.50	415.80	411.10	2.25
2,120.00 - 2,139.99	479.35	471.60	466.75	463.85	459.00	454.15	451.25	446.40	441.55	433.80	429.10	426.30	421.60	416.90	2.25

TABLE 16

24 PÉRIODES DE PAIE PAR ANNÉE

18

Paie assujettie à la déduction utiliser le palier approprié		SI LE CODE SUR LA FORMULE TPD-1 DE L'EMPLOYÉ EST														Voir remarque page 9 <b>Z</b>
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	
		DÉDUISEZ DE CHAQUE PAIE														
150.00 -	154.99															
155.00 -	159.99															
160.00 -	164.99															
165.00 -	169.99															
170.00 -	174.99															
175.00 -	179.99															
180.00 -	184.99															
185.00 -	189.99															
190.00 -	194.99	0.15														
195.00 -	199.99	0.75														
200.00 -	204.99	1.40														
205.00 -	209.99	2.00														
210.00 -	214.99	2.60														
215.00 -	219.99	3.25														
220.00 -	224.99	3.90	0.30													
225.00 -	229.99	4.55	0.90													
230.00 -	234.99	5.20	1.55													
235.00 -	239.99	5.85	2.15													
240.00 -	244.99	6.55	2.75	0.55												
245.00 -	249.99	7.20	3.40	1.15												
250.00 -	254.99	7.90	4.05	1.80	0.45											
255.00 -	259.99	8.60	4.70	2.40	1.05											
260.00 -	264.99	9.35	5.35	3.00	1.70											
265.00 -	269.99	10.05	6.05	3.65	2.30	0.10										
270.00 -	274.99	10.75	6.70	4.30	2.90	0.70										
275.00 -	279.99	11.45	7.40	4.95	3.55	1.30										
280.00 -	284.99	12.20	8.10	5.65	4.20	1.90										
285.00 -	289.99	12.95	8.80	6.30	4.90	2.55	0.35									
290.00 -	294.99	13.70	9.50	6.95	5.55	3.15	0.95									
295.00 -	299.99	14.45	10.20	7.65	6.20	3.80	1.55	0.25								
300.00 -	304.99	15.20	10.90	8.35	6.85	4.45	2.15	0.85								
305.00 -	309.99	15.95	11.65	9.05	7.55	5.15	2.75	1.45								
310.00 -	314.99	16.70	12.40	9.80	8.25	5.80	3.40	2.05								
315.00 -	319.99	17.50	13.15	10.50	8.95	6.45	4.05	2.70	0.50							
320.00 -	324.99	18.30	13.90	11.20	9.65	7.15	4.75	3.30	1.10							
325.00 -	329.99	19.10	14.65	11.95	10.40	7.85	5.40	4.00	1.70							
330.00 -	334.99	19.90	15.40	12.70	11.10	8.55	6.05	4.65	2.30	0.10						
335.00 -	339.99	20.70	16.15	13.45	11.80	9.25	6.70	5.30	2.95	0.70						
340.00 -	344.99	21.50	16.90	14.20	12.55	9.95	7.40	5.95	3.55	1.35						
345.00 -	349.99	22.30	17.65	14.95	13.30	10.65	8.10	6.60	4.25	1.95						

TABLE 16

24 PÉRIODES DE PAIE PAR ANNÉE

19

Paie assujettie à la déduction utiliser le palier approprié		SI LE CODE SUR LA FORMULE TPD-1 DE L'EMPLOYÉ EST														Voir remarque page 9
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	
		DÉDUISEZ DE CHAQUE PAIE														
350.00 -	354.99	23.10	18.50	15.70	14.05	11.35	8.80	7.30	4.90	2.55						
355.00 -	359.99	23.90	19.25	16.45	14.80	12.10	9.50	8.00	5.55	3.15						
360.00 -	364.99	24.70	20.10	17.20	15.60	12.85	10.25	8.70	6.20	3.85	0.25					
365.00 -	369.99	25.55	20.90	18.00	16.35	13.60	10.95	9.40	6.85	4.50	0.85					
370.00 -	374.99	26.40	21.65	18.80	17.10	14.35	11.65	10.10	7.55	5.15	1.50					
375.00 -	379.99	27.25	22.50	19.60	17.85	15.10	12.40	10.85	8.30	5.80	2.10					
380.00 -	384.99	28.10	23.25	20.40	18.65	15.85	13.15	11.55	9.00	6.45	2.70	0.50				
385.00 -	389.99	28.95	24.10	21.20	19.45	16.65	13.90	12.30	9.70	7.15	3.35	1.10				
390.00 -	394.99	29.80	24.90	22.00	20.25	17.40	14.65	13.05	10.40	7.85	4.00	1.70	0.40			
395.00 -	399.99	30.60	25.75	22.80	21.05	18.20	15.40	13.80	11.10	8.55	4.65	2.35	1.00			
400.00 -	404.99	31.50	26.60	23.60	21.85	19.00	16.15	14.55	11.85	9.25	5.30	2.95	1.65			
405.00 -	409.99	32.30	27.45	24.40	22.65	19.80	16.90	15.30	12.60	9.95	5.95	3.60	2.25	0.05		
410.00 -	414.99	33.20	28.30	25.25	23.45	20.60	17.70	16.05	13.35	10.70	6.65	4.25	2.85	0.65		
415.00 -	419.99	34.05	29.15	26.10	24.25	21.40	18.50	16.80	14.10	11.40	7.30	4.90	3.50	1.25		
420.00 -	424.99	34.95	30.00	26.95	25.10	22.20	19.30	17.60	14.85	12.15	8.00	5.55	4.15	1.85		
425.00 -	429.99	35.85	30.85	27.80	25.95	23.00	20.10	18.40	15.60	12.90	8.75	6.25	4.80	2.50	0.25	
430.00 -	434.99	36.75	31.70	28.60	26.80	23.80	20.90	19.20	16.35	13.65	9.45	6.90	5.45	3.10	0.90	
435.00 -	439.99	37.65	32.55	29.50	27.65	24.60	21.70	20.00	17.10	14.40	10.15	7.60	6.15	3.75	1.50	1.05
440.00 -	449.99	39.00	33.85	30.75	28.90	25.85	22.90	21.20	18.30	15.50	11.20	8.65	7.15	4.75	2.40	1.05
450.00 -	459.99	40.80	35.65	32.45	30.60	27.55	24.50	22.80	19.90	17.00	12.70	10.05	8.55	6.05	3.70	1.10
460.00 -	469.99	42.55	37.40	34.20	32.30	29.25	26.20	24.40	21.50	18.60	14.20	11.50	9.95	7.40	5.00	1.15
470.00 -	479.99	44.40	39.20	36.00	34.05	30.95	27.90	26.10	23.10	20.20	15.70	13.00	11.40	8.85	6.30	1.15
480.00 -	489.99	46.25	41.00	37.75	35.85	32.65	29.60	27.75	24.70	21.80	17.20	14.50	12.85	10.25	7.70	1.20
490.00 -	499.99	48.15	42.80	39.55	37.65	34.40	31.30	29.45	26.40	23.40	18.60	16.00	14.40	11.65	9.10	1.20
500.00 -	509.99	50.05	44.60	41.35	39.45	36.20	33.00	31.15	28.10	25.05	20.40	17.50	15.90	13.15	10.50	1.20
510.00 -	519.99	51.90	46.50	43.15	41.20	38.00	34.75	32.85	29.80	26.75	22.00	19.10	17.40	14.65	11.95	1.25
520.00 -	529.99	53.80	48.40	45.00	43.00	39.80	36.55	34.65	31.50	28.45	23.60	20.70	19.00	16.20	13.45	1.30
530.00 -	539.99	55.70	50.25	46.85	44.85	41.55	38.35	36.40	33.20	30.10	25.25	22.30	20.60	17.70	14.95	1.30
540.00 -	549.99	57.60	52.15	48.75	46.75	43.35	40.10	38.20	35.00	31.80	26.95	23.90	22.20	19.30	16.45	1.30
550.00 -	559.99	59.60	54.05	50.65	48.60	45.20	41.90	40.00	36.75	33.55	28.65	25.60	23.80	20.90	18.00	1.30
560.00 -	569.99	61.60	55.90	52.50	50.50	47.10	43.70	41.80	38.55	35.35	30.35	27.30	25.45	22.50	19.65	1.40
570.00 -	579.99	63.55	57.85	54.40	52.40	49.00	45.60	43.55	40.35	37.10	32.05	28.95	27.15	24.10	21.25	1.40
580.00 -	589.99	65.50	59.85	56.30	54.25	50.85	47.45	45.45	42.15	38.90	33.75	30.65	28.85	25.80	22.80	1.40
590.00 -	599.99	67.50	61.80	58.25	56.15	52.75	49.35	47.35	43.95	40.70	35.55	32.35	30.55	27.50	24.45	1.40
600.00 -	609.99	69.50	63.80	60.25	58.10	54.65	51.25	49.20	45.80	42.50	37.35	34.10	32.25	29.20	26.10	1.45
610.00 -	619.99	71.45	65.75	62.20	60.10	56.50	53.10	51.10	47.70	44.30	39.15	35.90	34.00	30.85	27.80	1.45
620.00 -	629.99	73.50	67.75	64.20	62.05	58.50	55.00	53.00	49.60	46.20	40.90	37.70	35.75	32.55	29.50	1.45
630.00 -	639.99	75.55	69.70	66.15	64.05	60.45	56.90	54.85	51.45	48.05	42.70	39.45	37.55	34.35	31.20	1.45
640.00 -	649.99	77.65	71.70	68.15	66.00	62.45	58.90	56.75	53.35	49.95	44.55	41.25	39.35	36.10	32.90	1.45
650.00 -	659.99	79.70	73.75	70.10	68.00	64.40	60.85	58.75	55.25	51.85	46.40	43.05	41.15	37.90	34.70	1.55

TABLE 16

24 PÉRIODES DE PAIE PAR ANNÉE

20

I-3, r.1

IMPÔTS - RÉGLEMENT

Paie assujettie à la déduction utiliser le palier approprié	SI LE CODE SUR LA FORMULE TPD-1 DE L'EMPLOYÉ EST														Voir remarque page 9
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	
	DÉDUISEZ DE CHAQUE PAIE														
Z															
660.00 - 669.99	81.80	75.80	72.10	69.95	66.40	62.85	60.70	57.15	53.70	48.30	44.90	42.90	39.70	36.45	1.55
670.00 - 679.99	83.85	77.90	74.15	71.95	68.40	64.80	62.70	59.10	55.60	50.20	46.80	44.75	41.50	38.25	1.55
680.00 - 689.99	85.90	79.95	76.20	74.00	70.35	66.80	64.65	61.10	57.55	52.05	48.65	46.65	43.25	40.05	1.55
690.00 - 699.99	88.00	82.05	78.30	76.05	72.35	68.75	66.65	63.05	59.50	53.95	50.55	48.55	45.15	41.85	1.55
700.00 - 709.99	90.10	84.15	80.45	78.20	74.45	70.80	68.65	65.10	61.55	55.90	52.50	50.45	47.05	43.70	1.55
710.00 - 719.99	92.30	86.30	82.55	80.35	76.60	72.85	70.70	67.15	63.60	57.90	54.45	52.40	49.00	45.60	1.60
720.00 - 729.99	94.55	88.45	84.70	82.45	78.75	75.00	72.80	69.20	65.60	59.95	56.35	54.35	50.95	47.55	1.60
730.00 - 739.99	96.80	90.55	86.85	84.60	80.85	77.15	74.90	71.20	67.65	61.95	58.40	56.30	52.90	49.50	1.60
740.00 - 749.99	99.00	92.80	88.95	86.75	83.00	79.25	77.05	73.30	69.70	64.00	60.45	58.30	54.85	51.45	1.65
750.00 - 759.99	101.25	95.00	91.10	88.85	85.15	81.40	79.20	75.45	71.75	66.05	62.50	60.35	56.80	53.40	1.65
760.00 - 769.99	103.45	97.25	93.35	91.00	87.25	83.55	81.30	77.60	73.85	68.10	64.50	62.40	58.85	55.30	1.65
770.00 - 779.99	105.70	99.45	95.55	93.25	89.40	85.65	83.45	79.70	76.00	70.10	66.55	64.45	60.85	57.30	1.65
780.00 - 789.99	107.95	101.70	97.80	95.45	91.55	87.80	85.60	81.85	78.10	72.15	68.60	66.45	62.90	59.35	1.70
790.00 - 799.99	110.15	103.95	100.05	97.70	93.80	89.95	87.70	84.00	80.25	74.30	70.60	68.50	64.95	61.35	1.70
800.00 - 809.99	112.40	106.15	102.25	99.95	96.05	92.15	89.85	86.10	82.40	76.45	72.70	70.55	67.00	63.40	1.70
810.00 - 819.99	114.65	108.40	104.50	102.15	98.25	94.35	92.05	88.25	84.50	78.55	74.85	72.60	69.00	65.45	1.70
820.00 - 829.99	117.00	110.65	106.70	104.40	100.50	96.60	94.25	90.40	86.65	80.70	76.95	74.75	71.05	67.50	1.70
830.00 - 839.99	119.30	112.85	108.95	106.65	102.70	98.80	96.50	92.60	88.80	82.85	79.10	76.85	73.15	69.50	1.70
840.00 - 849.99	121.65	115.15	111.20	108.85	104.95	101.05	93.75	94.80	90.90	84.95	81.25	79.00	75.25	71.55	1.70
850.00 - 859.99	123.95	117.45	113.40	111.10	107.20	103.30	100.95	97.05	93.15	87.10	83.35	81.15	77.40	73.65	1.75
860.00 - 869.99	126.30	119.80	115.75	113.30	109.40	105.50	103.20	99.30	95.40	89.25	85.50	83.25	79.55	75.80	1.75
870.00 - 879.99	128.65	122.15	118.05	115.65	111.65	107.75	105.40	101.50	97.60	91.40	87.65	85.40	81.65	77.95	1.80
880.00 - 889.99	132.10	125.60	121.55	119.10	115.05	111.10	108.75	104.85	100.95	94.75	90.85	88.60	84.85	81.15	1.80
900.00 - 919.99	136.80	130.30	126.20	123.80	119.70	115.65	113.25	109.30	105.40	99.20	95.30	92.95	89.15	85.40	1.80
920.00 - 939.99	141.45	134.95	130.85	128.45	124.35	120.30	117.85	113.80	109.90	103.65	99.75	97.45	93.50	89.65	1.80
940.00 - 959.99	146.30	139.60	135.50	133.10	129.00	124.95	122.50	118.45	114.35	108.10	104.20	101.90	98.00	94.10	1.90
960.00 - 979.99	151.15	144.35	140.15	137.75	133.65	129.60	127.15	123.10	119.05	112.60	108.65	106.35	102.45	98.55	1.90
980.00 - 999.99	156.00	149.20	144.95	142.45	138.35	134.25	131.85	127.75	123.70	117.20	113.15	110.80	106.90	103.00	1.90
1,000.00 - 1,019.99	160.85	154.05	149.80	147.30	143.05	138.90	136.50	132.40	128.35	121.85	117.75	115.35	111.35	107.45	1.90
1,020.00 - 1,039.99	165.70	158.90	154.65	152.15	147.90	143.65	141.15	137.05	133.00	126.50	122.40	120.00	115.90	111.95	1.90
1,040.00 - 1,059.99	170.55	163.75	159.50	157.00	152.75	148.50	146.00	141.75	137.65	131.15	127.10	124.65	120.60	116.50	1.95
1,060.00 - 1,079.99	175.40	168.60	164.35	161.85	157.60	153.35	150.85	146.60	142.35	135.80	131.75	129.30	125.25	121.15	1.95
1,080.00 - 1,099.99	180.45	173.45	169.20	166.70	162.45	158.20	155.70	151.45	147.20	140.45	136.40	133.95	129.90	125.80	1.95
1,100.00 - 1,119.99	185.50	178.45	174.05	171.55	167.30	163.05	160.55	156.30	152.05	145.30	141.05	138.60	134.55	130.45	1.95
1,120.00 - 1,139.99	190.55	183.50	179.10	176.45	172.15	167.90	165.40	161.15	156.90	150.15	145.90	143.35	139.20	135.15	1.95
1,140.00 - 1,159.99	195.60	188.55	184.15	181.50	177.10	172.75	170.25	166.00	161.75	155.00	150.75	148.20	143.95	139.80	1.95
1,160.00 - 1,179.99	200.65	193.60	189.20	186.55	182.15	177.75	175.10	170.85	166.60	159.85	155.60	153.05	148.80	144.55	2.00
1,180.00 - 1,199.99	205.70	198.65	194.25	191.60	187.20	182.80	180.15	175.75	171.45	164.70	160.45	157.90	153.65	149.40	2.00
1,200.00 - 1,219.99	210.75	203.70	199.25	196.65	192.25	187.80	185.20	180.80	176.35	169.55	165.30	162.75	158.50	154.25	2.00
1,220.00 - 1,239.99	215.80	208.75	204.30	201.70	197.30	192.85	190.25	185.80	181.40	174.40	170.15	167.60	163.35	159.10	2.00

TABLE 16

24 PÉRIODES DE PAIE PAR ANNÉE

21

Paie assujettie à la déduction utiliser le palier approprié	SI LE CODE SUR LA FORMULE TPD-1 DE L'EMPLOYÉ EST														Voir remarque page 9
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	
	DÉDUISEZ DE CHAQUE PAIE														
															Z
1,240.00 - 1,259.99	221.05	213.80	209.35	206.75	202.30	197.90	195.30	190.85	186.45	179.40	175.00	172.45	168.20	163.95	2.00
1,260.00 - 1,279.99	226.30	219.00	214.40	211.80	207.35	202.95	200.30	195.90	191.50	184.45	180.05	177.40	173.05	168.80	2.00
1,280.00 - 1,299.99	231.55	224.25	219.65	216.90	212.40	208.00	205.35	200.95	196.55	189.50	185.10	182.45	178.05	173.65	2.00
1,300.00 - 1,319.99	236.80	229.45	224.90	222.15	217.55	213.05	210.40	206.00	201.60	194.55	190.15	187.50	183.10	178.70	2.10
1,320.00 - 1,339.99	242.00	234.70	230.10	227.40	222.80	218.20	215.50	211.05	206.65	199.60	195.20	192.55	188.15	183.70	2.10
1,340.00 - 1,359.99	247.25	239.95	235.35	232.65	228.05	223.45	220.75	216.15	211.65	204.65	200.20	197.60	193.20	188.75	2.10
1,360.00 - 1,379.99	252.50	245.20	240.60	237.85	233.30	228.70	225.95	221.40	216.80	209.70	205.25	202.65	198.20	193.80	2.10
1,380.00 - 1,399.99	257.75	250.40	245.85	243.10	238.50	233.95	231.20	226.65	222.05	214.75	210.30	207.70	203.25	198.85	2.10
1,400.00 - 1,419.99	263.00	255.65	251.05	248.35	243.75	239.20	236.45	231.85	227.30	219.95	215.40	212.70	208.30	203.90	2.10
1,420.00 - 1,439.99	268.40	260.90	256.30	253.60	249.00	244.40	241.70	237.10	232.50	225.20	220.65	217.90	213.35	208.85	2.10
1,440.00 - 1,459.99	273.85	266.25	261.55	258.80	254.25	249.65	246.90	242.35	237.75	230.45	225.85	223.15	218.55	214.00	2.10
1,460.00 - 1,479.99	279.30	271.70	266.95	264.10	259.45	254.90	252.15	247.60	243.00	235.70	231.10	228.35	223.80	219.20	2.20
1,480.00 - 1,499.99	284.70	277.15	272.40	269.55	264.80	260.15	257.40	252.80	248.25	240.90	236.35	233.60	229.05	224.45	2.20
1,500.00 - 1,519.99	290.15	282.55	277.80	275.00	270.25	265.50	262.65	258.05	253.45	246.15	241.60	238.85	234.25	229.70	2.20
1,520.00 - 1,539.99	295.60	288.00	283.25	280.40	275.65	270.90	268.10	263.35	258.70	251.40	246.80	244.10	239.50	234.90	2.20
1,540.00 - 1,559.99	301.00	293.45	288.70	285.85	281.10	276.35	273.50	268.75	264.00	256.65	252.05	249.30	244.75	240.15	2.20
1,560.00 - 1,579.99	306.45	298.85	294.10	291.30	286.55	281.80	278.95	274.20	269.45	261.85	257.30	254.55	250.00	245.40	2.20
1,580.00 - 1,599.99	311.90	304.30	299.55	296.70	291.95	287.20	284.40	279.65	274.85	267.30	262.55	259.80	255.20	250.65	2.20
1,600.00 - 1,619.99	317.30	309.75	304.95	302.15	297.40	292.65	289.80	285.05	280.30	272.70	267.95	265.15	260.45	255.85	2.20
1,620.00 - 1,639.99	322.85	315.15	310.40	307.60	302.80	298.05	295.25	290.50	285.75	278.15	273.40	270.55	265.80	261.10	2.20
1,640.00 - 1,659.99	328.50	320.60	315.85	313.00	308.25	303.50	300.65	295.90	291.15	283.60	278.85	276.00	271.25	266.50	2.25
1,660.00 - 1,679.99	334.10	326.25	321.35	318.45	313.70	308.95	306.10	301.35	296.60	289.00	284.25	281.45	276.70	271.95	2.30
1,680.00 - 1,699.99	339.75	331.85	326.95	324.00	319.10	314.35	311.55	306.80	302.05	294.45	289.70	286.85	282.10	277.35	2.30
1,700.00 - 1,719.99	345.35	337.50	332.60	329.65	324.70	319.80	316.95	312.20	307.45	299.90	295.15	292.30	287.55	282.80	2.30
1,720.00 - 1,739.99	351.00	343.15	338.20	335.25	330.35	325.45	322.50	317.65	312.90	305.30	300.55	297.75	293.00	288.25	2.30
1,740.00 - 1,759.99	356.60	348.75	343.85	340.90	336.00	331.05	328.10	323.20	318.35	310.75	306.00	303.15	293.40	293.65	2.30
1,760.00 - 1,779.99	362.25	354.40	349.45	346.55	341.60	336.70	333.75	328.85	323.90	316.20	311.45	308.60	303.85	299.10	2.30
1,780.00 - 1,799.99	367.85	360.00	355.10	352.15	347.25	342.30	339.40	334.45	329.55	321.70	316.85	314.05	309.25	304.50	2.30
1,800.00 - 1,819.99	373.50	365.65	360.70	357.80	352.85	347.95	345.00	340.10	335.15	327.30	322.40	319.45	314.70	309.95	2.30
1,820.00 - 1,839.99	379.10	371.25	366.35	363.40	358.50	353.55	350.65	345.70	340.80	332.95	328.00	325.10	320.15	315.40	2.30
1,840.00 - 1,859.99	384.75	376.90	371.95	369.05	364.10	359.20	356.25	351.35	346.40	338.55	333.65	330.70	325.80	320.85	2.30
1,860.00 - 1,879.99	390.45	382.50	377.60	374.65	369.75	364.80	361.90	356.95	352.05	344.20	339.25	336.35	331.40	326.50	2.35
1,880.00 - 1,899.99	396.25	388.15	383.20	380.30	375.35	370.45	367.50	362.60	357.65	349.80	344.90	341.95	337.05	332.10	2.35
1,900.00 - 1,919.99	402.05	393.95	388.85	385.90	381.00	376.05	373.15	368.20	363.30	355.45	350.50	347.60	342.65	337.75	2.35
1,920.00 - 1,939.99	407.90	399.75	394.65	391.65	386.60	381.70	378.75	373.85	368.90	361.05	356.15	353.20	348.30	343.35	2.35
1,940.00 - 1,959.99	413.70	405.60	400.50	397.45	392.35	387.30	384.40	379.45	374.55	366.70	361.75	358.85	353.90	349.00	2.35
1,960.00 - 1,979.99	419.55	411.40	406.30	403.30	398.20	393.10	390.05	385.10	380.15	372.30	367.40	364.45	359.55	354.60	2.35
1,980.00 - 1,999.99	425.35	417.20	412.15	409.10	404.00	398.90	395.90	390.80	385.80	377.95	373.00	370.10	365.15	360.25	2.35
2,000.00 - 2,019.99	431.15	423.05	417.95	414.90	409.85	404.75	401.70	396.60	391.50	383.65	378.65	375.70	370.80	365.85	2.35
2,020.00 - 2,039.99	437.00	428.85	423.75	420.75	415.65	410.55	407.50	402.45	397.35	389.50	384.45	381.45	376.40	371.50	2.35

TABLE 16

24 PÉRIODES DE PAIE PAR ANNÉE

22

13.11

Paie assujettie à la déduction utiliser le palier approprié	SI LE CODE SUR LA FORMULE TPD-1 DE L'EMPLOYÉ EST														Voir remarque page 9
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	
	DÉDUISEZ DE CHAQUE PAIE														
															Z
2,040.00 - 2,059.99	442.80	434.70	429.60	426.55	421.45	416.40	413.35	408.25	403.15	395.05	389.95	386.95	382.05	377.10	2.35
2,060.00 - 2,079.99	448.65	440.50	435.40	432.40	427.30	422.20	419.15	414.05	409.00	400.85	395.75	392.75	387.65	382.75	2.35
2,080.00 - 2,099.99	454.45	446.30	441.25	438.20	433.10	428.00	425.00	419.90	414.80	406.70	401.60	398.55	393.45	388.35	2.35
2,100.00 - 2,119.99	460.25	452.15	447.05	444.00	438.95	433.85	430.80	425.70	420.60	412.50	407.40	404.35	399.30	394.20	2.45
2,120.00 - 2,139.99	466.10	457.95	452.85	449.85	444.75	439.65	436.60	431.55	426.45	418.30	413.20	410.20	405.10	400.00	2.45
2,140.00 - 2,159.99	471.95	463.80	458.70	455.65	450.55	445.50	442.45	437.35	432.25	424.15	419.05	416.00	410.90	405.85	2.45
2,160.00 - 2,179.99	477.95	469.80	464.50	461.50	456.40	451.30	448.25	443.15	438.10	429.95	424.85	421.85	416.75	411.65	2.45
2,180.00 - 2,199.99	484.00	475.60	470.35	467.30	462.20	457.10	454.10	449.00	443.90	435.80	430.70	427.65	422.55	417.45	2.45
2,200.00 - 2,219.99	490.00	481.60	476.35	473.20	468.05	462.95	459.90	454.80	449.70	441.60	436.50	433.45	428.40	423.30	2.45
2,220.00 - 2,239.99	496.00	487.60	482.35	479.20	473.95	468.75	465.70	460.65	455.55	447.40	442.30	439.30	434.20	429.10	2.45
2,240.00 - 2,259.99	502.00	493.65	488.35	485.25	479.95	474.70	471.55	466.45	461.35	453.25	448.15	445.10	440.00	434.95	2.45
2,260.00 - 2,279.99	508.05	499.65	494.40	491.25	486.00	480.70	477.60	472.55	467.40	459.05	453.95	450.95	445.85	440.75	2.45
2,280.00 - 2,299.99	514.05	505.65	500.40	497.25	492.00	486.75	483.60	478.55	473.40	464.90	459.80	456.75	451.65	446.55	2.45
2,300.00 - 2,319.99	520.05	511.65	506.40	503.25	498.00	492.75	489.60	484.55	479.40	470.70	465.60	462.55	457.50	452.40	2.45
2,320.00 - 2,339.99	526.10	517.70	512.40	509.30	504.00	498.75	495.65	490.55	485.40	476.70	471.65	468.60	463.50	458.40	2.45
2,340.00 - 2,359.99	532.10	523.70	518.45	515.30	510.05	504.80	501.65	496.40	491.10	482.75	477.65	474.55	469.40	464.25	2.45
2,360.00 - 2,379.99	538.10	529.70	524.45	521.30	516.05	510.80	507.65	502.40	497.15	488.75	483.50	480.35	475.10	469.85	2.45
2,380.00 - 2,399.99	544.10	535.70	530.45	527.35	522.05	516.80	513.65	508.40	503.15	494.75	489.50	486.35	481.10	475.85	2.50
2,400.00 - 2,419.99	550.15	541.75	536.50	533.35	528.10	522.80	519.70	514.40	509.15	500.75	495.50	492.35	487.10	481.85	2.50
2,420.00 - 2,439.99	556.15	547.75	542.50	539.35	534.10	528.85	525.70	520.45	515.20	506.80	501.50	498.30	493.10	487.85	2.50
2,440.00 - 2,459.99	562.15	553.75	548.50	545.35	540.10	534.85	531.70	526.45	521.20	512.80	507.55	504.40	499.15	493.90	2.55
2,460.00 - 2,479.99	568.15	559.80	554.50	551.40	546.10	540.85	537.75	532.45	527.20	518.80	513.55	510.40	505.15	499.90	2.55
2,480.00 - 2,499.99	574.35	565.80	560.55	557.40	552.15	546.85	543.75	538.50	533.20	524.80	519.55	516.45	511.15	505.90	2.55
2,500.00 - 2,519.99	580.55	571.90	566.55	563.40	558.15	552.90	549.75	544.50	539.25	530.85	525.60	522.45	517.20	511.90	2.55
2,520.00 - 2,539.99	586.80	578.10	572.70	569.45	564.15	558.90	555.75	550.50	545.25	536.85	531.60	528.45	523.20	517.95	2.55
2,540.00 - 2,559.99	593.00	584.30	578.90	575.65	570.20	564.90	561.80	556.50	551.25	542.85	537.60	534.45	529.20	523.95	2.55
2,560.00 - 2,579.99	599.20	590.55	585.10	581.85	576.45	571.00	567.80	562.55	557.25	548.90	543.60	540.50	535.20	529.95	2.55
2,580.00 - 2,599.99	605.40	596.75	591.30	588.05	582.65	577.20	573.95	568.55	563.30	554.90	549.65	546.50	541.25	535.95	2.55

TABLE 16

12 PÉRIODES DE PAIE PAR ANNÉE

23

Paie assujettie à la déduction utiliser le palier approprié		SI LE CODE SUR LA FORMULE TPD-1 DE L'EMPLOYÉ EST														Voir remarque page 9
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	Z
		DÉDUISEZ DE CHAQUE PAIE														
300.00 -	309.99															
310.00 -	319.99															
320.00 -	329.99															
330.00 -	339.99															
340.00 -	349.99															
350.00 -	359.99															
360.00 -	369.99															
370.00 -	379.99															
380.00 -	389.99	0.30														
390.00 -	399.99	1.55														
400.00 -	409.99	2.75														
410.00 -	419.99	4.00														
420.00 -	429.99	5.20														
430.00 -	439.99	6.45														
440.00 -	449.99	7.80	0.60													
450.00 -	459.99	9.10	1.85													
460.00 -	469.99	10.40	3.05													
470.00 -	479.99	11.75	4.30													
480.00 -	489.99	13.05	5.50	1.10												
490.00 -	499.99	14.40	6.80	2.30												
500.00 -	509.99	15.85	8.10	3.55	0.90											
510.00 -	519.99	17.25	9.40	4.75	2.15											
520.00 -	529.99	18.65	10.75	6.00	3.35											
530.00 -	539.99	20.05	12.05	7.30	4.60	0.20										
540.00 -	549.99	21.50	13.35	8.60	5.80	1.40										
550.00 -	559.99	22.90	14.60	9.95	7.10	2.65										
560.00 -	569.99	24.40	16.20	11.25	8.45	3.85										
570.00 -	579.99	25.90	17.60	12.60	9.75	5.10	0.65									
580.00 -	589.99	27.40	19.00	13.90	11.05	6.30	1.90									
590.00 -	599.99	28.90	20.40	15.30	12.40	7.60	3.10	0.45								
600.00 -	609.99	30.40	21.85	16.75	13.70	8.95	4.35	1.70								
610.00 -	619.99	31.90	23.25	18.15	15.10	10.25	5.55	2.90								
620.00 -	629.99	33.45	24.75	19.55	16.55	11.60	6.85	4.15								
630.00 -	639.99	34.95	26.25	20.95	17.95	12.90	8.15	5.35	0.95							
640.00 -	649.99	36.55	27.75	22.40	19.35	14.25	9.45	6.65	2.15							
650.00 -	659.99	38.15	29.30	23.85	20.75	15.65	10.80	7.95	3.40							
660.00 -	669.99	39.75	30.80	25.35	22.15	17.10	12.10	9.25	4.60	0.20						
670.00 -	679.99	41.35	32.30	26.85	23.65	18.50	13.40	10.60	5.85	1.45						
680.00 -	689.99	42.95	33.80	28.35	25.15	19.90	14.80	11.90	7.15	2.65						
690.00 -	699.99	44.55	35.35	29.85	26.65	21.30	16.20	13.20	8.45	3.90						



TABLE 16

12 PÉRIODES DE PAIE PAR ANNÉE

24

Paie assujettie à la déduction utiliser le palier approprié	SI LE CODE SUR LA FORMULE TPD-1 DE L'EMPLOYÉ EST														Voir remarque page 9
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	
	DÉDUISEZ DE CHAQUE PAIE														
															Z
700.00 - 709.99	46.15	36.95	31.40	28.15	22.75	17.65	14.60	9.80	5.10						
710.00 - 719.99	47.75	38.55	32.90	29.65	24.20	19.05	16.00	11.10	6.35						
720.00 - 729.99	49.40	40.15	34.40	31.15	25.75	20.45	17.45	12.40	7.65	0.50					
730.00 - 739.99	51.10	41.75	36.00	32.65	27.25	21.85	18.85	13.75	9.00	1.75					
740.00 - 749.99	52.80	43.35	37.55	34.15	28.75	23.30	20.25	15.15	10.30	2.95					
750.00 - 759.99	54.50	44.95	39.20	35.75	30.25	24.80	21.65	16.55	11.60	4.20					
760.00 - 769.99	56.15	46.55	40.80	37.35	31.75	26.30	23.10	18.00	12.95	5.40	1.00				
770.00 - 779.99	57.90	48.15	42.40	38.95	33.25	27.80	24.60	19.40	14.30	6.65	2.20				
780.00 - 789.99	59.55	49.80	44.00	40.55	34.75	29.30	26.10	20.60	15.70	8.00	3.45	0.80			
790.00 - 799.99	61.25	51.50	45.55	42.15	36.35	30.80	27.60	22.20	17.10	9.30	4.65	2.05			
800.00 - 809.99	62.95	53.20	47.20	43.75	37.95	32.35	29.10	23.65	18.55	10.60	5.90	3.25			
810.00 - 819.99	64.65	54.90	48.80	45.35	39.55	33.65	30.60	25.15	19.95	11.95	7.20	4.50	0.05		
820.00 - 829.99	66.35	56.60	50.50	46.95	41.20	35.40	32.10	26.70	21.35	13.25	8.50	5.70	1.30		
830.00 - 839.99	68.15	58.30	52.15	48.55	42.75	37.00	33.60	28.20	22.75	14.65	9.80	7.00	2.50		
840.00 - 849.99	69.95	59.95	53.85	50.20	44.35	38.60	35.15	29.70	24.25	16.05	11.15	8.30	3.75		
850.00 - 859.99	71.70	61.65	55.55	51.95	45.95	40.20	36.75	31.20	25.75	17.45	12.45	9.65	4.95	0.55	
860.00 - 869.99	73.50	63.35	57.25	53.60	47.55	41.80	38.35	32.70	27.25	18.85	13.80	10.95	6.20	1.75	
870.00 - 879.99	75.30	65.05	58.95	55.30	49.20	43.40	39.95	34.20	28.80	20.30	15.20	12.25	7.50	3.00	2.10
880.00 - 889.99	77.00	67.70	61.50	57.85	51.75	45.80	42.35	36.60	31.05	22.40	17.30	14.30	9.50	4.60	2.10
900.00 - 919.99	81.55	71.25	64.85	61.25	55.15	49.00	45.55	39.80	34.05	25.40	20.15	17.10	12.10	7.35	2.20
920.00 - 939.99	85.15	74.85	68.40	64.65	58.50	52.40	48.75	43.00	37.20	28.40	22.95	19.95	14.85	10.00	2.25
940.00 - 959.99	88.80	78.40	71.95	68.15	61.90	55.80	52.15	46.20	40.40	31.40	25.95	22.75	17.65	12.65	2.30
960.00 - 979.99	92.55	82.00	75.55	71.70	65.30	59.15	55.55	49.40	43.60	34.40	28.95	25.75	20.45	15.40	2.40
980.00 - 999.99	96.30	85.55	79.10	75.25	68.80	62.55	58.90	52.80	46.80	37.60	32.00	28.75	23.30	18.20	2.40
1,000.00 - 1,019.99	100.10	89.25	82.70	78.85	72.40	65.95	62.30	56.20	50.10	40.80	35.05	31.75	26.35	21.05	2.45
1,020.00 - 1,039.99	103.85	93.00	86.25	82.45	76.00	69.55	65.70	59.60	53.50	44.00	38.25	34.80	29.35	23.90	2.45
1,040.00 - 1,059.99	107.60	96.80	90.00	86.00	79.55	73.10	69.25	63.00	56.85	47.20	41.45	38.00	32.35	26.95	2.60
1,060.00 - 1,079.99	111.35	100.55	93.75	89.70	83.10	76.65	72.85	66.40	60.25	50.50	44.60	41.20	35.40	29.95	2.60
1,080.00 - 1,099.99	115.25	104.30	97.50	93.45	86.70	80.25	76.40	69.95	63.65	53.90	47.85	44.40	38.60	32.95	2.60
1,100.00 - 1,119.99	119.20	108.05	101.30	97.25	90.45	83.85	80.00	73.55	67.10	57.30	51.15	47.60	41.80	36.05	2.70
1,120.00 - 1,139.99	123.15	111.85	105.05	101.00	94.20	87.40	83.55	77.10	70.65	60.65	54.55	50.90	45.00	39.25	2.75
1,140.00 - 1,159.99	127.10	115.75	108.80	104.75	98.00	91.20	87.15	80.75	74.25	64.05	57.95	54.30	48.20	42.45	2.75
1,160.00 - 1,179.99	131.05	119.70	112.55	108.50	101.75	94.95	90.90	84.25	77.90	67.50	61.30	57.70	51.60	45.65	2.75
1,180.00 - 1,199.99	135.00	123.65	116.50	112.30	105.50	98.70	94.65	87.85	81.40	71.10	64.70	61.10	54.95	48.85	2.75
1,200.00 - 1,219.99	138.95	127.60	120.45	116.20	109.25	102.45	98.45	91.65	84.95	74.65	68.20	64.45	58.35	52.25	2.90
1,220.00 - 1,239.99	142.90	131.55	124.40	120.15	113.05	106.25	102.20	95.40	88.60	78.25	71.80	67.95	61.75	55.65	2.90
1,240.00 - 1,259.99	147.00	135.50	128.35	124.10	117.00	110.00	105.95	99.15	92.40	81.85	75.40	71.55	65.15	59.05	2.95
1,260.00 - 1,279.99	151.15	139.45	132.30	128.05	120.95	113.80	109.70	102.95	96.15	85.40	78.95	75.10	68.65	62.40	2.95
1,280.00 - 1,299.99	155.25	143.40	136.25	132.00	124.90	117.75	113.50	106.70	99.90	89.05	82.50	78.70	72.25	65.80	2.95
1,300.00 - 1,319.99	159.40	147.50	140.20	135.95	128.85	121.70	117.45	110.45	103.65	92.85	86.10	82.25	75.60	69.35	3.05

Voir remarque  
page 9

TABLE 16

12 PÉRIODES DE PAIE PAR ANNÉE

25

Paie assujettie à la déduction utiliser le palier approprié	SI LE CODE SUR LA FORMULE TPD-1 DE L'EMPLOYÉ EST														See note on page 9
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	
	DÉDUISEZ DE CHAQUE PAIE														
															Z
1,320.00 - 1,339.99	163.55	151.65	144.20	139.95	132.60	125.65	121.40	114.30	107.45	96.60	89.80	85.85	79.40	72.95	3.10
1,340.00 - 1,359.99	167.70	155.80	148.30	143.90	136.75	129.60	125.40	118.25	111.20	100.35	93.60	89.55	82.95	76.50	3.10
1,360.00 - 1,379.99	171.85	159.90	152.45	148.00	140.70	133.55	129.30	122.20	115.05	104.10	97.35	93.30	86.55	80.10	3.10
1,380.00 - 1,399.99	175.95	164.05	156.60	152.15	144.65	137.50	133.25	126.15	119.00	107.90	101.10	97.05	90.25	83.65	3.10
1,400.00 - 1,419.99	180.25	168.35	160.85	156.40	148.95	141.60	137.35	130.20	123.10	111.75	105.00	100.95	94.15	87.35	3.10
1,420.00 - 1,439.99	184.65	172.60	165.10	160.70	153.20	145.75	141.40	134.30	127.15	115.80	108.85	104.80	98.05	91.25	3.25
1,440.00 - 1,459.99	189.10	176.85	169.40	164.95	157.50	150.00	145.55	138.35	131.25	119.85	112.75	108.70	101.90	95.10	3.25
1,460.00 - 1,479.99	193.55	181.15	173.65	169.20	161.75	154.30	149.85	142.45	135.30	123.95	116.80	112.60	105.80	99.00	3.25
1,480.00 - 1,499.99	198.00	185.55	177.95	173.50	166.00	158.55	154.10	146.65	139.40	128.00	120.90	116.65	109.65	102.90	3.25
1,500.00 - 1,519.99	202.50	190.00	182.20	177.75	170.30	162.80	158.35	150.90	143.45	132.10	124.95	120.70	113.60	106.75	3.25
1,520.00 - 1,539.99	206.95	194.50	186.65	182.05	174.55	167.10	162.65	155.15	147.70	136.15	129.05	124.80	117.65	110.65	3.25
1,540.00 - 1,559.99	211.40	198.95	191.15	186.50	178.90	171.35	166.90	159.45	151.95	140.25	133.10	128.85	121.75	114.60	3.30
1,560.00 - 1,579.99	215.85	203.40	195.60	190.95	183.15	175.60	171.15	163.70	156.25	144.30	137.20	132.95	125.80	118.65	3.35
1,580.00 - 1,599.99	220.30	207.85	200.05	195.40	187.60	179.90	175.45	167.95	160.50	148.60	141.25	137.00	129.90	122.75	3.40
1,600.00 - 1,619.99	224.80	212.35	204.50	199.85	192.05	184.25	179.70	172.25	164.75	152.85	145.40	141.10	133.95	126.80	3.40
1,620.00 - 1,639.99	229.30	216.80	209.00	204.35	196.55	188.70	184.05	176.50	169.05	157.10	149.65	145.20	138.05	130.90	3.40
1,640.00 - 1,659.99	234.00	221.25	213.45	208.80	201.00	193.20	188.55	180.75	173.30	161.40	153.90	149.50	142.10	134.65	3.40
1,660.00 - 1,679.99	238.65	225.70	217.90	213.25	205.45	197.65	193.00	185.20	177.55	165.65	158.20	153.75	146.25	139.65	3.40
1,680.00 - 1,699.99	243.30	230.30	222.35	217.70	209.90	202.10	197.45	189.65	181.85	169.95	162.45	158.00	150.55	143.10	3.40
1,700.00 - 1,719.99	247.95	234.95	226.85	222.20	214.35	206.55	201.90	194.10	186.30	174.20	166.70	162.30	154.80	147.35	3.55
1,720.00 - 1,739.99	252.60	239.60	231.45	226.65	218.65	211.05	206.40	198.55	190.75	178.45	171.00	166.55	159.10	151.60	3.55
1,740.00 - 1,759.99	257.25	244.25	236.10	231.25	223.30	215.50	210.85	203.05	195.25	182.75	175.25	170.80	163.35	155.90	3.60
1,760.00 - 1,799.99	264.25	251.25	243.10	238.25	230.10	222.20	217.55	209.75	201.90	189.45	181.65	177.20	169.75	162.30	3.60
1,800.00 - 1,839.99	273.55	260.55	252.40	247.55	239.40	231.25	226.45	218.65	210.85	198.40	190.60	185.95	178.30	170.80	3.60
1,840.00 - 1,879.99	282.85	269.85	261.70	256.85	248.70	240.55	235.70	227.60	219.75	207.30	199.50	194.85	187.05	179.35	3.60
1,880.00 - 1,919.99	292.55	279.20	271.05	266.20	258.05	249.90	245.05	236.90	228.75	216.25	208.45	203.80	195.95	188.15	3.70
1,920.00 - 1,959.99	302.25	288.75	280.35	275.50	267.35	259.20	254.35	246.20	238.05	225.15	217.35	212.70	204.90	197.10	3.75
1,960.00 - 1,999.99	311.95	298.45	289.95	284.90	276.65	268.50	263.65	255.50	247.35	234.35	226.25	221.65	213.60	206.00	3.75
2,000.00 - 2,039.99	321.65	308.15	299.65	294.60	286.10	277.80	272.95	264.80	256.70	243.70	235.55	230.70	222.75	214.95	3.75
2,040.00 - 2,079.99	331.35	317.85	309.35	304.30	295.80	287.30	282.30	274.15	266.00	253.00	244.85	240.00	231.85	223.85	3.75
2,080.00 - 2,119.99	341.05	327.55	319.05	314.00	305.50	297.00	291.95	283.50	275.30	262.30	254.15	249.30	241.15	233.00	3.85
2,120.00 - 2,159.99	350.85	337.25	328.75	323.70	315.20	306.70	301.65	293.20	284.70	271.60	263.45	258.60	250.45	242.30	3.90
2,160.00 - 2,199.99	360.95	346.95	338.45	333.40	324.90	316.40	311.35	302.90	294.40	280.95	272.80	267.95	259.80	251.65	3.90
2,200.00 - 2,239.99	371.00	356.95	348.15	343.10	334.60	326.10	321.05	312.60	304.10	290.55	282.10	277.25	269.10	260.95	3.90
2,240.00 - 2,279.99	381.10	367.00	358.20	352.95	344.30	335.80	330.75	322.30	313.80	300.25	291.75	286.70	278.40	270.25	3.90
2,280.00 - 2,319.99	391.20	377.10	368.30	363.05	354.20	345.50	340.45	332.00	323.50	309.95	301.45	296.40	287.90	279.55	3.90
2,320.00 - 2,359.99	401.30	387.20	378.35	373.10	364.30	355.45	350.20	341.70	333.20	319.65	311.15	306.10	297.60	289.15	4.05
2,360.00 - 2,399.99	411.35	397.30	388.45	383.20	374.40	365.55	360.30	351.45	342.90	329.35	320.85	315.80	307.30	298.85	4.05
2,400.00 - 2,439.99	421.45	407.40	398.55	393.30	384.45	375.65	370.40	361.55	352.75	339.05	330.55	325.50	317.00	308.55	4.05
2,440.00 - 2,479.99	431.65	417.45	408.65	403.40	394.55	385.75	380.45	371.65	362.80	348.75	340.25	335.20	326.70	318.25	4.05

TABLE 16

12 PÉRIODES DE PAIE PAR ANNÉE

26

Paie assujettie à la déduction utiliser le palier approprié	SI LE CODE SUR LA FORMULE TPD-1 DE L'EMPLOYÉ EST															Voir remarque page 9
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N		
	DÉDUISEZ DE CHAQUE PAIE															
															Z	
2,480.00 - 2,519.99	442.15	427.55	418.70	413.45	404.65	395.80	390.55	381.75	372.90	358.85	350.00	344.90	336.40	327.95	4.05	
2,520.00 - 2,559.99	452.60	438.00	428.80	423.55	414.75	405.90	400.65	391.80	383.00	368.90	360.10	354.85	346.10	337.65	4.05	
2,560.00 - 2,599.99	463.10	448.45	439.30	433.85	424.80	416.00	410.75	401.90	393.10	379.00	370.20	364.90	356.10	347.35	4.05	
2,600.00 - 2,639.99	473.55	458.95	449.75	444.30	435.15	426.10	420.85	412.00	403.15	389.10	380.25	375.00	366.20	357.35	4.20	
2,640.00 - 2,679.99	484.05	469.40	460.25	454.60	445.60	436.45	431.00	422.10	413.25	399.20	390.35	385.10	376.25	367.45	4.20	
2,680.00 - 2,719.99	494.50	479.90	470.70	465.25	456.10	446.95	441.45	432.30	423.35	409.25	400.45	395.20	386.35	377.55	4.20	
2,720.00 - 2,759.99	505.00	490.35	481.20	475.75	466.55	457.40	451.95	442.80	433.60	419.35	410.55	405.25	396.45	387.60	4.20	
2,760.00 - 2,799.99	515.45	500.85	491.65	485.20	477.05	467.90	462.40	453.25	444.10	429.45	420.60	415.35	406.55	397.70	4.20	
2,800.00 - 2,839.99	526.00	511.30	502.15	496.70	487.50	478.35	472.90	463.75	454.55	439.95	430.80	425.45	416.60	407.80	4.20	
2,840.00 - 2,879.99	536.85	521.80	512.60	507.15	498.00	488.85	483.35	474.20	465.05	450.40	441.25	435.80	426.70	417.90	4.20	
2,880.00 - 2,919.99	547.70	532.55	523.10	517.65	508.45	499.30	493.85	484.70	475.50	460.90	451.75	446.25	437.10	427.95	4.20	
2,920.00 - 2,959.99	558.55	543.40	533.90	528.25	518.95	509.80	504.35	495.15	486.00	471.35	462.20	456.75	447.60	438.40	4.35	
2,960.00 - 2,999.99	569.45	554.25	544.75	539.10	529.60	520.25	514.80	505.65	496.45	481.85	472.70	467.20	458.05	448.90	4.35	
3,000.00 - 3,039.99	580.30	565.15	555.65	549.95	540.45	530.95	525.35	516.10	506.85	492.30	483.15	477.70	468.55	459.35	4.35	
3,040.00 - 3,079.99	591.15	576.00	566.50	560.85	551.35	541.80	536.15	526.65	517.40	502.80	493.65	488.20	479.00	469.85	4.35	
3,080.00 - 3,119.99	602.05	586.85	577.35	571.70	562.20	552.70	547.05	537.50	528.00	513.25	504.10	498.65	489.50	480.30	4.35	
3,120.00 - 3,159.99	612.90	597.75	588.20	582.55	573.05	563.55	557.90	548.40	538.90	523.75	514.60	509.15	499.95	490.80	4.35	
3,160.00 - 3,199.99	623.75	608.60	599.10	593.45	583.90	574.40	568.75	559.25	549.75	534.60	525.10	519.60	510.45	501.25	4.35	
3,200.00 - 3,239.99	634.60	619.45	609.95	604.30	594.80	585.30	579.60	570.10	560.60	545.45	535.95	530.30	520.90	511.75	4.35	
3,240.00 - 3,279.99	645.70	630.30	620.80	615.15	605.65	596.15	590.50	581.00	571.45	556.30	546.80	541.15	531.65	522.20	4.35	
3,280.00 - 3,319.99	656.95	641.25	631.70	626.00	616.50	607.00	601.35	591.85	582.35	567.15	557.65	552.00	542.50	533.00	4.55	
3,320.00 - 3,359.99	668.20	652.50	642.65	636.90	627.40	617.85	612.20	602.70	593.20	578.05	568.55	562.85	553.35	543.85	4.55	
3,360.00 - 3,399.99	679.45	663.75	653.90	648.05	638.25	628.75	623.10	613.55	604.05	588.90	579.40	573.75	564.25	554.75	4.55	
3,400.00 - 3,439.99	690.70	675.00	665.15	659.30	649.45	639.60	633.95	624.45	614.95	599.75	590.25	584.60	575.10	565.60	4.55	
3,440.00 - 3,479.99	701.95	686.25	676.40	670.55	660.70	650.85	645.00	635.30	625.60	610.65	601.10	595.45	585.95	576.45	4.55	
3,480.00 - 3,519.99	713.20	697.50	687.65	681.80	671.95	662.10	656.25	646.40	636.65	621.50	612.00	606.35	596.80	587.30	4.55	
3,520.00 - 3,559.99	724.45	708.75	698.90	693.05	683.20	673.35	667.50	657.65	647.80	632.35	622.85	617.20	607.70	598.20	4.55	
3,560.00 - 3,599.99	735.70	720.00	710.15	704.30	694.45	684.60	678.75	668.90	659.05	643.35	633.70	628.05	618.55	609.05	4.55	
3,600.00 - 3,639.99	746.95	731.25	721.40	715.55	705.70	695.85	690.00	680.15	670.30	654.60	644.75	638.90	629.40	619.90	4.55	
3,640.00 - 3,679.99	758.20	742.50	732.65	726.80	716.95	707.10	701.25	691.40	681.55	665.85	656.00	650.15	640.30	630.75	4.55	
3,680.00 - 3,719.99	769.45	753.75	743.90	738.05	728.20	718.35	712.50	702.65	692.80	677.10	667.25	661.40	651.55	641.70	4.60	
3,720.00 - 3,759.99	780.25	765.00	755.15	749.30	739.45	729.60	723.75	713.90	704.05	688.35	678.50	672.65	662.80	652.95	4.65	
3,760.00 - 3,799.99	792.50	776.25	766.45	760.55	750.70	740.85	735.00	725.15	715.30	699.60	689.75	683.90	674.05	664.20	4.65	
3,800.00 - 3,839.99	804.15	787.90	777.70	771.80	761.95	752.15	746.25	736.40	726.55	710.85	701.00	695.15	685.30	675.45	4.65	
3,840.00 - 3,879.99	815.80	799.55	789.35	783.30	773.20	763.40	757.50	747.65	737.85	722.10	712.25	706.40	696.55	686.70	4.65	
3,880.00 - 3,919.99	827.40	811.15	801.00	794.90	784.75	774.65	768.75	758.90	749.10	733.35	723.55	717.65	707.80	698.00	4.70	
3,920.00 - 3,959.99	839.05	822.60	812.60	806.55	796.40	786.20	780.15	770.20	760.35	744.60	734.80	728.90	719.05	709.25	4.70	
3,960.00 - 3,999.99	850.70	834.45	824.25	818.20	808.00	797.85	791.75	781.60	771.60	755.90	746.05	740.15	730.35	720.50	4.70	
4,000.00 - 4,039.99	862.35	846.10	835.90	829.85	819.65	809.45	803.40	793.20	783.05	767.15	757.30	751.40	741.60	731.75	4.70	
4,040.00 - 4,079.99	874.00	857.75	847.55	841.50	831.30	821.10	815.05	804.85	794.70	778.45	768.55	762.70	752.85	743.00	4.70	

TABLE 16

12 PÉRIODES DE PAIE PAR ANNÉE

27

Paie assujettie à la déduction utiliser le palier approprié	SI LE CODE SUR LA FORMULE TPD-1 DE L'EMPLOYÉ EST														Voir remarque page 9
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	
	DÉDUISEZ DE CHAQUE PAIE														Z
4,080.00 - 4,119.99	835.60	869.35	859.20	853.10	842.95	832.75	826.70	816.50	806.30	790.05	779.90	773.95	764.10	754.25	4.70
4,120.00 - 4,159.99	897.25	881.00	870.80	864.75	854.60	844.40	838.35	828.15	817.95	801.70	791.55	785.45	775.35	765.50	4.70
4,160.00 - 4,199.99	908.90	892.65	882.45	876.40	866.20	856.05	849.95	839.80	829.60	813.35	803.15	797.10	786.90	776.75	4.70
4,200.00 - 4,239.99	920.55	904.30	894.10	888.05	877.85	867.65	861.60	851.40	841.25	825.00	814.80	808.75	798.55	788.35	4.65
4,240.00 - 4,279.99	932.20	915.95	905.75	899.70	889.50	879.30	873.25	863.05	852.90	836.65	826.45	820.40	810.20	800.00	4.65
4,280.00 - 4,319.99	943.90	927.55	917.40	911.30	901.15	890.95	884.90	874.70	864.50	848.25	838.10	832.00	821.85	811.65	4.65
4,320.00 - 4,359.99	955.95	939.20	929.00	922.95	912.80	902.60	896.55	886.35	876.15	859.90	849.75	843.65	833.50	823.30	4.65
4,360.00 - 4,399.99	967.95	951.15	940.65	934.60	924.40	914.25	908.15	898.00	887.80	871.55	861.35	855.30	845.10	834.95	4.65
4,400.00 - 4,439.99	980.00	963.20	952.65	946.40	936.05	925.85	919.80	909.60	899.45	883.20	873.00	866.95	856.75	846.55	4.65
4,440.00 - 4,479.99	992.00	975.20	964.70	958.45	947.90	937.50	931.45	921.25	911.10	894.85	884.65	878.60	868.40	858.20	4.65
4,480.00 - 4,519.99	1004.05	987.25	976.75	970.45	959.95	949.40	943.15	932.90	922.70	906.45	896.30	890.20	880.05	869.85	4.65
4,520.00 - 4,559.99	1016.05	999.30	988.75	982.50	971.95	961.45	955.20	944.65	934.35	918.10	907.95	901.85	891.70	881.50	4.65
4,560.00 - 4,599.99	1028.10	1011.30	1000.80	994.50	984.00	973.45	967.20	956.70	946.15	929.75	919.55	913.50	903.30	893.15	4.65
4,600.00 - 4,639.99	1040.15	1023.35	1012.80	1006.55	996.00	985.50	979.25	968.70	958.20	941.40	931.20	925.15	914.95	904.75	4.65
4,640.00 - 4,679.99	1052.15	1035.35	1024.85	1018.55	1008.05	997.55	991.25	980.75	970.20	953.40	942.90	936.80	926.60	916.40	4.65
4,680.00 - 4,719.99	1064.20	1047.40	1036.85	1030.60	1020.10	1009.55	1003.30	992.75	982.25	965.45	954.95	948.65	938.25	928.05	4.65
4,720.00 - 4,759.99	1076.20	1059.40	1048.90	1042.65	1032.10	1021.60	1015.30	1004.80	994.25	977.50	966.95	960.70	950.15	939.70	4.65
4,760.00 - 4,799.99	1088.25	1071.45	1060.90	1054.65	1044.15	1033.60	1027.35	1016.80	1006.30	989.50	979.00	972.70	962.20	951.65	5.00
4,800.00 - 4,839.99	1100.25	1083.50	1072.95	1066.70	1056.15	1045.65	1039.35	1028.85	1018.30	1001.55	991.00	984.75	974.20	963.70	5.00
4,840.00 - 4,879.99	1112.30	1095.50	1085.00	1078.70	1068.20	1057.65	1051.40	1040.90	1030.35	1013.55	1003.05	996.75	986.25	975.70	5.00
4,880.00 - 4,919.99	1124.30	1107.55	1097.00	1090.75	1080.20	1069.70	1063.45	1052.90	1042.40	1025.60	1015.05	1008.80	998.30	987.75	5.00
4,920.00 - 4,959.99	1136.35	1119.55	1109.05	1102.75	1092.25	1081.70	1075.45	1064.95	1054.40	1037.60	1027.10	1020.85	1010.30	999.80	5.05
4,960.00 - 4,999.99	1148.70	1131.60	1121.05	1114.80	1104.25	1093.75	1087.50	1076.95	1066.45	1049.65	1039.10	1032.85	1022.35	1011.80	5.05
5,000.00 - 5,039.99	1161.15	1143.80	1133.10	1126.85	1116.30	1105.80	1099.50	1089.00	1078.45	1061.70	1051.15	1044.90	1034.35	1023.85	5.05
5,040.00 - 5,079.99	1173.55	1156.25	1145.35	1138.90	1128.35	1117.80	1111.55	1101.00	1090.50	1073.70	1063.20	1056.90	1046.40	1035.85	5.05
5,080.00 - 5,119.99	1185.95	1168.65	1157.80	1151.30	1140.45	1129.85	1123.55	1113.05	1102.50	1085.75	1075.20	1068.95	1058.40	1047.90	5.05
5,120.00 - 5,159.99	1198.40	1181.05	1170.20	1163.75	1152.85	1142.00	1135.60	1125.05	1114.55	1097.75	1087.25	1080.95	1070.45	1059.90	5.05
5,160.00 - 5,199.99	1210.80	1193.45	1182.60	1176.15	1165.30	1154.40	1147.95	1137.10	1126.60	1109.80	1099.25	1093.00	1082.45	1071.95	5.05

## TABLE-16 A

DÉDUCTIONS D'IMPÔT POUR REVENUS PLUS ÉLEVÉS FONDÉES SUR LA PAIE  
ANNUELLE

• Multipliez la paie pour la période par le nombre de périodes dans toute l'année et soustrayez les exemptions personnelles d'après la TPD1

PAIE ASSUJETTIE A LA DEDUCTION	52 PERIODES DE PAIE	26 PERIODES DE PAIE	24 PERIODES DE PAIE	12 PERIODES DE PAIE
	1	2	3	4
\$ 50,000. – \$ 50,199.	\$234.30	\$ 468.60	\$ 507.60	\$1,015.30
50,200. – 50,399.	235.50	470.90	510.20	1,020.30
50,400. – 50,599.	236.60	473.20	512.70	1,025.30
50,600. – 50,799.	237.80	475.50	515.20	1,030.30
50,800. – 50,999.	238.90	477.90	517.70	1,035.30
51,000. – 51,199.	240.10	480.20	520.20	1,040.40
51,200. – 51,399.	241.20	482.50	522.70	1,045.40
51,400. – 51,599.	242.40	484.80	525.20	1,050.40
51,600. – 51,799.	243.60	487.10	527.70	1,055.40
51,800. – 51,999.	244.70	489.40	530.20	1,060.40
52,000. – 52,199.	245.90	491.70	532.70	1,065.40
52,200. – 52,399.	247.00	494.00	535.20	1,070.40
52,400. – 52,599.	248.20	496.40	537.70	1,075.40
52,600. – 52,799.	249.30	498.70	540.20	1,080.40
52,800. – 52,999.	250.50	501.00	542.70	1,085.50
53,000. – 53,199.	251.60	503.30	545.20	1,090.50
53,200. – 53,399.	252.80	505.60	547.70	1,095.50
53,400. – 53,599.	254.00	507.90	550.20	1,100.50
53,600. – 53,799.	255.10	510.20	552.80	1,105.50
53,800. – 53,999.	256.30	512.50	555.30	1,110.50
54,000. – 54,399.	258.00	516.00	559.00	1,118.00
54,400. – 54,799.	260.30	520.60	564.00	1,128.10
54,800. – 55,199.	262.60	525.30	569.00	1,138.10
55,200. – 55,599.	265.00	530.00	574.20	1,148.40
55,600. – 55,999.	267.40	534.80	579.40	1,158.80
56,000. – 56,399.	269.80	539.60	584.60	1,169.10
56,400. – 56,799.	272.20	544.40	589.70	1,179.50
56,800. – 57,199.	274.60	549.10	594.90	1,189.80
57,200. – 57,599.	277.00	553.90	600.10	1,200.20
57,600. – 57,999.	279.30	558.70	605.30	1,210.50
58,000. – 58,399.	281.70	563.50	610.40	1,220.90
58,400. – 58,799.	284.10	568.20	615.60	1,231.20
58,800. – 59,199.	286.50	573.00	620.80	1,241.60
59,200. – 59,599.	288.90	577.80	625.90	1,251.90
59,600. – 59,999.	291.30	582.60	631.10	1,262.20
60,000. – 60,399.	293.70	587.30	636.30	1,272.60
60,400. – 60,799.	296.10	592.10	641.50	1,282.90
60,800. – 61,199.	298.50	596.90	646.60	1,293.30
61,200. – 61,599.	300.90	601.70	651.90	1,303.70
61,600. – 61,999.	303.30	606.60	657.20	1,314.40
62,000. – 62,399.	305.80	611.60	662.50	1,325.10
62,400. – 62,799.	308.20	616.50	667.90	1,335.70
62,800. – 63,199.	310.70	621.40	673.20	1,346.40
63,200. – 63,599.	313.20	626.30	678.50	1,357.10
63,600. – 63,999.	315.60	631.30	683.90	1,367.70

PAIE ASSUJETTIE A LA DEDUCTION	52 PERIODES DE PAIE	26 PERIODES DE PAIE	24 PERIODES DE PAIE	12 PERIODES DE PAIE
	1	2	3	4
64,000. – 64,399.	318.10	636.20	689.20	1,378.40
64,400. – 64,799.	320.60	641.10	694.50	1,389.10
64,800. – 65,199.	323.00	646.00	699.90	1,399.70
65,200. – 65,599.	325.50	651.00	705.20	1,410.40
65,600. – 65,999.	327.90	655.90	710.50	1,421.10
66,000. – 66,399.	330.40	660.80	715.90	1,431.80
66,400. – 66,799.	332.90	665.70	721.20	1,442.40
66,800. – 67,199.	335.30	670.70	726.50	1,453.10
67,200. – 67,599.	337.80	675.60	731.90	1,463.80
67,600. – 67,999.	340.30	680.50	737.20	1,474.40
68,000. – 68,399.	342.70	685.40	742.60	1,485.10
68,400. – 68,799.	345.20	690.40	747.90	1,495.80
68,800. – 69,199.	347.60	695.30	753.20	1,506.40
69,200. – 69,599.	350.10	700.20	758.60	1,517.10
69,600. – 69,999.	352.60	705.10	763.90	1,527.80
70,000. – 70,399.	355.00	710.10	769.20	1,538.50
70,400. – 70,799.	357.50	715.00	774.60	1,549.10
70,800. – 71,199.	360.00	719.90	779.90	1,559.80
71,200. – 71,599.	362.40	724.80	785.20	1,570.50
71,600. – 71,999.	364.90	729.80	790.60	1,581.10
72,000. – 72,399.	367.30	734.70	795.90	1,591.80
72,400. – 72,799.	369.80	739.60	801.20	1,602.50
72,800. – 73,199.	372.30	744.50	806.60	1,613.10
73,200. – 73,599.	374.70	749.50	811.90	1,623.80
73,600. – 73,999.	377.20	754.40	817.20	1,634.50
74,000. – 74,399.	379.70	759.30	822.60	1,645.20
74,400. – 74,799.	382.10	764.20	827.90	1,655.80
74,800. – 75,199.	384.60	769.10	833.20	1,666.50
75,200. – 75,599.	387.00	774.10	838.60	1,677.20
75,600. – 75,999.	389.50	779.00	843.90	1,687.80
76,000. – 76,399.	392.00	783.90	849.30	1,698.50
76,400. – 76,799.	394.40	788.80	854.60	1,709.20
76,800. – 77,199.	396.90	793.80	859.90	1,719.80
77,200. – 77,599.	399.30	798.70	865.30	1,730.50
77,600. – 77,999.	401.80	803.60	870.60	1,741.20
78,000. – 78,399.	404.30	808.50	875.90	1,751.90
78,400. – 78,799.	406.70	813.50	881.30	1,762.50
78,800. – 79,199.	409.20	818.40	886.60	1,773.20
79,200. – 79,599.	411.70	823.30	891.90	1,783.90
79,600. – 79,999.	414.10	828.20	897.30	1,794.50
80,000. – 80,399.	416.60	833.20	902.60	1,805.20
80,400. – 80,799.	419.00	838.10	907.90	1,815.90
80,800. – 81,199.	421.50	843.00	913.30	1,826.50
81,200. – 81,599.	424.00	847.90	918.60	1,837.20
81,600. – 81,999.	426.40	852.90	923.90	1,847.90

## TABLE-16 A

DÉDUCTIONS D'IMPÔT POUR REVENUS PLUS ÉLEVÉS FONDÉES SUR LA PAIE  
ANNUELLE

• Multipliez la paie pour la période par le nombre de périodes dans toute l'année et soustrayez les exemptions personnelles d'après la TPD1

PAIE ASSUJETTIE A LA DEDUCTION	52 PERIODES DE PAIE 1	26 PERIODES DE PAIE 2	24 PERIODES DE PAIE 3	12 PERIODES DE PAIE 4
82.000. - 82.399.	428,90	857,80	929,30	1.858,60
82.400. - 82.799.	431,40	862,70	934,60	1.869,20
82.800. - 83.199.	433,80	867,60	939,90	1.879,90
83.200. - 83.599.	436,30	872,60	945,30	1.890,60
83.600. - 83.999.	438,70	877,50	950,60	1.901,20
84.000. - 84.399.	441,20	882,40	956,00	1.911,90
84.400. - 84.799.	443,70	887,30	961,30	1.922,60
84.800. - 85.199.	446,10	892,30	966,60	1.933,20
85.200. - 85.599.	448,60	897,20	972,00	1.943,90
85.600. - 85.999.	451,10	902,10	977,30	1.954,60
86.000. - 86.399.	453,50	907,00	982,60	1.965,30
86.400. - 86.799.	456,00	912,00	988,00	1.975,90
86.800. - 87.199.	458,40	916,90	993,30	1.986,60
87.200. - 87.599.	460,90	921,80	998,60	1.997,30
87.600. - 87.999.	463,40	926,70	1.004,00	2.007,90
88.000. - 88.399.	465,80	931,70	1.009,30	2.018,60
88.400. - 88.799.	468,30	936,60	1.014,60	2.029,30
88.800. - 89.199.	470,80	941,50	1.020,00	2.039,90
89.200. - 89.599.	473,20	946,40	1.025,30	2.050,60
89.600. - 89.999.	475,70	951,40	1.030,60	2.061,30
90.000. - 90.399.	478,10	956,30	1.036,00	2.072,00
90.400. - 90.799.	480,60	961,20	1.041,30	2.082,60
90.800. - 91.199.	483,10	966,10	1.046,60	2.093,30
91.200. - 91.599.	485,50	971,10	1.052,00	2.104,00
91.600. - 91.999.	488,00	976,00	1.057,30	2.114,60
92.000. - 92.399.	490,50	980,90	1.062,70	2.125,30
92.400. - 92.799.	492,90	985,80	1.068,00	2.136,00
92.800. - 93.199.	495,40	990,80	1.073,30	2.146,60
93.200. - 93.599.	497,80	995,70	1.078,70	2.157,30
93.600. - 93.999.	500,30	1.000,60	1.084,00	2.168,00
94.000. - 94.399.	502,80	1.005,50	1.089,30	2.178,70
94.400. - 94.799.	505,20	1.010,50	1.094,70	2.189,30
94.800. - 95.199.	507,70	1.015,40	1.100,00	2.200,00
95.200. - 95.599.	510,20	1.020,30	1.105,30	2.210,70
95.600. - 95.999.	512,60	1.025,20	1.110,70	2.221,30
96.000. - 96.399.	515,10	1.030,20	1.116,00	2.232,00
96.400. - 96.799.	517,50	1.035,10	1.121,30	2.242,70
96.800. - 97.199.	520,00	1.040,00	1.126,70	2.253,30
97.200. - 97.599.	522,50	1.044,90	1.132,00	2.264,00
97.600. - 97.999.	524,90	1.049,90	1.137,30	2.274,70
98.000. - 98.399.	527,40	1.054,80	1.142,70	2.285,40
98.400. - 98.799.	529,90	1.059,70	1.148,00	2.296,00
98.800. - 99.199.	532,30	1.064,60	1.153,30	2.306,70
99.200. - 99.599.	534,80	1.069,60	1.158,70	2.317,40
99.600. - 99.999.	537,20	1.074,50	1.164,00	2.328,00

PAIE ASSUJETTIE A LA DEDUCTION	52 PERIODES DE PAIE 1	26 PERIODES DE PAIE 2	24 PERIODES DE PAIE 3	12 PERIODES DE PAIE 4
100.000. - 100.399.	539,70	1.079,40	1.169,40	2.338,70
100.400. - 100.799.	542,20	1.084,30	1.174,70	2.349,40
100.800. - 101.199.	544,60	1.089,20	1.180,00	2.360,00
101.200. - 101.599.	547,10	1.094,20	1.185,40	2.370,70
101.600. - 101.999.	549,50	1.099,10	1.190,70	2.381,40
102.000. - 102.399.	552,00	1.104,00	1.196,00	2.392,10
102.400. - 102.799.	554,50	1.108,90	1.201,40	2.402,70
102.800. - 103.199.	556,90	1.113,90	1.206,70	2.413,40
103.200. - 103.599.	559,40	1.118,80	1.212,00	2.424,10
103.600. - 103.999.	561,90	1.123,70	1.217,40	2.434,70
104.000. - 104.399.	564,30	1.128,60	1.222,70	2.445,40
104.400. - 104.799.	566,80	1.133,60	1.228,00	2.456,10
104.800. - 105.199.	569,20	1.138,50	1.233,40	2.466,70
105.200. - 105.599.	571,70	1.143,40	1.238,70	2.477,40
105.600. - 105.999.	574,20	1.148,30	1.244,00	2.488,10
106.000. - 106.399.	576,60	1.153,30	1.249,40	2.498,80
106.400. - 106.799.	579,10	1.158,20	1.254,70	2.509,40
106.800. - 107.199.	581,60	1.163,10	1.260,00	2.520,10
107.200. - 107.599.	584,00	1.168,00	1.265,40	2.530,80
107.600. - 107.999.	586,50	1.173,00	1.270,70	2.541,40
108.000. - 108.399.	588,90	1.177,90	1.276,10	2.552,10
108.400. - 108.799.	591,40	1.182,40	1.281,40	2.562,80
108.800. - 109.199.	593,90	1.187,70	1.286,70	2.573,40
109.200. - 109.599.	596,30	1.192,70	1.292,10	2.584,10
109.600. - 109.999.	598,80	1.197,60	1.297,40	2.594,80
110.000. - 110.399.	601,30	1.202,50	1.302,70	2.605,50
110.400. - 110.799.	603,70	1.207,40	1.308,10	2.616,10
110.800. - 111.199.	606,20	1.212,40	1.313,40	2.626,80
111.200. - 111.599.	608,60	1.217,30	1.318,70	2.637,50
111.600. - 111.999.	611,10	1.222,20	1.324,10	2.648,10
112.000. - 112.399.	613,60	1.227,10	1.329,40	2.658,80
112.400. - 112.799.	616,00	1.232,10	1.334,70	2.669,50
112.800. - 113.199.	618,50	1.237,00	1.340,10	2.680,10
113.200. - 113.599.	621,00	1.241,90	1.345,40	2.690,80
113.600. - 113.999.	623,40	1.246,80	1.350,70	2.701,50
114.000. - 114.399.	625,90	1.251,80	1.356,10	2.712,20
114.400. - 114.799.	628,30	1.256,70	1.361,40	2.722,80
114.800. - 115.199.	630,80	1.261,60	1.366,70	2.733,50
115.200. - 115.599.	633,30	1.266,50	1.372,10	2.744,20
115.600. - 115.999.	635,70	1.271,50	1.377,40	2.754,80
116.000. - 116.399.	638,20	1.276,40	1.382,80	2.765,50
116.400. - 116.799.	640,70	1.281,30	1.388,10	2.776,20
116.800. - 117.199.	643,10	1.286,20	1.393,40	2.786,80
117.200. - 117.599.	645,60	1.291,20	1.398,80	2.797,50
117.600. - 117.999.	648,00	1.296,10	1.404,10	2.808,20

**ANNEXE B**

(a. 130R2, R6, R55.1, R59, R69, R75.1, R76, 1086R24)

**CATÉGORIES DE BIENS****Catégorie 1**

(4%)

(a. 130R8, R55.3, R56, R96)

Les biens non compris dans une autre catégorie et constitués par :

- a) un pont ;
- b) un canal ;
- c) un ponceau ;
- d) un barrage ;
- e) une jetée acquise avant le 26 mai 1976 ;
- f) un môle acquis avant le 26 mai 1976 ;
- g) un chemin, un trottoir, une piste d'envol, un parc de stationnement, une aire d'emménagement ou une semblable construction en usage acquis avant le 26 mai 1976 ;
- h) une voie et un remblai de chemin de fer, y compris les parties constituantes, notamment les rails, le ballast, les traverses et autre matériel :
- i. qui ne font pas partie d'un réseau de chemin de fer ; ou
- ii. qui ont été acquis après le 25 mai 1976 ;
- i) le matériel de contrôle du trafic ferroviaire ou de signalisation ferroviaire acquis après le 25 mai 1976, y compris le matériel d'aiguillage, de signalisation de tronçon, d'enclenchement, de protection des passages à niveau, de détection, de contrôle de la vitesse ou de retardement, mais non les biens qui sont constitués principalement par du matériel électronique ou le logiciel de système y afférent ; ou
- j) un passage souterrain ou un tunnel acquis après le 25 mai 1976.

**Catégorie 2**

(6%)

(a. 130R6, R8, R56)

Les biens constitués par :

- a) le matériel générateur d'électricité, sauf s'il est inclus ailleurs dans la présente annexe ;
- b) un pipe-line, autre que le matériel de puits de gaz ou de pétrole, à moins que, dans le cas d'un pipe-line pour le pétrole ou le gaz naturel, il ne soit ou n'ait été établi à la satisfaction du ministre que la source principale d'appro-

visionnement du pipe-line sera épuisée, ou devrait vraisemblablement l'être, dans les 15 ans de la date de l'entrée en service du pipe-line ;

c) le matériel et l'installation de production ou de distribution, y compris les structures, d'un producteur ou distributeur d'énergie électrique, sauf les biens compris dans les catégories 10, 13, 14, 26 ou 28 ;

d) le matériel et l'installation de fabrication et de distribution, y compris les structures, acquis principalement pour la production ou la distribution du gaz, excepté :

- i. les biens compris dans les catégories 10, 13 ou 14 ;
- ii. les biens acquis dans le dessein de produire ou de distribuer du gaz dont la distribution se fait normalement en contenants portatifs ; ou
- iii. les biens acquis en vue de transformer le gaz naturel avant qu'il soit livré à un réseau de distribution ;

e) le matériel de distribution et l'installation générale, y compris les structures, d'un distributeur d'eau excepté les biens compris dans les catégories 10, 13 ou 14 ; ou

f) le matériel de production et de distribution et l'installation générale, y compris les structures, d'un distributeur de chaleur, sauf les biens compris dans les catégories 10, 13 ou 14.

D. 1981-80, cat. 2 ; 1983-80, a. 43.

**Catégorie 3**

(5%)

(a. 130R6, R8, R33, R46, R55.3, R73)

Les biens non compris dans aucune autre catégorie et constitués par :

a) un édifice ou autre structure, y compris les parties constituantes, notamment les fils électriques, la tuyauterie, les réseaux extincteurs, le matériel pour la climatisation, les appareils de chauffage, l'agencement pour l'éclairage, les ascenseurs et escaliers roulants ;

b) un brise-lames, autre qu'un brise-lame en bois ;

c) un bassin ;

d) un chevalet ;

e) un moulin à vent ;

f) un quai ;

g) un rajout ou une modification, effectué après le 31 mars 1967 et avant 1979, à un édifice qui aurait été compris dans la présente catégorie pendant cette période s'il n'avait pas été compris dans la catégorie 20 ;

h) une jetée acquise après le 25 mai 1976 ;

i) un môle acquis après le 25 mai 1976 ; ou

j) le matériel téléphonique, télégraphique ou de transmission de données, acquis après le 25 mai 1976, qui est un fil ou un câble ou du matériel de soutien y relié, tel qu'un poteau, un mât, un pylône, un conduit, une entretoise, une traverse, un hauban ou un isolateur.

D. 1981-80, cat. 3 ; 1983-80, a. 44.

#### Catégorie 4

(6%)

(a. 130R6, R69)

Les biens qui seraient autrement compris dans une autre catégorie de la présente annexe et qui sont constitués par :

a) un réseau de chemin de fer ou une partie de ce réseau, sauf le matériel automobile non destiné à fonctionner sur rails dont l'acquisition est postérieure à la fin de l'année d'imposition 1958 du contribuable et antérieure au 26 mai 1976 ; ou

b) un réseau de tramways ou d'autobus à trolley ou une partie de ce réseau, excepté les biens compris dans les catégories 10, 13 ou 14.

#### Catégorie 5

(10%)

(a. 130R6)

Les biens compris dans la catégorie 5 de l'annexe II des règlements adoptés en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148).

#### Catégorie 6

(10%)

(a. 130R6, R8, R33, R46, R55.3, R73)

Les biens non compris dans aucune autre catégorie et constitués par :

a) un édifice construit en pans de bois, en bois rond, en stuc sur pans de bois, en tôle galvanisée ou en tôle ondulée, y compris les parties constituantes, notamment les fils électriques, la tuyauterie, les réseaux extincteurs, le matériel pour la climatisation, les appareils de chauffage, l'agencement pour l'éclairage, les ascenseurs et escaliers roulants, si l'édifice :

i. a été acquis par le contribuable avant 1979 et n'est pas décrit dans les sous-paragraphes ii ou iii ;

ii. est utilisé par le contribuable en vue de tirer ou de produire un revenu provenant de l'agriculture ou de la pêche ;

iii. n'a pas de fondations ni d'autre assise sous terre ; ou

iv. a été acquis par le contribuable après 1978 et que la mise en place des fondations ou de toute autre assise a débuté avant 1979, lorsque le contribuable était tenu de l'acquies en vertu d'une entente écrite conclue avant 1979, lorsque le contribuable en a commencé la construction avant 1979 ou lorsque la construction en a été commencée en vertu d'une entente écrite conclue par le contribuable avant 1979 ;

b) un brise-lames en bois ;

c) une clôture ;

d) une serre ;

e) un réservoir pour emmagasiner l'eau ou l'huile ;

f) un wagon-citerne de chemin de fer acquis avant le 26 mai 1976 ;

g) un quai en bois ;

h) un hangar d'avions dont l'acquisition est postérieure à la fin de l'année d'imposition 1958 du contribuable ;

i) un rajout ou une modification, effectué après le 31 mars 1967 et avant 1979, à un édifice qui aurait été compris dans la présente catégorie pendant cette période s'il n'avait pas été compris dans la catégorie 20 ou un rajout ou une modification, effectué après 1978 et que le contribuable était tenu de faire en vertu d'une entente écrite conclue avant 1979, à un tel édifice ;

j) une locomotive de chemin de fer acquise après le 25 mai 1976, à l'exception d'une voiture automobile de chemin de fer ; ou

k) un rajout ou une modification, effectué après 1978, à un édifice compris dans la présente catégorie en vertu du sous-paragraphes i du paragraphe a, dans la mesure où le coût de l'ensemble de ces rajouts ou modifications n'excède pas 100 000 \$.

D. 1981-80, cat. 6 ; 1983-80, a. 45.

#### Catégorie 7

(15%)

(a. 130R6, R85, 130R87)

Les biens constitués par :

a) un canot ou bateau à rames ;

b) un chaland ;

c) un navire, à l'exception d'un navire d'une catégorie distincte prescrite par l'article 130R86 ;

d) le mobilier, l'agencement et le matériel fixés à des biens compris dans la présente catégorie, à l'exception du matériel de radiocommunication ;



- e) un moteur de rechange pour des biens compris dans la présente catégorie ;
- f) un ber roulant (*marine railway*) ; ou
- g) un navire en construction.

### Catégorie 8

(20%)

(a. 130R6, R8, R9, R33, R55.3, R73)

Les biens non compris dans les catégories 2, 7, 9 ou 30 et constitués par :

- a) une structure que constitue de la machinerie ou du matériel de fabrication ou de transformation ;
- b) des biens corporels faisant partie d'un immeuble et acquis uniquement aux fins suivantes :
  - i. entretenir, fournir un accès ou une sortie à de la machinerie ou du matériel ;
  - ii. fabriquer ou transformer ; ou
  - iii. toute combinaison des fins prévues par les sous-paragraphes i et ii ;
- c) un édifice qui est un four, un réservoir ou une cuve, acquis aux fins de fabrication ou de transformation ;
- d) un édifice ou autre structure, acquis après le 19 février 1973 et conçu pour conserver le fourrage ensilé sur ferme ;
- e) un édifice ou autre structure, acquis après le 19 février 1973 et conçu pour entreposer des fruits ou des légumes frais à un degré de température et d'humidité contrôlé et pour être principalement utilisé à cet entreposage par la personne qui les a cultivés ou pour elle ;
- f) le matériel générateur d'électricité acquis après le 25 mai 1976 :
  - i. si le contribuable n'est pas une personne dont l'entreprise consiste dans la production d'énergie électrique destinée à être utilisée par d'autres ou à être distribuée à d'autres ;
  - ii. si le matériel supplée à la principale source d'énergie du contribuable ; et
  - iii. si le matériel n'est pas employé régulièrement comme source d'énergie ;
- g) le matériel générateur d'électricité, acquis après le 25 mai 1976, dont le débit maximum ne dépasse pas 15 kilowatts ;
- h) le matériel portatif générateur d'électricité acquis après le 25 mai 1976 ;

- i) le matériel de radiocommunication acquis après le 25 mai 1976 et non compris dans une autre catégorie ; ou
- j) une immobilisation tangible qui n'est pas comprise dans une autre catégorie de la présente annexe, à l'exception :

- i. d'un animal ;
- ii. d'un arbre, d'un arbuste, d'une herbe ou de végétaux semblables ;
- iii. d'un puits de gaz ;
- iv. d'une mine ;
- v. d'un puits de pétrole ;
- vi. de radium ;
- vii. d'un droit de passage ;
- viii. d'une concession forestière ;
- ix. d'une voie de tramways ;
- x. d'un terrain ou d'un intérêt dans un terrain ; et
- xi. d'un bien d'une catégorie distincte prescrite par l'article 130R86.

D. 1981-80, cat. 8 ; 1535-81, a. 19.

### Catégorie 9

(25%)

(a. 130R6)

1. Les biens acquis avant le 26 mai 1976 qui ne sont pas compris dans la catégorie 30 et qui sont constitués par :

- a) du matériel générateur d'électricité :
  - i. si le contribuable n'est pas une personne dont l'entreprise consiste dans la production d'énergie électrique destinée à être utilisée par d'autres ou à être distribuée à d'autres ;
  - ii. si le matériel supplée à la principale source d'énergie du contribuable ; et
  - iii. si le matériel n'est pas employé régulièrement comme source d'énergie ;
- b) le matériel de radar ;
- c) le matériel de transmission par radio ;
- d) le matériel de réception de radio ;
- e) le matériel générateur électrique dont le débit maximum ne dépasse pas 15 kilowatts ; ou
- f) le matériel mobile générateur d'électricité.

2. Les biens acquis après le 25 mai 1976 et qui sont constitués par :

- a) un aéronef ;
- b) le mobilier, l'agencement ou le matériel fixés à un aéronef ; ou
- c) une pièce de rechange pour un bien visé dans les sous-paragraphe *a* ou *b*.

**Catégorie 10**

(30%)

(a. 130R2, R6, R42, R55.3, R65, R68, 360R19, R24, R25, R48)

1. Les biens non compris dans une autre catégorie et constitués par :

- a) le matériel automobile, y compris un autobus à trolley, à l'exclusion d'une voiture automobile de chemin de fer acquise après le 25 mai 1976, d'un tramway ou d'une locomotive de chemin de fer ;
- b) le matériel de harnais ou d'écurie ;
- c) un traîneau ;
- d) une remorque ;
- e) un chariot ;
- f) un outil portatif acquis après le 25 mai 1976 dans le but de gagner un revenu de location à court terme, soit à l'heure, à la journée, à la semaine ou au mois, à l'exclusion d'un bien décrit dans la catégorie 12 ;
- g) le matériel électronique universel de traitement de l'information et le logiciel de système y afférent, y compris le matériel accessoire de traitement de l'information, acquis après le 25 mai 1976, mais à l'exclusion de biens qui sont principalement constitués par un bien décrit dans les sous-paragraphe *i* ou *iv* ; ou
  - i. de matériel électronique de commande ou de surveillance de traitement ;
  - ii. de matériel électronique de commande de communications ;
  - iii. de logiciel de système pour un bien visé dans les sous-paragraphe *i* ou *ii* ; ou
  - iv. de matériel de traitement de l'information, à moins qu'il ne soit subordonné à du matériel électronique universel de traitement de l'information ; ou
- h) des frais désignés de stockage souterrain.

2. Les biens qui seraient par ailleurs compris dans une autre catégorie et qui sont constitués par :

- a) un édifice ou une autre structure, autre qu'un bien décrit dans les sous-paragraphe *f* ou *m*, qui seraient autrement inclus dans les catégories 3 ou 6 et qui ont été acquis

aux fins de tirer un revenu d'une mine ou de lui faire produire un revenu, à l'exception :

- i. d'un bien compris dans la catégorie 28 ;
- ii. d'un bien acquis principalement aux fins de tirer ou de produire un revenu du traitement de minerais extraits d'une ressource minérale qui n'est pas la propriété du contribuable ;
- iii. d'un édifice à bureaux qui n'est pas situé sur le terrain de la mine ; et
- iv. d'une raffinerie acquise par le contribuable avant le 8 novembre 1969, ou après le 7 novembre 1969 et utilisée avant le 8 novembre 1969 par toute personne avec laquelle le contribuable avait un lien de dépendance ;

- b) le matériel mobile d'entrepreneur, y compris les bâtiments portatifs de chantier, autre que les biens compris dans la présente catégorie en vertu du sous-paragraphe *n*, dans une catégorie distincte aux termes de l'article 130R87 ou dans la catégorie 22 ;

- c) le plancher d'une patinoire pour patins à roulettes ;

- d) le matériel de puits de gaz ou de pétrole désigné dans le sous-paragraphe *e* du paragraphe 1 de l'article 130R2 ;

- e) les biens acquis dans le but de tirer ou de produire un revenu d'une mine et constitués par une structure qui serait autrement comprise dans la catégorie 8 ou par de la machinerie ou de l'équipement, à l'exception :

- i. d'un bien compris dans la catégorie 28 ;
- ii. d'un bien décrit dans les sous-paragraphe *f* ou *m* ; et

- iii. d'un bien acquis avant le 9 mai 1972 dans le but de tirer ou de produire un revenu du traitement de minerais après extraction de ceux-ci d'une ressource minérale dont le contribuable n'est pas propriétaire ;

- f) les biens acquis après l'année d'imposition 1971, autres que des biens compris dans la catégorie 28 ou un chemin de fer qui n'est pas situé sur le terrain de la mine, dans le but de tirer ou de produire un revenu d'une mine et de fournir des services à celle-ci ou à une agglomération où une proportion importante de personnes qui travaillent ordinairement à la mine résident, si ces biens sont des biens visés ci-après :

- i. un aéroport, un barrage, un bassin, un poste d'incendie, un hôpital, une maison, un pipe-line pour le gaz naturel, une ligne de transport d'énergie, un centre de loisirs, une école, une usine de traitement des eaux d'égout, un égout, un réseau d'éclairage des rues, un hôtel de ville, une conduite d'eau, une station de pompage d'eau, un ré-

seau de distribution d'eau, un quai ou des biens semblables ;

ii. un chemin, un trottoir, une piste d'envol, un parc de stationnement, une aire d'emménagement ou une semblable construction de surface ; ou

iii. des machines ou du matériel accessoires de l'un des biens visés dans les sous-paragraphes i ou ii ;

g) les biens qui ont été acquis aux fins de couper et d'enlever d'une concession forestière du bois exploitable commercialement et qui ne seront plus d'aucune utilité au contribuable après que tout le bois exploitable commercialement aura été enlevé de la concession à moins que le contribuable n'ait choisi d'inclure quelque autre bien de ce genre dans une autre catégorie ;

h) le matériel mécanique acquis en vue d'opérations forestières, mais à l'exclusion d'un bien prévu par la catégorie 7 ;

i) les routes et sentiers d'accès permettant la protection des ressources forestières contre le feu, les insectes et la maladie ;

j) les biens qui ont été acquis pour un ciné-parc ;

k) les biens compris dans la présente catégorie aux termes des articles 130R65 et 130R66, sauf s'il s'agit de biens compris dans la catégorie 28 ;

l) un film cinématographique ou une bande magnétoscopique acquis après le 25 mai 1976, à l'exception d'un bien compris dans la catégorie 12 ;

m) les biens, autres que des biens compris dans la catégorie 28 ou du matériel roulant, acquis après le 31 mars 1977 principalement dans le but de tirer ou de produire un revenu d'une mine, si ces biens sont des biens visés ci-après :

i. une voie et un remblai de chemin de fer, y compris les parties constituantes, notamment les rails, le ballast, les traverses et autre matériel ;

ii. un bien servant à la voie de chemin de fer visée dans le sous-paragraphes i et constitué par un pont, un ponton, un chevalet, un passage souterrain ou un tunnel, ainsi que par le matériel de contrôle du trafic ferroviaire ou de signalisation ferroviaire, y compris le matériel d'aiguillage, de signalisation de tronçon, d'enclenchement, de protection des passages à niveau, de détection, de contrôle de la vitesse ou de retardement ;

iii. des machines ou du matériel servant à l'un des biens visés dans les sous-paragraphes i ou ii ; ou

iv. des machines ou du matériel de transport, de chargement, de déchargement ou d'entreposage, y compris une structure, acquis aux fins de l'expédition, par la voie de

chemin de fer visée dans le sous-paragraphes i, de la production tirée de la mine ; ou

n) les biens acquis après le 22 mai 1979 et conçus principalement pour déterminer l'existence d'une ressource minérale ou d'une nappe de pétrole ou de gaz naturel, situer une telle ressource ou une telle nappe ou en déterminer l'étendue ou la qualité, ou pour forer un puits de pétrole ou de gaz, à l'exclusion toutefois des biens compris dans une catégorie distincte aux termes de l'article 130R87.

D. 1981-80, cat. 10 ; 1983-83, a. 46 ; 1535-81, a. 20.

### **Catégorie 11**

(35%)

(a. 130R6)

Les biens non compris dans aucune autre catégorie, qui servent à gagner un revenu de location et qui sont constitués par :

a) une enseigne de publicité lumineuse qui est la propriété de son fabricant et qui a été acquise avant le 26 mai 1976 ; ou

b) un tableau d'affichage ou panneau-réclame aux fins de publicité à l'extérieur.

### **Catégorie 12**

(100%)

(a. 130R2, R6, R51, R55.4, R55.5)

Les biens non compris dans aucune autre catégorie et constitués par :

a) un livre qui fait partie d'une bibliothèque de location ;

b) la porcelaine, la coutellerie ou autres articles de table ;

c) un ustensile de cuisine coûtant moins de 100 \$ s'il a été acquis avant le 26 mai 1976 ou moins de 200 \$ s'il a été acquis après le 25 mai 1976 ;

d) une matrice, un gabarit, un modèle, un moule ou une forme à chaussure ;

e) un instrument de médecin ou de dentiste coûtant moins de 100 \$ s'il a été acquis avant le 26 mai 1976 ou de 200 \$ s'il a été acquis après le 25 mai 1976 ;

f) un puits de mine, une voie principale de roulage ou d'autres travaux souterrains semblables, destinés à un usage continu, ou tout prolongement de ceux-ci, creusés ou construits après l'entrée en production de la mine ;

g) le linge ;

h) un outil coûtant moins de 100 \$ s'il a été acquis avant le 26 mai 1976 ou moins de 200 \$ s'il a été acquis après le 25 mai 1976 ;

i) un uniforme ;

j) le dispositif de coupage ou de façonnage d'une machine ;

k) un vêtement ou costume, y compris les accessoires y afférents, servant à gagner un revenu de location ;

l) une bande magnétoscopique acquise avant le 26 mai 1976 ;

m) un film cinématographique ou une bande magnétoscopique qui est un message commercial de télévision ;

n) un long métrage portant visa, une production de court métrage portant visa ou une production de long métrage portant visa ;

o) un logiciel acquis après le 25 mai 1976, sauf un logiciel de système ;

p) une balance métrique ou une balance conçue pour une conversion rapide au système métrique, qui est acquise après le 31 mars 1977 et avant 1984 pour être utilisée dans une entreprise de détail et dont la capacité maximale est de 100 kilogrammes ; ou

q) les frais d'enlèvement de morts-terrains.

D. 1981-80, cat. 12 ; 1983-80, a. 47 ; 3211-81, a. 7.

### Catégorie 13

(a. 130R13, R20, R46)

Les biens constitués par une tenure à bail, excepté :

a) un intérêt dans des minéraux, du pétrole, du gaz naturel, d'autres hydrocarbures apparentés, ou du bois et les biens y afférents ou à l'égard d'un droit d'exploration, de forage, d'extraction ou de coupe concernant des minéraux, du pétrole, du gaz naturel, d'autres hydrocarbures apparentés, ou du bois ;

b) la partie d'une tenure à bail qui est comprise dans une autre catégorie à cause de l'article 130R21 ; et

c) les biens compris dans la catégorie 23.

### Catégorie 14

(a. 130R23, 130R24)

Les biens constitués par un brevet, une concession ou une licence de durée limitée à l'égard de biens mais ne comprenant pas :

a) une concession ou permis à l'égard de minéraux, de pétrole, de gaz naturel, d'autres hydrocarbures apparentés ou de bois et des biens y afférents, à l'exception

d'une concession pour la distribution du gaz aux consommateurs ou un permis d'exportation de gaz du Canada ou d'une province, ou à l'égard d'un droit d'exploration, de forage, d'extraction ou de coupe concernant des minéraux, du pétrole, du gaz naturel, d'autres hydrocarbures apparentés ou du bois ;

b) une tenure à bail ; ou

c) un bien compris dans la catégorie 23.

### Catégorie 15

(a. 130R25)

Les biens qui seraient par ailleurs compris dans une autre catégorie de la présente annexe, si ce n'était :

a) qu'ils ont été acquis aux fins de couper et d'enlever d'une concession forestière du bois exploitable commercialement ; et

b) qu'ils ne seront plus d'aucune utilité au contribuable après que tout le bois exploitable commercialement aura été enlevé de la concession.

La présente catégorie ne comprend pas un bien forestier ni un bien que le contribuable, durant l'année d'imposition ou une année antérieure, a choisi de ne pas y inclure.

### Catégorie 16

(40%)

(a. 130R6)

1. Les biens acquis avant le 26 mai 1976 et constitués par :

a) un aéronef ;

b) le mobilier, l'agencement ou le matériel fixés à un aéronef ; ou

c) une pièce de rechange pour un bien visé dans les sous-paragraphe a ou b.

2. Les biens acquis après le 25 mai 1976 constitués par un taxi.

### Catégorie 17

(8%)

(a. 130R6, R57)

1. Les biens acquis avant le 26 mai 1976 qui seraient autrement compris dans une autre catégorie et qui sont constitués par un réseau téléphonique ou télégraphique ou en font partie, à l'exception du matériel de radiocommunication ou d'un bien compris dans les catégories 10, 13, 14 ou 28.

2. Les biens acquis après le 25 mai 1976 qui ne sont pas compris dans une autre catégorie et qui sont constitués par :

a) le matériel téléphonique, télégraphique ou de commutation de transmission de données, à l'exception :

- i. du matériel installé dans le local d'un client ; ou
- ii. des biens qui sont principalement du matériel électronique ou de logiciel de système y afférent ; ou

b) un chemin, un trottoir, une piste d'envol, un parc de stationnement, une aire d'emmagasinage ou une semblable construction en surface.

#### **Catégorie 18**

(60%)

(a. 130R6)

Les biens constitués par un film cinématographique acquis avant le 26 mai 1976, autre qu'un message commercial de télévision ou qu'un long métrage portant visa.

#### **Catégorie 19**

(a. 130R58)

Les biens compris dans la catégorie 19 de l'annexe II des règlements adoptés en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148).

#### **Catégorie 20**

Les biens compris dans la catégorie 20 de l'annexe II des règlements adoptés en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148).

#### **Catégorie 21**

(a. 130R58)

Les biens compris dans la catégorie 21 de l'annexe II des règlements adoptés en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148).

#### **Catégorie 22**

(50%)

(a. 130R6)

Les biens acquis après le 16 mars 1964 et constitués par le matériel mobile mû par moteur et destiné à l'excavation, au déplacement, à la mise en place ou au compactage de terre, de pierre, de béton ou d'asphalte, à l'exclusion toutefois des biens compris dans la catégorie 7 ou dans la catégorie 10 en vertu du sous-paragraphe *n* du paragraphe 2 de cette catégorie.

D. 1981-80, cat. 22 ; 1983-80, a. 48.

#### **Catégorie 23**

(100%)

(a. 130R6)

Les biens compris dans la catégorie 23 de l'annexe II des règlements adoptés en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148).

#### **Catégorie 24**

(a. 130R29)

Les biens constitués par :

a) les biens acquis après le 26 avril 1965 et avant 1971 et décrits dans le paragraphe *a* de la catégorie 24 de l'annexe II des règlements adoptés en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148) ;

b) les biens qui sont acquis après 1970, qui autrement seraient compris dans une autre catégorie de la présente annexe et qui :

- i. n'ont été inclus dans aucune autre catégorie par le contribuable ;

- ii. n'avaient été utilisés d'aucune façon avant d'être acquis par le contribuable ; et

- iii. n'ont été acquis par le contribuable principalement pour prévenir, réduire ou éliminer la pollution des eaux intérieures, côtières ou limitrophes du Canada, ou d'un lac, rivière, ruisseau, cours d'eau, étang, marécage ou puits au Canada, lorsque cette pollution est causée ou, si les biens n'avaient pas été acquis ou utilisés, serait causée par des opérations effectuées à un emplacement au Canada par le contribuable, ou par l'exploitation au Canada par le contribuable d'un édifice ou d'une usine, ou par l'exploitation par le contribuable au Canada, y compris les eaux intérieures, côtières ou limitrophes du Canada, de matériel de transport ou de tout autre matériel mobile ; ou

c) les biens qui sont acquis après le 8 mai 1972 et qui seraient des biens visés dans le paragraphe *b* si ce n'était du fait qu'ils ont été acquis :

- i. par un contribuable dont l'entreprise comprend la prévention, la réduction ou l'élimination de la pollution d'un genre visé dans le sous-paragraphe iii du paragraphe *b*, lorsque cette pollution est principalement causée ou serait autrement principalement causée par les opérations ou les exploitations visées dans ce sous-paragraphe et effectuées par d'autres contribuables, à l'exception des personnes visées dans les articles 980 à 999 de la Loi, si ces biens doivent être utilisés dans cette entreprise pour prévenir, réduire ou éliminer cette pollution ; ou

- ii. par une corporation dont l'entreprise principale est l'achat de contrats de vente, de comptes à recevoir, de *chattel mortgages*, d'effets de commerce ou autres obliga-

tions représentant la totalité ou une partie du prix de vente d'un bien ou d'un service, le prêt d'argent ou le louage de biens, ou la combinaison de l'une ou l'autre de ces activités, lorsque ces biens doivent être loués à un contribuable, à l'exception d'une personne visée dans les articles 980 à 999 de la Loi, pour être utilisés par ce contribuable dans les opérations ou les exploitations visées dans le sous-paragraphe iii du paragraphe *b* pour prévenir, réduire ou éliminer la pollution d'un genre visé dans ce sous-paragraphe.

Les biens visés dans les paragraphes *b* et *c* du premier alinéa doivent, à la demande du contribuable, avoir été reconnus par le ministre ou acceptés par le ministre de l'Environnement du gouvernement du Canada comme étant des biens qui servent principalement à prévenir, réduire ou éliminer la pollution d'un genre visé dans le sous-paragraphe iii de ce paragraphe *b*.

D. 1981-80, cat. 24 ; 1983-80, a. 49.

### Catégorie 25

(100%)

(a. 130R6)

Les biens qui autrement seraient compris dans une autre catégorie et qui ont été acquis par un contribuable qui était, le 22 octobre 1968, une corporation, une commission ou une association à l'égard de laquelle, en présumant que le 22 octobre 1968 tombait dans son année d'imposition 1969, les premier et deuxième alinéas de l'article 985 de la Loi ne s'appliqueraient pas et se seraient appliqués si ce n'était du troisième alinéa de cet article.

Ces biens doivent avoir été acquis avant le 23 octobre 1968 ou après le 22 octobre 1968 mais avant 1974 si l'acquisition des biens peut raisonnablement être considérée comme étant l'exécution d'un engagement pris dans une entente écrite conclue avant le 23 octobre 1968 et ratifiée, confirmée ou adoptée par la législature d'une province au moyen d'une loi entrée en vigueur avant cette dernière date.

### Catégorie 26

(5%)

(a. 130R6)

Les biens constitués par de l'eau enrichie au deutérium, communément appelée « eau lourde » acquise après le 22 mai 1979 ou par un catalyseur.

D. 1981-80, cat. 26 ; 1983-80 a.50.

### Catégorie 27

(a. 130R29)

Les biens qui sont acquis après le 12 mars 1970, qui seraient autrement compris dans une autre catégorie de la présente annexe et qui :

a) n'ont été inclus dans aucune autre catégorie par le contribuable ;

b) n'avaient été utilisés d'aucune façon avant d'être acquis par le contribuable ; et

c) ont été acquis par le contribuable principalement pour prévenir, réduire ou éliminer la pollution de l'air, en retirant les particules de substances toxiques ou délétères de la fumée ou du gaz, ou en empêchant l'émission, en partie ou en totalité, de la fumée, du gaz ou d'un autre polluant de l'air, lorsque cette pollution est causée ou, si les biens n'avaient pas été acquis et utilisés serait causée par des opérations effectuées à un emplacement au Canada par le contribuable, ou par l'exploitation au Canada par le contribuable d'un édifice ou d'une usine, ou par l'exploitation par le contribuable au Canada, y compris les eaux intérieures, côtières ou limitrophes du Canada, de matériel de transport ou de tout autre matériel mobile ; ou

d) ont été acquis après le 8 mai 1972 et qui seraient des biens visés dans le paragraphe *c* si ce n'était du fait qu'ils ont été acquis :

i. par un contribuable dont l'entreprise comprend la prévention, la réduction ou l'élimination de la pollution de l'air qui est causée ou qui serait autrement causée principalement par les opérations ou les exploitations visées dans le paragraphe *c* et effectuées par d'autres contribuables, à l'exception des personnes visées dans les articles 980 à 999 de la Loi, si ces biens doivent être utilisés dans cette entreprise pour prévenir, réduire ou éliminer la pollution de l'air d'une manière décrite dans ce paragraphe ; ou

ii. par une corporation dont l'entreprise principalement est l'achat de contrats de vente, de comptes à recevoir, de *chattel mortgages*, d'effets de commerce ou autres obligations représentant la totalité ou une partie du prix de vente d'un bien ou d'un service, le prêt d'argent ou le louage de biens, ou la combinaison de l'une ou l'autre de ces activités, lorsque ces biens doivent être loués à un contribuable, à l'exception d'une personne visée dans les articles 980 à 999 de la Loi, pour être utilisés par ce contribuable dans les opérations ou les exploitations visées dans le paragraphe *c* pour prévenir, réduire ou éliminer la pollution d'un genre visé dans ce sous-paragraphe.

Les biens visés dans le premier alinéa doivent, à la demande du contribuable, avoir été reconnus par le ministre ou acceptés par le ministre de l'Environnement du gouver-

nement du Canada comme étant des biens qui servent principalement à prévenir ou éliminer la pollution de l'air de la manière y décrite.

### **Catégorie 28**

(30%)

(a. 130R2, R6, R55.3, R90, 360R24, R25, R48)

Les biens situés au Canada qui seraient autrement compris dans une autre catégorie et :

a) qui ont été acquis par le contribuable principalement dans le but de tirer ou de produire un revenu d'une ou de plusieurs mines qu'il exploite au Canada et dont chacune :

i. est entrée en production en quantité commerciale raisonnable après le 7 novembre 1969 ; ou

ii. a fait l'objet, après cette date, d'une extension importante permettant d'augmenter d'au moins 25%, l'année suivant l'extension, par rapport à l'année la précédant, la capacité maximale mesurée en tonnes métriques de production de minerai, de l'usine qui traite les minerais de la mine ;

b) qui ont été acquis par le contribuable :

i. après le 7 novembre 1969 ;

ii. avant l'entrée en production de la mine ou l'achèvement de l'extension de la mine mentionnée dans les sous-paragraphe i ou ii du paragraphe a, selon le cas ; et

iii. dans le cas d'une mine qui a fait l'objet d'une extension importante visée dans le sous-paragraphe ii du paragraphe a, au cours de l'extension et principalement à cette fin ;

c) qui n'avaient pas, avant d'être acquis par le contribuable, été utilisés à quelque fin que ce soit par une personne avec laquelle le contribuable avait un lien de dépendance ; et

d) qui sont constitués par les suivants :

i. des biens qui ont été acquis avant que la mine entre en production et qui seraient, s'ils n'étaient pas compris dans la présente catégorie, compris dans la catégorie 10 en vertu des sous-paragraphe a, e, f ou k du paragraphe 2 de la description de cette catégorie ou auraient été ainsi inclus dans cette catégorie s'ils avaient été acquis après l'année d'imposition 1971 ;

ii. des biens qui ont été acquis avant que la mine entre en production et qui seraient, s'ils n'étaient pas compris dans la présente catégorie, compris dans la catégorie 10 en vertu du sous-paragraphe m du paragraphe 2 de la description de cette catégorie ; ou

iii. des biens qui ont été acquis après l'entrée en production de la mine et qui seraient, s'ils n'étaient pas compris dans la présente catégorie, compris dans la catégorie 10 en vertu des sous-paragraphe a, e, f ou k du paragraphe 2 de la description de cette catégorie.

Les biens situés au Canada qui seraient autrement compris dans une autre catégorie et qui seraient décrits dans les paragraphes a à d du premier alinéa si, dans chacun de ces paragraphes :

a) l'expression « mine » signifiait une mine située dans un gisement de sable bitumineux ou pétrolifère ou de schiste bitumineux d'où sont extraites des matières ; et

b) l'expression « après le 7 novembre 1969 » était remplacée par l'expression « avant le 8 novembre 1969 ».

D. 1981-80, cat. 28 ; 1535-81, a. 21.

### **Catégorie 29**

(a. 130R2, R47)

Les biens qui seraient autrement compris dans une autre catégorie et qui sont à la fois :

a) des biens dont le contribuable a terminé la fabrication ou qu'il a acquis après le 29 mars 1973 et qui sont ou doivent être, soit directement ou indirectement utilisés par lui au Canada principalement pour la fabrication ou la transformation d'articles destinés à la vente ou à la location, soit loués dans le cours ordinaire de l'exploitation de son entreprise au Canada à un locataire qui peut raisonnablement être considéré comme les utilisant ou devant les utiliser ainsi au Canada si, dans ce dernier cas, le contribuable est une corporation dont la principale entreprise est le louage de biens, la fabrication de biens pour la vente ou la location, le prêt d'argent, l'achat de contrats de vente, de comptes à recevoir, de *chattel mortgages*, d'effets de commerce ou autres obligations représentant la totalité ou une partie du prix de vente d'un bien ou d'un service, la vente, l'entretien ou la réparation d'un genre de biens que la corporation loue également, ou la combinaison de l'une ou l'autre de ces activités, sauf si l'utilisation des biens par le locataire a commencé avant le 30 mars 1973 ; et

b) des biens qui ne sont pas du matériel roulant de chemin de fer ni un bien visé dans le paragraphe i de la catégorie 8 et qui, sans la présente catégorie, seraient compris dans la catégorie 8, ou qui sont un réservoir d'eau ou de pétrole, un chariot élévateur à fourche industriel, du matériel générateur d'électricité décrit dans la catégorie 9 ou un bien décrit dans les sous-paragraphe f ou g du paragraphe 1 de la catégorie 10.

Toutefois, dans le cas de biens visés dans le paragraphe a du premier alinéa dont le contribuable a terminé la fabrication ou qu'il a acquis après le 29 mars 1973 mais avant le

1<sup>er</sup> janvier 1976, ce paragraphe doit se lire en y remplaçant partout où il se trouve le mot « Canada » par le mot « Québec ».

### Catégorie 30

(40%)

(a. 130R6, R93)

Les biens qui sont constitués pas un engin spatial de télécommunication non habité et conçu pour être mis en orbite au-dessus de la terre.

### Catégorie 31

(5%)

(a. 130R6, R14, R21, R46, R51, R84)

Les biens qui sont constitués par un édifice résidentiel à plus d'un logement au Canada :

a) qui serait autrement compris dans les catégories 3 ou 6 ;

b) à l'égard duquel un certificat a été émis, avant 1982 ou avant l'expiration des 18 mois qui suivent le jour où la mise en place des fondations ou de toute autre assise de l'édifice a débuté, par la Société d'habitation du Québec ou la Société canadienne d'hypothèques et de logement attestant que la mise en place des fondations ou de toute autre assise a débuté soit après le 18 novembre 1974 et avant 1980, soit après le 28 octobre 1980 et avant 1982, selon le cas, s'il s'agit d'un édifice qui serait autrement compris dans la catégorie 3, soit après le 31 décembre 1977 et avant 1979, s'il s'agit d'un édifice qui serait autrement compris dans la catégorie 6, et que, selon les plans et devis, au moins 80% de la superficie de plancher sont destinés à servir d'établissements domestiques autonomes et d'aire de stationnement, de récréation, de services et d'entreposage y afférente, si pas plus de 20% de la superficie de plancher ne sont effectivement utilisés à d'autres fins ; et

c) dont la construction se poursuit sans retard indu après le début de la mise en place des fondations ou de toute autre assise, compte tenu des cas fortuits, des conflits de travail, des incendies, des retards inhabituels attribuables à des voituriers publics ou des accidents.

D. 1981-80, cat. 31 ; 1983-80, a. 51 ; 3211-81, a. 8.

### Catégorie 32

(10%)

(a. 130R6, R14, R21, R46, R51, R84)

Les biens qui sont constitués par un édifice résidentiel à plus d'un logement au Canada, qui seraient autrement compris dans la catégorie 6 si, dans le sous-paragraphe i du paragraphe a de cette catégorie 6, on remplaçait le millésime « 1979 » par le millésime « 1980 », et qui rencontreraient par ailleurs les exigences décrites dans la catégorie

31 si l'expression « soit après 1977 et avant 1979 » y était remplacée par l'expression « soit après le 18 novembre 1974 et avant 1978 ».

D. 1981-80, cat. 32 ; 1983-80, a. 51.

### Catégorie 33

(15%)

(a. 130R6)

Les biens constitués par un bien forestier.

### Catégorie 34

(a. 130R2, R47)

1. Les biens qui seraient autrement compris dans les catégories 2 ou 8 et qui :

a) sont constitués par le matériel générateur d'électricité, par le matériel de production et la tuyauterie d'un distributeur de chaleur, par le matériel générateur de vapeur acquis par le contribuable principalement pour produire de la vapeur afin d'exploiter le matériel générateur d'électricité ou par un ajout à l'un ou l'autre de ces biens, à l'exclusion d'un édifice ou autre structure ;

b) ont été acquis par le contribuable après le 25 mai 1976 et avant 1985 ;

c) ont été acquis par le contribuable pour être utilisés par lui dans une entreprise qu'il exploite au Canada ou doivent être loués par lui à un locataire devant les utiliser au Canada, si l'utilisation des biens par le locataire a commencé avant 1985 ; et

d) sont des biens à l'égard desquels un certificat qui n'a pas été révoqué en vertu du paragraphe 9 de l'article 130R2 a été émis par le ministre attestant qu'il faisaient partie d'un plan conçu :

i. lorsque le certificat a été émis avant le 11 décembre 1979, pour produire de la chaleur provenant principalement de la consommation de résidus du bois ou de déchets d'une municipalité ou, lorsque le certificat a été émis après le 10 décembre 1979, pour produire de la chaleur provenant principalement de la consommation de gaz naturel, de charbon, de gaz de houille, de lignite, de tourbe, de résidus du bois, de déchets d'une municipalité ou d'une combinaison de l'un ou l'autre de ces combustibles ;

ii. pour produire de l'énergie électrique par l'utilisation soit d'un combustible fossile qui est du pétrole, du gaz naturel ou un hydrocarbure apparenté, du charbon, du gaz de houille, du coke, du lignite ou de la tourbe, soit d'un autre combustible qui est un résidu du bois ou un déchet d'une municipalité, soit d'une combinaison de l'un ou l'autre de ces combustibles, pourvu que la consommation de ces combustibles fossiles, exprimée selon leur haute valeur thermique et imputable, sur une base annuelle, à l'énergie



électrique à l'égard de ces biens, ne dépasse pas 7 000 B.T.U. par kilowatt-heure d'énergie électrique produite ; ou

iii. pour récupérer de la chaleur qui est un sous-produit industriel.

2. Les biens, autres qu'un bien visé dans le sous-paragraphe *a* du paragraphe 1, que le contribuable a acquis après le 10 décembre 1979 et avant 1985, qui seraient autrement compris dans une autre catégorie et qui :

*a)* ont été acquis par le contribuable pour être utilisés par lui aux fins de gagner un revenu provenant d'une entreprise qu'il exploite au Canada ou provenant de biens situés au Canada ou doivent être loués par lui à un locataire devant les utiliser au Canada, si l'utilisation des biens par le locataire a commencé avant 1985 ;

*b)* sont des biens à l'égard desquels un certificat qui n'a pas été révoqué en vertu du paragraphe 9 de l'article 130R2 a été émis par le ministre ; et

*c)* sont constitués par du matériel de chauffage solaire actif, y compris un capteur solaire, un chauffe-eau solaire, du matériel de conversion de l'énergie solaire, d'entreposage ou de contrôle et du matériel conçu pour adapter du matériel de chauffage solaire à d'autre matériel de chauffage, utilisé pour chauffer de l'air ou un liquide devant être utilisé directement dans un processus de fabrication ou de transformation, pour fournir du chauffage, lorsqu'il est installé dans un édifice ou autre structure neuf au moment de sa construction initiale si celle-ci a débuté après le 10 décembre 1979 et avant 1985, ou pour chauffer de l'eau ;

*d)* sont constitués par une installation hydro-électrique d'un producteur d'énergie hydro-électrique dont la production maximale prévue n'excédera pas 15 mégawatts lorsque l'aménagement du site sera terminé, soit le matériel et l'installation de production, y compris les structures, un canal, un barrage, une digue, un déversoir, une vanne hydraulique, une dérivation ou conduite pour le poisson, le matériel de contrôle ou de transmission et une centrale électrique comprenant le matériel de production et autre matériel accessoire, mais à l'exclusion d'un bien qui est compris dans les catégories 10 ou 17 ou qui est constitué par du matériel de distribution ;

*e)* sont constitués par du matériel de récupération de la chaleur conçu pour conserver l'énergie ou réduire les besoins en énergie par l'extraction et la réutilisation de la chaleur provenant de résidus thermiques, y compris un condensateur, du matériel pour les échanges thermiques, un compresseur utilisé pour augmenter la pression de la vapeur à basse pression, une chaudière de récupération de la chaleur ou du matériel accessoire tel qu'un panneau de contrôle, un ventilateur, une pompe ou un appareil de mesure ; ou

*f)* sont un ajout ou une modification à une installation hydro-électrique visée dans le sous-paragraphe *d* entraînant un changement du potentiel électrique, si la nouvelle production maximale de l'installation n'excède pas 15 mégawatts.

3. Les biens de la présente catégorie ne comprennent cependant pas un bien qui a été utilisé avant d'être acquis par le contribuable, sauf si ce bien déjà compris dans la catégorie 34 aux fins du calcul du revenu de la personne de qui il a été acquis.

D. 1981-80, cat. 34 ; 2456-80, a. 22 ; 1535-81, a. 22.

### Catégorie 35

(7%)

(a. 130R6, R55.3, R95)

Les biens non compris dans une autre catégorie et constitués par une voiture de chemin de fer acquise après le 25 mai 1976.

### ANNEXE C

(a. 710R5)

### UNIVERSITÉS ÉTRANGÈRES

Les universités visées dans l'article 710R5 sont les suivantes :

*a)* aux États-Unis :

American University, The, Washington, District de Columbia.

Amherst College, Amherst, Massachusetts.

Andrews University, Berrien Springs, Michigan.

Anna Maria College, Paxton, Massachusetts.

Arizona State University, Tempe, Arizona.

Azusa Pacific College, Azusa, Californie.

Babson College, Babson Park, Massachusetts.

Bard College, Annandale-On-Hudson, New York.

Bennington College, Bennington, Vermont.

Bentley College, Waltham, Massachusetts.

Beth Medrash Govaha, Lakewood, New Jersey.

Bethel College, Mishawaka, Indiana.

Bethel College and Seminary, Saint Paul, Minnesota.

Biola College, LaMirada, Californie.

Bod Jones University, Greenville, Caroline du Sud.

Boston College, Chestnut Hill, Massachusetts.

Boston University, Boston, Massachusetts.

Bowdoin College, Brunswick, Maine.

Brandeis University, Waltham, Massachusetts.

Briarcliff College, Briarcliff Manor, New York.

Brigham Young University, Hawaii Campus, Laie, Hawaii.

Brigham Young University, Provo, Utah.

Brown University, Providence, Rhode Island.

Bryn Mawr College, Bryn Mawr, Pennsylvanie.

Bucknell University, Lewisburg, Pennsylvanie.  
 California Institute of Technology, Pasadena, Californie.  
 Calvin College, Grand Rapids, Michigan.  
 Carleton College, Northfield, Minnesota.  
 Carnegie-Mellon University, Pittsburg, Pennsylvanie.  
 Catholic University of America, The, Washington, District de Columbia.  
 Cedarville College, Cedarville, Ohio.  
 Clarkson College of Technology, Potsdam, New York.  
 Colby College, Waterville, Maine.  
 Colgate University, Hamilton, New York.  
 Colorado College, The, Colorado Springs, Colorado.  
 Colorado School of Mines, Golden, Colorado.  
 Colorado State University, Fort Collins, Colorado.  
 Columbia University in the City of New York, New York, New York.  
 Connecticut College, New London, Connecticut.  
 Cornell University, Ithaca, New York.  
 Covenant College, Lookout Mountain, Tennessee.  
 Creighton University, Omaha, Nebraska.  
 Dallas Theological Seminary, Dallas, Texas.  
 Dartmouth College, Hanover, New Hampshire.  
 Denison University, Granville, Ohio.  
 Detroit Bible College, Farmington Hills, Michigan.  
 Dordt College, Sioux Center, Iowa.  
 Drake University, Des Moines, Iowa.  
 Drew University, Madison, New Jersey.  
 Dropsie University, The, Philadelphie, Pennsylvanie.  
 Drury College, Springfield, Missouri.  
 Duke University, Durham, Caroline du Nord.  
 Eastern Baptist Theological Seminary, The, Philadelphie, Pennsylvanie.  
 Eastern Mennonite College, Harrisonburg, Virginie.  
 Eastern Washington University, Cheney, Washington.  
 Florida Atlantic University, Boca Raton, Floride.  
 Fordham University, New York, New York.  
 Fuller Theological Seminary, Pasadena, Californie.  
 Gallaudet College, Washington, District de Columbia.  
 Georgetown University, Washington, District de Columbia.  
 George Washington University, The, Washington, District de Columbia.  
 George Williams College, Downers Grove, Illinois.  
 Georgia Institute of Technology, Atlanta, Georgie.  
 Geneva College, Beaver Falls, Pennsylvanie.  
 Goddard College, Plainfield, Vermont.  
 Gonzaga University, Spokane, Washington.  
 Gordon College, Venham, Massachusetts.  
 Gordon-Conwell Theological Seminary, South Hamilton, Massachusetts.  
 Goshen Biblical Seminary, Elkhart, Indiana.  
 Goshen College, Goshen, Indiana.  
 Graceland College, Lamoni, Iowa.  
 Greenville College, Greenville, Illinois.  
 Grinnell College, Grinnell, Iowa.  
 Gustavus Adolphus College, St-Peter, Minnesota.  
 Hamilton College, Clinton, New York.  
 Harvard University, Cambridge, Massachusetts.  
 Hebrew Union College-Jewish Institute of Religion, New York, New York.  
 Hebrew Union College-Jewish Institute of Religion, Cincinnati, Ohio.  
 Hillsdale College, Holland, Michigan.  
 Hope College, Holland, Michigan.  
 Houghton College, Houghton, New York.  
 Huntington College, Huntington, Indiana.  
 Indiana University, Bloomington, Indiana.  
 Iowa State University of Science and Technology, Ames, Iowa.  
 Ithaca College, Ithaca, New York.  
 Jamestown College, Jamestown, Dakota du Nord.  
 Jewish Theological Seminary of America, The, New York, New York.  
 Johns Hopkins University, The, Baltimore, Maryland.  
 Lake Superior State College, Sault Ste-Marie, Michigan.  
 Lehigh University, Bethlehem, Pennsylvanie.  
 Leland Stanford Junior University, Stanford, Californie.  
 Le Moyne College, Syracuse, New York.  
 Logan College of Chiropractic, Saint-Louis, Missouri.  
 Loma Linda University, Loma Linda, Californie.  
 Louisiana State University, Baton Rouge, Louisiane.  
 Loyola University, Chicago, Illinois.  
 Macalester College, St-Paul, Minnesota.  
 Manhattanville College, Purchase, New York.  
 Marquette University, Milwaukee, Wisconsin.  
 Marymount College, Tarrytown, New York.  
 Massachusetts Institute of Technology, Cambridge, Massachusetts.  
 Mayo Graduate School of Medicine, Rochester, Minnesota.  
 Mennonite Biblical Seminary, Elkhart, Indiana.  
 Messivta Yeshiva Rabbi Chaim Berlin, Brooklin, New York.  
 Miami University, Oxford, Ohio.  
 Michigan State University, East Lansing, Michigan.  
 Michigan Technological University, Houghton, Michigan.  
 Middlebury College, Middlebury, Vermont.  
 Mills College, Oakland, Californie.  
 Moody Bible Institute, Chicago, Illinois.  
 Montana State University, Bozeman, Montana.  
 Mount Holyoke College, South Hadley, Massachusetts.  
 Multnomah School of the Bible, Portland, Oregon.  
 Nason College, Springvale, Maine.  
 National College of Chiropractic, The, Lombard, Illinois.  
 Ner Israel Rabbinical College, Baltimore, Maryland.  
 New York University, New York, New York.  
 Niagara University, Niagara, New York.

North American Baptist Seminary, Sioux Falls, Dakota du Sud.  
 North Carolina State University at Raleigh, Raleigh, Caroline du Nord.  
 North Dakota State University of Agriculture and Applied Science, Fargo, Dakota du Nord.  
 Northeastern University, Boston, Massachusetts.  
 Northrop Institute of Technology, Inglewood, Californie.  
 Northwest College, Kirkland, Washington.  
 Northwestern University, Evanston, Illinois.  
 Northwood Institute, Midland, Michigan.  
 Nyack College, Nyack, New York.  
 Oakland University, Rochester, Michigan.  
 Ohio State University, Teh, Columbus, Ohio.  
 Ohio University, Athens, Ohio.  
 Old Dominion University, Norfolk, Virginie.  
 Oral Roberts University, Tulsa, Oklahoma.  
 Oregon State University, Corvallis, Oregon.  
 Ottawa University, Ottawa, Kansas.  
 Pace University, New York, New York.  
 Pacific Lutheran University, Tacoma, Washington.  
 Pacific Union College, Angwin, Californie.  
 Palmer College of Chiropractic, Davenport, Iowa.  
 Park College, Kansas City, Missouri.  
 Pennsylvania State University, The, University, Park, Pennsylvanie.  
 Philadelphia College of Textiles and Sciences, Philadelphia, Pennsylvanie.  
 Princeton University, Princeton, New Jersey.  
 Principia College, The, Elmhurst, Illinois.  
 Purdue University, Lafayette, Indiana.  
 Rabbinical Seminary of America, Forest Hills, New York.  
 Reed College, Portland, Orégon.  
 Rensselaer Polytechnic Institute, Troy, New York.  
 Ricker College, Houlton, Maine.  
 Roberts Wesleyan College, North Chili, New York.  
 Rochester Institute of Technology, Rochester, New York.  
 Rosemead Graduate School of Psychology, Rosemead, Californie.  
 Rutgers-The State University, New Brunswick, New Jersey.  
 Saint Louis University, Saint Louis, Missouri.  
 Saint Mary's College, Notre-Dame, Indiana.  
 San Francisco State College, San Francisco, Californie.  
 San Jose State College, San Jose, Californie.  
 Sarah Lawrence College, Bronxville, New York.  
 Seattle Pacific College, Seattle, Washington.  
 Seattle University, Seattle, Washington.  
 Simmons College, Boston, Massachusetts.  
 Simpson College, Indianola, Iowa.  
 Smith College, The, Northampton, Massachusetts.  
 South Dakota School of Mines and Technology, Rapid City, Dakota du Sud.  
 Southern Methodist University, Dallas, Texas.  
 Spring Arbor College, Spring Arbor, Michigan.  
 Springfield College, Springfield, Massachusetts.  
 State University College at Oswego, Oswego, New York.  
 State University of New York College of Arts and Science at Plattsburg, Plattsburg, New York.  
 State University of New York at Buffalo, Buffalo, New York.  
 Stephens College, Columbia, Missouri.  
 Stevens Institute of Technology, Hoboken, New Jersey.  
 St-John's College, Annapolis, Maryland.  
 St-John's College, Santa Fe, Nouveau Mexique.  
 St. Lawrence University, Canton, New York.  
 Swarthmore College, Swarthmore, Pennsylvanie.  
 Syracuse University, Syracuse, New York.  
 Tabor College, Hillsboro, Kansas.  
 Taylor University, Upland, Indiana.  
 Teachers College, Columbia University, New York, New York.  
 Telshe Yeshiva-Chicago, Rabbinical College of Telshe-Chicago, Inc., Chicago, Illinois.  
 Telshe Yeshiva Rabbinical College of Telshe, Inc., Wickliffe, Ohio.  
 Temple Buell College, Denver, Colorado.  
 Temple University, Philadelphia, Pennsylvanie.  
 Touro College, New York, New York.  
 Trinity College, Dunedin, Floride.  
 Trinity College, Hartford, Connecticut.  
 Trinity Christian College, Palos Heights, Illinois.  
 Tufts University, Medford, Massachusetts.  
 Tulane University, New Orleans, Louisiane.  
 Union College, Schenectady, New York.  
 Union Theological Seminary, New York, New York.  
 University of Arizona, The, Tucson, Arizona.  
 University of California, Berkeley, Californie.  
 University of Chicago, The, Chicago, Illinois.  
 University of Cincinnati, Cincinnati, Ohio.  
 University of Colorado, Boulder, Colorado.  
 University of Delaware, Newark, Delaware.  
 University of Denver, Denver, Colorado.  
 University of Detroit, Detroit, Michigan.  
 University of Dubuque, Dubuque, Iowa.  
 University of Florida, Gainesville, Floride.  
 University of Hawaii, Honolulu, Hawaii.  
 University of Houston, Houston, Texas.  
 University of Idaho, Moscow, Idaho.  
 University of Illinois, Urbana, Illinois.  
 University of Iowa, Iowa City, Iowa.  
 University of Kansas, Lawrence, Kansas.  
 University of Kentucky, Lexington, Kentucky.  
 University of Maine, Orono, Maine.  
 University of Maryland, College Park, Maryland.  
 University of Miami, Coral Gables, Floride.  
 University of Michigan, The, Ann Arbor, Michigan.  
 University of Minnesota, Minneapolis, Minnesota.

University of Nebraska, The, Lincoln, Nebraska.  
 University of North Carolina at Chapel Hill, Chapel Hill, Caroline du Nord.  
 University of North Dakota, Grand Forks, Dakota du Nord.  
 University of Notre Dame du Lac, Notre Dame, Indiana.  
 University of Oklahoma, Norman, Oklahoma.  
 University of Oregon, Eugene, Oregon.  
 University of the Pacific, Stockton, Californie.  
 University of Pennsylvania, Philadelphie, Pennsylvanie.  
 University of Pittsburgh, Pittsburgh, Pennsylvanie.  
 University of Portland, Portland, Oregon.  
 University of Rochester, Rochester, New York.  
 University of Santa Clara, Santa Clara, Californie.  
 University of Southern California, Los Angeles, Californie.  
 University of Texas, Austin, Texas.  
 University of Tulsa, Tulsa, Oklahoma.  
 University of Utah, Salt Lake City, Utah.  
 University of Vermont and State Agricultural College, Burlington, Vermont.  
 University of Virginia, Charlottesville, Virginie.  
 University of Washington, Seattle, Washington.  
 University of Wisconsin, Madison, Wisconsin.  
 Utah State University of Agriculture and Applied Science, Logan, Utah.  
 Valparaiso University, Valparaiso, Indiana.  
 Vanderbilt University, Nashville, Tennessee.  
 Vassar College, Poughkeepsie, New York.  
 Wagner College, Staten Island, New York.  
 Washington Bible College, Lanham, Maryland.  
 Washington State University, Pullman, Washington.  
 Washington University, Saint Louis, Missouri.  
 Wayne State University, Detroit, Michigan.  
 Wellesley College, Wellesley, Massachusetts.  
 Wesleyan University, Middletown, Connecticut.  
 Western Evangelical Seminary, Portland, Oregon.  
 Western Michigan University, Kalamazoo, Michigan.  
 Western Washington University, Bellingham, Washington.  
 Westminster Theological Seminary, Philadelphie, Pennsylvanie.  
 Wheaton College, Wheaton, Illinois.  
 Williams College, Williamstown, Massachusetts.  
 Withworth College, Spokane, Washington.  
 Whitman College, Walla Walla, Washington.  
 Wittenberg University, Springfield, Ohio.  
 Yale University, New Haven, Connecticut.  
 Yeshiva University, New York, New York.  
 Yeshiva University of Los Angeles, Los Angeles, Californie.

b) au Royaume-Uni :

Cranfield Institute of Technology, Cranfield, Bedford, Angleterre.

Queen's University of Belfast, The, Belfast, Irlande du Nord.

University of Aberdeen, Aberdeen, Écosse.

University of Birmingham, Birmingham, Angleterre.

University of Bradford, Bradford, Angleterre.

University of Bristol, Bristol, Angleterre.

University of Cambridge, Cambridge, Angleterre.

University of Edinburgh, Edinbourg, Écosse.

University of Glasgow, Glasgow, Écosse.

University of Leeds, Leeds, Angleterre.

University of Liverpool, Liverpool, Angleterre.

University of London, Londres, Angleterre.

University of Oxford, Oxford, Angleterre.

University of Reading, Reading, Angleterre.

University of St. Andrews, St-Andrews, Écosse.

University of Sheffield, Sheffield, Angleterre.

University of Strathclyde, Glasgow, Écosse.

University of Wales, Cardiff, Pays de Galles.

Victoria University of Manchester, Manchester, Angleterre.

c) en Irlande :

Royal College of Surgeons in Ireland, Dublin.

University of Dublin, Dublin.

d) en France :

Les Facultés Catholiques de Lille, Lille.

Les Facultés Catholiques de Lyon, Lyon.

L'Institut Catholique de Paris, Paris.

L'Université d'Aix-Marseille, Aix-en-Provence.

L'Université de Paris, Paris.

e) en Autriche :

L'Université de Vienne, Vienne.

f) en Belgique :

L'Université Catholique de Louvain, Louvain.

L'Université libre de Bruxelles, Bruxelles.

g) en Suisse :

L'Université de Fribourg, Fribourg.

L'Université de Genève, Genève.

L'Université de Lausanne, Lausanne.

h) au Vatican :

L'Université grégorienne pontificale.

i) en Israël :

Jerusalem College for Women, Bayit-Vegan, Jérusalem.

L'Université Bar-Ilan, Ramat-Gan.

L'Université Ben Gurion du Negev, Beersheba.

L'Université d'Haïfa, Haïfa.

L'Université hébraïque de Jérusalem, Jérusalem.

Technion-Israel Institute of Technology, Haïfa.

Tel-Aviv University, Tel-Aviv.

j) au Liban :  
American University of Beirut, The, Beyrouth.  
L'Université Saint Joseph, Beyrouth.

k) en République fédérale d'Allemagne :  
Université libre d'Ukraine, Munich, République fédérale  
d'Allemagne.

D. 1981-80, annexe C ; 1983-80, a. 52 ; 2456-80, a. 23 ; 1535-81, a. 23.

ANNEXE D  
(a. 751R2)

Table de l'impôt sur le revenu du Québec

Revenu imposable		Revenu imposable		Revenu imposable		Revenu imposable		Revenu imposable		Revenu imposable		Revenu imposable		Revenu imposable		Revenu imposable	
Ex- ce- dant	Sans ex- ceder	Ex- ce- dant	Sans ex- ceder	Ex- ce- dant	Sans ex- ceder	Ex- ce- dant	Sans ex- ceder	Ex- ce- dant	Sans ex- ceder	Ex- ce- dant	Sans ex- ceder	Ex- ce- dant	Sans ex- ceder	Ex- ce- dant	Sans ex- ceder	Ex- ce- dant	Sans ex- ceder
0 - 10	0,65	1100 - 1110	148,95	2200 - 2210	314,45	3300 - 3310	494,45	4400 - 4410	656,15	5500 - 5510	887,90	6600 - 6610	1097,95	7700 - 7710	1327,95	8800 - 8810	1557,95
10 - 20	1,95	1110 - 1120	150,35	2210 - 2220	316,05	3310 - 3320	496,15	4410 - 4420	657,95	5510 - 5520	889,80	6610 - 6620	1099,95	7710 - 7720	1329,95	8810 - 8820	1559,95
20 - 30	3,25	1120 - 1130	151,75	2220 - 2230	317,65	3320 - 3330	497,85	4420 - 4430	659,75	5520 - 5530	891,70	6620 - 6630	1101,95	7720 - 7730	1331,95	8820 - 8830	1561,95
30 - 40	4,55	1130 - 1140	153,15	2230 - 2240	319,25	3330 - 3340	499,55	4430 - 4440	661,55	5530 - 5540	893,55	6630 - 6640	1103,95	7730 - 7740	1333,95	8830 - 8840	1563,95
40 - 50	5,85	1140 - 1150	154,55	2240 - 2250	320,85	3340 - 3350	501,25	4440 - 4450	663,35	5540 - 5550	895,35	6640 - 6650	1105,95	7740 - 7750	1335,95	8840 - 8850	1565,95
50 - 60	7,15	1150 - 1160	155,95	2250 - 2260	322,45	3350 - 3360	502,95	4450 - 4460	665,15	5550 - 5560	897,15	6650 - 6660	1107,95	7750 - 7760	1337,95	8850 - 8860	1567,95
60 - 70	8,45	1160 - 1170	157,35	2260 - 2270	324,05	3360 - 3370	504,65	4460 - 4470	666,95	5560 - 5570	899,30	6660 - 6670	1109,95	7760 - 7770	1339,95	8860 - 8870	1569,95
70 - 80	9,75	1170 - 1180	158,75	2270 - 2280	325,65	3370 - 3380	506,35	4470 - 4480	668,75	5570 - 5580	901,20	6670 - 6680	1111,95	7770 - 7780	1341,95	8870 - 8880	1571,95
80 - 90	11,05	1180 - 1190	160,15	2280 - 2290	327,25	3380 - 3390	508,05	4480 - 4490	670,55	5580 - 5590	903,00	6680 - 6690	1113,95	7780 - 7790	1343,95	8880 - 8890	1573,95
90 - 100	12,35	1190 - 1200	161,55	2290 - 2300	328,85	3390 - 3400	509,75	4490 - 4500	672,35	5590 - 5600	905,00	6690 - 6700	1115,95	7790 - 7800	1345,95	8890 - 8900	1575,95
100 - 110	13,65	1200 - 1210	162,95	2300 - 2310	330,45	3400 - 3410	511,45	4500 - 4510	674,15	5600 - 5610	906,90	6700 - 6710	1117,95	7800 - 7810	1347,95	8900 - 8910	1577,95
110 - 120	14,95	1210 - 1220	164,35	2310 - 2320	332,05	3410 - 3420	513,15	4510 - 4520	675,95	5610 - 5620	908,80	6710 - 6720	1119,95	7810 - 7820	1349,95	8910 - 8920	1579,95
120 - 130	16,25	1220 - 1230	165,75	2320 - 2330	333,65	3420 - 3430	514,85	4520 - 4530	677,75	5620 - 5630	910,70	6720 - 6730	1121,95	7820 - 7830	1351,95	8920 - 8930	1581,95
130 - 140	17,55	1230 - 1240	167,15	2330 - 2340	335,25	3430 - 3440	516,55	4530 - 4540	679,55	5630 - 5640	912,60	6730 - 6740	1123,95	7830 - 7840	1353,95	8930 - 8940	1583,95
140 - 150	18,85	1240 - 1250	168,55	2340 - 2350	336,85	3440 - 3450	518,25	4540 - 4550	681,35	5640 - 5650	914,50	6740 - 6750	1125,95	7840 - 7850	1355,95	8940 - 8950	1585,95
150 - 160	20,15	1250 - 1260	170,05	2350 - 2360	338,45	3450 - 3460	519,95	4550 - 4560	683,15	5650 - 5660	916,40	6750 - 6760	1127,95	7850 - 7860	1357,95	8950 - 8960	1587,95
160 - 170	21,45	1260 - 1270	171,55	2360 - 2370	340,05	3460 - 3470	521,65	4560 - 4570	684,95	5660 - 5670	918,30	6760 - 6770	1129,95	7860 - 7870	1359,95	8960 - 8970	1589,95
170 - 180	22,75	1270 - 1280	173,05	2370 - 2380	341,65	3470 - 3480	523,35	4570 - 4580	686,75	5670 - 5680	920,20	6770 - 6780	1131,95	7870 - 7880	1361,95	8970 - 8980	1591,95
180 - 190	24,05	1280 - 1290	174,55	2380 - 2390	343,25	3480 - 3490	525,05	4580 - 4590	688,55	5680 - 5690	922,10	6780 - 6790	1133,95	7880 - 7890	1363,95	8980 - 8990	1593,95
190 - 200	25,35	1290 - 1300	176,05	2390 - 2400	344,85	3490 - 3500	526,75	4590 - 4600	690,35	5690 - 5700	924,00	6790 - 6800	1135,95	7890 - 7900	1365,95	8990 - 9000	1595,95
200 - 210	26,65	1300 - 1310	177,55	2400 - 2410	346,45	3500 - 3510	528,45	4600 - 4610	692,15	5700 - 5710	925,90	6800 - 6810	1137,95	7900 - 7910	1367,95	9000 - 9010	1597,95
210 - 220	27,95	1310 - 1320	179,05	2410 - 2420	348,05	3510 - 3520	530,15	4610 - 4620	693,95	5710 - 5720	927,80	6810 - 6820	1139,95	7910 - 7920	1369,95	9010 - 9020	1599,95
220 - 230	29,25	1320 - 1330	180,55	2420 - 2430	349,65	3520 - 3530	531,85	4620 - 4630	695,75	5720 - 5730	929,70	6820 - 6830	1141,95	7920 - 7930	1371,95	9020 - 9030	1601,95
230 - 240	30,55	1330 - 1340	182,05	2430 - 2440	351,25	3530 - 3540	533,55	4630 - 4640	697,55	5730 - 5740	931,60	6830 - 6840	1143,95	7930 - 7940	1373,95	9030 - 9040	1603,95
240 - 250	31,85	1340 - 1350	183,55	2440 - 2450	352,85	3540 - 3550	535,25	4640 - 4650	699,35	5740 - 5750	933,50	6840 - 6850	1145,95	7940 - 7950	1375,95	9040 - 9050	1605,95
250 - 260	33,15	1350 - 1360	185,05	2450 - 2460	354,45	3550 - 3560	536,95	4650 - 4660	701,15	5750 - 5760	935,40	6850 - 6860	1147,95	7950 - 7960	1377,95	9050 - 9060	1607,95
260 - 270	34,45	1360 - 1370	186,55	2460 - 2470	356,05	3560 - 3570	538,65	4660 - 4670	702,95	5760 - 5770	937,30	6860 - 6870	1149,95	7960 - 7970	1379,95	9060 - 9070	1609,95
270 - 280	35,75	1370 - 1380	188,05	2470 - 2480	357,65	3570 - 3580	540,35	4670 - 4680	704,75	5770 - 5780	939,20	6870 - 6880	1151,95	7970 - 7980	1381,95	9070 - 9080	1611,95
280 - 290	37,05	1380 - 1390	189,55	2480 - 2490	359,25	3580 - 3590	542,05	4680 - 4690	706,55	5780 - 5790	941,10	6880 - 6890	1153,95	7980 - 7990	1383,95	9080 - 9090	1613,95
290 - 300	38,35	1390 - 1400	191,05	2490 - 2500	360,85	3590 - 3600	543,75	4690 - 4700	708,35	5790 - 5800	943,00	6890 - 6900	1155,95	7990 - 8000	1385,95	9090 - 9100	1615,95
300 - 310	39,65	1400 - 1410	192,55	2500 - 2510	362,45	3600 - 3610	545,45	4700 - 4710	710,15	5800 - 5810	944,90	6900 - 6910	1157,95	8000 - 8010	1387,95	9100 - 9110	1617,95
310 - 320	40,95	1410 - 1420	194,05	2510 - 2520	364,05	3610 - 3620	547,15	4710 - 4720	711,95	5810 - 5820	946,80	6910 - 6920	1159,95	8010 - 8020	1389,95	9110 - 9120	1619,95
320 - 330	42,25	1420 - 1430	195,55	2520 - 2530	365,65	3620 - 3630	548,85	4720 - 4730	713,75	5820 - 5830	948,70	6920 - 6930	1161,95	8020 - 8030	1391,95	9120 - 9130	1621,95
330 - 340	43,55	1430 - 1440	197,05	2530 - 2540	367,25	3630 - 3640	550,55	4730 - 4740	715,55	5830 - 5840	950,60	6930 - 6940	1163,95	8030 - 8040	1393,95	9130 - 9140	1623,95
340 - 350	44,85	1440 - 1450	198,55	2540 - 2550	368,85	3640 - 3650	552,25	4740 - 4750	717,35	5840 - 5850	952,50	6940 - 6950	1165,95	8040 - 8050	1395,95	9140 - 9150	1625,95
350 - 360	46,15	1450 - 1460	200,05	2550 - 2560	370,45	3650 - 3660	553,95	4750 - 4760	719,15	5850 - 5860	954,40	6950 - 6960	1167,95	8050 - 8060	1397,95	9150 - 9160	1627,95
360 - 370	47,45	1460 - 1470	201,55	2560 - 2570	372,05	3660 - 3670	555,65	4760 - 4770	720,95	5860 - 5870	956,30	6960 - 6970	1169,95	8060 - 8070	1399,95	9160 - 9170	1629,95
370 - 380	48,75	1470 - 1480	203,05	2570 - 2580	373,65	3670 - 3680	557,35	4770 - 4780	722,75	5870 - 5880	958,20	6970 - 6980	1171,95	8070 - 8080	1401,95	9170 - 9180	1631,95
380 - 390	50,05	1480 - 1490	204,55	2580 - 2590	375,25	3680 - 3690	559,05	4780 - 4790	724,55	5880 - 5890	960,10	6980 - 6990	1173,95	8080 - 8090	1403,95	9180 - 9190	1633,95
390 - 400	51,35	1490 - 1500	206,05	2590 - 2600	376,85	3690 - 3700	560,75	4790 - 4800	726,35	5890 - 5900	962,00	6990 - 7000	1175,95	8090 - 8100	1405,95	9190 - 9200	1635,95
400 - 410	52,65	1500 - 1510	207,55	2600 - 2610	378,45	3700 - 3710	562,45	4800 - 4810	728,15	5900 - 5910	963,90	7000 - 7010	1177,95	8100 - 8110	1407,95	9200 - 9210	1637,95
410 - 420	53,95	1510 - 1520	209,05	2610 - 2620	380,05	3710 - 3720	564,15	4810 - 4820	729,95	5910 - 5920	965,80	7010 - 7020	1179,95	8110 - 8120	1409,95	9210 - 9220	1639,95
420 - 430	55,25	1520 - 1530	210,55	2620 - 2630	381,65	3720 - 3730	565,85	4820 - 4830	731,75	5920 - 5930	967,70	7020 - 7030	1181,95	8120 - 8130	1411,95	9220 - 9230	1641,95
430 - 440	56,55	1530 - 1540	212,05	2630 - 2640	383,25	3730 - 3740	567,55	4830 - 4840	733,55	5930 - 5940	969,60	7030 - 7040	1183,95	8130 - 8140	1413,95	9230 - 9240	1643,95
440 - 450	57,85	1540 - 1550	213,55	2640 - 2650	384,85	3740 - 3750	569,25	4840 - 4850	735,35	5940 - 5950	971,50	7040 - 7050	1185,95	8140 - 8150	1415,95	9240 - 9250	1645,95
450 - 460	59,15	1550 - 1560	215,05	2650 - 2660	386,45	3750 - 3760	570,95	4850 - 4860	737,15	5950 - 5960	973,40	7050 - 7060	1187,95	8150 - 8160	1417,95		

Table de l'impôt sur le revenu du Québec

Revenu imposable				Revenu imposable				Revenu imposable				Revenu imposable				Revenu imposable				Revenu imposable												
Impôt				Impôt				Impôt				Impôt				Impôt				Impôt												
Ex- ce- pter	Sans ce- pter	Ex- ce- pter	Sans ce- pter	Ex- ce- pter	Sans ce- pter	Ex- ce- pter	Sans ce- pter	Ex- ce- pter	Sans ce- pter	Ex- ce- pter	Sans ce- pter	Ex- ce- pter	Sans ce- pter	Ex- ce- pter	Sans ce- pter	Ex- ce- pter	Sans ce- pter	Ex- ce- pter	Sans ce- pter	Ex- ce- pter	Sans ce- pter	Ex- ce- pter	Sans ce- pter	Ex- ce- pter	Sans ce- pter	Ex- ce- pter	Sans ce- pter	Ex- ce- pter	Sans ce- pter			
7700	7710	1317.95	8800	8810	1545.05	9900	9910	1776.05	11000	11010	2017.75	12100	12110	2260.15	13200	13210	2513.15	14300	14310	2766.15	15400	15410	2978.15	16500	16510	3190.15	17600	17610	3402.15	18700	18710	3614.15
7720	7730	1319.95	8810	8820	1547.15	9910	9920	1778.15	11010	11020	2019.75	12110	12120	2262.15	13210	13220	2515.15	14310	14320	2768.15	15410	15420	2980.15	16510	16520	3192.15	17610	17620	3404.15	18710	18720	3616.15
7730	7740	1323.95	8820	8830	1549.25	9920	9930	1782.35	11020	11030	2023.75	12120	12130	2264.15	13220	13230	2517.15	14320	14330	2770.15	15420	15430	2982.15	16520	16530	3194.15	17620	17630	3406.15	18720	18730	3618.15
7740	7750	1325.95	8830	8840	1551.35	9930	9940	1784.45	11030	11040	2025.75	12130	12140	2266.15	13230	13240	2519.15	14330	14340	2772.15	15430	15440	2984.15	16530	16540	3196.15	17630	17640	3408.15	18730	18740	3620.15
7750	7760	1327.95	8840	8850	1553.45	9940	9950	1786.55	11040	11050	2027.75	12140	12150	2268.15	13240	13250	2521.15	14340	14350	2774.15	15440	15450	2986.15	16540	16550	3198.15	17640	17650	3410.15	18740	18750	3622.15
7760	7770	1329.95	8850	8860	1555.55	9950	9960	1788.65	11050	11060	2029.75	12150	12160	2270.15	13250	13260	2523.15	14350	14360	2776.15	15450	15460	2988.15	16550	16560	3200.15	17650	17660	3412.15	18750	18760	3624.15
7770	7780	1331.95	8860	8870	1557.65	9960	9970	1790.75	11060	11070	2031.75	12160	12170	2272.15	13260	13270	2525.15	14360	14370	2778.15	15460	15470	2990.15	16560	16570	3202.15	17660	17670	3414.15	18760	18770	3626.15
7780	7790	1333.95	8870	8880	1559.75	9970	9980	1792.85	11070	11080	2033.75	12170	12180	2274.15	13270	13280	2527.15	14370	14380	2780.15	15470	15480	2992.15	16570	16580	3204.15	17670	17680	3416.15	18770	18780	3628.15
7790	7800	1335.95	8880	8890	1561.85	9980	9990	1794.95	11080	11090	2035.75	12180	12190	2276.15	13280	13290	2529.15	14380	14390	2782.15	15480	15490	2994.15	16580	16590	3206.15	17680	17690	3418.15	18780	18790	3630.15
7800	7810	1337.95	8890	8900	1563.95	9990	10000	1796.05	11090	11100	2037.75	12190	12200	2278.15	13290	13300	2531.15	14390	14400	2784.15	15490	15500	2996.15	16590	16600	3208.15	17690	17700	3420.15	18790	18800	3632.15
7810	7820	1339.95	8900	8910	1566.05	10000	10010	1797.15	11100	11110	2039.75	12200	12210	2280.15	13300	13310	2533.15	14400	14410	2786.15	15500	15510	2998.15	16600	16610	3210.15	17700	17710	3422.15	18800	18810	3634.15
7820	7830	1341.95	8910	8920	1568.15	10010	10020	1799.25	11110	11120	2041.75	12210	12220	2282.15	13310	13320	2535.15	14410	14420	2788.15	15510	15520	3000.15	16610	16620	3212.15	17710	17720	3424.15	18810	18820	3636.15
7830	7840	1343.95	8920	8930	1570.25	10020	10030	1801.35	11120	11130	2043.75	12220	12230	2284.15	13320	13330	2537.15	14420	14430	2790.15	15520	15530	3002.15	16620	16630	3214.15	17720	17730	3426.15	18820	18830	3638.15
7840	7850	1345.95	8930	8940	1572.35	10030	10040	1803.45	11130	11140	2045.75	12230	12240	2286.15	13330	13340	2539.15	14430	14440	2792.15	15530	15540	3004.15	16630	16640	3216.15	17730	17740	3428.15	18830	18840	3640.15
7850	7860	1347.95	8940	8950	1574.45	10040	10050	1805.55	11140	11150	2047.75	12240	12250	2288.15	13340	13350	2541.15	14440	14450	2794.15	15540	15550	3006.15	16640	16650	3218.15	17740	17750	3430.15	18840	18850	3642.15
7860	7870	1349.95	8950	8960	1576.55	10050	10060	1807.65	11150	11160	2049.75	12250	12260	2290.15	13350	13360	2543.15	14450	14460	2796.15	15550	15560	3008.15	16650	16660	3220.15	17750	17760	3432.15	18850	18860	3644.15
7870	7880	1351.95	8960	8970	1578.65	10060	10070	1809.75	11160	11170	2051.75	12260	12270	2292.15	13360	13370	2545.15	14460	14470	2798.15	15560	15570	3010.15	16660	16670	3222.15	17760	17770	3434.15	18860	18870	3646.15
7880	7890	1353.95	8970	8980	1580.75	10070	10080	1811.85	11170	11180	2053.75	12270	12280	2294.15	13370	13380	2547.15	14470	14480	2800.15	15570	15580	3012.15	16670	16680	3224.15	17770	17780	3436.15	18870	18880	3648.15
7890	7900	1355.95	8980	8990	1582.85	10080	10090	1813.95	11180	11190	2055.75	12280	12290	2296.15	13380	13390	2549.15	14480	14490	2802.15	15580	15590	3014.15	16680	16690	3226.15	17780	17790	3438.15	18880	18890	3650.15
7900	7910	1357.95	8990	9000	1584.95	10090	10100	1815.85	11190	11200	2057.75	12290	12300	2298.15	13390	13400	2551.15	14490	14500	2804.15	15590	15600	3016.15	16690	16700	3228.15	17790	17800	3440.15	18890	18900	3652.15
7910	7920	1359.95	9000	9010	1587.05	10100	10110	1817.95	11200	11210	2059.75	12300	12310	2300.15	13400	13410	2553.15	14500	14510	2806.15	15600	15610	3018.15	16700	16710	3230.15	17800	17810	3442.15	18900	18910	3654.15
7920	7930	1361.95	9010	9020	1589.15	10110	10120	1820.05	11210	11220	2061.75	12310	12320	2302.15	13410	13420	2555.15	14510	14520	2808.15	15610	15620	3020.15	16710	16720	3232.15	17810	17820	3444.15	18910	18920	3656.15
7930	7940	1363.95	9020	9030	1591.25	10120	10130	1822.15	11220	11230	2063.75	12320	12330	2304.15	13420	13430	2557.15	14520	14530	2810.15	15620	15630	3022.15	16720	16730	3234.15	17820	17830	3446.15	18920	18930	3658.15
7940	7950	1365.95	9030	9040	1593.35	10130	10140	1824.25	11230	11240	2065.75	12330	12340	2306.15	13430	13440	2559.15	14530	14540	2812.15	15630	15640	3024.15	16730	16740	3236.15	17830	17840	3448.15	18930	18940	3660.15
7950	7960	1367.95	9040	9050	1595.45	10140	10150	1826.35	11240	11250	2067.75	12340	12350	2308.15	13440	13450	2561.15	14540	14550	2814.15	15640	15650	3026.15	16740	16750	3238.15	17840	17850	3450.15	18940	18950	3662.15
7960	7970	1369.95	9050	9060	1597.55	10150	10160	1828.45	11250	11260	2069.75	12350	12360	2310.15	13450	13460	2563.15	14550	14560	2816.15	15650	15660	3028.15	16750	16760	3240.15	17850	17860	3452.15	18950	18960	3664.15
7970	7980	1371.95	9060	9070	1599.65	10160	10170	1830.55	11260	11270	2071.75	12360	12370	2312.15	13460	13470	2565.15	14560	14570	2818.15	15660	15670	3030.15	16760	16770	3242.15	17860	17870	3454.15	18960	18970	3666.15
7980	7990	1373.95	9070	9080	1601.75	10170	10180	1832.65	11270	11280	2073.75	12370	12380	2314.15	13470	13480	2567.15	14570	14580	2820.15	15670	15680	3032.15	16770	16780	3244.15	17870	17880	3456.15	18970	18980	3668.15
7990	8000	1375.95	9080	9090	1603.85	10180	10190	1834.75	11280	11290	2075.75	12380	12390	2316.15	13480	13490	2569.15	14580	14590	2822.15	15680	15690	3034.15	16780	16790	3246.15	17880	17890	3458.15	18980	18990	3670.15
8000	8010	1377.95	9090	9100	1605.95	10190	10200	1836.85	11290	11300	2077.75	12390	12400	2318.15	13490	13500	2571.15	14590	14600	2824.15	15690	15700	3036.15	16790	16800	3248.15	17890	17900	3460.15	18990	19000	3672.15
8010	8020	1379.95	9100	9110	1608.05	10200	10210	1838.95	11300	11310	2079.75	12400	12410	2320.15	13500	13510	2573.15	14600	14610	2826.15	15700	15710	3038.15	16800	16810	3250.15	17900	17910	3462.15	19000	19010	3674.15
8020	8030	1381.95	9110	9120	1610.15	10210	10220	1841.05	11310																							

[illegible]



## Table de l'impôt sur le revenu du Québec

Revenu imposable			Revenu imposable			Revenu imposable			Revenu imposable			Revenu imposable			Revenu imposable			Revenu imposable		
Impôt			Impôt			Impôt			Impôt			Impôt			Impôt			Impôt		
Ex- ce- dant	Sans ex- ceder	Ligne 126	Ex- ce- dant	Sans ex- ceder	Ligne 126	Ex- ce- dant	Sans ex- ceder	Ligne 126	Ex- ce- dant	Sans ex- ceder	Ligne 126	Ex- ce- dant	Sans ex- ceder	Ligne 126	Ex- ce- dant	Sans ex- ceder	Ligne 126	Ex- ce- dant	Sans ex- ceder	Ligne 126
23100	23110	4958 10	23400	23410	5036 10	23700	23710	5114 10	<p align="center"><b>TAUX D'IMPÔT 1978 SUR LE REVENU IMPOSABLE</b>  <b>EXCÉDANT \$24,000 - VOIR GUIDE 48</b></p>											
23110	23120	4960 70	23410	23420	5038 70	23710	23720	5116 70												
23120	23130	4963 30	23420	23430	5041 30	23720	23730	5119 30												
23130	23140	4965 90	23430	23440	5043 90	23730	23740	5121 90												
23140	23150	4968 50	23440	23450	5046 50	23740	23750	5124 50												
23150	23160	4971 10	23450	23460	5049 10	23750	23760	5127 10												
23160	23170	4973 70	23460	23470	5051 70	23760	23770	5129 70												
23170	23180	4976 30	23470	23480	5054 30	23770	23780	5132 30												
23180	23190	4978 90	23480	23490	5056 90	23780	23790	5134 90												
23190	23200	4981 50	23490	23500	5059 50	23790	23800	5137 50												
23200	23210	4984 10	23500	23510	5062 10	23800	23810	5140 10	<p align="center"><b>Revenu</b>  <b>imposable</b></p>											
23210	23220	4986 70	23510	23520	5064 70	23810	23820	5142 70												
23220	23230	4989 30	23520	23530	5067 30	23820	23830	5145 30												
23230	23240	4991 90	23530	23540	5069 90	23830	23840	5147 90												
23240	23250	4994 50	23540	23550	5072 50	23840	23850	5150 50												
23250	23260	4997 10	23550	23560	5075 10	23850	23860	5153 10												
23260	23270	4999 70	23560	23570	5077 70	23860	23870	5155 70												
23270	23280	5002 30	23570	23580	5080 30	23870	23880	5158 30												
23280	23290	5004 90	23580	23590	5082 90	23880	23890	5160 90												
23290	23300	5007 50	23590	23600	5085 50	23890	23900	5163 50												
23300	23310	5010 10	23600	23610	5088 10	23900	23910	5166 10	<p align="center"><b>Impôt</b></p>											
23310	23320	5012 70	23610	23620	5090 70	23910	23920	5168 70												
23320	23330	5015 30	23620	23630	5093 30	23920	23930	5171 30												
23330	23340	5017 90	23630	23640	5095 90	23930	23940	5173 90												
23340	23350	5020 50	23640	23650	5098 50	23940	23950	5176 50												
23350	23360	5023 10	23650	23660	5101 10	23950	23960	5179 10												
23360	23370	5025 70	23660	23670	5103 70	23960	23970	5181 70												
23370	23380	5028 30	23670	23680	5106 30	23970	23980	5184 30												
23380	23390	5030 90	23680	23690	5108 90	23980	23990	5186 90												
23390	23400	5033 50	23690	23700	5111 50	23990	24000	5189 50												

ANNEXE E  
(a. 1191R1)

## TABLES D'ÉVALUATION DE CERTAINS DONs

Table 1

## VALEUR ACTUELLE D'UNE RENTE POUR UNE DURÉE GARANTIE

<i>Terme (Années)</i>	<i>Valeur</i>	<i>Terme (Années)</i>	<i>Valeur</i>	<i>Terme (Années)</i>	<i>Valeur</i>
1	0,95238	31	15,59281	61	18,98028
2	1,85941	32	15,80268	62	19,02883
3	2,72325	33	16,00255	63	19,07508
4	3,54595	34	16,19290	64	19,11912
5	4,32948	35	16,37419	65	19,16107
6	5,07569	36	16,54685	66	19,20102
7	5,78637	37	16,71129	67	19,23907
8	6,46321	38	16,86789	68	19,27530
9	7,10782	39	17,01704	69	19,30981
10	7,72173	40	17,15909	70	19,34268
11	8,30641	41	17,29437	71	19,37398
12	8,86325	42	17,42321	72	19,40379
13	9,39357	43	17,54591	73	19,43218
14	9,89864	44	17,66277	74	19,45922
15	10,37966	45	17,77407	75	19,48497
16	10,83777	46	17,88007	76	19,50950
17	11,27407	47	17,98102	77	19,53285
18	11,68959	48	18,07716	78	19,55510
19	12,08532	49	18,16872	79	19,57628
20	12,46221	50	18,25593	80	19,59646
21	12,82115	51	18,33898	81	19,61568
22	13,16300	52	18,41807	82	19,63398
23	13,48857	53	18,49340	83	19,65141
24	13,79864	54	18,56515	84	19,66801
25	14,09394	55	18,63347	85	19,68382
26	14,37519	56	18,69854	86	19,69887
27	14,64303	57	18,76052	87	19,71321
28	14,89813	58	18,81954	88	19,72687
29	15,14107	59	18,87575	89	19,73987
30	15,37245	60	18,92929	90	19,75226

## FACTEUR DE FRÉQUENCE

La valeur indiquée dans la table doit être multipliée par :

<i>Rente à payer</i>	<i>Versements à la fin de chaque période</i>	<i>Versements au début de chaque période</i>
Annuellement	nil	1,05
Semi-annuellement	1,012348	1,037348
Trimestriellement	1,018559	1,031059
Mensuellement	1,022715	1,026881

Table 2

## VALEUR ACTUELLE DE DONS DIFFÉRÉS

<i>Terme (Années)</i>	<i>Valeur</i>	<i>Terme (Années)</i>	<i>Valeur</i>	<i>Terme (Années)</i>	<i>Valeur</i>	<i>Terme (Années)</i>	<i>Valeur</i>
1	0,95238	46	0,10600	26	0,28124	71	0,03130
2	0,90703	47	0,10095	27	0,26785	72	0,02981
3	0,86384	48	0,09614	28	0,25509	73	0,02839
4	0,82270	49	0,09156	29	0,24295	74	0,02704
5	0,78353	50	0,08720	30	0,23138	75	0,02575
6	0,74622	51	0,08305	31	0,22036	76	0,02453
7	0,71068	52	0,07910	32	0,20987	77	0,02336
8	0,67684	53	0,07533	33	0,19987	78	0,02245
9	0,64461	54	0,07174	34	0,19035	79	0,02119
10	0,61391	55	0,06833	35	0,18129	80	0,02018
11	0,58468	56	0,06507	36	0,17266	81	0,01922
12	0,55684	57	0,06197	37	0,16444	82	0,01830
13	0,53032	58	0,05902	38	0,15661	83	0,01743
14	0,50507	59	0,05621	39	0,14915	84	0,01660
15	0,48102	60	0,05354	40	0,14205	85	0,01581
16	0,45811	61	0,05099	41	0,13528	86	0,01506
17	0,43630	62	0,04856	42	0,12884	87	0,01434
18	0,41552	63	0,04625	43	0,12270	88	0,01366
19	0,39573	64	0,04404	44	0,11686	89	0,01301
20	0,37689	65	0,04195	45	0,11130	90	0,01239
21	0,35894	66	0,03995				
22	0,34185	67	0,03805				
23	0,32557	68	0,03623				
24	0,31007	69	0,03451				
25	0,29530	70	0,03287				

Table 3

**VALEUR ACTUELLE D'UNE RENTE VIAGÈRE OU  
D'UN INTÉRÊT VIAGER**

<i>Âge au plus proche an- niversaire</i>	<i>Valeur</i>		<i>Âge au plus proche an- niversaire</i>	<i>Valeur</i>		<i>Âge au plus proche an- niversaire</i>	<i>Valeur</i>	
	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>		<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>		<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>
0	18,48427	18,87406	30	16,71999	17,48982	60	10,07776	11,71118
1	18,91125	19,22386	31	16,58303	17,37841	61	9,79771	11,42152
2	18,88864	19,21186	32	16,43940	17,26230	62	9,51737	11,12563
3	18,85388	19,19020	33	16,28914	17,14142	63	9,23697	10,82431
4	18,81451	19,16373	34	16,13244	17,01572	64	8,95641	10,51768
5	18,77030	19,13449	35	15,96912	16,88473	65	8,67552	10,20516
6	18,72202	19,10212	36	15,79900	16,74856	66	8,39418	9,88735
7	18,66988	19,06669	37	15,62260	16,60709	67	8,11264	9,56459
8	18,61410	19,02782	38	15,43973	16,46022	68	7,83154	9,23775
9	18,55429	18,98618	39	15,25052	16,30783	69	7,55017	8,90697
10	18,49107	18,94184	40	15,05493	16,14978	70	7,26780	8,57138
11	18,42445	18,89485	41	14,85326	15,98611	71	6,98458	8,23143
12	18,35448	18,84529	42	14,64528	15,81666	72	6,70136	7,88867
13	18,28217	18,79366	43	14,43125	15,64145	73	6,42052	7,54577
14	18,20800	18,73983	44	14,21125	15,46047	74	6,14326	7,20410
15	18,13306	18,68390	45	13,98518	15,27355	75	5,87084	6,86399
16	18,05749	18,62636	46	12,75293	15,08065	76	5,60347	6,52661
17	17,98142	18,56653	47	13,51502	14,88190	77	5,34236	6,19339
18	17,90424	18,50449	48	13,27212	14,67708	78	5,08796	5,86636
19	17,82587	18,43992	49	13,02458	14,46596	79	4,84073	5,54653
20	17,74605	18,37209	50	12,77307	14,24844	80	4,60089	5,23424
21	17,66488	18,30104	51	12,51751	14,02458	81	4,36883	4,92992
22	17,58130	18,22659	52	12,25856	13,79426	82	4,14460	4,63443
23	17,49462	18,14859	53	11,99629	13,55733	83	3,92848	4,34924
24	17,40330	18,06704	54	11,73064	13,31379	84	3,72044	4,07455
25	17,30595	17,98136	55	11,46140	13,06344	85	3,52025	3,81036
26	17,20208	17,89156	56	11,18879	12,80610	86	3,32832	3,55660
27	17,09154	17,79760	57	10,91348	12,54197	87	3,14389	3,31352
28	16,97419	17,69948	58	10,63603	12,27141	88	2,96738	3,08179
29	16,85045	17,59677	59	10,35736	11,99462	89	2,79874	2,86116
						90	2,63728	2,65127

**FACTEUR DE FRÉQUENCE**  
**Montant ajouté à la valeur indiquée**

<i>Rente à payer</i>	<i>Versements à la fin de chaque période</i>	<i>Versements au début de chaque période</i>
Annuellement	nil	1,0
Semi-annuellement	0,25	0,75
Trimestriellement	0,375	0,625
Mensuellement	0,45833	0,54167

**ANNEXE F**

(a. 488R2)

**RÉSERVES ET ÉTABLISSEMENTS****1. Réserves**

Amos

Bécancour

Betsiamites

Caughnawaga (Kanawake)

Doncaster

Escoumins

Kipawa

Lac Rapide

Lac Simon

Lorette

Maliotenam

Maniwaki

Manouane

Maria

Mingan

Natashquan

Obedjiwan

Odanak

Oka

Pointe-Bleue (Ouiatchouan)

Restigouche

Romaine

Saint-Régis (Akwasasne)

Schefferville

Sept-Îles

Témiscamingue

Weymontachingue

**2. Établissements**

Eastmain

Fort George

Fort Rupert

Grand Lac Victoria

Hunters-Point

Kawawachikanach

Lac Doré

Longue-Pointe

Mistassini

Némiscau

Nouveau-Comptoir

Poste-de-la-Baleine

Saint-Augustin

Waswanipi.

D. 2241-81, a. 2 ; 3348-81, a. 2.

D. 1981-80, (1980) 112 G.O. II, 3609, 5809 et 6083 et (1981) 113 G.O. II, 4399

D. 1983-80, (1980) 112 G.O. II, 3857, 5812 et 6084

D. 2456-80, (1980) 112 G.O. II, 5469 et 6084

D. 3190-80, (1980) 112 G.O. II, 6027

D. 3832-80, (1980) 112 G.O. II, 6997

D. 3926-80, (1980) 112 G.O. II, 7121 et (1980) 113 G.O. II, 3723

D. 871-81 (1981) 113 G.O. II, 1295 et 3723

D. 1535-81, (1981) 113 G.O. II, 2587 et 3724

D. 2241-81, (1981) 113 G.O. II, 3961

D. 3211-81, (1981) 113 G.O. II, 5010, sauf l'article 6

D. 3348-81, (1981) 113 G.O. II, 5364

## NOTES HISTORIQUES

## Article 21.6R1

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à compter du 6 décembre 1979. (D. 2456-80, a. 1).*

## Article 21.6R2

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à compter du 6 décembre 1979. (D. 2456-80, a. 1).*

## Article 21.9R1

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à compter du 6 décembre 1979. (D. 2456-80, a. 1).*

## Article 39R1

*Cet article a été modifié en 1981 pour ajouter le paragraphe c et pour remplacer, dans la partie qui précède le paragraphe a, les mots «sont les suivants» par le mot «comprennent». Ces modifications s'appliquent à l'année d'imposition 1978 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 1535-81, a. 1).*

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à compter du 3 septembre 1980, sauf en ce qui a trait au paragraphe b, auquel cas il s'applique à l'année d'imposition 1973 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 2456-80, a. 2).*

## Article 87R1

*Cet article a été modifié en 1980 afin d'y ajouter une référence au paragraphe 14 de l'article 127 de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148). Cette modification s'applique à une année d'imposition se terminant après le 16 novembre 1978. (D. 2456-80, a. 3).*

## Article 91R1

*Cet article, remplacé en 1981, s'applique à compter du 24 décembre 1980. (D. 1535-81, a. 2).*

*Auparavant, il se lisait ainsi :*

« Aux fins de l'article 91 de la Loi, un montant prescrit est un montant qui devient à recevoir par Sa Majesté du chef du Canada pour l'usage et le bénéfice d'une bande, au sens de la Loi sur les Indiens (S.R.C., 1970, c. I-6), ou par Petro-Canada. »

## Article 126R1

*Cet article, remplacé en 1980, s'applique à l'égard du calcul de l'intérêt réputé avoir été reçu par une corporation après le 25 mars 1980. (D. 2456-80, a. 4).*

*Auparavant, il se lisait ainsi :*

« Aux fins de l'article 126 de la Loi, le taux d'intérêt annuel auquel doit être calculé un prêt visé dans cet article est de 8% ».

## Article 130R2

*Cet article a été modifié en 1981 :*

— pour ajouter, dans la partie des sous-paragraphe h, i et j du paragraphe 1 qui précède le sous-paragraphe i et dans le sous-paragraphe ii du sous-paragraphe j du paragraphe 1, les mots «ou du ministre des Communications du Canada » ;

— pour ajouter le sous-paragraphe n du paragraphe 1 ;

— pour remplacer le sous-paragraphe b du paragraphe 8 qui auparavant se lisait ainsi :

« le secrétaire d'État du Canada peut révoquer le visa accordé si des renseignements inexacts ont été fournis et un visa ainsi révoqué est nul et non avenue depuis la date de son émission » ;

— pour ajouter, dans le sous-paragraphe d du paragraphe 8, les mots «ou par le ministre des Communications du Canada » ; et

— pour remplacer le paragraphe 9 qui se lisait ainsi :

« Aux fins du paragraphe d du premier alinéa de la catégorie 34 de l'annexe B, le ministre peut révoquer le certificat accordé si des renseignements inexacts ont été fournis ou si le contribuable ne se conforme pas au plan décrit dans ce paragraphe et un certificat ainsi révoqué est nul et non avenue depuis la date de son émission ».

*Ces modifications s'appliquent à compter du 24 décembre 1980, à l'exception du remplacement du paragraphe 9 qui s'applique à compter du 11 décembre 1979. (D. 1535-81, a. 3).*

*Cet article a été modifié en 1980 pour remplacer :*

— dans le sous-paragraphe b du paragraphe 3, les mots «de gisements de sylvine, d'halite, de sable bitumineux, de sable pétrolifère ou de schiste bitumineux » par les mots «d'un gisement de sylvine ou d'halite » ;

— dans le sous-paragraphe a du paragraphe 4, les mots «de gisement de sylvine, d'halite, de sable bitumineux, de sable pétrolifère ou de schiste bitumineux, mais ne comprend pas un puits de pétrole ou un puits de gaz naturel » par les mots «d'un gisement de sylvine ou d'halite, mais ne comprend pas un puits de pétrole ou de gaz » et les mots «de sable pétrolifère » par les mots «ou pétrolifère » ;

— dans le sous-paragraphe b du paragraphe 4, les mots «d'halite, de sable bitumineux, de sable bitumineux, de sable pétrolifère ou de schiste bitumineux » par les mots «ou d'halite » ; et

— le sous-paragraphe b du paragraphe 5, qui auparavant, se lisait ainsi :

« à la production de pétrole brut tiré de sable bitumineux, de sable pétrolifère ou de schiste pétrolifère. ».

Ces modifications s'appliquent à compter du 11 avril 1978. (D. 3926-80, a. 1).

Cet article a été modifié en 1980 :

— pour ajouter, dans la partie des sous-paragraphe i et j du paragraphe 1 qui précède le sous-paragraphe i, les mots « pour une année d'imposition » et « et dont les principaux travaux de prise de vues ou d'enregistrement ont commencés avant la fin de l'année d'imposition ou ont été complétés au plus tard 60 jours avant la fin de cette année » ; cette modification s'applique à l'année d'imposition 1978 et aux années d'imposition subséquentes ; (D. 1983-80, a. 1) ;

— pour ajouter le sous-paragraphe m du paragraphe 1 ; cette modification s'applique après le 16 novembre 1978 ; (D. 1983-80, a. 1) ;

— pour ajouter, dans la partie du paragraphe 8 qui précède le sous-paragraphe a, une référence aux articles 130R55.5 et 130R55.6 ; cette modification s'applique à l'égard d'un bien acquis après 1978 ; (D. 1983-80, a. 1) ; et

— pour insérer, dans le paragraphe 8, les sous-paragraphe b.1, b.2 et b.3 ; cette modification s'applique à l'égard d'un bien acquis après 1978. (D. 1983-80, a. 1).

#### Article 130R3

Cet article a été modifié en 1980 :

— pour ajouter, à la fin du premier alinéa, les mots « pour l'année » ; et

— pour remplacer les deuxième et troisième alinéas qui auparavant se lisaient ainsi :

« Lorsque la catégorie de biens mentionnée dans l'article 130R6 comprend une automobile qui était utilisée uniquement pour gagner un revenu provenant d'une entreprise ou de biens, l'amortissement visé dans l'article 130R1 ne doit pas excéder le montant qui aurait été obtenu en vertu du premier alinéa si la partie non amortie du coût en capital des biens de la catégorie, avant toute déduction en vertu du présent article, avait été diminuée de l'ensemble de l'excédent du coût en capital de chaque automobile familiale sur 9 000 \$ et de l'excédent du coût en capital de chaque automobile standard sur 7 500 \$. »

« Lorsque la catégorie de biens mentionnée dans l'article 130R6 comprend une automobile dont un particulier qui détient un permis pour le transport de passagers contre rémunération est propriétaire et qu'il utilise en partie pour gagner un revenu provenant d'une entreprise ou de biens et en partie pour son usage personnel, l'amortissement visé dans l'article 130R1 ne doit pas excéder le montant qui au-

rait été obtenu en vertu du premier alinéa si la partie non amortie du coût en capital des biens de la catégorie, avant toute déduction en vertu du présent article, avait été diminuée de l'excédent du coût en capital, déterminé sans tenir compte des paragraphes c et d de l'article 99 de la Loi, de chaque automobile familiale sur 9 000 \$ et de la proportion de l'excédent du coût en capital ainsi déterminé de chaque automobile standard sur 7 500 \$, représentée par l'usage d'une telle automobile pour gagner ce revenu sur son usage total. ».

Ces modifications s'appliquent à une année d'imposition commençant après 1978 dans le cas d'une corporation et à l'année d'imposition 1979 et aux années d'imposition subséquentes dans le cas d'un particulier. (D. 1983-80, a. 2).

#### Article 130R4

Cet article a été modifié en 1980 pour remplacer les mots « après son année d'imposition 1977 » par les mots « à l'égard de cette catégorie, pour toute année d'imposition postérieure à son année d'imposition 1977 et à la fin de laquelle l'automobile était comprise dans cette catégorie ». Cette modification s'applique à l'année d'imposition 1979 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 1983-80, a. 3).

#### Article 130R5

Cet article, supprimé en 1980, s'appliquait à une année d'imposition commençant avant 1978 dans le cas d'une corporation et aux années d'imposition antérieures à l'année d'imposition 1979 dans le cas d'un particulier. (D. 1983-80, a. 4).

Auparavant, il se lisait ainsi :

« Aux fins des articles 130R3 et 103.1R1 :

« automobile familiale » signifie une automobile qui est désigné comme telle par le fabricant d'automobiles ;

« automobile standard » signifie une automobile qui est conçue et agencée pour le transport d'au plus 7 personnes et qui n'est pas une automobile familiale. ».

#### Article 130R6

Cet article a été modifié en 1980 pour remplacer, dans le paragraphe s, le pourcentage de « 1% » par celui de « 5% ». Cette modification s'applique après le 12 juin 1979. (D. 1983-80, a. 5).

#### Article 130R40

Cet article a été modifié en 1980 pour ajouter les mots « avant la fin de la période d'exonération » et pour remplacer le mot « suivantes » par le mot « subséquentes ». Cette modification s'applique après le 12 juin 1979. (D. 1983-80, a. 6) :



*Article 130R55.1*

*Cet article, inséré en 1980, s'applique après le 10 avril 1978. (D. 1983-80, a. 7).*

*Article 130R55.2*

*Cet article, inséré en 1980, s'applique après le 10 avril 1978. (D. 1983-80, a. 7).*

*Article 130R55.3*

*Cet article, inséré en 1980, s'applique après le 10 avril 1978. (D. 1983-80, a. 7).*

*Article 130R55.4*

*Cet article, inséré en 1980, s'applique après le 26 décembre 1978. (D. 1983-80, a. 7).*

*Article 130R55.5*

*Cet article, inséré en 1980, s'applique après 1978. (D. 1983-80, a. 7).*

*Article 130R55.6*

*Cet article a été modifié en 1981 pour ajouter, dans le paragraphe b, les mots « ou par le ministre des Communications du Canada ». Cette modification s'applique à compter du 24 décembre 1980. (D. 1535-81, a. 4).*

*Cet article, inséré en 1980, s'applique après 1978. (D. 1983-80, a. 7).*

*Article 130R75.1*

*Cet article, inséré en 1980, s'applique après le 26 décembre 1978. (D. 1983-80, a. 8).*

*Article 130R78*

*Cet article, supprimé en 1980, s'appliquait aux années d'imposition antérieures à l'année d'imposition 1978. (D. 3926-80, a. 2).*

*Auparavant, il se lisait ainsi :*

« Les biens d'un assureur sur la vie qui sont compris dans un fonds réservé particulier doivent être inclus dans une catégorie distincte de celles des autres biens de l'assureur appartenant à une même catégorie de l'annexe B.

L'expression « fonds réservé », aux fins du présent article, désigne un tel fonds tel que décrit dans le paragraphe b de l'article 835 de la Loi. ».

*Article 130R79*

*Cet article, supprimé en 1980, s'appliquait aux années d'imposition antérieures à l'année d'imposition 1978. (D. 3926-80, a. 2).*

*Auparavant, il se lisait ainsi :*

« Les édifices d'un assureur utilisés par lui dans une proportion d'au moins 80% dans l'année d'imposition pour gagner son revenu brut de placements en assurance sur la vie au Canada doivent être inclus dans une catégorie distincte de celle de ses autres édifices appartenant à une même catégorie de l'annexe B. ».

*Article 130R87*

*Cet article, remplacé en 1980, s'applique après le 12 juin 1979. (D. 1983-80, a. 9).*

*Auparavant, il se lisait ainsi :*

« Une catégorie distincte doit être créée pour tous les navires de forage des fonds sous-marin compris dans la catégorie 7 de l'annexe B, y compris le mobilier, l'agencement, le matériel de radiocommunication et tout autre matériel qui y sont fixés, acquis par un contribuable après le 25 mai 1976 et conçus principalement :

a) pour déterminer l'existence, la localisation, l'étendue ou la qualité d'une nappe de pétrole ou de gaz naturel, à l'exception d'une ressource minérale ; ou

b) pour forer un puits de pétrole ou de gaz. ».

*Article 130R96*

*Cet article, modifié en 1981 par le remplacement des mots « le 1<sup>er</sup> avril » par le millésime « 1983 », s'applique à compter du 1<sup>er</sup> avril 1980. (D. 3211-81, a. 1).*

*Article 130R97*

*Cet article, modifié en 1981 par le remplacement des mots le « 1<sup>er</sup> avril 1980 » par le millésime « 1983 », s'applique à compter du 1<sup>er</sup> avril 1980. (D. 3211-81, a. 2).*

*Article 130R98*

*Cet article, remplacé en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1979 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 1983-80, a. 10).*

*Auparavant, il se lisait ainsi :*

« Une catégorie distincte doit être créée pour chaque automobile dont un particulier qui ne détient pas un permis pour le transport de passagers contre rémunération est propriétaire et qu'il utilise en partie pour gagner un revenu provenant d'une entreprise ou de biens et en partie pour son usage personnel. ».

*Article 130R101*

*Cet article a été modifié en 1980 par le remplacement du paragraphe h qui se lisait ainsi :*

« qui appartiennent à un assureur sur la vie, autres que les biens :

i. compris dans un fonds réservé au sens du paragraphe b de l'article 835 de la Loi, lorsque le revenu tiré du fonds est compris dans le calcul du revenu provenant de son entreprise d'assurance sur la vie au Canada ; ou

ii. utilisés ou détenus dans l'année dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise d'assurance au Canada. ».

*Cette modification s'applique à l'année d'imposition 1978 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 3926-80, a. 3).*

#### Article 130.1R1

*Cet article, remplacé en 1980, s'applique à une année d'imposition commençant après 1978 dans le cas d'une corporation et à l'année d'imposition 1979 et aux années d'imposition subséquentes dans le cas d'un particulier. (D. 1983-80, a. 11).*

*Auparavant, il se lisait ainsi :*

« Aux fins de l'article 130.1 de la Loi, le montant prescrit est de 9 000 \$ pour une automobile familiale et de 7 500 \$ pour une automobile standard.

Toutefois, dans le cas d'une automobile dont une corporation est propriétaire et qu'elle a acquise avant le 19 avril 1978, le montant prescrit est le coût en capital de l'automobile, autrement déterminé, pour la corporation. ».

#### Article 133.2R1

*Cet article, remplacé en 1980, s'applique à une année d'imposition commençant après 1978 dans le cas d'une corporation et à l'année d'imposition 1979 et aux années d'imposition subséquentes dans le cas d'un particulier. (D. 1983-80, a. 11).*

*Auparavant, il se lisait ainsi :*

« Aux fins de l'article 133.2 de la Loi, le montant prescrit est la proportion de 3 600 \$ que représente l'usage de l'automobile pour gagner un revenu provenant d'une entreprise ou de biens sur son usage total. ».

#### Article 137R2

*Cet article a été modifié en 1980 pour remplacer, dans le paragraphe a, le chiffre de « 3 500 \$ » par celui de « 5 500 \$ ». Cette modification s'applique à l'année d'imposition 1979 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 1983-80, a. 12).*

#### Article 137R3

*Cet article a été modifié en 1980 pour remplacer, dans le paragraphe a, le chiffre de « 3 500 \$ » par celui de « 5 500 \$ ». Cette modification s'applique à l'année d'imposition 1979 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 1983-80, a. 13).*

#### Article 152R1

*Cet article, remplacé en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1978 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 3926-80, a. 4).*

*Auparavant, il se lisait ainsi :*

« Les montants qui peuvent être déduits sont ceux des primes non gagnées à la fin de l'année d'imposition et ceux des provisions pour police, à la fin de l'année, telles que déclarées par la corporation d'assurance dans son rapport annuel au surintendant des assurances, au sens de l'article 835 de la Loi. ».

#### Article 152R2

*Cet article, remplacé en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1978 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 3926-80, a. 4).*

*Auparavant, il se lisait ainsi :*

« Tout montant prévu par l'article 152R1 se calcule sur une base de montant net après avoir déduit les réassurances cédées. ».

#### Article 152R3

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1978 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 3926-80, a. 4).*

#### Article 152R4

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1978 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 3926-80, a. 4).*

#### Article 152R5

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1978 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 3926-80, a. 4).*

#### Article 152R6

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1978 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 3926-80, a. 4).*

#### Article 152R7

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1978 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 3926-80, a. 4).*

#### Article 152R8

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1978 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 3926-80, a. 4).*

*Article 152R9*

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1978 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 3926-80, a. 4).*

*Article 152R10*

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1978 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 3926-80, a. 4).*

*Article 152R11*

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à compter du 13 juin 1979. (D. 3926-80, a. 4).*

*Article 192R1*

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1978 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 3926-80, a. 5).*

*Auparavant, il se lisait ainsi :*

« L'article 985 de la Loi s'applique à toute corporation de la Couronne du Québec et à toute corporation mentionnée dans l'une des annexes de la Loi sur l'administration financière (S.R.C., 1970, c. F-10) à l'exception de celles qui sont mentionnées dans l'annexe D de cette Loi. »

*Article 192R2*

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1978 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 3926-80, a. 5).*

*Article 225R1*

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1977 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 1983-80, a. 14).*

*Article 230.1R1*

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à une année d'imposition se terminant après 1977. (D. 1983-80, a. 14).*

*Article 230.1R2*

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à une année d'imposition se terminant après 1977. (D. 1983-80, a. 14).*

*Article 230.1R3*

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à une année d'imposition se terminant après 1977. (D. 1983-80, a. 14).*

*Article 230.1R4*

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à une année d'imposition se terminant après 1977. (D. 1983-80, a. 14).*

*Article 230.2R1*

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à une année d'imposition se terminant après 1976. (D. 1983-80, a. 14).*

*Article 230.2R2*

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à une année d'imposition se terminant après 1976. (D. 1983-80, a. 14).*

*Article 230.2R3*

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à une année d'imposition se terminant après 1976. (D. 1983-80, a. 14).*

*Article 230.2R4*

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à une année d'imposition se terminant après 1976. (D. 1983-80, a. 14).*

*Article 230.2R5*

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à une année d'imposition se terminant après 1976. (D. 3926-80, a. 6).*

*Article 242R1*

*Cet article a été modifié en 1980 pour ajouter, dans le paragraphe d, les mots « ou d'un fonds enregistré de revenu de retraite ». Cette modification s'applique à l'année d'imposition 1978 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 2456-80, a. 5).*

*Article 248R2*

*Cet article, remplacé en 1980, s'applique à compter du 30 juin 1978. (D. 1983-80, a. 15).*

*Auparavant, il se lisait ainsi :*

« L'article 248R1 ne s'applique pas au transfert d'un bien par une personne à une fiducie régie par un régime d'intéressement, un régime d'intéressement différé, un régime enregistré d'épargne-retraite ou un régime enregistré d'épargne-logement lorsque cette personne est, immédiatement après ce transfert, un bénéficiaire de l'un de ces régimes, ni au transfert d'un bien par une fiducie régie par l'un de ces régimes à un bénéficiaire de celle-ci. »

*Article 273R1*

*Cet article a été modifié en 1980 par le remplacement du paragraphe b qui se lisait ainsi :*

« indiquant le nombre d'années d'imposition postérieures à 1971 pour lesquelles ce bien était sa résidence principale pendant qu'il résidait au Canada ; et ».

*Cette modification s'applique à l'égard de l'aliénation d'un bien après le 31 mars 1977. (D. 3926-80, a. 7).*

*Article 317R1*

*Cet article a été modifié en 1980 pour ajouter le sous-paragraphe iii du paragraphe a. Cette modification s'applique à compter du 13 mars 1980. (D. 3926-80, a. 8).*

*Article 360R2*

*Cet article a été modifié en 1980 pour ajouter, dans le paragraphe g, les mots « à l'exclusion d'un puits d'extraction de matières provenant d'un gisement de sable bitumineux ou pétrolifère ou de schiste bitumineux ». Cette modification s'applique à compter du 11 avril 1978. (D. 3926-80, a. 9).*

*Cet article a été modifié en 1980 :*

— pour remplacer le paragraphe a qui auparavant se lisait ainsi :

« « corporation d'exploration en participation » a le sens que lui donne l'article 382 de la Loi ; » ; et

— pour ajouter les paragraphes a.1, i et j.

*Ces modifications s'appliquent après le 10 avril 1978. (D. 1983-80, a. 16).*

*Article 360R3*

*Cet article a été modifié en 1980 pour remplacer par le deuxième alinéa, les mots « et il est réputé avoir acquis personnellement au moment de son acquisition par la société, tout bien acquis par la société jusqu'à concurrence de sa part dans le revenu de la société à la fin de cet exercice financier ». Cette modification s'applique à compter du 25 juin 1980. (D. 3926-80, a. 10).*

*Cet article a été modifié en 1980 pour ajouter les mots « au moment de son acquisition par la société ». Cette modification s'applique après le 10 avril 1978. (D. 1983-80, a. 17).*

*Article 360R7*

*Cet article a été modifié en 1980 :*

— pour supprimer, partout où il se trouve, le mot « raisonnablement » ;

— pour remplacer les mots « la partie de son revenu pour l'année qui est déterminée dans l'article 415 de la Loi à l'égard de l'autre corporation dans la mesure où il réfère à l'article 404 de la Loi tel que modifié par le paragraphe a de cet article 415 » par les mots « l'ensemble de la partie de son revenu pour l'année qui est déterminée en vertu de l'article 415.2 de la Loi à l'égard de l'autre corporation et de la partie de son revenu pour l'année qui est visée dans les sous-paragraphes ii ou iii du paragraphe b de l'article 360R12 et qui provient du traitement de minerais que la corporation a fait en utilisant des biens acquis de l'autre corporation » ; et

— pour supprimer ce qui suit : « dans la mesure où ce dernier article réfère à l'article 402 de la Loi tel que modifié par cet article 415 ».

*Ces modifications s'appliquent à compter du 25 juin 1980. (D. 3926-80, a. 11).*

*Article 360R9*

*Cet article a été modifié en 1980 :*

— pour remplacer les mots « ci-après appelée » par les mots « appelée dans le présent article » ;

— pour supprimer, partout où il se trouve, le mot « raisonnablement » ;

— pour remplacer les mots « la partie de son revenu pour l'année qui est déterminée dans l'article 415 de la Loi à l'égard du premier acquéreur dans la mesure où il réfère à l'article 404 de la Loi tel que modifié par le paragraphe a de cet article 415 » par les mots « l'ensemble de la partie de son revenu pour l'année qui serait déterminée en vertu de l'article 415.2 de la Loi à l'égard du premier acquéreur si on y enlevait la référence à l'article 415.2 de la Loi et de la partie de son revenu pour l'année qui est visée dans les sous-paragraphes ii ou iii du paragraphe b de l'article 360R12 et qui provient du traitement de minerais que la corporation a fait en utilisant des biens dont l'autre corporation était propriétaire immédiatement avant leur acquisition par le premier acquéreur » ; et

— pour remplacer les mots « ou 415 de la Loi dans la mesure où ce dernier article réfère à l'article 402 de la Loi tel que modifié par cet article 415 » par les mots « ou 415.1 de la Loi ».

*Ces modifications s'appliquent à compter du 25 juin 1980. (D. 3926-80, a. 12).*

*Article 360R10.1*

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'égard de l'acquisition d'un bien après le 16 novembre 1978. (D. 3926-80, a. 13).*

*Article 360R11*

*Cet article a été modifié en 1980 pour remplacer la référence à l'article 360R10 par une référence à l'article 360R10.1. Cette modification s'applique à l'égard de l'acquisition d'un bien après le 16 novembre 1978. (D. 3926-80, a. 14).*

*Article 360R12*

*Cet article a été modifié en 1981 pour ajouter le paragraphe c et pour supprimer le sous-paragraphe iv du paragraphe b qui se lisait ainsi :*

« de loyers ou de redevances dont le montant est établi en fonction du volume ou de la valeur de la production provenant d'une ressource minérale ou Canada. ».

*Ces modifications s'appliquent à compter du 12 décembre 1979. (D. 1535-81, a. 5).*

#### Article 360R13

*Cet article a été modifié en 1980 pour ajouter, dans le paragraphe d, une référence à l'article 360R54. Cette modification s'applique à l'année d'imposition 1980 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 2456-80, a. 6).*

*Cet article a été modifié en 1980 pour ajouter, dans le paragraphe d, une référence aux articles 360R46 et 360R47. Cette modification s'applique à une année d'imposition se terminant après le 10 avril 1978. (D. 1983-80, a. 18).*

#### Article 360R14

*Cet article a été modifié en 1981 pour ajouter le paragraphe c et pour supprimer le sous-paragraphe ii du paragraphe b qui se lisait ainsi :*

« de loyers ou de redevances dont le montant est établi en fonction du volume ou de la valeur de la production provenant d'un puits de pétrole ou de gaz au Canada. ».

*Ces modifications s'appliquent à compter du 12 décembre 1979. (D. 1535-81, a. 6).*

#### Article 360R15

*Le paragraphe d de cet article a été modifié en 1980 pour y supprimer une référence à l'article 360R29 et pour y ajouter une référence à l'article 360R54. Cette modification s'applique à l'année d'imposition 1980 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 2456-80, a. 7).*

*Cet article a été modifié en 1980 pour ajouter, dans le paragraphe d, une référence aux articles 360R46 et 360R47. Cette modification s'applique à une année d'imposition se terminant après le 10 avril 1978. (D. 1983-80, a. 19).*

#### Article 360R16

*Cet article, modifié en 1981 par l'addition du paragraphe c, s'applique à compter du 12 décembre 1979. (D. 1535-81, a. 7).*

#### Article 360R17

*Cet article a été modifié en 1980 pour remplacer, dans le sous-paragraphe iv du paragraphe b, le mot « coût » par les mots « coût en capital ». Cette modification s'applique à compter du 25 juin 1980. (D. 3926-80, a. 15).*

*Cet article a été modifié en 1980 pour ajouter, dans le sous-paragraphe i du paragraphe a, les mots « et, s'il s'agit d'un*

*particulier, de celles visées dans l'article 360R55 ». Cette modification s'applique après le 31 mars 1980. (D. 2456-80, a. 8).*

*Cet article, modifié en 1980 par le remplacement du paragraphe b, s'applique après le 28 avril 1978. (D. 1983-80, a. 20).*

*Auparavant, ce paragraphe se lisait ainsi :*

« l'ensemble des montants déduits en vertu de l'article 360R6 dans le calcul de son revenu pour toute année d'imposition prenant fin avant ce moment et après le 6 mai 1974, et de 33 1/3% des montants ajoutés en vertu des articles 180 ou 182 de la Loi au coût en capital pour lui d'un bien amortissable décrit dans le paragraphe d de l'article 360R19, dans l'article 360R23 et dans les paragraphes a et b de l'article 360R24. ».

#### Article 360R17.1

*Cet article, inséré en 1980, s'applique après le 28 avril 1978. (D. 1983-80, a. 21).*

#### Article 360R18

*Cet article a été modifié en 1980 pour ajouter, dans la partie qui précède le paragraphe a, les mots « à l'exclusion des dépenses visées dans l'article 360R55 à l'égard d'une telle entreprise ». Cette modification s'applique à l'année d'imposition 1980 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 2456-80, a. 9).*

#### Article 360R19

*Cet article a été modifié en 1980 pour remplacer, dans le paragraphe d, le mot « coût » par les mots « coût en capital ». Cette modification s'applique à compter du 25 juin 1980. (D. 3926-80, a. 16).*

#### Article 360R21

*Cet article a été modifié en 1980 pour remplacer, dans le paragraphe c, les mots « par une association, société ou syndicat visé dans le paragraphe d de l'article 395 de la Loi; et » par les mots « par une société visée dans ce paragraphe d » et pour ajouter le paragraphe e. La première de ces modifications s'applique à compter du 6 décembre 1979 et la seconde à une année d'imposition se terminant après le 6 mai 1974. (D. 3926-80, a. 17).*

#### Article 360R22

*Cet article a été modifié en 1980 pour remplacer, dans le paragraphe d, les mots « par une association, société ou syndicat visé dans le paragraphe d de l'article 408 de la Loi : et » par les mots « par une société visée dans ce paragraphe d; et ». Cette modification s'applique à compter du 6 décembre 1979. (D. 3926-80, a. 18).*

**Article 360R24**

*Cet article a été modifié en 1980 pour remplacer, dans le paragraphe a et la partie du paragraphe b qui précède le sous-paragraphe i, le mot « coût » par les mots « coût en capital ». Cette modification s'applique à compter du 25 juin 1980. (D. 3926-80, a. 19).*

*Cet article, modifié en 1980 par le remplacement du paragraphe b, s'applique après le 10 avril 1978. (D. 1983-80, a. 22).*

*Auparavant, ce paragraphe se lisait ainsi :*

« les dépenses, autres que celles visées dans le paragraphe a et dans l'article 360R19, qui ont été engagées par le contribuable avant le moment donné visé dans l'article 360R17 et dont chacune constitue pour lui le coût d'un bien compris dans la catégorie 28 de l'annexe B, autre qu'un bien inclus dans cette catégorie en vertu du sous-paragraphe ii du paragraphe d du premier alinéa de cette catégorie ou en vertu du renvoi, dans le sous-paragraphe i de ce paragraphe d, au sous-paragraphe f du paragraphe 2 de la catégorie 10 de l'annexe B ; et ».

**Article 360R25**

*Cet article a été modifié en 1980 pour remplacer le mot « coût » par les mots « coût en capital ». Cette modification s'applique à compter du 25 juin 1980. (D. 3926-80, a. 20).*

*Cet article a été modifié en 1980 pour ajouter les mots « avant le 17 novembre 1978 ». Cette modification s'applique après le 10 avril 1978. (D. 1983-80, a. 23).*

**Article 360R28**

*Cet article, remplacé en 1980, s'applique après le 28 avril 1978. (D. 1983-80, a. 24).*

*Auparavant, il se lisait ainsi :*

« La corporation de qui des biens sont acquis aux termes de l'article 360R7 doit, dans le calcul de son épuisement gagné à un moment quelconque d'une année d'imposition postérieure à celle de l'acquisition, déduire le montant de l'excédent de son épuisement gagné immédiatement avant l'acquisition sur le montant déduit dans le calcul de son revenu en vertu de l'article 360R6 pour l'année d'imposition pendant laquelle l'acquisition a eu lieu. ».

**Article 360R28.1**

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'égard de l'acquisition d'un bien après le 16 novembre 1978. (D. 3926-80, a. 21).*

**Article 360R29**

*Cet article a été modifié en 1980 pour ajouter, dans le paragraphe a, les mots « et de l'article 360R54 ». Cette*

*modification s'applique à l'année d'imposition 1980 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 2456-80, a. 10).*

**Article 360R30**

*Cet article a été modifié en 1981 pour ajouter, dans le sous-paragraphe i du paragraphe a, les mots « et les frais qui peuvent être considérés comme ayant été engagés en contrepartie de services rendus au contribuable après le 31 mars 1980 ». Cette modification s'applique à compter du 24 décembre 1980. (D. 1535-81, a. 8).*

*Cet article a été modifié en 1980 pour remplacer, dans le sous-paragraphe i du paragraphe a, la référence aux paragraphes « a à c » de l'article 395 de la Loi par une référence aux paragraphes « a à c.1 » de cet article. Cette modification s'applique à compter du 6 décembre 1979. (D. 3926-80, a. 22).*

*Cet article, remplacé en 1980, s'applique après le 27 mars 1979. (D. 1983-80, a. 25).*

*Auparavant, il se lisait ainsi :*

« Aux fins de la présente section, le compte d'exploration d'un contribuable à un moment donné désigne un montant égal à l'excédent, sur tous les montants déduits par le contribuable en vertu de l'article 360R29 dans le calcul de son revenu pour les années d'imposition se terminant avant le moment donné, de l'ensemble de tous les montants dont chacun est, à l'égard d'un puits de pétrole ou de gaz au Canada, égal à 66 2/3% de l'excédent :

a) des frais engagés après le 31 mars 1977 et avant le 1<sup>er</sup> avril 1980 et avant le moment donné à l'égard du puits, autres que les frais ou montants décrits dans les paragraphes a à d de l'article 360R21, qui seraient des frais inclus dans les frais canadiens d'exploration du contribuable en vertu des articles 395 à 397 de la Loi si cet article 395 se lisait sans tenir compte du paragraphe c ni, dans le paragraphe b, des mots « le forage du puits est terminé dans les 6 mois de la fin de l'année et que » et si, dans les paragraphes d et e de cet article 395, la référence aux paragraphes « a à c » y était remplacée par une référence aux paragraphes « a ou b » ; sur

b) le montant de base du contribuable à l'égard du puits, déterminé en vertu de l'article 360R31, moins le montant qui serait déterminé en vertu du paragraphe a à l'égard du contribuable pour le puits si l'expression « après le 31 mars 1977 et avant le 1<sup>er</sup> avril 1980 » était remplacée par l'expression « après le 30 juin 1976 et avant le 1<sup>er</sup> avril 1977 ». ».

**Article 360R30.1**

*Cet article, inséré en 1980, s'applique après le 27 mars 1979. (D. 1983-80, a. 25).*

**Article 360R32**

*Cet article a été modifié en 1980 pour remplacer la référence au paragraphe a de l'article 360R30 en une référence au sous-paragraphe i de ce paragraphe. Cette modification s'applique après le 27 mars 1979. (D. 1983-80, a. 26).*

**Article 360R34**

*Cet article a été modifié en 1980 pour remplacer, dans le paragraphe b, les mots « ou un associé d'une association, d'une société ou d'un syndicat » par les mots « d'une société » et les mots « ou l'associé, selon le cas, au moment où ils ont été engagés par l'association, la société ou le syndicat, selon le cas » par les mots « au moment où ils ont été engagés par la société ». Ces modifications s'appliquent à compter du 6 décembre 1979. (D. 3926-80, a. 23).*

**Article 360R36**

*Cet article a été modifié en 1980 pour supprimer les mots « à l'ensemble visé dans l'article 360R30 ». Cette modification s'applique après le 27 mars 1979. (D. 1983-80, a. 27).*

**Article 360R37**

*Cet article, remplacé en 1980, s'applique après le 27 mars 1979. (D. 1983-80, a. 27).*

*Auparavant, il se lisait ainsi :*

« La corporation de qui des biens ont été acquis conformément à l'article 360R36 doit, aux fins du calcul de son compte d'exploration à un moment donné après l'année d'imposition de l'acquisition, ajouter, à l'ensemble des montants qu'elle a déduits en vertu de l'article 360R29 dans le calcul de son revenu pour les années d'imposition se terminant avant le moment donné, l'excédent de son compte d'exploration immédiatement avant l'acquisition sur le montant qu'elle a déduit en vertu de cet article 360R29 dans le calcul de son revenu pour l'année d'imposition de l'acquisition. ».

**Article 360R37.1**

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'égard de l'acquisition d'un bien après le 16 novembre 1978. (D. 3926-80, a. 24).*

**Article 360R46**

*Ce article, inséré en 1980, s'applique à une année d'imposition se terminant après le 10 avril 1978. (D. 1983-80, a. 28).*

**Article 360R47**

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à une année d'imposition se terminant après le 10 avril 1978. (D. 1983-80, a. 28).*

**Article 360R48**

*Cet article a été modifié en 1980 :*

— pour remplacer, dans la partie du paragraphe a qui précède le sous-paragraphe i et le paragraphe b, le mot « coût » par les mots « coût en capital » ; cette modification s'applique à compter du 25 juin 1980 ; (D. 3926-80, a. 25) ; et

— pour ajouter, dans la partie du paragraphe a qui précède le sous-paragraphe i, les mots « ou d'un gisement de sable bitumineux ou pétrolifère ou de schiste bitumineux ». Cette modification s'applique à compter du 11 avril 1978. (D. 3926-80, a. 25).

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à une année d'imposition se terminant après le 10 avril 1978. (D. 1983-80, a. 28).*

**Article 360R49**

*Cet article a été modifié en 1980 pour remplacer, dans les paragraphes c et e, le mot « coût » par les mots « coût en capital ». Cette modification s'applique à compter du 25 juin 1980. (D. 3926-80, a. 26).*

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à une année d'imposition se terminant après le 10 avril 1978. (D. 1983-80, a. 28).*

**Article 360R50**

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à une année d'imposition se terminant après le 10 avril 1978. (D. 1983-80, a. 28).*

**Article 360R51**

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à une année d'imposition se terminant après le 10 avril 1978. (D. 1983-80, a. 28).*

**Article 360R52**

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à une année d'imposition se terminant après le 10 avril 1978. (D. 1983-80, a. 28).*

**Article 360R52.1**

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'égard de l'acquisition d'un bien après le 16 novembre 1978. (D. 3926-80, a. 27).*

**Article 360R53**

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à une année d'imposition se terminant après le 10 avril 1978. (D. 1983-80, a. 28).*

**Article 360R54**

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1980 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 2456-80, a. 11).*

**Article 360R55**

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1980 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 2456-80, a. 11).*

**Article 360R56**

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1980 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 2456-80, a. 11).*

**Article 360R57**

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1980 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 2456-80, a. 11).*

**Article 451R1**

*Cet article a été modifié en 1980 pour ajouter, dans le paragraphe a, ce qui se suit : « au sens du paragraphe b de l'article 739 de la Loi ». Cette modification s'applique à l'égard du transfert ou de l'attribution d'une action après le 25 mai 1978. (D. 3926-80, a. 28).*

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'égard du transfert ou de l'attribution d'une action après le 25 mai 1978. (D. 1983-80, a. 29).*

**Article 451R2**

*Cet article, remplacé en 1980, s'applique à compter du 26 mai 1978. (D. 3926-80, a. 29).*

*Auparavant, il se lisait ainsi :*

« Aux fins du paragraphe e de l'article 451 de la Loi, l'expression « entreprise admissible » désigne une entreprise exploitée au Canada qui est une entreprise de fabrication, de transformation, de construction, de pêche, d'exploitation agricole, forestière ou minière, de vente de biens personnels corporels ou de location de tels biens. ».

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'égard du transfert ou de l'attribution d'une action après le 25 mai 1978. (D. 1983-80, a. 29).*

**Article 451R3**

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à compter du 26 mai 1978. (D. 3926-80, a. 29).*

**Article 451R4**

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à compter du 26 mai 1978. (D. 3926-80, a. 29).*

**Article 451R5**

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à compter du 26 mai 1978. (D. 3926-80, a. 29).*

**Article 451R6**

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à compter du 26 mai 1978. (D. 3926-80, a. 29).*

**Article 451R7**

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à compter du 26 mai 1978. (D. 3926-80, a. 29).*

**Article 454R1**

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1979 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 3926-80, a. 29).*

**Article 487.1R1**

*Cet article, remplacé en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1980 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 2456-80, a. 12).*

*Auparavant, il se lisait ainsi :*

« Aux fins de l'article 487.1 de la Loi, le taux d'intérêt annuel auquel doit être calculé un prêt visé dans l'article 487.2 de la Loi est de 8%.

Toutefois, lorsqu'un tel prêt a été consenti avant 1974, le taux d'intérêt annuel auquel doit être calculé ce prêt soit pour toute la durée de ce prêt qui est postérieure à 1978, si le taux d'intérêt à payer sur ce prêt ne pouvait être déterminé à nouveau après 1973, soit pour toute la période commençant le 1<sup>er</sup> janvier 1979 et se terminant à la date à laquelle ce taux d'intérêt à payer pouvait être déterminé à nouveau pour la première fois après 1973, si une telle détermination pouvait être faite après 1973 et ne pouvait pas l'être avant 1979, est le taux d'intérêt annuel à payer sur ce prêt soit pour toute la durée de ce prêt, soit pour une telle période, selon le cas. ».

*Cet article, modifié en 1980 par l'addition du deuxième alinéa, s'applique à l'année d'imposition 1979 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 1983-80, a. 31).*

**Article 488R1**

*Cet article, modifié en 1981 par l'addition, dans le paragraphe e, d'une référence à la Loi sur les Indiens (S.R.C., 1970, c. I-6) et par l'addition du paragraphe k, s'applique à l'année d'imposition 1980 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 2241-81, a. 1)*

*Cet article, modifié en 1981 par l'addition du paragraphe j, s'applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1978. (D. 1535-81, a. 9).*



*Cet article, modifié en 1980 par la suppression du paragraphe b, s'applique à compter du 3 septembre 1980. (D. 2456-80, a. 13).*

*Auparavant, ce paragraphe se lisait ainsi :*

« l'allocation spéciale accordée par le gouvernement du Québec à l'un de ses fonctionnaires en stage d'étude dans une maison d'enseignement située hors du Canada ; ».

*Cet article, modifié en 1980 par l'addition du paragraphe i, s'applique à l'année d'imposition 1979 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 1983-80, a. 32).*

#### Article 488R2

*Cet article, modifié en 1981 par le remplacement du paragraphe a, s'applique à compter du 19 août 1981. (D. 3348-81, a. 3).*

*Auparavant, ce paragraphe se lisait ainsi :*

« a) « Indien » : une personne d'ascendance indienne qui réside habituellement sur une réserve ; ».

*Cet article, inséré en 1981, s'applique à l'année d'imposition 1980 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 2241-81, a. 2).*

#### Article 517.1R1

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'égard de l'aliénation d'une action après le 10 avril 1978. (D. 1983-80, a. 33).*

#### Article 559R1

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'égard d'une liquidation commençant après le 16 novembre 1978. (D. 2456-80, a. 14).*

#### Article 589R1

*Cet article a été modifié en 1980 pour remplacer les mots « le 30 juin 1977 ou le jour où » par les mots « le dernier en date du 30 juin 1978 ou du jour où » et les mots « l'année d'imposition au cours de laquelle l'action a été aliénée » par les mots « son année d'imposition dans laquelle elle a aliéné l'action ou pour son année d'imposition dans laquelle se termine l'année d'imposition de la filiale étrangère dans laquelle cette dernière a aliéné l'action, selon le cas ». Ces modifications s'appliquent à l'année d'imposition 1972 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 3926-80, a. 30).*

#### Article 589R2

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à compter du 6 décembre 1979. (D. 2456-80, a. 15).*

#### Article 694.1R1

*Cet article, modifié en 1981 par le remplacement du pourcentage « 20,9375% » par le pourcentage « 30,0078% », s'applique à l'année d'imposition 1982 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 3211-81, a. 3).*

*Cet article, modifié en 1980 par le remplacement du pourcentage « 12,5% » par le pourcentage « 20,9375% » s'applique à l'année d'imposition 1981 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 2456-80, a. 16).*

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1980 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 1983-80, a. 34).*

#### Article 717R2

*Cet article, modifié en 1980 par l'addition des paragraphes s et t, s'applique à l'égard d'un paiement fait après le 31 décembre 1979. (D. 3190-80, a. 1).*

#### Article 736.2R1

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1978 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 1983-80, a. 35).*

#### Article 771R3.1

*Cet article a été modifié en 1981 pour ajouter les mots « ou n'a pas de revenu brut pour cette année », « dans le premier cas » et « et, dans le second cas, celle visée dans le paragraphe b de cet article ». Ces modifications s'appliquent à une année d'imposition commençant après 1980. (D. 1535-80, a. 10).*

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1979 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 1983-80, a. 36).*

#### Article 771R13

*Cet article a été modifié en 1981 pour supprimer les mots « conjointement ou » ; et pour remplacer les mots « se terminant dans l'année, du revenu brut de l'activité et des traitements et salaires payés par les exploitants, représentée par le rapport entre la part de la corporation pour l'année dans le profit ou la perte provenant de cette activité et la totalité du profit ou de la perte provenant de cette activité » par les mots « de la société qui coïncide avec l'année ou qui s'y termine, soit du revenu brut de la société, soit des traitements et salaires versés par la société, selon le cas, représentée par le rapport entre la part de la corporation du revenu ou de la perte de la société pour cet exercice financier et la totalité du revenu ou de la perte de la société pour cet exercice financier ». Cette modification s'applique à une année d'imposition commençant après 1980. (D. 1535-81, a. 11).*

**Article 771R17**

*Cet article, modifié en 1981 par le remplacement, dans le paragraphe a, des mots « au personnel » par les mots « aux employés », s'applique à une année d'imposition commençant après 1980. (D. 1535-81, a. 12).*

**Article 771R29**

*Cet article a été modifié en 1981 pour remplacer :*

— *le paragraphe a qui se lisait ainsi :*

« de la proportion représentée par le rapport entre le nombre de kilomètres parcourus par ses véhicules au Québec et le nombre total de kilomètres parcourus par ses véhicules ; et » ; et

— *dans le paragraphe b, les mots « au personnel » par les mots « aux employés ».*

*Ces modifications s'appliquent à une année d'imposition commençant après 1980. (D. 1535-81, a. 13).*

**Article 771R30**

*Cet article a été modifié en 1981 pour remplacer :*

— *dans le paragraphe a, les mots « au Canada ; et » par les mots « dans toutes les provinces où elle a un établissement ; et » ; et*

— *dans le paragraphe b, les mots « au personnel » par les mots « aux employés » et les mots « au Canada » par les mots « aux employés de ses établissements au Canada ».*

*Ces modifications s'appliquent à une année d'imposition commençant après 1980. (D. 1535-81, a. 14).*

**Article 771R31**

*Cet article, modifié en 1981 par le remplacement du paragraphe a et de la partie du paragraphe b qui précède le sous-paragraphe ii, s'applique à une année d'imposition commençant après 1980. (D. 1535-81, a. 15).*

*Auparavant, ce paragraphe a et cette partie du paragraphe b se lisaient ainsi :*

« a) de la proportion représentée par le rapport entre son tonnage-escale au Québec et son tonnage-escale total ; et

b) lorsqu'un navire de la corporation fait escale à un port situé hors du Canada, de la proportion résultant du produit de la multiplication de :

i. la proportion représentée par le rapport entre son tonnage-escale hors du Canada et son tonnage-escale total ; par ».

**Article 771R32**

*Cet article, remplacé en 1981, s'applique à une année d'imposition commençant après 1980. (D. 1535-81, a. 16).*

*Auparavant, il se lisait ainsi :*

« Dans la présente section :

a) le tonnage-escale hors du Canada est l'ensemble des produits de la multiplication, pour chaque navire exploité par la corporation, du nombre d'escales faites dans l'année hors du Canada par ce navire par le nombre de mètres cubes de jauge nette de ce navire ;

b) le tonnage-escale du Québec est l'ensemble des produits de la multiplication, pour chaque navire exploité par la corporation, du nombre d'escales faites dans l'année au Québec par ce navire par le nombre de mètres cubes de jauge nette de ce navire ; et

c) le tonnage-escale est l'ensemble des produits de la multiplication, pour chaque navire exploité par la corporation, du nombre d'escales faites dans l'année par ce navire par le nombre de mètres cubes de jauge nette de ce navire. ».

**Article 771.1R1**

*Cet article, inséré en 1981, s'applique à une année d'imposition se terminant après le 30 juin 1981. (D. 3211-81, a. 4).*

**Article 772R9**

*Cet article, remplacé en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1978 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 1983-80, a. 37).*

*Auparavant, il se lisait ainsi :*

« Aux fins des articles 772R2 et 772R5, le contribuable y visé doit déduire de l'impôt payé au gouvernement d'une subdivision politique d'un pays étranger tout montant admissible en déduction en vertu de l'article 146 de la Loi. ».

**Article 818R1**

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1978 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 3926-80, a. 31).*

**Article 818R2**

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1978 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 3926-80, a. 31).*

**Article 818R3**

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1978 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 3926-80, a. 31).*







**Article 840R19**

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1978 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 3926-80, a. 32).*

**Article 840R20**

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1978 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 3926-80, a. 32).*

**Article 840R21**

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1978 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 3926-80, a. 32).*

**Article 840R22**

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1978 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 3926-80, a. 32).*

**Article 840R23**

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1978 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 3926-80, a. 32).*

**Article 840R24**

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1978 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 3926-80, a. 32).*

**Article 841R1**

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1978 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 3926-80, a. 32).*

**Article 841R2**

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1978 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 3926-80, a. 32).*

**Article 841R3**

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1978 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 3926-80, a. 32).*

**Article 841R4**

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1978 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 3926-80, a. 32).*

**Article 841R5**

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1978 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 3926-80, a. 32).*

**Article 841R6**

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1978 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 3926-80, a. 32).*

**Article 841.1R2**

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1978 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 3926-80, a. 33).*

**Article 934R10**

*Cet article a été modifié en 1980 pour remplacer la référence au paragraphe 1a de l'article 4900 de la partie XLIX des règlements adoptés en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148) par une référence au paragraphe 2 de cet article. Cette modification s'applique à compter du 16 juillet 1980. (D. 3926-80, a. 35).*

**Article 961.2R1**

*Cet article, inséré en 1980, s'applique après le 29 juin 1978. (D. 1983-80, a. 38).*

**Article 961.2R2**

*Cet article, inséré en 1980, s'applique après le 29 juin 1978. (D. 1983-80, a. 38).*

**Article 985R1**

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1978 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 3926-80, a. 36).*

**Article 985.11R1**

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1978 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 3926-80, a. 37).*

**Article 1015R1**

*Cet article, modifié en 1981 par le remplacement des sous-paragraphe xi et xii du paragraphe d et par l'addition du sous-paragraphe xiii de ce paragraphe s'applique à compter du 27 juin 1981. (D. 1535-81, a. 17).*

*Auparavant, ces sous-paragraphe se lisaient ainsi :*

« xi. un paiement, autre qu'un paiement de rente, à titre de montant versé en vertu d'un fonds enregistré de revenu de retraite, de prestation d'un régime enregistré d'épargne-retraite ou en vertu d'un tel régime, versée, pendant la durée de sa vie, au particulier visé dans l'article 907 de la Loi pour lequel un revenu de retraite est prévu par le régime ; et

xii. un paiement, autre qu'un paiement de rente à titre de prestation d'un nouveau régime visé dans l'article 914 de la Loi ou en vertu d'un tel régime sauf, s'il s'agit d'un

régime devenu un nouveau régime après le 25 mai 1976, un paiement fait dans une année qui suit l'année dans laquelle le régime devient un nouveau régime. ».

*Cet article a été modifié en 1981 pour diviser le paragraphe d en les sous-paragraphes i et iii à xii et pour ajouter, dans ce paragraphe d, le sous-paragraphe ii. Ces modifications s'appliquent à compter du 1<sup>er</sup> avril 1981. (D. 871-81, a. 1).*

*Cet article a été modifié en 1980 pour ajouter, dans le paragraphe d, les mots « en vertu d'un tel régime, versée, pendant la durée de sa vie, au particulier visé dans l'article 907 de la Loi pour lequel un revenu de retraite est prévu par le régime, ou de prestation ». Cette modification s'applique à compter du 30 décembre 1980. (D. 3926-80, a. 38).*

*Cet article a été modifié en 1980 pour ajouter, dans le paragraphe d, les mots « un paiement pour cessation d'emploi » et « de montant versé en vertu d'un fonds enregistré de revenu de retraite ». Cette modification s'applique à compter du 3 septembre 1980. (D. 2456-80, a. 17).*

#### Article 1015R1.1

*Cet article, inséré en 1981, s'applique à compter du 1<sup>er</sup> avril 1981. (D. 871-81, a. 2).*

#### Article 1015R3.1

*Cet article, inséré en 1981, s'applique à compter du 1<sup>er</sup> avril 1981. (D. 871-81, a. 3).*

#### Article 1015R11

*Cet article, remplacé en 1981, s'applique à compter du 27 juin 1981. (D. 1535-81, a. 18).*

*Auparavant, il se lisait ainsi :*

« Aux fins de l'article 1015R9, le paiement y visé désigne un paiement pour cessation d'emploi effectué en un seul versement, un paiement visé dans les sous-paragraphes i, ii ou iii du paragraphe a de l'article 345 de la Loi et dans les paragraphes b, c ou i de cet article 345, un paiement en vertu d'un régime d'intéressement différé ou d'un régime révoqué suivant l'article 867 de la Loi à l'exception d'un paiement visé dans le paragraphe a de l'article 873 de la Loi, un montant versé à titre de produit de l'abandon, de l'annulation ou du rachat d'un contrat de rente d'étalement, un montant versé en vertu d'un fonds enregistré de revenu de retraite, à l'exception d'un montant visé dans l'article 961.3 de la Loi, et un paiement, autre qu'un paiement de rente, à titre de prestation d'un régime enregistré d'épargne-retraite ou en vertu d'un tel régime, versée, pendant la durée de sa vie, au particulier visé dans l'article 907 de la Loi pour lequel un revenu de retraite est prévu par le régime, ou de prestation d'un nouveau régime visé dans l'article 914 de la Loi ou en vertu

d'un tel régime sauf, s'il s'agit d'un régime qui devient un nouveau régime après le 25 mai 1976, un paiement fait dans une année qui suit l'année dans laquelle le régime devient un nouveau régime. ».

*Cette article a été modifié en 1980 pour remplacer la référence aux paragraphes « b ou c » de l'article 345 de la Loi par une référence aux paragraphes « b, c ou i » de cet article et pour ajouter les mots « en vertu d'un tel régime, versée, pendant la durée de sa vie, au particulier visé dans l'article 907 de la Loi pour lequel un revenu de retraite est prévu par le régime, ou de prestation ». Ces modifications s'appliquent à compter du 30 décembre 1980. (D. 3926-80, a. 39).*

*Cet article a été modifié en 1980 pour ajouter les mots « un paiement pour cessation d'emploi effectué en un seul versement ». Cette modification s'applique à compter du 3 septembre 1980. (D. 2456-80, a. 18).*

*Cet article a été modifié en 1980 pour ajouter les mots « un montant versé en vertu d'un fonds enregistré de revenu de retraite, à l'exception d'un montant visé dans l'article 961.3 de la Loi ». Cette modification s'applique à compter du 23 juillet 1980. (D. 1983-80, a. 39).*

#### Article 1015R13.1

*Cet article, inséré en 1981, s'applique à compter du 1<sup>er</sup> avril 1981 ; toutefois, lorsqu'il s'applique à la période qui commence le 1<sup>er</sup> avril 1981 et se termine le 31 décembre 1981, le premier alinéa doit se lire en y remplaçant l'expression « le 31 janvier de l'année » par l'expression « le 30 avril 1981 » et l'expression « le trentième jour » par l'expression « le 30 avril 1981 ou le trentième jour ». (D. 871-81, a. 4).*

#### Article 1086R1

*Cet article a été remplacé en 1980 pour ajouter, dans le paragraphe g, une référence à l'article 119.1 de la Loi. Cette modification s'applique à l'année d'imposition 1978 et aux années d'imposition subséquentes ; toutefois, toute déclaration qui devait être produite en vertu du paragraphe g, avant le 30 décembre 1980, à l'égard d'un avantage dont la valeur doit être incluse dans le calcul du revenu d'un particulier en vertu de l'article 119.1 de la Loi, est réputé avoir été produite dans le délai prévu si elle est produite avant le 1<sup>er</sup> mars 1981. (D. 3926-80, a. 40).*

*Cet article a été modifié en 1980 pour ajouter, dans le paragraphe g, une référence à l'article 37.1 de la Loi. Cette modification s'applique à l'année d'imposition 1978 et aux années d'imposition subséquentes ; toutefois, toute déclaration qui devait être produite en vertu du paragraphe g de l'article 1086R1 avant l'entrée en vigueur de la présente modification, le 23 juillet 1980, est réputée avoir*

*été produite dans le délai prévu si elle est produite avant le 22 septembre 1980. (D. 1983-80, a. 40).*

#### Article 1086R3

*Cet article a été modifié en 1980 pour ajouter, dans le deuxième alinéa, les mots « lorsqu'un rentier est réputé, en vertu du premier alinéa de l'article 915.2 de la Loi, avoir reçu un montant à titre de prestation provenant d'un régime enregistré d'épargne-retraite ou versée en vertu d'un tel régime et dont l'article 929 de la Loi exige l'inclusion dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition ». Cette modification s'applique à compter du 30 juin 1978 ; toutefois, toute déclaration qui devait être produite en vertu du deuxième alinéa avant le 30 décembre 1980, dans la mesure où cet alinéa réfère à un rentier qui est réputé, en vertu du premier alinéa de l'article 915.2 de la Loi, avoir reçu un montant, est réputée avoir été produite dans le délai prévu si elle est produite avant le 1<sup>er</sup> mars 1981. (D. 3926-80, a. 41).*

#### Article 1086R6.1

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à compter du 30 juin 1978. Toutefois, toute déclaration qui devait être produite en vertu de l'article 1086R6.1 avant son entrée en vigueur le 23 juillet 1980, est réputée avoir été produite dans le délai prévu si elle est produite avant le 22 septembre 1980. (D. 1983-80, a. 41).*

#### Article 1086R7

*Cet article, modifié en 1980 par l'addition du sous-paragraphe v du paragraphe b, s'applique à l'année d'imposition 1980 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 3926-80, a. 42).*

#### Article 1086R8.1

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à l'année d'imposition 1979 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 1983-80, a. 42).*

#### Article 1137R1

*Cet article, remplacé en 1980, s'applique à compter du 1<sup>er</sup> avril 1979 ; toutefois le titre XXIV du Règlement sur les impôts, tel qu'il se lisait le 31 mars 1979, continue de s'appliquer aux corporations assujetties, en vertu du paragraphe 3 de l'article 27 de la Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et modifiant d'autres dispositions législatives (L.Q., 1979, c. 38), à la partie IV de la Loi sur les impôts, telle qu'elle se lisait le 31 mars 1979, et qui ne sont pas exonérées, pour une période de 18 mois suivant immédiatement la date de fermeture de leur dernier exercice financier terminé avant le 1<sup>er</sup> avril 1979 ou, en l'absence d'un tel exercice, pour la période qui chevauche le 31 mars 1979 et pour laquelle une taxe est exigible en vertu de cette partie IV. (D. 2456-80, a. 19).*

*Auparavant, il se lisait ainsi :*

« Une corporation peut déduire, en vertu du paragraphe c de l'article 1137 de la Loi, un montant égal à 33 1/3% de la partie de son capital versé déterminé en vertu des articles 1136 à 1139 de la Loi sans tenir compte de ce paragraphe c, représentée par le rapport entre son revenu brut pour l'année d'imposition provenant d'opérations minières et son revenu brut pour cette année.

Aux fins du premier alinéa, les opérations minières désignent l'extraction d'un minerai d'une mine au sens du sous-paragraphe a du paragraphe 4 de l'article 130R2, autre qu'un gisement de sable bitumineux ou pétrolifère ou de schiste bitumineux ou sa production dans une telle mine ; elles comprennent également son transport jusqu'à l'issue de la mine, y compris une transformation effectuée avant ou pendant ce transport ; toutefois, elles ne comprennent pas une transformation faite après son enlèvement de la mine. ».

#### Article 1137R2

*Cet article, supprimé en 1980, s'appliquait avant le 1<sup>er</sup> avril 1979. (D. 2456-80, a. 20).*

*Auparavant, il se lisait ainsi :*

« Une corporation qui fait le commerce de valeurs mobilières, au sens de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., c. V-1), peut déduire en vertu du paragraphe c de l'article 1137 de la Loi, un montant égal à la partie de son capital versé déterminé en vertu des articles 1136 et 1137 de la Loi sans tenir compte de ce paragraphe c, représentée par le rapport entre la valeur de ses actions et obligations d'autres corporations et le montant de son actif au sens des paragraphes 3 et 4 de l'article 1138 de la Loi. ».

#### Article 1143R1

*Cet article, inséré en 1981, s'applique à une année d'imposition se terminant après le 30 juin 1981. (D. 3211-81, a. 5).*

#### Article 1174R1

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à compter du 1<sup>er</sup> avril 1979. (D. 3926-80, a. 43).*

#### Article 1174R2

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à compter du 1<sup>er</sup> avril 1979. (D. 3926-80, a. 43).*

#### Article 1174R3

*Cet article, inséré en 1980, s'applique à compter du 1<sup>er</sup> avril 1979. (D. 3926-80, a. 43).*



*Article 1207R1*

*Cet article a été remplacé en 1980 et s'applique, en ce qui concerne le premier alinéa, à l'égard d'une promesse ou d'un engagement conclu après le 25 mars 1980 et, en ce qui concerne le second alinéa, à l'année d'imposition 1980 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 2456-80, a. 21).*

*Auparavant, il se lisait ainsi :*

« Le taux d'intérêt auquel la valeur de la promesse ou de l'engagement visé dans le premier alinéa de l'article 1207 de la Loi doit être escompté est un taux annuel de 5% et le taux prescrit auquel doit être calculé l'intérêt annuel visé dans le deuxième alinéa de cet article est de 8%. ».

*Annexe A*

*Cette annexe, remplacée en 1980, s'applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1981. (D. 3832-80, a. 1).*

*Annexe B, catégorie 2*

*Cette catégorie, modifiée en 1980 par le remplacement du paragraphe c, s'applique après le 12 juin 1979. (D. 1983-80, a. 43).*

*Auparavant, ce paragraphe se lisait ainsi :*

« le matériel et l'installation de génératrice et de distribution, y compris les structures, d'un producteur ou distributeur d'énergie électrique sauf les biens compris dans les catégories 10, 13, 14 ou 28 ; ».

*Annexe B, catégorie 3*

*Cette catégorie, modifiée en 1980 par le remplacement du paragraphe g, s'applique après 1978. (D. 1983-80, a. 44).*

*Auparavant, ce paragraphe se lisait ainsi :*

« un rajout ou une modification effectuée après le 31 mars 1967 à un édifice qui serait compris dans la présente catégorie s'il n'était pas compris dans la catégorie 20 ; ».

*Annexe B, catégorie 6*

*Cette catégorie a été modifiée en 1980 :*

— pour ajouter, dans le paragraphe a, les mots « si l'édifice » ainsi que les sous-paragraphes i à iv ;

— pour ajouter le paragraphe k ; et

— pour remplacer le paragraphe i qui auparavant se lisait ainsi :

« un rajout ou une modification effectuée après le 31 mars 1967 à un édifice qui serait compris dans la présente catégorie s'il n'était pas compris dans la catégorie 20 ; ou ».

*Ces modifications s'appliquent après 1978. (D. 1983-80, a. 45).*

*Annexe B, catégorie 8*

*Cette catégorie a été modifiée en 1981 pour supprimer, dans le sous-paragraphe iii du paragraphe j, les mots « autre qu'un puits de gaz faisant partie de l'équipement d'une ferme dont le gaz produit n'est pas vendu ». Cette modification s'applique à compter du 26 novembre 1980. (D. 1535-81, a. 19).*

*Annexe B, catégorie 10*

*Cette catégorie, modifiée en 1981 par l'addition du sous-paragraphe h du paragraphe l, s'applique à compter du 12 décembre 1979. (D. 1535-81, a. 20).*

*Cette catégorie a été modifiée en 1980 :*

— pour ajouter, dans le sous-paragraphe b du paragraphe 2, les mots « dans la présente catégorie en vertu du sous-paragraphe n, dans une catégorie distincte aux termes de l'article 130R87 ou » ; et

— pour ajouter le sous-paragraphe n du paragraphe 2.

*Ces modifications s'appliquent après le 12 juin 1979. (D. 1983-80, a. 47).*

*Annexe B, catégorie 12*

*Cette catégorie, modifiée en 1981 par le remplacement des mots « le 1<sup>er</sup> janvier 1981 » par le millésime «1984 », s'applique à compter du 8 avril 1981. (D. 3211-81, a. 7).*

*Cette catégorie, modifiée en 1980 par l'addition du paragraphe q, s'applique après le 16 novembre 1978. (D. 1983-80, a. 47).*

*Annexe B, catégorie 22*

*Cette catégorie a été modifiée en 1980 pour ajouter les mots « ou dans la catégorie 10 en vertu du sous-paragraphe n du paragraphe 2 de cette catégorie ». Cette modification s'applique après le 12 juin 1979. (D. 1983-80, a. 48).*

*Annexe B, catégorie 24*

*Cette catégorie a été modifiée en 1980 pour ajouter, dans le paragraphe a, les mots « acquis après le 26 avril 1965 et avant 1971 et ». Cette modification s'applique après le 12 juin 1979. (D. 1983-80, a. 49).*

*Annexe B, catégorie 26*

*Cette catégorie, remplacée en 1980, s'applique après le 12 juin 1979. (D. 1983-80, a. 50).*

*Auparavant, elle se lisait ainsi :*

**« CATÉGORIE 26**

**(1%)**

**Les biens qui sont constitués par un catalyseur. ».**

*Annexe B, catégorie 28*

*Cette catégorie, modifiée en 1981 par l'addition, dans le sous-paragraphe iii du paragraphe d du premier alinéa, d'une référence au sous-paragraphe f du paragraphe 2 de la catégorie 10, s'applique à l'égard d'un bien acquis après le 11 décembre 1979. (D. 1535-81, a. 21).*

*Annexe B, catégorie 31*

*Cette catégorie, remplacée en 1981, s'applique à compter du 29 octobre 1980. (D. 3211-81, a. 8).*

*Auparavant, elle se lisait ainsi :*

**« CATÉGORIE 31  
(5%)**

Les biens qui sont constitués par un édifice résidentiel à plus d'un logement au Canada, qui seraient autrement compris dans les catégories 3 ou 6 à l'égard desquels la Société d'habitation du Québec ou la Société centrale d'hypothèques et de logement certifie que la mise en place des fondations ou de toute autre assise a débuté soit après le 18 novembre 1974 et avant 1980, dans le cas d'un édifice qui serait autrement compris dans la catégorie 3, soit après 1977 et avant 1979, dans le cas d'un édifice qui serait autrement compris dans la catégorie 6, et que, selon les plans et devis, au moins 80% de la superficie de plancher sont destinés à servir d'établissements domestiques autonomes et d'aire de stationnement, de récréation, de services et d'entreposage y afférente, si pas plus de 20% de la superficie de plancher ne sont effectivement utilisés à d'autres fins. ».

*Cette catégorie a été modifiée en 1980 pour remplacer les mots « après le 18 novembre 1974 et avant 1979 » par les mots « après le 18 novembre 1974 et avant 1980 ». Cette modification s'applique après 1978. (D. 1983-80, a. 51).*

*Annexe B, catégorie 32*

*Cette catégorie a été modifiée en 1980 pour ajouter les mots « si, dans le sous-paragraphe i du paragraphe a de cette catégorie 6, on remplaçait le millésime « 1979 » par le millésime « 1980 ». Cette modification s'applique après 1978. (D. 1983-80, a. 51).*

*Annexe B, catégorie 34*

*Cette catégorie, remplacée en 1981, s'applique à compter du 11 décembre 1979, sauf dans la mesure où le sous-paragraphe a du paragraphe 1 fait référence à un ajout à l'un ou l'autre des biens mentionnés dans ce sous-paragraphe a, auquel cas elle s'applique à compter du 24 décembre 1980. (D. 1535-81, a. 22).*

*Auparavant, elle se lisait ainsi :*

« Les biens qui seraient autrement compris dans les catégories 2 ou 8 et qui :

a) sont constitués par le matériel générateur d'électricité, par le matériel de production et la tuyauterie d'un distributeur de chaleur ou par le matériel générateur de vapeur acquis par le contribuable principalement pour produire de la vapeur afin d'exploiter le matériel générateur d'électricité, à l'exclusion d'un édifice ou autre structure ;

b) ont été acquis par le contribuable après le 25 mai 1976 et avant 1981 ;

c) ont été acquis par le contribuable pour être utilisés par lui dans une entreprise qu'il exploite au Canada ou doivent être loués par lui à un locataire devant les utiliser au Canada, si l'utilisation des biens par le locataire a commencé avant 1981 ; et

d) sont des biens à l'égard desquels un certificat qui n'a pas été révoqué en vertu du paragraphe 9 de l'article 130R2 a été émis par le ministre attestant qu'ils faisaient partie d'un plan conçu :

i. pour produire de la chaleur provenant principalement de la consommation de résidus du bois ou de déchets d'une municipalité ;

ii. pour produire de l'énergie électrique par l'utilisation soit d'un combustible fossile qui est du pétrole, du gaz naturel ou un hydrocarbure apparenté, du charbon, du gaz de houille, du coke, du lignite ou de la tourbe, soit d'un autre combustible qui est un résidu du bois ou un déchet d'une municipalité, soit d'une combinaison de l'un ou l'autre de ces combustibles, pourvu que la consommation de ces combustibles fossiles, exprimée selon leur haute chaleur thermique et imputable, sur une base annuelle, à l'énergie électrique à l'égard de ce biens, ne dépasse pas 7 000 B.T.U. par kilowatt-heure d'énergie électrique produite ; ou

iii. pour récupérer de la chaleur qui est un sous-produit industriel.

Les biens de la présente catégorie ne comprennent cependant pas un bien qui a été utilisé avant d'être acquis par le contribuable, sauf si ce bien était déjà compris dans la catégorie 34 aux fins du calcul du revenu de la personne de qui il a été acquis. ».

*Cette catégorie a été modifiée en 1980 pour remplacer, dans les paragraphes b et c, le millésime « 1980 » par le millésime « 1981 ». Cette modification s'applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1980. (D. 2456-80, a. 22).*

## Annexe C

*Cette annexe a été modifiée en 1981 :*

— pour insérer, dans le paragraphe a, les universités suivantes :

« Azusa Pacific College, Azusa, Californie.  
Boston College, Chestnut Hill, Massachusetts.  
Le Moyne College, Syracuse, New York.  
Northwest College, Kirkland, Washington.  
Northwood Institute, Midland, Michigan.  
Rabbinical Seminary of America, Forest Hills, New York.  
South Dakota School of Mines and Technology, Rapid City, Dakota du Sud.  
Whitman College, Walla Walla, Washington.  
Yeshiva University of Los Angeles, Los Angeles, Californie. » ; et

— pour remplacer, dans le paragraphe a, l'université « Carnegie Institute of Technology, Pittsburgh, Pennsylvanie. » par la suivante :

« Carnegie-Mellon University, Pittsburgh, Pennsylvanie. ».

*Ces modifications s'appliquent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1980. (D. 1535-80, a. 23).*

*Cette annexe a été modifiée en 1980 :*

— pour insérer, dans le paragraphe a, les universités suivantes :

« Cedarville College, Cedarville, Ohio.  
Detroit Bible College, Farmington Hills, Michigan.  
Goddard College, Plainfield, Vermont.  
Louisiana State University, Baton Rouge, Louisiane.  
Multnomah School of the Bible, Portland, Oregon.  
North American Baptist Seminary, Sioux Falls, Dakota du Sud.  
Ottawa University, Ottawa, Kansas.  
Pace University, New York, New York.  
Park College, Kansas City, Missouri.  
St-John's College, Annapolis, Maryland.  
St-John's College, Santa Fe, Nouveau Mexique.  
Stephens College, Columbia, Missouri.  
Taylor University, Upland, Indiana.  
Touro College, New York, New York.  
Trinity College, Dunedin, Floride.  
Washington Bible College, Lanham, Maryland.  
Western Evangelical Seminary, Portland, Oregon. » ;

— pour insérer, dans le paragraphe c, l'université suivante :

« University of Dublin, Dublin. » ;

— pour insérer, dans le paragraphe i, les universités suivantes :

« L'Université Ben Gurion du Negev, Beersheba. Jerusalem College for Women, Bayit-Vegan, Jérusalem. » ; et

— pour insérer, dans le paragraphe j, l'université suivante :

« L'université Saint-Joseph, Beyrouth. ».

*Ces modifications s'appliquent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1979. (D. 2456-80, a. 23).*

*Cette annexe a été modifiée en 1980 pour insérer, dans le paragraphe a, les universités suivantes :*

« Brigham Young University, Hawaii Campus, Laie, Hawaii.  
Eastern Washington University, Cheney, Washington.  
Fuller Theological Seminary, Pasadena, Californie.  
Grinnell College, Grinnell, Iowa.  
Macalester College, St-Paul, Minnesota.  
National College of Chiropractic, The, Lombard, Illinois.  
Old Dominion University, Norfolk, Virginie.  
Saint-Mary's College, Notre-Dame, Indiana.  
Sarah Lawrence College, Bronxville, New York.  
Union College, Schenectady, New York.  
University of Santa Clara, Santa Clara, Californie. ».

*Cette modification s'applique après le 31 décembre 1977. (D. 1983-80, a. 52).*

## Annexe F

*Cette annexe, insérée en 1981, s'applique à l'année d'imposition 1980 et aux années d'imposition subséquentes. (D. 2241-81, a. 2).*

*Cette annexe a été modifiée en 1981 pour insérer dans le paragraphe 2 après le mot « Hunters-Point » le mot « Kawawa Chikanach ». (D. 3348-81, a. 2).*

*Cette annexe, modifiée en 1981, par le remplacement, dans le paragraphe 2, du mot « Mémiscau » par le mot « Némiscau » s'applique à compter du 19 août 1981. (D. 3348-81, a. 3).*



c. I-3, r.2

**Règlement sur la contribution patronale à  
un fonds de pension à l'égard de services  
rendus par les employés et certaines  
autres déductions admises dans le calcul  
du revenu d'un contribuable**

Loi sur les impôts  
(L.R.Q., c. I-3)

**1.** Dans le présent règlement, « compagnie » désigne toute compagnie, société ou personne visée par la Loi de l'impôt sur les corporations (S.R.Q., 1964, c. 67).

**2.** Les montants payés par une compagnie dans une année financière à l'égard des frais ou dépenses engagés dans la préparation, l'ouverture ou la poursuite d'une opposition ou d'un appel concernant une cotisation d'impôt, de taxes, de droits ou de contributions, y compris intérêts ou pénalités, que prévoit une loi de revenu de la Législature au Québec ou d'une autre province du Canada, sont admis à la déduction dans le calcul de son revenu.





c. I-4, r.1

## Règlement d'application de la Loi sur les impôts (1980)

Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-4, a. 9, 10, 12, 42, 49, 50, 83 et 104)

### SECTION I INTERPRÉTATION ET GÉNÉRALITÉS

**OR1.** Dans le présent règlement, le mot « Loi » signifie la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-4).

**OR2.** Afin de faciliter le repérage des dispositions de la Loi donnant ouverture à une disposition réglementaire, les chiffres apparaissant avant la lettre R dans la numérotation du présent règlement réfèrent, à titre indicatif seulement, à l'article de la Loi prévoyant cette disposition réglementaire.

**OR3.** Les dispositions déclaratoires et interprétatives contenues dans la Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16) s'appliquent, en les adaptant, au présent règlement.

**9R1.** La « partie non amortie du coût en capital d'après la méthode de l'amortissement constant », en ce qui concerne les biens d'une corporation, désigne la partie non amortie du coût en capital de tous les biens amortissables de la corporation aux fins de l'ancienne Loi de l'impôt sur les corporations au dernier jour de son année d'imposition en cours le 31 décembre 1960.

**9R2.** La « partie non amortie du coût en capital d'après la méthode de l'amortissement dégressif », en ce qui concerne les biens d'une corporation, désigne le coût en capital pour elle de ses biens amortissables, tel qu'accepté aux fins de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148) au dernier jour de son année d'imposition en cours le 31 décembre 1960, moins l'amortissement accordé jusqu'à ce dernier jour aux fins de cette loi.

**10R1.** Aux fins de l'article 10 de la Loi, la déduction y visée doit être faite après les déductions prévues par le livre IV de la partie I de la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-3).

**12R1.** Aux fins de l'article 12 de la Loi, le montant y visé doit être ajouté au revenu imposable d'une corpora-

tion après les déductions prévues par le livre IV de la partie I de la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-3).

**42R1.** Le montant visé dans le paragraphe a du deuxième alinéa de l'article 42 de la Loi est le montant le plus élevé atteint par les dettes impayées de la corporation à des personnes désignées ne résidant pas au Canada à un moment quelconque de l'année, moins l'excédent, sur le triple de l'ensemble déterminé en vertu de l'article 42R2, du montant le moins élevé atteint après le 18 juin 1971 par de telles dettes à de telles personnes dans la dernière année d'imposition de la corporation, ci-après appelée « l'année de base », commençant avant le 19 juin 1971.

**42R2.** L'ensemble mentionné dans l'article 42R1 désigne :

a) le moindre du capital versé de la corporation à la fin de son année d'imposition précédant l'année de base à l'égard de toutes les actions de son capital-actions ou du plafond du capital versé de cette dernière, au début de sa première année d'imposition commençant après 1971 ; et

b) le revenu en main non distribué de la corporation à la fin de son année d'imposition précédant l'année de base.

**42R3.** Aux fins de l'article 42R2, le revenu en main non distribué désigne un montant égal à celui qui est calculé à ce titre en vertu de l'article 22 du chapitre 63 des Statuts du Canada de 1970-71-72.

**49R1.** Aux fins des articles 49 et 50 de la Loi, les titres et les actions énumérés dans l'annexe VII, prévue par la partie XLIV des Règlements de l'impôt sur le revenu adoptés en vertu de l'article 24 et du paragraphe 11 de l'article 26 du chapitre 63 des Statuts du Canada de 1970-71-72, sont prescrits comme étant émis dans le public.

**50R1.** Aux fins de l'article 50 de la Loi, le montant prescrit désigne, à l'égard d'un titre ou d'une action y visé, le montant apparaissant en regard de ce titre ou de cette action dans l'annexe mentionnée dans l'article 49R1.

### SECTION II CALCUL DU PRIX DE BASE RAJUSTÉ D'UN INTÉRÊT DANS UNE SOCIÉTÉ

**83R1.** Les frais visés dans le sous-paragraphe iii du paragraphe b de l'article 83 de la Loi ne doivent être inclus dans l'ensemble visé dans ce paragraphe que dans la me-

sure où ils ont été encourus après 1948 et n'ont pas été déduits par le contribuable dans le calcul de son revenu provenant de la société pour son année d'imposition 1971 ou une année antérieure aux fins de la Loi de l'impôt sur le revenu de 1948 (S.C., 1948, c. 52) ou de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148).

### SECTION III DISPOSITIONS FINALES

**200R1.** Le présent règlement remplace le « Règlement sur l'application de la Loi sur les impôts », appelé dans la présente section « ancien règlement », adopté par l'arrêté en conseil numéro 3785-72 du 13 décembre 1972 et modifié par les règlements adoptés par les arrêtés en conseil 4478-73 du 5 décembre 1973, 4644-73 du 12 décembre 1973, 2023-75 du 14 mai 1975, 2220-76 du 23 juin 1976, 1640-78 du 17 mai 1978 et 377-79 du 7 février 1979, à l'exception des articles 86.1 à 86.4, 91.1 à 91.5, 93.1 à 93.3, 102.1, 103.1, 103c.1, 103d.1, 104.1, 135.1 et 149.1.

**200R2.** Malgré l'article 200R1, les dispositions de l'ancien règlement concernant son application continuent de s'appliquer et régissent les dispositions correspondantes du présent règlement.

Un renvoi à une disposition de ce règlement qui concerne une période antérieure au 16 juillet 1980 est un renvoi à la disposition correspondante du Règlement sur l'application de la Loi sur les impôts en vigueur immédiatement avant le 16 juillet 1980.

De même, un renvoi à l'ancien règlement ou à l'une de ses dispositions remplacées en vertu de l'article 200R1 est réputé, après le 16 juillet 1980, être un renvoi au présent règlement ou à la disposition correspondante de celui-ci.

---

D. 1982-80, (1980) 112 G.O. II, 3743 et 5812



c. I-4, r.2

## Règlement d'application de la Loi sur les impôts (1972)

Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-4)

### SECTION I FRAIS D'EXPLORATION ET DE MISE EN VALEUR

#### *§1. Montants admissibles en déduction*

**86.1.** Les montants qu'une personne peut déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition en vertu de l'article 86 de la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (L.Q., 1972, c. 24) sont ceux qui sont déterminés à la présente sous-section.

Les frais visés à l'article 87 de la Loi à l'égard desquels une personne peut réclamer une déduction pour une année d'imposition en vertu de l'article 86 de la Loi sont ceux à l'égard desquels cette personne a droit à une déduction pour cette année en vertu de l'article 29 et des paragraphes 3 et 4 de l'article 34 du chapitre 63 des Statuts du Canada de 1970-71-72.

Aux fins de l'article 86 de la Loi, une corporation qui exerce un choix prévu aux paragraphes 6 et 7 de l'article 29 du chapitre 63 des Statuts du Canada de 1970-71-72 doit produire au ministre une déclaration en la forme prescrite.

**86.2.** Les frais visés à l'article 87 de la Loi qui sont réputés, en vertu des paragraphes 6, 7, 14 et 21 de l'article 29 du chapitre 63 des Statuts du Canada de 1970-71-72, être des frais engagés par une personne à un moment donné après 1971 aux fins des articles 66, 66.1 et 66.2 de la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C., 1952, c. 148) sont réputés, en vertu de l'article 86 de la Loi, être de tels frais engagés par cette personne au même moment aux fins des articles 329 à 354u de la Loi sur les impôts (L.Q., 1972, c. 23).

**86.3.** Aux fins des articles 344, 345, 354, 354h, 354i, 354qa et 354r de la Loi sur les impôts (L.Q., 1972, c. 23), toute référence à la Loi signifie une référence à l'article 86 de la Loi dans la mesure où l'article 86.4 réfère à l'article 29 du chapitre 63 des Statuts du Canada de 1970-71-72.

De même, l'expression « celles accordées aux fins des frais d'exploration et de mise en valeur par les règlements

adoptés en vertu de ladite Loi », aux articles 344 et 354i de la Loi sur les impôts (L.Q., 1972, c. 23), signifie une référence aux déductions accordées en vertu de l'article 86 de la Loi, dans la mesure où l'article 86.4 réfère aux paragraphes 25 et 29 de l'article 29 du chapitre 63 des Statuts du Canada de 1970-71-72, sauf que pour les fins des articles 345 et 354h de la Loi sur les impôts (L.Q., 1972, c. 23), cette expression signifie une référence aux déductions accordées en vertu de l'article 86 de la Loi, dans la mesure où l'article 86.4 réfère au paragraphe 29 de l'article 29 de ce chapitre.

**86.4.** Le montant qu'une personne mentionnée à l'article 86 de la Loi peut déduire dans le calcul de son revenu pour une année d'imposition à l'égard des frais visés à l'article 86.1 est égal à celui qui est admissible en déduction à l'égard de ces frais dans le calcul de son revenu pour l'année en vertu de l'article 29 du chapitre 63 des Statuts du Canada de 1970-71-72 et des paragraphes 3 et 4 de l'article 34 de ce chapitre.

#### *§2. Aliénation de droits, permis ou privilèges*

**91.1.** Aux fins de l'article 91 de la Loi, un contribuable visé aux articles 88 et 89 de la Loi ne doit pas inclure dans le calcul de son revenu à titre de contrepartie d'une aliénation y mentionnée un montant autre que ceux qui sont prévus à la présente sous-section.

**91.2.** Le montant reçu par une corporation dont l'entreprise principale est une activité visée à l'article 85 de la Loi en contrepartie de l'aliénation, après le 10 avril 1962 et avant le 23 octobre 1968, d'un droit, d'un permis ou d'un privilège visé à l'article 88 de la Loi doit être inclus dans le calcul de son revenu pour l'exercice financier pendant lequel il a été reçu, à moins que la corporation n'ait acquis tel droit, permis ou privilège par legs ou héritage, ou avant le 11 avril 1962 si, dans ce dernier cas, elle l'a aliéné avant le 9 novembre 1962.

Il en est de même du montant ainsi reçu par une corporation visée à l'article 89 de la Loi ou par une association, une société ou un syndicat visé à cet article.

**91.3.** Le montant reçu par un particulier ou une corporation, autre qu'une corporation dont l'entreprise principale est une activité visée à l'article 85 de la Loi, en contrepartie de l'aliénation avant le 23 octobre 1968 d'un droit, d'un permis ou d'un privilège visé à l'article 88 de la Loi et acquis par ce particulier ou cette corporation après le 10 avril 1962 et avant 1972 doit être inclus dans le calcul



de son revenu pour l'année d'imposition pendant laquelle il a été reçu, à moins que le particulier ou la corporation n'ait acquis tel droit, permis ou privilège par legs ou héritage.

**91.4.** Les articles 91.2 et 91.3 ne s'appliquent à l'aliénation d'un droit, permis ou privilège y visé que s'il a été acquis en vertu d'une entente, contrat ou arrangement aux termes duquel les seuls droits, permis ou privilèges acquis à l'égard du terrain relativement auquel ce droit, permis ou privilège a été acquis concernent l'exploration, le forage ou l'extraction de toute matière ou substance, liquide ou solide, qu'il s'agisse ou non d'hydrocarbures, produite en même temps que le pétrole, le gaz naturel, ou les autres hydrocarbures apparentés, à l'exception du charbon, ou trouvée dans l'eau contenue dans un réservoir de pétrole ou de gaz, ou concernent le droit d'entrer sur ce terrain, de s'en servir et d'en occuper la portion nécessaire à l'exploitation de ce droit, permis ou privilège.

**91.5.** L'article 91.3 ne s'applique pas au calcul du revenu, pour une année d'imposition, d'un contribuable dont l'entreprise comprend le commerce des droits, permis ou privilèges d'exploration, de forage ou d'extraction au Canada de pétrole, de gaz naturel ou d'autres hydrocarbures apparentés, à l'exception du charbon.

## SECTION II EXCLUSION DE CERTAINS REVENUS

**93.1.** Les conditions prescrites pour que l'article 93 de la Loi s'applique au calcul du revenu d'une corporation sont les suivantes :

a) la corporation doit tenir des écritures comptables distinctes à l'égard de la mine pour la période commençant le jour du début de l'exploitation de la mine et prenant fin le jour précédant celui où la production de la mine a débuté et pour chacune de ses années d'imposition qui comprend une partie des 36 mois commençant le jour où la production de la mine a débuté ;

b) la corporation doit produire au ministre du Revenu, en duplicata, une déclaration en la forme prescrite ;

c) si l'exploitation de la mine constitue la seule entreprise de la corporation à la date précédant celle à laquelle la production de la mine a débuté, la corporation doit clore son année d'imposition et fermer ses livres de comptes à cette date ; et

d) si le paragraphe c ne s'applique pas, la corporation doit arrêter ses écritures comptables à l'égard de la mine à la date du troisième anniversaire du jour où la production de la mine a débuté.

**93.2.** Une corporation dont la production a débuté après le 7 novembre 1969 peut faire le choix visé au deuxième alinéa de l'article 93 de la Loi en produisant au ministre, en duplicata, une copie certifiée conforme de la résolution de ses administrateurs l'autorisant à faire ce choix, si ces derniers ont le droit d'administrer les affaires de la corporation ; dans le cas contraire, elle doit produire au ministre, en duplicata, une copie certifiée conforme de l'autorisation de faire ce choix par la personne qui a le droit d'administrer les affaires de la corporation.

**93.3.** La copie visée à l'article 93.2 doit être produite au plus tard le jour où la corporation qui fait le choix y visé doit produire sa déclaration fiscale en vertu de l'article 732 de la Loi sur les impôts (L.Q., 1972, c. 23) pour l'année d'imposition pendant laquelle la production de la mine a débuté en quantité commerciale raisonnable ou le 30 juin 1974, selon la date qui est la plus tardive.

## SECTION III CORPORATIONS ET CAISSES

**102.1.** Aux fins de l'article 102 de la Loi, le revenu en main non réparti désigne un montant égal à celui qui est calculé à ce titre en vertu du paragraphe 1 de l'article 33 du chapitre 63 des Statuts du Canada de 1970-71-72.

**103.1.** Aux fins de l'article 103 de la Loi, l'insuffisance du capital versé désigne un montant égal à celui qui est calculé à ce titre en vertu du paragraphe 2 de l'article 33 du chapitre 63 des Statuts du Canada de 1970-71-72.

**103e.1.** Le choix mentionné à l'article 103c de la Loi est réputé avoir été fait en la manière, dans la forme et dans le délai y prévus si le contribuable produit au ministre avant 1980 la déclaration prévue à l'article 397 de la Loi sur les impôts (L.Q., 1972, c. 23) et une déclaration, en double exemplaire, avec preuve à l'appui, attestant qu'il a exercé le choix prévu au paragraphe 3 de l'article 32.1 du chapitre 63 des Statuts du Canada de 1970-71-72.

**103d.1.** Le choix mentionné à l'article 103d de la Loi est réputé avoir été fait dans le délai y prévu si le contribuable produit au ministre avant 1977 la déclaration prévue aux articles 406 et 412 de la Loi sur les impôts (L.Q.,

1972, c. 23) tels qu'ils s'appliquaient avant d'être modifiés par le chapitre 22 des lois de 1975 ou, selon le cas, celle prévue à l'article 457*b* de cette loi, et une déclaration, en double exemplaire, avec preuve à l'appui, attestant qu'il a exercé le choix prévu au paragraphe 5 ou au paragraphe 6, selon le cas, de l'article 32.1 du chapitre 63 des Statuts du Canada de 1970-71-72.

**104.1.** Aux fins de l'article 104 de la Loi, le surplus de capital en main en 1971, le revenu en main non réparti de 1971 et l'insuffisance du capital versé désignent respectivement un montant égal à celui qui est calculé à chacun de ces titres en vertu du paragraphe 2 de l'article 34 du chapitre 63 des Statuts du Canada de 1970-71-72.

**135.1.** Aux fins de l'article 135 de la Loi, le compte de dividende en capital d'une corporation personnelle désignée, à un moment donné après son année d'imposition 1972, désigne un montant égal à celui qui est calculé à ce titre à l'égard de la corporation au même moment en vertu de l'article 57 du chapitre 63 des Statuts du Canada de 1970-71-72.

**149.1.** La manière de déterminer le montant maximal visé à l'article 149 de la Loi est celle qui est prescrite aux fins de l'article 607 de la Loi sur les impôts (L.Q., 1972, c. 23).

---

A.C. 3785-72, (1972) 104 G.O., 11762  
A.C. 4478-73, (1973) 105 G.O. II, 6611, 6649  
A.C. 4644-73, (1973) 105 G.O. II, 6699, 6709  
A.C. 2023-75, (1975) 107 G.O. II, 2105, 2127  
A.C. 2220-76, (1976) 108 G.O. II, 4047, 4062  
A.C. 1640-78, (1978) 110 G.O. II, 3035, 3044  
A.C. 377-79, (1979) 111 G.O. II, 1711, 1751  
D. 1982-80, (1980) 112 G.O. II, 3743, 3745





c. I-5, r.1

## Règlement sur le système de points

Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile  
(L.R.Q., c. I-5, a. 25)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.** 1) Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, le mot « condamnée » s'applique à toute personne qui a été trouvée coupable d'une infraction visée au présent règlement ou n'a pas été poursuivie parce que le montant requis pour l'infraction qui lui a été reprochée a été payé.

2) Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots définis à l'article 1 du Code de la route (L.R.Q., c. C-24) et au Règlement sur l'interprétation des règlements sur le transport (c. T-12, r.7) ont la signification indiquée dans cette loi ou ce règlement chaque fois qu'ils se rencontrent dans le présent règlement.

**2.** La Régie de l'assurance automobile du Québec est informée qu'une personne est condamnée lorsqu'elle reçoit un avis à cet effet du greffier de toute cour de juridiction pénale ou criminelle, du greffier ou du secrétaire-trésorier de toute corporation municipale, du Bureau juridique du Code de la route du ministère de la Justice, d'un chef ou d'un directeur de corps de police, ou qu'il est en possession de copies de rapports d'avocats ou de procureurs au procureur général mentionnant qu'une personne est condamnée.

### SECTION II TABLE DE POINTS

**3.** 1) Lorsque la Régie est informée qu'une personne a été condamnée pour une infraction ci-après mentionnée, elle inscrit au dossier de cette personne, même si elle est tenue de suspendre son permis, le cas échéant, et que cette personne détienne ou ne détienne pas un permis de conduire, le nombre de points de démérite prévu pour chaque article, à savoir :

#### Code criminel (S.R.C., 1970, c. C-34)

Articles	Description sommaire de l'infraction à seule fin de référence	Nombre de points
203	La négligence criminelle entraînant la mort	12
204	La négligence criminelle entraînant une lésion corporelle	12
219	L'homicide involontaire	12
233.1)	La négligence criminelle	10
233.2)	Le délit de fuite	9
233.4)	Conduite dangereuse	8
234	La conduite ou la garde avec les facultés affaiblies	9
235.2)	Le refus de subir le test d'haleine	9
236	La conduite ou la garde avec plus de 80 milligrammes d'alcool par 100 millilitres de sang	9

#### Code de la route (L.R.Q., c. C-24)

39.4) a1.2	Dépassement par la droite sur l'accotement	1
39.5)	Dépassement dangereux par la gauche	2
39.6)	Conduite à gauche dans une côte, une courbe	4
39.7)	Dépassement quand il y a une ligne ininterrompue	2
39.11)	Marche arrière dangereuse	2
39.15)	Omission de faire un arrêt à une intersection	2
45.1)	Omission de se conformer aux signaux de passages à niveau	2
45.2)	Omission par un chauffeur d'autobus scolaire d'arrêter à un passage à niveau	9
48.1)	Omission d'arrêter lorsqu'un autobus scolaire est immobilisé	9
49.1b)	Omission de se conformer à un signal obligatoire	2
50.c)	Omission d'arrêter à un feu rouge	3
83	La conduite imprudente	4
84	Le manquement à un devoir de conducteur en cas d'accident	9
87.d)	La conduite pour un pari, un enjeu ou une course	6

2) Lorsqu'une personne est condamnée à la fois pour une infraction visée à l'article 234 du Code criminel et une infraction visée au paragraphe 2 de l'article 235 ou à l'arti-

cle 236 du même Code et que la condamnation se rapporte à un même événement, la Régie n'inscrit au dossier de cette personne, que le nombre de points de démerite prévu pour l'une ou l'autre de ces infractions.

3) Lorsqu'une personne est condamnée pour une infraction visée au paragraphe 2 de l'article 56 du Code de la route, la Régie inscrit au dossier de cette personne, qu'elle détienne ou ne détienne pas un permis de conduire, 4 points de démerite.

4) Dans le cas visé au paragraphe 3, lorsque la vitesse à laquelle se rapporte la condamnation est démontrée à la Régie, celle-ci inscrit au dossier de la personne condamnée :

a) 1 point de démerite lorsque la vitesse à laquelle se rapporte la condamnation excède de 1 à 14 kilomètres à l'heure la vitesse permise ;

b) 2 points de démerite lorsque la vitesse à laquelle se rapporte la condamnation excède de 15 à 29 kilomètres à l'heure la vitesse permise ;

c) 3 points de démerite lorsque la vitesse à laquelle se rapporte la condamnation excède de 30 à 44 kilomètres à l'heure la vitesse permise ;

d) 4 points de démerite lorsque la vitesse à laquelle se rapporte la condamnation excède de 45 kilomètres à l'heure ou plus la vitesse permise.

5) Lorsqu'une personne est condamnée pour une infraction visée au paragraphe 3 de l'article 56 du Code de la route, la Régie inscrit au dossier de cette personne, qu'elle détienne ou ne détienne pas un permis de conduire, 4 points de démerite.

6) Dans le cas visé au paragraphe 5, lorsque la vitesse à laquelle se rapporte la condamnation est démontrée à la Régie, celle-ci inscrit au dossier de la personne condamnée :

a) 1 point de démerite lorsque la vitesse à laquelle se rapporte la condamnation excède de 1 à 14 kilomètres à l'heure la vitesse permise ;

b) 2 points de démerite lorsque la vitesse à laquelle se rapporte la condamnation excède de 15 à 29 kilomètres à l'heure la vitesse permise ;

c) 3 points de démerite lorsque la vitesse à laquelle se rapporte la condamnation excède de 30 à 44 kilomètres à l'heure la vitesse permise ;

d) 4 points de démerite lorsque la vitesse à laquelle se rapporte la condamnation excède de 45 kilomètres à l'heure ou plus la vitesse permise.

4. L'article 3 ne s'applique pas en égard à une personne à qui un juge ou un tribunal impose une interdiction de conduire ou la suspension du permis de conduire, pour une période ininterrompue d'au moins 3 mois.

L'article 3 ne s'applique pas non plus à une personne condamnée pour une infraction au Code criminel prévue à cet article lorsque l'infraction a été commise le ou après le 1<sup>er</sup> mars 1978.

### SECTION III PROCÉDURE À 6, 7 OU 8 POINTS

5. Dès que le nombre total de points inscrits, en vertu de l'article 3, au dossier d'une personne est 6, 7 ou 8, la Régie doit lui faire parvenir un avis l'informant du nombre de points inscrits à son dossier. Nonobstant ce qui précède, le défaut par la Régie de donner immédiatement un tel avis n'entraîne pas la nullité d'un tel avis donné ultérieurement ou de toute action ultérieure que la Régie peut ou doit exercer en vertu de la Loi ou du présent règlement.

### SECTION IV PROCÉDURE À 9, 10 OU 11 POINTS

6. 1) Dès que le nombre total de points inscrits, en vertu de l'article 3, au dossier d'une personne est 9, 10 ou 11, la Régie doit faire parvenir à la personne concernée un avis l'informant du nombre de points inscrits à son dossier en lui rappelant les pouvoirs de suspension de la Régie en vertu de l'article 25 du Code de la route et de l'article 25 de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles (L.R.Q., c. I-5).

2) Dans le cas visé au paragraphe 1, la Régie peut sommer, par lettre recommandée ou certifiée, tout détenteur d'un permis de conduire à comparaître devant un fonctionnaire qu'il désigne à cette fin, pour démontrer qu'il n'y a pas lieu de suspendre son permis ou de prolonger la suspension déjà imposée en vertu d'une loi ou d'un règlement.

3) Le défaut par la Régie de donner immédiatement l'avis visé au paragraphe 1 n'entraîne pas la nullité d'un tel avis donné ultérieurement ou de toute autre action ultérieure que la Régie peut ou doit exercer en vertu de la Loi ou du présent règlement.

7. Après avoir entendu la personne convoquée en vertu de l'article 6, le fonctionnaire doit recommander à la Régie :

a) de ne pas suspendre le permis de cette personne dans le cas où il juge que le motif qui lui a été soumis est suffisant pour faire une telle recommandation ; ou

b) de convoquer cette personne à subir un examen de conduite ; ou

c) d'exiger qu'elle suive un cours de conduite d'une école reconnue à cette fin par la Régie ; ou

d) d'exiger que cette personne assiste à des séances d'éducation en sécurité routière ; ou

e) de restreindre le permis de conduire de cette personne ; ou

f) de suspendre le permis de cette personne pour une période n'excédant pas 30 jours, dans le cas où il juge à propos en tenant compte des représentations qui lui ont été faites ; ou

g) d'émettre, dans le cas d'une suspension sur la recommandation prévue au paragraphe f, un permis spécial autorisant cette personne à conduire un véhicule déterminé ou un type déterminé de véhicule pour l'exécution du principal travail dont elle tire sa subsistance.

**8.** Le fonctionnaire devant lequel la personne est convoquée peut faire simultanément une ou plusieurs des recommandations visées à l'article 7.

**9.** Le fonctionnaire visé à l'article 8 peut recommander à la Régie de suspendre le permis de conduire de la personne convoquée pour une période n'excédant pas 30 jours lorsque cette personne fait défaut de se présenter devant lui conformément à la sommation qui lui a été postée.

**10.** Tout fonctionnaire désigné à cette fin par la Régie peut faire la recommandation prévue à l'article 9 dans le cas où il constate que la personne fait défaut de subir l'examen de conduite ordonné, ou encore de suivre les cours de conduite ou les séances d'éducation en sécurité routière imposés.

**11.** Chaque fois que la Régie convoque une personne à comparaître en vertu de l'article 6, le délai de comparution qu'elle fixe doit être d'au moins 15 jours francs à compter de la date de la recommandation postale de la lettre de sommation.

**12.** La Régie n'est pas tenue de décider conformément à une recommandation faite en vertu des articles 7 à 10 ; elle doit cependant motiver par écrit, chacune de ses décisions.

## SECTION V PROCEDURE À 12 POINTS ET PLUS

**13.** Si le nombre total de points inscrits en vertu de l'article 3 au dossier d'une personne est 12 ou un nombre plus élevé que 12, la Régie doit suspendre le permis de conduire de cette personne pour une période de 3 mois.

**14.** Lorsque la Régie doit suspendre, en vertu de l'article 13, le permis de conduire d'une personne pour une seconde fois dans une période de 2 ans depuis la date à laquelle elle a déjà suspendu le permis de conduire de cette même personne en vertu de cet article, elle suspend alors le permis de conduire de cette personne pour une période de 6 mois.

**15.** Si la Régie doit suspendre, en vertu de l'article 13, le permis de conduire d'une personne pour une troisième fois dans une période de 2 ans depuis la date à laquelle elle a déjà suspendu le permis de conduire de cette même personne en vertu de cet article, elle suspend alors le permis de conduire de cette personne pour une période de 12 mois.

## SECTION VI SUSPENSIONS

**16.** Lorsqu'il s'agit d'une personne qui ne détient pas de permis de conduire et que le nombre de points inscrits à son dossier en vertu de l'article 3 la rendrait passible de la suspension de son permis de conduire si elle en avait détenu un, la Régie ne peut lui délivrer un permis de conduire pendant la période durant laquelle celui-ci aurait été suspendu si elle avait obtenu un tel permis.

**17.** Dans le cas où un permis de conduire est suspendu en vertu du présent règlement, la période de suspension est concurrente à toute période de suspension imposée en vertu d'une loi ou d'un autre règlement.

**18.** 1) Chaque fois qu'il est dit au présent règlement que la Régie doit ou peut suspendre un permis de conduire, ce devoir ou ce pouvoir comprend ceux de refuser de délivrer un nouveau permis de conduire et de refuser toute remise en vigueur d'un permis de conduire suspendu.

2) Le paragraphe 1 s'applique *mutatis mutandis* au pouvoir ou au devoir de recommander une suspension en vertu de la section IV.

**19.** Tout refus ou suspension d'un permis de conduire doit être motivé par écrit et transmis à l'intéressé sous la signature d'une personne de la Régie désignée à cette fin.

## SECTION VII INSCRIPTIONS AU DOSSIER

**20.** 1) Le greffier de toute cour de juridiction pénale ou criminelle ou toute autre personne mentionnée à l'article 2 doit, dans les 8 jours d'une condamnation pour une infraction visée à l'article 3 ou 23, en donner avis à la Régie, en fournissant les renseignements requis par la Régie.

2) Lorsqu'il s'agit d'une condamnation pour une infraction visée au paragraphe 2 de l'article 56 du Code de la route, ou d'une condamnation pour une infraction relative à la vitesse commise en vertu d'un règlement adopté par une corporation municipale ou par une communauté urbaine ou régionale, ou adopté en vertu de la Loi sur les autoroutes (L.R.Q., c. A-34), le greffier de toute cour de juridiction pénale ou criminelle ou toute autre personne mentionnée à l'article 2 doit, de plus, indiquer dans l'avis prescrit au paragraphe 1, la vitesse permise et la vitesse à laquelle le condamné circulait au moment de l'infraction.

3) Lorsqu'il s'agit d'une condamnation pour une infraction visée au paragraphe 3 de l'article 56 du Code de la route, ou d'une condamnation pour une infraction relative à la vitesse commise en vertu d'un règlement adopté par une corporation municipale ou par une communauté urbaine ou régionale, ou adopté en vertu de la Loi sur les autoroutes, le greffier de toute cour de juridiction pénale ou criminelle ou de toute autre personne mentionnée à l'article 2 doit, de plus, indiquer dans l'avis prescrit au paragraphe 1, la vitesse permise et la vitesse à laquelle la personne condamnée circulait au moment de l'infraction.

**21.** Si une personne est condamnée en même temps pour plus d'une infraction, la Régie doit inscrire au dossier de cette personne le nombre de points de démerite prévu à l'article 3 pour chaque infraction.

**22.** Lorsqu'une personne qui a sa résidence au Québec est condamnée dans une autre province pour une infraction au Code criminel pour laquelle un nombre de points de démerite est prévu à l'article 3, la Régie doit inscrire au dossier de cette personne le nombre de points prévu pour chaque infraction, de la même façon que si cette infraction avait été commise au Québec.

**23.** Dans le cas où l'infraction pour laquelle une personne est condamnée a été commise en vertu d'un règlement adopté par une corporation municipale ou par une communauté urbaine ou régionale, ou en vertu d'un règlement adopté sous la Loi sur les autoroutes, et qu'elle est équivalente en substance à une infraction commise en vertu du Code de la route et pour laquelle un nombre de points de démerite est prévu à l'article 3, la Régie doit inscrire le nombre de points de démerite au dossier de cette personne pour chaque infraction de la même façon que si cette infraction avait été commise en vertu du Code de la route.

## SECTION VIII ANNULATION ET RADIATION

**24.** Le nombre de points de démerite qui est inscrit par la Régie au dossier d'une personne condamnée pour une

infraction visée à l'article 3 ou pour une infraction équivalente en substance devient nul et de nul effet à compter de la date où il s'est écoulé 2 ans depuis celle à laquelle cette personne a été condamnée.

Le nombre de points de démerite inscrit par la Régie au dossier d'une personne condamnée pour une infraction visée à l'article 3 ou pour une infraction équivalente en substance devient nul et de nul effet lorsque l'infraction a été commise avant le 1<sup>er</sup> août 1980.

**25.** Chaque fois que la Régie suspend un permis de conduire en vertu du présent règlement, sauf la suspension imposée en vertu de l'article 12 sur une recommandation prévue aux articles 7, 9 ou 10, 12 points de démerite deviennent nuls et de nul effet dans le dossier de la personne concernée. Cependant, les points en excédent de 12 demeurent au dossier pour une période de 2 ans suivant la date à laquelle la personne a été condamnée pour l'infraction qui a entraîné cette suspension.

## SECTION IX DISPOSITION FINALE

**26.** Le présent règlement régit les inscriptions de points pour les infractions dont la Régie est informée, sauf qu'il n'a pas pour effet d'invalider ou d'annuler une inscription de points, une sommation ou convocation ou une suspension ni d'en restreindre les effets lorsque cette inscription, sommation, convocation ou suspension a été valablement faite.

---

A.C. 4355-74, (1974) 106 G.O. II, 5355 et (1975) 107 G.O. II, 965  
A.C. 538-75, (1975) 107 G.O. II, 991  
A.C. 733-78, (1978) 110 G.O. II, 1851  
D. 3493-80, (1980) 112 G.O. II, 6401



c. I-6, r.1

## **Règlement sur la demande et l'avis d'option d'une victime d'actes criminels**

Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels  
(L.R.Q., c. I-6, a. 11)

**1.** La demande d'une présumée victime d'acte criminel pour bénéficier des avantages prévus par la Loi sur l'indemnisation de victimes d'actes criminels (L.R.Q., c. I-6) doit indiquer :

- a) les nom, prénom et adresse de la victime ou du requérant et son numéro d'assurance sociale ;
- b) la date, l'heure, l'endroit du crime et la description des circonstances l'entourant ;
- c) les nom, prénom et adresse des témoins ;
- d) le nom du centre hospitalier où la victime a été hospitalisée ou traitée, ainsi que le nom et l'adresse du médecin traitant ;
- e) la nature des blessures ;
- f) en cas de décès, la date, les nom, prénom et adresse des dépendants et leur degré de parenté avec la victime ;
- g) le nom du corps policier qui a dirigé l'enquête, si cela est à la connaissance de la victime ou du requérant.

**2.** L'avis d'option accompagnant la demande doit indiquer :

- a) les nom, prénom et adresse de la personne présumée responsable du crime, appelée la tierce partie ;
- b) tout montant reçu s'il y a lieu, de la tierce partie ;
- c) les nom, prénom et adresse du témoin devant lequel la victime ou le requérant a signé.

**3.** La demande et l'avis d'option doivent être rédigés dans la propre langue de la victime, si c'est le français ou l'anglais, sinon, dans celle de ces langues qu'elle choisit.







c. I-7, r.1

## **Règlement sur la nomination des membres du comité d'experts médicaux**

Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et les carrières  
(L.R.Q., c. I-7, a. 13)

### **SECTION I INTERPRÉTATION**

**1.** Aux fins du présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « bureau » : un bureau de révision de la Commission de la santé et de la sécurité du travail constitué en vertu de l'article 171 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.Q., 1979, c. 63 ; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1) ;

b) « comité » : le comité d'experts médicaux créé en vertu de l'article 12 de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et les carrières (L.R.Q., c. 1-7).

### **SECTION II NOMINATION DES MEMBRES**

**2.** Lorsqu'un bureau est saisi d'une demande de révision d'une décision rendue en vertu du paragraphe 1 de l'article 2 de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et les carrières, il avise le travailleur et l'employeur de lui fournir respectivement le nom de l'expert médical que chacun entend nommer pour être membre du comité.

**3.** Le travailleur et l'employeur doivent faire parvenir par écrit au bureau dans les 10 jours de la réception de l'avis mentionné à l'article 2, le nom de l'expert médical qui représentera chacun d'eux au sein du comité ainsi que celui d'un autre expert médical qui pourra remplacer l'expert médical désigné en priorité en cas d'incapacité d'agir de celui-ci.

**4.** Les experts médicaux nommés en vertu de l'article 3 sont avisés de leur nomination par le bureau.

Ils doivent ensuite, dans les 10 jours de l'avis du bureau, choisir à même la liste de médecins spécialistes fournis par le Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre, le troisième membre du comité.

**5.** En cas de mésentente entre l'expert médical nommé par le travailleur et celui nommé par l'employeur quant au choix du troisième membre du comité, ils en avisent le bureau dans le délai prévu à l'article 4.

**6.** La Commission, dans les 10 jours de la réception de l'avis prévu à l'article 5, nomme le troisième membre du comité et en avise le travailleur et l'employeur.





c. I-8, r.1

## Règlement sur les actes visés à l'article 36 de la Loi sur les infirmières et les infirmiers qui peuvent être posés par des classes de personnes autres que des infirmières ou des infirmiers

Loi sur les infirmières et les infirmiers  
(L.R.Q., c. I-8, a. 12, par. a)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « acte » : tout acte prévu aux annexes du présent règlement ;

b) « centre hospitalier » : tout centre hospitalier au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5) ;

c) « directeur des soins infirmiers » : tout directeur des soins infirmiers prévu à l'article 115 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux ;

d) « établissement » : tout établissement tel que défini par la Loi sur les services de santé et les services sociaux ;

e) « infirmière ou infirmier responsable des soins infirmiers » : toute personne inscrite au tableau de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec désignée par le conseil d'administration de l'établissement pour planifier, coordonner et contrôler les activités relatives aux soins infirmiers dans un établissement autre qu'un centre hospitalier ;

f) « infirmière ou infirmier » : toute personne inscrite au tableau de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec ;

g) « infirmière auxiliaire ou infirmier auxiliaire » : toute personne inscrite au tableau de la Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec ;

h) « procédé de soins » : description des différentes procédures, méthodes et limites, propres au milieu, qui doivent être observées par quiconque lorsqu'un acte est posé et qui sont établies par le directeur des soins infir-

miers ou par l'infirmière ou l'infirmier responsable des soins infirmiers ou, lorsque l'acte est posé dans un cabinet de médecin, par le médecin traitant ou, en son absence, par le médecin responsable du bénéficiaire ;

i) « puéricultrice ou garde-bébé » : toute personne qui possède un diplôme de puéricultrice ou de garde-bébé reconnu par le ministère de l'Éducation ou qui possède, le 11 juin 1980, un diplôme de puéricultrice ou de garde-bébé d'une école reconnue, à cette même date par la Fédération des écoles de puéricultrices ou par la Commission des écoles des garde-bébés du Québec ;

j) « personne habilitée » : toute personne à qui le présent règlement permet, aux conditions qui y sont énoncées, de poser un acte mentionné aux annexes ;

k) « surveillance à distance » : disponibilité d'une infirmière ou d'un infirmier ou, dans un cabinet de médecin, du médecin traitant ou, en son absence, du médecin responsable du bénéficiaire, lors de l'exécution de l'acte en vue d'une intervention auprès du bénéficiaire dans un délai raisonnable ;

l) « surveillance immédiate » : présence physique d'une infirmière ou d'un infirmier dans la pièce lors de l'exécution de l'acte ;

m) « surveillance sur place » : disponibilité d'une infirmière ou d'un infirmier dans l'unité de soins où est exécuté un acte en vue d'une intervention auprès du bénéficiaire dans un court délai.

**1.02.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16) s'applique au présent règlement.

### SECTION II PRINCIPES GÉNÉRAUX

**2.01.** Toute personne habilitée peut en tout endroit poser un acte si elle remplit toutes les conditions énoncées au présent règlement.

Toutefois, avant de poser un acte, une personne habilitée doit s'assurer qu'elle possède les connaissances et la préparation suffisantes pour le poser.

**2.02.** Toute personne habilitée exerçant pour un établissement peut poser tout acte visé au présent règlement sauf :

a) si cet acte a été désigné par l'établissement comme ne pouvant être posé ; et

b) si elle ne remplit pas les conditions locales déterminées par le présent règlement.

### SECTION III CONDITIONS LOCALES

**3.01.** La désignation par un établissement des actes et la détermination des conditions locales se font par règlement du conseil d'administration de l'établissement.

**3.02.** Dans la désignation des actes prévus aux annexes qui peuvent être posés par les personnes habilitées, de même que dans la détermination de conditions locales requises pour poser ces actes, tout établissement tient compte des facteurs suivants :

- a) protection du public ;
- b) le plan d'organisation du service des soins infirmiers établi dans l'établissement en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux ;
- c) la recommandation du directeur des soins infirmiers ou de l'infirmière ou infirmier responsable des soins infirmiers ;
- d) les ressources du milieu ;
- e) la préparation et l'expérience des personnes habilitées.

### SECTION IV APPLICATION DU RÈGLEMENT

**4.01.** Tout établissement ou, dans un cabinet de médecin, tout médecin traitant ou, en son absence, tout médecin responsable du bénéficiaire, s'assure que les conditions énoncées au présent règlement sont remplies par toute personne habilitée.

**4.02.** Le directeur des soins infirmiers ou l'infirmière ou l'infirmier responsable des soins infirmiers doit, s'il le juge nécessaire et eu égard à la nature et à l'importance de l'acte, contrôler l'exécution de l'acte et s'assurer, le cas échéant, du respect du procédé de soins.

**4.03.** Lorsqu'une personne habilitée ne remplit pas les conditions énoncées au présent règlement, l'infirmière ou l'infirmier responsable des soins infirmiers ou, dans un centre hospitalier, sur rapport du coordonnateur en soins infirmiers, à la suite d'une recommandation de l'infirmière ou de l'infirmier chef de qui relève la personne, le directeur des soins infirmiers ou, dans un cabinet de médecin, le médecin traitant ou, en son absence, le médecin responsable du bénéficiaire, doit enjoindre cette personne de ne plus poser l'un ou plusieurs des actes mentionnée aux annexes, jusqu'à ce qu'elle satisfasse aux conditions requises.

**4.04.** Le comité de révision des actes visés au présent règlement, formé par l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec, surveille l'application du présent règlement ; il reçoit et étudie les demandes de modifications à apporter au présent règlement en collaboration notamment avec la Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec.

### SECTION V PERSONNES HABILITÉES

**5.01.** En plus des activités qui lui sont permises par la loi, toute infirmière auxiliaire ou tout infirmier auxiliaire peut poser un acte mentionné à l'annexe A, sous réserve de la section II.

**5.02.** Toute puéricultrice ou toute garde-bébé peut poser un acte mentionné à l'annexe B, sous réserve de la section II.

**5.03.** Malgré l'article 5.01, toute personne qui, le 11 juillet 1980, exerce les activités décrites au paragraphe p de l'article 37 du Code des professions, peut poser un acte mentionné à l'annexe A, sous réserve de la section II.

### SECTION VI INTERPRÉTATION

**6.01.** Rien dans le présent règlement ne doit être interprété comme restreignant :

- a) le droit de toute infirmière ou de tout infirmier d'exercer la profession d'infirmière ou d'infirmier et notamment, le cas échéant, de planifier et contrôler l'acte ;
- b) l'obligation de l'infirmière ou de l'infirmier responsable des soins infirmiers et, dans un centre hospitalier, du directeur des soins infirmiers, de contrôler et d'évaluer les soins infirmiers et notamment les actes mentionnés aux annexes du présent règlement ;
- c) le droit pour tout professionnel de poser les actes qu'une loi l'habilite à poser ;
- d) l'obligation pour toute corporation professionnelle de surveiller l'exercice de la profession par ses membres ;
- e) le droit de tout bénéficiaire de recevoir les soins qui sont requis d'urgence.

(a. 1.01, 3.02, 4.03, 5.01, 5.03 et 6.01)

3

<i>ACTES CONSISTANT À :</i>	<i>Surveillance à distance</i>	<i>Surveillance sur place</i>	<i>Surveillance immédiate</i>	<i>Procédé de soins</i>	<i>AUTRES CONDITIONS</i>
<b>A-9</b> Administrer un gavage si le tube est en place.				x	Sauf chez les prématurés.
<b>A-10</b> Donner les soins infirmiers au nouveau-né en incubateur.		x		x	
<b>A-11</b> Assurer le service interne en salle d'opération.			x		
<b>A-12</b> Faire un lavage vésical.				x	Sauf chez les transplantés rénaux, en post-opératoire en urologie et en post-opératoire en gynécologie.
<b>A-13</b> Installer, changer ou enlever un cathéter vésical.				x	Sauf chez les transplantés rénaux, en post-opératoire en urologie et en post-opératoire en gynécologie.
<b>A-14</b> Faire une irrigation vaginale.				x	Sauf en post-opératoire en gynécologie.
<b>A-15</b> Donner un lavement évacuant.				x	
<b>A-16</b> Prélever : — urine, — selles, — expectorations, — sécrétions des yeux, du nez, des oreilles, de la gorge, de l'anus et de l'ombilic, — oeufs d'oxyures vermiculaires.				x	





<i>ACTES CONSISTANT À :</i>	<i>Surveillance à distance</i>	<i>Surveillance sur place</i>	<i>Surveillance immédiate</i>	<i>Procédé de soins</i>	<i>AUTRES CONDITIONS</i>
<b>B-9</b> Faire un lavage vésical.  <b>B-10</b> Donner un lavement évacuant.  <b>B-11</b> Prélever : — urine par autre méthode que le cathétérisme, — selles, — expectorations, — sécrétions des yeux, du nez, des oreilles, de la gorge, de l'anus et de l'ombilic, — oeufs d'oxyures vermiculaires.				x   x   x	Sauf chez les transplantés rénaux, en post-opératoire en urologie et en post-opératoire en gynécologie.



c. I-8, r.2

## Règlement sur les affaires du Bureau et les assemblées générales de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Loi sur les infirmières et les infirmiers  
(L.R.Q., c. I-8)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 93 et 94)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Les définitions contenues dans le Code des professions (L.R.Q., c. C-26) et dans la Loi sur les infirmières et les infirmiers (L.R.Q., c. I-8) s'appliquent au présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent.

**1.02.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

### SECTION II ASSEMBLÉES GÉNÉRALES ET QUORUM

**2.01.** Le Bureau fixe par résolution la date, l'endroit et l'ordre du jour des assemblées générales.

**2.02.** Le quorum des assemblées générales est fixé aux 2/3 du nombre de délégués élus.

**2.03.** Les décisions des assemblées générales se prennent à la majorité des voix des délégués élus présents.

**2.04.** Les délibérations des assemblées générales sont régies par le *Robert's Rules of Order* (dernière édition).

### SECTION III BUREAU

**3.01.** Les réunions ordinaires du Bureau se tiennent habituellement au siège social de l'Ordre ; sous réserve de l'article 82 du Code des professions, le Bureau tient ses réunions aux dates déterminées par lui.

**3.02.** Les réunions extraordinaires du Bureau se tiennent à l'endroit que le Comité administratif fixe ; celui-ci en détermine aussi la date et l'heure.

**3.03.** Le Bureau est convoqué par le secrétaire de l'Ordre qui doit faire parvenir à chaque administrateur au moins 10 jours avant la date de la réunion, un avis indiquant l'endroit, la date et l'heure de la réunion ainsi qu'un sommaire de l'ordre du jour ; ce délai peut être d'au moins 2 jours dans le cas d'une réunion extraordinaire.

### SECTION IV HONORAIRES ET ALLOCATIONS DES MEMBRES

**4.01.** Les administrateurs élus ou nommés qui assistent à une réunion du Bureau ont droit aux allocations suivantes :

- a) une somme forfaitaire pour 1 journée d'assistance ;
- b) une somme forfaitaire pour leurs frais de déplacement ;
- c) une somme forfaitaire pour leurs frais d'hébergement.

**4.02.** Des allocations semblables, mais dont les sommes peuvent être différentes, sont versées aux experts consultants dont l'Ordre retient les services de temps à autre.

**4.03.** La rémunération du président ainsi que les sommes mentionnées aux articles 4.01 et 4.02 sont déterminées par résolution du Bureau.

### SECTION V COMITÉ ADMINISTRATIF

**5.01.** Le Comité administratif comprend, en plus du président de l'Ordre, 4 administrateurs dont un trésorier désigné parmi eux.

**5.02.** Le vice-président de l'Ordre assiste aux assemblées du Comité administratif sans droit de vote.

**5.03.** Le secrétaire de l'Ordre agit comme secrétaire du Comité administratif mais n'a pas droit de vote.

**5.04.** Le trésorier a les pouvoirs et les devoirs suivants :

- a) vérification des recettes et dépenses de l'Ordre ;
- b) autorisation des dépenses excédant le montant fixé de temps à autre par résolution du Bureau ;

- c) présentation de rapports financiers périodiques au Bureau ;
- d) aliénation de valeurs sur résolution du Bureau ;
- e) direction du comité des finances de l'Ordre.

**5.05.** Le Bureau délègue au Comité administratif, par le présent règlement, tous ses pouvoirs, sauf ceux qu'il doit exercer par règlement.

## SECTION VI

### DISPOSITIONS DIVERSES

**6.01.** Le siège social de l'Ordre est situé au 4200 ouest, boulevard Dorchester, Montréal.

**6.02.** Le sceau de l'Ordre est celui dont l'empreinte apparaît à l'exemplaire du présent règlement détenu par le secrétaire de l'Ordre.



c. I-8, r.3

## **Règlement sur l'assurance-responsabilité professionnelle des infirmières et infirmiers**

Loi sur les infirmières et les infirmiers  
(L.R.Q., c. I-8)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

### **SECTION I DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION**

**1.01.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

**1.02.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes « professionnel en soins infirmiers » signifient une infirmière ou un infirmier.

### **SECTION II ASSURANCE-RESPONSABILITÉ**

**2.01.** Un professionnel en soins infirmiers, inscrit au tableau de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec, doit être assuré contre la responsabilité qu'il peut encourir en raison des fautes ou négligences commises dans l'exercice de sa profession, dont la limite annuelle de la garantie ne peut être inférieure à 500 000 \$. Il doit fournir avant le 1<sup>er</sup> avril de chaque année la preuve au secrétaire de l'Ordre que cette assurance-responsabilité est en vigueur pour une période d'au moins 12 mois à compter de cette date.

**2.02.** La preuve d'assurance prévue à l'article 2.01 est fournie à l'Ordre par la remise d'un certificat d'assurance indiquant le nom du professionnel en soins infirmiers, la période et la limite de garantie.

---

A.C. 5142-75, (1975) 107 G.O. II, 5871

D. 3535-80, (1980) 112 G.O. II, 6573

Décision du 28 et 29 mai 1981, (1981) 113 G.O. II, 2641





c. I-8, r.4

## Code de déontologie des infirmières et infirmiers

Loi sur les infirmières et les infirmiers  
(L.R.Q., c. I-8)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 87)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

- a) « professionnel en soins infirmiers » : une infirmière ou un infirmier ;
- b) « client » : la personne qui reçoit des services professionnels d'un professionnel en soins infirmiers.

**1.02.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

### SECTION II DEVOIRS ET OBLIGATIONS ENVERS LE PUBLIC

**2.01.** Le professionnel en soins infirmiers doit appuyer toute mesure susceptible d'améliorer la qualité et la disponibilité des services infirmiers.

**2.02.** Dans l'exercice de sa profession, le professionnel en soins infirmiers doit tenir compte de l'ensemble des conséquences que peuvent avoir ses recherches et travaux sur la société.

**2.03.** Le professionnel en soins infirmiers doit favoriser les mesures d'éducation et d'information dans son domaine. Il doit aussi, dans l'exercice de sa profession, poser les actes qui s'imposent pour que soit assurée cette fonction d'éducation et d'information.

### SECTION III DEVOIRS ET OBLIGATIONS ENVERS LE CLIENT

#### *§1. Dispositions générales*

**3.01.01.** Dans l'exercice de sa profession, le professionnel en soins infirmiers doit tenir compte des limites de ses aptitudes, de ses connaissances ainsi que des moyens dont il dispose.

**3.01.02.** Le professionnel en soins infirmiers doit reconnaître en tout temps le droit du client de consulter un autre professionnel en soins infirmiers, un membre d'une autre corporation professionnelle ou une autre personne compétente.

**3.01.03.** Le professionnel en soins infirmiers doit s'abstenir d'exercer dans des états susceptibles de compromettre la qualité de ses services.

**3.01.04.** Le professionnel en soins infirmiers doit chercher à établir une relation de confiance mutuelle entre lui-même et son client. À cette fin, il doit notamment :

- a) s'abstenir d'exercer sa profession d'une façon impersonnelle ; et
- b) respecter l'échelle de valeurs et les convictions personnelles de son client.

**3.01.05.** Le professionnel en soins infirmiers doit s'abstenir d'intervenir dans les affaires personnelles de son client sur des sujets qui ne relèvent pas de la compétence généralement reconnue à sa profession, afin de ne pas restreindre indûment l'autonomie de son client.

#### *§2. Intégrité*

**3.02.01.** Le professionnel en soins infirmiers doit s'acquitter de ses devoirs professionnels avec intégrité et ne doit pas abuser de la confiance du client.

**3.02.02.** Le professionnel en soins infirmiers doit éviter toute fausse représentation quant à son niveau de compétence ou quant à l'efficacité de ses propres services et de ceux généralement assurés par les membres de sa profession. Si le bien du client l'exige, il doit diriger ce dernier vers un autre professionnel en soins infirmiers, un membre d'une autre corporation professionnelle ou une autre personne compétente.

**3.02.03.** Le professionnel en soins infirmiers doit s'abstenir d'exprimer des avis ou de donner des conseils contradictoires ou incomplets. À cette fin, il doit chercher à avoir une connaissance complète des faits avant de donner un avis ou un conseil.

**3.02.04.** Le professionnel en soins infirmiers doit apporter un soin raisonnable aux biens confiés à sa garde par un client.

### *§3. Disponibilité et diligence*

**3.03.01.** Le professionnel en soins infirmiers doit faire preuve, dans l'exercice de sa profession, d'une disponibilité et d'une diligence raisonnables.

**3.03.02.** En plus des avis et des conseils, le professionnel en soins infirmiers doit fournir à son client les explications nécessaires à la compréhension et à l'appréciation des services qu'il lui rend.

**3.03.03.** Le professionnel en soins infirmiers doit faire preuve d'objectivité et de désintéressement lorsque des personnes autres que ses clients lui demandent des informations.

**3.03.04.** Avant de cesser d'exercer ses fonctions pour le compte d'un client, le professionnel en soins infirmiers doit s'assurer que cette cessation de service n'est pas préjudiciable à son client.

### *§4. Responsabilité*

**3.04.01.** Le professionnel en soins infirmiers doit, dans l'exercice de sa profession, engager pleinement sa responsabilité civile personnelle.

### *§5. Indépendance et désintéressement*

**3.05.01.** Le professionnel en soins infirmiers doit subordonner son intérêt personnel à celui de son client.

**3.05.02.** Le professionnel en soins infirmiers doit ignorer toute intervention d'un tiers qui pourrait influencer sur l'exécution de ses devoirs professionnels au préjudice de son client.

**3.05.03.** Le professionnel en soins infirmiers doit sauvegarder en tout temps son indépendance professionnelle et éviter toute situation où il serait en conflit d'intérêts.

**3.05.04.** Le professionnel en soins infirmiers ne peut partager ses honoraires avec un autre professionnel en

soins infirmiers que dans la mesure où ce partage correspond à une répartition réelle des services et des responsabilités.

**3.05.05.** Sous réserve de la rémunération à laquelle il a droit, le professionnel en soins infirmiers doit s'abstenir de verser ou de recevoir tout avantage, ristourne ou commission relatif à l'exercice de sa profession.

### *§6. Secret professionnel*

**3.06.01.** Le professionnel en soins infirmiers doit respecter le secret de tout renseignement de nature confidentielle obtenu dans l'exercice de sa profession.

**3.06.02.** Le professionnel en soins infirmiers ne peut être relevé du secret professionnel qu'avec l'autorisation de son client ou lorsque la loi l'ordonne.

**3.06.03.** Lorsque le professionnel en soins infirmiers demande à un client de lui révéler des renseignements de nature confidentielle ou lorsqu'il permet que de tels renseignements lui soient confiés, il doit s'assurer que le client en connaît les raisons et l'utilisation qui peut en être faite.

**3.06.04.** Le professionnel en soins infirmiers ne doit pas révéler qu'une personne a fait appel à ses services lorsque ce fait est susceptible de causer un préjudice à cette personne.

**3.06.05.** Le professionnel en soins infirmiers doit éviter les conversations indiscrettes au sujet d'un client et des services qui lui sont rendus.

**3.06.06.** Le professionnel en soins infirmiers ne doit pas faire usage de renseignements de nature confidentielle au préjudice d'un client ou en vue d'obtenir directement ou indirectement un avantage pour lui-même ou pour autrui.

### *§7. Accessibilité des dossiers*

**3.07.01.** Le professionnel en soins infirmiers doit respecter le droit de son client de prendre connaissance des documents qui le concernent dans un dossier qu'il a constitué à son sujet et d'obtenir une copie de ces documents.

### *§8. Fixation et paiement des honoraires*

**3.08.01.** Le professionnel en soins infirmiers doit demander et accepter des honoraires justes et raisonnables.

**3.08.02.** Les honoraires sont justes et raisonnables s'ils sont justifiés par les circonstances et proportionnés

aux services rendus. Le professionnel en soins infirmiers doit notamment tenir compte des facteurs suivants pour la fixation de ses honoraires :

- a) le temps consacré à l'exécution du service professionnel ;
- b) la difficulté et l'importance du service ; et
- c) la prestation de services inhabituels ou exigeant une compétence ou une célérité exceptionnelles.

**3.08.03.** Le professionnel en soins infirmiers doit fournir à son client toutes les explications nécessaires à la compréhension de son relevé d'honoraires et des modalités de paiement.

**3.08.04.** Le professionnel en soins infirmiers doit s'abstenir d'exiger d'avance le paiement de ses honoraires ; il doit par ailleurs prévenir son client du coût approximatif de ses services professionnels.

**3.08.05.** Le professionnel en soins infirmiers ne peut percevoir des intérêts sur les comptes en souffrance qu'après en avoir dûment avisé son client. Les intérêts ainsi exigés doivent être d'un taux raisonnable.

**3.08.06.** Avant de recourir à des procédures judiciaires, le professionnel en soins infirmiers doit épuiser les autres moyens dont il dispose pour obtenir le paiement de ses honoraires.

**3.08.07.** Le professionnel en soins infirmiers doit s'abstenir de vendre ses comptes, sauf à un autre professionnel en soins infirmiers.

**3.08.08.** Lorsque le professionnel en soins infirmiers confie à une autre personne la perception de ses honoraires, il doit s'assurer que celle-ci procède avec tact et mesure.

#### SECTION IV DEVOIRS ET OBLIGATIONS ENVERS LA PROFESSION

##### *§1. Actes dérogatoires*

**4.01.01.** En outre de ceux mentionnés aux articles 57 et 58 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26), constitue un acte dérogatoire à la dignité de la profession le fait pour le professionnel en soins infirmiers de :

- a) consulter, collaborer ou s'entendre, dans le traitement d'un client, avec une personne n'ayant pas les connaissances scientifiques appropriées dans le domaine où elle exerce ;

- b) exercer sa profession alors qu'il est sous l'influence de boissons alcooliques, de stupéfiants, d'hallucinogènes, de préparations narcotiques ou anesthésiques, ou de toute autre substance pouvant produire l'ivresse, l'affaiblissement ou la perturbation des facultés ou l'inconscience ;

- c) s'approprier des stupéfiants, une préparation narcotique ou anesthésique, des fournitures de tout genre ou tout autre bien appartenant à son employeur ou à un client ;

- d) le fait d'inciter quelqu'un de façon pressante à recourir à ses services professionnels ;

- e) permettre à qui que ce soit qui n'est pas inscrit au tableau de l'Ordre d'exercer la profession ;

- f) abandonner volontairement et sans raison suffisante un client nécessitant une surveillance ou refuser sans raison suffisante de fournir des soins et sans s'assurer d'une relève compétente dans le cas où il peut raisonnablement assurer une telle relève ;

- g) poser un acte ou avoir un comportement qui va à l'encontre de ce qui est généralement admis dans l'exercice de la profession ;

- h) inscrire des données fausses dans le dossier du client ou insérer des notes sous la signature d'autrui ;

- i) altérer dans le dossier du client des notes déjà inscrites ou en remplacer une partie quelconque dans l'intention de les falsifier ;

- j) participer ou prêter son concours à l'annonce de médicaments, panacés, produits pharmaceutiques et prothèses de tout genre ;

- k) annoncer un produit anonymement, sous son nom ou sous une raison sociale ;

- l) communiquer avec le plaignant lorsqu'il est informé d'une enquête sur sa conduite ou sa compétence professionnelle ou lorsqu'il a reçu signification d'une plainte à son endroit.

##### *§2. Relation avec l'Ordre et les autres membres de l'Ordre*

**4.02.01.** Le professionnel en soins infirmiers à qui l'Ordre demande de participer à l'arbitrage d'un compte, à un comité de discipline ou d'inspection professionnelle, doit accepter cette fonction à moins de motifs exceptionnels.

**4.02.02.** Le professionnel en soins infirmiers doit répondre dans les plus brefs délais à toute correspondance provenant du syndicat de l'Ordre, des enquêteurs ou des membres du comité d'inspection professionnelle.



**4.02.03.** Le professionnel en soins infirmiers ne doit pas surprendre la bonne foi d'un autre professionnel en soins infirmiers ou se rendre coupable envers lui d'un abus de confiance ou de procédés déloyaux.

**4.02.04.** Le professionnel en soins infirmiers consulté par un autre professionnel en soins infirmiers doit fournir à ce dernier son opinion et ses recommandations dans le plus bref délai possible.

**4.02.05.** Le professionnel en soins infirmiers appelé à collaborer avec un autre professionnel en soins infirmiers doit préserver son indépendance professionnelle.

*§3. Contribution à l'avancement de la profession*

**4.03.01.** Le professionnel en soins infirmiers doit, dans la mesure de ses possibilités, aider au développement de sa profession par l'échange de ses connaissances et de son expérience avec les autres professionnels en soins infirmiers et les étudiants, et par sa participation aux cours et aux stages de formation continue.



c. I-8, r.5

## Règlement sur le comité des examinateurs et sur les examens de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Loi sur les infirmières et les infirmiers  
(L.R.Q., c. I-8)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26)

### SECTION I COMITÉ DES EXAMINATEURS

**1.** Les membres du Comité des examinateurs sont nommés conformément à la Loi sur les infirmières et infirmiers (L.R.Q., c. I-8). La durée de leurs fonctions est de 3 ans. Ils peuvent être nommés pour un second terme. Le Bureau peut nommer sur demande d'autres personnes dont les qualités sont conformes à la Loi afin d'aider les examinateurs. On peut aussi ajouter, à titre consultatif, des experts relativement à certaines matières.

**2.** Les membres du Comité des examinateurs, et toute autre personne l'assistant lors des examens, ont droit aux honoraires stipulés par le Bureau.

**3.** Les membres du Comité des examinateurs doivent être licenciés et membres pratiquants de l'Ordre.

### SECTION II DISPOSITIONS RELATIVES AUX EXAMENS

**4.** Les examens d'admissions à la pratique de la profession sont tenus par le Comité des examinateurs et leurs assistants aux lieux et dates indiqués par le Bureau.

**5.** Le secrétaire-registraire adresse un avis de ces examens au directeur de chacune des écoles d'enseignement infirmier certifiées au Québec ; le texte de cet avis doit être publié une fois dans un journal quotidien du Québec, au moins 60 jours avant les dates fixées pour la tenue de ces examens.

Pour les examens français, dans un journal de langue française.

Pour les examens anglais, dans un journal de langue anglaise.

**6.** Les formules d'inscription dûment remplies et signées par chaque candidat aux examens doivent être présentées au secrétaire-registraire à une date désignée par le Comité des examinateurs.

**7.** Des formules d'inscription doivent être disponibles au secrétariat de l'Ordre en tout temps et sont adressées, sur demande, par le secrétaire-registraire à tout candidat *bona fide* dont le certificat de compétence prévu par la Loi, a été vérifié par le secrétaire-registraire.

**8.** Tout candidat ayant échoué aux examens peut se présenter à un examen supplémentaire sur paiement de tout droit additionnel fixé par le Bureau, sous réserve de tous règlements et de toutes conditions par le Bureau.

**9.** Les diplômés d'écoles d'infirmières et des programmes d'enseignement infirmier autorisés peuvent, en attendant l'émission de leur licence, exercer sous surveillance et recevoir une rémunération pour leurs services à condition que :

a) durant cette période ils travaillent sous surveillance d'un personnel infirmier licencié ;

b) ces diplômés se présentent aux premiers examens d'admission qui suivent la remise du diplôme des écoles d'infirmiers ou de l'un des programme d'enseignement infirmier. En cas d'échec, ils se présentent aux examens subséquents, tel qu'autorisé, à moins qu'une raison valable établisse leur impossibilité de se présenter aux premiers examens ou aux examens subséquents. Le candidat doit alors être excusé par le Bureau.

Ce statut prend fin si le diplômé ne s'est pas présenté aux examens, tel que stipulé ci-haut, et ne devra se continuer en aucun cas après l'annonce faite par le secrétaire-registraire des résultats des derniers examens autorisés pour l'admission à la pratique.

**10.** Le présent règlement demeure en vigueur jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1984.





c. I-8, r.6

## Règlement sur les conditions et formalités de la révocation de l'immatriculation d'un étudiant en soins infirmiers

Loi sur les infirmières et les infirmiers  
(L.R.Q., c. I-8, a. 12)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Les définitions contenues dans le Code des professions (L.R.Q., c. C-26) et dans la Loi sur les infirmières et les infirmiers (L.R.Q., c. I-8) s'appliquent au présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent.

**1.02.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

**1.03.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

a) « établissement d'enseignement » : un établissement délivrant un diplôme en soins infirmiers reconnu conformément au paragraphe a de l'article 184 du Code des professions ;

b) « étudiant en soins infirmiers » : une personne dûment inscrite à un établissement d'enseignement délivrant un diplôme en soins infirmiers.

### SECTION II CAUSES DE RÉVOCATION

**2.01.** L'immatriculation d'un étudiant en soins infirmiers peut être révoquée par le Bureau pour renvoi d'un établissement d'enseignement, conduite contraire à l'éthique en milieu clinique, condamnation criminelle, narcomanie, alcoolisme, troubles d'ordre physique ou psychologique incompatibles avec l'exercice des soins infirmiers et pour tout acte dérogatoire à la dignité de la profession.

### SECTION III FORMALITÉS DE LA RÉVOCATION

**3.01.** Lorsqu'une demande en révocation d'immatriculation est reçue par le secrétaire, un conseiller en éducation infirmière rencontre le plaignant et l'étudiant concerné et fait enquête sur les circonstances et le bien-fondé de la demande. Le conseiller présente son rapport au Comité d'évaluation pédagogique qui, après avoir entendu l'étudiant, fait ses recommandations au Bureau. Le Bureau, après étude du dossier, rend sa décision.

**3.02.** Le secrétaire de l'Ordre, lorsque les autorités compétentes d'un établissement d'enseignement l'avisent qu'un étudiant en soins infirmiers a été renvoyé, doit immédiatement aviser cet étudiant que son immatriculation sera révoquée dans les 30 jours, à moins qu'il ne produise au secrétaire la preuve écrite qu'il n'a pas été renvoyé.

A.C. 723-75, (1974) 106 G.O. II, 5461 et (1975) 107 G.O. II, 1313 et 1646





c. I-8, r.7

## **Règlement sur la conservation, l'utilisation ou la destruction des dossiers, livres et registres d'un professionnel en soins infirmiers cessant d'exercer**

Loi sur les infirmières et les infirmiers  
(L.R.Q., c. I-8)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 91)

### **SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**1.01.** Les définitions contenues dans le Code des professions (L.R.Q., c. C-26) et dans la Loi sur les infirmières et les infirmiers (L.R.Q., c. I-8) s'appliquent au présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent.

**1.02.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

**1.03.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

a) « professionnel en soins infirmiers » : une infirmière ou un infirmier ;

b) « dossiers, livres et registres » : les dossiers, livres et registres qu'un professionnel en soins infirmiers travaillant à son propre compte doit tenir dans l'exercice de sa profession conformément aux règlements de l'Ordre ou de tout autre loi ou règlement du Québec.

### **SECTION II CESSATION D'EXERCICE DÉFINITIVE**

**2.01.** Pour les fins de la présente section, le mot « acquéreur » désigne un professionnel en soins infirmiers qui prend possession des dossiers, livres et registres d'un professionnel en soins infirmiers travaillant à son propre compte qui cesse d'exercer définitivement sa profession pour toute cause autre que le décès.

**2.02.** Un professionnel en soins infirmiers, travaillant à son propre compte, qui cesse d'exercer définitivement sa

profession pour toute cause autre que le décès, doit, s'il trouve un acquéreur, au moins 15 jours avant la date fixée pour la cessation d'exercice :

a) aviser le secrétaire de l'Ordre qu'il cesse d'exercer définitivement sa profession à compter de telle date ;

b) indiquer au secrétaire de l'Ordre le nom, les adresses et les numéros de téléphone de l'acquéreur ;

c) publier ou faire publier 3 fois, dans au moins un journal quotidien de langue française, et s'il y a lieu, dans au moins un journal quotidien de langue anglaise, qui desservent la région où il exerce sa profession, une annonce avertissant le public qu'à compter de la date fixée pour sa cessation d'exercice, tous ses dossiers, livres et registres seront en la possession de l'acquéreur, avec indication des adresses, numéros de téléphone et heures de service de ce dernier.

**2.03.** L'acquéreur doit faire parvenir au secrétaire de l'Ordre, une copie de son engagement écrit de prendre possession des dossiers, livres et registres du professionnel en soins infirmiers qui cesse d'exercer définitivement, au moins 15 jours avant la date fixée pour la cessation d'exercice.

**2.04.** Lorsque le professionnel en soins infirmiers qui cesse d'exercer définitivement n'a pas trouvé un acquéreur 15 jours avant la date fixée pour la cessation d'exercice, il doit immédiatement :

a) publier ou faire publier 3 fois dans au moins un journal quotidien de langue française, et s'il y a lieu, dans au moins un journal de langue anglaise, qui desservent la région où il exerce sa profession, une annonce avertissant le public qu'à compter de la date fixée pour sa cessation d'exercice, tous ses dossiers, livres et registres seront en la possession du secrétaire de l'Ordre avec indication de ses adresses, numéros de téléphone et heures de bureau ;

b) faire parvenir copie de cette annonce au secrétaire de l'Ordre.

**2.05.** 1) Les dossiers, livres et registres reçus par le secrétaire de l'Ordre sont mis sur microfilms et conservés en dépôt par le secrétaire pour une période minimale de 5 ans.

2) Le secrétaire qui a la garde des dossiers, livres et registres de l'Ordre doit, conformément au Code de déontologie des infirmières et infirmiers (c. I-8, r.4), permettre

à un client de prendre connaissance des documents qui le concernent dans tout dossier constitué par un professionnel en soins infirmiers à son sujet et d'obtenir des copies de ces documents.

3) Ce n'est qu'après le délai indiqué au paragraphe 1 que le secrétaire de l'Ordre peut détruire ces dossiers, livres et registres.

### SECTION III DÉCÈS

**3.01.** Au cas de décès d'un professionnel en soins infirmiers travaillant à son propre compte, l'héritier, le légataire ou l'exécuteur testamentaire doit aviser par écrit le secrétaire de l'Ordre du décès de ce professionnel.

**3.02.** Sur réception de cet avis, le secrétaire de l'Ordre publie ou fait publier 3 fois dans un journal quotidien de langue française, et s'il y a lieu, dans au moins un journal de langue anglaise, qui desservent la région où ce professionnel exerçait sa profession, une annonce avertissant le public que tous les dossiers, livres et registres du professionnel en soins infirmiers décédé sont en la possession du secrétaire de l'Ordre.

**3.03.** Sur réception des dossiers du professionnel décédé par le secrétaire de l'Ordre, l'article 2.05 s'applique à la présente section *mutatis mutandis*.

### SECTION IV SUSPENSION OU RADIATION

**4.01.** Au cas où un professionnel en soins infirmiers travaillant à son propre compte, est suspendu ou radié, il perd automatiquement, pour la durée de la suspension ou de la radiation, le droit de tenir à jour ou d'utiliser de quelque manière que ce soit, ses dossiers, livres et registres qui, pour la durée de la suspension ou de la radiation, sont conservés par le secrétaire de l'Ordre.

**4.02.** Le secrétaire de l'Ordre publie ou fait publier une annonce avertissant le public de la manière stipulée à l'article 3.02.

**4.03.** Le secrétaire de l'Ordre qui a la garde des dossiers, livres et registres du professionnel en soins infirmiers radié ou suspendu doit les remettre à celui-ci immédiatement après la fin de la période de suspension ou de radiation.

**4.04.** Le paragraphe 2 de l'article 2.05 s'applique à la présente section *mutatis mutandis*.

---

A.C. 723-75, (1974) 106 G.O. II, 5463 et (1975) 107 G.O. II, 1313 et 1646



c. I-8, r.8

## Règlement fixant les limites territoriales des sections de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Loi sur les infirmières et les infirmiers

(L.R.Q., c. I-8, a. 21)

Code des professions

(L.R.Q., c. C-26)

**1.** L'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec est divisé en 13 sections :

- a) la Corporation des infirmières et infirmiers de la région du Bas Saint-Laurent – Gaspésie ;
- b) la Corporation des infirmières et infirmiers de la région du Saguenay – Lac Saint-Jean ;
- c) la Corporation des infirmières et infirmiers de la région de Québec – rive nord ;
- d) la Corporation des infirmières et infirmiers de la région de Québec – rive sud ;
- e) la Corporation des infirmières et infirmiers de la région de la Mauricie et des Bois-Francs ;
- f) la Corporation des infirmières et infirmiers de la région des Cantons de l'Est ;
- g) la Corporation des infirmières et infirmiers de la région de Saint-Jean – Valleyfield – Granby ;
- h) la Corporation des infirmières et infirmiers de la région de la rive sud de Montréal ;
- i) la Corporation des infirmières et infirmiers de la région des Laurentides ;
- j) la Corporation des infirmières et infirmiers de la région de Montréal ;
- k) la Corporation des infirmières et infirmiers de la région de l'Outaouais ;
- l) la Corporation des infirmières et infirmiers de la région du Nord-ouest ;
- m) la Corporation des infirmières et infirmiers de la région de la Côte-Nord – Nouveau Québec.

**2.** Les limites territoriales des sections sont celles des régions ou sous-régions suivantes, telles que décrites dans le Règlement divisant le territoire du Québec en régions en

application de l'article 65 du Code des professions (c. C-26, r.8) :

- a) le territoire de la Corporation des infirmières et infirmiers de la région du Bas Saint-Laurent – Gaspésie est celui de la région 1 ;
- b) le territoire de la Corporation des infirmières et infirmiers de la région du Saguenay – Lac Saint-Jean est celui de la région 2 ;
- c) le territoire de la Corporation des infirmières et infirmiers de la région de Québec – rive nord est celui de la partie nord du Saint-Laurent de la région no 3 incluant l'Île d'Orléans ;
- d) le territoire de la Corporation des infirmières et infirmiers de la région de Québec – rive sud est celui de la partie sud du Saint-Laurent de la région no 3 excluant l'Île d'Orléans ;
- e) le territoire de la Corporation des infirmières et infirmiers de la région de la Mauricie et des Bois-Francs est celui de la région no 4 ;
- f) le territoire de la Corporation des infirmières et infirmiers de la région des Cantons de l'Est est celui de la région 5 ;
- g) le territoire de la Corporation des infirmières et infirmiers de la région Saint-Jean – Valleyfield – Granby est celui des sous-régions 01, 02 et 03 de la région 6 ;
- h) le territoire de la Corporation des infirmières et infirmiers de la région de la rive sud de Montréal est celui des sous-régions 04 et 07 de la région 6 et celui de la partie au sud du Saint-Laurent de la sous-région 06 de la région 6 ;
- i) le territoire de la Corporation des infirmières et infirmiers de la région des Laurentides est celui des sous-régions 08 et 09 de la région 6 ;
- j) le territoire de la Corporation des infirmières et infirmiers de la région de Montréal est celui d'une partie de la sous-région 06 de la région 6, excluant la partie au sud du Saint-Laurent de la sous-région 06 ;
- k) le territoire de la Corporation des infirmières et infirmiers de la région de l'Outaouais est celui de la région 7 ;
- l) le territoire de la Corporation des infirmières et infirmiers de la région du Nord-Ouest est celui de la région 8 ;



*m)* le territoire de la Corporation des infirmières et infirmiers de la région de la Côte-Nord – Nouveau Québec est celui des régions 9 et 10.



c. I-8, r.9

## **Règlement sur les modalités d'élection au Bureau de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec**

Loi sur les infirmières et les infirmiers

(L.R.Q., c. I-8)

Code des professions

(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

### **SECTION I**

#### **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**1.01.** Les définitions contenues dans le Code des professions (L.R.Q., c. C-26) et dans la Loi sur les infirmières et les infirmiers (L.R.Q., c. I-8) s'appliquent au présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent.

**1.02.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

### **SECTION II**

#### **ÉLECTIONS**

**2.01.** Le président est élu pour un mandat de 2 ans.

**2.02.** L'élection du président, si elle a lieu au suffrage des administrateurs élus, est tenue lors de la réunion régulière du Bureau qui précède l'assemblée générale annuelle.

**2.03.** Le mandat des administrateurs élus est de 2 ans.

**2.04.** Chaque section doit faire parvenir au secrétaire de l'Ordre le nom des administrateurs élus au Bureau au moins 1 mois avant l'assemblée générale annuelle de l'Ordre.





c. I-8, r.10

## Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des infirmières et infirmiers

Loi sur les infirmières et les infirmiers  
(L.R.Q., c. I-8)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 88)

### SECTION I DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

**1.01.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « *Ordre* » : l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec ;
- b) « *secrétaire* » : le secrétaire de l'Ordre ;
- c) « *professionnel en soins infirmiers* » : une infirmière ou un infirmier ;
- d) « *conseil* » : le conseil d'arbitrage de comptes constitué en vertu de la section III ;
- e) « *syndic* » : le syndic, le syndic adjoint ou l'un des syndics correspondants de l'Ordre.

**1.02.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures s'applique au présent règlement.

### SECTION II CONCILIATION

**2.01.** Le syndic doit transmettre une copie du présent règlement à toute personne qui en fait la demande.

**2.02.** Un client qui a un différend avec un membre de l'Ordre quant au montant d'un compte pour services professionnels, doit, avant de demander l'arbitrage, requérir la conciliation du syndic en lui transmettant par courrier recommandé ou certifié, une demande rédigée selon la formule prévue à l'annexe 1.

**2.03.** La demande de conciliation doit être expédiée avant le jour de la signification au client d'une réclamation en justice de la part du professionnel en soins infirmiers concernant le compte contesté.

**2.04.** Dans les 10 jours de la date où il reçoit la demande de conciliation, le syndic transmet au professionnel en soins infirmiers une copie de cette demande par signification conformément au Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25), ou sous pli recommandé ou certifié.

**2.05.** Le syndic procède à la conciliation de la façon qu'il juge la plus appropriée.

**2.06.** Pour les fins de la conciliation, le syndic peut requérir du professionnel en soins infirmiers ou du client tout document relatif au compte contesté et obtenir de ceux-ci les renseignements qui lui sont nécessaires. À cet égard le professionnel en soins infirmiers doit collaborer avec le syndic.

**2.07.** Dans le plus bref délai possible, lequel ne peut excéder 30 jours à compter de la date de réception de la demande de conciliation, le syndic expédie aux deux parties un rapport de sa conciliation.

**2.08.** Dans le cas où la conciliation n'a pu donner lieu à une entente entre les parties, le client peut, dans les 15 jours de la réception du rapport du syndic ou, en l'absence d'un tel rapport, dans les 45 jours de la réception de sa demande de conciliation, recourir à l'arbitrage conformément à la section III.

### SECTION III ARBITRAGE

#### §1. *Demande d'arbitrage*

**3.01.01.** Un client demande l'arbitrage en déposant chez le secrétaire 2 exemplaires d'un « acte de compromis » rédigé selon la formule prévue à l'annexe 2, dûment complétée et portant sa signature.

**3.01.02.** Dans les 10 jours de la réception de la demande d'arbitrage, le secrétaire transmet au professionnel en soins infirmiers, par courrier recommandé ou certifié, un exemplaire de l'acte de compromis signé par le client.

**3.01.03.** Dans les 10 jours de la réception de cet exemplaire, le professionnel en soins infirmiers doit le signer et le retourner au secrétaire.

## §2. Conseil d'arbitrage

**3.02.01.** Pour statuer sur le différend entre le client et le professionnel en soins infirmiers, le secrétaire forme un conseil d'arbitrage composé de 3 membres de l'Ordre choisis à même une liste d'au moins 7 membres désignés par le Bureau et nomme un président parmi eux. Le secrétaire nomme également un greffier pour assister le conseil dans l'exercice de ses fonctions.

**3.02.02.** Le secrétaire avise les arbitres et les parties de la formation du conseil.

**3.02.03.** Une demande de récusation à l'endroit d'un arbitre ne peut être faite que pour l'un des motifs prévus à l'article 234 du Code de procédure civile et doit être communiquée par écrit au secrétaire, aux arbitres et aux parties dans les 10 jours de la connaissance du motif de récusation de la partie qui l'invoque.

Le Bureau dispose de la demande de récusation et, s'il y a lieu, le secrétaire désigne un nouvel arbitre.

**3.02.04.** Avant d'agir, les arbitres prêtent le serment ou font l'affirmation de discrétion prévue à l'annexe II du Code des professions (L.R.Q., c. C-26).

**3.02.05.** Au cas de décès ou d'incapacité d'agir de l'un des arbitres, les autres terminent l'affaire et leur décision est valide. Dans le cas où c'est le président qui décède ou qui est incapable d'agir, le secrétaire nomme un président parmi les 2 autres arbitres du conseil.

## §3. Audition

**3.03.01.** Le président du conseil fixe la date, l'heure et le lieu d'audition. Le secrétaire en avise, par écrit, les arbitres et les parties au moins 10 jours avant cette date.

**3.03.02.** Le conseil peut demander à chacune des parties de lui remettre, dans un délai imparti, un exposé de ses prétentions avec pièces à l'appui.

**3.03.03.** Le conseil convoque les parties, les entend, reçoit leur preuve ou, le cas échéant, constate leur défaut.

**3.03.04.** Le conseil procède en toute diligence à l'instruction du différend selon la procédure et le mode de preuve qu'il juge appropriés.

**3.03.05.** Le conseil peut requérir, après avis sommaire aux parties, toute preuve additionnelle qu'il juge pertinente.

**3.03.06.** Les témoignages ne sont pas enregistrés à moins que le conseil ou l'une des parties ne le requière. Dans ce dernier cas, cette partie en assume le coût.

**3.03.07.** Le greffier dresse le procès-verbal d'audition et le fait signer par les arbitres. Le procès-verbal fait preuve *prima facie* de son contenu.

**3.03.08.** Les articles 945 et 947 du Code de procédure civile s'appliquent *mutatis mutandis* à l'arbitrage tenu en vertu du présent règlement.

## §4. Décision arbitrale

**3.04.01.** Le conseil doit rendre sa décision dans les 60 jours de la fin de l'audition, à moins que les parties ne s'entendent par écrit pour prolonger ce délai.

**3.04.02.** Le conseil statue comme amiable compositeur et rend la décision qui lui semble la plus appropriée.

**3.04.03.** La décision est rendue à la majorité des membres du conseil ; à défaut de majorité, la décision appartient au président.

La décision doit être motivée et signée par les arbitres qui y ont souscrit ; si un arbitre refuse de la signer, les autres doivent en faire mention et la décision est aussi valide que si elle avait été signée par tous.

Le secrétaire transmet la décision aux parties sans délai par signification conformément au Code de procédure civile ou sous pli recommandé ou certifié.

**3.04.04.** Les dépenses encourues par les parties pour la tenue de l'arbitrage sont supportées respectivement par chacune d'entre elles et ne sont pas recouvrables de la partie adverse.

**3.04.05.** La décision doit adjuger sur les frais d'arbitrage, soit les déboursés réellement encourus par l'Ordre pour la tenue de l'arbitrage. Toutefois, le montant total des frais d'arbitrage ne peut en aucun cas excéder 15% du montant faisant l'objet de l'arbitrage tel que fixé à l'article 3 de l'acte de compromis.

Dans le cas où intervient une entente entre les parties avant que la sentence du conseil ne soit rendue, celui-ci ad-juge tout de même sur les frais d'arbitrage conformément au présent article.

**3.04.06.** La décision est définitive et sans appel.

**3.04.07.** Le dossier complet de l'arbitrage est déposé chez le secrétaire qui, à moins d'autorisation expresse de la part des parties, ne peut en délivrer copie en tout ou en partie qu'à ces dernières, à leur avocat, au syndic et aux membres du Bureau.

Le secrétaire retourne aux parties les pièces et documents que ces dernières ont déposés à l'audition.

**ANNEXE 1**

(a. 2.02)

**DEMANDE DE CONCILIATION**

Je, sousigné, .....  
nom et adresse

personnellement ou (le cas échéant) représentant .....

.....  
 pour les fins de cette demande, comme en fait foi l'autorisation annexée à la présente, étant dûment assermenté ou ayant déclaré solennellement, affirme que :

- 1) M.  
 Mme  
 Mlle .....  
nom du professionnel en soins infirmiers

me réclame la somme de ..... pour des services professionnels rendus entre le ..... et le ..... comme en fait foi le compte dont copie est annexée à la présente ;

- 2) Je refuse d'acquitter ce compte pour le(s) motif(s) suivant(s) :

.....  
 .....  
 .....  
 mais (le cas échéant) je reconnais devoir la somme de ..... relativement aux services professionnels mentionnés dans ce compte ;

- 3) Je demande la conciliation du syndic en vertu de la section II du Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des infirmières et infirmiers (R.R.Q., c. I-8, r.10), dont je déclare avoir reçu copie et pris connaissance.

Assermenté ou déclaré solennellement devant moi  
 à .....  
 ce ..... 19...

.....  
 commissaire à l'assermentation

Et j'ai signé

.....  
 signature du client ou de son représentant dûment autorisé

**ANNEXE 2**

(a. 3.01.01)

**ACTE DE COMPROMIS**

Intervenu entre :

.....  
nom et adresse

personnellement ou (le cas échéant) représentant .....

..... pour les fins du présent acte, comme en fait foi l'autorisation annexée au présent acte, ci-après désigné « le client »,

ET

.....  
nom et adresse

membre de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec, ci-après désigné « le professionnel en soins infirmiers »,

lesquels font les déclarations et conventions suivantes :

- 1) Le professionnel en soins infirmiers réclame du client la somme de ..... pour des services professionnels rendus entre le ..... et le ..... comme en fait foi le compte dont copie est annexée au présent acte ;

- 2) Le client refuse d'acquitter ce compte pour le(s) motif(s) suivant(s) :

.....  
 .....  
 .....  
 mais (le cas échéant) le client reconnaît devoir la somme de ..... relativement aux services professionnels mentionnés dans ce compte ;

- 3) Le différend entre les parties porte sur la totalité du compte ou (le cas échéant) sur la portion du compte qui excède ce que le client reconnaît devoir au professionnel en soins infirmiers, c'est-à-dire sur la somme de ..... ;

- 4) Le différend entre les parties sera résolu par arbitrage tenu conformément à la section III du Règlement

sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des infirmières et infirmiers (R.R.Q., c. I-8, r.10), dont les parties déclarent avoir reçu copie et pris connaissance ;

5) Le professionnel en soins infirmiers s'engage, pendant la durée de l'arbitrage, à ne pas réclamer devant les tribunaux civils la partie du compte qui fait l'objet du différend ;

6) Le client renonce au bénéfice du temps écoulé quant à la prescription ;

7) La décision arbitrale lie les parties et les règles prévues au livre VII du Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25) s'appliquent à son exécution ;

8) Le présent acte ne peut être résilié que du consentement écrit des parties.

.....  
signature du client ou de son représentant dûment autorisé

Signé à .....

le ..... 19...

.....  
signature du professionnel

Signé à .....

le ..... 19...



c. I-8, r.11

## Règlement sur la procédure du comité d'inspection professionnelle des infirmières et infirmiers

Loi sur les infirmières et les infirmiers

(L.R.Q., c. I-8)

Code des professions

(L.R.Q., c. C-26, a. 90)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Le présent règlement est adopté en vertu de l'article 90 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26).

**1.02.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

- a) « comité » : le comité d'inspection professionnelle ;
- b) « dossiers » : les dossiers, livres et registres que tient un professionnel en soins infirmiers dans l'exercice de la profession ainsi que :
  - i. les documents reliés directement à l'exercice de sa profession et les documents et rapports auxquels il a affectivement collaboré dans les dossiers, livres et registres tenus par ses confrères de travail ou son employeur, incluant un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5) ;
  - ii. un bien qui lui a été confié par un client ;
- c) « enquêteur » : le comité, un de ses membres ou une personne autorisée à assister le comité dans l'exercice de ses fonctions ;
- d) « professionnel en soins infirmiers » : une infirmière ou un infirmier ;
- e) « établissement » : un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

**1.03.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

### SECTION II COMITÉ

**2.01.** Le comité est formé de 5 membres choisis parmi les professionnels en soins infirmiers exerçant depuis au moins 10 ans.

**2.02.** Le mandat des membres du comité est de 2 ans et il est renouvelable. Exceptionnellement, lors de la formation du comité, 2 membres sont désignés pour 1 an.

**2.03.** Le directeur de l'inspection professionnelle de l'Ordre agit comme secrétaire du comité.

**2.04.** Le comité tient ses séances aux dates et aux endroits déterminés par lui ou par son président.

**2.05.** Le secrétariat du comité est situé au siège social de l'Ordre. Y sont conservés tous les procès-verbaux, rapports et autres documents du comité.

### SECTION III CONSTITUTION DU DOSSIER PROFESSIONNEL

**3.01.** Le comité constitue et tient à jour un dossier pour chaque professionnel en soins infirmiers qui fait l'objet d'une enquête particulière.

**3.02.** Le dossier du professionnel en soins infirmiers contient un relevé de sa formation et de son expérience en soins infirmiers ainsi que l'ensemble des documents relatifs à une enquête particulière le concernant.

Nonobstant l'article 3.01, le dossier d'un professionnel en soins infirmiers peut contenir des documents le concernant en rapport avec une visite d'inspection professionnelle.

**3.03.** Un professionnel en soins infirmiers a le droit de consulter son dossier et d'en obtenir copie.

### SECTION IV SURVEILLANCE DE L'EXERCICE DE LA PROFESSION

**4.01.** Le comité surveille l'exercice de la profession par les professionnels en soins infirmiers suivant le programme qu'il détermine.



**4.02.** Chaque année, le Bureau fait publier dans le bulletin de l'Ordre des informations concernant le programme de surveillance générale du comité.

**4.03.** Au moins 15 jours avant la date de la visite d'un enquêteur dans un endroit ou un établissement comprenant une direction des soins infirmiers, le comité, par l'entremise de son secrétaire, fait parvenir au directeur ou au responsable des soins infirmiers de l'endroit ou de l'établissement visé, un avis sous pli recommandé ou certifié suivant la formule prévue à l'annexe 1.

Cet avis tient lieu d'avis pour tous les professionnels en soins infirmiers qui y travaillent.

**4.04.** Au moins 15 jours avant la date de la visite d'un enquêteur auprès d'un professionnel en soins infirmiers exerçant sa profession dans un endroit ou un établissement ne comprenant pas de direction des soins infirmiers, le comité, par l'entremise de son secrétaire, fait parvenir à ce professionnel en soins infirmiers, un avis sous pli recommandé ou certifié suivant la formule prévue à l'annexe 2.

**4.05.** Si un professionnel en soins infirmiers à qui l'avis est transmis ne peut recevoir un enquêteur à la date prévue, il doit, sur réception de l'avis, en prévenir le secrétaire du comité et convenir avec lui d'une nouvelle date.

**4.06.** Un enquêteur doit, lors d'une visite, produire un certificat attestant sa qualité d'enquêteur et signé par le secrétaire du comité.

**4.07.** Un enquêteur, dans les 30 jours suivant la visite d'inspection professionnelle, rédige un rapport et le soumet au comité.

## SECTION V ENQUÊTE PARTICULIÈRE SUR LA COMPÉTENCE PROFESSIONNELLE

**5.01.** Au moins 5 jours francs avant la date d'une enquête particulière, le comité, par l'entremise de son secrétaire, fait parvenir au professionnel en soins infirmiers visé, un avis sous pli recommandé ou certifié, suivant la formule prévue à l'annexe 3.

Dans le cas où la transmission d'un avis à un professionnel en soins infirmiers pourrait compromettre les fins poursuivies par la tenue de l'enquête, le comité peut autoriser un enquêteur à procéder à cette enquête sans avis.

**5.02.** Lorsque des dossiers sont détenus par un tiers, le professionnel en soins infirmiers doit, sur demande de l'enquêteur, autoriser celui-ci à en prendre connaissance ou copie.

**5.03.** Un enquêteur peut demander à une personne d'attester sous serment ou par affirmation solennelle une déclaration qu'elle lui fait relativement à une enquête.

**5.04.** Si un professionnel en soins infirmiers refuse de recevoir un enquêteur, ce dernier en avise le syndic sans délai.

**5.05.** Les articles 4.05 et 4.06 s'appliquent *mutatis mutandis* à une enquête tenue en vertu de la présente section.

## SECTION VI RECOMMANDATIONS DU COMITÉ

**6.01.** Les décisions et recommandations du comité sont adoptées à la majorité des membres présents; en cas d'égalité des voix, le président donne un vote prépondérant.

**6.02.** Si le comité ne recommande pas l'imposition d'un stage, il en avise le professionnel en soins infirmiers dans un délai de 15 jours de sa décision. Si le comité recommande l'imposition d'un stage, il est procédé suivant ce qui est indiqué au Règlement sur les stages de perfectionnement et la limitation du droit d'exercice des infirmières et infirmiers (c. I-8, r. 15).

**6.03.** Lorsque le comité a des raisons de croire qu'une plainte, au sens de l'article 116 du Code des professions pourrait être portée contre un professionnel en soins infirmiers, il en avise le syndic.

## ANNEXE 1 (a. 4.03)

### ORDRE DES INFIRMIÈRES ET INFIRMIERS DU QUÉBEC

### COMITÉ D'INSPECTION PROFESSIONNELLE

#### Avis d'enquête

Avis vous est donné que, dans le cadre du programme de surveillance générale de l'exercice de la profession d'infirmière ou d'infirmier, un ou des enquêteur(s) procédera(ont) à une visite d'inspection professionnelle dans votre milieu, le ..... jour de .....  
..... 19... à ..... h.

Nous vous prions de bien vouloir afficher cet avis à un endroit bien en vue dans votre milieu.

Signé à .....

ce ..... 19...

Le comité d'inspection professionnelle,

Par : .....  
Secrétaire du comité

## ANNEXE 2

(a. 4.04)

### ORDRE DES INFIRMIÈRES ET INFIRMIERS DU QUÉBEC

#### COMITÉ D'INSPECTION PROFESSIONNELLE

##### Avis d'enquête

Avis vous est donné que, dans le cadre du programme de surveillance générale de l'exercice de la profession d'infirmière ou d'infirmier, un ou des enquêteur(s) procédera(ont) à une visite d'inspection professionnelle dans votre milieu, le ..... jour de .....  
..... 19... à ..... h.

Signé à .....

ce ..... 19...

Le comité d'inspection professionnelle,

Par : .....  
secrétaire du comité

## ANNEXE 3

(a. 5.01)

### ORDRE DES INFIRMIÈRES ET INFIRMIERS DU QUÉBEC

#### COMITÉ D'INSPECTION PROFESSIONNELLE

##### Avis d'enquête particulière

Avis vous est donné que, à la demande du Bureau (ou de sa propre initiative), le comité a désigné un ou des enquêteur(s) pour procéder à une enquête sur votre compétence professionnelle, le ..... jour de .....  
..... 19... à ..... h.

Signé à .....

ce ..... 19...

Le comité d'inspection professionnelle,

Par : .....  
secrétaire du comité

A.C. 3184-76, (1976) 108 G.O. II, 5747

A.C. 493-77, (1977) 109 G.O. II, 1111





c. I-8, r.12

## Règlement sur la publicité des infirmières et infirmiers

Loi sur les infirmières et les infirmiers  
(L.R.Q., c. I-8)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 92)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Les définitions contenues dans le Code des professions (L.R.Q., c. C-26) et dans la Loi sur les infirmières et les infirmiers (L.R.Q., c. I-8) s'appliquent au présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent.

**1.02.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

**1.03.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes « professionnel en soins infirmiers » signifient une infirmière ou un infirmier.

### SECTION II PRINCIPE GÉNÉRAL

**2.01.** Les éléments qu'un professionnel en soins infirmiers peut mentionner au public dans sa publicité et les conditions selon lesquelles il peut faire cette publicité sont celles décrites au présent règlement.

### SECTION III CONTENU ET FORME DE LA CARTE PROFESSIONNELLE

**3.01.** Un professionnel en soins infirmiers ne peut inscrire sur sa carte professionnelle autre chose que :

- a) son nom suivi du signe « inf. », ou « N. » ;
- b) la mention de ses titres post-scolaires ;
- c) sa spécialité, s'il possède un certificat de spécialiste reconnu par l'Ordre ;
- d) l'adresse de son bureau d'affaires ou de son domicile ;

e) les numéros de téléphone de son bureau d'affaires ou de son domicile ;

f) ses heures d'affaires.

**3.02.** La carte professionnelle ne peut mesurer plus de 6 centimètres de large et 11 centimètres de long.

### SECTION IV MEDIA D'INFORMATION

**4.01.** Un professionnel en soins infirmiers peut faire paraître une annonce qui ne doit contenir que ce qui est indiqué à l'article 3.01.

### SECTION V PUBLICITÉ AU BUREAU D'AFFAIRES

**5.01.** Le professionnel en soins infirmiers travaillant à son propre compte peut placer à l'intérieur et à l'extérieur de son bureau d'affaires, une enseigne dont les dimensions ne dépassent pas 1 mètre carré ; cette enseigne ne peut contenir que les éléments mentionnés à l'article 3.01.

A.C. 723-75, (1974) 106 G.O. II, 5469 et (1975) 107 G.O. II, 1313 et 1646

A.C. 3923-75, (1975) 107 G.O. II, 3147 et 5021





c. I-8, r.13

## **Règlement sur la répartition des cotisations de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec**

Loi sur les infirmières et les infirmiers  
(L.R.Q., c. I-8, a. 14)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26)

### **SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**1.01.** Le présent règlement est adopté en vertu du paragraphe e de l'article 14 de la Loi sur les infirmières et les infirmiers (L.R.Q., c. I-8).

**1.02.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

### **SECTION II RÉPARTITION DES COTISATIONS**

**2.01.** Le produit des cotisations annuelles perçu par l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec est réparti annuellement entre les sections selon le prorata des membres qui y sont inscrits au 31 mars de chaque année.

**2.02.** La répartition du produit des cotisations prévue à l'article 2.01 se fait de la façon suivante :

- a) 15 \$ *per capita* pour une section comportant moins de 1 250 membres ;
- b) 12 \$ *per capita* pour une section comportant 1 250 membres et moins de 4 000 membres ;
- c) 10 \$ *per capita* pour une section comportant 4 000 membres et moins de 10 000 membres ;
- d) 7 \$ *per capita* pour une section comportant 10 000 membres et plus.

---

A.C. 2413-76, (1976) 108 G.O. II, 4745

D. 3476-80, (1980) 112 G.O. II, 6489

Décision du 28 et 29 mai 1981, (1981) 113 G.O. II, 2643





c. I-8, r.14

## **Règlement sur la représentation des conseils de section au Bureau de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec**

Loi sur les infirmières et les infirmiers

(L.R.Q., c. I-8, a. 7)

Code des professions

(L.R.Q., c. C-26)

**1.** Les conseils des sections suivantes sont représentés au Bureau de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec par le nombre d'administrateurs suivant :

a) la Corporation des infirmières et infirmiers de la région du Bas Saint-Laurent – Gaspésie : 1 administrateur ;

b) la Corporation des infirmières et infirmiers de la région du Saguenay – Lac Saint-Jean : 1 administrateur ;

c) la Corporation des infirmières et infirmiers de la région de Québec – rive nord : 3 administrateurs ;

d) la Corporation des infirmières et infirmiers de la région de Québec – rive sud : 2 administrateurs ;

e) la Corporation des infirmières et infirmiers de la région de la Mauricie et des Bois-Francs : 1 administrateur ;

f) la Corporation des infirmières et infirmiers de la région des Cantons de l'Est : 1 administrateur ;

g) la Corporation des infirmières et infirmiers de la région de Saint-Jean – Valleyfield – Granby : 1 administrateur ;

h) la Corporation des infirmières et infirmiers de la région de la rive sud de Montréal : 2 administrateurs ;

i) la Corporation des infirmières et infirmiers de la région des Laurentides : 1 administrateur ;

j) la Corporation des infirmières et infirmiers de la région de Montréal : 8 administrateurs ;

k) la Corporation des infirmières et infirmiers de la région de l'Outaouais : 1 administrateur ;

l) la Corporation des infirmières et infirmiers de la région du Nord-ouest : 1 administrateur ;

m) la Corporation des infirmières et infirmiers de la région de la Côte-Nord – Nouveau-Québec : 1 administrateur.

A.C. 3431-74, (1974) 106 G.O. II, 4379

A.C. 2940-78, (1978) 110 G.O. II, 6001







c. I-8, r.15

## Règlement sur les stages de perfectionnement et la limitation du droit d'exercice des infirmières et infirmiers

Loi sur les infirmières et les infirmiers  
(L.R.Q., c. I-8)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « professionnel en soins infirmiers » : une infirmière ou un infirmier ;
- b) « stagiaire » : un professionnel en soins infirmiers tenu de compléter un stage ;
- c) « responsable de stage » : un professionnel en soins infirmiers ayant la responsabilité de vérifier si un stage ou une partie d'un stage est conforme aux objectifs et modalités fixés par le Bureau, et chargé d'aider le stagiaire à réaliser ces objectifs d'apprentissage.

**1.02.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

### SECTION II STAGE

**2.01.** Le stage prévu au présent règlement vise à améliorer la compétence du stagiaire notamment en assurant son actualisation par un processus de mise à jour des connaissances et de développement des attitudes et des comportements essentiels à l'exercice de la profession du stagiaire.

**2.02.** Le Bureau peut, s'il estime que le niveau de compétence d'un membre s'avère inférieur aux exigences de la protection du public, imposer un stage à un professionnel en soins infirmiers qui :

- a) s'est inscrit au tableau plus de 5 ans après avoir obtenu son permis, ou s'est inscrit au tableau plus de 5 ans après la date à laquelle ce professionnel en soins infirmiers avait droit à la délivrance d'un tel permis ;

b) a cessé d'exercer la profession pendant une période de 5 ans ou plus ;

c) s'est réinscrit au tableau après en avoir été radié ou après avoir fait défaut de s'y inscrire pendant une période de 5 ans ou plus ;

d) fait l'objet d'une recommandation en ce sens de la part du comité d'inspection professionnelle ou du comité de discipline en vertu des articles 113 ou 160 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26) ;

e) n'a pas atteint, selon la décision du Bureau rendue conformément à l'article 2.09, les objectifs fixés par le Bureau en vertu de l'article 2.04.

**2.03.** Une décision d'imposer un stage ne peut être prise plus de 90 jours après le moment où un professionnel en soins infirmiers est susceptible de se le voir imposer.

**2.04.** La décision du Bureau d'imposer un stage doit préciser les objectifs d'apprentissage, la durée et les modalités de ce stage ainsi que les modalités de son évaluation. Le Bureau doit également définir les critères de sélection du responsable de stage et s'il y a lieu le désigner.

**2.05.** Un stage ne peut excéder 800 heures, ni s'échelonner sur une période de plus de 12 mois consécutifs.

**2.06.** Un stage peut comprendre notamment des expériences cliniques supervisées, des enseignements théoriques ou du travail personnel dirigé.

**2.07.** Un responsable de stage, dans les 10 jours suivant la fin de ce stage, doit faire parvenir au Bureau un rapport d'évaluation. Il doit en remettre une copie au stagiaire.

**2.08.** Le Bureau peut exiger que des rapports supplémentaires lui soient soumis par le stagiaire ou son responsable de stage aux dates qu'il détermine.

**2.09.** Après étude de chacun de rapports selon les articles 2.07 et 2.08, le Bureau décide, dans les 45 jours suivant le fin du stage, si le stagiaire a atteint les objectifs fixés.

### SECTION III LIMITATION DU DROIT D'EXERCICE

**3.01.** La décision du Bureau d'imposer un stage, lorsqu'il l'estime nécessaire pour la protection du public, peut comporter celle de limiter le droit du professionnel en soins infirmiers d'exercer ses activités professionnelles tant que le stage n'est pas accompli.

Cette limitation peut se faire de l'une ou plusieurs des façons suivantes :

- a) en déterminant les circonstances de temps ou de lieu où il est ou n'est pas autorisé à exercer ;
- b) en déterminant les actes professionnels qu'il est ou n'est pas autorisé à poser ;
- c) en exigeant qu'il pose les actes professionnels qui lui sont permis ou certains d'entre eux, sous la surveillance d'un autre professionnel en soins infirmiers ou d'un groupe de professionnels en soins infirmiers.

**3.02.** Suite à la décision du Bureau de limiter le droit d'exercice d'un professionnel en soins infirmiers, celui-ci soit remettre à l'Ordre son permis d'exercice ; l'Ordre indique sur celui-ci les limites de ses activités professionnelles.

**3.03.** La décision du Bureau de limiter le droit d'exercice d'un professionnel en soins infirmiers doit être transmise à son employeur, le cas échéant.

**3.04.** Le professionnel en soins infirmiers est en position de stage et les restrictions apportées à son droit d'exercer demeurent en vigueur tant que le rapport d'évaluation signé par le responsable de stage n'est pas remis au Bureau.

### SECTION IV DÉCISIONS DU BUREAU

**4.01.** Avant d'imposer un stage, de limiter le droit d'exercice d'un professionnel en soins infirmiers, le Bureau doit donner au stagiaire visé l'occasion de se faire entendre.

**4.02.** Une décision imposant un stage, limitant le droit d'exercice d'un professionnel en soins infirmiers ou statuant sur la validité d'un stage complété, doit être motivée par écrit et transmise au professionnel en soins infirmiers visé par signification conformément au Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25) ou sous pli recommandé ou certifié.

**4.03.** Une décision du Bureau imposant un stage ou limitant le droit d'exercice prend effet 30 jours après que le professionnel en soins infirmiers visé en ait été informé.

**4.04.** Pendant la durée d'un stage, le Bureau peut, sur demande motivée du stagiaire ou du responsable de stage, modifier la durée et les exigences du stage et, le cas échéant, modifier les conditions de la limitation du droit d'exercice du stagiaire.

**4.05.** Un professionnel en soins infirmiers est tenu de se conformer à une décision du Bureau rendue conformément au présent règlement.

**4.06.** Entre les réunions du Bureau, le comité administratif exerce les pouvoirs du Bureau visés au présent règlement.



c. I-9, r.1

## Règlement sur les affaires du Bureau et les assemblées générales de l'Ordre des ingénieurs du Québec

Loi sur les ingénieurs

(L.R.Q., c. I-9, a. 11)

Code des professions

(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

### SECTION I

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Le présent règlement est adopté en vertu du paragraphe *a* de l'article 94 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26) et du paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 11 de la Loi sur les ingénieurs (L.R.Q., c. I-9).

**1.02.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

### SECTION II

#### ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

**2.01.** Le quorum d'une assemblée générale est fixé à 50 membres.

**2.02.** Pour être reçue à une assemblée générale, une proposition doit parvenir, par écrit, au siège social de l'Ordre des ingénieurs du Québec, à l'attention du secrétaire, au moins 10 jours avant la tenue d'une assemblée.

**2.03.** Nonobstant l'article 2.02, une proposition visant à déterminer le mode d'élection du président doit apparaître à l'ordre du jour accompagnant l'avis de convocation d'une assemblée générale.

**2.04.** Une assemblée générale spéciale doit être convoquée dans les 45 jours d'une demande à cet effet.

**2.05.** L'ordre du jour de l'assemblée générale annuelle de l'Ordre comprend notamment les sujets suivants :

- a)* lecture et adoption des procès-verbaux de la dernière assemblée générale annuelle et de toutes les assemblées générales spéciales subséquentes, s'il en est ;
- b)* sujets découlant des procès-verbaux ;
- c)* prévisions budgétaires ;

- d)* rapports des comités ;
- e)* rapport sur les affaires juridiques ;
- f)* propositions des membres ; et
- g)* affaires nouvelles.

**2.06.** Sous réserve du Code des professions, les questions de procédure non prévues à la présente section sont régies *mutatis mutandis* par les règles contenues dans V. Morin, Procédure des assemblées délibérantes, édition française la plus récente.

### SECTION III

#### BUREAU

**3.01.** Le Bureau détermine l'endroit, le jour, la date et l'heure de ses réunions ordinaires.

**3.02.** Le comité administratif détermine l'endroit, le jour, la date et l'heure des réunions extraordinaires du Bureau.

**3.03.** Le Bureau est convoqué par le directeur général au moyen d'un avis écrit, accompagné de l'ordre du jour, expédié à chaque administrateur au moins 5 jours avant la date prévue pour la réunion.

**3.04.** Aucune matière non inscrite à l'ordre du jour ne peut faire l'objet d'une résolution, sauf en cas d'urgence.

**3.05.** Une vacance à un poste d'administrateur élu est comblée dans les 90 jours de la date où le poste est devenu vacant.

**3.06.** L'article 2.06 s'applique *mutatis mutandis* à la présente section.

### SECTION IV

#### HONORAIRES ET ALLOCATIONS DES MEMBRES

**4.01.** Les administrateurs qui assistent à une réunion du Bureau ont droit aux allocations suivantes :

- a)* une somme forfaitaire pour y assister ;
- b)* le remboursement de leurs frais de déplacement et d'hébergement.

**4.02.** Des allocations semblables, mais dont les sommes peuvent être différentes, sont versées aux experts consultants dont l'Ordre retient les services de temps à autre.

**4.03.** La rémunération des administrateurs ainsi que les sommes mentionnées aux articles 4.01 et 4.02 sont déterminées par résolution du Bureau.

## SECTION V COMITÉ ADMINISTRATIF

**5.01.** Le comité administratif est composé des administrateurs suivants : le président, le vice-président à l'administration, le vice-président aux finances, un administrateur élu et un administrateur nommé.

**5.02.** Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président, le vice-président à l'administration a tous les pouvoirs du président et exécute tous les devoirs de ce dernier.

**5.03.** Le vice-président aux finances préside le comité des finances et soumet au Bureau, à chacune de ses réunions ordinaires, l'état financier de l'Ordre.

**5.04.** Tous les administrateurs élus sont éligibles aux postes de vice-président.

**5.05.** Une réunion du comité administratif est considérée comme régulièrement tenue si tous les administrateurs sont présents et renoncent à l'avis de convocation ou si tous les administrateurs sont convoqués à une conférence téléphonique et renoncent à l'avis de convocation.

**5.06.** Sous réserve du Code des professions, la procédure prévue aux articles 4.02 à 4.06 du Règlement sur les modalités d'élection au Bureau de l'Ordre des ingénieurs du Québec (c. I-9, r.7) s'applique *mutatis mutandis* à l'élection des membres du comité administratif.

## SECTION VI SCEAUX

**6.01.** Le sceau de l'Ordre contient les armoiries du Québec entourées de l'inscription « ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC ».

**6.02.** Un ingénieur peut obtenir un sceau sur lequel apparaissent son nom, son numéro d'inscription, le mot « INGÉNIEUR » ou les mots « INGÉNIEUR-ENGINEER », et le mot « QUÉBEC ».

Le sceau prévu au présent article doit être obtenu de l'Ordre, aux frais de celui qui le demande. Il demeure la propriété de l'Ordre et, en cas de révocation du permis, doit lui être retourné dans les 8 jours d'une demande écrite du secrétaire à cet effet.

## SECTION VII DISPOSITIONS DIVERSES

**7.01.** Le directeur général exerce ses fonctions sous la direction du Bureau. Il convoque les réunions du Bureau et du comité administratif, y présente l'ordre du jour et en rédige les procès-verbaux. Il agit à titre de trésorier de l'Ordre et est responsable du secrétariat. Il signe tous les chèques émis par l'Ordre, conjointement avec le vice-président aux finances ou un autre membre du comité administratif. Il fait partie de tous les comités sauf du comité des examinateurs, du comité de discipline et du comité d'inspection professionnelle.

**7.02.** Le secrétaire exerce les fonctions et s'acquitte des devoirs et des obligations qui lui incombent en vertu du Code des professions, de la Loi sur les ingénieurs et des règlements adoptés sous leur autorité. Il agit à titre de directeur général en l'absence de ce dernier ou en raison de son incapacité d'agir.

**7.03.** Le directeur général, le secrétaire et le syndic doivent être des ingénieurs et ils sont assurés, aux frais de l'Ordre, dans une société de garantie approuvée par le Bureau.

**7.04.** Un administrateur ne peut postuler un emploi au secrétariat de l'Ordre pendant qu'il est en fonction.

**7.05.** Les membres se prononcent par référendum aux fins de l'approbation d'une résolution adoptée par le Bureau en vertu du paragraphe *k* du premier alinéa de l'article 86 du Code des professions.

**7.06.** Le permis délivré par l'Ordre porte la signature du secrétaire. Il demeure la propriété de l'Ordre et en cas de révocation, doit lui être retourné dans les 8 jours d'une demande écrite du secrétaire à cet effet.

**7.07.** Le titulaire du poste de directeur général ne peut être destitué que conformément à l'article 85 du Code des professions.

**7.08.** Le secrétaire adjoint agit à titre de secrétaire en l'absence de ce dernier ou en raison de son incapacité d'agir.

A.C. 499-76, (1976) 108 G.O. II, 1825

A.C. 1708-79, (1979) 111 G.O. II, 4787

D. 2567-81, (1981) 113 G.O. II, 4307



c. I-9, r.2

## Règlement sur la caisse de retraite des ingénieurs

Loi sur les ingénieurs  
(L.R.Q., c. I-9, a. 11)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « Ordre » : l'Ordre des ingénieurs du Québec ;
- b) « plan d'épargne-retraite » : la caisse de retraite établie en vertu du présent règlement ;
- c) « participant » : une personne, autre qu'une personne morale, souscrivant au plan d'épargne-retraite ;
- d) « comité » : le comité de surveillance du plan d'épargne-retraite prévu au présent règlement.

**1.02.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

### SECTION II PLAN D'ÉPARGNE-RETRAITE

**2.01.** Le Bureau établit un plan d'épargne-retraite et en surveille l'administration.

**2.02.** Les termes et modalités de fonctionnement du plan d'épargne-retraite doivent prévoir, entre autres :

- a) l'enregistrement du plan aux termes des lois de l'impôt sur le revenu ;
- b) la division du plan en plusieurs sections à niveaux de risque différent ; les participants pouvant choisir l'une ou l'autre des sections ou une combinaison d'entre elles ;
- c) la division de chaque section du plan en unités de participation d'une valeur égale établie en divisant la valeur nette de la section par le nombre de ses unités ; à l'établissement du plan, la valeur de l'unité est fixée à 10 \$ pour chacune des sections ;

d) qu'une compagnie de fiducie reçoit les dépôts, tient les livres, émet des reçus, fait des remises et travaille de concert avec le ou les gestionnaires quant aux investissements dans les sections ;

e) qu'un ou des gestionnaires administrent les biens versés dans les sections ;

f) la vérification, par les vérificateurs engagés par le comité, des livres de comptabilité tenus par le fiduciaire et l'inspection de ses chambres-fortes ;

g) une convention avec le fiduciaire à laquelle le Bureau peut mettre fin par avis de 90 jours avant la date anniversaire de cette convention ;

h) une convention avec le gestionnaire à laquelle le Bureau peut mettre fin par avis de 3 jours francs.

### SECTION III COMITÉ DE SURVEILLANCE

**3.01.** Est constitué un comité chargé d'administrer le plan d'épargne-retraite.

**3.02.** Le comité est un comité permanent d'au moins 5 membres et de pas plus de 10.

**3.03.** Chaque membre du comité doit être un participant domicilié au Québec et la durée de son mandat est d'un an ; ce mandat est renouvelable.

**3.04.** Le Bureau désigne les membres du comité dont 1 parmi les administrateurs du Bureau et 3 parmi les noms soumis par l'assemblée annuelle des participants.

**3.05.** Le Bureau désigne le secrétaire du comité parmi les cadres permanents de l'Ordre.

**3.06.** Le comité est responsable de l'administration des sommes d'argent votées par les participants à l'égard des dépenses extraordinaires.

**3.07.** Le comité assure les communications avec les personnes et les groupes intéressés, étudie le fonctionnement du plan d'épargne-retraite, prépare les rapports et les recommandations nécessaires et engage, à chaque année les vérificateurs du plan d'épargne-retraite après leur élection par les participants.

**3.08.** Le comité, dont le quorum est de la moitié de ses membres, se réunit suivant ses besoins et il fixe l'endroit, le jour, la date et l'heure de la réunion. Il doit tenir au moins 1 réunion par année.

**3.09.** Le président de l'Ordre et le président ou le secrétaire du comité peuvent seuls convoquer le comité.

#### SECTION IV ASSEMBLÉE DES PARTICIPANTS

**4.01.** Sur recommandation du comité, le Bureau fixe l'endroit, le jour, la date et l'heure de l'assemblée générale annuelle des participants.

**4.02.** Le secrétaire du comité convoque les participants au moyen d'un avis adressé par courrier à chaque participant au moins 21 jours avant la date fixée pour la tenue de l'assemblée générale annuelle.

**4.03.** L'ordre du jour de l'assemblée générale annuelle comprend les sujets suivants :

- a) lecture et adoption des procès-verbaux de la dernière assemblée générale annuelle et des assemblées subséquentes ;
- b) sujets découlant des procès-verbaux ;
- c) rapport du comité sur les événements de l'année précédente, sur l'état financier du plan et sur l'administration du budget de l'exercice précédent ;
- d) élection des vérificateurs ;
- e) présentation des prévisions budgétaires ;
- f) détermination de 5 participants aux fins de l'article 3.04 ;
- g) nomination de 2 scrutateurs parmi les participants ; et
- h) autres propositions des participants et affaires nouvelles.

**4.04.** Le quorum des assemblées générales des participants est établi de la façon suivante :

- a) jusqu'à 1 000 participants : 10 ;
- b) de 1 001 à 3 000 participants : 12 ;
- c) de 3 001 à 5 000 participants : 15 ;
- d) de 5 001 à 8 000 participants : 20 ;
- e) plus de 8 000 participants : 25.

**4.05.** Une assemblée extraordinaire des participants peut être convoquée en tout temps par le secrétaire du comité sur demande du Bureau ou du comité.

Une assemblée extraordinaire peut aussi être convoquée par le secrétaire du comité dans les 4 semaines suivant la réception par ce dernier d'une demande formulée à cet effet par le nombre de participants requis pour former le quorum de l'assemblée.

La demande prévue au présent article doit énoncer les motifs de convocation et énumérer les sujets à l'ordre du jour.

**4.06.** Seul un participant membre de l'Ordre peut voter à une assemblée générale et, pour ce faire, il doit être présent.

**4.07.** Lors des assemblées, les participants peuvent discuter et voter sur toute question.

**4.08.** Malgré l'article 4.07, les votes des participants ne sont pas décisionnels dans les cas suivants :

- a) lorsqu'il s'agit de l'approbation du budget de l'année à venir ;
- b) lorsqu'il s'agit d'une proposition qui touche la participation au plan d'épargne-retraite de ceux qui ne sont pas encore participants ; et
- c) lorsqu'il s'agit d'une proposition visant à modifier le présent règlement.

**4.09.** Les questions prévues aux paragraphes b et c de l'article 4.08 relèvent du Bureau qui prend en considération le vote des participants exprimé lors d'une assemblée ainsi que les recommandations du comité.

**4.10.** Aux fins de l'application du paragraphe a de l'article 4.08 et dans toute autre question soumise aux participants pour approbation :

- a) le comité fixe le jour, la date et l'heure de la clôture du scrutin ;
- b) le secrétaire du comité transmet les bulletins de vote aux participants suivant les dispositions pertinentes du Règlement sur les modalités d'élection au Bureau de l'Ordre des ingénieurs du Québec (c. I-9, r. 7), qui s'applique *mutatis mutandis*.

**4.11.** Lors de la compilation des votes prévus à l'article 4.10, chaque unité de participation au plan d'épargne-retraite donne droit à un vote et une question est approuvée par la majorité des votes exprimés par les participants qui se prononcent à ce sujet.







c. I-9, r.3

## Code de déontologie des ingénieurs

Loi sur les ingénieurs  
(L.R.Q., c. I-9)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 87)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Le présent règlement est adopté en vertu de l'article 87 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26).

**1.02.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, le mot « client » signifie celui qui bénéficie des services professionnels d'un ingénieur, y compris un employeur.

**1.03.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

### SECTION II DEVOIRS ET OBLIGATIONS ENVERS LE PUBLIC

**2.01.** Dans tous les aspects de son travail, l'ingénieur doit respecter ses obligations envers l'homme et tenir compte des conséquences de l'exécution de ses travaux sur l'environnement et sur la vie, la santé et la propriété de toute personne.

**2.02.** L'ingénieur doit appuyer toute mesure susceptible d'améliorer la qualité et la disponibilité de ses services professionnels.

**2.03.** L'ingénieur doit, lorsqu'il considère que des travaux sont dangereux pour la sécurité publique, en informer l'Ordre des ingénieurs du Québec ou les responsables de tels travaux.

**2.04.** L'ingénieur ne doit exprimer son avis sur des questions ayant trait à l'ingénierie, que si cet avis est basé sur des connaissances suffisantes et sur d'honnêtes convictions.

**2.05.** L'ingénieur doit favoriser les mesures d'éducation et d'information dans le domaine où il exerce.

### SECTION III DEVOIRS ET OBLIGATIONS ENVERS LE CLIENT

#### *§1. Dispositions générales*

**3.01.01.** Avant d'accepter un mandat, l'ingénieur doit tenir compte des limites de ses connaissances et de ses aptitudes ainsi que des moyens dont il peut disposer pour l'exécuter.

**3.01.02.** L'ingénieur doit reconnaître en tout temps le droit du client de consulter un autre ingénieur. S'il y va de l'intérêt du client, l'ingénieur retient les services d'experts après en avoir informé son client, ou avise ce dernier de le faire.

**3.01.03.** L'ingénieur doit s'abstenir d'exercer dans des conditions ou des états susceptibles de compromettre la qualité de ses services.

#### *§2. Intégrité*

**3.02.01.** L'ingénieur doit s'acquitter de ses obligations professionnelles avec intégrité.

**3.02.02.** L'ingénieur doit éviter toute fausse représentation concernant sa compétence ou l'efficacité de ses propres services et de ceux généralement assurés par les membres de sa profession.

**3.02.03.** L'ingénieur doit, dès que possible, informer son client de l'ampleur et des modalités du mandat que ce dernier lui a confié et obtenir son accord à ce sujet.

**3.02.04.** L'ingénieur doit s'abstenir d'exprimer des avis ou de donner des conseils contradictoires ou incomplets et de présenter ou utiliser des plans, devis et autres documents qu'il sait ambigus ou qui ne sont pas suffisamment explicites.

**3.02.05.** L'ingénieur doit informer le plus tôt possible son client de toute erreur préjudiciable et difficilement réparable qu'il a commise dans l'exécution de son mandat.

**3.02.06.** L'ingénieur doit apporter un soin raisonnable aux biens confiés à sa garde par un client et il ne peut

prêter ou utiliser ceux-ci à des fins autres que celles pour lesquelles ils lui ont été confiés.

**3.02.07.** Si on écarte un avis de l'ingénieur dans le cas où celui-ci est responsable de la qualité technique de travaux d'ingénierie, l'ingénieur doit indiquer clairement à son client, par écrit, les conséquences qui peuvent en découler.

**3.02.08.** L'ingénieur ne doit pas recourir à des procédés malhonnêtes ou douteux dans l'exercice de ses activités professionnelles.

**3.02.09.** L'ingénieur doit s'abstenir de verser ou de s'engager à verser, directement ou indirectement, tout avantage, ristourne ou commission en vue d'obtenir un contrat ou lors de l'exécution de travaux d'ingénierie.

**3.02.10.** L'ingénieur doit faire preuve d'impartialité dans ses rapports entre son client et les entrepreneurs, fournisseurs et autres personnes faisant affaires avec son client.

### §3. Disponibilité et diligence

**3.03.01.** L'ingénieur doit faire preuve, dans l'exercice de sa profession, d'une disponibilité et d'une diligence raisonnables.

**3.03.02.** L'ingénieur doit, en plus des avis et des conseils, fournir à son client les explications nécessaires à la compréhension et à l'appréciation des services qu'il lui rend.

**3.03.03.** L'ingénieur doit rendre compte à son client lorsque celui-ci le requiert.

**3.03.04.** L'ingénieur ne peut, sauf pour un motif juste et raisonnable, cesser d'agir pour le compte d'un client. Constituent notamment des motifs justes et raisonnables :

- a) le fait que l'ingénieur soit en situation de conflit d'intérêts ou dans un contexte tel que son indépendance professionnelle puisse être mise en doute ;
- b) l'incitation, de la part du client, à l'accomplissement d'actes illégaux, injustes ou frauduleux ;
- c) le fait que le client ignore les avis de l'ingénieur.

**3.03.05.** Avant de cesser d'exercer ses fonctions pour le compte d'un client, l'ingénieur doit lui faire parvenir un préavis de délaissement dans un délai raisonnable.

### §4. Responsabilité

**3.04.01.** L'ingénieur doit apposer son sceau et sa signature sur l'original et les copies de chaque plan, devis, rapport technique, étude, cahier des charges et autres documents d'ingénierie qu'il a préparés lui-même ou qui ont été préparés sous sa direction et surveillance immédiates par des personnes qui ne sont pas membres de l'Ordre.

L'ingénieur peut également apposer son sceau et sa signature sur l'original et les copies des documents prévus au présent article qui ont été préparés, signés et scellés par un autre ingénieur.

L'ingénieur ne doit ou ne peut apposer son sceau et sa signature que dans les seuls cas prévus au présent article.

### §5. Indépendance et désintéressement

**3.05.01.** L'ingénieur doit, dans l'exercice de sa profession, subordonner son intérêt personnel à celui de son client.

**3.05.02.** L'ingénieur doit ignorer toute intervention d'un tiers qui pourrait influencer sur l'exécution de ses devoirs professionnels au préjudice de son client.

Sans restreindre la généralité de ce qui précède, l'ingénieur ne doit accepter, directement ou indirectement, aucun avantage ou ristourne en argent ou autrement, d'un fournisseur de marchandises ou de services relativement à des travaux d'ingénierie qu'il effectue pour le compte d'un client.

**3.05.03.** L'ingénieur doit sauvegarder en tout temps son indépendance professionnelle et éviter toute situation où il serait en conflit d'intérêts.

**3.05.04.** Dès qu'il constate qu'il se trouve dans une situation de conflit d'intérêts, l'ingénieur doit en aviser son client et lui demander s'il l'autorise à poursuivre son mandat.

**3.05.05.** L'ingénieur ne peut partager ses honoraires qu'avec un confrère et dans la mesure où ce partage correspond à une répartition des services et des responsabilités.

**3.05.06.** L'ingénieur ne doit généralement agir, dans l'exécution d'un mandat, que pour l'une des parties en cause, soit son client. Toutefois, si ses devoirs professionnels exigent qu'il agisse autrement, l'ingénieur doit en informer son client. Il ne doit accepter le versement de ses honoraires que de son client ou du représentant de ce dernier.

### §6. *Secret professionnel*

**3.06.01.** L'ingénieur doit respecter le secret de tout renseignement de nature confidentielle obtenu dans l'exercice de sa profession.

**3.06.02.** L'ingénieur ne peut être relevé du secret professionnel qu'avec l'autorisation de son client ou lorsque la loi l'ordonne.

**3.06.03.** L'ingénieur ne doit pas faire usage de renseignements de nature confidentielle au préjudice d'un client ou en vue d'obtenir directement ou indirectement un avantage pour lui-même ou pour autrui.

**3.06.04.** L'ingénieur ne doit pas accepter un mandat qui comporte ou peut comporter la révélation ou l'usage de renseignements ou documents confidentiels obtenus d'un autre client, sans le consentement de ce dernier.

### §7. *Accessibilité des dossiers*

**3.07.01.** L'ingénieur doit respecter le droit de son client de prendre connaissance et d'obtenir copie des documents qui le concernent dans tout dossier qu'il a constitué à son sujet.

### §8. *Fixation et paiement des honoraires*

**3.08.01.** L'ingénieur doit demander et accepter des honoraires justes et raisonnables.

**3.08.02.** Les honoraires sont justes et raisonnables s'ils sont justifiés par les circonstances et proportionnés aux services rendus. L'ingénieur doit notamment tenir compte des facteurs suivants pour la fixation de ses honoraires :

- a) le temps consacré à l'exécution du mandat ;
- b) la difficulté et l'importance du mandat ;
- c) la prestation de services inhabituels ou exigeant une compétence ou une célérité exceptionnelles ;
- d) la responsabilité assumée.

**3.08.03.** L'ingénieur doit prévenir son client du coût approximatif de ses services et des modalités de paiement. Il doit s'abstenir d'exiger d'avance le paiement de ses honoraires ; il peut cependant exiger des avances.

**3.08.04.** L'ingénieur doit fournir à son client toutes les explications nécessaires à la compréhension de son relevé d'honoraires et des modalités de paiement.

## SECTION IV DEVOIRS ET OBLIGATIONS ENVERS LA PROFESSION

### §1. *Actes dérogatoires*

**4.01.01.** En outre des actes dérogatoires mentionnés aux articles 57 et 58 du Code des professions, est dérogatoire à la dignité de la profession le fait pour un ingénieur :

- a) de participer ou de contribuer à l'exercice illégal de la profession ;
- b) d'inciter quelqu'un de façon pressante ou répétée à recourir à ses services professionnels ;
- c) de communiquer avec la personne qui a porté plainte sans la permission écrite et préalable du syndic ou de son adjoint, lorsqu'il est informé d'une enquête sur sa conduite ou sa compétence professionnelle ou lorsqu'il a reçu signification d'une plainte à son endroit ;
- d) de refuser de se soumettre à la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes et à la décision des arbitres ;
- e) de procéder en justice contre un confrère sur une question relative à l'exercice de la profession avant d'avoir demandé la conciliation au président de l'Ordre ;
- f) de refuser ou de négliger de se rendre au bureau du syndic, de l'un de ses adjoints ou d'un syndic correspondant, sur demande à cet effet par l'un d'eux ;
- g) de ne pas avertir le syndic sans délai, s'il croit qu'un ingénieur enfreint le présent règlement.

### §2. *Relation avec l'Ordre et les confrères*

**4.02.01.** L'ingénieur à qui l'Ordre demande de participer à un conseil d'arbitrage de compte, à un comité de discipline ou d'inspection professionnelle, doit accepter cette fonction à moins de motifs exceptionnels.

**4.02.02.** L'ingénieur doit répondre dans les plus brefs délais à toute correspondance provenant du syndic de l'Ordre, du syndic adjoint ou d'un syndic correspondant, des enquêteurs, des membres du comité d'inspection professionnelle ou du secrétaire de ce dernier comité.

**4.02.03.** L'ingénieur ne doit pas surprendre la bonne foi d'un confrère, abuser de sa confiance, être déloyal en-

vers lui ou porter malicieusement atteinte à sa réputation. Sans restreindre la généralité de ce qui précède, l'ingénieur ne doit pas notamment :

- a) s'attribuer le mérite d'un travail d'ingénierie qui revient à un confrère ;
- b) profiter de sa qualité d'employeur ou de cadre pour limiter de quelque façon que ce soit l'autonomie professionnelle d'un ingénieur à son emploi ou sous sa responsabilité, notamment à l'égard de l'usage du titre d'ingénieur ou de l'obligation pour tout ingénieur d'engager sa responsabilité professionnelle.

**4.02.04.** Lorsqu'un client demande à un ingénieur d'examiner ou de réviser des travaux d'ingénierie qu'il n'a pas lui-même exécutés, ce dernier doit en aviser l'ingénieur concerné et, s'il y a lieu, s'assurer que le mandat de son confrère est terminé.

**4.02.05.** Lorsqu'un ingénieur remplace un confrère dans des travaux d'ingénierie, il doit en avertir ce confrère et s'assurer que le mandat de ce dernier est terminé.

**4.02.06.** L'ingénieur appelé à collaborer avec un confrère doit préserver son indépendance professionnelle. Si on lui confie une tâche contraire à sa conscience ou à ses principes, il peut demander d'en être dispensé.

### *§3. Contribution à l'avancement de la profession*

**4.03.01.** L'ingénieur doit, dans la mesure de ses possibilités, aider au développement de sa profession par l'échange de ses connaissances et de son expérience avec ses confrères et les étudiants, et par sa participation, à titre de professeur ou de maître de stage, aux cours de formation continue et aux stages de perfectionnement.

---

A.C. 2697-76, (1976) 108 G.O. II, 5115

A.C. 1621-78, (1978) 110 G.O. II, 3375

A.C. 1455-79, (1979) 111 G.O. II, 4463



c. I-9, r.4

## Règlement concernant les dossiers d'un ingénieur cessant d'exercer

Loi sur les ingénieurs  
(L.R.Q., c. I-9)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 91)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « Ordre » : l'Ordre des ingénieurs du Québec ;
- b) « secrétaire » : le secrétaire de l'Ordre ;
- c) « dossiers » : les dossiers, livres et registres qu'un ingénieur doit tenir dans l'exercice de sa profession ;
- d) « cessionnaire » : l'ingénieur ou la société d'ingénieurs à qui sont cédés les dossiers d'un ingénieur lors d'une cessation définitive d'exercer ;
- e) « gardien provisoire » : l'ingénieur ou la société d'ingénieurs à qui sont confiés les dossiers d'un ingénieur pendant la cessation temporaire d'exercer.

**1.02.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

**1.03.** Rien dans le présent règlement ne doit être interprété comme excluant l'utilisation de l'informatique ou de toute autre technique pour la conservation des dossiers.

**1.04.** Dans le cas d'un ingénieur membre ou à l'emploi d'une société d'ingénieurs ou à l'emploi d'une personne physique ou morale, le présent règlement ne s'applique pas aux dossiers de cette société ou de cet employeur que cet ingénieur utilise dans l'exercice de sa profession. Le présent règlement s'applique toutefois lorsque tous les membres d'une société d'ingénieurs cessent d'exercer.

**1.05.** Une convention concernant la cession ou la garde provisoire des dossiers d'un ingénieur cessant d'exercer doit être constatée par écrit et expédiée au secrétaire.

### SECTION II CESSATION DÉFINITIVE D'EXERCER

**2.01.** Sous réserve des articles 2.02 et 2.03, lorsqu'un ingénieur cesse définitivement d'exercer sa profession, il doit, au plus tard 15 jours avant la date fixée pour la cessation d'exercice :

- a) s'il a trouvé un cessionnaire, aviser le secrétaire, sous pli recommandé ou certifié, qu'il cesse d'exercer sa profession à compter de telle date, lui remettre copie de la convention qu'il a conclue avec le cessionnaire et lui indiquer le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de ce cessionnaire ; ou
- b) s'il n'a pu trouver un cessionnaire, en informer le secrétaire, sous pli recommandé ou certifié, et l'aviser qu'il lui remettra la garde de ses dossiers à la date fixée pour la cessation d'exercice.

**2.02.** Lorsqu'un ingénieur cesse d'exercer sa profession à la suite d'une radiation permanente du tableau, le secrétaire doit veiller à ce que l'ingénieur radié trouve un cessionnaire dans les 90 jours de la décision finale de radiation.

Si un cessionnaire n'a pu être trouvé à l'expiration de cette période, les dossiers de l'ingénieur radié sont confiés à la garde du secrétaire.

**2.03.** Lorsqu'un ingénieur décède, le secrétaire doit, dès qu'il en est avisé, veiller à ce que les ayants droit de l'ingénieur trouvent un cessionnaire dans le plus bref délai possible.

**2.04.** Le cessionnaire ou le secrétaire, selon le cas, doit, dans les 30 jours suivant la date où il prend possession des dossiers d'un ingénieur cessant définitivement d'exercer, aviser par écrit les clients de cet ingénieur du fait qu'il est en possession des dossiers de ce dernier, de son adresse, son numéro de téléphone et ses heures de bureau, et de leur droit de consulter un autre ingénieur.

Le cessionnaire doit faire parvenir au secrétaire copie de l'avis écrit, expédié à chacun des clients de l'ingénieur conformément au présent article.

**2.05.** Le cessionnaire ou le secrétaire, selon le cas, doit respecter le droit d'une personne de prendre connaissance des documents qui la concernent dans tout dossier constitué à son sujet et d'obtenir des copies de ces documents.

Les frais d'obtention de ces copies sont à la charge de celui qui en fait la demande.

**2.06.** Lorsque le secrétaire a la garde des dossiers d'un ingénieur qui a cessé définitivement d'exercer sa profession, il peut en tout temps, après consultation de cet ingénieur, confier ces dossiers à un cessionnaire.

**2.07.** Pendant qu'il a la garde des dossiers d'un ingénieur qui a cessé définitivement d'exercer sa profession, le secrétaire doit prendre les mesures conservatoires nécessaires afin de sauvegarder les intérêts des clients de cet ingénieur.

**2.08.** Sous réserve de l'article 2.06, le secrétaire doit conserver pendant une période minimale de 10 ans les dossiers qu'il a reçus en vertu de la présente section.

Pour les fins du présent article, la période minimale de 10 ans commence à courir à partir de la date du dernier service rendu par l'ingénieur ou, lorsque le projet est révisé, à partir de la date de la fin des travaux.

**2.09.** Lorsque le secrétaire est cessionnaire des dossiers d'un ingénieur, il peut à la fin de la période minimale de 10 ans prévue à l'article 2.08, disposer des dossiers qu'il a reçus ou les remettre à l'ingénieur, à ses successeurs ou ayants droit si une demande lui est faite à cet effet, dans les 3 mois qui précèdent la fin de cette période.

### SECTION III CESSATION TEMPORAIRE D'EXERCER

**3.01.** Sous réserve de l'article 3.02, lorsqu'un ingénieur cesse temporairement d'exercer sa profession, il doit, au plus tard 15 jours avant la date fixée pour la cessation d'exercice :

a) s'il a trouvé un gardien provisoire, aviser le secrétaire, sous pli recommandé ou certifié, qu'il cesse d'exercer temporairement sa profession à compter de telle date, lui remettre copie de la convention qu'il a conclue avec le gardien provisoire et lui indiquer la date à laquelle il entend reprendre l'exercice de sa profession ainsi que le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du gardien provisoire ;  
ou

b) s'il n'a pu trouvé un gardien provisoire, en informer le secrétaire, sous pli recommandé ou certifié, et l'aviser qu'il lui remettra la garde de ses dossiers à la date fixée pour la cessation d'exercice.

**3.02.** Lorsqu'un ingénieur cesse d'exercer sa profession à la suite d'une radiation temporaire du tableau, le secrétaire doit veiller à ce que l'ingénieur radié trouve un

gardien provisoire dans les 30 jours de l'expiration du délai d'appel ou de la décision finale de radiation.

Lorsqu'un gardien provisoire n'a pu être trouvé à l'expiration de cette période, les dossiers de l'ingénieur radié sont confiés à la garde du secrétaire.

**3.03.** Le gardien provisoire doit communiquer aux clients de l'ingénieur dont il a la garde des dossiers, les renseignements pertinents concernant l'état de leur dossier, tenir à jour ces dossiers et prendre les autres mesures conservatoires nécessaires afin de sauvegarder les intérêts des clients de cet ingénieur.

**3.04.** L'article 2.04 s'applique *mutatis mutandis* à la présente section sauf dans le cas où un ingénieur cesse d'exercer à la suite d'une radiation temporaire de moins de 6 mois.

**3.05.** Les articles 2.05 à 2.07 s'appliquent *mutatis mutandis* à la présente section.

**3.06.** Le secrétaire ou le gardien provisoire, selon le cas, doit remettre à l'ingénieur ses dossiers immédiatement après la fin de la période de cessation temporaire d'exercice.

**3.07.** Un ingénieur qui ne désire plus reprendre l'exercice de sa profession pendant ou après l'expiration de la période où il avait temporairement cessé d'exercer, doit se conformer à la section II.



c. I-9, r.5

## Règlement sur le fonds de secours de l'Ordre des ingénieurs du Québec

Loi sur les ingénieurs  
(L.R.Q., c. I-9, a. 11)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Le présent règlement est adopté en vertu du paragraphe j du premier alinéa de l'article 11 de la Loi sur les ingénieurs (L.R.Q., c. I-9).

**1.02.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

### SECTION II COMPOSITION DU FONDS

**2.01.** Le fonds de secours est constitué :

- a) d'une somme de 25 000 \$ ;
- b) des sommes que le Bureau y affecte ; et
- c) de l'accroissement des actifs du fonds.

### SECTION III DEMANDE AU FONDS

**3.01.** La demande d'un ingénieur pour obtenir de l'aide à même le fonds de secours est adressée au comité administratif de l'Ordre des ingénieurs du Québec, qui en prend connaissance à la réunion qui suit la réception de la demande. Le comité administratif procède alors ou fait procéder à une enquête et transmet au Bureau sa recommandation.

**3.02.** Le Bureau étudie la recommandation du comité administratif et rend sa décision à la première réunion qui suit la réception de cette recommandation.

### SECTION IV ADMINISTRATION DU FONDS

**4.01.** Le fonds est administré par un comité de fiduciaires composé de 3 membres nommés annuellement par

le Bureau lors de sa première réunion ordinaire qui suit l'assemblée générale annuelle. Ces fiduciaires sont choisis parmi les anciens présidents de l'Ordre et leur mandat prend fin avec la nomination de leurs successeurs.

**4.02.** Le quorum du comité est de deux fiduciaires.

**4.03.** Il y a vacance au sein du comité lorsqu'un fiduciaire démissionne, cesse d'être membre de l'Ordre ou voit son mandat révoqué par le Bureau. Le Bureau nomme un ancien président pour terminer le mandat du fiduciaire dont le poste est devenu vacant.

**4.04.** La démission d'un fiduciaire ne prend effet qu'au moment de son acceptation par le Bureau.

**4.05.** Sous réserve de l'approbation du comité administratif, le comité de fiduciaires peut :

- a) nommer un secrétaire-trésorier, un conseiller en placements et un dépositaire, qui doit être soit une banque à charte soit une compagnie de fiducie. Il peut également les remplacer et leur verser la rémunération qu'il détermine ;
- b) ouvrir un ou plusieurs comptes en banque au nom du fonds ;
- c) acheter des titres conformément à l'article 981o du Code civil et les revendre ; et
- d) procéder à une enquête en vue de faire ses recommandations au Bureau.

**4.06.** Les titres appartenant au fonds qui ne sont pas confiés à un dépositaire sont gardés dans un coffret de sûreté qui ne peut être ouvert que par 2 fiduciaires agissant conjointement ou par 1 fiduciaire agissant conjointement avec le secrétaire-trésorier.

**4.07.** L'argent liquide appartenant au fonds est déposé dans une ou plusieurs banques ou sociétés de fiducie choisies par le comité et les sommes reçues pour le compte du fonds y sont déposées. Les retraits et versements effectués à même les comptes ouverts auprès de ces banques et sociétés de fiducie se font par chèque ou ordre de paiement signé par 2 fiduciaires ou par 1 fiduciaire et le secrétaire-trésorier.



**4.08.** Le comité tient une comptabilité appropriée de l'actif, du passif, des recettes et des déboursés du fonds et soumet chaque année au Bureau un rapport des activités du fonds pour l'exercice terminé le 31 mars, ainsi qu'un état sommaire des comptes du fonds pour cet exercice. Le Bureau présente aux membres lors de l'assemblée générale annuelle de l'Ordre le rapport et l'état sommaire qu'il a approuvés. En aucune circonstance ni le comité ni le Bureau ne sont tenus de divulguer les noms des bénéficiaires.

**4.09.** Les vérificateurs de l'Ordre sont les vérificateurs du fonds. Ils présentent leur rapport aux membres de l'Ordre lors de l'assemblée générale annuelle.



c. I-9, r.6

## Règlement sur les membres et autres conditions d'inscription au tableau de l'Ordre des ingénieurs du Québec

Loi sur les ingénieurs  
(L.R.Q., c. I-9, a. 11)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26)

### SECTION I MEMBRES DE L'ORDRE

**1. Membres :** Un membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec est reconnu comme ingénieur et a le droit de se servir de ce titre si :

- a) il est devenu membre avant le 5 mars 1959 ; ou
- b) il devient membre celui-là qui, le 1<sup>er</sup> mai 1959, était étudiant enregistré auprès de l'Ordre ; ou
- c) il a démontré à l'Ordre que depuis 2 ans il pratique la profession de façon continue ; ou
- d) il a démontré à l'Ordre que son expérience acquise est équivalente à celle qui est normalement acquise par les personnes répondant aux exigences du paragraphe c.

### 2. Membres juniors :

1) Jusqu'à ce qu'un membre de l'Ordre ait satisfait à l'une des conditions de l'article 1, il est reconnu comme ingénieur junior et doit toujours s'identifier comme tel dans ses activités d'ingénieur.

2) Afin de prouver à l'Ordre qu'il satisfait aux exigences des paragraphes c ou d de l'article 1, le membre doit en faire une preuve normalement confirmée par 2 membres de l'Ordre.

### 3. Membres non-actifs :

1) Tout membre qui a cessé de pratiquer, est à sa retraite, a atteint l'âge de 60 ans, et a payé ses contributions annuelles pendant les 10 années consécutives qui précèdent sa demande écrite au Bureau pour devenir membre non-actif, peut, à la discrétion du Bureau, être placé sur la liste des membres non-actifs.

2) Tout membre en règle peut, sur demande écrite au Bureau, pour cause suffisante et à la discrétion du Bureau,

être placé sur la liste des membres non-actifs pour une période d'une année. Ce privilège peut être renouvelé d'année en année.

3) Les membres non-actifs n'ont pas droit de vote et ne peuvent pratiquer la profession d'ingénieur au Québec mais peuvent jouir de tous les autres droits et privilèges des membres de l'Ordre. Ils sont exemptés des contributions annuelles.

4) Les membres non-actifs peuvent être réinstallés comme membres actifs sur paiement de la contribution annuelle de l'année courante.

**4. Membres honoraires :** L'Ordre peut, par vote unanime de son Bureau, admettre comme membre honoraire toute personne qui n'exerçant pas la profession d'ingénieur au Québec, jouit d'un grand prestige dans son propre champ d'action et est intéressée directement ou indirectement au développement ou au bien-être de la profession d'ingénieur au Canada. Il ne devra jamais y avoir plus de 20 membres honoraires en un seul temps sauf par vote de l'Ordre dans des cas spéciaux. Le titre de membre honoraire ne donne ni le droit de vote ni le droit d'exercer la profession d'ingénieur et les membres honoraires ne paient ni frais ni cotisation.

Le secrétaire doit aviser le membre honoraire de son élection, et le prier de formuler son acceptation par écrit. Défaut de telle acceptation invalide son admission.

### SECTION II CERTIFICATS

**5.** L'Ordre émet un certificat d'enregistrement à tous les ingénieurs enregistrés sous la Loi sur les ingénieurs (L.R.Q., c. I-9) au moment de leur enregistrement. Ce certificat est signé par le président et le secrétaire.

Sur paiement de la contribution annuelle d'un membre déjà enregistré, l'Ordre émettra à celui-ci un certificat annuel qui servira de renouvellement au certificat original d'enregistrement. Ce certificat annuel est signé par le secrétaire et constitue un permis de pratiquer pour l'année au cours de laquelle il a été émis.

Le certificat d'enregistrement et le certificat annuel remis aux ingénieurs juniors sont tels qu'ils identifient ces membres comme ingénieurs juniors.

Le certificat d'enregistrement et le certificat annuel demeurent la propriété de l'Ordre et doivent lui être retour-

nés dès qu'un membre cesse d'appartenir à l'Ordre ou qu'il a été suspendu.

**10.** Le présent règlement demeure en vigueur jusqu'au 1er janvier 1984.

### SECTION III CONTRIBUTION ANNUELLE

**6.** Une contribution annuelle, dont le montant est déterminé par le Bureau conformément à l'article 86 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26), est payable par chacun des membres de l'Ordre, le ou avant le 1<sup>er</sup> avril. Pour les 2 premières années, l'ingénieur junior ne paie annuellement que la moitié du montant déterminé par le Bureau. Cette contribution peut être sujette à un rabais fixé par une majorité de 2/3 des administrateurs présents à l'assemblée du Bureau qui étudiera cette question. Une partie de ces contributions annuelles peut être appliquée comme souscription à un périodique de l'Ordre.

### SECTION IV ARRÉRAGES

**7.** Tout membre de l'Ordre qui a négligé de payer sa contribution le ou avant le 1<sup>er</sup> avril peut sur résolution du Bureau être suspendu étant ainsi considéré comme n'étant plus en règle, à partir du onzième jour qui suivra la date à laquelle lui aura été expédié, par lettre recommandée ou certifiée, l'avis de cette résolution du Bureau, jusqu'au paiement de cette contribution ainsi que des arrérages s'il y en a. En plus des dispositions précédentes ce membre est susceptible d'être poursuivi devant une cour de juridiction compétente en recouvrement de cette contribution ainsi que des arrérages.

### SECTION V DÉMISSION ET RÉINSTALLATION

**8.** Tout membre qui ne pratique plus la profession d'ingénieur au Québec, peut démissionner comme membre de l'Ordre. Avis de cette démission doit être donné par écrit au secrétaire. Ce membre peut être réinstallé n'importe quand par la suite, sur paiement de la contribution annuelle de l'année courante et de frais de réinstallation dont le montant n'excédant pas 10 \$ est fixé par le Bureau.

### SECTION VI FRAIS DE TRANSFERT

**9.** Dans le cas d'une demande d'enregistrement de la part d'un membre en règle d'une autre association provinciale d'ingénieurs, les frais d'enregistrement et la contribution annuelle pour l'année courante peuvent être remplacés par des frais de transfert dont le montant est fixé par le Bureau.

A.C. 966-59 du 23.09.59

A.C. 2253-64 du 25.11.64

A.C. 65-68, (1967) 99 G.O., 6342

A.C. 408-69, (1968) 100 G.O., 6987 et (1969) 101 G.O., 1876

A.C. 4280-71, (1971) 103 G.O., 9443

A.C. 19-73, (1973) 105 G.O. II, 108

D. 3484-81, (1981) 113 G.O. II, 5548



c. I-9, r.7

## Règlement sur les modalités d'élection au Bureau de l'Ordre des ingénieurs du Québec

Loi sur les ingénieurs  
(L.R.Q., c. I-9)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Les définitions contenues dans le Code des professions (L.R.Q., c. C-26) et dans la Loi sur les ingénieurs (L.R.Q., c. I-9) s'appliquent au présent règlement, à moins que le contexte ne s'y oppose.

**1.02.** Dans le présent règlement, le mot « région » signifie l'une des régions au sens du Règlement divisant le territoire du Québec en régions aux fins des élections au Bureau de l'Ordre des ingénieurs du Québec (c. I-9, r. 15).

**1.03.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

### SECTION II DURÉE DES MANDATS ET ROULEMENT

**2.01.** Les administrateurs sont élus pour un mandat de 3 ans et ils sont rééligibles.

**2.02.** Le président est élu pour un mandat d'un an.

**2.03.** Aux fins d'alternance de la représentation au Bureau dans les diverses régions électorales, le nombre d'administrateurs à élire se fait selon la répartition suivante pour le mandat de 3 ans :

- a) région de Montréal : 3 ou 4 administrateurs sont élus annuellement selon qu'il y a 3 ou 4 mandats expirés ;
- b) région de Québec : 1 administrateur est élu annuellement ;
- c) autres régions : 1 administrateur est élu dans chacune des 2 régions où le mandat est expiré.

### SECTION III ÉLECTION DES ADMINISTRATEURS

**3.01.** Un candidat au poste d'administrateur doit être mis en candidature par 5 membres domiciliés dans la région à représenter. Cette mise en candidature est faite par écrit et transmise au secrétaire de l'Ordre, au moins 60 jours avant la clôture du scrutin.

**3.02.** Un candidat au poste d'administrateur doit être domicilié dans la région pour laquelle il est proposé. S'il perd son domicile dans cette région après la mise en candidature, ou s'il décède, l'élection se continue entre les autres candidats.

**3.03.** Un scrutateur ou un employé permanent de l'Ordre n'est pas éligible à un poste d'administrateur tant et aussi longtemps qu'il est en fonction.

**3.04.** Pour chaque région, le secrétaire fait imprimer des bulletins de vote portant les noms des candidats et la date de la clôture du scrutin, ainsi que des instructions sur la façon de voter. Il fait imprimer aussi un curriculum vitae et un énoncé préparé par chaque candidat, le tout accompagné d'une photo récente, grandeur passeport, si le tout lui parvient dans les délais requis. Ces 2 documents peuvent être bilingues et l'énoncé ne doit pas dépasser 200 mots.

**3.05.** Le secrétaire adresse, par région, à chacun des membres, le bulletin de vote, les instructions, les curriculum vitae, les énoncés, les photos, ainsi que l'enveloppe nécessaire à la votation, au moins 21 jours avant la date fixée pour la clôture du scrutin.

**3.06.** Si un membre a, par inadvertance, marqué, détruit ou déchiré le bulletin ou l'enveloppe qui lui ont été remis de manière à les rendre inutilisables, il peut en les retournant ou en prouvant le fait, en obtenir d'autres du secrétaire.

**3.07.** Après avoir indiqué son choix, chaque membre doit retourner son bulletin de vote à l'intérieur de l'enveloppe portant la mention « ÉLECTION », le nom de la région et l'adresse imprimée du secrétaire. L'enveloppe doit être retournée par la poste ou personnellement et reçue au bureau du secrétaire avant la clôture du scrutin.

**3.08.** Sont élus administrateurs les candidats qui obtiennent le plus grand nombre de voix. Dans le cas où 2 ou

plusieurs candidats, éligibles au même poste, obtiennent un nombre égal de voix, le secrétaire détermine, par tirage au sort, le candidat élu à ce poste.

**3.09.** Le secrétaire proclame les candidats élus immédiatement après le dépouillement du scrutin en émettant une déclaration écrite qui contient les noms des administrateurs élus selon le scrutin et des administrateurs élus par acclamation.

**3.10.** Les administrateurs nommés ou élus prêtent le serment d'office prévu à l'annexe A, à la première séance du Bureau suivant l'élection de ces derniers.

**3.11.** La clôture du scrutin a lieu le 3<sup>e</sup> mardi du mois de mars, à 16 h.

**3.12.** Les scrutateurs ne sont pas membres du Bureau.

**3.13.** Le Bureau nomme annuellement, ou au besoin, au moins 3 scrutateurs suppléants parmi les ingénieurs qui ne sont pas membres du Bureau. Un suppléant remplace un scrutateur incapable d'agir le jour du dépouillement du scrutin.

#### SECTION IV ÉLECTION DU PRÉSIDENT

**4.01.** Lorsque le président est élu au suffrage universel des membres de l'Ordre, les dispositions pertinentes du présent règlement s'appliquent *mutatis mutandis* à son élection.

**4.02.** Lorsque le président est élu par les administrateurs, cette élection a lieu au plus tard lors de la première réunion du bureau qui suit l'assemblée générale. Cette réunion se tient sous la présidence d'un des administrateurs nommés par l'Office des professions du Québec.

**4.03.** Le scrutin se fait par voie de déclaration de candidature et non par proposition. Le président de l'assemblée déclare ouvertes les candidatures pour l'élection du président. Les candidatures sont reçues et proclamées par le président de l'assemblée au fur et à mesure de leur présentation, sauf si le membre nommé exerce son droit de refuser la candidature.

**4.04.** Le nom d'un administrateur absent peut être proposé et reçu, à condition toutefois que le proposeur présente à l'assemblée une lettre d'acceptation dûment signée par le candidat absent. Lorsque les candidatures qu'on désire mettre de l'avant ont été faites, le président

les déclare closes et s'il n'y a qu'un candidat, il le proclame élu président de l'Ordre.

**4.05.** S'il y a plus d'un candidat, il y a débat et scrutin secret jusqu'à ce que l'un des candidats recueille la majorité des voix des membres présents. Seuls les membres élus présents ont droit de vote.

**4.06.** Le président de l'assemblée agit en tant que scrutateur de l'élection avec le secrétaire.

#### ANNEXE A (a. 3.10)

##### SERMENT D'OFFICE

Je, soussigné, .....  
administrateur, domicilié à .....  
..... affirme solennellement que je  
garderai le secret de tout renseignement de nature confi-  
dentielle et que je remplirai avec honnêteté et fidélité les  
devoirs d'administrateur au meilleur de mon jugement et  
de ma capacité.

.....  
Administrateur

Affirmé solennellement devant moi à Montréal, ce ....  
..... jour de ..... 19...

.....  
Commissaire à l'assermentation

A.C. 452-75, (1974) 106 G.O. II, 5311 et (1975) 107 G.O. II, 853  
A.C. 1916-76, (1976) 108 G.O. II, 3505  
A.C. 184-78, (1978) 110 G.O. II, 1173



c. I-9, r.8

## Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des ingénieurs

Loi sur les ingénieurs  
(L.R.Q., c. I-9)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 88)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Le présent règlement est adopté en vertu de l'article 88 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26).

**1.02.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- a) « directeur général » : le directeur général de l'Ordre des ingénieurs du Québec ;
- b) « conseil » : le conseil d'arbitrage de comptes constitué en vertu de la section III.

**1.03.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

### SECTION II CONCILIATION

**2.01.** Le directeur général doit transmettre une copie du présent règlement à toute personne qui en fait la demande.

**2.02.** Un client qui a un différend avec un membre de l'Ordre quant au montant d'un compte pour services professionnels doit, avant de demander l'arbitrage, requérir la conciliation du directeur général en lui transmettant, par courrier recommandé ou certifié, une demande rédigée selon la formule prévue à l'annexe 1.

**2.03.** La demande de conciliation doit être expédiée avant le jour de la signification au client d'une réclamation en justice de la part de l'ingénieur concernant le compte contesté. Une demande expédiée après ce jour ne peut être reçue, sauf du consentement de l'ingénieur.

**2.04.** Dans les 10 jours de la date où il reçoit la demande de conciliation, le directeur général transmet à l'ingénieur une copie de cette demande par courrier recommandé ou certifié.

**2.05.** Le directeur général, ou la personne qu'il désigne, procède à la conciliation de la façon qu'il juge la plus appropriée.

**2.06.** Pour les fins de la conciliation, le directeur général, ou la personne qu'il désigne, peut requérir de l'ingénieur ou du client tout document relatif au compte contesté et obtenir de ceux-ci les renseignements qui lui sont nécessaires. À cet égard, l'ingénieur doit collaborer avec le directeur général ou avec la personne qu'il désigne.

**2.07.** Dans le plus bref délai possible, lequel ne peut excéder 30 jours à compter de la date de réception de la demande de conciliation, le directeur général expédie aux deux parties le rapport de sa conciliation.

**2.08.** Dans le cas où la conciliation n'a pu donner lieu à une entente entre les parties, le client peut, dans les 15 jours de la réception du rapport du directeur général ou, en l'absence d'un tel rapport, dans les 45 jours de la réception de sa demande de conciliation, recourir à l'arbitrage conformément à la section III.

### SECTION III ARBITRAGE

#### §1. Demande d'arbitrage

**3.01.01.** Un client demande l'arbitrage en déposant chez le directeur général 2 exemplaires d'un « acte de compromis » rédigé selon la formule prévue à l'annexe 2, dûment complété et portant sa signature.

**3.01.02.** Dans les 10 jours de la réception de la demande d'arbitrage, le directeur général transmet à l'ingénieur, par courrier recommandé ou certifié, un exemplaire de l'acte de compromis signé par le client.

**3.01.03.** Dans les 10 jours de la réception de cet exemplaire, l'ingénieur doit le signer et le retourner au directeur général.

## §2. Conseil d'arbitrage

**3.02.01.** Pour statuer sur le différend entre le client et l'ingénieur, le Bureau forme un conseil d'arbitrage composé de 3 ingénieurs et désigne un président parmi eux.

**3.02.02.** Le directeur général avise les parties et les arbitres de la formation du conseil.

**3.02.03.** Une demande de récusation à l'endroit d'un arbitrage ne peut être faite que pour l'un des motifs prévus à l'article 234 du Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25) et doit être communiquée par écrit aux arbitres et à l'autre partie dans les 10 jours de la connaissance du motif de récusation par la partie qui l'invoque.

Le Bureau dispose de la demande de récusation et, le cas échéant, désigne un nouvel arbitre.

**3.02.04.** Avant d'agir, les arbitres prêtent le serment ou font l'affirmation de discrétion prévu à l'annexe II du Code des professions.

**3.02.05.** Au cas de décès ou d'incapacité d'agir de l'un des arbitres, les autres terminent l'affaire et leur décision est valide. Dans le cas où c'est le président du conseil qui décède ou qui est incapable d'agir, le Bureau nomme un président parmi les 2 autres arbitres du conseil.

## §3. Audition

**3.03.01.** Le président du conseil donne au client et à l'ingénieur un avis écrit d'au moins 10 jours de la date, de l'heure et du lieu fixés pour l'audition.

**3.03.02.** Le client et l'ingénieur ont droit à l'assistance d'un avocat.

**3.03.03.** Le conseil entend les parties et reçoit leur preuve. Il procède en toute diligence à l'instruction du différend selon la procédure et le mode de preuve qu'il juge appropriés.

**3.03.04.** Le conseil peut requérir, après avis sommaire aux parties, toute preuve additionnelle qu'il juge pertinente.

**3.03.05.** Les témoignages ne sont pas enregistrés, à moins que l'une des parties ne le requière, auquel cas cette partie en assume le coût.

**3.03.06.** Les articles 945 et 947 du Code de procédure civile s'appliquent *mutatis mutandis* à l'arbitrage tenu en vertu du présent règlement.

## §4. Sentence

**3.04.01.** La sentence arbitrale doit être rendue à la majorité des voix, dans les 6 mois de la date de la signature par les parties de l'acte de compromis. Elle doit, dans tous les cas, être motivée et signée par chacun des arbitres ; si l'un refuse de signer, les autres doivent en faire mention et la sentence a le même effet que si elle avait été signée par tous.

**3.04.02.** Le président du conseil doit transmettre la décision aux parties sans délai.

**3.04.03.** Les dépenses encourues par les parties pour la tenue de l'arbitrage sont supportées respectivement par chacune d'entre elles et ne sont pas recouvrables de la partie adverse.

**3.04.04.** La sentence doit adjuger sur les frais d'arbitrage, soit les déboursés réellement encourus par l'Ordre pour la tenue de l'arbitrage. Toutefois, le montant total des frais d'arbitrage ne peut en aucun cas excéder 15% du montant faisant l'objet de l'arbitrage tel que fixé à l'article 3 de l'acte de compromis.

Dans le cas où intervient une entente entre les parties avant que la sentence du conseil ne soit rendue, celui-ci adjuge tout de même sur les frais d'arbitrage conformément au présent article.

**3.04.05.** La sentence est finale et sans appel.

**3.04.06.** Le dossier de l'arbitrage est déposé chez le directeur général qui, à moins d'autorisation expresse de la part des parties, ne peut en délivrer copie en tout ou en partie qu'à ces dernières, à leur avocat, au syndic et aux membres du Bureau. Ce dossier comprend la demande de conciliation, l'acte de compromis et la sentence.

Le directeur général retourne aux parties les pièces et documents que ces dernières ont déposés à l'audition.

## ANNEXE 1

(a. 2.02)

### DEMANDE DE CONCILIATION

Je, soussigné, .....  
(nom et adresse)

.....  
personnellement ou (le cas échéant) représentant .....

..... pour les fins de cette demande, comme en fait foi l'autorisation annexée à la présente, étant dûment assermenté, (ou déclare solennellement : ) déclare :

1) ..... me réclame  
(nom de l'ingénieur)

la somme de ..... pour des services professionnels rendus entre le ..... et le .....  
....., comme en fait foi le compte dont copie est annexée à la présente ;

2) Je refuse d'acquitter ce compte pour le(s) motif(s)  
suivant(s) : .....

.....  
.....

mais (le cas échéant) je reconnais devoir la somme de .....  
relativement aux services professionnels mentionnés dans ce compte ;

3) Je demande la conciliation du directeur général en vertu de la section II du Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des ingénieurs (R.R.Q., c. I-9, r.8), dont je déclare avoir reçu copie et pris connaissance.

Assermenté ou déclaré Et j'ai signé  
solennellement devant  
moi  
à .....  
ce ..... 19...

(signature du client ou de son  
représentant dûment autorisé)

.....  
Commissaire à l'assermentation

## ANNEXE 2 (a. 3.01.01)

### ACTE DE COMPROMIS

Intervenu entre :

.....  
(nom et adresse)

personnellement ou (le cas échéant) représentant .....

.....  
pour les fins du présent acte, comme en fait foi l'autorisation annexée au présent acte, ci-après désigné « le client »,  
et

.....  
(nom et adresse)

membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec,  
ci-après désigné « l'ingénieur »,  
lesquels font les déclarations et conventions suivantes :

1) L'ingénieur réclame du client la somme de .....  
pour des services professionnels rendus entre le ..... et le ..... relativement à des travaux de ..... comme en fait foi le compte dont copie est annexée au présent acte ;

2) Le client refuse d'acquitter ce compte pour le(s) motif(s) suivant(s) : .....

.....  
.....

.....  
mais (le cas échéant) le client reconnaît devoir la somme de ..... relativement aux services professionnels mentionnés dans ce compte, et renonce au bénéfice du temps écoulé quant à la prescription de cette somme ;

3) Le différend entre les parties porte sur la totalité du compte ou (le cas échéant) sur la portion du compte qui excède ce que le client reconnaît devoir à l'ingénieur, c'est-à-dire sur la somme de ..... ;

4) Le différend entre les parties sera résolu par arbitrage tenu conformément à la section III du Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des ingénieurs (R.R.Q., c. I-9, r. 8), dont les parties déclarent avoir reçu copie et pris connaissance ;

5) L'ingénieur s'engage, pendant la durée de l'arbitrage, à ne pas réclamer devant les tribunaux civils la partie du compte qui fait l'objet du différend ;

6) Les parties consentent à ce que les arbitres statuent sur le différend comme amiable compositeur ;

7) La décision arbitrale lie les parties et les règles prévues au livre VII du Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25), s'appliquent à son exécution ;

8) Le présent acte ne peut être résilié que du consentement écrit des parties.

..... (signature du client ou de son  
représentant dûment autorisé) ..... (signature de l'ingénieur)

Signé à ..... Signé à .....  
le ..... 19... le ..... 19...







c. I-9, r.9

## Règlement sur la procédure du comité d'inspection professionnelle des ingénieurs

Loi sur les ingénieurs  
(L.R.Q., c. I-9)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 90)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Le présent règlement est adopté en vertu de l'article 90 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26).

**1.02.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- a) « comité » : le comité d'inspection professionnelle ;
- b) « dossiers » : les dossiers, livres et registres que tient un ingénieur dans l'exercice de sa profession, incluant :
  - i. parmi les dossiers, livres et registres de son employeur ou de ses confrères de travail, les documents auxquels il a effectivement collaboré ; et
  - ii. un bien qui lui a été confié par un client ;
- c) « enquêteur » : le comité, un de ses membres ou une personne autorisée à assister le comité dans l'exercice de ses fonctions.

**1.03.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

### SECTION II COMITÉ

**2.01.** Le comité est formé d'au plus 5 membres nommés par le Bureau parmi les ingénieurs qui exercent depuis au moins 3 ans et ne sont pas membres du Bureau.

**2.02.** Le comité tient ses séances aux dates et aux endroits déterminés par lui ou son président.

**2.03.** Le Bureau désigne le secrétaire du comité.

**2.04.** Le secrétariat du comité est situé au siège social de l'Ordre des ingénieurs du Québec ; y sont conservés tous les procès-verbaux, rapports et autres documents du comité.

### SECTION III CONSTITUTION D'UN DOSSIER PROFESSIONNEL

**3.01.** Au fur et à mesure de ses activités, le comité constitue et tient à jour un dossier professionnel pour chaque membre de l'Ordre qui fait l'objet d'une inspection en vertu du présent règlement.

**3.02.** Le dossier professionnel contient un résumé des qualifications académiques et de l'expérience d'un ingénieur, ainsi que l'ensemble des documents relatifs à une inspection dont il a fait l'objet en vertu du présent règlement.

**3.03.** Un ingénieur a le droit de consulter son dossier et d'en obtenir copie.

### SECTION IV SURVEILLANCE GÉNÉRALE DE L'EXERCICE DE LA PROFESSION

**4.01.** Le comité surveille l'exercice de la profession par les membres de l'Ordre suivant le programme qu'il détermine et qu'il soumet au Bureau pour approbation.

**4.02.** Chaque année, le Bureau fait publier dans le bulletin officiel de l'Ordre le programme de surveillance générale du comité.

**4.03.** Au moins 15 jours avant la date de la vérification des dossiers d'un ingénieur par un enquêteur, le comité, par l'entremise de son secrétaire, fait parvenir à l'ingénieur visé, sous pli recommandé ou certifié, un avis suivant la formule prévue à l'annexe A.

**4.04.** Si un ingénieur ne peut recevoir un enquêteur à la date prévue, il doit, sur réception de l'avis, en prévenir le secrétaire du comité et convenir avec lui d'une nouvelle date.

**4.05.** Lorsqu'un enquêteur constate que l'ingénieur n'a pas pu prendre connaissance de l'avis mentionné à l'ar-

ticle 4.03, il en informe le comité qui fixe une nouvelle date de vérification et en avise l'ingénieur.

**4.06.** Un enquêteur doit, s'il en est requis, produire un certificat attestant sa qualité, signé par le secrétaire du comité.

**4.07.** L'ingénieur dont les dossiers font l'objet d'une vérification peut être présent ou se faire représenter par un mandataire.

**4.08.** S'il a des raisons de croire que le comité devrait soumettre un ingénieur à une enquête particulière, l'enquêteur dresse un état de vérification et le transmet au comité pour étude, dans les 15 jours de la fin de sa vérification.

## SECTION V ENQUÊTE PARTICULIÈRE SUR LA COMPÉTENCE D'UN INGÉNIEUR

**5.01.** À la demande du Bureau ou de sa propre initiative, le comité ou un de ses membres procède à une enquête particulière sur la compétence d'un ingénieur ou, à cette fin, désigne un enquêteur.

**5.02.** Au moins 15 jours francs avant la date de l'enquête particulière, le comité, par l'entremise de son secrétaire, fait parvenir à l'ingénieur visé, sous pli recommandé ou certifié, un avis suivant la formule prévue à l'annexe B.

Dans le cas où la transmission d'un avis à l'ingénieur pourrait compromettre les fins poursuivies par la tenue de l'enquête particulière, le comité peut autoriser un enquêteur à procéder à cette enquête sans avis.

**5.03.** Un enquêteur peut intimer l'ordre à l'employeur, au représentant ou préposé d'un ingénieur de lui donner accès aux dossiers de cet ingénieur.

**5.04.** Lorsque des dossiers sont détenus par un tiers, l'ingénieur doit, sur demande de l'enquêteur, autoriser celui-ci à en prendre connaissance ou copie.

**5.05.** Un enquêteur peut demander à une personne d'attester sous serment ou par affirmation solennelle une déclaration qu'elle lui fait relativement à une enquête.

**5.06.** Si l'ingénieur refuse de recevoir un enquêteur, celui-ci en avise immédiatement le syndic.

**5.07.** L'enquêteur dresse un rapport et le transmet au comité pour étude dans les 15 jours de la fin de son enquête.

**5.08.** Les articles 4.06 et 4.07 s'appliquent *mutatis mutandis* à une enquête tenue en vertu de la présente section.

## SECTION VI RECOMMANDATIONS DU COMITÉ

**6.01.** Lorsque le comité, après étude du rapport d'un enquêteur, a des raisons de croire qu'il n'y a pas lieu de recommander au Bureau d'obliger un ingénieur à suivre un stage de perfectionnement et de limiter le droit de cet ingénieur d'exercer ses activités professionnelles pendant la durée de ce stage, il en avise le Bureau et l'ingénieur visé dans un délai de 15 jours de sa décision.

**6.02.** Lorsque le comité, après étude du rapport d'un enquêteur, a des raisons de croire qu'il y a lieu de recommander au Bureau d'obliger un ingénieur à suivre un stage de perfectionnement et de limiter le droit de cet ingénieur d'exercer ses activités professionnelles pendant la durée de ce stage, il doit permettre à l'ingénieur visé de présenter une défense pleine et entière relativement à l'évaluation de sa compétence.

**6.03.** À cette fin, le comité convoque l'ingénieur et lui transmet, sous pli recommandé ou certifié, 15 jours avant la date prévue pour l'audition, les renseignements et documents suivants :

- a) un avis précisant la date et l'heure de l'audition ;
- b) un exposé des faits et des motifs qui entraînent sa convocation devant le comité ; et
- c) une copie du rapport dressé par l'enquêteur à son sujet.

**6.04.** Un ingénieur ou un témoin cité devant le comité a droit à l'assistance d'un avocat.

**6.05.** Le comité reçoit le serment ou l'affirmation solennelle de l'ingénieur et des témoins par l'entremise d'un commissaire à l'assermentation.

**6.06.** L'audition est tenue à huis clos, sauf si le comité juge, à la demande de l'ingénieur, qu'il est d'intérêt public qu'elle ne le soit pas.

**6.07.** Le comité peut procéder par défaut si l'ingénieur ne se présente pas à la date et à l'heure prévues.

**6.08.** Les dépositions sont enregistrées à la demande de l'ingénieur ou du comité.

**6.09.** Le comité et l'ingénieur acquittent leurs propres frais, à l'exception des frais d'enregistrement qui sont partagés à parts égales entre eux. Cependant, lorsque le comité demande l'enregistrement des dépositions, il en assume tous les frais.

**6.10.** Dans ses recommandations concernant un ingénieur, le comité doit tenir compte du genre d'activités professionnelles exercées de façon générale par cet ingénieur.

**6.11.** Les recommandations du comité sont formulées à la majorité de ses membres dans les 30 jours de la fin de l'audition. Elles sont motivées, signées par les membres du comité qui y concourent et transmises sans délai au Bureau et à l'ingénieur visé.

**6.12.** Le comité peut, en outre, faire des recommandations au Bureau concernant les cours de formation continue que l'Ordre organise pour ses membres.

**6.13.** Lorsque le comité a des raisons de croire qu'une plainte, au sens de l'article 116 du Code des professions, pourrait être formulée contre un ingénieur, il en avise le syndic de l'Ordre.

#### ANNEXE A

(a. 4.03)

#### ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC

#### COMITÉ D'INSPECTION PROFESSIONNELLE

##### Avis de vérification

Avis vous est donné que, dans le cadre du programme de surveillance générale de l'exercice de la profession, un enquêteur de notre comité procédera à la vérification de vos dossiers, livres et registres, le .....

19... à ..... h.

Signé à .....

ce ..... 19...

Le comité d'inspection professionnelle.

Par : .....  
Secrétaire du comité

#### ANNEXE B

(a. 5.02)

#### ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC

#### COMITÉ D'INSPECTION PROFESSIONNELLE

##### Avis d'enquête particulière

Avis vous est donné que, à la demande du Bureau (ou de sa propre initiative), le comité a désigné un enquêteur pour procéder à une enquête particulière sur votre compétence professionnelle, le .....

19... à ..... h.

Signé à .....

ce ..... 19...

Le comité d'inspection professionnelle.

Par : .....  
Secrétaire du comité





c. I-9, r.10

## Règlement sur la publicité des ingénieurs

Loi sur les ingénieurs  
(L.R.Q., c. I-9)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 92)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Le présent règlement est adopté en vertu de l'article 92 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26).

**1.02.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

**1.03.** Les éléments qu'un ingénieur peut mentionner au public dans sa publicité et les conditions suivant lesquelles il peut faire cette publicité sont ceux décrits au présent règlement.

**1.04.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots « panneau d'affichage » signifient une enseigne située sur le lieu d'un chantier et indiquant le nom des personnes participant aux travaux de ce chantier.

### SECTION II CARTE PROFESSIONNELLE

**2.01.** Un ingénieur ne peut inscrire sur sa carte professionnelle autre chose que :

- a) son nom et, s'il y a lieu, celui de ses associés ;
- b) ses titres consacrés par un diplôme ;
- c) ses affiliations professionnelles et scientifiques ;
- d) ses affiliations d'affaires ;
- e) l'adresse et le numéro de téléphone de son bureau ;
- f) le domaine du génie dans lequel il exerce principalement sa profession ; et
- g) son insigne, ou son symbole, ou son sigle.

**2.02.** La carte professionnelle ne peut mesurer plus de 50 millimètres de large sur 90 millimètres de long.

### SECTION III MÉDIA D'INFORMATION

**3.01.** Un ingénieur peut publier ou permettre que soit publiée, dans des journaux, revues, périodiques, annuaires ou autres imprimés, une annonce contenant tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 2.01. Cette annonce ne peut toutefois dépasser 1 décimètre carré.

**3.02.** Nonobstant l'article 3.01, une annonce publiée dans un annuaire téléphonique ne peut mesurer plus de 50 millimètres de large sur 90 millimètres de long.

**3.03.** A l'occasion d'un changement d'associés, de l'ouverture de son bureau, de son entrée dans un bureau existant, de sa première inscription au tableau de l'Ordre des ingénieurs du Québec, ou lors d'une nomination à un poste relié à l'exercice de la profession, un ingénieur peut publier un avis à cet effet, de même que sa photographie et certaines notes biographiques dans des journaux, revues, périodiques ou autres imprimés.

La photographie autorisée au présent article ne peut excéder 64 centimètres carrés.

**3.04.** Un ingénieur peut publier dans des journaux et des revues techniques des articles décrivant les travaux auxquels il a participé.

**3.05.** Un ingénieur peut participer à une émission de radio ou de télévision portant sur un sujet relié à l'exercice de la profession.

### SECTION IV PAPETERIE

**4.01.** L'ingénieur peut inscrire sur sa papeterie tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 2.01. Il peut également y inscrire le nom des ingénieurs travaillant à son bureau.

### SECTION V PUBLICITÉ SUR LE LIEU DE TRAVAIL

**5.01.** Un ingénieur peut afficher à l'intérieur ou à l'extérieur de son bureau une enseigne non lumineuse contenant tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 2.01. Une telle enseigne ne peut dépasser 25 décimètres carrés.

**5.02.** Un ingénieur peut afficher, sur le lieu d'un projet en voie de réalisation et auquel il participe, une enseigne

n'excédant pas 1,1 mètre carré et contenant tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 2.01. Il peut en outre y indiquer le domaine de ses activités professionnelles relativement à ce projet.

**5.03.** Un ingénieur peut inscrire sur le panneau d'affichage d'un chantier où il exerce ses activités professionnelles tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 2.01. Il peut en outre y indiquer le domaine de ses activités professionnelles relativement à ce projet.

**5.04.** Un ingénieur peut inscrire sur les portières avant d'un véhicule qu'il utilise exclusivement pour des activités professionnelles les éléments mentionnés aux paragraphes *a*, *e*, *f*, et *g* de l'article 2.01.

## SECTION VI

### DISPOSITION FINALE

**6.01.** Un ingénieur peut publier une brochure comprenant des renseignements sur son expérience professionnelle et sur l'organisation de son bureau pour distribution à un client éventuel.



c. I-9, r.11

## Règlement sur les sections régionales de l'Ordre des ingénieurs du Québec

Loi sur les ingénieurs  
(L.R.Q., c. I-9, a. 11)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « Ordre » : l'Ordre des ingénieurs du Québec ;
- b) « régionale » : une section régionale établie en vertu du présent règlement ;
- c) « région » : l'une des régions au sens du Règlement divisant le territoire du Québec en régions aux fins des élections au Bureau de l'Ordre des ingénieurs du Québec (c. I-9, r. 15) ;
- d) « secrétaire » : le secrétaire de l'Ordre.

**1.02.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

### SECTION II RÔLE D'UNE RÉGIONALE

**2.01.** Une régionale est constituée dans le but d'encourager et de favoriser le bien-être et le progrès de la profession et de ses membres ainsi que d'encourager un plus grand nombre de membres à prendre part aux activités de l'Ordre. Elle doit agir conformément aux buts de l'Ordre.

### SECTION III TERRITOIRE ET APPELLATION D'UNE RÉGIONALE

**3.01.** Le territoire d'une régionale peut comprendre :

- a) une ou plusieurs régions ;
- b) une ou plusieurs parties d'une région ; ou
- c) une ou plusieurs parties de plus d'une région.

**3.02.** Les ingénieurs domiciliés dans un territoire couvert par une régionale en font automatiquement partie.

**3.03.** Une régionale porte le nom de « Section régionale . . . . . de l'Ordre des ingénieurs du Québec ».

### SECTION IV PROCÉDURE DE CONSTITUTION D'UNE RÉGIONALE

**4.01.** Un groupe constitué d'au moins 15 ingénieurs domiciliés dans un même territoire peut demander, sur requête adressée au Bureau de l'Ordre, l'autorisation de constituer une régionale.

**4.02.** La demande prévue à l'article 4.01 est expédiée au secrétaire suivant la formule prévue à l'annexe 1 et doit comporter les éléments et renseignements suivants :

- a) les nom, adresse et numéro de téléphone de chacun des requérants ;
- b) une description détaillée du territoire susceptible de devenir une régionale ; et
- c) un bref exposé des motifs qui justifieraient que le Bureau fasse droit à la demande.

**4.03.** Le secrétaire porte la demande à l'ordre du jour de la première réunion du Bureau qui suit sa réception.

**4.04.** Le Bureau étudie la demande et donne son autorisation si les requérants ont démontré que la constitution d'une telle régionale est conforme à l'article 2.01.

**4.05.** Si le Bureau refuse de donner suite à la demande, les requérants ne peuvent soumettre une nouvelle demande tant qu'il ne s'est pas écoulé 6 mois depuis ce refus.

**4.06.** Lorsque le Bureau autorise une demande, il donne instruction au secrétaire de voir à la consultation des ingénieurs domiciliés dans le territoire mentionné dans la demande et fixe la date de scrutin à 8 semaines après la date de la réunion du Bureau autorisant la demande.

**4.07.** Aux fins de l'application de l'article 4.06, le secrétaire transmet des bulletins de vote ainsi que les copies



de la demande suivant les dispositions pertinentes du Règlement sur les modalités d'élection au Bureau de l'Ordre des ingénieurs du Québec (c. I-9, r. 7) qui s'applique *mutatis mutandis*.

**4.08.** La formation d'une régionale doit être approuvée par le Bureau ainsi que par la majorité des membres du territoire qui se prononcent à ce sujet. Le Bureau transmet alors son approbation aux requérants suivant la formule prévue à l'annexe 2.

**4.09.** Dans les 4 mois suivant l'approbation du Bureau, les requérants doivent organiser une assemblée générale des ingénieurs domiciliés dans le territoire mentionné au paragraphe *b* de l'article 4.02 pour approuver les termes du statut de la régionale et élire son comité exécutif.

**4.10.** Pour être valide, l'assemblée générale prévue à l'article 4.09 doit regrouper au moins 10% des ingénieurs domiciliés dans le territoire visé.

**4.11.** Le statut de la régionale, dont copie doit parvenir à l'Ordre dans le mois suivant l'assemblée constitutive mentionnée à l'article 4.09, doit comporter entre autres :

- a) une description détaillée du territoire ;
- b) le nombre et la qualité des dirigeants du comité exécutif ;
- c) la fréquence des réunions du comité exécutif ; et
- d) les termes et modalités de convocation de l'assemblée générale annuelle.

**4.12.** Le statut d'une régionale est établi selon la formule de statut modèle dont l'original est détenu par le directeur général de l'Ordre. Ce statut peut être amendé par le Bureau sur une demande à cet effet mise à l'ordre du jour à l'assemblée annuelle de la régionale et approuvée par les 2/3 des membres présents lors de cette assemblée.

## SECTION V POUVOIRS DU BUREAU

**5.01.** Le Bureau exerce une surveillance générale sur les régionales et peut leur verser occasionnellement des sommes d'argent dans le but d'assurer leur bon fonctionnement.

**5.02.** Le Bureau peut abolir une régionale après avoir donné un avis d'au moins 2 mois de son intention aux membres du comité exécutif de cette régionale.

**5.03.** Une régionale peut également être abolie sur vote majoritaire des membres de la régionale exprimé sous forme de requête au Bureau qui décrète alors l'abolition sur réception de la requête.

## ANNEXE 1

(a. 4.02)

### DEMANDE DE FORMATION D'UNE SECTION RÉGIONALE

Nous, soussignés, ingénieurs domiciliés au Québec, demandons au Bureau de l'Ordre des ingénieurs du Québec l'autorisation de constituer une section régionale groupant les ingénieurs domiciliés dans le territoire ci-après décrit et faisant partie de la région électorale ou des régions électORALES de .....

1. Description détaillée du territoire .....

.....

.....

.....

2. Nom de la régionale (art. 3.03) .....

3. Buts de la régionale (art. 4.04) .....

.....

.....

4. Requérants (art. 4.01)

Matricule Nom et prénom Adresse de domicile No. de tél. Signature

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Fait à ..... le ..... 19...

À transmettre au secrétaire de l'Ordre des ingénieurs du Québec.

## ANNEXE 2

(a. 4.08)

### APPROBATION DE LA FORMATION D'UNE SECTION RÉGIONALE

Je, soussigné, directeur général de l'Ordre des ingénieurs du Québec, transmets aux requérants de la section régionale ..... l'approbation de la requête présentée à la réunion du Bureau tenue le ..... et consignée au procès-verbal de cette réunion par la minute ....., qui se lit comme suit :

« IL EST PROPOSÉ d'approuver la formation de la section régionale ..... conformément aux objectifs mentionnés dans la demande présentée au Bureau et autorisée par lui, et après avoir constaté que tous les membres domiciliés dans le territoire de la régionale proposée ont été consultés par scrutin secret et que la majorité de ceux qui se sont prononcés ont approuvé la demande. »

En conséquence, les requérants doivent procéder avec diligence selon les articles 4.09 à 4.12 du Règlement sur les sections régionales de l'Ordre des ingénieurs du Québec (R.R.Q., c. I-9, r. 11) et faire parvenir à l'Ordre le statut de la section dans une période ne dépassant pas 5 mois la date à laquelle le Bureau a signifié son approbation.

Signé .....  
Directeur général

À transmettre à chaque requérant avec copie du statut modèle approuvé par le Bureau.





c. I-9, r.12

## Règlement sur les stages de perfectionnement des ingénieurs

Loi sur les ingénieurs  
(L.R.Q., c. I-9)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « Ordre » : l'Ordre des ingénieurs du Québec ;
- b) « stage » : un stage de perfectionnement visé par le présent règlement ;
- c) « maître de stage » : un ingénieur ayant la responsabilité de vérifier si un stage ou une partie d'un stage est conforme aux objectifs et modalités fixés par le Bureau.

**1.02.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16) s'applique au présent règlement.

### SECTION II STAGE

**2.01.** Le Bureau peut, s'il estime que le niveau de compétence d'un ingénieur s'avère inférieur aux exigences de la protection du public, imposer un stage de perfectionnement à un ingénieur qui :

- a) s'est inscrit au tableau plus de 5 ans après avoir obtenu son permis ou plus de 5 ans après la date à laquelle il avait droit à la délivrance d'un tel permis ;
- b) s'est réinscrit au tableau après avoir fait défaut de s'y inscrire pendant plus de 5 ans ;
- c) s'est réinscrit au tableau après en avoir été radié pendant plus de 5 ans ;
- d) fait l'objet d'une recommandation en ce sens de la part du comité d'inspection professionnelle ou du comité de discipline en vertu des articles 113 ou 160 du Code des professions ;

e) a accompli un stage jugé, en vertu de l'article 2.10, non conforme aux objectifs et aux modalités fixés par le Bureau.

**2.02.** Un stage ne peut être imposé plus de 90 jours après le moment où un ingénieur est susceptible de se le voir imposer.

**2.03.** La décision du Bureau d'imposer un stage à un ingénieur doit préciser les objectifs, la durée et les modalités de ce stage.

**2.04.** Un stage peut comprendre notamment l'une ou plusieurs des activités suivantes :

- a) une période de formation pratique ;
- b) des études ;
- c) des cours ;
- d) des travaux de recherche ;
- e) l'assistance à des conférences ou séminaires.

**2.05.** Un stage ne peut excéder un an de formation pratique ou 250 heures de cours ou d'assistance à des conférences ou séminaires ou 1 000 heures d'études ou de travaux de recherche ni s'échelonner sur une période de plus de 12 mois consécutifs.

**2.06.** Le Bureau détermine l'endroit et le moment où le stage doit avoir lieu et, si nécessaire, désigne un ou plusieurs maîtres de stage.

**2.07.** Un maître de stage, dans les 10 jours ouvrables suivant la fin de ses fonctions, doit faire parvenir à l'Ordre un rapport motivé indiquant si l'ingénieur soumis au stage a agi, alors qu'il était sous sa responsabilité, conformément aux objectifs et modalités fixés par le Bureau.

**2.08.** Le Bureau peut exiger que des rapports supplémentaires lui soient soumis par l'ingénieur soumis au stage ou par son maître de stage aux dates qu'il détermine.

**2.09.** En même temps qu'il fait parvenir à l'Ordre un rapport suivant les articles 2.07 ou 2.08, un maître de stage doit en transmettre une copie à l'ingénieur soumis au stage.

**2.10.** Après étude de chacun des rapports requis suivant les articles 2.07 et 2.08, le Bureau décide à la première

réunion qui suit la réception des rapports, si le stage est conforme aux objectifs et modalités fixés.

### SECTION III LIMITATION DES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES

**3.01.** Le Bureau peut, s'il l'estime nécessaire pour la protection du public, limiter, pendant la totalité ou une partie d'un stage, le droit d'exercice de l'ingénieur concerné notamment de l'une ou plusieurs façons suivantes :

- a) en déterminant les circonstances de temps ou de lieu où il est ou n'est pas autorisé à exercer ;
- b) en déterminant les actes professionnels qu'il est ou n'est pas autorisé à poser ;
- c) en exigeant qu'il pose des actes professionnels qui lui sont permis ou certains d'entre eux, sous la surveillance d'un autre ingénieur ou d'un groupe d'ingénieurs.

**3.02.** La décision du Bureau de limiter le droit d'exercice d'un ingénieur soumis à un stage doit être transmise le plus tôt possible à son employeur, le cas échéant.

### SECTION IV DÉCISIONS DU BUREAU

**4.01.** Avant d'imposer un stage ou de limiter le droit d'exercice d'un ingénieur, le Bureau doit donner à cet ingénieur l'occasion de se faire entendre. À cette fin, le Bureau doit lui donner un avis écrit d'au moins 10 jours de la date de l'audition.

**4.02.** Une décision imposant un stage, limitant le droit d'exercice d'un ingénieur ou statuant sur la validité d'un stage complété doit être motivée par écrit et transmise à l'ingénieur visé par signification conformément au Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25), ou sous pli recommandé ou certifié.

**4.03.** Une décision du Bureau imposant un stage ou limitant le droit d'exercice d'un ingénieur prend effet 30 jours après son expédition ou sa signification à celui-ci.

**4.04.** Pendant la durée d'un stage, le Bureau peut, sur demande motivée de l'ingénieur soumis au stage et communiquée à son maître de stage, réduire la durée et les exigences du stage et, le cas échéant, diminuer les conditions de la limitation du droit d'exercice de cet ingénieur.

**4.05.** Un ingénieur est tenu de se conformer à une décision du Bureau rendue conformément au présent règlement.

---

D. 1592-80, (1980) 112 G.O. II, 3295  
Décision du 23.09.81, (1981) 113 G.O. II, 5090



c. I-9, r.13

## Tarif d'honoraires des ingénieurs

Loi sur les ingénieurs  
(L.R.Q., c. I-9)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26)

**1. Tarif des honoraires de l'ingénieur :** Honoraires auxquels les membres de l'Ordre des ingénieurs du Québec ont droit pour leurs services.

**2. Dispositions interprétatives :** Dans le présent tarif, les expressions suivantes signifient :

- a) « ingénieur » : un membre de l'Ordre ou le détenteur d'un permis temporaire émis par elle ;
- b) « Ordre » : l'Ordre des ingénieurs du Québec ;
- c) « tarif » : le tarif des honoraires de l'ingénieur.

**3.** Le présent tarif détermine la rémunération minimale que l'ingénieur dans la pratique du génie-conseil doit recevoir pour services professionnels rendus en l'absence d'une convention stipulant une rémunération plus élevée.

### SECTION I SERVICES D'INGÉNIEUR

**4.** Les services de génie offerts par les ingénieurs-conseils couvrent presque tous les aspects de notre économie industrielle. Dans le but de déterminer une base de rémunération appropriée, on peut classer les services rendus par l'ingénieur en 6 divisions générales, comme suit :

- a) services consultatifs ;
- b) études préparatoires ;
- c) plans et devis préliminaires ;
- d) plans et devis définitifs ;
- e) services durant la construction ;
- f) services spéciaux relatifs au projet.

Ces divisions sont décrites aux sous-sections suivantes.

#### §1. Services consultatifs

**5.** Ces services peuvent comprendre des consultations, conseils, expertises, estimations, évaluations, études des

structures de taux et tarifs, inspections, essais ou autres services concernant la compilation, l'analyse, l'évaluation et l'interprétation de données et d'informations permettant d'aboutir à des conclusions et des recommandations spécialisées.

#### §2. Études préparatoires

**6.** Ce sont des services destinés à établir les bases de la préparation des plans et devis pour des projets d'un caractère particulier.

Ils peuvent comprendre des recherches, explorations, relevés, études du sol, analyse des conditions ou de plusieurs solutions possibles, y compris les études économiques, les coûts d'exploitation ou autres sujets de même nature, le tout devant servir de base à des conclusions ou des recommandations relatives à la mise en marche d'un projet spécifique. Ces services comprennent aussi les levés et recherches pour modifications et additions aux ouvrages existants.

#### §3. Plans et devis préliminaires

**7.** Ces services comprennent la préparation et la présentation par l'ingénieur de documents techniques tels que croquis, plans préliminaires, devis sommaires, estimation préliminaire du coût des travaux ou un rapport pour indiquer clairement sa conception de la solution technique proposée, pour approbation et acceptation par le client. Ils comprennent aussi en génie routier, les levés et les tracés nécessaires à la préparation des plans préliminaires.

**8.** La préparation de ces documents préliminaires peut être fondée sur des informations fournies directement par le client, ou sur les résultats d'études préparatoires approuvées par le client, lorsque s'applique l'article 6. Ce travail ne comprend pas l'étude comparative détaillée de méthodes, matériaux ou systèmes, laquelle doit être effectuée dans le cadre des études préparatoires avec l'approbation du client.

#### §4. Plans et devis définitifs

**9.** Ces services viennent après que l'on a établi, en vertu des divisions précédentes, les bases de la solution technique définitive et que le client les a reçues et formellement approuvées. Ces services comprennent ce qui suit :

- a) préparation des dessins propres aux besoins de la construction ;

b) préparation des devis complets et des documents de soumission ;

c) revision(s), s'il y a lieu, de l'estimation préliminaire ;

d) analyse des soumissions et recommandations appropriées quant à leur acceptation ou leur rejet ;

e) les bordereaux de quantité avec prix unitaires estimatifs pour les travaux qu'il est d'usage d'accorder à prix unitaire ;

f) dans les ouvrages de ponts et chaussées, les relevés et les tracés nécessaires à la préparation des plans définitifs.

#### §5. Services durant la construction

**10. Services rendus au bureau :** Ceci comprend les services rendus au bureau durant la construction, tels que décrits ci-après :

a) conseils au client sur les problèmes techniques qui peuvent survenir au cours de la construction et nécessitent considération, mais aucune visite au chantier ;

b) vérification des dessins d'atelier et des dessins des fabricants afin de s'assurer qu'ils sont généralement conformes aux plans et devis émis par l'ingénieur ;

c) correspondance relative aux travaux de construction ;

d) approbation de substituts dans les méthodes et les matériaux après entente avec le client.

**11. Services rendus au chantier (sans résident) :** Ceci comprend les services rendus au chantier durant la construction, tels que décrits ci-après :

a) visites périodiques au chantier par l'ingénieur ou son représentant pour s'assurer que le progrès des travaux, leur exécution, la qualité des matériaux et de la main-d'oeuvre sont généralement conformes aux exigences des documents contractuels ;

b) conseils à l'entrepreneur quant à l'interprétation des plans et devis émis par l'ingénieur ;

c) dans les seuls cas de contrats de construction à prix global forfaitaire, vérification des demandes de paiement et émission de certificats pour autoriser les paiements progressifs et finals.

**12. Lorsque l'importance des travaux de construction ou leur nature complexe et exigeante demande une surveillance plus complète et une inspection détaillée, il est à recommander que le client se prévale des services en résidence au chantier décrits à l'article 13.**

**13. Services en résidence au chantier :** Ces services comprennent ce qui suit :

a) affectation d'un personnel résident qui consacre tout son temps ouvrable aux conseils techniques nécessaires à l'exécution du projet, à l'inspection sur le chantier, au contrôle des essais (les services du contrôle qualitatif seront fournis par le client et demeureront sous le contrôle de l'ingénieur), aux rapports progressifs et à l'enregistrement de tous les changements résultant des conditions d'exécution des travaux au chantier. Ce personnel en résidence ne doit pas remplir les fonctions de l'entrepreneur, comme de diriger des personnes employées par cet entrepreneur ou de déterminer les procédés de construction ou les méthodes ou l'outillage à employer ;

b) dans les seuls cas des contrats à prix global forfaitaire ou à prix unitaires, la préparation ou la vérification des demandes de paiement et l'émission des certificats recommandant les paiements progressifs et finals. Ce service ne s'applique pas aux contrats à prix unitaires pour les travaux de mécanique ou d'électricité pour le bâtiment ;

c) l'inspection finale et la surveillance des essais de la machinerie en marche et des appareils installés pour déterminer s'ils satisfont aux garanties de capacité et de rendement ;

d) remise au client d'une copie (sur matériel translucide, de type *sépia*, qui se prête facilement à la reproduction) de la révision des dessins originaux montrant les travaux tels qu'exécutés ;

e) recommandation quant à l'acceptation des travaux.

#### §6. Services spéciaux relatifs au projet

**14.** Ces services concernent tout travail supplémentaire que le client peut demander en rapport avec le projet. Ces services sont facultatifs et doivent être autorisés par le client. On peut mentionner parmi ces services spéciaux :

a) la coordination du travail d'autres consultants ou d'autres participants à l'égard du projet ;

b) la préparation de listes détaillées de matériaux pour le projet, y compris les bordereaux de barres d'armature ainsi que tous autres dessins et croquis destinés à accélérer les travaux dans les cas non couverts au paragraphe e de l'article 9 ;

c) la préparation d'estimations détaillées de coût dans les cas non couverts au paragraphe e de l'article 9 ;

d) l'acquisition de matériaux et d'appareils, en agissant à cette fin comme agent du client ;

e) la programmation et l'accélération de la livraison des matériaux et des appareils ;

f) la vérification des demandes de paiement de l'entrepreneur, lorsque des services en résidence sont fournis, dans les cas non couverts au paragraphe c de l'article 11 et au paragraphe b de l'article 13 ;

g) la préparation de manuels pour l'entretien et le fonctionnement de l'installation ;

h) l'aide pour la mise en service de l'installation ;

i) l'entraînement du personnel technique d'exploitation ;

j) la comparution pour le client dans un litige ou la préparation nécessaire à cette fin.

## SECTION II MODES DE RÉMUNÉRATION

**15.** La méthode de calcul des honoraires ou des frais pour les services d'ingénieur dépend en règle générale de la nature des services requis. Pour les fins de ce tarif, il y a 3 modes de rémunération, à savoir :

- a) mode de rémunération A ou méthode *per diem* ;
- b) mode de rémunération B ou méthode du salaire ;
- c) mode de rémunération C ou méthode de pourcentage.

**16.** Le tableau suivant indique, pour les services décrits dans chacun des articles de la section I, si chacun de ces modes de rémunération s'applique ou non.

Division	Mode de rémunération		
	Méthode Per Diem	Méthode du salaire	Méthode de %
1. Services consultatifs . . . . .	oui	oui	non
2. Études préparatoires . . . . .	oui	oui	non
3. Plans et devis préliminaires . . .	oui	oui	oui
4. Plans et devis définitifs . . . . .	oui	oui	oui
5. Services durant la construction	oui	oui	oui
6. Services spéciaux relatifs au projet	oui	oui	non.

La méthode de pourcentage n'est généralement pas appropriée dans le cas des « services spéciaux relatifs au projet » et aucun taux à pourcentage n'est prévu pour de tels services dans le présent tarif. Toutefois, ceci n'a pas pour effet de prohiber une entente à pourcentage pour ces services sauf le paragraphe j de l'article 14 lorsque les parties le veulent ainsi ; l'ingénieur doit alors informer l'Ordre des services qu'il s'est engagé à rendre et du taux convenu.

**17.** Lorsque plus d'un mode de rémunération est employé pour un même projet, il est recommandé que l'ingénieur et le client en arrivent à un accord formel sur la base de calcul des honoraires pour chacun des services spécifiques requis, conformément au tableau ci-dessus.

**18.** Les méthodes de calcul et l'application des modes de rémunérations aux différents services d'ingénieurs sont expliquées dans les articles qui suivent.

### §1. Méthode *per diem*

**19.** La méthode *per diem* s'applique à tous les services d'ingénieurs mais elle est recommandée pour les services tels que consultations, services consultatifs, rapports, établissement des données et des exigences pour la préparation des plans et devis, recherches, enquêtes, inspection de matériaux ou d'appareils, les causes judiciaires et autres services semblables.

**20.** A compter du 25 avril 1970, les taux *per diem* pour les patrons, les chefs de services et les ingénieurs en chef ne doivent pas être inférieurs à :

	Jour
1) Patrons . . . . .	150 \$
2) Chefs de services et ingénieurs en chef . . . . .	135 \$.

**21.** Aux fins du calcul de la rémunération par la méthode *per diem*, 6 heures constituent une journée de travail ; si le travail occupe plus ou moins de 6 heures dans une même journée, le temps consacré au travail doit être compté proportionnellement au taux quotidien.

**22.** Lorsque la méthode *per diem* est employée pour d'autres classes d'ingénieurs, ainsi que pour la personne auxiliaire, les taux à compter du 25 avril 1970, sont :

### Ingénieurs

	Heure
3) Ingénieurs seniors . . . . .	20 \$
4) Ingénieurs intermédiaires . . . . .	15
5) Ingénieurs juniors . . . . .	10

### Personnel auxiliaire

1) Techniciens et dessinateurs seniors . . . . .	12
2) Techniciens et dessinateurs intermédiaires . . . . .	10
3) Techniciens et dessinateurs juniors . . . . .	8



4) Employés de bureau préposés à la préparation de rapports et autres documents se rapportant directement au projet . . . . . 6 \$.

**23.** Tout le temps consacré au travail, que ce soit au bureau de l'ingénieur, aux bureaux du client, ou ailleurs, doit être débité. Le temps requis pour tout voyage durant les heures normales de travail doit être compté. Le temps consacré aux déplacements durant les heures non ouvrables sera débité au compte du client jusqu'à concurrence de 3 heures par jour.

**24.** Tout le temps, à la demi-heure près, que l'ingénieur et son personnel consacrent au projet doit être dûment enregistré chaque jour.

**25.** Les ingénieurs et le personnel auxiliaire peuvent être classifiés dans les groupes indiqués ci-dessus en déterminant pour chacun des membres du personnel son « taux horaire », tel que défini dans la méthode du salaire, à l'article 31, puis en y ajoutant 150% pour obtenir son taux horaire brut ; chacun des membres du personnel est alors classifié dans le groupe le plus rapproché de son taux horaire brut.

**26.** De plus, l'ingénieur doit être remboursé de toutes les dépenses légitimes encourues dans l'accomplissement de ses services, y compris les « dépenses définies » décrites à l'article 63.

**27.** Lorsque le client désire inspecter ou vérifier les registres de temps et les déboursés de l'ingénieur, afin de contrôler le bien-fondé des montants qui lui sont facturés, l'ingénieur doit permettre cette inspection ou cette vérification à un moment convenant aux deux parties et accorder toute l'aide nécessaire pour en faciliter l'exécution.

## §2. Méthode du salaire

**28.** Le mode de rémunération basé sur le salaire s'applique à tous les services d'ingénieur, mais on le recommande surtout dans les cas où il n'est pas possible d'établir avec précision l'étendue du travail au moment où le client le confie à l'ingénieur, ou lorsque le coût des services de génie requis n'a pas un rapport normal avec le coût des travaux.

**29. Tableaux des taux :** L'ingénieur doit être rémunéré sur la base suivante :

Sur le 1<sup>er</sup> 10 000 \$ de « coût des salaires » ou partie de celui-ci : coût des salaires + 150% ;

Sur le 2<sup>e</sup> 10 000 \$ de « coût des salaires » ou partie de celui-ci : coût des salaires + 140% ;

Sur le 3<sup>e</sup> 10 000 \$ de « coût des salaires » ou partie de celui-ci : coût des salaires + 130% ;

Sur le 4<sup>e</sup> 10 000 \$ de « coût des salaires » ou partie de celui-ci : coût des salaires + 120% ;

Sur le 5<sup>e</sup> 10 000 \$ de « coût des salaires » ou partie de celui-ci : coût des salaires + 110% ;

Sur tous les montants de « coût de salaires » au delà de 50 000 \$ coût des salaires + 100%.

**30.** Le « coût des salaires » est la somme totale de la « rémunération » payée aux ingénieurs, techniciens, dessinateurs et autres employés assignés au travail technique, ainsi qu'au personnel de bureau préposé à la préparation de rapports, devis et autres documents se rapportant directement au projet exclusion faite des services exécutifs et administratifs.

**31.** La « rémunération » est définie comme le produit du nombre d'heures consacrées au projet, y compris le temps supplémentaire et celui consacré aux voyages, tel que défini dans l'article 23, par le « taux horaire » établi pour chaque individu. Le « taux horaire » est établi en divisant par 1 800 heures, le salaire annuel brut, y compris toutes les allocations régulières payées à l'employé, mais à l'exclusion des bénéfices marginaux. Ce nombre d'heures tient compte des vacances et des fêtes légales.

**32.** Le nombre d'heures, à la demi-heure près, consacrées par l'ingénieur et son personnel à chaque projet doit être dûment enregistré chaque jour, et le client ne sera facturé que le temps réel consacré à son projet.

**33.** Le temps des patrons, chefs de services et ingénieurs-en-chef en autant qu'ils rendent des services techniques et consultatifs s'appliquant spécifiquement au projet, est rémunéré selon la méthode *per diem*. De plus, l'ingénieur doit être remboursé de toutes les dépenses légitimes encourues dans l'accomplissement de ses services, y compris les « dépenses définies » décrites à l'article 63.

**34.** Les dépenses que doit assumer l'ingénieur comprennent notamment : les bénéfices marginaux, i.e., assurances-groupe vie, accidents et maladie, caisses de retraite, salaire payé au cas de maladie ; les salaires et dépenses de voyage concernant l'administration ; le loyer des bureaux ; l'éclairage ; le service téléphonique et la téléphoniste requise ; les taxes d'eau et d'affaires ; les assurances responsabilité feu et vol ; les frais de dépréciation ; les fournitures de bureau ; les frais bancaires ; la réparation et l'entretien de l'équipement de bureau ; les frais de comptabilité et de classement des documents ; les frais normaux de comptabilité et de conseils juridiques ; les manuels internes de normes de conception et d'exécution des plans ; messa-

gers ; cotisations à des associations d'ingénieurs et abonnements à des publications techniques ; bibliothèque et bibliothécaire ; résumés de publication techniques ; publicité ; espace raisonnable de bureau pour le représentant du client ; et autres frais semblables.

**35.** Lorsque, dans un cas donné, la méthode du salaire est employée pour calculer les honoraires pour une partie des services, il faut tenir compte dans la détermination du taux applicable de la méthode, des montants gagnés, par ordre chronologique, selon la méthode *per diem* ou la méthode de pourcentage.

**36.** Lorsque le client désire inspecter ou vérifier les registres de temps, de salaires et des déboursés de l'ingénieur afin de contrôler le bien-fondé des montants qui lui sont facturés, l'ingénieur doit permettre cette inspection ou cette vérification à un moment convenant aux deux parties et accorder toute l'aide nécessaire pour en faciliter l'exécution.

### §3. Méthode de pourcentage

**37.** Cette méthode s'applique aux services d'ingénieurs énumérés dans les sous-sections 3, 4 et 5, pour les projets de type conventionnel. L'utilisation de cette méthode implique que des études préparatoires destinées à définir clairement la portée et l'étendue du projet ont été complétées et que ces études démontrent le caractère conventionnel du projet.

**38. Complexité du travail :** L'ingénieur est appelé à fournir ses services professionnels à l'égard de nombreux types de travaux requis par l'industrie, le commerce et les autorités gouvernementales. Il est évident que les problèmes de conception et de construction inhérents à la réalisation d'un projet complexe imposent à l'ingénieur une responsabilité et des dépenses plus lourdes que ne le ferait un projet plus simple ayant sensiblement le même coût total.

**39.** La complexité des projets doit donc être prise en considération dans l'établissement d'honoraires à pourcentage, qui soient fonction de la somme de travail et de la responsabilité inhérentes à la tâche de l'ingénieur.

**40. Classification des travaux :** Les remarques qui précèdent ont conduit à une classification des travaux en 4 catégories. Cette classification n'a pas pour but de limiter ou d'étendre le champ de la pratique du génie, champ défini par la loi. Son but est de fournir au client et à l'ingénieur, un critère de base pour grouper les travaux de génie selon leur complexité du point de vue génie. Les travaux qui n'apparaissent pas dans la nomenclature d'aucune de ces

catégories appartiennent à la catégorie des travaux avec lesquels ils ont le plus d'analogie quant à leur complexité. Advenant un changement substantiel dans le degré de complexité de certains travaux, leur classement dans les catégories établies peut être modifié conjointement par le client d'une part, et le Bureau de l'Ordre des ingénieurs du Québec, ou le comité nommé à cet effet par le Bureau d'autre part. Advenant un désaccord quant au classement d'un ouvrage en particulier, la question sera tranchée par voie d'arbitrage au niveau du client et du Bureau de l'Ordre des ingénieurs du Québec ou du comité nommé à cet effet. Les tableaux d'honoraires qui s'appliquent à chaque catégorie apparaissent plus loin aux articles 57, 58, 59 et 60.

**41. Génie général :** Les honoraires pour les services de génie à l'égard d'un projet de génie général se calculent en appliquant au coût total des travaux de génie du projet, (incluant, le cas échéant, les travaux de génie des bâtiments compris dans le projet) le taux approprié de la catégorie dans laquelle se situe le projet suivant la présente classification. Les honoraires comprennent les services de coordination normale relative aux travaux dont l'ingénieur dresse les plans et devis. Lorsque, à titre de consultant principal, l'ingénieur est appelé par le client à rendre des services de coordination à l'égard des travaux conçus par d'autres consultants, l'ingénieur a droit pour tels services à une rémunération supplémentaire, ces services étant décrits à l'article 14. Les honoraires pour les services d'architecte, lorsque requis, sont en plus de ceux de l'ingénieur.

### 42. Catégorie I :

- a) ponts et viaducs ;
- b) petits barrages (à l'exclusion des études hydrologiques) ; bassins de captation, digues de contrôle des crues, levées et murs de soutènement ;
- c) égouts pluviaux et systèmes de drainage de surface ;
- d) tunnels pour eau ou égout (à l'air libre) ;
- e) systèmes d'irrigation, à l'exclusion des stations de pompage ;
- f) systèmes d'égouts domestiques et industriels simples ;
- g) systèmes de distribution d'eau ;
- h) routes, autoroutes de caractère rural incluant les échangeurs et autres ouvrages accessoires ; éclairage routier ;
- i) terrains d'atterrissage, petits aéroports avec installations simples ;

j) terrains de jeux, terrassement, nivellement et pavage.

#### 43. Catégorie II :

a) ponts et viaducs ou la non-répétition des éléments, la courbure, l'obliquité et l'inclinaison sont des facteurs d'importance ; tunnels ;

b) travaux de contrôle des crues, stations de pompage ;

c) égouts intercepteurs et de trop-plein ;

d) écluses, canaux, quais, travaux portuaires simples ;

e) rues, trottoirs, autoroutes de caractère urbain incluant les échangeurs et autres ouvrages accessoires ;

f) grands aéroports avec installations élaborées ;

g) usines alimentaires et brasseries ;

h) fabriques simples de textiles ;

i) mines, usines de transformation des minerais et fonderies ;

j) sous-stations électriques, lignes de transport et systèmes de distribution, à l'exclusion d'installations dans l'arctique et le « muskeg » ;

k) groupes électrogènes diesel de moins de 1 000 kW ;

l) chemins de fer y compris tunnels et installations normales ;

m) usines d'assemblage ;

n) silos et élévateurs à grains.

#### 44. Catégorie III :

a) barrages à voûte(s) ou évidés de grande hauteur avec systèmes de contrôles spéciaux, barrages en terre ou en enrochement de plus de 200 pieds de hauteur ;

b) travaux portuaires complexes y compris les installations de manutention du fret ;

c) ouvrages d'art de nature très complexe ;

d) usines de traitement d'eau ;

e) usines de traitement primaire et secondaire des eaux usées ;

f) traitement des résidus industriels ;

g) centrales hydro-électriques ou thermiques ;

h) groupes électrogènes diesel ou à turbines à gaz de plus de 1 000 kW ;

i) systèmes de manutention et de transport des matériaux ;

j) usines de fabrication de pâte, papier et carton ;

k) systèmes de communications par ondes porteuses sur lignes de transport d'énergie électrique, systèmes de relais et communication par VHF et HF ;

l) communications par micro-ondes, télévision et radiodiffusion.

**45. Fondations et charpentes pour les bâtiments :** Les honoraires pour services rendus relativement aux fondations et à la charpente d'un bâtiment se calculent en appliquant au coût de ces travaux le taux approprié de la catégorie dans laquelle se situent les travaux suivant la présente classification.

#### 46. Catégorie I :

a) entrepôts et vastes constructions à baies multiples, écoles primaires sans gymnase ni auditorium ;

b) manèges militaires, hangars et garages publics à toits plats ;

c) ateliers mécaniques, fabriques pour industrie et autres bâtiments industriels d'une construction à baie type.

#### 47. Catégorie II :

a) arénas, auditoriums, centres hospitaliers, sanatoriums, cliniques et laboratoires de recherches ;

b) écoles avec gymnase ou auditorium, centres récréatifs, bibliothèques et théâtres ;

c) grands édifices à bureaux, hôtels et maisons d'appartements ;

d) magasins de détail, centres commerciaux ou d'exposition ;

e) bâtiments de la catégorie I, nécessitant l'établissement sur pieux ou d'autres méthodes spéciales de traitement des fondations.

#### 48. Catégorie III :

a) bâtiments de caractère monumental, églises, musées ;

b) bâtiments industriels de construction complexe dans lesquels la forme du bâtiment est déterminée par la machinerie.

**49. Installations électriques et mécaniques pour les bâtiments :** Les honoraires pour services rendus relativement aux installations électriques et mécaniques d'un bâtiment se calculent en appliquant au coût de ces travaux le taux approprié de la catégorie dans laquelle se situent les travaux suivant la présente classification.

**50.** Lorsque des parties des travaux se situent dans des catégories différentes, les horaires s'établissent au moindre des 2 montants calculés comme suit :

a) en appliquant le taux approprié de chaque catégorie concernée à la partie correspondante du coût des travaux et en faisant la somme de ces résultats ;

b) en appliquant au coût total de ces travaux le taux approprié de la plus élevée des catégories en question.

**51. Catégorie I :** Non existante.

**52. Catégorie II :** Plomberie et chauffage conventionnels. Distribution électrique pour éclairage et force motrice conventionnels. Ventilation par évacuation avec conduits simples.

Pour les bâtiments suivants :

Entrepôts, manèges militaires, hangars, garages publics, fabriques pour industrie légère.

**53. Catégorie III :** Plomberie, chauffage à l'eau chaude, à la vapeur ou à l'électricité, distribution électrique pour éclairage et force motrice, climatisation sans conduits de distribution.

Pour les bâtiments suivants :

Grandes maisons d'appartements et hôtels de plus de 5 étages. Ecoles primaires. Auditoriums, centres récréatifs, arénas. Edifices pour bureaux ou pour fins d'exposition. Magasins de détail et centres commerciaux. Laboratoires. Centres hospitaliers, cliniques, sanatoriums, écoles polyvalentes ou secondaires, universités et les bâtiments industriels de caractère simple.

**54. Catégorie IV :**

1) Systèmes complets de ventilation. Climatisation, avec conduits pour les systèmes à induction ou « tout à l'air ». Réfrigération.

Pour tous les types de bâtiments.

2) Plomberie et chauffage (à eau chaude, vapeur ou électricité) distribution électrique pour éclairage et force motrice, climatisation sans conduits.

Pour tous les bâtiments suivants :

Hôtels et maisons d'appartements ayant jusqu'à et y compris 5 étages. Laboratoires de recherches. Centres hospitaliers, cliniques, sanatoriums, écoles polyvalentes ou secondaires, universités et bâtiments industriels. Edifices monumentaux, églises, musées. Bibliothèques et théâtres. Centrales thermiques.

**55. Coût des travaux de génie :**

1) Le coût des travaux de génie sauf dans les cas prévus ci-après aux paragraphes 2, 3, 4, 5, signifie le coût pour le propriétaire des éléments suivants nécessaires pour parachever les travaux de génie et pour lesquels l'ingénieur rend des services professionnels, ou pour lesquels il est responsable :

i. main-d'oeuvre ;

ii. matériaux ;

iii. appareils ;

iv. dépenses ;

v. la partie des dépenses générales, des frais généraux et du profit de l'entrepreneur général qui s'applique aux travaux de génie. Cette partie doit être déterminée par une distribution au *pro rata* de ce montant, en se basant sur la liste de coûts fournie par l'entrepreneur général ;

vi. toutes les taxes de vente fédérales, provinciales et municipales, même si le propriétaire est exempt du paiement de certaines de ces taxes.

2) Lorsque le propriétaire fournit des matériaux ou des appareils, de la main-d'oeuvre ou des services qui sont incorporés dans les travaux de génie, il faut inclure dans le coût total de ces travaux la valeur réelle au prix du marché des matériaux ou des appareils comme s'ils avaient été achetés neufs ainsi que les salaires et les autres services au taux courant au moment où les travaux sont exécutés.

3) Lorsque le propriétaire ou un entrepreneur, à la demande du propriétaire, fournit des matériaux ou des appareils usagés, il faut utiliser le prix réel du marché des matériaux ou des appareils comme s'ils avaient été achetés neufs, pour calculer le coût des travaux de génie.

4) Aucune déduction ne doit être faite du coût des travaux de génie par suite de toute réclamation par le propriétaire pour quelque cause que ce soit, ou de toute autre somme retenue sur les paiements dus à un tel entrepreneur.

5) Le coût des travaux de génie ne comprend pas les honoraires professionnels ou le remboursement des dépenses payés ou dus par le propriétaire, non plus que le coût du terrain sur lequel les travaux s'exécutent.

**56. Tableau des honoraires minimaux à pourcentage :**

Les honoraires minimaux à pourcentage sont donnés dans les tableaux suivants pour les 4 catégories de travaux. Les honoraires indiqués dans la colonne A de chaque tableau couvrent les services professionnels décrits aux articles 7 à 12 ; quant aux honoraires apparaissant dans la colonne B de chaque tableau, ils couvrent les services professionnels décrits aux articles 7 à 13.

**57 TABLEAU DES HONORAIRES POUR LES TRAVAUX DE LA CATÉGORIE I**

Coût des travaux		Colonne A	Colonne B
		Honoraires pour services a.7 à 12	Honoraires pour services a.7 à 13
Moins de \$	50,000	Au moins 6.6% ou méthode du salaire ou Per Diem	Au moins 10% ou méthode du salaire ou Per Diem
\$	50,000 à \$ 100,000	\$ 3,300 pour \$ 50,000 + 6.0% des \$ 50,000 suivants	Au moins 10% ou méthode du salaire ou Per Diem
	100,000 à 200,000	6,300 pour 100,000 + 5.0% des 100,000 suivants	\$ 10,000 pour \$ 100,000 + 8.0% des \$ 100,000 suivants
	200,000 à 500,000	11,300 pour 200,000 + 4.9% des 300,000 suivants	18,000 pour 200,000 + 7.0% des 300,000 suivants
	500,000 à 1,000,000	26,000 pour 500,000 + 4.8% des 500,000 suivants	39,000 pour 500,000 + 6.2% des 500,000 suivants
	1,000,000 à 2,000,000	50,000 pour 1,000,000 + 4.6% des 1,000,000 suivants	70,000 pour 1,000,000 + 5.8% des 1,000,000 suivants
	2,000,000 à 6,000,000	96,000 pour 2,000,000 + 4.0% des 4,000,000 suivants	128,000 pour 2,000,000 + 5.5% des 4,000,000 suivants
	6,000,000 à 10,000,000	256,000 pour 6,000,000 + 3.6% des 4,000,000 suivants	348,000 pour 6,000,000 + 5.1% des 4,000,000 suivants
	10,000,000 et plus	400,000 pour 10,000,000 + *	552,000 pour 10,000,000 + *

**58 TABLEAU DES HONORAIRES POUR LES TRAVAUX DE LA CATÉGORIE II**

Coût des travaux		Colonne A	Colonne B
		Honoraires pour services a.7 à 12	Honoraires pour services a.7 à 13
Moins de \$	50,000	Au moins 7.7% ou méthode du salaire ou Per Diem	Au moins 10.8% ou méthode du salaire ou Per Diem
\$	50,000 à \$ 100,000	\$ 3,850 pour \$ 50,000 + 6.4% des \$ 50,000 suivants	Au moins 10.8% ou méthode du salaire ou Per Diem
	100,000 à 200,000	7,050 pour 100,000 + 5.8% des 100,000 suivants	\$ 10,800 pour \$ 100,000 + 8.7% des \$ 100,000 suivants
	200,000 à 500,000	12,850 pour 200,000 + 5.4% des 300,000 suivants	19,500 pour 200,000 + 7.5% des 300,000 suivants
	500,000 à 1,000,000	29,050 pour 500,000 + 5.2% des 500,000 suivants	42,000 pour 500,000 + 6.6% des 500,000 suivants
	1,000,000 à 2,000,000	55,050 pour 1,000,000 + 4.9% des 1,000,000 suivants	75,000 pour 1,000,000 + 6.1% des 1,000,000 suivants
	2,000,000 à 6,000,000	104,050 pour 2,000,000 + 4.4% des 4,000,000 suivants	136,000 pour 2,000,000 + 5.9% des 4,000,000 suivants
	6,000,000 à 10,000,000	280,050 pour 6,000,000 + 4.0% des 4,000,000 suivants	372,000 pour 6,000,000 + 5.5% des 4,000,000 suivants
	10,000,000 et plus	440,050 pour 10,000,000 + *	592,000 pour 10,000,000 + *

**59 TABLEAU DES HONORAIRES POUR LES TRAVAUX DE LA CATÉGORIE III**

Coût des travaux		Colonne A	Colonne B
		Honoraires pour services a.7 à 12	Honoraires pour services a.7 à 13
Moins de \$	50,000	Au moins 8.8% ou méthode du salaire ou Per Diem	Au moins 11.6% ou méthode du salaire ou Per Diem
\$	50,000 à \$ 100,000	\$ 4,400 pour \$ 50,000 + 6.8% des \$ 50,000 suivants	Au moins 11.6% ou méthode du salaire ou Per Diem
	100,000 à 200,000	7,800 pour 100,000 + 6.6% des 100,000 suivants	\$ 11,600 pour \$ 100,000 + 9.4% des \$ 100,000 suivants
	200,000 à 500,000	14,400 pour 200,000 + 5.9% des 300,000 suivants	21,000 pour 200,000 + 8.0% des 300,000 suivants
	500,000 à 1,000,000	32,100 pour 500,000 + 5.6% des 500,000 suivants	45,000 pour 500,000 + 7.0% des 500,000 suivants
	1,000,000 à 2,000,000	60,100 pour 1,000,000 + 5.2% des 1,000,000 suivants	80,000 pour 1,000,000 + 6.5% des 1,000,000 suivants
	2,000,000 à 6,000,000	112,100 pour 2,000,000 + 4.8% des 4,000,000 suivants	145,000 pour 2,000,000 + 6.3% des 4,000,000 suivants
	6,000,000 à 10,000,000	304,100 pour 6,000,000 + 4.4% des 4,000,000 suivants	397,000 pour 6,000,000 + 5.9% des 4,000,000 suivants
	10,000,000 et plus	480,100 pour 10,000,000 + *	633,000 pour 10,000,000 + *

**60 TABLEAU DES HONORAIRES POUR LES TRAVAUX DE LA CATÉGORIE IV**

Coût des travaux		Colonne A	Colonne B
		Honoraires pour services a.7 à 12	Honoraires pour services a.7 à 13
Moins de \$	50,000	Au moins 10% ou méthode du salaire ou Per Diem	Au moins 12.4% ou méthode du salaire ou Per Diem
\$	50,000 à \$ 100,000	\$ 5,000 pour \$ 50,000 + 7.4% des \$ 50,000 suivants	Au moins 12.4% ou méthode du salaire ou Per Diem
	100,000 à 200,000	8,700 pour 100,000 + 7.1% des 100,000 suivants	\$ 12,400 pour \$ 100,000 + 10.1% des \$ 100,000 suivants
	200,000 à 500,000	15,800 pour 200,000 + 6.4% des 300,000 suivants	22,500 pour 200,000 + 8.5% des 300,000 suivants
	500,000 à 1,000,000	35,800 pour 500,000 + 6.0% des 500,000 suivants	48,000 pour 500,000 + 7.4% des 500,000 suivants
	1,000,000 à 2,000,000	65,000 pour 1,000,000 + 5.5% des 1,000,000 suivants	85,000 pour 1,000,000 + 6.8% des 1,000,000 suivants
	2,000,000 à 6,000,000	120,000 pour 2,000,000 + 5.2% des 4,000,000 suivants	153,000 pour 2,000,000 + 6.7% des 4,000,000 suivants
	6,000,000 à 10,000,000	328,000 pour 6,000,000 + 4.8% des 4,000,000 suivants	421,000 pour 6,000,000 + 6.3% des 4,000,000 suivants
	10,000,000 et plus	520,000 pour 10,000,000 + *	673,000 pour 10,000,000 + *

\* Plus un pourcentage de l'excédent de 10 000 000 \$ devant être négocié entre le client et le ou les ingénieurs concernés.

## 61. Conditions supplémentaires régissant la méthode de pourcentage :

1) L'ingénieur doit être remboursé pour les dépenses définies décrites à l'article 63, lesquelles ne sont pas incluses dans les honoraires à pourcentage indiqués dans les tableaux précédents. L'ingénieur doit fournir au client à même ces honoraires à pourcentage, jusqu'à 10 copies de tous les dessins et devis, imprimés sur papier opaque pour fins d'appels d'offres et de construction. Toute copie supplémentaire, aussi bien que toute copie négative requises doivent être payées par le client au coût de l'impression, sauf pour ce qui est stipulé au paragraphe d de l'article 13.

2) Les honoraires minimaux pour les services, mentionnés dans les sous-sections 3 et 4 seulement sont de 70% des valeurs indiquées dans la colonne A des tableaux des articles 57, 58, 59 et 60.

3) Lorsque le client demande à l'ingénieur de fournir uniquement les services durant la construction, énumérés aux articles 10, 11, et 12, pour des travaux dont les plans et devis ont été préparés par d'autres, l'ingénieur doit recevoir des honoraires représentant au moins 40% des valeurs de la colonne A du tableau approprié aux articles 57, 58, 59 et 60.

4) Lorsque le client demande à l'ingénieur de fournir uniquement les services durant la construction, énumérés aux articles 10, 11, 12 et 13, pour les travaux dont les plans et devis ont été préparés par d'autres, l'ingénieur doit être rémunéré conformément aux valeurs indiquées dans la colonne B, moins 60% de la valeur correspondante dans la colonne A, du tableau approprié aux articles 57, 58, 59 et 60.

5) Une fois les plans et devis définitifs terminés selon la base d'honoraires à pourcentage, si le client désire que l'ingénieur prépare une nouvelle variante du projet, les honoraires minimaux pour ce travail sont de 85% des honoraires pour les sous-sections 3 et 4, soit 85% de 70% pour chaque variante requise.

6) Si le client désire reproduire la construction de travaux pour lesquels il a eu recours aux services de l'ingénieur pour le projet original, une somme égale à 20% des honoraires indiqués à la colonne A du tableau précédent approprié doit être versée à l'ingénieur pour chaque réutilisation des plans et devis. De plus, pour toute modification aux plans et devis entraînée par le changement d'emplacement, l'ingénieur devra être rémunéré selon la méthode *per diem* ou la méthode du salaire. Pour chaque répétition des travaux, le coût des services durant la construction décrits aux articles 10, 11, et 12, est de 30% des valeurs indiquées à la colonne A du tableau précité, sauf dans les conditions expliquées au paragraphe 3 ci-haut, alors que ce pourcentage est de 40%.

## 62. Modifications aux travaux projetés :

1) Quand l'engagement de l'ingénieur prévoit sa rémunération par la méthode du pourcentage, les modifications aux ouvrages projetés demandées par le client imposent du travail supplémentaire à l'ingénieur ou rendent inutile une partie du travail déjà accompli.

Ces modifications peuvent réduire, augmenter ou modifier l'étendue et le programme des travaux déjà approuvés, ou les « plans et devis préliminaires » déjà approuvés, ou les « plans et devis définitifs » déjà approuvés.

Dans tous ces cas, l'ingénieur doit attirer l'attention du client sur la situation avant d'entreprendre le travail additionnel et l'ingénieur doit être rémunéré en plus des honoraires à pourcentage en vertu d'une entente spéciale à négocier pour déterminer la méthode appropriée de rémunération.

2) Quand l'engagement de l'ingénieur prévoit sa rémunération par la méthode de pourcentage, les modifications demandées par le client durant la « phase de construction » lui imposent du travail supplémentaire pour la révision des plans et devis, l'analyse et la négociation des prix des entrepreneurs pour ces révisions ; ce travail supplémentaire doit être rémunéré selon la méthode *per diem* ou la méthode du salaire.

3) Quand l'engagement de l'ingénieur prévoit sa rémunération par la méthode du pourcentage, et qu'il devient nécessaire pour l'ingénieur de refaire ses plans ou de les réviser pour des motifs sur lesquels il n'a aucun contrôle, ou si l'ingénieur doit encourir les frais ou faire du travail par suite du défaut ou de l'insolvabilité du client, ou d'un entrepreneur ou d'un sous-traitant, ou par suite de la suspension des travaux ou de dommages causés aux travaux en cours par le feu ou d'autres causes, l'ingénieur doit recevoir une rémunération équitable pour tout ce travail supplémentaire selon la méthode *per diem* ou la méthode du salaire, plus tous ses déboursés. Dans tous ces cas, l'ingénieur doit attirer l'attention du client sur la situation avant d'entreprendre du travail supplémentaire et doit conserver le détail des coûts en un dossier distinct.

### §4. Conditions générales relatives aux 3 modes de rémunération

**63. Dépenses définies :** Les « dépenses définies » mentionnées aux 3 modes de rémunération sont celles qui suivent :

a) dépenses de subsistance et de voyage des employés et patrons quand ils s'éloignent de leur bureau principal pour vaquer à des tâches concernant le projet ;

b) dépenses attestées de communications comme les appels téléphoniques interurbains, les appareils téléphoni-

ques au chantier, les frais de télétype, de télégraphe, de poste et de livraison exprès ;

c) le coût des services extérieurs comme les essais et les rapports sur les sols et les matériaux ; les inspections, les services légaux, comptables, sténographiques ou de vérification spéciaux ; et tout autre travail pour lequel il est nécessaire de faire appel aux services d'autres personnes ou d'autres firmes ;

d) les coûts attestés de reproduction comme les bleus, les photostats, la miméographie, l'impression, etc., sauf dispositions contraires dans le présent tarif ;

e) pour les services en résidence, le coût de fourniture et d'entretien des installations de bureau sur le chantier et les dépenses découlant des risques spéciaux encourus. Les dépenses de voyage, de subsistance et de déménagement des familles du personnel, sujet à l'assentiment du client.

**64. Coopération :** Le client doit fournir à l'ingénieur les plans et les renseignements suivants sauf lorsque le client a spécifiquement demandé à l'ingénieur de fournir certains de ceux-ci comme partie de ses services, en vertu de la sous-section 2 :

a) un levé précis de l'emplacement montrant les services publics qui le desservent et les autres installations ;

b) des plans exacts et toutes les autres données pertinentes sur tous les bâtiments ou ouvrages existants ;

c) toute autre information pertinente qui peut avoir une influence sur les travaux à exécuter ;

d) une copie de toutes soumissions et de tous contrats pour les travaux dont l'ingénieur est responsable et une copie de tous certificats de paiements et de tout compte final concernant les travaux, dans les cas où ces documents ne sont pas préparés par l'ingénieur.

**65. Paiements :** Quand l'ingénieur est rémunéré selon la méthode du pourcentage et que des factures sont périodiquement émises, celles-ci doivent alors être établies comme suit :

a) pour les services rendus en vertu des sous-sections 3 et 4 : proportionnellement à la partie complétée de son travail, jusqu'à 70% des honoraires indiqués à la colonne A du tableau approprié aux articles 57, 58, 59 et 60, en prenant comme base de référence le coût estimatif des travaux, jusqu'au moment où l'on peut établir ce coût d'après soit la soumission acceptée ou la soumission acceptable la plus basse, plus toutes les dépenses remboursables et les montants qui sont dus en vertu de l'article 62, s'il y en a ;

b) pour les services rendus en vertu de la sous-section 5 proportionnellement à la partie des travaux qui est complétée.

**66. Procédure de modification du tarif :** Le Bureau de l'Ordre peut en tout temps faire un règlement pour modifier le présent tarif, lequel ne peut être soumis à l'approbation du gouvernement avant d'avoir été approuvé par le vote d'au moins la moitié plus un des membres présents à une assemblée générale spéciale des membres de l'Ordre dûment convoquée à cette fin.

**67.** Des modifications du tarif peuvent être proposées au Bureau par demande portant le nom, l'adresse et la signature d'au moins 25 membres de l'Ordre. Les propositions sont étudiées par le Bureau dans les 90 jours de leur réception et, si approuvées par lui, elles font l'objet d'un règlement tel que mentionné ci-dessus, lequel doit être soumis à l'approbation des membres dans un délai raisonnable. Au cas de rejet par le Bureau, les motifs du rejet sont communiqués à ceux qui ont fait la demande dans le délai de 90 jours.

**68.** Le présent tarif demeure en vigueur jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1984.



c. I-9, r.14

## Règlement sur la tenue des dossiers et des cabinets de consultation des ingénieurs

Loi sur les ingénieurs  
(L.R.Q., c. I-9)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « Ordre » : l'Ordre des ingénieurs du Québec ;
- b) « dossiers » : les dossiers, livres et registres au sens du présent règlement ;
- c) « cabinet de consultation » : le lieu où un ingénieur dispense des services professionnels, à l'exclusion notamment du lieu mentionné à l'article 3.02 et de la salle de travail des employés.

**1.02.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

**1.03.** Rien dans le présent règlement ne doit être interprété comme excluant l'utilisation de l'informatique ou de toute autre technique pour la constitution et la tenue des dossiers d'un ingénieur.

### SECTION II TENUE DES DOSSIERS

**2.01.** Sous réserve de l'article 2.06, l'ingénieur doit tenir, à l'endroit où il exerce sa profession :

- a) un registre où figurent, au fur et à mesure des mandats qu'il reçoit, les renseignements suivants :
  - i. la date de l'entente intervenue entre lui et son client relativement à ses services professionnels ;
  - ii. les nom et prénoms du client, son adresse et son numéro de téléphone ;
  - iii. une description sommaire du mandat ;
  - iv. la désignation du projet, le cas échéant ;

v. l'inscription du temps utilisé par l'ingénieur et ses employés à la réalisation d'un projet ainsi que la copie de toutes notes d'honoraires et de paiement ;

b) le dossier général relatif à un projet comprenant la correspondance échangée avec le client ou des tierces personnes dans le cours du développement du projet et relative aux études, estimations, rapports, plans, devis ou autres documents pertinents ;

c) le dossier technique d'un projet comprenant les données fournies par le client ou colligées par l'ingénieur, les charges pour lesquelles les calculs sont effectués, ainsi que les calculs eux-mêmes avec indication des méthodes utilisées, s'il y a lieu.

**2.02.** L'ingénieur doit tenir à jour chaque dossier jusqu'au moment où il cesse de rendre des services professionnels à la personne concernée par ce dossier.

**2.03.** Les dossiers de l'ingénieur doivent être conservés pour une période minimale de 10 ans, à partir de la date du dernier service rendu ou, lorsque le projet est réalisé, à partir de la date de la fin des travaux.

**2.04.** L'ingénieur doit classer ses dossiers et les originaux des plans et devis de façon à les conserver en bonne condition d'utilisation durant l'exécution du projet dans un endroit où le public n'a pas librement accès. Lorsque, suivant l'article 1.03, l'ingénieur utilise l'informatique ou toute autre technique pour la constitution et la tenue de ses dossiers, il doit s'assurer que leur confidentialité soit respectée.

**2.05.** Lorsqu'un client retire un document dans un dossier qui le concerne, une note signée par ce client ou par l'ingénieur et indiquant la nature du document et la date du retrait doit apparaître dans ce dossier.

**2.06.** Lorsqu'un ingénieur est membre ou à l'emploi d'une société, ou lorsqu'il est à l'emploi d'une personne physique ou morale, les dossiers tenus par cette société ou cet employeur relativement aux services que rend cet ingénieur sont considérés, aux fins du présent règlement, comme les dossiers de ce dernier s'il peut y inscrire les éléments ou renseignements mentionnés à l'article 2.01 et y avoir accès ; s'il ne peut le faire, il doit tenir, entre autres, dans un classeur personnel les documents suivants :

- a) une référence au contrat ou au projet sur lequel il travaille ;



- b) une description du travail qu'il y effectue ;
- c) le dossier technique mentionné au paragraphe c de l'article 2.01 ;
- d) une copie des études, rapports et autres documents préparés par lui-même et pertinents à son travail.

L'ingénieur doit signer ou parapher tout document ou rapport qu'il a préparé et toute inscription qu'il introduit dans un dossier de son employeur ou de la société dont il est membre.

### SECTION III

#### TENUE DES CABINETS DE CONSULTATION

**3.01.** L'ingénieur doit aménager son cabinet de consultation de façon à ce que l'identité et les conversations des personnes qui s'y trouvent ne puissent être perçues de l'extérieur de ce cabinet.

**3.02.** L'ingénieur doit aménager près de son cabinet de consultation un endroit destiné à recevoir les personnes à qui il rend des services professionnels.

**3.03.** L'ingénieur doit afficher son permis à la vue du public.

**3.04.** L'ingénieur doit mettre à la vue du public dans le lieu mentionné à l'article 3.02 une copie du Code de déontologie des ingénieurs (c. I-9, r. 3) et du Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des ingénieurs (c. I-9, r.8). Il doit également inscrire sur chacun de ces règlements l'adresse de l'Ordre.

**3.05.** Sous réserve des articles 3.03 et 3.04, l'ingénieur, outre les objets décoratifs ou utilitaires, ne peut afficher dans son cabinet de consultation et dans les autres locaux reliés à la pratique de sa profession que les diplômes ayant un rapport avec l'exercice.

**3.06.** L'ingénieur qui s'absente de son cabinet de consultation doit prendre les mesures nécessaires pour assurer la continuité de ses services.



c. I-9, r.15

## **Règlement divisant le territoire du Québec en régions aux fins des élections au Bureau de l'Ordre des ingénieurs du Québec**

Loi sur les ingénieurs  
(L.R.Q., c. I-9)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 65)

**1.** Pour assurer une représentation régionale adéquate au sein du Bureau de l'Ordre des ingénieurs du Québec, le territoire du Québec est divisé en 8 régions :

- a) la région de Montréal ;
- b) la région de Québec ;
- c) la région de l'Est du Québec ;
- d) la région des Cantons-de-l'Est ;
- e) la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean ;
- f) la région du Centre du Québec ;
- g) la région du Nord-Ouest ;
- h) la région de l'Outaouais.

**2.** Le territoire de la région de Montréal est celui de la région 6 décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions (c. C-26, r.8).

Le territoire de la région de Québec est celui de la région 3 décrit audit règlement.

Le territoire de la région de l'Est du Québec est celui des régions 1, 9 et 10 décrit audit règlement.

Le territoire de la région des Cantons-de-l'Est est celui de la région 5 décrit audit règlement.

Le territoire de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean est celui de la région 2 décrit audit règlement.

Le territoire de la région du Centre du Québec est celui de la région 4 décrit audit règlement.

Le territoire de la région du Nord-Ouest est celui de la région 8 décrit audit règlement.

Le territoire de la région de l'Outaouais est celui de la région 7 décrit audit règlement.

**3.** Onze administrateurs sont élus pour représenter la région de Montréal, 3 pour la région de Québec, 1 pour la région de l'Est du Québec, 1 pour la région des Cantons-de-l'Est, 1 pour la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, 1 pour la région du Centre du Québec, 1 pour la région du Nord-Ouest et 1 pour la région de l'Outaouais.

**4.** Un ingénieur vote dans la région où il est domicilié pour les candidats de cette région. Il vote en outre pour un candidat au poste de président, dans les cas où celui-ci est élu au suffrage universel.

**5.** Si le président est élu au suffrage universel, le Bureau est formé de 25 personnes, dont le président.

Si le président est élu au suffrage des administrateurs élus, le Bureau est formé de 24 personnes, dont le président.





c. I-10, r.1

## **Règlement sur les affaires du Bureau et les assemblées générales de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec**

Loi sur les ingénieurs forestiers  
(L.R.Q., c. I-10)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 93 et 94)

### **SECTION I DISPOSITION GÉNÉRALE**

**1.01.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

### **SECTION II BUREAU**

**2.01.** Le délai de convocation d'une réunion du Bureau est de 8 jours, s'il s'agit d'une réunion ordinaire, et de 15 jours, s'il s'agit d'une réunion extraordinaire.

Une réunion extraordinaire du Bureau peut aussi avoir lieu si tous les administrateurs sont présents et renoncent par écrit à l'avis de convocation.

**2.02.** L'avis de convocation doit indiquer clairement les questions à l'ordre du jour ; le Bureau peut toutefois considérer toute autre affaire qui n'y est pas indiquée.

**2.03.** Une réunion du Bureau peut être ajournée par résolution à l'endroit, au jour et à l'heure dont il est alors convenu.

### **SECTION III COMITÉ ADMINISTRATIF**

**3.01.** Le président convoque une réunion des administrateurs et préside à l'élection parmi eux des autres membres du comité administratif à savoir le vice-président, le trésorier et 2 conseillers.

**3.02.** Les membres du comité administratif sont rééligibles.

**3.03.** Le vice-président assiste le président dans l'exercice de ses fonctions et, en son absence, il exerce les pouvoirs de celui-ci.

**3.04.** Le trésorier surveille la tenue de la comptabilité de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec et rend compte au comité administratif et au Bureau des sommes perçues et dépensées.

### **SECTION IV ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET QUORUM**

**4.01.** L'assemblée générale annuelle est tenue à l'endroit que le Bureau désigne par résolution.

**4.02.** Le secrétaire doit envoyer, par courrier, à l'adresse de chacun des membres et aux administrateurs nommés une copie des rapports du président et des divers comités au moins 8 jours avant l'assemblée.

**4.03.** L'ordre du jour de l'assemblée est fixé par le Bureau et doit comporter, notamment, les points suivants : lecture et adoption du procès-verbal de la dernière assemblée, rapports du Bureau et des comités, états financiers, affaires en suspens, affaires nouvelles, approbation de la cotisation annuelle ou des cotisations supplémentaires, rapports d'élection, ajournement. Toutefois, l'ordre du jour peut, si les circonstances l'exigent, être modifié par l'assemblée générale.

**4.04.** Seuls les membres de l'Ordre et les administrateurs nommés ont droit d'assister à l'assemblée générale.

**4.05.** Le quorum de l'assemblée générale est fixé à 50 membres.

### **SECTION V DISPOSITIONS DIVERSES**

**5.01.** Le siège de l'Ordre est dans le district judiciaire de Québec à l'endroit que le Bureau désigne.

**5.02.** Le secrétaire est nommé par le Bureau parmi les membres de l'Ordre. Il ne fait pas partie du Bureau ni du comité administratif, mais il doit assister à leurs réunions et peut participer aux délibérations. Il n'a pas le droit de vote.

**5.03.** Le syndic et ses adjoints sont nommés par le Bureau chaque année lors de la deuxième réunion du Bureau qui suit l'assemblée générale annuelle des membres de l'Ordre. Ils reçoivent les honoraires et les allocations pour les frais de voyage fixés par le Bureau.

**5.04.** Toute somme perçue de quelque source que ce soit par l'Ordre est confiée à la garde du secrétaire.

**5.05.** Le sceau de l'Ordre est celui dont l'empreinte est estampillée à l'exemplaire du présent règlement détenu par le secrétaire de l'Ordre.

**5.06.** Les frais de réinscription au tableau d'une personne qui a volontairement cessé d'y être inscrite ou qui en a été radiée sont de 25 \$.

## SECTION VI

### SCEAU DE L'INGÉNIEUR FORESTIER

**6.01.** Un membre peut obtenir un sceau personnel sur le modèle du sceau de l'Ordre, et l'apposer sur tout document relatif à l'exercice de la profession.

**6.02.** Le sceau personnel doit indiquer uniquement le nom du membre, son numéro de permis, les mots « INGÉNIEUR FORESTIER » et l'inscription « L'ORDRE DES INGÉNIEURS FORESTIERS DU QUÉBEC ».

**6.03.** Le sceau ne peut être obtenu que par l'entremise de l'Ordre, aux frais du requérant. Il demeure la propriété de l'Ordre et en cas de radiation du tableau ou de révocation du permis, il doit être retourné dans les 8 jours d'une demande écrite du secrétaire à cet effet.

---

A.C. 4567-75, (1975) 107 G.O.II, 3573, 5056 et 5457

A.C. 969-76, (1976) 108 G.O.II, 2333

A.C. 1233-78, (1978) 110 G.O.II, 2691



c. I-10, r.2

## Code de déontologie des ingénieurs forestiers

Loi sur les ingénieurs forestiers  
(L.R.Q., c. I-10)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 87)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Le présent règlement est adopté en vertu de l'article 87 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26).

**1.02.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, le mot « client » signifie toute personne, groupe de personnes ou employeur pour qui l'ingénieur forestier exerce sa profession.

**1.03.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

### SECTION II DEVOIRS ET OBLIGATIONS ENVERS LE PUBLIC

**2.01.** L'ingénieur forestier doit agir en conformité avec les objectifs de sa profession qui sont l'aménagement intégré, la mise en valeur et l'utilisation de toutes les ressources de l'environnement forestier du Québec.

**2.02.** L'ingénieur forestier doit mettre en lumière l'importance primordiale de la forêt dans l'économie du Québec. Il doit appuyer toute mesure qu'il juge susceptible d'améliorer le patrimoine forestier et le bien-être de la société. Il doit aussi informer le public ou l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec concernant toute politique forestière, mesure ou disposition qu'il juge préjudiciable au bien général de la société.

**2.03.** L'ingénieur forestier doit favoriser les mesures d'éducation et d'information dans le domaine où il exerce.

### SECTION III DEVOIRS ET OBLIGATIONS ENVERS LE CLIENT

#### *§1. Dispositions générales*

**3.01.01.** Avant d'accepter un mandat, l'ingénieur forestier doit tenir compte des limites de ses connaissances ainsi que des moyens dont il dispose.

**3.01.02.** L'ingénieur forestier doit reconnaître en tout temps le droit du client de consulter un autre ingénieur forestier, un membre d'une autre corporation professionnelle ou une autre personne compétente.

**3.01.03.** L'ingénieur forestier doit s'abstenir d'exercer sa profession dans des conditions ou des états susceptibles de compromettre la qualité de ses services.

#### *§2. Intégrité*

**3.02.01.** L'ingénieur forestier doit s'acquitter de ses devoirs professionnels avec intégrité.

**3.02.02.** L'ingénieur forestier doit éviter toute fausse représentation quant à son niveau de compétence ou quant à l'efficacité de ses propres services et de ceux généralement assurés par les membres de sa profession. Si le bien du client l'exige, il doit consulter un confrère, un membre d'une autre corporation professionnelle ou une autre personne compétente, ou le diriger vers l'une de ces personnes.

**3.02.03.** Dans toute communication écrite ou verbale, notamment dans la préparation de plans et devis, l'ingénieur forestier doit éviter d'insérer sciemment des données fausses ou d'omettre des données nécessaires.

**3.02.04.** L'ingénieur forestier doit s'abstenir d'exprimer des avis ou de donner des conseils contradictoires ou incomplets. À cette fin, il doit chercher à avoir une connaissance complète des faits avant de donner un avis ou un conseil.

**3.02.05.** L'ingénieur forestier doit informer le plus tôt possible son client de toute erreur préjudiciable et difficilement réparable qu'il a commise en lui rendant un service professionnel.

**3.02.06.** L'ingénieur forestier doit apporter un soin raisonnable aux biens confiés à sa garde par un client et il ne peut prêter ou utiliser ceux-ci pour des fins autres que celles pour lesquelles ils lui ont été confiés.

**3.02.07.** L'ingénieur forestier doit aviser son client de tout acte illégal susceptible de bénéficier à ce client et dont il a eu connaissance dans l'exercice de son mandat.

### *§3. Disponibilité et diligence*

**3.03.01.** En plus des avis et des conseils, l'ingénieur forestier doit fournir à son client les explications nécessaires à la compréhension et à l'appréciation des services qu'il lui rend.

**3.03.02.** L'ingénieur forestier doit faire preuve d'objectivité et de désintéressement lorsque des personnes autres que ses clients lui demandent des informations.

**3.03.03.** L'ingénieur forestier ne peut, sauf pour un motif juste et raisonnable, cesser d'agir pour le compte d'un client. Constitue notamment un motif juste et raisonnable, l'incitation, de la part du client, à l'accomplissement d'actes illégaux, injustes ou frauduleux.

**3.03.04.** Avant de cesser d'exercer ses fonctions pour le compte d'un client, l'ingénieur forestier doit faire parvenir un préavis de délaissement dans un délai raisonnable et s'assurer que cette cessation de service n'est pas préjudiciable à son client.

### *§4. Responsabilité*

**3.04.01.** L'ingénieur forestier doit, dans l'exercice de sa profession, engager pleinement sa responsabilité civile personnelle. Il lui est donc interdit d'insérer dans un contrat de services professionnels une clause excluant directement ou indirectement, en totalité ou en partie, cette responsabilité.

**3.04.02.** L'ingénieur forestier doit apposer son sceau ou, à défaut, sa signature sur les plans, devis et autres documents techniques ayant trait à un projet dont il est directement responsable et dont il supervise personnellement la réalisation.

### *§5. Indépendance et désintéressement*

**3.05.01.** L'ingénieur forestier doit ignorer toute intervention d'un tiers qui pourrait influencer sur l'exécution de ses devoirs professionnels au préjudice de son client.

**3.05.02.** L'ingénieur forestier ne doit agir dans la même affaire que pour l'une des parties en cause.

**3.05.03.** L'ingénieur forestier doit sauvegarder en tout temps son indépendance professionnelle et éviter toute situation où il serait en conflit d'intérêts. Sans restreindre la généralité de ce qui précède, un ingénieur forestier :

a) est en conflit d'intérêts lorsque les intérêts en présence sont tels qu'il peut être porté à préférer certains d'entre eux, y compris ceux d'un autre client, à ceux de son client ou que son jugement et sa loyauté envers celui-ci peuvent en être défavorablement affectés ;

b) n'est pas indépendant comme conseiller pour un acte donné, s'il y trouve un avantage personnel, direct ou indirect, actuel ou éventuel.

**3.05.04.** L'ingénieur forestier doit refuser tout mandat susceptible de le placer dans une situation de conflit d'intérêts, à moins qu'il n'en ait dûment averti son client et obtenu son consentement.

**3.05.05.** Dès qu'il constate qu'il se trouve dans une situation de conflit d'intérêts, l'ingénieur forestier doit en aviser son client et lui demander s'il l'autorise à continuer son mandat.

**3.05.06.** L'ingénieur forestier ne doit avoir aucun intérêt personnel dans une entreprise si cette situation peut fausser ses décisions par rapport à des travaux ou des services pour lesquels il est employé ou qu'il doit exécuter.

**3.05.07.** Un ingénieur forestier doit s'abstenir de partager ses honoraires avec une personne qui n'est pas membre de l'Ordre ou de les lui remettre.

**3.05.08.** Un ingénieur forestier doit s'abstenir de recevoir, à l'exception de la rémunération à laquelle il a droit, de verser ou de s'engager à verser tout avantage, ristourne ou commission relatif à l'exercice de sa profession.

L'ingénieur forestier doit notamment refuser toute commission ou remise de la part d'entrepreneurs et de tout autre intéressé, traitant avec son client, relativement à des travaux dont il est responsable.

**3.05.09.** Pour un service professionnel, l'ingénieur forestier ne doit accepter d'honoraires ou autres compensations que d'une seule des parties intéressées, à moins que ces parties n'y consentent expressément.

*§6. Secret professionnel*

**3.06.01.** L'ingénieur forestier doit respecter le secret de tout renseignement de nature confidentielle obtenu dans l'exercice de sa profession. Il est notamment tenu de garder le secret sur ce qu'il a appris des affaires et des occupations de son client.

**3.06.02.** L'ingénieur forestier ne peut être relevé du secret professionnel qu'avec l'autorisation de son client ou lorsque la loi l'ordonne.

**3.06.03.** L'ingénieur forestier ne doit pas faire usage de renseignements de nature confidentielle au préjudice d'un client ou en vue d'obtenir directement ou indirectement un avantage pour lui-même ou pour autrui.

*§7. Accessibilité des dossiers*

**3.07.01.** Dans tout dossier qu'il constitue, l'ingénieur forestier doit reconnaître à son client le droit de consulter les documents qui le concernent et d'en obtenir des copies.

*§8. Fixation et paiement des honoraires*

**3.08.01.** L'ingénieur forestier doit demander et accepter des honoraires justes et raisonnables.

**3.08.02.** Les honoraires sont justes et raisonnables s'ils sont justifiés par les circonstances et proportionnés aux services rendus. L'ingénieur forestier doit notamment tenir compte des facteurs suivants pour la fixation de ses honoraires :

- a) le temps consacré à l'exécution du service professionnel ;
- b) la difficulté et l'importance du service ;
- c) la prestation de services inhabituels ou exigeant une compétence ou une célérité exceptionnelles.

**3.08.03.** L'ingénieur forestier doit fournir à son client toutes les explications nécessaires à la compréhension de son relevé d'honoraires et des modalités de paiement.

**3.08.04.** L'ingénieur forestier doit s'abstenir d'exiger d'avance le paiement de ses services ; il doit par ailleurs prévenir son client du coût approximatif de ses services.

**3.08.05.** L'ingénieur forestier ne peut percevoir des intérêts sur les comptes en souffrance qu'après en avoir dûment avisé son client. Les intérêts ainsi exigés doivent être d'un taux raisonnable.

**3.08.06.** Avant de recourir à des procédures judiciaires, l'ingénieur forestier doit épuiser les autres moyens dont il dispose pour obtenir le paiement de ses honoraires.

**3.08.07.** L'ingénieur forestier doit s'abstenir de vendre ses comptes, sauf à un confrère.

## SECTION IV DEVOIRS ET OBLIGATIONS ENVERS LA PROFESSION

*§1. Actes dérogatoires*

**4.01.01.** En outre de ceux mentionnés aux articles 57 et 58 du Code des professions, sont dérogatoires à la dignité de la profession, les actes suivants :

- a) le fait d'inciter quelqu'un de façon pressante ou répétée à recourir à ses services professionnels ;
- b) le fait de communiquer avec le plaignant sans la permission écrite et préalable du syndic ou de son adjoint, lorsqu'il est informé d'une enquête sur sa conduite ou sa compétence professionnelle ou lorsqu'il a reçu signification d'une plainte à son endroit ;
- c) le fait de chercher à tromper les autorités compétentes sur l'admissibilité d'une personne désirant devenir membre de l'Ordre ;
- d) le fait de ne pas signaler à l'attention des autorités compétentes de l'Ordre un cas d'exercice illégal de la profession dont il a connaissance ;
- e) le fait d'aider une personne à exercer illégalement la profession ;
- f) le fait de ne pas soumettre à l'attention du syndic qu'il a des raisons de croire qu'un ingénieur forestier s'est rendu coupable d'actes illégaux ou contraires à l'éthique professionnelle.

*§2. Relation avec l'Ordre et les confrères*

**4.02.01.** L'ingénieur forestier à qui l'Ordre demande de participer à un conseil d'arbitrage de compte, à un comité de discipline ou d'inspection professionnelle, doit accepter cette fonction à moins de motifs exceptionnels.

**4.02.02.** L'ingénieur forestier doit répondre dans les plus brefs délais à toute correspondance provenant du syndic de l'Ordre, des enquêteurs ou des membres du comité d'inspection professionnelle.

**4.02.03.** L'ingénieur forestier ne doit pas surprendre la bonne foi d'un confrère ou se rendre coupable envers lui d'un abus de confiance ou de procédés déloyaux. Il doit



notamment faire preuve de modération quand il critique publiquement le travail d'un confrère.

**4.02.04.** L'ingénieur forestier consulté par un confrère doit fournir à ce dernier son opinion et ses recommandations dans le plus bref délai possible.

**4.02.05.** L'ingénieur forestier appelé à collaborer avec un confrère doit préserver son indépendance professionnelle. Si on lui confie une tâche contraire à sa conscience ou à ses principes, il peut demander d'en être dispensé.

*§3. Contribution à l'avancement de la profession*

**4.03.01.** L'ingénieur forestier doit aider, dans la mesure du possible, au développement de sa profession, soit en partageant ses connaissances et son expérience avec ses confrères, soit en collaborant aux travaux de l'État, des universités et des associations à caractère forestier, soit en apportant sa contribution aux publications scientifiques et professionnelles, soit de toute autre façon qui relève de sa compétence.



c. I-10, r.3

## Règlement constituant le comité conjoint de la formation en génie forestier

Loi sur les ingénieurs forestiers  
(L.R.Q., c. I-10)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Le présent règlement est adopté en vertu du paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 184 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26).

**1.02.** Dans le présent règlement, l'expression « représentant institutionnel » désigne la personne nommée par une université afin de coordonner pour cette université la mise en place et le fonctionnement des comités conjoints établis par le gouvernement en vertu du paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 184 du Code des professions.

### SECTION II CRÉATION DU COMITÉ

**2.01.** Il est établi un comité conjoint composé de la façon suivante :

- a) 2 représentants de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec ;
- b) 2 représentants de la Faculté de foresterie et de géodésie de l'Université Laval désignés par le représentant institutionnel de cette dernière ;
- c) 2 représentants des étudiants de la Faculté de foresterie et de géodésie de l'Université Laval.

### SECTION III MANDAT DU COMITÉ

**3.01.** Le mandat du comité est de soumettre aux organismes ou groupements représentés au sein du comité ainsi qu'à l'Office des professions du Québec, à la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec, au comité conjoint des programmes du ministère de l'Éducation et du Conseil des universités et au représentant institutionnel de l'université mentionnée à l'article 2.01, des recommandations au sujet des questions suivantes :

- a) les programmes d'étude en génie forestier ;
- b) les examens et autres mécanismes d'évaluation ;
- c) les stages de formation professionnelle ;
- d) les examens professionnels ;
- e) la formation continue.

### SECTION IV PROCÉDURE DU COMITÉ

**4.01.** Chaque membre du comité a droit de vote.

**4.02.** Les membres du comité désignent parmi eux un président.

**4.03.** Le secrétariat du comité est assuré par l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec.

**4.04.** Le président fixe la date et l'heure des réunions du comité, convoque ces réunions et les préside.

**4.05.** Le quorum du comité est de 4 membres.

**4.06.** Le secrétaire dresse un procès-verbal de chaque réunion du comité et en expédie une copie aux organismes, groupements et personnes mentionnés à l'article 3.01.

**4.07.** Les recommandations du comité sont formulées à la majorité des voix ; au cas d'égalité, le président donne un vote supplémentaire.

**4.08.** Les recommandations ne lient pas les organismes ou groupements représentés au sein du comité.

**4.09.** Les recommandations qui ne sont pas acceptées par les organismes ou groupements représentés au sein du comité sont retournées à ce dernier pour révision.

**4.10.** Le comité doit tenir au moins une réunion par année.





c. I-10, r.4

## Règlement sur certaines conditions et modalités de délivrance des permis de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec

Loi sur les ingénieurs forestiers

(L.R.Q., c. I-10, a. 6 et 7)

Code des professions

(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

### SECTION I

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « Ordre » : l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec ;

b) « candidat » : une personne détentrice d'un diplôme reconnu par le gouvernement en vertu du paragraphe a du premier alinéa de l'article 184 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26) ou jugé équivalent en vertu du paragraphe g du premier alinéa de l'article 86, et qui désire obtenir un permis ;

c) « stage » : une période de participation à des travaux de foresterie exécutés sous la direction immédiate d'un ingénieur forestier.

**1.02.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

### SECTION II

#### COMITÉ D'EXAMINATEURS

**2.01.** Les membres du comité d'examineurs constitué en vertu de l'article 8 de la Loi sur les ingénieurs forestiers (L.R.Q., c. I-10), sont nommés dans les 60 jours suivant la date de l'assemblée générale annuelle.

**2.02.** Le comité peut tenir ses réunions au siège social de l'Ordre ou à l'endroit qu'il détermine ; il tient au moins 2 assemblées par année, l'une en septembre et l'autre en mars.

**2.03.** Un membre du comité d'examineurs qui est susceptible de se trouver dans une situation de conflit d'intérêts vis-à-vis une demande d'admission doit se récuser.

**2.04.** Le comité d'examineurs fait rapport au Bureau de ses délibérations et recommandations.

### SECTION III

#### AUTRES CONDITIONS ET MODALITÉS DE DÉLIVRANCE DES PERMIS

**3.01.** Un candidat doit, pour obtenir un permis, soumettre au Bureau une demande écrite à cet effet et :

a) fournir une copie authentifiée de son acte de naissance ou une autre preuve satisfaisante qu'il est âgé d'au moins 18 ans ;

b) fournir une attestation à l'effet qu'il est titulaire d'un diplôme reconnu valide par le gouvernement comme donnant ouverture au permis ou jugé équivalent par le comité administratif ;

c) fournir une preuve à l'effet qu'il est citoyen canadien, ou, une preuve qu'il a été légalement admis au Canada pour y demeurer en permanence, de même qu'une déclaration où il s'engage à demander la citoyenneté canadienne dès qu'il pourra le faire en vertu de la Loi sur la citoyenneté (S.C., 1974-75-76, c. 108) ;

d) fournir une preuve qu'il possède une connaissance d'usage de la langue française conformément aux normes établies à cette fin par règlement du gouvernement ;

e) avoir effectué un stage conformément à la section IV du présent règlement ;

f) fournir un chèque visé ou un mandat-poste de 25 \$ couvrant les frais de l'émission du permis d'exercice.

### SECTION IV

#### STAGE

**4.01.** Un candidat doit effectuer un stage ou des périodes de stage d'une durée totale de 9 mois, dont au moins 5 mois sur le terrain, incluant, le cas échéant, les périodes de travaux pratiques exécutés sous la direction immédiate d'un ingénieur forestier dans le cadre d'études en foresterie à l'Université Laval.

**4.02.** Le stage peut être effectué dans l'un ou plusieurs des domaines suivants : aménagement, dendrométrie, éco-

logie forestière, économie forestière, exploitation forestière, protection et conservation, sylviculture, utilisation.

**4.03.** La personne qui désire entreprendre son stage doit compléter une formule de demande d'inscription prévue à l'annexe 1 et la faire parvenir au secrétaire de l'Ordre.

Le premier alinéa ne s'applique pas au candidat qui a déjà fait déterminer l'équivalence de son diplôme en vertu du Règlement sur les normes d'équivalence des diplômes délivrés par les établissements d'enseignement hors du Québec aux fins de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec (c. I-10, r.7).

**4.04.** L'ingénieur forestier qui a dirigé les travaux d'un stagiaire doit compléter un rapport selon la formule prévue à l'annexe 2 et le faire parvenir, dans les 10 jours de la fin d'une période de stage, au stagiaire et au secrétaire de l'Ordre.

**4.05.** Lorsque l'ingénieur forestier refuse de signer le rapport prévu à l'article 4.04 ou y inclut des renseignements que le stagiaire considère inexacts, ce dernier peut demander au comité d'examineurs de reviser son dossier. Le comité d'examineurs doit recommander au Bureau de reconnaître la validité du stage s'il est d'avis que le stagiaire en a rempli toutes les conditions.

#### ANNEXE 1

(a. 4.03)

#### ORDRE DES INGÉNIEURS FORESTIERS DU QUÉBEC

##### Demande d'inscription au stage

Nom du candidat .....

Adresse permanente (au complet) .....

..... Téléphone .....  
numéro

Lieu de naissance (localité, pays) .....

Date de naissance .....

Date d'inscription au programme d'études en sciences forestières à l'Université Laval .....

Si vous n'êtes pas citoyen canadien, quel est votre statut légal au Canada ? .....

.....

Date de votre admission au pays .....

Avez-vous fait une demande de citoyenneté canadienne ? .....

Si oui, fournissez-en la preuve.

Si vous êtes citoyen canadien naturalisé, veuillez en fournir les pièces à l'appui.

Date ..... Signature .....

Retournez cette formule dûment complétée à :

Ordre des ingénieurs forestiers du Québec

#### ANNEXE 2

(a. 4.04)

#### ORDRE DES INGÉNIEURS FORESTIERS DU QUÉBEC

##### Rapport du stage de formation professionnelle

Je, soussigné .....  
(nom de l'ingénieur forestier)

domicilié à .....

membre de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec, déclare que

.....  
(nom du stagiaire)

Adresse complète .....

.....

a exécuté, sous ma direction, du ..... 19...

au ..... 19... des travaux forestiers répartis comme suit :

Domaines d'activités	Nombre de mois ou de semaines au bureau	sur le terrain
Aménagement	.....	.....
Dendrométrie	.....	.....
Écologie forestière	.....	.....
Économie forestière	.....	.....
Exploitation forestière	.....	.....
Protection et conservation	.....	.....
Sylviculture	.....	.....
Utilisation	.....	.....
Autres (Spécifier)	.....	.....
Total	.....	.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Appréciation de l'ingénieur forestier .....

Date ..... Signature .....  
(ingénieur forestier)

Retournez cette formule dûment complétée au stagiaire  
et au secrétaire de :

Ordre des ingénieurs forestiers du  
Québec





c. I-10, r.5

## Règlement sur les dossiers d'un ingénieur forestier cessant d'exercer

Loi sur les ingénieurs forestiers  
(L.R.Q., c. I-10)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Le présent règlement est adopté en vertu de l'article 91 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26).

**1.02.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- a) « secrétaire » : le secrétaire de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec ;
- b) « dossiers » : les dossiers, livres et registres qu'un ingénieur forestier doit tenir dans l'exercice de sa profession ;
- c) « cessionnaire » : l'ingénieur forestier à qui sont cédés les dossiers d'un ingénieur forestier lors d'une cessation définitive d'exercer ;
- d) « gardien provisoire » : l'ingénieur forestier à qui sont confiés les dossiers d'un ingénieur forestier pendant la cessation temporaire d'exercer.

**1.03.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

**1.04.** Rien dans le présent règlement ne doit être interprété comme excluant l'utilisation de l'informatique ou de toute autre technique pour la conservation des dossiers.

**1.05.** Dans le cas d'un ingénieur forestier membre ou à l'emploi d'une société d'ingénieurs forestiers ou à l'emploi d'une personne physique ou morale, le présent règlement ne s'applique pas aux dossiers de cette société ou de cet employeur que cet ingénieur forestier utilise dans l'exercice de sa profession. Le présent règlement s'applique toutefois lorsque tous les membres d'une société d'ingénieurs forestiers cessent d'exercer.

**1.06.** Une convention concernant la cession ou la garde provisoire des dossiers d'un ingénieur forestier cessant d'exercer doit être constatée par écrit et expédiée au secrétaire.

### SECTION II CESSATION DÉFINITIVE D'EXERCER

**2.01.** Sous réserve des articles 2.02 et 2.03, lorsqu'un ingénieur forestier cesse définitivement d'exercer sa profession, il doit, au plus tard 15 jours avant la date fixée pour la cessation d'exercice :

- a) s'il a trouvé un cessionnaire, aviser le secrétaire, sous pli recommandé ou certifié, qu'il cesse d'exercer sa profession à compter de telle date et lui indiquer le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de ce cessionnaire ; ou
- b) s'il n'a pu trouver un cessionnaire, en informer le secrétaire, sous pli recommandé ou certifié, et l'aviser qu'il lui remettra la garde de ses dossiers à la date fixée pour la cessation d'exercice.

**2.02.** Lorsqu'un ingénieur forestier cesse d'exercer sa profession à la suite d'une radiation permanente du tableau, le secrétaire doit veiller à ce que l'ingénieur forestier radié trouve un cessionnaire dans les 60 jours de la décision finale de radiation.

Si un cessionnaire n'a pu être trouvé à l'expiration de cette période, les dossiers de l'ingénieur forestier radié sont confiés à la garde du secrétaire.

**2.03.** Lorsqu'un ingénieur forestier décède, le secrétaire doit, dès qu'il en est avisé, veiller à ce que les ayants droit de l'ingénieur forestier décédé trouvent un cessionnaire dans le plus bref délai possible.

**2.04.** Le cessionnaire ou le secrétaire, selon le cas, doit, dans les 30 jours suivant la date où il prend possession des dossiers d'un ingénieur forestier cessant définitivement d'exercer :

- a) aviser, par écrit, les clients de cet ingénieur forestier :
  - i. du fait qu'il est en possession des dossiers de ce dernier ;
  - ii. de son adresse, son numéro de téléphone et ses heures de bureau ; et
  - iii. de leur droit de consulter un autre ingénieur forestier ;



b) faire publier deux fois, à 10 jours d'intervalle, dans au moins un journal quotidien de langue française et, s'il y a lieu, dans au moins un journal quotidien de langue anglaise qui desservent la région où cet ingénieur forestier exerçait sa profession, une annonce indiquant son adresse, son numéro de téléphone et ses heures de bureau et précisant au public qu'il est en possession des dossiers de cet ingénieur forestier.

Le cessionnaire doit faire parvenir au secrétaire copie de l'annonce visée au paragraphe b du premier alinéa.

**2.05.** Le cessionnaire ou le secrétaire, selon le cas, doit respecter le droit d'une personne de prendre connaissance des documents qui la concernent dans tout dossier constitué à son sujet et d'obtenir des copies de ces documents. Les frais de l'obtention de ces copies sont à la charge de celui qui en fait la demande.

**2.06.** Lorsque le secrétaire a la garde des dossiers d'un ingénieur forestier qui a cessé définitivement d'exercer sa profession, il peut en tout temps, après consultation de cet ingénieur forestier, confier ces dossiers à un cessionnaire.

**2.07.** Pendant qu'il a la garde des dossiers d'un ingénieur forestier qui a cessé définitivement d'exercer sa profession, le secrétaire doit prendre les mesures conservatoires nécessaires afin de sauvegarder les intérêts des clients de cet ingénieur forestier.

**2.08.** Sous réserve de l'article 2.06, le secrétaire doit conserver pendant une période minimale de 5 ans les dossiers qu'il a reçus en vertu de la présente section.

### SECTION III CESSATION TEMPORAIRE D'EXERCER

**3.01.** Sous réserve de l'article 3.02, lorsqu'un ingénieur forestier cesse temporairement d'exercer sa profession, il doit, au plus tard 15 jours avant la date fixée pour la cessation d'exercice :

a) s'il a trouvé un gardien provisoire, aviser le secrétaire, sous pli recommandé ou certifié, qu'il cesse d'exercer temporairement sa profession à compter de telle date, lui indiquer la date à laquelle il entend reprendre l'exercice de sa profession ainsi que le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du gardien provisoire ; ou

b) s'il n'a pu trouver un gardien provisoire, en informer le secrétaire, sous pli recommandé ou certifié, et l'aviser qu'il lui remettra la garde de ses dossiers à la date fixée pour la cessation d'exercice.

**3.02.** Lorsqu'un ingénieur forestier cesse d'exercer sa profession à la suite d'une radiation temporaire du tableau, le secrétaire doit veiller à ce que l'ingénieur forestier radié trouve un gardien provisoire dans les 15 jours de l'expiration du délai d'appel ou de la décision finale de radiation.

Lorsqu'un gardien provisoire n'a pu être trouvé à l'expiration de cette période, les dossiers de l'ingénieur forestier radié sont confiés à la garde du secrétaire.

**3.03.** Le gardien provisoire doit communiquer aux clients de l'ingénieur forestier dont il a la garde des dossiers, les renseignements pertinents concernant l'état de leur dossier, tenir à jour ces dossiers et prendre les autres mesures conservatoires nécessaires afin de sauvegarder les intérêts des clients de cet ingénieur forestier.

**3.04.** L'article 2.04 s'applique *mutatis mutandis* à la présente section sauf dans le cas où un ingénieur forestier cesse d'exercer à la suite d'une radiation temporaire de moins de 6 mois.

**3.05.** Les articles 2.05 à 2.07 s'appliquent *mutatis mutandis* à la présente section.

**3.06.** Le secrétaire ou le gardien provisoire, selon le cas, doit remettre à l'ingénieur forestier ses dossiers immédiatement après la fin de la période de cessation temporaire d'exercice.

**3.07.** Un ingénieur forestier qui ne désire plus reprendre l'exercice de sa profession pendant ou après l'expiration de la période où il avait temporairement cessé d'exercer, doit se conformer à la section II.



c. I-10, r.6

## Règlement sur les modalités d'élection au Bureau de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec

Loi sur les ingénieurs forestiers  
(L.R.Q., c. I-10)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Dans le présent règlement, le mot « région » signifie l'une des régions au sens du Règlement divisant le territoire du Québec en régions aux fins des élections au Bureau de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec (c. I-10, r.14).

**1.02.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

### SECTION II DURÉE DES MANDATS ET ROULEMENT

**2.01.** Le président est élu pour un mandat d'un an et les administrateurs pour un mandat de 2 ans.

**2.02.** Aux fins d'alternance de la représentation au Bureau dans les diverses régions électorales, le nombre d'administrateurs à élire se fait selon la répartition suivante :

- a) région de Québec : 3 administrateurs sont élus annuellement ;
- b) régions Nord-Ouest – Nouveau-Québec, Outaouais, Trois-Rivières : 1 administrateur est élu dans chaque région à tous les deux ans aux années impaires ;
- c) régions Bas-Saint-Laurent – Gaspésie, Côte-Nord, Cantons-de-l'Est - Montréal, Saguenay - Lac-Saint-Jean : 1 administrateur est élu dans chaque région à tous les deux ans aux années paires.

### SECTION III PROCÉDURE D'ÉLECTION

**3.01.** Entre le 45<sup>ième</sup> et le 60<sup>ième</sup> jour précédant la date de clôture du scrutin, le secrétaire fait parvenir à chacun des membres de l'Ordre des ingénieurs forestiers du

Québec une liste des membres de la région dans laquelle il exerce principalement sa profession ainsi qu'une formule de bulletin de présentation.

**3.02.** L'heure limite pour la réception des bulletins de présentation, le dernier jour où ils peuvent être reçus par le secrétaire, est fixée à 18 h.

**3.03.** Un membre ne peut signer plus de bulletins de présentation qu'il n'y a de postes d'administrateurs à pourvoir pour sa région. Une signature apparaissant sur un nombre de bulletins plus élevé que le nombre de postes d'administrateurs à pourvoir est rayée de tous les bulletins.

**3.04.** Sur réception du bulletin de présentation dûment complété, le secrétaire remet un reçu officiel au candidat personnellement ou le lui transmet par la poste. Ce reçu fait foi de la validité du bulletin de présentation.

**3.05.** En plus des documents décrits à l'article 69 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26), le secrétaire, au moins 15 jours avant la date de clôture du scrutin, transmet à chaque membre de l'Ordre un bref curriculum vitae de chaque candidat mentionnant notamment son âge, la date de son admission et, s'il y a lieu, ses principales activités au sein de l'Ordre.

**3.06.** Le bulletin de vote certifié par le secrétaire doit contenir les éléments et renseignements suivants :

- a) le nom et le symbole graphique de l'Ordre ;
- b) l'année de l'élection ;
- c) l'identification de la région ;
- d) les noms par ordre alphabétique des candidats aux postes d'administrateurs dans la région où le membre exerce principalement sa profession ;
- e) le nombre de sièges à pourvoir dans la région ;
- f) la date et l'heure de clôture du scrutin.

**3.07.** Un électeur peut obtenir un nouveau bulletin de vote du secrétaire si le premier bulletin de vote transmis est perdu ou inutilisable de quelque façon, à condition que

cet électeur fasse une déclaration solennelle écrite attestant que son bulletin de vote est perdu ou inutilisable.

**3.08.** Le scrutin se termine entre le 1<sup>er</sup> avril et le 1<sup>er</sup> juin, à une date et à une heure fixées par le Bureau avant le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année.

**3.09.** Les scrutateurs sont désignés parmi les membres de l'Ordre.

**3.10.** Le dépouillement du vote se fait au siège social de l'Ordre.

**3.11.** Est nul un bulletin de vote :

- a) sur lequel le votant s'est exprimé autrement que par une croix ;
- b) qui contient plus de croix que le nombre de sièges à pourvoir dans la région ;
- c) qui n'est pas certifié par le secrétaire ;
- d) qui est maculé, raturé ou qui contient une marque d'identification de l'électeur ;
- e) qui n'est pas retourné dans l'enveloppe fournie par le secrétaire et sur laquelle est inscrit le mot « ÉLECTION ».

**3.12.** La décision du secrétaire quant à la validité d'un bulletin de vote est finale et sans appel.

**3.13.** Le secrétaire déclare élus les candidats qui ont obtenu le plus de votes ; il fait contresigner par les scrutateurs le résultat du scrutin.

**3.14.** Immédiatement après l'élection des candidats, le secrétaire dresse sous sa signature un rapport général de l'élection et du résultat du scrutin.

**3.15.** Le secrétaire doit transmettre à chacun des candidats copie du rapport mentionné à l'article 3.14.

**3.16.** Le secrétaire doit également faire un rapport détaillé de l'élection à la première réunion du Bureau qui suit l'élection.

**3.17.** Si, au cours de la période électorale, le secrétaire est incapable d'agir pour toute cause jugée suffisante par le Bureau, celui-ci désigne un membre de l'Ordre pour remplacer le secrétaire. La personne ainsi désignée assure, pour les fins de l'élection, tous les droits et obligations du secrétaire auquel elle est substituée.

---

A.C. 4568-75, (1975) 107 G.O.II, 3577, 5056 et 5459

A.C. 1327-76, (1976) 108 G.O.II, 2827



c. I-10, r.7

## Règlement sur les normes d'équivalence des diplômes délivrés par les établissements d'enseignement hors du Québec aux fins de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec

Loi sur les ingénieurs forestiers  
(L.R.Q., c. I-10)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « crédit » : la valeur quantitative attribuée à la charge de travail exigée d'un étudiant, un crédit représentant 45 heures de présence à un cours ou de travail personnel ;

b) « équivalence » : la reconnaissance par le comité administratif qu'un diplôme atteste l'acquisition par un candidat d'un niveau de connaissances équivalent à celui acquis par un détenteur d'un diplôme reconnu comme donnant ouverture au permis ;

c) « sciences forestières » : ensemble des sciences mathématiques, physiques, biologiques et économiques appliquées à la forêt et concernant, notamment, l'aménagement forestier, la protection des forêts, l'exploitation forestière, l'économie forestière, l'écologie des forêts du Québec, la dendrométrie, la sylviculture, la technologie et les sciences du bois ;

d) « secrétaire » : le secrétaire de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec ;

e) « comité d'examineurs » : le comité constitué en vertu de l'article 8 de la Loi sur les ingénieurs forestiers (L.R.Q., c. I-10).

**1.02.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

**1.03.** Une copie du présent règlement doit être transmise au candidat qui désire faire déterminer l'équivalence d'un diplôme.

### SECTION II RECONNAISSANCE D'ÉQUIVALENCE

**2.01.** Le comité administratif reconnaît l'équivalence du diplôme délivré par un établissement d'enseignement situé hors du Québec sur rapport du comité d'examineurs qui constate l'équivalence dans chaque cas d'espèce.

**2.02.** Sur demande, le comité d'examineurs fournira au comité administratif les documents nécessaires à la reconnaissance des équivalences des diplômes décernés par les institutions d'enseignement de niveau universitaire situées hors du Québec.

**2.03.** Un candidat qui veut faire déterminer l'équivalence de son diplôme doit :

a) fournir au secrétaire son dossier académique incluant la description des cours suivis et, le cas échéant, une attestation de son expérience pertinente ; ces documents doivent être rédigés en français ou en anglais ;

b) payer à l'Ordre des frais de 25 \$ dans le cas visé à l'article 3.01 et de 50 \$ dans le cas visé à l'article 3.02 ;

c) compléter la formule de demande d'inscription prévue à l'annexe 1 et la faire parvenir au secrétaire de l'Ordre.

### SECTION III NORMES D'ÉQUIVALENCE

**3.01.** Un candidat qui détient un diplôme de premier cycle en sciences forestières délivré par une université ou une institution d'enseignement supérieur hors du Québec bénéficie d'une équivalence :

a) s'il a obtenu un tel diplôme au terme d'études comportant un minimum de 120 crédits en sciences forestières ; et

b) s'il réussit un examen oral ou écrit, selon le choix du candidat, portant sur sa connaissance de la législation et de la réglementation forestières du Québec.

**3.02.** Un candidat qui détient un diplôme de premier cycle délivré par une université ou une institution d'enseignement supérieur située hors du Québec dans un domaine autre que les sciences forestières, bénéficie d'une équivalence :

a) s'il détient un diplôme de 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> cycle ;

b) si l'ensemble du programme de ses études universitaires ou supérieures comportait un minimum de 120 crédits en sciences forestières ;

c) s'il réussit un examen oral ou écrit, selon le choix du candidat, portant sur sa connaissance de la législation et de la réglementation forestières du Québec.

**3.03.** Malgré les paragraphes *a* de l'article 3.01 et *b* de l'article 3.02, lorsque le diplôme qui fait l'objet d'une demande d'équivalence a été obtenu 5 ans ou plus avant cette demande, l'équivalence peut être refusée si les connaissances acquises par le candidat ne correspondent plus, suite au développement de la profession, aux connaissances présentement enseignées.

Toutefois, l'équivalence doit être reconnue si l'expérience pertinente de travail du candidat et la formation qu'il a pu acquérir depuis, lui ont permis d'atteindre le niveau de connaissances requis.

#### SECTION IV DISPOSITIONS DIVERSES

**4.01.** Dans les 15 jours qui suivent sa décision de ne pas reconnaître l'équivalence, le comité administratif doit informer chaque candidat par écrit du programme d'études, de travaux de foresterie ou d'examen dont la réussite, compte tenu de son niveau actuel de connaissances, lui permettrait de bénéficier de cette équivalence.

**4.02.** Pour obtenir un permis d'exercice, le candidat doit en outre remplir toutes les conditions et modalités prévues au Règlement sur certaines conditions et modalités de délivrance des permis de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec (c. I-10, r.4).

#### ANNEXE 1

(a. 2.03)

#### ORDRE DES INGÉNIEURS FORESTIERS DU QUÉBEC

##### Demande d'inscription

Nom du candidat .....

Adresse personnelle (au complet) .....

Lieu de naissance (localité, pays) .....

Date de naissance .....

Employeur actuel .....

Adresse de l'employeur .....

Fonction présente .....

Si vous n'êtes pas citoyen canadien, quel est votre statut légal au Canada ?  
.....

Date de votre admission au pays .....

Avez-vous fait une demande de citoyenneté canadienne ?

Si oui, fournissez-en la preuve.

Si vous êtes citoyen canadien naturalisé, veuillez en fournir les pièces à l'appui.

Études universitaires (1<sup>er</sup> cycle) :

Université	Durée	Diplôme obtenu	Date
.....	De..... à .....		
.....	De..... à .....		

Études universitaires (2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles) :

Université	Durée	Diplôme obtenu	Date
.....	De..... à .....		
.....	De..... à .....		

Postes occupés et fonctions :

Donnez des détails sur les travaux que vous avez exécutés comme forestier depuis votre graduation, les personnes pour lesquelles vous avez travaillé, la durée de chaque emploi  
.....  
.....  
.....

Particularités : diplômes honorifiques, publications, etc.  
.....  
.....  
.....

Date .....

Signature .....

Retournez cette formule dûment complétée à :

Ordre des ingénieurs forestiers du  
Québec



c. I-10, r.8

## Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des ingénieurs forestiers

Loi sur les ingénieurs forestiers  
(L.R.Q., c. I-10)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Le présent règlement est adopté en vertu de l'article 88 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26).

**1.02.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- a) « secrétaire » : le secrétaire de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec ;
- b) « ingénieur forestier » : le membre de l'Ordre dont le compte fait l'objet d'un différend avec un client ;
- c) « conseil » : le conseil d'arbitrage des comptes constitué en vertu de la section III ;
- d) « syndic » : le syndic, le syndic adjoint ou l'un des syndics correspondants de l'Ordre.

**1.03.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

### SECTION II CONCILIATION

**2.01.** Le syndic doit transmettre une copie du présent règlement à toute personne qui en fait la demande.

**2.02.** Un client qui a un différend avec un ingénieur forestier quant au montant d'un compte pour services professionnels, doit, avant de demander l'arbitrage, requérir la conciliation du syndic en lui transmettant par courrier recommandé ou certifié la formule prévue à l'annexe 1 dûment complétée.

**2.03.** La demande de conciliation doit être expédiée avant le jour de la signification au client d'une réclamation

en justice de la part de l'ingénieur forestier concernant le compte contesté.

**2.04.** Dans les 5 jours de la date où il reçoit la demande de conciliation, le syndic transmet à l'ingénieur forestier une copie de cette demande par courrier recommandé ou certifié.

**2.05.** Le syndic procède à la conciliation de la façon qu'il juge la plus appropriée.

**2.06.** Dans le plus bref délai possible, lequel ne peut excéder 30 jours à compter de la date de réception de la demande de conciliation, le syndic expédie aux deux parties un rapport de la conciliation.

**2.07.** Dans le cas où la conciliation n'a pu donner lieu à une entente entre les parties, le client peut, dans les 15 jours de la réception du rapport du syndic ou, en l'absence d'un tel rapport, dans les 45 jours de la réception de sa demande de conciliation, recourir à l'arbitrage conformément à la section III.

### SECTION III ARBITRAGE

#### §1. *Acte de compromis*

**3.01.01.** Un client demande l'arbitrage en déposant chez le secrétaire 2 exemplaires d'un « acte de compromis » rédigé selon la formule prévue à l'annexe 2, dûment complété et portant sa signature.

**3.01.02.** Dans les 5 jours de la réception de la demande d'arbitrage, le secrétaire transmet à l'ingénieur forestier, par courrier recommandé ou certifié, un exemplaire de l'acte de compromis signé par le client.

**3.01.03.** Dans les 10 jours de la réception de cet exemplaire, l'ingénieur forestier doit le signer et le retourner au secrétaire.

#### §2. *Formation du conseil*

**3.02.01.** Pour statuer sur le différend entre le client et l'ingénieur forestier, le Bureau forme un conseil d'arbitrage composé de 3 membres de l'Ordre et désigne un président parmi eux. Le Bureau nomme également un greffier pour assister le conseil dans l'exercice de ses fonctions.

**3.02.02.** Le greffier avise les arbitres et les parties de la formation du conseil.

**3.02.03.** Une demande de récusation à l'endroit d'un arbitrage ne peut être faite que pour l'un des motifs prévus à l'article 234 du Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25) et doit être communiquée par écrit au greffier, aux arbitres et à l'autre partie dans les 10 jours de la connaissance du motif de récusation par la partie qui l'invoque.

Le Bureau dispose de la demande de récusation et, le cas échéant, désigne un nouvel arbitre.

**3.02.04.** Avant d'agir, les arbitres prêtent le serment ou font l'affirmation de discrétion prévue à l'annexe II du Code des professions.

**3.02.05.** Au cas de décès ou d'incapacité d'agir de l'un des arbitres, les autres terminent l'affaire et leur décision est valide. Dans le cas où c'est le président qui décède ou qui est incapable d'agir, le Bureau nomme un président parmi les 2 autres arbitres du conseil.

### §3. Audition

**3.03.01.** Le président du conseil fixe la date, l'heure et le lieu d'audition. Le greffier en avise, par écrit, les arbitres et les parties au moins 10 jours avant cette date.

**3.03.02.** Le conseil peut demander à chacune des parties de lui remettre, dans un délai imparti, un exposé de ses prétentions avec pièces à l'appui.

**3.03.03.** Le conseil convoque les parties, les entend, reçoit leur preuve ou, le cas échéant, constate leur défaut.

**3.03.04.** Le conseil procède en toute diligence à l'instruction du différend selon la procédure et le mode de preuve qu'il juge appropriés.

**3.03.05.** Les témoignages ne sont pas enregistrés à moins que le conseil ou l'une des parties ne le requière. Dans ce dernier cas, cette partie en assume le coût.

**3.03.06.** Le greffier dresse le procès-verbal d'audition et le fait signer par les arbitres.

Le procès-verbal fait preuve *prima facie* de son contenu.

**3.03.07.** Les articles 945 et 947 du Code de procédure civile s'appliquent *mutatis mutandis* à l'arbitrage tenu en vertu du présent règlement.

### §4. Décision arbitrale

**3.04.01.** Le conseil doit rendre sa décision dans les 60 jours de la fin de l'audition, à moins que les parties ne s'entendent par écrit pour prolonger ce délai.

**3.04.02.** Le conseil statue comme amiable compositeur et rend la décision qui lui semble la plus appropriée.

**3.04.03.** La décision est rendue à la majorité des membres du conseil ; à défaut de majorité, la décision appartient au président.

La décision doit être motivée et signée par les arbitres qui y ont souscrit ; si un arbitre refuse de la signer, les autres doivent en faire mention et la décision est aussi valide que si elle avait été signée par tous.

Le greffier transmet la décision aux parties sans délai.

**3.04.04.** Les dépenses encourues par les parties pour la tenue de l'arbitrage sont supportées respectivement par chacune d'entre elles et ne sont pas recouvrables de la partie adverse.

**3.04.05.** La décision doit adjuger sur les frais d'arbitrage.

Le montant total des frais d'arbitrage ne peut en aucun cas excéder 10% du montant faisant l'objet de l'arbitrage tel que fixé à l'article 3 de l'acte de compromis.

Dans le cas où intervient une entente entre les parties avant que la décision du conseil ne soit rendue, celui-ci adjuge tout de même sur les frais d'arbitrage conformément au présent article.

**3.04.06.** La décision est finale et sans appel.

**3.04.07.** Le dossier complet de l'arbitrage est déposé chez le secrétaire qui, à moins d'autorisation expresse de la part des parties, ne peut en délivrer copie en tout ou en partie qu'à ces dernières, à leur avocat, au syndic et aux membres du Bureau.

## ANNEXE 1

(a. 2.02)

### DEMANDE DE CONCILIATION

Je, soussigné, .....  
(nom et adresse)

.....  
 personnellement ou (le cas échéant) représentant .....  
 ..... pour les fins de cette de-  
 mande, comme en fait foi l'autorisation annexée à la pré-  
 sente, étant dûment assermenté, déclare (ou déclare solen-  
 nellement) :

1. .... me réclame la  
 (nom de l'ingénieur forestier)

somme de ..... pour des services professionnels  
 rendus entre le ..... et le .....  
 ..... comme en fait foi le compte dont copie est annexée  
 à la présente ;

2. Je refuse d'acquitter ce compte pour le(s) motif(s) sui-  
 vant(s) : .....

.....  
 mais (le cas échéant) je reconnais devoir la somme de .....  
 ..... relativement aux services professionnels  
 mentionnés dans ce compte ;

3. Je demande la conciliation du syndic en vertu de la  
 section II du Règlement sur la procédure de conciliation et  
 d'arbitrage des comptes des ingénieurs forestiers (R.R.Q.,  
 c. I-10, r.8) dont je déclare avoir reçu copie et pris connais-  
 sance.

Assermenté ou déclaré solennellement devant moi  
 à .....  
 ce ..... 19...  
 Et j'ai signé

.....  
 (signature du client ou de son représentant dûment autorisé)

.....  
 (Commissaire à l'assermentation)

## ANNEXE 2

(a. 3.01.01)

### ACTE DE COMPROMIS

Intervenu entre :

.....  
 (nom et adresse)

personnellement ou (le cas échéant) représentant .....  
 ..... pour les fins du présent acte,  
 comme en fait foi l'autorisation annexée au présent acte,  
 ci-après désigné « partie de première part »,

et

.....  
 (nom et adresse)

membre de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec, ci-  
 après désigné « partie de seconde part »,

lesquels font les déclarations et conventions suivantes :

1. La partie de seconde part réclame de la partie de pre-  
 mière part la somme de ..... pour des services pro-  
 fessionnels rendus entre le ..... et le .....  
 ....., comme en fait foi le compte dont copie  
 est annexée au présent acte ;

2. La partie de première part refuse d'acquitter ce  
 compte pour le(s) motif(s) suivant(s) :

.....  
 mais (le cas échéant) la partie de première part reconnaît  
 devoir la somme de ..... relativement aux services  
 professionnels mentionnés dans ce compte ;

3. Le différend entre les parties porte sur la totalité du  
 compte ou (le cas échéant) sur la portion du compte qui  
 excède ce que la partie de première part reconnaît devoir à  
 la partie de seconde part, c'est-à-dire sur la somme ...  
 .....

4. Le différend entre les parties sera résolu par arbitrage  
 tenu conformément à la section III du Règlement sur la  
 procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des  
 ingénieurs forestiers (R.R.Q., c. I-10, r.8), dont les parties  
 déclarent avoir reçu copie et pris connaissance ;

5. La partie de première part renonce au bénéfice du  
 temps écoulé aux fins du droit à la prescription ;

6. La partie de seconde part s'engage, pendant la durée  
 de l'arbitrage, à ne pas réclamer devant les tribunaux civils  
 la partie du compte qui fait l'objet du différend ;

7. La décision arbitrale lie les parties et les règles pré-  
 vues au livre VII du Code de procédure civile (L.R.Q., c.  
 C-25) s'appliquent à son exécution ;

8. Le présent acte ne peut être résilié que du consente-  
 ment écrit des parties.

.....  
 (signature du client ou de son représentant dûment autorisé)

Signé à .....

le ..... 19...

.....  
 (signature de l'ingénieur forestier)



Signé à .....

le ..... 19...



c. I-10, r.9

## Règlement sur la procédure du comité d'inspection professionnelle des ingénieurs forestiers

Loi sur les ingénieurs forestiers  
(L.R.Q., c. I-10)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 90)

### SECTION I DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

**1.01.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- a) « comité » : le comité d'inspection professionnelle ;
- b) « Ordre » : l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec ;
- c) « dossiers » : les dossiers, livres et registres relatifs à l'exercice de la profession par un ingénieur forestier, incluant :
  - i. parmi les dossiers, livres et registres de son employeur ou de ses confrères de travail, les documents auxquels il a effectivement collaboré ; et
  - ii. un bien qui lui a été confié par un client ;
- d) « enquêteur » : le comité, un de ses membres ou une personne autorisée à assister le comité dans l'exercice de ses fonctions.

**1.02.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

### SECTION II LE COMITÉ

**2.01.** Le comité est formé de 5 membres nommés par le Bureau parmi les ingénieurs forestiers exerçant depuis au moins 3 ans, dont le secrétaire de l'Ordre.

**2.02.** Le quorum du comité est de 3 membres et il tient ses séances aux dates et aux endroits déterminés par lui ou par son président.

**2.03.** Le Bureau de l'Ordre désigne le secrétaire du comité.

**2.04.** Le secrétariat du comité est situé au siège social de l'Ordre. Y sont conservés tous les procès-verbaux, rapports et autres documents du comité.

### SECTION III CONSTITUTION D'UN DOSSIER PROFESSIONNEL

**3.01.** Au fur et à mesure de ses activités, le comité constitue et tient à jour un dossier professionnel pour chaque ingénieur forestier qui fait l'objet d'une inspection en vertu du présent règlement.

**3.02.** Le dossier professionnel contient un résumé des qualifications académiques et de l'expérience de l'ingénieur forestier, ainsi que l'ensemble des documents relatifs à une inspection dont il a fait l'objet en vertu du présent règlement.

**3.03.** Un ingénieur forestier a le droit de consulter son dossier et d'en obtenir copie.

### SECTION IV SURVEILLANCE GÉNÉRALE DE L'EXERCICE DE LA PROFESSION

**4.01.** Le comité surveille l'exercice de la profession par les ingénieurs forestiers suivant le programme qu'il détermine.

**4.02.** Chaque année, le Bureau fait publier dans le bulletin de l'Ordre le programme de surveillance générale du comité.

**4.03.** Au moins 15 jours avant la date de la vérification des dossiers d'un ingénieur forestier par un enquêteur, le comité, par l'entremise de son secrétaire, fait parvenir à l'ingénieur forestier concerné, sous pli recommandé ou certifié, un avis suivant la formule prévue à l'annexe A.

**4.04.** Si un ingénieur forestier ne peut recevoir un enquêteur à la date prévue, il doit, sur réception de l'avis, en prévenir le secrétaire du comité et convenir avec lui d'une nouvelle date.

**4.05.** Lorsqu'un enquêteur constate que l'ingénieur forestier n'a pas pu prendre connaissance de l'avis men-

tionné à l'article 4.03, il en informe le comité qui fixe une nouvelle date de vérification et en avise l'ingénieur forestier.

**4.06.** Un enquêteur doit, s'il en est requis, produire un certificat attestant sa qualité, signé par le secrétaire du comité.

**4.07.** L'ingénieur forestier dont les dossiers font l'objet d'une vérification peut être présent ou se faire représenter par un mandataire.

**4.08.** S'il a des raisons de croire que le comité devrait soumettre un ingénieur forestier à une enquête particulière, l'enquêteur dresse un état de vérification et le transmet au comité pour étude, dans les 15 jours de la fin de sa vérification.

## SECTION V

### ENQUÊTE PARTICULIÈRE SUR LA COMPÉTENCE D'UN INGÉNIEUR FORESTIER

**5.01.** À la demande du Bureau ou de sa propre initiative, le comité ou un de ses membres procède à une enquête particulière sur la compétence d'un ingénieur forestier ou, à cette fin, désigne un enquêteur.

**5.02.** 1) Au moins 5 jours francs avant la date de l'enquête particulière, le comité, par l'entremise de son secrétaire, fait parvenir à l'ingénieur forestier concerné, sous pli recommandé ou certifié un avis suivant la formule prévue à l'annexe B.

2) Nonobstant le paragraphe 1, dans le cas où la transmission d'un avis à l'ingénieur forestier pourrait compromettre les fins poursuivies par la tenue de l'enquête particulière, le comité peut autoriser un enquêteur à procéder à cette enquête sans avis.

**5.03.** Un enquêteur peut intimer l'ordre à l'employeur, au représentant ou préposé d'un ingénieur forestier de lui donner accès aux dossiers de cet ingénieur forestier.

**5.04.** Lorsque des dossiers sont détenus par un tiers, l'ingénieur forestier doit, sur demande de l'enquêteur, autoriser celui-ci à en prendre connaissance ou copie.

**5.05.** Un enquêteur peut demander à une personne d'attester sous serment ou par affirmation solennelle une déclaration qu'elle lui fait relativement à une enquête.

**5.06.** Si l'ingénieur forestier refuse de recevoir un enquêteur, celui-ci en avise immédiatement le syndic.

**5.07.** L'enquêteur dresse un rapport et le transmet au comité pour étude dans les 30 jours de la fin de son enquête.

**5.08.** Les articles 4.06 et 4.07 s'appliquent *mutatis mutandis* à une enquête tenue en vertu de la présente section.

## SECTION VI

### RECOMMANDATIONS DU COMITÉ

**6.01.** Lorsque le comité, après étude du rapport d'un enquêteur, a des raisons de croire qu'il n'y a pas lieu de recommander au Bureau d'obliger un ingénieur forestier à suivre un stage de perfectionnement et de limiter le droit de cet ingénieur forestier d'exercer ses activités professionnelles pendant la durée de ce stage, il en avise le Bureau et l'ingénieur forestier concerné dans un délai de 15 jours de sa décision.

**6.02.** Lorsque le comité, après étude du rapport d'un enquêteur, a des raisons de croire qu'il y a lieu de recommander au Bureau d'obliger un ingénieur forestier à suivre un stage de perfectionnement et de limiter le droit de cet ingénieur forestier d'exercer ses activités professionnelles pendant la durée de ce stage, il doit permettre à l'ingénieur forestier concerné de présenter une défense pleine et entière relativement à l'évaluation de sa compétence.

**6.03.** À cette fin, le comité convoque l'ingénieur forestier et lui transmet, sous pli recommandé ou certifié, 15 jours avant la date prévue pour l'audition, les renseignements et documents suivants :

- a) un avis précisant la date et l'heure de l'audition ;
- b) un exposé des faits et des motifs qui entraînent sa convocation devant le comité ; et
- c) une copie du rapport dressé par l'enquêteur à son sujet.

**6.04.** Un ingénieur forestier ou un témoin cité devant le comité a droit à l'assistance d'un avocat.

**6.05.** Le comité reçoit le serment ou l'affirmation solennelle de l'ingénieur forestier et des témoins par l'entremise d'un commissaire à l'assermentation.

**6.06.** L'audition est tenue à huis clos, sauf si le comité juge, à la demande de l'ingénieur forestier, qu'il est d'intérêt public qu'elle ne le soit pas.

**6.07.** Le comité peut procéder par défaut si l'ingénieur forestier ne se présente pas à la date et à l'heure prévues.

**6.08.** Les dépositions sont enregistrées à la demande de l'ingénieur forestier ou du comité.

**6.09.** 1) Le comité et l'ingénieur forestier acquittent leurs propres frais, à l'exception des frais d'enregistrement qui sont partagés à parts égales entre eux.

2) Nonobstant le paragraphe 1, lorsque le comité demande l'enregistrement des dépositions, il en assume tous les frais.

**6.10.** Dans ses recommandations concernant un ingénieur forestier, le comité doit tenir compte du genre d'activités professionnelles exercées de façon générale par cet ingénieur forestier.

**6.11.** Les recommandations du comité sont formulées à la majorité de ses membres dans les 90 jours de la fin de l'audition. Elles sont motivées, signées par les membres du comité qui y concourent et transmises sans délai au Bureau et à l'ingénieur forestier concerné.

**6.12.** Le comité peut, en outre, faire des recommandations au Bureau concernant les cours de formation continue que l'Ordre organise pour ses membres.

**6.13.** Lorsque le comité a des raisons de croire qu'une plainte, au sens de l'article 116 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26), pourrait être formulée contre un ingénieur forestier, il en avise le syndic de l'Ordre.

## SECTION VII DÉCISION DU BUREAU

**7.01.** Le Bureau étudie les recommandations du comité à la première réunion qu'il tient après leur réception ; dans les meilleurs délais, il prend la décision qu'il juge appropriée et en avise l'ingénieur forestier et le comité.

**7.02.** La décision est finale et sans appel et l'ingénieur forestier est tenu de s'y conformer.

## ANNEXE A (a. 4.03)

### ORDRE DES INGÉNIEURS FORESTIERS DU QUÉBEC

#### COMITÉ D'INSPECTION PROFESSIONNELLE

##### Avis de vérification

Avis vous est donné que, dans le cadre du programme de surveillance générale de l'exercice de la profession, un enquêteur de notre comité procédera à la vérification de vos dossiers, livres et registres le .....

19... à ..... h.

Signé à .....

ce ..... 19...

*Le comité d'inspection professionnelle,*

par : .....  
Secrétaire du comité.

## ANNEXE B (a. 5.02)

### ORDRE DES INGÉNIEURS FORESTIERS DU QUÉBEC

#### COMITÉ D'INSPECTION PROFESSIONNELLE

##### Avis d'enquête particulière

Avis vous est donné que, à la demande du Bureau (ou de sa propre initiative), le comité a désigné un enquêteur pour procéder à une enquête particulière sur votre compétence professionnelle, le .....

19... à ..... h.

Signé à .....

ce ..... 19...

*Le comité d'inspection professionnelle,*

par : .....  
Secrétaire du comité





c. I-10, r.10

## Règlement sur la publicité des ingénieurs forestiers

Loi sur les ingénieurs forestiers  
(L.R.Q., c. I-10)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Le présent règlement est adopté en vertu de l'article 92 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26).

**1.02.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

**1.03.** Les éléments qu'un ingénieur forestier peut mentionner au public dans sa publicité et les conditions suivant lesquelles il peut faire cette publicité sont ceux décrits au présent règlement.

**1.04.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots « panneau d'affichage » signifient : une enseigne située sur le lieu d'un chantier et indiquant le nom des personnes participant aux travaux de ce chantier.

### SECTION II CARTE PROFESSIONNELLE

**2.01.** Un ingénieur forestier ne peut inscrire sur sa carte professionnelle autre chose que :

- a) son nom ;
- b) ses titres consacrés par un diplôme ;
- c) sa profession et, le cas échéant, son appartenance à une autre corporation professionnelle ;
- d) sa fonction ;
- e) le nom de son employeur, le cas échéant ;
- f) le cas échéant, la raison sociale de la société à laquelle il appartient ;
- g) l'insigne ou le sigle de son employeur ou de la société à laquelle il appartient ;

h) l'adresse de son bureau, le numéro de téléphone de son bureau et de sa résidence, ses numéros de télécopieur ;

i) le symbole graphique de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec.

**2.02.** La carte professionnelle ne peut mesurer plus de 6 centimètres de largeur sur 11 centimètres de longueur.

### SECTION III MÉDIA D'INFORMATION

**3.01.** Un ingénieur forestier peut publier ou permettre que soit publiée, dans des journaux, revues, périodiques, annuaires ou autres imprimés, une annonce contenant tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 2.01. Cette annonce ne peut toutefois dépasser un décimètre carré et ne peut paraître plus d'une fois dans un même numéro de journal, revue, périodique, annuaire ou autre imprimé.

**3.02.** À l'occasion d'un changement d'associés, de l'ouverture de son bureau, de son entrée dans un bureau existant, de sa première inscription au tableau de l'Ordre ou lors d'une nomination à un poste relié à l'exercice de la profession, un ingénieur forestier peut publier un avis à cet effet, de même que sa photographie et certaines notes biographiques, dans des journaux, revues, périodiques, annuaires ou autres imprimés.

Cette annonce ne peut paraître plus d'une fois dans un même numéro de journal, revue, périodique, annuaire ou autre imprimé, ni dans plus de 2 numéros d'un même journal, revue, périodique, annuaire ou autre imprimé.

La photographie autorisée au présent article ne peut excéder 64 centimètres carrés.

**3.03.** Un ingénieur forestier peut publier ou permettre que soient publiés dans des journaux et des revues techniques des articles décrivant les travaux auxquels il a participé.

**3.04.** Un ingénieur forestier peut participer à une émission de radio ou de télévision portant sur un sujet relié à l'exercice de la profession.

### SECTION IV PAPETERIE

**4.01.** Un ingénieur forestier peut inscrire sur sa papeterie tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 2.01. Il

peut également y inscrire le nom d'un ingénieur forestier avec qui il exerce en société et le nom d'un membre d'une autre corporation professionnelle reconnue par le Code des professions si la profession de ce membre est mentionnée.

## SECTION V

### PUBLICITÉ SUR LE LIEU DE TRAVAIL

**5.01.** Un ingénieur forestier peut afficher à l'intérieur et à l'extérieur de son bureau une enseigne non lumineuse contenant tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 4.01. Une telle enseigne ne peut dépasser 25 décimètres carrés.

**5.02.** Un ingénieur forestier peut afficher, sur le lieu d'un projet en voie de réalisation et auquel il participe, une enseigne n'excédant pas 1,1 mètre carré et contenant tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 4.01. Il peut en outre y indiquer le domaine de ses activités professionnelles relativement à ce projet.

**5.03.** Un ingénieur forestier peut inscrire sur le panneau d'affichage d'un chantier où il exerce des activités professionnelles tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 4.01. Il peut en outre y indiquer le domaine de ses activités professionnelles relativement à ce projet.

**5.04.** Un ingénieur forestier peut inscrire sur les portières ou sur le panneau arrière d'un véhicule qu'il utilise exclusivement pour des activités professionnelles les éléments mentionnés aux paragraphes *a*, *c*, *e*, *f*, *g* et *i* de l'article 2.01.

## SECTION VI

### DISPOSITIONS DIVERSES

**6.01.** Un ingénieur forestier peut publier une brochure comprenant des renseignements sur son expérience professionnelle et sur l'organisation de son bureau pour distribuer à un client éventuel.

**6.02.** Le nom d'une société peut comprendre le nom d'un ingénieur forestier décédé ou qui a quitté la société durant une période qui n'excède pas 6 mois après son décès ou son départ, sauf, dans ce dernier cas, si cet ingénieur forestier fait partie d'une autre société.

**6.03.** Lorsque l'ingénieur forestier reproduit le symbole graphique de l'Ordre pour les fins de sa publicité, il doit s'assurer que ce symbole est conforme à l'original détenu par le secrétaire et qu'il ne dépasse pas 25 décimètres carrés.



c. I-10, r.11

## Règlement sur les stages de perfectionnement des ingénieurs forestiers

Loi sur les ingénieurs forestiers  
(L.R.Q., c. I-10)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Le présent règlement est adopté en vertu du paragraphe j de l'article 94 du Code des Professions (L.R.Q., c. C-26).

**1.02.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

- a) « stage » : un stage de perfectionnement visé par le présent règlement ;
- b) « stagiaire » : un ingénieur forestier tenu de compléter un stage ;
- c) « maître de stage » : une personne ayant la responsabilité de vérifier si un stage ou une partie d'un stage est conforme aux objectifs et modalités fixés par le Bureau.

**1.03.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

### SECTION II STAGE

**2.01.** Le Bureau peut, s'il estime que le niveau de compétence d'un membre s'avère inférieur aux exigences de la protection du public, imposer un stage à un ingénieur forestier qui :

- a) s'est inscrit au tableau plus de 5 ans après avoir obtenu son permis ou plus de 5 ans après la date à laquelle il avait droit à la délivrance d'un tel permis ;
- b) s'est réinscrit au tableau après avoir fait défaut de s'y inscrire pendant plus de 5 ans ;
- c) s'est réinscrit au tableau après en avoir été radié pendant plus de 5 ans ;

d) fait l'objet d'une recommandation en ce sens de la part du comité d'inspection professionnelle ou du comité de discipline en vertu des articles 113 ou 160 du Code des professions ;

e) a accompli un stage jugé, en vertu de l'article 2.10, non conforme aux objectifs et aux modalités fixés par le Bureau.

**2.02.** Un stage ne peut être imposé plus de 90 jours après le moment où un ingénieur forestier est susceptible de se le voir imposer.

**2.03.** Un stage peut comprendre notamment l'une ou plusieurs des activités suivantes :

- a) une période de formation pratique ;
- b) des études ;
- c) des cours ;
- d) des travaux de recherche.

**2.04.** Un stage ne peut excéder 1 000 heures, ni s'échelonner sur une période de plus de 12 mois consécutifs.

**2.05.** La décision du Bureau d'imposer un stage à un ingénieur forestier doit préciser les objectifs, la durée et les modalités de ce stage.

**2.06.** Le Bureau détermine l'endroit et le moment où le stage doit avoir lieu et, si nécessaire, désigne un ou plusieurs maîtres de stage.

**2.07.** Un maître de stage, dans les 5 jours suivant la fin de ses fonctions, doit faire parvenir au Bureau un rapport indiquant, motifs à l'appui, si le stagiaire a agi, alors qu'il était sous sa responsabilité, conformément aux objectifs et modalités fixés par le Bureau.

**2.08.** Le Bureau peut exiger que des rapports supplémentaires lui soient soumis par le stagiaire ou son maître de stage aux dates qu'il détermine.

**2.09.** En même temps qu'il fait parvenir au Bureau un rapport suivant les articles 2.07 ou 2.08, un maître de stage doit en transmettre une copie au stagiaire.



**2.10.** Après étude de chacun des rapports requis suivant les articles 2.07 et 2.08, le Bureau décide, dans les 20 jours suivant la fin du stage, si celui-ci est conforme aux objectifs et modalités fixés.

### SECTION III LIMITATION DES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES

**3.01.** Le Bureau peut, s'il l'estime nécessaire pour la protection du public, limiter, pendant la totalité ou une partie d'un stage, le droit d'exercice du stagiaire de l'une ou plusieurs des façons suivantes :

- a) en déterminant les circonstances de temps ou de lieu où il est autorisé ou, inversement, il n'est pas autorisé à exercer ;
- b) en déterminant les actes professionnels qu'il est autorisé ou, inversement, qu'il n'est pas autorisé à poser ;
- c) en exigeant qu'il pose les actes professionnels qui lui sont permis ou certains d'entre eux, sous la surveillance d'un autre ingénieur forestier ou d'un groupe d'ingénieurs forestiers.

**3.02.** La décision du Bureau de limiter le droit d'exercice d'un stagiaire doit être transmise à son employeur, le cas échéant.

### SECTION IV DÉCISIONS DU BUREAU

**4.01.** Avant d'imposer un stage, de limiter le droit d'exercice d'un stagiaire ou de décider qu'un stage complété n'est pas conforme aux objectifs et modalités fixés, le Bureau doit donner à l'ingénieur forestier visé l'occasion de se faire entendre. À cette fin, le Bureau doit donner à cet ingénieur forestier un avis écrit d'au moins 5 jours de la date de l'audition.

**4.02.** Une décision imposant un stage, limitant le droit d'exercice d'un stagiaire ou statuant sur la validité d'un stage complété, doit être motivée par écrit et transmise à l'ingénieur forestier visé, par signification conformément au Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25), ou sous pli recommandé ou certifié.

**4.03.** Une décision du Bureau imposant un stage ou limitant le droit d'exercice d'un stagiaire prend effet 30 jours après son expédition ou sa signification à celui-ci.

**4.04.** Pendant la durée d'un stage, le Bureau peut, sur demande motivée du stagiaire et communiquée à son maître de stage, réduire la durée et les exigences du stage et, le

cas échéant, diminuer les conditions de la limitation du droit d'exercice du stagiaire.

**4.05.** Un ingénieur forestier est tenu de se conformer à une décision du Bureau rendue conformément au présent règlement.

---

A.C. 2055-76, (1976) 108 G.O.II, 4139

A.C. 668-77, (1977) 109 G.O.II, 1243



c. I-10, r.12

## Tarif d'honoraires des ingénieurs forestiers

Loi sur les ingénieurs forestiers  
(L.R.Q., c. I-10)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26)

**1.** A moins de conventions différentes et plus avantageuses, l'ingénieur forestier doit pour le calcul de ses honoraires, adopter l'une ou l'autre des méthodes suivantes :

a) **méthode horaire** : il est loisible à l'ingénieur forestier de calculer ses honoraires sur une base horaire. Dans ce cas, les taux horaires ne doivent pas être inférieurs aux taux suivants :

pour une journée régulière (6 heures) . . . . . 125 \$  
pour chaque heure additionnelle . . . . . 25 \$

Dans le calcul des honoraires, suivant cette méthode, on tient compte de tout le temps consacré au service du client, soit sur le terrain, soit au bureau ou ailleurs, ainsi que de tout le temps employé dans des voyages où le client est intéressé. En plus des honoraires fixés ci-dessus, l'ingénieur forestier a droit au remboursement :

i. de toutes les dépenses encourues dans l'exercice de ses fonctions pour le compte du client, y compris, le cas échéant, les frais de consultation qu'il a cru devoir encourir auprès d'un autre professionnel ;

ii. des salaires des aides requis pour l'exécution des travaux. De plus, ces salaires doivent être majorés de 150% pour tenir compte des frais de bureau et de la dépréciation de l'équipement requis ;

b) **méthode à pourcentage** : il est loisible à l'ingénieur forestier, dans le cas de travaux d'évaluation, surveillance, aménagements polyvalents ou autres, de calculer ses honoraires suivant un pourcentage du coût des travaux à effectuer. Cependant, pour les études et les enquêtes préliminaires menées pour préparer des plans et devis, les honoraires doivent se calculer suivant la méthode horaire. Dans tous les cas, les honoraires ne doivent jamais être inférieurs à ceux que donnerait un calcul fondé sur la méthode horaire.

Pour la préparation de plans et devis, présentation de projets définitifs, incluant plans et documents faisant partie d'un avant-projet, plans et devis descriptifs et estimatifs

avec leurs prix unitaires justifiés, le tout formant estimation globale des frais d'exécution, tous les plans supplémentaires, textes, dessins, croquis, études, esquisses relatifs au projet et tous les autres documents servant de base aux appels d'offres, l'ingénieur forestier a droit aux honoraires suivants basés sur le coût du ou des projets approuvés :

Coût des travaux	Pourcentage
Moins de 100 000 \$ . . . . .	3,60
100 000 \$ à 200 000 \$ . . . . .	3,30
200 000 \$ à 1 000 000 \$ . . . . .	3,00
1 000 000 \$ à 5 000 000 \$ . . . . .	2,70
5 000 000 \$ à 6 000 000 \$ . . . . .	2,64
6 000 000 \$ à 7 000 000 \$ . . . . .	2,58
7 000 000 \$ à 8 000 000 \$ . . . . .	2,52
8 000 000 \$ à 9 000 000 \$ . . . . .	2,46
9 000 000 \$ et plus . . . . .	2,40

S'il a la surveillance complète des travaux, l'ingénieur forestier a droit de plus aux honoraires suivants basés sur le coût total de chacun des projets approuvés :

Coût des travaux	Pourcentage
Moins de 100 000 \$ . . . . .	6,40
100 000 \$ à 200 000 \$ . . . . .	5,70
200 000 \$ à 1 000 000 \$ . . . . .	4,00
1 000 000 \$ à 5 000 000 \$ . . . . .	3,30
5 000 000 \$ à 6 000 000 \$ . . . . .	3,26
6 000 000 \$ à 7 000 000 \$ . . . . .	3,22
7 000 000 \$ à 8 000 000 \$ . . . . .	3,18
8 000 000 \$ à 9 000 000 \$ . . . . .	3,14
9 000 000 \$ et plus . . . . .	3,10

**2.** Quelle que soit la méthode utilisée dans le calcul de ses honoraires, l'ingénieur forestier se réserve, dans tous les cas, le droit de porter au compte de son client toutes les dépenses justifiées qui n'auraient pas été prévues dans les stipulations du contrat ou lors de l'estimation de ses services.

**3.** Le présent tarif demeure en vigueur jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1984.

A.C. 4091-68, (1969) 101 G.O., 185  
D. 3484-81, (1981) 113 G.O.II, 5548





c. I-10, r.13

## Règlement sur la tenue des dossiers et des cabinets de consultation des ingénieurs forestiers

Loi sur les ingénieurs forestiers

(L.R.Q., c. I-10)

Code des professions

(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

### SECTION I

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Le présent règlement est adopté en vertu des paragraphes c et d de l'article 94 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26).

**1.02.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

a) « cabinet de consultation » : le lieu où un ingénieur forestier dispense des services professionnels, à l'exclusion notamment du lieu mentionné à l'article 3.02 et de la salle de travail des employés de cet ingénieur forestier ;

b) « client » : toute personne, groupe de personnes ou employeur pour qui l'ingénieur forestier exerce sa profession.

**1.03.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

**1.04.** Rien dans le présent règlement ne doit être interprété comme excluant l'utilisation de l'informatique ou de toute autre technique pour la constitution et la tenue des dossiers d'un ingénieur forestier.

**1.05.** La section III ne s'applique qu'au cabinet de consultation où un ingénieur forestier exerce à son propre compte ou pour le compte d'un ingénieur forestier ou d'une société d'ingénieurs forestiers.

### SECTION II

#### TENUE DES DOSSIERS

**2.01.** Sous réserve de l'article 2.07, un ingénieur forestier doit tenir, à l'endroit où il exerce sa profession, un dossier pour chacun de ses clients.

**2.02.** Un ingénieur forestier doit consigner dans chaque dossier les éléments et renseignements suivants :

- a) la date d'ouverture du dossier ;
- b) les noms et prénoms du client, son adresse, son numéro de téléphone, sa date de naissance et son sexe ;
- c) une description sommaire des motifs de la consultation ;
- d) une description des services professionnels rendus et leur date ;
- e) les recommandations faites au client ;
- f) les annotations, la correspondance et les autres documents relatifs aux services professionnels rendus.

**2.03.** Un ingénieur forestier doit tenir à jour chaque dossier jusqu'au moment où il cesse de rendre des services professionnels à la personne concernée par ce dossier.

**2.04.** Un ingénieur forestier doit conserver chaque dossier pendant au moins 5 ans à compter de la date du dernier service rendu.

**2.05.** Un ingénieur forestier doit conserver ses dossiers dans un local ou un meuble auquel le public n'a pas librement accès et pouvant être fermé à clef ou autrement.

**2.06.** Lorsqu'un client retire un document du dossier qui le concerne, l'ingénieur forestier doit insérer dans ce dossier une note signée par ce client indiquant la nature du document et la date du retrait.

**2.07.** Lorsqu'un ingénieur forestier est membre ou à l'emploi d'une société, ou lorsqu'il est à l'emploi d'une personne physique ou morale, les dossiers tenus par cette société ou cet employeur relativement aux personnes concernées par les services que rend cet ingénieur forestier, sont considérés, aux fins du présent règlement, comme les dossiers de ce dernier s'il peut y inscrire les éléments ou renseignements mentionnés à l'article 2.02 ; s'il ne peut le faire, il doit tenir un dossier pour chacune de ces personnes.

**2.08.** Un ingénieur forestier doit signer ou parapher toute inscription ou tout rapport qu'il introduit dans un dossier conformément au présent règlement.

**SECTION III****TENUE DES CABINETS DE CONSULTATION**

**3.01.** Un ingénieur forestier doit aménager son cabinet de consultation de façon à ce que l'identité et les conversations des personnes qui s'y trouvent ne puissent être perçues de l'extérieur de ce cabinet.

**3.02.** Un ingénieur forestier doit aménager près de son cabinet de consultation un endroit destiné à recevoir les personnes à qui il rend des services professionnels.

**3.03.** Un ingénieur forestier doit afficher son permis à la vue du public.

**3.04.** Un ingénieur forestier doit mettre à la vue du public dans le lieu mentionné à l'article 3.02 une copie du Code de déontologie des ingénieurs forestiers (c. I-10, r.2) et du Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des ingénieurs forestiers (c. I-10, r.8). Il doit également inscrire sur chacun de ces règlements l'adresse de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec.

**3.05.** Sous réserve des articles 3.03 et 3.04, un ingénieur forestier, outre les objets décoratifs ou utilitaires, ne peut afficher dans son cabinet de consultation et dans les autres locaux reliés à la pratique de sa profession que les diplômes ayant un rapport avec l'exercice de sa profession.

**3.06.** Un ingénieur forestier qui s'absente de son cabinet de consultation pour plus de 5 jours ouvrables consécutifs doit prendre les mesures nécessaires pour informer les personnes qui tentent de le rejoindre de la durée de cette absence.



c. I-10, r.14

## **Règlement divisant le territoire du Québec en régions aux fins des élections au Bureau de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec**

Loi sur les ingénieurs forestiers  
(L.R.Q., c. I-10)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 65)

**1.** Pour assurer une représentation régionale adéquate au sein du Bureau de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec, le territoire du Québec est divisé en 8 régions :

- a) la région du Bas-Saint-Laurent – Gaspésie ;
- b) la région du Saguenay – Lac-Saint-Jean ;
- c) la région de Québec ;
- d) la région de Trois-Rivières ;
- e) la région des Cantons-de-l'Est – Montréal ;
- f) la région de l'Outaouais ;
- g) la région du Nord-Ouest – Nouveau-Québec ;
- h) la région de la Côte-Nord.

**2.** Le territoire de la région du Bas-Saint-Laurent – Gaspésie est celui de la région 1 décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions (c. C-26, r.8).

Le territoire de la région du Saguenay – Lac-Saint-Jean est celui de la région 2 décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions.

Le territoire de la région de Québec est celui de la région 3 décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions.

Le territoire de la région de Trois-Rivières est celui de la région 4 décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions.

Le territoire de la région des Cantons-de-l'Est – Montréal est celui des régions 5 et 6 décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions.

Le territoire de la région de l'Outaouais est celui de la région 7 décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions.

Le territoire de la région Nord-Ouest – Nouveau-Québec est celui des régions 8 et 10 décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions.

Le territoire de la région de la Côte-Nord est celui de la région 9 décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions.

**3.** Un administrateur est élu pour représenter la région du Bas-Saint-Laurent – Gaspésie, 1 pour la région du Saguenay – Lac-Saint-Jean, 6 pour la région de Québec, 1 pour la région de Trois-Rivières, 1 pour la région des Cantons-de-l'Est – Montréal, 1 pour la région de l'Outaouais, 1 pour la région du Nord-Ouest – Nouveau-Québec et 1 pour la région de la Côte-Nord.

**4.** Un ingénieur forestier vote dans la région où il exerce principalement sa profession, pour les candidats de cette région. Il vote en outre pour un candidat au poste de président, dans les cas où celui-ci est élu au suffrage universel.

**5.** Si le président est élu au suffrage universel, le Bureau est formé de 17 personnes, dont le président.

Si le président est élu au suffrage des administrateurs élus, le Bureau est formé de 16 personnes, dont le président.





c. I-12.1, r.1

## Code de plomberie

Loi sur les installations de tuyauterie

(L.R.Q., c. M-7, a. 24, mod. L.Q., 1975, c. 53 ; après refonte : L.R.Q., c. I-12.1)

### Préambule

Une installation sanitaire doit avant tout être salubre, c'est-à-dire elle doit permettre :

- 1) d'assurer en tous les points d'un bâtiment :
  - a) une alimentation en eau, à la température voulue et avec un débit suffisant et continu, sans pollution possible ;
  - b) une évacuation rapide des eaux pluviales et des eaux usées chargées de déchets organiques et autres ;
- 2) d'empêcher l'air vicié provenant des égouts ou du système de drainage lui-même de pénétrer à l'intérieur des locaux.

Cependant, une installation sanitaire doit aussi être commode, robuste, silencieuse, esthétique et économique. Ce résultat sera atteint par le choix judicieux du schéma, du tracé, des appareils, des matériaux et le soin apporté à leur mise en oeuvre.

Les modalités d'installation peuvent varier d'un système de plomberie à l'autre, mais certains principes de base doivent toujours être respectés afin de protéger la santé publique.

Les principes énoncés ci-dessous ont servi de base au présent code et doivent être suivis lorsque se présentent certaines conditions non prévues dans ce code, et toute interprétation de l'une ou l'autre des dispositions qui y sont contenues doit être compatible avec leur intention.

Principe 1. Tout bâtiment destiné à l'habitation doit être pourvu d'un réseau de distribution d'eau potable protégé contre tout danger de pollution.

Principe 2. Les appareils doivent être alimentés en eau en quantité et avec une pression suffisantes à leur fonctionnement normal sans bruit insolite.

Principe 3. Tout bâtiment, construit après le 1<sup>er</sup> avril 1973, doit être pourvu d'une canalisation alimentant en eau chaude tout appareil destiné au lavage, à la toilette, au nettoyage ou à des fins domestiques.

Principe 4. Un système de plomberie doit être conçu et installé de façon à n'utiliser que la quantité d'eau minimale nécessaire au bon fonctionnement et au bon nettoyage des appareils.

Principe 5. Les dispositifs pour le chauffage et l'emménagement de l'eau doivent être conçus et installés de façon à prévenir tout danger d'explosion ou de surchauffe.

Principe 6. Là où il existe un égout public à distance raisonnable, tout système de plomberie doit y être raccordé. Dans les autres cas, les eaux usées doivent être traitées au moyen d'un système approuvé avant d'être évacuées.

Principe 7. Toute unité de logement doit avoir au moins un cabinet d'aisances, une baignoire ou une douche, un évier de cuisine et un lavabo. Tout autre bâtiment doit être pourvu du nombre d'appareils essentiels à l'hygiène personnelle de ses occupants et aux exigences de santé minimales.

Principe 8. Les appareils doivent être construits d'un matériau présentant une surface lisse, imperméable, résistante et facile à nettoyer.

Principe 9. Un système de drainage doit être conçu, installé et entretenu de façon à prévenir tout refoulement et à assurer un écoulement libre des eaux usées. Il doit être muni d'un nombre suffisant de regards de nettoyage permettant de vérifier l'étanchéité de la tuyauterie et de la nettoyer facilement.

Principe 10. Un système de plomberie doit être construit avec des matériaux durables et sans défauts. Il doit être conçu et installé de façon à donner un rendement satisfaisant durant sa vie normale.

Principe 11. Tout appareil raccordé directement à un système de drainage doit être protégé par un siphon.

Principe 12. Un système de drainage doit être ventilé de façon à assurer une circulation d'air pour prévenir la formation d'une pression négative ou positive et le siphonnement des garde d'eau dans des conditions normales.

Principe 13. Un système d'évents doit se terminer à l'air extérieur et être installé de façon à ne pas être obstrué et à éviter le retour de l'air vicié dans le bâtiment.

Principe 14. Tout système de plomberie, avant d'être mis en service, doit être soumis à des épreuves permettant d'y déceler toute fuite ou défectuosité.

Principe 15. Aucune substance, susceptible de se fixer ou de former des dépôts, de dégager un gaz ou un produit



explosif, nocif ou toxique, ne doit se déverser directement dans un système de drainage.

**Principe 16.** Des soins tout particuliers doivent être apportés pour prévenir toute contamination des aliments et de l'eau potable. Les appareils ainsi visés doivent être raccordés indirectement s'il est jugé nécessaire.

**Principe 17.** Les cabinets d'aisances, les urinoirs, les lavabos, les baignoires et les douches doivent être situés dans un local convenablement éclairé, chauffé et aéré.

**Principe 18.** Toute précaution doit être prise pour prévenir tout refoulement dans un système de plomberie à l'intérieur du bâtiment.

**Principe 19.** Tout système de plomberie doit être tenu en tout temps, en bon état de salubrité et de fonctionnement ; les défauts décelés doivent être corrigés dans le plus court délai possible.

**Principe 20.** Tout appareil doit être accessible et installé de façon qu'il puisse être utilisé et nettoyé normalement.

**Principe 21.** Un système de plomberie doit être installé de façon à ne pas affecter la résistance de la structure du bâtiment et les appareils doivent pouvoir être utilisés sans détériorer les murs ou toute autre partie du bâtiment.

**Principe 22.** Les eaux usées d'un système de drainage, pouvant polluer des eaux de surface ou souterraines, doivent être traitées adéquatement avant d'être déversées sur le sol ou dans un cours d'eau.

## SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET ADMINISTRATIVES

### §1.1. Définitions

**1.1.1.** Aux fins du présent code et à moins que le contexte ne s'y oppose ou qu'il soit mentionné autrement, les mots et expressions suivants signifient ou désignent :

1) « accessible » : situé dans un endroit dégagé et qui peut être atteint et manipulé facilement avec les outils appropriés ;

2) « amorceur de siphon » : dispositif raccordé au tuyau d'alimentation d'un appareil fréquemment utilisé pour dévier vers un siphon une certaine quantité d'eau nécessaire au maintien de sa garde d'eau ;

3) « appareil » : tout réceptacle, récipient, renvoi de plancher ou équipement, avec ou sans alimentation d'eau, recevant ou pouvant recevoir des eaux usées qui se déversent directement ou indirectement dans un système de drainage ;

4) « appareil unitaire » : voir « unité de drainage » ;

5) « approuvé » : expressément permis par le présent code ou jugé équivalent aux normes prévues par le code par le bureau des examinateurs ;

6) « auteur des travaux ou entrepreneur » : quiconque entreprend des travaux relatifs à un système de plomberie ;

7) « bassin de captation, de neutralisation » : réservoir d'emmaganisage où des eaux usées contenant des produits chimiques, acides, toxiques, corrosifs, sont retenues et traitées s'il y a lieu, avant d'être déversées dans un système de drainage ;

8) « bâtiment » : construction ayant une toiture supportée par des poteaux ou des murs et servant à abriter ou loger des personnes ou des animaux ou à entreposer des choses ;

9) « bord » : niveau le plus élevé que l'eau peut atteindre, avant de déborder d'un appareil, sans tenir compte de l'écoulement par trop-plein ;

10) « branchement » : terme générique pour désigner tout tuyau dans un système de plomberie autre qu'une colonne, un tuyau de distribution, un montant, un tuyau de service d'eau, un drain ou un égout de bâtiment ;

11) « branchement d'appareils » : branchement auquel un ou plusieurs appareils sont raccordés sur le même plancher ;

12) « branchement de drain » : branchement qui est raccordé à un drain de bâtiment ;

13) « bride » : raccord utilisé pour fixer un appareil au plancher ou au mur, et le raccorder à son tuyau de renvoi ;

14) « brise-vide » : dispositif installé dans un réseau de distribution d'eau pour empêcher le siphonnement d'eau non potable dans ce système ;

15) « canalisation d'incendie » : canalisation d'eau servant à alimenter exclusivement des moyens de secours contre l'incendie ;

16) « cave » : étage entièrement sous-terre, ou présentant plus de la moitié de sa hauteur du plancher fini à plafond, au-dessous du niveau du trottoir à l'alignement de la voie publique, ou le cas échéant, du niveau du sol au bâtiment ;

17) « chambre d'air » : prolongement de la tuyauterie d'eau à la partie supérieure d'un tuyau vertical, servant à loger l'air entraîné, dans le but d'éliminer les coups de bélier ;

18) « charge hydraulique » : quantité maximale d'eaux usées que peut recevoir un système de drainage en un point et pour une pente donnée ;

19) « chasse d'eau » : quantité d'eau libérée par une soupape de chasse pour nettoyer le siphon d'un cabinet d'aisances, d'un urinoir, ou de tout autre appareil similaire ;

20) « chicane » : cloison ou obstruction installée dans un appareil pour retarder l'écoulement des eaux usées ;

21) « cloisonnement coupe-feu » : élément de construction capable d'empêcher la propagation du feu ;

22) « colonne » : terme générique pour désigner tout tuyau vertical de drainage, avec ou sans décalage qui traverse au moins un étage et tout tuyau vertical d'évent qui traverse au moins 2 étages ;

23) « colonne barométrique » : boucle verticale d'une tuyauterie d'eau s'élevant à une hauteur d'au moins 34 pieds au-dessus du bord de l'appareil le plus élevé, pour empêcher les eaux usées de retourner dans le réseau de distribution d'eau, sous une pression négative d'une atmosphère ou 14,7 livres par pouce carré ;

24) « colonne de chute » : colonne servant à évacuer des eaux sanitaires contenant des matières fécales, avec ou sans le déversement d'autres appareils ;

25) « colonne d'évent » : colonne servant à la ventilation d'un système de drainage ;

26) « colonne de renvoi » : colonne servant à évacuer des eaux sanitaires exemptes de matières fécales ;

27) « colonne pluviale » : colonne servant à évacuer des eaux pluviales seulement ;

28) « conduite pluviale » : voir « colonne pluviale » ;

29) « construction incombustible » : type de construction permettant d'obtenir un certain degré de protection contre les dangers du feu grâce à l'emploi de matériaux incombustibles pour les éléments de la charpente et les assemblages ;

30) « contamination » : introduction dans l'eau potable de toute substance (organique, inorganique, biologique ou radioactive) qui en atténue les qualités de façon à constituer un risque, à être moins potable ou à en diminuer l'utilisation ;

31) « coupe-air d'un siphon » : point le plus bas de la couronne de la tuyauterie du siphon ;

32) « couronne » : partie supérieure de la paroi interne d'un tuyau ;

33) « D B O » : (demande biochimique en oxygène) : quantité d'oxygène utilisée dans l'oxydation biochimique de la matière organique, et déterminée par des méthodes de laboratoire reconnues, à 5 jours et à 20°C. La D B O est

exprimée en milligrammes d'oxygène par litre d'eaux usées ;

34) « décalage » : agencement de raccords et de tuyaux qui relie 2 sections parallèles d'une tuyauterie, tout en conservant le même sens d'écoulement ;

35) « demande de chlore » : quantité de chlore nécessaire exprimée en milligrammes par litre que l'on doit appliquer aux eaux usées pour obtenir l'apparition de chlore résiduaire libre après 15 minutes. Ce chlore est utilisé par les substances réductrices organiques et inorganiques contenues dans les eaux usées ;

36) « descente » : colonne pluviale extérieure ;

37) « déversoir » : ouverture qui permet l'écoulement d'un fluide et en règle le débit ;

38) « déversoir d'un siphon » : point le plus élevé du radier de la tuyauterie d'un siphon à sa sortie ;

39) « diamètre » : diamètre nominal par lequel un tuyau, un raccord, un siphon est désigné commercialement ;

40) « dispositif » : objet ou instrument qui peut être ajouté à un système de plomberie pour en assurer le fonctionnement ou en améliorer le rendement ;

41) « dispositif anti-refoulement » : dispositif installé dans un réseau de distribution d'eau pour empêcher l'eau non potable d'y refouler ;

42) « dispositif anti-siphonnement » : voir « brisevide » ;

43) « drain de bâtiment » : partie la plus basse d'un système de drainage, à l'intérieur d'un bâtiment, qui canalise les eaux usées des colonnes et des branchements de drain vers l'égout de bâtiment ;

44) « drain de bâtiment combiné » : canalise des eaux pluviales et des eaux sanitaires ou des eaux industrielles ;

45) « drain de bâtiment pluvial » : canalise exclusivement des eaux pluviales ;

46) « drain de bâtiment sanitaire » : canalise exclusivement des eaux sanitaires ;

47) « drain français » : tuyauterie installée sous terre pour intercepter et évacuer les eaux souterraines ;

48) « eau chaude » : eau dont la température minimale est de 120° F ;

49) « eaux industrielles » : eaux contenant des liquides ou des déchets provenant de procédés industriels ou commerciaux ;

50) « eaux pluviales » : eaux provenant d'une chute de pluie ou de neige ;

51) « eau potable » : eau qui est propre à la consommation humaine, et qui est conforme aux exigences établies par le ministère de l'Environnement ;

52) « eaux sanitaires » : eaux provenant des appareils de plomberie à usage domestique ;

53) « eaux souterraines » : eaux provenant de l'infiltration du sol ou d'un terrain ;

54) « eaux usées » : eaux souterraines, pluviales, sanitaires et industrielles ;

55) « édifice public » : tel que défini dans la Loi sur la sécurité dans les édifices publics (L.R.Q., c. S-3) ;

56) « égout de bâtiment » : partie d'un système de drainage partant d'un point situé à 3 pieds de la face extérieure du mur d'un bâtiment ou du mur latéral dans le cas des lots d'encoignure et se raccordant à l'égout public ou à une fosse septique ;

57) « égout de bâtiment combiné » : canalise des eaux pluviales et des eaux sanitaires ou des eaux industrielles ;

58) « égout de bâtiment pluvial » : canalise exclusivement des eaux pluviales ;

59) « égout de bâtiment sanitaire » : canalise exclusivement des eaux sanitaires ;

60) « égout de terrain » : partie d'un système de drainage recevant des eaux usées qui ne proviennent pas d'un bâtiment pour les canaliser vers l'égout public, un égout privé ou un bassin de drainage ;

61) « égout mort » : égout qui ne reçoit plus d'eaux usées et qui ne sert plus au rendement d'un système de drainage ;

62) « égout privé » : égout sur une propriété privée qui relie les systèmes de drainage de plusieurs bâtiments ou terrains à l'égout public ou à une fosse septique ;

63) « égout public » : canalisation construite par ou pour une municipalité pour recevoir les égouts de bâtiments et de terrains et ajoutée à son réseau pour usage public. Cette canalisation se termine à la ligne de propriété ;

64) « espace d'air » : distance verticale libre de toute obstruction entre l'extrémité inférieure d'une ouverture d'alimentation d'eau et le bord de l'appareil ; ou entre la sortie d'un tuyau de renvoi raccordé indirectement et le bord de l'appareil ou du réceptacle qui reçoit les eaux usées de ce renvoi ;

65) « établissement commercial » : comprend tout endroit où l'on propose, à la vente ou à l'achat, des marchandises et tout endroit où l'on offre des services, ainsi que les dépendances de chacun de ces établissements ; elle ne

comprend pas les hôtels, restaurants et magasins où seuls les membres d'une même famille travaillent ;

66) « établissement industriel » : comprend les manufactures, fabriques, usines, chantiers et ateliers de tous genres, ainsi que les dépendances de chacun de ces établissements. Dans les chantiers, sont inclus les chantiers de construction et de démolition et les chantiers forestiers. Un baraquement est réputé une dépendance.

Une propriété ou un lieu quelconque n'est pas exclu de la définition ci-dessus donnée d'un établissement industriel, pour la seule raison que cette propriété ou ce lieu est en plein air ;

67) « étage » : partie d'un bâtiment comprise entre les faces supérieures de 2 planchers successifs ou, entre la face supérieure d'un plancher et le plafond, lorsqu'il n'y a pas de plancher au-dessus ;

68) « événement » : tuyau qui fait partie d'un système d'événements ;

69) « événement auxiliaire » : événement raccordé à son extrémité inférieure à une colonne ou un branchement de chute ou de renvoi et à son extrémité supérieure à un événement et dont la fonction est d'augmenter la circulation d'air ;

70) « événement en boucle » : événement raccordé à sa partie supérieure au prolongement de la colonne qui reçoit les eaux usées des appareils qu'il ventile ou à la colonne d'événement de cette dernière ;

71) « événement en circuit » : événement se terminant à l'air libre ou raccordé à sa partie supérieure à un événement autre que le prolongement de la colonne qui reçoit les eaux usées des appareils qu'il ventile ;

72) « événement de colonne » : événement qui est le prolongement d'une colonne de chute ou de renvoi au-dessus du raccordement d'un renvoi d'appareil ou du branchement le plus élevé ;

73) « événement d'utilité » : événement dont les extrémités sont raccordées en boucle au système de drainage pour remplacer un événement dont l'installation est jugée impossible ou impraticable ;

74) « événement mouillé » : événement qui sert en même temps de renvoi ;

75) « fosse septique » : réservoir d'épuration destiné à retenir assez longtemps la boue organique contenue dans les eaux usées pour permettre une décomposition bactériologique satisfaisante ;

76) « garde d'eau » : hauteur d'eau, mesurée entre le coupe-air et le déversoir d'un siphon, tenue en réserve pour former une fermeture hydraulique ;

- 77) « gouttière » : canal extérieur placé à la base d'un toit incliné pour recevoir les eaux pluviales ;
- 78) « intercepteur » : récipient relié à un système de drainage pour empêcher l'huile, la graisse, le sable ou toutes autres matières indésirables de passer à l'égout public ;
- 79) « intervalle de branchements » : longueur verticale d'une colonne, d'au moins 8 pieds, correspondant généralement à un étage, à l'intérieur de laquelle sont raccordés un ou plusieurs branchements ;
- 80) « logement » : pièce ou suite de pièces servant ou destinées à servir de domicile à une ou plusieurs personnes, et prévues pour la préparation et la consommation des repas, le séjour, le repos et les besoins sanitaires ;
- 81) « longueur développée » : longueur de tuyau et des raccords, mesurée le long de leur axe ;
- 82) « maître-siphon » : siphon installé sur le drain ou l'égout de bâtiment pour empêcher la circulation de l'air entre le système de plomberie et l'égout public ;
- 83) « montant » : tuyau d'alimentation d'eau qui se prolonge verticalement d'un étage ou plus ;
- 84) « niveau critique » : niveau le plus élevé auquel un dispositif anti-siphonnement peut être submergé, durant un essai, avant que le refoulement commence ;
- 85) « nuisance » : tout acte ou omission qui peut mettre en danger la vie, la sécurité, la santé, la propriété et le confort des personnes ou qui les prive de l'exercice ou de la jouissance d'un droit commun ;
- 86) « ouverture utile » : plus petite section d'un robinet ou de toute autre prise d'approvisionnement d'eau ;
- 87) « pente » : inclinaison d'une tuyauterie par rapport à l'horizontale. Dans un système de plomberie, la pente est généralement exprimée en fractions de pouce par pied linéaire ;
- 88) « pH (potentiel d'hydrogène) » : logarithme, dans la base 10, de l'inverse de la concentration en ionsgrammes d'hydrogène par litre de solution ; il exprime l'intensité de l'acidité ou de l'alcalinité. Sa valeur s'échelonne ordinairement de 0 à 14 et la valeur 7 indique la neutralité exacte ; toute valeur supérieure à 7 indique un milieu alcalin et toute valeur inférieure à 7, un milieu acide ;
- 89) « pergélisol » : couche terrestre dont la température demeure continuellement en-dessous du point de congélation (32° F) ;
- 90) « permis d'exécution » : autorisation écrite donnée par la direction générale à un auteur des travaux lui permettant de procéder à l'exécution des travaux visés par le présent code ;
- 91) « point-éclair » : température à laquelle un liquide se vaporise suffisamment pour former avec l'air un mélange inflammable ;
- 92) « pompe élévatrice » : pompe utilisée pour élever les eaux usées contenues dans un bassin de captation ou de rétention jusqu'au système de drainage ;
- 93) « premier étage » : l'étage dont le plancher est le plus rapproché du niveau du sol et dont le plafond est à plus de 6 pieds (1,85 m) de ce sol ;
- 94) « pression résiduelle » : pression dans un tuyau d'alimentation d'eau mesurée au robinet lorsque tous les robinets sont complètement ouverts ;
- 95) « puisard » : bassin extérieur muni d'une grille ou d'un couvercle perforé destiné à capter les eaux pluviales seulement ;
- 96) « raccord conique » : raccord dont les extrémités ont un diamètre différent pour permettre de réduire ou d'augmenter le diamètre de la tuyauterie ;
- 97) « raccordé directement » : raccordé de façon telle que l'eau et les gaz ne puissent s'échapper ;
- 98) « raccordé indirectement » : voir « renvoi indirect » ;
- 99) « raccordement croisé » : raccordement d'une tuyauterie quelconque à un réseau de distribution d'eau qui permet, par refoulement ou siphonnement, l'introduction dans le réseau, de matières indésirables susceptibles de contaminer l'eau potable ;
- 100) « radier » : partie inférieure de la paroi interne d'un tuyau ;
- 101) « refoulement » : écoulement en sens contraire ;
- 102) « regard de nettoyage » : ouverture munie d'un bouchon amovible pour l'entretien et les épreuves ;
- 103) « regard d'égout » : chambre installée dans un réseau d'égout pour en permettre l'accès ;
- 104) « régulateur de débit » : dispositif utilisé pour contrôler l'écoulement d'un fluide dans une tuyauterie ;
- 105) « renvoi-évent » : évent qui sert en même temps de renvoi ;
- 106) « renvoi d'appareil » : tuyau de chute ou de renvoi entre le déversoir du siphon d'un appareil et son raccordement à un branchement, à une colonne ou au drain de bâtiment ;
- 107) « renvoi de toit à débit contrôlé » : renvoi de toit muni de déversoirs dont la forme et l'ouverture ont été calculées de façon à retarder l'écoulement des eaux pluviales ;

108) « renvoi indirect » : tuyau de renvoi qui se déverse à travers un espace d'air dans un appareil ou un réceptacle ;

109) « réseau de distribution d'eau » : tuyauterie d'alimentation d'eau à des appareils, des systèmes de chauffage, des canalisations d'incendie ou d'arrosage de pelouse, à partir d'un réseau public (aqueduc) ou de toute autre source d'approvisionnement autorisée ;

110) « réservoir de chasse » : réservoir qui sert à emmagasiner une quantité d'eau suffisante pour permettre le nettoyage convenable d'un appareil et de son siphon après une opération normale ;

111) « salle de bains » : expression employée pour désigner le groupe d'appareils généralement installés dans une salle de bains soit : un cabinet d'aisances, un lavabo et une baignoire ou une douche ;

112) « salle de toilette publique » : salle de toilette où toute personne a libre accès ou toute salle de toilette où il y a au moins 2 cabinets d'aisances ou 2 urinoirs ou une combinaison de 2 de ces appareils ;

113) « série d'appareils » : groupe d'au moins 2 appareils similaires et adjacents, dont les eaux usées se déversent dans un renvoi commun ;

114) « service d'inspection » : l'ensemble des inspecteurs et autres fonctionnaires désignés pour veiller à l'application du code sous l'autorité du bureau des examinateurs ;

115) « siphon » : dispositif obturateur hydraulique conçu pour retenir une quantité d'eau suffisante pour empêcher le passage des gaz, de l'air et des insectes sans gêner l'évacuation des eaux usées ;

116) « siphonnement » : écoulement en sens contraire dû à une pression négative dans un tuyau ;

117) « solides en suspension » : matières solides en suspension dans les eaux usées recueillies par filtration, séchées et pesées ;

118) « sortie d'appareil » : orifice de drainage d'un appareil ;

119) « soupape de chasse » : dispositif qui contrôle l'écoulement de l'eau nécessaire au nettoyage de l'appareil et de son siphon ;

120) « soupape de chasse automatique » : soupape de chasse qui, sous pression, libère automatiquement un volume d'eau déterminé ;

121) « soupape de retenue » : dispositif conçu pour mettre le système de drainage à l'abri des refoulements de l'égout public, sans provoquer un ralentissement de l'écoulement normal ;

122) « sous-drain de bâtiment » : partie d'un système de drainage qui ne peut s'écouler par gravité dans l'égout de bâtiment ;

123) « sous-sol » : étage partiellement sous terre, dont la moitié de la hauteur au moins et les 2/3 au plus, du plancher fini au plafond, sont situés au-dessus du trottoir à l'alignement de la voie publique, ou le cas échéant, du niveau du bâtiment au sol ;

124) « support » : dispositif servant à fixer, à attacher ou à soutenir des tuyaux, des appareils ou tout autre équipement ;

125) « système de drainage » : partie du système de plomberie qui reçoit les eaux usées ;

126) « système de plomberie » : ensemble des systèmes de drainage, d'événements et du réseau de distribution d'eau d'un bâtiment ;

127) « système d'événements » : ensemble de tuyaux et de raccords qui relient un système de drainage à l'air extérieur afin d'assurer la circulation d'air nécessaire pour éviter la formation d'une pression négative ou positive dans la tuyauterie et le siphonnement des garde d'eau ;

128) « système séparatif » : système de drainage dans lequel les eaux pluviales et les eaux sanitaires sont canalisées séparément vers l'égout public dans 2 tuyauteries indépendantes ;

129) « théoriquement horizontal » : horizontal ou à un angle inférieur à 45° de l'horizontale ;

130) « théoriquement vertical » : vertical ou à un angle de 45° ou moins de la verticale ;

131) « traitement des eaux » : ensemble des opérations que l'on fait subir à des eaux usées pour les libérer des produits indésirables qu'elles contiennent, les maintenir à une température normale et les neutraliser pour leur donner les caractéristiques chimiques désirées avant de les canaliser vers l'égout public ou à la fosse septique ;

132) « trop-plein » : ouverture située au-dessous du bord d'un appareil et reliée au tuyau de renvoi pour empêcher l'eau de déborder ;

133) « tuyau d'alimentation d'eau » : tuyau qui conduit l'eau potable aux appareils et aux dispositifs ;

134) « tuyau de chute » : tuyau qui évacue des eaux sanitaires contenant des matières fécales ;

135) « tuyau de descente » : voir « descente » ;

136) « tuyau de distribution » : tuyauterie maîtresse dans un réseau de distribution d'eau entre le tuyau de service d'eau et les tuyaux montants ou les branchements ;

137) « tuyau de renvoi » : tuyau qui évacue des eaux usées ne contenant pas de matières fécales ;

138) « tuyau de service d'eau » : tuyau d'eau partant de la ligne de propriété jusqu'à la soupape d'arrêt située immédiatement à l'entrée du bâtiment ;

139) « tuyau de sortie d'un appareil » : tuyau qui raccorde la sortie d'un appareil à son siphon ;

140) « tuyau d'évent » : tuyau qui fait partie d'un système d'évents ;

141) « tuyau montant » : tuyau d'alimentation d'eau qui se prolonge verticalement d'un étage ou plus ;

142) « tuyau mort » : tuyau raccordé à un système de drainage ou d'évents, d'une longueur développée de 2 pieds (610mm) ou plus et fermé par un bouchon ;

143) « tuyauterie » : ensemble de tuyaux, de raccords, de joints et de dispositifs qui composent une canalisation ;

144) « unité d'alimentation » : mesure de comparaison de l'alimentation en eau d'un appareil, basée sur le débit, la fréquence d'utilisation et la durée d'une opération normale. Pour les petits systèmes, l'unité de comparaison est basée sur le débit du robinet de  $\frac{3}{8}$  de pouce (9,5 mm) d'un lavabo durant une minute, soit  $2\frac{1}{2}$  gallons canadiens par minute ;

145) « unité de drainage » : mesure de comparaison du taux de décharge d'un appareil, basé sur le débit, la fréquence d'utilisation et la durée d'une opération normale. Pour les petits systèmes, l'unité de comparaison est basée sur le débit d'un renvoi  $1\frac{1}{4}$ " (3,17 cm) de diamètre durant une minute, soit  $6\frac{1}{4}$  gallons canadiens par minute, ou un pied cube par minute ;

146) « vide » : pression inférieure à la pression atmosphérique ;

147) « virole » : raccord utilisé dans un emboîtement pour y adapter un bouchon de regard ou un tuyau de diamètre ou de matériau différent.

## §1.2. Application et compétence

**1.2.1. Champ d'application :** Le présent code s'applique à tout système de plomberie, y compris l'installation, la réparation ou la réfection à l'exception de :

- a) l'égout de bâtiment ;
  - b) les égouts de terrain ;
  - c) les installations septiques ;
  - d) le tuyau de service d'eau à l'extérieur du bâtiment ;
- et

e) celui installé dans une bâtisse ou construction située dans une municipalité qui n'a pas d'égout public sauf si cette bâtisse ou construction est un édifice public, un établissement industriel ou commercial.

## 1.2.2. Exemptions :

1) Les travaux effectués sur le territoire des municipalités suivantes sont soustraits de l'application de la Loi sur les installations de tuyauterie (L.R.Q., c. M-7, mod. L.Q., 1975, c. 53 ; après refonte : L.R.Q., c. I-12.1) et de ses règlements : ville de Montréal, ville de Montréal-Nord, ville de Montréal-Ouest, ville Mont-Royal, ville de Hampstead, ville d'Anjou, cité de Westmount, ville de La Chine, cité de Verdun, ville de Saint-Laurent, cité de LaSalle, cité de Côte-Saint-Luc, cité de Dorval, ville de Dollard-des-Ormeaux et ville d'Outremont.

2) **Conditions d'exemption :** Une municipalité exemptée de l'application du code en vertu du paragraphe f de l'article 24 de la Loi sur les installations de tuyauterie est soumise aux conditions suivantes :

a) elle doit fournir au bureau des examinateurs une liste des inspecteurs responsables de l'application de son règlement et aviser le bureau des examinateurs de toute modification à cette liste ;

b) elle doit fournir au bureau des examinateurs un rapport annuel des activités de ses inspecteurs comportant au moins les informations suivantes : le nombre de dossiers d'inspection, de dossiers complétés, d'infractions signalées, corrigées ou abandonnées, de poursuites entreprises ;

c) elle doit maintenir pour une période minimale de 7 ans les dossiers d'inspection à la disponibilité du bureau des examinateurs ; et

d) elle doit faciliter le travail d'un vérificateur nommé par le bureau des examinateurs.

**1.2.3. Systèmes existants :** Lorsqu'il s'agit de réparer ou de rénover une partie d'un système de plomberie existant, le bureau des examinateurs peut accepter une méthode de conception ou d'exécution de travaux de plomberie équivalant à celle que prescrit le présent code.

**1.2.4. Interprétation :** Si les versions française et anglaise d'une clause quelconque du présent code ne concordent pas, c'est le texte français qui prévaut.

**1.2.5. Devoirs du propriétaire ou de l'entrepreneur général :** Quiconque donne à l'heure, à la journée ou à forfait par convention verbale, par contrat écrit ou autrement, l'exécution de travaux visés par le présent code, doit accorder à l'entrepreneur plombier les délais et facilités nécessaires afin que ce dernier puisse se conformer aux exigences du présent code.

**1.2.6. Entretien :** Les systèmes de plomberie doivent être constamment tenus en bon état de salubrité et de fonctionnement, et le propriétaire doit corriger immédiatement toute défectuosité décelée. Lorsqu'il est nécessaire de remplacer des appareils désuets, les nouveaux appareils installés doivent être conformes au présent code.

**1.2.7. Notion de direction :** Lorsque le texte du présent code implique une notion de direction, le sens de l'écoulement du fluide dans la tuyauterie doit la déterminer.

### §1.3. Exécution des travaux

#### 1.3.1. Plans et devis :

1) Trois copies des plans et devis doivent être transmises avant le début des travaux d'installation d'un nouveau système de plomberie ou de modification à un système de plomberie existant dans un édifice public ou un établissement industriel ou commercial.

2) Durant l'exécution des travaux, une copie des plans et devis approuvés doit être tenue constamment sur le chantier à la disposition de l'inspecteur.

3) Dans le cas de tout changement aux plans et devis modifiant la portée du permis d'exécution, après la délivrance de ce permis, l'entrepreneur doit transmettre au bureau des examinateurs des plans et devis révisés.

4) Les plans, qui doivent être produits en vertu du code, doivent être faits à l'échelle et comprendre :

a) en plan, l'emplacement et la dimension des drains et des regards de nettoyage, l'emplacement des appareils ainsi que le réseau de distribution d'eau ;

b) en élévation, l'emplacement des appareils et des siphons, la dimension des drains, des colonnes pluviales, de chute, de renvoi et d'évent ainsi que le réseau de distribution d'eau ;

c) la dimension et le raccordement du système de plomberie à l'égout public ou à la fosse septique et au réseau public (aqueduc) ; et

d) le raccordement des drains français.

#### 1.3.2. Inspections et épreuves :

1) L'entrepreneur ou le propriétaire doit aviser l'inspecteur que les travaux ou partie de ceux-ci sont prêts pour inspection et épreuve. Cet avis peut être transmis par appel téléphonique de l'intéressé.

2) Les travaux doivent demeurer à découvert durant une période de 2 jours ouvrables après la date établie selon l'avis prévu au paragraphe 1, afin de permettre à l'inspec-

teur d'effectuer l'inspection ou d'assister à l'épreuve. Au terme de ce délai de 2 jours, l'entrepreneur ou le propriétaire peut poursuivre les travaux entrepris.

3) Les épreuves doivent être effectuées selon les modalités du présent code. L'entrepreneur plombier doit fournir la main-d'oeuvre et l'équipement nécessaires pour effectuer ces épreuves.

**1.3.3. Avis de défectuosités :** L'entrepreneur ou le propriétaire, qui a reçu par écrit un ordre d'un inspecteur d'apporter des modifications à un système de plomberie, doit effectuer ces modifications dans un délai de 30 jours.

**1.3.4. Fin des travaux :** L'auteur des travaux doit aviser le bureau des examinateurs de la fin des travaux, en produisant un exemplaire d'une attestation de la concordance des travaux qu'il a effectués avec la loi et le règlement applicables, lorsque les travaux relatifs à son installation sont terminés ou suspendus indéfiniment.

**1.3.5. Qualité du travail :** Rien dans le présent code ne dispense l'auteur des travaux de l'obligation de se conformer aux règles de l'art applicables dans son métier.

**1.3.6. Nuisance :** L'exécution de travaux de plomberie ne doit en aucun temps devenir une nuisance ou être préjudiciable au bien-être, à la sécurité ou à la santé des personnes chargées de faire ces travaux ou de toute autre personne.

**1.3.7. Méthode équivalente :** L'entrepreneur doit transmettre au bureau des examinateurs 3 copies des plans et devis d'un nouveau système de plomberie ou de modifications à un système de plomberie existant lorsqu'il désire utiliser une méthode de conception ou d'exécution qui n'est pas spécifiquement prévue au présent code. Dans ce cas, l'entrepreneur doit produire, à ses frais, un rapport d'expert par un spécialiste en la matière établissant que cette méthode ou technique rencontre les normes du présent code. Cette utilisation est approuvée s'il est démontré que la sécurité et la salubrité qu'elle assure sont au moins équivalentes à celles exigées par le présent code.

## SECTION II MATÉRIAUX ET APPAREILS

### §2.1. Dispositions générales

#### 2.1.1. Qualité :

1) Aucun matériau ni aucun appareil endommagé ou défectueux ne doit être utilisé dans un système de plomberie.

2) Tous les produits, matériaux ou éléments d'un système de plomberie doivent être exempts de tout défaut de conception, de fabrication ou d'installation de nature à les rendre impropres à l'usage auquel ils sont destinés.

3) Les travaux doivent être exécutés de manière à donner les résultats visés par le présent code, et la qualité des matériaux ne doit pas être modifiée durant leur installation.

### 2.1.2. Conditions particulières :

1) Lorsqu'il se rencontre des conditions particulières, par exemple de l'eau ou un sol excessivement corrosif, seuls des matériaux appropriés à ces conditions doivent être utilisés.

2) On ne doit permettre aucun agencement de matériaux susceptible de favoriser l'électrolyse.

### 2.1.3. Matériaux usagés :

1) Un matériau, un appareil ou un dispositif usagé ne doit pas être réutilisé à moins d'avoir été trouvé conforme aux exigences du présent code.

2) Un réseau de distribution d'eau ne peut, en aucun cas, être fait de matériaux usagés même en bon état.

### 2.1.4. Identification :

1) Toute longueur de tuyau et tout raccord doivent porter une inscription permanente, facilement lisible et visible et indiquant la provenance, la nature, la qualité, le diamètre et le mode d'utilisation de ce produit. Cette inscription doit demeurer visible pour l'inspection.

2) Tout matériau, appareil ou dispositif approuvé ou certifié par un organisme reconnu, doit porter l'attestation de cette approbation ou de cette certification.

3) Les appareils et les dispositifs doivent porter le nom ou la marque de commerce du fabricant.

### 2.1.5. Normes minimales :

1) Tous les produits, matériaux ou éléments d'un système de plomberie doivent être conformes aux normes apparaissant au tableau 2.1.A, normes considérées comme exigences minimales.

2) Malgré le paragraphe 1, tous les produits, matériaux ou éléments d'un système de plomberie doivent être exempts de tout défaut de conception, de fabrication ou d'installation de nature à les rendre impropres à l'usage auquel ils sont destinés.

3) Lorsque plus d'une norme apparaissant au tableau 2.1.A s'appliquent à un produit, matériau ou élément d'un

système de plomberie, ce produit, matériau ou élément doit être conforme à au moins l'une de ces normes.

4) Tous les essais sur les matériaux ou les produits doivent être faits selon les normes apparaissant au tableau 2.1.A. En l'absence des normes appropriées au tableau 2.1.A, le bureau des examinateurs détermine des essais ou des normes équivalentes à celles-ci, qui doivent être utilisées.

**TABEAU 2.1.A**

PRODUITS	NORMES	REMARQUES
<b>Appareils</b>		Sous-section 2.2
Appareils en...		
– acier émaillé	CSA B45.3-1977 <i>Porcelain Enamelled Steel Plumbing Fixtures.</i>	
– acier inoxydable	ACNOR B45.4-1975 Appareils sanitaires en acier inoxydable.	
– fonte émaillée	ACNOR B45.2-1975 Appareils sanitaires en fonte émaillée.	
– plastique	CSA B45.5-1976 <i>Plastic Plumbing Fixtures.</i>	
– porcelaine vitrifiée	ACNOR B45.1-1973 Appareils sanitaires en porcelaine vitreuse.	
Fontaine	ANSI A112.11.1-1973 <i>Drinking Fountains and Self-Contained, Mechanically-Refrigerated Drinking-Water Coolers.</i>	2.2.10
Réservoir d'eau chaude	Règlement sur les appareils sous pression (R.R.Q., c. A-20.01, r.1).	
– électrique	ACNOR C22.2 No 110-1973 Construction et essai des chauffe-eau électriques à accumulation.	
– à l'huile	CSA B140.12-1976 <i>Oil-fired Service Water Heaters and Swimming Pool Heaters.</i>	
– au gaz	CAN 1-4.1-1977 Chauffe-eau automatique au gaz à accumulation dont les débits calorifiques sont inférieurs à 75 000 BTU/h.	Norme préparée par l'ACG.
	CAN 1-4.3-1977 Chauffe-eau au gaz instantané ; chauffe-eau à accumulation et grand chauffe-eau à accumulation.	
<b>Siphons et intercepteurs</b>		Sous-section 2.3
Intercepteur de graisse	PDI G-101 <i>Grease Interceptors.</i>	2.3.2
Renvoi de plancher	CSA B79-1976 <i>Floor Drains and Trench Drains.</i>	2.3.3
	ANSI A112.21.1-1968 <i>Floor Drains.</i>	
<b>Raccords</b>		Sous-section 2.4
Raccord de plomberie	CSA B125-1975 <i>Plumbing Fittings</i>	2.4.1
<b>Tuyaux et raccords non métalliques</b>		Sous-section 2.5
ABS (Acrylonitrile-Butadiène-Styrène)		
– tuyaux et raccords perforés pour drain français	CSA B182.1-1967 <i>Plastic Drain and Sewer Pipe and Pipe Fittings for Use Underground.</i>	2.5.6



PRODUITS	NORMES	REMARQUES	PRODUITS	NORMES	REMARQUES
– tuyaux et raccords pour drainage et événements (ABS-DWV)	ACNOR B181.1-1973 Tuyaux et raccords de drain, de renvoi et d'événement en acrylonitrile-butadiène-styrène. (ABS-DWV).	2.5.6	drainage souterrain	BNQ 3624-130 Tubes et raccords de 74-10-16 thermoplastique sous-terre, sans pression, non perforés.	2.5.6
– tuyaux et raccords pour drainage et événements (ABS-DWV), guide d'installation.	ACNOR B181.11-1967 Pratiques recommandées pour l'installation des tuyaux et raccords de drain, de renvoi et d'événement en ABS.	2.5.6	Verre (Borosilicate)		
Amiante-ciment			– tuyaux et raccords pour drainage de laboratoire	ASTM C599-70 <i>Standard Specification for Process Glass Pipe and Fittings.</i>	
– tuyaux d'eau	ONGC F34-GP-IM-1976 Tuyaux en amiante-ciment pour canalisation sous pression.	2.5.2	<b>Tuyaux et raccords ferreux</b>		Sous-section 2.6
– tuyaux de drainage	ONGC F34-GP-22M-1976 Tuyau de drainage amiante-ciment.	2.5.1	Acier		
	CSA B127.1-1975 <i>Asbestos Cement Pipe and Related Components for Drain, Waste and Vent Systems.</i>	2.5.1	– tuyauterie	ASTM A53-73 <i>Standard Specification for Welded and Seamless Steel Pipe.</i>	2.6.4
Argile vitrifiée		2.5.4		ASTM A120-73 <i>Standard Specification for Black and Hot Dipped Zinc Coated (Galvanized) Welded and Seamless Steel Pipe for Ordinary Uses.</i>	
– éprouve de la tuyauterie	CSA A60.2M-1976 <i>Methods of Testing Vitrified Clay Pipe.</i>			ACNOR B63-1966 Tuyau d'acier soudé et tuyau d'acier sans soudure.	
– joints pour tuyaux	CSA A60.3M-1976 <i>Vitrified Clay Pipe Joints.</i>		Acier inoxydable soudé		
– tuyauterie	CSA A60.1M-1976 <i>Vitrified Clay Pipe.</i>		– tuyauterie	ASTM A268-73 <i>Seamless and Welded Ferritic Stainless Steel Tubing for General Service.</i>	
Béton		2.5.3	Fer malléable		
– tuyauterie circulaire	BNQ 2622-120 Tuyaux circulaires en 74-10-03 béton armé.		– raccords taraudés	ANSI B16.3-1971 <i>Malleable-Iron Screwed Fitting, 150 and 300lb.</i>	2.6.3
	BNQ 2622-130 Tuyaux circulaires en 74-01-28 béton non armé.		Fonte		
	CSA A257-1974 <i>Standards for Concrete Pipe.</i>		– raccords taraudés pour tuyauterie d'eau	ANSI B16.4-1971 <i>Cast-Iron Screwed Fittings, 125 and 250lb.</i>	2.6.2
CPVC (Polydichloroéthylène)			– raccords taraudés pour tuyauterie de drainage	ANSI B16.12-1971 <i>Cast-Iron Threaded Drainage Fittings.</i>	2.6.1
– tuyaux d'eau	ACNOR B137.6-1971 Tuyauteries en polychlorure de vinyle chloré (CPVC) pour réseaux de distribution d'eau chaude ou froide.	2.5.5	– tuyauterie d'eau	CSA B131.5-1976 <i>Cast-Iron Pipe Centrifugally Cast in Metal Molds, for Water or Other Liquids.</i>	2.6.2
PL (Polyéthylène)				CSA B131.7-1976 <i>Cast-Iron Pipe Centrifugally Cast in Sand-Lined Molds, for Water or Other Liquids.</i>	
– tuyaux d'eau	ACNOR B137.1-1970 Tuyaux en polyéthylène pour distribution d'eau froide.	2.5.5	– tuyauterie de drainage	ACNOR B70-1974 Tuyaux et raccords d'égouts en fonte. Méthodes de raccordement.	2.6.1
Polyoléfine			– tuyauterie de drainage et d'événements fileté (DWV)	ANSI A40.5-1943 <i>Threaded Cast Iron Pipe for Drainage, Vent and Waste Services.</i>	2.6.1
– tuyauterie anti-corrosive pour drainage de laboratoire	ACNOR B181.3-1971 Système de drainage en polyoléfine pour laboratoires.	2.5.7	Fonte à haute teneur de silice		
PVC (Polychlorure de vinyle)			– tuyauterie de drainage et d'événements de laboratoire	ASTM A518-64 <i>Corrosion Resistant High Silicon Cast Iron.</i>	
– tuyaux d'eau	CSA B137.3-1972 <i>Rigid Poly (Vinyl chloride) (PVC) Pipe for Pressure Applications.</i>	2.5.5	Fonte ductile		
– tuyaux et raccords pour drainage et événements (PVC-DWV)	ACNOR B181.2-1973 Tuyaux et raccords de drain, de renvoi et d'événement en polychlorure de vinyle (PVC-DWV).	2.5.6	– tuyauterie d'eau	ANSI A21.51-1971 <i>Ductile Iron Pipe Centrifugally Cast in Metal Molds or Sand-Lined Molds for Water or Other Liquids.</i>	
– tuyaux et raccords pour drainage et événements (PVC-DWV), guide d'installation	ACNOR B181.12-1967 Pratiques recommandées pour l'installation des tuyaux et raccords de drain, de renvoi et d'événement en PVC.	2.5.6	<b>Tuyaux et raccords non ferreux</b>		Sous-section 2.7
Thermoplastique			Aluminium		
– Tubes et raccords pour			– tuyauterie	CSA HA Series-1975 <i>Aluminium and Aluminium Alloys.</i>	2.7.5

PRODUITS	NORMES	REMARQUES	PRODUITS	NORMES	REMARQUES
Cuivre et alliages de cuivre (bronze et laiton)				ASSE 1001-1966 <i>Standards and Test Procedures for Pipe Applied Atmospheric Type Vacuum Breakers.</i>	
– raccords à joints évasés	ANSI B16.26-1975 <i>Cast Copper Alloy Fittings for Flared Copper Tubes.</i>		– de boyau d'arrosage	CSA B64.2-1976 <i>Vacuum Breakers-Hose-Connection Type.</i>	
– raccords bridés et brides	ANSI B16.24-1971 <i>Bronze Flanges and Flanged Fittings, 150 and 300lb.</i>			ASSE 1011-1970 <i>Performance Requirements for Hose-Connection-Vacuum-Breakers.</i>	
– raccords de drainage soudés	ANSI B16.23-1969 <i>Cast Bronze B16.23a-1973 Solder-Joint Drainage Fittings DWV.</i>	2.7.3	– sous-pression	ASSE 1020-1974 <i>Performance Standard for Vacuum Breakers Anti-Syphon Pressure Type.</i>	
– raccords soudés pour tuyaux d'eau	ANSI B16.18-1973 <i>Cast Bronze Solder-Joint Pressure Fittings.</i>		Dispositif anti-refoulement		
	ANSI B16.22-1973 <i>Wrought Copper and Bronze Solder-Joint Pressure Fittings.</i>		– à double clapet	CSA B64.5-1976 <i>Backflow Preventers-Double-Check-Valve Type.</i>	
– raccords taraudés pour tuyaux d'eau	ANSI B16.15-1971 <i>Cast Bronze Threaded Fittings, 125 and 250lb.</i>	2.7.1		ASSE 1015-1972 <i>Performance Requirements for Double Check Valve Type Backflow Preventers.</i>	
– tuyaux d'eau	CSA HC7.5-1968 <i>Seamless Copper and Red Brass Pipe.</i>	2.7.2	– à pression réduite	AWWA C506-69 <i>Backflow Prevention Devices-Reduced Pressure Principle and Double Check Valve Types.</i>	
	CSA HC7.6-1968 <i>Seamless Copper Water Tube, Drainage Tube (DWV) and Hydronic Heating Tube (Type H).</i>			CSA B64.4-1976 <i>Backflow Preventers-Reduced-Pressure-Principle Type.</i>	
	ASTM B88-76 <i>Seamless Copper Water Tube.</i>			ASSE 1013-1971 <i>Performance Requirements for Reduced Pressure Principle, Back Pressure Backflow Preventers.</i>	
– tuyaux de drainage et événements (DWV)	CSA HC7.6-1968 <i>Seamless Copper Water Tube, Drainage Tube (DWV) and Hydronic Heating Tube (Type H).</i>	2.7.2		AWWA C506-69 <i>Backflow Prevention Devices-Reduced Pressure Principle and Double Check Valve Types.</i>	
	ASTM B306-76 <i>Copper Drainage Tube.</i>		– avec décompresseur atmosphérique intermédiaire	CSA B64.3-1976 <i>Backflow Preventers-Superior-Pressure-Principle Type.</i>	
Nickel				ASSE 1012-1972 <i>Performance Requirements for Backflow Preventers with Intermediate Atmospheric Vent.</i>	
– tuyaux	CSA HN7-1951 <i>Nickel and Nickel Alloy Pipe and Tubing.</i>		Code d'identification d'une tuyauterie	ACNOR B53-1958 Code d'identification de réseaux de tuyauterie.	2.1.4
Plomb			Coussins d'air, chambres d'air	ANSI A112.26.1-1969 <i>Water Hammer Arresters.</i>	
– plomb de toilette, tuyau de drainage, siphons, coudes et accessoires	ACNOR B67-1972 <i>Tuyaux de distribution d'eau, tuyaux de renvoi, siphons, coudes et accessoires en plomb.</i>	2.7.4		ASSE 1010-1967 <i>Water Hammer Arresters.</i>	
Joints		Sous-section 2.8		PD1-WH-201-1974 <i>Water Hammer Arresters.</i>	
Joints à compression pour tuyaux de béton	ASTM C443.-72a <i>Joints for Circular Concrete Sewer and Culverts Pipe Using Rubber Gaskets.</i>		Espace d'air	ANSI A112.1.2-1942 <i>Air Gaps in Plumbing Systems.</i>	
Joint brasé	ANSI B31.1-1977 <i>Power Piping.</i>		Renvoi de toit	ANSI A112.21.2-1971 <i>Roof Drain.</i>	2.9.5
Joint en caoutchouc	CSA B131.10-1973 <i>Rubber-Gasket Joints for Cast-Iron and Ductile-Iron Pressure Pipe and Fittings.</i>		Robinets	CSA B125-1975 <i>Plumbing Fittings.</i>	
Joint fileté	ANSI B2.1-1968 <i>Pipe Threads (Except Dryseal).</i>		Solin d'évent préfabriqué	ACNOR B272-1973 <i>Solins d'évents préfabriqués.</i>	2.9.3
Joint mécanique à rainures	CSA B242-1971 <i>Groove and Shoulder Type Mechanical Pipe Couplings.</i>		Soupapes de réduction de pression	ASSE 1003-1964 <i>Water Pressure Reducing Valves for Domestic Water Supply Systems.</i>	
Mastic de calfatage à froid à base de ciment	ONGC F77-GP-1a-1970 <i>Produits d'étanchéité à textures cimentaires appliqués à froid, pour joints de tuyaux.</i>	2.8.2	Soupape de retenue	ANSI A112.26.2-1975 <i>Water Pressure Reducing Valves for Domestic Water Supply.</i>	
Divers		Sous-section 2.9	Soupapes d'échappement	BNQ 3632-670 <i>Soupape de retenue 75-08-05.</i>	
Brise-vide et dispositif anti-refoulement	CSA B64 Series-1976 <i>Standards on Vacuum Breakers and Backflow Preventers.</i>			CGA 4.4-1976 <i>Temperature, Pressure, Temperature and Pressure Relief Valve and Vacuum Relief Valve.</i>	2.9.4
	CSA B64.0-1976 <i>Definitions, General requirements and Test Methods for Vacuum Breakers and Backflow Preventers.</i>		Supports pour tuyaux	ANSI Z21.22-1971 <i>Relief Valves and Z21.22a-1982 Automatic Gaz Z21.22b-1974 Shut off Devices for Hot Water Supply Systems.</i>	
Brise-vide				MSS SP-58-1967 <i>Pipe Hangers and Supports-Materials and Design.</i>	
– à pression atmosphérique	CSA B64.1.1-1976 <i>Vacuum Breakers-Atmospheric Type.</i>			MSS SP-69-1966 <i>Pipe Hangers and Supports-Selection and Application.</i>	

**2.1.6. Équivalence :** Les exigences du présent code ne sont pas destinées à empêcher l'emploi de tout matériau ou de tout appareil qui n'y est pas spécifiquement décrit. Un tel matériau ou autre appareil peut être approuvé à condition qu'il soit démontré qu'il convient à l'usage auquel il est destiné et qu'il est au moins l'équivalent de ce qu'exige le présent code.

**2.1.7. Sigles :** Les sigles mentionnés au tableau 2.1.A désignent les organismes mentionnés à l'annexe B.

## §2.2. Appareils

### 2.2.1. Matériaux des appareils :

1) Les appareils suivants doivent être en porcelaine vitrifiée, en fonte ou acier émaillé, en acier inoxydable ou en tout autre matériau approuvé assurant une surface lisse, imperméable, résistante à la corrosion et facile à nettoyer :

- a) cabinet d'aisances ;
- b) urinoir ;
- c) lavabo ;
- d) baignoire ;
- e) fontaine ;
- f) appareil de préparation d'aliments ou de boissons ;
- g) appareil destiné à des fins médicales ou hospitalières ;
- h) évier ;
- i) appareil d'hygiène personnelle ; et
- j) cuve.

2) Un appareil à utilisation spéciale doit être fait d'un matériau approuvé à cette fin.

### 2.2.2. Sortie d'un appareil :

1) Le diamètre de la sortie d'un appareil doit être conforme au tableau 4.8.A.

2) La sortie d'un évier auquel est raccordé un broyeur à déchets doit avoir au moins 3½ pouces (89 mm) de diamètre.

### 2.2.3. Pommelle :

1) Toute pommelle, autre qu'à barres croisées, doit offrir une aire de renvoi au moins égale à l'aire de sortie de l'appareil.

2) Une pommelle, à barres croisées, doit offrir une aire de renvoi au moins égale à 60% de l'aire de sortie de l'appareil.

3) La sortie de tout appareil, sauf celle d'un cabinet d'aisances ou d'un appareil similaire, doit être protégée, de façon permanente, par une pommelle, des barres croisées ou tout autre dispositif approprié.

### 2.2.4. Trop-plein :

- 1) Le renvoi d'un trop-plein doit être :
  - a) raccordé au tuyau de sortie de l'appareil ;
  - b) facile à nettoyer ; et
  - c) construit de façon que l'eau n'y monte pas lorsque la sortie est fermée, ni y demeure lorsque l'appareil est vide.
- 2) Un trop-plein doit avoir une aire au moins égale à la moitié de la section du renvoi.
- 3) Pour les éviers, seul un évier de laboratoire peut avoir un trop-plein comme partie intégrante.
- 4) Le trop-plein n'est obligatoire pour les baignoires que dans les édifices publics.

### 2.2.5. Cabinet d'aisances :

1) Les cuvettes de cabinets d'aisances, leur siphon et leur rebord de chasse doivent être monobloc. Les cuvettes de cabinets d'aisances doivent aussi :

- a) contenir suffisamment d'eau, lorsque l'appareil n'est pas utilisé, pour prévenir l'encrassement de sa surface ;
- b) pouvoir être entièrement nettoyé, après chaque usage, par l'eau provenant du rebord de chasse.

2) Un cabinet d'aisances ne doit pas permettre le siphonnement du contenu de la cuvette dans le réservoir de chasse.

3) Le siège et le couvercle d'un cabinet d'aisances doivent être solidement fixés et fabriqués d'un matériau à surface résistante à l'absorption.

4) Un siège qui fait corps avec une cuvette de cabinet d'aisances doit être du même matériau que la cuvette.

### 2.2.6. Urinoir :

- 1) Tout urinoir doit être monobloc.
- 2) Un urinoir et son rebord de chasse doivent être monoblocs, sauf que la chasse d'eau d'un urinoir mural peut être diffusée par un dispositif approprié.

3) Tout urinoir doit pouvoir être entièrement nettoyé par la chasse d'eau à chaque usage.

**2.2.7. Urinoir à auge :** L'installation d'un urinoir à auge est interdit.

**2.2.8. Réservoir de chasse :**

1) Le diamètre du raccord et du tuyau de chasse d'un réservoir de cabinet d'aisances doit être d'au moins :

a) 2 pouces (51 mm) lorsque le fond du réservoir est à 2 pieds (610 mm) ou moins au-dessus du plancher ; et

b) 1½ pouce (38 mm) lorsque le fond du réservoir est à plus de 2 pieds (610 mm) au-dessus du plancher.

2) Tout réservoir de chasse doit être considéré comme faisant partie des appareils auxquels il est raccordé et doit être conforme aux normes qui régissent lesdits appareils.

3) L'alimentation de tout réservoir de chasse doit être réglée automatiquement de façon à se fermer complètement entre chaque usage.

4) L'alimentation de tout réservoir de chasse automatique doit être réglée par un synchronisateur adéquat.

5) Le siège de toute soupape de chasse, à l'intérieur d'un réservoir, doit assurer une fermeture hermétique, entre chaque usage.

6) Tout réservoir de chasse doit être muni de trop-pleins capables d'empêcher, à tout moment, le réservoir de déborder.

**2.2.9. Soupape de chasse automatique :** Toute soupape de chasse automatique doit :

a) s'ouvrir et se fermer à fond sous la pression de l'eau ;

b) accomplir son cycle de remplissage automatiquement ;

c) être munie d'un régulateur de débit ;

d) être munie d'un brise-vide ;

e) être facilement accessible ; et

f) être utilisée sous une pression et avec un volume d'eau suffisant pour un fonctionnement normal.

**2.2.10. Fontaine :**

1) Le bec de toute fontaine doit remplir les conditions suivantes :

a) être protégé par un dispositif hygiénique ; et

b) le jet d'eau doit être dirigé vers le haut à un angle d'environ 45°.

2) Toute fontaine doit être :

a) munie d'un régulateur de débit à fermeture automatique ; et

b) un appareil autonome.

**2.2.11. Bac de douche :**

1) Un bac de douche doit être :

a) fait d'un matériau à surface lisse, dur, imperméable, résistant à la corrosion et facile à nettoyer ; et

b) construit et installé de manière que l'eau ne puisse s'infiltrer à travers les murs et le plancher.

2) Une même sortie de bac de douche ne doit pas recevoir plus de 6 têtes ou jets.

3) Le plancher de tout bac de douche doit être :

a) stable et reposer sur une base solide ; et

b) incliné et ses sorties doivent être disposées de façon à permettre une évacuation rapide et complète de l'eau et à empêcher l'eau d'une douche de traverser l'aire arrosée par une autre douche.

4) La distance minimale entre deux parois d'un bac doit être de 30 pouces (762 mm).

5) Lorsque des têtes de douche sont installées en série, la distance minimale entre 2 têtes adjacentes doit être d'au moins 30 pouces (762 mm).

6) Le tuyau montant d'une douche doit être fixé correctement à la charpente du mur.

7) La sortie de tout bac de douche, autre qu'une baignoire, doit être munie d'une pommelle d'une aire égale à une section de 2 pouces (51 mm) de diamètre.

**2.2.12. Cuve :** Une cuve peut être en béton, ou en pierre pressée, à condition que :

a) elle soit monobloc ;

b) ses angles soient arrondis à l'intérieur et à l'extérieur ;

c) l'épaisseur de ses parois et de ses cloisons soit d'au moins 1½ pouce (29 mm) à leur partie supérieure et 1¼ pouce (32 mm) à leur base ;

d) l'épaisseur de son fond soit d'au moins 1¼ pouce (32 mm) ; et

e) le dessus de ses parois soit protégé par une moulure en acier zingué, solidement fixée.

**2.2.13. Broyeur à déchets :**

- 1) Il est permis de raccorder un broyeur à déchets à un système de drainage dans les logements seulement.
- 2) Seuls les broyeurs à déchets d'une puissance inférieure ou égale à ½ HP peuvent être installés.
- 3) Les particules rejetées par les broyeurs ne doivent pas être d'un diamètre supérieur à ½ pouce (13 mm).
- 4) Pas plus de 25% de ces particules ne doivent pouvoir passer à travers un tamis de ¼ de pouce (3 mm).

*§2.3. Siphons et intercepteurs***2.3.1. Siphon :**

- 1) Tout siphon doit :
  - a) avoir une garde d'eau d'au moins 2 pouces (51 mm), sauf que la garde d'eau d'un siphon de lavabo, avec renvoi de 1¼ pouce (32 mm) peut être de 1½ pouce (38 mm) ; une garde d'eau profonde doit être d'au moins 4 pouces (102 mm) ;
  - b) être auto-nettoyeur ;
  - c) ne pas comporter de cloison intérieure ;
  - d) avoir une garde d'eau indépendante de l'action de pièces mobiles ;
  - e) être fait en plastique, en cuivre, en laiton, en fonte ou en plomb ;
  - f) être accessible ;
  - g) avoir une section circulaire constante, sans aucune déformation ; et
  - h) avoir la plus faible perte de charge possible, ne posséder ni arête, ni rugosité susceptible de retenir les corps étrangers et résidus évacués.
- 2) À moins qu'un raccord vissé ne permette de l'enlever facilement, le siphon d'un lavabo, d'un évier ou d'une cuve doit être muni d'un bouchon de regard de même matériau et situé au point le plus bas du siphon, sauf que le bouchon d'un siphon en fonte doit être en laiton. Le regard n'est pas obligatoire sous un siphon de baignoire ou de machine à laver (lessiveuse) de type P en fonte ; de type à épaulement, en laiton ; de type drainage (DWV), en cuivre ou en plastique.

3) Un siphon en U à garde d'eau profonde, doit être muni d'un regard de nettoyage en faisant partie intégrante et conforme au paragraphe 8 de l'article 4.9.6.

4) Il est interdit d'employer :

- a) un siphon à cloche, sauf dans un puisard situé à l'extérieur d'un bâtiment ;
- b) un siphon à couronne ventilée ;
- c) un siphon à tambour. Cependant, on peut utiliser un siphon ajustable, à deux sections (économique) pour une baignoire.

5) Un siphon en S ne peut être installé que pour le siphon de plancher en fonte d'un évier de service, ou lorsque son emploi est jugé équivalent par le bureau des examinateurs. Dans un tel cas, il faut une garde d'eau profonde.

**2.3.2. Intercepteur :**

- 1) Tout intercepteur doit être facile à nettoyer.
- 2) Tout intercepteur de graisse doit être construit de façon à ne pas utiliser de chemise d'eau et que son rendement ne soit pas affecté par une accumulation d'air. Tout intercepteur de graisse doit avoir une capacité de rétention d'au moins 2 livres par gallon américain d'eau par minute (2 lb/gl/mn).
- 3) Un intercepteur de graisse ne doit pas être muni d'une ouverture destinée au déversement d'enzymes ou autres produits chimiques semblables.

**2.3.3. Renvoi de plancher :**

- 1) Tout renvoi de plancher doit être muni d'une grille même s'il est muni d'un tampon fileté.
- 2) Tout renvoi de plancher ou tout renvoi de surface et de tranchée d'un édifice public, d'un établissement industriel ou commercial doit être muni d'une grille dont l'aire des ouvertures doit être conforme au tableau 2.3.A.
- 3) Dans les autres bâtiments, l'aire des ouvertures de la grille doit être telle que la capacité hydraulique du renvoi de plancher n'en soit pas réduite.
- 4) La plus petite dimension d'une ouverture de la grille d'un renvoi de plancher ou d'un renvoi de surface et de tranchée doit être d'au plus ½ pouce (12,7 mm).

TABLEAU 2.3.A

## AIRE DES OUVERTURES DE LA GRILLE

Dimension nominale du siphon		Section du tuyau de raccordement		Aire minimale des ouvertures de la grille			
				Renvoi de plancher		Renvoi de surface et de tranchée	
Po	(mm)	Po <sup>2</sup>	(cm <sup>2</sup> )	Po <sup>2</sup>	(cm <sup>2</sup> )	Po <sup>2</sup>	(cm <sup>2</sup> )
2	(50)	3,14	(20,26)	5	(32,26)	6,5	(41,94)
3	(75)	7,60	(45,55)	11	(70,97)	14,0	(90,32)
4	(100)	12,5	(86,65)	18	(116,13)	25,0	(161,29)
5	(125)	19,6	(126,45)	30	(193,55)	40,0	(258,06)
6	(150)	28,3	(182,58)	42	(270,97)	56,0	(361,29)
8	(200)	50,03	(322,77)	75	(483,87)	100,0	(695,16)

## §2.4. Raccords

**2.4.1. Dispositions générales :**

- 1) Tout raccord doit être construit de façon à ne présenter aucune obstruction anormale à l'écoulement.
- 2) On ne doit pas utiliser de raccord de réduction, à l'exception du coude ou de la bride de cabinet d'aisances, dans un système de drainage après la sortie d'un siphon.
- 3) Tout raccord doit être fait d'un matériau compatible, et approprié au matériau des tuyaux reliés.
- 4) Tout raccord de drainage taraudé doit être à épaulement et à retrait, de façon à former une surface intérieure lisse et uniforme avec les tuyaux reliés.
- 5) Un raccord utilisé pour installer des appareils dos à dos ou côte à côte, ou pour raccorder des branchements au même niveau ne doit pas permettre le passage des eaux usées d'un renvoi ou d'un branchement à l'autre.

**2.4.2. Raccord en T, en croix ou en T-Y sanitaire :**

- 1) Sauf pour raccorder un tuyau d'évent, on ne peut utiliser un raccord en T ou en croix dans un système de drainage.
- 2) Sauf pour raccorder un tuyau d'évent ou dans une fosse de retenue, on ne peut employer un raccord en T-Y sanitaire dans une section théoriquement horizontale d'un système de drainage.

**2.4.3. Raccord double Y ou T-Y :**

- 1) Un raccord double Y ne doit pas être employé dans une tuyauterie théoriquement horizontale.
- 2) Un raccord double T-Y sanitaire ne doit pas être employé dans un tuyau de drainage vertical de plus de 2 pouces (51 mm) de diamètre.

**2.4.4. Y avec coude de 45° (½) :** Lorsqu'un raccord double ou simple en Y, avec un coude de 45° (½), raccorde un renvoi d'appareil de 2 pouces (51 mm) ou moins à tout tuyau vertical lui servant d'évent, la branche de l'Y ne doit pas être prolongée de plus de 6 pouces (152 mm).

**2.4.5. Coude de 90° (¼) :** Un coude de 90° (¼), dont le rayon de courbure mesuré le long de son axe est inférieur au diamètre du tuyau, n'est permis que pour passer de l'horizontale à la verticale dans le sens de l'écoulement, et pour raccorder un plomb de toilette.

**2.4.6. Raccord à long emboîtement :** On ne doit pas installer un raccord à long emboîtement dans une tuyauterie théoriquement horizontale.

**2.4.7. Raccord et dé d'accouplement à souder :** Un raccord ou dé d'accouplement à souder, doit être en laiton, de même diamètre intérieur qu'un tuyau en fer ou en laiton moulé conforme aux spécifications minimales du tableau 2.4.A.

TABLEAU 2.4.A

## RACCORD ET DÉ D'ACCOUPLEMENT EN LAITON

Diamètre (en pouce)	Poids
1¼	6 oz
1½	8 oz
2	14 oz
2½	1 lb 6 oz
3	2 lb
4	3 lb 8 oz.

### §2.5. Tuyauteries non métalliques

#### 2.5.1. Amiante-ciment (drainage) :

1) Les joints des tuyaux en amiante-ciment doivent être des anneaux d'étanchéité en caoutchouc moulé et vulcanisé, dans des manchons en amiante-ciment. L'extrémité introduite dans un manchon doit être usinée. Les tuyaux coupés sur place doivent l'être à angle droit.

2) Une tuyauterie de drainage en amiante-ciment peut être utilisée sous terre seulement, et aux endroits permis au paragraphe 3.

3) Une tuyauterie de drainage en amiante-ciment peut être utilisée hors-terre :

a) dans un espace de ventilation sous un bâtiment ou dans un autre endroit non fréquenté, mais à condition qu'elle soit suspendue horizontalement ;

b) dans les colonnes pluviales d'un système de drainage pluvial ; et

c) dans les tunnels de canalisations et pour les piétons.

4) Les changements de direction et les raccordements des tuyaux en amiante-ciment doivent être faits au moyen de raccords préfabriqués, appropriés et ne pas être supérieurs à 45°.

**2.5.2. Amiante-ciment (eau) :** Une tuyauterie d'eau en amiante-ciment peut être utilisée sous terre et seulement dans un système d'arrosage.

#### 2.5.3. Béton :

1) Les changements de direction et les raccordements d'une tuyauterie en béton doivent être faits au moyen de raccords préfabriqués appropriés et ne pas être supérieurs à 45°.

2) Une tuyauterie en béton peut être employée dans un système de drainage, mais sous terre seulement et conformément à la sous-section 2.10.

3) Les joints des tuyaux de béton doivent être des joints à compression, en caoutchouc synthétique.

#### 2.5.4. Argile vitrifiée :

1) Une tuyauterie d'argile vitrifiée peut être utilisée dans un système de drainage, sous terre seulement et conformément à la sous-section 2.10.

2) Les joints d'une tuyauterie en argile vitrifiée doivent être des joints mécaniques.

3) Les changements de direction et les raccordements des tuyaux en argile vitrifiée doivent être faits au moyen de raccords préfabriqués appropriés et ne pas être supérieurs à 45°.

#### 2.5.5. Tuyauterie d'eau en plastique :

1) Une tuyauterie d'eau en plastique doit avoir une résistance équivalant à une pression de service d'au moins 100 livres par pouce carré (690 kPa) et à une pression de rupture d'au moins 400 livres par pouce carré (2 760 kPa).

2) Une tuyauterie d'eau en plastique peut être utilisée dans un système d'arrosage et, hors terre, dans un réseau de distribution d'eau d'un bâtiment domiciliaire d'au plus 2 logements sans déroger aux exigences du paragraphe 1 de l'article 2.5.6.

3) Une tuyauterie d'eau en plastique polyéthylène peut être utilisée dans un système d'arrosage seulement.

#### 2.5.6. Tuyauterie de drainage et d'évent en plastique :

1) Une tuyauterie de drainage et d'évent en plastique de type ABS-DWV ou de type PVC-DWV ne doit pas :

a) être renfermée dans un cloisonnement coupe-feu ou traverser ce cloisonnement ;

b) être utilisée dans un bâtiment de plus de 36 pieds (11 m) de hauteur du plancher le plus bas à la sortie de la colonne au toit, sauf pour la partie souterraine du système de drainage à l'intérieur du bâtiment ;

c) se trouver dans un bâtiment dont un règlement municipal, provincial ou national exige qu'il soit de construction incombustible ;

d) être utilisée dans un système de drainage et d'évent d'un intercepteur d'huile.

2) Une tuyauterie de drainage en plastique de type ABS ou PVC, perforée, peut être utilisée comme drain français seulement.

3) Une tuyauterie ondulée de drainage en plastique de type polyéthylène, perforée, peut être utilisée comme drain français seulement.

4) Une tuyauterie de drainage en plastique de type thermoplastique peut être utilisée sous terre seulement. Il est défendu d'utiliser cette tuyauterie avec des joints au plomb fondu et dans le système de drainage d'un intercepteur d'huile.

#### 2.5.7. Tuyauterie de drainage et d'évent de laboratoire en plastique :

Une tuyauterie de drainage et d'évent de laboratoire en plastique de type polyoléfine n'est pas limitée par les restrictions des sous-paragraphe a, b et c du paragraphe 1 de l'article 2.5.6 mais cette tuyauterie peut traverser un cloisonnement coupe-feu, ou y être enfermée, à la condition d'être incorporée dans un assemblage dont la résistance totale au feu est conforme aux règlements de construction et de prévention d'incendie.

## §2.6. Tuyauterie ferreuse

### 2.6.1. Tuyauterie de drainage en fonte :

- 1) Un tuyau en fonte peut être fabriqué avec double emboîtement.
- 2) Une tuyauterie de drainage souterraine en fonte doit être enduite d'asphalte ou de poix de goudron.
- 3) Une tuyauterie de drainage en fonte filetée ne doit pas être employée dans un réseau de distribution d'eau.
- 4) Les raccords de drainage en fonte filetée ne doivent pas être employés dans un réseau de distribution d'eau.

### 2.6.2. Tuyauterie d'eau en fonte :

- 1) Une tuyauterie d'eau souterraine en fonte doit être enduite d'asphalte ou de poix de goudron.
- 2) Tout raccord taraudé en fonte, utilisé dans un réseau de distribution d'eau, doit être galvanisé ou enduit de ciment.
- 3) Un raccord taraudé en fonte, pour tuyauterie d'eau, ne doit pas être utilisé dans un système de drainage.

### 2.6.3. Raccord taraudé en fer malléable, pour tuyauterie d'eau :

- 1) Tout raccord taraudé en fer malléable, utilisé dans un réseau de distribution d'eau, doit être galvanisé ou enduit de ciment.
- 2) Un raccord taraudé en fer malléable, pour tuyauterie d'eau, ne doit pas être utilisé dans un système de drainage.

### 2.6.4. Tuyauterie en acier :

- 1) Le tuyau d'acier ondulé peut être utilisé comme égout de terrain seulement.
- 2) Une tuyauterie d'acier galvanisé peut être utilisée dans un réseau de distribution d'eau mais seulement dans un établissement industriel ou pour remplacer une partie d'une tuyauterie d'eau en acier existante installée dans les autres types de bâtiment. Elle ne doit pas être installée sous terre dans un système de drainage ou d'évent.
- 3) Un tuyau en tôle d'acier galvanisé peut être utilisé comme tuyau de descente ou gouttière seulement.

## §2.7. Tuyauteries métalliques non ferreuses

**2.7.1. Raccord taraudé de tuyauterie d'eau, en laiton ou en bronze :** Un raccord taraudé en laiton ou en bronze, pour tuyauterie d'eau, ne doit pas être utilisé dans un système de drainage.

### 2.7.2. Tuyauterie en cuivre :

- 1) Une tuyauterie en cuivre doit être employée de la façon indiquée ci-dessous :
  - a) le type K peut être utilisé hors terre et sous terre dans un système de plomberie ;
  - b) le type L peut être utilisé dans toute partie d'un réseau de distribution d'eau et seulement à l'intérieur ou sous le bâtiment dans un système de drainage et d'évent ;
  - c) le type M ne peut être utilisé qu'hors terre dans un réseau de distribution d'eau ;
  - d) le type DWV ne peut être utilisé qu'hors terre dans un système de drainage et d'évent ;
  - e) la tuyauterie en cuivre mou (recuit) ne peut être utilisée que dans un réseau de distribution d'eau ;
  - f) le type H ne doit pas être utilisé dans un système de plomberie.

2) L'épaisseur de la paroi des raccords d'une tuyauterie en cuivre ne doit pas être inférieure à celle de la paroi du tuyau.

**2.7.3. Raccord de drainage à joints soudés, en laiton ou en bronze :** Un raccord de drainage à joints soudés, en laiton ou en bronze moulé, ne doit pas être utilisé dans un réseau de distribution d'eau.

### 2.7.4. Tuyauterie de drainage et coude en plomb :

- 1) Un tuyau de plomb dur (16% d'antimoine) peut être utilisé dans un système de drainage seulement.
- 2) Le plomb utilisé pour les plombs de cabinet d'aisances doit avoir un poids spécifique d'au moins 6 livres au pied carré (29,3 kg/m<sup>2</sup>).
- 3) Un changement de diamètre dans un coude ou un plomb de cabinet d'aisances n'est autorisé que dans la partie verticale et de façon à ne pas retenir l'eau. Un tel changement de diamètre doit être préfabriqué. On ne doit pas changer le diamètre ou la direction d'un coude ou d'un plomb de cabinet d'aisances, par martellement ou autrement, afin de ne pas réduire l'épaisseur de sa paroi.
- 4) Une tuyauterie en plomb peut être utilisée hors terre, mais seulement dans un système de drainage et de la façon permise à l'article 2.10.3.

5) Une tuyauterie d'eau en plomb ne doit pas être utilisée dans un système de drainage.

**2.7.5. Tuyauterie en aluminium :** Une tuyauterie en aluminium ou en un alliage d'aluminium ne peut être utilisée à l'intérieur d'un bâtiment.



## §2.8. Matériaux de jointement et joints

**2.8.1. Mortier de ciment :** Le mortier de ciment pour joints doit être un mélange en parties égales de ciment Portland et de sable à mortier propre.

**2.8.2. Mastic de calfatage :** Un joint fait de mastic de calfatage à froid ne peut être utilisé qu'hors terre et quand les conditions de température et d'humidité le permettent.

**2.8.3. Joint de dilatation :** Un joint de dilatation doit être fait d'un matériau approprié à la tuyauterie dans laquelle il est installé.

## §2.9. Matériaux divers

**2.9.1. Bride de cabinets d'aisances et d'urinoirs :** Les boulons, écrous, rondelles d'une bride de cabinet d'aisances ou d'urinoir, et les vis de ces appareils doivent être d'un matériau résistant à la corrosion.

## 2.9.2. Virole et bouchon de regard :

1) L'épaisseur du bâti d'une virole ne doit pas être inférieure à l'épaisseur spécifiée pour un tuyau de même matériau. Une virole de calfatage peut être en laiton ou en fonte, sauf qu'une virole de calfatage en plastique peut servir à relier un tuyau de plastique et un tuyau de fonte à emboîtement.

2) Le poids et les dimensions d'une virole de calfatage en laiton doivent être conformes aux données minimales du tableau 2.9.A. L'extrémité d'une virole de regard doit dépasser d'au moins  $\frac{1}{4}$  de pouce (6 mm) au-dehors de l'emboîtement.

TABLEAU 2.9.A

### VIROLE DE CALFATAGE EN LAITON

Diamètre du tuyau (en pouce)	Diamètre intérieur de la virole (en pouce)	Longueur de la virole (en pouce)	Poids de la virole
2	2¼	4½	1 lb
3	3¼	4½	1 lb 12 oz
4	4¼	4½	2 lbs 8 oz

L'extrémité d'une virole de regard doit dépasser d'au moins  $\frac{1}{4}$  de pouce (6 mm) en-dehors de l'emboîtement.

3) Une virole de regard, en laiton ou en fonte, doit être munie d'un bouchon fileté en laiton d'au moins  $\frac{1}{8}$  de pouce (3 mm) d'épaisseur, ou d'un couvercle en laiton, en fonte ou en acier galvanisé, fixé au moyen de boulons et d'écrous en laiton ou en acier au cadmium. Le bouchon d'une virole de regard en plastique peut être du même matériau.

4) Le bouchon d'une virole de regard doit être muni d'un écrou en saillie, d'une douille en retrait ou d'une paire de goujons en saillie. Le tout doit être monobloc.

5) L'écrou en saillie d'un bouchon de regard doit avoir au moins un pouce (25 mm) dans sa plus petite dimension horizontale et au moins  $\frac{5}{8}$  pouce (16 mm) de hauteur. Si l'écrou est creux, sa paroi doit avoir au moins  $\frac{3}{16}$  de pouce (5 mm) d'épaisseur.

6) La douille en retrait d'un bouchon de regard doit avoir au moins un pouce (25 mm), dans sa plus petite dimension horizontale, et au moins  $\frac{1}{2}$  pouce (13 mm), de profondeur.

7) Les goujons en saillie d'un bouchon de regard doivent avoir au moins  $\frac{5}{8}$  de pouce (16 mm), de hauteur.

8) L'ouverture d'un regard de nettoyage doit être conforme au tableau 2.9.B.

TABLEAU 2.9.B

### REGARD DE NETTOYAGE

Diamètre du tuyau (en pouces)	Diamètre minimal du regard (en pouces)
5 à 10	4
4	3½
3	2½
2½	2
2	1½
1½	1½
1¼	1¼

## 2.9.3. Solin d'évent :

1) Lorsqu'une colonne ou un tuyau d'évent traverse un toit, le joint entre le toit et ce tuyau doit être étanche.

2) Le matériau utilisé pour un solin d'évent doit être exempt de craquelure, de trou ou de toute autre défectuosité, offrir une résistance prolongée à l'usage extérieur et avoir les caractéristiques spécifiées ci-dessous selon son type :

a) feuille de plomb d'au moins 5 lb/pi<sup>2</sup> (24,4 kg/m<sup>2</sup>) ;

b) feuille de cuivre d'au moins 10 on./pi<sup>2</sup> (3,05 kg/m<sup>2</sup>) ;

c) feuille d'aluminium d'au moins 5,5 on./pi<sup>2</sup> (1,67 kg/m<sup>2</sup>) ;

d) feuille d'alliage de zinc d'au moins 8,1 on./pi<sup>2</sup> (2,47 kg/m<sup>2</sup>) ;

e) feuille d'élastomère, de copolymère d'éthylène ou d'acrylo-nitrile-butadiène-styrène flexible d'au moins  $\frac{1}{8}$  po (3,2 mm) d'épaisseur ; ou

f) feuille d'acier galvanisé d'au moins 1,156 lb/pi<sup>2</sup> (5,6 kg/m<sup>2</sup>) (jauge 24).

3) Sauf sur un toit plat, un solin doit être rectangulaire et avoir au moins 20 pouces (508 mm) de côté. Lorsqu'un solin à manchon est utilisé, le manchon doit se prolonger d'au moins 6 pouces (152 mm), au-dessus du toit.

4) Sur un toit plat, un solin circulaire peut être utilisé et sa bride doit avoir au moins 5 pouces (127 mm) de largeur.

**2.9.4. Soupape d'échappement, de pression et de température :** La soupape d'échappement d'un réservoir d'eau chaude doit être réglée de façon à :

a) s'ouvrir à 125 livres au pouce carré de pression au maximum ;

b) arrêter l'échappement dès que la pression et la température sont redevenues normales.

### 2.9.5. Renvoi de toit :

1) La trémie d'un renvoi de toit doit s'élever à une hauteur d'au moins 4 pouces (102 mm), au-dessus du toit, sauf qu'une trémie installée sur un toit fréquenté, un patio, un espace de stationnement ou une surface semblable peut se terminer au niveau du toit ou de la surface à drainer. La trémie doit être construite dans un matériau approuvé et résistant à la corrosion.

2) Les déversoirs non utilisés d'un renvoi de toit à débit contrôlé doivent être fermés de façon permanente.

### §2.10. Matériaux autorisés dans un système de plomberie

#### 2.10.1. Continuité des matériaux :

1) Les différentes sections d'un système de plomberie, telles que le drain de bâtiment, les colonnes, les branchements doivent être :

a) de matériaux permis et utilisés selon les spécifications du tableau 2.10.A ; et

b) installés sans changement de matériaux, compte tenu de leur nature et de leur classe, ou de leur type et des cas prévus dans la présente sous-section.

2) Les changements nécessaires de matériaux, autres que ceux que prévoit le présent code, doivent être approuvés.

#### 2.10.2. Système de drainage (sous terre) :

1) Un drain de bâtiment, sous terre doit être :

a) de l'égout de bâtiment à 3 pieds (914 mm) de chaque colonne, en :

i. fonte, classe 4 000 ;

ii. cuivre, type K ou type L ;

iii. argile vitrifiée à bout uni, extra-robuste ;

iv. amiante-ciment, type 2 ;

v. béton, à emboîtement, non armé de type extra-robuste ou classe 2 ou armé de classe iv ; ou

vi. plastique de type ABS-DWV ou PVC-DWV ou de type thermoplastique ;

b) en fonte, classe 4 000, à partir de 3 pieds (914 mm), vers chaque colonne, sauf :

i. si le drain et la colonne sont tous deux en cuivre ou en plastique ;

ii. si le drain est en cuivre et la colonne est en plastique ;

iii. si le drain est en plastique et la colonne est en cuivre ; ou

iv. si le drain et la colonne sont tous deux en amiante-ciment.

2) Un branchement, sous terre, doit être :

a) de mêmes matériaux que ceux qui sont autorisés pour un drain de bâtiment, de son raccordement au drain à :

i. un siphon ;

ii. un pied (305 mm) d'un évent de soupape de retenue ;

iii. 3 pieds (914 mm) d'une colonne ;

b) en fonte, classe 4 000, avant les points mentionnés au sous-paragraphe a.

3) Un sous-drain de bâtiment, sous terre, doit être en :

a) fonte, classe 4 000 ;

b) cuivre, type K ou type L ;

c) argile vitrifiée à bout uni, extra-robuste ;

d) amiante-ciment, type 2 ;

e) béton, à emboîtement, non armé de type extra-robuste ou classe 2 ou armé de classe iv ; ou

f) plastique de type ABS-DWV ou PVC-DWV ou de type thermoplastique.

4) Un drain français doit être fait en :

- a) argile vitrifiée ;
- b) amiante-ciment ;
- c) béton ;
- d) plastique, tuyau perforé de type ABS ou PVC ou tube ondulé de type polyéthylène.

5) Une tuyauterie de drainage de laboratoire sous terre, doit être en :

- a) fonte de silice ;
- b) verre ;
- c) argile vitrifiée ; ou
- d) plastique résistant à l'action des produits chimiques.

### **2.10.3. Système de drainage (hors terre) :**

1) Un système de drainage, hors terre, y compris un sous-drain, doit être en :

- a) fonte, classe 4 000 ;
- b) acier galvanisé ;
- c) cuivre, type K, type L, ou type DWV ;
- d) laiton ;
- e) plomb (drainage) pour une longueur n'excédant pas 5 pieds (1 524 mm), avec support continu ;
- f) amiante-ciment, type 2 ; ou
- g) plastique de type ABS-DWV ou PVC-DWV tel que permis à l'article 2.5.6.

2) Une tuyauterie de drainage et d'événements de laboratoire, ou toute autre tuyauterie qui transporte des substances chimiques ou acides, doit être en :

- a) fonte de silice ;
- b) plomb (drainage) ;
- c) verre ; ou
- d) plastique résistant à l'action des produits chimiques.

3) Un tuyau de descente ou une gouttière doit être en :

- a) acier galvanisé ;
- b) aluminium ; ou
- c) plastique (ABS-DWV) ou (PVC-DWV).

### **2.10.4. Événement :**

1) Un événement sous terre doit être en :

- a) fonte ; ou
  - b) cuivre, type K ou type L ; ou
  - c) plastique (ABS-DWV) ou (PVC-DWV).
- 2) Un événement, hors terre, doit être en :
- a) fonte ;
  - b) acier galvanisé ;
  - c) cuivre, type K, type L ou type DWV ;
  - d) laiton ; ou
  - e) plastique (ABS-DWV) ou (PVC-DWV), tel que permis à l'article 2.5.6.
- 3) Une tuyauterie d'événements de laboratoire doit être indépendante et faite d'un matériau autorisé au paragraphe 2 de l'article 2.10.3.

### **2.10.5. Réseau de distribution d'eau :**

1) Un tuyau de service ou de distribution d'eau, sous terre, doit être en :

- a) fonte ;
- b) acier galvanisé tel que permis à l'article 2.6.4 ;
- c) cuivre, type K ou L ou recuit ; ou
- d) laiton.

2) Un tuyau de distribution d'eau, hors terre, doit être en :

- a) fonte ;
- b) acier galvanisé tel que permis à l'article 2.6.4 ;
- c) cuivre, type K, L ou M ou recuit ;
- d) laiton ; ou
- e) plastique pour tuyauterie d'eau, mais seulement dans un réseau d'eau d'un bâtiment résidentiel d'au plus 2 logements sans traverser un cloisonnement coupe-feu, ni y être enfermé.

3) Un système d'arrosage doit être en :

- a) fonte ;
- b) acier galvanisé ;
- c) cuivre, type K ou L ;
- d) laiton ;
- e) amiante-ciment pour tuyauterie d'eau ; ou
- f) plastique pour tuyauterie d'eau.

**TABEAU 2.10.A**  
**MATÉRIAUX AUTORISÉS**

	Non métalliques										Ferreux			Non ferreux								Référence					
Système de plomberie	Amiante-ciment (eau)	Amiante-ciment (drainage)	Argile vitrifiée	Béton	Verre	Polyéthylène (eau)	PVC (eau)	CPVC (eau)	ABS-DWV et PVC-DWV	Thermoplastique	Polyoléfine (laboratoire)	Fonte (drainage)	Fonte (eau)	Fonte de silice	Fonte ductile (eau)	Acier galvanisé	Cuivre, type K	Cuivre, type K — recuit	Cuivre, type L	Cuivre, type L — recuit	Cuivre, type M	Cuivre, type M — recuit	Cuivre, type DWV	Laiton	Plomb (drainage)		
<b>Sous terre</b>																											
Système de drainage	B	B	B						A	A		A					A		A							2.10.2	
Sous drain	A	A	A						A	A		A					A		A							2.10.2	
Tuyauterie de laboratoire			A		A						A			A												2.10.2	
Évent									A			A					A		A							2.10.4	
Tuyau de service d'eau													A		A	K		A	A	A	A			A		2.10.5	
Réseau de distribution d'eau													A		A	K		A	A	A	A			A		2.10.5	
Système d'arrosage	A					A	A	A				A		A	A	C		A	A	A	A			A		2.10.5	
<b>Hors terre</b>																											
Système de drainage	J								F			A		A			A		A				A	A	D	2.10.3	
Sous drain									F			A		A			A		A				A	A	D	2.10.3	
Tuyauterie de laboratoire					A						H			A											A	2.10.3	
Évent									F							A		A					A	A		2.10.4	
Tuyau de service d'eau													A		A	L		A	A	A	A			A			
Réseau de distribution d'eau froide						E	E	E				A		A	L		A	A	A	A	A	A	A	A		2.10.5	
Réseau de distribution d'eau chaude								E				A		A	L		A	A	A	A	A	A	A	A		2.10.5	
Référence	2.5.2	2.5.1	2.5.4	2.5.3		2.5.5	2.5.5	2.5.5	2.5.6	2.5.6	2.5.7	2.6.1	2.6.2	2.6.1	2.6.2	2.6.4		2.7.2	2.7.2	2.7.2	2.7.2	2.7.2	2.7.2	2.7.2	2.7.2	2.7.4	

A: Autorisé

B: Autorisé jusqu'à 3 pieds (1 m) des colonnes ou jusqu'aux soupapes de retenue ou siphons

C: Autorisé avec enduit protecteur

D: Autorisé pour une longueur n'excédant pas 5 pieds (1,5 m) avec support continu

E: Autorisé dans des bâtiments de 2 logements au plus sans traverser un cloisonnement coupe-feu ni y être enfermé

F: Voir article 2.5.6

H: Voir article 2.5.7

J: Voir paragraphe 3 de l'article 2.5.1

K: Voir paragraphe 2 de l'article 2.6.4 avec enduit protecteur

L: Voir paragraphe 2 de l'article 2.6.4

## SECTION III TUYAUTERIE

### §3.1. Dispositions générales

#### 3.1.1. Étanchéité :

1) Toute tuyauterie doit être étanche, ne pas laisser passer les gaz, l'eau, l'air, la fumée et la vermine et satisfaire aux épreuves de la sous-section 3.7.

2) Il est interdit d'appliquer une peinture, un vernis ou tout autre enduit sur un joint, avant que la tuyauterie n'ait été soumise aux épreuves prévues.

3) L'espace annulaire entre un manchon et un tuyau qui traverse un mur extérieur, doit être rempli, jusqu'à étanchéité, d'un mastic de calfatage à base de plomb, de goudron, de soufre ou d'un autre matériau imperméable approuvé.

4) L'espace autour d'un tuyau qui traverse un mur ou un plancher qui doit avoir une certaine résistance au feu, doit être rempli d'un matériau incombustible. Si un manchon est utilisé, il doit aussi être incombustible.

#### 3.1.2. Accessibilité :

1) Toute tuyauterie doit être aussi directe que possible. Une tuyauterie de drainage doit être accessible en tout temps pour fins de nettoyage, au moyen de regards appropriés.

2) Aucune tuyauterie ne doit passer sous une fournaise (calorifère ou chaudière), un réservoir d'huile ou autre obstacle rendant ainsi son emplacement ou son entretien impraticable. Il en est de même pour le cas d'une piscine publique à l'exception de la tuyauterie servant de drain de fond ainsi que celle du drainage des eaux souterraines.

3) Lorsqu'il n'y a pas d'autre moyen d'accès normal, une trappe d'accès adéquate doit permettre d'atteindre facilement la partie d'un système de plomberie qui se trouve dans la cave ou le vide sanitaire d'un bâtiment.

#### 3.1.3. Emplacement de la tuyauterie :

1) Les endroits où l'on prépare, entrepose ou manipule des aliments, de la glace, de l'eau ou des boissons doivent être protégés contre tout danger de fuite d'eau ou de mauvaises odeurs. Aucune tuyauterie exposée, ni ouverture de drainage ne doit se trouver dans un tel endroit, ni au-dessus d'un réservoir d'eau potable non sous pression.

2) Aucune tuyauterie, aucun appareil ou dispositif ne doit être placé de façon à nuire au fonctionnement normal des fenêtres, des portes ou de tout autre moyen de sortie.

3) Aucune tuyauterie ne doit être installée :

a) dans un puits d'ascenseurs ; ou

b) dans un conduit de chauffage ou de ventilation, à moins que cette installation n'ait été prévue lors de l'approbation des plans.

**3.1.4. Diamètre :** Une tuyauterie de drainage et d'évent ne doit pas diminuer de diamètre dans le sens de l'écoulement, sauf qu'on peut utiliser un raccord de 4 pouces (102 mm) par 3 pouces (76 mm) pour installer un cabinet d'aisances, à condition que le changement de diamètre soit fait conformément au paragraphe 3 de l'article 2.7.4.

### §3.2. Construction et utilisation des joints

#### 3.2.1. Joint calfaté au plomb :

1) Un joint calfaté au plomb doit être bourré fermement d'étoupe ou de chanvre, calfaté jusqu'à étanchéité avec du plomb fondu, coulé en une seule opération, sur une profondeur d'au moins un pouce (25 mm) et maté fermement. Ce joint ne doit pas se terminer à plus de  $\frac{1}{8}$  de pouce (3 mm), du bord de l'emboîtement.

2) Un joint calfaté au plomb peut être employé seulement dans une tuyauterie en fonte et à emboîtement, ou pour relier une tuyauterie de ce type à :

a) une tuyauterie en fer, en acier, en laiton ou en amiante-ciment à condition que les diamètres le permettent ;

b) une virole de calfatage approuvée, pour adapter une tuyauterie de matériaux différents ; ou

c) un siphon en fonte.

#### 3.2.2. Joint essuyé :

1) On ne peut employer un joint essuyé que pour relier des tuyaux en plomb ou un tuyau en plomb et un tuyau ou une virole en laiton ou en cuivre, ou en fonte étamée dans le cas d'un plomb de toilette.

2) Un joint essuyé doit :

a) être fait de soudure ;

b) avoir une surface exposée de chaque côté de ce joint, d'au moins  $\frac{3}{4}$  de pouce (19 mm) de largeur ; et

c) avoir au moins  $\frac{3}{8}$  de pouce (10 mm) d'épaisseur à l'endroit le plus épais.

3) Tout joint essuyé et bridé doit être renforcé d'une bride en plomb d'au moins  $\frac{3}{4}$  de pouce (19 mm) de largeur.

#### 3.2.3. Joint fileté :

1) Dans un joint fileté, les extrémités des tuyaux doivent être alésées ou limées tout en conservant le diamètre

nominal du tuyau. Le mortier et les bavures doivent être enlevés.

2) Il est interdit d'enduire des filets intérieurs de peinture, de ciment à joints, ou autre matériau similaire.

3) On peut employer un joint fileté :

a) dans une tuyauterie en fer ou en acier galvanisé, en laiton ou en plastique ;

b) pour relier cette tuyauterie à une tuyauterie en fonte ; ou

c) pour relier une tuyauterie en plastique à une tuyauterie en fonte au moyen d'un adaptateur approprié.

### **3.2.4. Joint soudé :**

1) La surface à souder doit être nettoyée à fond et décapée adéquatement. Le joint doit être enduit d'un fondant approprié, fait de soudure et exempt de tout résidu.

2) Le matériel de soudure doit être utilisé selon les spécifications du manufacturier et les méthodes de soudure reconnues.

3) Les joints soudés par capillarité ou autrement doivent être faits avec des raccords appropriés.

4) Un joint soudé peut être employé dans une tuyauterie :

a) en cuivre ou en laiton ;

b) en plastique ; ou

c) en acier.

### **3.2.5. Joint évasé :**

1) Pour exécuter un joint évasé, l'extrémité du tuyau doit être alésée, élargie à l'aide d'un outil approprié, puis soudée, ou reliée par une boucle ou une bague en laiton ou en bronze.

2) Un joint évasé ne peut être employé que pour relier :

a) des tuyaux en cuivre (sauf en cuivre rigide) ; ou

b) un tuyau en cuivre à un tuyau en plomb ou en laiton.

### **3.2.6. Joint au mastic de calfatage à chaud :**

1) Un joint au mastic de calfatage à chaud doit être bourré fermement d'étoffe tordue et pilonnée jusqu'à étanchéité ; le mastic de calfatage à chaud doit être inséré autour du tuyau sur une profondeur d'au moins un pouce

(25 mm), et se terminer à moins de 1/8 de pouce (3 mm) du bord de l'emboîtement.

2) On ne peut utiliser de joint au mastic de calfatage à chaud que :

a) dans une tuyauterie en béton, à emboîtement, d'un égoût de terrain ;

b) dans un système de drainage pour relier à l'aide d'adaptateurs appropriés :

i. un tuyau de fonte à un tuyau de béton ; ou

ii. un tuyau de plastique à un tuyau de fonte.

3) Un tel joint ne peut être soumis aux épreuves qu'une heure au moins après sa coulée.

### **3.2.7. Joint calfaté au ciment :**

1) L'espace annulaire d'un joint calfaté au ciment dans une tuyauterie à emboîtement de 6 pouces (152 mm) de diamètre ou moins doit être rempli de mortier de ciment.

2) Pour les tuyaux de plus de 6 pouces (152 mm), le joint calfaté au ciment doit être fait en remplissant :

a) l'espace annulaire d'une garniture d'étoffe ou de chanvre tordu d'une longueur au moins égale à la circonférence du tuyau ; et

b) le reste de l'espace annulaire avec du mortier de ciment.

3) Un joint calfaté au ciment doit se prolonger hors de l'emboîtement à un angle de 45° avec le tuyau.

4) L'intérieur du tuyau doit être nettoyé après la fabrication du joint.

5) Un joint calfaté au ciment ne peut être utilisé dans le système de drainage d'un bâtiment, sauf autorisation du bureau des examinateurs. Dans un tel cas, le joint doit être entouré d'une latte métallique enrobée dans le mortier de ciment.

### **3.2.8. Joint brûlé au plomb :**

1) Pour faire un joint brûlé au plomb, le plomb doit recouvrir le joint et être fusionné en une soudure 1 1/2 fois au moins l'épaisseur de la paroi du tuyau.

2) Pour un tuyau de plomb, la largeur de la soudure ne doit pas être inférieure à :

a) 1/2 pouce (13 mm) lorsque le diamètre du tuyau est inférieur à 3 pouces (76 mm) ;

b) 5/8 de pouce (16 mm) lorsque le diamètre du tuyau est de 3 pouces (76 mm) ; ou

c)  $\frac{3}{4}$  de pouce (19 mm) lorsque le diamètre du tuyau est de 4 pouces (102 mm).

### 3.2.9. Joint mécanique :

1) Les tuyauteries en fonte et en argile vitrifiée, sans emboîtement, doivent être reliées par des joints mécaniques.

2) Un joint mécanique peut aussi être employé avec un adaptateur approprié, pour joindre des tuyaux de matériaux autres que la fonte ou l'argile vitrifiée, ou toute autre combinaison de tuyaux et de raccords, lorsque le service d'inspection en a donné l'autorisation.

3) Une tuyauterie d'acier galvanisé avec joints mécaniques à rainures peut être utilisée seulement hors terre dans un réseau de distribution d'eau et dans un système de drainage comme conduite pluviale.

4) Un joint mécanique n'est utilisé que dans un endroit où la tuyauterie est supportée.

### 3.2.10. Joint au mastic de calfatage à froid :

1) On ne peut utiliser un joint au mastic de calfatage à froid que hors terre et dans un système de drainage, dans une tuyauterie en fonte et à emboîtement, ou pour relier, avec virole ou adaptateur approprié, un tuyau en fer ou en acier galvanisé, en cuivre, en laiton ou en plastique à un tuyau en fonte. Le mastic de calfatage doit être appliqué selon les recommandations du fabricant.

2) Un joint au mastic de calfatage à froid doit être bourré fermement d'étoupe tordue et pilonnée jusqu'à étanchéité ; le mastic de calfatage doit être inséré autour du tuyau sur une profondeur d'au moins un pouce (25 mm) jusqu'à égalité avec le bord de l'emboîtement.

3) Un joint au mastic de calfatage à froid ne doit pas être fait ni solidifié à une température inférieure à 32° F, ni dans des conditions d'humidité excessive.

### 3.2.11. Joint à compression :

1) Les tuyaux et raccords, à emboîtement, en fonte, en amiante-ciment ou en béton, peuvent être reliés par des joints à compression.

2) On peut utiliser un joint à compression avec des matériaux autres que ceux qui sont mentionnés au paragraphe 1 ou avec toute autre combinaison de tuyaux et de raccords, lorsque le bureau des examinateurs en autorise l'utilisation comme équivalente.

### 3.2.12. Joint de dilatation :

1) On doit installer des joints de dilatation accessibles, appropriés et approuvés pour prévenir les inconvénients dus à une dilatation ou une contraction excessive, ou à toute autre force susceptible d'affecter l'alignement de la tuyauterie.

2) Un joint de dilatation doit être installé :

a) à la base d'une colonne en plastique, sauf :

i. pour une colonne de moins de 20 pieds (6,1 m) de hauteur ;

ii. où la disposition de la tuyauterie peut prévenir les inconvénients dus à la dilatation ou à la contraction ;

iii. pour une colonne pluviale de plus de 20 pieds (6,1 m) de hauteur, si un joint de dilatation est prévu à son extrémité supérieure ; et

b) à l'entrée d'un tuyau de service d'eau en matériau rigide.

**3.2.13. Joint brasé :** Pour braser un joint, les extrémités des tuyaux doivent être :

a) nettoyées à fond et décapées ;

b) enduites d'un fondant approprié aux métaux à souder ; et

c) chauffées à une température suffisante pour fondre les métaux en contact.

**3.2.14. Joint collé :** Les joints collés d'une tuyauterie en plastique doivent être faits :

a) au moyen d'un solvant approuvé et approprié à la composition du plastique ; et

b) selon les recommandations du fabricant.

## §3.3. Raccordements

### 3.3.1. Joint foré et taraudé à sellette et à bandes :

1) Il est interdit d'utiliser les joints forés et taraudés, à sellette ou à bandes dans un système de drainage ou d'événements.

2) Il est interdit de percer des drains de bâtiments, des tuyaux de chute, des renvois ou des événements pour faire des raccordements soudés ou autres.

3) Il est interdit de percer une tuyauterie dans un réseau de distribution d'eau potable pour faire des raccordements d'alimentation aux appareils. Un raccord approprié sur la tuyauterie de distribution d'eau pour l'installation d'un humidificateur, ou de tout autre appareil similaire, doit être utilisé.

### 3.3.2. Joint soudé :

1) Les métaux ferreux ne doivent pas être soudés, sauf si le bureau des examinateurs autorise ce genre de rac-

cordement comme équivalent aux normes de la présente sous-section.

2) Il est interdit d'utiliser les joints soudés entre des tuyaux en cuivre et des tuyaux en acier ou en fer galvanisé.

### **3.3.3. Union et joint coulissant :**

1) Les joints coulissants doivent être exposés.

2) Les raccords à long filetage, avec écrou et garniture, ne sont permis que dans un système d'évents et leur raccordement doit être effectué à l'aide d'un manchon d'accouplement. Les filets d'un tel raccord doivent avoir au moins 2 pouces (51 mm) de longueur.

3) La surface de contact des unions doit être usinée.

**3.3.4. Raccord conique :** Les raccordements de tuyaux et de raccords de différents diamètres doivent être effectués au moyen de raccords coniques appropriés qui permettent une évacuation complète du système de drainage.

**3.3.5. Joint brûlé au plomb :** Un joint brûlé au plomb doit être fait avec du plomb fondu, conformément à l'article 3.2.8.

### **3.3.6. Raccordement de matériaux différents :**

1) Un joint entre des tuyaux et des raccords de différents matériaux ou diamètres doit être fait au moyen d'un adaptateur, d'un raccord ou d'un joint mécanique, destiné à cet usage.

2) Un joint entre un tuyau de plastique et un tuyau en fonte à emboîtement doit être fait à l'aide d'une virole de calfatage appropriée.

3) Un tuyau de plastique en ABS-DWV ou PVC-DWV peut être raccordé à un plomb de toilette dans la mesure où la virole est en plastique et appropriée pour recevoir les tuyaux de plastique.

**3.3.7. Renvoi de toit :** Un renvoi de toit doit être raccordé à sa conduite pluviale par un joint étanche approuvé et qui tient compte de la dilatation et de la contraction possibles de la tuyauterie.

### **3.3.8. Raccordement des appareils de plancher :**

1) Un cabinet d'aisances ou un siphon en S de plancher doit être raccordé à sa tuyauterie de renvoi par une bride de plancher, sauf qu'un siphon et un tuyau en fonte peuvent être reliés par un joint calfaté.

2) Les brides de plancher doivent être en laiton, en bronze ou en fonte.

3) Un cabinet d'aisances de plancher doit toujours être raccordé à sa tuyauterie de renvoi au moyen d'un plomb de toilette.

4) Toute bride de plancher doit être solidement fixée à une base stable et boulonnée à la bride du siphon de l'appareil. Chaque joint doit être scellé avec une garniture de caoutchouc synthétique ou avec un mastic à base d'amiante au graphite, de paraffine ou d'un autre produit approuvé. L'emploi de plâtre ou de mastic à vitre est interdit.

5) La longueur du plomb de toilette sous la bride de plancher doit être d'au moins 3 pouces (76 mm).

### **3.3.9. Raccordement des appareils muraux :**

1) Les cabinets d'aisances et les urinoirs avec sortie au mur doivent être soutenus et raccordés à la tuyauterie par une bride murale approuvée.

2) Toute bride murale doit être en fonte, en laiton ou en bronze.

3) L'étanchéité du joint entre la sortie d'un appareil mural et sa bride doit être assurée par une garniture de caoutchouc synthétique ou avec un mastic à base d'amiante au graphite, de paraffine ou d'un autre produit approuvé.

## **§3.4. Tuyauterie de service**

### **3.4.1. Tuyau de service d'eau à l'intérieur d'un bâtiment :**

1) L'eau d'alimentation provenant d'un réseau public (aqueduc) doit être distribuée par un réseau entièrement indépendant de toute tuyauterie transportant de l'eau d'une autre provenance.

2) Les joints soudés de la partie de la tuyauterie de service sous terre doivent être à soudure d'argent.

### **3.4.2. Excavation :**

1) Les tranchées doivent être suffisamment larges pour permettre une installation facile des tuyaux et conformes aux exigences du présent code.

2) Lorsqu'une tranchée est pratiquée dans le roc, elle doit être excavée jusqu'à une profondeur d'au moins 3 pouces (76 mm) au-dessous du niveau où les tuyaux doivent être installés. Cet espace doit être subséquemment comblé avec de la poussière de pierre, du sable, du gravier ou de la pierre concassée.

3) Les tuyaux ne doivent pas reposer directement sur le roc, même en un point quelconque.



4) Le fond de la tranchée doit être convenablement nettoyé avant la pose des tuyaux. Les tuyaux doivent reposer sur un sol ferme sur toute leur longueur, être supportés de la manière prescrite à l'article 3.5.6 et protégés conformément à la sous-section 3.6.

5) Les excavations doivent être faites à ciel ouvert, sauf que dans les cours et les courettes il est permis de percer des tunnels sur des distances égales à la moitié au plus de la profondeur de la tranchée et ne dépassant pas 8 pieds (2,5 m).

6) La partie supérieure d'un tunnel doit s'élever au moins à 2 pieds (610 mm) au-dessus de la couronne du tuyau.

7) L'emploi d'équipement mécanique est interdit à moins de 2 pieds (610 mm) de tuyaux, de services ou d'accessoires existants.

### §3.5. Support de la tuyauterie

#### 3.5.1. Capacité du support :

1) La tuyauterie doit être appuyée, supportée ou suspendue par des supports métalliques capables de résister au poids des tuyaux et de leur contenu et de maintenir leur alignement.

2) Le support ou l'ancrage doit être fixé à la charpente du bâtiment.

**3.5.2. Support indépendant :** Tout tuyau raccordé à un appareil, un réservoir ou un dispositif doit être soutenu indépendamment.

**3.5.3. Isolation des supports :** Un support ou un étrier d'un matériau autre que le laiton et le cuivre, doit être électriquement isolé et sans contact avec la tuyauterie en cuivre ou en laiton qu'il supporte.

#### 3.5.4. Support d'une tuyauterie verticale :

1) Une tuyauterie verticale doit être fixée à sa base et à tous les étages au niveau du plancher.

Le support à l'étage d'une tuyauterie verticale en fonte avec joints mécaniques doit être réalisé au moyen d'un raccord à épaulement extérieur empêchant le glissement de la tuyauterie.

2) La distance maximale entre deux supports ne doit jamais être supérieure à 20 pieds (6,1 m).

3) Selon le matériau et le diamètre, une tuyauterie verticale doit être, de plus, supportée aux distances maximales suivantes :

a) plomb : tous les 4 pieds (1,2 m) ;

b) cuivre ou laiton :

i. tous les 6 pieds (1,83 m) pour les diamètres 1 ¼ pouce (32 mm) ou moins ; ou

ii. tous les 10 pieds (3 m) pour les diamètres de plus 1 ¼ pouce (32 mm) ;

c) fonte à joints mécaniques ou à compression : à tous les joints ; et

d) plastique : tous les 4 pieds (1,2 m).

4) La base d'une colonne en fonte doit reposer sur un pilier de béton, de maçonnerie ou d'un autre matériau équivalent, à moins d'être suspendue ou ancrée correctement à la charpente du bâtiment.

#### 3.5.5. Support d'une tuyauterie horizontale hors terre :

1) Une tuyauterie théoriquement horizontale, hors terre et à l'intérieur d'un bâtiment, doit être soutenue de façon qu'elle ne puisse vibrer, osciller ou se déformer et pour limiter les effets de dilatation et de contraction.

2) Selon son matériau et son diamètre, une tuyauterie théoriquement horizontale doit être soutenue aux distances maximales suivantes :

a) acier galvanisé, fer galvanisé, cuivre ou laiton :

i. tous les 10 pieds (3 m) pour des diamètres de 6 pouces (152 mm) ou plus ; et

ii. tous les 8 pieds (2,5 m) pour des diamètres de 2 pouces (51 mm) et plus et de moins de 6 pouces (152 mm) ; ou

iii. tous les 6 pieds (1,83 m) pour des diamètres de moins de 2 pouces (51 mm) ;

b) plomb : sur toute sa longueur ;

c) fonte :

i. à chaque emboîtement ou chaque joint ;

ii. l'intervalle entre 2 supports ne doit pas dépasser 10 pieds (3 m) ; et

iii. tous les 3 pieds (914 mm) lorsque des raccords adjacents espacés de 12 pouces (305 mm) ou moins, sont posés dans une tuyauterie à joints mécaniques ;

d) amiante-ciment :

i. à chaque joint ;

ii. l'intervalle entre 2 joints ne doit pas dépasser 6 pieds (1,83 m) ; et

iii. tous les 3 pieds (914 mm) lorsque les raccords adjacents sont espacés de 12 pouces (305 mm) ou moins ;

- e) plastique :
- tous les 4 pieds (1,2 m) ;
  - à l'extrémité de tout branchement ;
  - à tout changement de direction ; et
  - le plus près possible du siphon si ce tuyau est un renvoi d'appareil de plus de 3 pieds (914 mm) de long.
- 3) Une tuyauterie en plastique ne doit pas être :
- soumise à des contraintes après avoir été alignée ;
  - déformée, ni pliée, ni forcée, ni étirée après avoir été soudée ou collée ;
  - comprimée, ni coupée et ni écorchée par ses supports ; et
  - chauffée, ni installée à moins de 3 pieds (914 mm) d'une source de chaleur.
- 4) Les supports ou ancrages d'une tuyauterie théoriquement horizontale doivent être :
- des tiges métalliques d'un diamètre d'au moins  $\frac{3}{8}$  de pouce (10 mm) pour des tuyaux de plus de 4 pouces (102 mm) de diamètre ; et

b) des bandes métalliques avec ou sans perforation, pour des tuyaux de 4 pouces (102 mm) de diamètre ou moins.

5) Dans du béton ou de la maçonnerie, un support doit être fixé au moyen d'une fiche métallique expansible.

6) Lorsqu'un joint mécanique est utilisé, la tuyauterie doit être soutenue de chaque côté de ce joint à l'aide d'un support n'ayant qu'un seul point de fixation.

### 3.5.6. Support d'une tuyauterie horizontale souterraine :

1) Une tuyauterie souterraine théoriquement horizontale doit reposer sur toute sa longueur sur un lit uniforme et ferme. Tout matériau utilisé pour le nivellement doit être compacté et exempt de caillou, galet, cendre ou terre gelée.

2) Des empochements seront réservés à l'endroit des collets pour faciliter la confection des joints. L'emboîtement doit être fait soigneusement de façon à assurer le prolongement parfait des parois intérieures.

**3.5.7. Support d'un d'évent au-dessus du toit :**  
Lorsqu'un tuyau d'évent est prolongé au-dessus d'un toit, il doit être solidement supporté et ancré de manière à conserver son alignement.

**TABLEAU 3.5.A**  
**SUPPORT DE LA TUYAUTERIE**

Tuyauterie		En course verticale (1)				En course horizontale									
Matériaux		Diamètre	4'	6'	10'	à chaque joint	3'	4'	6'	8'	10'	à chaque joint	branchement	changement de direction	support continu (2)
Acier ou fer galvanisé	1¼" et moins								X						X
	1½"								X						X
	2" à 5"									X					X
	6" et plus										X				X
Amiante-ciment		tous				X	X(6)		X			X			X
Argile vitrifiée		tous													X
Béton		tous													X
Cuivre ou laiton	1¼" et moins		X						X						X
	1½"				X				X						X
	2" à 5"				X					X					X
	6" et plus				X						X				X
Fonte à joints: mécaniques à compression calfatés	tous				X	X(3)					X	X			X
	tous				X						X	X			X
	tous										X	X			X
Plastique		tous	X					X					X(4)	X	X
Plomb		tous	X												X(5)

(1) Support à tous les étages (3.5.4.(1) et l'intervalle entre 2 supports ne doit jamais dépasser 20 pieds (6 m)(3.5.4(2)

(2) Un support continu est exigé pour toute tuyauterie souterraine (3.5.6)

(3) Voir article 3.5.5(2) — c — iii

(4) Le support est fixé à l'extrémité du branchement (3.5.5(2) — d — ii)

(5) Voir article 2.10.3(1) — e

(6) Voir article 3.5.5(2) — d — iii

### §3.6. Protection de la tuyauterie

#### 3.6.1. Remplissage :

1) Une tuyauterie souterraine doit être recouverte de pierre concassée, poussière de pierre, sable ou gravier. Ce matériau de remblai doit être compacté et exempt de pierre, caillou, galet, cendre ou autre matériau susceptible d'endommager la tuyauterie ou de provoquer un affaissement.

2) La hauteur du remblai au-dessus de la couronne de la tuyauterie doit être d'au moins :

- a) 12 pouces (300 mm) si non recouverte par un plancher de béton ;
- b) 4 pouces (100 mm) si recouverte par un plancher de béton supportant des charges vives ; ou
- c) 1 pouce (25 mm) si recouverte par un plancher de béton ne supportant pas de charges vives.

**3.6.2. Protection des tuyaux non métalliques :** Un plancher de cave ou de sous-sol en béton, au-dessus d'une tuyauterie non métallique dont la couronne est à moins de 24 pouces (610 mm) de ce plancher, doit avoir au moins 3 pouces (76 mm) d'épaisseur.

#### 3.6.3. Protection contre les charges :

1) Une tuyauterie qui passe à travers un mur ou sous un mur doit être installée de façon à n'y subir aucune contrainte.

2) Aucun joint n'est permis à travers un mur ou sous un mur.

3) Aucun égout ni drain de bâtiment souterrain ne doit être installé parallèlement et à moins de 3 pieds (914 mm) d'un mur de charge ou d'un empattement.

4) Lorsqu'un drain de bâtiment passe sous un mur de fondation extérieure, sa couronne doit être au moins à 1 pouce (25,4 mm) en-dessous de l'empattement pour les constructions de 2 étages et moins et au moins à 6 pouces (152 mm) pour les autres constructions.

5) Un manchon doit être utilisé pour faire passer un tuyau à travers un mur de fondation extérieur. L'emploi de manchons est facultatif pour faire passer un tuyau à travers un mur intérieur ou un plancher en béton ou en maçonnerie.

Le diamètre de ce manchon doit être égal à celui du tuyau augmenté de :

- a) 2 diamètres pour des tuyaux de moins de 10 pouces (254 mm) ; ou

- b) 2 pouces (51 mm) pour des tuyaux de 10 pouces (254 mm) ou plus.

6) Le bureau des examinateurs peut accepter comme méthode de conception équivalente, que les dimensions spécifiées aux paragraphes 3 et 4 soient réduites lorsque l'entrepreneur démontre par une analyse détaillée des charges et du sol que la tuyauterie ne subira aucune contrainte susceptible de l'endommager.

#### 3.6.4. Protection contre le gel :

1) Toute tuyauterie doit être protégée contre le gel.

2) Les tuyaux d'évent dans l'entretoit et au-dessus du toit doivent être isolés et protégés contre le gel.

3) Une tuyauterie de service souterraine doit être recouverte de matériaux de remplissage conformes aux articles 3.6.1 et 3.6.2, et le dessus de cette tuyauterie doit être à une profondeur d'au moins :

- a) 6 pieds (1,83 m) pour le tuyau de service d'eau ;
- b) 4½ pieds (1,37 m) pour l'égout de bâtiment ; et
- c) 6 pieds (1,83 m) lorsque la tuyauterie des 2 services est installée dans une même tranchée.

4) La distance minimale entre une tuyauterie de service souterraine et un puisard ou un regard d'égout doit être de :

- a) 6 pieds (1,83 m) pour la tuyauterie de service d'eau ; et
- b) 4½ pieds (1,37 m) pour l'égout de bâtiment et le drain de bâtiment.

5) Lorsque du roc ou un autre obstacle rend impossible ou impraticable l'enfouissement des tuyaux exigé au paragraphe 3, ces tuyaux doivent être protégés par des matériaux isolants, reconnus et installés selon les recommandations du fabricant.

6) Il est interdit d'installer une tuyauterie dans le pergélisol.

#### 3.6.5. Protection contre les dommages :

1) Une tuyauterie doit être protégée contre les risques de détérioration causés notamment par les chocs, la chaleur ou l'abrasion.

2) Lorsqu'une tuyauterie non ferreuse traverse une pièce de charpente métallique, elle doit être protégée par un manchon solidement fixé dans l'ouverture de la pièce.

**3.6.6. Protection des tuyaux de descente :**

1) Un tuyau de descente doit être en fonte à partir de son raccordement au drain jusqu'à une hauteur d'au moins 5 pieds (1,5 m) au-dessus du sol.

2) Les tuyaux de descente installés à l'intérieur des murs, dans une courette intérieure ou dans un puits de lumière et de ventilation, doivent être conformes aux exigences applicables aux tuyaux de chute, de renvoi ou d'évent.

**3.6.7. Protection contre l'alcalinité :** Une tuyauterie installée dans un sol reconnu comme très alcalin doit être recouverte d'une couche d'un enduit approprié.

**3.6.8. Protection de la charpente :**

1) L'installation d'une tuyauterie ne doit pas affecter la résistance de la charpente d'un bâtiment.

2) Les ouvertures, dans un mur ou un plancher en béton ou en maçonnerie pour le passage de la tuyauterie, doivent être faites à l'aide de manchons ou d'une mèche à pointes de diamant.

**3.6.9. Protection contre la vermine :**

1) Les ouvertures pour le passage de la tuyauterie dans les murs, les planchers et les toits, doivent être fermées et protégées contre la vermine à l'aide de collets métalliques solidement fixés à la charpente de bâtiment.

2) Une ouverture de drainage doit être protégée contre la vermine par un grillage approprié sans nuire pour autant à l'écoulement normal des eaux usées.

**3.6.10. Protection contre le bruit :** Un système de plomberie doit être calculé, conçu et installé de façon à éviter les vibrations, les cognements ou les bruits susceptibles de causer une nuisance.

**3.6.11. Mise à la terre :** Lorsqu'une tuyauterie sert de mise à la terre conformément au Code électrique canadien, l'installation doit être faite de façon à ne pas compromettre l'étanchéité de la tuyauterie ni à nuire au rendement et à l'efficacité du système.

*§3.7. Épreuves des systèmes de drainage et d'événements***3.7.1. Dispositions générales :**

1) Avant qu'il ne soit recouvert et avant qu'aucun appareil ne soit installé, un système de drainage ou d'événements, ou un de ses éléments, doit être soumis à une épreuve à l'eau, à l'air ou à la fumée, évaluée par l'inspecteur selon les prescriptions de la présente section.

2) Lorsque les appareils ont été installés et avant qu'un système de drainage ou d'évent ne soit mis en service, chaque section du système doit être soumise à une épreuve à l'air ou à la fumée, évaluée par l'inspecteur selon les prescriptions de la présente section. L'épreuve doit alors être faite à une pression d'un pouce d'eau maintenue durant 15 minutes.

3) Les épreuves exigées par les paragraphes 1 et 2 sont aussi obligatoires pour toute modification, addition ou réparation à un système de plomberie nécessitant un permis d'exécution.

4) Tout système de plomberie existant doit être soumis à une épreuve lorsque l'inspecteur l'ordonne.

5) Tout raccordement et tout regard doivent être ouverts et tout siphon doit être enlevé afin de permettre à l'inspecteur de constater si l'air, l'eau ou la fumée ont atteint toutes les parties du système.

6) L'outillage, le matériel, la force motrice et la main-d'œuvre nécessaires pour les inspections et les épreuves doivent être fournis par l'entrepreneur plombier.

7) La partie d'un système de drainage et d'évent installée à l'usine doit être soumise aux épreuves exigées par les paragraphes 1 et 2 et évaluées par l'inspecteur selon les prescriptions de la présente section.

**3.7.2. Épreuve d'un système de drainage :** Un système de drainage, sauf un tuyau de descente ou un tuyau de sortie d'appareil, doit pouvoir subir sans fuite une épreuve à l'eau, à l'air ou à la fumée.

**3.7.3. Épreuve d'un système d'évent :** Un système d'évent doit pouvoir subir sans fuite une épreuve à l'eau, à l'air ou à la fumée.

**3.7.4. Épreuve à l'eau :**

1) Une épreuve à l'eau peut être faite :

a) sur tout le système en entier ; ou

b) sur une section du système. Dans ce cas, l'eau doit être élevée à une hauteur d'au moins 10 pieds (3 m), au-dessus de toutes les parties de la section ainsi éprouvée.

2) L'épreuve à l'eau doit être faite en fermant toutes les ouvertures du système de drainage ou de la section à vérifier, à l'exception de l'extrémité supérieure où l'eau est introduite jusqu'à ce que la tuyauterie soit complètement remplie.

3) L'épreuve à l'eau est jugée satisfaisante si le niveau d'eau demeure stable pendant 15 minutes.

**3.7.5. Épreuve à l'air :**

1) L'épreuve à l'air doit se faire en fermant toutes les ouvertures d'un système ou partie d'un système à éprouver et en le remplissant d'air à une pression d'au moins 5 livres/pouce carré.

2) L'épreuve à l'air est jugée satisfaisante si la pression demeure stable pendant 15 minutes, sans ajouter d'air.

3) Le cadran du manomètre doit porter une échelle graduée de préférence de 0 à 10 livres par pouce carré (69 kPa), sans être inférieure à 8 livres par pouce carré (55 kPa) et supérieure à 20 livres par pouce carré (138 kPa).

**3.7.6. Épreuve à la fumée :**

1) L'épreuve à la fumée doit se faire en raccordant la machine à fumée à toute ouverture appropriée de manière à ce qu'une fumée épaisse et âcre remplisse toutes les parties du système à éprouver.

2) Lorsque les colonnes aboutissant au toit émettent de la fumée, elles doivent être bouchées et une pression d'air équivalente à un pouce d'eau doit être appliquée et maintenue pendant 15 minutes.

**§3.8. Épreuve d'un réseau de distribution d'eau****3.8.1. Mode d'application :**

1) Toute section d'un réseau de distribution d'eau, avant d'être mise en service normal, doit subir avec satisfaction une épreuve à l'eau. S'il y a danger de congélation, l'épreuve doit être faite à l'air.

2) Une épreuve peut être faite sur une section de réseau ou sur le réseau en entier.

3) La partie d'un réseau de distribution d'eau installée à l'usine doit être soumise aux épreuves exigées par le paragraphe 1 et évaluées par l'inspecteur selon les prescriptions de la présente section.

**3.8.2. Épreuve d'un réseau de distribution d'eau :**

1) Un réseau de distribution d'eau doit pouvoir subir durant 15 minutes :

a) sans fuite, une pression d'eau au moins égale à sa pression maximale de service ; ou

b) sans chute de pression, une pression d'air d'au moins 100 livres par pouce carré.

2) Avant ces épreuves, il faut s'assurer de la sécurité des personnes présentes et leur donner un avertissement satisfaisant avant d'appliquer graduellement la pression.

**3.8.3. Épreuve à l'eau :**

1) Lors d'une épreuve à l'eau, tout l'air doit être chassé du réseau avant la fermeture des soupapes de contrôle et des appareils.

2) L'eau employée pour éprouver un réseau de distribution d'eau doit être de l'eau potable.

**SECTION IV  
SYSTÈME DE DRAINAGE****§4.1. Dispositions générales****4.1.1. Colonnes et descentes :**

1) Les colonnes combinées sont interdites ; les eaux pluviales et les eaux sanitaires d'un bâtiment doivent être évacuées par des colonnes pluviales et des colonnes de chute ou de renvoi séparées et indépendantes.

2) Les eaux pluviales peuvent aussi être évacuées par des gouttières et des tuyaux de descente raccordés au drain de bâtiment mais seulement quand l'emploi de colonnes pluviales est impossible. Les eaux pluviales provenant d'un toit incliné peuvent :

a) être drainées par infiltration dans un drain français installé conformément aux articles 4.3.2 et 4.3.3 ; ou

b) s'égoutter sur une surface pavée et drainée, adjacente au bâtiment.

3) Toutefois, les gouttières et les tuyaux de descente ne sont pas exigés, si les fondations d'un bâtiment à toit incliné ou à pignons sont protégées par des drains français.

**4.1.2. Drain de bâtiment :**

1) Un drain de bâtiment est exigé pour chaque bâtiment. Cependant lorsqu'un bâtiment se trouve derrière un autre sur un lot et ne peut être raccordé directement à l'égout public, le drain de bâtiment en aval peut être prolongé jusqu'au drain de bâtiment en amont ; l'ensemble est alors considéré comme un seul drain.

2) Un drain de bâtiment existant ne peut desservir un bâtiment nouveau ou modifié qu'après que l'inspecteur aura constaté, par une des épreuves de la sous-section 3.7, qu'il est en bon état et de grosseur suffisante. Toute défec-tuosité ainsi décelée doit être corrigée en fonction des exigences du présent code.

**4.1.3. Toits et surfaces pavées :**

1) À moins qu'un règlement municipal ne prescrive une norme équivalente, les toits de plus de 800 pieds carrés (74,3 m<sup>2</sup>) doivent s'égoutter dans un système de drainage.

2) Le drainage des toits de moins de 800 pieds carrés (74,3 m<sup>2</sup>) est exigé sauf s'ils s'égouttent à plus de 2 pieds (610 mm) de toute limite de lot et que la nature du sol le permet.

3) Toute surface extérieure pavée, adjacente au bâtiment et en contrebas du terrain avoisinant, tel que : descente de garage, entrée extérieure, doit être drainée par un renvoi protégé selon l'article 4.8.5 et le paragraphe 4 de l'article 4.9.5.

**4.1.4. Tuyau mort :**

1) Il est défendu de laisser un tuyau mort dans un système de drainage, à moins que ce branchement :

a) soit prévu pour le raccordement futur d'appareils et que les événements nécessaires à ces appareils aient été installés ; ou

b) soit nécessaire pour prolonger un regard de nettoyage afin de le rendre accessible.

2) Un tel branchement doit être fermé par un bouchon approprié.

3) Lorsqu'un égout de bâtiment ou de terrain est désaffecté, il doit être muré. Sous réserve des règlements municipaux, ce murage doit être situé le plus près possible de son raccordement à l'égout public.

**§4.2. Raccordement d'un système de drainage**

**4.2.1. Raccordement :** Dans un système séparatif d'égouts publics, les eaux sanitaires et pluviales des drains de bâtiment doivent être canalisées dans des systèmes séparés, raccordés respectivement à l'égout sanitaire et pluvial. Le drain pluvial doit être situé à la gauche du sanitaire en regardant vers la rue, vu du site de la bâtisse ou de la construction.

**4.2.2. Système de drainage pluvial :**

1) Tout système de drainage pluvial doit être raccordé à un égout pluvial, ou à défaut, à un égout combiné.

2) Le renvoi du trop-plein d'un réservoir d'emmagasinage d'eau doit être raccordé indirectement à un système de drainage pluvial, ou, à défaut, à un système de drainage combiné.

3) Le renvoi du trop-plein d'un réservoir d'emmagasinage d'eau raccordé à un système de drainage sanitaire ou combiné doit être :

a) muni d'un siphon ; et

b) protégé, s'il y a lieu, contre les dangers de refoulement, par une soupape de retenue, conformément à l'article 4.9.5.

**§4.3. Évacuation des eaux souterraines****4.3.1. Drain français :**

1) Lorsque des eaux souterraines sont évacuées par un drain français, celui-ci doit être placé autour du bâtiment et sa couronne ne doit pas être plus haute que le dessous du plancher le plus bas.

2) Un bassin de captation muni d'une pompe élévatrice pour intercepter et évacuer les eaux souterraines d'un bâtiment doit être installé conformément à l'article 4.9.4, les paragraphes 4, 5 et 7 exceptés.

**4.3.2. Construction d'un drain français :**

1) Les tuyaux de drains français à joints aboutés doivent être installés bout à bout en laissant un joint ouvert de ¼ de pouce (6,3 mm) à ⅜ de pouce (9,5 mm). La moitié supérieure de ces joints doit être couverte d'une bande de papier goudronné ou autre matériau approuvé. Cependant une tuyauterie de drain français à paroi poreuse doit être installée sans discontinuité.

2) Le drain français doit reposer sur un lit de sable, de gravier fin ou de poussière de pierre servant à niveler le fond de l'excavation. Le dessus et les côtés de la tuile doivent être recouverts de gravier ou de pierre concassée d'au moins 6 pouces (153 mm) d'épaisseur.

3) On peut installer les drains français en plastique, en fibre bitumée ou à paroi poreuse en se servant de raccords appropriés.

**4.3.3. Raccordement d'un drain français :**

1) Tout raccordement d'un drain français au système de drainage doit être fait au moyen d'un raccord conçu pour cet usage et d'un matériau permis pour les drains de bâtiment.

2) Le raccordement au système de drainage doit être fait à l'intérieur d'un bâtiment à l'aide d'une fosse de retenue construite selon l'article 4.8.6.

3) Le bureau des examinateurs peut accepter comme équivalente à la norme prévue au paragraphe 2, l'une des méthodes suivantes :

a) à l'intérieur d'un bâtiment à l'aide d'un siphon à garde d'eau profonde, d'un diamètre minimal de 4 pouces (102 mm) et muni d'un regard de nettoyage localisé à l'amont ; ou

b) à l'extérieur du bâtiment au drain pluvial seulement ; ce dernier doit se prolonger à l'intérieur du bâtiment et être muni d'un regard de nettoyage.

#### §4.4. Raccordement des appareils

##### 4.4.1. Raccordement à un système de drainage sanitaire :

1) Tout appareil doit être raccordé à un système de drainage sanitaire. Cependant :

a) un renvoi de plancher peut être raccordé à un système de drainage pluvial :

- i. s'il n'y a pas de système de drainage sanitaire ; et
- ii. s'il est situé dans un endroit où il ne peut recevoir que des eaux pluviales ou des eaux usées qui ne contiennent pas de matières organiques ou polluantes ;

b) un appareil, autre qu'un renvoi de plancher, qui ne déverse que des eaux usées ne contenant pas de matières organiques ni polluantes, peut être raccordé à un système de drainage pluvial ou être drainé sur un toit ;

c) toute sortie d'une soupape d'échappement, dans un réseau de distribution d'eau doit :

- i. être raccordée indirectement au système de drainage ; ou
- ii. se terminer à un pied (305 mm) au maximum d'un plancher incliné pourvu d'un renvoi situé au point le plus bas dans une chaufferie ;

d) deux appareils peuvent être raccordés à un renvoi-évent conformément aux articles 5.1.5 et 5.1.6, ou pour prévenir une accumulation de sédiments dans un évent, pourvu que :

- i. aucun appareil n'y soit raccordé au-dessous ;
- ii. ils soient installés au même étage que les appareils ventilés par cet évent, sauf pour une colonne d'évent qui peut ventiler des appareils situés sur plusieurs étages, et pour un évent de soupape de retenue ou d'intercepteur qui peut recevoir des appareils situés au rez-de-chaussée ;
- iii. la charge hydraulique de chacun des appareils ainsi raccordés ne dépasse pas une unité de drainage ; et
- iv. l'extrémité inférieure de l'évent soit raccordée à un branchement horizontal, à une colonne ou à un drain de bâtiment.

2) Aucun raccordement n'est permis dans le décalage théoriquement horizontal d'une colonne :

a) à moins de 5 pieds (1,5 m) de la base de la section supérieure ou d'un autre raccordement recevant les eaux usées d'une colonne ;

b) à moins de 10 pieds (3 m) de la base de la section supérieure d'une colonne pluviale, ou d'une colonne de chute ou de renvoi qui reçoit 30 unités de drainage et plus ; et

c) à moins de 2 pieds (610 mm) plus haut ou plus bas que la partie théoriquement horizontale, dans la section verticale supérieure ou inférieure d'une colonne décalée.

3) Il est défendu :

a) de raccorder un appareil dans le coude ou le plomb d'un cabinet d'aisances ou de tout autre appareil similaire ;

b) de laisser les eaux usées d'un appareil quelconque se déverser dans un siphon de plancher ; et

c) de raccorder à un système de drainage le renvoi de plancher d'une chambre de transformateurs à huile ; d'une chambre électrique à haute tension ; ou de toute autre pièce où l'on entrepose ou manipule des produits inflammables, toxiques ou dangereux.

4) Aucun raccordement n'est permis :

a) dans un drain de bâtiment, à moins de 5 pieds (1,5 m) d'une base de colonne ou d'un branchement qui reçoit les eaux usées d'une colonne ; ou

b) dans un égout de bâtiment, entre son raccordement à l'égout public et le regard de nettoyage à l'entrée du drain de bâtiment, sauf les raccordements entre les égouts privés, les égouts de bâtiment, les égouts de terrain et les intercepteurs de graisse exigés par le Ministère de l'Agriculture du Canada ;

c) dans la base d'une colonne à moins de 2 pieds (61 cm) de la couronne du drain de bâtiment ou du branchement auquel cette colonne est raccordée.

##### 4.4.2. Raccordement indirect :

1) Les appareils et dispositifs suivants doivent être raccordés indirectement au système de drainage :

a) les réfrigérateurs, glacières, épilucheuses, réchauds à vapeur, chaudrons et autres dispositifs similaires servant à la préparation ou à l'entreposage des aliments et des boissons ;

b) les renvois de système de gicleurs automatiques, de chauffage, de réfrigération et de climatisation ;

c) les purgeurs de comptoirs ou d'étalages d'aliments ;

d) les machines à laver ou lessiveuses, les lave-vaisselle et autres dispositifs qui ne sont pas des appareils de plomberie mais qui ont des renvois d'eau, à moins que

des dispositifs de contrôle permettent le raccordement direct de ces appareils ;

e) les stérilisateurs, les serpentins, les refroidisseurs, les appareils de distillation et les condenseurs ;

f) les dispositifs de traitement d'eau, les renvois de laboratoire ou autres renvois qui transportent des eaux usées qui ne sont pas conformes aux normes du ministère de l'Environnement ou de la communauté urbaine ou de la municipalité concernée ;

g) les purgeurs, les trop-pleins d'un réseau de distribution d'eau, les réservoirs de dilatation ;

h) les trop-pleins de réservoirs dont l'alimentation en eau est protégée conformément au paragraphe 4 de l'article 6.2.3 ;

i) les soupapes d'échappement de pression et de température d'un réservoir de distribution d'eau ;

j) les piscines, les pataugeuses, les renvois de promenade autour des piscines ; et

k) les renvois de puits d'ascenseurs ou de monte-charge.

2) Les fontaines peuvent aussi être raccordées indirectement.

#### **4.4.3. Renvoi indirect :**

1) On doit ménager un espace d'air entre l'extrémité du renvoi d'un appareil raccordé indirectement et le bord de l'entonnoir ou du réceptacle qui reçoit les eaux de ce renvoi.

2) Pour raccorder indirectement un appareil à plusieurs sorties, les renvois peuvent être raccordés directement à un renvoi commun d'au moins 1¼ pouce (32 mm) de diamètre lui-même raccordé indirectement.

3) Un tuyau de renvoi raccordé indirectement peut recevoir différents appareils désignés à l'article 4.4.2, à l'exception des machines à laver (lessiveuses), lave-vaisselle et éplucheuses.

Un tuyau de renvoi commun vertical, raccordé indirectement, et qui traverse au moins un étage, doit être considéré comme une colonne de renvoi et prolongé au toit, tel qu'exigé à l'article 5.2.1, mais d'une façon indépendante.

4) L'espace d'air d'un raccordement indirect doit être au moins égal au double du diamètre du renvoi de l'appareil raccordé et ne jamais être moindre qu'un pouce (25 mm).

5) Le réceptacle d'un renvoi indirect doit être de forme et de capacité telles qu'aucun éclaboussement ne puisse se produire.

6) Aucun appareil domestique ou ménager ne doit servir de réceptacle à un renvoi indirect, sauf qu'un lave-vaisselle peut se déverser dans un évier de cuisine et une machine à laver (lessiveuse) dans une cuve.

#### **4.4.4. Raccordement d'un branchement :**

1) Le raccordement d'un branchement de drain doit être fait au moyen d'un raccord en Y et d'un coude de manière que la couronne du branchement de drain soit plus élevée que la couronne du drain ou du branchement auquel il se raccorde.

2) Le raccordement d'un branchement d'appareil doit être fait au moyen d'un raccord en Y et d'un coude de manière que le centre du branchement soit plus élevé que la couronne du drain ou du branchement auquel il se raccorde.

3) Le tuyau de renvoi d'un renvoi de plancher ou d'un appareil sans chasse d'eau doit avoir une partie théoriquement horizontale d'au moins 18 pouces (475 mm) de longueur développée, mesurée entre le siphon et son raccordement au drain de bâtiment. La longueur développée d'un renvoi de plancher doit être portée à 5 pieds (1,5 m) s'il est raccordé à moins de 10 pieds (3 m) d'une colonne.

4) Un système de drainage doit être conçu, agencé et installé de façon telle, que :

a) tout raccordement de 2 parties de drains soit fait de la manière prescrite au paragraphe 1 ; et

b) la partie du drain qui transporte des eaux sanitaires soit raccordée au-dessus de celle qui transporte des eaux pluviales et que le raccordement soit fait de la manière prescrite au paragraphe 2.

#### **4.4.5. Raccordement des machines à laver (lessiveuses) et lave-vaisselle :**

1) Un lave-vaisselle commercial, une machine à laver ou lessiveuse ou un groupe de ces appareils doivent avoir un renvoi indirect indépendant, raccordé au drain de bâtiment ou à une colonne, conformément au sous-paragraphe d du paragraphe 1 de l'article 4.4.2. Ce renvoi indépendant peut recevoir les eaux usées des appareils accessoires aux lave-vaisselle commerciaux, machines à laver ou lessiveuses. Le renvoi d'un lave-vaisselle commercial peut aussi être raccordé à un branchement qui reçoit les eaux usées d'une cuisine.

2) La hauteur du renvoi indirect d'une machine à laver (lessiveuse) au-dessus de la garde d'eau, à l'entrée du siphon, doit être d'au moins 24 pouces (610 mm) et d'au plus 36 pouces (914 mm).

3) Un lave-vaisselle domestique doit avoir un renvoi indépendant raccordé :



a) à une colonne ou au drain de bâtiment, s'il draine par gravité ; ou

b) indirectement au système de drainage, ou indirectement à un broyeur à déchets ou au tuyau de sortie d'un évier de cuisine, à 2 pouces (51 mm) au moins au-dessus de la garde d'eau du siphon.

4) Lorsqu'une cuve de lavage et une machine à laver (lessiveuse) sont raccordées à une même colonne, le renvoi de la cuve doit être raccordé plus haut que le renvoi de la machine à laver (lessiveuse).

**4.4.6. Dispositif de fermeture :** La sortie d'un appareil qui peut être utilisé comme récipient tel qu'un lavabo, un évier, une cuve ou une baignoire, doit être munie d'un bouchon ou de tout autre dispositif de fermeture approuvé.

#### §4.5. Emplacement des appareils

##### 4.5.1. Nombre minimal d'appareils :

1) Selon la destination d'un bâtiment, la quantité et la disposition des appareils qui y sont installés doivent respecter l'annexe C.

2) Les appareils exigés pour différentes destinations doivent être convenablement répartis dans le bâtiment et être facilement accessibles aux occupants.

3) Lorsqu'un bâtiment est rendu accessible soit en vertu de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., c. E-20.1), de la Loi sur la sécurité dans les édifices publics (L.R.Q., c. S-3) ou de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.Q., 1979, c. 63 ; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1), aux handicapés physiques se déplaçant en fauteuil roulant, au moins une salle de toilette doit être conçue pour eux.

4) Si la destination d'un bâtiment n'est pas spécifiée à l'annexe C, le nombre minimal d'appareils, pour chaque sexe, doit être établi selon les données suivantes :

a) si le nombre total d'occupants ne dépasse pas 10, une seule salle de toilette suffit ;

b) 1 cabinet d'aisances pour 1 à 9 personnes d'un même sexe ;

2 cabinets d'aisances pour 10 à 24 personnes d'un même sexe ;

3 cabinets d'aisances pour 25 à 49 personnes d'un même sexe ;

4 cabinets d'aisances pour 50 à 74 personnes d'un même sexe ;

5 cabinets d'aisances pour 75 à 100 personnes d'un même sexe ;

une unité sera ajoutée par groupe supplémentaire de 30 personnes ;

c) toute salle de toilette doit être pourvue d'au moins un lavabo ; un lavabo est obligatoire par groupe de 2 cabinets d'aisances ou urinoirs ; et

d) la moitié des cabinets d'aisances obligatoires pour les hommes peuvent être remplacés par des urinoirs, sauf dans les débits de boisson où les 2/3 peuvent être ainsi remplacés.

5) S'il est impossible d'établir la population de chaque sexe pour une destination donnée, on doit prévoir une proportion égale pour chaque sexe.

6) Dans les bâtiments utilisés à la fois pour l'habitation et le commerce, les installations sanitaires respectives exigées par la présente sous-section doivent être séparées.

##### 4.5.2. Accessibilité :

1) Un appareil doit être installé de manière à être facilement accessible pour l'entretien et le nettoyage de l'appareil et de son environnement.

2) Lorsque le raccordement d'alimentation et de drainage d'un appareil est inaccessible, une trappe de visite convenable doit être prévue pour en faciliter le nettoyage, la réparation et le remplacement.

3) Toute soupape ou réservoir de chasse doit être facilement accessible pour la réparation et le nettoyage.

4) Une salle de toilette ne doit jamais être située à plus d'un étage au-dessus ou au-dessous de l'étage où se trouvent les usagers.

**4.5.3. Éclairage et ventilation :** Les cabinets d'aisances et les urinoirs doivent être situés dans une pièce ventilée, éclairée et chauffée.

**4.5.4. Broyeur à déchets :** Un broyeur à déchets, une éplucheuse ou autre dispositif similaire ne doivent pas se déverser dans un intercepteur de graisse.

##### 4.5.5. Salle de toilette publique :

1) Le plancher d'une salle de toilette publique doit s'égoutter vers un renvoi de plancher.

2) Une salle de toilette publique doit :

a) être réservée aux personnes du même sexe, sauf lorsqu'un seul cabinet d'aisances est exigé ;

b) avoir un écriteau affiché sur la porte, indiquant le sexe auquel la pièce est destinée ;

c) posséder des accès séparés ;

d) être conçue de façon que les cabinets d'aisances et les urinoirs ne soient visibles d'aucun endroit où des personnes de l'autre sexe peuvent travailler ou circuler ;

e) avoir des portes qui se ferment automatiquement ; et

f) être équipée des accessoires nécessaires à la toilette des usagers.

3) Les salles de toilette exigées dans les restaurants et autres établissements de produits alimentaires tels que : boulangeries, laiteries doivent être séparées des pièces où l'on prépare les aliments, par un passage intermédiaire ou un vestibule. Les portes doivent s'ouvrir en sens inverse.

4) Les lavabos qui sont exigés pour une salle de toilette publique doivent être installés dans cette salle.

#### **4.5.6. Garage :**

1) Tout garage doit être pourvu d'une fosse de retenue servant de renvoi de plancher et se raccordant au drain de bâtiment, à l'exception des garages non alimentés en eau, ni chauffés, ni pavés.

2) Un plancher de garage dont l'emplacement ne permet pas l'installation de fosse de retenue doit être drainé par des renvois de plancher :

a) munis de paniers à sédiments d'une profondeur d'au moins 6 pouces (152 mm) ;

b) recouverts d'une grille d'au moins 100 pouces carrés (645 cm<sup>2</sup>) ; et

c) raccordés à une fosse de retenue ou un bassin de captation.

#### **4.5.7. Renvoi de plancher :**

1) Tout plancher ou partie de plancher cimenté ou pavé, en contrebas du sol, doit comporter un renvoi dans sa partie la plus basse. Un puits d'ascenseur doit aussi être drainé.

2) Un plancher de salle d'autopsie et tout plancher susceptible de recevoir de l'eau de nettoyage ou de débordement doit aussi être drainé.

3) Un renvoi de plancher est exigé pour chaque 1 600 pieds carrés (148,6 m<sup>2</sup>) de superficie à drainer. Pour un tuyau de renvoi de plus de 3 pouces (76 mm) de diamètre, la superficie drainée peut être augmentée de 1 600 pieds carrés (148,6 m<sup>2</sup>) pour chaque pouce de diamètre additionnel.

4) Le raccordement de tout renvoi de plancher à un branchement muni d'une soupape de retenue doit être fait à au moins 5 pieds (1,5 m) à l'amont de cette soupape sauf si le clapet de cette soupape est en plastique.

**4.5.8. Fontaine :** Il ne doit pas y avoir de fontaine dans une salle de toilette ou dans une salle de bains.

**4.5.9. Chambre à déchets :** Tout plancher de chambre à déchets doit être pourvu d'une fosse de retenue.

#### **§4.6. Installation des appareils**

##### **4.6.1. Dispositions générales :**

1) Tout appareil avec sortie au plancher doit être solidement fixé au plancher ou à une bride de plancher.

2) Tout appareil avec sortie au mur doit être fixé de manière à éviter toute contrainte à sa tuyauterie.

3) Tout appareil doit être installé de niveau.

4) Les joints entre un appareil et le plancher ou le mur doivent être étanches.

5) Les appareils de plomberie prévus pour les handicapés physiques se déplaçant en fauteuil roulant, doivent être installés conformément aux Normes de construction pour les handicapés, 1977, supplément numéro 5 du Code national du bâtiment du Canada.

##### **4.6.2. Cabinet d'aisances :**

1) Un cabinet d'aisances doit être installé dans un compartiment privé. S'il est installé dans une salle de toilette publique, il doit être de forme allongée et muni d'un siège approprié à devant ouvert.

2) Les compartiments de cabinets d'aisances doivent avoir au moins 3 pieds (914 mm) de largeur et 4 pieds (1,2 m) de profondeur.

3) Il est interdit d'installer des compartiments de cabinets d'aisances ou de douches dans des pièces servant à d'autres usages, à moins que leurs cloisons ne soient construites jusqu'au plafond. Cependant, ces compartiments peuvent être pourvus d'un plafond intermédiaire aux étages de plus de 8 pieds (2,5 m) de hauteur, mais ils doivent, dans tous les cas, satisfaire aux exigences d'éclairage, de ventilation et de chauffage.

##### **4.6.3. Urinoir :**

1) Tout urinoir doit être installé de manière que l'eau ne puisse s'infiltrer à travers les murs et le plancher.

2) La paroi latérale extérieure de tout urinoir doit être à une distance minimale de 8 pouces (203 mm) de tout mur ou cloison.

3) Une distance minimale de 20 pouces (508 mm) est exigée entre le centre des urinoirs adjacents et les compartiments d'urinoirs.

4) On doit aménager un dégagement de 18 pouces (457 mm) devant un urinoir et de 36 pouces (914 mm) si d'autres appareils sont installés sur le mur opposé.

#### **4.6.4. Dispositif de chasse :**

1) La capacité du dispositif de chasse de cabinets d'aisances ou d'urinoirs doit permettre, lorsqu'il est bien réglé, qu'une seule opération suffise à nettoyer les appareils desservis et à maintenir les gardes d'eau.

2) Un dispositif de chasse à opération manuelle ne doit desservir qu'un appareil.

#### *§4.7. Tuyauterie servant au traitement des eaux usées*

##### **4.7.1. Dispositions générales :**

1) Tout intercepteur et tout bassin de traitement doivent être de grosseur suffisante, de genre approprié et situés de façon à ne pas nuire au bon fonctionnement des autres appareils de plomberie et au libre écoulement des eaux usées.

2) Un bassin de traitement qui contient ou qui peut contenir des substances qui émettent des odeurs ou des gaz toxiques, inflammables, ou qui peuvent causer une nuisance, doit être étanche. Un bassin étanche doit être ventilé conformément à la sous-section 5.3.

##### **4.7.2. Neutralisation :**

1) Un bassin de neutralisation est requis pour traiter les eaux usées non conformes aux normes édictées par les règlements adoptés en vertu de l'article 46 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2), en substance acide, alcaline, chimique ou toxique.

2) L'alimentation en produits neutralisants doit être automatique.

##### **4.7.3. Intercepteur :**

1) Un intercepteur est requis pour traiter les eaux usées non conformes aux normes édictées par les règlements adoptés en vertu de l'article 46 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2), en substance insoluble, solide en suspension, graisse, huile, sable ou autre sédiment ou substance avant leur déversement dans le système de drainage.

2) Tout intercepteur doit être installé, conçu et de grosseur telle que la vitesse de l'écoulement facilite la sédimentation, la séparation et l'enlèvement des matières indésirables. Le radier du tuyau d'entrée doit être plus élevé que celui de sortie.

3) Un intercepteur peut servir de siphon à un appareil, conformément à l'article 4.8.2.

4) Des ouvertures de nettoyage doivent rendre toutes les parties intérieures de l'intercepteur accessibles pour son nettoyage.

5) Après chaque nettoyage, toutes les parties d'un intercepteur doivent être remises en place.

6) Lorsque la capacité exigée le justifie, le bureau des examinateurs peut accepter l'utilisation d'un intercepteur construit sur place comme équivalent à celui manufacturé conformément aux normes du présent code.

7) Un intercepteur construit sur place, sauf pour les solides, doit :

a) avoir une largeur minimale de 24 pouces (610 mm) et une longueur d'au moins le triple de sa largeur ;

b) être divisé par :

i. une chicane située à pas plus de 12 pouces (305 mm) de l'entrée et se terminant à 24 pouces (610 mm) du fond de l'intercepteur ; et

ii. une chicane située à 24 pouces (610 mm) de la sortie et se prolongeant du fond de l'intercepteur jusqu'au-dessus de la couronne du tuyau de sortie ; des ouvertures variant de un pouce (25 mm) à 1½ pouce (38 mm) doivent être pratiquées dans cette chicane sur une hauteur de 6 pouces (153 mm), à partir de 20 pouces (508 mm) du fond de l'intercepteur ; la superficie totale de ces ouvertures doit être au moins égale à la section du tuyau de sortie ;

c) comporter à l'extrémité du tuyau de sortie un TY sanitaire dont le radier est au moins à 48 pouces (1,2 m) du fond.

##### **4.7.4. Intercepteur de graisse :**

1) Un intercepteur de graisse est requis pour traiter les eaux usées non conformes aux normes édictées par les règlements adoptés en vertu de l'article 46 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2), en graisse, matières grasses ou huileuses avant leur déversement dans le système de drainage.

2) La capacité d'un intercepteur de graisse manufacturé doit être supérieure à 7 gallons U.S. (26,5 litres) par minute. Sa capacité doit être déterminée en fonction des exigences de l'annexe D.

3) Un intercepteur de graisse doit recevoir l'eau à une température inférieure à 80°C.

4) Le nombre d'appareils raccordés à un intercepteur de graisse n'est pas limité, à condition que :

a) chacun des renvois soit ventilé ;

b) chacun des appareils soit muni d'un siphon, contrairement à l'article 4.8.2 qui ne s'applique pas dans un tel cas ;

c) le renvoi commun soit ventilé ; et

d) l'intercepteur soit de grosseur et de capacité suffisantes.

5) Un intercepteur de graisse doit être muni, à l'entrée, d'un régulateur de débit accessible et capable d'éviter tout charge statique ou dynamique produite par le déversement des appareils, et d'empêcher le débit de l'intercepteur de dépasser sa capacité maximale.

6) Un intercepteur de graisse et son régulateur de débit doivent être ventilés conformément à l'article 5.3.3.

7) Dans une cuisine de restaurant ou autre endroit de préparation ou de cuisson d'aliments, où les appareils sont raccordés à un intercepteur de graisse, les renvois de plancher doivent y être raccordés et munis de paniers à sédiments ; tous les appareils autres que les renvois de plancher doivent être munis de régulateurs de débit séparés. L'intercepteur doit être placé dans un endroit tel que les occupants ne soient pas incommodés par les inconvénients du nettoyage.

#### **4.7.5. Intercepteur d'huile :**

1) Un intercepteur d'huile est requis pour traiter les eaux usées non conformes aux normes édictées par les règlements adoptés en vertu de l'article 46 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2), en huile, substances huileuses ou inflammables avant leur déversement dans le système de drainage.

2) On doit installer un intercepteur d'huile dans une station-service, un atelier de réparations, un garage ou tout endroit où les véhicules à moteur sont réparés, lubrifiés, entretenus ou lavés. Un intercepteur d'huile n'est pas exigé dans un terrain de stationnement ou un garage utilisé exclusivement pour le stationnement des automobiles. Les établissements où l'on applique des procédés industriels qui consomment de fortes quantités d'huile, comme la coupe d'acier, la trempe de métaux, l'entretien des wagons de chemin de fer, doivent aussi être pourvus d'intercepteurs d'huile adéquats.

3) Tout intercepteur d'huile doit :

a) être vidangé par un tuyau :

i. d'au moins 2 pouces (51 mm) de diamètre ;

ii. muni d'un coude et d'un tuyau ajustable dont l'extrémité supérieure doit être située entre  $\frac{1}{8}$  à  $\frac{1}{4}$  de pouce (3,2 à 6,3 mm) plus haut que le radier du tuyau de sortie ; et

iii. raccordé à un réservoir de récupération, d'une capacité minimale de 200 gallons canadiens ;

b) ne pas servir de renvoi de plancher ;

c) être muni d'un couvercle étanche et ventilé conformément à l'article 5.3.2 ; et

d) être raccordé séparément et indépendamment au drain de bâtiment.

4) Un intercepteur d'huile manufacturé doit de plus :

a) être muni, à l'entrée, d'un régulateur de débit accessible et capable d'éviter toute charge statique ou dynamique produite par le déversement des eaux usées et d'empêcher le débit de l'intercepteur de dépasser sa capacité maximale ; et

b) avoir une capacité minimale de 20 g.p.m. U.S. ; cette capacité minimale doit être augmentée de 15 g.p.m. U.S. pour chaque unité de réparations supplémentaires, ou calculée en fonction de la quantité des substances huileuses à intercepter et des procédés industriels employés.

5) Un intercepteur d'huile construit sur place, en plus de respecter les exigences du paragraphe 3 du présent article, et du paragraphe 7 de l'article 4.7.3, doit avoir :

a) une garde-d'eau d'au moins 18 pouces (457 mm) ;

b) une aire minimale de 12 pieds carrés (1,12 m<sup>2</sup>) augmentée de 2 pieds carrés (0,186 m<sup>2</sup>) par unité de réparation en plus de 2, ou calculée en fonction de la quantité de substances huileuses à intercepter et des procédés industriels employés.

6) Les renvois de plancher qui se déversent dans un intercepteur d'huile doivent être protégés par un siphon. Les fosses de retenue ainsi raccordées pour servir de renvois de plancher doivent être équipées d'un siphon en U, et non pas d'un TY sanitaire renversé conformément à l'article 4.8.6.

#### **4.7.6. Intercepteur de sable :**

1) Un intercepteur de sable est requis pour traiter les eaux usées non conformes aux normes édictées par les règlements adoptés en vertu de l'article 46 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2), en sable avant leur déversement dans le système de drainage.

2) Un intercepteur de sable doit avoir un tuyau de renvoi d'un diamètre minimal de 4 pouces (102 mm).

3) On doit installer un intercepteur de sable dans les établissements de lavage d'autos et les endroits où l'on fait le mélange du ciment, la taille de pierre, le nettoyage au jet de sable, les fonderies où l'on utilise des moules en sable, et dans tout autre endroit où l'on fait usage de grandes quantités de sable.

Un intercepteur de sable d'au moins 16 pieds carrés (1,49 m<sup>2</sup>) de superficie et d'au moins 4 pieds (1,2 m) de profondeur doit être installé en amont d'un bassin de captation muni d'un système de pompes élévatoires automatiques recevant les eaux usées d'un garage ou d'un espace de stationnement.

4) Lorsqu'il est installé dans le même système de drainage, l'intercepteur de sable doit être raccordé en amont de l'intercepteur d'huile.

#### 4.7.7. Intercepteur de solides :

1) Un intercepteur de solides est requis pour traiter les eaux usées non conformes aux normes édictées par les règlements adoptés en vertu de l'article 46 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2), en solides en suspension avant leur déversement dans le système de drainage.

2) La capacité minimale d'un intercepteur de solides, construit sur place, doit être calculée en fonction des quantités d'eau et de matières qui y sont déversées, mais ces dimensions ne doivent pas être inférieures à 2 pieds (610 mm) de largeur sur 3 pieds (914 mm) de longueur. Une chicane doit être installée à 12 pouces (305 mm) au plus de l'entrée et se terminer à 24 pouces (610 mm) du fond. Son tuyau de sortie doit être composé d'un TY sanitaire et sa garde d'eau doit être d'au moins 18 pouces (457 mm). Le radier du tuyau de sortie doit être à au moins 48 pouces (120 cm) du fond.

3) Le système de drainage d'une buanderie commerciale doit être pourvu d'un intercepteur de solides, muni d'un tamis capable de retenir les particules de plus de ½ pouce (13 mm).

4) Le système de drainage d'une usine d'embouteillage doit être pourvu d'un intercepteur de solides muni d'un tamis à la sortie capable de retenir les morceaux de verre brisé et autres matières solides.

5) Le système de drainage d'un abattoir ou d'un établissement de coupe des produits de la viande doit être pourvu d'un intercepteur de solides muni d'un tamis à la sortie capable de retenir notamment les déchets organiques solides, les entrailles et les plumes d'animaux.

6) Une éplucheuse doit être raccordée à un intercepteur de solides, muni d'un tamis à la sortie capable de retenir les particules.

7) Le nettoyage d'un intercepteur de solides et la récupération des matières doivent être assurés et facilités par l'installation de paniers de sédimentation appropriés.

#### 4.7.8. Installation septique :

1) Lorsque les eaux usées se déversent dans une fosse septique, le système de drainage intérieur doit être construit en prévision de l'installation d'un égout public en installant le drain de bâtiment, le renvoi de plancher, ainsi qu'une partie de la colonne principale d'au moins 4 pieds (1,2 m) de haut. Le tout doit être obturé par des bouchons approuvés à l'extérieur et à l'intérieur.

2) Seules les eaux sanitaires doivent se déverser dans une fosse septique.

3) Une fosse septique doit être ventilée conformément à l'article 5.3.6.

4) Le raccordement d'un système de drainage à une fosse septique doit être fait au moyen d'un tuyau étanche d'au moins 4 pouces (102 mm) de diamètre, d'un matériau permis pour un égout de bâtiment.

#### §4.8. Siphons

##### 4.8.1. Siphons d'appareils :

1) Tout appareil doit être muni d'un seul siphon, indépendant, installé de niveau et situé le plus près possible de sa sortie, sauf dans les cas suivants :

a) un seul siphon peut desservir jusqu'à 3 cuves, éviers ou lavabos en série ou à compartiments, pourvu que :

i. la dénivellation entre les sorties ne dépasse pas 6 pouces (152 mm) ;

ii. la longueur développée du tuyau de renvoi entre le siphon et la sortie la plus éloignée ne dépasse pas 36 pouces (914 mm) ;

iii. le diamètre du tuyau de renvoi commun soit plus gros que celui du plus gros renvoi, sauf pour les éviers à 2 compartiments ;

iv. les tuyaux de sortie soient raccordés au-dessus de la garde d'eau ; et

v. aucun broyeur à déchets, ni machine à laver (lessiveuses), ni lave-vaisselle n'y soit raccordé ;

b) un seul siphon peut desservir un groupe de renvois de planchers, de renvois indirects, de machines à laver (lessiveuses) ou d'éviers de laboratoire pourvu que ces appareils soient :

i. dans la même pièce ; et

ii. placés de façon qu'ils ne puissent recevoir aucun aliment ou autre matière organique ; et

c) le siphon n'est pas obligatoire pour un appareil d'air climatisé, un distributeur automatique, une soupape d'échappement, un distillateur ou un autre appareil simi-

laire raccordé indirectement et qui ne déverse que de l'eau propre. Les renvois indirects de ces appareils et les fontaines doivent être munis d'un siphon.

2) Les siphons ouverts à l'air libre ou qui peuvent déborder ne doivent pas être installés dans un espace de ventilation sous un bâtiment ou dans un autre endroit non fréquenté.

3) Aucun appareil ne doit avoir 2 siphons ; mais si un tel agencement est inévitable, un évent doit être installé entre les 2.

#### **4.8.2. Intercepteur :**

1) Un intercepteur peut servir de siphon à un appareil, pourvu que :

- a) il possède une garde d'eau profonde ; et
- b) le renvoi de l'appareil ait une longueur développée de 36 pouces (914 mm) au plus.

2) Dans un tel cas, on ne doit pas installer un autre siphon entre l'intercepteur et l'appareil.

#### **4.8.3. Diamètre :**

1) Le diamètre d'un siphon ne doit pas être inférieur à celui du tuyau de sortie de l'appareil.

2) Le diamètre minimal d'un siphon doit correspondre au tableau 4.8.A.

#### **4.8.4. Garde d'eau :**

1) S'il y a danger d'évaporation, la garde d'eau d'un siphon doit être :

- a) profonde ; ou
- b) maintenue à l'aide d'un amorceur ou de tout autre moyen efficace.

2) Un espace d'air d'au moins 2 pouces (51 mm), conforme au paragraphe 4 de l'article 4.4.3 doit être ménagé entre l'extrémité de l'amorceur et le dessus de la garde d'eau à l'entrée du siphon.

3) La garde d'eau d'un siphon doit pouvoir résister à toute pression positive ou négative à laquelle elle peut être soumise. La garde d'eau d'un siphon pour l'égouttement de l'eau de condensation d'un plenum ou gaine de ventilation doit avoir au moins 12 pouces (305 mm).

#### **4.8.5. Siphon de tuyau de descente et de conduite pluviale :**

1) Un tuyau de descente raccordé à un système de drainage sanitaire ou combiné doit toujours être protégé

par un siphon à garde d'eau profonde conforme au paragraphe 3 de l'article 2.3.1.

2) Une conduite pluviale doit être protégée de la même façon qu'un tuyau de descente si elle se termine :

- a) sur un toit ou une surface qui peut être fréquenté ; ou
- b) à moins de 3 pieds (914 mm) au-dessus ou 12 pieds (3,7 m) dans toute autre direction d'un balcon, d'une prise d'air, d'une fenêtre ouvrante, d'une porte ou de toute autre ouverture semblable.

#### **4.8.6. Fosse de retenue :**

1) Une fosse de retenue doit être construite en béton ou dans un matériau approuvé, d'un seul bloc, étanche et lisse à l'intérieur. Elle doit avoir une longueur d'au moins 24 pouces (610 mm) et une largeur minimale de 18 pouces (457 mm), la longueur étant prise dans le sens de son tuyau de renvoi. Une fosse de retenue circulaire doit avoir au moins 24 pouces (610 mm) de diamètre.

2) Le renvoi de la fosse doit avoir au moins 3 pouces (76 mm) de diamètre, et être protégé par un TY sanitaire renversé avec regard de nettoyage à l'extrémité ou par un siphon en U à garde d'eau profonde avec regard de nettoyage. Le renvoi doit être de 4 pouces (102 mm) si la fosse reçoit des eaux pluviales, sauf que pour une maison unifamiliale, le renvoi peut être de 3 pouces (76 mm) de diamètre. Aucun joint mécanique ne doit être utilisé à l'intérieur d'une fosse de retenue.

3) Un TY sanitaire renversé doit être situé à l'intérieur de la fosse, tandis que le siphon en U peut être situé à l'intérieur ou à l'extérieur de la fosse. Dans le dernier cas, le regard de nettoyage du siphon doit être prolongé au niveau du plancher.

4) L'extrémité inférieure du TY sanitaire renversé doit être à 8 pouces (203 mm) ou plus du fond de la fosse de retenue. Pour un siphon en U, l'extrémité supérieure du siphon doit être au moins à 12 pouces (305 mm) du fond de la fosse de retenue.

5) La fosse de retenue doit être recouverte, au niveau du plancher ou du sol, d'un couvercle en fonte ou en acier d'au moins ¼ de pouce (6,3 mm) d'épaisseur ou de tout autre matériau conforme au code.

6) Le renvoi d'une fosse de retenue exposé au gel doit être muni d'un siphon en U situé à l'intérieur du bâtiment, à moins de se déverser, sans siphon, dans une autre fosse non exposée.

7) Une fosse de retenue doit être raccordée directement au drain de bâtiment et s'y déverser par gravité ou de la façon décrite à l'article 4.9.4.

8) Le radier de tout raccordement à une fosse de retenue doit être plus élevé que la couronne du tuyau de renvoi.

9) On doit prévoir une fosse de retenue avec renvoi de 4 pouces (102 mm) pour 4 000 pieds carrés (372 m<sup>2</sup>) de superficie à drainer. Pour un tuyau de renvoi de plus de 4 pouces (102 mm) de diamètre, la superficie drainée peut être augmentée de 3 000 pieds carrés (279 m<sup>2</sup>) par pouce

supplémentaire.

10) Il est permis d'installer une soupape de retenue à l'intérieur d'une fosse de retenue à la condition que la fosse soit allongée d'une longueur égale à cette soupape.

**4.8.7. Maître-siphon :** Aucun maître-siphon ne doit être installé sur un système de drainage.

**TABLEAU 4.8.A**

**CHARGE HYDRAULIQUE ET DIAMÈTRE DES SIPHONS DES APPAREILS**

Appareils	Diamètre du siphon et du tuyau de sortie (pouces)	Charge hydraulique (unités de drainage)
Baignoire (avec ou sans tête de douche)	1½	2
Bassin de captation (1)	—	—
Bassins: appareil de nettoyage de . . .	3	6
Bidet	1¼	2
Cabinet d'aisances avec réservoir de chasse	3	4
Cabinet d'aisances avec soupape de chasse automatique	3	6
Cuve de lavage avec 1 ou 2 compartiments	1½	2
Cuve de lavage avec 3 compartiments	2	2
Douche à une tête	1½	2
Douche à plus d'une tête (2)	2 minimum	2 (par tête)
Évier de bar commercial	2	2
Évier de bar familial	1½	1
Évier de cuisine commercial	2	3
Évier de cuisine domestique	1½	2
Évier de cuisine domestique avec broyeur à déchets	2	2
Évier de laboratoire, de fauteuil de dentiste . . .	1½	1
Évier de chirurgien	1½	3
Évier de service avec siphon en S	3	3
Fontaine	1¼	1
Fosse de retenue	3	4
Fosse de retenue	4	6
Fosse de retenue	6	9
Intercepteur (sans régulateur de débit) (3)	—	—
Intercepteur (avec régulateur de débit) (1)	—	—
Lavabo avec siphon de 1¼"	1¼	1
Lavabo avec siphon de 1½"	1½	2
Lavabo à jets multiples (linéaires ou circulaires) (2)	2 minimum	(a)
Lavabo à robinets multiples (2)	2 minimum	1 (par robinet d'eau chaude et d'eau froide)
Lave-vaisselle commercial (1)	2 minimum	3 minimum
Lave-vaisselle domestique	1½	2
Machine à laver (lessiveuse) commerciale (1)	2 minimum	3 minimum
Machine à laver (lessiveuse) domestique	1½	2
Renvoi de plancher avec siphon de 2"	2	2
Renvoi de plancher avec siphon de 3"	3	3
Renvoi de plancher avec siphon de 4"	4	4

Salle de bains:		
a) avec réservoir de chasse	—	6
b) avec soupape de chasse automatique	—	8
Urinoir avec soupape de chasse automatique de 1" et plus de diamètre	2	4
Urinoir avec réservoir de chasse ou soupape de chasse automatique de moins de 1" de diamètre	1½	2
Autres appareils avec siphon de:	1¼	1
	1½	2
	2	3
	2½	4
	3	5
	4	6
(a): 1 unité de drainage pour 18" de longueur ou de circonférence		

**Remarques :**

- 1) Le diamètre du siphon et du tuyau de sortie ainsi que la charge hydraulique doivent être calculés en fonction du débit en gallons par minute converti conformément à l'article 4.11.4.
- 2) Le diamètre du siphon et du tuyau de sortie doit être déterminé, selon le nombre d'unités de drainage s'y déversant, en utilisant la colonne A du tableau 4.11.B.
- 3) Le diamètre du siphon et du tuyau de sortie ainsi que la charge hydraulique d'un intercepteur, sans régulateur de débit, doivent être calculés selon les unités de drainage des appareils qui s'y déversent, et les charges hydrauliques maximales permises dans la colonne A du tableau 4.11.B.

**§4.9. Disposition de la tuyauterie de drainage****4.9.1. Emplacement de la tuyauterie :**

- 1) Une tuyauterie de drainage ne doit pas être installée directement au-dessus d'un réservoir d'eau potable non sous pression ou d'un endroit où l'on prépare, entrepose ou manipule des aliments, de la glace ou de l'eau.
- 2) Une conduite pluviale doit se terminer par une trémie de toit. Il est interdit d'y installer un capuchon ou autre obstruction, sauf un renvoi de toit à débit contrôlé approuvé.

**4.9.2. Ouverture inutilisée :**

- 1) Le système de drainage d'un bâtiment doit être exempt d'ouverture inutilisée.
- 2) Durant la construction, le système de plomberie ne doit pas être laissé ouvert inutilement.
- 3) Toute ouverture de tuyau munie ou non d'un siphon, à laquelle aucun appareil n'est raccordé, doit être obturée. Elle doit être soudée si le tuyau est en plomb, fermée par un bouchon soudé si le tuyau est en cuivre ou en laiton, calfatée au plomb si le tuyau est en fonte, ou fermée

par un bouchon fileté si le tuyau est en fer, en acier galvanisé ou en laiton, ou par un bouchon collé ou fileté si le tuyau est en plastique.

- 4) Les appareils non utilisés pour une période indéterminée, et dont la garde d'eau ne pourra être maintenue, doivent être débranchés et leurs tuyaux bouchés conformément au paragraphe 3.

**4.9.3. Direction de la tuyauterie :**

- 1) Les tuyaux, les raccords, les regards et les dispositifs d'un système de drainage doivent être installés en tenant compte du sens de l'écoulement.
- 2) L'emboîtement d'un tuyau ou d'un raccord en fonte doit être posé à l'endroit. Toutefois, un raccord à double emboîtement peut être utilisé dans les cas de réparation ou modification à un système existant.
- 3) Les joints à manchon, en plastique, en amiantement ou en laiton ne doivent pas être considérés comme des joints à l'envers.
- 4) Les renvois de pompes élévatoires ne doivent pas être faits avec des tuyaux de fonte à emboîtement. Les joints doivent être conçus pour résister aux vibrations.



**4.9.4. Bassin de captation :**

1) Un système de drainage doit se déverser par gravité dans un égout public ou, à défaut, dans un bassin de captation.

2) Un bassin de captation qui reçoit des eaux sanitaires doit être étanche, muni d'un couvercle étanche et imperméable aux gaz, à l'air et à l'eau, et doit être ventilé selon les spécifications de la section V.

3) Le contenu d'un bassin de captation, qui ne peut s'égoutter par gravité, doit être élevé et déversé dans le drain de bâtiment, sans pression résiduelle excessive ni vibration, par un système de pompes élévatoires automatiques conçues à cet effet. La capacité des pompes doit être déterminée selon la demande totale en unités d'alimentation des appareils qui se déversent dans le bassin, obtenue dans le tableau 6.5.A puis convertie en gallons par minute (g.p.m.) à l'aide du tableau A-2, ou selon le volume d'eaux pluviales évacuées pour une précipitation à l'heure, établie par le tableau 4.11.D pour les différentes régions.

4) Un bassin de captation qui reçoit des eaux sanitaires doit avoir au moins 4 pieds (1,2 m) de profondeur. La capacité doit être calculée de façon à prévenir toute action septique dans le bassin, et, en tenant compte des caractéristiques de la pompe devant être utilisée.

5) Aucun raccordement autre qu'un autre renvoi de pompes n'est autorisé à moins de 10 pieds (3 m) en aval du raccordement d'un renvoi de pompes au drain de bâtiment. Si cette exigence ne peut être respectée, le drain de bâtiment doit être grossi d'un diamètre en aval du raccordement ou le renvoi de pompes doit être raccordé à une colonne de chute ou de renvoi.

6) Une soupape à clapet approuvée et ventilée, conforme à l'article 5.3.4 doit être installée sur le renvoi d'un système de pompes élévatoires. Une soupape d'arrêt doit être posée immédiatement en aval d'une soupape à clapet installée sur un renvoi de 2 pouces (51 mm) ou plus de diamètre, à moins que le raccordement du renvoi de la pompe soit fait à au moins 3 pieds (91,5 cm) au-dessus du niveau de la rue.

7) Les pompes doivent être installées de façon telle que le bassin de captation puisse être vidé.

8) Le diamètre de renvoi d'une pompe qui élève des eaux contenant des matières fécales doit être d'au moins 2 pouces (51 mm).

9) Le contenu d'un bassin de captation qui reçoit les eaux sanitaires de plus de 6 cabinets d'aisances doit être muni de pompes élévatoires doubles.

10) Tout éjecteur est interdit.

11) Un bassin de captation doit être situé dans un endroit accessible et ventilé, et en aucun cas dans une salle de toilette.

**4.9.5. Protection contre les refoulements :**

1) Lorsqu'un règlement municipal prévoit l'utilisation d'une soupape de retenue, elle doit être installée sur les branchements horizontaux recevant les eaux usées de tous les appareils, notamment les renvois de plancher, les fosses de retenue, les intercepteurs, les réservoirs et tous les autres siphons installés dans les sous-sols et les caves. Cette soupape de retenue doit être facilement accessible pour son entretien et nettoyage.

2) En tout temps, une soupape de retenue doit être tenue en bon état de fonctionnement par le propriétaire.

3) On ne doit installer aucune soupape de retenue ni d'aucun autre type sur un drain de bâtiment.

4) Lorsqu'un branchement théoriquement horizontal est muni d'une soupape de retenue, il ne doit à aucun moment recevoir d'eaux pluviales, ni d'eaux usées d'appareils situés aux étages supérieurs. Cependant s'il y a danger de refoulement, la municipalité peut exiger des soupapes de retenue sur les branchements qui reçoivent des eaux pluviales provenant de surfaces extérieures en contrebas du terrain avoisinant et adjacentes au bâtiment, telles que les descentes de garage, les entrées extérieures ou les drains français.

5) Une soupape de retenue doit être ventilée conformément à l'article 5.3.4, sauf qu'un renvoi de plancher avec clapet peut être installé sans évent. Cette exigence ne s'applique pas aux maisons unifamiliales.

6) L'emploi d'un tampon fileté pour fermer l'ouverture d'un renvoi de plancher est permis mais ne dispense pas de l'obligation prévue par la municipalité d'installer une soupape de retenue.

**4.9.6. Regard de nettoyage :**

1) Un regard de nettoyage doit être installé sur le drain de bâtiment à son entrée à moins de 3 pieds (914 mm) du mur de fondation à l'intérieur du bâtiment.

2) Les regards de nettoyage d'une tuyauterie souterraine peuvent être prolongés d'une longueur d'au plus 5 pieds (1,5 m) de façon à permettre un nettoyage plus facile. Les siphons et les regards souterrains doivent être accessibles dans une fosse avec un couvercle convenant à l'utilisation des lieux. Dans un plancher de bois, de béton ou d'asphalte, les regards et les siphons peuvent aussi se terminer à égalité du plancher, par un raccord ou un bouchon de regard approprié au matériau utilisé et à l'endroit où il est installé.

3) On doit installer un regard de nettoyage toutes les fois qu'il y a changement de direction de plus de 45° sur un drain de bâtiment, et de 90° sur tout autre branchement théoriquement horizontal.

4) La distance maximale entre les regards de nettoyage sur un drain de bâtiment ou tout autre branchement théoriquement horizontal doit être de :

a) 100 pieds (30,5 m) sur une tuyauterie de plus de 4 pouces (102 mm) ; ou

b) 50 pieds (15,2 m) sur toute autre tuyauterie.

5) On doit prévoir un regard de nettoyage au pied de chaque colonne.

6) Un regard de nettoyage doit être installé :

a) tous les 5 étages sur une colonne à partir de sa base ; et

b) au début d'un décalage théoriquement horizontal.

7) Les raccordements de siphons boulonnés ou vissés au plancher ou au mur et les soupapes de retenue peuvent servir de regards de nettoyage.

8) Un regard de nettoyage doit être installé directement au-dessus de la branche d'entrée d'un siphon à garde d'eau profonde qui protège une conduite pluviale ou un tuyau de descente conformément à l'article 4.8.5.

9) Un regard de nettoyage conforme aux exigences des paragraphes 3, 4 et du sous-paragraphe *b* du paragraphe 6 n'est pas obligatoire si un autre regard de nettoyage conforme à l'article 4.9.9 se trouve à au plus 20 pieds (6,1 m) en amont.

#### 4.9.7. Genre de regards de nettoyage :

1) Un regard de nettoyage doit être :

a) à couvercle boulonné avec garniture (type Barrett) ;

b) à raccord avec tampon fileté ; ou

c) à virole montée sur un raccord Y.

2) Le prolongement d'un regard de nettoyage doit être effectué sans changement de direction de plus de 45° et le coude doit être installé, si possible, au bas du prolongement.

#### 4.9.8. Diamètre d'un regard de nettoyage :

1) Le diamètre d'un regard de nettoyage doit être d'au moins 4 pouces (102 mm), sauf celui qui est exigé à l'entrée du drain de bâtiment ou sur une tuyauterie de moins de 4 pouces (102 mm) qui doit être au moins égal à celui de la tuyauterie.

2) Le prolongement du regard de nettoyage à l'entrée du drain de bâtiment, prévu au paragraphe 2 de l'article 4.9.6, doit avoir un diamètre d'au moins 4 pouces (102 mm).

3) La branche du raccord en Y qui sert à un regard de nettoyage destiné aux épreuves, conformément aux paragraphes 1 et 5 de l'article 4.9.6 et au sous-paragraphe *a* du paragraphe 6 de l'article 4.9.6, doit avoir le même diamètre que le drain ou la colonne où un tel regard est installé.

**4.9.9. Emplacement d'un regard de nettoyage :** Un regard de nettoyage doit être placé de telle façon que son ouverture soit accessible et que le travail de nettoyage et de déblocage puisse s'accomplir normalement.

#### §4.10. Pente de la tuyauterie de drainage

##### 4.10.1. Pente minimale :

1) Tout tuyau de drainage horizontal doit avoir une pente vers l'égout public conforme au tableau 4.10.A.

2) Les tuyaux de 3 pouces (76 mm) de diamètre ou moins et les renvois d'appareils doivent avoir une pente minimale de 1/4 de pouce au pied.

3) La pente d'un tuyau de drainage horizontal doit assurer une vitesse d'écoulement d'au moins 2 pieds par seconde.

TABLEAU 4.10.A

#### PENTES MINIMALES

TUYAU DE DRAINAGE	DIAMÈTRE (pouces)	PENTE MINIMALE	
		(pouce/pied)	%
Branchement d'appareils	3 pouces et moins plus de 3 pouces	1/4	2,0
		1/8	1,0
Renvoi d'appareil	Tout diamètre	1/4	2,0
Égout et drain de bâtiment	2-2½-3	1/4	2,0
	4	1/8	1,0
	5	3/32	0,75
	6	3/32	0,75
	8	1/16	0,50
	10	1/16	0,50
	12	1/32	0,25
	15 et plus	1/32	0,25

#### §4.11. Charge hydraulique

**4.11.1. Calcul :** La charge hydraulique d'une tuyauterie de drainage est la charge cumulative qu'elle reçoit :

a) de tout appareil raccordé ;

- b) de tout appareil futur ; et
- c) de tout toit et surface pavée.

**4.11.2. Des appareils :** La charge hydraulique d'un appareil doit être désignée en unités de drainage et cela conformément au tableau 4.8.A.

**4.11.3. Des siphons :** La charge hydraulique d'un appareil non désigné dans le tableau 4.8.A doit être établie selon la grosseur de son siphon.

**4.11.4. D'un appareil à écoulement continu ou semi-continu :**

1) Dans un système de drainage sanitaire, la charge hydraulique d'un appareil à écoulement continu ou semi-continu, tel qu'une pompe élévatoire ou un appareil de climatisation, exprimée en gallons par minute doit être convertie en unités de drainage en utilisant le facteur de conversion 2,4 unités de drainage par gallon canadien par minute, ou 2 unités de drainage par gallon américain par minute.

2) Dans un système de drainage pluvial ou combiné, la charge hydraulique d'un appareil à écoulement continu ou semi-continu exprimée en gallons par minute doit être convertie en pieds carrés en utilisant comme facteur de conversion 28,8 pieds carrés par gallon canadien par minute ou 24 pieds carrés pour un débit d'un gallon américain par minute.

**4.11.5. D'un toit ou d'une surface pavée :**

1) La charge hydraulique en pieds carrés provenant d'un toit ou d'une surface pavée est basée sur un facteur de précipitation de pluie de 15 minutes pour différentes régions du Québec, conformément au tableau 4.11.D. Suivant la région, ce facteur est appliqué à la somme en pieds carrés des superficies suivantes :

a) des projections horizontales des surfaces drainées ; et

b) de la moitié du mur vertical adjacent le plus grand.

2) Un toit peut être drainé par des renvois de toit à débit contrôlé approuvé aux conditions suivantes :

a) l'accumulation d'eau ne doit jamais dépasser 3 pouces (76 mm) sur un toit plat, ni 6 pouces (152 mm) sur un toit en pente ;

b) le calcul doit être basé sur une précipitation maximale d'une fréquence de 50 ans et l'évacuation complète de ces eaux ne doit pas durer plus de 12 heures ;

c) la surface du toit, près des renvois, ne doit pas permettre à l'eau d'y séjourner ;

d) au moins 2 renvois doivent être installés sur un toit ou une partie de toit indépendamment drainée, sauf qu'un seul renvoi suffit pour drainer un toit ou partie de toit de 2 500 pieds carrés (232,25 m<sup>2</sup>) ou moins de superficie ;

e) des arêtes angulaires doivent être posées entre le toit et les parapets ou les murs ;

f) le solin doit s'élever au moins à 6 pouces (152 mm) au-dessus du niveau le plus élevé que l'eau peut atteindre et être construit de façon à empêcher l'eau d'éclabousser hors du toit ;

g) la charpente du toit doit être calculée en tenant compte de la charge supplémentaire due à l'accumulation d'eau ;

h) un toit dont la dénivellation totale est inférieure à un pouce (25 mm) est considéré comme un toit plat ;

i) un renvoi de toit ne doit pas drainer plus de 10 000 pieds carrés de superficie ; et

j) sur un toit plat, les renvois ne doivent pas être installés à plus de 100 pieds l'un de l'autre, ni à plus de 50 pieds d'un parapet ou d'un mur ;

k) sur un toit en pente, les renvois doivent être installés dans la partie la plus basse de la noue, à pas plus de 100 pieds l'un de l'autre, ni à plus de 50 pieds des extrémités de la noue.

3) Pour fins de climatisation, les renvois de toit peuvent être prolongés au-dessus du toit pour permettre une accumulation d'eau conformément au sous-paragraphe a du paragraphe 2 de l'article 4.11.5.

4) La charge hydraulique totale d'un système de drainage pluvial avec renvoi de toit à débit contrôlé doit être exprimée en gallons par minute.

5) Un toit plat ou une partie de toit indépendamment drainée d'une superficie supérieure à 7 500 pieds carrés (696,75 m<sup>2</sup>) doit être drainé par au moins 2 renvois, à moins que le drainage soit à débit contrôlé.

**4.11.6. Conversion des unités de drainage en pieds carrés :** Dans un système de drainage combiné, la charge hydraulique exprimée en unités de drainage doit être convertie en pieds carrés de la façon suivante :

a) lorsque le nombre d'unités de drainage est de 256 ou moins, la charge hydraulique est de 1 000 pieds carrés (93 m<sup>2</sup>) ; et

b) lorsque le nombre d'unités de drainage dépasse 256, la charge hydraulique est de 3,9 pieds carrés (0,36 m<sup>2</sup>) par unité.

**4.11.7. Colonne de chute ou de renvoi :**

1) La charge hydraulique maximale, en unités de drainage, que peut recevoir une colonne de chute ou de

renvoi, décalée ou non, ne doit pas être supérieure, en tenant compte de son diamètre et du nombre de ses intervalles de branchements, à celle qu'autorise le tableau 4.11.A.

2) La charge hydraulique maximale d'un intervalle de branchement ne doit pas être supérieure, en tenant compte de son diamètre et du nombre total d'intervalles de branchements de la colonne, à celle qu'autorise le tableau 4.11.A.

3) Une colonne de chute de 3 pouces (76 mm) de diamètre ne doit pas recevoir les eaux sanitaires de plus de 6 cabinets d'aisances sur son parcours et de plus de 2 cabinets d'aisances dans chaque intervalle de branchement.

4) Lorsqu'une colonne de chute ou de renvoi est affectée par un décalage théoriquement horizontal, son diamètre est déterminé, selon le nombre d'unités de drainage qui s'y déversent, en utilisant les tableaux suivants :

a) 4.11.A, pour la partie située au-dessus du décalage ;

b) 4.11.B, pour le décalage de la même façon que pour un drain ; et

c) 4.11.A, pour la partie située au-dessous du décalage qui doit avoir un diamètre au moins égal à celui du décalage.

5) Lorsqu'une colonne de chute ou de renvoi est affectée par plus d'un décalage théoriquement horizontal, son diamètre doit être déterminé en tenant compte de chaque décalage individuellement, conformément au paragraphe 4.

#### **4.11.8. D'un branchement d'appareils :**

1) La charge hydraulique maximale, en unités de drainage, que peut recevoir un branchement d'appareils ne doit pas être supérieure, selon son diamètre, à celle qu'autorise la colonne A du tableau 4.11.B.

2) Un tuyau de drainage qui reçoit les eaux de plusieurs fosses de retenue ou renvois de plancher doit être calculé d'après la charge du tableau 4.8.A, et non pas selon les superficies de plancher drainées.

**4.11.9. D'un drain ou d'un égout de bâtiment sanitaire :** La charge hydraulique maximale, en unités de drainage, que peut recevoir un drain de bâtiment ou un égout de bâtiment sanitaire, ne doit pas être supérieure, selon sa pente et son diamètre, à celles qu'autorisent les colonnes B du tableau 4.11.B.

#### **4.11.10. D'un système de drainage horizontal, pluvial ou combiné :**

1) La charge hydraulique maximale, en pieds carrés, que peuvent recevoir :

a) la partie théoriquement horizontale d'un système de drainage pluvial ;

b) un drain de bâtiment ou un égout de bâtiment combiné ; ou

c) un égout de terrain ;

ne doit pas être supérieure, selon leur pente et leur diamètre, à celle qu'autorise la colonne C du tableau 4.11.B.

2) La charge hydraulique maximale, en gallons par minute, que peuvent recevoir un branchement, un drain de bâtiment ou un égout de bâtiment pluvial avec renvois de toit à débit contrôlé, ne doit pas être supérieure, selon sa pente et son diamètre, à celles que permettent les colonnes D du tableau 4.11.B.

**4.11.11. D'une gouttière :** La charge hydraulique maximale, en pieds carrés, que peut recevoir une gouttière ne doit pas être supérieure à celle que permet le tableau 4.11.C :

a) selon son diamètre, si la gouttière est semi-circulaire ; ou

b) selon sa section dans les autres cas.

#### **4.11.12. D'une colonne pluviale, d'un tuyau de descente :**

1) La charge hydraulique maximale, en pieds carrés que peut recevoir une colonne pluviale ou un tuyau de descente, ne doit pas être supérieure à celle qu'autorise le tableau 4.11.C :

a) selon son diamètre, si la conduite pluviale est circulaire ; ou

b) selon sa section, dans les autres cas.

2) La charge hydraulique maximale, en gallons américains (U.S.) par minute, que peut recevoir une colonne pluviale avec renvois de toit à débit contrôlé ne doit pas être supérieure selon son diamètre, à celle qu'autorise le tableau 4.11.C.

3) Lorsqu'une colonne pluviale est affectée par un décalage théoriquement horizontal, son diamètre doit être déterminé en utilisant les tableaux suivants :

a) 4.11.C, pour la partie située au-dessus du décalage ;

b) 4.11.B, colonnes C ou D selon le cas, pour le décalage ; et

c) 4.11.C, pour la partie située au-dessous du décalage qui doit avoir un diamètre au moins égal à celui du décalage.

4) Le diamètre d'une colonne pluviale n'est pas affecté par un décalage :

a) situé immédiatement au-dessous du toit ;

b) d'une longueur ne dépassant pas 20 pieds (6,1 m) ;  
et

c) dont la pente est d'au moins  $\frac{1}{4}$  de pouce (6,3 mm) au pied (305 mm).

TABLEAU 4.11.A

## CHARGE HYDRAULIQUE MAXIMALE DES COLONNES DE CHUTE OU DE RENVOI (UNITÉS)

		Nombre d'intervalles de branchements															
		3 ou moins		4		5		6		7		8		9		10	
Diamètre de la colonne	pouces	intervalle	colonne	intervalle	colonne	intervalle	colonne	intervalle	colonne	intervalle	colonne	intervalle	colonne	intervalle	colonne	intervalle	colonne
1¼		1	2														
1½		2	4														
2		4	9	3	13	3	16	3 <sup>b</sup>	18 <sup>c</sup>								
2½		8	18	7	27	6	32	6 <sup>b</sup>	36 <sup>c</sup>								
3 <sup>a</sup>		16 <sup>a</sup>	48 <sup>a</sup>	15 <sup>a</sup>	60 <sup>a</sup>	14 <sup>a</sup>	70 <sup>a</sup>	13	78	12 <sup>b</sup>	84 <sup>c</sup>						
4		100	240	90	360	84	420	80	480	76 <sup>b</sup>	530 <sup>c</sup>						
5		225	540	205	820	190	950	180	1,080	175	1,215	170	1,360	155 <sup>b</sup>	1,400 <sup>c</sup>		
6		385	930	350	1,400	325	1,625	310	1,860	299	2,090	290	2,320	285	2,560	280	2,800
8		875	2,100	785	3,140	735	3,675	700	4,200	675	4,725	655	5,240	640	5,780	630	6,300
10		1,560	4,680	1,405	5,620	1,310	6,550	1,200	7,500	1,205	8,435	1,170	9,360	1,145	10,310	1,125	11,250
12		2,435	7,305	2,195	8,780	2,045	10,225	1,950	11,700	1,880	13,160	1,825	14,600	1,790	16,090	1,755	17,550
15		4,375	13,125	3,935	15,740	3,675	18,375	3,500	21,000	3,375	23,620	3,280	26,240	3,210	28,880	3,150	31,500

		Nombre d'intervalles de branchements															
		11		12		13		14		15		16		17		18	
Diamètre de la colonne	pouces	intervalle	colonne	intervalle	colonne	intervalle	colonne	intervalle	colonne	intervalle	colonne	intervalle	colonne	intervalle	colonne	intervalle	colonne
6		265 <sup>b</sup>	2,900 <sup>c</sup>														
8		620	6,830	610	7,350	585 <sup>b</sup>	7,600 <sup>c</sup>										
10		1,110	12,200	1,095	13,100	1,080	14,070	1,070 <sup>b</sup>	15,000 <sup>c</sup>								
12		1,730	19,020	1,705	20,500	1,690	21,960	1,670	23,410	1,655	24,800	1,680 <sup>b</sup>	26,000 <sup>c</sup>				
15		3,100	34,160	3,060	36,700	3,030	39,390	3,000	42,015	2,975	44,600	2,955	47,280	2,935	49,870	2,780 <sup>b</sup>	50,000 <sup>c</sup>

a) au plus 2 cabinets d'aisances ou salles de bains par intervalle de branchements, ni plus de 6 cabinets d'aisances ou salles de bains par colonne.

b) la hauteur des colonnes n'est pas limitée, mais la charge hydraulique maximale par intervalle de branchements ne doit pas être supérieure à cette valeur.

c) la hauteur des colonnes n'est pas limitée, mais la charge hydraulique maximale ne doit pas être supérieure à cette valeur.

TABLEAU 4.11.B

## CHARGE HYDRAULIQUE MAXIMALE DES TUYAUX HORIZONTAUX

Diamètre du tuyau	Branchement d'appareils	Drain de bâtiment, égouts...											
		pente 1/8"				pente 1/4"				pente 1/2"			
		unités		pi. ca.		unités		pi. ca.		unités		pi. ca.	
		g.p.m.		U.S.		g.p.m.		U.S.		g.p.m.		U.S.	
1 1/4	1												
1 1/2	3												
2	6												
2 1/2	12												
3	20*												
4	160												
5	360												
6	620												
8	1,400	1,400	8,090	340	283	1,600	11,500	478	398	1,920	16,300	677	564
10	2,500	2,500	14,680	618	513	2,900	20,700	860	716	3,500	29,200	1,214	1,011
12	3,900	3,900	23,800	1,000	833	4,600	33,300	1,384	1,152	5,600	47,000	1,953	1,626
15	7,000	7,000	43,200	1,811	1,511	8,300	59,500	2,473	2,059	10,000	84,000	3,491	2,907
16			51600	2150	1794		74300	3096	2580		103000	4292	3577
18			68500	2854	2378		94500	3938	3281		135000	5625	4687
20			93950	3915	3262		135100	5629	4692		187300	7804	6505
21			107000	4458	3715		150000	6250	5208		213000	8875	7395
24			145500	6063	5052		205000	8541	7118		292000	12250	10208
27			208800	8700	7250		300300	12512	10429		416500	17354	14460
30			264000	11000	9167		370000	15417	12847		527000	21958	18299
36			438000	18250	15208		615000	25625	21354		875000	36458	30382

Colonnes

A B C D B C D B C D B C D

a) au plus 2 cabinets d'aisances ou groupes de salle de bains.

1. Un système de drainage sanitaire doit être calculé à partir des charges hydrauliques maximales exprimées en unités de drainage dans les colonnes B.

2. Un système de drainage pluvial doit être calculé à partir des charges hydrauliques maximales exprimées en pieds carrés dans les colonnes C.

3. Un système de drainage à écoulement continu ou semi continu doit être calculé à partir des charges hydrauliques maximales exprimées en gallons canadiens par minute dans les colonnes D.

4. Un système de drainage combiné doit être calculé en convertissant le nombre d'unités en pieds carrés conformément à l'article 4.11.6 et en utilisant les charges hydrauliques maximales exprimées en pieds carrés dans les colonnes C.

5. Pour d'autres quantités d'apport pluvial, il faut multiplier l'aire du toit donnée au tableau par X; X est l'apport pluvial en pouces par 15 minutes de l'endroit considéré et est donné au tableau 4.11.D.

6. La charge hydraulique est exprimée en unités de drainage, en pieds carrés et en g.p.m. pour chacune des 4 pentes suivantes : 1/16, 1/8, 1/4 et 1/2.

TABLEAU 4.11.C

## CHARGE HYDRAULIQUE MAXIMALE DES COLONNES PLUVIALES, DESCENTES, GOUTTIÈRES

Gouttières					
Diamètre	Section	Pente 1/8"	Pente 1/4"	Pente 1/2"	Pente 1/2"
Pouces	Pouces carrés	Pieds carrés	Pieds carrés	Pieds carrés	Pieds carrés
3	3,53	170	240	340	480
4	6,28	360	510	720	1 020
5	9,82	625	880	1 250	1 770
6	14,14	960	1 360	1 920	2 770
7	19,24	1 380	1 950	2 760	3 900
8	25,13	1 990	2 800	3 980	5 600
10	39,27	3 600	5 100	7 200	10 000

Ce tableau est basé sur un rapport pluvial maximum de 4 pouces par heure.

Pour d'autres quantités d'apport pluvial, il faut multiplier l'aire

du toit donnée au tableau par X; X est l'apport pluvial en pouces par 15 minutes de l'endroit considéré et est donné au tableau 4.11.D.

Colonnes pluviales				Descentes			
Diamètre		Charge		Circulaire		Non-circulaire	
				Diamètre	Charge	Section	Charge
Pouces	Pieds carrés	Gallons Can.	Gallons U.S.	Pouces	Pieds carrés	Pouces carrés	Pieds carrés
2	720	25	30	2	720	3,14	650
2½	1 300	45	54	2½	1 300	4,90	1 170
3	2 200	76	91	3	2 200	7,07	1 980
4	4 600	159	191	4	4 600	12,57	4 140
5	8 650	299	359	5	8 650	19,63	7 785
6	13 500	467	561	6	13 500	28,27	12 150
8	29 000	1 003	1 205	8	29 000	50,26	26 100

Ce tableau est basé sur un rapport pluvial maximum de 4 pouces par heure.

Pour d'autre quantité d'apport pluvial, il faut multiplier l'aire du toit par X ; X est l'apport pluvial en pouces par 15 minutes de l'endroit considéré et est donné au tableau 4.11.D.

Si un appareil à écoulement continu ou semi-continu se déverse dans une conduite pluviale, le débit en g.p.m. est multiplié par 28,8 pour obtenir la charge hydraulique en pieds carrés.

#### TABLEAU 4.11.D

#### APPORT PLUVIAL AU QUÉBEC POUR UNE DURÉE DE 15 MINUTES, EN POUCES

Acton Vale .....	0,8	Kénogami .....	0,7	Rock Island .....	0,9
Alma .....	0,7	Knob Lake .....	0,3	Rouyn .....	0,9
Amos .....	0,9	Knowlton .....	0,9	Sainte-Agathe-des-Monts .....	0,9
Ancienne-Lorette .....	0,8	Lachine .....	0,8	Sainte-Anne-de-Bellevue .....	0,9
Arvida .....	0,7	Lachute .....	0,9	Saint-Canut .....	0,9
Asbestos .....	0,9	La Malbaie .....	0,8	Saint-Félicien .....	0,7
Aylmer .....	0,9	La Salle .....	0,8	Sainte-Foy .....	0,8
Baie-Comeau .....	0,6	La Tuque .....	0,7	Saint-Hubert .....	0,8
Beaconsfield .....	0,8	Laval .....	0,8	Saint-Hyacinthe .....	0,8
Bedford .....	0,9	Lennoxville .....	0,9	Saint-Jérôme .....	0,9
Beloeil, Brossard .....	0,8	Léry .....	0,9	Saint-Jean .....	0,9
Buckingham .....	0,9	Les Saules .....	0,8	Saint-Lambert .....	0,8
Campbells Bay .....	0,9	Lévis, Loretteville .....	0,8	Saint-Laurent .....	0,8
Camp Valcartier .....	0,8	Louiseville .....	0,8	Saint-Nicolas .....	0,8
Chicoutimi .....	0,7	Magog .....	0,9	Salaberry-de-Valleyfield .....	0,9
Coaticook .....	0,9	Malartic .....	0,9	Shefferville .....	0,3
Contrecoeur .....	0,8	Maniwaki .....	0,9	Senneterre .....	0,9
Cowansville .....	0,9	Masson .....	0,9	Sept-Îles .....	0,5
Dolbeau .....	0,7	Matane .....	0,6	Shawinigan .....	0,8
Dorval .....	0,8	Mégantic .....	0,9	Shawville .....	0,9
Drummondville .....	0,8	Mont-Joli .....	0,7	Sherbrooke .....	0,9
Farnham .....	0,9	Mont-Laurier .....	0,9	Sillery .....	0,8
Fort Chimo .....	0,2	Montmagny .....	0,8	Sorel .....	0,8
Fort Coulonge .....	0,9	Montréal .....	0,8	Sutton .....	0,9
Gagnon .....	0,4	Mitchequon .....	0,3	Témiscamingue .....	1,1
Gatineau .....	0,9	Noranda .....	0,9	Thetford Mines .....	0,8
Gatineau-Pointe .....	0,9	Pierrefonds .....	0,8	Trois-Rivières .....	0,8
Gracefield .....	0,9	Pincourt .....	0,9	Thurso .....	0,9
Granby .....	0,9	Plessisville .....	0,8	Val d'Or .....	0,9
Great Whale River .....	0,3	Pointe-Claire .....	0,8	Valleyfield .....	0,9
Harrington Harbour .....	0,4	Port-Alfred .....	0,7	Varennes, Verchères .....	0,8
Havre Saint-Pierre .....	0,4	Port-Harrison .....	0,2	Verdun .....	0,8
Hemmingford .....	0,9	Québec .....	0,8	Victoriaville .....	0,8
Hull .....	0,9	Richmond .....	0,9	Ville d'Anjou .....	0,8
Iberville .....	0,9	Rimouski .....	0,7	Ville-Marie .....	1,0
Joliette .....	0,8	Rivière-du-Loup .....	0,7	Waterloo .....	0,9
Jonquière .....	0,7	Roberval .....	0,7	Westmount .....	0,8
				Windsor Mills .....	0,9

#### §4.12. Diamètre des tuyaux

##### 4.12.1. Diamètre minimal :

1) Le diamètre d'un tuyau de drainage doit être au moins égal à celui du plus gros tuyau qui s'y raccorde.

2) Un tuyau de drainage doit avoir au moins 1½ pouce (32 mm) de diamètre. Aucune partie souterraine d'un système de drainage ne doit avoir un diamètre inférieur à 2 pouces (51 mm).

**4.12.2. Tuyau de chute :** Un tuyau de chute doit avoir un diamètre d'au moins 3 pouces (76 mm).

**4.12.3. Branchement de plus de deux cabinets d'aisances :** Un branchement qui reçoit les eaux sanitaires de plus de 2 cabinets d'aisances ou 2 salles de bains doit avoir un diamètre d'au moins 4 pouces (102 mm).

**4.12.4. Drain de bâtiment :** Le diamètre d'un drain de bâtiment doit être d'au moins 4 pouces (102 mm), entre l'égout de bâtiment et la colonne exigée au paragraphe 3 de l'article 4.12.5.

##### 4.12.5. Colonne :

1) Une colonne de chute qui reçoit plus de 6 cabinets d'aisances sur son parcours, ou plus de 2 dans un intervalle de branchement, doit avoir au moins 4 pouces (102 mm) de diamètre.

2) Une colonne de chute qui traverse 6 étages ou plus doit avoir au moins 4 pouces (102 mm) de diamètre.

3) Au moins une colonne de chute, de renvoi ou d'évent doit avoir 3 pouces (76 mm) de diamètre ou plus jusqu'à sa sortie au toit. Cette colonne doit être la plus éloignée possible de l'égout de bâtiment et être raccordée conformément au paragraphe 3 de l'article 4.4.4.

4) Une colonne pluviale doit avoir au moins 2 pouces (51 mm) de diamètre. Dans un système à débit contrôlé, une colonne pluviale ainsi que ses renvois doivent avoir au moins 3 pouces (76 mm) de diamètre.

5) Une colonne qui reçoit les eaux usées de 2 lessiveuses doit avoir au moins 2 pouces (52 mm) de diamètre.

**4.12.6. Tuyau de sortie d'appareil :** Le diamètre du tuyau de sortie d'un appareil doit être au moins égal à celui de la sortie de cet appareil.

**4.12.7. Renvoi d'appareil :** Le diamètre du renvoi d'un appareil doit être au moins égal à celui du siphon de cet appareil.

**4.12.8. Renvoi de plancher :** Le diamètre du tuyau de renvoi d'un renvoi de plancher doit être d'au moins 2 pouces (51 mm).

## SECTION V SYSTÈME D'ÉVÈNTS

### §5.1. Ventilation des siphons

#### 5.1.1. Dispositions générales :

1) Tout système de drainage doit être pourvu de la tuyauterie d'évènements nécessaire pour prévenir la contrepression de l'air et le siphonnement des garde d'eau. Tout siphon doit être ventilé, sauf dans les cas d'exception prévus aux paragraphes 3 et 4.

2) Les renvois prévus pour le raccordement ultérieur d'appareils doivent aussi être ventilés.

Lorsqu'aucun appareil n'est installé immédiatement au sous-sol d'un bâtiment, on doit prévoir un événement futur d'au moins 1½ pouce (38 mm) de diamètre raccordé à plus de 42 pouces (1 067 mm) au-dessus du rez-de-chaussée, descendant jusqu'au plafond du sous-sol et fermé par un bouchon accessible.

Là où la municipalité exige une soupape de retenue (article 4.9.5), on doit prévoir 2 événements futurs installés de cette façon dans une cave d'un bâtiment à toit plat.

3) L'évènement n'est pas obligatoire pour les siphons :

a) d'un système de drainage pluvial et des fosses de retenue ;

b) des appareils montés en série et ventilés de la manière prescrite à l'article 5.1.8 ;

c) d'appareils qui ne sont pas posés sur le mur d'une pièce, pour autant que les exigences du paragraphe 5 soient respectées ; et

d) de nouveaux appareils raccordés à la place d'appareils désuets à un système de drainage existant, sans installation de nouveaux tuyaux de chute ou de renvoi, sauf ceux qui sont absolument nécessaires au raccordement d'un nouvel appareil, lorsque les siphons existants ne sont pas ventilés conformément au présent code ;

e) d'appareils raccordés à un renvoi indirect commun, tel que prévu au paragraphe 3 de l'article 4.4.3, pourvu que ces appareils soient situés dans la même pièce.

4) Le siphon d'un renvoi de plancher de moins de 3 pouces (76 mm) de diamètre doit être ventilé.

5) Lorsqu'un événement peut être omis en vertu du sous-paragraphe c du paragraphe 3 et du paragraphe 4 ou si l'installation des événements obligatoires n'est pas jugée pratique ou possible par le service d'inspection, les siphons doivent avoir alors une garde d'eau profonde et le renvoi doit être grossi d'un diamètre.

6) Une cheminée, un conduit ou un tuyau de fumée ne peuvent servir d'évènement.



**5.1.2. Longueur développée minimale d'un renvoi d'appareil :**

1) La distance minimale entre le déversoir d'un siphon et son évent ne doit pas être inférieure au double du diamètre de ce renvoi d'appareil.

2) La longueur développée minimale du renvoi d'un appareil raccordé sans évent individuel à un branchement théoriquement horizontal doit être d'au moins 18 pouces (457 mm). Cette exigence ne s'applique pas à un appareil à chasse d'eau ou avec un siphon en S.

**5.1.3. Longueur développée maximale d'un renvoi d'appareil :**

1) La longueur développée d'un renvoi d'appareil, mesurée entre le déversoir du siphon et son évent, ne doit pas être supérieure aux distances maximales permises au tableau 5.1.A.

**TABLEAU 5.1.A****DISTANCES MAXIMALES DES ÉVÉNEMENTS**

Diamètre du renvoi (en pouces)	Longueur développée maximale entre le siphon et l'évent
1¼	30 pouces
1½	42 pouces
2	5 pieds
3	6 pieds
4	10 pieds

2) Quand un cabinet d'aisances ou un appareil à chasse d'eau est raccordé sans évent individuel à un branchement théoriquement horizontal, la distance verticale entre sa sortie et le radier du branchement ne doit pas être supérieure à 30 pouces (762 mm).

3) La longueur développée du renvoi d'un appareil raccordé sans évent individuel à un branchement théoriquement horizontal ne doit pas être supérieure aux distances maximales permises au tableau 5.1.A.

**5.1.4. Raccordement d'un renvoi à un évent :**

1) Le raccordement d'un renvoi à un évent doit être fait au moyen d'un TY sanitaire, ou d'un Y avec coude 45° (¼).

2) L'emploi de raccords dans le renvoi d'un appareil, entre le déversoir de son siphon et son évent, est limité à :

- a) un raccord de 90° (¼) ou de 60° (1/6) ;
- b) 2 raccords de 45° (¼) ou 4 de 22°30' (1/16) ; ou
- c) une combinaison limitant un changement de direction total à 90° (¼).

**5.1.5. Évent vertical commun :**

1) Deux appareils peuvent être raccordés au même tuyau d'évent vertical par un raccord double.

2) Deux appareils peuvent aussi être raccordés au même tuyau d'évent vertical à des niveaux différents, pourvu :

- a) qu'ils soient situés sur le même plancher ;
- b) que le plus petit renvoi soit raccordé au-dessus de l'autre, s'il sont de diamètres différents ; et
- c) que le diamètre du renvoi commun soit plus grand que celui du renvoi le plus élevé et au moins égal à celui du renvoi le plus bas.

**5.1.6. Évent mouillé (renvoi-évent) :**

1) Les appareils d'une salle de bain raccordés à un branchement commun peuvent être ventilés par le prolongement vertical du renvoi-évent du lavabo, aux conditions suivantes :

a) le cabinet d'aisances et la baignoire ou la douche doivent être raccordés à la partie théoriquement horizontale du branchement ; cependant, le raccordement de la baignoire ou de la douche peut aussi se faire à la partie théoriquement horizontale du renvoi-évent ;

b) l'évent mouillé doit être raccordé entre ces 2 appareils et en aval du cabinet d'aisances, à moins que la partie théoriquement horizontale du branchement soit de même diamètre sur toute sa longueur ;

c) la charge hydraulique totale dans un renvoi-évent ne doit pas être supérieure à une unité de drainage si son diamètre est de 1½ pouce (38 mm), ni à 4 unités de drainage si son diamètre est de 2 pouces (51 mm) ; aucun évier de cuisine ne doit y être raccordé ; et

d) le raccordement d'un bidet doit être fait sur la partie théoriquement horizontale du renvoi-évent du lavabo. Le bain doit alors se raccorder sur le branchement à l'aval du raccordement du renvoi-évent.

2) Les appareils de deux salles de bains contigües raccordés à un branchement commun peuvent être ventilés de la même façon et aux conditions spécifiées au paragraphe 1 pourvu que :

a) l'évent mouillé commun de 2 lavabos soit raccordé au renvoi du cabinet d'aisances dont le raccordement au branchement est le plus en amont ; et

b) le raccordement de ce branchement à la colonne de chute ou de renvoi soit le plus élevé ; un autre évent doit être raccordé entre les 2 baignoires ou les 2 douches si d'autres appareils se déversent dans la colonne au-dessus du branchement, ou si le branchement se raccorde au drain de bâtiment ou à un autre branchement.

3) Une fontaine adossée au mur d'une salle de bains, raccordée de la façon prévue aux paragraphes 1 et 2, peut remplacer un lavabo.

### 5.1.7. Événement de colonne :

- 1) Un événement de colonne peut servir d'événement à :
  - a) 2 appareils qui y sont raccordés, conformément à l'article 5.1.5 ;
  - b) une salle de bains et un évier ou autre appareil similaire avec sortie au mur, pourvu que :
    - i. la longueur développée de chaque renvoi d'appareil soit conforme au tableau 5.1.A ;
    - ii. les appareils y soient raccordés séparément et directement ;
    - iii. le diamètre des renvois des appareils autres que le cabinet d'aisances ne soit pas supérieur à 2 pouces (51 mm) et que ces renvois soient raccordés au-dessus du raccordement du cabinet d'aisances ;
    - iv. la colonne se prolonge à pleine grosseur jusqu'au raccordement le plus élevé, sans déroger au paragraphe 3 de l'article 4.12.5 ; et
    - v. tous les appareils ainsi raccordés et ventilés soient installés sur le même plancher ; et
  - c) 2 cabinets d'aisances et 2 autres appareils avec sortie au mur et installés conformément au sous-paragraphe b pourvu que les 2 cabinets d'aisances y soient raccordés au moyen d'un raccord double Y.
- 2) Dans les bâtiments de 3 étages ou moins, des baignoires, des douches, des éviers, des fontaines, des cuves ou des lavabos peuvent être respectivement raccordés sans événement individuel à des colonnes de renvoi indépendantes et sans décalage pourvu que :
  - a) la charge hydraulique de la colonne ne dépasse pas la moitié de celle que prévoit le tableau 4.11.A ;
  - b) la colonne et les sorties de ses raccords aient un diamètre d'au moins 2 pouces (51 mm) ; et
  - c) les appareils ainsi raccordés soient situés ailleurs qu'au sous-sol, sauf s'ils sont ventilés individuellement.

### 5.1.8. Série d'appareils :

- 1) Une série d'appareils avec sortie au plancher peuvent être raccordés sans événement individuel à un branchement théoriquement horizontal, aux conditions suivantes :
  - a) tous les appareils ainsi raccordés doivent être installés sur le même plancher ;

b) le branchement doit être ventilé par un événement en circuit ou en boucle, raccordé entre les 2 appareils les plus éloignés de la colonne ;

c) le branchement doit aussi être ventilé par un événement auxiliaire raccordé en amont de chaque série ou fraction de série de 8 appareils additionnelle à la première série de 8 appareils ; et

d) le branchement doit, comme tout autre branchement, conserver le même diamètre sur toute sa longueur.

2) Un tel branchement doit être ventilé, en plus, par un événement auxiliaire s'il est raccordé à :

a) une colonne de chute ou de renvoi, un drain de bâtiment ou un branchement, qui draine des appareils situés à un étage supérieur ;

b) un drain de bâtiment ou à un branchement qui reçoit une charge hydraulique de plus de 4 unités de drainage provenant d'appareils raccordés en amont ;

c) une colonne de chute, en-dessous du raccordement d'un cabinet d'aisances ; ou

d) un intervalle de branchement autre que le plus élevé et que la série d'appareils comprend plus de 3 cabinets d'aisances.

3) Un événement auxiliaire, exigé au paragraphe 2, doit être raccordé au branchement en aval de la série d'appareils.

4) Aucun changement de direction supérieur à 45° n'est autorisé dans un tel branchement, à moins qu'il soit fait en aval d'un événement auxiliaire conformément au paragraphe 2.

5) Des lavabos ou autres appareils similaires peuvent être raccordés à un branchement d'une série d'appareils, à condition que leurs renvois soient prolongés et raccordés à l'événement en boucle ou en circuit.

6) Deux branchements parallèles, théoriquement horizontaux, raccordés à un branchement commun, peuvent recevoir chacun une série de 4 cabinets d'aisances, pourvu que chaque branchement ait un événement entre les 2 cabinets d'aisances les plus en amont, conformément au sous-paragraphe b du paragraphe 1.

Si un tel agencement est raccordé à une colonne qui reçoit des eaux usées d'appareils raccordés à un niveau supérieur, un événement auxiliaire doit être raccordé au branchement commun.

Tout autre appareil raccordé à un de ces branchements doit être ventilé séparément, conformément au présent code.

7) Des groupes d'appareils, dos à dos ou côte à côte, avec sortie au mur, peuvent être raccordés, en série, à un branchement théoriquement horizontal, pourvu que :

- a) la charge hydraulique des appareils ne dépasse pas la capacité du branchement ;
- b) chaque couple d'appareils soit raccordé de la manière prescrite à l'article 5.1.5 ; et
- c) chaque renvoi-évent soit prolongé verticalement pour servir d'évent.

### §5.2. Évent de colonne et colonne d'évent

**5.2.1. Évent de colonne :** Toute colonne de chute ou de renvoi doit être prolongée jusqu'au toit pour servir d'évent de colonne, ou se raccorder à un autre événement de colonne ou à une colonne d'évent.

### 5.2.2. Colonne d'évent :

1) Toute colonne de chute ou de renvoi de 2 intervalles de branchements ou plus doit avoir une colonne d'évent.

2) Une colonne d'évent doit être raccordée à sa base à pleine grosseur, à la colonne de chute ou de renvoi au même niveau ou en-dessous du raccordement le plus bas.

3) Le prolongement de l'évent d'un appareil raccordé au branchement le plus bas d'une colonne de chute ou de renvoi peut servir de colonne d'évent, pour autant que son diamètre ne soit pas inférieur à celui que prévoit le tableau 5.5.A.

### 5.2.3. Évent auxiliaire :

1) Une colonne de chute ou de renvoi de 10 étages ou plus doit être ventilée par des événements auxiliaires :

- a) installés tous les 5 étages comptés en partant du toit ; et
- b) raccordés :
  - i. à leur partie inférieure par un Y posé dans la colonne de chute ou de renvoi en-dessous du branchement des appareils de l'étage où un tel événement est obligatoire ; et
  - ii. à leur partie supérieure par un T et un coude renversé posés dans la colonne d'évent au moins à 42 pouces (1 067 mm) au-dessus du niveau du plancher.

2) Une colonne de chute ou de renvoi affectée par un décalage :

- a) théoriquement horizontal et dont la partie verticale supérieure au décalage traverse plus de 2 étages et reçoit 30 unités de drainage et plus, doit être ventilée par 2 événements auxiliaires dont l'un doit être raccordé à la section verticale supérieure immédiatement au-dessus du décalage, et l'autre :

- i. à la section verticale inférieure, entre le décalage et le raccordement le plus élevé de cette section ; ou
- ii. être le prolongement de cette section ; et

b) théoriquement vertical et dans laquelle un branchement y est raccordé à moins de 2 pieds (610 mm) au-dessus ou au-dessous du décalage, ou dans le décalage, doit être ventilée par un événement auxiliaire raccordé entre le décalage et le raccordement, ou au-dessous du raccordement, selon le cas.

3) Les événements auxiliaires exigés à tous les 5 étages ne sont pas obligatoires si des événements auxiliaires sont raccordés à tous les étages conformément au paragraphe 3 de l'article 5.1.8.

4) Lorsqu'un système de drainage reçoit des eaux usées qui contiennent de la mousse de détergents, aucun raccordement ne doit être fait :

- a) près d'un changement de direction de plus de 45°, à une distance de moins de 40 fois le diamètre de la tuyauterie avant le changement ou de 10 fois le diamètre après le changement de direction ; ou
- b) dans un événement raccordé à une des sections citées au sous-paragraphe a, à une distance du renvoi inférieure à 40 fois le diamètre de ce dernier.

5) Si un raccordement interdit par le paragraphe 4 ne peut être évité, un événement auxiliaire doit être raccordé entre le changement de direction et le raccordement qui a dû être fait. La partie supérieure de cet événement auxiliaire ne doit pas être raccordée au système d'événements à l'endroit mentionné au sous-paragraphe b du sous-paragraphe 4.

6) Dans un système de drainage combiné, une colonne d'évent de 3 pouces (76 mm) doit être raccordée au drain de bâtiment à 5 pieds (1,5 m) en aval du raccordement d'une colonne pluviale qui draine un toit de plus de 10 000 pieds carrés (929 m<sup>2</sup>) sans renvoi de toit à débit contrôlé, à moins qu'une colonne de chute ou de renvoi de 3 pouces (76 mm) ou plus de diamètre soit raccordée à cet endroit.

### §5.3. Événements divers

### 5.3.1. Évent d'un bassin de captation :

1) Un bassin de captation ou un intercepteur muni d'un couvercle étanche doit être ventilé par un événement raccordé sur le dessus du bassin ou de l'intercepteur et prolongé à l'air extérieur.

2) L'évent d'un bassin de captation qui reçoit des eaux sanitaires doit être indépendant jusqu'au toit.

3) Les appareils raccordés à un bassin de captation doivent être ventilés conformément à la présente section.

**5.3.2. Événement d'un intercepteur d'huile :**

- 1) Un intercepteur d'huile doit être muni de 2 événements :
  - a) raccordés au point le plus élevé des parois verticales opposées de l'intercepteur ;
  - b) prolongés, indépendants, à l'air extérieur ; et
  - c) dont l'un se termine à 12 pouces (305 mm) au-dessus de l'autre, pour activer la circulation de l'air dans l'intercepteur.
- 2) Une circulation d'air doit être assurée entre les compartiments adjacents d'un intercepteur d'huile.

**5.3.3. Événement d'un intercepteur de graisse :** Le régulateur de débit d'un intercepteur de graisse doit être ventilé. Lorsque l'appareil qui s'y déverse n'est pas muni d'un siphon individuel, conforme à l'article 4.8.2, cet événement doit être indépendant et peut se terminer au plafond de la pièce, son extrémité supérieure étant dirigée vers le bas et protégée par un grillage approprié.

**5.3.4. Événement d'une soupape de retenue :**

- 1) Pour un système de drainage combiné, un événement d'un diamètre égal à la moitié de celui du branchement doit être posé directement en aval de chaque soupape de retenue.
- 2) L'événement exigé au paragraphe 1 peut être éliminé, si une colonne de chute ou de renvoi ou d'événement d'au moins 3 pouces (76 mm) de diamètre est raccordée au drain de bâtiment entre la soupape de retenue et chacune des colonnes pluviales.
- 3) L'événement exigé au paragraphe 1 peut être relié au tuyau d'événement le plus rapproché à un point situé au moins à 3 pieds (914 mm) au-dessus du niveau de la rue.
- 4) Un renvoi de plancher avec clapet peut être installé sans événement, sans déroger au paragraphe 4 de l'article 5.1.1.

**5.3.5. Événement d'un réservoir d'alimentation :** L'événement d'un réservoir d'alimentation d'eau doit avoir :

- a) un diamètre au moins égal à celui du tuyau de distribution d'eau ; et
- b) son extrémité supérieure dirigée vers le bas et protégée par un grillage approprié et résistant à la corrosion.

**5.3.6. Événement d'une fosse septique :** Une fosse septique doit être ventilée par le système d'événement du bâtiment.

**§5.4. Disposition des événements**

**5.4.1. Pente des événements :** Un tuyau d'événement doit :

- a) avoir une pente uniforme afin que l'eau puisse s'égoutter par gravité dans le système de drainage ; et

- b) être exempt de dépression où l'eau pourrait séjourner.

**5.4.2. Raccordement des événements au système de drainage :**

- 1) Un événement doit se terminer à l'air extérieur en suivant un parcours direct et théoriquement vertical.
- 2) Le raccordement d'un événement à un tuyau de chute ou de renvoi théoriquement horizontal doit être fait au-dessus du centre du tuyau.

**5.4.3. Raccordement d'un événement au système d'événements :**

- 1) Un événement ne doit pas suivre une direction théoriquement horizontale à moins de 6 pouces (152 mm) au-dessus du bord de l'appareil qu'il ventile, ou se raccorder à un autre événement à moins de 6 pouces (152 mm) au-dessus du bord des appareils ventilés par l'un ou l'autre de ces événements.
- 2) Le raccordement de l'extrémité supérieure d'un événement auxiliaire doit être fait au moins à 6 pouces (152 mm) au-dessus du bord de tous les appareils installés sur le même étage que l'événement auxiliaire, avec un minimum de 42 pouces (1 067 mm) au-dessus du plancher.

**5.4.4. Sortie au toit :**

- 1) L'extrémité supérieure d'un événement doit se terminer au toit à l'air extérieur ou se raccorder à un événement qui se termine à l'air extérieur, sauf un événement :
  - a) d'intercepteur d'huile ou de bassin de captation qui ne reçoit pas d'eaux sanitaires, lequel événement doit se terminer au moins à 7 pieds (2,1 m) du sol avec son extrémité supérieure dirigée vers le bas et protégée efficacement par un grillage ;
  - b) d'utilité raccordé à un système de drainage existant, lorsque son prolongement à l'air extérieur est jugé impossible ou impraticable par le service d'inspection.
- 2) Lorsque le diamètre d'un événement doit être grossi à 4 pouces (102 mm), conformément au paragraphe b de l'article 5.5.1 à l'extérieur d'un bâtiment, le changement de diamètre doit être fait au moins à 6 pouces (152 mm) en-dessous du toit au moyen d'un raccord conique approprié.
- 3) Un événement qui traverse une toiture doit se prolonger d'au moins 6 pouces (152 mm) au-dessus de cette dernière ou de toute autre construction dans un rayon de 10 pieds (3 m). Sur un toit drainé par des renvois à débit contrôlé, les événements doivent se prolonger au moins 6 pouces (152 mm) au-dessus de l'accumulation d'eau permise par le sous-paragraphe a du paragraphe 2 de l'article 4.11.5 et pour les toits inclinés, le prolongement de 6 pouces (152 mm) de l'événement doit être mesuré à partir de sa sortie au toit.

- 4) Un événement ne doit pas se terminer :
  - a) à moins de 3 pieds (914 mm) au-dessus d'une fenêtre ouvrante, d'une porte ou de toute autre ouverture similaire ou 12 pieds (3,7 m) dans toute autre direction ;
  - b) à moins de 7 pieds (2,1 m) au-dessus d'un toit qui peut être fréquenté ou 12 pieds (3,7 m) dans toute autre direction ; et
  - c) à moins de 7 pieds (2,1 m) au-dessus du sol.
- 5) Dans certains cas où le service d'inspection juge nécessaire l'installation d'un événement extérieur, celui-ci doit :
  - a) être situé au moins à 10 pieds (3 m) de toute ligne de lot ;
  - b) avoir son extrémité supérieure dirigée vers le bas et protégée par un grillage approprié ; et
  - c) remplir les exigences du paragraphe 4.

#### 5.4.5. Événement d'utilité :

- 1) L'événement d'utilité doit s'élever au moins à 6 pouces (152 mm) au-dessus du bord des appareils ou dispositifs ventilés et ses deux extrémités doivent être raccordées au système de drainage en aval de ces appareils ou dispositifs ainsi ventilés.
- 2) Un T muni d'un bouchon doit être laissé en position verticale au sommet de cet événement d'utilité.
- 3) Un événement futur prévu au paragraphe 2 de l'article 5.1.1 doit être raccordé à un événement d'utilité situé ailleurs qu'à l'étage le moins élevé.
- 4) Un événement d'utilité ne doit pas enjambrer une souppape de retenue à moins de s'élever au moins à 3 pieds (914 mm) au-dessus du niveau de la rue.

#### 5.4.6. Protection des événements :

- 1) Un système d'événements ne doit pas servir à d'autres fins qu'à ventiler un système de drainage.
- 2) Le prolongement d'un événement au-dessus d'un toit ne doit pas servir de mât, d'antenne, de support ni d'ancrage.

#### §5.5. Diamètre des événements

**5.5.1. Diamètre minimal :** Le diamètre d'un événement doit être d'au moins 1¼ pouce (32 mm) et ne peut être inférieur à :

- a) la moitié du diamètre du renvoi de la colonne, du branchement ou du drain de bâtiment auquel il est raccordé, sans déroger aux exigences des tableaux 5.5.A et 5.5.B ;

- b) 4 pouces (102 mm) à l'extérieur d'un bâtiment ; ou
- c) 2 pouces (51 mm) s'il ventile un intercepteur d'huile fabriqué ou 3 pouces (76 mm) s'il ventile un intercepteur d'huile construit sur place.

**5.5.2. Transformation du système de drainage :** Un système d'événements doit être conçu en tenant compte des appareils supplémentaires et des transformations probables du système de drainage.

#### 5.5.3. Longueur développée d'un événement :

- 1) La longueur développée d'un événement doit être mesurée entre son raccordement au système de drainage et sa sortie sur le toit ou à l'air extérieur, ou son raccordement à une colonne d'événement ou un événement de colonne.
- 2) Sauf spécification contraire, toutes les mesures doivent être prises au centre de la tuyauterie.

#### 5.5.4. Événement de colonne et colonne d'événement :

- 1) Sans déroger au paragraphe 3 de l'article 4.12.5, le diamètre minimal et la longueur développée maximale d'un événement de colonne ou d'une colonne d'événement, doivent être conformes au tableau 5.5.A, selon le diamètre et la charge hydraulique totale de la colonne de chute ou de renvoi. Ce tableau ne s'applique pas aux événements en boucle ou en circuit ni aux bassins de captation.
- 2) Lorsque plusieurs colonnes d'événement ou événements de colonne se rencontrent, la section commune doit avoir un diamètre minimal conforme au tableau 5.5.A, en tenant compte de la charge hydraulique totale des appareils ventilés par cette section et de la longueur développée de la colonne d'événement ou de l'événement de colonne le plus long qui y est raccordé.
- 3) Pour calculer le diamètre de l'événement de colonne, la longueur développée doit être mesurée à partir de la base de la colonne de chute ou de renvoi.
- 4) Dans une colonne où les appareils sont raccordés individuellement conformément au paragraphe 2 de l'article 5.1.7, l'événement de colonne doit avoir le même diamètre que l'extrémité supérieure de la colonne de chute ou de renvoi.

**5.5.5. Événement en circuit ou en boucle :** Le diamètre minimal et la longueur développée maximale d'un événement en circuit ou en boucle doivent être conformes au tableau 5.5.B, selon le diamètre et la pente du branchement ou du renvoi des appareils ventilés.

**5.5.6. Bassin de captation :**

1) Le diamètre minimal et la longueur développée maximale de l'évent d'un bassin de captation doivent être conformes au tableau 5.5.C, mais jamais inférieurs à 2 pouces (51 mm).

2) Le diamètre de l'évent d'un intercepteur doit être au moins égal à la moitié du diamètre de son renvoi, sans déroger à l'article 5.5.1.

**5.5.7. Événement auxiliaire :**

1) Le diamètre d'un événement auxiliaire, exigé à tous les 5 étages par le paragraphe 1 de l'article 5.2.3 et aux décalages par le paragraphe 2 de l'article 5.2.3, doit être au moins égal au diamètre de l'évent auquel il se raccorde et jamais moindre que 2 pouces (51 mm).

2) Le diamètre d'un événement auxiliaire exigé par le paragraphe 5 de l'article 5.2.3, doit être au moins égal au  $\frac{3}{4}$  du diamètre du tuyau de drainage auquel il est raccordé, mais jamais moindre que 2 pouces (51 mm).

**TABLEAU 5.5.A****DIAMÈTRE ET LONGUEUR DÉVELOPPÉE (ÉVÉNEMENT DE COLONNE ET COLONNE D'ÉVÉNEMENT, ETC.)(\*)**

Diamètre colonne chute ou renvoi	Nombre d'unités raccordées	Longueur développée maximale (pieds)										
		Diamètre des événements (pouces)										
		1¼"	1½"	2"	2½"	3"	4"	5"	6"	8"	10"	12"
1¼	2	30										
1½	8	50	150									
1½	10	30	100									
2	12	30	75	200								
2	20	26	50	150								
2½	42		30	100	300							
3	10		42	150	360	1040						
3	21		32	110	270	810						
3	53		27	94	230	680						
3	84		25	86	210	620						
4	43			35	85	250	980					
4	140			27	65	200	750					
4	320			23	55	170	640					
4	530			21	50	150	580					
5	190				28	82	320	990				
5	490				21	63	250	760				
5	940				18	53	210	670				
5	1 400				16	49	190	590				
6	500					33	130	400	1000			
6	1 100					26	100	310	780			
6	2 000					22	84	260	660			
6	2 900					20	77	240	600			
8	1 800						31	95	240	940		
8	3 400						24	73	190	720		
8	5 600						20	62	160	610		
8	7 600						18	56	140	560		
10	4 000							31	78	310	960	
10	7 200							24	60	240	740	
10	11 000							20	51	200	630	
10	15 000							18	46	180	570	
12	7 300								31	120	380	940
12	13 000								24	94	300	720
12	20 000								20	79	250	610
12	26 000								18	72	230	500
15	15 000									40	130	310
15	25 000									31	96	240
15	38 000									26	81	200
15	50 000									24	74	180

(\*) Ce tableau ne s'applique pas aux événements en circuit ou en boucle, ni aux événements des bassins de captation.

**TABLEAU 5.5.B****DIAMÈTRE MINIMAL ET LONGUEUR DÉVELOPPÉE DES ÉVÉNEMENTS EN CIRCUIT ET EN BOUCLE**

Branchement horizontal		Longueur développée maximale (pieds)									
diamètre en pouces	pente en pouce par pied	Diamètre des événements (pouces)									
		1 1/4"	1 1/2"	2"	2 1/2"	3"	4"	5"	6"	8"	10"
1 1/4	1/4	S.L.(1)									
	1/2	S.L.									
1 1/2	1/4	S.L.	S.L.								
	1/2	S.L.	S.L.								
2	1/4	290	S.L.	S.L.							
	1/2	150	380	S.L.							
2 1/2	1/4	96	240	S.L.	S.L.						
	1/2	49	130	S.L.	S.L.						
3	1/4		97	420	S.L.	S.L.					
	1/2		50	220	S.L.	S.L.					
4	1/8			190	S.L.	S.L.	S.L.				
	1/4			98	310	S.L.	S.L.				
	1/2			48	160	410	S.L.				
5	1/8				190	490	S.L.	S.L.			
	1/4				97	250	S.L.	S.L.			
	1/2				46	130	S.L.	S.L.			
6	1/8					190	S.L.	S.L.	S.L.		
	1/4					96	440	S.L.	S.L.		
	1/2					44	220	S.L.	S.L.		
8	1/8						190	S.L.	S.L.	S.L.	
	1/4						91	310	S.L.	S.L.	
	1/2						38	150	410	S.L.	
10	1/8							190	500	S.L.	S.L.
	1/4							85	240	S.L.	S.L.
	1/2							32	110	S.L.	S.L.
12	1/8								180	S.L.	S.L.
	1/4								79	420	S.L.
	1/2								26	200	S.L.

(1) S.L. signifie sans limite

**TABEAU 5.5.C**

**CAPACITÉ D'UN ÉVENT DE BASSIN DE CAPTATION**

Débit de la pompe (g.p.m.)		Longueur développée maximale (pieds) diamètre (po.)				Débit de la pompe (g.p.m.)		Longueur développée maximale (pieds) diamètre (po.)			
U.S.	CAN.	2"	2 1/2"	3"	4"	U.S.	CAN.	2"	2 1/2"	3"	4"
10	8	S.L.	S.L.	S.L.	S.L.	150	120	44	110	370	S.L.
20	16	S.L.	S.L.	S.L.	S.L.	200	160	20	60	210	S.L.
40	32	S.L.	S.L.	S.L.	S.L.	250	200	10	36	132	S.L.
60	48	270	S.L.	S.L.	S.L.	300	240	10 <sup>a</sup>	22	88	380
80	64	150	380	S.L.	S.L.	400	320	N.A.	10 <sup>a</sup>	44	210
100	80	97	250	S.L.	S.L.	500	400	N.A.	N.A.	24	130

S.L. — Sans limite

N.A. — Non applicable

<sup>a</sup> Pour une longueur moindre que dix pieds (10')



## SECTION VI RÉSEAU DE DISTRIBUTION D'EAU

### §6.1. Disposition de la tuyauterie

#### 6.1.1. Robinetterie :

- 1) Tout réseau de distribution d'eau doit être conçu, installé et utilisé de façon à éviter tout gaspillage d'eau.
- 2) Lorsque l'alimentation en eau chaude et en eau froide d'un appareil est séparée, les robinets d'eau chaude et d'eau froide doivent être placés respectivement à gauche et à droite de l'appareil.
- 3) Le raccordement des tuyaux d'alimentation d'eau chaude et d'eau froide aux appareils et aux dispositifs doit être fait de façon à empêcher l'eau de circuler d'un tuyau à l'autre.

#### 6.1.2. Pente :

- 1) La tuyauterie d'un réseau de distribution d'eau doit avoir une pente qui lui permette de s'égoutter.
- 2) L'égouttement de la tuyauterie doit être assuré par des soupapes de purge placées aux points bas.

#### 6.1.3. Tuyau de service d'eau :

- 1) Une soupape d'arrêt et une soupape de purge doivent être installées sur tout tuyau de service d'eau à son entrée dans le bâtiment, le plus près possible du mur de fondation, sans perdre de vue la possibilité de gel. La soupape de purge doit permettre l'égouttement de la partie du réseau de distribution d'eau située à l'intérieur du bâtiment.
- 2) Une soupape d'arrêt et de purge combinée peut remplacer, au même endroit, les soupapes exigées au paragraphe 1, si le diamètre du tuyau de service d'eau est de 1 pouce (25 mm) ou moins.
- 3) Lorsqu'un bâtiment est alimenté par 2 tuyaux de service d'eau séparés et à des pressions différentes, aucun raccordement n'est permis entre ces 2 services.

#### 6.1.4. Tuyau montant :

- 1) Une soupape d'arrêt et de purge doivent être installées au bas de tout tuyau montant s'élevant à une hauteur de plus de 2 étages.
- 2) Dans un réseau avec réservoir d'alimentation, les soupapes d'arrêt doivent être installées au sommet des tuyaux montants.

**6.1.5. Cabinet d'aisances :** Une soupape d'arrêt doit être installée sur le tuyau d'alimentation de tout cabinet d'aisances sauf dans une maison unifamiliale.

**6.1.6. Logement :** Une soupape d'arrêt doit être installée sur le réseau de distribution d'eau à l'entrée de chaque logement, ou unité d'hôtel ou de motel, de façon à ne pas interrompre l'alimentation des autres logements ou unités d'un bâtiment lorsque ce tuyau doit être fermé.

#### 6.1.7. Autres occupations :

- 1) Une soupape d'arrêt doit être installée sur le tuyau d'alimentation d'un appareil ou d'un dispositif situé ailleurs que dans un logement, une unité d'hôtel ou de motel.
- 2) Une seule soupape peut cependant contrôler l'alimentation d'un groupe d'appareils situés dans une même pièce, à l'exception des cabinets d'aisances sous réserve de l'article 6.1.5.

**6.1.8. Réservoir d'emménagement d'eau :** Tout tuyau alimenté par un réservoir d'emménagement d'eau doit être contrôlé par une soupape d'arrêt installée près du réservoir.

#### 6.1.9. Réservoir d'eau chaude sous pression :

- 1) Tout tuyau d'alimentation d'un réservoir d'eau chaude sous pression doit être muni d'une soupape d'arrêt.
- 2) Tout réservoir d'eau chaude sous pression doit être muni à sa base d'une soupape de vidange.

#### 6.1.10. Robinet extérieur :

- 1) Un robinet extérieur doit être protégé contre le gel.
- 2) L'alimentation d'un robinet extérieur autre qu'un robinet extérieur antigel doit être contrôlée par une soupape d'arrêt et de purge combinée, située à l'intérieur du bâtiment et le plus près possible du mur de fondation.

#### 6.1.11. Soupape d'échappement :

- 1) Une soupape d'échappement de pression approuvée et conforme à l'article 2.9.4 doit être installée sur tout réservoir d'eau chaude non régi par la Loi sur les appareils sous pression et d'autres dispositions législatives (L.Q., 1979, c. 75 ; après refonte : Loi sur les appareils sous pression, L.R.Q., c. A-20.01) ; cette soupape doit avoir une capacité d'échappement égale ou supérieure à la puissance calorifique théorique du réservoir.
- 2) Un réservoir d'eau chaude non régi par la Loi sur les appareils sous pression doit aussi être muni :
  - a) d'une soupape d'échappement de température approuvée, avec détecteur situé à moins de 6 pouces (152 mm) du sommet du réservoir pour empêcher la température maximale de l'eau de dépasser 210° F (99°C) ; ou

- b) d'un dispositif :
  - i. conçu pour couper l'alimentation de la source énergétique ;
  - ii. indépendant du contrôle thermostatique de la température de l'eau dans le réservoir ; et
  - iii. situé dans la partie supérieure du réservoir à moins de 6 pouces (152 mm) du sommet, ou à un autre endroit approuvé, pour empêcher la température maximale de l'eau de dépasser 210°F (99°C).

3) Un réservoir muni d'un dispositif prescrit par le sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 doit porter une inscription à cet effet, visible en tout temps.

4) Une soupape d'échappement combinée pour la pression et la température peut être utilisée, si elle remplit les exigences des paragraphes 1 et 2.

5) Une soupape d'échappement installée sur un réservoir d'eau chaude à usage domestique doit avoir un tuyau de sortie qui doit :

- a) avoir un diamètre au moins égal à celui de la sortie de la soupape ;
- b) se terminer de la façon prescrite au sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de l'article 4.4.1 ; et
- c) être en métal ou en tout autre matériau permis par le présent code.

6) Aucune soupape d'arrêt ou autre obstruction ne doit être installée entre le réservoir et les soupapes d'échappement.

**6.1.12. Accessibilité :** Toute soupape et tout chauffe-eau ou réservoir d'eau chaude doivent être accessibles.

**6.1.13. Chambre d'air — Dispositif de coussin d'air :**

1) On doit installer des chambres d'air, coussins d'air ou autres dispositifs équivalents approuvés au sommet de chaque tuyau montant.

2) Sauf pour un cabinet d'aisances muni d'un réservoir de chasse, une chambre d'air doit être installée au sommet d'un tuyau d'alimentation vertical. Cette chambre d'air doit avoir le même diamètre que le tuyau d'alimentation et se prolonger d'au moins 12 pouces (305 mm) au-dessus du bord de l'appareil ainsi alimenté. Cette longueur peut être réduite à 6 pouces (152 mm) à condition que le diamètre de la chambre d'air soit augmenté de 2 diamètres.

L'ouverture supérieure de la chambre d'air doit être fermée par un bouchon femelle approprié.

3) Lorsque l'alimentation est contrôlée par des soupapes à fermeture rapide, la chambre d'air doit être augmentée de 2 diamètres et son volume d'air doit être maintenu par :

a) une soupape de purge et un orifice d'admission d'air ; ou

b) un autre dispositif approprié ;

qui doivent être accessibles.

4) Une chambre d'air peut être remplacée par un dispositif mécanique de coussin d'air approuvé et installé selon les recommandations du fabricant.

**§6.2. Danger de contamination de l'eau**

**6.2.1. Raccordement croisé :**

1) Un réseau de distribution d'eau doit être protégé contre tout danger de contamination par siphonnement ou refoulement.

2) Aucun raccordement croisé ne doit être effectué dans un réseau de distribution d'eau.

3) L'eau déjà utilisée comme agent réfrigérant ou autrement ne doit pas être renvoyée au réseau de distribution d'eau.

4) Un tuyau d'alimentation d'eau autre que celui d'un réservoir de chasse ne doit pas baigner dans les eaux usées du réservoir ou de l'appareil alimenté.

**6.2.2. Nettoyage :**

1) Un réseau de distribution d'eau doit être nettoyé avant sa mise en service.

2) Le réseau doit être nettoyé par l'écoulement normal de l'eau potable jusqu'à ce qu'elle soit propre à toutes les sorties du réseau.

3) Lorsqu'un règlement municipal le prévoit, un réseau de distribution d'eau peut être désinfecté par une solution chlorée d'une concentration d'au moins 50 parties de chlore par million de parties d'eau, ou toute autre concentration prévue par le règlement municipal.

4) Après 24 heures de séjour dans la tuyauterie, la solution doit être chassée par l'écoulement normal de l'eau potable.

5) Le temps de désinfection peut être diminué à 3 heures si la concentration de la solution chlorée est de 200 parties de chlore par million de parties d'eau.

La concentration maximale d'une solution chlorée doit être, d'au plus 200 p.p.m., et la période de désinfection doit être supérieure à 3 heures.

6) La désinfection du réseau de distribution d'eau doit être répétée jusqu'à ce qu'une analyse ne décèle plus aucune trace de contamination.

### **6.2.3. Espace d'air et dispositifs de protection :**

1) Un réseau de distribution d'eau doit être protégé, à chacune de ses sorties ou raccordements, contre les dangers de contamination par refoulement et siphonnement, au moyen d'un espace d'air ou à défaut, d'un brise-vidé, d'un dispositif anti-refoulement ou au moyen de toute autre méthode ou dispositif conforme aux exigences de cette sous-section et du tableau 6.2.A.

2) Pour un risque de contamination non spécifié au tableau 6.2.A, la protection du réseau doit être établie en tenant compte de celle demandée au tableau 6.2.A pour un danger similaire.

3) L'espace d'air ou le niveau critique du brise-vidé doit être au-dessus du bord de l'appareil ou de son trop-plein ou du niveau le plus élevé que l'eau peut atteindre.

4) Lorsqu'un réservoir avec trop-plein est alimenté à pleine capacité et que ses sorties sont fermées, le niveau de l'eau ne doit pas monter au-dessus du trop-plein de plus :

- a) de la moitié de l'espace d'air exigé ; ou
- b) du diamètre du tuyau d'alimentation protégé par un brise-vidé.

**6.2.4. Brise-vidé de boyau d'arrosage :** Un robinet permettant le raccordement d'un boyau d'arrosage doit être protégé en permanence par un brise-vidé de boyau d'arrosage à moins d'être déjà protégé par un autre dispositif anti-refoulement ou brise-vidé approuvé.

### **6.2.5. Brise-vidé à pression atmosphérique :**

1) Un brise-vidé à pression atmosphérique doit être installé en aval d'un robinet, d'une soupape d'arrêt ou d'une soupape de contrôle de façon à ce qu'il ne subisse la pression d'eau que lorsque le robinet ou la soupape est ouvert.

2) Ce brise-vidé doit être installé sur un tuyau d'alimentation de façon telle que son niveau critique soit à une distance d'au moins 4 fois le diamètre du tuyau d'alimentation mais pas moins de 6 pouces (152 mm) au-dessus du bord de l'appareil protégé sauf les exceptions où la distance minimale doit être de :

- a) 1 pouce (25 mm) au-dessus du trop-plein d'un réservoir de chasse ;
- b) 12 pouces (300 mm) au-dessus du gicleur le plus élevé d'un système d'arrosage de pelouse.

3) Lorsque le niveau critique d'un brise-vidé à pression atmosphérique n'est pas indiqué, sa partie la plus basse doit être considérée comme son niveau critique.

4) Ce brise-vidé doit être utilisé à un endroit où il ne peut être soumis à des pressions de refoulement.

### **6.2.6. Brise-vidé sous pression :**

1) Lorsqu'un brise-vidé est soumis à une pression continue, un brise-vidé sous pression doit être utilisé.

2) Ce brise-vidé doit être installé à au moins 12 pouces (300 mm) au-dessus du bord de l'appareil.

3) Ce brise-vidé ne doit pas être utilisé pour protéger l'alimentation d'un appareil susceptible de provoquer des pressions de refoulement.

**6.2.7. Dispositif anti-refoulement avec décompresseur atmosphérique intermédiaire :** Lorsqu'un tuyau d'alimentation d'eau peut être soumis à une pression de refoulement supérieure à la pression atmosphérique, il doit être protégé par un dispositif anti-refoulement avec décompresseur atmosphérique intermédiaire.

### **6.2.8. Dispositif anti-refoulement à double clapet ou à pression réduite :**

1) Un dispositif anti-refoulement à pression réduite ou à double clapet doit être utilisé tel que spécifié au tableau 6.2.A pour protéger un réseau ou une partie de réseau de distribution d'eau contre le refoulement d'un système, appareil ou équipement dont la pression de refoulement est susceptible d'être plus élevée que la pression d'alimentation.

2) L'installation d'un dispositif anti-refoulement à pression réduite ou à double clapet sur un tuyau d'alimentation d'eau potable ne dispense pas de l'obligation d'installer des brise-vidé, des dispositifs anti-refoulement ou des espaces d'air à tout autre endroit requis par le code.

### **6.2.9. Colonne barométrique :**

1) Aucun raccordement ne doit être fait dans une colonne barométrique.

2) Une colonne barométrique doit être considérée comme une canalisation d'eau non potable.

3) Une colonne barométrique ne doit pas être utilisée à un endroit où elle peut être soumise à une pression de refoulement supérieure à la pression atmosphérique.

### 6.2.10. Canalisation d'incendie :

1) Un réseau de distribution d'eau doit être protégé au point de raccordement d'une canalisation d'incendie par un assemblage de soupapes de retenue intercalées entre 2 soupapes d'arrêt à moins que la canalisation d'incendie soit contrôlée par une soupape à l'air d'un type approuvé ou par une soupape d'alarme de retenue munie d'une pompe de surpression.

2) Aucun raccordement pour usage domestique ne doit être effectué sur une canalisation d'incendie.

**6.2.11. Emplacement des brise-vide et dispositifs anti-refoulement :** Un brise-vide ou dispositif anti-refoulement doit être accessible et situé dans un endroit qui lui permette de fonctionner normalement. Il doit être gardé constamment en bon état de fonctionnement.

**6.2.12. Tuyauterie de dérivation :** Aucune tuyauterie de dérivation ou autre dispositif qui peut réduire l'efficacité d'un brise-vide ou d'un dispositif anti-refoulement ne doit être installé dans un réseau de distribution d'eau.

**TABLEAU 6.2.A**  
**PROTECTION DE L'EAU POTABLE**

	Brise-vide			Dispositif anti-refoulement			espace d'air	remarques
	de boyau d'arrosage	à pression atmosphérique	sous pression	avec décompresseur atmosphérique intermédiaire	à double clapet	à pression réduite		
Alimentation ou raccordement à un, une ou des	1	2	3	4	5	6	7	8
Abattoir						x	x	
Abreuvoir (pour animaux)			x	x	x	x	x	
Appareil — de préparation, de lavage, de chauffage, de cuisson d'aliments ou de boisson		x	x	x	x	x	x	
— clinique, hydrothérapeutique, thérapeutique, radiologique			x	x	x	x	x	

Colonne	1	2	3	4	5	6	7	8
Applicateur de shampooing, de savon, de détergent			x	x	x	x	x	
Aquarium		x	x	x	x	x	x	
Aspirateur			x	x	x	x	x	
Autoclave				x	x	x	x	
Bassines (nettoyage de)		x	x	x	x	x	x	
Bassin — avec prise submergée		x	x	x	x	x	x	
— de placage					x	x	x	
Bidet		x	x	x	x	x	x	
Boyau d'arrosage	x							
Buanderie commerciale					x	x	x	
Canalisation d'incendie								Voir 6.2.10
Centre hospitalier						x	x	

Colonne	1	2	3	4	5	6	7	8
Chambre noire pour développement photographique			x	x	x	x	x	Voir 6.2.9
Chaudière				x	x	x	x	
Condenseur d'échappement				x	x	x	x	
Crachoir de dentiste — à écoulement contrôlé			x	x	x	x	x	
— à écoulement non contrôlé		x	x	x	x	x	x	
Développement photographique			x	x	x	x	x	Voir 6.2.9
Distributrice automatique			x	x	x	x	x	
Échangeur de chaleur					x	x	x	
Évier de laboratoire		x	x	x	x	x	x	
Laboratoire			x	x	x	x	x	Voir 6.2.9
Lavabo de coiffeur			x	x	x	x	x	
Lave-autos				x	x	x	x	

Colonne	1	2	3	4	5	6	7	8
Machine à laver le linge automatique		x	x	x	x	x	x	
Machine à laver la vaisselle		x	x	x	x	x	x	
Maison mobile (prise d'eau de)	x			x	x	x	x	
Marmite					x	x	x	
Parc de maisons mobiles				x	x	x	x	
Piscine — alimentée par boyau d'arrosage	x							
— alimentée par réservoir d'appoint			x	x	x	x	x	
— raccordée directement					x	x	x	
Poubelle (nettoyage de)			x	x	x	x	x	
Prise d'eau	x	x	x	x	x	x	x	
Raffinerie d'huile						x	x	

Colonne	1	2	3	4	5	6	7	8
Renvoi de plancher à chasse d'eau		x	x	x	x	x	x	
Réseau d'eau non potable (raccordement à un)							x	
Réservoir — à pression atmosphérique		x	x	x	x	x	x	
— sous pression				x	x	x	x	
Réservoir de chasse		x	x	x	x	x	x	
Serpentin de chauffage ou de refroidissement		x	x	x	x	x	x	
Soupape de chasse automatique		x	x	x	x	x	x	
Source privée d'eau potable							x	
Stérilisateur — d'ébullition							x	
— sous pression			x	x	x	x	x	



Colonne	1	2	3	4	5	6	7	8
Substance mortelle (danger de contamination provenant d'une)							x	
Système d'arrosage — à écoulement contrôlé			x	x	x	x	x	
— à écoulement non contrôlé		x	x	x	x	x	x	
— avec produits chimiques							x	
Système de chauffage ou de refroidissement				x	x	x	x	
Système sous-vide			x	x	x	x	x	
Table d'autopsie, d'embaumement			x	x	x	x	x	
Teinturerie				x	x	x	x	
Tuyauterie de drainage							x	
Usine — de fertilisants						x	x	

Colonne	1	2	3	4	5	6	7	8
— d'emballage des viandes						x	x	
— de placage						x	x	
— de produits chimiques						x	x	
— d'épuration d'eaux usées							x	

Les dispositifs de protection recommandés sont marqués d'un « x » et le degré de protection croît de gauche à droite. Le choix du dispositif doit être fait en fonction des conditions d'utilisation et selon les recommandations du manufacturier.

### §6.3. Réservoir d'alimentation

**6.3.1. Support :** Un réservoir d'alimentation doit être supporté indépendamment de la tuyauterie qui s'y raccorde.

**6.3.2. Protection d'un réservoir d'alimentation non sous pression :** Un réservoir d'alimentation qui n'est pas sous pression doit être muni :

a) d'un couvercle empêchant l'introduction de matières étrangères ;

b) d'un trop-plein de diamètre conforme au tableau 6.3.A, raccordé conformément à l'article 4.2.2 pour un réservoir d'emménagement, et protégé par un grillage approprié résistant à la corrosion ; et

c) d'un tuyau de vidange raccordé au point le plus bas du réservoir, contrôlé par une soupape d'arrêt et d'un diamètre conforme au tableau 6.3.B.

**6.3.3. Tuyau d'alimentation d'un réservoir non sous pression :** L'alimentation d'un réservoir non sous pression doit être :

a) contrôlée par une soupape à flotte ou autre dispositif d'alimentation automatique approuvé, installé de façon à empêcher l'eau de déborder ; et

b) protégée par un espace d'air ou, à défaut, par un brise-vide conformément au paragraphe 3 de l'article 6.2.3 et à l'article 6.2.5 suivant le cas.

### 6.3.4. Réservoir d'eau sous pression :

1) L'alimentation d'un réservoir d'eau sous pression doit être protégée contre le siphonnement ou le refoulement du contenu au moyen d'un dispositif anti-refoulement conformément à la sous-section 6.2.

2) Dans le cas d'un réservoir d'eau sous pression (chauffe-eau), ce réservoir doit être protégé contre le siphonnement de son contenu au moyen d'une soupape prévenant le siphonnement.

**TABLEAU 6.3.A**  
**TROP-PLEIN D'UN RÉSERVOIR**  
**D'ALIMENTATION**

Capacité maximale du tuyau d'alimentation du réservoir (gallons par minute)		Diamètre intérieur minimal du trop-plein (pouces)
Canadiens	Américains	
0 - 40	0 - 50	2
41 - 80	51 - 100	2½
81 - 165	101 - 200	3
166 - 335	201 - 400	4
336 - 585	401 - 700	5
586 - 835	701 - 1 000	6
836 et plus	1 001 et plus	8

**TABLEAU 6.3.B**  
**TUYAU DE VIDANGE D'UN RÉSERVOIR**  
**D'ALIMENTATION**

Capacité du réservoir (gallons)		Diamètre minimal du tuyau de vidange (pouces)
Canadiens	Américains	
0 - 625	0 - 750	1
626 - 1 250	751 - 1 500	1½
1 251 - 2 500	1 501 - 3 000	2
2 501 - 4 165	3 001 - 5 000	2½
4 166 - 6 250	5 001 - 7 500	3
6 251 et plus	7 501 et plus	4

#### §6.4. Diamètre et capacité d'un réseau de distribution d'eau

##### 6.4.1. Tuyau d'alimentation d'un appareil :

1) Le diamètre du tuyau d'alimentation d'eau d'un appareil doit être conforme au tableau 6.4.A.

2) Le tuyau d'alimentation d'un appareil ne doit pas avoir moins de  $\frac{1}{4}$  de pouce (6,3 mm), de diamètre. Un tuyau d'alimentation de  $\frac{1}{4}$  de pouce (6,3 mm) de diamètre, ne doit pas avoir plus de 30 pouces (762 mm) de longueur.

3) Un tuyau d'alimentation ne doit pas être plié, ni autrement déformé, au point d'en diminuer son diamètre original.

##### 6.4.2. Capacité et pression d'un réseau de distribution d'eau :

1) La capacité d'un réseau de distribution d'eau doit être suffisante pour assurer à chaque appareil la pression résiduelle positive exigée au tableau 6.4.A.

Deux méthodes de calcul de cette capacité, selon la longueur développée et la consommation maximale du réseau, sont définies à l'annexe A.

2) La capacité d'un tuyau de service d'eau doit être suffisante pour répondre à la consommation maximale, et son diamètre ne doit jamais être inférieur à  $\frac{3}{4}$  de pouce (19 mm). La soupape d'arrêt exigée au paragraphe 1 de l'article 6.1.3 doit avoir le même diamètre que le tuyau de service d'eau.

3) L'alimentation d'un appareil doit être de capacité suffisante pour lui assurer une chasse d'eau convenable et le maintenir dans un état sanitaire normal.

4) La pression à l'entrée d'un service d'eau ne doit jamais dépasser 75 livres au pouce carré. Dans le cas contraire, une soupape de réduction de pression approuvée, avec manomètre, doit être installée à l'entrée du service d'eau et ajustée pour maintenir la pression à 75 livres au pouce carré maximum sans diminuer la pression d'eau à moins de 15 livres au pouce carré à l'appareil le plus élevé.

5) Lorsque la pression d'eau est insuffisante pour assurer aux appareils la pression nécessaire à leur bon fonctionnement, conformément au tableau 6.4.A et répondre à la consommation maximale, le manque de pression doit être compensé par l'installation d'un réservoir d'alimentation ou d'un système de pompes.

6) Dans un réseau alimenté par un système de pompes, une soupape de contrôle à basse pression, doit être installée sur la tuyauterie d'aspiration de la pompe, pour prévenir une pression négative excessive.

7) La pression d'eau à l'entrée utilisée dans le calcul du diamètre d'un réseau de distribution d'eau doit être la pression moyenne, à la borne-fontaine la plus rapprochée. Lorsque la pression d'eau varie, le réseau doit être calculé à partir de la pression minimale.

##### 6.4.3. Consommation maximale :

1) La consommation maximale d'un réseau de distribution d'eau doit être exprimée en unités d'alimentation d'après le genre et le nombre d'appareils installés, en se servant du tableau 6.4.A.

Elle peut aussi être évaluée, en certains cas, en gallons par jour (g.p.j.), d'après le genre et le nombre d'occupants du bâtiment, en se servant du tableau A.1 de l'annexe A.

2) La conversion des unités d'alimentation en gallons par minute et *vice versa*, peut être faite en se servant du tableau A.2 de l'annexe A.

3) La consommation maximale d'un réseau de distribution d'eau doit tenir compte de la consommation des systèmes de chauffage, de canalisation d'incendie, de climatisation et de réfrigération qui y sont raccordés.

##### 6.4.4. Perte de charge :

1) La perte de charge en livres par pouce carré, due à la dénivellation en pieds entre l'appareil le plus élevé et le réseau (aqueduc), est obtenu en multipliant cette hauteur exprimée en pieds par 0,434.

2) La perte de charge dans la tuyauterie peut être évaluée en utilisant les tableaux A.3, A.4, A.5, A.6 et A.7 de l'annexe A.

##### 6.4.5. Eau chaude :

1) Tout appareil dont la fonction l'exige doit être alimenté en eau chaude. Les appareils marqués d'un astérisque, dans le tableau 6.4.A doivent être alimentés en eau chaude et en eau froide.

2) Le diamètre des tuyaux de distribution d'eau chaude peut être calculé de la même façon que pour la distribution d'eau froide, par une des méthodes de l'annexe A.

3) La consommation des appareils alimentés en eau chaude, doit être évaluée par le tableau 6.4.A, en prenant les  $\frac{3}{4}$  de la consommation totale d'alimentation.

4) La longueur développée utilisée dans le calcul de la capacité d'une tuyauterie d'eau chaude doit être mesurée à partir de la soupape d'arrêt à l'entrée du bâtiment jusqu'à l'appareil le plus élevé.

5) Une circulation doit être assurée dans les tuyaux montants d'un réseau de distribution d'eau chaude d'un bâtiment de 4 étages ou plus, ou d'une longueur développée de plus de 100 pieds (30,5 m).

**TABEAU 6.4.A**

**TUYAU D'ALIMENTATION D'EAU DES APPAREILS**

Appareils (1)	Soupapes d'alimentation	Diamètre minimal (2)	Pression minimale	Débit au robinet		Demande totale en unités d'alimentation (3)	
				Américains	Canadiens	Privé	Public
Baignoire*	Robinets	½"	8 p.s.i.	4 g.p.m.	3½ g.p.m.	2	4
Cabinet d'aisances	Réservoir de chasse	¾"	8 p.s.i.	3 g.p.m.	2½ g.p.m.	3	5
Cabinet d'aisances	Soupape de chasse automatique	1"	15 p.s.i.	15 à 35 g.p.m.	12½ à 29 g.p.m.	6	10
Cuve de lavage*	Robinets	½"	8 p.s.i.	4 g.p.m.	3½ g.p.m.	3	—
Douche (1 tête)*	Soupape combinée	½"	8 p.s.i.	4 g.p.m.	3½ g.p.m.	2	4
Évier de cuisine domestique*	Robinets	½"	8 p.s.i.	3 g.p.m.	2½ g.p.m.	2	—
Évier de cuisine commercial*	Robinets	¾"	8 p.s.i.	3 g.p.m.	2½ g.p.m.	—	4
Évier de service*	Robinets	½"	8 p.s.i.	3 g.p.m.	2½ g.p.m.	—	3
Évier de service*	Soupape de chasse automatique	¾"	15 p.s.i.	15 g.p.m.	12½ g.p.m.	—	5
Fontaine	Robinet à fermeture automatique	¾"	15 p.s.i.	¾ g.p.m.	¾ g.p.m.	—	1
Lavabo*	Robinets	¾"	8 p.s.i.	2 g.p.m.	1¾ g.p.m.	1	2
Lavabo*	Robinet à fermeture automatique	¾"	8 p.s.i.	2½ g.p.m.	2 g.p.m.	—	2
Lave-vaisselle*		½"	15 p.s.i.	3 g.p.m.	2½ g.p.m.	3	—
Lessiveuse* (machine à laver)		½"	15 p.s.i.	3 g.p.m.	2½ g.p.m.	3	—
Prise d'eau extérieure (tuyau de 50 pieds)	Robinets	½"	15 p.s.i.	5 g.p.m.	4 g.p.m.		
Salle de bain*	W.C. avec réservoir de chasse					6	—
Salle de bain*	W.C. avec soupape automatique					8	—
Urinoir	Réservoir de chasse	½"	8 p.s.i.	3 g.p.m.	2½ g.p.m.	—	3
Urinoir	Soupape de chasse automatique	¾"	15 p.s.i.	15 g.p.m.	12½ g.p.m.	—	5
APPAREILS non spécifiés dans ce tableau, et dont le diamètre d'alimentation est:		¾"				1	2
		½"				2	4
		¾"				3	6
		1"				6	10

1) Les appareils marqués d'un astérisque doivent être alimentés en eau chaude et en eau froide.

2) Le diamètre minimal de l'alimentation en eau chaude ou en eau froide est le même.

3) La demande d'alimentation séparée en eau froide et en eau chaude peut être obtenue en prenant les ¾ de la demande totale d'alimentation.

4) La pression dans une canalisation d'incendie doit répondre aux exigences établies par le *National Fire Protection Association*.

## SECTION VII EAU NON POTABLE

### §7.1. Identification

#### 7.1.1. Marques d'identification :

1) La tuyauterie de distribution de l'eau provenant d'une source autre que le réseau municipal (aqueduc) doit être désignée conformément à l'article 2.1.4.

2) Les marques d'identification doivent être permanentes, distinctes et facilement lisibles, et la peinture doit être maintenue constamment en bon état, de façon à conserver sa coloration bien en évidence.

### §7.2. Disposition de la tuyauterie

**7.2.1. Emplacement de la tuyauterie :** Une canalisation d'eau non potable ne doit pas être située :

- a) dans un endroit où l'on prépare, manipule, ou entrepose de la nourriture ;
- b) au-dessus d'une table ou d'un appareil où l'on manipule de la nourriture ; ou
- c) au-dessus d'un réservoir d'alimentation ou d'emmagasinement d'eau potable.

**7.2.2. Emplacement des sorties :** La position des sorties d'une canalisation d'eau non potable ne doit pas leur permettre de se déverser :

- a) dans un appareil qui peut aussi recevoir un déversement d'eau potable ; ou
- b) dans un appareil servant à la préparation, la manipulation et la distribution de nourriture, de breuvages, ou autres produits de consommation humaine.

**7.2.3. Accessibilité de la tuyauterie :** Un réseau d'eau non potable doit être installé de façon telle que toutes ses parties soient constamment visibles.

L'inspecteur peut demander que des épreuves soient faites en vue de s'assurer que de l'eau non potable ne circule pas dans le réseau de distribution d'eau potable.

## SECTION VIII SYSTÈME DE PLOMBERIE D'UN CENTRE HOSPITALIER

### §8.1. Appareils

**8.1.1. Nettoyage et désinfection des bassines :** Les éviers de clinique à chasse d'eau, les appareils de nettoyage de bassines et autres appareils semblables doivent être aménagés de façon à ce que les bassines puissent être débarrassées de leur contenu, nettoyées et désinfectées dans une pièce de service réservée exclusivement à cet effet.

#### 8.1.2. Évier de clinique et évier de service :

1) Un évier de clinique à chasse d'eau ne doit pas servir d'évier de service pour l'entretien des planchers et autres travaux semblables.

2) Un évier de service ne doit pas servir d'évier de clinique pour l'évacuation de matières fécales et autres déchets humains.

**8.1.3. Machine à glace :** Aucune machine à glace, ni aucun appareil, ni dispositif de manutention ou d'entreposage de la glace ne doit se trouver dans la pièce de service réservée au nettoyage et à la désinfection des bassines.

#### 8.1.4. Stérilisateur :

1) Il est interdit de nettoyer l'intérieur d'un stérilisateur, d'un distillateur ou d'un appareil semblable sans dissocier ses raccordements du système de drainage et du réseau de distribution d'eau.

2) Les stérilisateurs à pression doivent porter une inscription lisible et permanente de leurs spécifications.

3) La tuyauterie, les dispositifs et les commandes d'un stérilisateur doivent être accessibles en tout temps, pour inspection et entretien.

4) L'alimentation en vapeur d'un stérilisateur doit être munie d'un renvoi de condensation pour empêcher une humidité excessive dans l'appareil. Le renvoi doit s'égoutter par gravité et indirectement dans le système de drainage.

5) La sortie d'échappement d'un stérilisateur doit s'égoutter par gravité et ne doit pas être raccordée à un système sous pression ou sous vide. Cette sortie ne doit pas être raccordée au système de drainage, au-dessus de l'appareil.

6) Un stérilisateur sous pression doit être muni d'un condenseur, serpentín ou autre dispositif refroidisseur. Un stérilisateur à pression normale doit être muni d'un dispositif de contrôle automatique de la vapeur, pour la conserver à l'intérieur de l'appareil. La chambre de vapeur doit être munie d'une soupape d'échappement avec un tuyau se terminant à l'atmosphère sans causer nuisance et conformément aux exigences de l'article 5.4.4.

7) L'appareil de combustion d'un stérilisateur doit être conforme au Code des installations pour les appareils et équipements fonctionnant au gaz naturel tel qu'accepté et rendu obligatoire par le Règlement sur le gaz et la sécurité publique (c. D-10, r.4).

**8.1.5. Protection :**

1) Les soupapes de contrôle, sorties de vide ou autres dispositifs ne doivent pas nuire ou faire obstacle au transport des patients dans une salle d'opération, d'urgence, d'examen, un corridor ou tout autre endroit où un patient peut être véhiculé ou transporté.

2) Lorsqu'un tel dispositif doit inévitablement être installé à faible hauteur, toutes les mesures de sécurité doivent être prises pour protéger les patients et le personnel.

3) Dans les centres hospitaliers psychiatriques, la tuyauterie, les dispositifs, les raccords et les appareils de plomberie ne doivent pas représenter de danger pour les patients. Dans ce genre d'institutions, les tuyaux et les siphons ne doivent pas être exposés et les appareils doivent être solidement fixés au mur.

**§8.2. Drainage**

**8.2.1. Renvoi de machine à glace :** Le renvoi d'une glacière ou d'une machine à glace doit être raccordé indirectement au système de drainage et doit être indépendant de tout autre renvoi. Le renvoi indirect doit avoir un espace d'air, conformément à l'article 4.4.3.

**8.2.2. Évier de clinique et appareil de nettoyage de bassins :** Un évier de clinique et un appareil de nettoyage de bassins doivent être raccordés à un tuyau de chute et être ventilés selon les exigences applicables aux cabinets d'aisances, sauf qu'une ventilation locale supplémentaire est obligatoire pour un appareil de nettoyage de bassins.

**8.2.3. Renvoi de stérilisateur :**

1) Un stérilisateur doit avoir un renvoi indirect, individuel et indépendant, et l'espace d'air doit être d'au moins le double du diamètre de ce renvoi. Le bord du réceptacle et de l'entonnoir du renvoi indirect doit être au moins 2 pouces (51 mm) plus bas que la tuyauterie du stérilisateur. Sauf l'exception permise aux paragraphes 3 et 5, un siphon en P doit être installé immédiatement en-dessous du renvoi indirect du stérilisateur.

2) Le plancher d'une pièce où un stérilisateur est dissimulé ou en retrait, en tout ou en partie, doit être drainé par un renvoi de plancher.

3) Le renvoi de plancher exigé par le paragraphe 2 doit avoir un diamètre d'au moins 3 pouces (76 mm). Le renvoi du stérilisateur doit alors être raccordé directement au-dessous de la garde d'eau du renvoi de plancher et le renvoi indirect avec siphon exigé par le paragraphe 1 peut être omis.

4) Les renvois ne comportant pas plus de 3 stérilisateurs peuvent se déverser dans un même siphon, pourvu que le renvoi et le siphon communs aient un diamètre suffisant. Le siphon doit être situé immédiatement au-dessous du renvoi indirect et la longueur développée de chacun des renvois ne doit pas dépasser 8 pieds (2,5 m). Les changements de direction ne doivent pas être supérieurs à 45°.

5) Un siphon ayant une garde d'eau minimale de 3 pouces (76 mm) doit être installé sur le renvoi d'un stérilisateur de bassins entre le stérilisateur et son renvoi indirect.

6) A moins d'être pourvu d'un condenseur d'échappement, le renvoi d'un stérilisateur sous pression doit être raccordé au tuyau de purge de l'échappement avant de se terminer au renvoi indirect. Un purgeur de vapeur peut être utilisé à condition qu'il soit conçu et installé de façon à empêcher l'humidité de retourner dans le stérilisateur. Le retour de condensation avec manchon de refroidissement doit être raccordé indirectement et indépendamment au retour de condensation par gravité ou au système de drainage.

Lorsqu'il est nécessaire de refroidir un déversement à haute température, le renvoi du récipient refroidisseur doit être muni d'un siphon qui peut aussi servir pour l'appareil.

7) Le renvoi du condenseur d'échappement et le renvoi d'un stérilisateur sous pression avec condenseur d'échappement doivent être raccordés indirectement et séparément.

8) Les renvois d'un stérilisateur à eau et ses accessoires tels que réservoirs, soupapes, condenseurs, filtres, refroidisseurs doivent être raccordés indirectement.

9) Le renvoi et le trop plein d'un stérilisateur d'instruments sous pression et le renvoi du condenseur peuvent être raccordés ensemble. Ce renvoi commun doit être raccordé indirectement.

**8.2.4. Système d'aspiration :**

1) Dans une salle d'opération, d'urgence, d'examen, d'autopsie ou de réveil ou tout autre endroit, le renvoi d'un aspirateur à l'eau doit être raccordé indirectement et son alimentation doit être protégée par une bouteille ou autre siphon semblable installé sur la tuyauterie d'aspiration.

2) Les postes d'un système à vide doivent être situés de façon à ce que les récipients soient visibles et facilement accessibles.

3) Un système d'aspiration doit être muni de 2 récipients de récupération avec trop-plein, à chaque sortie du système.

4) Un système d'aspiration doit fonctionner de façon continue. Un système d'aspiration à récupération centrale, avec réservoirs de contrôle ou de récupération doit pouvoir être vidangé et nettoyé, tout en continuant de fonctionner. Dans les centres hospitaliers ou autres établissements possédant des génératrices d'urgence, le système d'aspiration doit être capable de continuer à fonctionner pendant la marche du système d'urgence. L'évacuation d'une pompe à vide et d'un système d'aspiration doit se prolonger à l'air libre au-dessus du toit de façon indépendante et sans causer de nuisance.

5) Le renvoi d'un système d'aspiration centrale dont la récupération est assurée par une colonne barométrique, des réservoirs ou des bouteilles doit être raccordé directement au système de drainage et muni d'un siphon.

6) La tuyauterie d'un système d'aspiration centrale doit être d'un matériau résistant à la corrosion et finie à l'intérieur. Son diamètre doit être déterminé selon les recommandations du fabricant. Cependant, le diamètre d'un branchement doit être déterminé en fonction du nombre de sorties ; le diamètre minimal d'un branchement d'une seule sortie est de ½ pouce (13 mm). Le diamètre minimal d'une conduite principale est de 1 pouce (25 mm). La tuyauterie doit avoir des regards de nettoyage accessibles pour l'inspection, l'entretien et la réparation.

7) Le renvoi d'un aspirateur ne doit pas avoir plus de 12 pouces (305 mm) de longueur.

**8.2.5. Renvoi de condensation :** Un purgeur de condensation doit être placé au bas des tuyaux montants d'alimentation de vapeur. Le renvoi du purgeur doit être muni d'un siphon en P ou en U (siphon courant), avec regard de nettoyage. Le siphon doit être nettoyé et sa garde-d'eau maintenue par un renvoi de réfrigérateur ou de fontaine, ou par un amorceur de siphon. Le renvoi de condensation et le siphon doivent être situés au-dessus du plancher le plus bas du bâtiment.

**8.2.6. Radioactivité :** Tout matériau radioactif doit être disposé de façon à ne pas mettre en danger, ni le public, ni le personnel de l'institution. Aucune matière radioactive ne doit être déversée dans le système de drainage, conformément à la sous-section 4.7.

### §8.3. Ventilation

**8.3.1. Matériaux :** Les conduits de ventilation pour les appareils de nettoyage et les conduits des stérilisateurs de bassins exigés par l'article 8.2.2 doivent être d'un matériau résistant à la corrosion et à l'érosion, aux changements brusques de température et d'humidité, à l'action chimique des vapeurs et à l'eau distillée.

**8.3.2. Raccordement de la ventilation :** Les conduits de ventilation pour les stérilisateurs et les appareils de nettoyage de bassins ne doivent pas être raccordés au système d'événements du système de plomberie. Un conduit de ventilation ne doit servir qu'à un seul genre d'appareil.

**8.3.3. Ventilation d'un appareil de nettoyage de bassins :**

1) Les appareils de nettoyage de bassins doivent être ventilés à l'air libre par une ventilation prolongée au-dessus du toit. Le conduit de ventilation d'un appareil de nettoyage de bassins doit avoir un diamètre d'au moins 2 pouces (51 mm).

2) Des appareils de nettoyage de bassins installés l'un au-dessus de l'autre, sur plus d'un étage, peuvent être ventilés par un maître conduit de ventilation avec branchement individuel aux étages. Le diamètre de ce maître conduit doit être d'au moins 2 pouces (51 mm) pour 3 appareils au plus ; d'au moins 3 pouces (76 mm) pour 6 appareils au plus et d'au moins 4 pouces (102 mm) jusqu'à 12 appareils. Le raccordement des événements individuels au maître conduit doit être fait au moyen d'un raccord en T ou d'un TY sanitaire en position verticale et la branche d'entrée dirigée vers le haut.

3) Un maître conduit de ventilation de plus d'un appareil de nettoyage de bassins doit avoir un renvoi muni d'un siphon ventilé et de même diamètre que le maître conduit. Le conduit de ventilation d'un seul appareil peut s'y égoutter sans renvoi.

4) Un tuyau d'eau d'un diamètre minimal de ¼ de pouce (6,3 mm) doit être :

- a) raccordé au tuyau d'alimentation d'un appareil de nettoyage de bassins entre l'appareil et le brise-vide ;
- b) protégé par une garde d'eau d'au moins 3 pouces (76 mm) ;
- c) raccordé au maître conduit de ventilation à chaque étage ;
- d) installé de façon à assurer pour chaque chasse d'eau le nettoyage du maître conduit et le maintien de la garde d'eau ; et
- e) protégé contre tout danger de refoulement.

**8.3.4. Ventilation des stérilisateurs :**

1) Le siphon d'un stérilisateur doit être ventilé par un évent d'au moins 1½ pouce (38 mm) de diamètre.

2) Dans une installation de plusieurs stérilisateurs, le tuyau d'évent de chaque appareil peut se raccorder à une colonne d'évent centrale et indépendante, par un raccord en Y renversé. Un tel raccordement doit être accessible pour l'inspection et l'entretien.

3) Les raccords entre l'évent d'un stérilisateur et sa sortie d'échappement ou une colonne d'évent, doivent permettre à la tuyauterie de s'égoutter dans le renvoi indirect. Dans une installation de plusieurs stérilisateurs, la colonne d'évent doit s'égoutter dans le renvoi indirect situé au niveau le plus bas, par un renvoi indépendant.

**8.3.5. Diamètre d'une colonne d'évent de stérilisateurs :**

1) Un évent de stérilisateur auquel un vaporisateur de bassins est raccordé doit avoir un diamètre d'au moins 1½ pouce (38 mm). Dans une installation de plusieurs stérilisateurs, le diamètre de la colonne d'évent doit être conforme au tableau 8.3.A.

2) La colonne d'évent doit avoir un diamètre d'au moins 2 pouces (51 mm) s'il s'agit d'un stérilisateur d'ustensiles, et de 1½ pouce (38 mm) pour un stérilisateur d'instruments. Dans une installation de plusieurs stérilisateurs à ébullition, le diamètre de la colonne d'évent doit être conforme au tableau 8.3.A.

**8.3.6. Diamètre d'une colonne d'évent de stérilisateurs sous pression :**

1) Une colonne d'évent de stérilisateurs sous pression doit avoir un diamètre d'au moins 1½ pouce (38 mm). Dans une installation de plusieurs stérilisateurs sous pression, le diamètre de la colonne d'évent doit être conforme au tableau 8.3.B.

2) Le diamètre d'une colonne d'évent à laquelle est raccordé un stérilisateur d'instruments sous pression doit être d'au moins 2 pouces (51 mm). Deux de ces stérilisateurs au maximum doivent être ventilés par une colonne d'évent de 2 pouces (51 mm) de diamètre, et 4 au maximum par une colonne de 3 pouces (76 mm).

**TABLEAU 8.3.A****DIAMÈTRE DES COLONNES D'ÉVENT DES STÉRILISATEURS**

Diamètre de la colonne d'évent (en pouces)	Nombre de raccords de différents diamètres autorisés
1½	1 ou 0
2	2 ou 1
2	1 et 1
3	4 ou 2
3	2 et 2
4	8 ou 4
4	4 et 4

**TABLEAU 8.3.B****DIAMÈTRE D'UNE COLONNE D'ÉVENT DE STÉRILISATEURS SOUS PRESSION**

Diamètre de la colonne d'évent (en pouces)	Nombre de raccords de différents diamètres autorisés			
	¾"	1"	1¼"	1½"
1½	3	ou 2	ou 1	
1½	2	et 1		
2	6	ou 3	ou 2	ou 1
2	3	et 2		
2	2	et 1	et 1	
2	1	et 1		1
3	15	ou 7	ou 5	ou 3
3		1	et 2	et 2
3	1	et 5	et 1	1

**§8.4. Alimentation en eau**

**8.4.1. Tuyau de service :** Tout centre hospitalier ou autre établissement de soins médicaux doit avoir 2 tuyaux de service d'eau de façon à favoriser une alimentation ininterrompue même en cas de rupture d'une conduite principale.

**8.4.2. Réservoir d'eau chaude :**

1) Le système d'eau chaude d'un centre hospitalier doit avoir une capacité suffisante pour alimenter les appareils, les cuisines et les buanderies aux températures fixées par les normes reconnues.

2) Un chauffe-eau à flamme nue doit être un appareil sous pression approuvé par les autorités compétentes.

3) Les serpentins de chauffage à vapeur doivent être en cuivre ou en acier inoxydable lorsqu'ils sont submergés.

4) Les réservoirs d'emmagasinage doivent être d'un matériau résistant à la corrosion ou être revêtus à l'intérieur d'un tel matériau.

**8.4.3. Réseau de distribution d'eau chaude :**

1) Les tuyaux de distribution et les montants d'un réseau de distribution d'eau chaude doivent partir du réservoir d'emmagasinage et se diriger directement sous l'appareil le plus élevé à l'extrémité du branchement.

2) Dans un centre hospitalier de 4 étages et plus, la circulation de l'eau doit être assurée dans chaque montant.

3) Des soupapes d'arrêt doivent être installées sur chaque tuyau de distribution et chaque montant ou branchement alimentant un groupe d'appareil.



**8.4.4. Protection du réseau de distribution d'eau :** Le réseau de distribution d'eau d'un centre hospitalier doit être protégé contre tout danger de contamination conformément à la sous-section 6.2.

**8.4.5. Alimentation des éviers de clinique et des cabinets d'aisances :** Aucun orifice d'alimentation en eau ou à jet ne doit être situé à l'intérieur ni raccordé à une cuvette de cabinet d'aisances ou à un évier de clinique, sauf un bidet dans lequel une telle installation est permise.

**8.4.6. Siphon de condensation :**

1) L'alimentation qui sert à nettoyer un siphon de condensation et à maintenir sa garde d'eau doit être protégée par un espace d'air d'au moins deux fois son diamètre.

2) Le tuyau d'alimentation de l'amorceur d'un siphon de condensation doit avoir un diamètre minimal de ½ pouce (13 mm).

**8.4.7. Déviateur de fuite :** Un stérilisateur à eau alimenté par un tuyau raccordé directement doit être muni d'un circuit de déviation de fuite ou d'un tuyau de vidange installé sur la soupape de contrôle de l'alimentation pour indiquer et éloigner une fuite d'eau non aseptique d'une région aseptisée.

#### §8.5. Systèmes d'oxygène

**8.5.1. Installation :** Un système d'oxygène doit être installé conformément aux normes de la *National Fire Protection Association* contenues dans les brochures 56A *Standard for the Use of Inhalation Anesthetics (Flammable and Non-Flammable)* et 56B *Standard for Inhalation Therapy*.

### SECTION IX PICINES PUBLIQUES

#### §9.1. Aménagement

##### 9.1.1. Plans :

1) Le système de plomberie d'une piscine publique ne doit pas être installé sans le permis d'exécution exigé.

2) Des plans détaillés et tracés selon l'article 1.3.1 doivent être transmis au bureau des examinateurs.

#### §9.2. Drainage

**9.2.1. Renvoi d'une piscine :** Le renvoi d'une piscine doit être raccordé indirectement à un système de drainage, de préférence au drain pluvial lorsqu'il existe un système séparatif. À défaut d'un système de drainage municipal, ce renvoi peut être raccordé indirectement à un puits d'absorption.

**9.2.2. Raccordement indirect :** Le raccordement indirect d'une piscine à un système de drainage doit être fait :

a) par l'entremise d'un réservoir de vidange si le débit de la pompe utilisée pour le lavage des filtres excède 100 U.S. G.P.M. ;

b) au moyen d'un renvoi entonnoir avec siphon à garde d'eau profonde si le débit de la pompe n'excède pas 100 U.S. G.P.M. Cependant le diamètre du siphon et celui du renvoi doivent être conformes aux tableaux 4.11.B et 4.11.C. Le renvoi indirect d'une piscine doit être situé au moins à 4 pieds (1,2 m) au-dessus de la garde d'eau à l'entrée du siphon.

##### 9.2.3. Réservoir de vidange :

1) La capacité du réservoir de vidange doit être calculée en fonction du débit de la pompe ou du diamètre du renvoi de vidange selon le cas, sans être moindre que 64 pieds cubes (1,8 m<sup>3</sup>).

2) Le réservoir de vidange doit :

a) être muni d'un siphon ; et

b) être raccordé à un système de drainage de capacité suffisante.

3) La sortie d'une pompe utilisée pour vider une piscine doit être raccordée indirectement dans le réservoir de vidange.

**9.2.4. Diamètre :** Le diamètre de la tuyauterie du système de drainage d'une piscine doit être calculé selon l'article 4.11.4.

**9.2.5. Régularisation du débit :** Lorsqu'une piscine est vidangée par gravité, le débit de vidange du bassin doit être contrôlé par un robinet à soupape.

##### 9.2.6. Renvoi de vidange :

1) Le renvoi de vidange doit :

a) être protégé par un grillage ;

b) être situé de façon à permettre à la piscine de se vider entièrement ; et

c) avoir un diamètre d'au moins 2 pouces (51 mm).

2) L'aire du grillage du renvoi de vidange doit être équivalente au moins à 4 fois la section du tuyau de renvoi.

3) Un espace d'air d'au moins 6 pouces (152,4 mm) doit être prévu entre le bord du réservoir de vidange ou du renvoi indirect selon le cas, et l'extrémité du tuyau de renvoi de la piscine.

**9.2.7. Promenade :** Dans une piscine, la promenade doit être drainée par des renvois disposés à raison d'au moins un renvoi par 500 pieds carrés (46,4 m<sup>2</sup>) de superficie de promenade. La distance entre deux renvois adjacents ne doit pas être supérieure à 30 pieds (9,14 m). La promenade d'une piscine extérieure peut cependant s'égoutter par gravité vers l'extérieur. Dans chaque cas, la promenade doit avoir une pente d'au moins 0,5% et d'au plus 2%.

**9.2.8. Renvoi de promenade :** Les renvois de promenade doivent être raccordés indirectement au système de drainage de la piscine.

**9.2.9. Fosse septique :** Les eaux usées d'une piscine ne doivent pas être déversées dans une fosse septique.

### §9.3. Alimentation en eau

#### 9.3.1. Protection :

1) Dans toute piscine, aucun raccordement n'est permis entre l'alimentation et le système de drainage, le puits d'absorption ou le système de désinfection.

2) La tuyauterie d'alimentation d'eau à une piscine doit être protégée contre tout danger de contamination conformément à la sous-section 6.2.

## ANNEXE A

(a. 6.4.2, 6.4.3, 6.4.4 et 6.4.5)

### CALCUL DE LA CAPACITÉ D'UN RÉSEAU DE DISTRIBUTION D'EAU

**A-1. Procédure de calcul :** Après avoir établi la consommation maximale, les pertes de charge et la longueur développée d'un réseau de distribution d'eau, son diamètre peut être déterminé par l'une des méthodes suggérées dans la présente annexe.

**A-2. Consommation maximale :** Si la consommation maximale d'un réseau n'a pu être déterminée en unités d'alimentation, conformément à l'article 6.4.3, elle peut être estimée en gallons par jour selon le nombre d'occupants et le genre d'occupation du bâtiment, en utilisant les données du tableau A.1. La conversion des unités d'alimentation en gallons par minute (g.p.m.) et vice versa peut être faite à partir du tableau A.2.

#### A-3. Pertes de charge :

1) La perte de charge d'un réseau est la somme des pertes de charge :

a) dues à la dénivellation entre l'appareil le plus élevé et la conduite de la rue, et obtenue de la manière prescrite au paragraphe 1 de l'article 6.4.4 ; et

b) dans un compteur à disques, selon le graphique du tableau A-6.

2) La perte de charge permmissible totale est la différence entre la pression disponible, définie au paragraphe 7 de l'article 6.4.2, et la somme de la perte de charge du réseau et de la pression résiduelle exigée à l'appareil le plus élevé, conformément au paragraphe 1 de l'article 6.4.2.

#### A-4. Longueur développée :

1) La longueur développée d'un réseau doit être mesurée entre le compteur ou la soupape d'entrée et l'appareil le plus éloigné.

2) La longueur équivalente de la tuyauterie est la somme des valeurs suivantes :

a) la longueur développée, définie au paragraphe 1 ; et

b) les pertes de charge, dans les raccords, les soupapes, les dispositifs, les réservoirs, les chauffe-eau, converties en pieds de longueur équivalente de tuyauterie, établies à partir du tableau A-7.

#### A-5. Diamètre d'un réseau de distribution d'eau :

1) **Méthode de calcul générale :** Le diamètre des différentes parties d'un réseau de distribution peut être déterminé de la façon suivante :

a) la consommation maximale doit être convertie en gallons par minute (g.p.m.) de débit ;

b) la perte de charge permmissible totale, exprimée en livres par pouce carré, doit être divisée par la longueur équivalente de la tuyauterie, puis multipliée par 100, pour obtenir la perte de charge permmissible par 100 pieds de tuyauterie ;

c) le diamètre de chacune des parties du réseau doit être déterminé selon son débit et la perte de charge permmissible par 100 pieds, au moyen des abaques :

i. du tableau A.3, pour une tuyauterie à paroi lisse, comme le cuivre, le laiton, le plomb ou le plastique ;

ii. du tableau A.4, pour une tuyauterie à paroi semi-rugueuse, comme la fonte, le fer ou l'acier galvanisé ; et

iii. du tableau A.5, pour une tuyauterie à paroi rugueuse, telle qu'une tuyauterie existante modifiée ou par-

tiellement remplacée, en fonte, en fer ou en acier galvanisé ;

d) la vitesse de l'eau dans le réseau ne devrait pas dépasser 10 pieds par seconde ;

e) lorsque l'appareil le plus élevé n'est pas à soupape de chasse automatique mais est situé plus bas, dans le réseau, la pression résiduelle de 15 p.s.i., exigée pour cet appareil doit être ajoutée à sa hauteur multipliée par 0,434, conformément au paragraphe 1 de l'article 6.4.4. Si cette somme est supérieure à l'addition de la pression résiduelle exigée à l'appareil le plus élevé et la perte de charge due à son élévation, la valeur la plus élevée devra servir au calcul de la capacité du réseau.

## 2) Méthode de calcul abrégée :

a) Le diamètre des différentes parties d'un réseau de distribution d'eau avec réservoirs de chasse, d'une longueur développée d'au plus 200 pieds, et d'une consommation maximale inférieure à 200 unités d'alimentation, peut être déterminé en se servant du tableau A.8, en tenant compte de la pression du réseau, suivant les règles ci-dessous.

b) Avant de se servir du tableau A.8 :

i. la pression du réseau doit être déterminée en soustrayant de la pression disponible définie au paragraphe 7 de l'article 6.4.2, la perte de charge dans le compteur et celle qui est due à la dénivellation entre l'alimentation de l'appareil le plus élevé et la conduite d'eau de la rue, au raccordement, tel que l'indiquent respectivement le tableau A.6 et le paragraphe 1 de l'article 6.4.4 ;

ii. la longueur développée du réseau en pieds doit être mesurée entre le compteur ou la soupape d'entrée et l'appareil le plus éloigné ; et

iii. la consommation du réseau doit être évaluée en unités d'alimentation, en se servant du tableau 6.4.A.

c) Le diamètre des différentes parties d'un réseau de distribution avec soupapes de chasse automatique, d'une longueur développée d'au plus 200 pieds, et d'une consommation inférieure à 200 unités d'alimentation peut aussi être calculée en se servant du tableau A.8, conformément aux sous-paragraphe *a* et *b* à condition d'augmenter la consommation maximale du réseau, pour chaque soupape de chasse en commençant par la plus éloignée des valeurs suivantes :

1 <sup>e</sup> soupape de chasse	40 unités d'alimentation ;
2 <sup>e</sup> soupape de chasse	30 unités d'alimentation ;
3 <sup>e</sup> soupape de chasse	20 unités d'alimentation ;
4 <sup>e</sup> soupape de chasse	15 unités d'alimentation ;
5 <sup>e</sup> soupape de chasse	10 unités d'alimentation .

Au-dessus de 5, 10 unités d'alimentation doivent être ajoutées pour chaque soupape, à la consommation maximale du réseau.

d) Lorsque 5 soupapes de chasse et plus sont installées dans un réseau, la consommation maximale doit être augmentée de la moitié des unités d'alimentation ci-dessus. Les pleines valeurs doivent être ajoutées, pour moins de 5 soupapes de chasse.

## A-6. Eau chaude :

1) Le diamètre des tuyaux des distribution d'eau chaude peut être calculé de la même manière que pour l'eau froide, mais :

a) la consommation des appareils alimentés en eau chaude doit être évaluée selon les données du tableau 6.4.A, en prenant les  $\frac{3}{4}$  de la consommation totale d'alimentation ; et

b) le calcul doit être fait en conservant la longueur développée totale du réseau et non du tuyau d'eau chaude.

2) Si la consommation maximale d'un réseau de distribution d'eau chaude n'a pu être déterminée en unités d'alimentation, de la manière spécifiée au paragraphe 1, elle peut être estimée en gallons par jour (g.p.j.) selon le nombre d'occupants et le genre d'occupation du bâtiment, d'après le tableau A.9.

3) La capacité d'un chauffe-eau peut être déterminée à l'aide des données du tableau A.10.

TABLEAU A.1

## CONSUMMATION D'EAU QUOTIDIENNE

Destination	Particularités	Consommation par jour (gallons américains)
Aérogare		3 à 5/passager
Auditorium		5/siège
Bar, bar-salon, etc.		20/siège
Buanderie commerciale automatique		400/lessiveuse 50/lavage
Bureaux		15/employé
Camp de construction	Temporaire	50/personne
Camp de jeunes	Sans pension Avec pension	15/personne 40/personne
Cinéma		5/siège
Ciné-parc		5/auto
Centre commercial	Sans restaurant, ni buanderie	0,1/pied carré
Club social		100/membre résident 25/membre non résident
Chambre de bains	Pour bains seulement	10/personne
École	Sans cafétéria, ni gymnase, ni douches Avec cafétéria, sans gymnase, ni douches Avec cafétéria, avec gymnase et douches Avec pension Débit à ajouter	15/élève 20/élève 25/élève 75/pensionnaire 15/employé, enseignant
Église		3/siège
Centre hospitalier	Excluant la résidence du personnel	200/lit
Hôtel	Avec baignoires privées Sans baignoire privée	60/personne 50/personne
Établissement autre qu'un hôpital	Avec résidents permanents	100/lit
Magasin		400/salle de toilette
Maison unifamiliale	Occupation permanente Occupation saisonnière	75/personne 50/personne
Maison à logements multiples		60/personne
Maison de chambres		40/personne
Maison de pension	Débit à ajouter	50/personne 10/non-résident
Manufacture (1)	Sans douche Avec douche	15/employé 35/employé
Motel	Sans cuisinière ni évier de cuisine Avec cuisinière et évier de cuisine	80/personne 100/personne
Parc de roulottes	Sans centre de service Avec centre de service	150/roulotte 175/roulotte
Piscine, bain public		10/personne
Résidence luxueuse, domaine		125/personne
Restaurant	Ouverts 24 heures par jour Ordinaires Service à l'auto Service d'autoroute, 24 heures par jour Débit à ajouter	50/siège 35/siège 50/auto 70/siège 10/siège
Salle de danse		2/siège
Salle de quilles		75/allée
Salle de réunion		2/siège
Station-service		10/auto-service, ou 1 000 1er espace de service 500 espace supplémentaire
Taverne		20/siège
Terrain de camping	Avec toilettes et douches	25/personne
Terrain de pique-nique	Avec salles de toilette Avec douches et salles de toilette avec soupapes de chasse	5/personne 10/personne
Théâtre		5/siège
Usine	Sans douche Avec douches	15/employé 35/employé

REMARQUE (1): Cette consommation ne tient pas compte des procédés industriels utilisés.

**TABLEAU A.2****CONSUMMATION D'EAU****CONVERSION DES UNITÉS D'ALIMENTATION EN g.p.m.\***

(paroi lisse)

Consommation en unités d'alimentation	Soupapes de chasse automatiques (en prédominance) g.p.m. *	Réservoirs de chasse (en prédominance) g.p.m. *
5	22	4
10	27	8
20	35	14
30	42	20
40	46	24
50	51	28
60	54	32
88	64	40
124	74	48
160	81	56
236	98	72
300	108	85
400	127	106
470	135	118
500	143	124
600	157	143
660	162	152
700	170	161
800	183	178
850	189	185
900	197	195
1 000	208	208
1 060	216	216
1 280	243	243
1 510	270	270
1 990	324	324
2 480	378	378
2 990	432	432

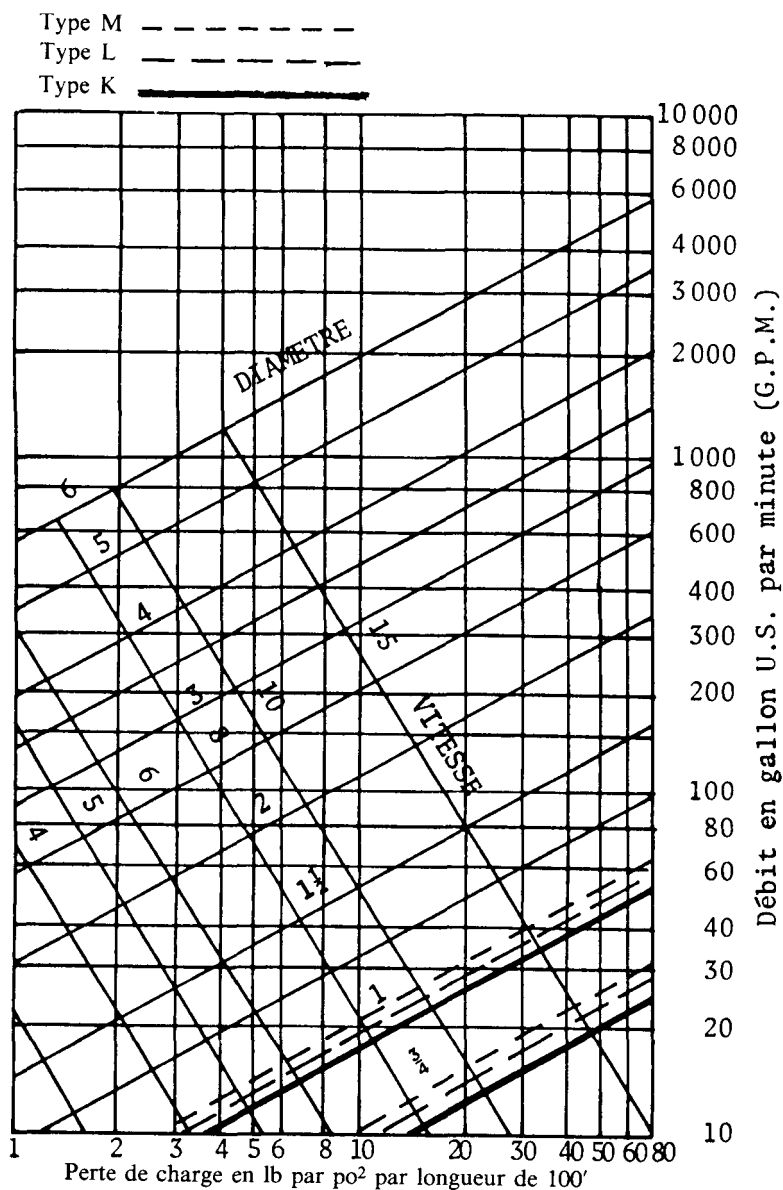
\*gallons américains par minute

TABLEAU A.3

## PERTE DE CHARGE PAR FRICTION

(paroi lisse)

Code pour les diamètres de 1" et ¾"



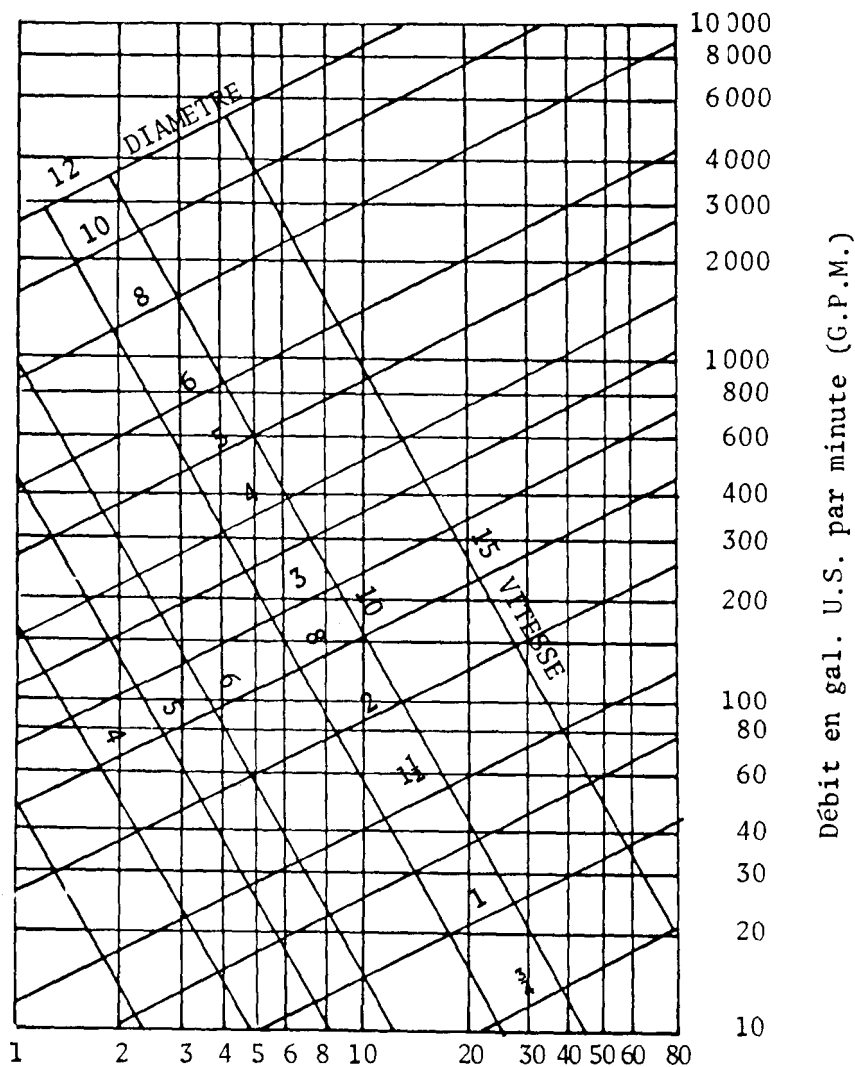
N.B. : — Pour les matériaux autres que le cuivre,  
 utilisez la courbe du type L.

— Les diamètres sont exprimés en pouces.

— Les vitesses sont exprimées en pieds par  
 seconde.

TABLEAU A.4

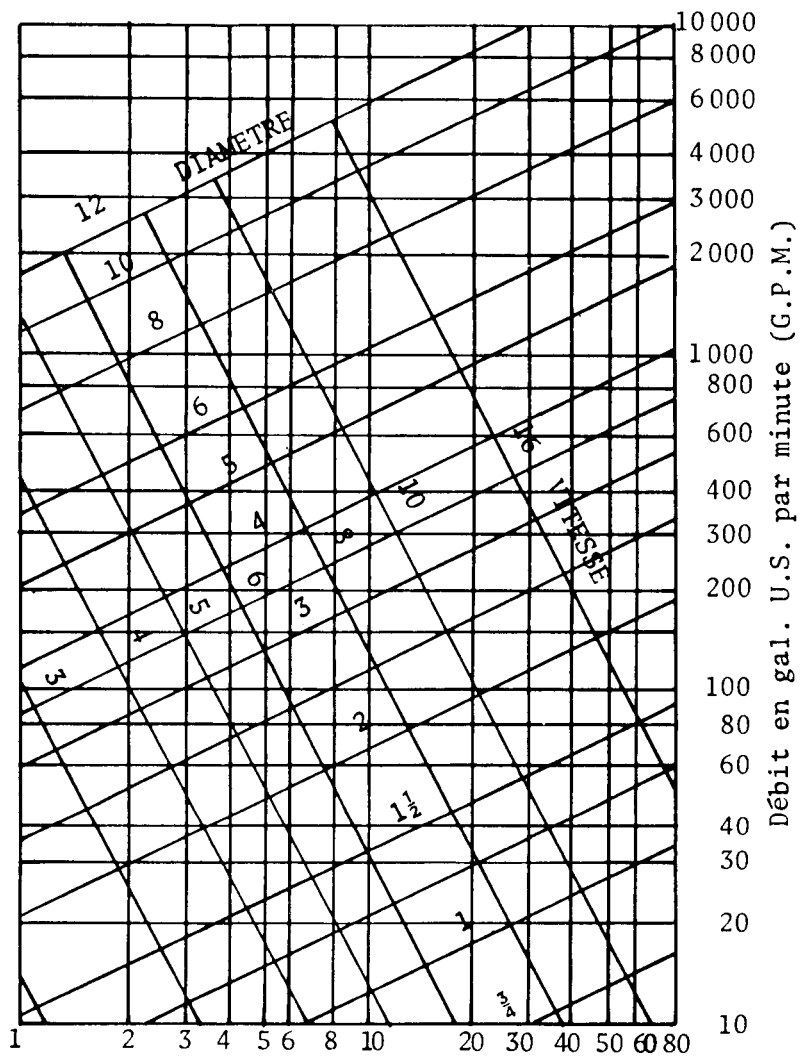
PERTE DE CHARGE PAR FRICTION  
(SEMI-RUGUEUX)



Perte de charge en lb par po<sup>2</sup> par longueur de 100'

N.B. : — Les diamètres sont exprimés en pouces.

— Les vitesses sont exprimées en pieds par seconde.

**TABLEAU A.5****PERTE DE CHARGE PAR FRICTION  
(PAROI RUGUEUSE)**

Perte de charge en lb par po<sup>2</sup> par longueur de 100'

*N.B.* : — Les diamètres sont exprimés en pouces.

— Les vitesses sont exprimées en pieds par seconde.



TABLEAU A.6

PERTE DE CHARGE EN LIVRES PAR POUCE CARRÉ (lb/po<sup>2</sup>)  
DANS LES COMPTEURS À DISQUE POUR DES DÉBITS EN GALLONS U.S. PAR MINUTE

Débit	Grosseur du compteur en pouces							
	5/8	3/4	1	1½	2	3	4	6
4	1,0							
5	1,6							
6	2,2							
7	3,0	1,1						
8	4,0	1,4						
9	5,0	1,7						
10	6,1	2,1						
15	14	5,0	2,0					
20		8,8	3,5	1,0				
30		19	3,0	2,3				
40			14,0	4,0	1,6			
50			22	6,2	2,4			
60				9,0	3,6			
70				12	4,9	1,3		
80				16	6,2	1,7		
90				20	8,0	2,0		
100					10	2,5	1,0	
120					14 20	3,7	1,3	
140						5,1	2,0	
160						6,2	2,4	
180						8,1	3,3	
200						10	4,0	1,0
250						16	6,1	1,7
300						23	9,0	2,3
350							13	3,0
400							16	4,0
500							25	6,1
600								9,0
700								13
800								16
900								20

**TABLEAU A.7**  
**PERTE DE CHARGE**

Perte de charge dans les raccords et soupapes filetés (en longueur de pieds de tuyauterie)							
Diamètre	coude 90°	coude 45°	T (té)	accouplement	robinet-vanne	soupape à vanne sphérique	soupape à angle
3/8	1	0,6	1,5	0,3	0,2	8	4
1/2	2	1,2	3	0,6	0,4	15	8
3/4	2,5	1,5	4	0,8	0,5	20	12
1	3	1,8	5	0,9	0,6	25	15
1 1/4	4	2,4	6	1,2	0,8	35	18
1 1/2	5	3	7	1,5	1,0	45	22
2	7	4	10	2	1,3	55	28
2 1/2	8	5	12	2,5	1,6	65	34
3	10	6	15	3	2	80	40
3 1/2	12	7	18	3,6	2,4	100	50
4	14	8	21	4,0	2,7	125	55
5	17	10	25	5	3,3	140	70
6	20	12	30	6	4	165	80

Perte de charge dans les robinets et les "T" (en livres par pouce carré)

Gallons par minute	3/8"	1/4"	1"	1 1/4"	1 1/2"	2"	3"
10	1,35	0,64	0,18	0,08			
20	5,38	2,54	0,77	0,31	0,14		
30	12,1	5,72	1,62	0,69	0,33	0,10	
40		10,2	3,07	1,23	0,58	0,18	
50		15,9	4,49	1,92	0,91	0,28	
60			6,46	2,76	1,31	0,40	
70			8,79	3,76	1,78	0,55	0,10
80			11,5	4,90	2,32	0,72	0,13
90			14,5	6,21	2,94	0,91	0,16
100			17,94	7,67	3,63	1,12	0,21
120			25,8	11,0	5,23	1,61	0,30
140			35,2	15,0	7,12	2,20	0,41
150				17,2	8,16	2,52	0,47
160				19,6	9,30	2,92	0,54
180				24,8	11,8	3,62	0,68
200				30,7	14,5	4,48	0,84
225				38,8	18,4	5,67	1,06
250				47,9	22,7	7,00	1,31
275					27,4	7,70	1,59
300					32,6	10,1	1,88

(US-G.P.M.)

Perte de charge dans des appareils et raccords spéciaux (en longueur de pieds de tuyauterie)

Description	1/2"	3/4"	1"	1 1/4"
Réservoir d'eau chaude (vertical) 30 gallons,	4	17	56	
Réservoir d'eau chaude (horizontal) 30 gallons,	1,2	5	16	
Compteurs (à l'exclusion des soupapes)				
3/8" avec des raccords de 1/2"	6,7	28	90	
3/8" avec des raccords de 3/4"	4,8	20	64	
3/4" avec des raccords de 1/4"	3,4	14	45	
1" avec des raccords de 1"		9	30	115
1 1/4" avec des raccords de 1"		4,4	14	54
Adoucisseur d'eau	—	50-200	—	—

TABLEAU A.8

## DIAMÈTRE D'UN RÉSEAU DE DISTRIBUTION D'EAU AVEC RÉSERVOIRS DE CHASSE

Diamètre des tuyaux		Consommation (unités d'alimentation)					
		Pression variant de 30 à 45 psi					
service	distribution	Longueur développée maximale autorisée					
		40	60	80	100	150	200
3/4"	1/2"	6	5	4	4	3	2
3/4"	3/4"	18	16	14	12	9	6
3/4"	1"	29	25	23	21	17	15
1"	1"	36	31	27	25	20	17
1"	1 1/4"	54	47	42	38	32	28
1 1/2"	1 1/4"	90	68	57	48	38	32
1 1/2"	1 1/2"	151	124	105	91	70	57
2"	1 1/2"	210	162	132	110	80	64
1 1/2"	2"	220	205	190	176	155	138
2"	2"	372	329	292	265	217	185
2"	2 1/2"	445	418	390	370	330	300
		Pression variant de 46 à 60 psi					
service	distribution	Longueur développée maximale autorisée					
		40	60	80	100	150	200
3/4"	1/2"	9	8	7	6	5	4
3/4"	3/4"	27	23	19	17	14	11
3/4"	1"	44	40	36	33	28	23
1"	1"	60	47	41	36	30	25
1"	1 1/4"	102	87	76	67	52	44
1 1/2"	1 1/4"	168	130	106	89	66	52
1 1/2"	1 1/2"	270	225	193	167	128	105
2"	1 1/2"	360	290	242	204	150	117
1 1/2"	2"	380	360	340	318	272	240
2"	2"	570	510	470	430	368	318
2"	2 1/2"	680	640	610	580	535	500
		Pression au-dessus de 60 psi					
service	distribution	Longueur développée maximale autorisée					
		40	60	80	100	150	200
3/4"	1/2"	11	9	8	7	6	5
3/4"	3/4"	34	28	24	22	17	13
3/4"	1"	63	53	47	42	35	30
1"	1"	87	66	55	48	38	32
1"	1 1/4"	140	126	108	96	74	62
1 1/2"	1 1/4"	237	183	150	127	93	74
1 1/2"	1 1/2"	366	311	273	240	186	154
2"	1 1/2"	490	395	333	275	220	170
1 1/2"	2"	*380	*380	*380	*380	370	335
2"	2"	*690	670	610	560	478	420
2"	2 1/2"	*690	*690	*690	*690	*690	650

(\*) Consommation maximale au compteur

**TABLEAU A.9**  
**CONSOMMATION QUOTIDIENNE D'EAU CHAUDE (GALLONS US)**

Genre d'édifices	Nombre de chambres	Nombre de salles de bains				
		1	2	3	4	5
Maisons et Immeubles résidentiels	1	60	2	70		
	2	70				
	3	80				
	4	90	120			
	5	100	140			
	6	120	160	200		
	7	140	180	220		
	8	160	200	240	250	
	9	180	220	260	275	
	10	200	240	280	300	
	11		260	300	340	
	12		280	325	380	450
	13		300	350	420	500
	14			375	460	550
	15			400	500	600
	16				540	650
	17				580	700
	18				620	750
	19					800
	20					850
Hôtels	Chambre avec lavabo					10
	Chambre avec baignoire (itinerant)					50
	Chambre avec baignoire (pensionnaire)					60
	2 chambres avec baignoire					80
	3 chambres avec baignoire					100
	Douche publique					200
	Lavabo public					150
Édifices à bureaux	Évier de service					30
	Employés de bureau					2,0
	Employés de service					4,0
Centres hospitaliers	Nettoyage par 10 000 pieds carrés					30,0
	Par lit					80-100

**TABLEAU A.10**  
**CAPACITÉ MINIMALE D'UN CHAUFFE-EAU (GALLONS CANADIENS À L'HEURE)**

Nombre de logements		Capacité minimale d'emmagasiner par logement (Gallons canadiens)				
Chauffage instantané		5	10	15	20	25
3	292	29	25	22	19	17
5	338	48	42	36	31	28
10	392	97	84	72	63	54
15	430	144	126	108	94	81
20	464	193	167	144	124	108
25	498	232	200	173	150	130
30	535	272	234	203	175	152
40	600	340	293	252	218	188
50	675	396	340	292	251	217
60	750	447	383	326	278	240
80	875	519	439	374	316	—
100	958	541	452	376	—	—
150	1 160	566	462	—	—	—
200	1 330	753	616	—	—	—
250	1 500	942	—	—	—	—
300	1 670	1 130	—	—	—	—

N.B. Ce tableau a été établi pour une élévation de température de 100° F.

**ANNEXE B**

(a. 2.1.7)

<b>ACNOR</b> <b>CSA</b>	Association canadienne de normalisation <i>Canadian Standards Association</i> 178, Rexdale, Rexdale, Ontario, Canada M9W 1R3	<b>MSS</b>	<i>Manufacturers Standardisation Society of the Valve and Fittings Industry</i> 1815, North Fort Meyer Drive, Arlington, Virginia 22209
<b>ANSI</b>	<i>American National Standards Institute</i> 1430, Broadway, New York, New York 10018	<b>ONGC</b>	Office des Normes du Gouvernement Cana- dien
<b>ASSE</b>	<i>American Society of Sanitary Engineering</i> , 960, Illuminating Building, Cleveland, Ohio 44113	<b>CGSB</b>	<i>Canadian Government Specification Board</i> a/s Ministère des Approvisionnements et Services, Ottawa, Ontario K1A 0S5
<b>ASTM</b>	<i>American Society for Testing and Materials</i> , 1916, Race Street, Philadelphia, Pennsylva- nia 19103	<b>PDI</b>	<i>Plumbing and Drainage Institute</i> 5342, place Boulevard, Indianapolis, Indiana 46208.
<b>AWWA</b>	<i>American Water Works Association</i> 2, Park Avenue, New York, New York 10016		
<b>BNQ</b>	Bureau de Normalisation du Québec Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme 710, place d'Youville, Québec G1R 4Y4		
<b>ACG</b> <b>CGA</b>	Association Canadienne du Gaz <i>Canadian Gas Association</i> 55, Scarsdale Road, Don Mills, Ontario M3B 2R3		

# ANNEXE C

(a. 4.5.1)

## ACCOMODATIONS SANITAIRES

Occupation	W. C.		Urinoirs	Lavabos		Fontaines	Baignoires ou douches	Autres appareils	Remarques
	hommes	femmes		hommes	femmes				
Aréas Joueurs Spectateurs	1/30 joueurs 1/600 hommes	3/600 femmes	1/30 joueurs 2/600 hommes	1/30 joueurs 2/600 hommes	2/600 femmes	1/60 joueurs 1/600 spectateurs	1/10 joueurs		
Bâtiment en voie de construction 1 (a 210 employés 211 employés et plus	1/30 employés voir (a)			voir (b)					a) Au-dessus de 210 employés, les installations sanitaires doivent être déterminées par le service d'inspection. b) Des lavabos sont obligatoires si les employés ont à manipuler des substances corrosives, nocives ou irritantes. c) Les 2/3 des w.c. pour hommes peuvent être remplacés par des urinoirs.
Brasseries	1/40 clients	1/90 clients	voir (c)	1/80 clients	1/80 clients				d) Un lavabo doit être installé dans la salle d'examen, en plus de celui installé dans la salle de toilette.
Bureaux de médecins, dentistes ou autres professionnels de la santé	1			2 voir (d)					e) Pour les hommes, la moitié des w.c. obligatoires peuvent être remplacés par des urinoirs.
Cinéma, théâtres, auditoriums, salles d'exposition, de congrès... 1 (a 100 personnes 101 (a 200 personnes 201 (a 400 personnes 401 (a 750 personnes  751 et Plus  employés : voir (f)	1 2 3 ajouter 1/600 personnes	1 2 3 ajouter 1/600 personnes	voir (e)	1 1 2 3  ajouter 1/1000 personnes	1 1 2 3  ajouter 1/1000 personnes	1 1 1 2  ajouter 1/1000 personnes		un évier de service  (voir ***)	f) Les installations sanitaires pour les employés doivent être les mêmes que celles qui sont exigées pour les édifices à bureaux.
Cliniques médicales	1/étage	1/étage		1/étage	1/étage	1/étage			

<i>Occupation</i>	<i>W. C.</i>		<i>Urinoirs</i>	<i>Lavabos</i>		<i>Fontaines</i>	<i>Baignoires ou douches</i>	<i>Autres appareils</i>	<i>Remarques</i>
	<i>hommes</i>	<i>femmes</i>		<i>hommes</i>	<i>femmes</i>				
Débîts de boissons (ayant un permis de la Régie des permis d'alcools du Québec) Clients: Employés: voir (f)	1/25 hommes	1/30 femmes	voir (e)	1/50 hommes	1/60 femmes				g) Dans un dortoir de femmes, on doit ajouter des baignoires dans la proportion de 1/30. h) Au moins 1/étage. i) Dans le gymnase et selon la population de la classe la plus nombreuse qui le fréquente. j) Une seule salle de toilette est exigée pour 10 employés ou moins des deux sexes. k) Une fontaine n'est pas requise pour moins de 5 employés.
Dortoirs, maisons de pension pour enfants 1 (a) 150 personnes  151 personnes et plus	1/10 hommes ajouter 1/10 hommes	1/8 femmes ajouter 1/8 femmes	1/25 hommes ajouter 1/50 hommes	1/12 hommes ajouter 1/12 hommes	1/12 femmes ajouter 1/12 femmes	1/75 personnes  1/75 personnes	voir (g) 1/8 personnes  ajouter 1/20 personnes	une cuve par 50 personnes un évier ou bac de service par 100 personnes  (voir ***)	
Ecoles 1) primaires  2) autres  3) professeurs: voir (f)	1/40 garçons  1/75 garçons	1/35 filles  1/75 filles	1/30 garçons  1/30 garçons	1/50 garçons  1/50 garçons	1/50 filles  1/50 filles	voir (h) 1/100 élèves 1/100 élèves	voir (i) 1/5 élèves 1/5 élèves	un évier de service 1/étage 1/étage  (voir ***)	
Edifices à bureaux voir (j) 1 (a) 15 employés de ch. sexe 16 (a) 35 employés de ch. sexe 36 (a) 60 employés de ch. sexe 61 (a) 80 employés de ch. sexe 81 (a) 90 employés de ch. sexe 91 (a) 110 employés de ch. sexe 111 (a) 125 employés de ch. sexe 126 et plus employés de ch. sexe	1 2 3 4 5 5 6 ajouter 1/50 hommes	1 2 3 4 5 5 6 ajouter 1/50 femmes	voir (e)	1 2 2 3 3 4 4 ajouter 1/60 hommes	1 2 2 3 3 4 4 ajouter 1/60 femmes	1/75 employés		un évier de service par étage  (voir ***)	

Occupation	W. C.		Urinoirs	Lavabos		Fontaines	Baignoires ou douches	Autres appareils	Remarques
	hommes	femmes		hommes	femmes				
Églises, chapelles, lieux du culte	1/300 hommes	1/150 femmes	1/300 hommes	1/300 hommes	1/300 femmes				l) On doit installer un cabinet d'aisances et un lavabo, sauf autorisation écrite d'utiliser une salle de toilette déjà existante dans un rayon de 100 pieds au maximum.
Guérites, abris, bâtiments temporaires, voir (1)	1			1					m) Les cabinets d'aisances à usage général doivent être séparés des salles de bains et de lavabos.
Hôpitaux (centres hospitaliers) 1) chambre privée 2) salle commune 3) salle d'attente 4) employés: voir (f)	1 1/8 patients 1			1 1/8 patients 1		1/100 patients	1 1/20 patients	Un évier de service minimum par étage pour les premiers 50 patients et un additionnel par chaque 50 patients additionnels ou fraction importante de 50. (voir ***)	n) Un lavabo est obligatoire dans chaque chambre non pourvue d'une salle de toilette privée. o) Une douche par unité de massage, de physiothérapie ou traitement de santé similaire.
Hôtel - Motel 1) chambre privée 2) chambres avec salle de toilette commune: 1 (a 4 chambres/étage 5 (a 8 chambres/étage 9 chambres et plus/étage	voir (m) 1/chambre  1/étage 1/étage ajouter 1/8 chambres 1/8 chambres			voir (n) 1/chambre  1/étage 1/étage ajouter 1/8 chambres 1/8 chambres			1/chambre  1/étage 1/sex ajouter 1/8 chambres		p) Une cuve par unité de logement ou une installation de raccords pour une machine à laver (lessiveuse) automatique. q) Une cuve double par 10 unités de logement ou une machine à laver (lessiveuse) automatique par 20 unités.
Instituts de soins professionnels, de soins personnels, salons de coiffure, de barbiers...	1	1		1 1/unité de soins	1		1 douche voir (o)		



Occupation	W. C.		Urinoirs	Lavabos		Fontaines	Baignoires ou douches	Autres appareils	Remarques
	hommes	femmes		hommes	femmes				
Logements 1 (a) 7 unités  8 unités et plus	1/logement  1/logement			1/logement  1/logement			1 baignoire par logement 1 baignoire par logement	1 évier par logement voir (p) 1 évier par logement voir (q)	r) Un groupe de magasins peut utiliser une salle de toilette en commun, pourvu que cette salle soit accessible par un passage inté- rieur. s) Une cuve ou un évier doit être installé dans un magasin de vente d'aliments.
Magasins a) de détail voir (r) b) à rayons, centres commerciaux 1) clients  2) employés: voir (f) (t)	1  1/300 hommes	  1/300 femmes	  voir (e)	1  1/300 hommes	  1/300 femmes	1/300 clients		voir (s)  voir (s)	Dans un chenil, une ménagerie ou une oisellerie, une cuve ou un évier de service et un renvoi de plancher doivent être installés. t) Les appareils à l'usage des employés peuvent être situés dans les salles de toilette des clients.
Maisons de chambres (touristes, garnis, pensions, foyers,)	voir (m) 1/10 chambres			voir (n) 1/10 chambres			voir (u) 2/10 chambres		u) Dans un foyer pour vieil- lards, des baignoires doivent être installées dans la proportion de 1 unité par 10 personnes.
Piscines 1) intérieures  2) extérieures  3) spectateurs	1/60 hommes  1/120 hommes  1/600 hommes	1/40 femmes  1/80 femmes  3/600 femmes	1/60 hommes  1/120 hommes  2/600 hommes	1/100 hommes  1/300 hommes  2/600 hommes	1/100 femmes  1/300 femmes  2/600 femmes	1/100 baigneurs  1/100 baigneurs  1/100 spectateurs	1/40 baigneurs  1/80 baigneurs	voir (v)  1 bain de pieds	v) Le nombre maximal de bai- gneurs est obtenu en accordant à 1 baigneur 15 pieds carrés de surface de plan d'eau dans la partie peu profonde (4½ pieds et moins) du bassin et 24 pieds carrés dans la partie profonde.  La disposition des pièces doit permettre aux baigneurs de passer par les cabinets d'aisances pour se rendre aux douches.

Occupation	W. C.		Urinoirs	Lavabos		Fontaines	Baignoires ou douches	Autres appareils	Remarques
	hommes	femmes		hommes	femmes				
Prisons, maisons de détention 1) détenus: voir (w) 2) employés: voir (f)									<p>w) Selon les exigences des autorités provinciales ou fédérales.</p> <p>x) Au-dessous de 26 clients, 1 w.c. et 1 lavabo suffiront à l'usage des clients et des employés. De 26 à 50 clients, 2 w.c. et 2 lavabos suffisent à l'usage des clients et des employés, mais dans 2 salles séparées.</p> <p>Là où la consommation se fait à l'extérieur, des salles séparées pour chaque sexe sont obligatoires avec accès à l'extérieur.</p> <p>y) Une salle de toilette n'est pas requise pour moins de 5 employés.</p>
Restaurants 1 à 25 clients 26 à 50 clients 51 à 100 clients 101 à 150 clients 151 à 200 clients 201 à 300 clients 301 et plus	1 1 voir (x) 1 1 2 3 ajouter 1/50 hommes	voir (x) 1 voir (x) 2 1 3 3 ajouter 1/50 femmes	voir (e)	1 1 voir (x) 1 1 2 3 ajouter 1/50 hommes	voir (x) 1 voir (x) 1 2 2 3 ajouter 1/50 femmes				
Employés: voir (f) et (y)									
Salles de réception, salles de réunion . . . (avec permis de la Régie des permis d'alcools du Québec) Clients	1/30 hommes	1/30 femmes		1/60 hommes	1/60 femmes	1/1 000 clients		voir (***)  une cuve ou un évier de service	
Salons mortuaires	1	1		1	1	1		Un évier de service et un renvoi de plan- cher dans la salle d'em- baumement voir (***)	

<i>Occupation</i>	<i>W. C.</i>		<i>Urinoirs</i>	<i>Lavabos</i>		<i>Fontaines</i>	<i>Baignoires ou douches</i>	<i>Autres appareils</i>	<i>Remarques</i>
	<i>hommes</i>	<i>femmes</i>		<i>hommes</i>	<i>femmes</i>				
Stations de service, postes d'essence voir (z)	1	1		1	1				z) Des salles séparées pour chaque sexe, avec accès à l'exté- rieur, sont obligatoires.
Usines, fabriques, entrepôts, fonderies, ateliers, produits alimentaires, buanderies voir (j)						voir (h) et (k)	voir (aa)		aa) Une douche est obligatoire par 15 employés exposés à une chaleur excessive ou au contact de l'épidémie avec des produits cor- rosifs, nocifs, irritants ou infec- tieux.
1 (a) 10 employés de ch. sexe	1	1		1	1				*** L'évier de service peut avoir un siphon de 2 pouces de diamètre si le plancher est recou- vert de tapis.
11 (a) 25 employés de ch. sexe	2	2	1	ajouter 1/10 hommes	ajouter 1/10 femmes				
26 (a) 50 employés de ch. sexe	3	3	2			1 unité par 75 employés			
51 (a) 75 employés de ch. sexe	4	4	2						
76 (a) 100 employés de ch. sexe	5	5	3						
101 et plus de ch. sexe	ajouter 1/50 hommes	ajouter 1/50 femmes	ajouter 1/90 hommes	ajouter 1/15 hommes	ajouter 1/15 femmes				

**ANNEXE D**

(a. 4.7.4)

**CAPACITÉ DES INTERCEPTEURS DE GRAISSE DE RESTAURANTS**

La capacité en gallons (U.S.) par minute des intercepteurs de graisse peut être déterminée en considérant le type de restaurant ou de mets préparés, la capacité du restaurant et de son achalandage tel que montré ci-dessous et au tableau D.1.

Le nombre de repas servis peut être estimé d'après le guide suivant :

- a) restaurant situé dans un quartier ayant peu d'activités commerciales : 1 repas par place par jour ;
- b) restaurant situé dans un secteur industriel : 1,5 repas par place par jour ;
- c) restaurant situé dans un quartier commercial : 2 repas par place par jour ;
- d) restaurant situé dans un secteur central : minimum de 3 repas par place par jour ;
- e) on doit utiliser un facteur supérieur à 3 repas par place par jour pour certains établissements où l'achalandage est plus élevé.

**TABLEAU D.1****CAPACITÉ DES INTERCEPTEURS DE GRAISSE DE RESTAURANTS (GALLONS AMÉRICAINS PAR MINUTE)**

Type de restaurant		Nombre de repas par jour							
		0 à 50	50 à 100	100 à 150	150 à 200	200 à 300	300 à 400	400 à 500	500 à 600
Casse-croûte	sans vaisselle	7	7	7					
	avec vaisselle	7	10	15					
Pizzeria		7	10	15					
Cuisine générale et mets chinois		10	15	20	25	35	50	75	100
Rôtisserie, BBQ,-Steak		15	20	25	25	35	50	75	100

A.C. 4028-72, (1973) 105 G.O.II, 525 et (1974) 106 G.O.II, 2339

A.C. 1578-74, (1974) 106 G.O.II, 2235

A.C. 4386-76, (1977) 109 G.O.II, 243

D. 448-80, (1980) 112 G.O.II, 1505 et 2863

D. 2927-81, (1981) 113 G.O.II, 4702





c. I-12.1, r.2

**Règlement sur le montant des frais de  
l'avis préalable d'infraction prévu à la  
Loi sur les installations de tuyauterie**

Loi sur les installations de tuyauterie

(L.R.Q., c. M-7 ; mod., L.Q., 1975, c. 53 ; après

refonte : L.R.Q., c. I-12.1, a. 15.3)

**I.** Le montant des frais de l'avis préalable d'infraction  
prévu à l'article 15.3 de la Loi sur les installations de  
tuyauterie (L.R.Q., c. M-7 ; mod., L.Q., 1975, c. 53 ; après  
refonte : L.R.Q., c. I-12.1), est fixé à 2 \$.





c. I-13.01, r.1

## Code des paratonnerres

Loi sur les installations électriques  
(L.R.Q., c. E-4 ; mod., L.Q., 1975, c. 53 ; après  
refonte : L.R.Q., c. I-13.01)

### SECTION I CONDUCTEURS

**1.** Le matériel utilisé pour la protection des édifices et des constructions contre la foudre doit être de cuivre mou d'une conductivité non inférieure à 98%, ayant la forme d'un câble flexible plat ou rond en genre de corde, à plusieurs brins ou à entortillement peu serré ou tressé.

Un câble en aluminium de même forme que celui de cuivre et de conductivité équivalente peut être employé pour les mêmes fins sauf sur les édifices ou constructions avec toit en cuivre ou en alliage de cuivre. Un câble d'aluminium ne peut être enfoui sous terre, dans du béton ou de la maçonnerie.

**2.** Pour les édifices ou constructions dont la hauteur est de 60 pieds ou moins, le câble, s'il est de cuivre, doit peser au moins 3 onces au pied linéaire ou 187,5 livres par 1 000 pieds en longueur et doit avoir au moins 7 tresses de fil dont la superficie de noyau, s'il y en a, n'excède pas 1/7 de la superficie du cuivre.

Si le câble est d'aluminium, il doit être constitué d'au moins 7 tresses de fil et peser au moins 2 onces au pied linéaire.

Le diamètre du ou des fils du noyau ne doit pas excéder celui des fils du câble qui sont à la surface.

Les fils individuels de chaque tresse du câble de cuivre doivent avoir une dimension non inférieure à celle mentionnée par la norme no 17, B & S ou 0,045 pouce de diamètre. Si le câble est d'aluminium, les fils individuels de chacune de ses tresses ne doivent pas être de dimension moindre que celle de la norme 14, B & S.

**3.** Pour les édifices ou constructions dont la hauteur est de plus de 60 pieds, le câble de cuivre doit peser au moins 4 onces au pied linéaire et celui d'aluminium doit peser au moins 2,75 onces au pied linéaire.

Les fils individuels de chaque tresse du câble de cuivre doivent avoir une dimension non inférieure à celle mentionnée par la norme 17, B & S et ceux de chaque tresse du

câble d'aluminium doivent avoir une dimension non inférieure à celle mentionnée par la norme 14, B & S.

Si la pesanteur du câble n'est pas celle mentionnée aux premier et deuxième alinéas, le nombre de câbles doit être le double de celui exigé pour les édifices et constructions dont la hauteur est de 60 pieds ou moins.

**4.** Le conducteur est la partie de l'installation qui relie les bornes aériennes aux bornes de terre. On doit le faire courir sur les toits de manière que toutes les bornes aériennes soient reliées entre elles de façon à offrir la course la plus directe entre elles et avec les bornes de terre. La course du conducteur doit être horizontale ou en descendant sur tout son parcours. S'il se trouve des obstacles sur le parcours, tels que des coupoles, des ventilateurs, etc., le conducteur doit en faire le tour et non passer par-dessus. Les coudes abrupts et courts doivent être évités. Le rayon de la courbe formée par les coudes ne doit pas avoir moins de 8 pouces.

Les conducteurs de descente doivent être installés de façon à ce qu'une décharge de la foudre sur une borne aérienne quelconque ait au moins 2 parcours du pied de la borne à la terre. Un parcours seulement entre ces points est considéré comme dangereux. Il est préférable d'en installer plus de 2. Un plus grand nombre de courses à la terre, largement espacées, produit moins d'induction et a une capacité plus considérable.

Lorsqu'il est difficile de faire des raccordements à cause de la nature ou de la construction des toits, les conducteurs à la terre peuvent être installés parallèles au bord de la pente du toit au lieu d'être au-dessus de celui-ci.

Afin de réduire au minimum l'accumulation de l'eau qui peut se former entre le conducteur et l'édifice ou construction, le conducteur doit être installé de manière à former une boucle permettant l'égouttement de l'eau lorsqu'une corniche doit être contournée.

**5.** Il doit y avoir le moins de ligatures possibles dans l'assemblage des conducteurs. Les ligatures et les raccordements doivent se faire en enroulant ou en épissant les bouts d'une manière régulière ou au moyen de dispositifs convenables et approuvés à cette fin, qui assurent un bon raccordement électrique en même temps qu'ils donnent au système la permanence et l'efficacité requises. La ligature ou l'épissure de 2 câbles ou de 2 sections d'un câble ainsi que les jonctions ou connexions qui y sont faites doivent pouvoir supporter un effort de traction de 200 livres et assurer un contact électrique permanent.



Toute jonction de conducteurs faite en ligne droite doit être faite au moyen d'un collier de cuivre malléable ou d'alliage de cuivre de la norme 17, B & S au minimum ou au moyen d'un collier d'aluminium de la norme 14, B & S au minimum, mais il doit être de telle forme qu'il soit en contact avec au moins 3 pouces de chacun des câbles ainsi reliés ensemble. Cependant une connexion en ligne droite, en T ou en Y peut être effectuée en déroulant au moins 10 pouces l'extrémité de l'un des câbles, en séparant cette partie ainsi déroulée en 2 parts à peu près égales, et en enroulant chacune dans une direction opposée tout autour et le long de l'autre câble. On doit en fixer les extrémités de manière à les empêcher de devenir lâches.

Lorsque 2 câbles se croisent, ils doivent être reliés ensemble au moyen d'une bride qui les encercle fermement. Cette bride doit être boulonnée ou rivetée et bien ajustée autour des 2 câbles. On peut aussi envelopper la jonction de 2 câbles par au moins 4 tours de fil d'une norme 14, B & S au minimum.

Lorsque des feuillards, s'ils sont de cuivre, servent de conducteurs, ils doivent être de la norme 17, B & S au minimum. Si les feuillards sont d'aluminium, ils doivent être de la norme 14, B & S. Dans les deux cas, ils doivent avoir une largeur minimale de 1 ½ pouce.

Les trous qui doivent être percés dans ces feuillards pour recevoir soit des boulons, des rivets ou des vis doivent être espacés d'au moins ¾ de pouce du centre d'un trou à l'autre et être, au moins, à ¼ de pouce de leurs bords.

Il ne doit pas y avoir dans ces feuillards plus de trous que nécessaires à leurs fixations, connexions et ajustements lorsqu'ils sont employés pour relier les corps métalliques à la terre ou entre eux.

Toute liaison, connexion ou jonction faite avec des feuillards, soit en ligne droite, en T ou en Y, doit se faire au moyen d'au moins 2 boulons ou 2 rivets et avec un recouvrement égal à la largeur des feuillards.

Lorsque 2 feuillards se croisent, ils doivent être reliés ensemble au moyen d'un boulon ou d'un rivet.

Les boulons et les rivets utilisés pour effectuer les connexions entre feuillards ou entre des feuillards et des conducteurs doivent avoir un diamètre minimal de ¼ de pouce et être d'une longueur suffisante pour assurer une liaison ferme.

Lorsqu'il y a croisement entre un câble et un feuillard, une jonction soit en ligne droite, en T ou en Y, doit être faite au moyen d'une bride qui doit être rivée ou boulonnée au feuillard et ajustée fermement autour du câble qu'elle doit couvrir d'un espace d'au moins 3 pouces.

**6.** Tous les conducteurs doivent être solidement fixés aux côtés et aux toits des édifices au moyen de dispositifs de fixation réguliers d'une conception qui s'adapte le mieux au genre du conducteur en usage et à la nature de la construction équipée. L'espace entre les dispositifs de fixation ne doit pas être supérieur à 6 pieds.

**7.** Les dispositions mentionnées au deuxième alinéa de l'article 4 régissent les cheminées élevées, les clochers, etc. Il doit être installé au moins 2 conducteurs sur des courses espacées, autant que possible les unes des autres et un anneau ou une bande au sommet de la construction fait d'un conducteur en cuivre ou d'aluminium de fortes dimensions qui relie toutes les bornes ensemble.

Pour les cheminées ou constructions très élevées, les conducteurs de descente doivent être reliés ensemble à des intervalles réguliers en encerclant la construction au moyen d'un anneau semblable à celui du sommet. Les bornes de terre doivent être reliées au moyen d'au moins 2 lisières de câbles en cuivre et enfouies à une profondeur suffisante pour empêcher que le câble soit dérangé ou endommagé.

Si une cheminée d'une fabrique, d'une manufacture, d'une usine, etc., a une souche métallique interne sur une partie de sa hauteur, il faut la bien raccorder à la terre au bas et au conducteur du paratonnerre au haut.

Les mâts des édifices ou constructions doivent être reliés en permanence à la terre et reliés au système de conducteurs des paratonnerres qui sont installés sur le même édifice ou construction.

Les flèches de clochers et les tours d'églises très élevées doivent avoir au moins 2 conducteurs pour les protéger.

**8.** Tous les métaux des toits, tels que les sommets, les gouttières, les tuyaux qui servent à la ventilation, les tabourins métalliques, les rigoles, les clochers, les horloges de tours, etc., doivent être raccordés aux conducteurs, non pour remplacer les tiges, mais en plus de celles-ci. Les rigoles des maisons doivent être raccordées au câble le plus rapproché de leurs extrémités supérieures. Les gouttières doivent être raccordées aux dalots en les soudant, ou au moyen de bons raccordements électriques, et les dalots doivent être solidement reliés à la terre.

Les extensions métalliques au toit des porches doivent être raccordées à la tige la plus proche d'une de leurs extrémités et raccordées à la terre de l'autre.

Lorsque les tiges sur les granges croisent des gouttières métalliques, les tiges et les gouttières doivent être raccordées électriquement et les dalots raccordés à la terre.

Le moyen le plus sûr de protéger la vie de même que la propriété est le raccordement électrique de tous les objets

métalliques à l'intérieur des édifices, entre eux et à la terre. Lorsque de la tuyauterie ou d'autres prolongements métalliques à l'intérieur d'un édifice sont parallèles à un conducteur sur une distance considérable, par exemple de 8 à 10 pieds, il doit y avoir raccordement au conducteur à une extrémité, d'ordinaire celle d'en haut, et à la terre à l'autre, même s'il y a un mur épais entre le conducteur et la tuyauterie ou l'objet métallique avec lequel ils sont parallèles. Doivent être considérés comme corps métalliques les tuyaux de drainage, les réservoirs à eau dans les greniers, les rails en fer dans les fenils, les tiges de pompe des moulins à vent sur les granges, les tiges à l'intérieur qui se continuent aux planchers inférieurs, les engins stationnaires, l'armature du béton armé, les machineries ou autres corps métalliques.

Dans le cas de béton armé, les raccordements ici prévus doivent être effectués avant que le béton ne soit coulé.

Tout autre corps important stationnaire métallique de même que la machinerie dans un édifice ou construction, y inclus les stalles des chevaux et du bétail, doivent être reliés à la terre directement et convenablement. On peut toutefois ne pas les relier aux conducteurs si l'espace entre ces derniers, l'objet lui-même ou toute autre mise à la terre, est de 12 pieds ou plus. Cette distance ne s'applique qu'aux édifices où il n'y a pas de danger extraordinaire de feu ou d'explosion par suite de petites étincelles qui pourraient se produire par exemple dans le cas de réservoirs à l'huile et de soutes à poudre.

Les stalles des chevaux et du bétail, les tuyaux et les compteurs à gaz ainsi que les réservoirs et les pompes à essence doivent être raccordés électriquement aux conducteurs de même qu'à la terre si les conducteurs sont installés à moins de 12 pieds de ceux-ci.

Tout câble de paratonnerre doit être maintenu sur tout son parcours à une distance minimale de 6 pieds de tout conducteur d'installation électrique.

Les parties métalliques des stalles des chevaux et du bétail doivent être convenablement raccordées à la terre lors de leur installation et avant d'y couler le béton.

**9.** Les conducteurs ne doivent pas être isolés des édifices.

**10.** Pour les granges ou autres édifices ou constructions où le câble est sujet à être endommagé par le bétail ou autrement, les conducteurs doivent être renfermés, sur un parcours d'au moins 5 pieds de terre, dans une boîte en bois solide, un coffre ou de la moulure, attaché solidement au mur de façon à protéger la tige.

Les conducteurs ne doivent jamais être installés dans des tuyaux métalliques. Cependant lorsqu'un tube de même matériel que celui du câble sert de garde protectrice

contre l'endommagement, il est considéré comme faisant partie intégrante de ce câble s'il est bien pressé sur ce dernier à ses deux extrémités de manière à établir un bon contact permanent.

Les conducteurs doivent être placés sur les côtés des édifices ou constructions qui sont les plus exposés à la pluie, d'ordinaire à l'est ou à l'ouest.

**11. Accouplements et serre-fils :** Tous les accouplements et les serre-fils doivent être de cuivre, d'alliage de cuivre ou d'aluminium approuvés.

Les accouplements qui servent à relier les sections de câbles peuvent être faits de cuivre ou d'aluminium coulé ou en feuilles. S'ils sont de cuivre, ils doivent être de la norme 17, B & S au minimum, 0,045 de pouce d'épaisseur. S'ils sont d'aluminium, ils doivent être de la norme 14, B & S au minimum. Ils doivent être de forme semi-tubulaire avec projections dans les rainures qui se fixent entre les torsions du câble lorsque les serre-fils sont bouclés autour du câble en forme tubulaire ou avec des perforations dans les accouplements à travers lesquels on plante des clous en cuivre ou cuivrés si les accouplements sont de cuivre, ou en aluminium si les accouplements sont d'aluminium. Cependant les accouplements doivent être mis en place avant d'y insérer les conducteurs. On doit attacher des serre-fils au conducteur d'une manière soignée afin d'y faire un bon raccordement électrique.

Le matériel servant à la construction des serre-fils utilisés pour raccorder les conducteurs aux câbles doit être identique à celui employé pour la construction des accouplements. Ces serre-fils doivent avoir la forme d'un T ou d'un Y.

Le matériel servant à la construction des serre-fils utilisés pour raccorder les bornes aériennes aux conducteurs, doit être identique à celui employé pour la construction des câbles. Chaque serre-fil doit avoir en plus une douille solide ou de forme tubulaire pour s'adapter au tube à bornes. Si la douille est solide, elle doit être pourvue de rainures annulaires dans lesquelles le tube peut être bouclé. Les connexions aux bornes aériennes doivent pouvoir supporter un effort de traction de 50 livres.

**12. Dispositifs de fixation et supports :** Les dispositifs de fixation, tels que crampons, etc., ainsi que les supports des câbles, s'ils sont de cuivre ou d'alliage de cuivre, doivent être de construction forte et substantielle et être de la norme 20, B & S, 0,032 de pouce d'épaisseur au minimum. S'ils sont d'aluminium, ils doivent être de la norme 18, B & S au minimum.

Les dispositifs de fixation qui exigent des clous, des vis ou des boulons pour les fixer à l'édifice ou construction, doivent être fixés avec des clous, des vis ou boulons faits de

cuivre ou d'un alliage de cuivre ou de laiton si ces dispositifs sont de cuivre, et d'aluminium s'ils sont d'aluminium.

Les supports coulés doivent être préférablement d'un modèle fourchu, attachés à une vis ou à une tige dans le montage. La fourche doit être de dimensions et de construction telles qu'elle puisse être bouclée au conducteur en le retenant solidement en place sans en affaiblir les pointes. Chacun de ces dispositifs de fixation doit pouvoir supporter un effort direct de traction de 100 livres lorsqu'il est installé, et doit être façonné de manière à s'adapter parfaitement au conducteur.

## SECTION II BORNES AÉRIENNES

**13.** Les bornes aériennes sont des élévations en pointes qui sont le prolongement du conducteur dans l'air. Elles doivent être de cuivre pur d'une conductivité non inférieure à 98%, ou d'alliage de cuivre d'une conductivité non inférieure à celle de l'aluminium et être fabriquées au moyen d'un tube d'une norme non inférieure à la norme 20, B & S, d'une épaisseur de 0,032 de pouce et de  $\frac{5}{8}$  de pouce de diamètre. Elles peuvent être de cuivre massif d'un diamètre de  $\frac{7}{16}$  de pouce et d'une conductivité équivalente. Elles doivent se terminer en une pointe ou plus à une extrémité et avoir un tampon à vis ou autre dispositif à l'autre extrémité qui permette l'assemblage à un accouplement à tige pourvu d'une vis d'arrêt ou autre méthode d'attache ou d'une douille qui puisse bien s'adapter dans la tige tubulaire à bornes, soudées et chevillées ou construites de façon à assurer un raccordement permanent.

Ces bornes aériennes peuvent être d'aluminium. Elles doivent alors avoir un diamètre de  $\frac{1}{2}$  pouce au minimum si elles sont massives ou de  $\frac{3}{4}$  de pouce au minimum si elles sont tubulaires. L'épaisseur des parois doit être de la norme 18, B & S.

La longueur totale de la tige et la pointe doit être en dedans des limites de 12 pouces à 72 pouces.

Une borne aérienne est requise à (ou en dedans de) 2 pieds de chaque cheminée, pignon, flèche de clocher, ventilateur ou coupole, etc. Des bornes aériennes additionnelles sont requises le long des faîtes de toits et des parapets. La distance entre chacune de ces bornes ne doit pas être supérieure à 25 pieds.

Toutefois sur tout édifice ou construction où, eu égard à son genre de construction, il ne peut être installé qu'une seule borne aérienne, elle doit avoir au moins 5 pointes et être installée sur le point culminant de l'édifice ou construction lorsque tel édifice ou construction a un rayon ou un apothème selon le cas excédant 15 pieds.

Dans le cas d'édifice d'une hauteur de plus de 60 pieds avec toit plat, les bornes aériennes doivent être placées aux intersections de lignes tirées à angle droit l'une de l'autre et disposant des carrés de 25 pieds sur les côtés.

Les cheminées de plus de 60 pieds de hauteur, construites de matériel autre que le métal, doivent avoir des bornes aériennes fabriquées soit de monel ou d'acier inoxydable afin de les protéger contre les effets corrosifs de la fumée. Ces bornes doivent avoir un diamètre non inférieur à  $\frac{3}{4}$  de pouce, être placées autour de la périphérie supérieure de la cheminée à des distances n'excédant pas 6 pieds entre elles et être raccordées au moyen d'un conducteur de fortes dimensions, de même matériel que celui des bornes, sous la forme d'un anneau ou d'une bande, qui relie toutes les bornes ensemble.

Les câbles longeant de telles cheminées et reliant ces bornes aériennes aux tiges de terre, doivent être de cuivre recouvert d'une couche de plomb d'au moins  $\frac{1}{16}$  de pouce d'épaisseur sur un parcours minimal de 25 pieds à partir du sommet. Les pointes doivent être légèrement inclinées intérieurement afin d'être directement au-dessus de l'ouverture de ces cheminées dans le but de détourner à elles-mêmes la décharge de foudre qui pourrait frapper la colonne de fumée. Les pointes et les tiges des bornes aériennes doivent mesurer à peu près 5 pieds ou avoir une hauteur telle qu'elles protègent efficacement ces cheminées.

On peut aussi ériger une arche, faite de même matériel que celui désigné au septième alinéa qui soit munie de pointes du côté de la bande et à travers l'embouchure de la cheminée.

Une borne aérienne peut aussi être formée au moyen d'une cage hémisphérique ou conique, faite de même métal que celui désigné au septième alinéa, qui soit placée au sommet de la cheminée et qui soit munie de pointes et convenablement reliée aux tiges de terre.

Toutes les bornes aériennes doivent être supportées dans une position verticale permanente. Celles qui sont sur ou à côté des cheminées ou de pièces semblables peuvent être attachées à leur côtés au moyen de liens approuvés et doivent se prolonger entre 12 et 18 pouces en hauteur au-dessus de l'extrémité supérieure dans le cas d'une cheminée ordinaire. Celles qui excèdent 12 pouces en hauteur au-dessus du toit, libres à l'air, doivent être supportées dans une position verticale au moyen d'ancres ou supports approuvés.

Pour les cheminées excédant 60 pieds en hauteur, les septième, huitième, neuvième et dixième alinéas s'appliquent.

Aucune girouette ou autre obstacle ne doit être installé sur des bornes aériennes ni en faire partie à moins que ce

ne soient des boules vides en verre ou en aluminium dont le diamètre ne doit pas excéder 4 ½ pouces.

**14. Tiges de bornes aériennes :** Les tiges des bornes aériennes sur les édifices ou constructions de moins de 60 pieds de hauteur peuvent être faites de tubes en cuivre pur et mou d'une conductivité non inférieure à 98% ou d'alliage de cuivre d'une conductivité non inférieure à celle de l'aluminium. Elles doivent avoir un diamètre extérieur non inférieur à 7/16 de pouce et une épaisseur de paroi non inférieure à 0,032 de pouce ou de la norme 20, B & S. Elles peuvent être construites de tubes d'aluminium d'un diamètre minimal de 5/8 de pouce et être construites de manière à pouvoir recevoir des pointes massives. Elles peuvent être construites de cuivre massif mou d'un diamètre non inférieur à 7/16 de pouce ou avec de l'aluminium massif d'un diamètre non inférieur à ½ pouce en autant qu'elles sont conformes aux dispositions relatives aux conducteurs. Elles doivent se terminer par une pointe.

Les tiges des bornes aériennes sur les édifices ou constructions dont la hauteur est de plus de 60 pieds doivent être de cuivre pur, mou ou d'alliage de cuivre dont la conductivité n'est pas inférieure à celle de l'aluminium. Elles doivent avoir un diamètre d'au moins 5/8 de pouce si elles sont massives ou de ¾ de pouce si elles sont tubulaires. Ces tiges peuvent être d'aluminium ayant un diamètre minimal de ¾ de pouce, si elles sont massives ou de 7/8 de pouce si elles sont tubulaires.

**15. Supports de bornes aériennes :** Les supports des bornes aériennes doivent être approuvés. Ils doivent consister en des bandes d'une largeur minimale de 1 ¼ pouce ou en tiges d'un diamètre non inférieur à ¼ de pouce.

Ces bandes ou tiges doivent être de la norme 15, B & S si elles sont de cuivre ou d'alliage de cuivre ou de la norme 14, B & S si elles sont d'aluminium ou de fer galvanisé. Les supports en aluminium ne peuvent être utilisés qu'avec des bornes aériennes en aluminium.

La hauteur des supports des bornes aériennes du genre à trépied ne doit pas être supérieure à 40 pouces. S'ils ont une hauteur supérieure à 18 pouces, ils doivent avoir au moins 2 guides pour les bornes aériennes.

La partie des supports que représente le trépied doit avoir à peu près la moitié de la hauteur totale. Elle doit être fabriquée de tiges dont le diamètre ne doit pas être inférieur à ¼ de pouce. Le diamètre de la partie supérieure du trépied-support ne doit pas être inférieur à ¾ de pouce si elle est fabriquée d'une seule pièce. Si elle consiste en plus d'une pièce, elle doit posséder des qualités de force et de résistance équivalentes.

Le diamètre des tiges des supports à 4 pattes doit être de 7/32 de pouce.

Les ancrs doivent être retenues solidement au toit au moyen de vis ou de boulons en cuivre, en laiton ou en aluminium. Si les ancrs sont en fer galvanisé, elles peuvent être retenues au moyen de vis ou de boulons en fer ou en acier galvanisé par le procédé d'immersion chaude. La longueur des vis ou boulons ne doit pas être inférieure à 2 pouces et d'un diamètre non inférieur à 5/32 de pouce. Les pattes du genre à trépied doivent être espacées de façon à donner le plus de rigidité possible à l'ancre une fois fixée.

**16.** Les supports des bornes aériennes, les vis, les clous ou autres équipements approuvés, en acier ou en fer, doivent être protégés au moyen de couches de zinc capables de subir 4 immersions d'une minute dans une solution ordinaire de sulfate de cuivre sans qu'il n'y apparaisse aucun dépôt fixe sous forme de globules de cuivre.

**17.** On doit donner beaucoup de soin et une attention extrême à l'ancrage des bornes aériennes. On ne doit pas se servir de clous car l'effort et la vibration des éléments les relâchent.

Il faut se servir de vis ou de boulons pour attacher les ancrs au toit. Dans le cas de toits en bois, les boulons doivent être assez longs pour traverser le toit et doivent être munis d'un écrou et d'une rondelle à l'intérieur. Une fois fixés, on doit river l'extrémité des boulons pour empêcher que l'écrou s'en échappe. On peut se servir de vis à expansion dans le cas de toits en béton ou de parapets en brique dans lesquels cas, elles doivent pénétrer le béton ou la maçonnerie à une profondeur non inférieure à 2 pouces. L'ancre doit être construite d'une manière rigide et avoir la force suffisante pour retenir une borne aérienne dans la position verticale aussi longtemps qu'on le voudra.

### SECTION III BORNES À LA TERRE

**18.** Les bornes à la terre sont les dispositifs au moyen desquels le contact électrique est établi entre le conducteur du paratonnerre et la terre et doivent offrir une course à basse résistance entre les bornes aériennes et la terre.

Comme l'efficacité d'une telle installation de paratonnerres dépend d'abord de la perfection du contact avec un terrain humide en permanence, il est exigé que la base de chaque conducteur soit enfouie en terre d'une manière rigide :

a) en prolongeant la base de la tige dans la terre jusqu'à ce qu'on ait atteint l'humidité permanente ;

b) en reliant, à l'extérieur, le conducteur à la tuyauterie souterraine de distribution d'eau, à son point d'entrée dans l'édifice ou construction ;

c) quand il est impossible d'obtenir une profondeur suffisante dans la terre et l'humidité requise, on peut raccorder le conducteur à des plaques de terre ou autres dispositifs construits pour cette fin et installés à une profondeur suffisante pour assurer une ample capacité pour la distribution de la décharge électrique au moyen de conducteurs à basse résistance ;

d) les raccordements à la terre faits d'après les paragraphes a et c doivent être à une profondeur dans la terre non inférieure à 10 pieds. Quand il est impossible d'atteindre cette profondeur à cause de la nature du sol, il faut creuser une tranchée à partir de l'édifice jusqu'à un point où la profondeur requise peut être obtenue. On peut creuser une tranchée d'une longueur non inférieure à 8 pieds là où le sol a de 4 à 5 pieds de profondeur et d'une longueur non inférieure à 12 pieds là où le sol n'a que 2 ou 3 pieds de profondeur. On doit poser le conducteur dans une position aussi droite que possible. On y entasse de la terre fine sur le câble sur laquelle on dépose, dans une position horizontale, de larges pierres plates sur toute la longueur de la tranchée, puis on remplit la balance de la tranchée avec de la terre. Les pierres empêchent une montée capillaire de l'eau, tenant de la sorte dans une condition aussi humide que possible la terre qui se trouve autour du point de raccordement à la terre. La tranchée doit être faite à angle droit plutôt que parallèle aux fondations de l'édifice ;

e) on doit suivre la méthode b en plus de la méthode a dans tous les cas où cela est possible. La connexion du conducteur à la tuyauterie à l'eau doit se faire au moyen d'un collier spécifiquement approuvé à cette fin, après que la rouille et les incrustations ont été enlevées.

**19.** On peut se servir d'une mèche ou d'une tige de terre pour creuser le trou dans la terre qui doit recevoir la tige. Le trou doit être ensuite rempli de glaise sèche bien tamponnée sur et autour du raccordement à la terre. On peut aussi remplir le trou avec de la terre mêlée de l'eau ayant la consistance d'une boue épaisse. La raison de ceci est que, si le trou est plus grand que la tige, la résistance sera très élevée et cette résistance se maintiendra jusqu'à ce que la terre ait pu se placer autour de la tige, ce qui peut prendre des mois.

Du cuivre pur et mou doit être utilisé pour les bornes de terre. Ces bornes peuvent prendre la forme de gros tubes, de plaques, de tiges solides dont le diamètre n'est pas inférieur à  $\frac{3}{4}$  de pouce ou de tiges qui servent régulièrement de protection contre la foudre. Dans aucun cas leur pesanteur ne doit être inférieure à 3 onces au pied. Si on se sert de tiges, de tubes ou de plaques séparés ou d'autres dispositifs, la tige du paratonnerre doit être attachée ou soudée à ces raccords à la terre d'une manière solide et permanente.

Le raccord à la terre doit être protégé contre l'endommagement et la corrosion que peut occasionner le suintement provenant de basses-cours ou d'autres produits chimiques au moyen de béton, tel que prescrit à l'article 22.

**20.** Lorsque le lit du roc est à quelque distance de la surface de la terre, le niveau d'humidité permanente en est très probablement au-dessus. Il est alors très facile de faire un raccordement à un point humide en permanence.

Lorsque le lit du roc est très rapproché de la surface de la terre, il est plus difficile de faire un bon raccordement à la terre. En cherchant avec soin, on peut toutefois trouver une dépression dans le lit du roc où l'épaisseur de terre est plus marquée ou une crevasse qui permet d'enfoncer le câble jusqu'au niveau de l'humidité ou d'en continuer l'installation jusqu'à un terrain bas près d'un cours d'eau. Le granit ou autre variété de rocs non poreux peuvent offrir plusieurs milliers d'ohms de résistance au raccordement à la terre.

Sous de telles conditions, on doit creuser une tranchée à l'endroit où doit se faire le raccordement, en la faisant aussi profonde que le permet le lit du roc, et y ensevelir une plaque en cuivre ou son équivalent en câble de cuivre ayant une superficie suffisante pour protéger le système de paratonnerres qui y est installé.

La plaque de cuivre doit être d'une superficie non inférieure à 3 pieds et d'une épaisseur non inférieure à  $\frac{1}{8}$  de pouce. Elle doit être de forme rectangulaire et entourée d'une couche de carbone ou de charbon de bois pulvérisé dont l'épaisseur est d'environ 2 pieds au-dessus et en dessous.

Il n'est pas permis de se servir de cendres ou de coke à cause de leur effet chimique ou électrolytique sur le cuivre.

Il faut attacher le conducteur solidement à la plaque de terre au moyen de rivetage et de soudure, afin d'y assurer une bonne ligature mécanique et électrique permanente.

Comme alternative dans le choix du système de raccordement à la terre où le lit du roc est très rapproché de la surface, on peut poser une lisière ou plus de câbles en cuivre d'une seule longueur autour de l'édifice et qui est solidement raccordée aux conducteurs à divers endroits. De la lisière qui entoure l'édifice, on peut en faire partir d'autres radiales, s'il est jugé à propos à cause de l'importance de l'édifice.

La superficie totale des lisières ou des conducteurs en cuivre ne doit pas être inférieure à 18 pieds carrés. On peut augmenter cette superficie en proportion de la grandeur et de l'importance de l'édifice à protéger. Une plus grande superficie donne une plus grande protection. Les connexions des tiges avec les lisières doivent être soudées.

Lorsqu'un réseau de tuyauterie d'eau existe proche des bornes à la terre, on doit, si possible, s'y raccorder en un point, peu importe que des tiges ou des lisières métalliques soient utilisées. C'est un complément important aux bornes à la terre.

**21.** On doit éviter, si possible, tout raccordement avec les tuyaux à gaz, à cause de la possibilité de danger ou d'explosion. D'autre part, si les tuyaux à gaz sont placés de façon qu'il soit impossible d'en rester éloignés de 12 pieds de distance, ils doivent être raccordés électriquement à la tige à divers endroits, raccordés à la terre à l'intérieur de l'édifice et bien attachés autour du compteur à gaz.

Les raccordements à la terre doivent être à 12 pieds au moins des tuyaux principaux à gaz et des réservoirs à essence.

**22.** La permanence des connexions à la terre peut être affectée par la corrosion due au suintement provenant des basses-cours et des dépotoirs. Il faut protéger le contact des bornes à la terre contre un tel suintement par le drainage ou autrement. On peut éviter la corrosion en entourant la tige à partir d'un point de 6 à 12 pouces de la surface du sol jusqu'à 3 pieds en dessous au moyen d'un cylindre de béton compact de 6 à 8 pouces de diamètre.

**23.** Le nombre de bornes à la terre dépend du nombre de bornes aériennes. Lorsque le nombre de bornes aériennes requis n'excède pas 6, deux bornes à la terre sont suffisantes d'une manière générale. D'ordinaire, celles-ci doivent être placées à des coins diagonalement opposés, à moins que les conditions ne justifient leur installation ailleurs.

Trois raccordements à la terre doivent être pourvus quand le nombre requis de bornes aériennes est plus de 6 mais non supérieur à 12. Une borne additionnelle doit être ajoutée pour chaque 5 bornes aériennes requises en plus des 12 premières.

Il peut arriver toutefois que, dû à la construction de l'édifice, il soit requis plus de raccordements à la terre que le minimum requis.

Les raccordements à la terre, posés en plus des 2 premiers, doivent être installés autour de l'édifice ou construction d'une manière symétrique, préférablement aux endroits où il est plus probable que le sol soit humide en permanence. Il faut éviter les endroits où les conducteurs seraient sujets à l'action du fumier, à l'endommagement, choqueraient l'œil ou seraient un danger.

Il faut éviter les extensions de courses horizontales sans issue, excédant 16 pieds, car le système doit être au complet et en circuit. Des bornes additionnelles à la terre doi-

vent être pourvues, s'il est nécessaire, de façon à avoir un raccordement à la terre de chaque côté de toute borne aérienne.

On doit installer une borne à la terre le long du mur de tout édifice ou construction et le plus près possible de tout arbre qui s'élève au-dessus de tel édifice ou construction et qui s'en trouve à moins de 5 pieds.

Un seul raccordement à la terre est exigé dans le cas de silos. On recommande d'en mettre 2 dans le cas de grands silos.

Lorsque le silo est installé près de la grange, on doit disposer les conducteurs de façon à ce que les systèmes du silo et de la grange soient reliés. On peut se servir pour les deux du raccordement à la terre de la grange avoisinante.

**24.** On doit raccorder à la terre les clôtures métalliques qui sont reliées aux édifices ou constructions ayant des tiges. Ce raccordement doit être fait d'abord près de l'édifice ou construction, le conducteur étant en contact avec chaque fil de la clôture, et ensuite à tous les 100 pieds.

Le raccordement à la terre dans chaque cas doit être en grosseur et en conductibilité, l'équivalent de la clôture et doit se continuer en terre à 10 pieds au moins.

#### SECTION IV RÉSISTANCE DES RACCORDEMENTS À LA TERRE

**25.** La résistance de tout raccordement à la terre ne doit pas excéder 50 ohms.

Afin de pouvoir faire l'essai de la résistance à la terre d'une installation tel que requis par l'article 30, un collier à pression, spécifiquement approuvé à cette fin, doit être employé pour relier la mise à la terre au câble du paratonnerre.

Lorsque le câble est d'aluminium, ce collier doit être d'une matière et d'un genre approprié et approuvé à cette fin.

Tous les colliers doivent être installés immédiatement à la sortie supérieure du dispositif de protection requis par l'article 10, sauf lorsque l'ossature ou le lambris extérieur de l'édifice ou de la construction sont de métal. Alors, toutes les connexions au conducteur doivent être effectuées à ce dernier à son point d'entrée dans la terre au moyen d'un collier démontable spécifiquement approuvé à cette fin.

**26.** Il est défendu de mêler du sel ou autre produit chimique avec la terre qui entoure les raccordements à la terre, dans le but d'en décroître temporairement la résistance.

**27.** On doit augmenter le nombre des raccordements à la terre jusqu'à ce que la résistance requise ait été obtenue sous des conditions normales du sol. Si un système de tiges est installé durant la saison pluvieuse, lorsque la terre est trempée, il faut installer un nombre suffisant de raccordements à la terre pour donner une résistance à la terre de 25 ohms ou moins, pourvu toutefois qu'il n'y ait aucune condition qui empêche d'obtenir une telle résistance.

**28.** Comme il est impossible d'obtenir une résistance trop basse dans les raccordements à la terre, il faut prendre toutes les précautions possibles pour que la résistance du raccordement à la terre ne soit pas trop élevée à cause de la perte de voltage. Quand une décharge de foudre a un courant maximal de 25 000 ampères et que le raccordement à la terre offre une résistance de 15 ohms, la chute de potentiel sera à peu près 375 000 volts à la connexion de terre.

**29.** La résistance d'une connexion à la terre est due en grande partie à la résistance des couches de terre qui entourent la tige ou la plaque. Il s'ensuit qu'une augmentation dans le diamètre de la tige ne décroît pas la résistance de la connexion à la terre dans la même proportion. Il est prouvé que, dans le cas d'une tige de 10 pieds de long dont le diamètre est doublé et dont, conséquemment, la superficie de contact avec le sol est doublée, la résistance est réduite de 6 à 12%. Toutefois, la résistance à la terre de 2 tiges de même diamètre est à peu près 50% de celle d'une seule tige si elles sont séparées de 6 pieds ou plus. La résistance d'une quantité de telles connexions à la terre en parallèle est, approximativement, inversement proportionnelle au nombre de telles connexions, pourvu qu'elles soient séparées de 6 pieds ou plus.

Pour des fins pratiques, on peut admettre le principe que la règle de la variation de la résistance avec la profondeur est comme suit : l'augmentation de la profondeur dans le cas d'une tige de 8 à 9 pieds diminue la résistance de 1/9 et, de 9 à 10 pieds, de 1/10 et ainsi de suite.

**30. Essai de la résistance des connexions à la terre :** Les 2 méthodes qui semblent les plus simples et les plus avantageuses pour faire l'essai de la résistance des raccordements à la terre sont celle de l'ampèremètre-voltmètre et celle du « pont Wheatstone ».

En ce qui concerne la méthode de l'ampèremètre-voltmètre, il faut avoir, en plus des instruments électriques requis, une source de pouvoir qui soit à 100 volts ou plus dans le cas du courant continu ou à un voltage pratique dans le cas du courant alternatif. En se servant du courant continu dans le procédé avec ampèremètre-voltmètre, la force contre-électromotrice de polarisation (1 ou 2 volts) est suffisante pour causer des erreurs appréciables à bas voltage de sorte qu'un potentiel de 100 volts ou plus est né-

cessaire pour les rendre négligeables. Dans le cas du courant alternatif, la polarisation n'a pas lieu à un degré appréciable.

La méthode du « pont Wheatstone » exige qu'il y ait un pont portatif, un récepteur de téléphone, un petit transformateur et 4 ou 5 piles sèches en série avec un bourdon de 4 ohms qui produise un courant oscillatoire. Cette méthode est plus commode généralement que celle de l'ampèremètre-voltmètre, même si la source de pouvoir est disponible. Elle fait défaut, toutefois, quand il y a des courants alternatifs dans la terre qui occasionnent des bruits dans le récepteur téléphonique. Les deux méthodes exigent qu'il y ait 2 connexions à la terre en plus de celle dont on doit faire l'essai et que ces 3 connexions soient espacées de 50 pieds ou plus l'une de l'autre. Si elles sont à moins de 6 pieds l'une de l'autre, il peut y avoir des erreurs appréciables dans les calculs.

Les mesures et les calculs sont comme suit : que les résistances à la terre des 3 connexions soient R1, R2 et R3, que l'essai des résistances des différents couples en série (R1 plus R2 ; R1 plus R3 et R2 plus R3) soit respectivement : A, C et B.

Alors : R1 plus R2 égale A ;  
R1 plus R3 égale C ; et  
R2 plus R3 égale B.

Si R1 représente les résistances réunies des bornes à la terre du système de paratonnerres, la solution de ces équations sera comme suit :

R1 égale :  $\frac{A \text{ moins } B \text{ plus } C}{2}$  De la même manière

R2 égale :  $\frac{A \text{ plus } B \text{ moins } C}{2}$  et

R3 égale :  $\frac{B \text{ moins } A \text{ plus } C}{2}$  De cette manière

on obtient des résultats approximatifs qui sont assez précis pour tout travail sur les lieux.

**31. Édifice avec toit en cuivre et charpente en acier :** Pour tout édifice avec toit et revêtement en cuivre, les conducteurs doivent se prolonger de la borne aérienne à la borne de terre à au moins 2 points diagonalement opposés. Pour chaque borne de terre additionnelle, si l'on désire se servir du revêtement du toit comme conducteur entre la borne de terre et la borne aérienne, le câble doit se prolonger jusqu'aux bords du toit et par-dessus ceux-ci, les bouts étant étendus, soudés et rivés au toit. S'il y a un raccordement électrique et mécanique entre le toit et les côtés, les raccordements à la terre peuvent être faits directement de ces côtés, tel qu'ici prévu.

Les édifices avec charpente en acier doivent être pourvus de bornes aériennes qui lui soient bien reliées. Cette charpente en acier doit être reliée à la terre.

**32. Ouvrage mécanique et électrique :** Un bon raccordement électrique et de l'ouvrage mécanique de premier ordre sont essentiels pour assurer la permanence d'un système de paratonnerres et la protection qu'il peut donner.

**33. Fils exposés :** Tous les fils de téléphone installés sur des poteaux ou tout fil exposé qui entre du dehors à l'intérieur d'un édifice, doivent être pourvus de parafoudres là où ils entrent dans l'édifice.

**34. Protection du bétail dans les champs :** La perte de vie du bétail par la foudre est causée par le fait que le bétail se rapproche des clôtures en broche durant les orages électriques. La force de la foudre peut s'accumuler dans la clôture au point où elle peut occasionner la mort du troupeau lors de sa décharge.

Les clôtures de broche doivent être raccordées à la terre afin d'éviter tout danger. Le meilleur moyen et le plus permanent comme raccordement à la terre est le poteau en fer galvanisé avec crampons pour tenir les fils (fait expressément à cette fin) enfoui 6 pieds en terre. Si la terre est sèche, ces poteaux ne doivent pas être espacés à plus de 150 pieds afin que la résistance à la terre ne soit pas trop élevée. Si la terre est humide continuellement, ils peuvent être placés à 300 pieds l'un de l'autre.

Un bon raccordement à la terre qui est moins coûteux que celui des poteaux est celui d'un tuyau en fer galvanisé de  $\frac{1}{2}$  ou de  $\frac{3}{4}$  de pouce enfoui dans la terre 5 à 6 pieds et relié à chaque fil de la clôture au moyen d'un fil en fer galvanisé. Les raccordements à la terre dans le cas de la tuyauterie doivent être espacés comme dans le cas des poteaux en fer.

Il sert à peu de chose de faire courir un fil semblable à celui dont la clôture est faite comme raccordement à la terre, le fixer aux poteaux en contact avec les fils de la clôture et l'enfoncer dans la terre 3 ou 4 pieds. Un tel raccordement peut avoir une résistance élevée, peut être brisé ou peut subir l'effet de la corrosion. Dans un tel cas, les fils de terre doivent être à quelques pouces au-dessus de la clôture et y former des points.

Il n'est pas suffisant de faire un raccordement de la clôture à la terre. La continuité électrique qui existe dans une clôture de broche doit être arrêtée. On peut obtenir ce résultat en insérant, à des intervalles approximatifs de 900 pieds, des lisières en bois franc de 2 pouces carrés, et de 3 pieds en longueur, aux bouts desquelles les fils de la clôture en broche sont bien attachés longitudinalement. De cette façon, l'effet d'une décharge de foudre sur une sec-

tion de la clôture sera limité en grande partie à cette seule section.

Lorsque les arbres sont isolés et qu'ils se trouvent dans un milieu qu'occupe le bétail, on peut diminuer les effets de la foudre en clôturant le tronc de l'arbre à quelques pieds de celui-ci, et en installant une tige en câble de cuivre qui part de la branche la plus élevée et qui est enfouie dans la terre à une profondeur suffisante pour y rejoindre le niveau d'humidité permanente. Même sans clôture, la tige est une protection d'une grande valeur.

**35. Protection des élévateurs à grain et des entrepôts contre la foudre :** D'ordinaire, les élévateurs à grain et les entrepôts sont des édifices isolés et, dans le cas d'un élévateur à la campagne, c'est le plus haut édifice des alentours. Pour cette raison, il est important de pourvoir à leur protection contre la foudre.

On doit se conformer aux dispositions ici prévues pour la protection contre la foudre en ce qui concerne les matériaux et les méthodes à suivre, si les détails ne sont pas spécifiquement mentionnés au présent article. Qu'on se rappelle que, de même que la fondation de l'édifice en est la partie la plus importante, ainsi le raccordement à la terre d'un système de paratonnerres en est le lien le plus important.

Il doit y avoir au moins 4 raccordements à la terre sur un édifice, en chaque coin d'un édifice carré ou de forme oblongue. Il doit y avoir au moins 5 raccordements à la terre dans le cas d'un édifice en forme de L et au moins 6 dans le cas d'un édifice ayant la forme d'un T.

Le conducteur horizontal le plus élevé doit suivre la partie la plus exposée du toit, car c'est là que la foudre est plus apte à tomber. Afin que les conducteurs ne soient déplacés, il faut tenir compte du jeu considérable qui peut se produire par le tassement de l'édifice lorsqu'il est rempli.

Il faut faire le moins de ligatures possible dans l'installation des conducteurs et elles doivent être bien faites, tant du point de vue mécanique qu'électrique. On doit les protéger contre la corrosion.

Autant que possible, la course des conducteurs doit être une ligne directe en descendant. On doit éviter les coudes abrupts. La course des conducteurs ne doit jamais être à l'intérieur de tuyaux métalliques.

Les dispositions importantes à observer en ce qui concerne les bornes aériennes sont : une construction substantielle ayant les dispositifs nécessaires à un bon raccordement permanent à la tige et l'attachement solide au toit.

En plus du nombre de bornes aériennes requis pour de tels édifices ou constructions, on doit pourvoir une protection additionnelle à toutes les parties élevées du toit, telles



que les coupoles, les cheminées, les ventilateurs, au moyen de bornes aériennes bien reliées aux conducteurs.

On doit raccorder aux conducteurs tout appareil métallique tel que les tuyaux, les réservoirs à eau dans les greniers, etc. Le raccordement aux conducteurs doit être fait aussi près du toit que possible et l'extrémité inférieure doit être raccordée à la terre si la course est verticale.

**36. Soutes à poudre :** On doit fournir des devis spéciaux pour l'installation de système de paratonnerres dans les soutes à poudre, sur soumission de plans avec détails de construction, capacité, etc.

**37. Protection des réservoirs à l'huile contre la foudre :** Les règlements suivants s'appliquent généralement aux réservoirs qui sont installés au-dessus du niveau du sol, tels que ceux qui servent à l'emmagasiner du pétrole brut ou de l'huile à combustible ; ils donnent un moyen de placer sur les réservoirs un système de conducteurs qui assure une course à basse résistance pour la décharge de la foudre à la terre autre que le réservoir lui-même ou son raccordement.

On doit se servir de matériaux ordinaires et appliquer les méthodes régulières tel qu'exigé par le présent Code pour la protection contre la foudre à moins de détails spécifiques au contraire dans le présent article.

Les conducteurs doivent être de cuivre pur, mou, d'une pesanteur non inférieure à 4 onces au pied. S'ils sont d'aluminium, leur pesanteur ne doit pas être inférieure à 2,75 onces au pied.

Il faut poser des conducteurs sur le dessus des réservoirs qu'on entoure aussi près des bords que possible, en joignant les bouts en forme de cercle avec bon contact électrique et mécanique. Il faut poser deux autres conducteurs au-dessus des réservoirs au centre et à angle droit l'un de l'autre, les 4 bouts étant descendus verticalement le long des côtés du réservoir jusque dans la terre où il doit y avoir raccordement permanent à la terre.

Il est de la première importance d'avoir un bon raccordement permanent à la terre. Celui qui est relié à un système de tuyauterie souterraine est préférable à tout autre. Quand il est impossible d'obtenir ce dernier système, on doit se servir de plaques de terre ou leur équivalent. Ces plaques ou autres bornes doivent être plus basses que le niveau où l'huile aura pénétré, et, dans aucun cas, elles ne doivent être à moins de 15 pieds en-dessous du niveau du sol.

Lorsque les conducteurs se croisent, ils doivent être fermement reliés ensemble afin d'assurer un bon contact permanent mécanique et électrique. On doit placer à chaque croisement une borne aérienne verticale en cuivre pur,

mou, de pas moins de  $\frac{3}{4}$  de pouce de diamètre ou d'aluminium d'au moins  $\frac{7}{8}$  de pouce de diamètre et d'une hauteur non inférieure à 5 pieds qui doit être reliée aux deux conducteurs. On doit prolonger une borne aérienne à 3 pieds au-dessus de tout tuyau de ventilation ou autre partie ou attachement du réservoir qui viendrait en saillie verticale, et la raccorder aux conducteurs du dessus du réservoir le plus directement possible. Tous les conducteurs doivent avoir une course descendante.

Le tuyau de ventilation doit préférablement se continuer en terre et se terminer à quelque distance, laquelle n'est pas moindre du double du diamètre du réservoir, et l'issue doit en être recouverte d'une gaze nickelée en mailles n'excédant pas 30 au pouce. Si ceci est impossible, le tuyau de ventilation doit se terminer en un accessoire ayant la forme d'un T, avec des pièces de tuyau courtes se prolongeant dans chaque direction, avec coude à chaque bout, de façon à donner une course descendante au bras horizontal, le bout de chaque bras étant recouvert d'une gaze nickelée. Le but de ce dispositif est d'étendre la colonne de vapeur ou de gaz que dégage le tuyau de ventilation et de l'éloigner du point où la décharge de foudre peut avoir lieu. La gaze nickelée sert à empêcher la flamme d'entrer dans le tuyau et de mettre le feu au contenu du réservoir.

Il faut faire le moins de ligatures possible en installant les conducteurs. Elles doivent être bien faites mécaniquement et électriquement. Aussi les raccords doivent y être bien protégés contre la corrosion.

On doit attacher fermement les conducteurs à la surface du réservoir au moyen de crampons en cuivre ou autre matériel approuvé, de manière à faire de bons raccords mécaniques et électriques. L'espace entre les supports ne doit pas excéder 4 pieds. Les clous ou autres attaches ne doivent jamais traverser le toit. En faisant la course d'une tige verticale, on doit l'éloigner suffisamment des côtés pour éviter les coudes et les courbes abruptes là où elle relie les côtés avec le toit du réservoir. La course des conducteurs ne doit jamais être à l'intérieur de tuyaux métalliques.

Toutes les parties d'un système de paratonnerres doivent être raccordées en commun, tant électriquement que mécaniquement, avec toutes les pièces métalliques du réservoir, à moins que le réservoir soit de construction métallique dans son entier et que toutes les parties en soient solidement rivées.

A.C. 1172-53, (1953) 85 G.O., 451  
A.C. 42-54, (1954) 86 G.O., 270



c. I-13.01, r.2

## Règlement adoptant le Code électrique canadien

Loi sur les installations électriques  
(L.R.Q., c. E-4 ; mod., L.Q., 1975, c. 53 ; après  
refonte : L.R.Q., c. I-13.01, a. 29)

**1.** La résolution du 18 mai 1977 du bureau des examinateurs décrétant conformément à l'article 29 de la Loi sur les installations électriques (L.R.Q., c. E-4 ; mod., L.Q., 1975, c. 53 ; après refonte : L.R.Q., c. I-13.01) que la 12<sup>e</sup> édition du Code électrique canadien sert de base pour l'élaboration du programme des examens ainsi que pour la rédaction des formules et des questionnaires dont se servent les examinateurs pour les examens des aspirants et que ce Code sert de base d'application de la Loi sur les installations électriques, est approuvée par le gouvernement et ce Code entre en vigueur le 27 juillet 1977.

**2.** Le Code de l'électricité adopté par l'arrêté en conseil 951-74 du 13 mars 1974 et modifié par les arrêtés en conseil 1577-74 du 1<sup>er</sup> mai 1974, 4398-75 du 1<sup>er</sup> octobre 1975 et 4399-75 du 1<sup>er</sup> octobre 1975, est abrogé à compter du 27 juillet 1977.

**3.** Nonobstant l'article 2, les travaux d'électricité pour lesquels un permis d'exécution a été délivré avant le 27 juillet 1977 peuvent être continués jusqu'à leur parachèvement selon le Code de l'électricité.

**4.** Conformément à l'article 29 de la Loi sur les installations électriques, le ministre du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu approuve les modifications au Code électrique canadien, 12<sup>e</sup> édition, adoptées par résolution du bureau des examinateurs en date du 24 novembre 1977 et 31 mai 1978, lesquelles entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1978 et le 19 juillet 1978.

---

A.C. 2197-77, (1977) 109 G.O. II, 3641

A.M. du 22.12.77, (1978) 110 G.O. II, 1451

A.M. du 28.06.78, (1978) 110 G.O. II, 3865





c. I-13.01, r.3

## Règlement sur les installations électriques

Loi sur les installations électriques

(L.R.Q., c. E-4 ; mod., L.Q., 1975, c. 53 ; après refonte : L.R.Q., c. I-13.01, a. 8, 10, 19, 28, 29 et 43)

### SECTION I

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.** Le présent règlement s'applique aux installations pour fins d'éclairage, de chauffage et de force motrice électrique. Le paragraphe *b* de l'article 2 ; les articles 3 et 5 ; le paragraphe 1, la première phrase du paragraphe 2 et le sous-paragraphe *a* du paragraphe 3 de l'article 12 ; les paragraphes 1 à 3 de l'article 13 ; l'article 17 ; les articles 24 et 27 s'appliquent aussi aux installations pour fins de protection contre la foudre.

**2. Définitions :** Dans le présent règlement, les expressions suivantes signifient :

*a)* « construction préfabriquée mobile » : unité construite en usine, motorisée ou remorquable, notamment une maison mobile, une roulotte (caravane), une campeuse, une tente roulotte (caravane pliante) et tout autre véhicule similaire ;

*b)* « droit » : honoraire au sens de la Loi sur les installations électriques (L.R.Q., c. E-4 ; mod., L.Q., 1975, c. 53 ; après refonte : L.R.Q., c. I-13.01).

**3. Demande d'inspection :** Le détenteur d'un permis doit aviser le bureau des examinateurs de la date à laquelle les travaux, en tout ou en partie, seront prêts pour inspection. Sauf autorisation contraire du bureau des examinateurs, ces travaux doivent demeurer à découvert durant une période de 2 jours ouvrables à partir de la date pour laquelle l'inspection a été demandée afin de permettre l'inspection.

**4. Ordre de raccordement :** Le distributeur d'électricité n'est pas tenu d'obtenir l'autorisation du bureau des examinateurs pour procéder à un raccordement prévu à l'article 6 de la Loi lorsque l'alimentation a été discontinuée, faute du paiement des comptes ou à la suite d'un déménagement de l'usager pour autant qu'il n'y ait aucune modification ou addition à cette installation électrique.

#### 5. Installations défectueuses :

1) Lorsqu'un inspecteur ordonne que des modifications soient apportées à une installation électrique en vertu de l'article 9 de la Loi sur les installations électriques, un délai de 30 jours est accordé pour que soient effectuées les modifications indiquées dans l'avis de défectuosité.

2) Après avoir reçu un avis de défectuosité, la personne à qui il s'adresse doit informer le bureau des examinateurs de la date à laquelle les réparations seront terminées et l'installation prête pour l'inspection.

3) Lorsque la personne visée ne peut, dans le délai fixé, respecter l'avis établi en vertu du paragraphe 1, le bureau des examinateurs peut, sur requête écrite, accorder un délai.

4) Si les améliorations ne sont pas effectuées dans le délai fixé, le bureau des examinateurs peut en informer, par écrit, le propriétaire.

#### 6. Emploi d'appareillage approuvé :

1) Il est interdit de mettre en vente, de vendre, d'acheter ou d'utiliser des constructions préfabriquées mobiles, des matériaux, appareils et appareillages non approuvés ni d'en disposer d'aucune façon. Le bureau des examinateurs peut cependant permettre, sur requête écrite, qu'ils soient utilisés pour l'exposition, la présentation ou la démonstration.

2) Tout appareillage électrique utilisé dans une installation électrique doit être approuvé pour l'usage qu'on veut en faire.

3) Il est interdit de vendre ou d'utiliser tout appareillage électrique qui est inférieur à l'échantillon qui a fait l'objet de l'approbation ou lorsque les termes de la convention d'approbation n'ont pas été observés.

### SECTION II

#### APPROBATION DES APPAREILS

#### 7. Marque d'approbation :

1) Le bureau des examinateurs reconnaît les certifications émises par les organismes suivants :

*a)* l'Association canadienne de normalisation (CSA-ACNOR) ;

*b)* l'*Underwriters' Laboratories of Canada (ULC)* ;

*c)* l'Association canadienne du gaz (CGA).

2) Toutefois, une telle attestation n'est pas obligatoire pour :

- a) chacun des éléments d'un appareil lorsque cet appareil a reçu une approbation globale ; ou
- b) un matériau de fabrication artisanale, lorsqu'il n'est pas pratique pour des raisons d'ordre technique d'utiliser des matériaux approuvés disponibles sur le marché et qu'il offre une sécurité équivalente.

### **8. Approbation spéciale :**

1) Dans les cas mentionnés ci-dessous, le bureau des examinateurs accorde sur demande une approbation spéciale après avoir examiné un appareillage électrique et s'être assuré qu'il ne présente pas de danger pour les personnes et la propriété :

- a) un appareillage hors-série produit en un seul exemplaire ou en très petite quantité ou de fabrication artisanale ;
- b) un appareillage en instance d'homologation devant un des organismes reconnus par le bureau des examinateurs ;
- c) un appareillage pour lequel il n'existe pas de normes reconnues.

2) Toute demande d'approbation spéciale doit se faire au moyen de la formule annexée au présent règlement laquelle doit être dûment signée par le demandeur.

## **SECTION III LICENCES**

### **9. Modalités et conditions de délivrance des licences :**

- 1) Le pourcentage minimal exigé lors de l'examen en vue de l'obtention de la licence A-2 ou A-3 est de 80%.
- 2) Tout candidat qui n'a pas obtenu lors de son examen le pourcentage minimal fixé au paragraphe 1, peut se représenter à cet examen à une date ultérieure fixée par le bureau des examinateurs. Toutefois, lorsque le pourcentage d'un candidat est inférieur à 60%, celui-ci doit attendre pour se présenter à un nouvel examen qu'une période de 30 jours se soit écoulée à partir de la date à laquelle il a subi le dernier examen.
- 3) Tout candidat qui a déjà subi avec succès l'examen prescrit pour l'obtention d'une licence A-2 ou A-3 et qui n'a eu aucune de ces licences après sa qualification ou tout détenteur d'une de ces licences qui est devenue périmée à cause du non-renouvellement, est dispensé de subir un nouvel examen si, lors de la première demande d'une de ces licences ou de son renouvellement, il ne s'est pas écoulé une période de plus de 5 ans depuis la date de l'examen de

qualification ou depuis la date de son examen de qualification ou depuis la date du dernier renouvellement. Toutefois, s'il s'est écoulé une période de plus de 5 ans depuis la date de son examen de qualification ou depuis la date du dernier renouvellement, le candidat doit alors prouver au bureau des examinateurs qu'au cours des 2 dernières années :

- a) il était membre actif d'une compagnie, association ou corporation qui fait des installations électriques ; ou
- b) il a exercé le métier de compagnon électricien.

4) Nul individu ne peut à la fois être détenteur de plus d'une licence délivrée en vertu du présent règlement.

5) Aucune licence ne peut être délivrée ou renouvelée à moins que toutes les conditions et formalités obligatoires n'aient été remplies.

6) Tout propriétaire d'édifice public peut s'adjoindre les services d'autant de chefs compagnons, détenteurs de la licence A-2, qu'il possède d'établissements distincts ou s'assurer les services d'un seul chef compagnon détenteur de cette licence pour autant qu'il satisfasse au paragraphe 7.

7) Tout propriétaire d'édifice public doit, avant le 1<sup>er</sup> avril de chaque année, informer par écrit le bureau des examinateurs du nom du chef compagnon ainsi que de l'adresse de chaque établissement dont il a la responsabilité.

8) Tout fabricant de constructions préfabriquées fixes peut s'adjoindre les services d'autant de chefs compagnons, détenteurs de la licence A-3, qu'il possède de fabriques distinctes ou s'assurer les services d'un seul chef compagnon détenteur de cette licence pour autant qu'il se conforme au paragraphe 9.

9) Tout fabricant de constructions préfabriquées fixes doit, avant le 1<sup>er</sup> avril de chaque année, informer par écrit le bureau des examinateurs du nom du chef compagnon, ainsi que de l'adresse de chaque fabrique dont il a la responsabilité.

**10. Fusion, vente, cession ou modification de la raison sociale :** Toute fusion, vente, cession, modification de la raison sociale ou du nom corporatif d'une entreprise ou de la composition d'une société doit faire l'objet d'une modification écrite au bureau des examinateurs dans les 15 jours.

### **11. Licence exigée :**

1) Tout propriétaire d'édifice public qui emploie un ou plusieurs compagnons électriciens doit s'assurer les services d'un chef compagnon, détenteur de la licence A-2.

2) Tout fabricant de constructions préfabriquées fixes qui emploie une ou plusieurs personnes préposées à des travaux d'installations électriques sur ces constructions préfabriquées, doit s'assurer des services d'un chef compagnon détenteur de licence A-3.

## SECTION IV PERMIS D'INSTALLATION

### 12. Permis exigé :

1) Le permis prévu à l'article 4 de la Loi sur les installations électriques ne vaut que pour des travaux entrepris en un endroit spécifique et doit être tenu à la disposition de l'inspecteur.

2) Il est exigé autant de permis d'exécution qu'il y a d'installations distinctes. L'installation électrique de chaque consommateur constitue une installation distincte. Cependant, un seul permis suffit pour l'ensemble des consommateurs qui sont reliés au réseau du distributeur d'électricité par un branchement commun.

3) Ce permis est également obligatoire pour :

a) l'exécution de travaux d'installations électriques temporaires durant la période nécessaire à la construction ; et

b) l'exécution de travaux nécessaires pour le raccordement au réseau du distributeur d'électricité de toute construction préfabriquée fixe.

### 13. Conditions et modalités de délivrance des permis :

1) Pour obtenir un permis, on doit dans chaque cas remplir une demande sur la formule appropriée, annexée au présent règlement, et cette formule doit être signée par le détenteur d'une licence ou par toute autre personne autorisée à le faire par procuration.

2) Aucun permis ne peut être émis à un chef compagnon pour son employeur ni à un entrepreneur-électricien à l'expiration d'un délai de 30 jours du paiement de l'avis préalable d'infraction ou du jugement condamnant cet employeur ou cet entrepreneur pour l'infraction prévue au paragraphe e de l'article 31 de la Loi à moins que les droits en cause n'aient été payés.

3) Pour obtenir la délivrance de nouveaux permis d'installation, le détenteur d'une licence doit, s'il est trouvé ou réputé trouvé coupable d'une violation aux articles 9 et 31.2 de la Loi, réparer dans les 30 jours du jugement ou du paiement de l'avis préalable d'infraction les déficiences en cause.

4) Le chef compagnon détenteur de la licence A-2 doit tenir un registre dans lequel sont inscrits tous les travaux. Ces travaux sont sujets à une inspection périodique

et le chef compagnon doit faire parvenir au bureau des examinateurs une demande de permis pour ces travaux tous les 3 mois.

5) Tout fabricant de constructions préfabriquées fixes doit tenir un registre dans lequel est inscrit le nombre de constructions qu'il a préfabriquées, leur description, l'endroit où elles seront installées et le nom de la personne responsable de l'installation électrique.

**14. Raccordement :** Une compagnie de service public ou un service municipal, peut raccorder une installation électrique à son réseau sans avoir à se conformer au premier alinéa de l'article 6 de la Loi sur les installations électriques dans le cas de bris du branchement du consommateur par accident, catastrophe naturelle ou vandalisme. Toutefois, la compagnie de service public ou le service municipal doit transmettre au bureau des examinateurs dans les 72 heures du raccordement, l'adresse du lieu et la date à laquelle le raccordement a été effectué de même que le nom et l'adresse du détenteur de la licence qui a effectué les réparations au branchement du consommateur.

**15. Permis spéciaux :** Tout propriétaire qui utilise l'énergie électrique pour l'exploitation d'un cirque, d'un studio ambulant et de toute autre installation similaire qui se déplace d'un endroit à un autre, doit, avant d'utiliser son équipement, obtenir une autorisation du bureau des examinateurs.

**16. Permis au détenteur d'une licence temporaire :** Aucun permis pour des travaux d'installations électriques pour fins d'éclairage, de chauffage et de force motrice électrique n'est délivré à un détenteur d'une licence temporaire prévue à l'article 35 de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (L.R.Q., c. Q-1) à moins que celui-ci n'ait déclaré au bureau des examinateurs la masse salariale anticipée pour l'exécution des travaux projetés.

## SECTION V PRÉFABRICATION

### 17. Constructions préfabriquées fixes :

1) L'installation électrique des constructions préfabriquées fixes est soumise à une inspection du bureau des examinateurs et cette inspection est effectuée au point de raccordement de ces constructions préfabriquées fixes. Les travaux d'installation électrique de ces constructions préfabriquées fixes sont aussi soumis à une inspection périodique en usine. Le bureau des examinateurs détermine la fréquence et les modalités de ces inspections.

2) Tous les plans types de l'installation électrique de chaque modèle de constructions préfabriquées fixes doi-

vent être soumis par le détenteur de licence, en 4 exemplaires, au bureau des examinateurs et être approuvés avant le début de la fabrication.

3) L'installation électrique des constructions préfabriquées fixes qui proviennent de l'extérieur du Québec doit également être inspectée par le bureau des examinateurs au site d'utilisation. Le fabricant de ces constructions préfabriquées fixes doit, s'il y a lieu, faire corriger les défauts constatés lors de l'inspection et acquitter les droits prévus à l'article 22 ou 24 selon le cas.

## SECTION VI PLANS ET DEVIS

### 18. Plans exigés :

1) Sauf pour les installations électriques temporaires nécessaires pour les travaux de construction, 4 exemplaires des plans et devis doivent accompagner ou précéder la demande de permis :

a) pour toute installation électrique nouvelle dont le branchement excède 100 kW ;

b) pour toute modification ou addition à une installation existante :

i. lorsque la modification nécessite le changement d'un branchement et que le nouveau branchement excède 100 kW ; ou

ii. lorsque la puissance nominale des charges à installer excède 50 kW ;

c) pour toute installation lorsque la tension excède 750 volts.

2) Le bureau des examinateurs en raison de la complexité d'un projet peut, en plus des plans et devis exigibles en vertu du paragraphe 1, demander la production de plans et devis détaillés pour certains appareillages ainsi que documents ou attestations supplémentaires.

3) Les plans et devis soumis doivent contenir les renseignements suivants :

a) le nom et l'adresse du détenteur de licence ;

b) le nom et l'adresse du lieu des travaux ;

c) le genre d'établissement où s'effectuent les travaux ;

d) l'usage spécifique des locaux ;

e) le genre d'installation électrique (nouvelle, addition ou modification) ;

f) l'identification de la partie de l'installation électrique devant faire l'objet des travaux ;

g) la tension de l'alimentation ;

h) la localisation du branchement et le schéma uniligne du branchement et de la distribution ;

i) la mention de la charge, le type et le calibre de la protection et l'identification des circuits d'artères et de dérivation ;

j) la puissance nominale de chaque appareil ;

k) le type et la grosseur des canalisations utilisées ;

l) le nombre, le type et le calibre des conducteurs utilisés dans les canalisations ;

m) le type et le calibre des câbles ;

n) le calibre et l'emplacement des conducteurs de mise à la terre.

## SECTION VII DROITS

19. Examens : Les droits exigibles pour un examen ou pour une reprise d'examen sont de 15 \$.

### 20. Masse salariale :

1) Pour l'application du présent article, les termes suivants signifient :

a) « employeur » : un entrepreneur électricien qui emploie ou non des salariés ainsi que le propriétaire d'un édifice public et le fabricant de constructions préfabriquées fixes qui utilisent les services d'un chef compagnon ;

b) « masse salariale » : le total des paiements versés, avant toute déduction, y compris les salaires à l'heure ou à la pièce, les commissions, les bonis, les indemnités de congé et toute autre forme de rémunération :

i. dans l'industrie de la construction, aux compagnons et aux apprentis électriciens affectés à des travaux d'installations électriques. Toutefois, les paiements versés à une personne qui agit à titre de contremaître salarié au sens du Décret de la construction (c. R-20, r.5) et ceux versés pour des travaux autres que ceux des installations électriques par des employeurs détenant également une licence délivrée en vertu de la Loi sur les installations de tuyauterie (L.R.Q., c. M-7 ; mod., L.Q., 1975, c. 53 ; après refonte : L.R.Q., c. I-12.1) ne font pas partie de la masse salariale ;

ii. dans les autres branches d'activités, aux compagnons et aux apprentis électriciens. Toutefois, sont exclus de la masse salariale les paiements versés à toute personne qui agit à titre de contremaître si ce contremaître n'exécute aucun travail d'installation électrique.

2) Les droits exigibles annuellement pour l'inspection des installations électriques sont les suivants :

a) dans le cas d'un entrepreneur-électricien, un montant fixe de 100 \$ ou dans le cas d'une entreprise pour laquelle une licence A-3 a été délivrée, un montant fixe de 300 \$ :

- i. plus 4 ½ % des premiers 500 000 \$ de la masse salariale ;
- ii. plus 2 ¾ % de la masse salariale excédant 500 000 \$ ;

b) dans le cas d'une entreprise pour laquelle une ou plusieurs licences A-2 ont été délivrées, un montant fixe de 300 \$ pour chaque chef compagnon plus 2 ¾ % de 30% de la masse salariale. Cette disposition s'applique aux droits payables pour l'année fiscale se terminant le 1<sup>er</sup> avril 1974 et à ceux des années subséquentes.

3) Le montant fixe exigible annuellement au paragraphe 2 est établi au *pro rata* du temps d'activité dans les cas suivants :

a) si un individu, une compagnie, association ou corporation obtient une licence au cours de l'année, à l'exclusion du renouvellement au cours de l'année ;

b) si le bureau des examinateurs a été avisé conformément à l'article 11 de la cessation de l'activité de l'entreprise.

4) L'employeur qui loue sur une base temporaire les services de compagnons électriciens ou d'apprentis électriciens par l'entremise d'un tiers non détenteur d'une licence, doit inclure dans le calcul de la masse salariale le coût de cette location.

5) Les compagnons ou apprentis électriciens, qui participent aux bénéfices d'une société ou qui appartiennent à une communauté religieuse ou à une association, sont présumés recevoir pour les fins du calcul de la masse salariale un salaire annuel de 10 000 \$ pour les travaux d'installations électriques qu'ils effectuent pour cette société, communauté ou association.

Toutefois, dans le cas d'une société, le membre qui qualifie la société aux fins de l'obtention de la licence, et qui effectue de tels travaux, n'est pas assujéti à l'alinéa précédent.

6) L'employeur doit faire parvenir au bureau des examinateurs, avec la remise prévue pour le 28 février, une déclaration écrite indiquant le montant de la masse salariale qu'il a versée au cours de l'année qui s'est terminée le 31 décembre et les montants qui servent à l'établir.

L'employeur qui cesse de faire affaires doit faire parvenir, dans les 15 jours de cette cessation, une déclaration indiquant la masse salariale versée depuis le 1<sup>er</sup> janvier.

7) Si l'employeur omet de transmettre au bureau des examinateurs la déclaration exigée en vertu du paragraphe 6 ou si le bureau des examinateurs a des raisons de croire à l'inexactitude de cette déclaration, ce dernier peut faire une estimation de la masse salariale de cet employeur. Dans ce cas, il incombe à l'employeur de faire la preuve de l'inexactitude de cette estimation.

8) Lorsqu'il est établi que la masse salariale d'un employeur diffère du montant qui a servi à l'établissement de la cotisation, le bureau des examinateurs facture ou crédite, selon le cas, un montant égal à la différence entre le montant cotisé et le montant calculé d'après la masse salariale réelle.

9) L'employeur doit acquitter les droits exigibles en vertu du présent article en effectuant les remises au bureau des examinateurs aux dates suivantes :

- a) le 30 mai ;
- b) le 30 août ;
- c) le 30 novembre ;
- d) le 28 février.

10) Pour déterminer le montant des remises, l'employeur doit utiliser durant toute l'année l'une des méthodes suivantes :

a) calcul suivant la masse salariale de l'année antérieure : l'employeur verse pour chacune des 3 premières remises un montant représentant au moins ¼ des droits de l'année antérieure ;

b) calcul suivant la masse salariale de l'année en cours : l'employeur effectue la remise du 30 mai en fonction de la masse salariale versée du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars de l'année en cours, celle du 30 août en fonction de la masse salariale versée du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin et celle du 30 novembre en fonction de la masse salariale versée du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre. L'employeur doit alors fournir avec chacune des remises un état indiquant le salaire versé à chaque compagnon ou apprenti identifié par son nom et son numéro d'assurance sociale.

La dernière remise doit correspondre à la différence entre les droits exigibles et les remises déjà effectuées.

11) L'employeur qui obtient au cours de l'année une licence, autre qu'une licence de renouvellement, doit effectuer une remise à la première date prévue au paragraphe 9 qui suit celle de l'obtention de la licence pourvu qu'au moins 2 mois séparent ces 2 dates.



Suivant que cette première remise est effectuée le 30 mai, le 30 août ou le 30 novembre, elle doit correspondre, selon le cas, au  $\frac{1}{4}$ , au  $\frac{1}{3}$  ou  $\frac{1}{2}$  des droits payables pour l'année en cours.

Cet employeur doit faire parvenir au bureau des examinateurs avec la première remise, une estimation de la masse salariale qu'il doit verser entre le début de ses opérations et le 31 décembre de l'année en cours.

12) Tous les droits prélevés en vertu du présent règlement sont sujets à un rajustement sur réception de la déclaration de la masse salariale de l'employeur prévue au paragraphe 6.

13) Tout droit non payé dans les 30 jours de la facturation porte un intérêt calculé mensuellement au taux prévu à l'article 8.2 de la Loi sur les installations électriques à compter de la date de la facturation.

14) Les droits sont payables par l'employeur et ce dernier ne peut, directement ou indirectement, exiger que le salarié lui rembourse, en tout ou en partie, ces droits.

15) Tout employeur doit tenir un registre et le mettre à la disposition de tout représentant mandaté par le bureau des examinateurs pour lui permettre de vérifier l'exactitude de la déclaration fournie en vertu du paragraphe 6.

16) Le bureau des examinateurs peut faire enquête dans tous les cas où il a des raisons de douter de l'exactitude des renseignements fournis en vertu du paragraphe 6.

17) Toute personne chargée de la vérification mentionnée aux paragraphes 15 et 16 ne peut, sauf dans l'exercice de ses fonctions ou avec l'autorisation du bureau des examinateurs ou d'un tribunal, divulguer ni permettre de divulguer aucune information obtenue lors de cette vérification.

**21. Approbation des plans :** Les droits pour l'approbation du plan type de l'installation électrique de chaque modèle de construction préfabriquée fixe sont de :

- a) 30 \$ pour les constructions munies d'un branchement, d'un circuit d'artère ou de dérivation de 100 ampères ou moins ;
- b) plus 30 \$ pour chaque multiple de 100 ampères ou fraction excédant 100 ampères.

**22. Inspection des constructions préfabriquées fixes :** Les droits pour inspection au site d'utilisation des constructions préfabriquées fixes dont les plans types n'ont pas été préalablement approuvés par le bureau des examinateurs ou qui ont été fabriquées à l'extérieur du Québec sont de 60 \$, plus 30 \$ pour chaque multiple de 100 ampères ou fraction excédant 200 ampères de capacité de branchement.

**23. Travaux dans une centrale hydro-électrique en construction :** Les droits exigibles d'un entrepreneur pour l'inspection de travaux d'installations électriques dans une centrale hydro-électrique en construction sont de 75 \$ pour chaque semaine au cours de laquelle il effectue ces travaux à cette centrale.

Le présent article a effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1982.

**24. Inspection des travaux d'installation électrique pour fins de protection contre la foudre et inspection spéciale :** Pour l'inspection des travaux d'installation électrique pour fins de protection contre la foudre et pour toute inspection spéciale d'un inspecteur du bureau des examinateurs, les droits sont de 20 \$ la demi-heure ou fraction de demi-heure.

**25. Approbation :** Pour l'inspection de constructions préfabriquées mobiles, de matériaux, d'accessoires, d'appareils ou de dispositifs électriques qui ne sont pas déjà approuvés par une autorité reconnue par le bureau des examinateurs, les droits sont de 20 \$ la demi-heure ou fraction de demi-heure.

**26. Marque d'approbation :** Dans les cas prévus à l'article 8, une marque d'approbation distincte doit être apposée sur chaque matériau, accessoire, appareil ou dispositif ainsi approuvé ; le coût est de 2 \$ l'unité.

**27.** Un employeur doit transmettre au bureau des examinateurs au plus tard le 28 février 1982 sa déclaration pour la masse salariale de 1981 avec les droits exigibles.



Gouvernement du Québec  
Ministère du Travail, de la Main-d'œuvre  
et de la Sécurité du revenu  
Bureau des examinateurs électriciens

**DEMANDE DE PERMIS**  
(Paratonnerres)

Conserver cette  
copie et retourner  
les 3 autres

Lieu de l'installation	
Nom du client	
Adresse de l'installation	
	Code postal
Autres détails si nécessaire	
Adresse permanente du propriétaire	
	Code postal
	N° de téléphone

Nom et adresse	
R E Q U É R A N T	Raison sociale
	Adresse
	Code postal

Droits d'inspection	
Nombre d'heures	Droits

Dimensions	
Hauteur	Superficie
m	m <sup>2</sup>

Qualification du lieu de l'installation	
1 - <input type="checkbox"/> Résidentiel	3 - <input type="checkbox"/> Industriel
2 - <input type="checkbox"/> Commercial	4 - <input type="checkbox"/> Autre
5 - 2, 3 ou 4 spécifier	

Genre d'installation	
1 - <input type="checkbox"/> Nouvelle	4 - <input type="checkbox"/> Dissimulée
2 - <input type="checkbox"/> Addition modification	5 - <input type="checkbox"/> Non dissimulée
3 - <input type="checkbox"/> Temporaire	

Description de l'installation					
Bornes sérieuses	Nombre	Autre			
		1 - <input type="checkbox"/> Cuivre	2 - <input type="checkbox"/> Aluminium	3 - <input type="checkbox"/> (Spécifiez)	
Descentes	Nombre	Prises de terre	Nombre	Type de prises de terre	Spécifiez
Divers					

Prévision de déroulement des travaux					
Début des travaux		An	Mois	Jour	Ou
Fin des travaux prévue pour le		An	Mois	Jour	Ou
Signature		N° de l'entrepreneur	N° de téléphone	Date	
				An	Mois Jour

318 (010)



Gouvernement du Québec  
Ministère du Travail, de la Main-d'œuvre  
et de la Sécurité du revenu  
Bureau des examinateurs électriciens

## DEMANDE DE PERMIS

LIEU DE L'INSTALLATION		
Nom du client		
Adresse de l'installation		Code postal
Autre détails si nécessaire		
Adresse permanente du propriétaire		Code postal
		N° de téléphone

CONSERVEZ CETTE COPIE  
ET RETOURNEZ LES  
4 AUTRES.

NOM ET ADRESSE		
R E Q U É R A N T	Raison sociale	
	Adresse	
	Code postal	

GENRE DE PERMIS		
1 <input type="checkbox"/> Installation électrique		
2 <input type="checkbox"/> Approbation de matériaux		
Heures	Nombre	Droits
Étiquettes		

QUALIFICATION DU LIEU DE L'INSTALLATION		
1 <input type="checkbox"/> Résidentiel	2 <input type="checkbox"/> Commercial	3 <input type="checkbox"/> Industriel
<input type="checkbox"/> Chalet <input type="checkbox"/> Maison mobile	4 <input type="checkbox"/> Autre	
Nombre de logements	Si 2, 3 ou 4, spécifiez	
	Nombre d'étages	5 <input type="checkbox"/> Construction préfabriquée fixe

GENRE D'INSTALLATION		MESURAGE MULTIPLE				
1 <input type="checkbox"/> Nouvelle	4 <input type="checkbox"/> Temporaire de Construction	AMPERES	60	100	200	400 et +
2 <input type="checkbox"/> Changement de branchement	5 <input type="checkbox"/> Force majeure	Résidentiel				
3 <input type="checkbox"/> Addition ou Modification		Commercial				
		Industriel				
		Service				

TRAVAUX PROJÉTÉS									
Branchement du consommateur		Ampères	Voies		1 <input type="checkbox"/> Aérien	3 <input type="checkbox"/> Souterrain	Tension	1 <input type="checkbox"/> Haute	
					2 <input type="checkbox"/> Aérien souterrain			2 <input type="checkbox"/> Basse	
Nombre approx	Panneaux	Circuits	Séries	Moteurs	Chauffage électrique	kW total	1 <input type="checkbox"/> Plinthes ou radiant	2 <input type="checkbox"/> Central	3 <input type="checkbox"/> Autre
Circuit		Raccordement		<input type="checkbox"/> Ligne aérienne <input type="checkbox"/> Transformateur de puissance <input type="checkbox"/> Génératrice <input type="checkbox"/> Éclairage extérieur		<input type="checkbox"/> Circuit de cuisinière <input type="checkbox"/> Circuit de sècheuse <input type="checkbox"/> Soudeuse <input type="checkbox"/> Finition de sous-sol			
Divers									

PRÉVISION DU DÉROULEMENT DES TRAVAUX		
Raccordement prévu pour le	Date An Mois Jour	OU J'avisera: le B.E.E. lorsque prêt pour le raccordement <input type="checkbox"/>
Recouvrement du cablage prévu pour le	Date An Mois Jour	OU J'avisera: le B.E.E. avant de recouvrir le cablage <input type="checkbox"/>
Fin des travaux prévue pour le	Date An Mois Jour	OU J'avisera: le B.E.E. de la fin des travaux <input type="checkbox"/>

NOTE: Aviser le distributeur d'électricité suffisamment à l'avance lorsque l'installation électrique projetée peut nécessiter des travaux de construction ou de modification du réseau.

Signature	N° d'entrepreneur	N° téléphone	Date	Signature
			An Mois Jour	

504 (015)

REQUÉRANT

[illegible]

<div style="display: flex; justify-content: space-between; align-items: center;"> <div style="width: 60%;"></div> <div style="width: 10%; text-align: center;">➔</div> <div style="width: 30%;"></div> </div>					
Préparé par	Date	Vérfié par	Date		Date

9





c. I-13.01, r.4

## **Règlement sur le montant des frais de l'avis préalable d'infraction prévu à la Loi sur les installations électriques**

Loi sur les installations électriques

(L.R.Q., c. E-4 ; mod, L.Q., 1975, c. 53 ; après

refonte : L.R.Q., c. I-13.01, a. 36.1)

**1.** Le montant des frais de l'avis préalable d'infraction prévu à l'article 36.1 de la Loi sur les installations électriques est fixé à 2 \$.





c. I-13.1, r.1

## Règlement sur la régie interne, la formation et les pouvoirs du comité exécutif de l'Institut national de productivité

Loi sur l'Institut national de productivité  
(L.R.Q., c. I-13.1, a. 18)

### SECTION I

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte ne s'y oppose, les expressions suivantes ont le sens ci-après :

- a) « conseil » : désigne l'assemblée générale des membres de l'Institut ;
- b) « exécutif » : désigne le comité exécutif formé par le présent règlement ;
- c) « Institut » : désigne l'Institut national de productivité ;
- d) « Loi » : la Loi sur l'Institut national de productivité (L.R.Q., c. I-13.1).

**2. Sceau :** Le sceau de l'Institut est celui dont l'empreinte apparaît ci-dessous.

### SECTION II

#### CONSEIL

**3. Fréquence et lieu des séances :** Les séances du conseil ont lieu aussi souvent que l'intérêt de l'Institut l'exige mais au moins 4 fois par année, au siège social ou à tout autre endroit du Québec fixé par la convocation.

**4. Convocation :** Les membres sont convoqués par le secrétaire à la demande du président ou du directeur général ou de 5 membres qui en ont fait la demande par écrit.

**5. Avis écrit d'au moins 4 jours de chaque séance du conseil,** contenant ou accompagnant un ordre du jour sommaire, est envoyé à chacun des membres par le secrétaire de la part des convocats, sauf dispense préalable et spéciale décrétée par le conseil à la majorité des votants. Dans ce cas, seuls les absents doivent recevoir l'avis. Il n'y a pas non plus d'avis lorsqu'il y a renonciation de tous les membres, soit écrite, soit verbale, et formulée séance tenante. La dispense ou renonciation permet l'étude et la dé-

cision de toute question qui peut faire l'objet d'une séance du conseil. La dispense et la renonciation doivent spécifier la date de la séance qu'elles visent.

**6. Présidence :** Les séances du conseil sont présidées par le président ou en son absence par le vice-président. En leur absence, les membres élisent parmi eux un président d'assemblée.

**7. Quorum :** Le quorum du conseil est de 6 membres.

**8. Décisions :** Chaque membre a droit à un vote et toutes les questions soumises doivent être décidées à la majorité ; en cas de partage égal des voix, le président dispose d'une voix supplémentaire.

**9.** Le vote est pris à mainlevée. La déclaration par le président qu'une résolution a été adoptée à l'unanimité ou par une majorité quelconque, ou n'a pas été adoptée, fait preuve *ipso facto*.

**10.** Une résolution signée par tous les membres de l'Institut a la même valeur et le même effet que si elle avait été adoptée à une séance du conseil. Une telle résolution est déposée à la séance subséquente du conseil et consignée aux procès-verbaux.

**11. Consultation :** Les membres de l'Institut peuvent, sur demande, consulter les procès-verbaux et les archives de l'Institut.

**12.** En outre des pouvoirs que le présent règlement lui confère, le conseil détient le pouvoir exclusif :

- a) d'approuver la politique générale et les orientations de l'Institut ;
- b) d'approuver les prévisions budgétaires de l'Institut ;
- c) d'approuver le rapport annuel de l'Institut qui doit être transmis au ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme au plus tard le 30 juin de chaque année ;
- d) de choisir l'exécutif parmi ses membres ;
- e) de recommander l'autorisation de contracter tout emprunt qui porte à plus de 1 000 000 \$ le total des sommes empruntées par l'Institut et non encore remboursées ;
- f) d'autoriser tout contrat excédant 200 000 \$ ;



g) de recommander l'approbation de règlements concernant la régie interne de l'Institut, la formation et les pouvoirs de l'exécutif et les fins de l'article 17 de la Loi ;

h) d'approuver au préalable les recommandations que l'Institut adresse au gouvernement dans le cadre de l'exécution de son mandat.

Le conseil peut exercer lui-même tous les autres pouvoirs dévolus à l'exécutif.

Le conseil examine également toutes les questions qui lui sont référées par l'exécutif ou le directeur général.

### SECTION III COMITÉ EXÉCUTIF

**13.** Un comité exécutif est constitué. Il est composé de 5 membres dont le président et le directeur général et son quorum est de 3. Le mandat des autres membres est d'un an et il peut être renouvelé 2 fois.

Le conseil comble toute vacance qui survient à l'exécutif pendant la durée d'un mandat. Sous réserve de son renouvellement, le mandat du remplaçant prend fin quand celui de son prédécesseur aurait expiré.

**14. Lieu des séances :** Les séances de l'exécutif sont tenues au siège social ou à tout autre endroit du Québec fixé par la convocation.

**15. Tenue des séances :** Le secrétaire, sur demande du président ou du directeur général, peut convoquer l'exécutif même verbalement, au moins 24 heures à l'avance, sauf le droit de chaque membre de l'exécutif de renoncer à l'avis de convocation.

Une séance de l'exécutif peut être tenue, sans avis, immédiatement après la tenue de chaque séance du conseil.

**16. Présidence :** Les séances de l'exécutif sont présidées par le président de l'Institut ou en son absence, par un président d'assemblée que les membres de l'exécutif présents choisissent parmi eux.

**17. Vote :** Les décisions de l'exécutif se prennent à la majorité des membres présents.

**18.** Les pouvoirs de l'exécutif sont les suivants :

a) sauf stipulations contraires, exercer les pouvoirs de l'Institut prévus aux paragraphes a et b de l'article 22 et à l'article 24 de la Loi ;

b) autoriser tout contrat qui dépasse 75 000 \$ jusqu'à concurrence de 200 000 \$ ;

c) autoriser tout emprunt en autant que le total des sommes empruntées par l'Institut et non encore remboursées ne dépasse pas 1 000 000 \$ ;

d) recommander l'approbation de règlements concernant la définition des devoirs et pouvoirs de ses employés ainsi que les effectifs, normes et barèmes qui les gouvernent ;

e) soumettre au conseil les prévisions budgétaires de l'Institut ;

f) examiner toute question qui peut lui être référée par le conseil ou par le directeur général.

**19. Rapports :** L'exécutif informe le conseil de ses activités et de ses décisions à chaque séance du conseil.

### SECTION IV DIRECTION DE L'INSTITUT

**20.** Le directeur général est responsable de l'administration de l'Institut dans le cadre de la Loi et des règlements. A cette fin, il doit notamment :

a) diriger et contrôler les activités et les ressources de l'Institut le plus efficacement possible eu égard aux objectifs poursuivis ;

b) soumettre au comité exécutif les prévisions budgétaires de l'Institut ;

c) diriger le personnel de l'Institut en accord avec la réglementation sur les effectifs, normes et barèmes et déléguer notamment à son personnel de direction les pouvoirs nécessaires pour s'acquitter de leurs responsabilités ;

d) établir et mettre en oeuvre toutes autres mesures et procédures nécessaires pour réaliser la politique générale, les orientations et les objectifs de l'Institut ;

e) autoriser tout contrat jusqu'à concurrence de 75 000 \$ ;

f) sauf si le conseil ou l'exécutif en décide autrement, signer tout contrat ou autre document engageant l'Institut ; il peut déléguer son pouvoir de signature conformément au paragraphe c ;

g) nommer, en l'absence du secrétaire, un employé de l'Institut qui assumera les responsabilités dévolues par la Loi et le présent règlement au secrétaire et qui notamment confèrera aux procès-verbaux, documents et copies émanant de l'Institut l'authenticité prévue par la Loi ;

h) représenter l'Institut ;

i) assumer toute autre tâche connexe à sa fonction.

**21.** En outre de ses responsabilités administratives, le directeur général exerce tous les pouvoirs de l'Institut qui ne sont pas expressément réservés au conseil ou délégués à l'exécutif.

## **SECTION V**

### **SECRÉTARIAT**

**22.** Le secrétaire dresse le procès-verbal des séances du conseil et de l'exécutif et en assure la conservation. Il a la garde du sceau. Il assume tous les devoirs que lui délègue le conseil, l'exécutif ou le directeur général.

## **SECTION VI**

### **COMPTES DE BANQUE ET EFFETS DE COMMERCE**

**23.** Les deniers de l'Institut sont déposés dans une ou plusieurs institutions financières choisies par le conseil.

**24.** Les chèques, lettres de change, billets promissaires et autres effets négociables sont signés, tirés ou acceptés suivant le cas par la ou les personnes désignée(s) de temps à autre, par résolution du conseil. La signature de toute personne sur tout chèque de l'Institut peut être écrite ou imprimée au moyen de procédés mécaniques approuvés par le conseil.

**25.** Tous les chèques, lettres de change, billets promissaires ou autres effets négociables payables à l'Institut ne peuvent être endossés que pour recouvrement ou pour dépôt au crédit de l'Institut à l'une des institutions financières choisies par le conseil. Ces endossements peuvent être faits au moyen d'un tampon ou autre dispositif.





c. I-14, r.1

## Règlement sur l'admission, l'inscription des élèves et la fréquentation scolaire

Loi sur l'instruction publique  
(L.R.Q., c. I-14, a. 16)

**1. Définitions :** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

« admission » : la déclaration d'admissibilité d'un élève aux cours et services éducatifs d'une commission scolaire ;

« commission scolaire » : toute corporation de commissaires ou de syndics d'écoles régie en tout ou en partie par la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-14) ;

« demande d'admission et d'inscription » : la démarche en vue d'obtenir l'admission d'un élève et son inscription aux cours et services éducatifs d'une commission scolaire ;

« inscription » : la détermination des cours à suivre, des services éducatifs offerts et de l'école à fréquenter ;

« parents » : le père, la mère et, à leur défaut, le gardien d'un enfant.

**2. Demande d'admission et d'inscription :** La demande d'admission et d'inscription est obligatoire pour tous les élèves du préscolaire et des niveaux primaire et secondaire qui désirent fréquenter une école d'une commission scolaire. Elle est valide pour toute la période durant laquelle l'élève fréquente sans interruption une école de cette commission scolaire ou relève de la compétence de celle-ci conformément à l'article 450 de la Loi sur l'instruction publique. Cependant, la modification du choix de la langue d'enseignement nécessite une nouvelle demande d'admission.

**3. Avis public :** La commission scolaire donne un avis public relatif à la demande d'admission conformément à la Loi sur l'instruction publique. Elle peut, en plus, utiliser d'autres moyens d'information permettant de rejoindre les intéressés.

**4. Requérant :** La demande d'admission et d'inscription est faite par les parents ou l'élève lui-même s'il est majeur, avant le 1<sup>er</sup> mars précédant l'année scolaire, à la commission scolaire qui a compétence à l'égard de l'élève.

**5. Modalités de la demande d'admission :** La demande d'admission doit inclure les informations minimales suivantes :

- a) les nom et prénom de l'élève ;
- b) sa religion : – catholique – protestante – autre – aucune ;
- c) l'adresse du lieu du domicile ;
- d) la langue d'enseignement demandée ;
- e) les noms et prénoms des parents.

Cette demande doit être accompagnée des documents suivants :

- a) un certificat de naissance ou une copie authentifiée de celui-ci dans le cas d'un élève né au Québec qui fréquentera l'école pour la première fois ;
- b) un document officiel sur lequel figure le code permanent attribué par le ministère de l'Éducation lorsque l'élève a déjà fréquenté une école au Québec ;
- c) une déclaration assermentée des parents de la date et du lieu de naissance de l'élève lorsque celui-ci est né hors du Québec et qu'il est impossible d'obtenir le certificat de naissance ou une copie authentifiée de ce certificat.

**6. Admission :** La commission scolaire admet un élève s'il répond aux critères fixés par la Loi et les règlements ; le cas échéant, elle informe les parents ou l'élève s'il est majeur, de son refus.

**7. Inscription :** À chaque année, au moment où elle le détermine, la commission scolaire inscrit l'élève déjà admis.

Lorsque la commission scolaire inscrit un élève qui ne fréquentait pas l'une de ses écoles, elle doit faire parvenir copie de l'inscription à la commission scolaire ou l'institution antérieurement fréquentée par l'élève.

**8. Preuve de fréquentation scolaire :** La commission scolaire doit disposer d'une preuve de fréquentation au 30 septembre pour chacun de ses élèves. Ce document doit attester l'identité de l'élève et sa présence à l'école à cette date par la signature d'un membre du personnel de l'école ou des parents ou de l'élève majeur et du directeur de l'école.

Si l'élève est absent de l'école le 30 septembre, le document doit porter la signature des parents ou de l'élève ma-

jeur qui atteste la non fréquentation d'une autre école. Il doit aussi porter la signature d'un représentant de l'école.

**9. Avis de départ :** Un avis de départ signé par un représentant de la commission scolaire doit être transmis aux parents ou à l'élève majeur lorsqu'un élève cesse de fréquenter une école d'une commission scolaire avant d'avoir complété ses études primaires ou d'avoir obtenu un diplôme d'études secondaires ou un diplôme d'études professionnelles. Cependant, cet avis n'est pas requis lorsque la commission scolaire a reçu une copie de l'inscription de l'élève prévue au deuxième alinéa de l'article 7.

**10. Application du règlement :** Le présent règlement ne s'applique pas aux personnes qui font une demande d'admission à l'éducation des adultes.



c. I-14, r.2

## **Règlement sur le calendrier scolaire des élèves de la classe maternelle et des niveaux primaire et secondaire**

Loi sur l'instruction publique  
(L.R.Q., c. I-14, a. 16)

**1.** Conformément au paragraphe 5 de l'article 16 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-14), les jours ci-après mentionnés sont des jours de congé pour les élèves de la classe maternelle et des niveaux primaire et secondaire :

- a) les samedis et les dimanches ;
- b) la veille, le jour et le lendemain de Noël (ces jours de congé ne peuvent être reportés) ;
- c) la veille, le jour et le lendemain du jour de l'An (ces jours de congé ne peuvent être reportés) ;
- d) le Vendredi saint ;
- e) le lundi de Pâques ;
- f) le jour de la Saint-Jean-Baptiste le 24 juin, ou le 25 juin si le 24 est un dimanche ou le 26 juin si le 24 est un samedi.

---

A.C. 1917-71 du 26.05.71

A.C. 1707-72, (1972) 104 G.O., 5149





c. I-14, r.3

## Règlement sur les comités d'école et les comités de parents

Loi sur l'instruction publique  
(L.R.Q., c. I-14, a. 16 et 53)

**1.** Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

a) « parent » : le père, la mère et, à leur défaut, le gardien d'un enfant ;

b) « école » : un ou plusieurs groupements d'enfants et d'enseignants sous l'autorité d'un seul directeur ou d'un seul responsable, s'il n'y a pas de directeur ;

c) « école institutionnelle » : l'ensemble des écoles physiques (immeubles) sous l'autorité d'un même directeur ;

d) « commission scolaire » : selon le cas, une commission scolaire, une commission régionale ou une corporation de syndicats ;

e) « directeur de l'école » : le directeur de l'école lui-même ou le responsable de l'école, s'il n'y a pas de directeur ;

f) « délégué » : un membre élu du comité d'école choisi par ce dernier pour faire partie du comité de parents ;

g) « représentant » : un membre du comité de parents élu par ce dernier pour faire partie de la commission scolaire et de son Conseil des commissaires et comité exécutif.

### SECTION I COMITÉ D'ÉCOLE

#### §1. Composition

**2.** Le comité d'école est composé d'au moins 7 membres et d'au plus 25 membres incluant le directeur de l'école et le représentant désigné par les enseignants de l'école qui n'ont cependant ni droit de vote, ni accès à la présidence ou au poste de délégué au comité de parents, et les membres élus conformément à l'article 16.

Lorsque l'enseignement de niveau primaire et secondaire est dispensé dans l'école, le comité d'école doit comprendre au moins un membre pour chacun de ces niveaux.

Le comité d'école doit aussi comprendre au moins un membre pour la maternelle, lorsqu'une telle classe est tenue dans l'école.

**3.** Le nombre de membres faisant partie du comité d'école est fixé chaque année en conformité de l'article 2 par l'assemblée générale des parents.

**4.** Le mandat de tous les membres du comité d'école prend fin le jour de l'élection prévue à l'article 8.

**5.** Une personne cesse d'être membre du comité d'école si elle décède, si elle perd la qualité nécessaire à sa nomination, si elle refuse d'accepter la charge ou si elle démissionne par écrit.

**6.** Toute vacance en cours d'année est comblée, dans les 90 jours, par l'assemblée générale des parents convoquée à cette fin par le comité d'école.

**7.** Le mandat des membres du comité d'école est renouvelable.

#### §2. Mise en place

**8.** Avant le 20 mai de chaque année, le directeur de l'école convoque l'assemblée générale des parents des enfants qui fréquentent cette école et sont inscrits pour l'année scolaire suivante, afin de procéder à l'élection des parents au comité d'école. Cette convocation se fait par un avis d'au moins 4 jours francs signifié soit par la radio, soit par la télévision, soit par communication verbale ou écrite à chaque parent, soit par insertion dans un ou plusieurs journaux diffusés dans le territoire de la commission scolaire, soit par plusieurs de ces moyens à la fois.

**9.** L'assemblée générale des parents, pour l'élection des membres du comité d'école, est présidée par le directeur de l'école jusqu'au moment où elle se donne elle-même un président d'assemblée ou un président d'élection.

Avant la mise en candidature, l'assemblée générale des parents doit fixer le nombre de membres du comité d'école tel que le prévoit l'article 3.

**10.** Deux parents peuvent proposer la candidature de toute personne éligible à la charge de membre du comité d'école. Si le nombre de candidats excède celui de sièges prévus, l'assemblée générale procède par vote au scrutin secret. Chaque parent peut voter pour autant de candidats qu'il y a de postes à remplir.



**11.** Immédiatement après la clôture du scrutin, la personne qui préside compte les bulletins et additionne les votes donnés en faveur de chaque candidat. Elle déclare ensuite élus les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de votes.

Au cas d'égalité des voix entre 2 candidats, la personne qui préside déclare élu celui qui favorise le tirage au sort.

**12.** Chaque année, le directeur de l'école invite les enseignants de l'école à désigner et lui faire connaître avant le 20 mai leur représentant au comité d'école.

Toute vacance en cours d'année est comblée, dans les 30 jours, par les enseignants de l'école. Le président du comité d'élection les invite à procéder à ce remplacement.

**13.** Au plus tard le 20 mai, les membres du comité d'école tiennent leur première réunion pour procéder au choix de leur président. À cette même réunion, ils peuvent désigner parmi eux tous autres officiers jugés utiles à la bonne marche du comité.

**14.** À cette même réunion, après avoir choisi son président, le comité d'école élit parmi ses membres un délégué au comité de parents.

Dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article 2, un délégué est élu pour chacun des niveaux primaire et secondaire.

Le président du comité d'école transmet sans délai au secrétaire général de la commission scolaire le nom du ou des délégués au comité de parents.

**15.** Toute vacance en cours d'année au poste de président ou de délégué du comité d'école est comblée, dans les 30 jours, par le comité d'école.

**16.** Entre le 1<sup>er</sup> et le 15 octobre de chaque année, le président du comité d'école doit convoquer l'assemblée générale des parents des enfants qui fréquentent cette école afin de procéder à l'élection d'au moins 2 autres membres pour siéger au comité d'école. Cette assemblée générale des parents est présidée par le président du comité d'école ou, à défaut, par un autre membre du comité d'école désigné par ce comité.

### §3. Fonctionnement

**17.** Les membres du comité d'école se réunissent au moins une fois par mois ; ils ne sont toutefois pas tenus de se réunir au cours des mois de juillet et août.

Le quorum de ce comité est la majorité absolue de tous ses membres habiles à voter.

**18.** Le comité d'école doit déterminer la date, le ou les lieux et l'heure de ses réunions régulières de même que les moyens et procédures de communication avec l'ensemble des parents de l'école.

**19.** Les réunions du comité d'école doivent avoir lieu de préférence à l'école. S'il s'agit d'une école institutionnelle, les réunions peuvent avoir lieu dans l'une ou l'autre des écoles physiques qui la composent.

**20.** Pour les réunions spéciales, le comité d'école est convoqué par le président. Il peut aussi être convoqué par au moins le 1/3 de ses membres, le directeur de l'école ou la commission scolaire.

Toute convocation se fait au moyen d'un avis d'au moins 2 jours francs et doit être accompagné d'un projet d'ordre du jour. Cependant, dans les cas urgents, une convocation peut se faire par tout moyen efficace à condition qu'il s'écoule une période d'au moins 3 heures entre l'avis de convocation et la réunion ; les décisions adoptées lors de telles réunions d'urgence doivent être entérinées au cours de la première réunion qui suit, que cette réunion soit régulière ou convoquée au moyen d'un avis d'au moins 2 jours francs.

**21.** Le comité d'école convoque l'assemblée générale des parents au besoin, mais au moins une fois entre le 1<sup>er</sup> novembre et le 30 avril de l'année scolaire en cours. Cette assemblée générale des parents est alors présidée par le président du comité d'école ou, à défaut, par un autre membre du comité d'école désigné par ce comité.

**22.** Le comité d'école peut, s'il le juge à propos, former un comité exécutif. Le cas échéant, le ou les délégués du comité d'école au comité de parents font partie d'office de ce comité exécutif.

**23.** Le comité d'école peut s'adjoindre, au besoin, un ou des conseillers qui toutefois n'en sont pas membres et n'y ont pas droit de vote.

**24.** Le comité d'école, compte tenu de l'article 51 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-14), choisit lui-même ses objets d'étude et détermine son programme d'action à la lumière des suggestions de l'assemblée générale des parents et des avis sollicités par la direction de l'école.

**25.** Le comité d'école peut former des sous-comités à qui il confie des travaux utiles à la poursuite de ses objectifs. Ces sous-comités peuvent, avec l'assentiment du comité d'école, s'adjoindre d'autres personnes.

**26.** Le comité d'école maintient des liaisons avec le conseil d'école et le conseil des élèves ou tout autre organisme équivalent.

**27.** Le comité d'école détermine lui-même, à la lumière des recommandations de l'assemblée générale, toute mesure propre à assurer l'efficacité de son fonctionnement et de ses communications internes.

**28.** Le comité d'école fait rapport de ses activités au moins annuellement à l'assemblée générale des parents et au comité de parents.

**29.** Les avis ou recommandations du comité d'école sont adressés à la direction de l'école ou au comité de parents, selon le cas.

#### *§4. Financement*

**30.** La participation au comité d'école ou à ses sous-comités, à titre de membre ou de conseiller, se fait sur une base bénévole. Cependant, les dépenses encourues par les membres des comités d'école et des sous-comités et qui auront été autorisées au préalable par le comité d'école dans le cadre du budget qui lui est attribué par la commission scolaire, peuvent être remboursées sur présentation de pièces justificatives, selon les modalités établies par la commission scolaire en consultation avec le comité de parents.

**31.** Le comité d'école doit transmettre au comité de parents à la date déterminée par lui, ses prévisions budgétaires pour l'année scolaire suivante.

**32.** Compte tenu des politiques établies par la commission scolaire, le directeur de l'école met, en surplus du budget attribué par la commission scolaire au comité d'école, à la disposition de celui-ci, certaines ressources disponibles de son école, notamment les locaux de réunions, la papeterie, les services de secrétariat.

## **SECTION II**

### **COMITÉ DE PARENTS**

#### *§1. Mise en place et fonctionnement*

**33.** Avant le 1<sup>er</sup> juin de chaque année, le secrétaire général ou le secrétaire-trésorier de la commission scolaire convoque, par avis d'au moins 2 jours francs signifié à chacun, les délégués des comités d'école en vue de procéder à l'élection du président du comité de parents.

Immédiatement après l'élection du président, le comité de parents procède à l'élection d'un représentant pour chacun des niveaux primaire et secondaire. Ce représentant

est élu au scrutin secret à la majorité des voix des membres présents.

Le comité de parents peut ensuite désigner parmi ses membres tous autres officiers jugés utiles à sa bonne marche.

**34.** Le mandat d'un membre du comité de parents expire dès que ce membre n'est plus délégué d'un comité d'école. Si ce membre est en même temps président ou représentant du comité de parents, ce comité doit procéder à l'élection de son remplaçant dans les 30 jours suivants.

**35.** Les membres du comité de parents se réunissent au moins une fois tous les 2 mois ; ils ne sont toutefois pas tenus de se réunir au cours des mois de juillet et août.

**36.** Le comité de parents doit déterminer la date, le ou les lieux et l'heure de ses réunions régulières de même que les moyens et procédures de communication avec les comités d'école et les parents ; il détermine aussi la date et les modalités de présentation des prévisions budgétaires des comités d'école de même que des rapports et des recommandations de ces comités, s'il y a lieu.

**37.** Pour les réunions spéciales, le comité de parents est convoqué par le président. Il peut aussi être convoqué par au moins le 1/3 de ses membres ou la commission scolaire.

Toute convocation se fait au moyen d'un avis d'au moins 2 jours francs et doit être accompagné d'un projet d'ordre du jour. Cependant, dans les cas urgents, une convocation peut se faire par tout moyen efficace à condition qu'il s'écoule une période d'au moins 24 heures entre l'avis de convocation et la réunion ; les décisions adoptées lors de telles réunions d'urgence doivent être entérinées au cours de la première réunion qui suit, que cette réunion soit régulière ou convoquée au moyen d'un avis d'au moins 2 jours francs.

**38.** Les réunions du comité de parents doivent avoir lieu de préférence dans une école ou au centre administratif de la commission scolaire.

**39.** Le comité de parents peut, s'il le juge à propos, former un comité exécutif. Le cas échéant, le ou les représentants du comité de parents font partie d'office de ce comité exécutif.

**40.** Le comité de parents peut s'adjoindre, au besoin, un ou des conseillers qui toutefois n'en sont pas membres et n'y ont pas droit de vote.

**41.** Le comité de parents peut former des sous-comités à qui il confie des travaux utiles à la poursuite de ses objec-

tifs. Ces sous-comités peuvent être constitués, notamment, selon l'ordre des sujets à étudier, selon les niveaux d'enseignement ou selon des divisions territoriales. Ces sous-comités peuvent, avec l'assentiment du comité de parents, s'adjoindre d'autres personnes.

**42.** Le comité de parents, compte tenu de l'article 52 de la Loi sur l'instruction publique, choisit lui-même ses objets d'étude et détermine son programme d'action à la lumière des suggestions des comités d'école et des avis sollicités par la commission scolaire.

**43.** Le comité de parents constitue une voie de communication permanente entre la commission scolaire et les comités d'école et il se donne, avec la collaboration de la commission scolaire, des moyens pour assumer des responsabilités d'information auprès des parents sur tout sujet pertinent.

**44.** Le comité de parents définit le mode de communication à établir avec les comités d'école. Il peut demander à ceux-ci un rapport écrit de leurs travaux et des recommandations qu'ils désirent voir transmis à la commission scolaire.

**45.** Le comité de parents maintient les liaisons nécessaires avec les organismes intéressés à la vie des écoles, notamment, le comité des politiques pédagogiques, les associations d'étudiants, les associations d'enseignants. Cependant, tout avis officiel du comité de parents s'adresse à la commission scolaire.

**46.** À la date convenue avec la commission scolaire, mais avant le 20 mai, le comité de parents présente à une réunion de la commission scolaire le rapport annuel de ses activités et les recommandations susceptibles d'améliorer le fonctionnement des écoles.

**47.** Le comité de parents remet copie de son rapport annuel d'activités aux comités d'école.

## §2. Financement

**48.** La participation au comité de parents ou à ses sous-comités, à titre de membre ou de conseiller, se fait sur une base bénévole. Cependant, les dépenses encourues par les membres du comité de parents et de ses sous-comités et qui auront été autorisées au préalable par ce dernier dans le cadre du budget qui lui est attribué par la commission scolaire, peuvent être remboursées par celle-ci sur présentation de pièces justificatives.

**49.** Le comité de parents soumet à la commission scolaire, à la date déterminée par elle, ses prévisions budgétaires

et celles des comités d'école pour l'année scolaire suivante.

**50.** La commission scolaire met à la disposition du comité de parents, en surplus du budget qu'elle lui attribue, certaines ressources disponibles, notamment, les locaux de réunions, la papeterie, la documentation et les services de secrétariat nécessaires à son bon fonctionnement.

---

A.C. 2719-72, (1972) 104 G.O., 8835  
D. 170-80, (1980) 112 G.O. II, 961



c. I-14, r.4

## **Règlement sur les comités régionaux et le comité central de parents de toute commission scolaire de l'île de Montréal qui établit des régions administratives ou des districts**

Loi sur l'instruction publique  
(L.R.Q., c. I-14, a. 544)

### **SECTION I DéFINITIONS ET CHAMP D'APPLICATION**

#### *§1. Définitions*

**1.** Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

a) « comité régional de parents » : le comité de parents au niveau de chaque région administrative ou district d'une commission scolaire ;

b) « comité central de parents » : le comité composé de délégués des comités régionaux de parents, auprès de la commission scolaire ;

c) « commission scolaire » : toute commission scolaire ayant autorité sur une municipalité scolaire établie par la Loi pour favoriser le développement scolaire dans l'île de Montréal (L.Q., 1972, c. 60).

#### *§2. Champ d'application*

**2.** Le présent règlement s'applique immédiatement à toute commission scolaire qui a établi avant le 6 février 1980 des régions administratives ou des districts. Après le 6 février 1980, il s'applique à compter du 20 mai suivant la décision de la commission scolaire d'établir des régions administratives ou des districts.

Les dispositions du présent règlement remplacent alors, quant aux comités régionaux de parents et aux comités centraux de parents, celles régissant les comités de parents qui sont contenues dans le Règlement sur les comités d'école et les comités de parents (c. I-14, r.3).

### **SECTION II COMITÉ RÉGIONAL DE PARENTS**

#### *§1. Composition*

**3.** Un comité régional de parents composé des délégués des comités d'école est formé au niveau de chaque région administrative ou district d'une commission scolaire.

**4.** Le mandat d'un membre du comité régional de parents expire dès que ce membre n'est plus délégué d'un comité d'école. Lorsque ce membre est en même temps président ou délégué du comité régional de parents, ce comité doit procéder à l'élection de son remplaçant dans les 30 jours suivants.

#### *§2. Fonctions*

**5.** Au niveau de sa région administrative ou district, le comité régional de parents a pour fonctions :

a) d'assurer la concertation nécessaire au bon fonctionnement des comités d'école ;

b) de promouvoir la participation des parents à toutes les activités de la commission scolaire.

#### *§3. Fonctionnement*

**6.** Dans les 7 jours de l'expiration du délai prévu pour l'élection des délégués des comités d'école, le secrétaire général de la commission scolaire convoque par avis d'au moins 2 jours francs signifié à chacun, les délégués des comités d'école au niveau de chaque région administrative ou district, afin d'élire le président du comité régional de parents.

Immédiatement après l'élection du président, le comité régional de parents doit procéder à l'élection de délégués au comité central de parents. Un nombre égal de délégués au comité central de parents sont élus pour chacun des niveaux primaire et secondaire.

Le comité régional de parents peut ensuite désigner parmi ses membres les officiers utiles à son fonctionnement.

**7.** Les membres du comité régional de parents tiennent au moins 3 réunions régulières par année. Toutefois, ils ne sont pas tenus de se réunir au cours des mois de juillet et d'août.

**8.** Le comité régional de parents doit déterminer la date, le ou les lieux et l'heure de ses réunions régulières de même que les moyens ou procédures de communication nécessaires à son fonctionnement ; il détermine aussi la date et les modalités de présentation qui lui est faite des prévisions budgétaires des comités d'école de même que des rapports et des recommandations de ces comités, s'il y a lieu.

**9.** Pour les réunions spéciales, le comité régional de parents est convoqué par le président. Il peut aussi être convoqué par au moins le 1/3 de ses membres ou la commission scolaire.

Toute convocation se fait au moyen d'un avis d'au moins 2 jours francs et doit être accompagné d'un projet d'ordre du jour. Cependant, dans les cas urgents, une convocation peut se faire par tout moyen efficace à condition qu'il s'écoule une période d'au moins 24 heures entre l'avis de convocation et la réunion ; les décisions prises lors de telles réunions d'urgence doivent être entérinées au cours de la première réunion qui suit, que cette réunion soit régulière ou convoquée au moyen d'un avis d'au moins 2 jours francs.

**10.** Les réunions du comité régional de parents doivent avoir lieu de préférence dans une école.

**11.** Le comité régional de parents peut, s'il le juge à propos, former un comité exécutif et en établir les règles de fonctionnement. Le cas échéant, les délégués du comité régional de parents au comité central de parents font partie d'office de ce comité exécutif.

**12.** Le comité régional de parents peut s'adjoindre, au besoin, un ou des conseillers qui toutefois n'en sont pas membres et n'y ont pas droit de vote.

**13.** Le comité régional de parents peut former des sous-comités à qui il confie des travaux utiles à la poursuite de ses objectifs. Ces sous-comités peuvent être constitués, notamment, selon l'ordre des sujets à étudier, selon les niveaux d'enseignement ou selon des divisions territoriales. Ces sous-comités peuvent, avec l'assentiment du comité régional de parents, s'adjoindre d'autres personnes.

**14.** Le comité régional de parents, compte tenu de ses fonctions, choisit lui-même ses objets d'étude et détermine son programme d'action à la lumière des suggestions des comités d'école et des avis sollicités par le comité central de parents ou par la commission scolaire.

**15.** Le comité régional de parents constitue une voie de communication permanente entre les comités d'école

d'une région administrative ou d'un district, les personnes désignées par la commission scolaire au niveau de la région administrative ou district et le comité central de parents. Il se donne, avec la collaboration de la commission scolaire ou du comité central de parents selon le cas, des moyens pour assumer les responsabilités d'information auprès des parents sur tout sujet de sa compétence.

**16.** Le comité régional de parents définit le mode de communication à établir avec les comités d'école. Il peut demander à ceux-ci un rapport écrit de leurs travaux et des recommandations qu'ils désirent voir transmis à la commission scolaire.

**17.** Le comité régional de parents maintient les liaisons nécessaires avec les organismes intéressés à la vie des écoles. Cependant, tout avis officiel du comité régional de parents s'adresse au comité central de parents ou à la commission scolaire.

**18.** À la date convenue avec la commission scolaire, mais avant le 1<sup>er</sup> mai, le comité régional de parents présente au comité central de parents le rapport annuel de ses activités et les recommandations susceptibles d'améliorer le fonctionnement des écoles.

**19.** Le comité régional de parents remet copie de son rapport annuel d'activités aux comités d'école.

#### *§4. Financement*

**20.** La participation au comité régional de parents ou à ses sous-comités, à titre de membre ou de conseiller, se fait sur une base bénévole. Cependant, les dépenses encourues par les membres du comité régional de parents et de ses sous-comités et qui auront été autorisées au préalable par le comité régional de parents dans le cadre du budget qui lui est attribué par la commission scolaire, pourront être remboursées par celle-ci sur présentation de pièces justificatives.

**21.** Le comité régional de parents soumet au comité central de parents, à la date déterminée par celui-ci, ses prévisions budgétaires et celles des comités d'école pour l'année scolaire suivante.

**22.** La commission scolaire met à la disposition du comité régional de parents, en surplus du budget qu'elle lui attribue, certaines ressources disponibles, notamment, les locaux de réunions, la papeterie, la documentation et les services de secrétariat nécessaires à son bon fonctionnement.

### SECTION III COMITÉ CENTRAL DE PARENTS

#### §1. Composition

**23.** Le comité central de parents se compose d'au moins 2 délégués de chaque comité régional de parents.

**24.** Un membre du comité central de parents cesse de l'être s'il démissionne par écrit ou s'il cesse d'être délégué d'un comité d'école.

Si ce membre est en même temps président du comité central de parents ou représentant, ce comité doit procéder à l'élection de son remplaçant dans les 30 jours suivants.

**25.** Toute vacance en cours d'année est comblée, dans les 30 jours, par le comité régional de parents concerné.

#### §2. Fonctions

**26.** Le comité central de parents a pour fonctions :

a) de transmettre à la commission scolaire l'expression des besoins identifiés par les comités d'école et les comités régionaux de parents et de canaliser vers elle les recommandations de portée générale ;

b) de promouvoir la participation des parents à toutes les activités de la commission scolaire et de désigner notamment à cette fin, parmi ceux-ci, le cas échéant, les membres requis pour les divers comités formés par la commission scolaire ;

c) de recommander à la commission scolaire toute mesure susceptible d'améliorer l'administration et la gestion des écoles.

#### §3. Fonctionnement

**27.** Avant le 1<sup>er</sup> juin de chaque année, le secrétaire général de la commission scolaire convoque, par avis d'au moins 2 jours francs signifié à chacun, les délégués des comités régionaux de parents afin d'élire le président du comité central de parents.

Immédiatement après l'élection du président, le comité central de parents procède à l'élection d'un représentant pour chacun des niveaux primaire et secondaire pour siéger au Conseil des commissaires et au comité exécutif. Ce représentant est élu au scrutin secret à la majorité des voix des membres présents.

Le comité central de parents peut ensuite désigner parmi ses membres les officiers utiles à son fonctionnement.

**28.** Les membres du comité central de parents se réunissent au moins une fois tous les 2 mois. Toutefois, ils ne sont pas tenus de se réunir au cours des mois de juillet et d'août.

**29.** Le comité central de parents détermine la date, le ou les lieux et l'heure de ses réunions régulières de même que les moyens ou procédures de communication nécessaires à son fonctionnement ; il détermine aussi la date et les modalités de présentation qui lui est faite des prévisions budgétaires des comités régionaux de parents de même que des rapports et des recommandations de ces comités, s'il y a lieu.

**30.** Pour les réunions spéciales, le comité central de parents est convoqué par le président. Il peut aussi être convoqué par au moins le 1/3 de ses membres ou la commission scolaire.

Toute convocation se fait au moyen d'un avis d'au moins 2 jours francs et doit être accompagné d'un projet d'ordre du jour. Cependant, dans les cas urgents, une convocation peut se faire par tout moyen efficace à condition qu'il s'écoule une période d'au moins 24 heures entre l'avis de convocation et la réunion ; les décisions adoptées lors de telles réunions d'urgence doivent être entérinées au cours de la première réunion qui suit, que cette réunion soit régulière ou convoquée au moyen d'un avis d'au moins 2 jours francs.

**31.** Les réunions du comité central de parents doivent avoir lieu de préférence dans une école ou au centre administratif de la commission scolaire.

**32.** Le comité central de parents peut, s'il le juge à propos, former un comité exécutif et en établir les règles de fonctionnement. Le cas échéant, les représentants du comité central de parents font partie d'office de ce comité exécutif.

**33.** Le comité central de parents peut s'adjoindre, au besoin, un ou des conseillers qui toutefois n'en sont pas membres et n'y ont pas droit de vote.

**34.** Le comité central de parents peut former des sous-comités à qui il confie des travaux utiles à la poursuite de ses objectifs. Ces sous-comités peuvent être constitués, notamment, selon l'ordre des sujets à étudier, selon les niveaux d'enseignement ou selon des divisions territoriales. Ces sous-comités peuvent, avec l'assentiment du comité central de parents, s'adjoindre d'autres personnes.

**35.** Le comité central de parents, compte tenu de ses fonctions, choisit lui-même ses objets d'étude et détermine son programme d'action à la lumière des suggestions des

comités régionaux de parents et des avis sollicités par la commission scolaire.

**36.** Le comité central de parents constitue une voie de communication permanente entre la commission scolaire et les comités régionaux de parents. Il se donne, avec la collaboration de la commission scolaire ou des comités régionaux de parents selon le cas, des moyens pour assumer des responsabilités d'information auprès des parents sur tout sujet de sa compétence.

**37.** Le comité central de parents définit le mode de communication à établir avec les comités régionaux de parents. Il peut demander à ceux-ci un rapport écrit de leurs travaux et des recommandations qu'ils désirent voir transmis à la commission scolaire.

**38.** Le comité central de parents maintient les liaisons nécessaires avec les organismes intéressés à la vie des écoles, notamment, le comité des politiques pédagogiques, les associations d'étudiants, les associations d'enseignants. Cependant, tout avis officiel du comité central de parents s'adresse à la commission scolaire.

**39.** À la date convenue avec la commission scolaire, mais avant le 20 mai, le comité central de parents présente à une réunion de la commission scolaire le rapport annuel des ses activités et les recommandations susceptibles d'améliorer le fonctionnement des écoles.

**40.** Le comité central de parents remet copie de son rapport annuel d'activités aux comités d'école et aux comités régionaux de parents.

#### *§4. Financement*

**41.** La participation au comité central de parents ou à ses sous-comités, à titre de membre ou de conseiller, se fait sur une base bénévole. Cependant, les dépenses encourues par les membres du comité central de parents et des sous-comités et qui auront été autorisées au préalable par le comité central de parents dans le cadre du budget qui lui est attribué par la commission scolaire, pourront être remboursées par celle-ci sur présentation de pièces justificatives.

**42.** Le comité central de parents soumet à la commission scolaire, à la date déterminée par elle, ses prévisions budgétaires et celles des comités régionaux de parents et des comités d'école.

**43.** La commission scolaire met à la disposition du comité central de parents, en surplus du budget qu'elle lui at-

tribue, certaines ressources disponibles, notamment, les locaux de réunions, la papeterie, la documentation et les services de secrétariat nécessaires à son bon fonctionnement.

---

A.C. 4717-73, (1974) 106 G.O.II, 71  
D. 171-80, (1980) 112 G.O.II, 965



c. I-14, r.5

## **Règlement sur les conditions d'emploi des directeurs généraux et des directeurs généraux adjoints des commissions scolaires et des commissions scolaires régionales pour catholiques**

Loi sur l'instruction publique  
(L.R.Q., c. I-14, a. 16)

### **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**1.** Dans ce règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « commission » : une commission scolaire ou une commission scolaire régionale pour catholiques, la commission scolaire du Nouveau-Québec et la commission scolaire du Littoral ;

b) « ministre » : le ministre de l'Éducation ;

c) « personne », « personnel » ou « personnel hors cadre » : le directeur général et le directeur général adjoint à temps plein d'une commission ;

d) « cadre » : le cadre des services, des écoles et des centres d'éducation des adultes ;

e) « directeur général adjoint à temps partiel » : le cadre qui exerce une fonction de cadre à plein temps tout en remplissant les tâches de l'emploi de directeur général adjoint ;

f) « année scolaire » : les 12 mois compris entre le 1<sup>er</sup> juillet d'une année et le 30 juin inclusivement de l'année suivante ;

g) « clientèle scolaire » : les élèves fréquentant de jour les cours réguliers ou en adaptation scolaire, de niveau préscolaire, primaire ou secondaire ;

h) « clientèle adulte » : la clientèle inscrite aux cours dispensés par le secteur de l'éducation des adultes ;

i) « clientèle totale » : le total de la clientèle scolaire et de la clientèle adulte.

### **2. Champ d'application :**

1) Le présent règlement s'applique aux directeurs généraux adjoints employés à temps plein et à tous les directeurs généraux des commissions.

2) Les dispositions concernant les règles d'effectifs, les plans de classification et la rémunération contenues à l'annexe 1 s'appliquent au personnel de la Commission des écoles catholiques de Montréal (C.E.C.M).

## **PARTIE I POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION**

### **CHAPITRE I RÈGLES DÉTERMINANT LES EFFECTIFS**

**3.** Chaque commission nomme un directeur général et un directeur général adjoint conformément à la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-14) et au présent règlement.

**4.** Les articles 187, 191 et 192 de la Loi sur l'instruction publique précisent ces fonctions et leurs modalités d'exercice.

### **SECTION I COMMISSIONS SCOLAIRES DISPENSANT L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE SEULEMENT**

**5.** Une commission scolaire dispensant l'enseignement à une clientèle de moins de 1 000 élèves de niveau primaire nomme un directeur général qui peut remplir les tâches de sa fonction à plein temps, si la commission compte plus d'une école, ou qui peut exercer en même temps la fonction de directeur de l'une des écoles ; cette commission nomme un directeur général adjoint à temps partiel qui exerce en même temps la fonction de directeur de l'une des autres écoles ou la fonction de directeur adjoint de l'une des écoles.

**6.** Une commission scolaire dispensant l'enseignement à une clientèle qui compte entre 1 000 et 9 000 élèves de niveau primaire nomme un directeur général qui peut remplir les tâches de sa fonction à plein temps ou qui exerce en même temps une ou plusieurs des fonctions de cadre ; cette commission nomme un directeur général adjoint à temps partiel parmi les personnes qui exercent en même temps une ou plusieurs des fonctions de cadre.

**7.** Une commission scolaire dispensant l'enseignement à une clientèle qui compte au moins 9 000 élèves de niveau primaire nomme un directeur général qui remplit les tâches de sa fonction à plein temps ; cette commission nomme un directeur général adjoint qui peut remplir les tâches de sa fonction à plein temps ou un directeur général



adjoint à temps partiel qui peut exercer en même temps une ou plusieurs des fonctions de cadre.

## SECTION II COMMISSIONS SCOLAIRES RÉGIONALES DISPENSANT L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SEULEMENT

**8.** Une commission scolaire régionale qui ne compte qu'une seule école secondaire polyvalente nomme un directeur général qui exerce en même temps la fonction de directeur de cette école ; cette commission nomme un directeur général adjoint à temps partiel parmi la ou les personnes qui exercent en même temps la fonction de directeur adjoint de cette école.

**9.** Une commission scolaire régionale qui compte plus d'une école secondaire polyvalente et qui dispense l'enseignement à moins de 10 000 étudiants nomme un directeur général qui peut remplir les tâches de sa fonction à plein temps ou qui exerce en même temps une ou plusieurs des fonctions de cadre ; cette commission nomme un directeur général adjoint à temps partiel parmi les personnes qui exercent en même temps une fonction de cadre.

**10.** Une commission scolaire régionale qui dispense l'enseignement à plus de 10 000 étudiants nomme un directeur général qui remplit les tâches de sa fonction à plein temps ; cette commission nomme un directeur général adjoint qui peut remplir les tâches de sa fonction à plein temps ou un directeur général adjoint à temps partiel qui peut exercer en même temps une ou plusieurs des fonctions de cadre.

## SECTION III COMMISSIONS SCOLAIRES DISPENSANT L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE

**11.** Une commission scolaire dispensant l'enseignement à moins de 10 000 élèves des 2 niveaux nomme un directeur général qui peut remplir les tâches de sa fonction à plein temps ou qui exerce en même temps une ou plusieurs fonctions de cadre ; cette commission nomme un directeur général adjoint à temps partiel parmi les personnes qui exercent en même temps une fonction de cadre.

**12.** Une commission scolaire dispensant l'enseignement à plus de 10 000 élèves des 2 niveaux nomme un directeur général qui remplit les tâches de sa fonction à plein temps ; cette commission nomme un directeur général adjoint qui peut remplir les tâches de sa fonction à plein temps ou un directeur général adjoint à temps partiel qui peut exercer en même temps une ou plusieurs des fonctions de cadre.

## CHAPITRE II CLASSIFICATION DES EMPLOIS ET CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ

### SECTION I CLASSIFICATION DES EMPLOIS

#### §1. Directeur général

**13.** L'emploi de directeur général d'une commission comporte la responsabilité totale de la gestion (planification, organisation, direction, contrôle, évaluation) de l'ensemble des programmes et des ressources de l'organisme pour l'ensemble des unités administratives, des établissements et des champs d'activité : l'enseignement, la vie étudiante, le personnel, les finances, l'équipement, l'informatique, le secrétariat général, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

#### §2. Directeur général adjoint

**14.** L'emploi de directeur général adjoint d'une commission comporte l'exercice de toute fonction et de toute tâche définies par le directeur général relativement à l'administration des programmes et des ressources de la commission de même que l'exercice, sous son autorité, des droits, pouvoirs et obligations délégués par le Conseil des commissaires.

### SECTION II CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ

**15.** Les qualifications minimales requises pour l'emploi de directeur général ou de directeur général adjoint d'une commission sont les suivantes :

- a) diplôme universitaire terminal de premier cycle, mais de préférence de deuxième cycle ;
- b) 10 années d'expérience, de préférence, dans le milieu de l'éducation, dont au moins 5 dans un emploi de cadre ;
- c) une habilité à résoudre des problèmes administratifs et techniques complexes.

**16.** Les critères d'admissibilité s'appliquent à tout nouveau personnel hors cadre.

**17.** Pour les fins de l'application de l'article 15, une expérience accumulée dans un poste de cadre dans un autre organisme serait considérée comme équivalente à celle d'un cadre de niveau 1 (directeur de service) pourvu que le poste rempli ait été d'un niveau équivalent à celui de cadre de niveau 1 tel que défini dans le Règlement sur les conditions d'emploi du personnel de cadre et de gérance des

des commissions scolaires et des commissions scolaires régionales pour catholiques (c. I-14, r.6).

**18.** Si une commission ne peut trouver un candidat qualifié pour un poste donné, elle peut nommer un candidat qui ne possède pas la formation académique requise pour l'exercice d'une fonction mais qui possède une expérience supérieure aux critères minimaux.

**19.** Une commission peut nommer, à un poste donné, un candidat dont la formation répond aux exigences des critères d'admissibilité et dont les qualités supérieures compensent une expérience inférieure à celle prévue par les critères d'admissibilité.

**20.** L'équivalence prévue aux articles 18 et 19 est établie par la commission.

**21.** Tout problème résultant de l'application des articles 18, 19 et 20 sera soumis au Comité directeur des cadres.

**22.** Une personne qui exerce le 7 décembre 1977 une fonction de directeur général ou de directeur général adjoint dans une commission est considérée admissible à cette fonction pour toutes les commissions.

### CHAPITRE III PLAN DE CLASSIFICATION

**23.** Le plan de classification pour le personnel hors cadre apparaît au tableau 1 de ce chapitre.

**24.** Le plan de classification sert à la détermination de la rémunération du personnel.

#### SECTION I CLASSEMENT

**25.** Pour les commissions scolaires dispensant l'enseignement primaire seulement, le classement se fait en fonction de la clientèle scolaire.

**26.** Pour les commissions scolaire régionales dispensant l'enseignement secondaire seulement, le classement se fait en fonction de la clientèle totale.

**27.** Pour les commissions scolaires dispensant à la fois l'enseignement primaire et secondaire, le classement se fait en fonction de la clientèle totale des deux niveaux.

**28.** Les définitions et les règles relatives au classement décrites à la section I du chapitre III du Règlement sur les conditions d'emploi du personnel de cadre et de gérance

des commissions scolaires et des commissions scolaires régionales pour catholiques s'appliquent aux directeurs généraux et aux directeurs généraux adjoints.

**TABEAU 1**  
(a. 23)

**Plan de classification du personnel hors cadre des commissions dispensant l'enseignement primaire (catégorie 1), secondaire (catégorie 2), primaire et secondaire (catégorie 3)**

#### CLASSIFICATIONS

##### Niveau 0 de cadre

HC-0	Directeur général
HC-1	Directeur général adjoint

#### CLASSES (en fonction de la clientèle scolaire)

##### Catégorie 1 — Commissions primaires

<b>CLASSE I</b> 1 499 & moins	<b>CLASSE II</b> 1 500 — 2 999	<b>CLASSE III</b> 3 000 — 6 999
<b>CLASSE IV</b> 7 000 — 11 999	<b>CLASSE V</b> 12 000 & plus	

##### Catégorie 2 — Commissions secondaires

<b>CLASSE I</b> 6 999 & moins	<b>CLASSE II</b> 7 000 — 11 999	<b>CLASSE III</b> 12 000 — 17 999
<b>CLASSE IV</b> 18 000 — 24 999	<b>CLASSE V</b> 25 000 & plus	

##### Catégorie 3 — Commissions primaires et secondaires

<b>CLASSE I</b> 6 999 & moins	<b>CLASSE II</b> 7 000 — 11 999	<b>CLASSE III</b> 12 000 — 17 999
<b>CLASSE IV</b> 18 000 — 24 999	<b>CLASSE V</b> 25 000 — 32 999	

## CHAPITRE IV RÉMUNÉRATION

### SECTION I ÉCHELLES DE TRAITEMENTS

**29.** Les échelles de traitements du personnel rajustées au 30 juin 1979 sont celles prévues aux tableaux V et VI de l'annexe 2.

**30.** Les échelles de traitements du personnel pour les années scolaires 1979-1980 et 1980-1981 sont celles prévues aux tableaux I à IV de l'annexe 2.

**31.** Pour chacune des années scolaires 1979-1980 et 1980-1981, les minimums et les maximums des échelles de traitements du personnel au 30 juin précédent sont majorées de 9,5%.

**32.** Le passage du personnel aux échelles de traitements du 30 juin 1979 et des années scolaires 1979-1980 et 1980-1981 se fait selon les règles prévues à la section 2 du présent chapitre.

### SECTION II RÈGLES CONCERNANT LE RAJUSTEMENT DES TRAITEMENTS AU 30 JUIN 1979 ET L'ANNUALITÉ AU 1<sup>er</sup> JUILLET 1979 et AU 1<sup>er</sup> JUILLET 1980

**33.** Le traitement du personnel est révisé, s'il y a lieu, au 30 juin 1979, afin de tenir compte du rajustement des échelles de traitements à cette date par l'application de la formule de rajustement des traitements prévue au tableau VII de l'annexe 2.

**34.** La commission évalue son personnel.

**35.** L'annualité est établie proportionnellement au rendement du personnel.

**36.** L'annualité du personnel au 1<sup>er</sup> juillet 1979 et au 1<sup>er</sup> juillet 1980 est accordée sous la forme d'une augmentation du traitement.

**37.** L'annualité 1979-1980 et 1980-1981 du personnel varie de 0% à 10% du taux de traitement au 30 juin précédent de la personne en fonction le 30 juin précédent et encore en fonction le 1<sup>er</sup> juillet, sans dépasser le taux maximal de traitement de sa nouvelle échelle de traitements.

## SECTION III ADMINISTRATION DES TRAITEMENTS

**38.** Les sections III, V, VI et VII du chapitre IV du Règlement sur les conditions d'emploi du personnel de cadre et de gérance des commissions scolaires et des commissions scolaires régionales pour catholiques s'appliquent au personnel à l'exception des articles 159, 165, 169, 170, 218 et 219.

### SECTION IV ALLOCATIONS RELATIVES AUX DISPARITÉS RÉGIONALES

**39.** Les allocations relatives aux disparités régionales sont celles prévues à l'annexe 3 et s'ajoutent au traitement du personnel, le cas échéant.

## CHAPITRE V PERFECTIONNEMENT

**40.** La politique générale du perfectionnement décrite au chapitre V du Règlement sur les conditions d'emploi du personnel de cadre et de gérance des commissions scolaires et des commissions scolaires régionales pour catholiques, s'applique au personnel hors cadre des commissions.

## PARTIE II POLITIQUE D'EMPLOI

**41. Dispositions générales :** Dans cette partie, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « réorganisation scolaire et administrative » : une réorganisation résultant de l'application d'une loi, d'un règlement du ministre de l'Éducation, telle que l'application des articles 427 et 449 de la Loi sur l'instruction publique concernant les regroupements des commissions scolaires ;
- b) « engagement » : l'établissement d'un lien d'emploi entre la personne et la commission ;
- c) « nomination » : le mandat confié par la commission à la personne ;
- d) « non-renouvellement de nomination » : le non-renouvellement de mandat au terme de ce dernier ;
- e) « résiliation de nomination » : l'annulation de mandat en cours de ce dernier ;
- f) « non-rengagement » : la rupture du lien d'emploi d'une personne par la commission au terme de son engagement lorsque ce terme est défini ;

g) « résiliation d'engagement » : la rupture du lien d'emploi d'une personne par la commission en cours de mandat lorsque le terme de son engagement est indéfini ;

h) « non-renouvellement d'engagement par une personne » : une démission au terme d'un mandat ;

i) « congédiement » : la rupture du lien d'emploi par la commission pour cause en cours ou au terme d'un mandat ;

j) « démission » : la rupture du lien d'emploi par la personne en cours ou au terme d'un mandat.

## CHAPITRE VI RÉGIME D'EMPLOI

### SECTION I ÉLIGIBILITÉ ET SÉLECTION

**42.** Les critères d'éligibilité aux postes du personnel visé s'entendent des critères d'admissibilité à l'exercice de chaque fonction, prévus au chapitre II et applicables dans toute commission, et des critères supplémentaires propres à chaque poste et applicables à une commission.

**43.** La commission détermine sa politique relative aux critères d'éligibilité aux postes du personnel visé.

**44.** La commission procède à la sélection de son personnel conformément aux critères d'éligibilité.

### SECTION II ENGAGEMENT ET NOMINATION

**45.** La commission engage et nomme son personnel par simple résolution ou par contract écrit pour un terme indéfini ou pour un terme défini.

**46.** Dans le cas où la commission juge nécessaire d'engager ou de nommer son personnel pour un terme défini, la commission engage ou nomme ce personnel pour un terme dont la durée n'excède pas 3 ans, et elle peut renouveler cet engagement ou cette nomination.

**47.** Dans les cas où la commission engage ou nomme son personnel pour un temps indéfini, l'engagement se prolonge à moins que l'une ou l'autre des parties ne le dénonce (résiliation d'engagement) et la nomination se prolonge à moins que l'une ou l'autre des parties n'y renonce (résiliation de nomination).

### SECTION III NON-RENOUVELLEMENT OU RÉSILIATION DE LA NOMINATION

**48.** Par suite d'une décision de la commission de ne pas renouveler ou de résilier la nomination (mandat) d'une personne, cette dernière conserve son lien d'emploi et est rétrogradée ou réaffectée hors du plan.

**49.** Lors d'une rétrogradation administrative ou lors d'une réaffectation administrative hors du plan, la personne bénéficie des dispositions prévues au chapitre VII concernant la relocalisation interne.

**50.** Par suite de l'acceptation par la commission d'une demande de la personne de ne pas renouveler ou de résilier sa nomination (mandat), cette dernière conserve son lien d'emploi et est rétrogradée ou réaffectée hors du plan.

**51.** Dans le cas d'une rétrogradation volontaire ou d'une réaffectation volontaire hors du plan, la commission peut accorder à la personne ainsi rétrogradée ou réaffectée les avantages prévus à la rétrogradation administrative ou à la réaffectation administrative hors du plan, à la condition qu'elle ait accompli 2 années de service continu à l'emploi de la commission comme hors cadre ou cadre.

### SECTION IV NON-RENGAGEMENT OU RÉSILIATION DE L'ENGAGEMENT

**52.** La commission peut décider de non rengager ou de résilier l'engagement de son personnel.

**53.** Si la commission décide de non rengager ou de résilier l'engagement de son personnel, elle l'en avise par écrit au moins 60 jours avant la fin de son engagement.

**54.** Par suite de la décision de la commission de ne pas rengager ou de résilier l'engagement de son personnel, la commission lui accorde les avantages du congé de préretraite décrits au chapitre VII ou de l'indemnité de séparation égale à 1 mois de traitement par année de service dans un poste de hors cadre à la commission, selon les dispositions décrites aux articles 72 à 76, à la condition qu'il ait accompli 2 années de service continu à l'emploi de la commission comme hors cadre ou cadre.

**55.** Si la personne décide de ne pas renouveler son engagement ou de démissionner, elle en avise la commission par écrit, au moins 60 jours avant la fin de son engagement.

**56.** Par suite de la décision de la personne de ne pas renouveler son engagement ou de démissionner, elle bénéficie de l'indemnité de séparation décrite à l'article 54, à la condition qu'elle ait accompli 3 années de service continu à l'emploi de la commission comme hors cadre.

## SECTION V SUSPENSION OU CONGÉDIEMENT

**57.** Pour cause d'incapacité, négligence, insubordination, inconduite, immoralité ou incompétence, la commission, peut, en tout temps, suspendre, avec ou sans traitement, ou congédier son personnel.

**58.** La personne visée par un congédiement peut, selon la décision de la commission, bénéficier des avantages ou de l'indemnité de séparation ou du congé de pré-retraite tels que définis au chapitre VII et aux conditions qui y sont stipulées à la condition qu'elle ait accompli 2 années de service continu à l'emploi de la commission comme hors cadre ou cadre.

## SECTION VI RECOURS SPÉCIFIQUE

**59.** La personne qui conteste la décision de la commission relative à son non-rengagement ou à sa résiliation d'engagement, ou à son congédiement bénéficie des mécanismes de recours et de droit d'appel prévus au chapitre VIII.

## CHAPITRE VII STABILITÉ D'EMPLOI

**Mécanismes concernant la réaffectation dans les cas de mise en disponibilité à la suite d'une réorganisation scolaire et administrative ou d'une diminution de la clientèle**

**60.** La personne visée par ce chapitre peut choisir une des possibilités suivantes :

- a) être relocalisée dans le même organisme ou dans un autre organisme du secteur de l'éducation ;
- b) recevoir une indemnité de séparation ;
- c) prendre un congé de pré-retraite.

## SECTION I RELOCALISATION

**61.** La personne visée par ce chapitre a droit à un autre poste à la commission (relocalisation interne) ou dans un autre organisme (relocalisation externe) du secteur de

l'éducation compte tenu des critères d'éligibilité de la commission ou de l'organisme.

## SECTION II RELOCALISATION INTERNE

**62.** Si un poste compatible avec la compétence de la personne visée par ce chapitre est vacant à l'effectif du personnel de cadre (des services et des écoles) ou de gérance, la commission intègre ainsi cette personne dans ce poste et selon la classification de ce poste.

**63.** Si aucun poste n'est disponible dans le groupe d'employés dont faisait partie cette personne avant sa nomination ou dans un groupe normal de référence, déterminé par la commission après consultation de la personne, la commission l'affecte dans ce groupe (hors du plan) à titre d'excédentaire pour la période nécessaire (maximum 2 ans) à l'acquisition de sa permanence ou de sa sécurité d'emploi selon le cas.

**64.** Toutefois, à la suite de cette période nécessaire à l'acquisition de sa permanence, la personne qui devient excédentaire au sens de la convention collective à laquelle elle est assujettie, pour la raison que ses années d'ancienneté comme hors cadre ou cadre ne lui sont pas toutes reconnues, bénéficie de nouveau de la garantie d'un emploi aux termes des articles 61 et 63.

**65.** La commission prend les mesures nécessaires pour assurer, le plus rapidement possible, l'intégration de cette personne excédentaire à l'intérieur de ses plans d'effectifs et transmet au Bureau de placement le nom de cette personne disponible pour fins de relocalisation dans un autre organisme du secteur de l'éducation.

**66.** Sauf dispositions expresses au contraire, la personne ainsi réaffectée (réaffectation hors du plan) n'est alors plus régie par ce règlement mais par les stipulations contenues dans les conventions collectives ou les règlements ou les politiques qui s'appliquent au nouveau groupe dont elle fait maintenant partie.

**67.** Les dispositions du mécanisme d'ajustement de traitement telles que déterminées à la section III du chapitre VI du Règlement sur les conditions d'emploi du personnel de cadre et de gérance des commissions scolaires et des commissions scolaires régionales pour catholiques, s'appliquent à la personne ainsi rétrogradée ou réaffectée aux conditions indiquées.

**68.** La personne ainsi réaffectée conserve les privilèges reliés à sa caisse de congés de maladie et continue de cu-

muler ses années de service aux fins de l'attribution des vacances annuelles.

### SECTION III RELOCALISATION EXTERNE

**69.** La personne visée par ce chapitre et affectée en excédentaire dans un autre groupe d'employés bénéficie des services de remplacement pour être relocalisée dans un autre organisme, dans tout poste compatible avec sa compétence, selon les modalités et les avantages reliés à la sous-section « relocalisation externe » prévus à la section I du chapitre VI du Règlement sur les conditions d'emploi du personnel de cadre et de gérance des commissions scolaires et des commissions scolaires régionales pour catholiques.

### SECTION IV INDEMNITÉ DE SÉPARATION

**70.** La personne visée par le présent chapitre qui ne se prévaut pas des avantages de la relocalisation interne ou externe ni de la pré-retraite et quitte la commission peut bénéficier d'une indemnité de séparation.

**71.** Cette indemnité de séparation est égale à un mois de traitement par année de service à la commission dans le cas d'une réorganisation administrative ou d'une diminution de la clientèle.

**72.** Cette indemnité de séparation ne peut être supérieure à l'équivalent de 6 mois de traitement, ni inférieure à 2 mois de traitement.

**73.** L'indemnité de séparation accordée sous forme de montant forfaitaire est répartie et versée mensuellement pendant le nombre de mois auquel le bénéficiaire a droit.

**74.** Le versement de l'indemnité de séparation cesse à l'engagement du bénéficiaire dans une fonction du secteur de l'éducation, des affaires sociales ou de la fonction publique. Toutefois, le bénéficiaire a droit à un minimum d'indemnité de 2 mois de traitement.

**75.** L'indemnité de séparation ne s'applique pas à une personne qui est éligible à la pleine retraite ou à la pré-retraite.

**76.** L'indemnité de séparation ne comprend pas les vacances accumulées ni les congés monnayables de la personne.

### SECTION V CONGÉ DE PRÉ-RETRAITE

**77.** La personne visée par ce chapitre qui ne se prévaut pas des avantages de la relocalisation interne ou externe ni de l'indemnité de séparation et qui est à moins d'un an de la date de son congé de pré-retraite en vertu des bénéfices reconnus à sa caisse de congés de maladie ou à moins d'un an de son admissibilité à la retraite, selon le cas, devient éligible à un congé de pré-retraite.

**78.** Dans ce cas, la personne concernée conserve les privilèges des bénéfices monnayables reconnus à sa caisse de congés de maladie, s'il y a lieu.

**79.** Le cas de la personne à qui il ne reste que quelques années avant la date effective de sa retraite peut faire l'objet d'une étude particulière de la part du ministre de l'Éducation.

**80.** Les mécanismes prévus à ce chapitre s'appliquent dans le cas d'un commun accord entre la personne et la commission à la condition que la personne possède au moins 2 ans de service continu dans un poste de hors cadre ou de cadre à la commission.

### CHAPITRE VIII RECOURS SPÉCIFIQUE DANS LES CAS DE NON-RENGAGEMENT, DE RÉSILIATION D'ENGAGEMENT ET DE CONGÉDIEMENT

**81.** La commission peut ne pas rengager, résilier l'engagement, ou congédier son personnel.

**82.** Le présent recours s'applique uniquement dans les cas de non renouvellement ou de résiliation d'engagement, ou de congédiement de personnel.

**83.** À la demande de la personne visée, la commission donne par écrit les raisons qui motivent sa décision, la reçoit et lui permet de s'expliquer.

### SECTION I COMITÉ D'APPEL

**84.** Si la personne visée n'est pas satisfaite, elle en avise son association, laquelle (ou la personne elle-même s'il y a lieu) soumet la plainte au Comité d'appel dans les 20 jours de la date de l'avis de la commission.

**85.** Dans ce cas, la plainte doit être adressée au premier président du Comité d'appel avec copie à la commission et doit contenir le nom du représentant désigné par l'association concernée (ou par la personne s'il y a lieu).

Le premier président du Comité d'appel est choisi par le ministre de l'Éducation et la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec et agréé par l'association de hors cadres concernée.

**86.** Dans les 15 jours de la réception de la plainte par la commission, celle-ci avise le premier président du Comité d'appel de la nomination de son représentant.

**87.** Les 2 représentants s'entendent pour désigner un président (tierce personne) qui formera avec les 2 représentants le Comité d'appel.

**88.** À défaut d'entente pour le choix du président, il appartient au premier président du Comité d'appel de nommer le président à même une liste préparée à cette fin par le ministre de l'Éducation et la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec et agréée par l'association de hors cadres concernée.

**89.** Le Comité d'appel convoque les parties dans les meilleurs délais ; il procède suivant la procédure qu'il détermine et doit rendre sa décision dans les 30 jours suivant la fin de l'exposé des parties. Toutefois, la décision n'est pas nulle du fait qu'elle soit rendue après l'expiration du délai prévu.

**90.** Si les raisons qui motivent la décision de la commission ne sont pas bien fondées, le Comité d'appel :

- a) détermine, s'il y a lieu, le montant de la compensation pour la perte réelle de salaire subie ;
- b) ordonne l'application de l'article 93.

**91.** La décision du Comité d'appel est unanime ou majoritaire ; tout membre dissident sur la décision ou une partie de celle-ci peut faire un rapport distinct.

**92.** La décision du Comité d'appel est finale et exécutoire.

**93.** Dans le cas où le Comité d'appel ordonne l'application de cet article, la commission doit exécuter dans les 30 jours de la décision du Comité d'appel, l'une ou l'autre des possibilités suivantes :

- a) intégrer la personne dans son poste ;

b) si la commission juge inopportun de la réintégrer, elle lui verse une indemnité de dédommagement, laquelle s'ajoute à la compensation pour la perte réelle de salaire subie fixée par le Comité d'appel.

Cette indemnité de dédommagement est égale à l'équivalent de 2 mois de traitement par année de service comme cadre ou hors cadre ; l'indemnité ne peut toutefois être inférieure à l'équivalent de 3 mois de traitement ni supérieure à l'équivalent de 12 mois de traitement.

**94.** Si la personne ne veut pas réintégrer son poste ou un poste équivalent (même niveau) alors que la commission veut la reprendre, elle peut alors bénéficier de l'indemnité de dédommagement prévue à l'article 93.

**95.** Les frais encourus par les présidents sont à la charge du ministère de l'Éducation.

**96.** Les frais encourus par les 2 autres membres du Comité d'appel et leurs honoraires sont à la charge des parties qu'ils représentent.

## SECTION II DÉLAIS

**97.** À la demande de l'association ou de la commission, les délais prévus dans ce chapitre peuvent être modifiés après entente écrite entre les parties.

## SECTION III CONTRAT ÉCRIT

**98.** En lieu et place de la procédure de recours prévu à ce chapitre, la commission et son personnel peuvent, dès l'engagement, prévoir par un contrat écrit les garanties applicables à la personne dans les cas de non renouvellement de contrat, de résiliation du contrat ou de congédiement.

**99.** Ces garanties pouvant être accordées à la personne par contrat écrit ne peuvent excéder les dispositions prévues au chapitre VII concernant la relocalisation ou l'indemnité de séparation ou le congé de pré-retraite.

## ANNEXE I (a. 2)

### COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL (C.E.C.M.)

1. Sauf les dispositions contenues dans cet annexe, les autres dispositions du règlement s'appliquent au personnel de la C.E.C.M.

2. Les règles concernant la détermination des effectifs pour les années 1977-78 et 1978-79 sont approuvées par le ministre.

3. La classification des emplois et les plans de classification applicables à la C.E.C.M. pour les années 1977-78 et 1978-79 sont approuvés par le ministre.

4. Les échelles de traitements du personnel de la C.E.C.M. au 30 juin 1979 et pour les années scolaires 1979-1980 et 1980-1981 sont celles prévues aux tableaux I, II et III suivants :

**TABEAU I**

**Le directeur général et les directeurs généraux adjoints du régime particulier numéro 4**

**Échelles de traitements de base au 79-06-30**

<i>Classification</i>	<i>Traitement</i>	<i>Classe spéciale</i>
HC-0	<i>Maximum</i>	56 763 \$
	<i>Minimum</i>	43 664
HC-1	<i>Maximum</i>	49 821
	<i>Minimum</i>	33 214

**TABEAU II**

**Le directeur général et les directeurs généraux adjoints du régime particulier numéro 4**

**Échelles de traitements 1979-1980**

<i>Classification</i>	<i>Traitement</i>	<i>Classe spéciale</i>
HC-0	<i>Maximum</i>	62 155 \$
	<i>Minimum</i>	47 812
HC-1	<i>Maximum</i>	54 554
	<i>Minimum</i>	36 369

**TABEAU III**

**Le directeur général et les directeurs généraux adjoints du régime particulier numéro 4**

**Échelles de traitements  
1980-1981**

<i>Classification</i>	<i>Traitement</i>	<i>Classe spéciale</i>
HC-0	<i>Maximum</i>	68 060 \$
	<i>Minimum</i>	52 354
HC-1	<i>Maximum</i>	59 737
	<i>Minimum</i>	39 824



## ANNEXE 2

(a. 29, 30 et 33)

## TABLEAU I

Les directeurs généraux et les directeurs généraux adjoints  
des commissions scolaires dispensant l'enseignement primaire seulement

Échelles de traitements 1979/80

Classification	Traitement	Classe I 1 499 et moins	Classe II 1 500 — 2 999	Classe III 3 000 — 6 999	Classe IV 7 000 — 11 999	Classe V 12 000 et plus
HC-0	Maximum Minimum	42 873 \$ 32 980	45 873 \$ 35 287	47 709 \$ 36 699	49 140 \$ 37 800	50 614 \$ 38 934
HC-1	Maximum Minimum				45 622 30 415	46 534 31 023

## TABLEAU II

Les directeurs généraux et les directeurs généraux adjoints  
des commissions scolaires régionales  
et des commissions dispensant l'enseignement primaire et secondaire 1979/80

Échelles de traitements 1979/80

Classification	Traitement	Classe I 6 999 et moins	Classe II 7 000 — 11 999	Classe III 12 000 — 17 999	Classe IV 18 000 — 24 999	Classe V 25 000 — 32 999
HC-0	Maximum Minimum	48 663 \$ 37 433	50 124 \$ 38 557	51 627 \$ 39 713	53 176 \$ 40 904	54 771 \$ 42 131
HC-1	Maximum Minimum		46 078 30 719	47 000 31 333	47 940 31 960	48 898 32 599

## TABLEAU III

Les directeurs généraux et les directeurs généraux adjoints  
des commissions scolaires dispensant l'enseignement primaire seulement

Échelles de traitements 1980/81

Classification	Traitement	Classe I 1 499 et moins	Classe II 1 500 — 2 999	Classe III 3 000 — 6 999	Classe IV 7 000 — 11 999	Classe V 12 000 et plus
HC-0	Maximum Minimum	46 946 \$ 36 113	50 231 \$ 38 639	52 241 \$ 40 185	53 808 \$ 41 391	55 422 \$ 42 633
HC-1	Maximum Minimum				49 956 33 304	50 955 33 970

**TABEAU IV**

**Les directeurs généraux et les directeurs généraux adjoints des commissions scolaires régionales  
et des commissions dispensant l'enseignement primaire et secondaire**

**Échelles de traitements 1980/81**

<i>Classification</i>	<i>Traitement</i>	<i>Classe I</i> 6 999 et moins	<i>Classe II</i> 7 000 — 11 999	<i>Classe III</i> 12 000 — 17 999	<i>Classe IV</i> 18 000 — 24 999	<i>Classe V</i> 25 000 — 32 999
HC-0	<i>Maximum</i> <i>Minimum</i>	53 286 \$ 40 989	54 886 \$ 42 220	56 532 \$ 43 486	58 228 \$ 44 790	59 974 \$ 46 133
HC-1	<i>Maximum</i> <i>Minimum</i>		50 455 33 637	51 465 34 310	52 494 34 996	53 543 35 696

**TABEAU V**

**Les directeurs généraux et les directeurs généraux adjoints  
des commissions scolaires dispensant l'enseignement primaire seulement**

**Échelles de traitements de base au 79 06 30**

<i>Classification</i>	<i>Traitement</i>	<i>Classe I</i> 1 499 et moins	<i>Classe II</i> 1 500 — 2 999	<i>Classe III</i> 3 000 — 6 999	<i>Classe IV</i> 7 000 — 11 999	<i>Classe V</i> 12 000 et plus
HC-0	<i>Maximum</i> <i>Minimum</i>	39 153 \$ 30 118	41 894 \$ 32 226	43 570 \$ 33 515	44 877 \$ 34 520	46 223 \$ 35 556
HC-1	<i>Maximum</i> <i>Minimum</i>				41 664 27 776	42 497 28 331

TABLEAU VI

Les directeurs généraux et les directeurs généraux adjoints des commissions scolaires régionales  
et des commissions dispensant l'enseignement primaire et secondaire

Échelles de traitements 79 06 30

Classification	Traitement	Classe I 6 999 et moins	Classe II 7 000 — 11 999	Classe III 12 000 — 17 999	Classe IV 18 000 — 24 999	Classe V 25 000 — 32 999
HC-0	Maximum Minimum	44 441 \$ 34 185	45 775 \$ 35 212	47 148 \$ 36 268	48 562 \$ 37 355	50 019 \$ 38 476
HC-1	Maximum Minimum	.	42 081 28 054	42 922 28 615	43 781 29 187	44 656 29 771

TABLEAU VII

Formule de rajustement des traitements  
du personnel au 30 juin 1979

$$S.N.^{(1)} = \text{Max. } b^{(2)} - \left[ \frac{\text{Max. } b^{(2)} - \text{Min. } a^{(3)}}{\text{Max. } a^{(4)} - \text{Min. } a^{(3)}} \right] \times \left( \text{Max. } a^{(4)} - S.A.^{(5)} \right)$$

1. S.N. = salaire normalisé au 30 juin 1979

2. Max. b = maximum de l'échelle de traitements de base au 79 06 30

3. Min. a = minimum de l'échelle de traitements 1978/79

4. Max. a = maximum de l'échelle de traitements 1978/79

5. S.A. = salaire actuel (1978/79)

Note: L'application de la formule de rajustement ne doit en aucun cas avoir pour effet de diminuer le traitement du personnel au 30 juin 1979.

## ANNEXE 3

(a. 39)

### ALLOCATIONS RELATIVES AUX DISPARITÉS RÉGIONALES

#### SECTION I

##### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. **Définitions :** Aux fins de la présente annexe, on entend par :

a) « dépendant » : un dépendant au sens de la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-3), à la condition que celui-ci réside avec la personne. Cependant, pour les fins de la présente annexe, les revenus tirés d'un emploi par le conjoint de la personne n'ont pas pour effet de lui enlever son statut de dépendant.

Le fait pour un enfant de fréquenter une école secondaire publique dans un autre endroit que le lieu de résidence de la personne ne lui enlève pas son statut de dépen-

dant lorsqu'aucune école secondaire publique n'est accessible dans la localité où réside la personne ;

b) « point de départ » : domicile au Québec ou résidence principale au Québec au moment de l'embauche. Ce point de départ peut cependant être modifié par entente entre la commission et la personne ;

c) « secteur I » : les municipalités scolaires de Chapais-Chibougamau, de Joutel-Matagami, de Quévillon, du Lac Témiscamingue et la localité de Waswanipi ;

d) « secteur II » : les municipalités scolaires de Gagnon, Fermont, Schefferville ;

le territoire de la Côte-Nord, situé à l'est de la rivière Moisie et s'étendant jusqu'à Havre-Saint-Pierre inclusivement ;

la municipalité scolaire des Îles ;

e) « secteur III » : le territoire situé au nord du 51<sup>e</sup> degré de latitude incluant Radisson, Sakami, Keyano et Caniapiscaw à l'exception des municipalités scolaires de Gagnon, Fermont, Schefferville ;

le territoire de Parent, Sanmaur, Casey, Lac-Cooper et Clova ;

le territoire s'étendant à l'est de Havre-Saint-Pierre, jusqu'à la limite du Labrador, y compris l'île d'Anticosti.

## SECTION II ALLOCATION

### §1. Allocation d'isolement et d'éloignement

2. La personne travaillant dans un des secteurs mentionnés à l'article 1 de la présente annexe reçoit une allocation d'isolement et d'éloignement de :

a) pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 1979 au 30 juin 1980 :

	Avec dépendant(s)	Sans dépendant
Secteur I	3 289 \$	2 300 \$
Secteur II	4 065	2 710
Secteur III	5 117	3 198

b) pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 1980 au 31 décembre 1982, les montants applicables aux autres catégories de personnel de la commission s'appliquent au personnel hors cadre.

3. Le montant de l'allocation d'isolement et d'éloignement est ajusté au *prorata* de la durée de l'affectation de la personne sur le territoire de la commission compris dans un secteur décrit à l'article 1 de la présente annexe.

4. Dans le cas où les conjoints travaillent pour la même commission ou que l'un ou l'autre travaille pour 2 employeurs différents des secteurs public et para-public, un seul des deux peut se prévaloir de l'allocation applicable à la personne avec dépendant(s), s'il y a un ou des dépendants autres que le conjoint. S'il n'y a pas d'autre dépendant que le conjoint, chacun a droit à l'allocation prévue à l'échelle sans dépendant et ce malgré la définition du terme « dépendant » apparaissant à l'article 1 de la présente annexe.

### §2. Transport

5. La commission assume les frais suivants de toute personne recrutée à plus de 50 kilomètres de la localité où il est appelé à exercer ses fonctions, pourvu qu'elle soit située dans l'un des secteurs décrits à l'article 1 de la présente annexe :

a) le coût du transport de la personne déplacée et de ses dépendants ;

b) le coût du transport de ses effets personnels et de ceux de ses dépendants jusqu'à concurrence de :

i. 228 kilogrammes pour chaque adulte ou chaque enfant de 12 ans ou plus ;

ii. 131 kilogrammes pour chaque enfant de moins de 12 ans ;

c) le coût du transport de ses meubles meublants s'il y a lieu ;

d) le coût du transport du véhicule motorisé s'il y a lieu, et ce, par route, par bateau ou par train ;

e) le coût d'entreposage de ses meubles meublants s'il y a lieu.

Ces frais sont assumés par la commission jusqu'au point de départ et remboursés sur présentation de pièces justificatives.

6. Dans le cas où la personne admissible aux allocations prévues aux paragraphes *b*, *c* et *d* du premier alinéa de l'article 5 de la présente annexe décide de ne pas s'en prévaloir immédiatement en totalité ou en partie, elle y demeure admissible pendant l'année qui suit la date du début de son affectation.

7. Ces frais sont payables à la condition que la personne ne soit pas remboursée en vertu d'un autre régime, tel le régime fédéral de la mobilité de la main-d'oeuvre, ou en vertu du chapitre VI et uniquement dans les cas suivants :

a) lors de la première affectation de la personne ;

b) lors de la résiliation ou du non-renouvellement d'engagement par la commission ;

c) lors d'une réaffectation ou mutation à la demande de la commission ou de la personne ;

d) lors de la résiliation d'engagement ou de la démission de la personne ; dans le cas des secteurs I et II, le remboursement n'est toutefois effectué qu'au *prorata* du temps travaillé par rapport à une période de référence établie à un an ;

e) lorsqu'une personne obtient un congé pour fins d'études ; dans ce dernier cas, les frais prévus à l'article 5 de la présente annexe sont également payables à la personne dont le point de départ est situé à 50 kilomètres ou moins de la localité où il exerce ses fonctions.

Ces frais sont assumés par la commission jusqu'au point de départ et remboursés sur présentation de pièces justificatives.

### §3. Sorties

8. La commission rembourse la personne recrutée à plus de 50 kilomètres de la localité où elle exerce ses fonctions

les frais inhérents aux sorties suivantes pourvu qu'elles soient situées dans l'un des secteurs décrits à l'article 1 de la présente annexe :

a) pour les commissions scolaires du Nouveau-Québec, du Littoral ainsi que le territoire s'étendant à l'est du Havre-Saint-Pierre jusqu'à la limite de la commission scolaire du Littoral, y compris l'île d'Anticosti : 3 sorties par année pour la personne et ses dépendants jusqu'à son point de départ à l'embauche, à moins qu'elle ne convienne avec la commission d'un arrangement différent ;

b) pour les localités de Gagnon, Fermont, Schefferville : 3 sorties par année pour la personne et ses dépendants jusqu'au réseau routier ;

c) pour les autres localités non rattachées au réseau routier provincial : une sortie par année pour la personne et ses dépendants jusqu'au réseau routier s'il y a lieu.

Les frais assumés par la commission en vertu de la présente sous-section visent le déplacement aller-retour jusqu'au point de départ et sont remboursés sur production de pièces justificatives.

#### §4. Remboursement de dépenses de transit

9. La commission rembourse à la personne, sur présentation de pièces justificatives, les dépenses encourues en transit (repas, taxi et hébergement s'il y a lieu), pour elle-même et ses dépendants lors de l'embauche et de toute sortie prévue à la sous-section 3 de la présente annexe à la condition que ces frais ne soient pas autrement assumés.

#### §5. Décès de la personne

10. Dans le cas du décès de la personne ou de l'un de ses dépendants, la commission paie le transport pour le retour de la dépouille mortelle.

#### §6. Transport de nourriture

11. La personne qui doit pourvoir à son propre approvisionnement en nourriture dans les localités de Radisson, Sakami, Keyano et Caniapiscau du secteur III prévu à la section 1 de la présente annexe, bénéficie du paiement des frais de transport de cette nourriture jusqu'à concurrence des masses suivantes :

a) 727 kilogrammes par année par adulte et par enfant de 12 ans ou plus ;

b) 364 kilogrammes par année par enfant de moins de 12 ans.

Ce bénéfice est accordé selon l'une ou l'autre des formules suivantes :

a) soit que la commission se charge elle-même du transport et en assume directement le coût ; ou

b) soit que la commission verse à la personne une allocation équivalente au coût qui serait encouru si la commission s'en chargeait elle-même.

#### §7. Véhicule à la disposition de la personne

12. Dans toutes les localités où les véhicules privés sont interdits, la mise de véhicules à la disposition de la personne peut être convenue entre la commission et la personne.

#### §8. Logement

13. Les obligations et pratiques portant sur la fourniture d'un logement par la commission à une personne au moment de l'embauche sont maintenues aux seuls endroits où elles existent au 1<sup>er</sup> avril 1981.

14. Le coût du loyer assumé par la personne qui bénéficie d'un logement dans le secteur III prévu à la section 1 de la présente annexe et dans les localités de Gagnon, Fermont et Schefferville n'excède pas le coût qu'elle assume au 30 juin 1979.

#### §9. Allocation de rétention

15. L'allocation de rétention, équivalant à 8% du traitement annuel est maintenue pour les personnes travaillant dans les municipalités scolaires à Sept-Îles (dont Clarke-City) et de Port-Cartier.

Partout ailleurs où elle existait, au 1<sup>er</sup> avril 1981, une telle allocation est toutefois abolie.

#### §10. Dispositions antérieures

16. Les avantages supérieurs à ceux prévus dans la présente annexe découlant de l'application de dispositions antérieures qui existent au 1<sup>er</sup> avril 1981 sont reconduits.

A.C. 2901-77, (1977) 109 G.O.II., 6285

A.C. 4006-77, (1977) 109 G.O.II., 6501

A.C. 3377-78, (1978) 110 G.O.II., 6465

A.C. 651-81, (1981) 113 G.O.II., 1471



c. I-14, r.6

## Règlement sur les conditions d'emploi du personnel de cadre et de gérance des commissions scolaires et des commissions scolaires régionales pour catholiques

Loi sur l'instruction publique  
(L.R.Q., c. I-14, a. 16)

### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte indique un sens différent, on entend par :

a) « commission » : une commission scolaire ou commission scolaire régionale pour catholiques, la commission scolaire du Nouveau-Québec et la commission scolaire du Littoral ;

b) « ministre » : le ministre de l'Éducation ;

c) « personnel » ou « personne » : le personnel de cadre des services des écoles et des centres de l'éducation des adultes et le personnel de gérance des commissions ;

d) « cadre » : cadre des services, cadre des écoles et cadre des centres d'éducation des adultes des commissions ;

e) « association concernée » : Association des cadres scolaires du Québec, Association des cadres de Montréal, *Association of Directors of English Schools*, Fédération québécoise des directeurs d'école, les associations de principaux, *Québec Association of Catholic School Administrators* ;

f) « cadres des écoles » : les directeurs d'écoles et les directeurs adjoints d'écoles signifiant particulièrement la fonction ou le poste et les termes « principal » et « principal adjoint » désignant plus spécifiquement la classification ;

g) « administrateur » : les directeurs généraux et les directeurs généraux adjoints et le personnel de cadre et de gérance des commissions ;

h) « personnel associé » ou « personne associée » : agent de la gestion du personnel régulier à temps complet non syndicable au sens du Code du travail (L.R.Q., c. C-27) ;

i) « association du personnel associé concernée » : Association des cadres scolaires du Québec ;

j) « engagement » : l'établissement d'un lien d'emploi entre la personne ou la personne associée et la commission ;

k) « non rengagement » : la rupture, par la commission, du lien d'emploi d'une personne ou d'une personne associée, au terme de son engagement, lorsque ce terme est défini ;

l) « résiliation d'engagement » : la rupture, par la commission, du lien d'emploi d'une personne ou d'une personne associée, en cours de mandat, lorsque le terme de son engagement est indéfini ;

m) « congédiement » : la rupture, par la commission, du lien d'emploi d'une personne ou d'une personne associée, en tout temps notamment pour cause d'incapacité, de négligence, d'insubordination, d'inconduite, d'immoralité ou d'incompétence.

### 2. Champ d'application :

1) À moins de dispositions expresses au contraire, les parties I, II et III s'appliquent à tout le personnel des commissions et la partie IV s'applique à tout le personnel associé des commissions, sauf à celui de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

2) Les dispositions concernant les règles d'effectifs, les plans de classification et la rémunération contenues à l'annexe 5 s'appliquent au personnel de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

## PARTIE I POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION

### CHAPITRE I RÈGLES DÉTERMINANT LES EFFECTIFS

#### Dispositions générales

### 3. Définitions : On entend par :

a) « école » : entité institutionnelle, sous la responsabilité d'un directeur ou d'un responsable, groupant des élèves dans un établissement, dans une partie de celui-ci ou dans plusieurs établissements selon la décision de la commission conformément aux règles énoncées à la section II de ce chapitre ;

b) « établissement » : un immeuble dans lequel on dispense de l'enseignement ou d'autres services éducatifs ;

c) « centre d'éducation des adultes » : entité institutionnelle, sous la responsabilité d'un directeur de centre, groupant des adultes dans un établissement, dans une partie de celui-ci ou dans plusieurs établissements conformément aux règles énoncées à la section III de ce chapitre ;

d) « personnel d'encadrement » : personnel hors cadre, de cadre des services, des écoles et des centres d'éducation des adultes ;

e) « heure/groupe de formation » : heure de formation dispensée à un groupe d'étudiants inscrits à un cours d'éducation aux adultes ;

f) « responsable d'école » :

i. enseignant qui remplit la fonction de directeur dans une école où le nombre d'élèves ne permet pas la nomination d'un directeur ;

ii. instituteur qui est nommé responsable dans une école où le nombre d'élèves ne permet pas la nomination d'un directeur adjoint. Sa fonction, en plus de l'enseignement, porte notamment sur le remplacement du directeur en cas d'absences brèves de ce dernier et sur toute autre tâche compatible avec la fonction de responsable d'école.

#### **4. Champ d'application :**

1) Ce chapitre comprend les règles administratives déterminant les effectifs en personnel hors-cadre, en personnel de cadre et en personnel de gérance au niveau de la commission, des écoles et des centres d'éducation des adultes.

2) Les présentes règles administratives concernant les effectifs au niveau de la commission sont établies conformément aux articles 187 et 191 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-14).

3) Pour les fins de l'éducation des adultes, les présentes règles s'appliquent à toute commission autorisée par le ministre à dispenser l'éducation des adultes, conformément à l'article 486 de la Loi sur l'instruction publique.

4) Les postes visés par les règles administratives décrites dans ce chapitre comprennent :

a) au niveau de la commission :

i. les hors-cadres : les directeurs généraux et les directeurs généraux adjoints à temps plein ;

ii. les cadres : les directeurs de service, le secrétaire général et les coordonnateurs ;

b) au niveau de l'école :

i. les cadres : les directeurs d'écoles et les directeurs adjoints d'écoles ;

c) au niveau du centre d'éducation des adultes :

i. les cadres : les directeurs de centres et les directeurs adjoints de centres.

## **SECTION I RÈGLES DÉTERMINANT LES EFFECTIFS AU NIVEAU DE LA COMMISSION**

### **§1. Règles générales**

**5.** Les effectifs en personnel hors cadre et de cadre des services sont déterminés par le nombre d'élèves inscrits au 30 septembre de l'année en cours à la commission. Pour les services de l'éducation des adultes, la clientèle est établie, pour l'année en cours, sur la base de la moyenne pondérée d'heures/groupes de formation reconnues par le ministre pour les 3 premières des 4 années scolaires précédentes. Les effectifs en personnel de gérance sont déterminés par la commission.

**6.** Le nombre de postes résultant de l'application des règles constitue un nombre maximal de postes.

**7.** Toute commission scolaire qui voit diminuer le nombre de postes de hors cadres et de cadre des services, établi pour l'année scolaire précédente, dispose d'un délai d'ajustement de l'effectif total de personnel d'encadrement. Ce délai d'ajustement, qui ne doit pas excéder un an, permet à la commission de procéder à une réorganisation administrative et au réajustement de ses effectifs.

**8.** La moyenne pondérée du nombre d'heures/groupes de formation établi pour les 3 premières années des 4 années scolaires précédentes sert à la détermination des effectifs au niveau de la commission en personnel de cadre des services de l'éducation des adultes pour l'année en cours et assure à la commission un délai d'ajustement d'un an s'il y a lieu.

**9. Tableau I – Nombre maximal de postes :**

Commissions scolaires dispensant l'enseignement primaire :

Clientèle \ Effectifs (postes)	Hors-cadres et cadres des services (niveaux 0, 1 et 2)
Moins de 1 000	voir article 14
1 000 à 1 499	2
1 500 à 2 499	3
2 500 à 4 499	4
4 500 à 6 999	5
7 000 à 8 999	6
9 000 à 11 999	7
12 000 à 14 999	8
15 000 à 17 999	9
18 000 et plus	10

**10. Tableau II – Nombre maximal de postes :**

Commissions scolaires régionales dispensant l'enseignement secondaire :

Clientèle \ Effectifs (postes)	Hors-cadres et cadres des services (niveaux 0, 1 et 2)
Moins de 2 000	voir article 14
2 000 à 2 499	3
2 500 à 2 999	4
3 000 à 3 499	5
3 500 à 3 999	6
4 000 à 4 499	7
4 500 à 4 999	8
5 000 à 5 999	9
6 000 à 6 999	10
7 000 à 8 999	11
9 000 à 11 999	12
12 000 à 14 999	13
Plus de 15 000	voir article 14

**11. Tableau III – Nombre maximal de postes :**

Commissions scolaires dispensant l'enseignement primaire et secondaire :

Clientèle \ Effectifs (postes)	Hors-cadres et cadres des services (niveaux 0, 1 et 2)
Moins de 2 000	voir article 14
2 000 à 2 999	3
3 000 à 3 999	4
4 000 à 4 999	5
5 000 à 5 999	6
6 000 à 6 999	7
7 000 à 7 999	8
8 000 à 9 499	9
9 500 à 10 999	10
11 000 à 12 999	11
13 000 à 14 999	12
15 000 à 17 499	13
Plus de 17 500	voir article 14

**12. Tableau IV – Nombre maximal de postes :**

Pour les commissions scolaires autorisées à dispenser des services d'éducation des adultes :

Heures/groupes de formation \ Effectifs (postes)	Cadres (niveaux 1 et 2)
Moins de 6 000	voir article 14
6 000 à 24 999	1
25 000 à 39 999	2
40 000 à 59 999	3
60 000 à 79 999	4
Plus de 80 000	voir article 14



**13.** Les postes prévus à l'article 12 s'ajoutent aux postes prévus aux articles 9, 10 et 11 et ne font pas l'objet de transférabilité entre eux.

## §2. Règles particulières

**14.** Les commissions dont la clientèle, exprimée en élèves ou en heures/groupes de formation, n'est pas prévue aux articles 9, 10, 11 et 12 font l'objet d'une décision particulière du ministre.

**15.** Les cas de délégation des commissions scolaires membres d'une commission scolaire régionale à cette commission scolaire régionale, font l'objet d'une décision particulière du ministre.

**16.** Dans le cas de commission(s) qui succède(nt) à d'autre(s) commission(s) suite à l'application de dispositions législatives telles que l'application des articles 427 et 449 ou autres de la Loi sur l'instruction publique, la nouvelle structure administrative ainsi que la réaffectation du personnel de cadre des services feront l'objet d'une analyse particulière du ministre.

**17.** Le ministre peut reconnaître un poste de cadre des services n'apparaissant pas au chapitre II ou un poste additionnel au nombre de postes prévus par l'application des présentes règles dans le cas de situations exceptionnelles, tel la réalisation de structures administratives expérimentales.

**18.** Une commission peut compter, en plus du nombre de postes prévus par l'application des règles générales, un poste de coordonnateur en adaptation scolaire si elle possède une clientèle scolaire de 3 000 élèves et plus.

**19.** Une commission qui compte une clientèle scolaire de moins de 3 000 élèves peut bénéficier des dispositions prévues à l'article 18 à la condition qu'elle se regroupe avec une ou 2 commission(s). Dans ce cas, une entente doit intervenir entre les commissions concernées.

**20.** Une commission peut compter, en plus du nombre de postes prévus par l'application des règles générales, des postes dans les services de l'enseignement primaire (pour une commission scolaire régionale) et de l'enseignement en langue française et en langue anglaise.

**21.** Une commission scolaire régionale peut compter un coordonnateur de l'enseignement primaire dès qu'elle assume les services de l'administration pédagogique pour plus de 2 000 élèves de niveau primaire.

**22.** Dans les commissions qui dispensent à la fois l'enseignement primaire et secondaire en langue française et en langue anglaise, les services de l'enseignement peuvent s'organiser, compte tenu de l'importance de la clientèle de chaque groupe, selon la langue d'enseignement ou selon le niveau d'enseignement.

**23.** La commission qui se prévaut des dispositions des articles 24 à 28 peut ajouter un poste au nombre maximal de postes déterminés aux articles 9, 10 ou 11 à condition que le nombre de directeurs des services de l'enseignement n'excède pas 2.

**24.** Une commission qui organise ses services de l'enseignement selon la langue peut compter 2 postes de direction des services d'enseignement :

- a) un directeur des services de l'enseignement en langue française (primaire et secondaire) ; et
- b) un directeur des services de l'enseignement en langue anglaise (primaire et secondaire).

**25.** Une commission qui organise ses services de l'enseignement selon la langue peut compter l'un ou l'autre poste de coordination dans les services de l'enseignement :

- a) un coordonnateur des services de l'enseignement en langue française ; ou
- b) un coordonnateur des services de l'enseignement en langue anglaise.

**26.** Une commission qui organise ses services de l'enseignement selon la langue et qui dispense l'enseignement à plus de 6 000 élèves peut compter un coordonnateur de langue anglaise ou de langue française, si le nombre d'élèves de langue anglaise ou française, selon le cas, excède 2 000.

**27.** Une commission qui organise ses services de l'enseignement selon la langue et qui dispense l'enseignement à plus de 9 500 élèves peut compter un deuxième directeur des services de l'enseignement, si le nombre d'élèves de langue anglaise ou de langue française, selon le cas, excède 4 000.

**28.** Une commission qui organise ses services de l'enseignement selon le niveau peut compter 2 postes de direction des services d'enseignement :

- a) un directeur des services de l'enseignement primaire (français et anglais) ; et
- b) un directeur des services de l'enseignement secondaire (français et anglais).

## SECTION II

### RÈGLES DÉTERMINANT LES EFFECTIFS AU NIVEAU DES ÉCOLES

#### §1. Règles générales

**29.** Les effectifs en personnel de cadres des écoles sont déterminés par le nombre d'élèves inscrits au 30 septembre de l'année en cours dans les écoles dont la responsabilité de l'administration de l'enseignement appartient à cette commission et pondérés conformément aux articles 31 à 35.

**30.** La majorité des élèves inscrits soit à l'enseignement primaire, soit à l'enseignement secondaire détermine le niveau de l'école.

**31.** Pour les fins de ce chapitre, chaque élève de niveau secondaire dans une école à majorité primaire compte pour 1,25 élèves de niveau primaire.

**32.** Pour les fins de ce chapitre, dans une école où l'on dispense l'enseignement à des élèves inadaptés (débiles mentaux légers de niveau primaire ou secondaire, ou souffrant de troubles mineurs ou graves d'apprentissage de niveau primaire ou secondaire), chacun de ces élèves compte pour 1,50 élèves.

**33.** Pour les fins de ce chapitre, dans une école où l'on dispense l'enseignement à des élèves inadaptés (débiles mentaux moyens, infirmes moteurs de classe maternelle, infirmes moteurs cérébraux, déficients physiques, élèves souffrant d'épilepsie non médicalement contrôlée ou de déviations multiples ou de perturbation affective grave, sourds ou demi-sourds, aveugles ou demi-voyants, mésadaptés socio-affectifs graves), chacun de ces élèves compte pour 2 élèves.

**34.** Pour les fins de ce chapitre, chaque élève immigrant inscrit dans une classe d'accueil autorisée par le ministre compte pour 2 élèves.

**35.** Pour les fins de ce chapitre, chaque élève inscrit dans une classe maternelle autorisée par le ministre à recevoir soit des enfants de 4 ans, soit des enfants de 5 ans qui fréquentent la classe l'avant-midi et l'après-midi, compte pour 2 élèves.

**36.** Pour les fins de ce chapitre, il existe 3 types d'écoles :

*1<sup>er</sup> type* : l'établissement dont la dimension justifie la nomination d'un directeur (plus de 225 élèves) ;

*2<sup>e</sup> type* : les établissements situés à moins d'un mille les uns des autres qui, une fois regroupés, constituent une entité institutionnelle de plus de 225 élèves ;

*3<sup>e</sup> type* : l'ensemble des établissements comptant moins de 225 élèves, situés à plus d'un mille de tout autre établissement.

**37.** La commission répartit dans ses écoles du 1<sup>er</sup> et du 2<sup>e</sup> type les postes de direction d'écoles obtenus par l'application des articles 39 et 40.

**38.** Si une école subit une baisse de clientèle entraînant une diminution du nombre de postes déterminés par rapport à l'année précédente, la commission dispose d'un délai d'ajustement n'excédant pas un an pour procéder à une réorganisation administrative et au réajustement de ses effectifs.

**39.** Dans le cas d'une école du 1<sup>er</sup> type, la commission applique la règle suivante :

**Tableau V — Nombre maximal de postes :**

Personnel de cadre des écoles	Directeur	Directeurs adjoints
Clientèle pondérée		
<b>Écoles primaires</b>		
225 à 549	1	—
550 à 999	1	1
1 000 et plus	1	2
<b>Écoles secondaires</b>		
225 à 499	1	—
500 à 899	1	1
900 à 1 499	1	2
1 500 à 1 999	1	3
2 000 à 2 599	1	4
2 600 à 3 099	1	5
3 100 à 3 599	1	6
3 600 et plus	1	7

**40.** Dans le cas d'une école du 2<sup>e</sup> type, la commission applique la règle suivante :

**Tableau VI — Nombre maximal de postes :**

Clientèle pondérée \ Personnel de cadre des écoles	Directeur	Directeurs adjoints
<b>Écoles primaires</b>		
225 à 549	1	—
550 à 899	1	1
900 et plus	1	2
<b>Écoles secondaires</b>	cf. art. 36	

**41.** En plus des postes de direction prévus aux articles 39 et 40, la commission peut affecter un responsable d'école, selon le sous-paragraphe ii du paragraphe *f* de l'article 3, à tout établissement dont la dimension ne permet pas la nomination d'un directeur adjoint.

**42.** Le nombre de postes de direction que la commission peut affecter aux seules écoles du 3<sup>e</sup> type, est égal au quotient obtenu en divisant par 200 la somme des élèves inscrits dans l'ensemble des établissements de ces écoles, sans tenir compte de la fraction.

**43.** Dans le cas d'un établissement de moins de 225 élèves, qui n'a pas été regroupé avec un autre établissement pour former une école de 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> type et qui ne compte pas de directeur, la commission doit désigner un responsable d'école selon le sous-paragraphe i du paragraphe *f* de l'article 3, parmi les enseignants de cet établissement.

**44.** La commission peut désigner un responsable pour chacun des établissements qui constituent une école de 3<sup>e</sup> type :

a) un responsable selon le sous-paragraphe ii du paragraphe *f* de l'article 3 si l'établissement constitue une école dirigée par un directeur non itinérant ;

b) un responsable selon le sous-paragraphe i du paragraphe *f* de l'article 3 si l'établissement fait partie d'une école dirigée par un directeur itinérant.

**45.** En plus des postes de direction prévus aux articles 39 et 40, la commission peut compter un poste de directeur adjoint additionnel pour toute école secondaire de 1 800 élèves et plus qui compte un minimum de 300 élèves inscrits au premier cycle du cours secondaire.

## §2. Règles particulières

**46.** Dans le cas d'une école du 3<sup>e</sup> type, une commission peut remplacer un poste de directeur par des postes de direction avec charge d'enseignement après autorisation du ministre.

**47.** Une commission peut réaliser dans une école secondaire une structure administrative expérimentale permettant une augmentation du personnel de direction des écoles.

**48.** L'application de l'article 47 doit faire l'objet d'une autorisation annuelle du ministre au cours des 2 premières années.

**49.** La réalisation de tout projet non conforme aux dispositions de la présente section et qui nécessite l'addition de poste doit faire l'objet d'une autorisation préalable du ministre.

**50.** Un membre du personnel de la direction des écoles peut être libéré entièrement des fonctions qu'il assume pour être affecté à des travaux d'organisation et de préparation en vue de l'ouverture au cours de l'année suivante d'une nouvelle école secondaire polyvalente ou d'une école primaire à aires ouvertes.

**51.** La durée de la période de libération ne doit pas excéder 1 an dans le cas d'une école secondaire polyvalente de plus de 1 200 élèves et de 6 mois dans le cas d'une école secondaire polyvalente de moins de 1 200 élèves ou d'une école primaire à aires ouvertes.

**52.** La commission qui n'utilise pas la durée complète de libération prévue aux articles 50 et 51, peut affecter les sommes non utilisées pour la libération anticipée d'un adjoint administratif, d'un technicien de réorganisation scolaire et/ou d'un personnel de soutien.

## SECTION III

### RÈGLES DÉTERMINANT LES EFFECTIFS POUR LES CENTRES D'ÉDUCATION DES ADULTES

**53.** Le calcul du nombre total d'heures/groupes de formation dispensées dans les centres d'éducation des adultes s'obtient en effectuant la somme des heures/groupes de formation effectivement dispensées.

**54.** La moyenne pondérée des heures/groupes de formation reconnues par le ministre pour les 3 premières des 4 années scolaires précédentes sert à la détermination des effectifs en personnel de cadre des centres d'éducation des adultes et tient lieu d'un délai d'ajustement d'un an pour la commission.

**55.** La population juridictionnelle pondérée selon les critères établis par le ministre sert à la détermination des effectifs en personnel de cadre des centres d'éducation des adultes où il ne se dispense que des services à la clientèle adulte.

**56.** Pour ses centres d'éducation des adultes, la règle suivante s'applique :

Nombre maximal de postes de cadre à temps plein dans l'ensemble des centres d'éducation des adultes de la commission où il se dispense de l'enseignement.

Nombre d'heures/groupes de formation (H G/F)	Personnel de cadre	Nombre maximal de postes à temps plein ajusté à l'entier le plus près
Moins de 7 000 H G/F		voir a. 57
7 000 à 24 999 H G/F		1 poste par 9 000 H G/F
25 000 à 39 999 H G/F		1 poste par 10 000 H G/F
40 000 à 59 999 H G/F		1 poste par 11 000 H G/F
60 000 à 84 999 H G/F		1 poste par 12 000 H G/F
85 000 à 114 999 H G/F		1 poste par 13 000 H G/F
115 000 et plus H G/F		1 poste par 14 000 H G/F

**57.** Un centre d'éducation des adultes peut compter un directeur de centre si au moins 7 000 heures/groupes de formation sont dispensées dans ce centre.

**58.** Un centre peut compter un directeur adjoint de centre si au moins 22 000 heures/groupes de formation sont dispensées dans ce centre.

**59.** La commission dont le nombre d'heures/groupes de formation ne permet pas la nomination d'un directeur ou d'un directeur adjoint de centre suivant l'application des articles 56, 57 et 58 peut faire l'objet d'une autorisation particulière du ministre.

**60.** Dans les centres d'éducation des adultes où il ne se dispense que des services d'aide personnelle ou d'animation communautaire aux étudiants ou à la population, le ministre peut autoriser certains postes de cadre à temps plein.

#### SECTION IV TRANSFÉRABILITÉ ET AFFECTATION DES EFFECTIFS

**61.** Lorsque des postes de cadre des services prévus par l'application des règles sont vacants, à l'exception des postes de cadre des services de l'éducation des adultes, la commission peut, après consultation des cadres des services au niveau de la commission, convertir ces postes vacants en

postes de personnel de gérance, de personnel professionnel non enseignant ou de personnel de soutien.

**62.** Les postes transformés par l'application de l'article 61 sont affectés soit au niveau de la commission, soit au niveau d'une ou plusieurs écoles.

**63.** Pour les cadres des services d'éducation des adultes, conformément à l'article 66, la commission peut transformer des postes de cadre au niveau de la commission après consultation des cadres des services de la commission :

a) soit en postes de personnel de gérance, de personnel professionnel non enseignant ou de personnel de soutien à l'éducation des adultes ;

b) soit en postes de cadre à temps plein au niveau des centres d'éducation des adultes ou à temps partiel au niveau du service de l'éducation des adultes de la commission,

sans dépasser toutefois le nombre maximal total de postes de cadre à temps plein calculé tant au niveau de la commission qu'au niveau des centres d'éducation des adultes.

**64.** Lorsque des postes de directeur adjoint obtenus en vertu des articles 39 et 40 sont vacants, la commission peut, après consultation des directeurs d'écoles concernés, convertir ces postes vacants en postes de personnel de gérance, de personnel professionnel non enseignant ou de personnel de soutien.

**65.** Les postes convertis par l'application de l'article 64 doivent être affectés aux écoles.

**66.** Pour les fins de la transférabilité, la masse salariale totale disponible pour transformation est égale à la masse salariale totale des salaires médians des postes qu'on veut transformer.

**67.** Pour les fins de l'éducation des adultes, la commission peut transformer des postes de cadre à temps plein des centres d'éducation des adultes en postes de cadre à temps partiel, en postes de personnel professionnel non enseignant ou en postes de personnel de soutien.

## CHAPITRE II CLASSIFICATION DES EMPLOIS ET CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ

### SECTION I CLASSIFICATION DES EMPLOIS

**68.** Le système de classification des emplois de gestionnaires contient les catégories suivantes :

- a) de cadres, se divisant en sous-catégories :
  - i. cadres de niveau 1 et 2 de services ;
  - ii. cadres de niveau 1 et 2 des écoles et des centres d'éducation des adultes ;
- b) de gérance, se divisant en sous-catégories :
  - i. régisseurs ;
  - ii. contremaîtres.

**69.** Un corps d'emploi est une unité de rangement du système de classification dans laquelle peut être classé un ensemble d'emplois possédant des caractéristiques communes quant à la nature et à la complexité du travail et quant aux qualifications et aux habiletés requises.

**70.** La définition de chaque emploi est une définition cadre servant de référence à la description des tâches du personnel dans un poste particulier.

**71.** Une poste peut comporter le cumul total ou partiel des attributions et responsabilités de plus d'un emploi.

**72.** La classification des emplois du personnel des commissions apparaît à l'annexe 1.

**73.** Si aucun corps d'emploi décrit à l'annexe 1 ne convient au classement d'un emploi donné, la commission concernée soumet le cas au ministre. Le dossier à soumettre devrait comprendre :

- a) la description détaillée de l'emploi ;
- b) la situation de l'emploi dans la structure de l'organisme ;
- c) les qualifications exigées par l'organisme pour l'exercice de l'emploi.

### SECTION II CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ

**74.** Les critères d'admissibilité apparaissent à l'annexe 1.

**75.** Les qualifications déterminées dans la classification des emplois constituent les exigences minimales.

**76.** Une personne qui exerce, au 7 décembre 1977, une fonction de cadre ou de gérance dans une commission, est considérée admissible à cette fonction ou à toute autre fonction de même niveau ou de niveau inférieur dans un même champ d'activités, pour toutes les commissions.

#### *§1. Règles particulières applicables au personnel de cadre des services et de gérance*

**77.** Si une commission ne peut trouver un candidat qualifié pour un poste donné, elle peut nommer un candidat qui ne possède pas la formation académique requise pour l'exercice d'une fonction mais possède une expérience à cette fonction et supérieure aux critères minimaux.

**78.** Une commission peut nommer, à un poste donné, un candidat dont la formation répond aux exigences des critères d'admissibilité et dont les qualités supérieures compensent une expérience inférieure à celle prévue par les critères d'admissibilité.

**79.** L'équivalence prévue aux articles 77 et 78 est établie par la commission après consultation de ses cadres des services et de ses gérants en vue de déterminer les modalités d'application de ces principes.

**80.** Les modalités d'application comprennent la formation de comités d'équivalence, au niveau local ou régional. Ces modalités d'application comprennent aussi la composition, le mandat, les mécanismes de convocation et le fonctionnement de ces comités.

**81.** Tout problème résultant de l'application des articles 77 à 80 est soumis au comité consultatif des cadres.

## CHAPITRE III PLANS DE CLASSIFICATION DES POSTES

### Dispositions générales

**82.** Le ministre détermine les plans de classification qui servent à l'établissement de la rémunération du personnel.

**83.** Pour les fins de ce règlement, les commissions constituent 3 catégories :

- a) commissions dispensant l'enseignement primaire seulement ;

b) commissions dispensant l'enseignement secondaire seulement ;

c) commissions dispensant l'enseignement primaire et secondaire.

**84.** Les classifications sont déterminées pour chaque niveau de gestion en fonction de la nature et de la complexité des responsabilités inhérentes à chaque emploi.

**85.** Chaque classification comprend une ou plusieurs classes qui sont déterminées par la clientèle scolaire, la clientèle adulte, la clientèle totale ou par d'autres critères propres à certaines classifications.

**86.** L'année d'expérience correspond normalement à une année complète d'expérience continue dans un poste de personnel.

**87.** L'expérience continue se définit comme l'expérience ininterrompue dans une classification de personnel. Un changement de commission n'interrompt pas la continuité de l'expérience pour fins de rémunération.

**88.** La continuité de l'expérience n'est pas affectée lorsque la personne a été réaffectée hors du plan selon les mécanismes relatifs à la réorganisation scolaire et administrative.

**89.** La durée de l'interruption prévue aux articles 87 et 88 ne s'ajoute pas aux années d'expérience dans l'emploi.

**90.** La continuité de l'expérience n'est pas affectée lorsque la personne s'absente à la suite d'un congé prévu et autorisé (avec ou sans solde) par la commission.

**91.** La durée de cette interruption s'ajoute ou ne s'ajoute pas aux années d'expérience continue dans l'emploi selon les ententes préalables à l'autorisation du congé.

## SECTION I CLASSEMENT

**92.** Le classement d'un poste se fait selon la classification retenue pour ce poste dans les plans de classification de postes et selon les classes.

**93.** Dans le cas d'un poste comportant le cumul d'attributions et de responsabilités de plus d'un emploi se situant à un même niveau de gestion ou de gérance, la classification la plus élevée s'applique.

### *§1. Règles concernant le classement basées sur la clientèle*

#### **A – Pour le personnel de cadre des services et de gérance**

**94.** Pour les seules fins de ce chapitre, les règles suivantes s'appliquent au personnel de cadre des services et de gérance sauf pour l'adjoint administratif dont le classement se fait selon les règles applicables au personnel de la direction des écoles.

#### **Dans les commissions de catégorie 1**

**95.** Le classement se fait en fonction de la clientèle scolaire totale pour tous les postes selon le nombre d'élèves inscrits au 30 septembre dans les écoles de la commission.

#### **Dans les commissions de catégories 2 et 3**

**96.** Le classement se fait en fonction de la clientèle totale (scolaire et adulte) pour les postes dont la responsabilité s'applique à toute la clientèle.

**97.** Le classement se fait en fonction :

a) de la clientèle scolaire pour les postes dont la responsabilité s'applique uniquement à la clientèle scolaire selon le nombre d'élèves inscrits au 30 septembre dans les écoles de la commission ;

b) de la clientèle adulte pour les postes dont la responsabilité s'applique uniquement à la clientèle adulte.

**98.** La clientèle adulte se calcule selon le nombre d'heures de formation pour les adultes inscrits dans les centres de formation pour adultes sous la responsabilité de la commission pour l'année scolaire précédente.

**99.** Les heures de formation mentionnées à l'article 98 comprennent les programmes de formation professionnelle, les programmes de formation générale et les programmes de formation socio-culturelle approuvés par le ministre.

**100.** Pour les seules fins de ce chapitre, chaque 1 100 heures-étudiants de formation pour adulte compte pour un élève.

**101.** Le nombre d'heures-étudiants de formation s'obtient en effectuant le produit du nombre total d'heures groupes de formation pour l'année par 17.

## B – Pour le personnel de cadre des écoles

**102.** Le nombre d'élèves dans une école au 30 septembre sert de base pour déterminer la classe du personnel de la direction des écoles, compte tenu des pondérations décrites aux articles 103 à 106.

**103.** Pour les fins de ce chapitre, dans une école où l'on dispense l'enseignement à des élèves inadaptés identifiés comme débiles mentaux légers de niveau élémentaire ou secondaire, ou souffrant de déviations mineures ou graves au niveau des apprentissages, ou comme infirmes moteurs, ou comme étant dans une classe d'attente ou de maturation, chacun de ces élèves compte pour 1,50 élèves.

**104.** Pour les fins de ce chapitre, dans une école où l'on dispense l'enseignement à des élèves inadaptés (débiles mentaux moyens, infirmes moteurs de classe maternelle, infirmes moteurs cérébraux, déficients physiques, élèves souffrant d'épilepsie non médicalement contrôlée ou de déviations multiples ou de perturbation affective grave, sourds ou demi-sourds, aveugles ou demi-voyants, mésadaptés socio-affectifs graves), chacun de ces élèves compte pour 2 élèves.

**105.** Pour les fins de ce chapitre, dans une école où l'on dispense à la fois l'enseignement primaire (y compris l'enseignement préscolaire) et l'enseignement secondaire, la majorité des élèves qui appartiennent à un niveau, déterminent le niveau, primaire ou secondaire, du classement du personnel de la direction des écoles.

**106.** Pour les fins de ce chapitre, dans une école primaire ou l'on dispense à la fois l'enseignement primaire (y compris l'enseignement préscolaire) et l'enseignement secondaire, chaque élève de niveau secondaire compte pour 1,25 élèves de niveau primaire.

*§2. Règles concernant le classement basées sur des critères différents de la clientèle*

**107.** Les critères suivants s'appliquent pour la détermination des classes pour les postes suivants :

Les postes de :	Critères :
Contremaître d'entretien général :	superficie ;
Les postes des services de transport :	nombre d'élèves transportés ;
Les postes de régisseurs des services alimentaires :	nombre de repas servis ;
Les régisseurs des services communautaires :	nombre et nature des établissements.

*§3. Règles concernant le changement de classe d'une commission*

**108.** Le changement de classe d'une commission s'effectue au 1<sup>er</sup> octobre de chaque année scolaire pour l'année scolaire en cours.

**109.** Les modifications aux traitements des cadres et des gérants prévues à l'article 108 se font selon les dispositions du reclassement définies à la section III du chapitre IV et prennent effet le 1<sup>er</sup> juillet précédent.

*§4. Règle concernant le changement de classe d'une école*

**110.** Le changement de classe d'une école s'effectue au 1<sup>er</sup> octobre de chaque année scolaire pour l'année scolaire en cours. Dans ce cas, les modifications aux traitements du personnel de direction se font selon les dispositions du reclassement décrites à la section III du chapitre IV et s'appliquent à compter du 1<sup>er</sup> juillet précédent.

*§5. Règle concernant l'avancement de classe du personnel au cours d'une même année scolaire*

**111.** Si, dans une même école, après le 1<sup>er</sup> octobre, à la suite d'une augmentation du nombre d'élèves, le nombre d'élèves dans l'école est supérieur de 10% ou plus au nombre maximum d'élèves qui détermine la classe, le classement du personnel de direction déjà en fonction dans cette école est modifié.

## SECTION II PLANS DE CLASSIFICATION

**112.** Les plans de classification des postes du personnel sont décrits aux tableaux 1 à 10 de l'annexe 2.

**113.** Tout poste qui ne fait pas l'objet d'une classification dans les plans de classification décrits aux tableaux 1 à 10 de l'annexe 2 constitue un cas spécial.

**114.** Tout cas spécial fait l'objet d'une analyse particulière et d'une décision appropriée du ministre.

*§1. Régime transitoire concernant les directeurs de secteurs des commissions scolaires régionales*

**115.** Le régime transitoire concernant les directeurs de secteurs des commissions scolaires régionales s'applique aux commissions scolaires régionales sur le territoire desquelles doivent s'ériger 4 écoles secondaires polyvalentes ou plus, lorsqu'une ou plusieurs de ces écoles n'est pas encore construite.

**116.** Le régime transitoire s'applique jusqu'au 30 juin 1979.

**117.** Une commission régionale peut nommer un directeur de secteur pour chaque territoire ou secteur auquel correspondra une école secondaire polyvalente.

**118.** Le directeur de secteur remplit les mêmes fonctions que celles d'un directeur d'école secondaire polyvalente.

**119.** Le plan de classification applicable aux directeurs d'écoles secondaires polyvalentes s'applique aux directeurs de secteurs et le classement se fait en fonction de la clientèle scolaire de l'ensemble des écoles secondaires dont le directeur de secteur a la responsabilité.

**120.** Le plan de rémunération applicable au personnel de la direction des écoles s'applique au directeur de secteur.

#### *§2. Régime transitoire concernant le surveillant des travaux de construction des écoles secondaires polyvalentes*

**121.** La commission scolaire régionale ou la commission scolaire dispensant l'enseignement primaire et secondaire peut nommer un ou des surveillants des travaux de construction de ses nouvelles écoles secondaires polyvalentes après autorisation du ministre.

**122.** La classification des emplois de surveillant de construction apparaît à l'annexe 1.

**123.** Le poste de surveillant des travaux de construction constitue un poste temporaire, au niveau de cadre (classe I) ou au niveau de gérance (classe II).

**124.** Le surveillant des travaux de construction est engagé et nommé pour une période n'excédant pas 3 ans.

**125.** Les échelles de traitements de surveillants des travaux de construction apparaissent au tableau III de l'annexe 3.

## CHAPITRE IV RÉMUNÉRATION

### SECTION I ÉCHELLES DE TRAITEMENTS

**126.** Les échelles de traitements des cadres rajustées au 30 juin 1979 sont celles prévues aux tableaux I à VI de l'annexe 3.

**127.** Les échelles de traitements du personnel de cadre et de gérance pour les années scolaires 1979-1980 et 1980-1981 sont celles prévues aux tableaux VII à XXIV de l'annexe 3.

**128.** Pour chacune des années scolaires 1979-1980 et 1980-1981, les minimums et maximums des échelles de traitements du personnel de cadre et de gérance du niveau des régisseurs au 30 juin précédent sont majorées de 7% ; par ailleurs les minimums et les maximums des échelles de traitements du personnel de gérance du niveau des contre-maîtres au 30 juin précédent sont majorés de 9,5%.

**129.** Le passage du personnel aux échelles de traitements du 30 juin 1979, s'il y a lieu, et des années scolaires 1979-1980 et 1980-1981 se fait selon les règles prévues à la section II du présent chapitre.

### SECTION II RÈGLES CONCERNANT LE RAJUSTEMENT DES TRAITEMENTS AU 30 JUIN 1979 ET L'ANNUALITÉ AU 1<sup>er</sup> JUILLET 1979 ET AU 1<sup>er</sup> JUILLET 1980

#### *§1. Dispositions générales*

**130.** Le traitement du personnel de cadre est révisé, s'il y a lieu, au 30 juin 1979, afin de tenir compte du rajustement des échelles de traitements à cette date par l'application de la formule de rajustement des traitements prévue à l'annexe 8.

**131.** Pour les fins de la présente section, les traitements annuels au 30 juin 1979 signifient les traitements rajustés s'il y a lieu.

**132.** L'annualité est accordée au 1<sup>er</sup> juillet de chaque année à la personne qui est en fonction le 30 juin précédent et qui est encore en fonction le 1<sup>er</sup> juillet.

**133.** L'annualité comprend l'augmentation du traitement ou l'attribution d'un montant forfaitaire s'il y a lieu.

**134.** Tout mouvement comportant une promotion, une mutation, une rétrogradation, une réaffectation ou un reclassement, d'une année scolaire à une autre, doit être effectué en accordant d'abord l'annualité et ensuite la promotion, la mutation, la rétrogradation, la réaffectation ou le reclassement.

**135.** La commission doit se doter d'un système d'évaluation de son personnel.



**136.** La commission détermine l'annualité au 1<sup>er</sup> juillet 1979 et au 1<sup>er</sup> juillet 1980 pour son personnel selon l'une ou l'autre des sous-sections 2 ou 3 suivantes.

*§2. Dispositions particulières aux commissions qui appliquent un système d'évaluation pour fins de distribution des annualités à son personnel*

**137.** L'annualité reliée à l'évaluation est établie proportionnellement au rendement du personnel.

**138.** La détermination des annualités selon la présente sous-section s'effectue en 2 étapes :

- a) par le calcul d'une masse salariale totale à cette fin ;
- b) par la répartition de la masse.

**139.** La masse salariale totale du personnel pour chacune des années scolaires 1979-1980 et 1980-1981 pour les fins d'attribution des annualités, y compris les montants forfaitaires, s'il y a lieu, selon la présente sous-section, est établie comme suit :

- a) 9,5% de la somme des traitements annuels au 30 juin précédent de chaque cadre et de chaque gérant du niveau des régisseurs, en fonction le 30 juin précédent et encore en fonction le 1<sup>er</sup> juillet, dont 8% pouvant servir à l'augmentation des traitements et 1,5% à l'attribution des montants forfaitaires ;
- b) 9,5% de la somme des traitements annuels au 30 juin précédent de chaque gérant du niveau des contremaîtres pouvant servir à l'augmentation des traitements.

**140.** Les annualités sont attribuées au personnel conformément aux articles 141 à 143.

**141.** L'annualité pour les années scolaires 1979-1980 et 1980-1981 du personnel varie de 0% à 13% du traitement annuel établi au 30 juin précédent de ce personnel en fonction le 30 juin précédent et encore en fonction le 1<sup>er</sup> juillet, sans dépasser les normes prévues à l'article 139.

**142.** Malgré les articles 133 et 141, lorsque l'annualité du personnel de gérance du niveau des contremaîtres n'excède pas 9,5%, cette annualité doit alors être accordée sous la forme d'une augmentation du traitement.

**143.** Le nouveau traitement de la personne résultant de l'augmentation du traitement conformément aux articles 141 et 142 ne doit pas dépasser le taux maximal de sa nouvelle échelle de traitements ; cependant, l'annualité de la personne résultant de l'application des articles 141 et 142

ne doit pas dépasser de plus de 2,5% de son traitement du 30 juin précédent, le taux maximum de sa nouvelle échelle de traitements, cet excédent devant alors être accordé, s'il y a lieu, sous la forme d'un montant forfaitaire. Les traitements annuels au 30 juin 1979 signifient les traitements ajustés s'il y a lieu.

*§3. Dispositions particulières aux commissions qui n'appliquent pas un système d'évaluation pour fins de distribution des annualités à son personnel*

**144.** L'application de la présente sous-section ne requiert pas l'établissement d'une masse salariale par la commission.

**145.** L'annualité pour les années scolaires 1979-1980 et 1980-1981 du cadre et du gérant du niveau des régisseurs visé par la présente sous-section est établie comme suit :

- a) chaque cadre et chaque gérant du niveau des régisseurs reçoit une augmentation de traitement minimale égale à 7% de son traitement au 30 juin précédent ;
- b) de plus, chaque cadre et chaque gérant du niveau des régisseurs reçoit une augmentation du traitement variant de 0% à 2% de son traitement au 30 juin précédent ayant pour seule limite l'atteinte du maximum de son échelle de traitements ;
- c) enfin, chaque cadre et chaque gérant du niveau des régisseurs reçoit un montant forfaitaire égal à la différence entre son traitement au 30 juin précédent augmenté de 9,5% et son nouveau traitement tel qu'établi aux paragraphes a et b.

**146.** L'annualité pour les années scolaires 1979-1980 et 1980-1981 du gérant du niveau des contremaîtres visé par la présente sous-section est de 9,5% applicable sous la forme d'augmentation du traitement.

**147.** L'annualité de la personne dont le rendement est jugé insatisfaisant n'est pas acquise.

### SECTION III RÉGIME GÉNÉRAL D'ADMINISTRATION DES TRAITEMENTS

#### *§1. Première nomination*

**148.** La première nomination consiste en l'accession de toute personne à un poste régi par les plans de classification du personnel de cadre et de gérance prévus à l'annexe 2.

**149.** Lorsque la personne visée par une première nomination à un poste régi par ce règlement vient de l'extérieur du secteur de l'éducation, son salaire est établi en tenant compte de la formation et de l'expérience du candidat compte tenu des critères d'admissibilité et d'éligibilité à la fonction.

**150.** Lorsque la personne visée par une première nomination à un poste régi par ce règlement vient de l'intérieur du secteur de l'éducation, elle reçoit ce qui l'avantage le plus entre le taux minimal prévu à l'échelle de traitements de sa nouvelle classe ou le taux de traitement qui lui assure une augmentation annuelle pouvant atteindre 15% de son traitement annuel antérieur, sans toutefois dépasser le taux maximal prévu à sa nouvelle échelle de traitements.

**151.** Ce nouveau traitement est déterminé en prenant comme base de calcul le traitement que cette personne reçoit ou recevrait au cours de l'année de sa première nomination à un poste de cadre ou de gérance selon les échelles de traitements en vigueur à la date de sa première nomination.

**152.** Le traitement de l'enseignant nommé à un poste de cadre en cours d'année scolaire est établi conformément aux articles 150 et 151. Toutefois, cette personne reçoit au cours de la première année scolaire de sa nomination :

- a) le traitement annuel d'enseignant selon les échelles en vigueur pour l'ensemble des commissions ;
- b) plus un montant égal au pourcentage alloué lors de la première nomination conformément aux articles 148 à 151 et ce, proportionnellement au nombre de mois de service à titre de cadre au cours de cette année.

**153.** Le traitement devant servir de base de calcul prévue aux articles 151 et 152 comprend le supplément de chef de groupe si la personne nommée à un poste de cadre des écoles occupait antérieurement cette fonction.

## *§2. Promotion dans le plan*

**154.** La promotion dans le plan consiste dans la nomination du personnel dans un autre poste régi par les plans de classification de ce règlement, mais dans une classe comportant une échelle de traitements dont le taux maximal prévu à l'échelle de traitements de sa nouvelle classe est plus élevé que celui de son ancienne classe.

**155.** La personne promue reçoit à compter de la date effective de sa promotion, le taux de traitement prévu à l'échelle de traitements de sa nouvelle classe qui lui assure une augmentation annuelle de traitement pouvant atteindre 10% du taux de traitement qu'elle recevait avant sa

promotion, sans toutefois dépasser le taux maximal prévu à l'échelle de traitements de sa nouvelle classe.

## *§3. Mutation*

**156.** La mutation consiste dans la nomination d'une personne à un autre poste régi par les plans de classification de ce règlement mais dans une classe comportant une échelle de traitements dont le taux maximal prévu à l'échelle de traitements de sa nouvelle classe est identique à celui de son ancienne classe.

**157.** La personne mutée continue de recevoir, à compter de la date effective de sa mutation, dans sa nouvelle classe, le même taux de traitement que dans son ancienne classe.

## *§4. Rétrogradation dans le plan*

**158.** La rétrogradation dans le plan consiste dans la nomination d'une personne à un autre poste régi par les plans de classification de ce règlement, mais dans une classe comportant une échelle de traitements dont le taux maximal prévu à l'échelle de traitements de sa nouvelle classe est moins élevé que celui de son ancienne classe.

**159.** La rétrogradation dans le plan est volontaire, punitive ou administrative.

## **A – Rétrogradation volontaire**

**160.** La rétrogradation est volontaire lorsqu'elle fait suite à une demande du personnel et qu'elle fait l'objet d'une acceptation par la commission.

**161.** Dans ce cas, la personne qui fait l'objet d'une rétrogradation volontaire reçoit, à compter de la date effective de sa rétrogradation, le taux de traitement prévu à l'échelle de traitements de sa nouvelle classe qui correspond à une diminution de traitement égale au plus petit des 2 montants suivants :

- a) la différence entre le taux maximal de son ancienne classe et le taux maximal de sa nouvelle classe ;
- b) une diminution de 10% du taux de traitement qu'elle recevait avant sa rétrogradation, sans toutefois que son nouveau taux de traitement soit supérieur aux taux maximal de traitement prévu à l'échelle de traitements de sa nouvelle classe.

**162.** La commission peut accorder à la personne qui fait l'objet d'une rétrogradation volontaire les avantages prévus à l'article 168.

**B – Rétrogradation punitive**

**163.** La rétrogradation est punitive lorsqu'elle résulte d'une décision prise par la commission et comporte une mesure à caractère disciplinaire.

**164.** Dans ce cas, l'annualité n'est pas acquise.

**165.** La personne ainsi rétrogradée reçoit, à compter de la date effective de sa rétrogradation, le taux de traitement prévu à l'échelle de traitements de sa nouvelle classe qui correspond à une diminution de traitement égale au plus petit des 2 montants suivants :

a) la différence entre le taux maximal de son ancienne classe et le taux maximal de sa nouvelle classe ;

b) une diminution de 10% du taux de traitement qu'elle recevait avant sa rétrogradation, sans toutefois que son nouveau taux de traitement soit supérieur au taux maximal de traitement prévu à l'échelle de traitements de sa nouvelle classe.

**C – Rétrogradation administrative**

**166.** La rétrogradation est administrative lorsqu'elle est le résultat d'une décision de la commission.

**167.** La personne ainsi rétrogradée reçoit, à compter de la date effective de sa rétrogradation, le taux de traitement prévu à l'échelle de traitements de sa nouvelle classe qui correspond à une diminution de traitement égale au plus petit des 2 montants suivants :

a) la différence entre le taux maximal de son ancienne classe et le taux maximal de sa nouvelle classe ;

b) une diminution de 10% du taux de traitement qu'elle recevait avant sa rétrogradation, sans toutefois que son nouveau traitement soit supérieur au taux maximal de traitement prévu à l'échelle de traitements de sa nouvelle classe.

**168.** La personne ainsi rétrogradée bénéficie du mécanisme de réajustement du traitement décrit à la section III du chapitre VI.

De plus, la commission peut appliquer à cette personne les dispositions prévues à la section II du chapitre VI.

**§5. Réaffectation hors du plan**

**169.** La réaffectation hors du plan consiste dans la nomination d'une personne dans un poste régi par les plans de classification du personnel professionnel, du personnel enseignant ou du personnel de soutien.

**170.** Les conditions de travail d'une personne cadre ainsi réaffectée hors du plan sont celles prévues pour le nouveau poste auquel elle est affectée.

**171.** La réaffectation hors du plan est administrative lorsqu'elle est le résultat d'une décision de la commission.

**172.** La personne visée par une réaffectation administrative hors du plan bénéficie des mécanismes de la relocalisation interne décrits aux articles 255 à 257. De plus, la commission peut appliquer à cette personne les dispositions prévues aux articles 294 à 303.

**173.** Dans le cas d'une réaffectation hors du plan volontaire, la commission peut accorder à la personne ainsi réaffectée les avantages prévus à l'article 172.

**§6. Reclassement**

**174.** Le reclassement consiste dans le passage d'une personne dans une autre classe comportant une échelle de traitements dont le taux maximal est supérieur ou inférieur à celui de son ancienne classe, mais à la condition qu'elle demeure dans la même classification et dans la même commission.

**175.** Dans le cas des cadres et des gérants des écoles, l'article 174 s'applique à la condition additionnelle qu'ils demeurent dans la même école.

**176.** La personne ainsi reclassée dans une nouvelle classe comportant une échelle de traitements dont le taux maximal est supérieur à celui de son ancienne classe reçoit, à compter de la date effective de son reclassement, le taux de traitement prévu à l'échelle de traitements de sa nouvelle classe qui lui assure une augmentation annuelle de traitement égale à la différence entre le taux maximal de sa nouvelle classe et le taux maximal de son ancienne classe.

**177.** La personne ainsi reclassée dans une nouvelle classe comportant une échelle de traitements dont le taux maximal est inférieur à celui de son ancienne classe continue de recevoir, à compter de la date effective de son reclassement dans sa nouvelle classe, le même taux de traitement que dans son ancienne classe.

**178.** Lorsque le traitement de la personne reclassée est supérieur au taux de traitement maximal de sa nouvelle classe, elle reçoit le traitement prévu à sa nouvelle classe. Dans ce cas, la personne concernée bénéficie d'un montant forfaitaire égal à la différence entre son traitement et le taux maximal de sa nouvelle classe lui permettant de maintenir sa rémunération pour une période n'excédant

pas un an à compter de la date effective de son reclassement.

#### §7. Affectation anticipée

**179.** Le cadre des écoles visé par une affectation anticipée selon les articles 50, 51 et 52 bénéficie, dans sa nouvelle classe, à compter de la date effective de sa nomination ou de sa promotion mais au plus tôt un an avant la date prévue pour l'ouverture de la nouvelle école, d'une augmentation de traitement égale à la moitié de la différence entre le traitement qu'il recevait avant son affectation et celui qu'il recevrait pour la même année si l'école à laquelle il est affecté était en opération. Ce nouveau traitement est déterminé suivant les dispositions prévues à cette section.

Dans le cas où l'affectation anticipée représente une rétrogradation pour le cadre des écoles visé, ce dernier conserve sa classe d'emploi antérieure à son affectation anticipée jusqu'à ce que la nouvelle école soit en opération.

#### §8. Affectation temporaire

**180.** L'affectation temporaire vise toute personne affectée temporairement à un poste de cadre ou de gérance en l'absence de son titulaire pour assurer la permanence et la continuité de la direction.

**181.** Les vacances annuelles d'une personne ne constituent pas une absence au sens de l'article 180.

**182.** Lorsqu'il y a lieu de procéder à une affectation temporaire, la personne ainsi affectée temporairement reçoit, à compter de la date de son affectation et pour la durée de son affectation, un supplément de traitement déterminé conformément aux articles 183 à 185.

**183.** La différence entre le taux annuel de traitement prévu par l'application de l'article 184 et le taux annuel de traitement de cette personne dans son ancienne échelle de traitements constitue le supplément annuel de traitement.

**184.** Le traitement prévu dans sa nouvelle classification est déterminé, pour la durée de l'affectation, selon les

dispositions de cette section comme si l'affectation était permanente.

**185.** Le supplément effectif de traitement est établi proportionnellement à la durée de l'affectation temporaire.

#### §9. Affectation administrative

**186.** L'affectation administrative consiste dans une nomination, à titre provisoire d'une personne à un poste comportant une échelle de traitements inférieure, résultant d'une décision prise par la commission en vue de l'implantation et de l'application d'une politique de gestion exigeant la compétence de la personne.

**187.** La personne ainsi affectée à un nouveau poste dans le plan continue de recevoir, à compter de la date effective de son affectation administrative, dans son ancienne classification, le même taux de traitement.

**188.** Pour les fins de l'application de la formule expérimentale PA-1 et PA-2, les principaux adjoints peuvent, s'il y a lieu, bénéficier des dispositions de l'affectation administrative pour la durée de l'expérimentation. Toutefois, le principal adjoint (PA) devenu PA2 dans la même école, par suite de l'application de la formule expérimentale, continue d'être rémunéré selon l'échelle de traitements des principaux adjoints (PA) aussi longtemps qu'il est affecté dans la même école à une fonction de PA2.

#### §10. Directeur général adjoint à temps partiel

**189.** Les présentes dispositions s'appliquent au cadre nommé comme directeur général adjoint à temps partiel de la commission conformément à l'article 191 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-14), lorsqu'il exerce sa fonction de cadre à plein temps tout en remplissant les tâches de sa fonction de directeur général adjoint.

**190.** Le cadre nommé directeur général adjoint à temps partiel, reçoit un supplément annuel selon les taux applicables à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1979 décrits au tableau suivant.

Catégories des commissions	Classe de la commission			
	Classe I	Classe II	Classe III	Classe IV
1. Commissions scolaires dispensant l'enseignement primaire	700 \$	1 000 \$	1 300 \$	1 650 \$
2. Commissions scolaires dispensant l'enseignement secondaire	1 300	1 650	1 650	—
3. Commissions scolaires dispensant l'enseignement primaire et secondaire	1 300	1 650	1 650	—

## SECTION IV

### ALLOCATIONS RELATIVES À L'ISOLEMENT ET À L'ÉLOIGNEMENT

**191.** Les allocations relatives à l'isolement et à l'éloignement apparaissent à l'annexe 4 et s'ajoutent au traitement du personnel s'il y a lieu.

## SECTION V

### AVANTAGES SOCIAUX

#### §1. Régime intégré de rentes et d'assurances

**192.** Les personnes sont protégées par un régime intégré de rentes et d'assurances qui comprend les bénéfices suivants :

- a) prestations d'assurance-maladie ;
- b) prestations d'assurance-salaire ;
- c) assurance-vie ;
- d) rentes à la veuve (ou au veuf invalide) ;
- e) rentes aux orphelins.

**193.** La participation à ce régime est obligatoire.

**194.** Le taux de la contribution du personnel au présent régime est fixé à 0,6% de son traitement annuel.

**195.** La participation d'une personne au présent régime se termine à la première des dates suivantes :

- a) la date à laquelle le participant cesse d'occuper une fonction de cadre ou de gérant ;
- b) la date de sa mise à la retraite.

#### §2. Caisses de congés de maladie

##### A – Établissement et certification des caisses

**196.** L'entrée en vigueur de ce régime intégré de rentes et d'assurances de congés de maladie le 1<sup>er</sup> janvier 1974 pour les cadres de services et les gérants et le 1<sup>er</sup> juillet 1974 pour les cadres des écoles, met fin à l'accumulation des jours de congés monnayables ou non monnayables dans la caisse de congés de maladie du personnel. Le nombre de jours accumulés pour chaque personne est arrêté au moment de l'implantation du présent régime ou à la date d'entrée en fonction d'un nouveau cadre ou gérant.

**197.** Dans l'établissement de l'état de la caisse, il est tenu compte des jours accumulés par la personne dans une autre fonction au service de la même commission ou dans une commission à laquelle cette commission a succédé.

**198.** La personne qui au moment de l'entrée en vigueur de ce régime bénéficiait d'un régime de garantie de traitement ou d'assurance-salaire se voit reconnaître 8 jours accumulables, mais non monnayables, pour chacune des années pendant lesquelles elle a bénéficié d'un tel régime.

**199.** Le ministre procède à partir des déclarations de la commission et de celles de la personne à la certification des caisses de congés de maladie de toutes les personnes qui étaient en fonction au moment de l'implantation de ce régime.

##### B – Remboursement des jours monnayables

**200.** Les personnes qui, en vertu d'une résolution ou d'un règlement de la commission, bénéficiaient d'une banque de jours de congés de maladie monnayables, conservent leur droit au remboursement des jours monnayables accumulés à la date d'entrée en vigueur du présent régime ou à la date de leur entrée en fonction, étant précisé que, même si aucun nouveau jour n'est crédité, le pourcentage des jours remboursables est déterminé en tenant compte des années de service tant avant qu'après la date d'entrée en vigueur du présent régime.

**201.** Sauf pour les caisses de congés de maladie monnayables dont la valeur a été arrêtée en vertu d'une convention collective, les conditions et les modalités du remboursement prévues à l'article 197 sont celles qui ont été établies par résolution ou par règlement de la commission avant le 25 janvier 1972 pour le personnel en fonction au moment de l'implantation.

**202.** Les dispositions de la présente section n'ont pas pour effet de modifier la valeur déjà arrêtée pour des jours monnayables dont la valeur a été déterminée par résolution ou règlement de la commission.

##### C – Utilisation pour fins de rachat d'années non contribuées à un régime de retraite

**203.** Les caisses de congés de maladie accumulées par le personnel et certifiées par le ministère (formule CM-102) au moment de l'entrée en vigueur de ce régime peuvent être utilisées conformément aux articles 203 à 211. Les jours monnayables au crédit d'une personne en fonction au moment de l'implantation de ce régime, peuvent être utilisés pour fins de rachat d'années de service antérieures dans le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou dans le Régime de retraite des enseignants (RRE) lorsque la Loi permet un tel rachat.

**204.** La valeur en argent de ces jours monnayables est établie selon le traitement annuel de la personne au moment où elle effectue le rachat, et ce, proportionnellement au pourcentage de monnayabilité acquis au moment du rachat.

**205.** Lorsque le pourcentage de monnayabilité est inférieur à 50%, la valeur des jours monnayables est établie selon les dispositions des articles suivants relatifs à l'utilisation des jours non monnayables.

**206.** Les jours non monnayables au crédit d'une personne en fonction au moment de l'entrée en vigueur de ce régime, peuvent être utilisés pour fins de rachat d'années non contribuées au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics ou dans le Régime de retraite des enseignants lorsque la Loi permet un tel rachat.

**207.** La valeur de ces jours non monnayables est établie selon le traitement annuel du cadre ou du gérant au moment où il effectue le rachat, à raison de 50% de la valeur qu'auraient ces jours s'ils étaient monnayables.

#### D – Utilisation pour fins de pré-retraite

**208.** Les jours monnayables, au crédit d'une personne en fonction au moment de l'entrée en vigueur de ce régime, peuvent être utilisés pour fins de pré-retraite à raison d'une journée de pré-retraite pour chaque jour monnayable à 100%.

**209.** Les jours qui étaient monnayables à moins de 100% sont utilisables pour les mêmes fins au *prorata* de leur valeur.

**210.** Lorsque le pourcentage de monnayabilité est inférieur à 50%, la valeur des jours monnayables pour fins de pré-retraite est établie selon l'article 211 relatif à l'utilisation des jours non monnayables.

**211.** Les jours non monnayables, au crédit d'une personne en fonction au moment de l'implantation du présent régime, peuvent être utilisés pour fins de pré-retraite à raison de ½ journée de pré-retraite pour chaque jour non monnayable.

#### E – Autres utilisations

**212.** Les jours de congés de maladie au crédit d'une personne, arrêtés au moment de l'entrée en vigueur de ce régime ou à la date de son entrée en fonction comme cadre ou gérant, peuvent être utilisés, lorsque les résolutions des commissions adoptées avant le 25 janvier 1972, pré-

voyaient une telle utilisation, notamment pour fins de perfectionnement ou en cas de maternité.

**213.** Lors d'une réaffectation hors du plan, les modalités d'utilisation des caisses de congés de maladie, arrêtées au moment de l'implantation de ce régime, ou à la date d'entrée en fonction du nouveau personnel, sont déterminées par les règles d'utilisation prévues pour la catégorie de personnel à laquelle la personne est réaffectée.

#### F – Régimes de retraite

**214.** La Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c. R-10) est applicable, sous réserve des articles 5 à 14 de la Loi, au personnel des commissions.

### SECTION VI BÉNÉFICES DE L'EMPLOI

#### §1. Vacances annuelles

##### A – Pour le personnel de cadre des services et de gérance

**215.** Les vacances annuelles des cadres des services et des gérants sont de 20 jours ouvrables. Elles sont de 25 jours ouvrables si le cadre des services ou le gérant possède 15 années de service continu à l'emploi de la commission.

**216.** Les vacances sont acquises à la fin de chaque année contractuelle.

Toutefois, dans le cas de l'enseignant nommé cadre des services ou gérant qui entre en fonction au début de l'année scolaire et qui reçoit son traitement annuel à compter du 1<sup>er</sup> juillet, la commission peut accorder à ce cadre des services ou à ce gérant des vacances anticipées.

L'enseignant nommé à un poste de cadre qui entre en fonction au cours de l'année scolaire et qui reçoit son traitement annuel conformément aux modalités prévues à l'article 152, est réputé avoir bénéficié de vacances anticipées.

**217.** Pour toute partie d'année d'emploi, les vacances sont calculées au *prorata*.

**218.** En cas de cessation définitive d'emploi, les cadres des services et les gérants qui n'ont pu prendre la totalité ou une partie de leurs vacances acquises reçoivent un indemnité de vacances au *prorata* de la durée de l'emploi au cours de l'année contractuelle qui précède le départ.

**219.** L'indemnité prévue à l'article 218 se calcule sur la base de 1/260<sup>e</sup> du traitement annuel pour chaque journée de vacances non prises.

## **B – Pour le personnel de cadre des écoles**

**220.** La commission donne au directeur et au directeur adjoint au moins 4 semaines de vacances entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 31 août.

**221.** Toutefois, dans le cas de l'enseignant nommé cadre des écoles qui entre en fonction au début de l'année scolaire et qui reçoit son traitement annuel à compter du 1<sup>er</sup> juillet, la commission peut accorder à ce cadre des écoles des vacances anticipées.

L'enseignant nommé à un poste de cadre qui entre en fonction au cours de l'année scolaire et qui reçoit un traitement annuel conformément aux modalités prévues à l'article 152, est réputé avoir bénéficié de vacances anticipées.

**222.** Cependant, tout directeur ou directeur adjoint qui n'aura pu prendre de telles vacances au cours de cette période pourra les compléter jusqu'à concurrence de 4 semaines, au cours de l'année scolaire, après entente avec la commission.

## **SECTION VII FRAIS DE REPRÉSENTATION**

**223.** La commission établit sa politique de réception ou de représentation ; la commission détermine la liste des personnes qui peuvent encourir des frais de représentation et assume la responsabilité des sommes ainsi prévues.

**224.** Toute dépense encourue à cette fin n'est remboursée que sur présentation de pièces justificatives.

## **CHAPITRE V PERFECTIONNEMENT**

**225.** La politique générale de perfectionnement concernant les administrateurs des organismes porte sur des programmes d'activités qui se définissent notamment sous forme d'aides-financières additionnelles, d'aide conseil, de programmes organisationnels, de programmes fonctionnels et des inventaires de besoins.

**226.** Le perfectionnement s'entend d'un programme d'activités augmentant les connaissances, développant les habiletés ou modifiant les attitudes d'un employé dans l'exercice de sa fonction.

**227.** À l'intérieur de cette définition du perfectionnement, on distingue 3 types de perfectionnement : le perfec-

tionnement organisationnel, le perfectionnement fonctionnel et le perfectionnement personnel :

a) le perfectionnement organisationnel comprend des activités susceptibles d'améliorer le fonctionnement soit d'un service, d'un établissement ou d'un organisme ;

b) le perfectionnement fonctionnel comprend les activités destinées à améliorer l'accomplissement d'une tâche ;

c) le perfectionnement personnel comprend des activités répondant à un goût et/ou à un besoin personnel non directement relié à la fonction.

**228.** La politique générale de perfectionnement des administrateurs des organismes vise à donner à tout administrateur et à tout organisme la possibilité d'accroître la qualité des services de l'organisme qu'elles que soient sa situation géographique et sa dimension.

**229.** Le ministre établit un plan global de perfectionnement pour l'ensemble des administrateurs des organismes.

**230.** Le ministre est avisé par un comité consultatif paritaire de perfectionnement (CCPP). À ce comité, les associations d'administrateurs et les fédérations d'organismes sont représentées.

**231.** Les sommes affectées à la politique générale de perfectionnement sont déterminées par le ministre pour l'ensemble des activités du secteur des administrateurs.

**232.** Le comité consultatif paritaire de perfectionnement établit les critères et les principes de la répartition des sommes allouées à la politique générale de perfectionnement entre les différents groupes d'administrateurs concernés.

## **PARTIE II POLITIQUE DE STABILITÉ D'EMPLOI**

**233. Dispositions générales :** Dans cette partie, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « réorganisation scolaire ou administrative » : une réorganisation résultant :

i. de l'application d'une loi, d'un règlement adopté en vertu d'une loi sous la juridiction du ministre ou d'une politique administrative approuvée par le ministre ;

ii. de la fermeture d'écoles par suite d'une diminution de la clientèle scolaire ou de l'ouverture d'une nouvelle école secondaire polyvalente ;

iii. de la création d'écoles institutionnelles ;

iv. d'une diminution de la clientèle faisant suite à l'application du Règlement sur le régime pédagogique du primaire et l'éducation préscolaire (c. C-60, r.11) et du Règlement sur le régime pédagogique du secondaire (c. C-60, r.12) du ministre ou à une diminution naturelle de la population scolaire ;

b) « région scolaire » : l'une ou l'autre des régions scolaires telle qu'établie par le ministère de l'Éducation dans son cartogramme des commissions scolaires. Toutefois, le territoire de la commission scolaire du Nouveau-Québec fait partie de la région scolaire numéro 9 et la commission scolaire de Waterloo, la commission scolaire de Granby, la commission scolaire de Davignon et la commission scolaire régionale Meilleur font partie de la région scolaire numéro 5 pour les fins de la présente partie.

## CHAPITRE VI MÉCANISMES CONCERNANT LA STABILITÉ D'EMPLOI

### 234. Champ d'application :

1) Ce chapitre s'applique au personnel qui a complété 2 années de service à l'emploi de la commission.

2) Malgré le paragraphe 1, ce chapitre s'applique également au personnel de moins de 2 années de service qui est relocalisé en vertu des dispositions de la relocalisation externe prévues à ce chapitre ou qui est en surplus par la suite de l'application des articles 427 et 449 de la Loi sur l'instruction publique.

3) Un cadre nommé dans un poste créé en vue de réaliser des structures administratives expérimentales bénéficie des dispositions des articles 249, 255 et 256 lorsque la structure administrative expérimentale n'est pas maintenue.

4) Ce chapitre ne s'applique pas au personnel qui fait l'objet d'une affectation temporaire.

5) Ce chapitre ne s'applique pas au personnel qui fait l'objet d'une affectation temporaire ou d'une affectation (nomination ou engagement) à temps partiel sauf aux cadres des écoles ayant un statut à plein temps et dont la tâche comporte des attributions d'enseignement.

**235.** Ce chapitre a pour but d'assurer la stabilité d'emploi, la mobilité de même qu'un meilleur équilibre entre les ressources disponibles et les postes, compte tenu des qualifications, habilités et aptitudes du personnel, la sécurité d'emploi sectorielle et le traitement selon la fonction occupée.

## SECTION I MÉCANISMES CONCERNANT LA RÉAFFECTATION DANS LES CAS DE SURPLUS DE PERSONNEL SUITE À UNE RÉORGANISATION SCOLAIRE OU ADMINISTRATIVE

### §1. Délai d'ajustement

**236.** Dans le cas d'une diminution de la clientèle, la commission qui, par l'application des règles d'effectifs décrites au chapitre I, voit diminuer le nombre de postes de cadre de l'un des groupes suivants : cadres des services (incluant les services d'éducation des adultes), cadres des écoles et cadres des centres d'éducation des adultes, dispose d'un délai maximal d'ajustement d'un an de l'effectif total d'encadrement de ce groupe conformément aux articles 7, 38 et 43. La commission peut utiliser pour son personnel de gérance le même délai d'ajustement.

### §2. Surplus de personnel

**237.** Lorsqu'il y a lieu de procéder à la réaffectation de personnel par suite de surplus dans un (des) groupe(s) prévu(s) à l'article 236, la commission avise l'(les) association(s) de personnel et la (les) consulte sur les moyens à appliquer pour procéder au réajustement de ses effectifs dans ce (ces) groupe(s) avant de procéder à la mise en disponibilité.

**238.** Dans le cas de commission(s) qui succède(nt) à d'autre(s) commission(s) suite à l'application des articles 427 et 449 de la Loi sur l'instruction publique, la (les) commission(s) avise(nt) l'association concernée et détermine(nt) avec l'association des critères d'affectation du personnel.

**239.** La commission tient compte des possibilités de mises à la retraite, de perfectionnement, de mutation, de réaffectation ou d'autres mouvements visant le réajustement des effectifs.

**240.** Dans le cas d'un surplus de personnel, la commission peut, à la demande d'une personne, accorder une indemnité de séparation conformément aux articles 280 à 284 ou un congé de pré-retraite conformément aux articles 285, 286 et 287 à la condition que cette mesure ait pour effet de réduire les surplus de personnel.

**241.** La commission transmet au Bureau de placement le nom de la personne visée par l'article 240.



### §3. Mise en disponibilité

**242.** La commission procède, s'il y a lieu, à la mise en disponibilité du personnel en surplus.

**243.** Dans ce cas, la commission détermine la liste du personnel à maintenir en poste et à mettre en disponibilité pour l'année scolaire suivante, conformément aux critères établis par la commission après avoir consulté l'(les) association(s).

**244.** Toutefois, dans le cas de commission(s) qui succède(nt) à d'autre(s) commission(s) suite à l'application des dispositions législatives tel que les articles 449 et 427 ou autres de la Loi sur l'instruction publique, régissant la fusion, l'annexion, la division ou la disparition de commissions, les critères de mises en disponibilité sont établis par la commission et l'(les) association(s).

**245.** Un membre du personnel peut être substitué à un membre qui est sur la liste des personnes à mettre en disponibilité à la condition que la commission accepte une telle substitution.

**246.** La commission avise la personne mise en disponibilité au moins 2 mois avant sa réaffectation.

**247.** La commission transmet au Bureau régional de placement pour les commissions le nom de la personne mise en disponibilité pour fins de relocalisation dans une autre commission.

**248.** La personne mise en disponibilité choisit une des possibilités suivantes :

- a) être relocalisée suivant les dispositions prévues aux articles 249 à 279 ;
- b) recevoir une indemnité de séparation ;
- c) prendre un congé de pré-retraite si elle satisfait aux conditions prévues à l'article 285.

### §4. Relocalisation

**249.** La personne mise en disponibilité a droit à un autre poste à la commission ou dans une autre commission située dans sa région scolaire ou dans toute autre commission sous réserve des critères d'éligibilité de la commission et des exigences du poste à combler.

#### A – Relocalisation interne

**250.** La commission prend les mesures nécessaires pour assurer, le plus rapidement possible, l'intégration de cette personne à l'intérieur de ses plans d'effectifs.

**251.** Si un poste est disponible dans le groupe d'employés dont faisait partie cette personne avant sa nomination ou dans un groupe normal de référence déterminé par la commission après consultation de la personne, cette dernière est réaffectée dans ce poste.

**252.** Si aucun poste n'est disponible dans le groupe d'employés dont faisait partie cette personne avant sa nomination ou dans un groupe normal de référence, déterminé par la commission après consultation de la personne, cette dernière peut, à sa demande, bénéficier d'un délai additionnel d'une durée n'excédant pas un an afin de faciliter son remplacement dans un autre poste de cadre ou de gérance dans une autre commission, s'il y a lieu. Pendant le délai additionnel, la personne conserve sa classification.

**253.** Au cours du délai additionnel, les mécanismes de relocalisation externe dans un autre poste de cadre ou de gérance s'appliquent à la personne en disponibilité.

**254.** Au cours du délai additionnel, la personne peut se prévaloir de l'indemnité de séparation conformément aux articles 281 à 284.

**255.** À l'expiration des délais prévus aux articles 236 ou 252 s'il y a lieu, et si aucun poste n'est encore disponible dans le groupe d'employés dont faisait partie cette personne avant sa nomination ou dans le groupe normal de référence selon le cas, la commission l'affecte dans ce groupe à titre excédentaire pour la période nécessaire (au maximum 2 ans) à l'acquisition de sa permanence.

**256.** Toutefois, suite à cette période nécessaire à l'acquisition de sa permanence dans le cadre d'une relocalisation interne, la personne qui devient en surplus au sens de la convention collective à laquelle elle est assujettie, du fait que ses années d'ancienneté comme cadre ou gérant ne lui sont pas toutes reconnues, bénéficie de nouveau de la garantie d'un emploi aux termes des articles 249 et 255.

**257.** Sauf dispositions expresses au contraire, la personne ainsi réaffectée hors du plan n'est plus régie par ce règlement, mais par les stipulations contenues dans les conventions collectives, le règlement ou les politiques qui s'appliquent au nouveau groupe dont elle fait maintenant partie.

**258.** La personne ainsi réaffectée hors du plan au 30 juin d'une année conserve son régime intégré de rentes et d'assurances jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre suivant lorsque le nouveau plan d'assurance-vie, maladie et salaire n'est applicable qu'à cette date.

**259.** Les dispositions du mécanisme d'ajustement de traitement telles que déterminées à la section III de ce chapitre s'appliquent à la personne ainsi réaffectée hors du plan, sans tenir compte de la limite du maximum de 2 ans pour le maintien du revenu.

**260.** La personne ainsi réaffectée hors du plan conserve les privilèges reliés à sa caisse de congés de maladie prévus au chapitre IV et continue de cumuler ses années de services aux fins de l'attribution des vacances annuelles.

**261.** La personne ainsi réaffectée hors du plan demeure inscrite sur la liste d'éligibilité de la commission avec priorité pour un poste de cadre ou de gérance de même niveau ou de niveau inférieur à celui qu'elle détenait.

## **B – Relocalisation externe**

**262.** Dans le cas de la personne mise en disponibilité et qui n'est pas réaffectée dans un poste disponible dans un groupe d'employés, les dispositions de la relocalisation externe s'appliquent pour permettre la relocalisation dans un autre poste de cadre ou de gérance ou dans tout autre poste compatible avec la compétence de la personne et ce dans une autre commission.

**263.** La personne mise en disponibilité et réaffectée hors du plan conformément à l'article 251 qui demande d'être relocalisée dans un poste de cadre ou de gérance bénéficie des dispositions de la relocalisation externe pour une période maximale d'un an à compter de la date de la mise en disponibilité.

**264.** Le ministère et la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec, avec la collaboration des associations concernées, forment un ou des comités(s) de placement ayant pour mandat :

a) de préciser les modalités de fonctionnement et de coordonner les activités régionales reliées à la relocalisation externe du personnel dans un autre poste de cadre ou de gérance ou dans tout autre poste compatible avec sa compétence dans une autre commission et d'utiliser à cette fin les services du Bureau régional de placement pour les commissions catholiques ;

b) d'étudier, pour fin de recommandation, toute demande d'une commission scolaire de reporter annuellement l'application du présent chapitre dans le cas d'un congé avec ou sans solde ;

c) d'étudier, pour fin de recommandation, toute demande d'une commission scolaire de reporter annuellement l'application des dispositions de la relocalisation dans le cas d'un prêt de service d'une personne mise en disponibilité ;

d) d'étudier, pour fin de recommandation, avec le Comité consultatif paritaire de perfectionnement (C C P P), toute demande d'une commission scolaire de permettre une intervention de perfectionnement à l'endroit d'une personne mise en disponibilité et dont les services comme cadre ou gérant seraient requis par la commission scolaire au terme de ce perfectionnement et de reporter à cet effet l'application des dispositions de la relocalisation ;

e) d'analyser tout problème résultant de l'application des dispositions reliées à cette section.

**265.** Le Bureau régional de placement vise d'abord à relocaliser le personnel dans leur région scolaire.

**266.** Les services du Bureau régional de placement sont également mis à la disposition de toute personne d'une commission qui désire s'en prévaloir même si elle n'est pas en disponibilité.

**267.** Pour faciliter la relocalisation du personnel mis en disponibilité et affecté en excédentaire, les commissions font connaître au Bureau régional de placement les postes vacants de personnels susceptibles d'être comblés par voie de recrutement extérieur ainsi que les critères d'éligibilité à ces postes.

**268.** Sur réception de l'avis prévu à l'article 267, le Bureau régional informe les personnes mises en disponibilité des postes disponibles et compatibles avec leur compétence.

**269.** Le Bureau régional de placement réfère à la commission les personnes mises en disponibilité et éligibles au poste.

**270.** La commission accepte la candidature de la personne ainsi référée et la reçoit au jury de sélection. Dans un tel cas, le personnel a droit au remboursement, par sa commission, de ses frais de déplacement et de séjour, s'il y a lieu, selon les barèmes en vigueur à sa commission.

**271.** Dans le cas où une personne mise en disponibilité refuse un poste de cadre ou de gérance ou un poste de sa compétence dans une commission scolaire située dans sa région scolaire au cours des 2 premières années qui suivent la date de sa mise en disponibilité ou, pour les années subséquentes, dans toute autre commission, le comité de placement peut recommander à la commission concernée de restreindre ou de suspendre les avantages accordés par les dispositions de ce chapitre.

**272.** Toute personne mise en disponibilité et inscrite au Bureau régional en vue d'une relocalisation externe dans un poste de cadre ou de gérance seulement conserve les bénéfices du régime d'assurances des cadres et gérants pour une durée maximale de 2 ans à compter de sa mise en disponibilité.

**273.** La personne relocalisée dans une autre commission est remboursée par la commission qu'elle quitte de la partie monnayable des bénéfices reconnus à sa caisse de congés de maladie.

**274.** La personne qui, en vertu des mécanismes prévus à ce chapitre, est relocalisée dans une autre commission, dans le plan ou hors du plan, transfère les bénéfices non monnayables reconnus à sa caisse de congés de maladie lors de l'entrée en vigueur du régime intégré de rentes et d'assurances et continue de cumuler ses années de service aux fins de l'attribution des vacances annuelles.

**275.** La personne mise en disponibilité et qui bénéficie de l'avantage du mécanisme de réajustement de traitement aux termes de l'article 259 transfère cet avantage lorsqu'elle est relocalisée dans une autre commission, dans un poste de personnel ou dans tout autre poste compatible avec sa compétence malgré les dispositions de la section III de ce chapitre.

**276.** La personne mise en disponibilité et relocalisée dans un poste cadre ou de gérance dans une autre commission bénéficie des avantages relatifs au mécanisme d'ajustement de traitement prévus à l'article 259 lorsque la relocalisation externe constitue une rétrogradation pour la personne. De plus, cette personne bénéficie des avantages prévus à l'article 275.

**277.** La personne non rengagée par la commission scolaire au cours ou au terme de l'année scolaire de sa relocalisation externe pour des raisons autres que celle du surplus de personnel, retourne à la commission scolaire qui l'a mise en disponibilité et les dispositions de la présente section s'appliquent.

**278.** Suite à la période nécessaire à l'acquisition de sa permanence dans le cadre d'une relocalisation externe, la personne qui devient en surplus au sens de la convention collective à laquelle elle est assujettie, du fait que ses années d'ancienneté comme cadre (des services ou des écoles) ou gérant ne lui sont pas toutes reconnues, bénéficie de nouveau de la garantie d'un emploi aux termes des articles 249 et 255.

Cet article s'applique également à la personne qui ne se voit pas reconnaître ses années d'ancienneté qui lui auraient normalement été reconnues conformément à sa

convention collective si elle était demeurée à l'emploi de la commission scolaire précédente.

**279.** Lorsque la relocalisation nécessite un déménagement à plus de 65 kilomètres de son domicile, la personne a droit aux frais de déménagement selon les mêmes dispositions que celles en vigueur pour les autres catégories de personnel de la commission.

### C – Indemnité de séparation

**280.** La personne mise en disponibilité et qui ne se prévaut pas des avantages de la relocalisation interne et externe ni de la pré-retraite peut bénéficier d'une indemnité de séparation.

**281.** Cette indemnité est égale à un mois de traitement par année de service à l'emploi de la commission sans toutefois dépasser l'équivalent de 6 mois de traitement.

**282.** La personne mise en disponibilité qui choisit d'être relocalisée peut également bénéficier de l'indemnité de séparation à la condition qu'elle démissionne de sa commission scolaire et que ses services ne soient pas requis par une autre commission par l'intermédiaire des présents mécanismes de relocalisation externe. Dans ce cas, l'indemnité de séparation est réduite d'un montant égal à un mois de traitement par mois excédant la période de 6 mois suivant la date de sa mise en disponibilité.

**283.** L'indemnité de séparation est versée sous forme de montant forfaitaire.

**284.** L'indemnité de séparation ne comprend pas les vacances accumulées ni les congés monnayables.

### D – Congé de pré-retraite

**285.** La personne qui ne se prévaut pas des avantages de la relocalisation ni de l'indemnité de séparation bénéficie d'un congé de pré-retraite à la condition :

a) qu'elle soit à un an ou moins de la date effective de sa retraite ;

ou

b) qu'elle soit à un an ou moins de la date de son congé de pré-retraite accordé par l'utilisation des jours de congés de maladie monnayables ou non monnayables conformément aux articles 208 à 211.

**286.** La personne visée par l'article 285 conserve son droit au remboursement des jours monnayables non utilisés pour fins de pré-retraite conformément aux articles 208 à 211.

**287.** Les vacances accumulées antérieurement par la personne ne sont pas comprises dans le congé de pré-retraite.

**288.** Cependant, à la demande de la commission, la personne à qui il reste environ 2 ans avant la date effective de sa retraite, selon le cas, peut faire l'objet d'une étude particulière par le ministre.

## SECTION II MÉCANISMES CONCERNANT LA RÉTROGRADATION OU LA RÉAFFECTATION EN COMMUN ACCORD

**289.** La rétrogradation ou la réaffectation en commun accord consiste en une rétrogradation dans le plan ou en une réaffectation hors du plan par suite d'une entente entre la personne concernée et la commission.

**290.** La personne rétrogradée ou réaffectée en commun accord a droit à un autre poste à la commission sous réserve des critères d'éligibilité de la commission et des exigences normales du poste à combler.

**291.** La personne réaffectée en commun accord bénéficie des mécanismes de la relocalisation interne prévus aux articles 255, 256 et 257.

**292.** La personne qui fait l'objet d'une rétrogradation ou d'une réaffectation en commun accord bénéficie du mécanisme de réajustement de traitement tel que défini à la section III de ce chapitre.

**293.** La personne visée par cette section qui ne se prévaut pas des mécanismes précités et qui est à un an ou moins de la date effective de sa retraite devient éligible à un congé de pré-retraite.

## SECTION III MÉCANISME DE RÉAJUSTEMENT DE TRAITEMENT

**294.** Toute personne est rémunérée selon le plan de classification qui la caractérise et qui correspond à la fonction qu'elle accomplit.

**295.** Étant donné que la rétrogradation administrative ou la réaffectation hors du plan peut entraîner des diminutions de traitement pour la personne ainsi rétrogradée ou réaffectée, l'équivalence du revenu annuel et du nouveau traitement de cette personne dans sa nouvelle classification est différée.

### *§1. Traitement*

**296.** Une personne qui fait l'objet d'une rétrogradation administrative ou d'une réaffectation hors du plan reçoit le traitement annuel auquel elle a droit dans sa nouvelle classification.

**297.** Le traitement après rétrogradation est calculé selon des modalités décrites au chapitre IV en autant que la nouvelle classification de cette personne est une classification de cadre (des services ou des écoles) ou de gérant.

**298.** Le traitement après réaffectation hors du plan est calculé selon les modalités particulières décrites dans les politiques, ou l'entente, ou la convention collective devant régir cette personne dans sa nouvelle classification.

### *§2. Réajustement du traitement*

**299.** Cette personne reçoit, s'il y a lieu, un montant de réajustement calculé selon les articles 300 à 303, pour chacune des 2 années qui suivent la rétrogradation ou la réaffectation hors du plan.

**300.** Pour chacune des 2 années qui suivent la rétrogradation ou la réaffectation hors du plan, le montant de réajustement représente la différence entre le traitement annuel avant la rétrogradation ou la réaffectation hors du plan déterminé selon les règles de l'avancement annuel et le traitement annuel après rétrogradation ou réaffectation hors du plan.

**301.** Le montant de réajustement constitue un montant forfaitaire, versé selon les mêmes modalités que le traitement annuel de la personne aux fins de cotisation au Régime de retraite des enseignants ou au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

**302.** Ce montant de réajustement n'est pas transférable d'une commission à une autre, sauf dans les situations prévues à la section I de ce chapitre.

**303.** Aucun montant de réajustement ne peut être accordé pour une période excédant 2 ans, pour une même rétrogradation ou une même réaffectation hors du plan à l'exception des cas prévus aux articles 259 et 275.

## CHAPITRE VII RECOURS ET DROIT D'APPEL

**304. Champ d'application :** Ce chapitre s'applique à tout le personnel à l'exception du personnel qui est en période de probation selon les politiques de sa commission.

**305.** Dans ce chapitre, association signifie, *mutatis mutandis*, la personne elle-même lorsque cette dernière n'est pas membre de l'association concernée.

## SECTION I COMITÉ CONSULTATIF LOCAL

**306.** Si les mécanismes reliés à l'organisation administrative ne permettent pas de régler un problème survenu entre une personne et une commission relativement à l'interprétation et l'application de ce règlement, la personne peut demander à la commission la formation d'un comité paritaire consultatif local ou soumettre par écrit sa demande au représentant local de son association, lequel peut demander à la commission la formation d'un tel comité formé de représentants locaux de l'association et de la commission.

**307.** Le comité consultatif local étudie le problème et fait ses recommandations à la commission suivant les procédures qui lui sont propres dans un délai de 15 jours suite à la date de la réception de la demande.

**308.** La commission fait alors connaître par écrit sa position à la personne ainsi que les motifs à l'appui de sa position dans les 20 jours consécutifs à la réception de la recommandation du comité consultatif local et en transmet copie à ce dernier.

## SECTION II COMITÉ DE RECOURS RÉGIONAL

**309.** Si la personne n'est pas satisfaite de la réponse ou si la commission n'a pas fait connaître sa position dans le délai prévu, la personne dispose de 10 jours pour soumettre le problème à son association.

**310.** L'association dispose d'un délai de 15 jours consécutifs à la réception de la demande de la personne pour demander à la section régionale de la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec la formation d'un comité de recours régional.

**311.** Dans le cas d'un cadre des services ou d'un gérant, le comité de recours régional est un comité paritaire composé de représentants :

- a) de l'Association de personnel de cadre des services ou de gérance ;
- b) de la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec et de la section régionale de la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec.

**312.** Dans le cas d'un cadre de la direction des écoles, le comité de recours régional est un comité paritaire composé de représentants :

- a) de la Fédération des principaux du Québec (FPQ) et de l'Association des principaux ;
- b) de la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec et de la section régionale de la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec.

**313.** Le comité de recours régional détermine ses propres règles de fonctionnement et l'une ou l'autre des parties peut recourir à des personnes ressources du ministère de l'Éducation ou autres si elle le juge nécessaire.

**314.** Le comité étudie le problème, fait enquête s'il y a lieu et transmet ses recommandations à la commission dans les 45 jours qui suivent la date de la demande prévue à l'article 310.

**315.** À la demande de l'une des parties, le comité recourt à une tierce personne, désignée par les parties, afin de transmettre des recommandations majoritaires à la commission.

**316.** Les frais encourus par la tierce personne et ses honoraires sont à la charge du ministère de l'Éducation.

**317.** En cas de mésentente entre les parties pour le choix d'une tierce personne, cette dernière sera désignée par le premier président du Comité d'appel à même la liste des présidents du Comité d'appel agréée par le Comité consultatif des cadres (CCC) ou le Comité du personnel de la direction des écoles (CPDE) selon le cas.

**318.** La commission fait connaître par écrit sa décision à la personne concernée ainsi que les raisons qui motivent sa décision dans les 30 jours consécutifs à la réception des recommandations du comité de recours régional et en transmet copie aux membres de ce comité.

## SECTION III RECOURS SPÉCIFIQUE DANS LES CAS DE NON-RENGAGEMENT, DE RÉSILIATION D'ENGAGEMENT ET DE CONGÉDIEMENT

**319.** La commission peut congédier, ne pas rengager ou résilier l'engagement du personnel.

**320.** La commission qui décide de résilier l'engagement d'une personne ou de ne pas la rengager, doit l'en aviser par écrit au moins 60 jours à l'avance en lui signifiant les principaux motifs à l'appui de sa décision.

**321.** À la demande de la personne visée par un congédiement, la commission donne par écrit les principaux motifs à l'appui de sa décision.

**322.** En lieu et place du comité de recours régional, la personne concernée, qui désire contester son non-renouvellement, la résiliation de son engagement ou son congédiement, en avise son association qui soumet alors la plainte en appel dans les 20 jours de la date de l'avis prévu à l'article 320.

**323.** Dans ce cas, la plainte doit être adressée au premier président du Comité d'appel avec copie à la commission et doit contenir le nom du représentant désigné par l'association concernée.

**324.** Dans les 15 jours de la réception de sa copie de la plainte, la commission avise le premier président du Comité d'appel de la nomination de son représentant.

#### *§1. Comité d'appel*

**325.** Les 2 représentants des parties s'entendent pour désigner un président (tierce personne) qui formera avec eux le Comité d'appel.

**326.** À défaut d'entente pour le choix du président, il appartient au premier président du Comité d'appel de nommer le président à même une liste agréée par le Comité consultatif des cadres ou par le Comité du personnel de la direction des écoles, selon le cas.

Le premier président du Comité d'appel est choisi par le ministre et la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec et agréé par le Comité consultatif des cadres ou par le Comité du personnel de la direction des écoles, selon le cas.

**327.** Le Comité d'appel convoque les parties dans les meilleurs délais, il procède suivant la procédure qu'il détermine et doit rendre sa décision dans les 30 jours suivant l'exposé des parties. Toutefois, la décision n'est pas nulle du fait qu'elle soit rendue après l'expiration du délai prévu.

**328.** Le Comité d'appel saisi de la plainte détermine si les raisons qui motivent la décision de la commission sont bien fondées.

**329.** Si les raisons qui motivent la décision de la commission sont jugées mal fondées, le Comité d'appel :

a) détermine, s'il y a lieu, le montant de la compensation pour la perte réelle de salaire subie ;

b) ordonne l'application des dispositions de l'article 332.

**330.** La décision du Comité d'appel est unanime ou majoritaire ; tout membre dissident sur la décision ou une partie de celle-ci peut faire un rapport distinct.

**331.** La décision du Comité d'appel est finale et exécutoire.

**332.** Dans le cas où le Comité d'appel ordonne l'application de cet article, la commission doit exécuter dans les 30 jours de la décision du Comité d'appel, l'une ou l'autre des possibilités suivantes :

a) réintégrer la personne dans son poste ou dans un poste équivalent (même niveau) ;

b) si la commission juge inopportun de réintégrer la personne, elle lui verse une indemnité de dédommagement, laquelle s'ajoute à la compensation pour la perte réelle de salaire subie fixée par le Comité d'appel.

Cette indemnité de dédommagement est égale à l'équivalent de 2 mois de traitement par année de service comme cadre ou gérant ; l'indemnité ne peut toutefois être inférieure à l'équivalent de 3 mois de traitement ni supérieure à l'équivalent de 12 mois de traitement.

**333.** Si la personne ne veut pas réintégrer son poste ou un poste équivalent (même niveau) alors que la commission veut la reprendre, elle peut alors bénéficier de l'indemnité de dédommagement prévue à l'article 332.

**334.** Les frais encourus par les présidents et leurs honoraires sont à la charge du ministère de l'Éducation.

**335.** Les frais encourus par les 2 autres membres du Comité d'appel et leurs honoraires sont à la charge des parties qu'ils représentent.

## SECTION IV DÉLAIS

**336.** À la demande de l'association ou de la commission, les délais prévus dans ce chapitre peuvent être modifiés après entente écrite entre les parties.

## PARTIE III POLITIQUE DE GESTION

### CHAPITRE VIII POLITIQUE DE GESTION

**337.** Les commissions doivent se doter d'une politique de gestion pour leur personnel.

**338.** La politique de gestion porte notamment sur la consultation et la participation, l'organisation administrative et les règles d'effectifs, la définition des postes et les critères d'éligibilité, le classement, l'emploi et les bénéfices de l'emploi, le versement du traitement, la cotisation professionnelle et la politique locale de perfectionnement des administrateurs.

**339.** La commission complète la politique de gestion et l'adapte à ses besoins dans le respect des orientations et de l'encadrement général élaborés provincialement par le ministre en concertation avec la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec au Comité directeur des cadres et après consultation des associations de cadres concernées au Comité consultatif des cadres et au Comité du personnel de la direction des écoles.

**340.** La commission consulte son personnel dans l'élaboration de sa politique de gestion qu'elle confirme par résolution.

## **PARTIE IV**

### **CONDITIONS D'EMPLOI DU PERSONNEL ASSOCIÉ DES COMMISSIONS**

## **CHAPITRE IX**

### **CLASSIFICATION DES EMPLOIS ET CLASSEMENT**

## **SECTION I**

### **CLASSIFICATION DES EMPLOIS ET QUALIFICATIONS REQUISES**

**341.** Le plan de classification du personnel associé est celui prévu à l'annexe 6.

**342.** La classification des emplois du personnel associé comprend le corps d'emploi des agents de la gestion du personnel.

**343.** Le personnel associé assiste le personnel hors cadre ou de cadre concerné par son secteur d'activités dans l'évaluation des besoins, la fixation des objectifs, l'élaboration des politiques et dans le développement ou l'adaptation des projets directement liés aux programmes à réaliser dans son secteur d'activités.

**344.** Le personnel associé coordonne et surveille, au besoin, les travaux du personnel professionnel, technique, de bureau et autres dans les tâches qu'ils accomplissent pour la réalisation des programmes d'activités et la bonne marche des opérations dont il est directement chargé.

**345.** Pour qu'un emploi puisse être classé dans la classification du personnel associé, il faut que les tâches décrites par la commission pour cet emploi correspondent à la nature du travail de cette classification. Toutefois, il n'est pas nécessaire que toutes les attributions caractéristiques ou tous les secteurs d'activités prévus pour cette classification soient réalisés pour qu'un emploi y soit classé.

**346.** Le fait pour un individu d'exercer occasionnellement telle attribution caractéristique de la classification du personnel associé n'autorise pas à le classer dans cette classification.

**347.** Ces attributions de cette classification de même que les secteurs d'activités ne sont pas limitatifs et les commissions peuvent y ajouter d'autres attributions et secteurs d'activités.

**348.** Les qualifications déterminées dans le plan de classification constituent les exigences minimales qui sont fixées en terme de formation selon le système actuel en vigueur dans les universités du Québec.

**349.** La scolarité est évaluée en terme de cycle universitaire et non en terme d'années de scolarité suivant le système actuellement en vigueur dans les universités du Québec.

**350.** Après évaluation des qualifications d'un candidat, la commission peut lui reconnaître des années d'expérience pertinentes comme équivalence dans le cas d'un niveau de scolarité inférieur au minimum exigé.

## **SECTION II**

### **CLASSEMENT**

**351.** Pour les fins de l'attribution du traitement, la commission détermine la classe et l'échelon de la personne associée en fonction de ses qualifications et de son expérience pertinente à l'exercice de sa fonction.

**352.** La personne associée sans expérience pertinente à l'exercice de sa fonction est classée au 1<sup>er</sup> échelon de la classe III sous réserve des articles 358 à 363.

**353.** La personne associée possédant une ou plusieurs années d'expérience pertinente à l'exercice de sa fonction est classée à la classe et à l'échelon correspondant à ces années d'expérience compte tenu de la durée de séjour dans une classe et dans un échelon telle qu'établie aux articles 366 à 375.

**354.** La personne associée ne peut se voir reconnaître plus d'une année d'expérience pour une même période de 12 mois.

**355.** Pour les fins de la présente section, une année d'expérience est constituée de 12 mois de travail effectué à temps complet ou d'une durée équivalente, les périodes de vacances comprises.

**356.** Si la division du nombre de mois de travail par 12 comporte un reste égal ou supérieur à 9 mois, celui-ci correspond à une année d'expérience.

**357.** Si cette division comporte un reste égal ou supérieur à 4 mois, mais inférieur à 9 mois, celui-ci correspond à une demi-année d'expérience pour la personne associée intégrée à la classe III de son corps d'emploi.

**358.** Une année d'étude au niveau du 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> cycle universitaire, selon le système actuellement en vigueur dans les universités du Québec ou, si les études ont été suivies dans une université du Québec, selon le système en vigueur à cette université à ce moment, complétée et réussie dans une discipline jugée directement pertinente à l'exercice de la fonction de la personne associée équivaut à 2 années d'expérience pertinente.

**359.** Toutefois, l'année d'étude terminale pour l'obtention d'une maîtrise et d'un doctorat n'équivaut qu'à une année d'expérience pertinente, tant que la personne associée n'a pas obtenu cette maîtrise ou ce doctorat.

**360.** Un maximum de 3 années de scolarité peut être compté pour fins d'expérience conformément aux dispositions de la présente section.

**361.** Une année d'étude au niveau du 1<sup>er</sup> cycle universitaire complétée et réussie dans une discipline jugée directement pertinente à l'exercice de la fonction de la personne associée équivaut à une année d'expérience pertinente.

**362.** Avant de bénéficier des dispositions de l'article 361, une personne associée doit posséder au préalable un diplôme universitaire terminal de 1<sup>er</sup> cycle, selon le système actuellement en vigueur dans les universités du Québec ou, si ce diplôme a été obtenu dans une université du Québec, selon le système en vigueur dans cette université au moment de l'obtention du diplôme.

**363.** Seul le nombre d'années requises par l'université qui décerne le diplôme pour compléter à temps complet les études doit être compté.

## CHAPITRE X RÉMUNÉRATION

### SECTION I ÉCHELLES DE TRAITEMENTS

**364.** Les échelles de traitements du personnel associé sont celles prévues à l'annexe 7.

**365.** Les échelles de traitements et les montants forfaitaires, s'il y a lieu, sont établis au 1<sup>er</sup> juillet de chaque année, conformément aux barèmes applicables pour déterminer les échelles de traitements et les montants forfaitaires des professionnels syndiqués.

### SECTION II AVANCEMENT D'ÉCHELON ET AVANCEMENT DE CLASSE

**366.** La durée normale du séjour dans un échelon est d'une année, mais elle n'est que de 6 mois dans la classe III.

**367.** L'avancement d'échelon est consenti le 1<sup>er</sup> juillet ou le 1<sup>er</sup> janvier selon le cas à la condition que la personne associée ait complété, à ce titre, une période continue d'emploi de 9 mois dans le cas d'un avancement annuel ou de 4 mois dans le cas d'un avancement semi-annuel.

**368.** L'avancement d'échelon doit être accordé sauf dans le cas d'un rendement insatisfaisant. Dans ce cas, la commission donne à la personne associée, par écrit, les motifs de ce refus.

**369.** La commission peut accorder à une personne associée un avancement accéléré d'un échelon à la date de son avancement régulier d'échelon et ce, pour rendement exceptionnel au cours de la période de référence précédant la date de cet avancement d'échelon.

**370.** La personne associée peut, à la date d'un avancement régulier d'échelon, bénéficier d'un avancement additionnel d'échelon et ce, pour scolarité additionnelle conformément aux articles 358 à 363.

**371.** L'avancement de la classe III à la classe II est accordé par la commission à une personne associée qui accède au dernier échelon de la classe III, sous réserve d'un rendement jugé insatisfaisant de la personne associée ou d'une incapacité de la part de la personne associée à assumer ses attributions de façon autonome. Lorsque cet avancement de classe est accordé, la personne associée accède au premier échelon de la classe II.



**372.** L'avancement de la personne associée de la classe II à la classe I est accordé après évaluation si, de l'avis de la commission, celle-ci répond aux critères écrits déterminés à cet égard par la commission, après consultation de l'association du personnel associé concerné. Les contraintes budgétaires ne constituent pas un tel critère.

**373.** Si la personne associée se voit refuser un avancement de classe, elle fait l'objet d'une nouvelle évaluation à la fin de la durée normale du séjour dans un échelon.

**374.** Si la commission refuse un avancement à la classe I à une personne associée, elle doit lui en fournir les motifs par écrit. Dans les 30 jours de la réception de cet écrit, la personne associée qui en fait la demande par écrit, est reçue devant un jury constitué par la commission. Ce jury communique ensuite sa recommandation à la commission qui doit alors communiquer une décision finale à la personne associée. Dans ce cas, la personne associée ne peut se prévaloir des dispositions prévues au chapitre XIII.

**375.** L'avancement d'une personne associée de la classe II à la classe I est possible à sa date d'avancement régulier d'échelon lorsqu'il accède au 5<sup>e</sup> échelon de la classe II. La personne associée qui est au 5<sup>e</sup> échelon de la classe II et qui est nommée à la classe I accède au 1<sup>er</sup> échelon de cette classe ; celle qui est située au 6<sup>e</sup> échelon accède au 2<sup>e</sup> échelon ; celle qui est située au 7<sup>e</sup> échelon accède au 3<sup>e</sup> échelon et celle qui est située au 8<sup>e</sup> échelon accède au 4<sup>e</sup> échelon.

### SECTION III ALLOCATIONS RELATIVES À L'ISOLEMENT ET À L'ÉLOIGNEMENT

**376.** Les dispositions concernant les allocations relatives à l'isolement et à l'éloignement pour le personnel de cadre et de gérance prévues à l'annexe 4 s'appliquent au personnel associé en faisant les adaptations nécessaires.

### CHAPITRE XI PERFECTIONNEMENT

**377.** Les dispositions concernant le perfectionnement pour les administrateurs contenues aux articles 225 à 232 s'appliquent au personnel associé en faisant les adaptations nécessaires.

## CHAPITRE XII POLITIQUE DE STABILITÉ D'EMPLOI

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**378.** Dans ce chapitre, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par « réorganisation scolaire ou administrative » une réorganisation résultant :

- a) de l'application d'une loi, d'un règlement adopté en vertu d'une loi sous la juridiction du ministre ou d'une politique administrative approuvée par le ministre ;
- b) d'une diminution de la population scolaire ;
- c) d'une modification substantielle dans les services à rendre à la clientèle, selon les priorités définies par la commission dans le cadre d'un programme général de planification.

**379.** Ce chapitre s'applique au personnel associé qui a complété 2 années de service à l'emploi de la commission ou qui fait l'objet d'une relocalisation externe conformément à la sous-section 2 de la section IV de ce chapitre.

### SECTION II MÉCANISMES CONCERNANT LES CAS DE SURPLUS DE PERSONNEL ASSOCIÉ SUITE À UNE RÉORGANISATION SCOLAIRE OU ADMINISTRATIVE

**380.** L'application des articles 427 et 449 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-14) ne doit pas avoir pour effet de réduire les effectifs du personnel associé.

**381.** Ce chapitre a pour but d'assurer la stabilité d'emploi, la mobilité de même qu'un meilleur équilibre entre les ressources disponibles et les postes, compte tenu des qualifications, habilités et aptitudes du personnel associé, la sécurité d'emploi sectorielle et le traitement selon la fonction occupée.

**382.** Lorsqu'il y a surplus de personnel associé, la commission avise l'association du personnel associé concernée et consulte cette dernière avant de procéder à la mise en disponibilité.

**383.** La commission tient compte des possibilités de mises à la retraite, de perfectionnement ou de réaffectation.

### SECTION III MISE EN DISPONIBILITÉ

**384.** La commission procède, s'il y a lieu, à la mise en disponibilité du personnel associé en surplus.

**385.** Dans ce cas, la commission détermine la liste du personnel associé à maintenir en poste et à mettre en disponibilité pour l'année scolaire suivante, conformément aux critères établis par la commission après avoir consulté l'association du personnel associé concernée.

**386.** Un membre du personnel associé peut être substitué à un membre qui est sur la liste des personnes associées à mettre en disponibilité à la condition que la commission accepte une telle substitution.

**387.** La commission avise la personne associée mise en disponibilité au moins 2 mois avant la date de la mise en disponibilité.

**388.** La commission transmet au Bureau régional de placement pour les commissions scolaires catholiques le nom de la personne associée mise en disponibilité pour fins de relocalisation dans une autre commission.

**389.** La personne associée mise en disponibilité peut choisir une des possibilités suivantes :

- a) être relocalisée (dans la même commission ou dans une autre commission) ;
- b) recevoir une indemnité de séparation ;
- c) prendre un congé de pré-retraite selon les dispositions prévues aux articles 419 à 422.

## SECTION IV RELOCALISATION

**390.** La personne associée mise en disponibilité a droit à un autre poste à la commission ou dans un autre commission située dans sa région scolaire ou dans toute autre commission sous réserve des critères d'éligibilité de la commission et des exigences normales du poste à combler.

### §1. *Relocalisation interne*

**391.** La commission prend les mesures nécessaires pour assurer, le plus rapidement possible, l'intégration de cette personne associée à l'intérieur de ses plans d'effectifs.

**392.** Si un poste de professionnel compatible avec la compétence de la personne associée est disponible à la commission, cette dernière affecte la personne associée dans ce poste sous réserve des dispositions des conventions collectives.

**393.** La personne associée ainsi affectée n'est plus régie par ce règlement mais par les dispositions contenues dans les conventions collectives qui s'appliquent au nouveau groupe dont elle fait partie.

**394.** La personne associée ainsi affectée dans un autre poste de professionnel dont le traitement à l'échelle de traitements est inférieur au traitement annuel qu'elle recevait avant son affectation, reçoit un montant forfaitaire représentant la différence entre le traitement qu'elle recevait avant son affectation et le traitement prévu à l'échelle de traitements de son nouveau poste, jusqu'à ce que le traitement dans son nouveau poste atteigne celui qu'elle recevait avant son affectation.

**395.** Dans le cas d'une affectation dans un autre poste de professionnel, les dispositions concernant l'avancement d'échelon et l'avancement de classe prévues à la section II du chapitre X s'appliquent avant celles prévues à l'article 394.

**396.** La personne associée affectée dans un autre poste de professionnel demeure inscrite sur la liste d'éligibilité de la commission avec priorité pour un poste de personnel associé.

**397.** Si aucun poste de professionnel compatible avec la compétence de la personne associée n'est disponible à la commission, la personne associée mise en disponibilité conserve sa classification et les dispositions de la sous-section 2 s'appliquent.

**398.** La personne associée affectée dans un poste de professionnel conformément à l'article 392 et qui demande d'être relocalisée dans un poste de même classification seulement dans une autre commission bénéficie des dispositions de la sous-section 2 pour une période maximale d'un an à compter de la date de sa mise en disponibilité.

### §2. *Relocalisation externe*

**399.** Le ministère de l'Éducation et la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec, avec la collaboration de l'association de personnel associé concernée, forment un comité de placement ayant pour mandat :

- a) de préciser les modalités de fonctionnement et de coordonner les activités régionales reliées à la relocalisation externe du personnel associé dans un autre poste de personnel associé ou dans un autre poste de professionnel compatible avec sa compétence dans une commission et d'utiliser à cette fin les services du Bureau régional de placement pour les commissions ;
- b) d'étudier, pour fin de recommandation, toute demande d'une commission de reporter annuellement l'application des dispositions de la relocalisation dans le cas d'un prêt de service d'une personne associée mise en disponibilité ;
- c) d'analyser tout problème résultant de l'application des dispositions reliées à cette section.

**400.** Le Bureau régional de placement doit d'abord tenter de relocaliser le personnel associé dans leur région scolaire particulièrement au cours des 2 premières années qui suivent la date de la mise en disponibilité.

**401.** Les services du Bureau régional de placement sont également mis à la disposition du personnel associé d'une commission qui désire s'en prévaloir même s'il n'est pas en situation de surplus.

**402.** Pour faciliter la relocalisation du personnel associé mis en disponibilité, les commissions font connaître au Bureau régional de placement les postes vacants de personnel associé ou de professionnel susceptibles d'être comblés par voie de recrutement externe ainsi que les qualifications requises pour ces postes.

**403.** Sur réception de l'avis prévu à l'article 402, le Bureau régional informe les personnes associées mises en disponibilité des postes de personnel associé ou de professionnel compatibles avec leur compétence.

**404.** Le Bureau régional de placement réfère à la commission les personnes associées mises en disponibilité et admissibles au poste.

**405.** La commission accepte la candidature de la personne associée ainsi référée et la reçoit au jury de sélection. Dans un tel cas, la personne associée a droit au remboursement, par la commission qui l'a mise en disponibilité, de ses frais de déplacement et de séjour, s'il y a lieu, selon les barèmes en vigueur à sa commission.

**406.** Dans le cas où une personne associée mise en disponibilité refuse un poste de personnel associé ou un poste de professionnel de sa compétence dans une commission scolaire située dans sa région scolaire au cours des 2 premières années qui suivent la date de sa mise en disponibilité ou, pour les années subséquentes, dans toute autre commission, le comité de placement peut recommander à la commission concernée de restreindre ou de suspendre les avantages accordés par les dispositions de ce chapitre.

**407.** La personne associée relocalisée dans une autre commission est remboursée par la commission qu'elle quitte de la partie monnayable des bénéfices reconnus à sa caisse de jours de congés de maladie.

**408.** La caisse de jours de congés de maladie non monnayables de la personne associée qui est relocalisée dans une autre commission est transférée et cette personne associée continue de cumuler ses années de service aux fins de l'attribution des vacances annuelles.

**409.** La personne associée affectée dans un autre groupe de professionnels qui bénéficie des dispositions prévues à l'article 394 concernant son traitement, transfère cet avantage lorsqu'elle est relocalisée dans une autre commission.

**410.** La personne associée mise en disponibilité qui conserve sa classification conformément à l'article 397 conserve également le classement qu'elle détenait avant sa relocalisation lorsqu'elle est relocalisée dans un poste de même classification dans une autre commission.

**411.** La personne associée mise en disponibilité qui conserve sa classification conformément à l'article 397 bénéficie, s'il y a lieu, des dispositions de l'article 394 lorsqu'elle est relocalisée dans un poste de professionnel dans une autre commission.

**412.** La personne associée non rengagée par la commission au cours ou au terme de l'année scolaire de sa relocalisation externe pour des raisons autres que celle du surplus de personnel associé, retourne à la commission scolaire qui l'a mise en disponibilité et la section IV s'applique.

**413.** Lorsque la relocalisation nécessite un déménagement à plus de 65 kilomètres de son domicile, la personne associée a droit aux frais de déménagement selon les mêmes dispositions que celles en vigueur pour les autres personnels du secteur de l'éducation.

## SECTION V INDEMNITÉ DE SÉPARATION

**414.** La personne associée mise en disponibilité et qui ne se prévaut pas des avantages de la relocalisation ni de la pré-retraite peut bénéficier d'une indemnité de séparation.

**415.** Cette indemnité est égale à un mois de traitement par année de service à l'emploi de la commission sans toutefois dépasser l'équivalent de 6 mois de traitement.

**416.** La personne associée mise en disponibilité et qui conserve sa classification peut également bénéficier de l'indemnité de séparation à la condition qu'elle démissionne de sa commission scolaire et que ses services ne soient pas requis par une autre commission par l'intermédiaire des présents mécanismes de relocalisation externe. Dans ce cas, l'indemnité de séparation est réduite d'un montant égal à un mois de traitement par mois excédant la période de 6 mois suivant la date de la mise en disponibilité.

**417.** L'indemnité de séparation est versée sous forme d'un montant forfaitaire.

**418.** L'indemnité de séparation ne comprend pas les vacances accumulées ni les congés monnayables.

## SECTION VI

### CONGÉ DE PRÉ-RETRAITE

**419.** Si elle ne se prévaut pas des avantages de la relocalisation ni de l'indemnité de séparation, la personne associée mise en disponibilité bénéficie d'un congé de pré-retraite si elle est à un an et moins de la date effective de sa retraite.

**420.** Dans ce cas, la personne associée conserve son droit au remboursement des jours de congés de maladie monnayables.

**421.** Les vacances accumulées par la personne associée ne sont pas comprises dans le congé de pré-retraite.

**422.** Cependant, à la demande de la commission, la personne associée à qui il reste environ 2 ans avant la date effective de sa retraite, peut faire l'objet d'une étude particulière par le ministre.

## CHAPITRE XIII

### RECOURS ET DROIT D'APPEL

**423.** Les dispositions concernant le recours et le droit d'appel pour le personnel de cadre et de gérance prévues au chapitre VII s'appliquent en faisant les adaptations nécessaires au personnel associé.

## CHAPITRE XIV

### POLITIQUE DE GESTION

**424.** Les commissions doivent se doter d'une politique de gestion pour leur personnel associé.

**425.** La politique de gestion du personnel associé porte entre autres sur les éléments suivants : la consultation et la participation, la définition des postes et les qualifications requises, l'emploi, les bénéfices de l'emploi, le versement du traitement et la politique locale de perfectionnement.

**426.** Les dispositions du chapitre IX, amendées les 1<sup>er</sup> juin 1979 et 1<sup>er</sup> juin 1980, du document du ministre intitulé : « La politique de gestion des commissions scolaires et des commissions scolaires régionales pour catholiques concernant leur personnel de cadre (des services et des écoles) et de gérance » daté du 1<sup>er</sup> juin 1978, s'appliquent en faisant les adaptations nécessaires au personnel associé.

## ANNEXE 1

(a. 74 et 122)

### CLASSIFICATION DES EMPLOIS ET CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ

Dans la présente annexe, le sigle :

- « e » : est utilisé pour désigner les commissions dispensant l'enseignement primaire ;
- « s » : est utilisé pour désigner les commissions dispensant l'enseignement secondaire ;
- « es » : est utilisé pour désigner les commissions dispensant l'enseignement primaire et secondaire.

#### A) Catégorie des emplois de cadres :

**Définition de la catégorie :** La catégorie des emplois de cadres comprend les emplois caractérisés par l'exercice de certaines ou de toutes les fonctions de la gestion relativement aux programmes et aux ressources d'un ou de plusieurs champs déterminés d'activité.

Les emplois de cadres appartiennent à l'une des sous-catégories suivantes :

- 1) cadres niveau 1 de services ;
- 2) cadres niveau 2 de services ;
- 3) cadres niveau 1 d'une école ou d'un centre d'éducation des adultes ;
- 4) cadres niveau 2 d'une école ou d'un centre d'éducation des adultes.

#### 1) Cadres niveau 1 de services :

Les emplois de cadres niveau 1 de services comportent l'exercice de toutes les fonctions de la gestion (planification, organisation, direction, contrôle, évaluation) pour l'ensemble des programmes et des ressources d'un ou de plusieurs champs d'activité.

Ces emplois comportent notamment les responsabilités suivantes :

- participer à l'élaboration des objectifs et des politiques de l'organisme ;
- définir les objectifs et les politiques propres aux services qu'ils dirigent, compte tenu des politiques et des objectifs généraux de l'organisme ;
- établir les programmes, la répartition des responsabilités et les standards et procédures de réalisation des programmes ;
- évaluer les résultats de la réalisation des programmes et le rendement du personnel sous leur responsabilité ;
- assister et conseiller le directeur général relativement aux services sous leur responsabilité de même que les cadres des autres services et les cadres d'établissements.

Cette sous-catégorie de cadres comprend les corps d'emplois suivants :

- 1.1 directeur des services de l'enseignement (commission) ;
- 1.2 directeur des services aux étudiants (ou aux élèves) ;
- 1.3 directeur des services du personnel ;
- 1.4 directeur des services financiers ;
- 1.5 directeur des services de l'équipement ;
- 1.6 secrétaire général.

**1.1 Directeur des services de l'enseignement :** L'emploi de directeur des services de l'enseignement comporte la responsabilité de la gestion (planification, organisation, direction, contrôle, évaluation) de l'ensemble des programmes d'enseignement et d'apprentissage et des ressources qui y sont affectées.

L'exercice de cet emploi comprend habituellement les programmes d'études, les moyens d'enseignement, la mesure et l'évaluation de l'apprentissage.

L'emploi de directeur des services de l'enseignement porte généralement sur l'ensemble des programmes d'enseignement d'une commission scolaire ou d'une commission régionale.

Toutefois, conformément à la section I du chapitre I de la partie I, une commission peut, selon des conditions déterminées, compter plus d'un directeur des services de l'enseignement.

Les emplois reconnus, dans de telles situations, sont :

- 1.1.1 directeur des services de l'enseignement primaire ;
- 1.1.2 directeur des services de l'enseignement secondaire ;
- 1.1.3 directeur des services de l'éducation des adultes<sup>1</sup>.

<sup>1</sup>Cet emploi comprend l'ensemble des programmes d'enseignement et certains programmes d'activités éducatives et psychosociales, d'aide personnelle et d'animation communautaire des adultes.

#### **Qualifications minimales requises :**

- Diplôme universitaire terminal de premier cycle dans un champ de spécialisation approprié.
- 8 années d'expérience pertinente dont au moins 3 dans un emploi de cadre.

Pour l'emploi de directeur des services de l'éducation des adultes : 8 années d'expérience pertinente dont au moins 5 dans l'éducation des adultes et, de préférence, une expérience dans un emploi de cadre.

- Autorisation personnelle permanente d'enseigner décernée par le ministre ou une autorisation équivalente dans le cas de l'éducation des adultes.

**1.2 Directeur des services aux étudiants (ou aux élèves) :** L'emploi de directeur des services aux étudiants ou aux élèves comporte la responsabilité de la gestion (planification, organisation, direction, contrôle, évaluation) de l'ensemble des programmes et des ressources ayant trait aux activités qui, avec celles de l'enseignement, sont directement orientées vers la formation de l'étudiant ou de l'élève.

L'exercice de cet emploi comprend habituellement les services suivants : l'orientation, la psychologie, la pastorale, les services sociaux, les services de santé, les activités socio-culturelles et sportives et, s'il ya lieu, les associations étudiantes, l'aide financière, le placement et le logement de même que les activités éducatives reliées aux services auxiliaires et aux services communautaires.

#### **Qualifications minimales requises :**

- Diplôme universitaire terminal de premier cycle dans un champ de spécialisation approprié à au moins une sphère d'activité des services aux étudiants.
- 8 années d'expérience pertinente.
- Autorisation personnelle permanente d'exercer dans les écoles, l'une ou l'autre des fonctions reliées au champ de la vie étudiante.

**1.3 Directeur des services du personnel :** L'emploi de directeur des services du personnel comporte la responsabilité de la gestion (planification, organisation, direction, contrôle, évaluation) de l'ensemble des programmes et des ressources ayant trait à la gestion du personnel et comprend habituellement le recrutement et la sélection du personnel, les relations de travail, l'évaluation et le perfectionnement.

#### **Qualifications minimales requises :**

- Diplôme universitaire terminal de premier cycle dans un champ de spécialisation approprié, notamment en :
  - relations industrielles ;
  - administration (option-personnel).
- 8 années d'expérience pertinente.

**1.4 Directeur des services financiers :** L'emploi de directeur des services financiers comporte la responsabilité de la gestion (planification, organisation, direction, contrôle, évaluation) de l'ensemble des programmes et des ressources ayant trait à l'administration financière de l'organisme et comprend habituellement la trésorerie, la préparation du budget et des états financiers, le contrôle budgétaire et financier, la vérification interne, les opérations comptables, les analyses financières.

**Qualifications minimales requises :**

— Diplôme universitaire terminal de premier cycle dans un champ de spécialisation approprié notamment en :

- sciences commerciales ;
- administration.

— 8 années d'expérience pertinente.

**1.5 Directeur des services de l'équipement :** L'emploi de directeur des services de l'équipement comporte la responsabilité de la gestion (planification, organisation, direction, contrôle, évaluation) de l'ensemble des programmes et des ressources ayant trait à la gestion de l'équipement et comprend habituellement l'entretien préventif, physique et ménager, la protection des biens, meubles et immeubles, l'approvisionnement, la mise en place de l'équipement, les services auxiliaires (transport, alimentation), les équipements communautaires.

**Qualifications minimales requises :**

— Diplôme universitaire terminal de premier cycle dans un champ de spécialisation approprié, notamment en :

- génie ;
- architecture ;
- administration.

— 8 années d'expérience pertinente.

**1.6 Secrétaire général :** L'emploi de secrétaire général comporte la responsabilité de l'enregistrement, de la publication, de la conservation, de la certification de l'authenticité des actes officiels de la commission conformément aux dispositions des lois régissant les organismes d'enseignement et à la réglementation interne de la commission.

Cet emploi comporte la responsabilité de rassembler les informations demandées par le directeur général, de les analyser, d'en faire une synthèse et de proposer des solutions motivées.

L'emploi de secrétaire général comporte aussi la responsabilité des relations internes et externes que lui confie le directeur général ainsi que l'exercice de toutes les fonctions de la gestion requises pour assumer les droits, pouvoirs et obligations de l'organisme qui ont été délégués à cet emploi.

**Qualifications minimales requises :**

— Diplôme universitaire terminal de premier cycle dans un champ de spécialisation approprié, notamment en :

- droit ;
- administration.

— 8 années d'expérience pertinente.

**2) Cadres niveau 2 de services : coordonnateur :**

Les emplois de cadres niveau 2 de services comportent l'exercice des fonctions de la gestion (coordination, supervision, évaluation, recherche et développement) relative à un ou plusieurs programmes d'un service de l'organisme.

Ces emplois comportent notamment les responsabilités suivantes :

— participer à l'élaboration des objectifs, des programmes et au budget du service auquel sont rattachés ces programmes ;

— animer le personnel concerné par ces programmes ;

— aviser le directeur du service responsable de ces programmes et conseiller les autres directeurs de services et d'établissements sur toute question relative à ces programmes ;

— superviser, coordonner et évaluer la réalisation de programmes déterminés et les ressources affectées à ces programmes.

Cette sous-catégorie de cadres comprend les corps d'emplois suivants :

2.1 coordonnateur de programmes d'enseignement ;

2.2 coordonnateur de moyens d'enseignement ;

2.3 coordonnateur de la mesure et de l'évaluation ;

2.4 coordonnateur de services aux étudiants ;

2.5 coordonnateur de services du personnel ;

2.6 coordonnateur de services financiers ;

2.7 coordonnateur de services de l'équipement ;

2.8 coordonnateur de l'informatique.

**2.1 Coordonnateur de programmes d'enseignement :**

L'emploi de coordonnateur de programmes d'enseignement comporte l'ensemble des fonctions requises pour la coordination, la supervision, l'évaluation, la recherche et le développement des programmes déterminés d'enseignement sous les aspects du contenu, des méthodes et techniques et de l'équipement à utiliser.

Ce corps d'emplois comprend soit l'ensemble des programmes d'un niveau d'enseignement, soit l'ensemble des programmes d'un secteur donné du programme d'un niveau d'enseignement.

— coordonnateur de l'enseignement primaire ;

— coordonnateur de l'éducation des adultes <sup>(1)</sup> ;

- coordonnateur de l'enseignement général ;
- coordonnateur de l'enseignement professionnel (cours réguliers et/ou cours aux adultes) ;
- coordonnateur en adaptation scolaire.

(1) Cet emploi comprend l'ensemble ou un secteur (enseignement général, enseignement professionnel, éducation populaire) des programmes d'enseignement aux adultes et certains programmes éducatifs et psycho-sociaux d'aide personnelle et d'animation communautaire des adultes.

#### Qualifications minimales requises :

- Diplôme universitaire terminal de premier cycle dans un champ de spécialisation approprié.
- 5 années d'expérience dans le milieu de l'éducation de préférence dans l'enseignement ; dans certains secteurs spécialisés, comme celui de l'enfance inadaptée, l'expérience doit comporter au moins 3 années d'enseignement dans ce secteur.
- Autorisation personnelle permanente d'enseigner décernée par le ministre ou une autorisation équivalente, dans le cas de l'éducation des adultes.

**2.2 Coordonnateur de moyens d'enseignement :** L'emploi de coordonnateur de moyens d'enseignement comporte l'ensemble des fonctions requises pour la coordination, la supervision, l'évaluation, la recherche et le développement des activités et des ressources reliées au fonctionnement et à l'utilisation des centres de documentation et des moyens techniques d'enseignement (techniques audio-visuelles et autres).

Cet emploi comprend :

**2.2.1 Coordonnateur de moyens d'enseignement A :** Cette classe convient aux emplois comportant la coordination de l'ensemble des moyens d'enseignement d'un organisme, soit à la fois la documentation sous toutes ses formes, les techniques audio-visuelles et les autres techniques d'enseignement.

**2.2.2 Coordonnateur de moyens d'enseignement B :** Cette classe convient aux emplois comportant la coordination d'un seul secteur des moyens d'enseignement, tel le secteur de la documentation ou celui des techniques audio-visuelles et des autres techniques d'enseignement.

#### Qualifications minimales requises :

- Diplôme universitaire terminal de premier cycle dans un champ de spécialisation approprié, notamment en :
  - bibliothéconomie ;
  - audio-visuel ;
  - sciences de l'éducation avec option en bibliothéconomie scolaire ou en audio-visuel ou en technologie de l'éducation.
- 5 années d'expérience pertinente, de préférence dans le milieu de l'éducation.

**2.3 Coordonnateur de la mesure et de l'évaluation :** L'emploi de coordonnateur de la mesure et de l'évaluation comporte l'ensemble des fonctions requises pour la coordination, la supervision, l'évaluation, la recherche et le développement des programmes et des techniques de mesure et d'évaluation concernant la progression de l'apprentissage des étudiants et la détermination ou l'application des standards de rendement pour la certification des étudiants.

#### Qualifications minimales requises :

- Diplôme universitaire terminal de premier cycle dans un champ de spécialisation approprié, notamment en sciences de l'éducation avec option en docimologie.
- 5 années d'expérience dans le milieu de l'éducation.
- Autorisation personnelle permanente d'enseigner décernée par le ministre.

**2.4 Coordonnateur de services aux étudiants :** L'emploi de coordonnateur de services aux étudiants comporte l'ensemble des fonctions requises pour la coordination, la supervision, l'évaluation, la recherche et le développement des activités et des ressources reliées à un ensemble de services dont, entre autres, le service d'orientation scolaire et professionnelle, le service de psychologie, le service de pastorale, le service social, le service de santé, le service de placement, d'aide financière et de logement, le service des loisirs socio-culturels et sportifs.

#### Qualifications minimales requises :

- Diplôme universitaire terminal de premier cycle dans un champ de spécialisation approprié à au moins une sphère d'activités des services aux étudiants.
- 5 années d'expérience pertinente.
- Autorisation personnelle permanente d'exercer dans les écoles l'une ou l'autre des fonctions reliées au champ de la vie étudiante.

**2.5 Coordonnateur de services du personnel :** L'emploi de coordonnateur de services du personnel comporte l'ensemble des fonctions requises pour la coordination, la supervision, l'évaluation, la recherche et le développement des activités et des ressources ayant trait aux programmes de l'organisme dans divers secteurs ou sous divers aspects de la gestion du personnel dont, entre autres, le recrutement et la sélection du personnel, les relations de travail, l'évaluation et le perfectionnement.

#### Qualifications minimales requises :

- Diplôme universitaire terminal de premier cycle dans un champ de spécialisation approprié, notamment en :

- relations industrielles ;
- administration (option-personnel).
- 5 années d'expérience pertinente.

**2.6 Coordonnateur de services financiers :** L'emploi de coordonnateur de services financiers comporte l'ensemble des fonctions requises pour la coordination, la supervision, l'évaluation, la recherche et le développement des activités et des ressources ayant trait aux programmes de l'organisme dans divers secteurs ou sous divers aspects de la gestion financière dont, entre autres, la trésorerie, les prévisions et les contrôles budgétaires et financiers, la vérification interne, le système et les opérations comptables, la paye, les états financiers.

**Qualifications minimales requises :**

- Diplôme universitaire terminal de premier cycle dans un champ de spécialisation approprié, notamment en :
  - sciences commerciales ;
  - administration.
- 5 années d'expérience pertinente.

**2.7 Coordonnateur de services de l'équipement :** L'emploi de coordonnateur de services de l'équipement comporte l'ensemble des fonctions requises pour la coordination, la supervision, l'évaluation, la recherche et le développement des activités et des ressources ayant trait aux programmes de l'organisme dans divers secteurs ou sous divers aspects de la gestion de l'équipement dont, entre autres, l'aménagement et l'approvisionnement.

**Qualifications minimales requises :**

- Diplôme universitaire terminal de premier cycle dans un champ de spécialisation approprié, notamment en :
  - génie ;
  - administration.
- 5 années d'expérience pertinente.

**2.8 Coordonnateur de l'informatique :** L'emploi de coordonnateur de l'informatique comporte l'ensemble des fonctions requises pour la coordination, la supervision, l'évaluation, la recherche et le développement des activités et des ressources ayant trait à l'organisation et au fonctionnement d'un centre de traitement des données ou à la réalisation des programmes du service de l'informatique du ministère de l'Éducation pour l'utilité des services de l'organisme.

**Qualifications minimales requises :**

- Diplôme universitaire terminal de premier cycle dans un champ de spécialisation approprié, notamment en :
  - sciences avec concentration en informatique ;
  - informatique.
- 5 années d'expérience pertinente.

**3) Cadres niveau 1 des écoles et des centres d'éducation des adultes :**

Les emplois de cadres niveau 1 comportent l'exercice de toutes les fonctions requises pour la gestion tant au point de vue administratif que pédagogique, d'une unité institutionnelle de l'organisme : école, centre d'éducation des adultes.

Ces emplois comportent notamment les responsabilités suivantes :

- participer à l'élaboration des objectifs et des politiques de l'organisme de même qu'à la programmation et à la réglementation visant leur mise en application dans les établissements de l'organisme ;
- définir les objectifs particuliers de l'établissement et établir une programmation adaptée aux besoins de la clientèle, compte tenu des objectifs, des politiques et des règlements de l'organisme ;
- évaluer les besoins de l'établissement et faire les recommandations appropriées à la direction générale ou à la direction des services concernés ;
- diriger et animer le personnel de l'établissement, fixer les standards de réalisation et évaluer le rendement de ce personnel.

Cette sous-catégorie d'emplois de cadres comprend les corps d'emplois suivants :

**3.1 directeur d'école (primaire, secondaire) ;**

**3.2 directeur de centre d'éducation des adultes.**

**3.1 Directeur d'école (primaire, secondaire) :** L'emploi de directeur d'école comporte la responsabilité de la gestion, tant au point de vue administratif que pédagogique, de l'ensemble des programmes et des ressources d'une école primaire ou d'une école secondaire, conformément aux responsabilités définies par la commission scolaire ou la commission régionale.

Cet emploi comporte aussi les relations avec la communauté desservie par l'école et plus particulièrement la participation avec les parents au comité d'école, conformément à la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-14).



**Qualifications minimales requises :**

— Diplôme universitaire terminal de premier cycle ou formation exigeant au moins 16 années de scolarité dans un champ de spécialisation approprié.

— Autorisation personnelle permanente d'enseigner décernée par le ministre.

— Dans une école secondaire, un principal adjoint qui, depuis 3 ans, occupe une fonction dans d'autres champs que celui de l'enseignement est considéré également comme admissible.

— 8 années d'expérience pertinente dont au moins 3 dans un emploi de cadre.

Si l'école à diriger ne justifie pas la présence d'un directeur adjoint, 5 années d'expérience dans un emploi d'enseignant ou de professionnel dont au moins 3 comme enseignant.

**3.2 Directeur de centre d'éducation des adultes :** L'emploi de directeur de centre d'éducation des adultes comporte la responsabilité de la gestion tant au point de vue administratif que pédagogique, de l'ensemble des programmes et des ressources du centre, conformément aux politiques et à la réglementation de la commission.

**Qualifications minimales requises :**

— Diplôme universitaire terminal de premier cycle ou formation exigeant au moins 16 années de scolarité dans un champ de spécialisation approprié, notamment en :

- sciences de l'éducation ;
- une discipline au programme de l'éducation des adultes.

— Autorisation personnelle permanente d'enseigner décernée par le ministre ou une autorisation équivalente.

— 6 années d'expérience pertinente dont au moins 3 années dans l'éducation des adultes.

**4) Cadres niveau 2 des écoles et des centres d'éducation des adultes :**

Les emplois de cadres niveau 2 comportent l'assistance au directeur d'école ou au directeur de campus ou au directeur de centre dans la gestion de l'unité institutionnelle concernée et la responsabilité de la gestion, selon le mandat défini par le directeur d'établissement, d'un ou plusieurs secteurs d'activité d'un ou plusieurs programmes de l'institution.

Cette sous-catégorie d'emploi de cadres comprend les corps d'emplois suivants :

**4.1 directeur adjoint d'école (primaire, secondaire) ;**

**4.2 directeur adjoint de centre d'éducation des adultes.**

**4.1 Directeur adjoint d'école (primaire et secondaire) :** L'emploi de directeur adjoint d'école primaire ou d'école secondaire comporte l'exercice de toutes les fonctions requises pour la gestion des programmes et des ressources reliées à un ou des programmes déterminés par le directeur d'école.

Pour classer l'emploi de directeur adjoint d'école secondaire dans le cas particulier où une commission met en place, à titre expérimental, une organisation administrative différente de celle sous-jacente aux règles administratives décrites dans la politique administrative et salariale, l'emploi de directeur adjoint d'école (secondaire) peut se subdiviser selon des fonctions spécifiques de travail.

**4.1.1 Directeur adjoint d'école secondaire (PA-1) :** L'emploi de directeur adjoint (PA-1) comporte l'assistance au directeur dans la gestion de l'école et plus particulièrement dans la gestion d'un ou de programmes majeurs déterminés par la direction de l'école.

Cet emploi comprend l'exercice de toutes les responsabilités du directeur d'école en cas d'absence ou d'incapacité d'agir de celui-ci.

**4.1.2 Directeur adjoint d'école secondaire (PA-2) :** L'emploi de directeur adjoint (PA-2) comporte principalement l'assistance au directeur d'école dans la gestion des effectifs et des programmes d'une unité d'encadrement qui peut correspondre notamment à :

- un secteur d'enseignement comprenant une famille de disciplines, tel que le secteur des sciences et mathématiques ;
- une cellule-communauté ou un groupe de cellules-communautés ;
- le ou les centres de ressources en moyens et techniques d'enseignement.

L'emploi de directeur adjoint (PA-2) comprend généralement l'enseignement d'une matière au programme.

**Qualifications minimales requises :**

— Diplôme universitaire terminal de premier cycle ou formation exigeant au moins 16 années de scolarité dans un champ de spécialisation approprié ; dans le cas du directeur adjoint affecté à l'enseignement professionnel, une formation exigeant 14 années de scolarité dans un champ de spécialisation technique.

— Autorisation personnelle permanente d'enseigner décernée par le ministre ou une autorisation équivalente lorsque le poste comporte des responsabilités dans d'autres champs que celui de l'enseignement.

**Au secondaire :**

— 5 années d'expérience dans un emploi d'enseignant ou de professionnel selon les responsabilités du poste.

**Au primaire :**

— 5 années d'expérience dans un emploi d'enseignant ou de professionnel dont au moins 3 dans un emploi d'enseignant.

**4.2 Directeur adjoint de centre d'éducation des adultes :** L'emploi de directeur adjoint de centre d'éducation des adultes comporte l'exercice de toutes les fonctions requises pour la gestion des programmes et des ressources reliées à un ou des programmes déterminés par le directeur de centre dans les secteurs donnés de formation ou pour tel regroupement de la clientèle adulte.

**Qualifications minimales requises :**

— Diplôme universitaire terminal de premier cycle ou formation exigeant au moins 16 années de scolarité dans un champ de spécialisation approprié ; dans le cas du directeur adjoint de centre affecté à l'enseignement professionnel, une formation exigeant 14 années de scolarité dans un champ de spécialisation technique.

— 4 années d'expérience pertinente dont au moins 2 années dans l'éducation des adultes.

— Autorisation personnelle permanente d'enseigner délivrée par le ministre ou une autorisation équivalente.

**B) Catégorie des emplois de gérants :**

**Définition de la catégorie :** La catégorie des emplois de gérants comprend les emplois caractérisés par la direction, la supervision et le contrôle des activités techniques, administratives et manuelles de certains programmes de l'organisme et par la gestion du personnel affecté à ces activités.

Les emplois de gérants appartiennent à l'une des 2 sous-catégories suivantes :

- 5) régisseur ;
- 6) contremaître ;
- 7) surveillant des travaux de construction.

**5) Régisseur :**

Les emplois de régisseur sont des emplois de gérants qui comportent l'exercice de certaines fonctions de gestion requises pour coordonner les activités techniques, administratives et manuelles nécessaires à la réalisation de l'ensemble des programmes :

**1 – des services auxiliaires :**

- les services de l'entretien ;

- les services de l'approvisionnement ;
- les services communautaires ;
- les services alimentaires ;
- les services du transport scolaire ;

**2 – d'une école :** ces emplois comportent notamment les responsabilités suivantes :

- diriger, organiser, distribuer, vérifier les tâches des employés affectés au service auxiliaire concerné ;
- participer à l'élaboration des systèmes et des procédures ayant trait aux activités du système auxiliaire concerné et voir à leur application ;
- évaluer le personnel sous leur responsabilité.

Cette sous-catégorie d'emplois de gérants comprend les corps d'emplois suivants :

- 5.1 régisseur des services de l'équipement ;
- 5.2 régisseur des services de l'entretien ;
- 5.3 régisseur des services de l'approvisionnement ;
- 5.4 régisseur des services du transport ;
- 5.5 régisseur des services communautaires ;
- 5.6 régisseur des services alimentaires ;
- 5.7 adjoint administratif (école).

**5.1 Régisseur des services de l'équipement :** L'emploi de régisseur des services de l'équipement comporte la responsabilité de l'administration des programmes techniques, administratifs et manuels pour un ensemble de services auxiliaires (entretien, approvisionnement).

Cet emploi comporte la direction et l'évaluation des employés de l'organisme affectés à ces programmes.

**Qualifications minimales requises :**

— Certificat de qualification valide pour l'exercice d'un métier pertinent à l'emploi.

— 10 années d'expérience pertinente.

ou

— Diplôme d'études collégiales avec option appropriée.

— 6 années d'expérience pertinente.

**5.2 Régisseur des services de l'entretien :** L'emploi de régisseur des services de l'entretien comporte la responsabilité de la gestion de l'ensemble des programmes d'entretien préventif, d'entretien physique, d'entretien ménager de même que des programmes de sécurité et de surveillance ayant trait à l'ensemble des équipements de l'organisme :

terrains, bâtisses, réseaux de circulation et de distribution, mobilier, appareillage et outillage.

Cet emploi comporte la direction et l'évaluation des employés de l'organisme affectés à ces programmes.

**Qualifications minimales requises :**

- Certificat de qualification valide pour l'exercice d'un métier pertinent aux activités de l'entretien.
- 8 années d'expérience pertinente dont de préférence 3 années dans un emploi de contremaître.

ou

- Diplôme d'études collégiales avec option appropriée.
- 6 années d'expérience pertinente.

**5.3 Régisseur des services de l'approvisionnement :** L'emploi de régisseur des services de l'approvisionnement comporte la responsabilité de la gestion de l'ensemble des programmes techniques, administratifs et manuels et des systèmes et procédures ayant trait à l'achat, la réception, la distribution, l'entreposage et l'inventaire des marchandises.

Cet emploi comporte la direction et l'évaluation du personnel affecté à ces programmes.

**Qualifications minimales requises :**

- Diplôme d'études collégiales avec option appropriée à l'approvisionnement, notamment en :
  - techniques administratives ;
  - techniques commerciales.
- 6 années d'expérience pertinente.

ou

- Diplôme de secondaire V.
- 10 années d'expérience pertinente.

**5.4 Régisseur des services du transport :** L'emploi de régisseur des services du transport comporte la responsabilité de l'administration de l'ensemble des programmes, des systèmes et procédures ayant trait au transport des élèves et des étudiants notamment sous les aspects suivants :

- les contrats de transport : préparation, négociation, contrôle ;
- les circuits de transport : programmation des circuits et des horaires, surveillance de l'exécution ;
- la sécurité : surveillance de l'application des règlements du ministère des Transports et des règlements de la commission scolaire.

Cet emploi comporte aussi la direction et l'évaluation des employés de l'organisme affectés à ces programmes de même que la collaboration avec la direction des services de l'enseignement, la direction des services aux étudiants et les directions d'écoles en vue de tenir compte, dans la programmation des transports, des objectifs des programmes pédagogiques et éducatifs et de la programmation des horaires des écoles.

**Qualifications minimales requises :**

- Diplôme d'études collégiales avec option appropriée, notamment en techniques administratives.

- 6 années d'expérience pertinente.

ou

- Diplôme de secondaire V.
- 10 années d'expérience pertinente.

**5.5 Régisseur des services communautaires :** L'emploi de régisseur des services communautaires comporte la responsabilité de l'administration de l'ensemble des programmes d'activités techniques et administratives ayant trait à l'utilisation et au fonctionnement de centres communautaires tels que les arénas, piscines, gymnases, auditoriums, résidences d'étudiants sous les aspects suivants :

- préparation des horaires ;
- location des équipements ;
- marketing des services ;
- prévision et contrôle budgétaire ;
- approvisionnement.

Cet emploi comporte la direction et l'évaluation des employés de l'organisme affectés à ces programmes.

Cet emploi comporte en outre 3 classes établies selon la nature, le nombre et la dimension des établissements.

**Qualifications minimales requises :**

- Diplôme d'études collégiales avec option appropriée, notamment en :

- techniques administratives ;
- techniques des loisirs.
- 6 années d'expérience pertinente.

ou

- Diplôme de secondaire V.
- 10 années d'expérience.

**5.6 Régisseur des services alimentaires :** L'emploi de régisseur des services alimentaires comporte la responsabilité de la gestion de l'ensemble des programmes d'activités techniques, administratives et manuelles ayant trait à l'organisation, au fonctionnement et à l'entretien des cuisines, cafétérias, casse-croûte, conformément aux standards de qualité définis pour l'alimentation des étudiants et du personnel utilisateur de ces services.

Cet emploi comporte la direction et l'évaluation des employés de l'organisme affectés à ces programmes.

Cet emploi comporte en outre 2 classes établies selon la complexité de la fonction déterminée par le nombre de repas préparés et servis tous les jours.

**Qualifications minimales requises :**

- Diplôme d'études collégiales avec option appropriée, notamment en techniques administratives.

- 6 années d'expérience pertinente.

ou

- Diplôme de secondaire V avec option appropriée à l'alimentation.

- 10 années d'expérience pertinente.

**5.7 Adjoint administratif (école) :** L'emploi d'adjoint administratif comporte l'exercice des fonctions requises pour assurer l'organisation, la direction et le contrôle des programmes techniques et administratifs d'un établissement, notamment sous les aspects de la gestion financière, de la gestion de l'équipement, de la gestion du personnel et des activités de secrétariat.

Cet emploi comporte la direction et l'évaluation des employés de soutien de l'organisme affectés à ces activités compte tenu toutefois des responsabilités confiées au personnel de cadre et de gérance des services de l'équipement.

**Qualifications minimales requises :**

- Diplôme d'études collégiales avec option appropriée notamment en techniques administratives.

- 6 années d'expérience pertinente.

ou

- Diplôme de secondaire V.

- 10 années d'expérience pertinente.

**6) Contremaître :**

L'emploi de contremaître comporte l'exercice des fonctions de la gestion requises pour coordonner les activités techniques, administratives et manuelles nécessaires à la réalisation des programmes de l'organisme dans un secteur donné d'un service auxiliaire ou dans une unité administrative telle qu'une école, un service.

Le contremaître assume notamment les responsabilités suivantes :

- superviser et contrôler l'application des systèmes et procédures approuvés pour la réalisation des activités d'un secteur donné ;

- établir le calendrier des opérations ;

- diriger, contrôler et évaluer le personnel de soutien affecté à son secteur.

Cette sous-catégorie d'emplois de gérants comprend les corps d'emplois suivants :

6.1 contremaître d'entretien ;

6.2 adjoint au régisseur des services du transport ;

6.3 chef magasinier ;

6.4 chef de cuisine et cafétéria ;

6.5 chef de secrétariat ;

6.6 agent d'administration.

**6.1 Contremaître d'entretien :** L'emploi de contremaître d'entretien comporte l'exercice des fonctions d'organisation, de direction et de contrôle des activités manuelles requises pour la réalisation des programmes d'entretien préventif, d'entretien ménager, d'entretien physique, d'entretien mécanique de l'équipement.

Cet emploi comporte la direction et l'évaluation des employés de l'organisme affectés à ces programmes.

L'emploi de contremaître d'entretien comprend :

**6.1.1 Contremaître d'entretien spécialisé :** Cette classe convient à l'emploi de contremaître d'entretien responsable d'une équipe majoritairement composée d'ouvriers qualifiés (menuisier, mécanicien, plombier, électricien) et dont les activités manuelles appartiennent généralement à des métiers spécialisés.

**6.1.2 Contremaître d'entretien général :** Cette classe convient à l'emploi de contremaître d'entretien responsable d'une équipe composée exclusivement ou presque exclusivement d'employés (aide-domestique, manoeuvre) généralement affectés aux activités manuelles de métiers non spécialisés.

**Qualifications minimales requises :**

- Certificat de qualification valide pour l'exercice d'un métier pertinent à l'emploi.
- 5 années d'expérience pertinente.

**6.2 Adjoint au régisseur des services du transport :** L'emploi d'adjoint au régisseur des services du transport comporte la coordination, la supervision et le contrôle des activités et de l'application des systèmes et procédures ayant trait à un aspect donné du transport notamment les circuits de transport, les contrats de transport.

Cet emploi comporte la direction et l'évaluation des employés de l'organisme affectés à ces activités.

**Qualifications minimales requises :**

- Diplôme d'études collégiales avec option appropriée.
- 4 années d'expérience pertinente.

ou

- Diplôme de secondaire V.
- 8 années d'expérience pertinente.

**6.3 Chef magasinier :** L'emploi de chef magasinier comporte l'exercice des fonctions de la gestion requises pour assurer dans l'ensemble de l'organisme l'application des systèmes et procédures ayant trait notamment à la réception, l'entreposage, la distribution, l'inventaire des marchandises et l'organisation et le fonctionnement des magasins.

Cet emploi comporte la direction et l'évaluation du personnel affecté à ces activités.

**Qualifications minimales requises :**

- Diplôme d'études collégiales avec option appropriée notamment en techniques administratives.
- 4 années d'expérience pertinente.

ou

- Diplôme de secondaire V avec option appropriée notamment en commerce.
- 8 années d'expérience pertinente.

**6.4 Chef de cuisine et cafétéria :** L'emploi de chef de cuisine et cafétéria comporte l'exercice des fonctions de la gestion requises pour coordonner les activités techniques, administratives et manuelles ayant trait à l'organisation et au fonctionnement des services alimentaires d'une institution, notamment sous les aspects de la programmation des menus, la préparation des aliments, l'achat des marchandi-

ses, l'administration du budget, l'entretien des locaux et de l'équipement.

Cet emploi comporte la direction et l'évaluation des employés de l'organisme affectés à ces activités.

**Qualifications minimales requises :**

- Diplôme de secondaire V avec option se rapportant à l'alimentation.

- 5 années d'expérience pertinente.

ou

- Diplôme d'études collégiales avec option appropriée.
- 4 années d'expérience pertinente.

**6.5 Chef de secrétariat :** L'emploi de chef de secrétariat comporte l'exercice des fonctions de la gestion requises pour organiser, coordonner et contrôler le travail d'employés de secrétariat et pour diriger et évaluer ce personnel, compte tenu des systèmes et procédures approuvés.

Cet emploi comporte la direction et l'évaluation d'un certain nombre d'employés de soutien.

**Qualifications minimales requises :**

- Diplôme d'études collégiales avec option appropriée, notamment en techniques de secrétariat.

- 3 années d'expérience pertinente.

ou

- Diplôme de secondaire V avec option appropriée.
- 6 années d'expérience pertinente.

**6.6 Agent d'administration :** L'emploi d'agent d'administration comporte l'exercice des fonctions requises pour assurer l'organisation, la direction et le contrôle d'activités techniques et administratives déterminées dans une ou plusieurs unités administratives de l'organisme, notamment en ce qui a trait à la préparation technique du budget, à la surveillance des fonds conformément au budget approuvé, aux écritures comptables, à l'acheminement des réquisitions, à la réception, la distribution et l'entreposage des marchandises, à l'utilisation et l'entretien de l'équipement de bureau.

Cet emploi comporte la direction et l'évaluation d'un certain nombre d'employés de soutien.

**Qualifications minimales requises :**

- Diplôme d'études collégiales avec option appropriée, notamment en techniques administratives.

- 4 années d'expérience pertinente.

ou

- Diplôme de secondaire V avec option appropriée.
- 8 années d'expérience pertinente.

**7) Surveillant des travaux de construction :**  
(Écoles secondaires polyvalentes)

**Attributions de la fonction :**

Conformément aux politiques du ministère et aux politiques de la commission et compte tenu des responsabilités contractuelles inscrites aux contrats intervenus ou à intervenir entre le propriétaire, d'une part et les professionnels et l'entrepreneur général, d'autre part, le surveillant des travaux de construction assume, sous l'autorité du directeur des services de l'équipement, les responsabilités qui lui sont confiées relativement à la surveillance de la construction d'une ou plusieurs écoles secondaires polyvalentes.

Il vérifie si l'immeuble s'érige conformément aux plans et devis approuvés par le propriétaire et acceptés par le ministère.

Il vérifie toutes les activités et les événements du cheminement du projet ; il vérifie si l'échéancier est respecté par toutes les parties.

Il vérifie toute modification au contrat et fait les recommandations appropriées.

Il vérifie si l'installation des services municipaux (eau, égouts, voirie, etc.) des services électriques, des services téléphoniques, etc., se fait d'une façon ordonnée, en temps et lieux, avec les organismes concernés.

Il inscrit toute modification aux plans de construction telle qu'exigée, signifiée par les professionnels (architectes et/ou ingénieurs) et exécutée par l'entrepreneur. Il produit les plans ainsi modifiés et exécutés, au complet, à la fin des travaux.

Il prépare le programme d'entretien physique, ménager et préventif approprié à chaque école secondaire polyvalente selon les exigences inscrites aux devis d'une part et selon les recommandations des manufacturiers d'autre part.

Il participe aux réunions de chantier.

Il produit, régulièrement et sur demande, tout rapport requis par la commission concernant l'état des travaux.

Il vérifie si toute imperfection résultant de la construction est corrigée par l'entrepreneur avant l'acceptation finale de la construction et, à cette fin, il maintient à jour la liste complète des corrections à apporter.

Il assume toute autre tâche que peut lui confier son supérieur immédiat relativement à la surveillance de la construction de la ou desdites école(s) secondaire(s) polyvalente(s) pour laquelle ou lesquelles il a été engagé.

Le poste de surveillant des travaux de construction est un poste temporaire qui ne fait pas partie des plans de classification.

**7.1 Surveillant des travaux de construction classe I :**

**Description des tâches :**

Le surveillant de la classe I, en raison de sa formation et de son expérience, remplit les attributions de sa fonction d'une façon autonome sur le plan des techniques et des méthodes de travail.

**Qualifications requises :**

- Diplôme universitaire en génie ou en architecture.
- 5 années d'expérience dont au moins 2 ans d'expérience pertinente dans la construction de tels immeubles.

**7.2 Surveillant des travaux de construction classe II :**

**Description des tâches :**

Le surveillant de la classe II, en raison de sa formation, de sa compétence et de son expérience, remplit les attributions de sa fonction sous la surveillance directe de son supérieur immédiat, lequel a la responsabilité de définir le plan des techniques et des méthodes de travail.

**Qualifications requises :**

- Certificat de qualification valide pour l'exercice d'un métier de la construction avec un minimum de 12 ans de scolarité.
- 10 ans d'expérience dont 5 ans dans la gérance de travaux généraux (entreprise générale) de construction d'écoles secondaires polyvalentes ou d'édifices semblables.

**ANNEXE 2**

(a. 112, 113 et 148)

**PLANS DE CLASSIFICATION  
(CLASSIFICATION ET CLASSES) POUR LE  
PERSONNEL DE CADRE DES SERVICES**

**Tableau 1**

Classification des postes de cadre des commissions dispensant l'enseignement primaire.

**Tableau 2**

Classification des postes de cadre des commissions dispensant l'enseignement secondaire.

**Tableau 3**

Classification des postes de cadre des commissions dispensant l'enseignement primaire et secondaire.

**Tableau 4**

Classification des postes de cadre des commissions dispensant les services de l'éducation des adultes.

**Tableau 5**

Classification des postes de cadre à plein temps des centres d'éducation des adultes.

**Pour le personnel de gérance :**

**Tableau 6**

Classification des postes de gérance des commissions dispensant l'enseignement primaire.

**Tableau 7**

Classification des postes de gérance des commissions dispensant l'enseignement secondaire.

**Tableau 8**

Classification des postes de gérance des commissions dispensant l'enseignement primaire et secondaire.

**Pour le personnel de cadre des écoles :**

**Tableau 9**

Classification des postes de cadre des écoles (primaire et secondaire).

**Tableau 10**

Classification des postes de cadre des écoles (secondaire).

**Tableau 1**

### PLAN DE CLASSIFICATION DES POSTES DE CADRE DES COMMISSIONS DISPENSANT L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

Postes	Classification
Directeur des services de l'enseignement	D-1
Directeur des services aux étudiants	D-2
Directeur des services financiers	D-2
Directeur des services du personnel	D-2

Directeur des services de l'équipement	D-2
Secrétaire général	D-3

Coordonnateur de l'enseignement primaire	C-1
Coordonnateur en adaptation scolaire	C-1
Coordonnateur de moyens d'enseignements A et B	C-2
Coordonnateur de services du personnel	C-2
Coordonnateur de services financiers	C-2
Coordonnateur de services de l'équipement	C-2

### Classes (nombre d'élèves)

Classe I	Classe II	Classe III	Classe IV	Classe V
1 499 et moins	1 500-2 999	3 000-6 999	7 000-11 999	12 000 et plus

**Tableau 2**

### PLAN DE CLASSIFICATION DES POSTES DE CADRE DES COMMISSIONS DISPENSANT L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Postes	Classification
Directeur des services de l'enseignement	D-1
Directeur des services aux étudiants	D-2
Directeur des services financiers	D-2
Directeur des services du personnel	D-2
Directeur des services de l'équipement	D-2
Le secrétaire général	D-3
Le coordonnateur de l'enseignement général	C-1
Le coordonnateur de l'enseignement professionnel	C-1

Le coordonnateur en adaptation scolaire	C-1	Le directeur des services de l'équipement	D-2			
Le coordonnateur de l'enseignement primaire	C-1	Le secrétaire général	D-3			
Le coordonnateur de moyens d'enseignement A et B	C-2					
Le coordonnateur de la mesure et l'évaluation	C-2	Le coordonnateur de l'enseignement général	C-1			
Le coordonnateur de services aux étudiants	C-2	Le coordonnateur de l'enseignement professionnel	C-1			
Le coordonnateur de services du personnel	C-2	Le coordonnateur en adaptation scolaire	C-1			
Le coordonnateur de services financiers	C-2	Le coordonnateur de l'enseignement primaire	C-1			
Le coordonnateur de services de l'équipement	C-2	Le coordonnateur de moyens d'enseignement A et B	C-2			
Le coordonnateur de l'informatique	C-2	Le coordonnateur de la mesure et de l'évaluation	C-2			
<b>Classes (nombre d'élèves)</b>		Le coordonnateur de services aux étudiants	C-2			
		Le coordonnateur de services financiers	C-2			
Classe I	Classe II	Classe III	Classe IV	Classe V	Le coordonnateur de services du personnel	C-2
6 999 et moins	7 000-11 999	12 000-17 999	18 000-24 999	25 000 et plus	Le coordonnateur de services de l'équipement	C-2
					Le coordonnateur de l'informatique	C-2

### Tableau 3

PLAN DE CLASSIFICATION DES POSTES DE CADRE DES COMMISSIONS DISPENSANT L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE	Classes (nombre d'élèves)				
	Classe I 6 999 et moins	Classe II 7 000- 11 999	Classe III 12 000- 17 999	Classe IV 18 000- 24 999	Classe V 25 000- 32 999

Postes	Classification
Le directeur des services de l'enseignement	D-1
Le directeur des services de l'enseignement primaire	D-1
Le directeur des services de l'enseignement secondaire	D-1
Le directeur des services aux étudiants	D-2
Le directeur des services financiers	D-2
Le directeur des services du personnel	D-2



**Tableau 4****PLAN DE CLASSIFICATION DES POSTES DE CADRE DES COMMISSIONS DISPENSANT LES SERVICES DE L'ÉDUCATION DES ADULTES**

Postes	Classification	Classes (heures-groupes de formation)					
		Classe I 10 000 et moins	Classe II 10 000-19 999	Classe III 20 000-34 999	Classe IV 35 000-54 999	Classe V 55 000-79 999	Classe VI 80 000 et plus
Directeur des services de l'éducation des adultes	DEA-1	cl. I	cl. II	cl. III	cl. IV	cl. V	cl. VI
Coordonnateur de l'éducation des adultes	CEA-1	cl. I	cl. II	cl. III	cl. IV	cl. V	cl. VI

Selon la décision de la commission quant au niveau de poste, la classification de l'actuel responsable de l'éducation des adultes sera modifié de EA-1 à DEA-1 ou CEA-1, ce qui ne doit pas être considéré comme une promotion au sens de régime d'administration des traitements.

**Tableau 5****PLAN DE CLASSIFICATION DES POSTES DE CADRE À PLEIN TEMPS DES CENTRES D'ÉDUCATION DES ADULTES**

Postes	Classification Niveau 1	Classes (heures-groupes de formation)					
		Classe I 7 000-9 999	Classe II 10 000-15 999	Classe III 16 000-23 999	Classe IV 24 000-35 999	Classe V 36 000-53 999	Classe VI 54 000 et plus
Directeur de centre d'éducation des adultes	DCA	cl. I	cl. II	cl. III	cl. IV	cl. V	cl. VI

Postes	Classification Niveau 2	Classes (heures-groupes de formation)		
		Classe I 22 000-33 999	Classe II 34 000-53 999	Classe III 54 000 et plus
Directeur adjoint de centre d'éducation des adultes	DACA	cl. I	cl. II	cl. III

Tableau 6

**PLAN DE CLASSIFICATION DES POSTES DE GÉRANCE DES COMMISSIONS DISPENSANT  
L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE**

Postes	Classification	Classes (nombre d'élèves)				
		Classe I 1 499 et moins	Classe II 1 500-2 999	Classe III 3 000-6 999	Classe IV 7 000-11 999	Classe V 12 000 et plus
Régisseur des services de l'équipement	R-1	N.A.	cl. II	cl. III	cl. IV	N.A.
Régisseur des services de l'entretien	R-4	N.A.	N.A.	N.A.	cl. IV	cl. V
Régisseur des services de l'approvisionnement	R-5	N.A.	N.A.	N.A.	cl. IV	cl. V
		Classes (pieds carrés) 200 000 – 399 999'C pieds carrés				400 000'C et plus
Contremaître d'entretien (général)	CO-3	cl. I				cl. II
Contremaître d'entretien (spécialisé)	CO-2	Classe unique				
Agent d'administration	CO-5	Classe unique				
Chef de secrétariat	CO-6	Classe unique				

Tableau 7

**PLAN DE CLASSIFICATION DES POSTES DE GÉRANCE DES COMMISSIONS DISPENSANT L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE**

Postes	Classifications	Classes (nombre d'élèves)				
		Classe I 3 000-6 999	Classe II 7 000-11 999	Classe III 12 000-17 999	Classe IV 18 000-24 999	Classe V 25 000 et plus
Régisseur des services de l'équipement	R-1	cl. I	cl. II	N.A.	N.A.	N.A.
Régisseur des services de l'entretien	R-4	N.A.	cl. II	cl. III	cl. IV	cl. V
Régisseur des services de l'approvisionnement	R-5	cl. I	cl. II	cl. III	cl. IV	cl. V
Chef magasinier	CO-4	N.A.	N.A.	N.A.	cl. IV	cl. V
		Classes (élèves transportés)				
		Classe I 3 000-6 999	Classe II 7 000-11 999	Classe III 12 000-17 999	Classe IV 18 000-24 999	Classe V 25 000 et plus
Régisseur des services du transport	R-2	cl. I	cl. II	cl. III	cl. IV	cl. V
Adjoint au régisseur des services du transport	CO-1	N.A.	cl. II	cl. III	cl. IV	cl. V
		Classes (pieds carrés)				
		200 000 – 399 999'C				400 000'C et plus
Contremaître d'entretien (général)	CO-3	cl. I				cl. II
Contremaître d'entretien (spécialisé)	CO-2	Classe unique				
		Classes (nombre de repas/jour)				
		Classe I 5 999 et moins				Classe II 6 000 et plus
Régisseur des services alimentaires	R-6	cl. I				cl. II
		Classes (établissements)				
		Classe I c.f. règles administratives		Classe II 250-499 lits ou centre athlétique		Classe III 500 lits et plus ou complexe sportif
Régisseur des services communautaires	R-7	cl. I		cl. II		cl. III
Agent d'administration	CO-5	Classe unique				
Chef de secrétariat	CO-6	Classe unique				
Chef de cuisine et de cafétaria	CO-7	Classe unique				
		Classes (nombre d'élèves/écoles)				
		Classe I 1 200-1 999		Classe II 2 000-3 199		Classe III 3 200 et plus
Adjoint administratif d'établissement	R-3	cl. I		cl. II		cl. III

Tableau 8

**PLAN DE CLASSIFICATION DES POSTES DE GÉRANCE DES COMMISSIONS DISPENSANT L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE**

Postes	Classifications	Classes (nombre d'élèves)				
		Classe I 6 999 et moins	Classe II 7 000-11 999	Classe III 12 000-17 999	Classe IV 18 000-24 999	Classe V 25 000-32 999
Régisseur des services de l'équipement	R-1	cl. I	cl. II	cl. III	N.A.	N.A.
Régisseur des services de l'entretien	R-4	N.A.	cl. II	cl. III	cl. IV	cl. V
Régisseur des services de l'approvisionnement	R-5	N.A.	cl. II	cl. III	cl. IV	cl. V
Chef magasinier	CO-4	N.A.	N.A.	N.A.	cl. IV	cl. V
		Classes (élèves transportés)				
		Classe I 3 000-6 999	Classe II 7 000-11 999	Classe III 12 000-17 999	Classe IV 18 000-24 999	Classe V 25 000 et plus
Régisseur des services du transport	R-2	cl. I	cl. II	cl. III	cl. IV	cl. V
Adjoint au régisseur des services du transport	CO-1	N.A.	cl. II	cl. III	cl. IV	cl. V
		Classes (pieds carrés)				
		200 000 – 399 999'C pieds carrés				
Contremaître d'entretien (général)	CO-3	cl. I				400 000'C et plus
Contremaître d'entretien (spécialisé)	CO-2	Classe unique				
		Classes (nombre de repas/jour)				
		Classe I 3 000 à 5 999				Classe II 6 000 et plus
Régisseur des services alimentaires	R-6	cl. I				cl. II
		Classes (établissements)				
		Classe I c.f. règles administratives	Classe II 250-499 lits ou centre athlétique			
Régisseur des services communautaires	R-7	cl. I	cl. II			cl. III
Agent d'administration	CO-5	Classe unique				
Chef de secrétariat	CO-6	Classe unique				
Chef de cuisine et de cafétaria	CO-7	Classe unique				
		Classes (nombre d'élèves/écoles)				
		Classe I 1 200-1 999	Classe II 2 000-3 199			
Adjoint administratif d'établissement	R-3	cl. I	cl. II			cl. III

**Tableau 9****PLAN DE CLASSIFICATION DES POSTES DE CADRE DES ÉCOLES (PRIMAIRE ET SECONDAIRE)**

Postes	Classification Niveau 1	Classes (nombre d'élèves/écoles)				
		Classe I 499 et moins	Classe II 500-1 099	Classe III 1 100-1 999	Classe IV 2 000-3 199	Classe V 3 200 et plus
Directeur d'école primaire	P(él.)	cl. I	cl. II	cl. III	N.A.	N.A.
Directeur d'école (secondaire)	P(sec.)	cl. I	cl. II	cl. III	cl. IV	cl. V
Postes	Classification Niveau 2	Classe I 500-1 099		Classe II 1 100-1 999		Classe III 2 000 et plus
Directeur adjoint d'école primaire	P.A.(él.)			Classe unique		
Directeur adjoint d'école (secondaire)	P.A.(sec.)	cl. I		cl. II		cl. III

**Tableau 10****PLAN DE CLASSIFICATION DES POSTES DE CADRE DES ÉCOLES**

Postes	Classification Niveau 2	Classe I 500-1 099	Classe II 1 100-1 999	Classe III 2 000 et plus
Directeur adjoint d'école (secondaire) P.A.1	P.A.1	N.A.	cl. II	cl. III
Directeur adjoint d'école (secondaire) P.A.2	P.A.2	Classe unique		

Ce plan de classification s'applique seulement lorsque la commission est autorisée à expérimenter une formule d'encadrement différente de celles sous-jacentes aux règles administratives régissant le personnel de la direction des écoles conformément au document numéro 8 de la politique administrative et salariale relatif aux règles administratives 1976-77.

**ANNEXE 3**  
(a. 126 et 127)

**ÉCHELLES DE TRAITEMENTS**  
**Liste des tableaux**

	<i>Tableaux (30 juin 1979)</i>	<i>Tableaux (1979/80)</i>	<i>Tableaux (1980/81)</i>
<b>Cadres</b>			
Les cadres des commissions scolaires dispensant l'enseignement primaire seulement.	I	VII	XVI
Les cadres des commissions scolaires régionales ou des commissions scolaires dispensant l'enseignement primaire et secondaire.	II	VIII	XVII
Les cadres des services de l'éducation des adultes des commissions.	III	IX	XVIII
Les cadres à plein temps des centres d'éducation des adultes des commissions.	IV	X	XIX
<b>Gérants</b>			
Les gérants des commissions scolaires dispensant l'enseignement primaire seulement.	N/A	XI	XX
Les gérants des commissions scolaires régionales ou des commissions scolaires dispensant l'enseignement primaire et secondaire.	N/A	XII	XXI
Le surveillant des travaux de construction.	N/A	XIII	XXII
Les directeurs d'écoles secondaires.	V	XIV	XXIII
Les directeurs adjoints d'écoles secondaires.	V	XIV	XXIII
Les directeurs d'écoles primaires.	V	XIV	XXIII
Les directeurs adjoints d'écoles primaires.	V	XIV	XXIII
Les principaux adjoints (PA-1 et PA-2)	VI	XV	XXIV

**TABLEAU I****CADRES DES COMMISSIONS SCOLAIRES DISPENSANT L'ENSEIGNEMENT  
PRIMAIRE SEULEMENT****Échelles de traitements rajustées au 30 juin 1979**

<i>Classification</i>	<i>Traitement</i>	<i>Classe I</i>	<i>Classe II</i>	<i>Classe III</i>	<i>Classe IV</i>	<i>Classe V</i>
		<i>1 499 et moins</i>	<i>1 500 — 2 999</i>	<i>3 000 — 6 999</i>	<i>7 000 — 11 999</i>	<i>12 000 et plus</i>
D1	Maximum	33 664 S	36 357 S	38 902 S	39 680 S	40 473 S
	Minimum	22 443	24 238	25 935	26 453	26 983
D2	Maximum	32 336	34 923	37 368	38 115	38 877
	Minimum	21 557	23 282	24 912	25 410	25 918
D3	Maximum	29 071	31 397	33 595	34 267	34 952
	Minimum	19 381	20 931	22 396	22 844	23 301
C1	Maximum			34 734	35 428	36 137
	Minimum			23 156	23 619	24 092
C2	Maximum			33 364	34 031	34 712
	Minimum			22 243	22 688	23 141

**TABLEAU II****CADRES DES COMMISSIONS SCOLAIRES RÉGIONALES OU DES COMMISSIONS SCOLAIRES DISPENSANT L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE****Échelles de traitements rajustées au 30 juin 1979**

<i>Classification</i>	<i>Traitement</i>	<i>Classe I</i>	<i>Classe II</i>	<i>Classe III</i>	<i>Classe IV</i>	<i>Classe V</i>
		<i>6 999 et moins</i>	<i>7 000 — 11 999</i>	<i>12 000 — 17 999</i>	<i>18 000 — 24 999</i>	<i>25 000 et plus</i>
D1	Maximum	39 291 S	40 076 S	40 878 S	41 696 S	42 530 S
	Minimum	26 194	26 718	27 252	27 797	28 353
D2	Maximum	37 742	38 497	39 267	40 052	40 853
	Minimum	25 161	25 665	26 178	26 701	27 235
D3	Maximum	33 931	34 610	35 302	36 008	36 728
	Minimum	22 621	23 073	23 534	24 005	24 485
C1	Maximum	35 081	35 783	36 498	37 229	37 973
	Minimum	23 387	23 855	24 332	24 819	25 315
C2	Maximum	33 698	34 372	35 059	35 760	36 475
	Minimum	22 465	22 915	23 373	23 840	24 317

**TABLEAU III****CADRES DES SERVICES D'ÉDUCATION DES ADULTES DES COMMISSIONS SCOLAIRES****Échelles de traitements rajustées au 30 juin 1979**

<i>Classification</i>	<i>Traitement</i>	<i>Classe I</i>	<i>Classe II</i>	<i>Classe III</i>	<i>Classe IV</i>	<i>Classe V</i>	<i>Classe VI</i>
		<i>9 999 et —</i>	<i>10 000 — 19 999</i>	<i>20 000 — 34 999</i>	<i>35 000 — 54 999</i>	<i>55 000 — 79 999</i>	<i>80 000 et plus</i>
DEA1	Maximum	37 765 S	38 520 S	39 291 S	40 076 S	40 878 S	41 696 S
	Minimum	25 177	25 680	26 194	26 718	27 252	27 797
CEA1	Maximum	33 719	34 394	35 081	35 783	36 498	37 229
	Minimum	22 479	22 929	23 387	23 855	24 332	24 819



## TABLEAU IV

## CADRES À PLEIN TEMPS DES CENTRES D'ÉDUCATION DES ADULTES DES COMMISSIONS SCOLAIRES

Échelles de traitements rajustées au 30 juin 1979

<i>Classification</i>	<i>Traitement</i>	<i>Classe I</i>	<i>Classe II</i>	<i>Classe III</i>	<i>Classe IV</i>	<i>Classe V</i>	<i>Classe VI</i>
		7 000 — 9 999	10 000 — 15 999	16 000 — 23 999	24 000 — 35 999	36 000 — 53 999	54 000 et +
		<i>H-G/F</i>	<i>H-G/F</i>	<i>H-G/F</i>	<i>H-G/F</i>	<i>H-G/F</i>	<i>H-G/F</i>
Directeur de centre (à plein temps) DCA	Maximum	30 103 S	31 607 S	33 189 S	34 789 S	36 375 S	38 037 S
	Minimum	20 069	21 071	22 126	23 193	24 250	25 358

<i>Classification</i>	<i>Traitement</i>	<i>Classe I</i>	<i>Classe II</i>	<i>Classe III</i>
		22 000 — 33 999	34 000 — 53 999	54 000 et +
		<i>H-G/F</i>	<i>H-G/F</i>	<i>H-G/F</i>
Directeur adjoint de centre (à plein temps) DACA	Maximum	30 103 S	31 607 S	33 189 S
	Minimum	20 069	21 071	22 126

**TABLEAU V****PERSONNEL DE LA DIRECTION DES ÉCOLES****Échelles de traitements rajustées au 30 juin 1979**

<i>Classification</i>	<i>Traitement</i>	<i>Classe I</i> <i>499 et -</i>	<i>Classe II</i> <i>500 — 1 099</i>	<i>Classe III</i> <i>1 100 — 1 999</i>	<i>Classe IV</i> <i>2 000 — 3 199</i>	<i>Classe V</i> <i>3 200 et plus</i>
Principal primaire (P)	Maximum	32 308 S	33 926 S	35 484 S	n.a.	n.a.
	Minimum	21 539	22 617	23 656		
Principal secondaire (P)	Maximum	33 267	34 885	38 062	39 715 S	41 413 S
	Minimum	22 178	23 256	25 375	26 477	27 609

Principal adjoint primaire (P.A.)	Maximum	30 881 S				
	Minimum	Classe unique 20 587				
Principal adjoint secondaire (P.A.)	Maximum	<i>Classe I</i> <i>500 — 1 099</i>	<i>Classe II</i> <i>1 100 — 1 999</i>	<i>Classe III</i> <i>2 000 et +</i>		
		30 881 S	32 487 S	34 885 S		
	Minimum	20 587	21 658	23 256		

**TABLEAU VI****PERSONNEL DE LA DIRECTION DES ÉCOLES****Échelles de traitements rajustées au 30 juin 1979**

<i>Classification</i>	<i>Traitement</i>	<i>Classe I</i> <i>500 — 1 099</i>	<i>Classe II</i> <i>1 100 — 1 999</i>	<i>Classe III</i> <i>2 000 et +</i>
Principal adjoint d'école secondaire : P.A. 1	Maximum	n.a.	34 106 S	37 343 S
	Minimum		22 737	24 895
Principal adjoint d'école secondaire : P.A. 2	Maximum	Classe unique 30 881		
	Minimum	20 587		

## TABLEAU VII

## CADRES DES COMMISSIONS SCOLAIRES DISPENSANT L'ENSEIGNEMENT

## PRIMAIRE SEULEMENT

## Échelles de traitements 1979-1980

Classification	Traitement	Classe I	Classe II	Classe III	Classe IV	Classe V
		1 499 et moins	1 500 — 2 999	3 000 — 6 999	7 000 — 11 999	12 000 et +
D1	Maximum	36 020 \$	38 902 \$	41 625 \$	42 458 \$	43 306 \$
	Minimum	24 014	25 935	27 750	28 305	28 872
D2	Maximum	34 600	37 368	39 984	40 783	41 598
	Minimum	23 066	24 913	26 656	27 189	27 732
D3	Maximum	31 106	33 595	35 947	36 666	37 399
	Minimum	20 738	22 396	23 964	24 443	24 932
C1	Maximum			37 165	37 908	38 667
	Minimum			24 777	25 272	25 778
C2	Maximum			35 699	36 413	37 142
	Minimum			23 800	24 276	24 761

**TABLEAU VIII**
**CADRES DES COMMISSIONS SCOLAIRES RÉGIONALES OU DES  
COMMISSIONS SCOLAIRES DISPENSANT L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET  
SECONDAIRE**
**Échelles de traitements 1979-1980**

Classification	Traitement	Classe I	Classe II	Classe III	Classe IV	Classe V
		6 999 et moins	7 000 — 11 999	12 000 — 17 999	18 000 — 24 999	25 000 et +
D1	Maximum	42 041 S	42 881 S	43 739 S	44 615 S	45 507 S
	Minimum	28 028	28 588	29 160	29 743	30 338
D2	Maximum	40 384	41 192	42 016	42 856	43 713
	Minimum	26 922	27 462	28 010	28 570	29 141
D3	Maximum	36 306	37 033	37 773	38 529	39 299
	Minimum	24 204	24 688	25 181	25 685	26 199
C1	Maximum	37 537	38 288	39 053	39 835	40 631
	Minimum	25 024	25 525	26 035	26 556	27 087
C2	Maximum	36 057	36 778	37 513	38 263	39 028
	Minimum	24 038	24 519	25 009	25 509	26 019

**TABLEAU IX**
**CADRES DES SERVICES D'ÉDUCATION DES ADULTES  
DES COMMISSIONS SCOLAIRES**
**Échelles de traitements 1979-1980**

Classification	Traitement	Classe I	Classe II	Classe III	Classe IV	Classe V	Classe VI
		9 999 et -	10 000 — 19 999	20 000 — 34 999	35 000 — 54 999	55 000 — 79 999	80 000 et plus
DEA1	Maximum	40 409 S	41 216 S	42 041 S	42 881 S	43 739 S	44 615 S
	Minimum	26 939	27 478	28 028	28 588	29 160	29 743
CEA1	Maximum	36 079	36 802	37 537	38 288	39 053	39 835
	Minimum	24 053	24 534	25 024	25 525	26 035	26 556

## TABLEAU X

CADRES À PLEIN TEMPS DES CENTRES D'ÉDUCATION DES ADULTES DES  
COMMISSIONS SCOLAIRES

Échelles de traitements 1979-1980

		<i>Classe I</i>	<i>Classe II</i>	<i>Classe III</i>	<i>Classe IV</i>	<i>Classe V</i>	<i>Classe VI</i>
<i>Classification</i>	<i>Traitement</i>	7 000 — 9 999	10 000 — 15 999	16 000 — 23 999	24 000 — 35 999	36 000 — 53 999	54 000 et +
		<i>H-G/F</i>	<i>H-G/F</i>	<i>H-G/F</i>	<i>H-G/F</i>	<i>H-G/F</i>	<i>H-G/F</i>
Directeur de centre (à plein temps)							
DCA	Maximum	32 210 S	33 819 S	35 512 S	37 224 S	38 921 S	40 700 S
	Minimum	21 474	22 546	23 675	24 817	25 948	27 133

		<i>Classe I</i>	<i>Classe II</i>	<i>Classe III</i>
<i>Classification</i>	<i>Traitement</i>	22 000 — 33 999	34 000 — 53 999	54 000 et +
		<i>H-G/F</i>	<i>H-G/F</i>	<i>H-G/F</i>
Directeur adjoint de centre (à plein temps)				
DACA	Maximum	32 210 S	33 819 S	35 512 S
	Minimum	21 474	22 546	23 675

**TABEAU XI**
**GÉRANTS DES COMMISSIONS SCOLAIRES DISPENSANT  
L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE SEULEMENT**  
**Échelles de traitements 1979-1980**

<i>Classification</i>	<i>Traitement</i>	<i>Classe I</i> <i>1 499 et moins</i>	<i>Classe II</i> <i>1 500 — 2 999</i>	<i>Classe III</i> <i>3 000 — 6 999</i>	<i>Classe IV</i> <i>7 000 — 11 999</i>	<i>Classe V</i> <i>12 000 et plus</i>
R-1	Maximum	n.a.	26 359 \$	27 707 \$	29 118 \$	n.a.
	Minimum		19 690	20 652	21 678	
R-4	Maximum	n.a.	n.a.	n.a.	25 269	26 488 \$
	Minimum				18 215	19 112
R-5	Maximum	n.a.	n.a.	n.a.	23 409	24 564
	Minimum				18 086	18 984
CO-3	Maximum	<i>Classe I</i> <i>200 000 pi<sup>2</sup> à 399 999 pi<sup>2</sup></i>			<i>Classe II</i> <i>400 000 pi<sup>2</sup> et plus</i>	
		19 860 \$			21 250 \$	
		16 549			17 706	
CO-2	Maximum	23 480 \$				
	Minimum	Classe unique 19 567				
CO-5	Maximum	22 394				
	Minimum	Classe unique 17 208				
CO-6	Maximum	18 883				
	Minimum	Classe unique 13 977				

**TABLEAU XII**

**GÉRANTS DES COMMISSIONS SCOLAIRES RÉGIONALES OU DES  
COMMISSIONS SCOLAIRES DISPENSANT L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE  
Échelles de traitements 1979-1980**

Classification	Traitement	Classe I	Classe II	Classe III	Classe IV	Classe V
		3 000 — 6 999	7 000 — 11 999	12 000 — 17 999	18 000 — 24 999	25 000 et plus
R-1	Maximum	28 476 S	29 887 S	31 363 S	n.a.	n.a.
	Minimum	21 229	22 319	23 409		
R-4	Maximum	n.a.	25 911	27 194	28 604 S	30 016 S
	Minimum		18 664	19 626	20 588	22 703
R-5	Maximum	22 897	24 051	25 205	26 488	27 835
	Minimum	17 574	18 471	19 369	20 390	21 357
CO-4	Maximum	n.a.	n.a.	n.a.	21 674	22 758
	Minimum				17 451	18 322
		Classes (élèves transportés)				
		Classe I	Classe II	Classe III	Classe IV	Classe V
		3 000 — 6 999	7 000 — 11 999	12 000 — 17 999	18 000 — 24 999	25 000 et plus
R-2	Maximum	27 001 S	28 348 S	29 759 S	31 234 S	32 837 S
	Minimum	18 022	18 920	19 817	20 845	21 871
CO-1	Maximum	n.a.	21 406	22 476	23 601	24 781
	Minimum		17 209	18 070	18 973	19 922

TABLEAU XII (suite)

**GÉRANTS DES COMMISSIONS SCOLAIRES RÉGIONALES OU DES  
COMMISSIONS SCOLAIRES DISPENSANT L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE  
Échelles de traitements 1979-1980**

Classification	Traitement	Classes		
CO-3	Maximum	Classe I 200 000 pi <sup>2</sup> à 399 999 pi <sup>2</sup>		Classe II 400 000 pi <sup>2</sup> et plus
		19 860 S		21 250 S
	Minimum	16 549		17 706
CO-2	Maximum	23 480 S		
	Minimum	Classe unique 19 567		
R-6	Maximum	Classe I 5 999 repas/jour et moins		Classe II 6 000 et plus repas/jour
		25 847 S		29 695 S
	Minimum	18 150		20 845
R-7	Maximum	Classe I	Classe II 250 — 499 lits ou centre athlétique	Classe III 500 lits et plus ou complexe sportif
		22 512 S	24 821 S	27 258 S
	Minimum	17 317	19 048	20 972
CO-5	Maximum	22 394		
	Minimum	Classe unique 17 208		



**TABLEAU XII (suite)****GÉRANTS DES COMMISSIONS SCOLAIRES RÉGIONALES OU DES COMMISSIONS SCOLAIRES DISPENSANT L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE****Échelles de traitements 1979-1980**

<i>Classification</i>	<i>Traitement</i>	<i>Classes</i>		
CO-6	Maximum	Classe unique	18 883 \$	
	Minimum		13 977	
CO-7	Maximum	Classe unique	18 244	
	Minimum		15 204	
		<i>Classe I</i> <i>1 200 — 1 999</i>	<i>Classe II</i> <i>2 000 — 3 199</i>	<i>Classe III</i> <i>3 200 et plus</i>
R-3	Maximum	24 115 \$	26 488 \$	29 118 \$
	Minimum	18 407	20 203	22 255

**TABLEAU XIII****SURVEILLANTS DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION****Échelles de traitements 1979-1980**

Heures de travail: 35 h

<i>Classe</i>	<i>Échelon</i>	<i>Traitements annuels</i>
---------------	----------------	----------------------------

79-07-01 (1)

II	1	16 070 \$
	2	16 713
	3	17 381
	4	18 077
	5	18 798
	6	19 551
	7	20 332
I	1	24 069
	2	25 033
	3	26 033
	4	27 075
	5	28 158
	6	29 285
	7	30 456

(1) Plus un montant de 15% sur chacun des taux pour couvrir les bénéfices marginaux.

**TABLEAU XIV****PERSONNEL DE LA DIRECTION DES ÉCOLES****Échelles de traitements 1979-1980**

<i>Classification</i>	<i>Traitement</i>	<i>Classe I</i> 499 et -	<i>Classe II</i> 500 — 1 099	<i>Classe III</i> 1 100 — 1 999	<i>Classe IV</i> 2 000 — 3 199	<i>Classe V</i> 3 200 et plus
Principal primaire (P)	Maximum	34 570 \$	36 301 \$	37 968 \$	n.a.	n.a.
	Minimum	23 047	24 200	25 312		
Principal secondaire (P)	Maximum	35 596	37 327	40 726	42 495 \$	44 312 \$
	Minimum	23 730	24 884	27 151	28 330	29 542
Principal adjoint primaire (P.A.)	Maximum	33 043 \$				
	Minimum	Classe unique 22 028				
		<i>Classe I</i> 500 — 1 099	<i>Classe II</i> 1 100 — 1 999	<i>Classe III</i> 2 000 et +		
Principal adjoint secondaire (P.A.)	Maximum	33 043 \$	34 761 \$	37 327 \$		
	Minimum	22 028	23 174	24 884		

**TABLEAU XV****PERSONNEL DE LA DIRECTION DES ÉCOLES****Échelles de traitements 1979-1980**

<i>Classification</i>	<i>Traitement</i>	<i>Classe I</i> 500 — 1 099	<i>Classe II</i> 1 100 — 1 999	<i>Classe III</i> 2 000 et +
Principal adjoint d'école secondaire : P.A. 1	Maximum	n.a.	36 493 \$	39 957 \$
	Minimum		24 329	26 638
Principal adjoint d'école secondaire : P.A. 2	Maximum	33 043		
	Minimum	Classe unique 22 028		

**TABLEAU XVI**
**CADRES DES COMMISSIONS SCOLAIRES DISPENSANT L'ENSEIGNEMENT  
PRIMAIRE SEULEMENT  
Échelles de traitements 1980-1981**

Classification	Traitement	Classe I	Classe II	Classe III	Classe IV	Classe V
		1 499 et moins	1 500 — 2 999	3 000 — 6 999	7 000 — 11 999	12 000 et +
D1	Maximum	38 541 S	41 625 S	44 539 S	45 430 S	46 337 S
	Minimum	25 695	27 750	29 693	30 286	30 893
D2	Maximum	37 022	39 984	42 783	43 638	44 510
	Minimum	24 681	26 656	28 522	29 092	29 673
D3	Maximum	33 283	35 947	38 463	39 233	40 017
	Minimum	22 190	23 964	25 641	26 154	26 677
C1	Maximum			39 767	40 562	41 374
	Minimum			26 511	27 041	27 582
C2	Maximum			38 198	38 962	39 742
	Minimum			25 466	25 975	26 494

**TABLEAU XVII**

**CADRES DES COMMISSIONS SCOLAIRES RÉGIONALES OU DES  
COMMISSIONS SCOLAIRES DISPENSANT L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE**  
**Échelles de traitements 1980-1981**

<i>Classification</i>	<i>Traitement</i>	<i>Classe I</i>	<i>Classe II</i>	<i>Classe III</i>	<i>Classe IV</i>	<i>Classe V</i>
		6 999 et moins	7 000 — 11 999	12 000 — 17 999	18 000 — 24 999	25 000 et +
D1	Maximum	44 984 S	45 883 S	46 801 S	47 738 S	48 692 S
	Minimum	29 990	30 589	31 201	31 825	32 462
D2	Maximum	43 211	44 075	44 957	45 856	46 773
	Minimum	28 807	29 384	29 971	30 570	31 181
D3	Maximum	38 847	39 625	40 417	41 226	42 050
	Minimum	25 898	26 416	26 944	27 483	28 033
C1	Maximum	40 165	40 968	41 787	42 623	43 475
	Minimum	26 776	27 312	27 857	28 415	28 983
C2	Maximum	38 581	39 352	40 139	40 941	41 760
	Minimum	25 721	26 235	26 760	27 295	27 840

**TABLEAU XVIII**

**CADRES DES SERVICES D'ÉDUCATION DES ADULTES DES COMMISSIONS  
SCOLAIRES**  
**Échelles de traitements 1980-1981**

<i>Classification</i>	<i>Traitement</i>	<i>Classe I</i>	<i>Classe II</i>	<i>Classe III</i>	<i>Classe IV</i>	<i>Classe V</i>	<i>Classe VI</i>
		9 999 et +	10 000 — 19 999	20 000 — 34 999	35 000 — 54 999	55 000 — 79 999	80 000 et plus
DEA1	Maximum	43 238 S	44 101 S	44 984 S	45 883 S	46 801 S	47 738 S
	Minimum	28 825	29 401	29 990	30 589	31 201	31 825
CEA1	Maximum	38 605	39 378	40 165	40 968	41 787	42 623
	Minimum	25 737	26 251	26 776	27 312	27 857	28 415

## TABLEAU XIX

**CADRES À PLEIN TEMPS DES CENTRES D'ÉDUCATION DES ADULTES DES  
COMMISSIONS SCOLAIRES**  
**Échelles de traitements 1980-1981**

<i>Classification</i>	<i>Traitement</i>	<i>Classe I</i>	<i>Classe II</i>	<i>Classe III</i>	<i>Classe IV</i>	<i>Classe V</i>	<i>Classe VI</i>
		7 000 — 9 999	10 000 — 15 999	16 000 — 23 999	24 000 — 35 999	36 000 — 53 999	54 000 et +
		<i>H-G/F</i>	<i>H-G/F</i>	<i>H-G/F</i>	<i>H-G/F</i>	<i>H-G/F</i>	<i>H-G/F</i>
Directeur de centre (à plein temps)  DCA	Maximum	34 465 S	36 186 S	37 998 S	39 830 S	41 645 S	43 549 S
	Minimum	22 977	24 124	25 332	26 554	27 764	29 032

<i>Classification</i>	<i>Traitement</i>	<i>Classe I</i>	<i>Classe II</i>	<i>Classe III</i>
		22 000 — 33 999	34 000 — 53 999	54 000 et +
		<i>H-G/F</i>	<i>H-G/F</i>	<i>H-G/F</i>
Directeur adjoint de centre (à plein temps)  DACA	Maximum	34 465 S	36 186 S	37 998 S
	Minimum	22 977	24 124	25 332

**TABLEAU XX**
**GÉRANTS DES COMMISSIONS SCOLAIRES DISPENSANT  
L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE SEULEMENT**  
**Échelles de traitements 1980-1981**

<i>Classification</i>	<i>Traitement</i>	<i>Classe I</i> <i>1 499 et moins</i>	<i>Classe II</i> <i>1 500 — 2 999</i>	<i>Classe III</i> <i>3 000 — 6 999</i>	<i>Classe IV</i> <i>7 000 — 11 999</i>	<i>Classe V</i> <i>12 000 et +</i>
R-1	Maximum	n.a.	28 204 S	29 646 S	31 156 S	n.a.
	Minimum		21 068	22 098	23 195	
R-4	Maximum	n.a.	n.a.	n.a.	27 038	28 342 S
	Minimum				19 490	20 450
R-5	Maximum	n.a.	n.a.	n.a.	25 048	26 283
	Minimum				19 352	20 313
CO-3	Maximum	<i>Classe I</i>		<i>Classe II</i>		
		<i>200 000 pi<sup>2</sup> à 399 999 pi<sup>2</sup></i>		<i>400 000 pi<sup>2</sup> et plus</i>		
		21 747 S		23 269 S		
CO-2	Maximum	Classe unique				25 711
	Minimum					21 426
CO-5	Maximum	Classe unique				24 521
	Minimum					18 843
CO-6	Maximum	Classe unique				20 677
	Minimum					15 305

TABLEAU XXI

**GÉRANTS DES COMMISSIONS SCOLAIRES RÉGIONALES OU DES  
COMMISSIONS SCOLAIRES DISPENSANT L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE**
**Échelles de traitements 1980-1981**

Classification	Traitement	Classe I	Classe II	Classe III	Classe IV	Classe V
		3 000 — 6 999	7 000 — 11 999	12 000 — 17 999	18 000 — 24 999	25 000 et plus
R-1	Maximum	30 469 S	31 979 S	33 558 S	n.a.	n.a.
	Minimum	22 715	23 881	25 048		
R-4	Maximum	n.a.	27 725	29 098	30 606 S	32 117 S
	Minimum		19 970	21 000	22 029	24 292
R-5	Maximum	24 500	25 735	26 969	28 342	29 783
	Minimum	18 804	19 764	20 725	21 817	22 852
CO-4	Maximum	n.a.	n.a.	n.a.	23 733	24 920
	Minimum				19 109	20 063
		Classes (élèves transportés)				
		Classe I	Classe II	Classe III	Classe IV	Classe V
		3 000 — 6 999	7 000 — 11 999	12 000 — 17 999	18 000 — 24 999	25 000 et plus
R-2	Maximum	28 891 S	30 332 S	31 842 S	33 420 S	35 136 S
	Minimum	19 284	20 244	21 204	22 304	23 402
CO-1	Maximum	n.a.	23 440	24 611	25 843	27 135
	Minimum		18 844	19 787	20 775	21 815

TABLEAU XXI (suite)

**GÉRANTS DES COMMISSIONS SCOLAIRES RÉGIONALES OU DES  
COMMISSIONS SCOLAIRES DISPENSANT L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE**  
**Échelles de traitements 1980-1981**

<i>Classification</i>	<i>Traitement</i>	<i>Classes</i>		
CO-3	Maximum	<i>Classe I</i>		<i>Classe II</i>
		<i>200 000 pi<sup>2</sup> à 399 999 pi<sup>2</sup></i>		<i>400 000 pi<sup>2</sup> et plus</i>
	Minimum	21 747 S		23 269 S
		18 121		19 388
CO-2	Maximum	25 711 S		
	Minimum	Classe unique 21 426		
R-6	Maximum	<i>Classe I</i>		<i>Classe II</i>
		<i>5 999 repas/jour et moins</i>		<i>6 000 et plus repas/jour</i>
	Minimum	27 656 S		31 774 S
		19 421		22 304
R-7	Maximum	<i>Classe I</i>	<i>Classe II</i> 250 — 499 lits ou centre athlétique	<i>Classe III</i> 500 lits et plus ou complexe sportif
		24 088 S	26 558 S	29 166 S
	Minimum	18 529	20 381	22 440
CO-5	Maximum	Classe unique 24 521		
	Minimum	18 843		



**TABLEAU XXI (suite)****GÉRANTS DES COMMISSIONS SCOLAIRES RÉGIONALES OU DES COMMISSIONS SCOLAIRES DISPENSANT L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE****Échelles de traitements 1980-1981**

<i>Classification</i>	<i>Traitement</i>	<i>Classes</i>		
CO-6	Maximum	20 677 S		
	Minimum	Classe unique 15 305		
CO-7	Maximum	19 977		
	Minimum	Classe unique 16 648		
		<i>Classe I</i> 1 200 — 1 999	<i>Classe II</i> 2 000 — 3 199	<i>Classe III</i> 3 200 et plus
R-3	Maximum	25 803 S	28 342 S	31 156 S
	Minimum	19 695	21 617	23 813

**TABLEAU XXII****SURVEILLANT DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION****Échelles de traitements 1980-1981**

Heures de travail: 35 h

<i>Classe</i>	<i>Échelon</i>	<i>Traitements annuels</i>
---------------	----------------	----------------------------

80-07-01 (1)

II	1	17 195 S
	2	17 883
	3	18 598
	4	19 342
	5	20 114
	6	20 920
	7	21 755
I	1	25 754
	2	26 785
	3	27 855
	4	28 970
	5	30 129
	6	31 335
	7	32 588

(1) Plus un montant de 15% sur chacun des taux pour couvrir les bénéfices marginaux.

**TABLEAU XXIII****PERSONNEL DE LA DIRECTION DES ÉCOLES****Échelles de traitements 1980-1981**

<i>Classification</i>	<i>Traitement</i>	<i>Classe I</i> 499 et -	<i>Classe II</i> 500 — 1 099	<i>Classe III</i> 1 100 — 1 999	<i>Classe IV</i> 2 000 — 3 199	<i>Classe V</i> 3 200 et plus
Principal primaire (P)	Maximum	36 990 S	38 842 S	40 626 S	n.a.	n.a.
	Minimum	24 660	25 894	27 084		
Principal secondaire (P)	Maximum	38 088	39 940	43 577	45 470 S	47 414 S
	Minimum	25 391	26 626	29 052	30 313	31 610
Principal adjoint primaire (P.A.)	Maximum	35 356				
	Minimum	Classe unique 23 570				
Principal adjoint secondaire (P.A.)		<i>Classe I</i> 500 — 1 099	<i>Classe II</i> 1 100 — 1 999	<i>Classe III</i> 2 000 et +		
		35 356 S	37 194 S	39 940 S		
	Maximum					
	Minimum	23 570	24 796	26 626		

**TABLEAU XXIV****PERSONNEL DE LA DIRECTION DES ÉCOLES****Échelles de traitements 1980-1981**

<i>Classification</i>	<i>Traitement</i>	<i>Classe I</i> 500 — 1 099	<i>Classe II</i> 1 100 — 1 999	<i>Classe III</i> 2 000 et +
Principal adjoint d'école secondaire : P.A. 1	Maximum	n.a.	39 048 S	42 754 S
	Minimum		26 032	28 503
Principal adjoint d'école secondaire : P.A. 2	Maximum	35 356		
	Minimum	Classe unique 23 570		

**ANNEXE 4**

(a. 191 et 376)

**ALLOCATIONS RELATIVES AUX DISPARITÉS RÉGIONALES****SECTION I****DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**1. Définitions :** Aux fins de la présente annexe, on entend par :

a) « dépendant » : un dépendant au sens de la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-3) à la condition que celui-ci réside avec la personne. Cependant, pour les fins de la présente annexe, les revenus tirés d'un emploi par le conjoint de la personne n'ont pas pour effet de lui enlever son statut de dépendant.

Le fait pour un enfant de fréquenter une école secondaire publique dans un autre endroit que le lieu de résidence de la personne ne lui enlève pas son statut de dépendant lorsqu'aucune école secondaire publique n'est accessible dans la localité où réside la personne ;

b) « point de départ » : domicile au Québec ou résidence principale au Québec au moment de l'embauche. Ce point de départ peut cependant être modifié par entente entre la commission et la personne ;

c) « secteur I » : les municipalités scolaires de Châpays-Chibougamau, de Joutel-Matagami, de Quévillon, du Lac-Témiscamingue et la localité de Waswanipi ;

d) « secteur II » : les municipalités scolaires de Gagnon, Fermont, Schefferville ;

le territoire de la Côte-Nord, situé à l'est de la rivière Moisie et s'étendant jusqu'à Havre-Saint-Pierre inclusivement ;

la municipalité scolaire des Îles ;

e) « secteur III » : le territoire situé au nord du 51<sup>e</sup> degré de latitude incluant Radisson, Sakami, Keyano et Caniapiscau à l'exception des municipalités scolaires de Gagnon, Fermont, Schefferville ;

le territoire de Parent, Sanmaur, Casey, Lac-Cooper et Clova ;

le territoire s'étendant à l'est de Havre-Saint-Pierre, jusqu'à la limite du Labrador, y compris l'île d'Anticosti.

**SECTION II**  
**ALLOCATION****§1. Allocation d'isolement et d'éloignement**

**2.** La personne travaillant dans un des secteurs mentionnés à l'article 1 de la présente annexe reçoit une allocation d'isolement et d'éloignement de :

a) pour la période du 79-07-01 au 80-06-30 :

	avec dépen- dant(s) :	sans dépen- dant :
secteur I	3 289 \$	2 300 \$
secteur II	4 065	2 710
secteur III	5 117	3 198 ;

b) pour la période du 80-07-01 au 82-12-31 : les montants applicables aux autres catégories de personnel de la commission s'appliquent au personnel de cadre et de gérance.

**3.** Le montant de l'allocation d'isolement et d'éloignement est ajusté au *pro rata* de la durée de l'affectation de la personne sur le territoire de la commission compris dans un secteur décrit à l'article 1 de la présente annexe.

**4.** Dans le cas où les conjoints travaillent pour la même commission ou que l'un ou l'autre travaille pour 2 employeurs différents des secteurs public et para-public, un seul des deux peut se prévaloir de l'allocation applicable à la personne avec dépendant(s), s'il y a un ou des dépendants autres que le conjoint. S'il n'y a pas d'autre dépendant que le conjoint, chacun a droit à l'allocation prévue à l'échelle sans dépendant et ce malgré la définition du terme « dépendant » apparaissant au paragraphe a de l'article 1 de la présente annexe.

**§2. Transport**

**5.** La commission assume les frais suivants de toute personne recrutée à plus de 50 kilomètres de la localité où elle est appelée à exercer ses fonctions, pourvu qu'elle soit située dans l'un des secteurs décrits à l'article 1 de la présente annexe :

a) le coût du transport de la personne déplacée et de ses dépendants ;

b) le coût du transport de ses effets personnels et de ceux de ses dépendants jusqu'à concurrence de :

i. 228 kilogrammes pour chaque adulte ou chaque enfant de 12 ans ou plus ;

ii. 131 kilogrammes pour chaque enfant de moins de 12 ans ;

c) le coût du transport de ses meubles meublants s'il y a lieu ;

d) le coût du transport du véhicule motorisé s'il y a lieu, et ce par route, par bateau ou par train ;

e) le coût d'entreposage de ses meubles meublants s'il y a lieu.

Ces frais sont assumés par la commission jusqu'au point de départ et remboursés sur présentation de pièces justificatives.

**6.** Dans le cas où la personne admissible aux allocations prévues aux paragraphes *b*, *c* et *d* du premier alinéa de l'article 5 de la présente annexe décide de ne pas s'en prévaloir immédiatement en totalité ou en partie, elle y demeure admissible pendant l'année qui suit la date du début de son affectation.

**7.** Ces frais sont payables à la condition que la personne ne soit pas remboursée en vertu d'un autre régime, tel le régime fédéral de la mobilité de la main-d'oeuvre, ou en vertu du chapitre VII du Règlement sur les conditions d'emploi du personnel de cadre et de gérance des commissions scolaires et des commissions scolaires régionales pour catholiques (R.R.Q., c. I-14, r.6), et uniquement dans les cas suivants :

a) lors de la première affectation de la personne ;

b) lors de la résiliation ou du non-renouvellement d'engagement par la commission ;

c) lors d'une réaffectation ou mutation à la demande de la commission ou de la personne ;

d) lors de la résiliation d'engagement ou de la démission de la personne ; dans le cas des secteurs I et II, le remboursement n'est toutefois effectué qu'au *pro rata* du temps travaillé par rapport à une période de référence établie à 1 an ;

e) lorsqu'une personne obtient un congé pour fins d'études ; dans ce dernier cas, les frais prévus à l'article 5 de la présente annexe sont également payables à la personne dont le point de départ est situé à 50 kilomètres ou moins de la localité où il exerce ses fonctions.

Ces frais sont assumés par la commission jusqu'au point de départ et remboursés sur présentation de pièces justificatives.

### §3. Sorties

**8.** La commission rembourse la personne recrutée à plus de 50 kilomètres de la localité où elle exerce ses fonctions

les frais inhérents aux sorties suivantes pourvu qu'elle soit située dans l'un des secteurs décrits à l'article 1 de la présente annexe :

a) pour les commissions scolaires du Nouveau-Québec, du Littoral ainsi que le territoire s'étendant à l'est de Havre-Saint-Pierre jusqu'à la limite de la commission scolaire du Littoral, y compris l'île d'Anticosti : 3 sorties par année pour la personne et ses dépendants jusqu'à son point de départ à l'embauche, à moins qu'il ne convienne avec la commission d'un arrangement différent ;

b) pour les localités de Gagnon, Fermont, Schefferville : 3 sorties par année pour la personne et ses dépendants jusqu'au réseau routier ;

c) pour les autres localités non rattachées au réseau routier provincial : une sortie par année pour la personne et ses dépendants jusqu'au réseau routier s'il y a lieu.

Les frais assumés par la commission en vertu de la présente sous-section visent le déplacement aller-retour jusqu'au point de départ et sont remboursés sur production de pièces justificatives.

### §4. Remboursement de dépenses de transit

**9.** La commission rembourse à la personne, sur présentation de pièces justificatives, les dépenses encourues en transit (repas, taxi et hébergement s'il y a lieu), pour elle-même et ses dépendants lors de l'embauche et de toute sortie prévue à la sous-section 3 de la présente annexe à la condition que ces frais ne soient pas autrement assumés.

### §5. Décès de la personne

**10.** Dans le cas du décès de la personne ou de l'un de ses dépendants, la commission paie le transport pour le retour de la dépouille mortelle.

### §6. Transport de nourriture

**11.** La personne qui doit pourvoir à son propre approvisionnement en nourriture dans les localités de Radisson, Sakami, Keyano et Caniapiscau du secteur III prévu à la section I de la présente annexe, bénéficie du paiement des frais de transport de cette nourriture jusqu'à concurrence de masses suivantes :

— 727 kilogrammes par année par adulte et par enfant de 12 ans ou plus ;

— 364 kilogrammes par année par enfant de moins de 12 ans.

Ce bénéfice est accordé selon l'une ou l'autre des formules suivantes :

a) soit que la commission se charge elle-même du transport et en assume directement le coût ;

b) soit que la commission verse à la personne une allocation équivalente au coût qui serait encouru si la commission s'en chargeait elle-même.

#### §7. Véhicule à la disposition de la personne

**12.** Dans toutes les localités où les véhicules privés sont interdits, la mise de véhicules à la disposition de la personne peut être convenue entre la commission et la personne.

#### §8. Logement

**13.** Les obligations et pratiques portant sur la fourniture d'un logement par la commission à une personne au moment de l'embauche sont maintenues aux seuls endroits où elles existent au 1<sup>er</sup> avril 1981.

**14.** Le coût du loyer assumé par la personne qui bénéficie d'un logement dans le secteur III prévu à la section I de la présente annexe et dans les localités de Gagnon, Ferme et Schefferville n'excède pas le coût qu'elle assume au 30 juin 1979.

#### §9. Allocation de rétention

**15.** L'allocation de rétention, équivalant à 8% du traitement annuel, est maintenue pour les personnes travaillant dans les municipalités scolaires à Sept-Îles (dont Clarke City) et de Port-Cartier.

Partout ailleurs où elle existait, au 1<sup>er</sup> avril 1981, une telle allocation est toutefois abolie.

#### §10. Dispositions antérieures

**16.** Les avantages supérieurs à ceux prévus dans la présente annexe découlant de l'application de dispositions antérieures qui existent au 1<sup>er</sup> avril 1981 sont reconduits.

### ANNEXE 5

(a.2)

### RÉGIME PARTICULIER

#### Numéro 4

#### Commission des écoles catholiques de Montréal

#### 1979-1980 et 1980-1981

1) Sauf les dispositions contenues dans cette annexe, les autres dispositions du règlement s'appliquent au personnel de la CECM.

2) Les règles concernant la détermination des effectifs sont approuvées par le ministre.

3) La classification des emplois et les plans de classification applicables à la CECM sont approuvés par le ministre.

4) Les échelles de traitements du personnel pour les années 1979-1980 et 1980-1981 figurent aux tableaux suivants.

#### TABLEAU I

#### LE DIRECTEUR GÉNÉRAL ET LES DIRECTEURS GÉNÉRAUX ADJOINTS DU RÉGIME PARTICULIER NUMÉRO 4

#### Échelles de traitements 79-06-30

Classification	Traitement	Classe spéciale
HC-0	Maximum	56 763 S
	Minimum	43 664
HC-1	Maximum	49 821
	Minimum	33 214

#### TABLEAU II

#### LE DIRECTEUR GÉNÉRAL ET LES DIRECTEURS GÉNÉRAUX ADJOINTS DU RÉGIME PARTICULIER NUMÉRO 4

#### Échelles de traitements 1979-1980

Classification	Traitement	Classe spéciale
HC-0	Maximum	62 155 S
	Minimum	47 812
HC-1	Maximum	54 554
	Minimum	36 369

**TABEAU III**

**LE DIRECTEUR GÉNÉRAL ET  
LES DIRECTEURS GÉNÉRAUX ADJOINTS  
DU RÉGIME PARTICULIER NUMÉRO 4  
Échelles de traitements 1980-1981**

<i>Classification</i>	<i>Traitement</i>	<i>Classe spéciale</i>
HC-0	Maximum	68 060 S
	Minimum	52 354
HC-1	Maximum	59 737
	Minimum	39 824

**TABEAU IV**

**LES CADRES DU RÉGIME PARTICULIER  
NUMÉRO 4  
Échelles de traitements 79-06-30**

<i>Classification</i>	<i>Traitement</i>	<i>Classe spéciale</i>
D-1	Maximum	47 725 S
	Minimum	31 817
D-2	Maximum	45 452
	Minimum	30 301
D-3	Maximum	43 963
	Minimum	29 309
C-1	Maximum	42 478
	Minimum	28 319
C-2	Maximum	40 627
	Minimum	27 085
C-3	Maximum	38 806
	Minimum	25 871
C-4	Maximum	36 341
	Minimum	24 227

**TABEAU V**

**LES CADRES DU RÉGIME PARTICULIER  
NUMÉRO 4  
Échelles de traitements 1979-1980**

<i>Classification</i>	<i>Traitement</i>	<i>Classe spéciale</i>
D-1	Maximum	51 066 S
	Minimum	34 044
D-2	Maximum	48 634
	Minimum	32 422
D-3	Maximum	47 040
	Minimum	31 360
C-1	Maximum	45 451
	Minimum	30 301
C-2	Maximum	43 471
	Minimum	28 981
C-3	Maximum	41 522
	Minimum	27 681
C-4	Maximum	38 885
	Minimum	25 923

**TABEAU VI**

**LES CADRES DU RÉGIME PARTICULIER  
NUMÉRO 4  
Échelles de traitements 1980-1981**

<i>Classification</i>	<i>Traitement</i>	<i>Classe spéciale</i>
D-1	Maximum	54 641 S
	Minimum	36 427
D-2	Maximum	52 038
	Minimum	34 692
D-3	Maximum	50 333
	Minimum	33 555
C-1	Maximum	48 633
	Minimum	32 422
C-2	Maximum	46 514
	Minimum	31 010
C-3	Maximum	44 429
	Minimum	29 619
C-4	Maximum	41 607
	Minimum	27 738

**TABLEAU VII****LES GÉRANTS DU RÉGIME PARTICULIER NUMÉRO 4****Échelles de traitements 1979-1980**

<i>Classification</i>		<i>Traitement</i>	
		<i>Minimum</i>	<i>Maximum</i>
R-3,	classe I *	18 407 S	24 115 S
	classe II *	20 203	26 488
	classe III*	22 255	29 118
R-4,	classe S-1	25 513	31 076
CO-1,	classe I *	16 390	20 387
CO-2,	classe S-1	19 567	25 124
CO-2,	classe S-2	20 448	25 711
CO-2,	classe S-3	15 599	21 587
CO-3,	classe II *	17 706	21 250
CO-4,	classe S-1	22 167	27 536
CO-5	*	17 208	22 394
CO-5,	classe S-1	19 879	23 513
CO-5,	classe S-2	18 614	25 021
CO-5,	classe S-3	21 068	29 273
CO-6,	classe S-1	17 739	27 606
CO-6,	classe S-2	13 749	17 487
CO-7,	*	15 204	18 244

\* Échelles de traitements du régime général

## TABLEAU VIII

## LES GÉRANTS DU RÉGIME PARTICULIER NUMÉRO 4

Échelles de traitements 1980-1981

<i>Classification</i>		<i>Traitement</i>	
		<i>Minimum</i>	<i>Maximum</i>
R-3,	classe I *	19 695 \$	25 803 \$
	classe II *	21 617	28 342
	classe III*	23 813	31 156
R-4,	classe S-1	27 299	33 251
CO-1,	classe I *	17 947	22 324
CO-2,	classe S-1	21 426	27 511
CO-2,	classe S-2	22 391	28 154
CO-2,	classe S-3	17 081	23 638
CO-3,	classe II *	19 388	23 269
CO-4,	classe S-1	24 273	30 152
CO-5	*	18 843	24 521
CO-5,	classe S-1	21 768	25 747
CO-5,	classe S-2	20 382	27 398
CO-5,	classe S-3	23 069	32 054
CO-6,	classe S-1	19 424	30 229
CO-6,	classe S-2	15 055	19 148
CO-7,	*	16 648	19 977

\* Échelles de traitements du régime général

## ANNEXE 6

(a. 341)

LE PLAN DE CLASSIFICATION DU  
PERSONNEL ASSOCIÉ

**Nature du travail :** Les emplois du personnel associé sont des emplois de professionnel qui comportent plus spécifiquement la participation à la réalisation des programmes

et des processus de l'administration concernant la gestion du personnel, notamment dans les domaines de la dotation de personnel, des programmes de perfectionnement et des relations de travail.

**Qualifications requises :** Diplôme universitaire terminal de premier cycle dans un champ de spécialisation approprié, notamment en sciences de l'administration, en relations industrielles ou en droit.



## ANNEXE 7

(a. 351)

## ÉCHELLES DE TRAITEMENTS DU PERSONNEL ASSOCIÉ

Classes	Échelons	Du 79-07-01 au 80-06-30	Du 80-07-01 au 81-06-30
III	1	16 362 \$	17 630 \$
	2	17 058	18 356
	3	17 787	19 116
	4	18 564	19 925
	5	19 353	20 746
	6	20 172	21 598
	7	21 045	22 506
II	1	22 386	23 899
	2	23 366	24 915
	3	24 393	25 981
	4	25 461	27 088
	5	26 571	28 240
	6	27 746	29 458
	7	28 957	30 715
	8	30 233	32 041
I	1	28 916	30 674
	2	29 906	31 700
	3	30 927	32 761
	4	31 984	33 858
	5	33 076	34 991
	6	34 205	36 162
	7	35 371	37 377

Intégration : Les agents de la gestion du personnel qui étaient situés aux échelons 1, 2, 3, 4, 5 et 6 de la classe I, au 30 juin 1979, sont intégrés respectivement aux échelons 2, 3, 4, 5, 6 et 7 de la classe I au 1<sup>er</sup> juillet 1979, avant d'accorder l'avancement d'échelon, s'il y a lieu.

## ANNEXE 8

(a. 130)

## FORMULE DE RAJUSTEMENT DES TRAITEMENTS AU 30 JUIN 1979

$$S.N.^{(1)} = \text{Max}.b^{(3)} - \left[ \left( \frac{\text{Max}.b - \text{Min}.b^{(4)}}{\text{Max}.a^{(5)} - \text{Min}.a^{(6)}} \right) \times \left( \text{Max}.a - S.A.^{(2)} \right) \right]$$

(1) S.N. = salaire normalisé au 30 juin 1979

(2) S.A. = salaire actuel (1978/79)

(3) Max. b = maximum de l'échelle de traitements de base au 79/06/30

(4) Min. b = minimum de l'échelle de traitements de base au 79/06/30

(5) Max. a = maximum de l'échelle de traitements 1978/79

(6) Min. a = minimum de l'échelle de traitements 1978/79

N.B. Advenant que le salaire normalisé au 30 juin 1979 est inférieur au salaire actuel (1978/1979), la personne conserve son salaire actuel (1978/1979).

A.C. 2902-77, (1977) 109 G.O. II, 6305

A.C. 4007-77, (1977) 109 G.O. II, 6505

A.C. 3378-78, (1978) 110 G.O. II, 6469

D. 3814-80, (1980) 112 G.O. II, 7067

D. 652-81, (1981) 113 G.O. II, 1481



c. I-14, r.7

## **Règlement sur une délégation de pouvoir en vertu de l'article 12 de la Loi sur l'instruction publique**

Loi sur l'instruction publique  
(L.R.Q., c. I-14, a. 12)

**1.** Conformément à l'article 12 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-14), le sous-ministre de l'Éducation, ou l'un des sous-ministres associés, sont autorisés à exercer :

- a) le pouvoir dévolu au ministre de l'Éducation et mentionné dans le dernier alinéa de l'article 213 de la Loi ;
- b) les pouvoirs dévolus au ministre de l'Éducation et mentionnés dans les articles 235 et 339 de la Loi ;
- c) les pouvoirs dévolus au ministre de l'Éducation et mentionnés dans les articles 519 et 546 de la Loi ;
- d) le pouvoir dévolu au ministre de l'Éducation en vertu de l'article 216 de la Loi.

---

A.C. 1246-73, (1973) 105 G.O.II, 1265  
A.C. 1901-73, (1973) 105 G.O.II, 2459  
A.C. 3645-73, (1973) 105 G.O.II, 5713  
A.C. 3733-73, (1973) 105 G.O.II, 5723





c. I-14, r.8

## **Règlement sur les ententes prévues par l'article 450 de la Loi sur l'instruction publique**

Loi sur l'instruction publique  
(L.R.Q., c. I-14, a. 450)

**1.** Toute entente conclue en vertu de l'article 450 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-14) doit être conforme à l'« Encadrement budgétaire » du ministère de l'Éducation publié annuellement ainsi qu'aux « Instructions aux commissions scolaires ».

**2.** Les frais encourus à la suite d'une telle entente sont admissibles aux subventions d'équilibre budgétaire du ministère de l'Éducation si la commission scolaire y est éligible.

**3.** Les ententes sont conclues pour une période déterminée et elles sont soumises au ministre de l'Éducation avant le 30 octobre de chaque année pour approbation.

**4.** Les ententes sont approuvées si elles sont conformes à l'« Encadrement budgétaire » du ministère de l'Éducation et aux « Instructions aux commissions scolaires » mentionnés à l'article 1. Les engagements pris au sujet des frais de scolarité, de logement et de pension pour des motifs autres que ceux prévus aux « Instructions aux commissions scolaires » sont à la charge exclusive de la commission scolaire ayant juridiction sur les enfants concernés par l'entente.





c. I-14, r.9

## **Règlement définissant ce qui constitue une fonction pédagogique ou éducative aux fins de la Loi sur l'instruction publique**

Loi sur l'instruction publique  
(L.R.Q., c. I-14, a. 16)

### **1. Constituent une fonction pédagogique ou éducative :**

- a) la fonction d'enseignant à temps plein ; ou
- b) toute fonction à temps plein de conseil, d'animation, de coordination ou de direction se rapportant directement à l'administration des programmes d'enseignement, à l'organisation pédagogique des écoles, à la formation académique ou personnelle des élèves ou des enseignants, aux activités para-pédagogiques ou aux services personnels aux élèves.

**2.** L'article 1 ne s'applique pas aux personnes venant d'un territoire autre que celui du Québec et qui travaillent pour une commission scolaire par suite d'une entente entre la commission, le Gouvernement du Québec ou le Gouvernement du Canada et un gouvernement autre que celui du Québec ou du Canada ou une commission scolaire d'une autre province.

**3.** Le ministre de l'Éducation peut dresser une liste des postes qui, dans une commission scolaire, constituent une fonction pédagogique ou éducative conformément au paragraphe *b* de l'article 1.

**4.** Pour les fonctions visées à l'article 1, le permis ou le brevet d'enseignement prévus au Règlement sur le permis et le brevet d'enseignement (c. C-60, r.7) constituent les brevets de capacité exigés par l'article 206 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-14). De plus, pour les fonctions visées au paragraphe *b* de l'article 1, le ministre de l'Éducation, pour les fins de l'article 206, peut :

- a) élaborer et publier la liste des diplômes, autres que le permis et le brevet d'enseignement prévus au Règlement sur le permis et le brevet d'enseignement s'il y a lieu, qui constituent des brevets de capacité « reconnus » ;
- b) déterminer, dans les autres cas, les conditions nécessaires à l'obtention des brevets de capacité qu'il doit décerner.

---

A.C. 1417-70, (1970) 102 G.O., 2141





c. I-14, r.10

**Règlement sur la permission accordée par  
le ministre de l'Éducation d'engager  
certains enseignants**

Loi sur l'instruction publique  
(L.R.Q., c. I-14)

**1.** Dans le cas d'impossibilité de trouver des enseignants ou des enseignantes ayant les qualités requises par la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-14), la permission d'en engager d'autres peut être accordée par le ministre de l'Éducation.

---

Règlement du ministre de l'Éducation désigné avant le 13 mai 1964,  
sous le titre de Règlement du Comité catholique du Conseil de l'instruction publique, art. 27.

A.C. 3878-71, (1971) 103 G.O., 8694







c. I-14, r.11

## Règlement sur la procédure d'élection des commissaires à la Commission scolaire crie

Loi sur l'instruction publique  
(L.R.Q., c. I-14, a. 582)

### SECTION I DÉFINITIONS

**1.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions qui suivent signifient ou désignent :

- a) « la commission scolaire » : la Commission scolaire crie ;
- b) « communauté » ou « communauté crie » : les communautés cries de Fort George, Nouveau-Comptoir (Wemindji), Eastmain, Fort Rupert, Waswanipi, Mistassini, Poste-de-la-Baleine, ou Nemiscau ;
- c) « élection » : l'élection dans une communauté d'un commissaire à la commission scolaire ;
- d) « ministre » : le ministre de l'Éducation.

### SECTION II OFFICIERS D'ÉLECTION

**2.** Dans le présent règlement, tout ce qui peut être fait par un secrétaire d'élection peut être valablement fait par le président d'élection en l'absence ou en cas d'incapacité d'agir d'un secrétaire d'élection.

**3.** La commission scolaire nomme par résolution un président d'élection parmi les personnes habiles à voter à une élection de commissaire.

**4.** Le président d'élection, par une commission sous sa signature, nomme autant de secrétaires d'élection qu'il y a de communautés.

Le mandat d'un secrétaire d'élection ne doit pas excéder 90 jours, dont 60 jours avant la date d'une élection et 30 jours suivant cette élection.

Nul ne peut être candidat à l'élection pour laquelle il occupe la fonction de secrétaire d'élection ou de président d'élection.

**5.** Avant d'agir comme tel, le président d'élection et les secrétaires d'élection doivent prêter serment ou faire une affirmation solennelle suivant le formulaire I annexé au présent règlement.

**6.** La commission scolaire peut, avec l'autorisation du ministre, établir un tarif pour les honoraires et les dépenses du président d'élection et des secrétaires d'élection.

L'autorisation du ministre est présumée avoir été donnée si 40 jours se sont écoulés après que copie du tarif ait été transmise au ministre, à moins que, avant l'expiration de ce délai, il ne refuse par écrit son autorisation.

### SECTION III LISTE DES ÉLECTEURS

**7.** Trente jours avant une élection, le président d'élection obtient de la communauté, ou dresse, la liste des membres de la communauté crie où une élection doit avoir lieu et qui ont droit de vote.

Il dresse aussi la liste des non-autochtones qui ont droit aux services de la commission scolaire dans cette communauté crie et qui ont la qualité d'électeur suivant la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-14).

**8.** Les listes sont signées et certifiées par le président d'élection sous son serment d'office.

**9.** Quinze jours avant une élection, le président d'élection dépose les listes auprès des secrétaires d'élection de chaque communauté crie, et il affiche ou fait afficher un avis de ce dépôt, dans les écoles de la communauté, au bureau du Conseil de bande de la communauté ou dans tout autre endroit public dans la communauté. L'avis est rédigé en cri et en français et si le président d'élection le décide, il peut aussi être rédigé en anglais.

**10.** Quiconque croit que son nom ou celui d'une autre personne a été omis ou inscrit sans droit sur la liste, peut, dans les 7 jours suivant celui où l'avis prévu à l'article 9 a été donné, formuler une demande écrite ou verbale en inscription ou en radiation de ce nom auprès du président d'élection ou du secrétaire d'élection pour la communauté.

**11.** Le président d'élection ou le secrétaire d'élection, suivant le cas, enquête au sujet de chaque demande et par

la décision prise sur chaque demande il peut confirmer ou corriger la liste.

**12.** Les listes entrent en vigueur le jour de l'élection.

#### SECTION IV

#### ASSEMBLÉE DES ÉLECTEURS ET MISE EN CANDIDATURE

**13.** Sept jours avant la date fixée pour l'élection, le secrétaire d'élection convoque tous les membres de la communauté crie habiles à voter et toutes les autres personnes qui ont droit de vote à l'élection, à une assemblée publique à être tenue dans la soirée du sixième jour précédent le jour d'élection.

L'avis de convocation est affiché dans les écoles de la communauté, au bureau du Conseil de bande de la communauté ou dans tout autre endroit public dans la communauté.

**14.** Le secrétaire d'élection préside l'assemblée et invite les électeurs à proposer des candidats.

**15.** Tout électeur présent à l'assemblée peut proposer un membre de la communauté crie comme candidat si ce dernier accepte.

Le nombre des candidatures n'est pas limité.

S'il n'y a qu'un candidat de proposé, le secrétaire d'élection le proclame immédiatement élu.

**16.** Le secrétaire d'élection dresse la liste des mises en candidatures et de la façon prévue à l'article 13, convoque une assemblée d'élection qui doit se tenir au jour fixé pour l'élection.

**17.** Tout candidat peut se désister en tout temps avant l'élection en le déclarant oralement ou par écrit au secrétaire d'élection.

Tous les votes donnés en faveur de ce candidat sont alors non avenus.

Si, après le désistement d'un candidat, il ne reste qu'un seul candidat, le secrétaire d'élection doit immédiatement le proclamer élu.

#### SECTION V

#### ASSEMBLÉE D'ÉLECTION

**18.** Le secrétaire d'élection préside l'assemblée d'élection et présente les candidats aux électeurs présents.

Il invite ensuite les électeurs à voter au scrutin secret.

**19.** Les électeurs votent en inscrivant un X ou une autre marque à côté du nom du candidat de leur choix, sur un bulletin de vote préparé par le secrétaire d'élection sur lequel sont inscrits les noms des candidats en crie et en français ou en anglais.

**20.** Avant de remettre un bulletin de vote à une personne, le secrétaire d'élection s'assure que la personne a droit de vote en consultant la liste électorale.

**21.** Le secrétaire d'élection peut, s'il en est requis, donner à l'électeur tous les renseignements nécessaires sur la façon d'inscrire son vote. Il doit le faire ouvertement et franchement sans la moindre indication de préférence ou suggestion quant au choix d'un candidat.

Lorsque le secrétaire d'élection ne comprend pas la langue parlée par un électeur, il doit nommer un interprète.

**22.** À la demande de tout votant qui ne sait pas lire ou qui, pour cause de cécité ou d'une autre infirmité corporelle, est incapable de voter de la manière prescrite à l'article 19, le secrétaire d'élection aide ce votant en lui marquant son bulletin de la manière indiquée par le votant. Tel votant qui est accompagné d'un parent ou d'un ami peut demander que ce parent ou cet ami marque pour lui son bulletin au lieu du secrétaire d'élection.

**23.** Chaque bulletin de vote est déposé dans une boîte de scrutin préparée à cette fin par le secrétaire d'élection.

**24.** Lorsque tous ceux qui le voulaient ont exercé leur droit de vote et déposé leur bulletin dans la boîte de scrutin, le secrétaire d'élection compte les bulletins en présence des électeurs qui assistent à l'assemblée et additionne les votes donnés en faveur de chacun des candidats.

Il déclare élu le candidat qui a obtenu le plus de votes.

**25.** Dans les communautés crie de Fort George, Nouveau-Comptoir (Wemindji), Nemiscau et Eastmain, le secrétaire d'élection peut procéder à un vote à main levée plutôt que par un vote au scrutin secret.

Dans ce cas, les électeurs présents à l'assemblée votent en levant la main lorsque le secrétaire d'élection appelle le nom du candidat de leur choix. Au lieu du vote à main levée, dans les communautés crie du Nouveau-Comptoir (Wemindji) et Nemiscau, les électeurs peuvent voter en se plaçant en ligne derrière le candidat de leur choix.

Le secrétaire d'élection compte les votes donnés en faveur de chaque candidat et déclare élu celui qui a obtenu le plus grand nombre de voix.

**26.** Dans la communauté crie d'Eastmain, le secrétaire d'élection peut, au lieu de tenir une assemblée d'élection, recueillir les votes en visitant le jour de l'élection toutes et chacune des maisons des électeurs et demander à chaque électeur de voter de la façon établie aux articles 19 à 23.

Le secrétaire d'élection déclare élu le candidat qui a recueilli le plus grand nombre de voix.

**27.** Dans toute élection, s'il y a égalité des voix et qu'une autre voix donnerait droit à un candidat d'être proclamé élu, le secrétaire d'élection doit voter pour l'un d'eux.

## SECTION VI

### RAPPORT ET DISPOSITIONS FINALES

**28.** Le secrétaire d'élection, dans les 10 jours qui suivent une élection, doit informer le président d'élection et le commissaire élu du résultat de l'élection.

**29.** Dans les 60 jours qui suivent l'élection, le président d'élection doit faire un rapport écrit à la commission scolaire et au ministre mentionnant le jour et le lieu où l'élection a été tenue et les noms des personnes qui ont été élues.

Si un commissaire n'a pas été élu pour une communauté crie, il doit, dans le même délai, en informer le ministre.

**30.** Le président d'élection et les secrétaires d'élection sont des conservateurs de la paix, depuis 8 h du jour de la mise en candidature jusqu'au lendemain de la journée du vote, à 9 h.

**31.** Le président d'élection et le secrétaire d'élection, à l'effet de maintenir la paix et le bon ordre, peuvent requérir l'assistance de tout juge de paix, constable ou autre personne résidant dans la communauté crie, par ordre verbal ou écrit.

## FORMULAIRE I

(a. 5)

### SERMENT OU AFFIRMATION SOLENNELLE

Québec

Municipalité scolaire Crie

Je, A.B., ayant été dûment nommé (secrétaire d'élection ou président d'élection) de la municipalité scolaire crie pour la communauté de (indiquer le nom de la communauté), fais serment (ou affirmation solennelle) que je remplirai fidèlement les devoirs de ma charge au meilleur de mon jugement et de ma capacité.

Je fais également serment (ou affirmation solennelle) que j'agirai avec impartialité et que je ne favoriserai pas un candidat plutôt qu'un autre durant une élection pour commissaire d'école pendant laquelle j'exercerai les devoirs de ma charge.

Je fais également serment (ou affirmation solennelle) que je garderai le secret sur le nom du candidat pour lequel tout votant de la communauté pourra avoir marqué son bulletin de vote en ma présence.

(Dans le cas d'une prestation de serment, ajouter : « Ainsi Dieu me soit en aide »).

.....  
Signature

Assermenté (ou affirmé solennellement) devant moi,

ce .....

à .....

.....  
Signature

(Qualité de la personne recevant le serment ou l'affirmation solennelle).





c. I-14, r.12

## Décret sur la rémunération du personnel préposé aux tâches relatives aux examens, guides et autres instruments d'évaluation du ministre de l'Éducation et sur le remboursement de certains de leurs frais

Loi sur l'instruction publique  
(L.R.Q., c. I-14)

**1. Rémunération :** Le personnel préposé aux tâches relatives aux examens, guides et autres instruments d'évaluation du ministre de l'Éducation est rémunéré de la façon suivante :

a) coordination de la préparation d'examens, guides et autres instruments d'évaluation :

pour chaque examen, guides et autres instruments d'évaluation : 225 \$

b) rédaction de questionnaires d'examens, guides et autres instruments d'évaluation :

i. à la page (maximum 10 pages) : 75 \$

ii. à la question (de type objectif) : 10 \$

iii. à la question (de type objectif accompagnée du guide de correction) : 15 \$

iv. choix de textes pour mises en situation (par texte) : 10 \$

v. choix de textes et calibrage (par texte) : 75 \$

c) traduction relative aux examens, guides et autres instruments d'évaluation :

i. à la question : 5 \$

ii. à la page : 25 \$

d) révision d'examens, guides et autres instruments d'évaluation :

i. à la question : 2 \$

ii. à la page : 6 \$

e) élaboration de scripts pour les examens, guides et autres instruments d'évaluation : par script : 100 \$

f) supervision de séances d'enregistrement pour les examens, guides et autres instruments d'évaluation : par bobine-maîtresse : 60 \$

g) préparation des cahiers du maître et de l'élève pour les examens de langue : par examen (les deux cahiers) : 100 \$

h) choix ou exécution de travaux graphiques spéciaux dans le cadre des examens, guides et autres instruments d'évaluation : par unité de dessin : 5 \$

i) vérification du choix des objectifs retenus pour une épreuve de fin de cycle : par épreuve (par personne) : 50 \$

j) vérification de la spécification du domaine de chaque objectif retenu pour épreuve de fin de cycle : par épreuve (par personne) : 200 \$

k) vérification des questions ou des situations d'évaluation des épreuves de fin de cycle : par épreuve (par personne) : 100 \$

l) préparation de situations d'évaluation et de grilles de correction ou de grilles d'observation : par situation ou par grille : 30 \$

m) montage d'examens, guides et autres instruments d'évaluation : par examen, guide ou autre instrument d'évaluation : 75 \$

n) analyse ou élaboration de document relatifs aux examens, guides et autres instruments d'évaluation : par heure : 20 \$

o) étude de validation de tests ou d'épreuves de fin de cycle : par heure : 20 \$

p) consultation d'experts au sujet des examens, guides et autres instruments d'évaluation : par heure : 35 \$  
ou maximum par jour : 200 \$

q) administration, surveillance, correction ou vérification de correction d'examen ou compilation de données pour des examens, guides et autres instruments d'évaluation quand ces tâches ne sont pas régies par le Règlement sur les régimes pédagogiques du préscolaire, du primaire et du secondaire (c. C-60 r. 11 et 12) : par heure : 10 \$.

## 2. Application :

1) Tous ces travaux ne sont rémunérés que s'ils sont jugés valides par le Service de la certification des études secondaires ou le Service du développement de la Direction de l'évaluation pédagogique du ministère de l'Éducation.

2) Il est entendu que dans le cas de la rémunération à la page, il s'agit d'une page de 215 mm x 280 mm, soit environ 300 mots.

3) Une personne à l'emploi d'une institution subventionnée par le gouvernement, qui accomplit des tâches relatives aux examens et aux guides et autres instruments d'évaluation pendant la période normale de son travail, ne peut réclamer les rémunérations prévues ci-dessus.

**3. Frais de déplacement et de séjour :** Les frais de déplacement et de séjour relatifs aux examens guides et autres instruments d'évaluation sont remboursés selon les Règles sur les frais de déplacement du personnel engagé à honoraires (c. A-6, r. 17).

**4.** Les dépenses ainsi encourues sont payées à même les crédits que l'Assemblée nationale accorde annuellement à ces fins au ministère de l'Éducation.



c. I-14, r.13

## Règlement sur la rémunération et les autres avantages qu'une commission scolaire peut accorder à ses commissaires ou syndics d'écoles

Loi sur l'instruction publique  
(L.R.Q., c. I-14, a. 194)

**1.** Le montant maximal de la rémunération et des autres bénéfices et avantages qu'une commission scolaire peut accorder à ses commissaires ou syndics d'écoles est déterminé conformément à l'annexe A.

**2.** Le tiers de la rémunération payée par une commission scolaire à ses commissaires ou syndics d'écoles leur est versé à titre de dédommagement d'une partie de leurs dépenses.

### ANNEXE A

(a. 1)

Le montant global maximum qu'une commission scolaire peut accorder annuellement à ses commissaires ou syndics d'écoles, comme rémunération et autres bénéfices et avantages, ne doit pas excéder la somme des montants calculés comme suit :

#### A) Corporations de commissaires, à l'exception de celles mentionnées au paragraphe C, et commissions scolaires régionales

1) Pour toute commission scolaire qui dispense l'enseignement de niveau primaire seulement :

a) le nombre de commissaires multiplié par un montant de 750 \$

b) le nombre de commissaires au comité exécutif multiplié par un montant de 1 340 \$

c) un montant supplémentaire de 3 140 \$

2) Pour toute commission scolaire régionale :

a) le nombre de commissaires et de syndics multiplié par un montant de 750 \$

b) le nombre de commissaires et de syndics au comité exécutif multiplié par un montant de 1 340 \$

c) un montant supplémentaire de 3 140 \$

3) Pour toute commission scolaire qui dispense l'enseignement des niveaux primaire et secondaire dont le

nombre d'élèves inscrits pour l'année scolaire précédente était de moins de 25 000 :

a) le nombre de commissaires multiplié par un montant de 1 500 \$

b) le nombre de commissaires au comité exécutif multiplié par un montant de 2 010 \$

c) un montant supplémentaire de 4 710 \$

4) Pour toute commission scolaire qui dispense l'enseignement des niveaux primaire et secondaire dont le nombre d'élèves inscrits pour l'année scolaire précédente était de 25 000 ou plus :

a) le nombre de commissaires multiplié par un montant de 2 250 \$

b) le nombre de commissaires au comité exécutif multiplié par un montant de 2 680 \$

c) un montant supplémentaire de 6 280 \$

#### B) Corporations de syndics

1) Pour toute corporation de syndics dont le nombre d'élèves inscrits pour l'année scolaire précédente était de moins de 250 :

a) le nombre de syndics multiplié par un montant de 225 \$

b) un montant supplémentaire de 135 \$

2) Pour toute corporation de syndics dont le nombre d'élèves inscrits pour l'année scolaire précédente était de 250 ou plus, mais de moins de 500 :

a) le nombre de syndics multiplié par un montant de 450 \$

b) un montant supplémentaire de 270 \$

3) Pour toute corporation de syndics dont le nombre d'élèves inscrits pour l'année scolaire précédente était de 500 ou plus :

a) le nombre de syndics multiplié par un montant de 1 500 \$

b) un montant supplémentaire de 900 \$

4) Les montants prévus aux sous-paragraphe 1 et 2 sont réduits du 1/3 pour une corporation de syndics qui ne s'occupe que d'un seul niveau d'enseignement.



**C) Exceptions au paragraphe A**

1) Pour la Commission des écoles catholiques de Montréal :

a) le nombre de commissaires multiplié par un montant de 5 225 \$

b) le nombre de commissaires au comité exécutif multiplié par un montant de 7 400 \$

c) un montant supplémentaire de 15 575 \$

2) Pour le Bureau des écoles protestantes du Grand Montréal :

a) le nombre de commissaires multiplié par un montant de 2 950 \$

b) le nombre de commissaires au comité exécutif multiplié par un montant de 5 200 \$

c) un montant supplémentaire de 11 825 \$.



c. J-2, r.1

## Règlement sur les indemnités des jurés

Loi sur les jurés

(L.R.Q., c. J-2, a. 46)

### 1. Indemnités et allocations

1) Jusqu'à ce qu'un jury soit formé, un juré a droit à 25 \$ pour chaque jour ou partie de jour d'absence de son domicile.

Cette indemnité n'est pas versée aux jurés qui en vertu des lois, arrêtés ministériels, contrats, ententes ou conventions collectives ne subissent pas de perte de gain.

2) Lorsqu'un jury est formé, le juré qui en fait partie a droit à une indemnité de 25 \$ pour chaque jour ou partie de jour d'audition ou de délibération.

Cette indemnité est portée à 40 \$ à compter du 11<sup>e</sup> jour d'audition ou de délibération.

Lorsqu'il y a audition ou délibération le soir, le juré a droit à une indemnité additionnelle de 12,50 \$.

Lorsque les délibérations du jury se poursuivent en soirée, et jusqu'au jour suivant, l'indemnité prévue pour la soirée est de 25 \$.

Un juré a droit également à une indemnité de 25 \$ ou de 40 \$ selon le cas, par jour entier tombant un jour non juridique tant et aussi longtemps qu'il fait partie d'un jury et reste confiné à l'endroit désigné par le shérif.

**2. Allocation pour les repas :** Lorsque le ministère de la Justice n'en défraie pas directement le coût, le juré a droit, sans pièce justificative, à ses frais réels de repas, sujet aux conditions et aux montants maxima suivants :

- a) déjeuner : 2,50 \$ ;
- b) dîner : lorsque la période d'absence nécessaire du domicile se prolonge au-delà de 13 h: 4,50 \$ ;
- c) souper : lorsque la période d'absence nécessaire du domicile se prolonge au-delà de 19 h: 6,00 \$.

**3. Allocation pour le coucher :** Lorsque le ministère de la Justice n'en défraie pas directement le coût, le juré a droit :

- a) sur production de pièces justificatives, à ses frais de coucher, dans un établissement hôtelier, jusqu'à concurrence de 30 \$ par soir excluant la taxe ;

b) en l'absence de pièces justificatives, ou lorsque les frais de coucher n'ont pas été encourus dans un établissement hôtelier, aux frais réels encourus jusqu'à concurrence de 5 \$.

**4. Allocation pour le transport :** Sur production de pièces justificatives, le juré a droit au remboursement de ses frais réels de transport.

L'allocation de déplacement par automobile est fixée à 0,12 \$ par kilomètre parcouru.

**5.** Un juré dont la présence est requise pour plus d'une journée au palais de justice est libre de voyager ou non s'il n'est pas confiné à des locaux par ordre du tribunal.

A.C. 2816-77, (1977) 109 G.O.II, 5051

A.C. 1127-79, (1979) 111 G.O.II, 3421





c. L-1, r.1

## Règlement sur les allocations aux députés en vertu de l'article 82 de la Loi sur la Législature

Loi sur la Législature  
(L.R.Q., c. L-1)

### SECTION I ALLOCATIONS POUR DÉPLACEMENTS ET DÉPENSES DE VOYAGE

#### §1. Des membres de l'Assemblée nationale

**1. Application :** Sous réserve des dispositions spéciales de la sous-section 2 relatives aux adjoints parlementaires, la présente section s'applique à tout membre de l'Assemblée nationale qui n'est pas membre du Conseil exécutif et qui n'utilise pas un moyen de transport fourni par le gouvernement.

#### **2. Déplacements de la résidence au Parlement :**

1) Le membre de l'Assemblée nationale a droit d'être remboursé à raison de 0,18 \$ par kilomètre, quel que soit le mode de transport utilisé.

2) Il a droit au remboursement pour un maximum de 52 voyages, aller-retour, par année.

3) Les déplacements visés par le présent article sont ceux qui sont effectués pour des voyages au Parlement à partir, soit de la résidence du membre de l'Assemblée, soit de son domicile élu dans la circonscription qu'il représente, soit de la localité où il habite, sauf s'il s'agit d'un endroit situé dans une circonscription électorale qui comprend une partie de la ville de Québec ou qui y est contigu.

#### **3. Déplacements à l'intérieur de la circonscription et de la région administrative :**

1) Les frais de déplacement du député à l'intérieur de la circonscription qu'il représente et de la région administrative à l'intérieur de laquelle est située cette circonscription, sont remboursables à raison de 0,18 \$ par kilomètre si ces déplacements sont effectués au moyen d'un véhicule automobile ; s'ils sont effectués par un autre moyen de transport, le député a droit au remboursement de ses frais réels de transport, sur présentation de pièces justificatives.

2) **Repas et couchers :** Les frais pour les repas et les couchers sont remboursables suivant les tarifs en vigueur pour les hauts fonctionnaires du gouvernement.

3) **Admissibilité :** Les remboursements pour dépenses encourues en vertu du présent article ne sont pas admissibles pour le membre de l'Assemblée nationale représentant une circonscription visée au groupe I de l'annexe A ; quant au membre représentant une circonscription visée au groupe II, III, IV ou V de l'annexe A, les remboursements sont limités annuellement à 1 500 \$, 3 000 \$, 4 000 \$ et 7 000 \$ respectivement.

4) **Déplacements n'importe où au Québec :** Outre les frais de déplacement autorisés aux députés suivant le paragraphe 1, tout député qui n'est pas membre du Conseil exécutif et qui n'utilise pas un moyen de transport fourni par le gouvernement est remboursé pour ses frais de déplacement pour activité politique encourus n'importe où au Québec, à l'extérieur de sa région administrative, à partir de Québec ou de sa circonscription électorale ou de sa résidence, jusqu'à concurrence d'une somme de 1 000 \$ annuellement, sur présentation de pièces justificatives, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1980.

5) **Restriction :** Aucune réclamation n'est admissible pour des déplacements prévus au présent article s'ils sont effectués, en cas d'élections générales, durant la période électorale ou en cas d'élection partielle, en rapport avec l'élection partielle, durant la période électorale.

**4. Remboursement :** Les déboursés encourus, conformément aux articles 2 et 3, par un membre de l'Assemblée nationale, lui sont remboursés sur présentation, mensuellement, d'une formule de réclamation appuyée de preuve de voyage ; toutefois, aucune preuve de voyage n'est requise pour tout déplacement de 240 kilomètres et moins, aller-retour, pourvu qu'un tel déplacement ne comporte pas de frais de repas ou de coucher.

#### §2. Des adjoints parlementaires

**5. Application :** La présente sous-section ne s'applique qu'aux voyages effectués à l'extérieur de la région métropolitaine de Québec par un adjoint parlementaire, comme délégué ou représentant officiel du ministre dont il est l'adjoint, dans l'exercice des responsabilités qui lui sont confiées d'assister ce ministre en vertu de l'article 51 de la Loi sur la Législature (L.R.Q., c. L-1).

**6. Voyages à l'intérieur du Québec :** Les frais de transport et les frais de séjour encourus suivant l'article 5, lors

d'un voyage à l'intérieur du Québec, sont remboursés selon le taux et les modalités prévus pour les hauts fonctionnaires.

**7. Voyages à l'extérieur du Québec :** Les voyages effectués suivant l'article 5, à l'extérieur du Québec, sont régis, *mutatis mutandis*, par le Règlement sur le paiement d'une allocation pour le déplacement et le remboursement de frais de voyages aux membres du Conseil exécutif (c. E-18, r. 2).

**8. Paiement :** Les frais encourus, suivant les articles 6 ou 7, sont remboursables à même les crédits du ministère dont est chargé le ministre visé à l'article 5.

## SECTION II

### DÉPENSES POUR LA LOCATION, DANS LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DU DÉPUTÉ, D'UN LOCAL POUR RECEVOIR SES ÉLECTEURS

**9. Location autorisée :** Tout député qui ne dispose pas, dans la circonscription électorale qu'il représente, d'un local fourni par le gouvernement, est autorisé à y louer un local pour recevoir ses électeurs et remplir les autres fonctions inhérentes à sa charge.

**10. Paiement :** Sur présentation du bail ou du contrat de location, l'Assemblée nationale paie mensuellement, directement au bailleur ou au locateur, le coût réel de location du loyer, de l'ameublement et de l'équipement de bureau.

#### 11. Responsabilité de l'Assemblée nationale :

1) En cas de décès du député locataire, de sa défaite à une élection, de sa retraite, de sa démission, de sa nomination au Conseil exécutif, ou si par suite d'une modification à la carte électorale, le local pour recevoir ses électeurs, est situé à l'extérieur des limites du district électoral qu'il représente, l'Assemblée nationale assume la responsabilité pour le reliquat du bail jusqu'à concurrence de 3 mois.

2) Le député doit s'efforcer de faire inclure dans le bail une clause résolutoire sur préavis de 3 mois.

**12. Frais de fonctionnement :** De plus, l'Assemblée nationale rembourse au député visé par la présente section, sur production de pièces justificatives, les frais de fonctionnement suivants :

- a) achat de papier à lettre, enveloppes et fournitures de bureau ;
- b) frais de poste et messagerie ;

c) nettoyage et entretien de bureau, d'ameublement et d'équipement ;

d) plaque(s) d'identification ;

e) taxes d'affaires et locative ;

f) assurance feu, vol, responsabilité ;

g) impression de cartes d'affaires, d'invitations et d'anniversaires ;

h) frais de stationnement et de déneigement ;

i) frais du service téléphonique.

**13. 1) Montant maximal :** Le montant maximal annuel des frais admissibles en vertu de la présente section ne doit en aucun temps excéder la somme de 7 300 \$ pour les députés de tous les groupes définis à l'annexe A. Cette somme peut atteindre 8 600 \$ pour les députés des groupes IV et V, à condition que ces députés fassent la location de plus d'un local aux fins de l'article 9. Pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 1981 au 31 mars 1982, une somme de 1 000 \$ est ajoutée au montant maximal annuel.

2) **Indexation :** À compter du 1<sup>er</sup> avril 1981, les sommes stipulées au paragraphe 1 sont, pour chaque année financière du gouvernement, égales à celles pour l'année précédente multipliées par l'indice des prix des loyers pour l'année précédente et divisées par l'indice des prix des loyers pour l'année antérieure à cette dernière.

L'indice des prix des loyers pour une année est la composante « loyer » du sous-indice habitation de l'indice des prix à la consommation au Canada publié par Statistique Canada en vertu de la Loi sur la statistique (S.R.C., 1970, c. S-16) pour le mois de juin de cette année.

Lorsque le produit du calcul selon le premier alinéa n'est pas un multiple de 100 \$, les sommes annuelles sont portées au plus proche multiple de 100 \$. Les sommes annuelles ne peuvent être inférieures à celles de l'année précédente.

## SECTION III

### SECRÉTAIRE DANS LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE

**14. Dispositions inapplicables :** La Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1) et les règlements et règles adoptés sous son autorité ne s'appliquent pas au personnel visé par la présente section.

**15. Nomination et révocation :** Tout membre de l'Assemblée nationale qui n'est pas membre du Conseil exécutif peut désigner une personne pour agir comme son secrétaire dans la circonscription qu'il représente. La nomination est révocable en tout temps.

**16. Entrée en fonction :** La date d'entrée en fonction du secrétaire de circonscription est celle mentionnée dans le document qui constate sa nomination.

**17. Fin d'emploi :** Les fonctions du secrétaire de circonscription prennent fin à la première des échéances suivantes :

- a) le jour de sa démission ;
- b) le jour de sa révocation ;
- c) soixante jours après le décès du député, la perte de sa qualité de député ou sa nomination au Conseil exécutif.

**18. Sommes disponibles :**

1) Chaque député de tous les groupes définis à l'annexe A dispose d'une somme annuelle n'excédant pas 35 000 \$ pour le traitement de ses secrétaires dans la circonscription électorale qu'il représente ; cette somme peut atteindre 38 500 \$ pour le député du groupe IV et 41 100 \$ pour le député du groupe V, à condition que ce député du groupe IV ou du groupe V désigne plus d'une personne suivant l'article 15.

2) Les sommes stipulées au paragraphe 1 sont, pour chaque année financière du gouvernement, égales à celles pour l'année précédente multipliées par l'indice des prix pour l'année précédente et divisées par l'indice des prix pour l'année antérieure à cette dernière.

L'indice des prix pour une année est l'indice des prix à la consommation au Canada publié par Statistique Canada en vertu de la Loi sur la statistique pour le mois de juin de ladite année.

Lorsque le produit du calcul selon le deuxième alinéa n'est pas un multiple de 100 \$, les sommes annuelles sont portées au plus proche multiple de 100 \$.

Les sommes annuelles ne peuvent être inférieures à celles de l'année précédente.

3) En outre des sommes disponibles prévues au paragraphe 1, le secrétaire de circonscription a droit à une allocation de cessation d'emploi équivalente à 4% du salaire annuel effectif à la date de son départ, versée au *pro rata* du temps travaillé jusqu'à un maximum de 12 mois.

Pour les fins de l'alinéa précédent, toute partie de mois est calculée comme un mois.

**19. Plus d'un secrétaire :** Si un député opte pour la nomination de plus d'un secrétaire en vertu de la présente section, il doit indiquer de quelle façon se répartit, entre

ces secrétaires, la somme visée au paragraphe 1 de l'article 18.

**20. Versement du traitement :** Le traitement est versé directement au titulaire du poste de secrétaire de circonscription à raison de 26 paies par année.

**21. Permis d'absence :**

1) Le secrétaire de circonscription électorale a droit, sur demande présentée au député, à un permis d'absence sans perte de traitement, pour les fins et périodes suivantes :

a) à l'occasion du décès de son conjoint, de son enfant, de son père, de sa mère, d'un frère ou d'une soeur, le jour des funérailles. Il peut aussi s'absenter pendant 3 autres journées à cette occasion, mais sans traitement ;

b) le jour de son mariage ;

c) il peut s'absenter sans traitement, le jour du mariage de l'un de ses enfants et pendant 2 jours à l'occasion de la naissance ou de l'adoption d'un enfant.

2) **Congés de maternité :** Les dispositions du Règlement sur les normes du travail (c. N-1.1, r.3) concernant les congés de maternité et ses modifications s'appliquent au secrétaire de circonscription électorale.

3) **Inhabilité :** Le conjoint ou l'enfant mineur d'un député ne peut être nommé secrétaire de circonscription du député.

#### SECTION IV

**LOGEMENT, DANS LA VILLE DE QUÉBEC OU DANS SON VOISINAGE IMMÉDIAT, D'UN DÉPUTÉ QUI A SA RÉSIDENCE PRINCIPALE À L'EXTÉRIEUR DE LA VILLE DE QUÉBEC OU D'UNE CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE CONTIGÜE À CETTE VILLE**

**22. Logement à Québec ou en banlieue :**

1) Tout membre de l'Assemblée nationale, autre que le Premier ministre et le président de l'Assemblée nationale, dont la résidence principale est à l'extérieur de la ville de Québec ou d'une circonscription électorale contiguë à cette ville, a droit, jusqu'à concurrence de 5 400 \$ annuellement, à un remboursement pour frais de logement à Québec ou dans le voisinage immédiat, incluant, le cas échéant, le coût du service téléphonique, du service d'entretien du logement, du stationnement et de l'électricité.

2) À compter du 1<sup>er</sup> avril 1981 et à chaque mois d'avril subséquent, le montant stipulé au paragraphe 1 est égal au montant de l'année précédente multiplié par l'indice des prix des loyers pour l'année précédente et divisé

par l'indice des prix des loyers pour l'année antérieure à cette dernière.

L'indice des prix des loyers pour une année est la moyenne annuelle de la composante « logement » du sous-indice habitation pour la région de Québec de l'indice des prix à la consommation publié par Statistique Canada en vertu de la Loi sur la statistique.

Lorsque le produit du calcul selon le premier alinéa n'est pas un multiple de 100 \$, le montant annuel est porté au plus proche multiple de 100 \$.

Le montant annuel ne peut être inférieur à celui de l'année précédente.

**23. Séjour en établissement hôtelier :** Les frais de séjour dans un établissement hôtelier, pour tenir lieu du logement visé à l'article 22, ne doivent en aucun cas comprendre de frais de subsistance.

**24. Pièces exigées :** Le remboursement prévu à l'article 22 ne peut être effectué sans présentation de pièces justificatives.

**25. Pièces admissibles :** Les pièces justificatives admissibles sont :

a) s'il s'agit de séjour en établissement hôtelier, les reçus mensuels ou les conventions intervenues entre le député et l'hôtelier ;

b) s'il s'agit d'un logement, le bail ou les reçus de location ;

c) s'il s'agit d'un immeuble, propriété du député ou de son conjoint et qui constitue une résidence secondaire pour ce député, un certificat de valeur locative délivré par la Communauté urbaine de Québec, par la municipalité ou par un évaluateur agréé ;

d) le cas échéant, les reçus pour le service téléphonique, le service d'entretien du logement, du stationnement et de l'électricité.

**26. 1) Remboursement :** Les remboursements prévus à la présente section sont effectués mensuellement.

2) **Responsabilité de l'Assemblée nationale :** S'il s'agit d'un bail pour les fins de l'application de l'article 22, en cas de décès du député locataire, de sa défaite à une élection, de sa retraite, de sa démission, ou de son accession à la fonction de Premier ministre ou Président, l'Assemblée nationale assume la responsabilité pour le reliquat du bail jusqu'à concurrence de 3 mois.

## SECTION V COMMISSIONS ÉLUES

**27. Champ d'application :** La présente section s'applique à tout député autre qu'un membre du Conseil exécutif, le président de l'Assemblée nationale et le chef de l'Opposition officielle.

**28. Allocation de présence :** Tout député qui a été désigné membre ou intervenant d'une commission élue de l'Assemblée nationale a droit à une allocation de présence de 50 \$ pour chaque journée d'une semaine que siège cette commission alors que la Chambre ne siège pas cette même semaine.

**29. Constat de présence :** La présence du député est constatée dans un rapport dressé par le président de la commission.

## SECTION VI FRAIS DE COMMUNICATIONS

**30. Exclusion :** La présente section ne s'applique pas aux députés qui sont membres du Conseil exécutif, exception faite du leader parlementaire du gouvernement.

**31. Interurbains et télégrammes :** Les appels interurbains et les télégrammes du député doivent se limiter aux communications faites en rapport avec l'exercice de la fonction de député. Des cartes de crédit sont remises au député pour les fins du présent article.

**32. Réseau gouvernemental :** Le député doit utiliser, chaque fois que la chose est possible, le réseau téléphonique du gouvernement.

## ANNEXE A GROUPE I

Anjou	Maisonnette
Bertrand	Marguerite-Bourgeoys
Bourassa	Marie-Victorin
Bourget	Marquette
Chambly	Mercier
Chapleau	Mille-Iles
Charlesbourg	Mont-Royal
Châteauguay	Nelligan
Chicoutimi	Notre-Dame-de-Grâce
Chomedey	Outremont
Crémazie	Robert Baldwin
D'Arcy McGee	Rosemont
Dorion	Sainte-Anne
Fabre	Saint-Henri
Gouin	Saint-Jacques
Groulx	Saint-Laurent

Hull	Saint-Louis	<b>GROUPE V</b>	
Jacques-Cartier	Sainte-Marie	Duplessis	Ungava
Jeanne-Mance	Sauvé		
Jean-Talon	Sherbrooke		
Jonquière	Taillon		
L'Acadie	Taschereau		
Lafontaine	Terrebonne		
La Peltrie	Trois-Rivières		
Laporte	Vachon		
Laprairie	Vanier		
L'Assomption	Verdun		
Laurier	Viau		
Laval-des-Rapides	Viger		
Lévis	Vimont		
Limoilou	Westmount		
Louis-Hébert			

**GROUPE II**

Arthabaska	Prévost
Beauharnois	Richelieu
Champlain	Saint-François
Deux-Montagnes	Saint-Hyacinthe
Drummond	Saint-Jean
Iles-de-la-Madeleine	Saint-Maurice
Joliette	Shefford
Montmorency	Verchères

**GROUPE III**

Argenteuil	Maskinongé
Beauce-Nord	Orford
Chauveau	Rimouski
Frontenac	Rivière-du-Loup
Huntingdon	Rousseau
Iberville	Vaudreuil-Soulanges

**GROUPE IV**

Abitibi-Est	Laviolette
Abitibi-Ouest	Lotbinière
Beauce-Sud	Matane
Bellechasse	Matapédia
Berthier	Mégantic-Compton
Bonaventure	Montmagny-L'Islet
Brome-Missisquoi	Nicolet
Charlevoix	Papineau
Dubuc	Pontiac
Gaspé	Portneuf
Gatineau	Richmond
Johnson	Roberval
Kamouraska-Témiscouata	Rouyn-Noranda – Témiscamingue
Labelle	
Lac Saint-Jean	Saguenay

---

R.I. du 17.04.75  
 R.I. 132-76 du 20.10.76  
 R.I. 245-77 du 18.08.77  
 R.I. 339-78 du 13.04.78  
 R.I. 490-79 du 19.06.79  
 R.I. 635-80 du 12.08.80  
 R.I. 684-81 du 04.02.81  
 R.I. 725-81 du 26.08.81







c. L-1, r.2

## Règlement sur les contrats d'achat de l'Assemblée nationale

Loi sur la Législature  
(L.R.Q., c. L-1, a. 42)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.** A moins de dispositions contraires d'une loi ou d'un règlement, le présent règlement s'applique à tous les services de l'Assemblée nationale.

**2.** Dans ce règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « appel d'offres sur invitation » : un avis adressé personnellement à des fournisseurs les invitant à présenter leur soumission pour l'achat d'un bien meuble ;

b) « appel d'offres dans les journaux » : un avis publié dans au moins un journal quotidien invitant des soumissions pour l'achat d'un bien meuble ;

c) « contrat d'achat » ou « contrat » : achat ou commande ouverte pour la fourniture d'articles, de denrées, de matériel, de marchandises, de matériaux ou d'approvisionnement, y compris un contrat d'impression ou de reproduction, un contrat d'abonnement, un contrat de confection de vêtements ;

d) « commande ouverte » : une entente conclue avec un fournisseur concernant l'achat de produits aux conditions et aux prix déterminés lors de l'entente et pour une période donnée.

**3.** Les contrats d'entretien et de réparation comprenant la fourniture de pièces et de matériaux par l'adjudicataire ne sont pas des contrats d'achat.

### SECTION II DEMANDES DE SOUMISSIONS

**4.** Lorsque, en vertu de ce règlement, des soumissions sont exigées, la procédure est la suivante :

a) pour tout achat de plus de 500 \$ et de moins de 3 000 \$, des demandes de soumissions par téléphone doivent être sollicitées d'au moins 2 fournisseurs. L'adjudication de la commande se fait immédiatement au plus bas soumissionnaire ;

b) pour tout achat de plus de 3 000 \$ et de moins de 50 000 \$, des soumissions sur invitation doivent être sollicitées d'au moins 2 fournisseurs ;

c) lorsqu'il s'agit d'un contrat d'achat dont le coût estimé est de 50 000 \$ ou plus, la procédure d'appels d'offres sur invitation ou dans les journaux doit être utilisée, selon que le détermine le secrétaire général ou la Commission de régie interne de l'Assemblée nationale ;

d) pour tout contrat d'achat de 1 000 000 \$ ou plus, la procédure déterminée par les règlements touchant les conditions de contrats faits au nom du gouvernement approuvés par décret, doit être utilisée.

**5.** Aucun contrat d'achat ne peut être conclu à moins que des soumissions n'aient été sollicitées selon la procédure établie, sauf :

a) lorsque le montant prévu est inférieur à 500 \$ ;

b) lorsqu'un seul fournisseur rencontre les spécifications établies par l'Assemblée nationale ;

c) lorsqu'il est plus économique que la source d'approvisionnement soit située à proximité de son lieu d'utilisation et qu'un seul fournisseur est alors disponible ;

d) lorsqu'il est plus économique de négocier à la source sans l'intermédiaire des distributeurs et qu'une seule source d'approvisionnement est disponible ;

e) lorsque le prix des marchandises à acheter est fixé conformément à la loi ;

f) lorsque, dans le cas d'un contrat d'achat, le produit à acheter a déjà fait l'objet d'un contrat de location et qu'une partie ou la totalité du coût de location est récupérable ;

g) lorsque les achats sont faits auprès des magasins du Service des achats du gouvernement ou de l'éditeur officiel du Québec ;

h) lorsque l'achat de produits ou de marchandises est effectué, aux prix et conditions établis dans une commande ouverte, par le Service des achats du gouvernement ;

i) lorsque l'achat est fait par catalogue, pour la bibliothèque de la Législature, les prix et les escomptes étant déjà connus d'au moins 2 fournisseurs.

### SECTION III

#### AUTORISATIONS PRÉALABLES À L'OCTROI D'UN CONTRAT D'ACHAT

**6.** Tout contrat d'achat et toute modification à un contrat d'achat doivent faire l'objet au préalable d'une demande d'imputation d'engagement autorisée par :

a) le directeur ou son représentant, pour tout achat de moins de 1 000 \$ ;

b) le directeur général ou son représentant, pour tout achat de 1 000 \$ à 5 000 \$ ;

c) le secrétaire général ou son représentant, pour achat de 5 000 \$ à 25 000 \$ ;

d) le secrétaire général ou son représentant, pour tout achat de 25 000 \$ et plus fait auprès des magasins du Service des achats du gouvernement, de l'éditeur officiel, de la Société des alcools du Québec, ou effectué aux prix et conditions établis dans une commande ouverte émise par le Service des achats du gouvernement ou autorisée par la Commission de régie interne de l'Assemblée nationale ;

e) le secrétaire général ou son représentant, sous réserve de l'approbation de la Commission de régie interne, pour tout autre achat de 25 000 \$ et plus, sans excéder 1 000 000 \$ ;

f) le secrétaire général, ou son représentant, sous réserve de l'approbation du gouvernement, pour tout achat de 1 000 000 \$ et plus ;

g) dans le cadre du présent règlement, en ce qui concerne les achats effectués pour les besoins du Vérificateur général et du Protecteur du citoyen, il faut, selon le cas, substituer le nom du Vérificateur général ou du Protecteur du citoyen à celui du secrétaire général ; et celui du Vérificateur général adjoint ou adjoint du Protecteur du citoyen, à celui du directeur général.

### SECTION IV

#### CONTRATS D'ACHAT

**7.** Tout contrat d'achat, lorsque les autorisations préalables ont été obtenues, est négocié par le directeur des services auxiliaires ou son représentant et conclu par le directeur des services auxiliaires, sauf dans les cas suivants où le contrat peut être négocié et conclu par le directeur ou le responsable du service en cause :

a) les achats de vivres, denrées alimentaires, produits sanitaires ou accessoires de service non réutilisables achetés pour le fonctionnement du restaurant « Le Parlemen-

taire » et le « Mini-Débat », cafétéria de l'Assemblée nationale et n'excédant pas 5 000 \$ ;

b) les achats de livres et abonnements, journaux, périodiques ou revues effectués pour les besoins de la bibliothèque de la Législature, n'excédant pas un montant de 500 \$ ;

c) dans les cas d'urgence où la sécurité des personnes ou des biens est en cause et où tout délai serait préjudiciable à l'intérêt public ;

d) pour tout achat effectué avec la carte de crédit universelle du Gouvernement du Québec concernant les automobiles, propriété de l'Assemblée nationale.

R.I. 554-79 du 06.12.79

R.I. 674-80 du 11.12.80



c. L-1, r.3

## Règlement sur les contrats de location de biens meubles de l'Assemblée nationale

Loi sur la Législature  
(L.R.Q., c. L-1, a. 42)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.** À moins de dispositions contraires d'une loi ou d'un règlement, les dispositions de ce règlement s'appliquent à tous les services de l'Assemblée nationale.

**2.** Dans ce règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent on entend par :

a) « appel d'offres sur invitation » : un avis adressé personnellement à des fournisseurs les invitant à présenter leur soumission pour le louage d'un bien meuble ;

b) « appel d'offres dans les journaux » : un avis publié dans au moins un journal quotidien invitant des soumissions pour le louage d'un bien meuble ;

c) « contrat de location d'un bien meuble » : un contrat ou commande ouverte pour le louage d'un bien meuble pour l'Assemblée nationale, lequel louage peut également comprendre les frais d'installation, d'opération, de fonctionnement et d'entretien du bien loué ;

d) « commande ouverte » : une entente conclue avec un fournisseur concernant le louage d'un bien meuble aux conditions et aux prix déterminés lors de l'entente et pour une période donnée.

**3.** Lorsqu'il s'agit de louage d'un bien meuble dont le tarif apparaît au « répertoire des taux de location » émis par le directeur général des achats du gouvernement, ce tarif est la rémunération maximale pouvant être consentie.

### SECTION II DEMANDES DE SOUMISSIONS

**4.** Lorsque, en vertu de ce règlement, des soumissions sont exigées, la procédure est la suivante :

a) pour tout contrat de location de plus de 500 \$ et de moins de 50 000 \$, des soumissions sur invitation doivent être sollicitées d'au moins 2 fournisseurs ;

b) lorsqu'il s'agit d'un contrat de location dont le coût estimé est de 50 000 \$ ou plus, la procédure d'appel

d'offres sur invitation ou dans les journaux doit être utilisée, selon que le détermine le secrétaire général ou la Commission de régie interne de l'Assemblée nationale ;

c) pour tout contrat de location de 1 000 000 \$ ou plus, la procédure déterminée par les règlements touchant les conditions de contrats faits au nom du gouvernement approuvés par décret, doit être utilisée.

**5.** Aucun contrat de location ne peut être conclu à moins que des soumissions n'aient été sollicitées selon la procédure établie, sauf :

a) lorsque le montant prévu est inférieur à 500 \$ ;

b) lorsqu'un seul fournisseur rencontre les spécifications établies par l'Assemblée nationale ;

c) lorsqu'il est plus économique que la source d'approvisionnement soit située à proximité de son lieu d'utilisation et qu'un seul fournisseur est alors disponible ;

d) lorsqu'un contrat de location est effectué, aux prix et conditions établis dans une commande ouverte, ou dans les cas où un taux pour le bien à louer a été établi dans le répertoire des taux de location du Service des achats du gouvernement ;

e) dans des cas d'urgence où la sécurité des personnes ou des biens est en cause et où il serait préjudiciable à l'intérêt public de solliciter des soumissions.

### SECTION III AUTORISATIONS PRÉALABLES À L'OCTROI D'UN CONTRAT DE LOCATION

**6.** Tout contrat de location et toute modification à un contrat de location doivent faire l'objet au préalable d'une demande d'imputation d'engagement autorisée par :

a) le directeur ou son représentant, pour toute location de moins de 1 000 \$ ;

b) le directeur général ou son représentant, pour toute location de moins de 5 000 \$ ;

c) le secrétaire général ou son représentant, pour toute location de 5 000 \$ à 25 000 \$ ;

d) le secrétaire général ou son représentant, pour toute location de 25 000 \$ et plus effectuée aux prix et conditions établis dans une commande ouverte émise par le Service des achats du gouvernement ou autorisée par la Commission de régie interne de l'Assemblée nationale, ou dans les cas où un taux pour le bien à louer a été établi

dans le répertoire des taux de location du Service des achats du gouvernement ;

e) le secrétaire général ou son représentant, sous réserve de l'approbation de la Commission de régie interne de l'Assemblée nationale, pour toute autre location de 25 000 \$ et plus sans excéder 1 000 000 \$ ;

f) le secrétaire général ou son représentant, sous réserve de l'approbation du gouvernement, pour toute location de 1 000 000 \$ et plus ;

g) dans le cadre du présent règlement, en ce qui concerne les locations effectuées pour les besoins du bureau du Vérificateur général et du Protecteur du citoyen, il faut, selon le cas, substituer le nom du Vérificateur général ou du Protecteur du citoyen, à celui du secrétaire général ; et celui du Vérificateur général adjoint ou adjoint du Protecteur du citoyen, à celui du directeur général.

**7.** Dans le cas de location d'un photocopieur, le montant servant à déterminer le niveau d'autorisation requis est le taux mensuel multiplié par le nombre de mois couverts par le contrat.

#### SECTION IV CONTRATS DE LOCATION

**8.** Tout contrat de location, lorsque les autorisations préalables ont été obtenues, est négocié par le directeur des services auxiliaires ou son représentant et conclu par le directeur des services auxiliaires.



c. L-1, r.4

## Règlement sur les emplois ou fonctions à caractère occasionnel et leurs titulaires à l'Assemblée nationale

Loi sur la Législature  
(L.R.Q., c. L-1, a. 42)

**1.** Le présent règlement soustrait de l'application de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1), des règlements et règles pertinents, de même que des directives ayant trait spécifiquement au personnel occasionnel, les emplois ou fonctions d'un caractère occasionnel à l'Assemblée nationale.

**2.** Aux fins du présent règlement, il y a 4 catégories d'emplois occasionnels définies comme suit :

a) un emploi occasionnel signifie un emploi qui est rempli pendant 6 mois ou moins soit pour parer à un surcroît temporaire de travail ou pour accomplir un travail spécifique qui se situe à l'intérieur d'une activité provisoire de l'administration et dont le titulaire n'est d'aucune façon appelé à diriger des employés de la fonction publique ;

b) un emploi occasionnel signifie également un emploi qui est rempli pour une période plus longue que celle prévue au paragraphe a en vue de la réalisation d'un projet spécifique défini par l'administration et qui a reçu l'approbation préalable de la Commission de régie interne ;

c) un emploi occasionnel signifie aussi un emploi de serveur au restaurant « Le Parlementaire » ;

d) l'emploi occasionnel relevant d'un service de recherche d'un parti politique représenté à l'Assemblée nationale.

### SECTION I CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE SERVICE DES EMPLOYÉS TITULAIRES D'UN EMPLOI DÉFINI AU PARAGRAPHE A DE L'ARTICLE 2

**3.** La présente section s'applique aux employés titulaires d'un emploi répondant à la définition du paragraphe a de l'article 2.

**4.** L'employé occasionnel est nommé par le secrétaire général de l'Assemblée nationale. Celui-ci peut déléguer par écrit son pouvoir de nomination à tout autre fonctionnaire de l'Assemblée nationale.

La nomination de l'employé occasionnel peut être révoquée par le secrétaire général ou par le fonctionnaire qui l'a faite.

Aucune nomination ne peut être faite sans qu'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour exécuter les engagements liés à cette obligation pendant l'exercice financier où elle est faite.

**5.** Le directeur du personnel doit conserver un dossier relatif à la nomination de tout employé occasionnel contenant notamment :

a) l'identification du service, des tâches à accomplir et le classement de l'emploi ;

b) l'offre de service dûment remplie et signée par l'employé occasionnel préalablement à la nomination ;

c) l'attestation des études qui, le cas échéant, ont été prises en considération dans l'établissement du classement de l'employé occasionnel, de même que la preuve que l'employé détient les permis exigés par l'autorité compétente pour l'exercice des fonctions visées, s'il y a lieu ;

d) l'acte de nomination de l'employé occasionnel.

**6.** La nomination de l'employé occasionnel est faite au classement auquel, compte tenu du poste à pourvoir ainsi que du dossier scolaire et professionnel de l'employé, elle serait faite si l'employé était nommé en conformité de la Loi sur la fonction publique.

Le classement ainsi établi ne peut varier pendant toute la durée de l'emploi ni quant à la classe, ni quant à l'échelon.

**7.** L'écrit constatant la nomination de l'employé occasionnel doit comporter après la mention de son classement le mot « occasionnel » et une copie en est transmise à l'employé et au représentant du contrôleur des finances à l'Assemblée nationale.

**8.** La rémunération de l'employé occasionnel est le traitement auquel cet employé, compte tenu de son classement établi conformément à l'article 6, aurait droit s'il était nommé et rémunéré en conformité de la Loi sur la fonction publique, majoré de 11,12%.

**9.** Les heures de travail de l'employé occasionnel sont généralement celles de l'unité administrative à laquelle il est affecté.

**10.** L'employé occasionnel a droit au paiement en espèces ou à la compensation sous forme de congé de tout travail exécuté en surtemps, et au paiement de primes de soir et de nuit et de fin de semaine, le tout conformément à la convention collective de travail ou, le cas échéant, à celles de tout règlement du Conseil du trésor relatif à cette matière et qui s'appliquerait à lui s'il était régi par la Loi sur la fonction publique. Aux fins du paiement du surtemps, le traitement régulier est celui avant la majoration de 11,12%.

**11.** À la fin de toute période d'emploi à titre occasionnel, ou à l'occasion de son départ au cours d'une telle période d'emploi, l'employé occasionnel reçoit pour tenir lieu de vacances une indemnité égale à 8% de ses gains bruts.

**12.** L'employé occasionnel ne reçoit aucune rémunération à l'occasion des jours qui, dans la fonction publique sont fériés et chômés, sauf s'il est alors requis de travailler, auquel cas il reçoit, pour le nombre d'heures travaillées, une rémunération au taux de surtemps.

**13.** L'employé occasionnel incapable de remplir sa tâche par suite d'un accident du travail subi alors qu'il était au service de l'employeur, reçoit pour la durée de son incapacité totale, permanente ou temporaire, mais uniquement pendant la période prévue de son emploi, un montant égal à la différence entre l'indemnité prévue par la Loi sur les accidents de travail (L.R.Q., c. A-3) et son traitement régulier durant cette période.

**14.** L'employé occasionnel a droit, sur demande présentée à son supérieur immédiat, à un permis d'absence sans perte de traitement, pour les fins et périodes suivantes :

a) le décès de son enfant, son conjoint, son père, sa mère, son frère ou sa soeur, le jour des funérailles. Il peut aussi s'absenter sans traitement à cette occasion pendant 3 autres jours ;

b) le jour de son mariage ;

c) il peut s'absenter sans traitement, le jour du mariage de l'un de ses enfants et pendant 2 jours à l'occasion de la naissance ou de l'adoption d'un enfant.

## SECTION II CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE SERVICE DES EMPLOYÉS TITULAIRES D'UN EMPLOI DÉFINI AUX PARAGRAPHES B ET C DE L'ARTICLE 2

**15.** La présente section s'applique aux employés titulaires d'un emploi répondant à la définition des paragraphes b et c de l'article 2.

**16.** Les articles 4, 5, 7, 9 et 13 s'appliquent également aux employés régis par la présente section.

**17.** La nomination de l'employé occasionnel est faite au classement auquel, compte tenu du poste à pourvoir ainsi que du dossier scolaire et professionnel de l'employé, elle serait faite si l'employé était nommé en conformité de la Loi sur la fonction publique.

L'employé occasionnel a droit, s'il y a lieu, à l'avancement d'échelon sur rendement satisfaisant, suivant les règles prévues au statut particulier du corps d'emploi qui lui a été attribué.

**18.** La rémunération de l'employé est le traitement auquel cet employé, compte tenu de son classement établi conformément à l'article 17, aurait droit s'il était nommé et rémunéré en conformité de la Loi sur la fonction publique.

**19.** L'employé occasionnel a droit au paiement en espèces ou à la compensation sous forme de congé de tout travail exécuté en surtemps, et au paiement de primes de soir et de nuit et de fin de semaine le tout conformément à la convention collective de travail ou, le cas échéant, à celles de tout règlement du Conseil du trésor relatif à cette matière et qui s'appliquerait à lui s'il était régi par la Loi sur la fonction publique.

En outre, une prime de 1 \$ de l'heure est versée aux employés exerçant les fonctions de serveurs de salon et des tables des journalistes, pour chaque heure effectivement travaillée soit dans les salons, soit à la table des journalistes ou dans la salle du restaurant « Le Parlementaire ».

**20.** L'employé se voit attribuer des vacances comme s'il était assujéti à la Loi sur la fonction publique.

**21.** 1) L'employé continue de recevoir sa rémunération pour les jours qui, dans la fonction publique, sont fériés et chômés.

2) L'employé requis de travailler à l'occasion de l'un de ces jours, reçoit pour le nombre d'heures travaillées le jour férié une rémunération au taux de surtemps en sus de son traitement régulier.

3) L'employé dont le congé hebdomadaire coïncide avec l'un des jours fériés et chômés visés au paragraphe 1, reçoit en compensation un montant égal à 150% du traitement de sa journée régulière de travail.

4) Pour avoir droit au maintien de son traitement à l'occasion d'un jour férié et chômé, un employé doit être présent à son travail le jour ouvrable qui précède immédiatement et celui qui suit immédiatement le jour férié, à moins que pour l'un ou l'autre de ces jours, il ne soit absent avec traitement, absent pour maladie avec pièce justificative, ou absent pour une autre raison jugée valable par son supérieur immédiat.

5) Le paragraphe 4 ne s'applique pas à la Fête nationale.

**22.** Les dispositions relatives aux congés pour affaires judiciaires, aux congés sociaux, aux régimes d'assurance-vie, maladie et salaire, aux droits parentaux, s'appliquent à l'employé occasionnel régi par la présente section de la même façon que s'il était régi par la Loi sur la fonction publique, mais uniquement pour la période prévue de son emploi.

**23.** 1) Aux fins de l'application de l'article 18, les taux horaires des serveurs du restaurant « Le Parlementaire » sont appliqués aux heures de travail de ces employés sur la base du temps effectivement travaillé.

2) Aux fins de l'application de l'article 19, les serveurs du restaurant « Le Parlementaire » ont droit au temps supplémentaire :

- a) pour du travail exécuté le samedi et le dimanche ;
- b) pour du travail exécuté en plus de 2 087 heures régulières du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars d'une année ;
- c) pour du travail effectué dans la situation suivante : lorsqu'à l'occasion d'une réception spéciale en dehors des heures officielles d'ouverture et de fermeture, l'employé dépasse sa cédule journalière de travail.

3) Les bénéfices prévus aux articles 13, 20, 21 et 22 sont consentis proportionnellement aux heures que les serveurs du restaurant « Le Parlementaire » auraient normalement effectuées durant ces périodes.

4) Lors de fermeture du restaurant « Le Parlementaire », dû à des travaux de nettoyage ou de rénovation, les serveurs sont rémunérés suivant les taux en vigueur sur la base de 4 heures par jour du lundi au vendredi.

5) À son départ, le serveur du restaurant « Le Parlementaire », a droit à une prime de séparation, calculée d'après le traitement moyen des 3 dernières années, qui correspond à 1 mois de prime pour chaque période de 12

mois de service à titre de serveur jusqu'à concurrence de 6 mois de prime.

### SECTION III CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE SERVICE DES EMPLOYÉS TITULAIRES D'UN EMPLOI RELEVANT D'UN SERVICE DE RECHERCHES D'UN PARTI POLITIQUE REPRÉSENTÉ À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

**24.** La présente section s'applique aux employés titulaires d'un emploi répondant à la définition du paragraphe d de l'article 2.

**25.** L'employé titulaire d'un emploi relevant d'un service de recherches d'un parti politique représenté à l'Assemblée nationale est nommé par le chef parlementaire du parti dont il s'agit.

Le chef parlementaire de chaque parti peut déléguer par écrit son pouvoir de nomination à tout député et en informer le directeur du personnel.

**26.** L'article 7 s'applique également aux employés régis par la présente section.

**27.** La rémunération de même que les conditions de travail et de service de l'employé occasionnel visé par la présente section sont fixées par le chef parlementaire du parti dont il s'agit, ou par un député qu'il autorise, par écrit, à cette fin.

### SECTION IV ABROGATION ET DISPOSITIONS TRANSITOIRES

**28.** Le présent règlement abroge et remplace la résolution RI 276-77 du 30 novembre 1977, et amendements subséquents.

**29.** Malgré l'article 28, le titulaire actuel d'un emploi demeure régi par le règlement abrogé jusqu'à l'expiration de son engagement actuel à l'exception du titulaire d'un emploi du Service de restauration et des employés des Services de recherche présentement en fonction, lesquels sont régis par le présent règlement.

**30.** Pour les fins d'application du paragraphe 5 de l'article 23 pour l'employé présentement en fonction, la période de service à titre de serveur débute le premier jour de son entrée en fonction au restaurant « Le Parlementaire ».

R.I. 686-81 du 04.02.81

R.I. 697-81 du 11.03.81

R.I. 721-81 du 11.06.81







c. L-1, r.5

## **Règlement sur les envois gratuits par les parlementaires**

Loi sur la Législature  
(L.R.Q., c. L-1)

**1.** Les députés peuvent expédier un message, deux fois par année, à tous leurs électeurs, aux frais de l'Assemblée nationale. Les frais de poste sont défrayés par le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

**2.** Les modalités suivantes doivent être observées par le député qui désire utiliser ce service :

a) sont autorisés 2 « envois sans adresse » par année budgétaire, non cumulatifs, selon la règle du « premier arrivé, premier servi ». Un délai de 3 à 30 jours est nécessaire pour la composition et l'envoi des circulaires ;

b) les « envois sans adresse » comprennent une feuille 8 1/2 " X 14 " pliée en 3 et imprimée recto verso. L'une des 6 colonnes est réservée à une maquette identifiant l'Assemblée nationale et présente le député, son comté et le leitmotiv de son message ;

c) le député a la responsabilité du contenu des textes présentés pour impression, en tenant compte d'une seule restriction à l'effet que les textes doivent être exempts de toute sollicitation partisane, telle que des demandes d'adhésion ou de contribution monétaire à un parti. Le président de l'Assemblée nationale ou l'un ou l'autre des vice-présidents juge les cas problèmes qui peuvent se présenter.

**3.** Le député perd automatiquement ce privilège dès l'émission des brefs en vue d'une élection ou d'un référendum.

**4.** Le bureau d'accueil et d'information de l'Assemblée nationale a la responsabilité du bon fonctionnement de ce programme.

---

R.I. 212-77 du 05.05.77

R.I. 300-77 du 14.12.77

R.I. 580-80 du 27.03.80





c. L-1, r.6

## Règlement sur la *Gazette officielle du Québec*

Loi sur la Législature  
(L.R.Q., c. L-1, a. 118)

**1.** La *Gazette officielle du Québec* est publiée en 3 parties faisant l'objet de 3 publications séparées :

a) la Partie I contient les textes, annonces, documents et avis autres que ceux prévus à la Partie II et dont la loi requiert la publication à la *Gazette officielle du Québec* ;

b) la Partie II contient :

i. les projets de règlement et les règlements du gouvernement, de ses ministères et des organismes gouvernementaux au sens de l'article 2 de l'annexe de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11) dont la loi exige la publication ou dont la publication est requise par le gouvernement ;

ii. les projets de règlement et les règlements des autres autorités réglementantes dont la loi exige la publication et qui sont soumis à l'approbation du gouvernement ;

iii. les avis d'approbation et les avis d'adoption des règlements mentionnés aux sous-paragraphe i et ii ;

iv. les décrets et les décisions du Conseil du trésor dont la publication est requise par la loi ou par le gouvernement ;

v. les règles de pratique et les règles de procédure d'un tribunal dont la loi exige la publication ;

vi. les proclamations concernant la mise en vigueur des lois ;

vii. les lois après leur sanction et avant leur publication dans le recueil annuel des lois ;

c) le texte anglais des lois, des règlements, des projets de règlements et des proclamations publiés dans la Partie II.

**2. Partie I :** La Partie I de la *Gazette officielle du Québec* est publiée chaque samedi, sous le titre « AVIS JURIDIQUES ». Lorsque le samedi est un jour de fête légale, l'Éditeur officiel est autorisé à publier la veille ou le lundi suivant une telle fête.

**3. Partie II :** La Partie II de la *Gazette officielle du Québec* est publiée chaque mercredi sous le titre « LOIS ET RÈGLEMENTS ». Lorsque le mercredi est un jour de fête légale, l'Éditeur officiel est autorisé à publier la veille ou le jeudi suivant une telle fête.

**4.** La version anglaise de la *Gazette officielle du Québec* est publiée au moins deux fois par mois sous le titre « LAWS AND REGULATIONS ».

**5. Production :** L'Éditeur officiel établit les procédures concernant :

a) la forme du manuscrit ;

b) la qualité de la copie ;

c) les délais de présentation du manuscrit ;

d) le graphisme ;

e) la composition ;

f) l'impression et la reliure ;

g) les relations avec les fournisseurs ;

h) la facturation aux annonceurs ;

i) l'expédition, l'entreposage et la conservation de la *Gazette officielle du Québec*.

**6. Format des impressions :** La *Gazette officielle du Québec* est publiée dans le format des LOIS DU QUÉBEC, selon des procédés et sur la qualité de papier déterminés par l'Éditeur officiel du Québec.

**7. Tirage :** L'Éditeur officiel décide du tirage de la *Gazette officielle du Québec*, de même que de la publication de numéros spéciaux, de suppléments et d'extraits.

**8. Prix :** Les prix sont :

a) abonnement annuel, Partie I . . . . . 30 \$ ;

b) abonnement annuel, Partie II . . . . . 45 \$ ;

c) abonnement annuel à la version anglaise intitulée « LAWS AND REGULATIONS » . . . . . 45 \$.

**9. Tarif :** Le tarif des sommes exigibles pour la publication des avis, annonces et documents à être publiés à la *Gazette officielle du Québec* est le suivant :

a) première insertion : 0,60 \$ la ligne agate ;

- b) insertions subséquentes : 0,30 \$ la ligne agate ;
- c) traduction : 7 \$ les 100 mots ;
- d) feuilles volantes : 3 \$ la douzaine.

#### 10. Langue de publication :

- 1) La *Gazette officielle du Québec*, Partie I, « AVIS JURIDIQUES », est publiée en langue française.
- 2) La *Gazette officielle du Québec*, Partie II, « LOIS ET RÈGLEMENTS », est publiée en langue française.
- 3) La *Gazette officielle du Québec*, « LAWS AND REGULATIONS » est publiée en langue anglaise.

11. 1) Des exemplaires de la Partie I sont envoyés aux personnes désignées dans l'annexe I du présent règlement.

2) Des exemplaires de la Partie II sont envoyés aux personnes désignées dans l'arrêté en conseil concernant la distribution des Lois refondues du Québec, du Recueil annuel des Lois du Québec et de la Partie II de la *Gazette officielle du Québec* (lois et règlements) (A.C. 17-78, (1978) 110 G.O.II, 211 et A.C. 3420-78, (1978) 110 G.O.II, 6501).

#### ANNEXE I

(a. 11)

#### DISTRIBUTION DE LA PARTIE I DE LA GAZETTE OFFICIELLE

##### Exemplaires

Le lieutenant-gouverneur du Québec	1
Les membres de l'Assemblée nationale	1 chacun
Les membres du Conseil exécutif	1 chacun
Le cabinet du Premier ministre	3
Le bureau de recherche des chefs de partis	1 chacun
La Tribune de la presse parlementaire	1
Le secrétariat général du Conseil exécutif	5
Le directeur du contentieux des ministères	1 chacun
Le secrétariat du Conseil du trésor	3
Les sous-ministres et sous-chefs au sens de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1)	1 chacun
La bibliothèque du Parlement, Ottawa	1
La bibliothèque nationale du Québec	2
La bibliothèque de la Législature, Québec	3
Les bibliothèques des palais de justice	1 chacune

Les bibliothèques des universités du Québec et de l'université d'Ottawa 1 chacune

Les bibliothèques publiques du Québec (selon la liste du ministère des Affaires culturelles) 1 chacune

Les protonotaires 1 chacun

Les greffiers de la Cour provinciale sise ailleurs qu'au chef-lieu 1 chacun

Les registrateurs des divisions d'enregistrement 1 chacun

A.C. 16-78, (1978) 110 G.O.II, 207  
A.C. 1611-78, (1978) 110 G.O.II, 2967  
A.C. 3456-79, (1979) 111 G.O.II, 7987



c. L-1, r.7

## Règlement sur les missions officielles

Loi sur la Législature  
(L.R.Q., c. L-1)

**1. Remboursement :** Les députés qui doivent se déplacer pour les fins d'une mission officielle, ceci à la demande du président et agissant sur la recommandation des commissaires de la Commission de régie interne, sont remboursés selon les normes suivantes :

a) remboursement des frais de transport : dépenses réelles ;

b) remboursement d'un allocation maximale de 75 \$ par jour pour frais d'hôtellerie et dépenses incidentes ; ceci seulement pour les jours pendant lesquels durent les fonctions officielles. En dehors des fonctions officielles, les jours additionnels de séjour sont à la charge personnelle de l'intéressé.

**2. Rapport au président :** Le député qui accepte d'accomplir une mission officielle, à la demande du président, agissant sur la recommandation des commissaires de la Commission de régie interne de l'Assemblée nationale, conformément à l'article 75 de la Loi sur la Législature (L.R.Q., c. L-1) est tenu de faire un rapport succinct écrit au président de l'Assemblée nationale, concernant cette mission.

**3. Déclaration signée :** Les services comptables de l'Assemblée nationale exigent une déclaration signée par tout député ou fonctionnaire, au retour d'une mission officielle qu'il a accepté d'accomplir, respectivement sous l'autorité de l'article 75 et de l'article 42 de la Loi sur la Législature, et pour lesquelles des montants forfaitaires leur ont été versés.

---

R.I. du 30.08.67

R.I. 11-75 du 17.06.75

R.I. 35-75 du 17.07.75

R.I. 94-76 du 19.05.76





c. L-1, r.8

## Règlement sur la publication et la distribution des décrets ainsi que le tarif applicable

Loi sur la Législature  
(L.R.Q., c. L-1)

**1.** L'éditeur officiel du Québec doit publier à la *Gazette officielle du Québec* un décret :

- a) lorsque la loi l'exige ;
- b) lorsque le décret le stipule.

**2.** Conformément à l'article 7 du Règlement sur la *Gazette officielle du Québec* (c. L-1, r.6), l'éditeur officiel du Québec décide au besoin de la publication des décrets sous forme de numéros spéciaux de la *Gazette officielle du Québec* ou sous forme de tirés à part d'extraits de la *Gazette officielle du Québec*.

**3.** Les publications de l'éditeur officiel du Québec s'obtiennent dans les librairies de ce dernier.

L'examen des décrets se fait au bureau du greffier du Conseil exécutif.

Les copies de décrets s'obtiennent au bureau du greffier du Conseil exécutif dans les cas suivants :

- a) si un décret n'a pas été publié par l'éditeur officiel du Québec ;
- b) si la publication de l'éditeur officiel du Québec est épuisée ;
- c) si la copie doit être certifiée conforme par le greffier du Conseil exécutif.

Une demande adressée au bureau du greffier du Conseil exécutif doit être faite par écrit, ne viser qu'un seul décret et ses modifications et indiquer avec précision le sujet du décret dont il s'agit ainsi que le nombre de copies désirées.

**4.** Toute personne peut, sur paiement du droit prescrit à l'annexe I et sujet aux restrictions ci-après mentionnées, examiner ou obtenir copie d'un décret.

**5.** Le paiement du droit prescrit se fait au Bureau de l'éditeur officiel du Québec ou selon le cas au bureau du greffier du Conseil exécutif.

**6.** Un membre de l'Assemblée nationale peut, à titre gratuit et sujet aux restrictions ci-après mentionnées, examiner ou obtenir copie d'un décret.

**7.** Tout représentant mandaté par les gouvernements, corps publics et organismes mentionnés à l'annexe II peut, à titre gratuit, examiner ou obtenir copie d'un décret concernant ce gouvernement, ce corps public ou cet organisme, s'ils lui sont nécessaires dans l'exercice de sa charge.

**8.** Le Conseil exécutif peut de temps à autre suspendre l'examen ou la distribution de copies de certains décrets, s'il est convaincu que leur examen ou leur distribution doit être suspendus dans l'intérêt public.

**9.** L'examen ou l'obtention de copies des décrets qui doivent être publiés à la *Gazette officielle du Québec* ne peut se faire tant que ces décrets n'ont pas été publiés à la *Gazette officielle du Québec*.

**10.** Sont interdits, à toute personne autre que la personne directement concernée, l'examen et l'obtention de copies des décrets dont la communication est susceptible de causer à la personne concernée un préjudice dans ses affaires ou la conduite de ses affaires, notamment :

- a) un décret approuvant la révocation, la suspension ou la rétrogradation d'un employé public ;
- b) un décret fixant une cotisation fiscale.

**11.** Dans le cas d'un décret fixant ou approuvant le traitement d'une personne ou sa rémunération sous quelque autre forme, seul un extrait de ce décret, sur lequel apparaît la classification mais non le traitement peut être communiqué.

**12.** Dans le cas d'un décret déterminant le montant de la pension ou d'une gratification à être versée à un employé public, seul un extrait de ce décret, sur lequel n'apparaît pas le montant de la pension ou de la gratification, peut être communiqué.

**13.** Le présent décret ne s'applique pas à la distribution des copies des décrets par le greffier du Conseil exécutif aux personnes à l'emploi des ministères et organismes gouvernementaux.



**ANNEXE I**

(a. 4)

**DROITS À PAYER POUR L'EXAMEN ET L'OBTENTION DE COPIES DES DÉCRETS.**

1. Pour un exemplaire de la *Gazette officielle du Québec* ou d'un numéro spécial ou d'un tiré à part d'un extrait de la *Gazette officielle du Québec*, le prix fixé par l'éditeur officiel du Québec, conformément à l'article 116 de la Loi sur la Législature (L.R.Q., c. L-1).

2. Pour l'examen d'un décret . . . . . 1,50 \$

3. Pour les copies d'un décret délivrées par le greffier du Conseil exécutif :

a) pour la première copie :

i. pour les 5 premières pages . . . . . 1,50 \$

ii. pour chaque page en plus des 5 premières . . . . . 0,15 \$

iii. droit minimal exigible . . . . . 1,50 \$

b) pour toute copie additionnelle :

i. pour chaque page . . . . . 0,15 \$

ii. droit minimal exigible . . . . . 1,50 \$

**ANNEXE II**

(a. 7)

1. Le Gouvernement du Canada.

2. Le gouvernement de chaque province du Canada.

3. Une ambassade, un haut-commissariat ou un consulat d'un gouvernement étranger situé au Canada.

4. Une communauté urbaine et une municipalité du Québec.

5. Une université, une commission scolaire, un CEGEP et une institution d'enseignement privé situés au Québec.

6. Un centre hospitalier situé au Québec.



c. L-1.1, r.1

**Règlement sur l'indemnité de présence  
des membres à temps partiel de la  
Commission québécoise des libérations  
conditionnelles**

Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus  
(L.R.Q., c. L-1.1)

**1.** Les membres à temps partiel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles reçoivent une allocation de présence de 200 \$ au terme de chaque journée de séance à laquelle ils participent ou de 100 \$ au terme de chaque demi-journée de séance à laquelle ils participent.





c. L-1.1, r.2

## Règlement sur la libération conditionnelle des détenus

Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus (L.R.Q., c. L-1.1, a. 49)

### SECTION I DÉFINITION ET INTERPRÉTATION

**1.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « Loi » : la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus (L.R.Q., c. L-1.1).

### SECTION II RÉGIONS

**2.** Les régions nécessaires à l'application de la Loi sont les suivantes :

a) région du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie : le territoire décrit pour la région du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie au Règlement d'application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (c. S-5, r.1) avec ses modifications présentes et futures ;

b) région du Saguenay-Lac-Saint-Jean : le territoire décrit pour la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean au Règlement d'application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux avec ses modifications présentes et futures ;

c) région de Québec : le territoire décrit pour la région de Québec au Règlement d'application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux avec ses modifications présentes et futures ;

d) région de Trois-Rivières : le territoire décrit pour la région de Trois-Rivières au Règlement d'application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux avec ses modifications présentes et futures ;

e) région des Cantons de l'Est : le territoire décrit pour la région des Cantons de l'Est au Règlement d'application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux avec ses modifications présentes et futures ;

f) région de Montréal métropolitain : le territoire décrit pour la région de Montréal métropolitain au Règlement d'application de la Loi sur les services de santé et les

services sociaux avec ses modifications présentes et futures ;

g) région des Laurentides-Lanaudière : le territoire décrit pour la région des Laurentides-Lanaudière au Règlement d'application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux avec ses modifications présentes et futures ;

h) région Sud de Montréal : le territoire décrit pour la région Sud de Montréal au Règlement d'application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux avec ses modifications présentes et futures ;

i) région de l'Outaouais : le territoire décrit pour la région de l'Outaouais au Règlement d'application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux avec ses modifications présentes et futures ;

j) région du Nord-Ouest et du Nouveau-Québec : le territoire décrit pour la région du Nord-Ouest et du Nouveau-Québec au Règlement d'application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux avec ses modifications présentes et futures ;

k) région de la Côte-Nord : le territoire décrit pour la région de la Côte-Nord au Règlement d'application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux avec ses modifications présentes et futures.

### SECTION III RENSEIGNEMENTS AU DÉTENU

**3.** Le contenu des renseignements que la Commission québécoise des libérations conditionnelles doit fournir à un détenu admissible à la libération conditionnelle porte sur les éléments suivants :

a) les objectifs de la Loi ;

b) la Commission :

i. composition ;

ii. pouvoirs ;

iii. devoirs ;

c) la libération conditionnelle :

i. admissibilité ;

ii. mesures préparatoires ;

iii. facteurs pris en considération pour rendre une décision ;

- iv. quorum de la Commission ;
- v. nombre de voix nécessaire pour prendre une décision ;
- d) l'audience :
  - i. types d'audience ;
  - ii. délai de convocation ;
  - iii. droit de représentation ;
  - iv. étapes ;
  - v. types de décision ;
- e) la révision :
  - i. définition ;
  - ii. procédure ;
- f) le nouvel examen :
  - i. définition ;
  - ii. procédure ;
- g) la surveillance :
  - i. durée ;
  - ii. conditions ;
  - iii. modification des conditions ;
  - iv. suspension ;
- h) l'absence temporaire :
  - i. juridiction de la Commission ;
  - ii. procédure d'appel ;
- i) généralités :
  - i. réduction de peine ;
  - ii. détenu résidant dans une autre province ou un autre pays.

#### SECTION IV QUORUM DE LA COMMISSION ET NOMBRE DE VOIX NÉCESSAIRE POUR PRENDRE UNE DÉCISION

##### §1. *Quorum de la Commission*

**4.** Le quorum de la Commission est de 2 membres lorsqu'il s'agit de décider du cas d'un détenu qui purge une peine d'emprisonnement de moins de 5 ans ou des peines d'emprisonnement dont le total est de moins de 5 ans.

**5.** Le quorum de la Commission est de 3 membres lorsqu'il s'agit de décider du cas d'un détenu qui purge une

peine d'emprisonnement de 5 ans ou plus mais de moins de 10 ans ou des peines d'emprisonnement dont le total est de 5 ans ou plus mais de moins de 10 ans.

**6.** Le quorum de la Commission est de 5 membres lorsqu'il s'agit de décider du cas d'un détenu qui purge une peine d'emprisonnement à perpétuité qui n'a pas été imposée comme peine minimale, ou qui purge une peine d'emprisonnement de 10 ans ou plus, ou des peines d'emprisonnement dont le total est de 10 ans ou plus.

##### §2. *Nombre de voix nécessaire pour prendre une décision*

**7.** Dans le cas où le nombre de membres qui siègent est de 2, l'unanimité des voix est nécessaire à la Commission pour prendre une décision.

En cas de désaccord entre les 2 membres, le président nomme un troisième membre et 2 voix sont alors nécessaires à la Commission pour prendre une décision.

**8.** Dans le cas où le nombre de membres qui siègent est de 3, 2 voix sont nécessaires à la Commission pour prendre une décision.

**9.** Dans le cas où le nombre de membres qui siègent est de 5, 3 voix sont nécessaires à la Commission pour prendre une décision.

#### SECTION V RÈGLES DE PROCÉDURE

##### §1. *Audience*

**10.** La Commission rencontre en priorité le détenu dont la date d'admissibilité est passée.

**11.** Le secrétaire de la Commission informe l'administrateur de l'établissement de détention où est incarcéré le détenu concerné, de la date et du lieu de l'audience, dans un délai de 14 jours avant le jour fixé pour cette audience.

L'administrateur en informe alors immédiatement le détenu.

**12.** Le délai de convocation prévu à l'article 11 peut être abrogé avec le consentement écrit du détenu et de la Commission.

**13.** L'administrateur de l'établissement de détention où le détenu est incarcéré s'assure que ce dernier et les membres du personnel impliqués sont présents le jour de l'audience et que le dossier du détenu est remis à la Commission.

**14.** Lorsque le détenu refuse de se présenter à l'audience, la Commission procède de la façon habituelle, sauf pour ce qui ne peut se faire en raison de l'absence du détenu.

#### *§2. Révision*

**15.** Lorsqu'un détenu veut se prévaloir de l'article 34 de la Loi pour faire une demande de révision, il le fait sur une formule conforme à celle reproduite à l'annexe A dans un délai de 14 jours de la date où la décision de refus ou de révocation de la libération conditionnelle lui a été communiquée.

**16.** Une copie de la décision doit être transmise au détenu dans un délai de 14 jours de la réception de la demande de révision.

#### *§3. Examen du cas d'un détenu dont la libération conditionnelle a été refusée ou révoquée*

**17.** Lorsqu'un détenu veut se prévaloir de la demande prévue par le deuxième alinéa de l'article 20 de la Loi, il le fait sur une formule conforme à celle reproduite à l'annexe B.

**18.** La procédure prévue par les articles 11, 12, 13 et 14 s'applique à la présente sous-section.

#### *§4. Certificat de libération conditionnelle*

**19.** Un certificat de libération conditionnelle, conforme à celui reproduit à l'annexe C, dûment complété, est remis au détenu au moment de sa libération de l'établissement de détention.

#### *§5. Suspension et révocation de libération conditionnelle*

**20.** Le mandat visé à l'article 26 de la Loi se rédige sur une formule conforme à celle reproduite à l'annexe D.

**21.** L'audience se tient dans les 14 jours qui suivent l'emprisonnement du détenu à la suite d'une suspension.

**22.** La Commission informe l'administrateur de l'établissement de détention où est incarcéré le détenu concerné, de la date et du lieu de l'audience, dans un délai de 7 jours avant le jour fixé pour cette audience.

L'administrateur en informe alors immédiatement le détenu.

**23.** Le délai de convocation prévu à l'article 22 peut être abrogé avec le consentement écrit du détenu et de la Commission.

**24.** La procédure prévue par les articles 13 et 14 s'applique à la présente sous-section.

#### *§6. Appel en matière d'absence temporaire*

**25.** Un détenu qui, conformément à l'article 40 de la Loi, veut faire une demande d'appel en matière d'absence temporaire doit le faire sur une formule conforme à celle reproduite à l'annexe E et ce, dans un délai de 14 jours suivant la date où la décision de refus en matière d'absence temporaire lui a été communiquée.

**26.** Sur réception de la demande, la Commission en informe le directeur général du Service de la probation et des établissements de détention afin que celui-ci transmette à la Commission le dossier relatif au refus de l'absence temporaire.

**27.** Sur réception du dossier transmis par le directeur général, une copie de la décision doit être transmise au détenu dans un délai de 14 jours.

**ANNEXE A**  
(a. 15)

Gouvernement du Québec  
Commission québécoise  
des libérations conditionnelles

Établissement de détention de  
Le

Le Secrétaire  
Commission québécoise  
des libérations conditionnelles  
Bureau régional de

A l'attention du coordonnateur des opérations

**Demande de révision**

A la suite de la décision de la Commission de:

- me refuser l'octroi de la libération conditionnelle ☐
- révoquer ma libération conditionnelle ☐

Je demande la révision de cette décision pour les motifs suivants:

\_\_\_\_\_  
Date de naissance

\_\_\_\_\_  
Nom en lettres moulées

\_\_\_\_\_  
Numéro de dossier

\_\_\_\_\_  
Signature

Bureau régional de Montréal  
Palais de justice  
1, rue Notre-Dame est, suite 8,121  
Montréal, Québec H2Y 1B6

Bureau régional de Québec  
1279, boulevard Charest ouest  
8<sup>e</sup> étage  
Québec, Québec G1N 4K7

**ANNEXE B**

(a. 17)



Gouvernement du Québec  
Commission québécoise  
des libérations conditionnelles

Établissement de détention de  
Le

Le Secrétaire  
Commission québécoise  
des libérations conditionnelles  
Bureau régional de

A l'attention du coordonnateur des opérations

**Demande de nouvel examen**

A la suite de ma décision de:

— renoncer à la libération conditionnelle ☐

ou à la suite de la décision de la Commission de:

— me refuser l'octroi de la libération conditionnelle ☐

— révoquer ma libération conditionnelle ☐

Je demande une nouvelle audience devant la Commission pour les motifs suivants:

\_\_\_\_\_  
Date de naissance

\_\_\_\_\_  
Nom en lettres moulées

\_\_\_\_\_  
Numéro de dossier

\_\_\_\_\_  
Signature

Bureau régional de Montréal  
Palais de justice  
1, rue Notre-Dame est, suite 8,121  
Montréal, Québec H2Y 1B6

Bureau régional de Québec  
1279, boulevard Charest ouest  
8<sup>e</sup> étage  
Québec, Québec G1N 4K7



## ANNEXE C

(a. 19)



Gouvernement du Québec  
Commission québécoise  
des libérations conditionnelles

## CERTIFICAT DE LIBÉRATION CONDITIONNELLE

Nom		Prénom		Sexe M <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/>		Date de naissance ANNÉE MOIS JOUR		
Etablissement de détention				Numéro de dossier Code Numéro Année				
La libération conditionnelle commence le			Année	Mois	Jour	Se terminera le		
			Année	Mois	Jour			
Le poste de police où il doit se présenter est:				SM <input type="checkbox"/>	SQ <input type="checkbox"/>	GRC <input type="checkbox"/>	Amérindien <input type="checkbox"/>	
				Numéro de téléphone				
Le bureau de probation où il doit se présenter est situé				Numéro de téléphone				
L'adresse de la personne libérée conditionnellement est:				Numéro de téléphone				
LES CONDITIONS DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE SONT:								
1- Se présenter au poste de police dès sa sortie								
2- Se présenter à l'agent de surveillance dès sa sortie et ensuite aux dates fixées par celui-ci et collaborer à sa réinsertion sociale								
3- Obéir aux lois et aux règlements en vigueur								
4- S'abstenir de fréquenter des personnes impliquées dans des activités criminelles								
5- Ne pas changer de domicile, d'emploi ni se déplacer sans l'autorisation de l'agent de surveillance								
6- Condition(s) spécifique(s):								
Date				Signature du Président ou du Secrétaire de la Commission				

## DÉCLARATION DE LA PERSONNE LIBÉRÉE

Je, ....., m'engage à respecter les conditions mentionnées plus haut, conscient(e) que tout manquement peut entraîner la révocation de la libération conditionnelle avec toutes les conséquences qu'une telle mesure peut entraîner tel que spécifié à l'article 26 de la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus (L.R.Q., c. L-1.1).	
En foi de quoi j'ai signé le	
Date	Signature de la personne libérée
	Signature du témoin

[illegible]

# ANNEXE D (a. 20)



Gouvernement du Québec  
Commission québécoise  
des libérations conditionnelles

## MANDAT D'ARRESTATION ET DE SUSPENSION DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE

En vertu de la Loi favorisant la libération conditionnelle  
des détenus (L.R.Q., c. L-1.1)

Numéro, service d'identité judiciaire  
Numéro de dossier  
Date de naissance

A TOUT AGENT DE LA PAIX

ATTENDU QUE \_\_\_\_\_, ayant obtenu une libération conditionnelle conformément  
(nom du libéré conditionnel)  
aux dispositions de l'article 17 de la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus, a été libéré(e) de  
\_\_\_\_\_ et que la libération conditionnelle devait s'appliquer du \_\_\_\_\_ jour  
(nom de l'établissement de détention) (jour)  
de \_\_\_\_\_ 19\_\_\_\_, jusqu'au \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ 19\_\_\_\_, à moins que la libération conditionnelle ne soit révoquée  
(mois) (année) (jour) (mois) (année)  
conformément aux dispositions de la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus.

ET ATTENDU QUE moi \_\_\_\_\_, en tant que personne désignée par le Président  
(nom de la personne désignée par le président)  
conformément à ladite Loi, j'ai des motifs raisonnables et probables de croire que \_\_\_\_\_  
(nom du libéré conditionnel)  
devrait être appréhendé(e).

JE SUSPENDS donc par les présentes, la libération conditionnelle de \_\_\_\_\_ et je  
(nom du libéré conditionnel)  
vous enjoins, à vous qui êtes agent de la paix, de procéder à son arrestation et de le (la) conduire sous garde à l'éta-  
blissement de détention le plus proche et de le (la) remettre à l'administrateur de l'établissement avec le présent or-  
dre.

Il vous est donc enjoint par les présentes, à vous ledit administrateur de garder \_\_\_\_\_  
(nom du libéré conditionnel)  
en détention, jusqu'à ce qu'on dispose de cette personne conformément à l'article 28 de la Loi favorisant la libé-  
ration conditionnelle des détenus.

Les données signalétiques sont:

Dernière adresse du travail:

Téléphone:

Dernière adresse du domicile:

Téléphone:

SIGNÉ le \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_

19\_\_\_\_, dans la (le) \_\_\_\_\_

de \_\_\_\_\_

Province de \_\_\_\_\_

Exécuté le \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_

19\_\_\_\_, dans la (le) \_\_\_\_\_

de \_\_\_\_\_

Province de \_\_\_\_\_

par \_\_\_\_\_

Agent de la paix

Grade

Personne désignée par le Président conformément à la Loi  
favorisant la libération conditionnelle des détenus

Nom et no de téléphone de  
l'agent de probation

MANDAT N° \_\_\_\_\_

**ANNEXE E**

(a. 25)



Gouvernement du Québec  
Commission québécoise  
des libérations conditionnelles

Établissement de détention de  
Le

Le Secrétaire  
Commission Québécoise  
des libérations conditionnelles  
Bureau régional de

A l'attention du coordonnateur des opérations

**Appel en matière d'absence temporaire**

A la suite de la décision de refus de ma demande d'absence temporaire à des fins de réinsertion sociale, je présente un appel à la Commission pour les motifs suivants:

\_\_\_\_\_  
Date de naissance

\_\_\_\_\_  
Nom en lettres moulées

\_\_\_\_\_  
Numéro de dossier

\_\_\_\_\_  
Signature

Bureau régional de Montréal  
Palais de justice  
1, rue Notre-Dame est, suite 8,121  
Montréal, Québec H2Y 1B6

Bureau régional de Québec  
1279, boulevard Charest ouest  
8<sup>e</sup> étage  
Québec, Québec G1N 4K7





c. L-3, r.1

## Règlement d'application de la Loi sur les licences

Loi sur les licences  
(L.R.Q., c. L-3, a. 5 et 39)

### SECTION I INTERPRÉTATION

**1.** Dans le présent règlement, on entend par :

- a) « Loi » : la Loi sur les licences (L.R.Q., c. L-3) ;
- b) « lieu d'amusement » : un lieu d'amusement au sens du paragraphe 1 de l'article 23 de la Loi.

### SECTION II RÈGLES PARTICULIÈRES

**2.** Aux fins du paragraphe 4 de l'article 39 de la Loi, un siège ou son équivalent dans un lieu d'amusement qui est une piste de danse ou une patinoire, est réputé égal à une surface de 7 pieds carrés.

**3.** Lorsqu'un lieu d'amusement est un ciné-parc :

- a) aux fins du paragraphe 4 de l'article 39 de la Loi, le nombre de sièges qui doit servir de base au calcul des droits exigibles prévus au paragraphe 2 de l'article 27 de la Loi pour l'exploitation d'un tel lieu d'amusement, est réputé égal à deux fois le nombre de hauts-parleurs disponibles ; et
- b) aux fins du paragraphe 2 de l'article 39 de la Loi, les droits prévus au paragraphe 2 de l'article 27 de la Loi sont réduits de moitié.

**4.** Lorsque La Ronde, le Parc Belmont et le Stade olympique sont exploités comme lieux d'amusement :

- a) aux fins du paragraphe 4 de l'article 39 de la Loi, le nombre de sièges qui doit servir de base au calcul des droits exigibles prévus au paragraphe 2 de l'article 27 de la Loi est déterminé à 6 400 sièges pour La Ronde, 3 200 sièges pour le Parc Belmont et 55 000 sièges pour le Stade olympique ;
- b) aux fins du paragraphe 2 de l'article 39 de la Loi, les droits prévus au paragraphe 2 de l'article 27 de la Loi

pour l'exploitation des lieux d'amusements visés dans le paragraphe a sont réduits de moitié :

- i. pour La Ronde et le Parc Belmont ; et
- ii. pour l'exploitation du Stade olympique par « *The Montréal Alouettes Football Club Inc.* » et « *Le Club de Soccer Manic de Montréal Inc.* » ;
- iii. pour l'exploitation du Stade olympique par « *Le Club de Baseball de Montréal Ltée.* ».

**5.** Toute licence pour l'ouverture ou l'exploitation d'un spectacle ambulant, comprenant une petite ménagerie, est assujettie aux droits suivants :

- a) dans les villes de Montréal et de Québec, ainsi que dans un rayon de 25 kilomètres de chacune de ces villes, 75 \$ pour chaque jour de représentation ;
- b) ailleurs au Québec, 35 \$ par jour.

**6.** Toute plage ou piscine et tout spectacle forain aux expositions locales ou provinciale où, moyennant paiement pour ce divertissement ou pour toute autre fin, l'on assiste ou participe à un spectacle, à un divertissement ou à un événement sportif, est soumis à une licence dont les droits exigibles sont :

- a) pour chaque plage ou piscine, 15 \$ ;
- b) pour chaque spectacle forain aux expositions locales ou provinciale, 10 \$.

**7.** Aux fins du paragraphe 4 de l'article 39 de la Loi, le nombre de sièges qui doit servir de base au calcul des droits exigibles prévus au paragraphe 2 de l'article 27 de la Loi est, à l'égard des lieux d'amusement ci-après désignés, le suivant :

1. Aréna d'Amos, 250 ;
2. Aréna d'Amqui, 250 ;
3. Aréna d'Arvida, 250 ;
4. Aréna de Causapscal, 250 ;
5. Aréna de Drummondville, 534 ;
6. Aréna de Hull, 667 ;
7. Aréna de Joliette, 167 ;
8. Aréna de Jonquièrre, 250 ;
9. Aréna de Lachine, 600 ;
10. Aréna de La Tuque, 417 ;
11. Aréna Laviolette, Trois-Rivières, 934 ;
12. Aréna de Matane, 250 ;
13. Aréna de Mégantic, 334 ;
14. Aréna Mont-Royal, ville Mont-Royal, 1 310 ;

15. Aréna de Port-Alfred, 250 ;
16. Aréna de Richmond, 250 ;
17. Aréna de Rivière-du-Loup, 334 ;
18. Aréna de Sayabec, 125 ;
19. Aréna de Shawinigan, 1 167 ;
20. Aréna de Sherbrooke, 1 167 ;
21. Aréna de Sainte-Agathe-des-Monts, 150 ;
22. Aréna de Saint-Damien, 150 ;
23. Aréna de Saint-Jérôme, 1 334 ;
24. Aréna de Sainte-Thérèse-de-Blainville, 100 ;
25. Aréna de Trois-Pistoles, 200 ;
26. *Canadian Arena Co* (Forum), Montréal, 8 977 ;
27. Colisée de Québec, 4 000 ;
28. Forum de Rouyn, 334 ;
29. Hôtel Mont-Royal, Montréal, salles de danse, 1 000 ;
30. Hôtel Windsor, Montréal, salles de danse, 724 ;
31. Oeuvre & Fabrique Saint-Pierre, Fort Coulonge, cinéma, 100 ;
32. Pavillon Wilson, Côteau-du-Lac, Soulanges, cinéma, 250 ;
33. Salle Paroissiale de Saint-Éleuthère, opérée par le Syndicat de Saint-Éleuthère Incorporé, 100 ;
34. Théâtre La Fenière, Ancienne-Lorette, QC, 63 ;
35. Théâtre Riviera, boul. St-Laurent, Montréal, 500 ;
36. *Young Men's & Young Women's Hebrew Association Hall*, Westbury Avenue, Montréal, 300.

---

D. 1899-81, (1981) 113 G.O. II, 3425



c. L-6, r.1

## Règlement sur les appareils d'amusement

Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (L.R.Q., c. L-6, a. 34, 36 et 119).

**1.** Dans le présent règlement, on entend par :

a) « Loi » : la Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (L.R.Q., c. L-6) ;

b) « exploitant » : une personne qui est propriétaire ou locataire d'un appareil d'amusement qu'elle met à la disposition du public pour qu'il en fasse usage ;

c) « commerçant » : une personne qui, autrement qu'à titre d'exploitant, fait le commerce d'appareils d'amusement.

**2.** En matière d'appareils d'amusement, sous réserve de dispositions contraires dans le présent règlement, les licences visées dans l'article 34 de la Loi sont les suivantes ; elles sont délivrées pour une période d'un an et les droits qui s'y rapportent sont :

- 1) la licence de commerçant, 100 \$ ;
- 2) la licence d'exploitant, 200 \$ plus :
  - a) 500 \$ pour chaque appareil muni d'un dispositif :
    - i. permettant à un joueur, lors de chaque partie, de multiplier ses chances de gagner des parties gratuites ou du temps de jeu additionnel par quelque opération que ce soit ;
    - ii. permettant d'effacer une ou plusieurs parties gratuites ou du temps de jeu additionnel accumulé et de conserver autrement ce qui a été effacé ; ou
    - iii. permettant d'accumuler plus de 99 parties gratuites ;
  - b) 500 \$ pour chaque appareil dont le fonctionnement se fait en actionnant un mécanisme en vertu duquel diverses représentations d'objets se placent en ligne de sorte que le joueur peut gagner, selon la nature et le nombre des représentations d'objets alignées, un nombre plus ou moins grand de parties gratuites, connu en anglais sous le nom de *one-armed bandit* ;
  - c) 200 \$ pour chaque billard électrique, appareil autrement connu sous le nom de machine à boules ou, en anglais, *pinball machine* ;

d) 100 \$ pour chaque manège, jeu mécanique ou autre dispositif dans ou sur lequel une personne prend place, connu en anglais sous le nom de *ride* ;

e) par dérogation au sous-paragraphe d, 20 \$ pour chaque appareil du genre décrit à ce sous-paragraphe et destiné aux enfants en bas âge ;

f) 75 \$ pour chaque table de billard, de pool, de *snoo-ker* ou autre du même genre ;

g) 100 \$ pour chaque allée de quilles ;

h) 50 \$ pour chaque électrophone à sous ; et

i) pour chaque autre appareil d'amusement :

i. 50 \$ s'il s'agit d'un appareil dont l'opération ne vise que le divertissement, sans aucune possibilité d'accumuler des parties gratuites, du temps de jeu additionnel ou de gagner un prix, de quelque nature qu'il soit ;

ii. par dérogation au sous-paragraphe i, 200 \$ s'il s'agit d'un groupe d'appareils du genre décrit à ce sous-paragraphe constituant un seul ensemble inséparable bien que chacun d'eux fonctionne de façon indépendante ;

iii. 150 \$ s'il s'agit d'un appareil dont l'opération peut résulter en l'attribution de parties gratuites ou de temps de jeu additionnel ;

iv. s'il s'agit d'un jeu dont le résultat peut être l'attribution d'un prix, de quelque nature qu'il soit, autre qu'une partie gratuite ou que du temps de jeu additionnel :

A) 50 \$ lorsqu'il est de fabrication artisanale et ne peut être joué que par une personne à la fois ;

B) 200 \$ lorsqu'il est de fabrication autre qu'artisanale et ne peut être joué que par une personne à la fois ;

C) 300 \$ lorsqu'il est de fabrication autre qu'artisanale et permet une compétition entre les joueurs.

**3.** Lors d'une première demande de licence par un exploitant, la Régie des loteries et courses du Québec peut lui délivrer une licence pour une durée de moins d'un an et percevoir, relativement à cette licence, les droits prévus dans l'article 2 dans la proportion que représente, par rapport à 12 mois, le nombre de mois pour lesquels elle est délivrée.

**4.** Lorsqu'un exploitant désire pendant que sa licence est en vigueur, mettre à la disposition du public un appareil d'amusement non compris dans ceux qui ont servi à déterminer le montant des droits de la licence, il doit au préalable



ble en aviser la Régie en lui transmettant la formule prescrite dûment complétée et payer, à l'égard de cet appareil, les droits prévus dans l'article 2 :

a) dans la proportion que représente, par rapport à 12 mois, le nombre de mois qui reste à écouler jusqu'à l'expiration de sa licence, s'il s'agit d'un appareil qui n'est pas déjà à la disposition du public ; ou

b) dans la proportion que représente, par rapport à 12 mois, le nombre de mois à écouler depuis la date d'expiration de la licence en vertu de laquelle cet appareil était déjà à la disposition du public jusqu'à la date d'expiration de sa licence, s'il s'agit d'un appareil qui est déjà à la disposition du public.

**5.** Lorsqu'un appareil d'amusement est rendu inutilisable de façon permanente par suite d'un cas fortuit ou de force majeure ou qu'il est cédé à un commerçant, détenteur d'une licence de la Régie, en échange d'un appareil visé dans l'article 4, un exploitant peut obtenir le remboursement de la  $\frac{1}{2}$  des droits qu'il a payés à l'égard de cet appareil, à condition :

a) que sa licence ait été en vigueur à la date à laquelle s'est produit ce cas fortuit ou de force majeure ou à laquelle s'est effectué cet échange ;

b) que ce cas fortuit ou de force majeure se soit produit ou que cet échange se soit effectué dans les 6 mois suivant l'entrée en vigueur de sa licence ;

c) qu'il en fasse la demande à la Régie en lui transmettant la formule prescrite dûment complétée :

i. dans les 20 jours qui suivent la date à laquelle s'est produit ce cas fortuit ou de force majeure ; ou

ii. s'il s'agit d'un échange, en même temps que l'avis prévu dans l'article 4.

**6.** Lorsqu'une licence d'exploitant est délivrée à un organisme à but non lucratif visé au deuxième alinéa de l'article 119 de la Loi, les droits relatifs à cette licence sont le  $\frac{1}{3}$  de ceux prévus dans l'article 2 pour chaque kermesse, tombola, fête paroissiale ou autre événement communautaire de même nature, d'une durée d'au plus 15 jours.

**7.** Lorsqu'une licence est perdue, détruite, altérée ou rendue autrement inutilisable, le détenteur de la licence doit demander un duplicata que la Régie lui délivre sur paiement de droits de 5 \$.

**8.** Une personne qui désire obtenir une licence doit s'assurer que la formule, les documents et les renseignements mentionnés dans l'article 36 de la Loi soient transmis à la Régie au moins 30 jours avant que cette dernière n'ait à prendre sa décision à l'égard de cette licence.

**9.** Le paiement des droits prévus dans le présent règlement se fait en argent, par chèque certifié ou mandat-poste établi au nom de la Régie des loteries et courses du Québec lors de la demande de licence ou, selon le cas, de la production de la formule mentionnée dans l'article 4 ou de la demande du duplicata visé dans l'article 7.

Cependant, dans le cas d'une demande de licence d'exploitant, ce paiement peut, en la manière prescrite au premier alinéa, se faire en 3 versements égaux tels que ci-après prescrits :

a) le premier, lors de la demande de licence ;

b) le deuxième, dans les 3 mois suivant l'entrée en vigueur de la licence ; et

c) le dernier, dans les 6 mois suivant l'entrée en vigueur de la licence.

**10.** La Régie rembourse à la personne dont la demande de licence est refusée ou à l'exploitant à qui la Régie refuse la permission de mettre à la disposition du public des appareils d'amusement additionnels le montant des droits payés en conformité avec l'article 9.

A.C. 711-79, (1979) 111 G.O. II, 2325

D. 990-80, (1980) 112 G.O. II, 2195



c. L-6, r.2

## Règles sur les appareils d'amusement

Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (L.R.Q., c. L-6, a. 19 et 20)

**1.** Dans les présentes règles, « Loi » signifie la Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (L.R.Q., c. L-6).

**2.** Une personne qui désire obtenir une licence d'exploitant ou de commerçant doit :

- a) être citoyen canadien ;
- b) avoir son siège social ou son principal établissement au Canada, s'il s'agit d'une personne autre qu'une personne physique ;
- c) être âgée d'au moins 18 ans ;
- d) être exempte de toute condamnation pour acte criminel ;
- e) ne pas être le conjoint d'une personne dont la demande a été refusée ou dont la licence a été révoquée, à moins qu'elle en soit judiciairement séparée ou divorcée ;
- f) ne pas être associée à une personne qui a été trouvée coupable d'un acte criminel.

**3.** Une personne qui désire obtenir une licence de commerçant doit produire entre autres à la Régie des loteries et courses du Québec, en même temps que la formule prescrite dans l'article 36 de la Loi, les documents et les renseignements suivants :

- a) une copie de son acte d'incorporation si tel est le cas, sinon, une copie des règlements ou de tous autres documents démontrant le plan d'organisation et les fins poursuivies ;
- b) une copie certifiée de la résolution établissant la capacité d'agir de son représentant ;
- c) la liste de ses clients avec le nom et l'adresse de chacun d'eux ;
- d) les catégories d'appareils d'amusement dont elle fait le commerce.

**4.** Une personne qui désire obtenir une licence d'exploitant doit produire entre autres à la Régie, en même temps

que la formule prescrite dans l'article 36 de la Loi, les documents et les renseignements suivants :

- a) une copie de son acte d'incorporation si tel est le cas, sinon, une copie des règlements ou de tous autres documents démontrant le plan d'organisation et les fins poursuivies ;
- b) une copie certifiée de la résolution établissant la capacité d'agir de son représentant ;
- c) l'inventaire complet et par catégorie de ses appareils d'amusement avec pour chacun d'eux :
  - i. le numéro de série ;
  - ii. une fiche technique détaillée ;
- d) l'énumération de chacun des appareils d'amusement qu'elle désire mettre à la disposition du public avec :
  - i. une photographie d'un spécimen d'appareil d'amusement par catégorie ;
  - ii. les règles à suivre par le public qui en fait usage ;
  - iii. le coût pour en faire usage.

**5.** La Régie peut exiger qu'une personne qui désire obtenir une licence d'exploitant ou qui détient une telle licence lui verse un cautionnement lorsque :

- a) elle n'offre pas de garanties jugées suffisantes par la Régie qu'elle observera la Loi, les règlements et les présentes règles ;
- b) elle ne peut démontrer, à la satisfaction de la Régie, que ses ressources financières sont suffisantes pour rencontrer ses obligations à l'égard de la Régie ou du public ;
- c) elle a été condamnée pour une infraction à la Loi, aux règlements ou aux présentes règles ;
- d) la Régie le juge à propos pour la protection du public.

**6.** Un cautionnement peut être fourni par le dépôt à la Régie :

- a) d'une somme d'argent ;
- b) d'un gage ; ou
- c) d'une lettre de garantie conforme à la formule prescrite.

**7.** La Régie peut exiger qu'une personne qui désire obtenir une licence d'exploitant ou qui détient une telle licence ait et maintienne une assurance-responsabilité lorsque :

a) l'appareil d'amusement qu'elle désire mettre ou qu'elle met à la disposition du public est susceptible de causer des dommages corporels ou matériels à ceux qui en font usage ou à toute autre personne se trouvant dans un lieu où un tel appareil est exploité ;

b) le lieu où un appareil d'amusement est mis à la disposition du public comporte des risques pour les personnes qui s'y trouvent.

**8.** La Régie peut exiger qu'une personne qui désire obtenir une licence se soumette à la prise d'empreintes digitales et de photographie lorsque la Régie le juge nécessaire pour s'assurer de l'identité de cette personne.

**9.** Un détenteur de licence d'exploitant doit, sans délai, aviser par écrit la Régie de toute poursuite en justice intentée contre lui, autre qu'une infraction se rapportant à la circulation ou une infraction ou poursuite se rapportant au droit matrimonial ou familial, en lui transmettant copie du document qui lui a été signifié.

**10.** Un organisme à but non lucratif doit, pour pouvoir se prévaloir des privilèges prévus au deuxième alinéa de l'article 119 de la Loi, affecter, aux fins pour lesquelles la licence est demandée, au moins 50% des recettes brutes provenant des activités exercées en vertu de cette licence.

**11.** Les documents produits à la Régie en relation avec une demande de licence deviennent la propriété de la Régie.

**12.** La Régie demeure propriétaire des licences et leurs détenteurs ne peuvent les considérer ni les évaluer comme partie de leur patrimoine.

**13.** Lorsqu'une licence est suspendue ou révoquée, son détenteur doit la remettre à la Régie dès que cette dernière lui communique sa décision.

**14.** Un détenteur de licence d'exploitant doit apposer, bien à la vue du public, sur un appareil d'amusement pour lequel il a payé des droits à la Régie, la pièce d'identification que lui fournit la Régie à cette fin.

**15.** Un détenteur de licence d'exploitant doit afficher sur chacun de ses appareils d'amusement, bien à la vue du public :

a) le coût et les conditions exigés pour en faire usage ;

b) les règles à suivre par le public qui en fait usage ;

c) le gain que le public qui en fait usage peut en retirer.

**16.** Un prix, attribué à l'occasion d'un jeu d'adresse, ne peut être crédité en vue d'en obtenir un de plus grande valeur lors d'un jeu subséquent.

**17.** Il est interdit d'apporter quelque modification technique que ce soit à un appareil d'amusement sans avoir préalablement obtenu une approbation de la Régie.

**18.** Lorsqu'un appareil d'amusement fait défaut de fonctionner correctement, le détenteur de la licence d'exploitant relative à cet appareil doit rembourser à la personne qui l'a utilisé la somme d'argent qu'elle a déboursée à cette fin.

**19.** Un appareil d'amusement défectueux doit, sans délai, être mis hors d'usage du public jusqu'à ce qu'il ait été remis en bon état de fonctionnement.

**20.** Un détenteur de licence d'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires afin que, dans un lieu où un appareil d'amusement est mis à la disposition du public :

a) la tranquillité publique ne soit pas troublée ;

b) une personne aux facultés visiblement affaiblies ne soit pas autorisée à y entrer ou à y demeurer.

**21.** Un lieu où un appareil d'amusement est mis à la disposition du public doit :

a) être entièrement et convenablement éclairé durant les heures d'ouverture ;

b) être conforme à la Loi et être aménagé suivant les règlements de construction, de salubrité et de sécurité publiques en vigueur.

**22.** Un détenteur de licence d'exploitant qui met un appareil d'amusement à la disposition du public doit l'installer de façon à ce qu'il offre le minimum de risques pour le public.



c. L-6, r.3

## Règles sur les concours publicitaires

Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (L.R.Q., c. L-6, a. 19 et 20)

**1.** Dans les présentes règles, « Loi » signifie la Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (L.R.Q., c. L-6).

**2.** Les présentes règles ne s'appliquent pas à un concours publicitaire dont la valeur totale des prix offerts ne dépasse pas 100 \$.

**3.** Une personne au bénéfice de laquelle un concours publicitaire est tenu doit produire entre autres à la Régie des loteries et courses du Québec, en même temps que la formule prescrite dans l'article 59 de la Loi, les documents et les renseignements suivants :

- a) la description détaillée du concours publicitaire ;
- b) la description de chacun des prix offerts lors de ce concours et la valeur annoncée de chacun d'eux ;
- c) la désignation de la région à laquelle un prix offert est affecté ;
- d) les règlements de participation au concours ;
- e) le spécimen de la réclame imprimée du concours et le texte des messages diffusés par les média électroniques ;
- f) dans le cas d'un concours tenu au bénéfice d'une personne autre qu'une personne physique, une copie certifiée de la résolution autorisant une personne physique à signer en son nom les documents exigés par la Régie ;
- g) dans le cas d'un concours tenu au bénéfice de plus d'une personne, le nom et l'adresse de chacune d'elles ainsi que leur pourcentage respectif d'intérêt dans ce concours ;
- h) la date du lancement du concours dans le public ;
- i) la date et l'heure limites de participation au concours avec mention des critères déterminant la validité d'une formule de participation, eu égard à cette date et à cette heure limites ;
- j) les endroits ou adresses où le public doit déposer ou faire parvenir les formules de participation au concours ;

k) le nom, l'adresse et l'occupation de chacun des membres du jury chargé de choisir les gagnants, s'il y en a un ;

l) le lieu, la date et l'heure d'attribution des prix ;

m) la description de la méthode d'attribution des prix ;

n) le nombre approximatif de chances qu'a un participant de gagner l'un quelconque des prix offerts lors du concours, lorsqu'il est possible de le déterminer ;

o) l'endroit où l'adresse où les prix doivent être réclamés ou, selon le cas, le fait que les prix sont expédiés aux gagnants ;

p) tout fait connu de la personne au bénéfice de laquelle le concours est tenu ou de son représentant modifiant sensiblement les chances qu'a un participant de gagner un prix.

**4.** Une personne au bénéfice de laquelle un concours publicitaire est tenu peut se conformer au paragraphe d de l'article 3 en adoptant les règlements de participation ci-après et en l'indiquant sur la formule prescrite dans l'article 59 de la Loi :

### Règlements de participation :

1) Pour participer au concours, une personne doit inscrire ses nom, adresse et numéro de téléphone sur la formule de participation ou sur une simple feuille de papier et la faire parvenir à l'endroit mentionné dans la réclame.

2) Le concours débute le ..... pour se terminer le ..... à ..... h .....  
.....

3) L'attribution de chaque prix offert se fera le ..... par tirage au sort parmi les formules admissibles reçues.

4) Une personne peut participer au concours autant de fois qu'elle le désire.

5) Pour se mériter un prix, la personne dont le nom apparaît sur la formule de participation tirée au sort doit répondre correctement à une question faisant appel à ses connaissances.

6) Le concours s'adresse exclusivement aux résidents du Québec.

7) Un prix doit être accepté comme tel et ne pourra être échangé contre une somme d'argent.

8) Une personne qui se mérite un prix doit consentir, si requis, à ce que son nom soit utilisé à des fins publicitaires relatives à ce concours.

**5.** Les documents produits à la Régie en relation avec la tenue d'un concours publicitaire deviennent la propriété de la Régie.

**6.** La réclame d'un concours publicitaire doit comprendre au moins :

- a) le nom de chaque personne au bénéfice de laquelle le concours publicitaire est tenu ;
- b) les renseignements mentionnés aux paragraphes b, c, d, i, j, o et p de l'article 3 ;
- c) la mention que les gagnants seront sélectionnés par un jury, si c'est le cas ;
- d) la mention des groupes ou catégories de personnes qui ne peuvent participer au concours ;
- e) la mention que la personne au bénéfice de laquelle le concours publicitaire est tenu a payé les droits exigibles, quant à ce concours, en vertu de la Loi ;
- f) la mention du texte suivant : « Un litige quant à la conduite et l'attribution d'un prix de ce concours publicitaire peut être soumis à la Régie des loteries et courses du Québec ».

**7.** Le texte de la réclame d'un concours publicitaire doit être imprimé en caractère d'au moins 6 points.

**8.** Une personne au bénéfice de laquelle un concours publicitaire est tenu doit fournir un cautionnement lorsque :

- a) elle n'offre pas de garanties jugées suffisantes par la Régie qu'elle observera la Loi, les règlements et les présentes règles ;
- b) elle ne peut démontrer, à la satisfaction de la Régie, que ses ressources financières sont suffisantes pour rencontrer ses obligations à l'égard de la tenue de ce concours ;
- c) elle ne peut démontrer, à la satisfaction de la Régie, que son concours publicitaire offre des garanties raisonnables d'exécution ou de réalisation ;
- d) elle a déjà été condamnée pour une infraction à la Loi, aux règlements ou aux présentes règles à l'occasion d'un concours publicitaire antérieur ;
- e) la valeur totale des prix offerts à des résidents du Québec est de 20 000 \$ ou plus ;
- f) la Régie le juge à propos pour la protection du public.

**9.** Un cautionnement peut être fourni par le dépôt à la Régie :

- a) d'une somme d'argent ;
- b) d'un gage ; ou
- c) d'une lettre de garantie conforme à la formule prescrite.

**10.** Lorsqu'un concours publicitaire est annulé ou que des changements y sont apportés après que la formule prescrite dans l'article 59 de la Loi a été produite à la Régie, la personne au bénéfice de laquelle ce concours est tenu ou son représentant doit immédiatement en aviser la Régie par écrit.

Toutefois, il est interdit d'annuler un concours publicitaire ou d'y apporter quelque changement que ce soit à partir du moment où il est lancé dans le public.

**11.** Lorsqu'une personne annule un concours publicitaire ou en diminue la valeur des prix avant qu'il ne soit lancé dans le public, elle a droit :

- a) dans le premier cas, au remboursement total des droits payés ;
- b) dans le deuxième cas, à un remboursement des droits payés équivalent à la proportion que représente cette diminution par rapport à la valeur des prix sur laquelle les droits ont été payés.

**12.** Un concours publicitaire est lancé dans le public lorsqu'une réclame de ce concours est diffusée dans le public pour la première fois, quel que soit le média utilisé.

**13.** La personne au bénéfice de laquelle un concours publicitaire est tenu, ses employés, représentants ou agents, les membres du jury et leurs familles ne peuvent participer à ce concours.

**14.** Un réceptacle employé pour l'attribution des prix d'un concours publicitaire doit être d'un type ou de forme permettant d'accorder à chaque participant une chance égale de gagner un prix.

**15.** L'attribution d'un prix affecté à une région doit être effectuée parmi les participants de cette région.

**16.** Une personne au bénéfice de laquelle un concours publicitaire est tenu, ou son représentant, doit, dans les 5 jours qui suivent la date d'attribution d'un prix, aviser le gagnant des démarches qu'il doit faire pour que son prix lui soit remis.

Cet avis se donne par courrier recommandé ou certifié ou par signification à personne, à l'adresse que le gagnant a indiquée sur sa formule de participation.

**17.** La personne au bénéfice de laquelle un concours publicitaire est tenu doit :

a) faire publier au Québec, dans un quotidien de langue française publié dans la région où a eu lieu le concours publicitaire, la liste des gagnants et des numéros gagnants des prix qui n'ont pas été réclamés et dont la valeur est de 100 \$ et plus ;

b) fournir à la Régie la preuve de cette publication dans les 30 jours qui suivent la date d'attribution d'un prix.

**18.** Une personne au bénéfice de laquelle un concours publicitaire est tenu doit, dans les 60 jours qui suivent la date limite de participation au concours, faire rapport par écrit à la Régie :

a) du nom et de l'adresse de chaque gagnant d'un prix d'une valeur de 100 \$ ou plus, du prix qu'il s'est mérité et de la date à laquelle il lui a été remis ;

b) du nom et de l'adresse de chaque gagnant qui n'a pas réclamé son prix, du prix qu'il s'est mérité et de la raison pour laquelle son prix n'a pu lui être remis, quelle qu'en soit sa valeur ;

c) des prix qui n'ont pas été attribués, de leur description et de la raison pour laquelle chacun d'eux ne l'a pas été.

**19.** La Régie peut exiger qu'une personne au bénéfice de laquelle un concours publicitaire est tenu, fasse tout ce que la Régie juge nécessaire pour qu'un prix offert soit non seulement attribué mais effectivement remis à un gagnant.

**20.** La personne au bénéfice de laquelle un concours publicitaire est tenu, ou son représentant, doit conserver les documents et autres pièces justificatives pouvant permettre à la Régie d'effectuer une vérification relative à la tenue de ce concours jusqu'à ce qu'elle ait obtenu de la Régie une permission écrite d'en disposer.





c. L-6, r.4

## Règlement sur les courses attelées

Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (L.R.Q., c. L-6, a. 34, 36, 40, 53, 54, 57 et 119)

### 1. Dans le présent règlement, on entend par :

a) « cheval » : un étalon, un hongre, un poulain, une jument, une pouliche ou un cryptorchide enregistré auprès d'un organisme reconnu à cette fin par la Régie des loteries et courses du Québec ;

b) « course attelée » : une course lors de laquelle chaque cheval est attelé à un *sulky* du type décrit dans les Règles sur les courses attelées (c. L-6, r.5) ;

c) « Loi » : la Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (L.R.Q., c. L-6) ;

d) « propriétaire de cheval » : une personne qui est propriétaire ou locataire, en tout ou en partie, d'un cheval de courses ou qui a un intérêt quelconque dans une corporation, une société, une association ou un autre organisme qui est propriétaire ou locataire d'un cheval.

### 2. En matière de courses attelées, les licences visées dans l'article 34 de la Loi sont les suivantes ; elles sont délivrées pour une période d'un an et les droits qui s'y rapportent sont :

a) la licence de courses qui autorise le détenteur à tenir une réunion de courses :

i. à une piste de courses où se tiennent uniquement des courses sans pari mutuel :

A) 10 \$ par programme de courses lorsque le service des juges de courses n'est pas requis ;

B) 25 \$ par programme de courses lorsque le service des juges de courses est requis ;

ii. à une piste de courses où se tiennent des courses avec pari mutuel, les droits qui s'y rapportent sont établis par programme de courses en tenant compte de la moyenne globale des paris par programme de courses durant l'année civile antérieure et ils sont les suivants :

<i>Moyenne globale des paris par programme de courses durant l'année civile antérieure</i>	<i>Droits par programme de courses</i>
--	--

A) 1 000 000 \$ ou plus

800 \$

B) 750 000 \$ ou plus, mais inférieure à 1 000 000 \$	650 \$
---	--------

C) 500 000 \$ ou plus, mais inférieure à 750 000 \$	550
---	-----

D) 300 000 \$ ou plus, mais inférieure à 500 000 \$	450
---	-----

E) 200 000 \$ ou plus, mais inférieure à 300 000 \$	300
---	-----

F) 100 000 \$ ou plus, mais inférieure à 200 000 \$	200
---	-----

G) 75 000 \$ ou plus, mais inférieure à 100 000 \$	100
--	-----

H) 50 000 \$ ou plus, mais inférieure à 75 000 \$	75
---	----

I) inférieure à 50 000 \$	50
---------------------------	----

b) la licence de piste de courses qui autorise le détenteur à exploiter une piste de courses :

i. dans le cas d'une piste où se tiennent uniquement des courses sans pari mutuel :

A) 10 \$, s'il y est tenu 10 programmes de courses ou moins ;

B) 25 \$, s'il y est tenu plus de 10 programmes de courses ;

ii. dans le cas d'une piste où se tiennent des courses avec pari mutuel :

A) 50 \$, s'il y est tenu 50 programmes de courses ou moins ;

B) 100 \$, s'il y est tenu 100 programmes de courses ou moins, mais plus de 50 ;

C) 150 \$, s'il y est tenu 150 programmes de courses ou moins, mais plus de 100 ;

D) 200 \$, s'il y est tenu 200 programmes de courses ou moins, mais plus de 150 ;

E) 500 \$, s'il y est tenu plus de 200 programmes de courses ;



c) la licence de commanditaire qui autorise le détenteur, outre celui qui détient une licence de courses, à offrir une bourse commanditée pour une course spéciale : 25 \$ ;

d) la licence d'organisme qui autorise le détenteur, autre qu'une personne physique, à représenter des groupements de personnes reliés aux courses ou à l'élevage des chevaux de courses : 50 \$ ;

e) la licence d'écurie d'hébergement de chevaux de courses située ailleurs qu'à une piste de courses, une ferme d'élevage ou d'entraînement : 10 \$ ;

f) la licence du juge de courses : 15 \$ ;

g) la licence de secrétaire des courses : 15 \$ ;

h) la licence de secrétaire adjoint des courses : 10 \$ ;

i) la licence de directeur des programmes imprimés : 15 \$ ;

j) la licence de secrétaire des juges : 10 \$ ;

k) la licence de juge de départ : 10 \$ ;

l) la licence de juge d'arrivée : 10 \$ ;

m) la licence de juge de *paddock* : 10 \$ ;

n) la licence de juge de patrouille : 5 \$ ;

o) la licence de chronométrateur : 5 \$ ;

p) la licence de statisticien : 10 \$ ;

q) la licence d'annonceur de courses : 15 \$ ;

r) la licence d'employé au pari mutuel : 5 \$ ;

s) la licence d'employé à l'admission : 5 \$ ;

t) la licence de préposé à la sécurité : 5 \$ ;

u) la licence de propriétaire de cheval qui autorise le détenteur à inscrire son cheval de courses ou à le faire inscrire à une course tenue par une personne détenant une licence de courses délivrée par la Régie ou à enregistrer son étalon ou sa jument à la Régie pour fins de reproduction : 10 \$ ;

v) la licence d'agent autorisé de propriétaire de cheval : 5 \$ ;

w) la licence d'entraîneur de cheval :

i. de catégorie A : une licence complète et générale qui autorise le détenteur à entraîner un cheval de courses qui prend part à une réunion de courses : 10 \$ ;

ii. de catégorie B : une licence d'apprenti-entraîneur qui autorise le détenteur à entraîner un cheval de courses qui prend part :

A) à une réunion de courses sans pari mutuel ;

B) à une réunion de courses avec pari mutuel s'il est l'unique propriétaire de ce cheval ou si cette réunion est tenue à une foire ou exposition agricole ; ou

C) à un événement spécial approuvé par la Régie : 5 \$ ;

x) la licence de conducteur-entraîneur de cheval : 15 \$ ;

y) la licence de conducteur de cheval :

i. de catégorie A : une licence complète et générale qui autorise le détenteur à conduire un cheval de courses lors de toute réunion de courses : 15 \$ ;

ii. de catégorie B : une licence d'apprenti-conducteur qui autorise le détenteur à conduire un cheval de courses lors de toute réunion de courses : 10 \$ ;

iii. de catégorie C : une licence de conducteur-débutant qui autorise le détenteur à conduire un cheval de courses lors d'une course de qualification ou d'une course tenue à une foire ou exposition agricole : 5 \$ ;

iv. de catégorie D : une licence de conducteur-amateur qui autorise le détenteur à conduire un cheval de courses lors d'une course tenue à une foire ou exposition agricole ou lors d'un événement spécial approuvé par la Régie : 5 \$ ;

z) la licence de palefrenier : 5 \$ ;

aa) la licence pour toute personne, autre que celles visées aux paragraphes b à e de l'article 4, qui a accès aux aires d'une piste de courses où peuvent se trouver des chevaux de courses : 5 \$.

**3.** En matière d'élevage ou d'entraînement de chevaux de courses, les licences visées dans l'article 34 de la Loi sont les suivantes ; elles sont délivrées pour une période d'un an et les droits qui s'y rapportent sont :

a) la licence de ferme d'élevage : 10 \$ ;

b) la licence de ferme d'entraînement : 10 \$ ;

c) la licence de ferme d'élevage et d'entraînement : 20 \$.

**4.** Les licences visées dans l'article 34 de la Loi pour exercer une profession, un métier ou une occupation à une piste de courses autrement qu'à titre de fonctionnaire des gouvernements du Canada ou du Québec ou pour exploiter un commerce à une piste de courses sont les suivantes ; elles sont délivrées pour une période d'un an et les droits qui s'y rapportent sont :

a) la licence de concessionnaire qui autorise le détenteur à exploiter un commerce à une piste de courses : 10 \$ ;

b) la licence de vendeur d'approvisionnements pour les chevaux : 10 \$ ;

c) la licence de vétérinaire : 10 \$ ;

d) la licence de chimiste : 10 \$ ;

e) la licence de maréchal-ferrant : 10 \$ ;

f) la licence pour exercer une autre profession, un autre métier ou une autre occupation reliés aux courses pour lesquels il n'est autrement prévu de licence dans le présent règlement : 10 \$.

**5.** Lorsqu'une personne est rémunérée par la Régie pour exercer une activité, une profession, un métier ou une occupation pour lesquels une licence est prescrite dans les articles 2 et 4, elle est exemptée du paiement des droits qui s'y rapportent.

**6.** Lors d'une première demande de licence par une personne visée dans le présent règlement, la Régie peut lui délivrer une licence pour une durée de moins d'un an et percevoir, relativement à cette licence, les droits prévus dans les articles 2, 3 ou 4, selon le cas, dans la proportion que représente, par rapport à 12 mois, le nombre de mois pour lesquels elle est délivrée.

**7.** Une personne qui détient une licence de propriétaire, d'entraîneur, de conducteur ou de palefrenier d'une commission de courses ou d'un autre organisme de contrôle et de surveillance de courses de chevaux de l'extérieur du Québec et qui désire obtenir de la Régie une licence de même catégorie, est autorisée à exercer cette activité pour une période de 10 jours à compter de la date de production à la Régie ou, le cas échéant, au juge de courses, de la formule prescrite dûment complétée et des droits prescrits.

**8.** Une licence relative à une personne physique est :

a) de couleur rouge lorsqu'il s'agit d'un officiel de courses ;

b) de couleur bleue lorsqu'il s'agit d'un participant ;

c) de couleur jaune dans les autres cas.

**9.** Une licence de couleur jaune ne permet pas à son détenteur de se trouver, en quelque temps que ce soit, dans la zone des écuries d'une piste de courses, à moins qu'elle ne soit marquée d'un point rouge.

**10.** Les appareils visés dans l'article 53 de la Loi sont :

a) les appareils servant à photographier les chevaux à la ligne d'arrivée ;

b) les appareils servant à l'enregistrement visuel des courses ;

c) les appareils servant au chronométrage électrique ou électronique des courses ;

d) la barrière de départ.

**11.** Les droits prescrits pour l'immatriculation des appareils mentionnés dans l'article 53 de la Loi ou dans l'article 10 sont de 10 \$ par année, pour chaque appareil.

**12.** Les droits prescrits pour l'enregistrement prévu dans l'article 56 de la Loi sont :

a) 5 \$ par année ou 20 \$ pour 5 ans, dans le cas des couleurs ;

b) 10 \$ par année ou 40 \$ pour 5 ans, dans le cas d'un nom d'écurie ;

c) 50 \$ par année dans le cas d'un étalon dont les règles prévoient l'enregistrement ;

d) 1 \$ par année dans le cas d'une jument dont les règles prévoient l'enregistrement ;

e) 5 \$ dans le cas d'un document ou d'un autre bien dont les règles prévoient également l'enregistrement ;

f) 1 \$ dans le cas d'une modification à un des enregistrements mentionnés ci-dessus.

**13.** Lorsqu'une licence est perdue, détruite, altérée ou rendue autrement inutilisable, le détenteur doit demander un duplicata que la Régie lui délivre sur paiement des droits de 5 \$.

Le premier alinéa s'applique également à un document constatant l'immatriculation ou l'enregistrement mentionné dans les articles 11 ou 12, selon le cas.

**14.** Les frais prescrits pour l'obtention d'un document visé dans l'article 39 de la Loi sont :

a) 0,25 \$ par page de texte dont se compose le document ;

b) 3 \$ pour un certificat d'authenticité du document, si désiré ;

c) 1 \$ pour l'expédition du document, le cas échéant.

**15.** Le paiement des droits et des frais prévus dans le présent règlement se fait en argent ou mandat-poste établi au nom de la Régie des loteries et courses du Québec et, sous réserve de l'article 16, lors de la demande qui donne lieu à ce paiement.

La Régie rembourse à la personne dont la demande de licence est refusée le montant des droits qu'elle a payés en conformité avec le premier alinéa.

**16.** Les droits prévus dans le paragraphe *a* de l'article 2 sont payables pour une réunion entière de courses au moins 3 jours avant que ne débute la réunion.

Toutefois, lorsqu'une réunion de courses comprend plus de 10 programmes de courses, elle peut être divisée en groupe de 10 programmes ; ces droits sont alors payables pour chaque groupe de 10 programmes au moins 3 jours avant que ne débute ce groupe de 10 programmes et à la condition que le paiement relatif au dernier groupe, qui peut comprendre moins de 10 programmes, soit effectué en même temps que le paiement relatif au premier groupe.

Lorsque la moyenne globale des paris par programme de courses ne peut être établie pour l'année civile antérieure, la Régie détermine cette moyenne.



c. L-6, r.5

## Règles sur les courses attelées

Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (L.R.Q., c. L-6)

### CHAPITRE I DÉFINITIONS

**1.** Dans les présentes règles, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

1) « agent autorisé » : une personne physique nommée par un propriétaire de cheval pour le représenter et qui détient une licence d'agent autorisé délivrée par la Régie des loteries et courses du Québec ;

2) « allure » : le trot ou l'amble ;

3) « association » : une personne qui détient une licence de courses délivrée par la Régie ;

4) « bourse » : l'argent ou un autre prix attribué aux propriétaires de chevaux qui prennent part à une course ;

5) « bourse commanditée » : une somme d'argent offerte en bourse pour une course spéciale par une association, ou par un commanditaire détenteur d'une licence délivrée par la Régie ;

6) « certificat d'admissibilité » : un document émis par un organisme reconnu par la Régie, indiquant les caractéristiques d'un cheval et les statistiques de ses courses antérieures ;

7) « certificat d'enregistrement » : un document émis par un organisme reconnu par la Régie aux fins de l'enregistrement des chevaux de courses ;

8) « cheval novice » : un cheval qui, à une allure donnée, n'a jamais gagné une course avec une bourse tenue à cette allure ;

9) « cotes matinales » : les cotes matinales attribuées par le directeur du programme imprimé ou son représentant à chaque cheval prenant part à une course et affichées immédiatement avant l'ouverture des paris pour cette course ;

10) « course attelée » : une course lors de laquelle chaque cheval est attelé à un *sulky* du type décrit dans les présentes règles ;

11) « course avec conditions » : une course ordinaire pour laquelle l'admissibilité des chevaux est déterminée

selon une ou plusieurs conditions précises, qui peuvent être basées, entre autres, sur :

a) les gains des chevaux pour un nombre déterminé de courses ou pendant une période de temps déterminée ;

b) le rang des chevaux lors d'un nombre déterminé de courses ou pendant une période de temps déterminée, à l'exception du rang obtenu lors d'une course école sans pari mutuel ;

c) l'âge des chevaux ;

d) le sexe des chevaux ;

e) le nombre de départs des chevaux pendant une période de temps déterminée ;

f) des critères particuliers, dans le cas de chevaux étrangers qui n'ont pas un nombre de départs suffisant au Canada ou aux États-Unis ;

12) « course à épreuves éliminatoires » : une course comportant des épreuves éliminatoires dont le but est de permettre aux meilleurs chevaux dans chacune de se qualifier pour prendre part à une finale ;

13) « course à handicap » : une course pour laquelle une concession relative à la performance, aux gains ou au sexe des chevaux, au prix de réclamation ou à la distance à parcourir est accordée ;

14) « course à mise en nomination hâtive » : une course spéciale dont l'heure de fermeture des mises en nomination se situe plus de 6 semaines avant la date de sa tenue ;

15) « course à mise en nomination tardive » : une course spéciale dont l'heure de fermeture des mises en nomination se situe moins de 6 semaines mais plus de 5 jours avant la date de sa tenue ;

16) « course à réclamer » : une course ordinaire à l'occasion de laquelle les chevaux qui y prennent part sont offerts en vente à un prix déterminé à quiconque désire en réclamer la propriété, conformément aux présentes règles ;

17) « course de qualification » : une course lors de laquelle un cheval doit démontrer ses aptitudes à prendre part à une réunion de courses conformément aux normes de qualification en vigueur ;

18) « course deux de trois » : une course spéciale qui comprend plusieurs épreuves auxquelles prennent part les mêmes chevaux et dont le vainqueur est celui qui, le premier, gagne 2 épreuves ;

19) « *course futurity* » : une course spéciale pour laquelle des chevaux sont mis en nomination, sous leur nom ou sous le nom de leur mère, soit pendant leur période de gestation, soit pendant l'année où ils sont nés ;

20) « *course match* » : une course organisée par les propriétaires des chevaux qui y prennent part et qui en établissent entre eux les conditions de participation ;

21) « *course matinée* » : une course sans frais d'inscription et sans bourse en argent ;

22) « *course ordinaire* » : une course dont l'heure de fermeture des inscriptions se situe dans une période commençant le 5<sup>e</sup> jour avant la date de sa tenue et se terminant au moment indiqué dans les conditions de participation ou, sinon, au plus tard à midi le jour qui précède sa tenue ;

23) « *course préférentielle* » : une course réservée aux chevaux les plus rapides qui prennent part à une réunion de courses ou pour laquelle les chevaux sont choisis en fonction de leur capacité ou de leur performance, sans égard à leur admissibilité ;

24) « *course solo walk over* » : une course à laquelle ne prend part qu'un seul cheval ou qu'une seule inscription jumelée ;

25) « *course spéciale* » : une course avec une bourse commanditée à laquelle sont ajoutés les frais de mise en nomination, de maintien de nomination et de départ ;

26) « *course stake* » : une course spéciale qui se tient au cours d'une année subséquente à celle pendant laquelle se situe l'heure de fermeture des mises en nomination ;

27) « *drogue* » : une substance mentionnée en annexe au Règlement sur la surveillance des hippodromes (C.R.C., 1978, c. 441) ;

28) « *échantillon officiel* » : un échantillon de sang, de salive, d'urine ou d'une autre liquide organique, prélevé d'un cheval, scellé et identifié conformément au Règlement sur la surveillance des hippodromes ;

29) « *enclos* » : un endroit, sur une piste de courses, spécialement aménagé pour prélever d'un cheval un échantillon officiel ;

30) « *inscription jumelée* » : plusieurs chevaux inscrits ou prenant part à une course et considérés comme un seul cheval aux fins du pari mutuel ;

31) « *heure de départ* » : l'heure fixée pour l'arrivée des chevaux à la barrière de départ ;

32) « *inscription* » : le dépôt dans la boîte à inscription, d'une formule d'inscription dûment complétée en vue de la participation d'un cheval à une course déterminée ;

33) « *ligne d'arrivée* » : une ligne réelle ou imaginaire, perpendiculaire à la piste, tracée, à l'aide d'un théodolite, d'un point situé au milieu de la tribune des juges de courses à un point situé de l'autre côté de la piste ;

34) « *ligne de départ* » : une ligne verticale réelle, tracée sur la rampe protectrice se trouvant du côté intérieur de la piste, à non moins de 200 pieds du début du premier virage ;

35) « *Loi* » : la Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (L.R.Q., c. L-6) ;

36) « *mise en nomination* » : le dépôt, à l'endroit déterminé à cette fin, d'une formule de mise en nomination dûment complétée en vue de pouvoir inscrire un cheval à une course spéciale ;

37) « *nom d'écurie* » : un nom enregistré à la Régie sous lequel un propriétaire de cheval exerce ses activités ;

38) « *objection* » : une déclaration verbale d'un conducteur aux juges de courses à l'effet qu'une infraction aux présentes règles a été commise pendant une course ;

39) « *participant* » : un propriétaire de cheval, y compris un locataire, un agent autorisé, un entraîneur, un conducteur ou un palefrenier ;

40) « *piste* » : la partie d'une piste de courses sur laquelle une course se tient ;

41) « *plainte* » : une déclaration écrite, adressée aux juges de courses, alléguant qu'un cheval est inadmissible à une course, que son inscription ou sa mise en nomination a été faite incorrectement ou qu'une infraction aux présentes règles, ayant comme conséquence d'empêcher qu'un cheval ou conducteur prenne part à une course, a été commise par un participant ou un officiel de courses ;

42) « *poteau de rappel* » : un poteau jaune et noir, dépassant d'au moins 2 pieds le haut de la rampe protectrice se trouvant du côté intérieur de la piste, installé près de cette rampe à un point qui se trouve à environ 320 pieds avant la ligne de départ ;

43) « *programme de courses* » : le nombre de courses qui se tiennent consécutivement en une même occasion ;

44) « *Règlement sur la surveillance des hippodromes* » : un règlement établi par le ministre de l'Agriculture du Canada en vertu du Code criminel ;

45) « *résultat officiel* » : le rang attribué aux chevaux au terme d'une course et déclaré officiel par les juges de courses aux fins du pari mutuel ;

46) « *réunion de courses* » : un nombre déterminé de programmes de courses organisés par une association et tenus à une même piste de courses ;

47) « sortie préliminaire » : une brève période d'exercice que font les chevaux devant la tribune principale des spectateurs, après la parade et avant le départ d'une course ;

48) « zone de départ » : l'espace compris entre la ligne de départ et le poteau de rappel.

## CHAPITRE II GÉNÉRALITÉS

**2.** En outre de la Loi, des règlements et des présentes règles, une personne qui désire obtenir une licence doit :

a) être exempte, dans les 5 années précédant la date de sa demande de licence, de toute condamnation pour un acte criminel relativement à une fraude, à un faux, aux jeux et paris, aux stupéfiants ou aux courses ou n'avoir à ce sujet aucune poursuite pendante contre elle ;

b) avoir satisfait à toute condamnation pour acte criminel relativement à une fraude, à un faux, aux jeux et paris, aux stupéfiants ou aux courses, ou à une condamnation qui a pu être prononcée contre elle par une commission de courses de chevaux ou par un autre organisme de contrôle et de surveillance de courses de chevaux ;

c) ne pas être le conjoint d'une personne dont la demande a été refusée ou dont la licence a été révoquée, à moins qu'elle n'en soit judiciairement séparée ou divorcée ;

d) ne pas être associée ou employée par une personne qui a été condamnée, dans les 5 années précédant la date de sa demande de licence, pour un acte criminel relativement à une fraude, à un faux, aux jeux et paris, aux stupéfiants ou aux courses ou qui a une poursuite pendante contre elle à ce sujet ;

e) ne posséder, n'opérer ou n'avoir aucun intérêt dans une entreprise illégale de preneurs aux livres ou dans quelque autre entreprise illégale que ce soit ou ne pas être partenaire, agent, employé ou associé dans une telle entreprise ;

f) ne pas avoir fait de fausses représentations dans sa demande de licence ;

g) ne pas être engagée dans une activité ou pratique non désirable ou incompatible avec le bon fonctionnement des courses.

**3.** Les documents produits à la Régie en relation avec une demande de licence deviennent la propriété de la Régie.

**4.** La Régie demeure propriétaire des licences et leurs détenteurs ne peuvent pas les considérer ni les évaluer comme partie de leur patrimoine.

**5.** La Régie peut exiger qu'une personne qui désire obtenir une licence se soumette à la prise d'empreintes digitales et de photographies lorsque la Régie le juge nécessaire pour s'assurer de l'identité de cette personne.

**6.** Un détenteur de licence doit la porter sur lui de façon qu'elle soit bien à la vue du public alors qu'il exerce l'activité, la profession, le métier ou l'occupation ou lorsqu'il exploite le commerce pour lequel cette licence lui a été délivrée, à moins qu'il ne s'agisse d'une licence relative à un événement ou à des installations, auxquels cas elle doit être exhibée sur demande d'un juge de courses ou d'une personne autorisée par la Régie.

**7.** Aucun système de communications, y compris celui du téléphone, ne peut être installé ou modifié sur une piste de courses sans la permission de la Régie, sauf dans les locaux qui servent à l'administration des affaires de la piste de courses ou de l'association.

**8.** Une association doit mettre hors de service les téléphones publics qui se trouvent sur une piste de courses 15 minutes avant le départ de la première course d'un programme de courses et les maintenir ainsi pendant les 15 minutes qui suivent la fin de la dernière course de ce programme.

Il est interdit à une personne qui se trouve sur une piste de course de se servir, pendant cette même période, d'un appareil téléphonique, télégraphique ou autre appareil de communications à distance, si ce n'est pour la conduite des affaires normales de l'association, du détenteur de la licence de piste de courses, de la Régie et des fonctionnaires du Ministère de l'Agriculture du Gouvernement du Canada et du ministère du Revenu du Québec y exerçant leur tâche à ce titre et si ce n'est, pour les représentants de la presse, pour communiquer avec leurs bureaux respectifs dans l'exécution de leur tâche.

**9.** Les présentes règles s'appliquent aux courses de chevaux de type *standardbred* tenues :

a) sur une piste de courses où se tiennent des courses avec pari mutuel ; ou

b) sur une piste de courses où se tiennent uniquement des courses sans pari mutuel mais exclusivement dans le cas de courses spéciales.

Dans les autres cas, seuls les articles 2, 3, 4, 5, 6, 10, 11, 25, 26, 27, 28, 33, 44, 367, 368 et 369 s'appliquent.

## CHAPITRE III

### LICENCES DE PISTES DE COURSES, DE COURSES, DE FERMES D'ÉLEVAGE, D'ENTRAÎNEMENT OU D'ÉLEVAGE ET D'ENTRAÎNEMENT

#### SECTION I GÉNÉRALITÉS

**10.** Une personne qui demande une licence de piste de courses, de courses, de ferme d'élevage, d'entraînement ou d'élevage et d'entraînement doit avoir et maintenir, pour toute la durée de sa licence, une assurance-responsabilité ou une autre forme de protection que la Régie peut juger satisfaisante.

**11.** Une piste de courses, une ferme d'élevage, d'entraînement ou d'élevage et d'entraînement doit être conforme en tout temps aux normes de construction, de salubrité et de sécurité en vigueur ou acceptées.

Une modification à une piste de courses pouvant avoir une incidence sur la tenue d'une course doit au préalable être approuvée par la Régie.

#### SECTION II LICENCES DE PISTE DE COURSES

**12.** Aucune licence de piste de courses avec pari mutuel n'est délivrée à moins que la piste de courses ne soit équipée, entre autres :

- a) d'un *paddock* ;
- b) d'un enclos ;
- c) d'écuries ;
- d) d'une tribune pour les juges de courses ;
- e) d'une piste ;
- f) d'une estrade aménagée pour les besoins du public ;
- g) d'un système d'éclairage permettant la tenue de courses en soirée ;
- h) de locaux pour l'aménagement du secrétariat de l'association.

**13.** Un *paddock* doit être de dimensions suffisantes pour loger les chevaux de 2 courses au moins ; son tracé et son emplacement doivent être approuvés par la Régie et il doit être entouré d'une clôture construite de façon à empêcher une personne non autorisée d'y pénétrer.

**14.** Un enclos doit comporter un nombre adéquat de stalles, un local pour le personnel y exerçant ses activités et tout le matériel qui leur est nécessaire.

**15.** Les écuries d'une piste de courses doivent contenir suffisamment de stalles pour accommoder les chevaux nécessaires à la tenue d'une réunion de courses.

**16.** Une tribune pour les juges de courses doit être construite de façon que ces derniers aient en tout temps une vue complète et entière de la piste, équipée de façon qu'ils puissent exercer leurs fonctions efficacement et en toute tranquillité et située de façon que la ligne d'arrivée soit en son point milieu.

**17.** Une piste doit avoir une largeur d'au moins 48 pieds en son point le plus étroit.

#### SECTION III LICENCES DE COURSES

**18.** Aucune licence de courses avec pari mutuel n'est délivrée à moins que la personne qui en fait la demande ne dispose, entre autres :

- a) d'un équipement immatriculé par la Régie, pour la vente, l'enregistrement ou la compilation automatique des paris ;
- b) d'un tableau indicateur ;
- c) d'un système de photographie des chevaux à la ligne d'arrivée ;
- d) d'un système de sonorisation ;
- e) d'un système de communications ;
- f) d'un équipement d'enregistrement visuel des courses ;
- g) d'une barrière de départ ;
- h) d'un système de chronométrage électrique ou électronique ;
- i) de l'appareillage nécessaire pour prendre les prélèvements et les échantillons prévus dans les présentes règles.

**19.** Un tableau indicateur doit être situé de façon que les lettres et les chiffres qui y apparaissent puissent être lus facilement de l'estrade des spectateurs.

**20.** Un système de photographie des chevaux à la ligne d'arrivée doit permettre de photographier sous un même angle, à la ligne d'arrivée, chaque cheval qui prend part à une course de façon à pouvoir déterminer son rang dans la

course, le temps qu'il a pris pour parcourir la distance de celle-ci et la distance qui le sépare des autres.

**21.** Un système de sonorisation doit être installé de façon à permettre au public et aux participants d'être informés du déroulement et du résultat d'une course de même que de tous les renseignements exigés par les présentes règles.

**22.** Un système de communications doit permettre aux juges de courses de communiquer avec :

- a) le responsable du pari mutuel ;
- b) le préposé au tableau indicateur ;
- c) le juge de *paddock* ;
- d) les juges de patrouille ;
- e) le juge de départ ;
- f) le préposé au service de photographie des chevaux à la ligne d'arrivée ;
- g) l'inspecteur en chef des analyses ;
- h) l'annonceur officiel ;
- i) les préposés à l'enregistrement visuel des courses ;
- j) toute autre personne que peut déterminer la Régie.

**23.** Une barrière de départ doit être installée sur un véhicule automobile qui doit être muni d'un système permettant les communications dans les 2 sens avec la tribune des juges de courses, d'un système d'amplification du son qui doit être utilisé uniquement pour donner des instructions aux conducteurs, d'un feu clignotant et d'un signal sonore qui ne doivent être utilisés que pour avertir les conducteurs que le départ d'une course doit être repris.

**24.** Une association doit mettre à la disposition de la Régie des locaux satisfaisants à la piste de courses où elle tient sa réunion de courses.

Aucune modification à ces locaux ne peut être effectuée sans l'autorisation expresse de la Régie.

**25.** Une association qui désire prolonger une réunion de courses doit en aviser la Régie par écrit en lui fournissant la date de chaque programme de courses faisant l'objet de cette prolongation.

**26.** La Régie accorde ou refuse la permission de tenir un programme de courses à une date demandée en tenant compte des présentes règles et du meilleur intérêt des courses.

**27.** Une association ne peut tenir des programmes de courses pendant plus de 6 jours par semaine ; lors d'une demande de licence de courses, les jours de relâche choisis doivent être indiqués.

Lorsqu'une licence de courses est délivrée, les jours de relâche déterminés ne peuvent être changés sans la permission de la Régie.

**28.** La Régie peut exiger qu'une personne qui demande ou détient une licence de courses lui verse un cautionnement lorsque :

- a) elle n'offre pas de garanties jugées suffisantes par la Régie qu'elle observera la Loi, les règlements et les présentes règles ;
- b) elle ne peut démontrer, à la satisfaction de la Régie, que ses ressources financières sont suffisantes pour rencontrer ses obligations à l'égard de la Régie ou du public ;
- c) la Régie le juge à propos pour la protection du public.

**29.** À moins que l'intérêt des courses et du public l'exigent, aucune licence de courses n'est délivrée pour tenir une réunion de courses avec pari mutuel à une piste de course :

- a) située à moins de 50 milles d'une autre piste de courses où se tient une réunion de courses avec pari mutuel en vertu d'une licence délivrée par la Régie ; ou
- b) située dans une municipalité dont la population et celle du territoire qui l'environne dans un rayon de 50 milles n'atteint pas 200 000 personnes.

**30.** Les livres ou documents établissant les conditions de participation à une course, les programmes imprimés et autres publications d'une association ayant trait à une réunion de courses doivent porter, bien en évidence, la mention suivante :

« Cette association détient une licence de courses délivrée par la Régie des loteries et courses du Québec et tient sa réunion de courses en conformité avec la Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (L.R.Q., c. L-6), les règlements et les règles adoptés en vertu de cette Loi ».

**31.** Une association doit donner à un détenteur de licence accès à toutes les aires d'une piste de courses où il peut avoir à exercer les activités pour lesquelles sa licence lui a été délivrée, à moins qu'elle puisse démontrer à la Régie qu'elle a de bonnes raisons de lui en interdire l'accès.



**32.** Une association doit exercer une surveillance continue de chacune des aires de la piste de courses où elle tient sa réunion de courses pour que seules les personnes autorisées en vertu d'une licence ou d'un laissez-passer y aient accès.

**33.** La Régie peut exiger, comme condition de la délivrance ou du maintien d'une licence de courses, que la personne qui en fait la demande ou qui en est le détenteur :

- a) installe des barrières aux endroits de la piste de courses où la Régie le juge nécessaire ;
- b) affecte un nombre suffisant de gardiens à chacune de ces barrières.

**34.** Seul un laissez-passer de la Régie ou accepté par la Régie permet à une personne ne détenant pas une licence délivrée par la Régie de circuler, sur une piste de courses, ailleurs que dans les aires destinées aux spectateurs ; cette règle ne s'applique pas aux fonctionnaires des Gouvernements du Canada et du Québec qui y exercent, à ce titre, leur profession, leur métier ou leur occupation.

**35.** Une association qui fait des règlements de piste doit les faire approuver par la Régie préalablement à leur mise en vigueur.

Ces règlements doivent être affichés dans le bureau du secrétaire des courses, dans celui des juges de courses et dans le *paddock*.

Ils s'appliquent de la même façon et ont le même effet que les présentes règles.

**36.** Une association doit, lors de chaque programme de courses, retenir les services d'un vétérinaire détenteur d'une licence de la Régie, aux fins de poser tous les actes professionnels devant l'être par un vétérinaire et prévus dans les présentes règles.

**37.** Pendant chaque programme de courses, une association doit retenir les services d'un forgeron qui doit en tout temps être présent dans le *paddock* et elle doit mettre à la disposition des participants de l'équipement de rechange convenable afin d'éviter un retard dans le déroulement des courses.

**38.** Les issues d'un *paddock* doivent être surveillées, lors de la tenue d'un programme de courses, de sorte que seules les personnes qui y ont accès puissent s'y rendre.

**39.** Une association doit maintenir un registre du nom des personnes entrant ou sortant d'un *paddock* ainsi que de l'heure de leur entrée et de leur sortie.

**40.** Une association doit, sur la piste de courses où elle tient une réunion de courses, disposer d'une écurie de réception pour les chevaux inscrits à une course et qui sont hébergés ailleurs que dans les écuries de cette piste de courses.

**41.** Il est interdit à une association d'accepter l'inscription d'un cheval à une course ou d'en permettre l'hébergement dans une écurie de la piste de courses où elle tient une réunion de courses à moins que son propriétaire ne détienne une licence de propriétaire de cheval délivrée par la Régie.

**42.** Une association doit donner un préavis de 24 heures au propriétaire ou, selon le cas, à l'entraîneur d'un cheval qu'elle veut expulser de la piste de courses et qui s'y trouve légalement.

**43.** Une association doit, lors d'une course de chevaux, poster à un endroit stratégique près de la piste une ambulance ainsi que le personnel qualifié suffisant pour administrer les premiers soins aux blessés et assurer leur transport à un centre hospitalier.

**44.** Une association doit, dans les 30 jours qui suivent la fin d'une réunion de courses, transmettre à la Régie, sur la formule prescrite, un rapport complet de toutes les activités relatives à cette réunion.

#### SECTION IV

#### LICENCES DE FERMES D'ÉLEVAGE, D'ENTRAÎNEMENT OU D'ÉLEVAGE ET D'ENTRAÎNEMENT

**45.** Un détenteur de licence de ferme d'élevage, d'entraînement ou d'élevage et d'entraînement doit, avant le 30 septembre de chaque année pour la période du 1<sup>er</sup> février au 31 août qui précède et avant le 10 février de chaque année pour la période du 1<sup>er</sup> septembre au 31 janvier qui précède, transmettre à la Régie, sur la formule prescrite, un rapport mentionnant, entre autres :

- a) les dates de saillies effectuées pendant la période en cause ;
- b) les noms de l'étalon et de la jument en cause lors de chaque saillie ;
- c) le nom du propriétaire de la jument au moment de la saillie.

Il doit aussi, dans le rapport devant être transmis avant le 30 septembre, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 août qui précède et dans le rapport devant être transmis avant le 10 février, pour la période du 1<sup>er</sup> septembre au 31 décembre qui précède, faire la liste des poulains nés pendant

la période en cause et indiquer le nom du propriétaire de leur mère au moment de leur naissance.

Il doit de plus, dans le rapport devant être transmis avant le 30 septembre, faire la liste des chevaux hébergés sur sa ferme, le 31 août précédent, en indiquant le nom, l'âge et le sexe de chacun de même que le nom de leur propriétaire et en identifiant ceux qui, parmi eux, sont des étalons ou des juments servant à la reproduction.

## CHAPITRE IV OFFICIELS DE COURSES

### SECTION I GÉNÉRALITÉS

**46.** Lors d'un programme de courses avec pari mutuel, les officiels de courses suivant doivent être présents pour exercer les fonctions et les pouvoirs décrits dans les présentes règles :

- a) au moins 2 juges de courses dont un président ;
- b) 1 juge de départ ;
- c) 1 juge de *paddock* ;
- d) 1 secrétaire des courses ou un adjoint ;
- e) 1 directeur des programmes imprimés ou 1 statisticien ;
- f) 1 préposé au chronomètre électrique ou électronique et 1 chronométrateur utilisant un chronomètre mécanique ;
- g) 1 juge d'équipement ;
- h) 1 préposé à l'identification des chevaux.

Lorsqu'une association le désire, 1 juge d'arrivée et des juges de patrouille peuvent aussi être présents lors d'un tel programme.

**47.** Lors d'un programme de courses sans pari mutuel, les officiels de courses suivants doivent être présents pour exercer les fonctions et les pouvoirs décrits dans les présentes règles :

- a) au moins 1 juge de courses ;
- b) 1 juge de départ ;
- c) 1 statisticien ;
- d) 1 chronométrateur utilisant un chronomètre mécanique.

Lorsque 2 ou 3 juges de courses sont présents, un de ceux-ci peut agir comme chronométrateur.

**48.** Les juges de courses sont mandatés et rémunérés par la Régie ou par un organisme à qui la Régie confie cette tâche et choisit parmi les personnes détentrices d'une licence de juge de courses.

La Régie ou, selon le cas, l'organisme affecte les juges de courses aux différentes pistes où se tiennent des réunions de courses et détermine lequel, parmi les juges de courses affectés à une piste de courses donnée, agit comme président.

Les autres officiels de courses sont désignés et rémunérés par l'association qui tient la réunion de courses à laquelle ils officient.

**49.** Chaque année, les juges de courses, les juges de départ, les juges de patrouille et les chronométrateurs doivent subir un examen d'acuité visuelle à l'oeil nu, avec des verres correctifs si requis et avec des lunettes d'approche, de même qu'un examen visant à déceler le daltonisme.

**50.** Aucun officiel de courses ne doit, lorsqu'il exerce ses fonctions, quitter son poste de travail sans la permission du président des juges de courses ou, en l'absence de ce dernier, de celui qu'il a désigné pour le remplacer.

Lorsqu'un juge de courses veut quitter son poste durant l'exercice de ses fonctions, il doit en obtenir la permission du président des juges de courses.

**51.** La Régie peut exiger qu'une personne qui fait une demande pour une des licences d'officiels de courses se soumette à un examen écrit, tenu par la Régie, de ses connaissances relatives aux présentes règles et au monde des courses en général.

### SECTION II JUGES DE COURSES

**52.** Les juges de courses ont pour fonctions de surveiller et contrôler, au nom de la Régie, la réunion de courses qui se tient à la piste de courses où ils sont affectés et d'assurer le respect de la Loi, des règlements et des présentes règles, notamment :

- a) de surveiller et contrôler la tenue et l'organisation des courses, les activités des autres officiels de courses, des participants et des autres personnes mêlées aux courses et se trouvant à la piste de courses ;
- b) de contrôler l'inscription et le retrait des chevaux, de même que les réclamations ;
- c) de voir à ce que le départ de chaque course se fasse à l'heure prévue ;
- d) d'établir le rang des chevaux à la ligne d'arrivée et le résultat de chaque course ;

e) de rédiger et transmettre à la Régie, après chaque programme de courses, un rapport signé par chacun d'eux de chacune des courses au programme, de toutes les infractions commises au cours de ce programme et des décisions rendues ;

f) de faire à la Régie les rapports qu'ils jugent utiles ou que la Régie exige ;

g) de surveiller et contrôler le tirage au sort des positions de départ des chevaux ;

h) de tenir un registre des accidents survenus sur la piste ;

i) d'observer le comportement des conducteurs et des chevaux afin de déceler un incident de nature à influencer le déroulement d'une course ou qui peut constituer une infraction ;

j) de se tenir en communication avec les officiels de courses lors de la tenue de chaque course ;

k) d'ordonner l'expulsion de la piste de courses d'une personne qui, à cause de sa conduite, est indésirable ;

l) de connaître et disposer des infractions aux présentes règles, des objections, dénonciations et plaintes et d'imposer les amendes et pénalités, conformément aux pouvoirs qui leur sont confiés ;

m) d'accomplir les autres tâches que nécessitent leurs fonctions.

**53.** Le président des juges de courses doit se présenter à la piste de courses où il est affecté 72 heures avant le début de la réunion de courses. Les juges de courses doivent être présents à la tribune des juges 15 minutes avant le départ de la première course d'un programme et y demeurer au moins 10 minutes après la fin de la dernière course.

**54.** Les juges de courses ont, collectivement, à la piste de courses où ils sont affectés, l'autorité en tout ce qui a trait, lors de la tenue d'une réunion de courses, à l'application et au respect de la Loi, des règlements et des présentes règles.

Les ordres qu'ils donnent et les décisions qu'ils prennent sont exécutoires, sous réserve de dispositions contraires de la Loi ou des présentes règles.

Ils ont, dans l'exercice de leurs fonctions, un accès illimité à toutes les aires de la piste de courses où ils sont affectés.

Ils connaissent et disposent d'une situation qui n'est pas prévue dans les présentes règles ou la réfèrent à la Régie.

**55.** Lorsqu'ils ont raison de croire qu'un cheval est inapte à prendre part aux courses parce qu'il est malade,

boiteux ou autrement physiquement incapable, les juges de courses peuvent exiger qu'un cheval qui se trouve sur une piste de courses occupée par une association subisse un examen par un vétérinaire détenteur d'une licence de la Régie, qu'une réunion de courses soit en cours ou non, et que ce vétérinaire leur fasse rapport des résultats de cet examen.

**56.** Les juges de courses ordonnent le retrait d'un cheval d'une course en raison d'une carence de sa condition physique.

Dans un tel cas, ce cheval doit être inscrit sur la « Liste des juges de courses ».

**57.** Les juges de courses ordonnent le retrait d'un cheval d'une course lorsqu'il a été mêlé à un incident avant cette course et que la gravité de l'incident justifie une telle décision.

**58.** Les juges de courses établissent et conservent un registre appelé « Liste des juges de courses » sur lequel ils inscrivent le nom d'un cheval qui, en vertu de leur décision, est inapte à prendre part aux courses parce qu'il est dangereux, non maîtrisable ou pour toute autre raison qu'ils considèrent dans l'intérêt du public ou nécessaire au bon fonctionnement des courses ou qui, en vertu de la décision d'un vétérinaire détenteur d'une licence de la Régie, est inapte à prendre part aux courses parce qu'il est malade, boiteux ou autrement handicapé.

Durant tout le temps que le nom d'un cheval apparaît sur cette liste, ce cheval ne peut ni courir ni être inscrit à une course. Il peut toutefois être inscrit à une course spéciale, à moins que les juges de courses en décident autrement.

Seuls les juges de courses peuvent rayer de la « Liste des juges de courses » le nom d'un cheval qui y est inscrit. Cependant, lorsqu'un cheval a été placé sur cette liste en raison de son état de santé ou de sa condition physique, il ne peut en être rayé qu'après qu'un vétérinaire détenteur d'une licence de la Régie a certifié que ce cheval est apte à prendre part à une course.

Le propriétaire ou son agent autorisé et l'entraîneur d'un cheval faisant l'objet d'une inscription sur la « Liste des juges de courses » doivent en être avisés par écrit, l'avis devant aussi indiquer les motifs de la décision. Lorsque le nom d'un cheval est radié de la « Liste des juges de courses », un avis à cet effet doit être affiché à un endroit où les participants peuvent en prendre connaissance.

**59.** Un des juges de courses doit signaler les bris d'allure et s'assurer qu'ils sont inscrits au rapport que les juges de courses rédigent après chaque programme de courses.

### SECTION III JUGES DE DÉPART

**60.** Un juge de départ, sous l'autorité des juges de courses, a pour fonctions de donner le signal officiel du départ lors de chaque course et de s'assurer que ce départ se fait conformément aux présentes règles, notamment :

- a) d'exercer une entière autorité sur les conducteurs et les chevaux prenant part à une course depuis le moment de la formation de la parade jusqu'à ce qu'il ait donné le signal officiel du départ ;
- b) de donner le signal du départ de chaque course, le rendant alors officiel ;
- c) de donner tous les ordres et prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer un bon départ ;
- d) de prendre place dans le véhicule de la barrière de départ 15 minutes avant le départ de chaque course d'un programme de courses ;
- e) de transmettre aux juges de courses, après chaque programme de courses, un rapport détaillé des infractions qu'il a notées et des pénalités ou amendes qu'il leur recommande d'imposer ;
- f) de recommander par écrit aux juges de courses d'inscrire sur la « Liste des juges de courses » le nom d'un cheval qui a des difficultés à prendre correctement le départ d'une course et à l'en rayer lorsqu'il le juge apte ;
- g) de tenir des exercices pour dresser et entraîner les chevaux à faire de bons départs, selon la technique de départ en vigueur à la piste de courses où il est affecté.

### SECTION IV JUGES DE *Paddock*

**61.** Un juge de *paddock* sous l'autorité des juges de courses, a la responsabilité de toutes les activités du *paddock*, du juge d'équipement, du préposé à l'identification des chevaux et des personnes qui s'y trouvent, notamment :

- a) de grouper les chevaux d'une même course, dans les stalles du *paddock*, et de leur donner le signal d'entrer en piste pour la parade ;
- b) d'assurer la vérification de l'équipement des chevaux, de l'équipement brisé ou défectueux, des fers des chevaux, des numéros de tête et des tapis de selles des chevaux pour chaque course ;
- c) d'assurer le maintien d'un registre de l'équipement de chaque cheval, et de s'assurer que seuls les changements d'équipement autorisés par les juges de courses sont effectués ;

d) de surveiller les issues du *paddock* et rapporter aux juges de courses la présence de personnes qu'il soupçonne ne pas être autorisées à se trouver dans le *paddock* ;

e) de diriger les activités du préposé à l'identification des chevaux ;

f) de contrôler l'entrée et la sortie des chevaux, des conducteurs et des personnes qui ont accès au *paddock* ;

g) de superviser les activités du forgeron ;

h) d'aviser les juges de courses de ce qui peut retarder le départ d'une course ou autrement en affecter ou modifier la tenue ;

i) de signaler sans délai aux juges de courses une infraction aux présentes règles ;

j) de transmettre aux juges de courses, après chaque programme de courses, un rapport écrit détaillé des infractions qu'il a notées au cours de ce programme de courses ;

k) d'assurer la disponibilité en tout temps d'équipement de rechange convenable pour les chevaux ;

l) d'informer les juges de courses des raisons pour lesquelles un cheval revient au *paddock* après être entré sur la piste pour la parade ;

m) d'accomplir les autres tâches que nécessitent ses fonctions.

### SECTION V JUGES DE PATROUILLE

**62.** Un juge de patrouille, sous l'autorité des juges de courses, a pour fonctions de surveiller les activités qui se déroulent sur la piste pendant une course, notamment :

a) de se tenir constamment en communication avec les juges de courses ;

b) de signaler aux juges de courses :

i. une activité ou un fait qui peut influencer la tenue ou le résultat d'une course ;

ii. une infraction aux présentes règles ;

iii. une manifestation irrégulière de l'allure ou de la condition physique d'un cheval ;

iv. un changement, une absence ou un défaut de l'équipement d'un cheval normalement en usage pour la course qu'il surveille ;

c) de transmettre aux juges de courses, après chaque programme de courses, un rapport détaillé de ses observations et des infractions aux présentes règles qu'il a notées au cours de ce programme de courses ;

d) d'accomplir les autres tâches que nécessitent ses fonctions.

## SECTION VI SECRÉTAIRE DES COURSES

**63.** Un secrétaire des courses, sous l'autorité des juges de courses, a pour fonctions de préparer et d'organiser les courses tenues par l'association qui l'emploie et de s'assurer qu'elles sont conformes aux présentes règles, notamment :

a) de recevoir et conserver les certificats d'admissibilité des chevaux qui prennent part aux courses de même que ceux des chevaux qui sont hébergés dans des lieux que possède ou exploite l'association ;

b) d'être responsable de la sécurité des documents qui lui sont remis par les participants de même que ceux relatifs aux courses qu'il organise ;

c) de vérifier les certificats d'admissibilité des chevaux et les autres documents qui lui sont remis en vertu des présentes règles ;

d) de maintenir constamment à jour ses connaissances relatives à l'âge, au classement et à l'habileté compétitive des chevaux ;

e) d'établir des classes de chevaux et de s'assurer que les chevaux qui s'y inscrivent sont admissibles ;

f) d'établir les normes de qualification des chevaux ;

g) d'établir et d'afficher les conditions de participation à une course ;

h) de compiler les inscriptions et d'établir la liste des chevaux inscrits aux différentes courses ;

i) d'établir la date de préférence de chacun des chevaux inscrits ;

j) de s'assurer que le tirage au sort des positions de départ est effectué ;

k) de préparer la liste des chevaux qui doivent prendre le départ d'une course pour les fins du programme imprimé ;

l) d'accomplir les autres tâches que nécessitent ses fonctions.

## SECTION VII DIRECTEURS DES PROGRAMMES IMPRIMÉS

**64.** Un directeur des programmes imprimés, sous l'autorité des juges de courses, a pour fonctions de publier, pour chaque programme de courses, un programme imprimé comprenant tous les renseignements prévus dans les

présentes règles. Il peut aussi accomplir les tâches du statisticien en l'absence d'un statisticien.

## SECTION VIII STATISTICIENS

**65.** Un statisticien, sous l'autorité du directeur des programmes imprimés, a pour fonctions d'enregistrer, dans les documents prévus à cette fin, les données officielles d'une course, notamment :

a) le nom de chaque cheval qui y prend part ;  
b) la date de sa tenue ;  
c) le nom de l'association qui la tient ;  
d) la longueur de la piste ;  
e) l'identification des ambleurs courant sans entraves ;

f) l'état de la piste ;

g) le genre de course ;

h) la distance à parcourir ;

i) l'allure à laquelle elle se tient ;

j) la position de départ des chevaux ;

k) le rang des chevaux :

i. au quart de mille, au demi-mille et à la ligne d'arrivée lorsqu'il s'agit d'une course de moins d'un mille, avec la distance qui sépare les autres chevaux du meneur à la ligne d'arrivée ;

ii. au quart de mille, au demi-mille, au trois quarts de mille, à l'entrée de la dernière section droite de la piste avant la ligne d'arrivée et à la ligne d'arrivée avec, dans les 2 derniers cas, la distance qui sépare les autres chevaux du meneur lorsqu'il s'agit d'une course d'un mille ;

iii. au quart de mille, au demi-mille, au mille, à l'entrée de la dernière section droite de la piste avant la ligne d'arrivée avec, dans ces 2 derniers cas, la distance qui sépare les autres chevaux du meneur lorsqu'il s'agit d'une course de plus d'un mille ;

l) le résultat officiel ;

m) le temps pris par le cheval de tête pour parcourir :

i. le quart de mille, le demi-mille et la distance prévue pour la course, lorsqu'il s'agit d'une course de moins d'un mille ;

ii. le quart de mille, le demi-mille, le trois quarts de mille et le mille lorsqu'il s'agit d'une course d'un mille ;

iii. le quart de mille, le demi-mille, le mille et la distance prévue pour la course lorsqu'il s'agit d'une course de plus d'un mille ;

n) la durée de la course pour chaque cheval, au cinquième de seconde ;

o) la cote définitive au pari mutuel ;

p) le nom du conducteur de chaque cheval ;

q) les noms des chevaux qui ont terminé la course au 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> rang, tel qu'établi par les juges de courses aux fins du partage de la bourse ;

r) le degré de température de la journée, en indiquant s'il y a du vent ou non ;

s) un bris d'allure, ou le fait qu'un cheval a parcouru environ un quart de mille en double ligne ;

t) un bris d'équipement ou une interférence ;

u) le montant gagné par chacun des chevaux dans la course ;

v) le fait qu'un cheval a eu des difficultés respiratoires ou qu'il a saigné pendant la course ;

w) toute autre donnée que la Régie ordonne à une association d'enregistrer.

## SECTION IX CHRONOMÉTREURS

**66.** Un chronométrateur, sous l'autorité des juges de courses, a pour fonctions de déterminer la durée exacte d'une course, notamment :

a) d'être à son poste 15 minutes avant le départ de la première course d'un programme de courses ;

b) de mettre son chronomètre en marche dès que le museau du premier cheval franchit la ligne de départ ;

c) d'enregistrer le temps que prend le cheval de tête pour parcourir chaque quart de mille et, s'il en est, la distance qui reste pour terminer la course ;

d) de certifier, après chaque course, la durée de la course enregistrée dans le rapport des juges de courses.

**67.** L'exactitude et la précision d'un chronomètre utilisé lors d'une course doivent être vérifiées au moins une fois l'an par un maître horloger.

## SECTION X JUGES D'ÉQUIPEMENT

**68.** Un juge d'équipement, sous l'autorité du juge de *paddock*, a pour fonctions de vérifier l'équipement des che-

vaux qui se trouvent dans le *paddock* avant une course à laquelle ils prennent part, notamment :

a) d'établir et de maintenir à jour une fiche de l'équipement que porte chaque cheval qui prend part à une réunion de courses ;

b) de vérifier l'équipement de chaque cheval qui prend part à une course de façon à s'assurer qu'il correspond exactement à celui qui apparaît sur la fiche mentionnée dans le paragraphe a ;

c) de faire rapport au juge de *paddock* d'un changement ou d'une modification de l'équipement d'un cheval.

## SECTION XI PRÉPOSÉ À L'IDENTIFICATION DES CHEVAUX

**69.** Un préposé à l'identification des chevaux, sous l'autorité du juge de *paddock*, a pour fonctions d'identifier les chevaux qui se trouvent dans le *paddock* avant une course à laquelle ils doivent prendre part, notamment :

a) de s'assurer que chaque cheval est tatoué conformément aux présentes règles ou aux normes d'un organisme reconnu à cette fin par la Régie ;

b) de vérifier le tatouage de chaque cheval de façon à s'assurer qu'il est vraiment celui du cheval inscrit à la course en cause ;

c) de vérifier le certificat d'admissibilité de chaque cheval et, au besoin, d'autres documents de façon à s'assurer de l'identité de chacun d'eux ;

d) de faire rapport au juge de *paddock* d'un doute ou d'une erreur quant à l'identification d'un cheval.

## CHAPITRE V PARTICIPANTS

### SECTION I GÉNÉRALITÉS

**70.** La Régie peut exiger qu'une personne qui désire obtenir une des licences prévues pour les participants se soumette à la prise d'empreintes digitales et de photographie lorsque la Régie le juge nécessaire pour s'assurer de l'identité de cette personne.

**71.** Lors d'un litige entre une association et un participant, ceux-ci doivent en négocier de bonne foi le règlement.

Durant la période de négociation, aucune des parties ne doit empêcher ou tenter d'empêcher la tenue d'un programme de courses pour lequel des inscriptions ont dûment été faites.

**72.** Il est interdit à quiconque de prendre place dans un *sulky* pour entraîner ou conduire un cheval sur une piste de courses à moins de garder ses pieds dans les étriers et de porter un casque protecteur d'un type qui répond aux exigences de la Régie, fabriqué d'un matériau résistant, pourvu à l'intérieur d'une doublure adéquate et ayant une mentonnière qui doit être agrafée.

**73.** Un détenteur de licence de conducteur-entraîneur jouit de tous les privilèges d'un conducteur et d'un entraîneur et est soumis aux règles qui leur sont applicables.

### SECTION II PROPRIÉTAIRES

**74.** Lorsqu'un cheval appartient à plusieurs individus ou à une ou des personnes autres qu'une personne physique, un agent autorisé doit être nommé pour agir en leur nom en tout ce qui concerne les courses auxquelles prend part le cheval en cause.

**75.** Une personne âgée de moins de 18 ans ne peut obtenir une licence de propriétaire de cheval que si un parent, un agent autorisé ou un tuteur, âgé de 18 ans ou plus, accepte par écrit d'assumer toutes les responsabilités et les obligations de propriétaire de cette personne.

**76.** Une licence de propriétaire de cheval ne donne accès à son détenteur qu'à l'aire des écuries de la piste de courses où son cheval se trouve.

**77.** Un détenteur de licence de propriétaire de cheval ne peut, sur une même piste de courses, confier les chevaux dont il est propriétaire à plus d'un entraîneur sans l'approbation de la Régie.

### SECTION III AGENTS AUTORISÉS

**78.** Une personne qui désire obtenir une licence d'agent autorisé doit transmettre à la Régie, avec sa formule de demande, un document attestant sa nomination à titre d'agent autorisé, signé par le propriétaire de cheval qui en fait son agent.

Pendant que sa licence est en vigueur, un agent autorisé doit aviser la Régie de chaque changement à son statut d'agent autorisé en lui transmettant un document signé par le propriétaire en cause indiquant la nature du changement.

### SECTION IV ENTRAÎNEURS

**79.** Un entraîneur est responsable en tout temps de la condition physique des chevaux qu'il entraîne. Il lui est interdit de faire prendre le départ d'une course à un cheval qu'il entraîne et qui n'est pas en état de courir ou à qui une drogue ou une autre substance a été administrée en contra-vention aux présentes règles.

**80.** Un entraîneur doit protéger et surveiller les chevaux qu'il entraîne contre l'administration de médicaments ou drogues nocifs ou qui peuvent changer la condition physique d'un cheval. Il doit aussi protéger et surveiller ces chevaux contre un échange ou une substitution illégal relatif au prélèvement d'un échantillon officiel.

**81.** Lorsqu'un entraîneur néglige de protéger ou de surveiller les chevaux qu'il entraîne comme le prévoit l'article 80 et qu'il se commet, à l'égard d'un de ces chevaux, une infraction relative à l'administration de drogues ou de médicaments ou à la prise d'un échantillon officiel, il est responsable de l'infraction au même titre que la personne qui l'a commise.

**82.** Un entraîneur qui s'absente demeure responsable d'un cheval qui a été inscrit à une course avant qu'il ne s'absente.

Un entraîneur suppléant est responsable d'un cheval qui a été inscrit à une course pendant qu'il en avait la charge.

### SECTION V CONDUCTEURS

**83.** La Régie peut exiger qu'une personne qui désire obtenir une licence de conducteur prenne part à une course de qualification afin de démontrer à la Régie qu'elle a la compétence pour exercer cette activité et se soumettre à un examen, tenu par la Régie, de ses connaissances relatives aux présentes règles.

**84.** Une personne qui désire obtenir une licence de conducteur doit produire à la Régie, avec sa formule de demande :

a) un certificat établissant qu'elle a subi avec succès, dans les derniers 12 mois, un examen de la vue par un spécialiste de la vue, si elle est âgée de 45 ans ou plus ; et

b) un certificat médical attestant qu'elle a, dans les derniers 6 mois, subi un examen médical démontrant que son état de santé lui permet d'exercer cette activité, si elle est âgée de 55 ans ou plus.

**85.** Un conducteur doit porter des couleurs distinctives, quelles que soient les conditions atmosphériques qui prévalent, tant pour réchauffer son cheval sur la piste avant une course que pour prendre part à la parade et à la course elle-même.

Lorsqu'un conducteur porte un habit de pluie, il doit être à ses couleurs distinctives ou d'un matériel transparent permettant de distinguer clairement ses couleurs.

**86.** Il est interdit à un conducteur de se rendre dans les estrades des spectateurs, dans les locaux du pari mutuel ou en tout autre endroit de la piste de courses où le public a accès, tant qu'il n'a pas conduit tous les chevaux qu'il avait à conduire lors d'un programme de courses et qu'il n'a pas revêtu ses habits de ville.

## SECTION VI PALEFRENIER

**87.** La Régie peut exiger qu'une personne qui désire obtenir une licence de palefrenier lui démontre qu'elle possède la compétence nécessaire à l'exercice de cette activité et qu'elle connaît les présentes règles.

## CHAPITRE VI CHEVAUX

**88.** Pour pouvoir prendre part à une course tenue par une association, un cheval doit :

- a) avoir été tatoué par la Régie ou par un organisme reconnu par la Régie ;
- b) avoir un certificat d'admissibilité et un certificat d'enregistrement reconnus par la Régie ;
- c) avoir subi dans les 12 mois qui précèdent une course à laquelle il prend part, un test Coggins dont le résultat s'est avéré négatif, attesté par un certificat produit au secrétaire des courses ou aux juges de courses ;
- d) être âgé d'au moins 2 ans et, dans le cas d'une course avec pari mutuel, de pas plus de 14 ans et, dans les autres cas, de pas plus de 17 ans ;
- e) n'avoir pas été, à compter du 6 mai 1981, l'objet d'insensibilisation par un moyen physique ou chimique autre qu'une insensibilisation des nerfs digitaux postérieurs ;
- f) respirer sans l'aide d'un tube ;
- g) n'être pas totalement aveugle ;
- h) appartenir à une personne qui détient une licence de propriétaire de cheval délivrée par la Régie ;

i) répondre aux autres conditions ou exigences prévues dans les présentes règles.

**89.** Lorsqu'un cheval est vendu, son nouveau propriétaire ou son agent autorisé doit, dans les 20 jours qui suivent la date de la vente, transmettre à l'organisme reconnu à ces fins par la Régie le certificat d'enregistrement de ce cheval pour y faire effectuer le changement de propriété.

**90.** Lorsqu'un cheval est vendu, il ne peut prendre part qu'à une seule course à partir du moment de la vente jusqu'à ce que le changement de propriétaire ait été effectué sur un certificat d'enregistrement par l'organisme reconnu par la Régie à cette fin, à moins qu'il soit démontré aux juges de courses que les documents nécessaires pour effectuer ce changement ont été transmis à cet organisme.

**91.** Il est interdit à quiconque, sauf à un représentant d'un organisme reconnu par la Régie aux fins de la délivrance des certificats d'admissibilité des chevaux, à un juge de courses, à un secrétaire des courses ou à un directeur des programmes imprimés, détenteurs d'une licence de la Régie, de faire des corrections aux renseignements inscrits sur ces certificats d'admissibilité.

**92.** L'âge d'un cheval se calcule à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année de sa naissance sauf s'il s'agit d'un cheval né pendant les mois de novembre ou décembre des années 1970 à 1977 inclusivement ; dans ce dernier cas, l'âge d'un cheval se calcule à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit sa naissance.

**93.** Lorsqu'une jument est châtrée ou lorsqu'un cheval a été l'objet d'une insensibilisation d'un nerf, son propriétaire ou entraîneur doit en aviser l'association et la Régie par écrit, pour pouvoir l'inscrire à une course sous réserve de l'article 88.

**94.** Un cheval qui, à la connaissance d'un vétérinaire détenteur d'une licence de la Régie et en devoir lors d'un programme de courses, a saigné avant ou pendant une course peut, avant le départ d'une course à laquelle il prend part, recevoir une injection de coagulant ou autre substance reconnue comme traitement pour arrêter le sang et dont l'usage n'est pas interdit. Le vétérinaire qui administre l'injection doit faire un rapport écrit de ce fait aux juges de courses qui décident si le cheval peut prendre le départ de cette course.

## CHAPITRE VII DÉONTOLOGIE

**95.** Il est interdit de commettre un acte de cruauté envers un cheval.



**96.** Il est interdit aux employés d'une association qui sont impliqués dans la préparation, la tenue et l'issue des courses, de même qu'aux officiels de courses de faire courir leurs chevaux à la piste de courses où ils exercent leur occupation.

**97.** Il est interdit aux officiels de courses de parier, eux-mêmes ou par l'entremise d'une autre personne, sur le résultat des courses auxquelles ils officient.

**98.** Il est interdit à un détenteur de licence de faire usage ou d'être sous l'influence d'alcool ou de drogue durant l'exercice de ses fonctions lors d'une réunion de courses.

**99.** Il est interdit à un officiel de courses, sauf à un directeur des programmes imprimés, mais seulement dans la mesure où il indique ses propres choix dans un programme imprimé, à un conducteur ou à un entraîneur d'indiquer un choix de chevaux sur un programme imprimé ou de faire quelque commentaire que ce soit sur le choix d'un cheval en relation avec le pari mutuel.

**100.** La conduite d'un détenteur de licence ne doit en aucune façon être préjudiciable à la réputation des courses.

**101.** Il est interdit à un détenteur de licence délivrée par la Régie :

- a) de faire ou d'accepter une offre ou une promesse de pot-de-vin ;
- b) de suggérer ou de poser un acte malhonnête ou frauduleux ;
- c) de tenir une course ou de conduire dans une course autrement que de façon loyale et honnête.

Une personne qui a connaissance d'un tel fait doit immédiatement en rapporter les détails aux juges de courses.

**102.** Il est interdit d'influencer ou de tenter d'influencer un représentant de la Régie, un officiel de courses ou un autre détenteur d'une licence de la Régie dans l'exercice de ses fonctions.

**103.** Lorsqu'un cheval prend part à une course, il est interdit à son propriétaire, à son entraîneur, à son conducteur, à son palefrenier, à l'agent autorisé de ce propriétaire ou à leurs employés de parier, d'inciter quiconque à parier en leur nom ou d'avoir en leur possession des billets de pari mutuel sur un autre cheval prenant part à une même course.

Dans le cas des paris spéciaux, ils peuvent parier ou faire parier quiconque en leur nom mais seulement dans

des combinaisons où ils choisissent leur cheval ou leur inscription jumelée pour terminer au 1<sup>er</sup> rang.

**104.** Il est interdit à un participant dont le cheval est inscrit à une course d'exiger une prime en argent ou une autre faveur de l'association pour que ce cheval prenne part à cette course.

**105.** Il est interdit à quiconque de poser quelque geste ou de faire quelque démarche que ce soit ou d'inciter une personne à poser quelque geste ou à faire quelque démarche que ce soit ayant pour effet d'empêcher la tenue ou de retarder le départ d'une course d'une façon indue.

**106.** Il est interdit à quiconque de fumer sur la piste pendant un programme de courses et les 2 heures qui le précèdent.

**107.** Il est interdit à quiconque de se conduire d'une façon incorrecte, irrespectueuse ou injurieuse envers autrui.

**108.** Il est interdit à un détenteur de licence délivrée par la Régie, sur une piste de courses, de troubler la paix, de menacer, assaillir ou agresser une personne pour quelque raison que ce soit.

## CHAPITRE VIII COURSES

### SECTION I GÉNÉRALITÉS

**109.** Les courses qu'une association peut tenir sont :

- a) les courses ordinaires :
  - i. avec conditions ;
  - ii. à réclamer ;
  - iii. préférentielles, soit classifiées, préférées, sur invitation, avec handicap ou ouvertes à tout cheval pouvant y prendre part ;
- b) les courses spéciales :
  - i. *stakes* ;
  - ii. *futurity* ;
  - iii. à mise en nomination hâtive ;
  - iv. à mise en nomination tardive ;
- c) les courses particulières :
  - i. de qualification ;
  - ii. contre la montre ;
  - iii. match ;

- iv. école ;
- v. « matinée ».

**110.** Le départ des courses d'un programme de courses doit se faire à des intervalles réguliers et raisonnables, lesquels se calculent à partir du moment où le mot « Officiel » apparaît sur le tableau indicateur jusqu'à l'heure fixée pour la course suivante. Un intervalle ne doit pas dépasser 20 minutes. Cependant, s'il se présente des circonstances incontrôlables, les juges de courses peuvent permettre un intervalle plus long.

**111.** L'association fixe l'heure de départ de chacune des courses d'un programme de courses, sous réserve que le départ de la dernière course du programme doit se faire au plus tard à 23 h 55.

**112.** Il doit y avoir un intervalle d'au moins 60 minutes entre la tenue de 2 épreuves d'une course auxquelles un même cheval prend part.

**113.** Les normes de qualification des chevaux et les modifications qui y sont faites doivent être transmises aux juges de courses et affichées en des endroits permettant aux participants d'en prendre connaissance en tout temps.

**114.** Un cheval de courses, quel que soit son âge, doit, pour pouvoir être inscrit à une course ordinaire ou spéciale, avoir à son crédit une performance officielle. Dans le cas d'une course ordinaire, cette performance doit avoir été obtenue au cours d'une période de temps déterminée par les règlements de l'association qui tient la course, visés dans l'article 35.

**115.** Les juges de courses dressent une « Liste de qualification » sur laquelle ils inscrivent les chevaux qui ne répondent pas aux normes de qualification établies ou n'offrent pas, à leur avis, une performance satisfaisante dans une course.

Les chevaux inscrits sur cette liste le demeurent tant qu'ils ne répondent pas aux normes de qualification établies.

**116.** Lorsque les juges de courses inscrivent un cheval sur la « Liste de qualification », ils en informent son propriétaire ou entraîneur au moyen d'un avis écrit que l'association doit aussi afficher à un endroit où les participants peuvent en prendre connaissance.

**117.** Le fait qu'un cheval a été inscrit sur la « Liste de qualification » ne doit pas être indiqué dans son certificat d'admissibilité ni l'empêcher de prendre part à une course spéciale.

**118.** La distance à parcourir lors d'une course doit être indiquée dans les conditions de participation, de même que le nombre d'épreuves d'une course, le cas échéant.

**119.** La distance à parcourir, lors d'une course, est déterminée en multiples d'un seizième de mille.

**120.** Le *sulky* utilisé pour une course doit être de type conventionnel, c'est-à-dire muni de 2 brancards parallèles au cheval et fixés sécuritairement de chaque côté du cheval. Aucun point d'attache ni aucune partie du brancard ne doivent être plus hauts qu'une ligne imaginaire horizontale tracée au point le plus bas du dos du cheval.

**121.** Un propriétaire ou un entraîneur de cheval a la responsabilité de s'assurer que l'intérieur et l'extérieur de chacune des roues d'un *sulky* qu'il utilise pour une course soient munis d'enjoliveurs de roue incolores ou d'une couleur uniforme.

**122.** Lors d'une course avec pari mutuel, les juges de courses peuvent exiger que les *sulky* soient munis de garde-boue quand l'état de la piste le requiert.

**123.** Un cheval qui prend part à une course doit, durant cette course et les exercices qui la précèdent, porter sur son tapis de selle et sa bride un numéro correspondant à celui qui apparaît pour cette course dans le programme imprimé, et ce, au moins une heure avant la première course.

**124.** Le nombre de chevaux qui peuvent prendre le départ d'une course est déterminé en fonction de la largeur de la piste en affectant 8 pieds de largeur, en son point le plus étroit, pour chaque cheval prenant le départ en première ligne et en permettant à un maximum de 2 chevaux, lors d'une course ordinaire avec pari mutuel, ou de 3 chevaux, lors d'une course sans pari mutuel ou lors d'une course spéciale avec pari mutuel, de prendre le départ en seconde ligne.

Toutefois, le nombre maximum de chevaux qui peuvent prendre le départ d'une course en première ligne est de :

- a) 8, sur une piste d'un demi-mille de longueur ;
- b) 9, sur une piste de plus d'un demi-mille de longueur.

## SECTION II COURSES ORDINAIRES

### §1. Conditions de participation

**125.** Lors d'une réunion de courses avec pari mutuel, le secrétaire des courses doit afficher, à un endroit où les

participants peuvent en prendre connaissance, une liste des conditions de participation aux courses d'au moins 1 programme de courses et au moins 24 heures avant l'heure prévue pour la fermeture la plus hâtive des inscriptions à une course faisant partie de ce programme.

Lors d'une réunion de courses sans pari mutuel, les conditions de participation à une course doivent être affichées au moins 18 heures avant l'heure prévue pour la fermeture des inscriptions.

**126.** Le secrétaire des courses doit indiquer, dans les conditions de participation à une course, le nombre d'inscriptions requises pour que la course se tienne ; lorsque le nombre d'inscriptions requises est atteint, la course doit se tenir à la date fixée à cette fin.

Lorsque le nombre d'inscriptions requises n'est pas atteint, la course peut être annulée ou la période des inscriptions prolongée.

Lorsque la course est annulée, le secrétaire des courses affiche alors un avis d'annulation de la course sur lequel apparaît aussi le nom des chevaux qui y étaient inscrits.

Lorsque la période des inscriptions est prolongée, le secrétaire des courses doit, par le truchement du système de communications, en avertir les participants qui se trouvent alors à la piste de courses et leur indiquer la durée de la prolongation.

**127.** Le secrétaire des courses peut prévoir, pour chaque programme de courses, des courses de substitution qu'il désigne comme telles dans l'énoncé des conditions de participation.

Une course de substitution ne peut toutefois être tenue que lorsqu'une course prévue à un tel programme est annulée.

**128.** Une course, y compris une course de substitution, peut être divisée pour combler le nombre de courses prévues dans le programme de courses pendant lequel elle doit être tenue ou dans un programme de courses subséquent.

Cependant, une course divisée ne peut remplacer, dans un programme de courses, une course prévue pour laquelle le nombre d'inscriptions requises a été atteint.

**129.** Lorsqu'une course est divisée pour combler le nombre de courses prévues dans un programme de courses, les chevaux devant prendre le départ dans chacune des divisions sont déterminés par un tirage au sort, après que les règles relatives à la préférence ont été appliquées, à moins que les conditions de participation à cette course n'aient prévu des divisions basées sur l'âge ou le sexe.

**130.** Une réunion de courses doit comprendre un nombre de courses pour chevaux trotteurs et un nombre de courses pour chevaux ambleurs proportionnels à leur nombre respectif par rapport au nombre total de chevaux pouvant prendre part aux courses de cette réunion.

**131.** Le mot « départ », dans l'énoncé des conditions de participation à une course, ne réfère qu'à des départs dans des courses dotées de bourses. Chaque participation d'un cheval à une course ou à une épreuve d'une course constitue un départ.

**132.** Lorsqu'une préférence est accordée dans l'énoncé des conditions de participation à une course, elle a préséance sur les règles de préférence établies dans l'article 242.

**133.** L'admissibilité d'un cheval à une course s'établit au moment de la fermeture des inscriptions à cette course.

**134.** Lorsqu'une condition de participation à une course est basée sur les gains des chevaux, il n'est tenu compte que des gains complétés au dollar le plus près.

**135.** Lors d'une course mixte de chevaux trotteurs et ambleurs, un cheval doit répondre aux conditions de participation imposées aux trotteurs s'il y est inscrit comme trotteur ou à celles imposées aux ambleurs s'il y est inscrit comme ambleur.

**136.** Il est interdit d'imposer une condition de participation à une course basée sur le record individuel des chevaux ou sur leur capacité à courir une certaine distance dans un temps déterminé.

**137.** Lorsque des conditions de participation à une course sont contradictoires, elles sont interprétées en faveur des participants.

## *§2. Courses à réclamer*

**138.** Une partie du nombre total des courses tenues chaque semaine par une association peut être constituée de courses à réclamer, dans la proportion que représente le nombre de chevaux à l'égard desquels une autorisation visée dans l'article 139 a été produite au secrétaire des courses par rapport au nombre total de chevaux pouvant participer à la réunion de courses en cours de cette association.

**139.** Un cheval ne peut être inscrit à une course à réclamer que si son propriétaire ou l'agent autorisé de son propriétaire dépose auprès du secrétaire des courses avant l'heure de fermeture des inscriptions :

a) une autorisation dûment signée indiquant le montant pour lequel le cheval peut être réclamé ;

b) le certificat d'enregistrement du cheval en cause qui doit être à jour quant à sa propriété.

Lorsqu'il y a un doute quant à la validité de cette autorisation, le secrétaire des courses avise les juges de courses qui décident d'accepter ou de refuser l'inscription du cheval en cause.

Aux fins de cet article, un locataire n'est pas un propriétaire.

**140.** Sous réserve de l'article 90, l'inscription à une course à réclamer d'un cheval dont le certificat d'enregistrement n'a pas été remis, tel que requis dans l'article 139, au secrétaire des courses avant l'heure fixée pour la fermeture des inscriptions, doit être refusée.

Le premier alinéa ne s'applique pas lorsqu'un certificat d'enregistrement a été transmis à l'organisme reconnu par la Régie aux fins d'y faire effectuer un changement de propriété.

**141.** Une course à réclamer ne peut être tenue lorsque le prix de réclamation d'un cheval qui y est inscrit est inférieur à la plus petite bourse offerte pour une course tenue pendant la même semaine que cette course à réclamer.

**142.** Les réclamations se font pour le prix inscrit dans le programme imprimé, sous réserve qu'une erreur d'impression peut être corrigée par les juges de courses et que la correction soit annoncée aux participants et au public.

**143.** Le prix de réclamation d'un cheval peut être majoré par suite d'une allocation qui lui est accordée en raison de son âge, de son sexe ou de son ascendance, sauf dans le cas d'un cheval âgé de 7 ans ou plus ou d'une jument châtrée.

**144.** Un cheval inscrit à une course à réclamer prend part à cette course ou à chacune des épreuves de cette course au bénéfice de son propriétaire et non du réclamant.

**145.** Seul un détenteur d'une licence de la Régie peut, lui-même ou par l'entremise de son agent autorisé, réclamer un cheval.

Cependant, un propriétaire ou un entraîneur ne peut réclamer, ni faire en sorte que soit réclamé en son nom, directement ou indirectement, un cheval dont il est, selon le cas, le propriétaire ou l'entraîneur.

**146.** Nul ne peut soumettre plus d'une réclamation à l'égard d'un même cheval lors d'une course à réclamer.

**147.** Il est interdit de faire ou de tenter de faire quelque arrangement que ce soit en vue de réclamer ou de ne pas réclamer un cheval inscrit à une course à réclamer, ou d'empêcher ou d'essayer d'empêcher quiconque y a droit de réclamer un tel cheval.

**148.** Une personne qui désire réclamer un cheval doit avoir accès aux aires de la piste de courses lui permettant de déposer sa réclamation à l'endroit désigné à cette fin, et le cas échéant, de prendre possession du cheval qu'elle a réclamé.

**149.** Une personne qui désire réclamer un cheval doit :

a) remplir la formule de réclamation fournie par l'association en y indiquant tous les renseignements requis et la signer ;

b) placer la formule de réclamation dans une enveloppe fournie à cette fin par l'association, cacheter cette enveloppe, inscrire sur celle-ci la date de la tenue de la course, le numéro de cette course et le nom de l'association ;

c) remettre cette enveloppe aux juges de courses au moins 45 minutes avant l'heure de départ de la première course du programme de courses au cours duquel cette course à réclamer est prévue et, en même temps, leur verser le montant requis en argent comptant, par chèque visé établi au nom de l'association ou par transfert de fonds qu'elle possède dans un compte de l'association ; l'association peut accepter un chèque non visé en autant qu'elle en assume la responsabilité.

Le montant requis comprend le prix de réclamation et les frais de transfert et d'enregistrement.

**150.** Lorsque les juges de courses reçoivent une enveloppe de réclamation, ils y inscrivent l'heure de réception et y indiquent si le transfert de fonds requis est accepté ou refusé, le cas échéant.

**151.** Un réclamant peut retirer son enveloppe de réclamation en tout temps avant les 30 minutes qui précèdent l'heure de départ de la course à réclamer en cause.

**152.** Un cheval réclamé devient la propriété du réclamant au moment où le départ officiel de la course à réclamer en cause est donné, sous réserve que, bien qu'il en ait pris le départ, il n'y ait pas été ensuite déclaré inadmissible par les juges de courses ou que la réclamation ne soit pas invalidée par les juges de courses.

**153.** Les juges de courses doivent, dans les 10 minutes qui précèdent l'heure de départ d'une course à réclamer :

a) ouvrir les enveloppes de réclamation ;

b) décider de l'acceptation ou du refus d'une réclamation ;

c) déterminer le nouveau propriétaire du cheval qui doit être choisi par tirage au sort lorsqu'il y a plus d'un réclamant relativement au même cheval.

**154.** Les juges de courses doivent garder confidentiel le contenu des enveloppes de réclamation jusqu'au départ de la course à réclamer en cause.

**155.** Une réclamation qui, à la suite d'un tirage au sort, n'a pas été choisie est réputée avoir été refusée par les juges de courses.

**156.** Dès que le départ officiel d'une course à réclamer est donné, les juges de courses indiquent au juge de *padding* le nom du cheval réclamé, le nom du réclamant et le nom de la personne à qui le cheval doit être confié ; ils doivent aussi s'assurer qu'une annonce publique est faite immédiatement après la course pour faire connaître le nom du nouveau propriétaire.

**157.** Les juges de courses refusent une réclamation formulée de façon incomplète ou incorrecte, de même qu'une réclamation non accompagnée du paiement requis ou pour laquelle un transfert de fonds a été refusé, selon le cas.

Un tel refus est réputé être fait avant le départ officiel de la course en cause.

**158.** Un cheval choisi pour prendre le départ d'une course à réclamer de même qu'un cheval « aussi admissible » à en prendre le départ peut être réclamé même s'il en est retiré.

**159.** Dès qu'un cheval réclamé devient la propriété du réclamant conformément à l'article 152, il demeure sa propriété qu'il soit vivant ou mort, sain ou malade ou qu'il ait été blessé pendant ou après la course à réclamer en cause.

**160.** Une réclamation doit être invalidée par les juges de courses lorsque, entre autres :

- a) elle n'est pas conforme aux présentes règles ;
- b) l'une des personnes qui y est impliquée fournit des renseignements erronés.

**161.** Lorsqu'une réclamation est invalidée ou qu'un cheval est déclaré inadmissible par les juges de courses, ils doivent immédiatement en aviser par écrit l'ancien et le nouveau propriétaire.

L'ancien propriétaire redevient propriétaire du cheval en cause à la date de l'avis mentionné ci-dessus et le mon-

tant versé par le réclamant comme prix de la réclamation lui est remboursé.

**162.** Malgré qu'une réclamation soit invalidée ou qu'un cheval soit déclaré inadmissible par les juges de courses, une bourse ou un prix gagné par le cheval réclamé, entre la date de la course où il fut réclamé et la date à laquelle il redevient la propriété de son ancien propriétaire, appartient au réclamant.

Pendant cette même période, le réclamant est responsable du paiement des frais engagés pour la garde, les soins et l'entraînement de ce cheval.

**163.** Le propriétaire antérieur d'un cheval réclamé ou son entraîneur doit permettre au réclamant qui le désire de dételer le cheval réclamé, après la course à réclamer en cause, et le mettre au courant de l'équipement de ce cheval et de ses particularités.

**164.** Un cheval réclamé doit être confié au réclamant par son propriétaire antérieur ou son entraîneur dès que les juges de courses en donnent l'autorisation ; ce cheval doit alors porter son licou et ses fers ne doivent pas avoir été modifiés, enlevés ou remplacés.

**165.** Le prix d'une réclamation ne doit être payé au propriétaire d'un cheval réclamé que lorsque les juges de courses en donnent l'autorisation, cette dernière ne pouvant toutefois être donnée avant que le certificat d'enregistrement du cheval réclamé ne soit disponible aux fins du transfert de propriété.

**166.** Un cheval réclamé ne peut, pendant les 30 jours qui suivent la date de sa réclamation, prendre part à une course à l'extérieur du Québec, sauf à une course spéciale pour laquelle il a déjà été mis en nomination.

**167.** Un cheval réclamé ne peut, pendant les 30 jours qui suivent la date de sa réclamation, à moins d'avoir été réclamé de nouveau lors d'une autre course à réclamer :

- a) être inscrit à une course au nom et au bénéfice de son propriétaire antérieur ;
- b) être hébergé dans l'écurie de son propriétaire ou entraîneur antérieur ;
- c) être sous les soins ou la direction de son propriétaire ou entraîneur antérieur ou d'une autre personne agissant pour eux.

### §3. Courses préférentielles

**168.** Le secrétaire des courses établit une liste des chevaux aptes à prendre part à chacun des genres de courses

préférentielles et l'affiche, en un endroit où les participants peuvent en prendre connaissance, avant l'heure de fermeture des inscriptions relatives à de telles courses.

Un cheval inscrit sur cette liste ne peut prendre part à une course à conditions, à moins que l'une de ces conditions ne précise qu'un tel cheval peut y prendre part.

**169.** Lorsqu'un secrétaire des courses décide de radier un cheval de la liste mentionnée dans l'article 168, il doit le faire le lendemain de la course qui, à son avis, a donné lieu à cette radiation.

**170.** Aucun cheval de 2 ans ne doit être inscrit sur une liste de chevaux aptes à prendre part à une course préférentielle dans laquelle il aurait à rivaliser avec des chevaux plus âgés avant qu'il n'ait remporté la victoire dans 7 courses, sauf si son propriétaire ou l'agent autorisé de ce propriétaire en fait la demande. Toutefois ces derniers peuvent, en tout temps, demander qu'un tel cheval qu'ils ont fait inscrire sur cette liste en soit radié.

**171.** Lorsqu'une association tient 5 programmes de courses ou plus par semaine et qu'elle offre 100 000 \$ ou plus en bourses pour les courses ordinaires tenues durant une période de 6 programmes de courses, elle peut tenir un maximum de 12 courses préférentielles lors de cette même période, à condition que 3 de ces courses soient réservées aux chevaux de 3 ans, 4 ans ou à une combinaison de chevaux de 3 et 4 ans ; dans les autres cas, elle peut tenir un maximum de 10 courses préférentielles lors de cette même période.

**172.** Une bourse offerte pour une course préférentielle doit être au moins 15% plus élevée que la plus grosse bourse offerte pour une course à conditions devant se tenir pendant la même semaine que cette course préférentielle.

### SECTION III COURSES SPÉCIALES

**173.** Une course spéciale ne peut être tenue que si la Régie le permet et en approuve la date et les conditions et modalités de participation.

**174.** La Régie peut exiger qu'une personne qui désire offrir une bourse commanditée pour une course spéciale lui fournisse un cautionnement garantissant la tenue de cette course à la date prévue et selon les conditions et modalités approuvées par la Régie de même que le paiement de la totalité de la bourse.

**175.** La Régie confisque le cautionnement fourni par une personne qui ne se conforme pas à l'une ou l'autre des obligations mentionnées dans l'article 174, sauf lorsque :

- a) la course a été tenue à une date autre que celle prévue, mais avec le consentement de la Régie ;
- b) la course n'a pas été tenue par suite d'un cas fortuit.

**176.** Les conditions de participation à une course spéciale doivent indiquer, entre autres :

- a) les critères de mises en nomination des chevaux ;
- b) le montant de la bourse commanditée, s'il est alors connu ;
- c) la période de mise en nomination ;
- d) le montant des frais de mise en nomination, de maintien de nomination et de départ ainsi que les dates de paiement de ces frais ;
- e) si elle sera tenue en divisions ou en épreuves éliminatoires, dans le cas où le nombre de chevaux inscrits dépasse celui qui peut en prendre le départ ;
- f) le nombre de parts en lesquelles la totalité de la bourse est répartie et le pourcentage que représente chacune d'elles pour chaque division ou épreuve, lorsqu'il y a lieu ;
- g) le mode de répartition des parts qui ne pourraient être attribuées en raison du fait que le nombre de chevaux y prenant le départ est moindre que le nombre de parts prévues ;
- h) le nombre minimum de mises en nomination pour qu'elle soit tenue.

**177.** Une condition de participation à une course spéciale qui a pour effet d'éliminer un cheval mis en nomination ou d'ajouter un cheval qui n'a pas été mis en nomination en raison de sa performance dans une course postérieure à la date de fermeture des mises en nomination est nulle.

**178.** Il est interdit, à l'égard d'une course spéciale, d'imposer une condition de participation basée sur la capacité d'un cheval à courir une certaine distance dans un temps déterminé ou sur des normes de qualifications.

**179.** Aucune condition de participation à une course spéciale ne peut être modifiée sans avoir été préalablement autorisée par la Régie.

**180.** La date et l'endroit de la tenue d'une course à mise en nomination hâtive ou tardive doivent être annoncés avant que ne débute la période de mise en nomination.

La date et l'endroit de la tenue d'une course *stake* ou *future* doivent être annoncés dès qu'ils sont déterminés,

mais au plus tard le 30 mars de l'année pendant laquelle la course est tenue.

**181.** La mise en nomination et le maintien de nomination d'un cheval à une course spéciale doivent :

- a) être faits par écrit ;
- b) être signés par le propriétaire du cheval ou son agent autorisé ;
- c) indiquer le nom et l'adresse du propriétaire et de son agent autorisé ;
- d) indiquer le nom, la couleur, l'âge, le sexe et l'allure du cheval ainsi que les noms de son père et de sa mère ;
- e) indiquer la course pour laquelle le cheval est mis ou maintenu en nomination ;
- f) être transmis à l'endroit indiqué sur la formule de mise en nomination ou de maintien de nomination.

**182.** Une personne qui met un cheval en nomination pour une course spéciale doit garantir l'identité et l'admissibilité de ce cheval.

**183.** L'admissibilité d'un cheval mis en nomination pour une course spéciale est sujette au paiement, conformément aux présentes règles, des frais de mise en nomination, de maintien de nomination et de départ.

**184.** Une mise en nomination pour une course spéciale constitue une entente entre la personne qui la fait et celle qui l'accepte.

Une question relative à la validité d'une telle mise en nomination est soumise à la Régie qui en dispose.

**185.** Lorsqu'une même personne offre des bourses commanditées pour plus d'une course, un cheval mis en nomination pour une de ces courses et qui y est déclaré inadmissible peut être transféré à une autre de ces courses à condition que cette autre course soit tenue à la même allure que celle pour laquelle il a initialement été mis en nomination et qu'il y soit admissible ; les frais de mise en nomination et de maintien de nomination doivent être ajustés, le cas échéant.

**186.** Lorsqu'une même personne offre des bourses commanditées pour plus d'une course, un cheval mis en nomination pour une de ces courses peut, une seule fois, être transféré d'une course à une autre en raison d'un changement d'allure ; les frais de mise en nomination et de maintien de nomination doivent être ajustés, le cas échéant.

**187.** La date de fermeture des mises en nomination et du paiement des frais de mise en nomination pour une course spéciale est :

- a) dans le cas d'une course *stake* pour chevaux *yearlings*, le 15 mai et, dans le cas des autres chevaux, le 15<sup>e</sup> jour d'un mois ;
- b) dans le cas d'une course *futurity*, le 15 juillet de l'année de la naissance des chevaux ;
- c) dans le cas d'une course à mise en nomination hâtive, le 1<sup>er</sup> ou le 15<sup>e</sup> jour d'un mois, sous réserve que la mise en nomination d'un cheval de 2 ans ne peut se faire avant le 15 février ;
- d) dans le cas d'une course à mise en nomination tardive, à la discrétion de la personne qui offre la bourse commanditée.

**188.** Lorsque la mise en nomination d'un cheval pour une course spéciale a été acceptée, la vente ultérieure de ce cheval n'a aucun effet sur son admissibilité à cette course, à moins que les conditions de participation ne le prévoient autrement.

**189.** Lorsque le nombre de chevaux mis en nomination pour une course spéciale n'atteint pas celui qui est prévu dans les conditions de participation, elle est annulée ; la Régie et chacune des personnes qui a mis un cheval en nomination doivent en être avisées dans les 20 jours qui suivent la date de fermeture des mises en nomination et le remboursement des frais payés par chaque personne lors de la mise en nomination doit accompagner cet avis.

**190.** Lorsqu'une jument mise en nomination pour une course *futurity* ne donne pas naissance à un poulain, la personne qui l'a mise en nomination est remboursée des frais de mise en nomination et de maintien de nomination qu'elle a payés à condition qu'elle en avise la personne qui offre la bourse commanditée avant le 15 décembre de l'année pendant laquelle ce fait est constaté.

**191.** Les paiements des frais de maintien de nomination pour une course spéciale se font :

- a) dans le cas d'une course *stake* ou *futurity*, le 15<sup>e</sup> jour d'un mois, sous réserve qu'un tel paiement n'est pas exigible avant le 15 février de l'année au cours de laquelle un cheval mis en nomination atteint l'âge de 2 ans ;
- b) dans les autres cas, le 1<sup>er</sup> ou le 15<sup>e</sup> jour d'un mois.

**192.** Pour être valide, une mise en nomination, accompagnée des frais de mise en nomination, doit être effectivement entre les mains de la personne désignée dans les con-

ditions de participation avant l'heure de fermeture des mises en nomination.

Pour maintenir la validité d'une mise en nomination, les frais de maintien de nomination doivent être effectivement entre les mains de la personne désignée dans les conditions de participation au plus tard à la date prévue à cette fin.

Lorsqu'une mise en nomination, un maintien de nomination ou un paiement est effectué par la poste ou par télégramme, la personne désignée est réputée l'avoir en main à la date et à l'heure de l'oblitération, dans le cas de la poste, et à la date et à l'heure de réception par le télégraphiste envoyeur, dans le cas d'un télégramme.

Lorsque la date de fermeture des mises en nomination ou des paiements de maintien de nomination est un dimanche ou un jour férié, elle est reportée au lendemain.

Lorsque l'heure de fermeture des mises en nomination n'est pas prévue, elle est fixée à minuit.

**193.** La personne qui offre la bourse commanditée pour une course *stake*, *futurity* ou à mise en nomination hâtive doit, dans les 45 jours qui suivent la date de fermeture des mises en nomination, fournir à la Régie et à chaque personne qui a mis un cheval en nomination une liste des chevaux mis en nomination.

Elle doit aussi, dans les 45 jours qui suivent la date de chaque paiement des frais de maintien de nomination, fournir à la Régie et à chaque personne qui a mis un cheval en nomination une liste des chevaux qui demeurent admissibles à prendre part à la course en cause et un document indiquant les montants cumulatifs des frais de mise en nomination et de maintien de nomination encaissés.

**194.** Les frais de départ pour une course spéciale sont dus uniquement par les propriétaires des chevaux qui sont encore inscrits à l'heure de fermeture des inscriptions et doivent être payés avant le départ de la course en cause à la personne désignée dans les conditions de participation, que le cheval en prenne le départ ou non.

**195.** Le défaut de faire, au moment déterminé, l'un quelconque des paiements prévus dans les conditions de participation à une course spéciale, à l'exception du paiement des frais de départ, entraîne le retrait automatique du cheval en cause.

Sous réserve des articles 189 et 190, les paiements effectués sont forfaits.

**196.** Lorsqu'un propriétaire omet de payer les frais de départ pour une course spéciale avant le départ de la course, il est suspendu, de même que le cheval en cause, jusqu'à ce qu'il les ait entièrement payés ; cette suspension

commence au moment où la Régie l'en informe et à condition que la personne qui a offert la bourse commanditée ait elle-même transmis un avis de non paiement à la Régie dans les 30 jours qui suivent la date à laquelle cette course a été tenue.

**197.** Une association doit, la veille, le jour et le lendemain d'une course spéciale, mettre à la disposition de chaque cheval qui y prend part une place dans une écurie de la piste de courses où cette course est tenue.

**198.** Une course à mise en nomination hâtive ou tardive doit être tenue lorsque au moins 5 chevaux peuvent y prendre part, une inscription jumelée ne comptant que comme 1 seul cheval.

Lorsque le nombre de chevaux requis n'est pas atteint, la personne qui offre la bourse commanditée peut annuler la course en autant que les conditions de participation le prévoient.

**199.** Une course *stake* ou *futurity* doit être tenue lorsqu'au moins 1 cheval peut y prendre part.

Lorsqu'un seul cheval ou qu'une seule inscription jumelée peut y prendre part, la course constitue une « course solo ».

Lorsqu'aucun cheval ne peut y prendre part, la course est annulée.

**200.** Lorsqu'une course spéciale est tenue en divisions ou en épreuves éliminatoires, les chevaux devant prendre le départ dans chacune des divisions ou épreuves sont déterminés par tirage au sort.

**201.** Lorsqu'une course *stake* ou *futurity* est tenue en divisions, toutes les divisions doivent faire partie du même programme de courses.

**202.** Lorsqu'une course comprend 2 épreuves éliminatoires, les 4 premiers chevaux à atteindre la ligne d'arrivée dans chacune de ces 2 épreuves se qualifient pour l'épreuve finale, à moins que les conditions de participation ne le prévoient autrement.

Lorsqu'elle comprend plus de 2 épreuves éliminatoires, pas plus de 3 chevaux dans chacune des épreuves éliminatoires se qualifient pour l'épreuve finale.

Quoique qu'il en soit, le nombre maximum de chevaux pouvant prendre le départ de l'épreuve finale est celui qui est fixé dans l'article 124.

**203.** Lorsqu'une course spéciale est tenue en épreuves éliminatoires, toutes les épreuves éliminatoires et l'épreuve finale doivent faire partie du même programme



de courses ; cependant, si les conditions de participation le prévoient, les épreuves éliminatoires peuvent être tenues dans les 7 jours précédant celui de l'épreuve finale, en autant qu'elles font partie du même programme de courses.

**204.** Lorsque, lors d'une course deux de trois, aucun cheval n'a pu être déclaré vainqueur après 3 épreuves, les vainqueurs de ces 3 épreuves s'affrontent dans une 4<sup>e</sup> épreuve.

Leur position respective de départ pour cette 4<sup>e</sup> épreuve est déterminée en fonction de leur rang dans la 3<sup>e</sup> épreuve.

**205.** Le rang des chevaux qui ont terminé à égalité au premier rang d'une course deux de trois, de même que le rang de tous les chevaux dans une course spéciale dont les conditions de participation prévoient l'usage du résultat consolidé sont établis comme suit :

a) un cheval qui a terminé premier dans une épreuve obtient un meilleur rang qu'un cheval qui a terminé deuxième dans 2 épreuves ou plus, et ainsi de suite ;

b) un cheval qui a terminé seul à un rang donné dans une épreuve obtient un meilleur rang qu'un cheval qui a terminé au même rang mais à égalité dans une autre épreuve.

S'il subsiste une égalité, la priorité est accordée au cheval qui a obtenu le meilleur rang dans une des épreuves de cette course au parcours le plus long et, si l'égalité subsiste toujours, à celui qui a réussi le temps le plus rapide pour un même rang dans l'une ou l'autre épreuve.

S'il subsiste toujours une égalité, les chevaux sont considérés avoir terminé la course à égalité.

**206.** Un cheval qui est retiré d'une épreuve d'une course deux de trois ne peut prendre part à aucune épreuve subséquente de cette course.

**207.** Lors d'une course deux de trois pour chevaux de 2 ans, un cheval peut être retiré de la course après la 2<sup>e</sup> épreuve ; lorsque, dans un tel cas, il ne reste qu'un seul cheval en lice, il est déclaré vainqueur de la course.

**208.** Lorsque, lors d'une course deux de trois pour chevaux de 2 ans, 2 chevaux déjà vainqueurs dans une des deux premières épreuves terminent à égalité dans la 3<sup>e</sup> épreuve, la course est terminée et le cheval qui a le meilleur résultat consolidé en est déclaré le vainqueur. Si le résultat consolidé de chacun de ces 2 chevaux est identique, ils sont tous deux déclarés vainqueurs.

## SECTION IV COURSES PARTICULIÈRES

### *§1. Courses de qualification*

**209.** Pour qu'un cheval puisse obtenir une performance officielle satisfaisante lui permettant d'être inscrit à une course, une association doit tenir des courses de qualification.

Ces courses de qualification doivent, lorsque les circonstances l'exigent, être tenues au cours de 2 journées différentes au moins une semaine entière avant que ne débute une réunion de courses et, au cours de la réunion, deux fois par semaine lorsque 5 programmes de courses ou plus par semaine sont tenus ou une fois par semaine dans les autres cas, aux heures déterminées par les juges de courses.

**210.** Un juge de courses doit être présent pour surveiller et contrôler chaque course de qualification.

**211.** Un cheval, pour se qualifier lors d'une course de qualification, doit rencontrer les normes de qualification établies par le secrétaire des courses et approuvées par les juges de courses.

**212.** La performance de chaque cheval lors d'une course de qualification doit être notée dans les registres appropriés par le statisticien ou le directeur des programmes imprimés de l'association qui tient cette course.

**213.** Lors d'une course de qualification, le système de photographie des chevaux à la ligne d'arrivée doit être utilisé.

**214.** Un cheval qui n'a pas de performance officielle à une allure donnée lors de ses 6 derniers départs ne peut prendre le départ d'une course subséquente à cette allure à moins de se qualifier d'abord lors d'une course de qualification.

**215.** Un cheval qui a des troubles respiratoires ou qui saigne au cours d'une course ou pendant la période de réchauffement précédant cette course doit, avant de pouvoir être inscrit à une autre course, se qualifier lors d'une course de qualification.

**216.** Les juges de courses peuvent permettre qu'un cheval rapide se qualifie à une course au moyen d'un essai chronométré lorsque les chevaux disponibles pour une course de qualification ne sont pas suffisamment compétitifs.

**217.** Les juges de courses ne peuvent permettre qu'un cheval qui court habituellement avec des entraves prenne

le départ d'une course sans ces entraves ou qu'un cheval qui court habituellement sans entraves prenne le départ d'une course avec des entraves à moins que ce cheval, avant chaque changement, ne se soit qualifié sans entraves ou avec des entraves, selon le cas, lors d'une course de qualification.

**218.** Un cheval qui porte habituellement des entraves et qui n'est pas inscrit sur la « Liste des juges de courses » ou sur la « Liste de qualification » peut courir sans entraves dans une seule course de qualification sans que ne soit affecté son droit de courir avec des entraves dans une course subséquente.

**219.** Un cheval qui est inscrit sur la « Liste des juges de courses » ou sur la « Liste de qualification » doit, avant de prendre part à une course ordinaire, se qualifier lors d'une course de qualification, à moins qu'il y ait été inscrit en vertu d'une recommandation d'un juge de départ ou d'une décision d'un vétérinaire détenteur d'une licence de la Régie ; cependant, dans ce dernier cas, un cheval doit se qualifier si les juges de courses le jugent à propos.

**220.** Lors d'une course de qualification tenue dans le double but de qualifier des chevaux et des conducteurs, la performance d'un cheval qui en prend le départ dans le seul but de permettre à son conducteur de se qualifier n'est pas enregistrée et ce cheval ne doit pas porter de numéro de tête pendant cette course.

## §2. Courses contre la montre

**221.** Une course contre la montre ne peut se tenir :

- a) que si un cheval qui y prend part a été soumis à un test d'urine ;
- b) que si un chronomètre électrique ou électronique est utilisé pour en mesurer la durée ;
- c) que pendant une réunion de courses tenue par une association et qu'en présence des juges de courses officiant à cette réunion ; et
- d) que pour des chevaux de 2 ans qui veulent obtenir un temps de 2 minutes 10 secondes ou mieux, ou des chevaux de 3 ans ou plus qui veulent obtenir un temps de 2 minutes 5 secondes ou mieux, pour une distance de 1 mille.

**222.** Il est interdit, lors d'une course contre la montre, de faire usage excessif du fouet.

**223.** Une course contre la montre est identifiée dans les registres appropriés et dans les programmes imprimés par

le signe « TT » inscrit immédiatement avant la durée de la performance.

**224.** Lorsqu'un cheval effectue une course contre la montre, d'autres chevaux peuvent l'accompagner, à condition qu'ils ne le précèdent pas ou qu'ils n'y soient en aucune manière attachés.

**225.** La durée d'une course contre la montre réalisée par un cheval qui a brisé son allure ne peut être reconnue.

**226.** Lorsque le chronomètre électrique ou électronique ne fonctionne pas correctement pendant une course contre la montre, la durée de cette performance ne peut être reconnue.

## SECTION V INSCRIPTIONS ET TIRAGES AU SORT DES POSITIONS DE DÉPART

**227.** Les conditions de participation à une course doivent prévoir la date et l'heure de fermeture de l'inscription des chevaux à cette course.

**228.** Une association doit mettre à la disposition des participants une boîte des inscriptions cadenassée munie d'une fente dans laquelle ils déposent leur formule d'inscription d'un cheval à une course.

La formule d'inscription doit être signée par le propriétaire du cheval en cause, par son agent autorisé ou par l'entraîneur de ce cheval.

Cependant, une inscription peut se faire par la poste, par télégramme ou téléphone à condition que le secrétaire des courses ou son représentant dépose dans la boîte des inscriptions une formule d'inscription signée par lui et indiquant le nom du cheval à inscrire, la course à laquelle il est inscrit de même que tous les renseignements concernant ce cheval et qui sont nécessaires à la préparation du programme imprimé.

**229.** Seule une inscription déposée dans la boîte des inscriptions avant l'heure de fermeture des inscriptions est acceptée, sauf une inscription dont le dépôt a été omis par suite d'une erreur ou d'une négligence d'un officiel de courses ou d'un employé d'une association.

**230.** À moins que les conditions de participation à une course ne le prévoient autrement, l'heure de fermeture des inscriptions des chevaux à une course doit se situer au plus tôt le 5<sup>e</sup> jour précédant la date de la course et au plus tard à midi le jour qui précède celui de la course, sans compter le dimanche.

**231.** Il est interdit d'inscrire un cheval à des courses devant se disputer le même jour à des pistes de courses différentes.

**232.** Il est interdit d'offrir une faveur, de quelque nature qu'elle soit, à un participant pour qu'il inscrive un cheval à une course.

**233.** Le secrétaire des courses ou son représentant est responsable des inscriptions jusqu'au tirage au sort des positions de départ.

Le président des juges ou une personne qu'il désigne à cette fin peut, sur demande du secrétaire des courses, ouvrir la boîte des inscriptions avant l'heure de fermeture des inscriptions de façon à ce que ce dernier puisse en prendre connaissance et effectuer son travail, mais nul ne doit divulguer à quiconque le nom des chevaux inscrits.

**234.** À l'heure fixée pour le dépouillement des inscriptions, un des juges de courses ou un représentant spécialement autorisé par eux à cette fin ouvre la boîte des inscriptions et fait le dépouillement des inscriptions en présence d'au moins 2 personnes, choisies parmi les participants ou les représentants des participants.

À cette occasion, le cas échéant :

- a) une liste des chevaux inscrits est préparée ;
- b) l'admissibilité des chevaux inscrits est vérifiée ;
- c) la préférence des chevaux est établie ;
- d) les chevaux devant prendre le départ et les chevaux « aussi admissibles » sont choisis ; et
- e) les positions de départ sont déterminées par tirage au sort.

**235.** La position de départ des chevaux pour une course préférentielle à handicap peut être établie autrement que par tirage au sort, à condition que les critères utilisés pour ce faire soient énoncés dans les conditions de participation à cette course.

**236.** Un cheval ne peut prendre le départ d'une course avec pari mutuel à moins que son certificat d'admissibilité en vigueur et à date n'ait été transmis aux juges de courses au moins une heure avant l'heure fixée pour le départ de cette course.

Lorsque les juges de courses croient que cette obligation n'a pas été remplie, ils doivent ordonner le retrait du cheval de la course en cause sauf lorsque, lors d'une course spéciale, le défaut de produire ce certificat est dû à un cas fortuit.

**237.** Les juges de courses peuvent exiger du propriétaire ou de l'entraîneur d'un cheval inscrit à une course une déclaration assermentée ou solennelle prouvant qu'il est bel et bien propriétaire ou entraîneur de ce cheval, selon le cas.

Ils peuvent aussi exiger qu'un document relatif à une transaction concernant la propriété de ce cheval accompagne cette déclaration.

Si une telle déclaration ne peut être fournie, les juges de courses peuvent retirer de la course le cheval en cause.

**238.** Lorsqu'un cheval est retiré d'une course en vertu des articles 236 ou 237, les frais, de toutes natures, payés pour que ce cheval y prenne part, sont forfaits.

**239.** Un cheval inadmissible qui prend part à une course est disqualifié.

**240.** Un cheval doit courir au nom de son propriétaire.

**241.** Un cheval loué doit courir au nom de son locataire ; une copie du contrat de location doit être transmise à la Régie.

**242.** Le choix des chevaux devant prendre le départ d'une course ordinaire de même que des chevaux « aussi admissibles » à en prendre le départ se fait, parmi tous les chevaux dûment inscrits et admissibles, en accordant la préférence au cheval dont la date du dernier départ, dans une course dotée d'une bourse tenue à la même allure, autre qu'une course école, est la plus éloignée de celle de la course faisant l'objet du présent choix, sous réserve que :

- a) lorsque, pour combler le nombre maximum de chevaux pouvant prendre le départ d'une course, le choix doit se faire parmi des chevaux ayant une date de préférence identique, une date de préférence antérieure est établie ;
- b) lorsqu'un cheval prend part pour la première fois à une course à l'allure déterminée dans les conditions de participation, il a la préférence sur tout autre cheval, malgré le paragraphe f ;
- c) lorsqu'un cheval a déjà été choisi pour prendre le départ d'une course qui n'a pas encore été tenue, la date de cette dernière constitue la date de préférence de ce cheval ;
- d) lorsque la période des inscriptions est prolongée, la préférence est accordée d'abord aux chevaux inscrits au moment de la fermeture initiale des inscriptions ;
- e) lorsque les conditions de participation à une course le prévoient, la préférence est accordée aux chevaux de 2 ans ;

f) lorsqu'un cheval a pris part à une course de qualification, la date de cette dernière constitue la date de préférence de ce cheval.

Aux fins du présent article, un cheval qui a été choisi pour prendre le départ d'une course et qui en a été retiré, est réputé avoir pris ce départ.

**243.** Une personne qui signe une formule d'inscription d'un cheval à une course doit fournir une preuve de l'exactitude de la date de préférence de ce cheval lorsque cette date est relative à une course tenue par une autre association.

**244.** Dans le cas d'une course ordinaire, 2 chevaux peuvent être choisis lors du tirage au sort comme chevaux « aussi admissibles » à en prendre le départ, sauf lorsqu'il s'agit d'une course avec pari triplé, pour laquelle il peut en être choisis davantage.

**245.** En ce qui concerne le choix d'un cheval « aussi admissible », la priorité peut être accordée à un cheval hébergé dans une écurie de la piste de courses où la course donnant lieu à ce choix est tenue.

**246.** Un cheval « aussi admissible » ne peut prendre le départ d'une course à moins qu'il n'ait été choisi comme « aussi admissible » lors du dépouillement des inscriptions.

**247.** Un cheval ne peut être choisi comme « aussi admissible » si les renseignements relatifs à ce cheval et devant faire partie du programme imprimé ne peuvent, pour quelque raison que ce soit, être publiés dans ce programme.

**248.** Il est interdit d'exclure un cheval d'une course pour la seule raison qu'il a été choisi comme « aussi admissible » dans une autre course à laquelle il n'a pas pris part.

**249.** Dès qu'un cheval « aussi admissible » est appelé à prendre le départ de la course pour laquelle il est « aussi admissible », le secrétaire des courses doit afficher le nom de ce cheval dans son bureau et en aviser immédiatement son propriétaire ou son entraîneur.

**250.** Un cheval « aussi admissible » qui n'est pas appelé à prendre le départ de la course pour laquelle il est « aussi admissible » avant 10 h le jour de cette course est libéré de ses obligations à l'égard de cette course.

**251.** Lorsqu'un cheval « aussi admissible » prend le départ d'une course pour laquelle il est « aussi admissible », il doit être retiré de toute course subséquente pour laquelle il a été choisi comme devant en prendre le départ à moins

que le mode de préférence établi dans l'article 242 ne le lui permette.

**252.** Lorsque des chevaux qui constituent une inscription jumelée prennent part à une course avec divisions ou à épreuves éliminatoires, ils doivent prendre le départ dans des divisions ou des épreuves éliminatoires différentes en autant que faire se peut ; le partage des chevaux entre ces divisions ou épreuves se fait par tirage au sort, d'abord entre les chevaux qui ont été constitués en inscription jumelée en raison de leur propriété et ensuite entre ceux qui l'ont été en raison de leurs entraîneurs.

**253.** Le tirage au sort des positions de départ est effectué par un des juges de courses ou un représentant spécialement autorisé par eux à cette fin.

**254.** Un tirage au sort est final, à moins qu'une preuve soit faite qu'un cheval dûment inscrit en a été omis par l'erreur ou la négligence d'un officiel de courses ou d'un employé de l'association.

**255.** Lorsque, lors d'un tirage au sort des positions de départ, il se produit une omission relative à un cheval inscrit à une course ordinaire, ce cheval peut y prendre part en prenant la dernière position de départ, selon l'ordre d'importance des positions de départ établi dans l'article 258, pourvu que par cette addition, le nombre maximum de chevaux pouvant en prendre le départ ne soit pas dépassé ; dans le cas contraire, ce cheval ne peut prendre part à la course.

**256.** Lorsque, lors d'un tirage au sort des positions de départ, il se produit une omission relative à un cheval inscrit à une course spéciale, ce cheval peut y prendre part en prenant la dernière position de départ, selon l'ordre d'importance des positions de départ établi dans l'article 258 ; si toutefois, par cette addition, le nombre maximum de chevaux pouvant prendre le départ de cette course est dépassé, elle est tenue en divisions.

S'il est déjà prévu que cette course doit être tenue en divisions, ce cheval peut y prendre part dans la division ayant le moins de partant ; s'il existe plus d'une telle division, ce cheval peut y prendre part dans la division déterminée par tirage au sort.

Si par cette addition, le nombre maximum de chevaux pouvant prendre le départ dans l'une ou l'autre des divisions est dépassé, une nouvelle division doit être ajoutée à cette course.

Lorsqu'une telle omission est constatée après l'impression du programme imprimé relatif à la course en cause, l'association qui tient cette course en cause doit obtenir des juges de courses la permission de faire prendre le dé-

part de la course à ce cheval, lesquels déterminent sa position de départ et la division à laquelle il prend part, le cas échéant.

**257.** Les positions de départ pour une course se situent, sur la ligne de départ, en plaçant le cheval qui a la 1<sup>ère</sup> position dans l'espace de 8 pieds qui se trouve le plus près de la rampe protectrice située à l'intérieur de la piste, le cheval qui a la 2<sup>e</sup> position dans l'espace de 8 pieds immédiatement à droite du premier et ainsi de suite jusqu'à ce que tout l'espace de la première ligne soit comblé, conformément à l'article 124.

**258.** L'ordre d'importance des positions de départ s'établit comme suit :

- a) 1<sup>ère</sup> position en première ligne ;
- b) 2<sup>e</sup> position en première ligne ;
- c) 1<sup>ère</sup> position en seconde ligne ;
- d) 3<sup>e</sup> position en première ligne ;
- e) 4<sup>e</sup> position en première ligne ;
- f) 2<sup>e</sup> position en seconde ligne ;
- g) 5<sup>e</sup> position en première ligne ;
- h) 6<sup>e</sup> position en première ligne ;
- i) 7<sup>e</sup> position en première ligne ;
- j) 8<sup>e</sup> position en première ligne ;
- k) 9<sup>e</sup> position en première ligne ; et
- l) 3<sup>e</sup> position en seconde ligne.

**259.** La position de départ des chevaux pour une course à réclamer à handicap est déterminée en fonction du prix de réclamation, sans tenir compte des allocations, en attribuant la position la plus avantageuse, selon l'ordre d'importance établi dans l'article 258, au cheval dont le prix de réclamation est le plus bas.

**260.** Lorsqu'un cheval « aussi admissible » prend le départ d'une course, il prend la position de départ du cheval qu'il remplace.

Lorsqu'il s'agit d'une course à handicap ou d'une course à réclamer à handicap, ce cheval prend la position de départ du cheval qu'il remplace, si leur handicap est le même ; sinon, il prend position à la suite des chevaux qui ont un handicap identique au sien et les positions de départ sont rétablies selon l'ordre établi dans l'article 258.

**261.** Lorsqu'il y a plus d'un retrait pour une même course, le remplacement se fait dans l'ordre où ces retraits sont effectués.

**262.** Lorsque, dans une course à réclamer à handicap, un cheval ne prend pas le départ et n'est pas remplacé, les positions de départ doivent être rétablies selon l'ordre établi dans l'article 258.

**263.** Les positions de départ pour l'épreuve finale d'une course à épreuves éliminatoires sont tirées au sort, d'abord entre les chevaux qui ont terminé 1<sup>er</sup> dans leur épreuve éliminatoire respective, puis entre ceux qui ont terminé 2<sup>e</sup> et ainsi de suite.

**264.** Un cheval dûment inscrit à une course et choisi pour en prendre le départ ou choisi comme cheval « aussi admissible » à cette course ne peut être retiré de la course sans la permission des juges de courses.

**265.** Un cheval choisi pour prendre le départ d'une course ou choisi comme cheval « aussi admissible » à cette course ne peut être vendu avant la tenue de cette course.

**266.** Le nom des conducteurs devant prendre part à une course doit être indiqué au secrétaire des courses ou son représentant avant l'heure limite fixée à cette fin par les juges de courses ; aucune substitution ne peut alors être effectuée sans la permission des juges de courses ou, en leur absence, d'un représentant spécialement autorisé par eux à cette fin.

**267.** Les juges de courses peuvent en tout temps ordonner le remplacement d'un conducteur qu'ils jugent inapte à conduire, incompetent, qui refuse d'obéir aux ordres ou directives qui lui sont donnés ou qui conduit d'une manière négligente ou dangereuse pour la sécurité des autres conducteurs ou des chevaux, de même que s'ils le jugent nécessaire pour le bon fonctionnement des courses ou pour la protection du public.

**268.** Lorsque le conducteur d'un cheval devant prendre part à une course n'a pas été nommé à l'heure fixée à cette fin, les juges de courses ou, en leur absence, un représentant spécialement autorisé par eux à cette fin, en nomment un.

## SECTION VI AJOURNEMENTS ET ANNULATIONS DES COURSES

**269.** Lorsque les conditions atmosphériques sont défavorables ou qu'il survient un cas forfuit, une association, avec l'approbation des juges de courses, remet une course à plus tard ou l'annule, conformément aux présentes règles.

**270.** Lors d'une réunion de courses de 5 jours ou moins, une course ordinaire qui ne peut être tenue est annulée, à moins que l'association ne la remette à un programme ultérieur de cette réunion ; dans ce dernier cas, l'association peut refaire l'ordre dans lequel les courses de ce programme ultérieur doivent se tenir.

**271.** Lors d'une réunion de courses de plus de 5 jours, une course ordinaire qui ne peut être tenue est annulée à moins que l'association ne la remette au lendemain ou au surlendemain ; si une course remise n'a pas été tenue dans le délai prévu, elle est annulée.

**272.** Une course spéciale qui ne peut être tenue ou qui ne peut être continuée à la date ou à l'endroit annoncé peut être remise à la date ou à l'endroit déterminé par la Régie ; l'heure précise de la tenue de cette course doit de plus être déterminée par la Régie.

**273.** Lorsque la Régie décide qu'une course spéciale ne peut être remise, elle est annulée si elle n'a pu être tenue ou déclarée terminée si elle n'a pu être complétée.

**274.** Lorsqu'une piste est en mauvais état, le président des juges de courses doit tenir une réunion avec un représentant de l'association et un représentant des participants aux fins de décider de la tenue ou non d'une course ou d'un programme de courses.

Lorsqu'il y a décision unanime des 3 parties de tenir cette course ou ce programme de courses, aucun retrait ne peut être autorisé ni ne peut être effectué.

Lorsqu'il n'y a pas unanimité mais que la décision est de tenir cette course ou ce programme de courses, un cheval peut en être retiré aux conditions prévues dans les règlements de piste de l'association en cause.

Lorsqu'il y a décision de ne pas tenir une course ou un programme de courses ou lorsque le nombre de retraits réduit à moins de 4 le nombre de chevaux devant prendre le départ d'une course, cette course est annulée ou remise, conformément aux présentes règles.

**275.** Lorsqu'une course de qualification est remise ou annulée, les participants en cause doivent immédiatement en être avisés par les juges de courses.

## SECTION VII TENUE DES COURSES

**276.** Une association doit, lors de chaque programme de courses pour lequel des bourses sont offertes, mettre à la disposition du public un programme imprimé qui doit contenir, entre autres, les renseignements suivants :

- a) le nom de l'association ;
- b) la date du programme de courses ;
- c) l'ordre de la tenue de chacune des courses au programme ;
- d) la distance à parcourir lors de chacune des courses ;
- e) l'allure à laquelle chacune des courses est tenue ;
- f) le nom, le sexe, la couleur et l'âge des chevaux qui prennent part à chacune des courses ;
- g) les noms du père, de la mère et du père de la mère des chevaux qui prennent part à chacune des courses ;
- h) les noms des propriétaires, des entraîneurs et des conducteurs des chevaux qui prennent part à chacune des courses ;
- i) le poids et les couleurs distinctives des conducteurs ;
- j) l'indication, par le symbole (p) après le nom d'un conducteur, de son statut d'apprenti-conducteur ;
- k) la couleur de la sellette des chevaux pour chaque course ;
- l) le numéro de la course ;
- m) les modes de pari sur chaque course ;
- n) la position de départ de chaque cheval dans chaque course, ou un espace en blanc réservé à cette fin ;
- o) le montant de la bourse ou des prix offerts lors de chacune des courses ;
- p) dans le cas d'une course à réclamer, le montant pour lequel chaque cheval peut être réclamé y compris les allocations ;
- q) la cote matinale pour chaque cheval pour chaque course ;
- r) la performance de chaque cheval lors de chacune des 6 dernières courses auxquelles il a pris part, tenues à la même allure que celle de la course à laquelle il prend part, et comprenant :
  - i. la date de la course ;
  - ii. le nom de l'association qui l'a tenue ;
  - iii. la longueur de la piste s'il ne s'agit pas d'une piste d'un demi-mille ;
  - iv. la période du jour où la course a été tenue ;
  - v. l'état de la piste ;
  - vi. le genre de course et les conditions de participation ;

vii. l'indication par le symbole ( ‡ ) qu'un ambleur a couru sans entraves ou qu'un trotteur a couru avec des entraves, lorsqu'il y a lieu ;

viii. la distance à parcourir lors de la course ;

ix. la position de départ du cheval ;

x. le temps pris par le cheval de tête pour parcourir :

A) le quart de mille, le demi-mille et la distance totale de la course, lorsqu'il s'agit d'une course de moins de 1 mille ;

B) le quart de mille, de demi-mille, le trois quarts de mille et le mille, lorsqu'il s'agit d'une course de 1 mille ;

C) le quart de mille, le demi-mille, le mille et la distance totale de la course, lorsqu'il s'agit d'une course de plus de 1 mille ;

xi. le rang du cheval :

A) au quart de mille, au demi-mille et à la ligne d'arrivée, et la distance qui le sépare du meneur à la ligne d'arrivée, lorsqu'il s'agit d'une course de moins de 1 mille ;

B) au quart de mille, au demi-mille, aux trois quarts de mille, à l'entrée de la dernière section droite de la piste avant la ligne d'arrivée et à la ligne d'arrivée et, dans les 2 derniers cas, la distance qui le sépare du meneur, lorsqu'il s'agit d'une course de 1 mille ;

C) au quart de mille, au demi-mille, au mille, à l'entrée de la dernière section droite de la piste avant la ligne d'arrivée et à la ligne d'arrivée et, dans ces 2 derniers cas, la distance qui le sépare du meneur, lorsqu'il s'agit d'une course de plus de 1 mille ;

xii. le rang officiel du cheval ;

xiii. la durée de la course du cheval, au cinquième de seconde ;

xiv. la cote finale du cheval au pari mutuel ;

xv. l'indication par le symbole ( † ) que le cheval était favori au départ de la course ;

xvi. le nom du conducteur du cheval ;

xvii. les noms des chevaux qui ont terminé officiellement aux 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> rangs de la course ;

xviii. la température de la journée où la course a été tenue avec l'indication par le symbole (v) qu'il y avait du vent, lorsqu'il y a lieu ;

xix. l'indication par le symbole (o) que le cheval a parcouru environ un quart de mille en double ligne ;

xx. l'indication par le symbole (x) que le cheval a brisé son allure ;

xxi. l'indication par le symbole ( § ) que le cheval a été victime d'un bris d'équipement ;

xxii. l'indication par le symbole (i) que le cheval a été victime d'une obstruction ;

xxiii. l'indication par le symbole ( ▲ ) que le cheval a saigné ou a eu des troubles respiratoires ;

xxiv. l'indication par le symbole (acc) que le cheval a été victime d'un accident ;

xxv. l'indication par le symbole (dh) que le cheval a terminé à égalité ;

xxvi. l'indication par le symbole (dq) que le cheval a été disqualifié ;

xxvii. l'indication par le symbole (dis) que le cheval a été distancé ;

xxviii. l'indication par le symbole (nb) qu'il n'y avait pas possibilité de parier sur le cheval ;

xxix. l'indication par le symbole (e) près de la cote finale du cheval au pari mutuel que le cheval faisait partie d'une inscription jumelée ou, près du symbole (x), que le bris d'allure a été causé par un bris d'équipement ;

xxx. l'indication par le symbole (f) que le cheval a été groupé avec d'autres sous un même numéro pour les fins du pari mutuel ;

xxxi. ou, en lieu de ces renseignements, un résumé de ses performances lors de courses dont les résultats n'ont pas été enregistrés officiellement par un statisticien ;

s) le sommaire de l'année en cours et de l'année précédente :

i. des records de vitesse de chaque cheval à l'exception de ceux réalisés lors d'une course contre la montre, avec l'indication par le symbole (qua) qu'un record a été établi lors d'une course de qualification ;

ii. du nombre de départs de chaque cheval lors de courses dotées de bourses et du nombre de ses 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> rangs ;

iii. des gains de chaque cheval ;

t) le record à vie de chaque cheval ainsi que l'âge auquel il l'a établi ;

u) les gains à vie de chaque cheval, excluant les gains pour l'année en cours ;

v) l'indication qu'une jument est gestante ou a été châtrée.

**277.** Une association doit prendre les dispositions nécessaires pour empêcher quiconque n'y a pas accès de pénétrer dans la tribune des juges de courses.

**278.** Seule une personne autorisée par les juges de courses ou qu'ils ont convoquée, a accès à la tribune des juges de courses pendant qu'ils l'occupent.

**279.** Seules les personnes suivantes ont accès au *paddock* :

a) le propriétaire, l'entraîneur, le conducteur et le palefrenier d'un cheval qui se trouve dans le *paddock* avant le départ d'une course à laquelle il prend part ;

b) les officiels de courses et les autres employés dont la présence est requise ;

c) une personne autorisée par la Régie ou par les juges de courses.

**280.** Lorsqu'un cheval appartient à plusieurs individus ou à une ou des personnes autres qu'une personne physique, 3 représentants peuvent avoir accès au *paddock* à titre de propriétaire.

**281.** Un entraîneur, un conducteur ou un palefrenier ne peut sortir du *paddock* que lorsque toutes les courses pour lesquelles il y a été admis ont été tenues, sauf pour réchauffer ou conduire un cheval prenant part à une course ou à moins qu'il n'en ait obtenu la permission du juge de *paddock*.

**282.** Un cheval qui prend part à une course doit être amené au *paddock* au moins une heure avant l'heure fixée pour le départ de cette course à moins d'en être exempté par les juges de courses et y demeurer jusqu'à ce qu'il soit appelé en piste pour la course, sauf pour effectuer ses exercices de réchauffement.

**283.** Un conducteur qui prend part à une course doit se rapporter au juge de *paddock* au moins une heure avant l'heure de départ de cette course, à moins d'en être exempté par les juges de courses.

Un conducteur qui prend part aux courses du pari double doit se rapporter au juge de *paddock* au moins une heure avant l'heure de départ de la 1<sup>ère</sup> course du pari double, à moins d'en être exempté par les juges de courses.

Dès qu'un conducteur se rapporte au juge de *paddock*, il doit demeurer dans le *paddock* à moins d'en être exempté par les juges de courses.

**284.** Un cheval qui prend part à une course mais qui n'est pas hébergé à la piste de courses où se tient cette course doit être amené à la place qui lui est assignée dans l'écurie de réception de cette piste de courses au moins 2 heures avant l'heure fixée pour le départ de cette course.

**285.** Les juges de courses peuvent ordonner le retrait d'un cheval incontrôlable ou susceptible de causer un accident ou de blesser un autre cheval ou un conducteur.

Dans un tel cas, les juges de courses s'assurent que le public en soit avisé.

**286.** Lorsque, dans une course à épreuves, un cheval porte des entraves pour prendre part à la 1<sup>ère</sup> épreuve, il doit en porter pour prendre part à toutes les épreuves ; s'il n'en porte pas pour prendre part à la 1<sup>ère</sup> épreuve, il ne peut en porter pour prendre part aux autres épreuves.

**287.** Il est interdit de modifier ou d'enlever les entraves d'un cheval pendant une course ou entre les épreuves d'une course à épreuves.

**288.** La baguette de tête que peut porter un cheval ne peut dépasser le bout de son museau de plus de 10 pouces.

**289.** Un propriétaire ou un entraîneur qui désire changer quelque pièce de l'équipement d'un cheval, d'une course à une autre, doit en demander la permission par écrit aux juges de courses.

Cette permission n'est accordée que si les juges de courses considèrent ce changement nécessaire.

Lorsqu'un tel changement est de nature à avoir une influence sur la performance ou le comportement du cheval en cause, il doit en être fait mention au public par une annonce ou une affiche avant que ne débute la prise des paris pour une course à laquelle prend part ce cheval.

**290.** Lorsqu'un cheval a des difficultés respiratoires ou des hémorragies pendant une course, son conducteur doit en aviser les juges de courses dès la fin de la course.

**291.** Sous réserve des dispositions des présentes règles relatives aux courses à réclamer à handicap :

a) le retrait d'un cheval devant prendre le départ en première ligne n'a aucune incidence sur la position des chevaux devant prendre le départ en seconde ligne ;

b) lorsqu'un cheval est retiré de l'une ou l'autre ligne de départ, les chevaux se trouvant à l'extérieur de la position de départ du cheval retiré comblent le vide en se rapprochant vers l'intérieur de la piste ;

c) lorsqu'un seul cheval prend le départ en seconde ligne, il peut être placé n'importe où sur cette ligne ;

d) lorsqu'il y a plus d'un cheval prenant le départ en seconde ligne, il peuvent être placés n'importe où sur cette ligne en autant qu'ils respectent leur position de départ respective.



**292.** Les chevaux appelés en piste pour une course ont l'exclusivité de la piste ; tout autre cheval doit aussitôt quitter la piste.

**293.** Les chevaux qui prennent part à une course entrent en piste lorsqu'ils sont appelés par le juge de *paddock*, pour cette course à moins que les juges de courses en décident autrement.

**294.** Le départ d'une course avec pari mutuel se fait à l'aide d'une barrière de départ du type décrit dans l'article 23.

Seul le juge de départ, le conducteur du véhicule et un juge de patrouille peuvent y prendre place, à moins d'une permission des juges de courses.

**295.** À l'heure fixée pour le départ, le juge de départ regroupe les chevaux et leur fait prendre leur position de départ respective derrière la barrière de départ.

**296.** Les chevaux ne peuvent être tenus derrière la barrière de départ pendant plus de 2 minutes avant l'heure fixée pour le départ, sauf lorsque la course est retardée en raison d'une urgence.

**297.** Le juge de départ a le contrôle des chevaux à partir de la formation de la parade et le conserve jusqu'à ce qu'il ait donné le signal officiel du départ de la course.

**298.** Sur l'ordre du juge de départ, les chevaux s'approchent de la barrière de départ placée à environ  $\frac{1}{4}$  de mille avant la ligne de départ.

Le juge de départ fait avancer la barrière de départ en direction de la ligne de départ, en accélérant progressivement jusqu'à l'obtention de la vitesse requise.

Lorsque les chevaux atteignent la ligne de départ, le juge de départ donne le signal officiel du départ de la course.

**299.** Le juge de départ doit veiller à ce que les chevaux se placent derrière la barrière de départ à leur position de départ respective et conservent leur allure.

**300.** Au cours d'un départ, la barrière de départ ne peut en aucun temps diminuer de vitesse sauf lorsque le juge de départ décide qu'un nouveau départ doit être effectué.

**301.** Dès que le juge de départ a donné le signal officiel du départ d'une course, le départ ne peut plus être repris et les chevaux sont alors réputés avoir pris le départ de la course ; ils doivent effectuer le parcours de la course, sauf s'il survient un accident, de l'obstruction ou un bris

d'équipement qui, de l'avis des juges de courses, justifie l'arrêt du cheval en cause.

Lorsqu'il s'agit d'un bris d'équipement, le conducteur du cheval en cause doit en faire vérifier la nature par le juge de *paddock* dès la fin de la course.

**302.** Lorsqu'il se produit un accident sur la piste, les juges de courses déterminent à quel moment la course suivante doit être tenue.

**303.** Lorsqu'il y a lieu de reprendre le départ d'une course, le juge de départ en avise les conducteurs au moyen du feu clignotant et du signal sonore prévus à cette fin.

Dans la mesure du possible, la barrière de départ, dans un tel cas, doit rester en position ouverte de façon à aider à ralentir les chevaux, qui doivent sans délai reprendre leur position respective derrière la barrière de départ pour qu'un nouveau départ soit effectué.

**304.** Un juge de départ peut, dans l'intérêt du public ou dans le but d'assurer le bon déroulement d'une course, ordonner la reprise du départ d'une course en tout temps avant qu'il n'ait donné le signal officiel du départ.

**305.** Un juge de départ peut ordonner la reprise du départ d'une course lorsque, au moment où la barrière de départ atteint le poteau de rappel, il constate qu'un cheval se trouve à plus d'une longueur derrière la barrière de départ ou qu'il ne maintient pas son allure.

**306.** Un juge de départ doit, lorsque tous les chevaux se trouvent dans la zone de départ, ordonner la reprise du départ d'une course lorsque :

- a) un cheval dépasse la barrière de départ ;
- b) de l'obstruction est commise ;
- c) un cheval est victime d'un bris d'équipement dont le juge de départ a connaissance ;
- d) un cheval tombe.

**307.** Lorsque, dans l'opinion des juges de courses, la reprise d'un départ aurait dû être ordonnée par le juge de départ mais ne l'a pas été, ils doivent immédiatement faire apparaître le mot « Enquête » au tableau indicateur, s'assurer que le public soit averti en conséquence au moyen du système de sonorisation et décider dans le plus court délai possible, uniquement aux fins de l'application du Règlement sur la surveillance des hippodromes (C.R.C., 1978, c. 441), si le cheval en cause a pris un bon départ ou non.

**308.** L'article 305 ne s'applique pas à une course réservée aux chevaux de 2 ans ; dans un tel cas, le public doit en être informé au moyen du système de sonorisation avant que ne débute la prise des paris.

**309.** Lorsqu'un cheval, lors d'une même course, est la cause d'une 2<sup>e</sup> reprise de départ, il est retiré de la course.

**310.** Une course est une lutte à finir entre les chevaux qui y prennent part et chaque conducteur doit conduire de façon à ce que son cheval donne son plein rendement et se comporte de façon à ne pas nuire au bon déroulement de la course.

**311.** Il est interdit à un conducteur, lors d'une réunion de courses, entre autres :

- a) de retarder le départ d'une course ;
- b) de désobéir aux ordres du juge de départ ;
- c) de négliger d'amener son cheval en position derrière la barrière de départ ;
- d) de laisser son cheval dépasser la barrière de départ ;
- e) de placer son cheval derrière la barrière de départ à une position autre que celle qui lui est assignée ;
- f) de faire changer son cheval de position avant d'avoir atteint la ligne de départ ;
- g) de faire de l'obstruction à l'endroit d'un autre conducteur ou d'un autre cheval ;
- h) de conduire, pendant une course, de façon à contraindre un cheval à modifier ses enjambées ou à briser son allure ou à contraindre un conducteur à faire changer son cheval de position, à le retenir ou à briser son allure ou ses enjambées ;
- i) de faire en sorte que son cheval croise brusquement et de façon imprudente un autre cheval ou le peloton ;
- j) de faire en sorte que son *sulky* touche un autre *sulky* ;
- k) de conduire de façon à empêcher un cheval d'avancer progressivement de rang ;
- l) de maintenir son cheval à une distance de la rampe protectrice située à l'intérieur de la piste telle qu'il empêche ainsi un autre cheval de se faufiler ou qu'il le force à exécuter une poussée plus à l'extérieur qu'il ne le devrait si son cheval était en position près de cette rampe ;
- m) de placer la roue d'un *sulky* trop près d'un autre cheval et ainsi lui nuire ;

n) de maintenir une position à l'extérieur sans fournir l'effort nécessaire pour améliorer son rang, ou pour nuire à un cheval ;

o) de laisser inutilement passer un autre cheval par l'intérieur ou de poser un geste de nature à aider un autre cheval à améliorer sa position ;

p) d'entraîner ou de pousser un autre cheval vers l'extérieur de la piste ;

q) de ralentir progressivement ou brusquement, alors qu'il se trouve en avant d'autres chevaux et ainsi semer la confusion parmi les chevaux qui se trouvent derrière lui ou créer de l'obstruction ;

r) de ralentir son cheval et ainsi créer une ouverture qui n'aurait pas dû l'être ;

s) de conduire d'une manière insouciant ou imprudente ;

t) de négliger de conduire son cheval à la vitesse normale de la classe en vertu de laquelle il prend part à une course ;

u) de faire donner son plein rendement à son cheval seulement lorsqu'il est mis au défi de le faire ;

v) de crier pendant une course ;

w) de refuser de conduire un cheval qu'il doit conduire, à moins d'en avoir été exempté par les juges de courses ;

x) de faire parcourir à son cheval ou de contribuer à faire parcourir à un autre cheval, compte tenu de la température, de l'état de la piste et des circonstances particulières de la course,  $\frac{1}{4}$  de mille ou tout autre distance en un temps trop lent par rapport à la classe en vertu de laquelle il prend part à une course ;

y) de retarder la parade précédant la course ou de ne pas y participer, à moins d'avoir la permission des juges de courses ;

z) de conduire dans le but de commettre ou d'aider à commettre un fraude ;

aa) de conduire de façon insatisfaisante à cause d'un manque d'effort ou de façon inconstante ;

bb) de conduire de façon à faire briser l'allure de son cheval et ainsi l'empêcher de gagner une course ;

cc) d'utiliser pour stimuler son cheval, un objet autre qu'un fouet d'une longueur totale de 4 pieds et 8 pouces y compris une cordelette dont la longueur ne peut excéder 8 pouces ;

dd) d'utiliser ce fouet de façon brutale, excessive ou inconsiderée ;

- ee) de frapper son cheval avec le manche de ce fouet ;
- ff) de frapper toute partie d'un *sulky* avec ce fouet ;
- gg) de frapper son cheval en plaçant ce fouet sous l'arcade de *sulky* ;
- hh) d'utiliser ce fouet sur un cheval autre que celui qu'il conduit.

**312.** Un cheval dont le conducteur n'est pas sur son *sulky* alors qu'il franchit la ligne d'arrivée est réputé n'avoir pas terminé la course.

**313.** Lorsqu'un cheval brise son allure, le conducteur doit :

- a) le diriger vers l'extérieur de la piste dès qu'il lui est possible de le faire ;
- b) tenter de la lui faire reprendre ;
- c) lui faire perdre du terrain pendant son bris d'allure.

Lorsqu'un conducteur ne se conforme pas aux dispositions mentionnées ci-dessus, son cheval peut être rétrogradé d'un ou de plusieurs rangs par les juges de courses.

**314.** Lorsque, à ligne d'arrivée, le museau d'un cheval qui a conservé son allure chevauche l'arrière-train d'un cheval qui est en bris d'allure, ce dernier est placé après celui qui l'a chevauché, excepté lorsque ce bris d'allure est dû à une obstruction.

**315.** À la suite d'obstruction ou de collision lors d'une course, les juges de courses doivent rétrograder le cheval qui en est à l'origine d'un ou de plusieurs rangs au classement ; dans un tel cas, ce cheval doit être placé après tous les chevaux qui ont subi les effets de cette obstruction ou de cette collision.

Lorsque l'obstruction ou la collision empêche un cheval de compléter la course, le cheval fautif est disqualifié.

Lorsqu'un cheval est rétrogradé pour avoir obstrué un cheval impliqué dans une égalité, il est placé après tous les chevaux impliqués dans l'égalité.

**316.** Lorsqu'un cheval rétrogradé ou disqualifié en vertu de l'article 315 fait partie d'une inscription jumelée, tous les chevaux de cette inscription jumelée sont rétrogradés ou disqualifiés si l'obstruction ou la collision a, dans l'opinion des juges de courses, une incidence sur le résultat de la course.

**317.** À la fin d'une course, un conducteur doit demeurer sur son *sulky*, amener son cheval à l'endroit déterminé

par les juges de courses et le conduire hors de la piste, à moins d'en être avisé autrement.

**318.** Le cheval vainqueur d'une course est celui dont le museau atteint le premier la ligne d'arrivée ; lorsqu'il y a égalité au 1<sup>er</sup> rang à la ligne d'arrivée, tous les chevaux égaux sont déclarés vainqueurs.

**319.** Le résultat officiel d'une course est celui qui est affiché au tableau indicateur sur l'ordre des juges de courses, peu importe les changements que les juges de courses peuvent y apporter subséquemment.

**320.** Lorsqu'un cheval novice est déclaré vainqueur d'une course avec une bourse et est subséquemment disqualifié, il conserve son statut de cheval novice à l'allure à laquelle cette course a été tenue.

**321.** Lorsqu'un cheval novice est déclaré vainqueur d'une course après que les juges de courses en aient déclaré le résultat officiel, cette victoire lui est créditée mais son statut de cheval novice n'est pas affecté.

## CHAPITRE IX BOURSES

**322.** Une bourse est offerte pour chaque course avec pari mutuel ou pour chaque épreuve d'une telle course, le cas échéant, et distribuée conformément aux présentes règles selon le rang respectif des chevaux au classement définitif.

**323.** Il est interdit de réserver une partie d'une bourse pour le vainqueur d'une course en plus de la part qu'il reçoit conformément à l'article 324, sauf lorsqu'il s'agit d'une course deux de trois.

**324.** La bourse offerte pour une course ou pour une épreuve d'une course qui en comprend plusieurs est divisée en 5 parts, la 1<sup>re</sup> étant de 50%, la 2<sup>e</sup> de 25%, la 3<sup>e</sup> de 12%, la 4<sup>e</sup> de 8% et la 5<sup>e</sup> de 5% du montant total de cette bourse, à moins que les conditions de participation à cette course ne le prévoient autrement et sous réserve de dispositions particulières dans les présentes règles.

**325.** Sous réserve de dispositions contraires dans les présentes règles, lorsque le nombre de chevaux qui terminent une course ordinaire est moindre que le nombre de parts de la bourse, les parts de cette bourse qui ne peuvent être attribuées sont remises au vainqueur de la course.

**326.** Sous réserve de dispositions contraires dans les présentes règles, lorsque le nombre de chevaux qui terminent une course spéciale est moindre que le nombre de

parts de la bourse, les parts de cette bourse qui ne peuvent être attribuées sont réparties également entre tous les chevaux qui ont pris part à la course ; dans le cas où tous les chevaux qui prennent part à une course spéciale font partie d'une seule inscription jumelée ou lorsqu'il n'y a qu'un seul cheval, la course doit quand même être tenue pour que la présente règle s'applique.

**327.** Lorsqu'un cheval ne termine pas une course, il n'a droit à aucune part de la bourse. Cependant, lorsqu'un cheval ne termine pas une course en raison d'un accident ou d'une obstruction dont il n'est pas à l'origine, il a droit aux parts de la bourse qui n'ont pas été attribuées ; s'il y en a plus d'un, ils se partagent également entre eux la somme des parts de la bourse qui n'ont pas été attribuées.

**328.** Lorsque des chevaux terminent à égalité dans une course, ils se partagent également entre eux la somme des parts de la bourse auxquelles chacun d'eux aurait eu droit s'ils avaient terminé la course à des rangs successifs.

**329.** Une bourse offerte pour une course doit être payée en entier à ceux qui y ont droit lorsque la course a été tenue.

**330.** Aucune déduction, de quelque nature qu'elle soit, ne peut être faite du montant d'une bourse offerte.

**331.** Il est interdit de faire quelque arrangement que ce soit visant à partager une bourse également entre les chevaux qui prennent part à une course.

**332.** Il est interdit d'augmenter le montant de la bourse offerte pour une course après que celle-ci a été tenue, si ce n'est pour corriger une erreur.

**333.** Le paiement, par une association à un propriétaire de cheval, d'un montant à titre de bonus ou de récompense qui ne découle pas d'un contrat entre l'association et une association de participants ne peut constituer un gain pour le cheval en cause et ne peut être compilé dans les statistiques relatives aux gains de ce cheval.

**334.** Lorsqu'un cheval est disqualifié, il est privé de la part de la bourse qu'il a pu gagner ; le classement des chevaux est refait et la bourse distribuée selon ce nouveau classement.

**335.** Lorsqu'un cheval est disqualifié en raison d'une erreur, d'une négligence ou d'un acte frauduleux attribuable à un secrétaire des courses ou à une association, l'association doit rembourser au propriétaire de ce cheval un montant équivalent à la part de la bourse dont il a été

privé ; toutefois, ce montant n'est pas compilé dans les statistiques relatives aux gains de ce cheval.

**336.** Lors d'une course pour laquelle la bourse est attribuée en fonction du résultat consolidé, un cheval doit, pour se mériter une part de la bourse, prendre part à chaque épreuve de cette course.

**337.** Lors d'une course deux de trois, un montant de 10% de la bourse est réservé au cheval qui en est déclaré le vainqueur.

Le reste de la bourse est divisé également entre les 2 ou 3 premières épreuves, selon le cas, à moins que les conditions de participation à cette course ne le prévoient autrement.

Lorsqu'il est nécessaire de tenir une 4<sup>e</sup> épreuve pour qu'un cheval soit déclaré vainqueur de la course, la bourse pour cette 4<sup>e</sup> épreuve est de 10% du montant réservé au cheval déclaré vainqueur de la course, prise à même ce montant.

**338.** La bourse d'une course spéciale est constituée des frais de mise en nomination, de maintien de nomination et de départ et d'une bourse commanditée.

**339.** À moins que les conditions de participation ne le prévoient autrement, lorsqu'une course spéciale est tenue en divisions, la bourse commanditée est augmentée par l'association de façon telle que chacune des divisions dispose d'une bourse commanditée égale à au moins 75% de la bourse commanditée originale ; les frais de nomination et de maintien de nomination sont répartis également entre les divisions et les frais de départ sont répartis entre les divisions proportionnellement au nombre de chevaux prenant le départ de chacune d'elles.

**340.** Lorsqu'une course spéciale est tenue en épreuves éliminatoires, 60% de la bourse est réparti également entre les épreuves éliminatoires et l'autre 40% est affecté à l'épreuve finale.

**341.** Lorsque, lors d'une course deux de trois, des chevaux ont terminé à égalité au 1<sup>er</sup> rang, après avoir appliqué l'article 205, ils se partagent également le montant de 10% de la bourse réservé au cheval déclaré vainqueur.

**342.** À moins que les conditions de participation à une course spéciale ne le prévoient autrement, lorsqu'une course spéciale est annulée ou déclarée terminée, le montant des frais de mise en nomination, de maintien de nomination et de départ non attribué est réparti également entre les chevaux qui auraient pris le départ de la course

annulée ou des épreuves non tenues de la course déclarée terminée.

Toutefois, lorsqu'une course *stake* ou *futurity* est annulée en raison de l'article 199, les frais de mise en nomination et de maintien de nomination sont répartis également entre les chevaux encore en nomination après le dernier paiement des frais de maintien de nomination.

Les montants ainsi répartis ne doivent pas apparaître dans la compilation des gains de ces chevaux.

**343.** Lorsque la distribution d'une bourse, d'une part de bourse, d'une récompense ou d'un trophée peut, par suite d'une plainte, d'une dénonciation ou d'un appel, être modifiée en raison de la décision que rendront les juges de courses ou, selon le cas, la Régie, la personne qui a offert cette bourse doit, à la demande des juges de courses ou, selon le cas, de la Régie, retarder cette distribution jusqu'à ce qu'elle en ait reçu l'autorisation des juges de courses ou, selon le cas, de la Régie.

Lorsque cette décision entraîne une modification dans le rang des chevaux au classement de la course en cause, la distribution doit se faire en fonction du classement modifié.

Lorsqu'une distribution a été faite avant qu'une telle décision n'ait été rendue, il doit y avoir restitution et nouvelle distribution à ceux qui y ont droit.

**344.** Une bourse ou une part de bourse ne peut être remise à la personne qui y a droit avant que le résultat ou l'analyse des échantillons officiels prélevés des chevaux lors de la course en cause n'ait été transmis aux juges de courses.

## CHAPITRE X TEMPS ET RECORDS

**345.** La durée d'une course pour chaque cheval doit être mesurée au cinquième de seconde près et inscrite aux registres appropriés.

**346.** La durée de la course du cheval vainqueur est annoncée au public dès que les juges de courses décident du résultat officiel de cette course et en constitue la durée officielle.

**347.** Lorsque le chronométrage d'une course ne peut être effectué correctement, il n'y a pas de durée officielle pour cette course.

**348.** Lorsque, lors d'une course, l'appareil de chronométrage électrique ou électronique fait défaut, la durée of-

ficielle est celle qui est mesurée au moyen du chronomètre mécanique.

**349.** Pour que la durée d'une course soit reconnue officielle, la distance en pieds linéaires entre la ligne de départ et la ligne d'arrivée d'une piste, mesurée 3 pieds vers l'extérieur de la piste à partir de la rampe protectrice située à l'intérieur de la piste, par un ingénieur civil ou un arpenteur-géomètre membre de son ordre, doit être certifiée à la Régie au moyen d'un certificat de ce dernier.

Cette procédure doit être reprise à chaque fois que la rampe protectrice située à l'intérieur de la piste est déplacée.

**350.** Lorsqu'une personne fait état d'une erreur relativement à la publication de la durée de la course d'un cheval, cette durée ne peut être modifiée de façon à favoriser ce cheval ou son propriétaire à moins que les juges de courses et les chronométreurs impliqués dans cette course ne rectifient l'erreur.

**351.** La durée d'une course est mesurée à partir du moment où le museau d'un premier cheval franchit la ligne de départ jusqu'au moment où le museau d'un premier cheval franchit la ligne d'arrivée.

**352.** Il est interdit de fausser la durée d'une course ou de falsifier les registres appropriés relativement à la durée d'une course ; lorsqu'une telle falsification est prouvée, la durée de la course en cause ne peut être reconnue.

**353.** Le record individuel d'un cheval est le temps le plus rapide qu'il a réussi lors d'une course dont il a été le vainqueur ou lors d'une course contre la montre.

**354.** Un cheval ne peut être crédité de la durée de la course d'un cheval vainqueur lorsque le résultat d'une analyse d'un échantillon officiel prélevé de ce cheval est positif au sens du Règlement sur la surveillance des hippodromes (C.R.C., 1978, c. 441).

**355.** Un cheval ne peut être crédité de la durée de la course d'un cheval vainqueur par suite de la rétrogradation ou de la disqualification du cheval présumé vainqueur, sauf si ce dernier a été rétrogradé à la suite d'un bris d'allure à la ligne d'arrivée alors qu'il était chevauché par le cheval en cause.

**356.** Un cheval ne peut être crédité de la durée de la course d'un cheval vainqueur dans une course de qualification que si les chevaux qui y prennent part sont sujets au prélèvement d'un échantillon officiel.

Les juges de courses doivent indiquer, dans leur rapport d'une course de qualification, le fait que les chevaux qui y ont pris part ont été sujets à un tel prélèvement.

## CHAPITRE XI DROGUES, STIMULANTS ET ANALYSES

**357.** Sous réserve des dispositions des présentes règles, la partie V du Règlement sur la surveillance des hippodromes (C.R.C., 1978, c. 441) s'applique aux courses attelées et ses dispositions ont le même effet que si elles faisaient partie des présentes règles.

**358.** Il est interdit de permettre à un cheval de prendre le départ d'une course lorsqu'il est sous l'effet d'une drogue ou d'une autre substance dont l'analyse peut amener un résultat positif.

**359.** Un échantillon officiel :

- a) doit être prélevé :
  - i. du cheval vainqueur d'une course avec pari mutuel ;
  - ii. d'un cheval prenant part à une course contre la montre ;
- b) peut être prélevé, à la demande d'un juge de courses, d'un cheval inscrit à une course :
  - i. après qu'il a pris part à la course ; ou
  - ii. dans les 2 heures qui précèdent le moment où il doit prendre le départ de la course.

**360.** Lorsqu'un cheval prend part à une course, qu'il est sujet, relativement à cette course, au prélèvement, en vertu de l'article 359, d'un échantillon officiel dont le résultat de l'analyse est positif, il en est disqualifié et ne peut prendre part ni être inscrit à une course subséquente tant que les juges de courses n'ont pas rendu une décision quant à la responsabilité dont il est fait mention dans l'article 361.

**361.** Lorsqu'un cheval est disqualifié en vertu de l'article 360, les personnes qui ont, de quelque manière que ce soit, participé à l'administration de la drogue ou de la substance en cause ou permis à ce cheval de prendre part à la course en cause, sont responsables des infractions commises.

**362.** Il est interdit à quiconque d'avoir en sa possession ou dans les lieux qu'il occupe ou a le droit d'occuper, sur une piste de courses, une drogue, une seringue ou une aiguille hypodermique ou un autre appareil pouvant servir à injecter ou administrer d'une autre façon une drogue à un

cheval, à moins d'en avoir obtenu la permission écrite d'un juge de courses ou d'être un vétérinaire détenteur d'une licence de vétérinaire délivrée par la Régie.

**363.** Un vétérinaire qui administre à un cheval une drogue ou une autre substance dont l'analyse peut, à la suite du prélèvement d'un échantillon officiel, amener un résultat positif, ou qui en recommande l'administration, doit indiquer à l'entraîneur du cheval en cause la quantité administrée ou à l'être de même que la période de temps pendant laquelle le prélèvement d'un tel échantillon officiel amènerait un résultat positif.

**364.** Un vétérinaire détenteur d'une licence de la Régie doit, sur demande, fournir immédiatement à celle-ci ou aux juges de courses le journal qu'il a l'obligation de tenir en vertu du Règlement sur la surveillance des hippodromes (C.R.C., 1978, c. 441).

## CHAPITRE XII ENREGISTREMENT ET IMMATRICULATION

**365.** En vertu de l'article 56 de la Loi, les documents et biens suivants doivent être enregistrés à la Régie :

- a) un contrat de société pour la propriété d'un cheval ou un changement à un tel contrat ;
- b) un étalon ou une jument qui, au Québec, sert à la reproduction.

**366.** L'immatriculation des appareils visés dans l'article 53 de la Loi et au Règlement sur les courses attelées (c. L-6, r.4) se fait selon l'article 36 de la Loi, en y faisant les adaptations requises.

**367.** L'enregistrement des couleurs et des noms d'écuries visés dans l'article 56 de la Loi de même que des documents et biens visés dans l'article 365 se fait en produisant à la Régie la formule prescrite dûment complétée et signée, de même que les renseignements ou documents pertinents que la Régie peut exiger.

**368.** Un nom d'écurie doit être conforme à la loi en matière de noms de corporations, de sociétés ou de raisons sociales.

**369.** La Régie peut refuser d'enregistrer un nom d'écurie qui peut prêter à confusion ou porter atteinte aux droits, à la liberté ou à la réputation d'une personne ou au fonctionnement ou à la réputation des courses en général.

## CHAPITRE XIII INFRACTIONS ET PÉNALITÉS

**370.** La Régie peut imposer à quiconque elle trouve coupable d'une infraction à la Loi, au Règlement sur les courses attelées (c. L-6, r.4) ou aux présentes règles ou qui refuse de se conformer à un ordre donné en vertu de cette Loi, de ce règlement ou de ces règles, en outre des amendes, des suspensions ou révocations de licences prévues dans la Loi et des autres pénalités déjà prévues dans les présentes règles, une ou plusieurs des pénalités suivantes :

- a) l'exclusion ou l'expulsion d'un contrevenant d'une piste de courses ;
- b) un avertissement ou une réprimande ;
- c) la disqualification, la rétrogradation ou la suspension d'un cheval ;
- d) la suspension de l'exercice de certains privilèges conférés à un détenteur de licence pour une période de temps quelconque.

**371.** Les juges de courses peuvent imposer à quiconque ils trouvent coupable d'une infraction aux présentes règles ou qui refuse de se conformer à un ordre donné en vertu de ces règles, en outre des amendes prévues dans la Loi et des autres pénalités prévues dans les présentes règles, une ou plusieurs des pénalités suivantes :

- a) l'exclusion ou l'expulsion d'un contrevenant d'une piste de courses ;
- b) un avertissement ou une réprimande ;
- c) la disqualification, la rétrogradation ou la suspension d'un cheval ;
- d) la suspension de l'exercice de certains privilèges conférés à un détenteur de licence pour une période de temps quelconque.

**372.** Sous réserve de dispositions contraires dans les présentes règles, une décision des juges de courses est exécutoire dès qu'elle est communiquée aux parties.

**373.** Lorsqu'un conducteur est suspendu pour une période de 5 jours ou moins, il peut, avant que sa sentence devienne exécutoire, conduire les chevaux qui lui sont assignés et qui étaient déjà inscrits à des courses avant qu'il ne soit condamné ; il peut aussi, pendant sa suspension, conduire un cheval lors d'une course spéciale mais, dans ce cas, sa suspension est prolongée d'une journée pour chaque journée pendant laquelle il conduit un cheval lors d'une telle course.

**374.** Le montant d'une amende imposée ou des frais adjugés par la Régie ou par les juges de courses doit être payé dans les 4 jours qui suivent celui où l'amende a été imposée ou les frais adjugés.

## CHAPITRE XIV OBJECTIONS, PLAINTES ET DÉNONCIATIONS

**375.** Un conducteur qui désire faire une objection doit le faire dès que la course qui y donne lieu est terminée, à moins qu'il en soit empêché par suite d'un accident ou de blessures. À cette fin, il avise de son intention un juge de patrouille, le juge de départ ou le juge de *paddock* et fait ensuite son objection aux juges de courses au moyen de l'appareil téléphonique situé dans le *paddock* ; en l'absence d'un tel appareil, il se rend sans délai à la tribune des juges de courses pour y faire son objection.

**376.** Lorsqu'un accident se produit ou qu'un conducteur est blessé pendant une course, les juges de courses doivent immédiatement faire apparaître le mot « Enquête » au tableau indicateur.

**377.** Lorsque les juges de courses constatent qu'une infraction aux présentes règles a été commise pendant une course ou qu'ils en sont informés par un autre officiel de courses, ils doivent immédiatement faire apparaître le mot « Enquête » au tableau indicateur.

**378.** Lorsque les juges de courses sont saisis d'une objection ou qu'ils ont fait apparaître le mot « Enquête » au tableau indicateur, ils doivent, dans les plus brefs délais, procéder à une enquête sommaire aux fins de déterminer le résultat officiel de la course en cause.

**379.** Les juges de courses peuvent, pour les fins d'une enquête sommaire mentionnée dans l'article 378 :

- a) obtenir la version des parties en cause ;
- b) examiner l'enregistrement visuel de la course ;
- c) communiquer avec les officiels de courses qui ont pu avoir connaissance de l'incident et obtenir leur version ;
- d) prendre toute autre mesure qui puisse leur permettre de rendre leur décision.

**380.** L'affichage du résultat officiel d'une course qui donne lieu à une enquête mentionnée dans l'article 378 ne peut être autorisé par les juges de courses que lorsqu'ils ont complété cette enquête.

**381.** Une plainte peut être portée par le propriétaire, par l'agent autorisé, par l'entraîneur ou par le conducteur

d'un des chevaux prenant part à la course qui y donne lieu et doit être transmise aux juges de courses en fonction lors de cette course :

- a) dans les 72 heures qui suivent la fin de cette course, s'il s'agit d'une course ordinaire ;
- b) en tout temps, s'il s'agit d'une course spéciale ou d'une plainte relative à une fraude.

**382.** Lorsque, à la fin d'une réunion de courses, il n'est pas possible de porter une plainte aux juges de courses, elle peut être transmise à la Régie dans les délais prévus dans l'article 381.

**383.** Lorsque les juges de courses sont dans l'impossibilité de disposer d'une plainte avant qu'une course soit tenue, le cheval en cause peut en prendre le départ sous réserve de la décision des juges à l'égard de cette plainte.

**384.** Lorsqu'une plainte a été dûment portée, elle ne peut être retirée ou abandonnée sans la permission des juges de courses.

**385.** Le fait que les juges de courses n'aient pas encore rendu leur décision à l'égard d'une plainte relative à une course n'affecte pas l'admissibilité du cheval en cause quant à sa participation à une course subséquente.

**386.** Une décision relative à une plainte rendue après que le résultat officiel d'une course a été affiché au tableau indicateur n'a pas d'effet sur la distribution du pari mutuel.

**387.** Une personne qui a connaissance d'une infraction aux présentes règles doit immédiatement la dénoncer, verbalement ou par écrit, aux juges de courses en fonction à la piste de courses où s'est commise cette infraction ; s'il s'agit d'une dénonciation à l'égard d'un officiel de courses, elle doit être faite par écrit ; s'il s'agit d'une dénonciation à l'égard d'un juge de courses, elle doit être transmise à la Régie.

**388.** Il est interdit de faire une objection ou une dénonciation ou de porter une plainte fallacieuse ou dénuée de fondement.

## CHAPITRE XV APPELS

**389.** Il peut être interjeté appel à la Régie d'une décision des juges de courses sauf lorsque cette décision comporte :

- a) une amende de 200 \$ ou moins ;

- b) une suspension de 2 jours ou moins ;

- c) une amende de 100 \$ ou moins et une suspension de 2 jours ou moins ;

- d) une amende de 200 \$ ou moins et l'adjudication de frais de 200 \$ ou moins ;

- e) une suspension de 2 jours ou moins et l'adjudication de frais de 200 \$ ou moins ; ou

- f) une amende de 100 \$ ou moins, une suspension de 2 jours ou moins et l'adjudication de frais de 200 \$ ou moins.

**390.** Une personne fait appel à la Régie en produisant la formule d'appel prescrite dûment complétée à un juge de courses ou au secrétaire de la Régie dans les 5 jours qui suivent celui où on lui a communiqué la décision dont il y a appel.

**391.** Dès réception d'une formule d'appel, le juge de courses qui la reçoit la transmet au secrétaire de la Régie.

**392.** Sur réception d'une formule d'appel par le secrétaire de la Régie, la Régie expédie un accusé de réception à l'appelant.

**393.** Un appel suspend l'exécution d'une suspension imposée par les juges de courses, à moins que la Régie n'en ordonne l'exécution provisoire.

**394.** Le secrétaire de la Régie transmet à l'appelant ou à son représentant un avis d'audition mentionnant la date, l'heure et le lieu de l'audition.

**395.** Un appel peut être retiré au moyen d'un avis écrit signé par l'appelant ou son représentant et transmis au secrétaire de la Régie.

## CHAPITRE XVI RÈGLES DE PRATIQUE

### SECTION I RÈGLES DE PRATIQUE DEVANT LA RÉGIE

**396.** Les auditions de la Régie sont publiques. La Régie peut cependant ordonner le huis clos lorsqu'elle le juge dans l'intérêt de la justice.

**397.** Lorsque la Régie siège en appel, elle peut examiner la preuve faite en première instance, entendre les témoins entendus en première instance ou entendre une preuve additionnelle, selon qu'elle le juge à propos.



**398.** Lorsque la Régie décide d'entendre une preuve additionnelle, chacune des parties peut interroger ou contre-interroger les témoins convoqués et exposer ses arguments.

**399.** Une décision de la Régie est exécutoire dès qu'elle est communiquée aux parties, à moins que la Régie n'en décide autrement.

**400.** Lorsqu'un appel à la Régie est abandonné, la décision dont il y a appel devient exécutoire dès le moment de l'abandon de l'appel.

## SECTION II RÈGLES DE PRATIQUE DEVANT LES JUGES DE COURSES

**401.** Lorsque les juges de courses sont saisis d'une objection, d'une plainte ou d'une dénonciation relative à une infraction aux présentes règles, qu'ils ont connaissance d'une telle infraction ou qu'ils croient ou ont raison de croire, à la suite d'une enquête sommaire conduite en vertu de l'article 378, qu'une infraction aux présentes règles a été commise, ils convoquent les parties impliquées, procèdent à leur audition de même qu'à celle des personnes qu'ils croient pouvoir les aider à rendre leur décision, acceptent tout mode de preuve qu'ils jugent utile pour les fins de la justice et requièrent la production des documents, livres, papiers, écrits ou objets qu'ils jugent nécessaires.

**402.** Une personne convoquée à une audition par les juges de courses pour y répondre d'une accusation à une infraction aux présentes règles peut renoncer à cette audition en produisant aux juges de courses en cause, en la formule prescrite, un plaidoyer de culpabilité.

**403.** Les auditions des juges de courses ont lieu à l'endroit qu'ils déterminent.

**404.** Lorsqu'une personne est accusée d'une infraction aux présentes règles et qu'elle est convoquée à une audition par les juges de courses, ces derniers doivent, à sa demande, lui accorder un délai de 24 heures avant de tenir cette audition.

**405.** Les décisions des juges de courses sont affichées au secrétariat de l'association en cause, à un endroit où les participants peuvent en prendre connaissance.

**406.** Lorsqu'il survient un cas non prévu dans les présentes règles, les juges de courses en décident de la façon qu'ils croient juste et conforme aux usages du monde des courses.

---

Décision du 05.08.80, (1980) 112 G.O.II, 5285 et 5813

Décision du 21.04.81, (1981) 113 G.O.II, 1997



c. L-6, r.6

## Règlement sur les licences pour les systèmes de loteries

Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (L.R.Q., c. L-6)

**1.** Aux fins du présent règlement, un organisme signifie toute organisation qui accomplit une oeuvre sans but lucratif en vue de :

- a) soulager la pauvreté ;
- b) l'éducation ;
- c) l'avancement de la religion ;
- d) tout autre dessein avantageux pour la collectivité ;

et comprend une organisation désignée comme telle par le ministre de la Justice sur la recommandation de la Régie.

**2.** Outre les pouvoirs qui lui sont attribués par la Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (L.R.Q., c. L-6), ci-après appelée « la Loi », la Régie des loteries et courses du Québec, ci-après appelée « la Régie », a, suivant le deuxième alinéa de l'article 19 de cette Loi, le pouvoir de délivrer des licences autorisant des personnes à conduire et administrer des systèmes de loteries et elle peut en conséquence délivrer des licences aux fins d'autoriser :

a) **un organisme de charité ou un organisme religieux** à conduire et administrer un système de loterie au Québec et, à cette fin, toute personne, sous l'autorité de cette licence, à faire toute chose visée dans l'un des sous-paragraphe *a* à *g* du paragraphe 1 ou au paragraphe 4 de l'article 189 du Code criminel (S.R.C., 1970, c. C-34) sauf en ce qui concerne un jeu de dés, de bonneteau, de planche à trous ou de tables à sous,

i. si le produit du système de loterie est utilisé pour des fins ou oeuvres charitables ou religieuses, et

ii. si, dans le cas d'un système de loterie conduit par un organisme de charité ou un organisme religieux dans une vente de charité,

A) le montant ou la valeur de chaque prix attribué ne dépasse pas 100 \$,

B) et l'argent ou autre valeur payé pour obtenir une chance de gagner un prix ne dépasse pas 0,50 \$ ;

b) **une foire ou exposition agricole, ou un exploitant d'une concession donnée à bail** par le conseil d'une foire ou d'exposition agricole, à conduire et administrer un système de loterie au Québec, et, à cette fin, toute personne, sous l'autorité de cette licence, à faire toute chose visée dans l'un des sous-paragraphe *a* à *f* du paragraphe 1 ou au paragraphe 4 de l'article 189 du Code criminel ;

c) **et toute personne**, à conduire et administrer un système de loterie dans un lieu d'amusement public au Québec, à cette fin, toute personne, sous l'autorité de cette licence, à faire toute chose visée dans les sous-paragraphe *a* à *g* du paragraphe 1 ou au paragraphe 4 de l'article 189 du Code criminel, sauf en ce qui concerne un jeu de dés, de bonneteau, de planche à trous ou de table à sous,

i. si le montant ou la valeur de chaque prix attribué ne dépasse pas 100 \$, et

ii. si l'argent ou autre valeur payé pour obtenir une chance de gagner un prix ne dépasse pas 0,50 \$.

**3.** En plus d'être soumis aux conditions édictées dans le présent règlement, le pouvoir d'émettre des licences conféré à la Régie aux termes de l'article 2, est soumis *mutatis mutandis* aux articles 13, 34, 36, 37, 68, 71, 79 et 80 de la Loi, ainsi qu'aux autres modalités ou conditions qui pourront être édictées par le gouvernement.

**4.** Sous réserve du présent règlement, la Régie peut délivrer à tout requérant une licence pour conduire et administrer un ou des systèmes de loteries conformément aux modalités édictées au présent règlement ainsi qu'aux conditions additionnelles que la Régie peut spécifier en vertu du présent règlement.

**5.** Une licence peut être délivrée pour plus d'un système de loterie, s'ils sont de même catégorie et s'ils doivent être conduits en entier par le même détenteur de licence, au même lieu, durant le même jour ou la même période, et aux mêmes fins.

Si une licence est délivrée pour plus d'un système de loterie, elle doit contenir les indications suffisantes sur chaque système, et mentionner clairement qu'elle est valable pour chacun d'eux.

**6.** Avant de délivrer une licence, la Régie peut à sa discrétion convoquer le requérant ou toute personne susceptible de lui donner des renseignements utiles et mener toute enquête qu'elle jugera nécessaire. Elle peut alors si elle le juge à propos pour la protection du public, exiger un

dépôt de cautionnement suffisant pour payer les prix que le système de loterie prévoit comme devant être attribués aux gagnants.

**7.** En outre des recours que possède le procureur général, la Régie, après avoir délivré une licence, peut, si elle juge dans l'intérêt public de le faire :

a) retirer cette licence et ordonner la discontinuation du système de loterie ;

b) saisir les argents recueillis, retenir la somme déposée en cautionnement, si elle en a exigé une, et distribuer les deniers conformément aux fins indiquées dans la demande de licence ;

c) procéder au tirage au sort des gagnants et leur attribuer les prix conformément au système en entier ou au prorata dans le cas où les deniers saisis sont insuffisants.

**8.** Tout système de loterie doit être conduit et administré dans des lieux conformes à la loi et aménagés suivant les règlements de construction, de salubrité et de sécurité publiques décrétés par l'autorité municipale ou provinciale.

**9.** La Régie peut faire enquête pour déterminer si les profits réalisés dans la conduite et l'administration d'un système de loterie ont été effectivement utilisés en tout ou en partie aux fins ou oeuvres pour lesquelles une licence a été délivrée.

**10.** Tout requérant qui administre un système de loterie au bénéfice d'un organisme poursuivant les fins prévues à la Loi et au présent règlement doit tenir une comptabilité spéciale à cet effet et avoir un compte en fidéicommiss dans lequel seront versés tous les fonds recueillis lors de la conduite de ce système et au moyen duquel seront payées toutes les dépenses encourues à cette occasion, ainsi que la somme versée à l'organisme au bénéfice duquel il a administré et conduit ce système de loterie.

**11.** L'organisme auquel les fonds recueillis lors de la conduite d'un système de loterie sont versés, doit les garder dans un compte en fidéicommiss jusqu'au moment où ils seront utilisés pour les fins pour lesquelles la licence a été demandée et tout retrait de ce compte doit être effectué au moyen de chèques sur lesquels sera inscrit l'objet du retrait.

**12.** Sujette aux restrictions imposées par le Code criminel, la Régie, dans tous les cas non explicitement prévus au présent règlement, peut fixer la somme ou valeur maximale de chacun et de tous les lots à être attribués dans un système de loterie. Chaque lot doit être déterminé de fa-

çon précise à l'avance et ne peut en aucun cas être basé sur un pourcentage des recettes.

**13.** La Régie peut fixer le nombre maximal de toutes les chances de gagner un lot dans un système de loterie.

**14.** La Régie peut limiter le nombre et la fréquence des licences et des systèmes de loteries, dans une région ou une municipalité.

Si elle le juge dans l'intérêt public, la Régie peut tenir des auditions publiques afin de recueillir les renseignements qu'elle juge nécessaires pour l'attribution de jours ou de dates aux différents requérants pour tenir un ou des systèmes de loteries dans une région ou une municipalité.

**15.** Pour obtenir une licence de la Régie, il faut :

a) être citoyen canadien ;

b) avoir 21 ans accomplis ;

c) offrir les garanties jugées suffisantes qu'il observera la loi et les règlements ;

d) être exempt de toute condamnation pour acte criminel ;

e) produire le permis requis par toute loi réglementant l'occupation du domaine privé et public dans une municipalité du Québec ;

f) produire tout autre document que la Régie peut exiger.

**16.** Toute personne qui désire obtenir une licence doit en faire la demande à la Régie. Elle doit répondre aux questions contenues dans une formule qui lui est fournie par la Régie. Dans sa demande, en plus de tout autre renseignement que peut exiger la Régie, le requérant doit fournir :

a) ses nom, adresse et occupation, son numéro de téléphone, la date et le lieu de sa naissance et son numéro d'assurance sociale ;

b) une description des règles du système de loterie pour lequel la licence est demandée ;

c) l'adresse et le nom de la salle où doit se tenir la réunion ainsi que le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du propriétaire de l'immeuble où est située la salle et le nombre de personnes que cette salle peut contenir conformément aux règlements municipaux ou provinciaux relatifs à la sécurité publique ;

d) le cas échéant, les mêmes renseignements que ceux énumérés au paragraphe c relativement à toute autre salle où pourraient être reçues les personnes qui participeraient

à la réunion en plus de celles qui trouveraient place dans la salle principale ;

e) le nombre de systèmes de loteries auxquels les joueurs seront appelés à participer, le prix de vente de chaque chance de gagner un prix et la valeur de chaque prix devant être attribué aux gagnants de chaque système ;

f) l'heure, la date et le lieu où commencera chaque système de loterie et la réunion à cette fin, le cas échéant, ainsi que l'heure, la date et le lieu de la clôture de chaque système et de la réunion, le cas échéant ;

g) le nombre de chances de gagner un prix pour chaque système ;

h) le lieu, la date et l'heure du tirage au sort des prix ou des lots à gagner ;

i) la preuve des besoins de fonds justifiant, à la satisfaction de la Régie, la tenue d'un système de loterie ;

j) s'il s'agit d'un système de loterie pour des fins ou oeuvres religieuses ou de charité, une description sommaire de ces fins ou oeuvres ;

k) si les lots sont en nature, une description sommaire de ces lots avec indication de leur valeur respective établie suivant le prix de détail ;

l) une formule d'autorisation en faveur de la Régie, lui permettant de vérifier à la banque les comptes en fidéjussés exigés par les articles 10, 11 et 34.

Cette demande doit être déposée ou parvenir aux bureaux de la Régie :

i. dans le cas d'un tirage, au moins 30 jours avant la date de la mise en vente des billets ;

ii. dans tous les autres cas, au moins 30 jours avant la date à laquelle le système de loterie doit être conduit.

**17.** Toute demande de licence doit être faite par une personne physique en son nom personnel ou au nom d'une société, association ou corporation. Si plusieurs personnes font une demande conjointe, cette demande doit être signée par chacune d'elles. En outre, dans le cas d'une corporation, société ou association, la demande doit être appuyée d'une copie certifiée de la résolution de la société, association ou corporation autorisant les personnes requérantes à signer à cette fin et contresignée par au moins 2 administrateurs en fonction ; cette résolution doit indiquer le nom de la personne au nom de qui la licence doit être délivrée pour le bénéfice de la société, association ou corporation.

**18.** Lors du dépôt de sa requête, le requérant doit signer un engagement de faire par écrit à la Régie, sur la formule fournie par cette dernière, un rapport complet sur le sys-

tème de loterie qu'il conduira, et cela dans les 15 jours après la date fixée pour la distribution des lots au hasard ; ce rapport doit entre autres indiquer :

a) les recettes totales et les déboursés ;

b) le nombre et la valeur des prix attribués aux gagnants ;

c) le nom et l'adresse de ces derniers sous leur propre signature ;

d) le nom et l'adresse d'au moins 3 témoins du processus de collation des chances de gagner un prix et du tirage au sort qui suit ;

e) le nombre de billets vendus et le nombre de billets non vendus ;

f) le nombre de personnes présentes ayant payé le droit d'entrée exigé ;

g) une déclaration solennelle signée par un administrateur en fonction de l'organisme religieux ou de charité au profit duquel le système a été conduit, indiquant la somme reçue et la date de réception de cette somme ;

h) tout autre renseignement exigé par la Régie.

**19.** Avec sa requête, le requérant doit payer par mandat ou chèque visé à l'ordre de la Régie l'honoraire suivant :

a) dans le cas d'une demande pour conduire et administrer un système de loterie communément appelé « bingo » ou autre système de même nature ;

i. pour des fins ou oeuvres religieuses ou de charité, une somme équivalente à 0,05 \$ par personne que peut contenir la salle où un tel système est conduit ;

ii. dans un lieu d'amusement public, une somme équivalente à 0,10 \$ par personne que peut contenir la salle où un tel système est conduit.

Pour les fins du présent règlement, la capacité de toute salle est établie selon les certificats émis par les autorités compétentes ou selon les normes édictées par la Régie suivant la décision de cette dernière ;

b) dans le cas d'un tirage, y compris ceux auxquels il est procédé à l'occasion d'un dîner ou d'une soirée bénéfique ou de luxe, une somme équivalente à 2% du prix du billet multiplié par le nombre de billets imprimés ;

c) dans le cas d'un système de loterie conduit à l'occasion d'une foire ou exposition agricole ou par un exploitant d'une concession donnée à bail par le conseil d'une foire ou exposition agricole, une somme de 50 \$ s'il s'agit d'un jeu de hasard ou 100 \$ s'il s'agit d'un jeu où se mêlent le hasard et l'adresse, pour chaque jour pour lequel cette licence est délivrée.

Cependant dans le cas où il s'agit d'un système de loterie communément appelé « bingo » ou autre système de loterie de même nature, le tarif qui s'applique est celui prévu au sous-paragraphe ii du paragraphe *a* sauf que le tarif minimal sera de 25 \$.

**20.** Lorsqu'il intervient un changement quelconque relatif aux personnes ou aux circonstances de temps, de lieu ou autres après que la demande a été produite ou qu'une licence a été émise par la Régie, le requérant doit en aviser immédiatement la Régie et produire une nouvelle formule de demande dûment complétée. La Régie peut alors accorder ou refuser la demande et, le cas échéant, annuler ou changer la licence déjà accordée.

**21.** Dans le cas où un requérant à qui la Régie a déjà accordé une licence pour conduire et administrer un système de loterie, désire obtenir une nouvelle licence, la Régie peut accorder sa demande sans qu'il soit tenu de compléter et produire la formule de demande prévue à l'article 16, aux conditions suivantes :

*a)* que toutes les circonstances soient les mêmes que celles décrites dans la formule de demande déjà produite et qu'il signe et produise aux bureaux de la Régie une déclaration à cet effet au moins 30 jours avant la date à laquelle il désire conduire et administrer ce système de loterie ;

*b)* qu'il paie les honoraires requis en déposant la déclaration prévue au paragraphe *a* ;

*c)* que la licence déjà émise n'ait pas été annulée ;

*d)* qu'il ait respecté intégralement toutes les exigences de la Loi et du présent règlement.

**22.** Lorsqu'une demande de licence est faite au nom d'une société, une copie certifiée de l'enregistrement de cette dernière doit être déposée à la Régie avec la demande ; dans le cas d'une corporation, le requérant doit déposer une copie certifiée de son acte d'incorporation et une copie du dernier rapport annuel accompagné de la preuve du paiement des droits requis ; dans le cas d'une association, le requérant doit produire un document démontrant à la satisfaction de la Régie l'existence de telle association.

**23.** Dans le cas où le détenteur d'une licence fait défaut de soumettre à la Régie le rapport prévu à l'article 18, le dépôt du cautionnement, s'il en a été exigé un, est confisqué et aucune licence ne peut être accordée jusqu'à ce que le détenteur se soit conformé aux exigences du présent règlement ainsi qu'à celles que la Régie peut déterminer.

Il en sera de même dans le cas où il est établi à la satisfaction de la Régie que les conditions et modalités de la délivrance d'une licence n'ont pas été observées. La somme

déposée en honoraires ou en cautionnement peut être remise au détenteur d'une licence lorsque la Régie juge que ses prescriptions ont été remplies à sa satisfaction.

**24.** Le pourcentage minimal des recettes brutes provenant d'un système de loterie qui doit être affecté à la distribution en lots au public participant par le détenteur d'une licence est fixée par la Régie, mais il ne peut être inférieur à 10%.

**25.** Le pourcentage maximal des recettes brutes d'un système de loterie qui doit être affecté à défrayer les frais d'administration, d'organisation et de conduite de ce système de loterie par le détenteur d'une licence est de 20%.

Ce pourcentage maximal inclut toutes les dépenses y compris les dépenses et les honoraires d'un organisateur professionnel.

**26.** Avec sa demande de licence, le requérant doit déposer un exemplaire daté et signé du bail ou de toute entente ou accord intervenu pour la location ou l'usage du local où doit être conduit le système de loterie. Le coût de location doit toujours être établi à un montant déterminé, comprenant l'entretien des lieux.

Il ne peut jamais être établi suivant un pourcentage des recettes réalisées ou au moyen d'un prix d'entrée, d'une charge d'admission ou d'une cotisation *per capita* ou d'un intérêt quel qu'il soit dans les recettes.

**27.** À l'exception d'un système de loterie conduit dans un lieu d'amusement public ou à l'occasion d'une foire agricole, toute publicité autre qu'une affiche dont les dimensions ne doivent pas dépasser 12 pieds carrés installée sur les lieux mêmes où le système doit être conduit, est interdite à l'occasion de la tenue d'un système de loterie.

**28.** Dans le cas d'un tirage, chaque billet :

*a)* doit être numéroté ;

*b)* le numéro du permis accordé par la Régie doit y être imprimé ;

*c)* un certificat assermenté par l'imprimeur indiquant le nombre de billets qu'il a imprimés doit être remis à la Régie avant la mise en vente des billets.

La Régie peut fixer le lieu, la date et l'heure qu'elle croit appropriés pour le tirage au sort des gagnants ou l'attribution des lots. Tout tirage au sort doit être public et fait devant au moins 3 témoins. Tout cumul de tirages est interdit.

**29.** Dans le cas d'un système de loterie communément appelé « bingo » ou autre système de même nature, le re-

quéran doit se procurer à la Régie des cartes nécessaires à conduire ce jeu au prix déterminé par la Régie et il est illégal d'utiliser toute autre carte.

Le requérant doit conserver pendant au moins 90 jours après la date de l'événement, les cartes non utilisées et mentionner le numéro de chacune d'elles dans le rapport exigé par l'article 18.

Dans le cas d'un tirage, les billets non vendus doivent être conservés pendant au moins 90 jours après la date de l'événement et le numéro de chacun d'eux mentionné dans le rapport exigé par l'article 18.

**30.** Dans le cas d'un système de loterie communément appelé « bingo » ou autre système de même nature, tenu pour fins charitables ou religieuses, la somme ou valeur totale de tous les lots attribués au cours de la même réunion ne peut excéder 3 500 \$.

**31.** Tout appareil utilisé pour la conduite d'un système de loterie doit être autorisé par la Régie et porter le sceau que cette dernière fait apposer par son représentant.

**32.** Toute personne, société ou corporation vendant, louant ou distribuant des appareils pour la conduite d'un système de loterie doit obtenir de la Régie une licence à cet effet.

Ce permis est accordé par la Régie, après enquête relative à cette personne, société ou corporation et examen du ou des appareils par un représentant de la Régie.

Ce permis est accordé sur paiement d'un honoraire annuel de 200 \$ plus un honoraire de 10 \$ pour le sceau de la Régie que cette dernière appose sur chacun de ces appareils.

Ce permis peut être annulé en tout temps par la Régie, si la Régie constate, après avoir offert à cette personne, société ou corporation l'occasion d'être entendue, que cette dernière vend, loue ou distribue des appareils non autorisés par la Régie ou qu'elle a même subi ou qu'elle est reliée à quelque titre que ce soit à une ou des personnes, sociétés ou corporations ayant subi une condamnation par un tribunal de juridiction criminelle.

**33.** « Organisateur professionnel » signifie une personne, société ou corporation qui organise, administre ou conduit un système de loterie moyennant rémunération pour le compte d'une personne, société ou corporation autorisée à tenir un système de loterie.

La Régie peut accorder à une personne, société ou corporation une licence d'organisateur professionnel aux conditions suivantes :

a) que la personne, société ou corporation en fasse la demande par écrit au plus tard le dernier jour du mois de février de chaque année ou au moins 30 jours avant la date pour laquelle le permis est requis ;

b) que soit respecté l'article 15 ;

c) que, dans le cas d'une personne, elle remette à la Régie une liste comprenant son nom, son adresse domiciliaire, la date et l'endroit de sa naissance, son numéro d'assurance sociale et les mêmes renseignements relativement à tous ses employés, le tout accompagné d'une déclaration solennelle à l'effet que cette liste est complète ;

d) que, dans le cas d'une société, elle soit dûment enregistrée, qu'une liste du nom, de l'adresse domiciliaire, de la date et de l'endroit de naissance et du numéro d'assurance sociale de tous les associés et des employés de la société soit remise à la Régie accompagnée d'une déclaration solennelle à l'effet que cette liste est complète ;

e) que, dans le cas d'une corporation, elle soit incorporée en vertu des lois du Québec ou du Canada, que toutes les dispositions d'une telle loi et de ses règlements aient été respectées et qu'une liste du nom, de l'adresse domiciliaire, de la date et de l'endroit de naissance et du numéro d'assurance sociale de tous les administrateurs et des employés de la corporation, et si demandé par la Régie, de tous les actionnaires de la corporation, soit remise à la Régie accompagnée d'une déclaration solennelle signée par le secrétaire de la corporation à l'effet que cette liste est complète ;

f) qu'un honoraire annuel de 200 \$ soit payé à la Régie, plus un honoraire de 50 \$ pour chaque événement conduit par cet organisateur professionnel ;

g) cette licence est valable du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars de chaque année ;

h) avec sa demande, l'organisateur professionnel dépose aux bureaux de la Régie un exemplaire signé du contrat intervenu entre lui et l'organisme qui a retenu ses services, déterminant avec précision les services qu'il s'engage à rendre, le personnel qu'il fournira et sa rémunération totale ;

i) la rémunération de l'organisateur professionnel doit être établie à un taux fixe et non à pourcentage sur les recettes ;

j) en tout temps la Régie peut exiger les états financiers d'un tel organisateur.

**34.** L'organisateur professionnel doit tenir une comptabilité complète, à la satisfaction de la Régie, pour chacun des événements au cours desquels il conduira un système de loterie et dans le cas où il recueille lui-même les fonds, il doit les déposer dans un compte en fidéicommis, système

de comptabilité et compte en fidéicommiss que la Régie peut faire vérifier par son représentant en tout temps.

**35.** La licence accordée à un organisateur professionnel peut être annulée en tout temps par la Régie, si cette dernière constate, après avoir offert d'entendre le détenteur de cette licence, que ce dernier :

- a) a fait à la Régie une fausse déclaration ;
- b) a enfreint l'une quelconque des dispositions de la Loi ou du présent règlement ;
- c) a lui-même subi ou est associé à quelque titre que ce soit à une ou des personnes, sociétés ou corporations ayant subi une condamnation par un tribunal de juridiction criminelle.

**36.** La Régie demeure toujours propriétaire des licences et permis. Les détenteurs ne peuvent les considérer, ni les évaluer comme partie de leur patrimoine.

**37.** Toute licence doit être affichée à la vue du public, porter l'empreinte du sceau de la Régie, être signée par un représentant autorisé par cette dernière et stipuler les renseignements suivants :

- a) le nom et l'adresse de la personne en faveur de qui elle a été délivrée ;
- b) l'organisme au profit duquel seront versés les fonds perçus à l'occasion de l'événement autorisé ;
- c) le lieu, l'heure et la date de l'événement ;
- d) le numéro matricule de la licence ;
- e) le cas échéant, le nom et l'adresse de l'organisateur professionnel dont les services ont été requis pour conduire et administrer tout système de loterie.

Le présent article s'applique aux permis, *mutatis mutandis*.

**38.** 1) Aucune licence ne peut être émise dans un établissement où un permis de la Régie des permis d'alcool du Québec a été accordé et où des boissons alcooliques sont servies.

2) Nonobstant le paragraphe 1 mais sous réserve des dispositions de la Loi sur les permis d'alcool (L.Q., 1979, c. 71 ; après refonte : L.R.Q., c. P-9.1), des règlements et des normes appliquées par la Régie des permis d'alcool du Québec, une licence peut être émise dans un tel établissement :

- a) lorsqu'il s'agit simplement de procéder au tirage de prix, à la condition que la vente des billets permettant de participer à ce tirage ait pris fin au moins 24 heures avant celle où il est procédé à ce tirage ;

- b) lorsque le prix du billet donnant droit de participer au tirage comprend le prix du dîner ou de participation à une soirée bénéfice, à la condition que la vente des billets ait pris fin au moins une heure avant celle où il est procédé à ce tirage.

**39.** La Régie peut déterminer toutes autres modalités et conditions propres à assurer la protection du public et l'ordre public.

## ANNEXE

(a. 18)

### RÉGIE DES LOTÉRIES ET COURSES DU QUÉBEC

Dossier No.....

#### Rapport financier

Système conduit :

Bingo ( ) Date de loterie: .....

Tirage ( ) Licence numéro: .....

Autre (*décrire*) .....

Nom de l'organisme .....

Adresse .....

Tél. ....

Nom du requérant .....

Adresse .....

Tél. ....

#### Revenus

1° Vente de billets ou droits d'entrée			
Nombre vendu .....	Prix .....	\$ Total .....	\$
2° Cartes vendues à l'entrée			
Nombre vendu .....	Prix .....	\$ Total .....	\$
3° Cartes — tours spéciaux			
Nombre vendu .....	Prix .....	\$	
Nombre vendu .....	Prix .....	\$	
Nombre vendu .....	Prix .....	\$	
Nombre vendu .....	Prix .....	\$	
Nombre vendu .....	Prix .....	\$ Total .....	\$
		Total .....	\$
4° Autres .....		Total .....	\$
5° Dons .....		Total .....	\$
		Sous-total .....	\$
6° Revenus divers (restaurant, etc.)			
( <i>préciser</i> ) .....		Sous-total .....	\$
		Total .....	\$

*Déboursés*

- 1° Administration :
- a) Entretien (concierge) .....
  - b) Location de salle .....
  - c) Location d'équipement .....
  - d) Achat d'équipement .....
  - e) Salaires .....
  - f) Organisateur professionnel .....
  - g) Divers (*préciser*) .....

Sous-total ..... \$

2° Dépenses :

- a) Achat restaurant .....
- b) Taxe municipale .....
- c) Licence de la Régie .....

Sous-total ..... \$

3° Prix :

- a) Tours réguliers .....
- b) Tours spéciaux .....
- c) Prix de présence (s'il y a lieu) .....
- d) Autres (*préciser*) .....

Sous-total ..... \$

Total ..... \$

4° Dans le cas de tirage

(*Liste des numéros des billets non vendus*)

Nombre total .....

*Profit ou perte*

- 1° Revenus bruts ..... \$
- 2° Dépenses ..... \$
- 3° Revenus nets ou perte nette ..... \$

*Renseignements généraux*

- 1° Nombre de personnes présentes  
ayant payé .....
- 2° Nombre de personnes  
employées: .....
- Salaires payés: ..... \$
- 3° Nombre de personnes ayant  
travaillé bénévolement : .....
- 4° Nom, occupation, adresse de 3 témoins des  
opérations : .....

*Liste des gagnants et des prix*

.....  
.....  
.....

*Reçu de l'oeuvre de charité  
ou religieuse bénéficiaire*

....., le 19 .....

Reçu de ..... (titre)  
représentant de .....

la somme de ..... (\$)  
Pour les fins suivantes .....

Signé: .....

*Nom en lettres moulées*

*Adresse*

Je soussigné, certifie que ce rapport représente fidèlement les opérations de loteries conduites à .....  
..... le .....  
.....

*Endroit*

*Date du rapport*

Signature: .....

*Lettres moulées*

*Personne autorisée*

Témoins: .....

A.C. 1435-71, (1971) 103 G.O., 3695  
A.C. 2979-71, (1971) 103 G.O., 6801  
A.C. 4344-71, (1972) 104 G.O., 249  
A.C. 1549-72, (1972) 104 G.O., 4970  
A.C. 282-73, (1973) 105 G.O. II, 233  
A.C. 1959-73, (1973) 105 G.O. II, 2521  
A.C. 1933-74, (1974) 106 G.O. II, 2915  
A.C. 1580-79, (1979) 111 G.O. II, 4433







c. M-1, r.1

## **Règlement sur les honoraires exigibles en vertu de la Loi sur la mainmorte**

Loi sur la mainmorte  
(L.R.Q., c. M-1, a. 10)

**1.** Lorsqu'il s'agit d'une licence prévue par l'article 3 de la Loi sur la mainmorte (L.R.Q., c. M-1), pour posséder plus de 4,05 hectares de terre, les honoraires exigibles sont de :

- a) 50 \$ pour un ou plusieurs immeubles dont la superficie totale ne dépasse pas 40,5 hectares de terre ;
- b) 100 \$ pour un ou plusieurs immeubles dont la superficie totale dépasse 40,5 hectares de terre, mais ne dépasse pas 202,50 hectares de terre ; et
- c) 200 \$ pour un ou plusieurs immeubles dont la superficie totale excède 202,50 hectares de terre.

**2.** Lorsqu'il s'agit d'un permis spécial pour acquérir, posséder, aliéner ou hypothéquer un ou plusieurs immeubles, les honoraires exigibles sont de :

- a) 300 \$ lorsque la valeur de l'immeuble ou des immeubles n'excède pas 100 000 \$ ;
- b) 600 \$ lorsque la valeur de l'immeuble ou des immeubles excède 100 000 \$, mais n'excède pas 500 000 \$ ;
- c) 850 \$ lorsque la valeur de l'immeuble ou des immeubles excède 500 000 \$, mais n'excède pas 1 000 000 \$ ; et
- d) 850 \$ lorsque la valeur de l'immeuble ou des immeubles excède 1 000 000 \$, plus 200 \$ pour chaque million additionnel ou fraction de million excédant 1 000 000 \$.

Pour les fins du présent article, la valeur de l'immeuble est le montant de l'évaluation municipale telle que portée au rôle d'évaluation.

**3.** Lorsqu'il s'agit d'un permis général pour acquérir, posséder, aliéner ou hypothéquer un ou plusieurs immeubles, les honoraires exigibles sont de 1 000 \$.

---

A.C. 1230-78, (1978) 110 G.O. II, 2651  
D. 980-80, (1980) 112 G.O. II, 2101, 2111





c. M-3, r.1

## Règlement de la Corporation des maîtres électriciens du Québec

Loi sur les maîtres électriciens  
(L.R.Q., c. M-3, a. 13)

**1. Disposition générale :** Au cas de divergence sur un point quelconque entre les versions française et anglaise du règlement, le texte français prévaut.

**2. Dispositions déclaratoires et interprétatives :** Dans le présent règlement, les mots et expressions suivants, à moins que ce soit incompatible avec le contexte, doivent être interprétés comme suit :

a) « ministre » désigne le ministre du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu du Québec ;

b) « Corporation » désigne la Corporation des maîtres électriciens du Québec ;

c) « conseil » désigne le Conseil provincial d'administration de la Corporation des maîtres électriciens du Québec ;

d) « comité exécutif » désigne le comité exécutif du Conseil provincial d'administration de la Corporation des maîtres électriciens du Québec ;

e) « président » désigne le président du Conseil provincial d'administration de la Corporation des maîtres électriciens du Québec ;

f) « Loi » désigne la Loi sur les installations électriques (L.Q., 1975, c. 53 ; après refonte : L.R.Q., c. I-13.01).

### SECTION I

**3. 1) Candidats :** Le candidat doit avoir :

a) réussi l'examen pour l'obtention de la licence d'entrepreneur conformément à la Loi ;

b) fait une demande d'admission accompagnée du dépôt de la somme ou d'un chèque de 150 \$, à titre d'honoraires d'inscription avec, en outre, le montant de la cotisation annuelle. Si le candidat n'est pas admis, le montant de la cotisation lui est remboursé, les frais d'inscription demeurant acquis à la Corporation pour couvrir ses frais. Si le candidat fait de nouveau une demande, il doit renouveler, à chaque fois, sa demande d'admission, le dépôt des honoraires d'inscription et la cotisation annuelle ;

c) cette demande doit être adressée au secrétaire exécutif de la Corporation.

Elle (la personne qui qualifie, s'il s'agit d'une compagnie, société, corporation) doit passer les examens prescrits par le comité des membres suivant l'article 75, y conserver le minimum de points requis et fournir les informations et les pièces requises par ce comité. Avant d'émettre le certificat de membre, le secrétaire exécutif doit exiger une preuve que le candidat s'est conformé à l'article 10. Le certificat octroyé est remis au nouveau membre à une assemblée de sa section par le président de cette dernière.

2) **Reprise d'examen :** Tout individu, qui a échoué les examens prescrits par le comité des membres ou qui n'a pas réussi l'un d'entre eux, doit attendre une période d'au moins 2 mois à la suite de son premier échec avant de se présenter de nouveau à la séance d'examen(s) ; une période d'au moins 6 mois à la suite d'un second échec ; une période d'au moins 1 an à la suite de tout échec ultérieur.

3) **Décès :** Advenant le décès d'un membre, la succession ne peut continuer l'exploitation que pour une période n'excédant pas 6 mois de la date du décès.

**4. Matières d'examens :** L'examen des candidats peut porter sur les matières suivantes :

a) estimation du coût d'installation d'équipement électrique ;

b) lecture de plans ;

c) calcul de charges électriques ;

d) problèmes techniques rencontrés dans l'exercice de la profession ;

e) facteurs importants de gestion :

i. de l'entreprise (gestion physique) ;

ii. du personnel et des employés (gestion humaine) ;

iii. de ses rapports avec les clients et le public (gestion sociale) – vente – contrats ;

f) facteurs de sécurité ;

g) notions sommaires d'éléments comptables nécessaires à l'entreprise : tenue des livres – actif et passif – dé-

préciation – amortissement – réserve – coût de revient – inventaire – frais d'administration – profit ;

- h) les estimations – éléments constitutifs ;
- i) rapports mensuels et annuels obligatoires :
  - i. à l'État fédéral ;
  - ii. à l'État québécois ;
  - iii. aux corps administratifs (Commission de la santé et de la sécurité du travail – assurance-chômage – comité paritaire, etc.) ;
- j) les règlements des compagnies d'énergie électrique applicables aux maîtres électriciens ;
- k) connaissance générale de certaines dispositions législatives ayant, avec l'exercice du métier, un rapport :
  - i. direct : Loi sur les installations électriques (L.Q., 1975, c. 53 ; après refonte : L.R.Q., c. I-13.01) et règlements – Loi sur les maîtres électriciens (L.R.Q., c. M-3) – les règlements de la Corporation (compétence – conditions d'admission – catégories de licence – éthique professionnelle, etc.) ;
  - ii. indirect : responsabilité civile – Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., c. I-1) – Loi sur les normes du travail (L.Q., 1979, c. 45 ; après refonte : L.R.Q., c. N-1.1) – Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.Q., 1979, c. 63 ; après refonte : L.R.Q., c. S-2.1) – décrets, comité paritaire – Loi sur les décrets de convention collective (L.R.Q., c. D-2) – Loi sur la statistique (S.C., 1970-71-72, c. 15), etc.

Le candidat peut obtenir de la Corporation, en vue d'une préparation suffisante à la passation des examens, un exposé des matières ci-dessus.

**5. Compagnie, corporation, société :** Toute compagnie, corporation, société peut devenir membre de la Corporation pourvu que :

- a) elle satisfasse aux articles 3 et 8 ;
- b) son ou ses directeurs ou membres selon le cas, dont les qualifications personnelles lui permettent d'obtenir la licence d'entrepreneur et l'admission dans la Corporation, soient véritablement intéressés dans l'entreprise, et non seulement des prête-noms. Seulement celui qui dirige l'entreprise ou participe habituellement à tous ses risques ou y trouve sa principale occupation ou principal moyen de gagner sa vie, est véritablement intéressé au sens du présent règlement ;
- c) nul ne peut qualifier à la fois plus d'une société, compagnie ou corporation comme membre de la Corporation et nul ne peut, non plus, en même temps, exercer à son

compte et qualifier une compagnie, société ou corporation ;

d) est exempt de l'examen celui qui, antérieurement, a passé avec succès les examens du comité des membres pour son admission personnelle ou pour qualifier une compagnie, société ou corporation ;

e) i. le détenteur de la licence A-2 prévue par la Loi sur les maîtres électriciens qui le qualifie et non son employeur, peut devenir membre de la Corporation ;

ii. tel détenteur de la licence A-2 est exempt de passer l'examen d'admission de la Corporation tant et aussi longtemps qu'il ne détient que cette licence ;

iii. cependant, ce membre doit, lorsqu'il change sa licence A-2 pour une licence A, B ou toute autre catégorie de licence d'entrepreneur électricien, pour demeurer membre de la Corporation, passer l'examen d'admission sinon il en est exclu automatiquement ;

f) lorsqu'une compagnie, corporation ou société a été trouvée coupable d'infraction à la Loi et aux règlements de la Corporation et a été exclue de celle-ci, la personne propriétaire qui la qualifiait et agissait en même temps comme son représentant auprès de la Corporation en vertu de l'article 3, ne peut devenir membre à titre personnel de la corporation, ni qualifier ou représenter une compagnie, corporation ou société. Le comité exécutif a cependant la discrétion de la réadmettre membre.

**6.** Lorsque la personne qualifiant une société, compagnie ou corporation, membre de la Corporation, quitte celle-ci, cesse d'y être véritablement intéressée ou de la qualifier auprès du Bureau des examinateurs électriciens du Québec, la compagnie, société, ou corporation doit aviser le secrétaire exécutif de la Corporation dans les 6 jours de telle éventualité et se faire qualifier par une autre personne, suivant le présent règlement, dans les 90 jours de telle éventualité ou dans les 6 mois lorsqu'il s'agit du décès de la personne qui qualifie, faute de quoi, elle doit être exclue de la Corporation et voir son certificat de membre révoqué par le comité d'éthique professionnelle et de discipline. La nouvelle personne qui qualifie doit faire preuve de sa compétence et rencontrer les exigences des articles 3 et 5.

Lors d'un changement de la personne qui qualifie une compagnie, société ou corporation, celle-ci doit acquitter les frais d'inscription tel que prévu à l'article 3, sans répéter cependant la cotisation annuelle si elle est déjà payée.

**7.** Dans les cas de dissolution ou d'abandon de charte, la corporation ou compagnie cesse d'être membre de la Corporation.

## 8. Changement ou cessation de société :

i) Lorsque la société, tout en gardant la même raison sociale, perd le membre dont les qualifications personnelles avaient permis l'obtention de la licence d'entrepreneur en électricité et l'admission dans la Corporation, elle peut se prévaloir de l'article 6.

2) Lorsque la société change de raison sociale seulement, il lui suffit d'en donner avis écrit au secrétaire exécutif et sa désignation sera changée dans les registres de la Corporation.

3) Lorsqu'un ou plusieurs membres d'une société, à la suite de la dissolution de cette dernière pour quelque raison que ce soit, continuent sans interruption l'exercice du métier sous la même raison sociale, ils peuvent se prévaloir de l'article 6.

4) Dans tous les autres cas de cessation ou de dissolution de société, telle société est rayée du registre des membres de la Corporation.

**9.** Il y a exemption des frais d'inscription et du paiement de cotisation additionnelle pour l'année en cours lorsqu'un membre modifie son statut juridique pour l'exercice de sa profession, soit : à titre individuel, en société, en compagnie, pourvu que la personne qui qualifie et le délégué auprès de la Corporation de l'ancien comme du nouveau membre et, s'il y a lieu, l'individu qui cesse ou redevient membre à titre personnel, soit une et la même personne pour au moins jusqu'à la fin de l'année en cours.

Toute correspondance émanant de la Corporation est adressée au qualificateur à la place d'affaires de la compagnie ou de la société qu'il habilite, le cas échéant, à moins que celui-ci n'indique une autre personne à titre de destinataire.

**10. Conditions postérieures :** Le membre doit, sous peine de voir son certificat révoqué par le comité de discipline dont la décision est finale :

a) tenir réellement un bureau ou atelier soit au moins une surface minimale de 150 pieds carrés ;

b) avoir un téléphone d'affaires à son nom avec l'inscription appropriée dans l'annuaire téléphonique de sa localité, ou fournir la preuve qu'il a fait une demande à cet effet ;

c) ne pas occuper un emploi d'électricien à titre de salarié. La personne qui qualifie ne doit pas non plus occuper un autre emploi d'électricien à titre de salarié. Le présent paragraphe ne s'applique pas :

i. à celui qui le 31 mars 1963 était membre de la Corporation et occupait également un emploi d'électricien à titre de salarié, tant qu'il demeure membre de la Corpora-

tion ; aux fins du présent sous-paragraphe, celui qui a cessé d'être membre de la Corporation depuis le 31 mars 1963 et qui en est à nouveau devenu membre avant le 1<sup>er</sup> novembre 1965 est réputé n'avoir jamais cessé d'être membre de la Corporation ;

ii. à un membre pendant l'année suivant sa première admission dans la Corporation ;

iii. à un membre de la Corporation pour les travaux qu'il exécute dans une municipalité où il occupe un emploi d'électricien à titre de salarié ou dans laquelle il a sa résidence, sauf si un membre de la Corporation, n'occupant pas un emploi d'électricien à titre de salarié, a sa place d'affaires dans cette municipalité ou dans les 5 milles de ses limites.

Le présent article ne s'applique pas :

a) aux détenteurs de la licence A-2 émise en vertu de la Loi ;

b) aux individus, membres de la Corporation, qui n'exercent pas à leur nom ou à leur compte le métier d'entrepreneur électricien, pourvu qu'une déclaration écrite à cet effet soit déposée au secrétariat de la Corporation.

**11. Entrepreneur étranger – membre temporaire :** Une personne domiciliée en dehors du Québec, une compagnie, corporation, société, qui n'a pas de place d'affaires au Québec, peut obtenir un certificat de membre temporaire de la Corporation pourvu que :

a) elle s'est conformée à la Loi ;

b) avant de soumissionner et de prendre des contrats, elle ait subi avec succès les examens devant le comité des membres, selon l'article 75 ;

c) elle paie à la Corporation des honoraires annuels équivalents à la cotisation que paient les membres actifs, les frais d'inscription avec en outre un honoraire additionnel de 100 \$ par contrat intervenu ou exécuté au Québec ;

d) elle se conforme aux règlements de la Corporation dans la pratique du métier au Québec.

Ce certificat expire aussitôt que le qualificateur quitte la compagnie, cesse de la qualifier ou est congédié, nonobstant toute autre disposition du présent règlement.

**12. Membres honoraires :** Le conseil peut, sur résolution adoptée par la majorité de ses membres, émettre un certificat de membre honoraire à toute personne pour services rendus à la Corporation, soit à l'occasion de sa constitution juridique ou par la suite.

Le conseil peut également sur recommandation d'une section délivrer un certificat honorifique à toute personne qui, ayant été membre de la Corporation pendant plusieurs années, à titre individuel ou de qualificateur, s'en retire pour quelque raison que ce soit et prend sa retraite en tant que maître électricien.

Tel certificat, émis au nom de l'individu, lui confère le droit d'assister aux assemblées de la section et de la Corporation, d'en recevoir les avis, convocations et communications, mais ne lui donne ni le droit de parole ni le droit de vote. Ce certificat peut être révoqué.

Il n'y a pas plus de 50 membres honoraires en même temps.

### **13. Droits des membres :** Les membres actifs ont droit :

a) d'exercer le métier de maître électricien défini dans la Loi sur les maîtres électriciens, sous réserve cependant des restrictions que la Loi impose au porteur de la licence dont le membre est détenteur ;

b) de prendre, porter ou employer le titre, ou se prévaloir du nom de maître électricien et de *master electrician* en anglais et de mettre après leur nom les initiales M. El. Dans le cas des compagnies, corporations ou sociétés, outre elles-mêmes, seules les personnes dont les qualifications leur permettent l'obtention de la licence de maître électricien et l'admission dans la corporation peuvent porter ces initiales. Les certificats et cartes de membres émis à ces compagnies, corporations ou sociétés doivent également contenir le nom de la personne qui qualifie ;

c) de voter aux assemblées générales ;

d) d'être élus aux fonctions d'administrateur ou d'officier de la Corporation.

Nonobstant ce qui précède, les membres temporaires et honoraires n'ont d'autres pouvoirs que ceux qui leur sont conférés par les articles du présent règlement les concernant spécifiquement.

## **SECTION II**

### **CONSEIL PROVINCIAL D'ADMINISTRATION**

**14. Composition :** Les affaires de la Corporation sont administrées par un conseil appelé le « Conseil provincial d'administration de la Corporation des maîtres électriciens du Québec », constitué du comité exécutif et des administrateurs que les sections peuvent déléguer suivant ce qui est établi par le présent règlement. Les officiers du comité exécutif sont *ipso facto* les officiers du conseil.

**15. Comité exécutif :** Le comité exécutif est constitué en tout temps de 9 administrateurs et du président sortant de charge, s'il y a lieu. Parmi les administrateurs sont choisis chaque année les officiers, soit : le président, le pre-

mier vice-président, le second vice-président, le secrétaire et le trésorier.

A le statut du président sortant, et perd automatiquement son statut d'administrateur s'il y a lieu, celui qui, étant membre du comité exécutif, a été président immédiatement avant celui qui le remplace dans cette fonction.

Ne peut être considéré comme président sortant, le président qui, durant son terme d'office, est exclu de la Corporation, démissionne ou cesse de remplir ses fonctions à quelque titre que ce soit.

**16. Administrateurs délégués :** Chaque section a droit de déléguer au conseil un administrateur et un substitut par 100 membres ou fraction de 100 membres qu'elle groupe dans son territoire selon l'annuaire des membres de la CMEQ publié au début de l'année civile courante. Le substitut n'a pas droit d'assister aux assemblées du conseil sauf en cas d'incapacité d'agir, d'absence ou de démission d'un administrateur délégué, auquel cas le substitut le remplace dans ses fonctions jusqu'à ce que la section ait pu lui nommer un successeur ; toutefois, dans le cas des sections n'ayant le droit de déléguer qu'un seul administrateur, le substitut peut assister aux assemblées du conseil mais sans droit de vote ni de parole. Ces délégués sont choisis de la façon indiquée à l'article 135.

**17.** L'administrateur délégué par la section provinciale ne peut être administrateur délégué d'une section territoriale. Son choix au poste d'administrateur délégué de la section provinciale rend automatiquement vacant son poste d'administrateur délégué de la section territoriale et *vice versa*.

### **18. Terme d'office et rotation :**

1) Le terme d'office des administrateurs délégués est d'un an. Ils demeurent en fonction jusqu'à la fin de l'assemblée générale annuelle de la Corporation. Ils sont remplacés ou confirmés dans leurs fonctions de la façon prévue au règlement.

2) Le terme d'office des administrateurs élus est de 2 ans. Ils demeurent en fonction jusqu'à la fin de l'assemblée générale annuelle. Ils sont remplacés ou confirmés dans leurs fonctions de la façon prévue au règlement.

3) Les administrateurs élus le sont alternativement à chaque année pour une période de 2 ans, à raison de 4 pour les années paires et de 5 pour les années impaires. A chaque année, l'un de ceux-ci est élu par les membres de la section provinciale, suivant le mode de scrutin particulier prévu pour le choix de cet administrateur. Les autres administrateurs sont élus par l'assemblée générale annuelle.

4) Le terme d'office des officiers est d'un an. Ils demeurent en fonction jusqu'à la fin de l'assemblée générale annuelle de la Corporation. Ils sont remplacés ou confirmés dans leurs fonctions de la façon prévue au règlement.

5) Les officiers, soit : le président, le premier vice-président, le second vice-président, le secrétaire et le trésorier sont choisis chaque année après l'élection des administrateurs, par et parmi ceux-ci.

6) Le choix des officiers est immédiatement soumis au conseil convoqué à cet effet, qui peut entériner ou refuser ce choix.

7) Au cas de refus, le conseil doit faire des recommandations. Les administrateurs élus se réunissent pour choisir à nouveau les officiers, jusqu'à ce qu'ils soient acceptés par le conseil.

**19. Rééligibilité :** À l'expiration de leur terme d'office, les administrateurs élus et les officiers peuvent être réélus et les administrateurs délégués peuvent être délégués de nouveau.

Cependant, le terme des administrateurs élus ne peut être reporté ou renouvelé plus de 3 fois consécutives.

**20.** Le président de la Corporation ne peut être élu pour plus de 2 années consécutives. Le présent article ne s'applique pas aux sections de la Corporation.

## **21. Déchéance :**

1) La fonction d'officier et d'administrateur devient immédiatement vacante lorsque son titulaire est mis en faillite, dépose son bilan ou fait une proposition selon la Loi sur la faillite (S.R.C., 1970, c. B-3).

2) Dans tous les cas où une fonction est remplie par un délégué d'une compagnie ou société, cette fonction devient vacante si les lettres de créance de ce délégué lui sont révoquées, si la compagnie ou société qu'il représente cesse d'être membre de la Corporation ou encore si cette compagnie ou société est mise en faillite, dépose son bilan ou fait une proposition selon la Loi sur la faillite, à moins que dans le délai de 90 jours, il ne devienne membre de la Corporation à titre individuel ou le délégué d'une autre compagnie ou société. Cette fonction devient aussi vacante si le délégué cesse de résider au Québec.

3) Exception : L'individu nommé délégué d'une section au conseil ou élu officier de la Corporation ou d'une section, conserve sa fonction s'il en vient à exercer sa profession par l'intermédiaire d'une compagnie ou société dont il est le délégué.

4) La fonction d'administrateur élu devient aussi vacante si l'administrateur manque plus de 3 assemblées

consécutives du comité exécutif sans avoir communiqué par téléphone et confirmé par lettre au secrétaire-exécutif de la Corporation un avis d'absence invoquant une raison trouvée valable par le comité exécutif. Cette disposition ne s'applique pas au président sortant de charge.

5) Le président provincial ne peut occuper en même temps un poste de président de section.

6) Aucun membre ne peut être à la fois président de plus d'une section à la fois.

**22.** Un membre de l'Assemblée nationale ou de la Chambre des communes ou le candidat à l'un de ces postes n'est pas éligible à la fonction de président de la Corporation ou d'une section. Le fait pour le président de la Corporation ou d'une section de se porter candidat au poste de député provincial ou fédéral rend *ipso facto* ces fonctions vacantes au sein de la Corporation.

## **23. Démission :**

1) Un membre du conseil peut, en tout temps, donner avis écrit au conseil de son intention de démissionner, et sur acceptation d'une telle démission, le poste devient vacant. Tout poste du conseil et du comité exécutif devient aussi vacant si le titulaire, pour quelque raison que ce soit, cesse d'être membre de la Corporation ou en est suspendu.

2) Un membre du comité exécutif peut en tout temps donner avis écrit de son intention de démissionner ; sur acceptation de la démission par le comité, le poste devient vacant.

**24. Vacances :** S'il se produit quelque vacance à la charge de président, premier vice-président, second vice-président, secrétaire, trésorier, le comité exécutif a le droit de nommer un membre du conseil pour remplir telle vacance pour le reste du terme.

Si ce membre occupait déjà une des charges énumérées au premier alinéa ou un poste de directeur, sa fonction devient vacante lorsqu'il accepte sa désignation à sa nouvelle fonction. La nouvelle vacance est comblée par le comité exécutif en la manière prévue au présent règlement.

Si quelque vacance se produit parmi les autres membres du comité exécutif, celui-ci a le droit de nommer un membre ordinaire pour remplir telle charge vacante pour le reste du terme.

En tout temps, le membre du comité exécutif élu par la section provinciale est remplacé par un autre membre désigné par le comité exécutif de la section provinciale.



Cependant, le comité exécutif ne peut nommer à aucun poste vacant en son sein le membre démissionnaire, avant l'expiration du terme pour lequel il avait été élu. Le présent règlement s'applique aussi aux sections de la Corporation.

**25. Éligibilité des membres (élections) :** Tout individu, membre en règle de la Corporation, et tout délégué d'une compagnie ou société membre en règle de la Corporation est éligible à l'une quelconque des fonctions électives du conseil s'il est proposé et secondé de la façon suivante :

a) la présentation d'un candidat doit être faite sur une formule appropriée qui doit indiquer le nom du candidat, son adresse et porter la signature du proposeur et de 2 autres membres de la Corporation. Elle doit contenir en outre la signature du candidat, la mention de son consentement à être candidat et l'acceptation de la fonction, s'il est élu ;

b) l'acte de candidature, au moins 20 jours avant l'assemblée générale annuelle de la Corporation, est envoyé au comité des candidatures et des élections, à l'adresse du siège social de la Corporation ;

c) le membre qui a été élu ou s'est porté candidat à une fonction d'administrateur élu par les membres de la section provinciale ne peut porter sa candidature à une fonction d'administrateur élu pour l'élection qui aura lieu à l'assemblée générale annuelle suivante de la Corporation ;

d) cependant, l'acte de candidature à une fonction d'administrateur élu par les membres de sa section provinciale doit être envoyé 40 jours avant l'assemblée générale annuelle de la Corporation.

Le représentant doit résider au Québec pour être éligible à l'une des fonctions électives du conseil.

**26.** Au moins 40 jours avant l'assemblée générale annuelle, la Corporation, par son secrétaire exécutif, avise les membres du nombre d'administrateurs qui doivent être élus, et leur fait parvenir une formule de mise en nomination.

**27.** Le comité des candidatures et des élections dresse la liste des candidats présentés de la façon décrite dans les paragraphes *a* et *b* du premier alinéa de l'article 25.

Si le nombre des candidats est inférieur à 4 ou à 3, selon le cas, il est du devoir du comité des candidatures et des élections de proposer autant de candidats qu'il en faut pour combler les cadres selon le présent règlement.

**28.** Lors de l'assemblée générale annuelle, avant la tenue de l'élection, le président du comité des candidatures et des élections doit communiquer aux membres de l'assemblée la liste des candidats, en indiquant ceux qui sont

proposés par ce comité et ceux qui ont été présentés de la façon indiquée dans les paragraphes *a* et *b* du premier alinéa de l'article 25.

**29. Élection par acclamation :** Lors de la tenue de l'élection, dans les cas où il n'y aurait pas plus de candidats que de postes d'administrateurs à remplir, le président d'élection les déclare élus par acclamation.

**30. Élection par scrutin secret :** Si le vote est nécessaire parce qu'il y a plus de candidats que de postes à remplir, on procède au scrutin secret. Seuls les membres présents et en règle ont le droit de vote, conformément au règlement.

**31.** Après la tenue de l'élection, le président d'élections déclare élus membres du comité exécutif les 3 ou 4 candidats, selon le cas, ayant recueilli le plus grand nombre de votes, en plus du candidat élu par la section provinciale.

**32. Vote :** Le vote se fait sous le contrôle du comité des candidatures et des élections dont le président agit à titre de président d'élection et dont les membres agissent à titre de scrutateurs. Ils doivent voir à la préparation des bulletins, à leur distribution et au recueil des votes. Le comité des candidatures et des élections doit ouvrir un ou plusieurs bureaux de scrutin à des heures déterminées pendant le congrès annuel pour recevoir les votes. Il doit prescrire tout mode d'identification des membres s'il le juge nécessaire. Le comité exécutif fixe le jour et le temps du vote qui doit se tenir lors du congrès annuel.

**33.** Au moment de l'élection, chaque bulletin contient l'énumération alphabétique des candidats, et chaque bulletin, pour être valide, doit être paraphé par le président du comité des candidatures et des élections. Les bulletins de vote déposés dans les boîtes de scrutin seront démunis de toute marque d'identification.

**34.** Les membres font une croix en regard des candidats de leur choix et plient le bulletin ainsi marqué de manière que les initiales au verso puissent se voir sans qu'on ait à déplier le bulletin. Le président, sans déplier le bulletin, vérifie d'abord, par l'examen des initiales que ce bulletin est bien celui qu'il a fourni au votant, puis à la vue du votant, il dépose le bulletin dans la boîte du scrutin.

**35. Dépouillement :** Immédiatement après la clôture du scrutin, le comité des candidatures et des élections se réunit pour procéder au dépouillement du scrutin. Le secrétaire exécutif ou son délégué, les candidats ou leurs représentants, peuvent assister à tel dépouillement de scrutin.

Le président du comité peut interdire l'accès au bureau où a lieu le dépouillement du scrutin à toute personne sitôt l'heure de clôture du scrutin tombée.

**36. Annulation de bulletin :** Le comité des candidatures et des élections a discrétion de rejeter comme nul tout bulletin altéré et doit rejeter tout bulletin désignant plus de candidats qu'il n'y a de postes à remplir.

Il doit aussi rejeter tout bulletin qui ne contient pas autant de votes valides que de postes à remplir.

Sous réserve du premier et du deuxième alinéa, le comité s'en rapporte à la Loi électorale (L.Q., 1979, c. 56 ; après refonte : L.R.Q., c. E-3.1) pour déterminer la validité d'un bulletin de vote.

**37.** Au cas d'égalité des voix, le comité des candidatures et des élections se réunit aussitôt en aparté et choisit par scrutin secret lequel des candidats *ex aequo* est élu.

**38.** 1) S'il y a plus d'un candidat à un poste d'administrateur qui doit être élu par les membres de la section provinciale, le comité des candidatures et des élections de la Corporation organise un scrutin parmi les membres de cette section. Dans la négative, il proclame élue la personne qui a soumis sa candidature.

2) Lorsqu'un scrutin est nécessaire, le comité des candidatures et des élections envoie, 20 jours avant l'ouverture de l'assemblée générale annuelle, à tous les membres en règle de la section provinciale, un bulletin de vote contenant la liste alphabétique des candidats, paraphée par le président du comité. Ce bulletin est accompagné de 2 enveloppes et d'un certificat attestant l'identité de celui qui aura utilisé le bulletin de vote. L'une des enveloppes est blanche et ne doit porter aucun signe d'identification. La seconde porte l'adresse du comité des candidatures et des élections.

3) Sur réception de ce bulletin de vote, le membre fait une croix vis-à-vis du nom du candidat de son choix. Il place le bulletin dans l'enveloppe blanche et cache celle-ci. Il signe le certificat attestant qu'il est bien celui qui a donné le vote contenu dans l'enveloppe. Il place l'enveloppe blanche contenant son bulletin dans l'enveloppe destinée au comité des candidatures et des élections, dépose son certificat dans cette dernière enveloppe et retourne le tout au comité.

4) Le bulletin de vote doit être reçu par le comité des candidatures et des élections au moins 10 jours avant l'ouverture de l'assemblée générale de la Corporation. Si ce délai expire un jour non juridique, il est prolongé au jour juridique suivant.

5) Dans les 5 jours suivant la dernière date pour la réception des bulletins de vote, le comité des candidatures et des élections se réunit pour l'ouverture des enveloppes. Il ouvre l'enveloppe contenant l'enveloppe blanche et le certificat. Après avoir vérifié celui-ci, il place l'enveloppe blanche dans une boîte de scrutin.

6) Après que toutes les enveloppes aient été placées dans la boîte de scrutin, on procède à son ouverture et au dépouillement des bulletins de vote contenus dans les enveloppes.

7) Le président d'élections doit écarter les enveloppes parvenues trop tard au siège social, toutes celles qui ne contiennent pas le certificat prescrit et tout bulletin qui n'est pas contenu dans une enveloppe blanche sans aucune marque qui permette d'identifier celui qui a donné son vote sur ce bulletin. Il écarte aussi l'enveloppe blanche qui contient plus d'un bulletin de vote.

8) Il proclame élu à l'assemblée générale annuelle le candidat qui a obtenu le plus grand nombre de votes.

**39. Dispositions transitoires :** À l'élection de 1968, les postes suivants : premier vice-président, trésorier et les 2 administrateurs élus en 1966, sont vacants. Il y aura donc élection de 4 administrateurs.

Les officiers (premier vice-président et trésorier) seront alors élus par les administrateurs formant le comité exécutif selon l'article 18.

En 1969, toutes les personnes non élues en 1968 ne sont plus en fonction, et les élections auront lieu pour autant d'administrateurs.

Alors l'article 18 entre pleinement en jeu.

**40.** La nouvelle procédure régissant l'élection des membres du comité exécutif, à partir de l'élection de 1968, ne s'applique pas à l'élection des officiers d'un conseil de section. Elle demeure régie *mutatis mutandis* par les règlements applicables précédemment à l'élection des officiers et administrateurs du comité exécutif.

**41. Comité exécutif :** Le comité exécutif a principalement pour rôle de voir à l'exécution des décisions, résolutions du conseil. Il surveille la bonne administration de la Corporation et a l'autorité d'ordonner et de disposer de tout ce qui semble nécessaire au bon fonctionnement de la Corporation.

Il fait rapport de ses décisions et de ses activités au conseil réuni en assemblée. Il a tels autres pouvoirs et devoirs que lui délègue le conseil.

Sont également de son ressort :

a) les relations de travail ;

- b) la protection des droits et privilèges de la Corporation ;
- c) la surveillance des intérêts professionnels en toutes circonstances ;
- d) le placement des fonds en conformité de l'article 981o du Code Civil ;
- e) les intérêts financiers ;
- f) le comité exécutif doit s'assurer que tout officier, membre ou employé de la Corporation, susceptible de recevoir ou de déboursier les fonds de la Corporation ou qui a autorité pour le faire, détienne aux frais de la Corporation une assurance-caution, d'une compagnie responsable du Québec pour garantir l'exécution de ses devoirs et le remboursement des sommes qu'il a reçues comme tel ;
- g) faire les ententes prévues aux articles 25 et 26 de la Loi sur les maîtres électriciens.

#### Devoirs des membres du bureau

**42. Président :** Le président de la Corporation peut convoquer et doit présider toutes les assemblées de la Corporation, les assemblées du conseil et du comité exécutif.

Il a droit à un vote prépondérant partout. Il peut exercer la surveillance générale de la Corporation. Il a voix délibérante aux assemblées, aux conseils des sections. Sauf pour le comité des candidatures et des élections, il est membre de droit de tous les comités permanents ou spéciaux, avec droit de vote. Il signe conjointement avec le secrétaire les procès-verbaux des assemblées générales de la Corporation et des assemblées du conseil et du comité exécutif. Il signe également les certificats d'admission des membres conjointement avec le secrétaire. Il doit de plus exercer tous les pouvoirs qui incombent à sa charge.

**43. Premier vice-président :** Lorsque le président est incapable ou refuse d'agir, le premier vice-président a et exerce tous les droits et pouvoirs du président.

**44. Deuxième vice-président :** Lorsque le président et le premier vice-président sont incapables ou refusent d'agir, le second vice-président a et exerce tous les droits et pouvoirs de ceux-ci.

**45. Secrétaire :** Le secrétaire vérifie et fait approuver les procès-verbaux des assemblées de la Corporation et du conseil et les signe. Il fait tout ce que le conseil lui assigne. Cette fonction est différente de celle de secrétaire exécutif.

**46. Trésorier :** Le trésorier a la responsabilité :

- a) de veiller à la régularité des opérations comptables et financières de la Corporation ;
- b) à chaque mois, ou lors des assemblées du comité exécutif, de présenter à celui-ci les demandes d'autorisation de paiement qui doivent faire l'objet d'une autorisation générale ou spécifique du comité exécutif ;
- c) de fournir au comité de surveillance les renseignements et pièces requises sur la gestion des affaires financières à la Corporation ;
- d) de voir à ce que les services de la Corporation fournissent aux vérificateurs les renseignements et pièces nécessaires à la préparation des états financiers ;
- e) de présenter le budget et les états financiers annuels de la Corporation au conseil et à l'assemblée générale annuelle ;
- f) d'assister aux réunions du comité de surveillance mais sans droit de vote ;
- g) de remplir toute autre fonction que le conseil et le comité exécutif lui assignent.

**47. Secrétaire exécutif :** Le secrétaire exécutif qui n'est pas nécessairement un membre, doit :

- a) rédiger les procès-verbaux des assemblées de la Corporation, des assemblées du conseil et du comité exécutif ;
- b) être le dépositaire et le gardien des sceaux, de tous les livres, papiers, registres, procès-verbaux, documents appartenant à la Corporation et tout ce qui peut constituer ses archives. Tels documents doivent être gardés dans les bureaux de la Corporation. Les secrétaires exécutifs adjoints, le directeur du service juridique, le directeur du service des enquêtes et les investigateurs de la Corporation sont également gardiens de la liste ou du registre des membres de la Corporation et peuvent attester de leur contenu ;
- c) tenir une liste ou un registre de tous les membres de la Corporation ; faire toute la comptabilité de la Corporation si le trésorier ou un autre employé n'est pas préposé à ce travail. Le secrétaire exécutif doit faire vérifier, tous les 3 mois, les états comptables de la Corporation par des experts comptables dont le rapport doit être soumis au comité exécutif à la séance suivante ;
- d) voir à la correspondance de la Corporation et garder les dossiers, compiler les originaux et les copies ; signer sous la direction du comité exécutif toutes conventions, documents et autres actes à être attestés par la Corporation conformément au règlement ; contrôler les recettes et les déposer dans la banque à charte désignée par le conseil ;

e) surveiller l'application de la Loi sur les maîtres électriciens et des règlements de la Corporation ;

f) faire enquête et dresser un dossier dans chaque cas de plainte contre un membre de la Corporation et également contre les non-membres ;

g) sous la direction du comité exécutif ou du président, procéder contre toute personne qui exerce illégalement le métier ou commet une infraction à la Loi sur les maîtres électriciens ainsi qu'aux règlements de la Corporation. Le secrétaire exécutif, ou toute autre personne désignée par lui, par écrit, signe les plaintes portées par la Corporation contre les contrevenants ;

h) donner avis des assemblées aux membres concernés selon le cas ;

i) il a la direction du bureau principal ainsi que des autres bureaux de la Corporation avec autorité sur tout le personnel, y compris le pouvoir d'engager et de suspendre temporairement ;

j) il est engagé par contrat sur résolution du comité exécutif. Après 25 ans de service, il est loisible à la Corporation de lui payer jusqu'à sa mort la rente annuelle fixée par résolution du conseil ;

k) il peut assister à toutes les assemblées de la Corporation, du conseil, du comité exécutif ainsi qu'à toutes les assemblées des sections et des conseils de section ;

l) seulement sur preuve de manquement grave à son devoir, le secrétaire exécutif peut être suspendu par le comité exécutif, mais ne peut être congédié que sur un vote de la majorité absolue des membres du conseil.

Le comité exécutif, dans le cas de suspension du secrétaire exécutif, a le pouvoir de nommer un remplaçant temporaire en attendant la décision du conseil.

**48.** En plus du secrétaire exécutif, le directeur général adjoint, le directeur du service juridique et le directeur du service des enquêtes de même que tout employé permanent désigné de temps à autre à cet effet par le comité exécutif, peuvent :

a) rédiger les procès-verbaux des assemblées de la Corporation, du conseil, du comité exécutif et de tous les comités de la Corporation et en délivrer des extraits ;

b) signer tout autre acte ou document qui doit être attesté par la Corporation ;

c) répondre aux brefs de saisie-arrest ;

d) signer toutes les déclarations sous serment nécessaires pour les poursuites judiciaires instituées par ou contre la Corporation.

**49.** En l'absence du secrétaire exécutif, le secrétaire exécutif adjoint a et exerce tous les droits et pouvoirs du secrétaire exécutif.

**50.** La personne qui remplit la fonction de secrétaire exécutif, peut, à l'égard des fonctions décrites à l'article 47, porter aussi le titre de « directeur général » de la Corporation. Celle qui l'assiste dans ses fonctions peut aussi être désignée sous le nom de « directeur général adjoint ».

**51.** 1) Le comité exécutif désigne un employé de la Corporation pour remplir la fonction de contrôleur.

2) Le contrôleur remplit les fonctions suivantes :

a) il assume la responsabilité de la tenue des livres et systèmes comptables de la Corporation ;

b) il est responsable de l'obtention et de la conservation des pièces justificatives des dépenses et engagements de la Corporation ;

c) il prépare les chèques et effets négociables de la Corporation ;

d) il vérifie l'existence des autorisations administratives ou réglementaires requises avant tout paiement de la Corporation ;

e) il est responsable de la préparation des demandes d'autorisation de paiement que le trésorier doit soumettre au comité exécutif ;

f) sur demande, il fournit au trésorier et au comité de surveillance de la Corporation toutes les informations requises sur sa situation financière et sur sa comptabilité ;

g) il collabore avec les vérificateurs et fournit tous les renseignements qu'il peuvent requérir sur la comptabilité et les dossiers de la Corporation dans le cadre de leur mandat de vérification ;

h) il doit aussi remplir toutes autres fonctions qui lui seront assignées par le directeur général ;

i) il doit faire rapport au trésorier sur toute irrégularité qu'il constate dans la situation financière de la Corporation.

3) Le contrôleur est placé sous l'autorité du directeur général de la Corporation et sur demande lui fait rapport sur tout aspect de l'exécution de ses fonctions.

### SECTION III COMITÉS

**52. Formation :** Le conseil ou le comité exécutif peut, quand il le juge utile ou nécessaire, former des comités ou des sous-comités et en nommer les membres.

**53. Catégories :** Il y a des comités temporaires et des comités permanents. Le président d'un comité permanent doit être dans la mesure du possible un membre du conseil.

**54. Devoirs et vacances :** Chaque comité doit faire rapport au conseil ou au comité exécutif lorsqu'il est requis de le faire, et à l'assemblée générale annuelle. Le comité exécutif pourra combler temporairement les vacances qui peuvent survenir dans les différents comités ; telle nomination cependant devra être ratifiée par le conseil à sa prochaine réunion.

**55. Terme d'office :** Chaque membre d'un comité reste en office jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou renommé.

**56.** Chaque comité doit tenir des procès-verbaux de toutes ses assemblées.

**57.** Tous les actes et procédures d'un comité sont sujets à révision de la part du conseil ou de l'exécutif. A sa prochaine réunion suivant l'assemblée annuelle, le conseil doit réviser la liste des membres de tous les comités permanents pour y faire les nominations et changements qu'il croit utiles. Le conseil ou le comité exécutif voit à remplir toute vacance pouvant se produire en tout temps dans l'un des comités.

**58.** Le comité exécutif provincial peut destituer pour cause, notamment pour maladie, absence ou indisponibilité, tout membre d'un comité permanent ou temporaire constitué par le conseil. Le comité exécutif doit, cependant, en faire rapport à la prochaine réunion du conseil et lui faire ratifier sa décision.

**59.** Les comités permanents de la Corporation sont les suivants :

- a) le comité des candidatures et des élections ;
- b) le comité de législation et de réglementation ;
- c) le comité de promotion professionnelle ;
- d) le comité de surveillance ;
- e) le comité des membres ;
- f) le comité d'éthique professionnelle et de discipline ;
- g) le comité de pratique professionnelle ;
- h) l'Institut de perfectionnement du maître électricien.

Nonobstant la fixation du nombre des membres composant chacun des comités par règlement, le conseil ou le comité exécutif peut, à son gré, augmenter le nombre des membres de chacun de ces comités.

**60. Comité directeur :** Le comité exécutif peut former un comité directeur et en désigner les membres. Le président provincial en fait partie de droit. Le directeur général participe à toutes ses réunions. Le comité exécutif peut lui déléguer les fonctions spécifiques qu'il juge appropriées.

Il a notamment comme fonctions :

- a) de conseiller le président et le directeur général dans l'expédition des affaires courantes de la Corporation ;
- b) de les conseiller sur l'expédition de toutes les affaires de la Corporation entre les réunions du comité exécutif ;
- c) de prendre connaissance des représentations que doit présenter la Corporation dans ses relations avec le gouvernement ou des groupes extérieurs sur demande du directeur général ou du président ;
- d) de fixer les salaires des employés cadres, à l'exception du directeur général.

#### *§1. Comité des candidatures et des élections*

**61. Composition :** Le comité des candidatures et des élections se compose de 5 membres et d'un substitut nommés par le conseil. En cas d'incapacité d'agir, d'absence ou de démission d'un membre du comité, le substitut le remplace dans ses fonctions jusqu'à ce que le conseil ait pu lui nommer un successeur. Cependant, les membres du comité exécutif et tout autre membre se portant candidat à l'élection ne peuvent être membres ou substituts de ce comité sous peine d'être automatiquement disqualifiés comme candidat.

**62.** Les membres du comité des candidatures et des élections ont droit de vote.

**63.** Ce comité, en outre d'exécuter les tâches qui lui sont particulièrement assignées par le conseil, voit généralement à l'exécution des procédures et formalités d'élection et accomplit les fonctions qui lui sont attribuées par le présent règlement (voir articles 25 à 40).

#### *§2. Comité de législation et de réglementation*

**64. Composition :** Le comité se compose de 3 membres nommés par le conseil et peut en outre s'adjoindre le conseiller juridique de la Corporation.

**65. Fonctions :** Les pouvoirs et devoirs de ce comité sont ceux qui sont déterminés par résolution du conseil et comprennent en particulier :

a) l'étude et la coordination des rapports et suggestions soumis au conseil, concernant la législation et les règlements et provenant des sections ou d'ailleurs ;

b) la soumission à la décision du conseil de la Corporation de toute modification projetée aux règlements ;

c) l'étude et l'examen de toute législation et réglementation des autorités gouvernementales et municipales, relativement aux travaux électriques ou concernant les intérêts et les droits de la Corporation et de ses membres ;

d) le comité se tient au courant de toute instance judiciaire relative à l'application de la Loi sur les maîtres électriciens (L.R.Q., c. M-3) et aux règlements de la Corporation. Il doit faire rapport de ses constatations au comité exécutif et au conseil.

### §3. Comité de promotion professionnelle

**66. Composition :** Le comité de promotion professionnelle se compose de 5 membres en règle de la Corporation, nommés par le conseil.

**67. Fonctions :** Les pouvoirs et devoirs de ce comité sont ceux qui sont déterminés par résolution du conseil et comprennent en particulier :

a) la rédaction et la publication de toute documentation pouvant éclairer le public sur les travaux, les buts et les activités de la Corporation, sur les qualités, les responsabilités et les fonctions des membres de la Corporation ;

b) l'étude et la désignation des méthodes les plus pratiques, les plus conformes à la bonne pratique professionnelle et les plus aptes à confirmer dans le public les avantages que présentent les services des membres de la Corporation ;

c) le contrôle et la surveillance de tous les bulletins adressés aux membres. Le comité peut aussi prendre l'initiative de publier toute documentation, article, écrit ; l'organisation de conférences, de cours, ou l'emploi de toutes autres méthodes susceptibles d'augmenter la compétence ou l'habileté des membres de la Corporation.

**68. Autorisation préalable :** Avant de mettre à exécution toute décision, ce comité doit obtenir l'autorisation du comité exécutif.

### §4. Institut de perfectionnement du maître électricien

**69. 1) Composition :** Un comité est constitué sous le nom de l'Institut de perfectionnement du maître électricien et se compose d'un président et de 4 membres, tous nommés par le conseil.

**2) Fonctions :** Les pouvoirs et devoirs de l'Institut de perfectionnement du maître électricien sont ceux qui sont déterminés par résolution du conseil et comprennent en particulier :

a) l'organisation de cours en quelque matière que ce soit, la préparation et la correction d'examens ;

b) l'attestation que les cours ont été suivis ;

c) l'émission de certificats de spécialisation concernant les spécialités reconnues comme telles par le présent règlement.

**3) Modalités :** Les modalités sont les suivantes :

a) les certificats de spécialisation doivent porter, pour être valables, la signature du président provincial de la Corporation et celle du président de l'Institut ;

b) le chauffage électrique constitue une spécialité pour laquelle un certificat de spécialisation peut être émis ;

c) est reconnu spécialiste en chauffage électrique le membre qui a obtenu son certificat de spécialiste de chauffage électrique de l'Institut de perfectionnement du maître électricien après avoir subi avec succès les examens de ce comité personnellement ou par l'entremise d'un individu régulièrement à son emploi.

**4) Privilèges :** Les privilèges sont les suivants :

a) le certificat comporte le droit exclusif pour le membre de la Corporation qui l'a obtenu personnellement ou par l'entremise d'un individu régulièrement à son emploi de prendre la qualité de spécialiste en chauffage électrique ;

b) aucun individu ne peut qualifier plus d'un membre à la fois ;

c) dans le cas où tel individu cesse de qualifier le membre au sens du présent article, l'article 6 s'applique *mutatis mutandis* ;

d) avant de mettre à exécution toute décision, ce comité devra obtenir l'autorisation du comité exécutif.

### §5. Comité de surveillance

**70. Composition :** Le comité de surveillance se compose de 3 membres nommés par le conseil. Ceux-ci ne peuvent être en même temps membres du comité exécutif.

**71. Fonctions :** Les pouvoirs et devoirs de ce comité sont les suivants :

a) la prise de connaissance et l'analyse du budget à être soumis par le comité exécutif au conseil et à l'assemblée annuelle ;

b) l'examen des rapports financiers annuels de la Corporation ;

c) l'examen des états financiers intérimaires trimestriels préparés par les vérificateurs de la Corporation ;

d) le contrôle de la conformité des dépenses engagées aux autorisations administratives, aux budgets et aux règlements de la Corporation et la préparation de toute recommandation et observation au comité exécutif et au conseil d'administration sur les dérogations qu'il constate ;

e) l'examen et l'acceptation des budgets et des rapports financiers des sections, ainsi que la préparation de toute recommandation à leur sujet au conseil d'administration de sections, au comité exécutif de la Corporation et au conseil ;

f) l'obligation de voir à ce que les livres de la Corporation soient vérifiés par des vérificateurs indépendants ;

g) la préparation de rapports et d'observations sur tous les aspects de son mandat et de recommandations au comité exécutif et au conseil et à l'assemblée générale sur toutes ces matières.

**72.** Le comité peut prendre connaissance de toutes pièces comptables et de tous documents relatifs à la gestion financière de la Corporation. Il peut obliger les officiers de la Corporation dont le trésorier, le président, le directeur général et le contrôleur à lui fournir toutes les informations qui pourraient être requises sur les affaires de la Corporation. Sur demande, le contrôleur assiste aux réunions du comité de surveillance.

#### *§6. Comité des membres*

**73. Composition :** Ce comité se compose de 4 membres en règle, nommés par le conseil.

Le ministre du Travail, de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu peut désigner un représentant qui assistera aux séances du comité des membres avec droit de parole mais sans droit de vote.

**74. Séances obligatoires :** Le comité doit tenir alternativement à Québec et à Montréal une séance d'examen à tous les 2 mois aux dates qu'il fixe.

Il peut refuser à l'examen un candidat dont la demande d'admission n'a pas été déposée 30 jours avant la date de la séance d'examen.

**75. Fonctions :** Sous réserve de la Loi et sans préjudice aux droits, pouvoirs et attributions conférés par cette Loi au Bureau des examinateurs électriciens du Québec et sans préjudice également à la validité reconnue par cette Loi et

les règlements adoptés en vertu de celle-ci à l'égard des licences émises par le Bureau des examinateurs électriciens du Québec, le comité à chacune de ses séances, étudie le dossier de tous les candidats à l'admission dans la Corporation. Il doit les examiner sur leurs aptitudes professionnelles, et peut pour ce faire s'adjoindre le personnel requis.

Il a autorité de décider si les candidats rencontrent les prescriptions des règlements, et en conséquence, ordonne l'émission d'un certificat de membre, ou refuse l'entrée selon le cas. Seul le comité exécutif devant lequel peut être interjeté l'appel, a le pouvoir de renverser les décisions de ce comité à sa prochaine réunion.

Les examinateurs peuvent exiger des candidats une démonstration pratique aussi bien que théorique en rapport avec leur examen.

**76.** Sauf pour ce qui est des matières proprement disciplinaires, le comité des membres a également autorité de décider si les conditions antérieures ou postérieures à l'appartenance à la Corporation prévues au présent règlement sont respectées.

#### *§7. Comité d'éthique professionnelle et de discipline*

**77. Composition :** Le comité d'éthique professionnelle et de discipline est composé de 5 membres en règle, nommés par le conseil.

Cependant, les membres du comité exécutif ne peuvent faire partie de ce comité.

Le ministre du Travail, de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu peut désigner un représentant qui assistera aux séances du comité d'éthique professionnelle et de discipline avec droit de parole mais sans droit de vote.

**78.** Le secrétaire exécutif de la Corporation ou une personne qu'il désigne par écrit comme son délégué agit comme secrétaire du comité mais ne participe pas aux décisions.

**79. Fonctions :** Le comité doit enquêter sur toute plainte relative à la conduite professionnelle des membres et sur toute infraction à la Loi sur les maîtres électriciens et aux règlements, commise par quiconque.

Il doit promouvoir le respect du code d'éthique sanctionné par le conseil.

**80.** Ce comité doit siéger chaque fois qu'il en est requis par son président, par 2 de ses membres, ou par le secrétaire exécutif. Les plaintes reçues par les sections ou par tout membre doivent être transmises au secrétaire exécutif qui en informe le président. Si le président juge que la

plainte est de la nature d'une infraction, il demande au secrétaire exécutif de la Corporation d'ouvrir une enquête.

**81. Enquête sur plainte :** Le secrétaire exécutif de la Corporation ou son délégué est autorisé à faire toutes les démarches, recherches et demandes de renseignements qu'il croit utiles, au sujet des actes imputés dans la plainte. Le secrétaire exécutif ou son délégué fait alors au président du comité un rapport complet de son enquête.

Le membre doit répondre par écrit et dans les plus brefs délais à toute correspondance provenant du comité de discipline, du secrétaire exécutif, de son délégué ou d'un enquêteur, quand l'un d'eux requiert des renseignements ou des explications relativement à toute matière relevant de la Loi et des règlements de la Corporation.

**82. Rejet d'une plainte :** Le président du comité, lorsque la plainte est à sa face, frivole ou futile, ou lorsque le rapport du secrétaire exécutif ou de son délégué le convainc que la plainte est sans aucun fondement, doit notifier par écrit le plaignant que le comité n'entend pas y donner suite.

**83. Enquête et audition :** Lorsque la plainte paraît fondée, le président du comité donne instructions au secrétaire exécutif ou à son délégué de :

- a) rédiger une plainte officielle contre la personne accusée ;
- b) envoyer une copie de cette plainte à la personne accusée ;
- c) convoquer une réunion du comité pour audition de cette plainte ;
- d) donner, par poste recommandée ou certifiée, avis à la personne accusée de la tenue de telle assemblée au moins 10 jours à l'avance et l'inviter à y assister.

**84. Avertissement sans audition préalable :**

1) Lorsque l'infraction reprochée lui paraît fondée mais de peu de gravité, d'après les documents qui lui sont soumis et le rapport du secrétaire exécutif ou de son délégué, le président du comité, avec l'approbation du comité de discipline, envoie une lettre d'avertissement au membre visé par la plainte.

2) Si celui-ci juge que la lettre d'avertissement n'est pas justifiée, il a droit, par lettre adressée au secrétaire exécutif de la Corporation, de demander d'être entendu par le comité de discipline et de fournir les explications nécessaires. Il doit alors être entendu à la séance la plus rapprochée du comité.

3) Aucune sanction autre que la lettre d'avertissement ne peut être infligée à un membre sans qu'il ait été appelé à comparaître devant le comité en la matière prévue à l'article 83.

**85. Lieu de l'instruction :** Les séances d'audition du comité se tiennent dans les bureaux de la Corporation ou ailleurs, lorsqu'en raison des circonstances, le comité le croit préférable.

**86. Procédure lors de l'instruction :** Lors de l'audition, des témoins peuvent être entendus à l'initiative du plaignant ou de l'accusé, du secrétaire exécutif ou du comité. L'accusé a droit de faire entendre ses représentations personnelles comme il doit se soumettre aux interrogatoires que le comité juge à propos. Lorsque l'accusé, après avoir été appelé, fait défaut de comparaître ou de plaider, le comité peut procéder par défaut sur la plainte.

**87. Délibération :** Après l'audition des témoins et des représentations des parties intéressées, le comité délibère à huis clos et prend pour ce faire le temps requis.

**88. Commission rogatoire :** Dans le cas où le comité croit trop onéreux pour le plaignant, l'accusé ou la Corporation, d'exiger le déplacement des témoins devant être entendus à cause de leur nombre et de l'éloignement, de la maladie ou autre raison, ce comité peut déléguer le président, ou le secrétaire du comité, ou le secrétaire exécutif de la Corporation à se rendre dans la ou les localités où se trouvent les témoins, afin d'y cueillir les dépositions de ces témoins, par écrit et signées par eux. Pour procéder à ces interrogatoires, le délégué du comité doit s'adjoindre le président ou un officier de la section dans les territoires de laquelle il se trouve. Le plaignant et l'accusé ont le droit d'assister à ces interrogatoires.

**89. Procédure pour l'instruction :** Le président du comité ou le délégué, selon le cas, a toute l'autorité et la discrétion de déterminer la procédure et de voir à la conduite de ces séances d'enquête et à l'audition avec dignité et bon ordre. Il peut interdire l'entrée dans la salle à toute personne autre que les témoins et les parties intéressées.

**90.** Le plaignant ou l'accusé peuvent comparaître personnellement ou par procureur, devant le comité. Toutes les assignations sont faites au nom de la Corporation par le secrétaire exécutif ou par son délégué. Tous les avis doivent être expédiés par poste recommandée ou certifiée ou par voie de signification si le président du comité le juge à propos.

**91.** Dans toutes les causes portées devant le comité, les pièces produites ne peuvent être déplacées à moins du con-



sentement par écrit des 2 parties et de la permission également écrite du président du comité. Toutes les pièces produites dans une cause deviennent communes à toutes les parties de l'instance, et elles peuvent expédier des copies par l'entremise du secrétaire exécutif qui en est aussi dépositaire. Tant que le jugement final et en dernier ressort n'est pas rendu, toute pièce produite fait partie du dossier, et après la cause définitivement terminée, ne peut être remise à la partie qui l'a produite, que sur la permission écrite du président du comité. Le comité n'est pas tenu de dévoiler le nom du dénonciateur.

**92.** Le comité, après avoir délibéré, doit rendre son jugement par écrit. Si l'accusé est déclaré coupable, le jugement doit indiquer les peines imposées. Les décisions ne peuvent être prises que par la majorité absolue du comité.

**93. Appel :** Il y a appel au comité exécutif de toute décision rendue par le comité de discipline dans une instance, de même que de la décision du président de rejeter une plainte en vertu de l'article 82. L'appel peut se faire à l'initiative de toute partie, au moyen d'une inscription sommaire accompagnée d'un dépôt de 50 \$ adressée au secrétaire exécutif de la Corporation dans les 30 jours de la date d'expédition de la sentence à l'accusé. Le montant de 50 \$ est remis à l'intimé si le jugement du comité de discipline est renversé ou modifié.

**94.** Cet appel est décidé par le comité exécutif à sa première réunion subséquente permettant cependant au secrétaire exécutif d'envoyer aux parties intéressées un avis d'au moins 10 jours.

**95.** Sur réception d'une inscription en appel, le secrétaire exécutif doit transmettre un dossier complet au comité exécutif, chaque partie pouvant y adjoindre au moins 5 jours avant l'assemblée du comité exécutif un exposé ou *factum* de ses prétentions.

**96.** Le dossier en première instance et le *factum* des parties sont les seuls documents produits en appel. Seul le comité exécutif décide si des témoins doivent être entendus de nouveau et une nouvelle preuve faite devant lui. Cependant, les parties ont droit de se faire entendre verbalement lors de la séance. La délibération se fait à huis clos.

Le comité exécutif rejette l'appel, le maintient ou rend la décision que le comité de discipline aurait dû prendre, même si cette décision comporte une augmentation de la sanction.

**97.** Le secrétaire exécutif doit expédier au secrétaire de la section de l'accusé une copie certifiée conforme par lui de tout jugement du comité de discipline ou du comité exé-

cusif comportant une peine afin qu'il en donne connaissance au conseil de sa section.

**98. Mesures disciplinaires :** Les mesures disciplinaires que le comité de discipline ou le comité exécutif ou le conseil, selon le cas, peuvent exercer contre un membre trouvé coupable, sont les suivantes :

- a) censure sous la forme de lettre signée par le président du comité et expédiée par le secrétaire exécutif ;
- b) censure verbale par le président du conseil devant les membres de ce comité, le contrevenant présent ;
- c) censure verbale par le président du conseil devant les membres de ce conseil réunis en assemblée, le contrevenant présent ;
- d) publication dans un des bulletins officiels de la Corporation du texte de la mesure disciplinaire ;
- e) une amende de 100 \$ à 3 000 \$ pour chaque infraction ;
- f) suspension du droit d'exercer le métier pour une durée déterminée. Le membre suspendu peut, à la discrétion du comité exécutif, obtenir la permission de continuer l'exécution des seuls travaux commencés antérieurement à la suspension ;
- g) exclusion du délinquant de la Corporation et radiation de son nom de la liste des membres.

Si le délinquant est une compagnie, corporation ou société, les effets de l'exclusion, tant qu'à son ou ses qualifications, sont établis au paragraphe f de l'article 5.

**99.** Dans le cas où la présence du délinquant est requise pour l'exécution de la peine, si celui-ci refuse ou fait défaut de se présenter, le comité ou le conseil, selon le cas, a le droit de choisir une autre peine même plus grave.

**100.** Le membre condamné par défaut de comparaître, s'il en a été empêché pour une cause grave, notamment l'absence de notification de la plainte ou de l'avis d'audition, une maladie ou un événement hors de son contrôle et le rendant physiquement incapable d'assister à l'audition, peut demander que la décision soit rétractée par le comité de discipline.

La demande de rétractation est présentée par écrit. Elle est adressée au secrétaire exécutif dans les 10 jours de la date où le requérant a pris connaissance du jugement du comité de discipline. La demande de rétractation est entendue à la première séance du comité de discipline qui suit sa réception, à condition que le comité exécutif ou la personne qu'il désigne puisse envoyer un avis d'audition d'au moins 2 jours francs.

Lors de sa comparution, le membre doit donner la preuve des raisons qui l'ont empêché de comparaître. S'il accueille la demande de rétractation, le comité procède sans délai à l'instruction de la plainte à moins qu'il ne fixe à une autre date la tenue de l'enquête.

#### *§8. Comité de pratique professionnelle*

**101. Composition :** Le comité de pratique professionnelle se compose de 5 membres en règle, nommés par le conseil.

**102. Fonctions :** Les pouvoirs et devoirs de ce comité sont ceux qui sont déterminés par résolution du conseil et comprennent en particulier :

a) l'étude des aspects économiques de la profession de maître électricien et d'entrepreneur électricien ;

b) l'étude des moyens à prendre pour la sauvegarde, la récupération, l'accroissement des champs d'activités exclusifs aux maîtres électriciens et aux entrepreneurs électriciens en vertu de notre législation ;

c) faire rapport des constatations et formuler des recommandations au comité exécutif et au conseil.

### SECTION IV ASSEMBLÉES

**103. Assemblées de la Corporation :** L'assemblée générale annuelle de la Corporation doit avoir lieu dans les 90 jours suivant la fin de l'année financière à telle date et tel lieu que le conseil détermine. À cette assemblée ont lieu l'élection des administrateurs et officiers, la soumission des rapports des officiers de la Corporation et de chaque comité permanent, des états financiers accompagnés du rapport des vérificateurs, du budget et la soumission de toutes questions que le conseil désire ou doit soumettre à cette assemblée.

**104.** Les avis de convocation sont envoyés par le secrétaire exécutif par la poste ordinaire, à chaque membre de la Corporation, au moins 30 jours avant l'assemblée. L'avis doit mentionner le lieu, la ou les dates et l'heure de l'ouverture de l'assemblée.

**105.** Une assemblée générale extraordinaire de la Corporation, portant sur toutes questions intéressant la Corporation, peut être convoquée par le conseil ou par requête écrite et signée par 10% des membres en règle de la Corporation. La convocation et la tenue de telle assemblée sont faites entièrement aux frais des requérants.

À toutes les assemblées générales, annuelles ou extraordinaires de la Corporation, seuls les membres en règle peu-

vent assister, sauf sur invitation du président ou du comité exécutif de la Corporation.

**106.** Le secrétaire exécutif doit expédier par la poste ordinaire à chaque membre de la Corporation l'avis de convocation d'une assemblée générale extraordinaire. Cet avis doit indiquer le lieu, la date, l'heure de l'assemblée ainsi que la nature des sujets à y être traités et être envoyé au moins 15 jours avant la date fixée pour la tenue de telle assemblée. Cependant, on peut convoquer sans délai des assemblées extraordinaires des sections en utilisant tout moyen de communication approprié dans un cas d'urgence tel que la négociation de convention collective et autres cas.

**107.** Aux assemblées générales extraordinaires, on peut discuter des seules questions ayant motivé sa tenue. Cependant, le comité exécutif a autorité pour décider de toutes les autres questions devant être soumises à la considération de telles assemblées.

**108.** Le président, le comité exécutif, 10 membres du conseil par vote de requête écrite signée par eux et adressée au secrétaire exécutif, peuvent en tout temps exiger la tenue d'une assemblée du conseil.

**109.** L'avis de convocation des assemblées du conseil est expédié par poste ordinaire par le secrétaire exécutif, au moins 5 jours d'avance à chaque membre, en indiquant au moins la date, le lieu et l'heure de l'ouverture de l'assemblée.

**110.** Le conseil doit obligatoirement tenir au moins 2 assemblées par année ; l'une dans le mois précédant l'assemblée générale annuelle et l'autre dans le mois suivant l'assemblée générale annuelle.

**111.** Les membres du comité exécutif et de tout autre comité peuvent à leur gré se réunir, convoquer une assemblée de ce comité pour disposer des affaires dont ils ont à s'occuper ; ajourner et régler leurs assemblées, leurs procédures, et déterminer par simple résolution des lieux, jours, heures, modes et délais des convocations de leurs assemblées ordinaires ou extraordinaires.

**112.** Le comité exécutif doit obligatoirement tenir au moins 6 assemblées par année.

**113.** Les avis de convocation sont transmis par le secrétaire exécutif, du siège social de la Corporation.

**114.** Une résolution écrite, signée par tous les membres du conseil ou d'un comité est aussi valide et effective que si elle est passée à une assemblée dûment convoquée et cons-

tituée, mais elle doit être consignée au livre des procès-verbaux pour en faire partie.

**115. Quorum :** Le quorum des assemblées générales est de cinquante membres en règle.

Le quorum des assemblées du conseil et du comité exécutif, ainsi que de tout autre comité, est de la majorité absolue.

**116.** Dans le cas des assemblées générales de la Corporation, du conseil et du comité exécutif provincial, l'assemblée est régulièrement tenue et constituée si le quorum est atteint à l'ouverture de cette assemblée et malgré le fait qu'il survienne un défaut de quorum avant sa clôture.

**117. Droit de vote :** Aux assemblées de la Corporation, du conseil ou des comités, chaque membre présent a droit à un vote. Il n'y a pas de procuration. Sauf prescription contraire du présent règlement, les questions sont décidées par la majorité des voix ; au cas d'égalité, le président a droit à un second vote ou vote prépondérant.

**118.** Le vote se fait à la main levée, et il est procédé au décompte des votes par le secrétaire exécutif, ou, à son défaut, par le secrétaire du comité sous la surveillance et le contrôle du président, excepté dans les cas où le règlement le prescrit autrement.

**119.** Les compagnies, corporations, sociétés agissent par un représentant délégué à toutes fins prévues par le présent règlement.

Cette délégation doit être faite par écrit et signée par le ou les officiers intéressés, ou membres, selon le cas, de ces compagnies, corporations, sociétés.

Toute telle lettre de créance doit être envoyée au secrétaire exécutif de la Corporation et elle est valable jusqu'à ce qu'elle soit révoquée par la compagnie, corporation ou société concernée.

Aucune compagnie, corporation, société ne peut déléguer plus d'une personne à la fois et ce n'est que par ce délégué qu'elle peut être représentée lorsque c'est nécessaire.

Un individu ne peut être à la fois membre à titre personnel de la Corporation et représentant délégué d'une compagnie, corporation ou société. Nul ne peut être simultanément le représentant délégué de plus d'une compagnie, corporation ou société membre de la Corporation et non plus être successivement au cours d'une même assemblée le représentant délégué de plus d'une compagnie, corporation, société.

Le représentant doit être le qualificateur, à moins que celui-ci n'y consente.

**120.** Le représentant d'une société, compagnie ou corporation doit être l'un de ses cadres, remplir des fonctions administratives ou participer à sa gestion administrative.

**121.** Le représentant d'une société, d'une compagnie ou d'une corporation lors de sa faillite ne peut agir comme représentant d'une autre société, compagnie ou corporation.

**122. Avis de convocation :** Tout avis envoyé par la poste est censé avoir été reçu le troisième jour après la date de son départ du bureau de poste. Pour prouver son envoi, il est suffisant d'établir que l'enveloppe contenant l'avis a été correctement adressée et l'adresse du membre, telle que donnée et apparaissant dans les livres et registres de la Corporation, et le certificat du secrétaire exécutif établissant que l'enveloppe contenant l'avis a été ainsi adressée et mise à la poste, est une preuve de son envoi.

**123.** L'omission accidentelle d'envoyer l'avis de convocation à quelques-uns des membres de la Corporation, du conseil ou de tout autre comité, n'invalide aucune résolution ou règlement adopté à cette assemblée, à moins que le membre qui a été l'objet de telle omission accidentelle ne fasse connaître, dans les 15 jours où il a pris connaissance des décisions, au secrétaire exécutif de la Corporation, une opposition qui, sur son vote s'il avait été présent, aurait renversé la décision.

**124. Ajournement :** Le président d'une assemblée peut, avec le consentement de cette assemblée, l'ajourner de temps en temps, de place en place. Aucune affaire n'est traitée à l'assemblée ajournée, autre que celles laissées en suspens à l'assemblée précédente, ou qui pouvaient ou devaient y être traitées.

**125. Règlements et modifications :** À moins que la majorité des membres présents à une assemblée du conseil n'en décident autrement, aucune modification aux règlements, ni règlements nouveaux ne peuvent être proposés et adoptés par ce conseil, sans qu'un préavis ou avis de motion écrit de telle modification ou règlement projeté n'ait été donné au secrétaire exécutif au moins 15 jours avant la tenue de telle assemblée.

**126. Allocations :** Les membres du conseil et du comité exécutif et de tous comités constitués suivants les prévisions des règlements ou formés par le conseil ou comité exécutif ont droit à une allocation maximale de 75 \$ par jour de séance, sous forme de jetons de présence. Le conseil statue par résolution sur les allocations pour les frais de transport, hôtel et repas et sur les conditions de leur paiement. Si les frais de séjour dépassent ceux prévus par

les règlements ou résolutions adoptées, ils pourront être acquittés sur présentation de pièces justificatives.

Le président peut autoriser le paiement des allocations prévues au premier alinéa à tout membre à qui il a demandé l'accomplissement d'un travail ou d'une mission dans l'intérêt de la Corporation.

**127. Président :** La Corporation doit verser au président pour la période d'une assemblée générale annuelle à l'autre :

- a) 4 000 \$ à titre d'indemnité ;
- b) 75 \$ par jour de sortie qu'il affirme, par écrit, avoir consacré aux affaires de la Corporation jusqu'à concurrence de 7 500 \$ ;
- c) 15 \$ par jour pour frais d'hôtels ; 2,50 \$ pour le déjeuner et 5 \$ pour chacun des 2 autres repas plus les frais de transport en première classe ;
- d) le président peut présenter au comité exécutif ses comptes pour toutes dépenses additionnelles en plus des attributions fixées par le présent article.

**128.** À toute assemblée, le président est le maître de la procédure. Il voit à appliquer les règlements suivants :

- a) lorsqu'un membre désire prendre la parole, il se lève et s'adresse au président. Il doit se limiter à la question débattue et éviter toute personnalité ;
- b) lorsque 2 membres ou plus se lèvent en même temps, le président nomme celui qui doit parler le premier ;
- c) lorsqu'un membre a la parole, il ne peut pas être interrompu par un autre membre, sauf si le président le permet ;
- d) lorsqu'un membre, en parlant ou autrement, enfreint les règles de procédure, le président doit le rappeler à l'ordre ;
- e) aucun membre ne peut parler plus d'une fois sur la même motion ou résolution, sauf l'auteur de la résolution ou motion auquel il est permis de répliquer, dans une limite fixée par le président ;
- f) aucun membre ne peut prendre la parole sur une question lorsqu'elle a été mise aux voix par le président ;
- g) le président peut, s'il le juge à propos, exiger qu'une motion soit écrite, proposée, secondée et signée avant qu'elle ne soit soumise au vote de l'assemblée ;
- h) le président peut faire expulser de l'assemblée toute personne qui cause du désordre.

## SECTION V SECTIONS

**129. Compétence territoriale des sections :** Sauf le droit du conseil de former de nouvelles sections, et de modifier les territoires et la compétence des sections présentement constituées, le Québec est constitué en sections, ci-après nommées, qui ont compétence dans les limites territoriales ci-après déterminées :

- a) **Abitibi :** Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Rouyn-Noranda, Témiscamingue-Nord ;
- b) **Côte-Nord :** Saguenay et Duplessis ;
- c) **Saguenay-Lac-Saint-Jean :** Roberval, Chicoutimi, Lac-Saint-Jean ;
- d) **Gaspésie :** Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, Bonaventure, Îles de la Madeleine ;
- e) **Granby – Saint-Hyacinthe :** Shefford, Brôme, Missisquoi, Rouville, Bagot, Saint-Hyacinthe ;
- f) **Outaouais :** Papineau, Pontiac, Hull, Gatineau, Témiscamingue-Sud ;
- g) **Joliette :** Montcalm, Joliette, l'Assomption, Berthier ;
- h) **Laurentides :** Argenteuil, Terrebonne, Deux-Montagnes, Labelle, la partie du comté de Laval située en dehors de l'île de Montréal ;
- i) **Montréal :** Maisonneuve, Jeanne-Mance, Laurier, Mercier, Outremont, Notre-Dame-de-Grâce, Sainte-Anne, Sainte-Marie, Saint-Henri, Saint-Jacques, Saint-Louis, Verdun, Westmount, Jacques-Cartier, la partie du comté de Laval située sur l'île de Montréal ;
- j) **Québec :** Québec-Centre, Québec-Est, Québec-Ouest, Saint-Sauveur, Lévis, Dorchester, Bellechasse, Beauce, Lotbinière, Portneuf, Québec-Comté, Montmorency, Charlevoix ;
- k) **Rimouski :** Rimouski, Matane, Matapédia ;
- l) **Sainte-Anne-de-la-Pocatière :** Montmagny, l'Islet, Kamouraska, Témiscouata et Rivière-du-Loup ;
- m) **Salaberry-de-Valleyfield :** Napierville, Beauharnois, Châteauguay, Vaudreuil, Huntingdon, Saint-Jean, Iberville, Laprairie, Soulanges ;
- n) **Sherbrooke :** Sherbrooke, Richmond, Wolfe, Frontenac, Compton, Stanstead ;
- o) **Sorel :** Verchères, Yamaska, Chambly, Richelieu ;
- p) **Trois-Rivières :** Champlain, Saint-Maurice, Laviolette, Maskinongé, Trois-Rivières ;

q) **Victoriaville :** Drummond, Arthabaska, Mégantic, Nicolet.

**130.** 1) Il est également établi une section désignée comme section provinciale. L'adhésion à cette section est facultative.

2) Les membres de cette section demeurent membres des sections territoriales.

3) L'établissement de cette section vise à favoriser la participation aux activités de la Corporation des membres spécialisés dans la grande construction industrielle, et à aider au règlement de leurs problèmes professionnels et économiques spéciaux. Cependant, tout autre membre de la Corporation peut y adhérer en payant la cotisation fixée.

4) La Corporation a droit d'imposer une cotisation à ces membres suivant l'article 160, afin de pourvoir à son administration et aux services particuliers demandés par ces membres.

**131.** Le membre appartient à la section dans les limites de laquelle se trouve son siège social ou sa principale place d'affaires.

**132.** Les sections sont connues et désignées sous le nom officiel de la Corporation en ajoutant, entre parenthèses, le nom de la section.

**133. Conseil de section :** Chaque section élit parmi ses membres en règle un conseil constitué de 9 administrateurs, parmi lesquels sont choisis chaque année les officiers, soit : le président, le premier vice-président, le second vice-président, le secrétaire et le trésorier, et du président sortant de charge, s'il y a lieu.

Les membres du comité exécutif de la Corporation ont, d'office, le droit d'assister et voix délibérante aux assemblées des membres et du conseil de section.

**134. Terme d'office :**

1) Le terme d'office des administrateurs est de 2 ans. Ils demeurent en fonction jusqu'à la fin de l'assemblée générale annuelle de la section, qui doit être tenue dans les 4 mois précédant l'assemblée générale annuelle de la Corporation. Ils sont remplacés ou confirmés dans leur fonction de la façon prévue au règlement.

2) Les administrateurs sont élus alternativement chaque année pour une période de 2 ans, à raison de 4 pour les années paires et de 5 pour les années impaires.

3) Le terme d'office des officiers est d'un an. Ils demeurent en fonction jusqu'à la fin de l'assemblée générale annuelle de la section. Ils sont remplacés ou confirmés dans leur fonction de la façon prévue au règlement.

4) Les officiers sont choisis chaque année après l'élection des administrateurs, par et parmi ceux-ci ; ils sont : le président, le premier vice-président, le second vice-président, le secrétaire et le trésorier.

5) À l'expiration de leur terme d'office, les administrateurs et les officiers peuvent être réélus.

6) Le président de la section ne peut être élu pour plus de 4 années consécutives.

**135. Délégués de section :** A cette même élection annuelle, sont aussi choisis, s'il y a lieu, le ou les délégués pour représenter la section au conseil tel que le prévoit l'article 16. Cependant, le président de la section est, *ipso facto*, délégué de sa section au conseil à moins qu'il ne soit membre du comité exécutif, auquel cas la section élit un délégué. Si le président de la section cesse d'être membre du comité exécutif, il redevient le délégué de sa section au conseil à la place du délégué élu dont les fonctions cessent à ce moment.

**136. Procédure pour la tenue d'élection :**

1) Dans les sections de plus de 50 membres en règle, on doit former un comité des candidatures et des élections. Les règlements de la Corporation prévoyant la formation, les pouvoirs et les attributions du comité provincial des candidatures et des élections, ainsi que la procédure d'élection pour les administrateurs élus, s'appliquent *mutatis mutandis*.

2) À l'assemblée générale de fondation d'une section et dans le cas des sections de moins de 50 membres en règle, les membres du conseil de section sont élus selon la procédure suivante :

a) l'assemblée désigne un président et un secrétaire d'élection ;

b) le président reçoit et dresse une liste de candidatures appuyées et nomme les candidats à chaque fonction ;

c) le secrétaire distribue les bulletins de vote ;

d) le président ordonne le vote pour chaque fonction séparément ;

e) le secrétaire recueille les bulletins de vote et avec le président, les dépouille et les compile ;

f) le président d'élection proclame les élus.

**137.** Dans tous les cas où un comité des candidatures et des élections n'est pas formé selon la procédure édictée à l'article 136, le président ou un délégué *ad hoc* peut tenir le rôle de ce comité.

**138. Pouvoirs des sections :**

1) Les sections peuvent étudier, régler, décider et prendre en main toutes questions qui concernent spécialement les membres d'une telle section, mais elles ne peuvent lier la Corporation.

2) Les sections peuvent, si le pouvoir leur en a été délégué par le conseil, négocier et signer une convention collective pour un groupe et dans un territoire désigné.

**139.** Les conseils de section ou les officiers d'une section ne peuvent prendre aucun engagement ni faire aucun acte comportant une dépense sans l'autorisation préalable du comité exécutif ou du conseil, sauf pour les fonds qui appartiennent en propre à la section. Les sections ne peuvent imposer aucune cotisation ou contribution annuelle à leurs membres. Elles doivent, préalablement obtenir l'autorisation du comité exécutif ou du conseil pour toute initiative projetée en vue de se procurer des fonds ou pour recueillir des fonds.

**140.** Le président d'une section peut convoquer et doit présider toute les assemblées de sa section, les assemblées du conseil de sa section et de tout autre comité, à l'exception du comité des candidatures et des élections.

Il a droit à un vote prépondérant partout. Il peut exercer la surveillance générale de sa section, il est membre d'office de tous les comités qui peuvent être formés dans sa section, avec droit de vote, sauf pour le comité des candidatures et des élections. Il signe, conjointement avec le secrétaire, les procès-verbaux des assemblées tenues dans sa section. Il doit en plus exercer tous les pouvoirs qui incombent à sa charge.

**141.** Le premier vice-président a et exerce tous les droits et pouvoirs du président lorsque le président est incapable ou refuse d'agir.

**142.** Le second vice-président a et exerce tous les droits et pouvoirs du président lorsque le président et le premier vice-président sont incapables ou refusent d'agir.

**143.** Le secrétaire doit transmettre avec diligence au siège social de la Corporation, copie des procès-verbaux de sa section.

**144.** Le trésorier de la section doit faire rapport au conseil de sa section lorsqu'on le lui demande, et obligatoirement une fois par année, au trésorier de la Corporation au moins 10 jours avant l'assemblée générale.

**145.** Le quorum aux assemblées des sections est de dix membres en règle pour toutes les sections comprenant 100 membres ou plus. Cinq membres en règle forment le quorum des autres sections.

Aux assemblées des conseils de section et des comités de section, le quorum est la majorité absolue.

**146.** Tout officier qui manque plus de 3 assemblées consécutives sans avoir communiqué par lettre ou téléphone au secrétaire de la section, avant la tenue de l'assemblée, un avis d'absence invoquant une raison trouvée valable par le conseil de la section, pourrait être démis de ses fonctions à la discrétion du conseil intéressé. La vacance est comblée de la manière établie au présent règlement.

**147. Avis de convocation :** Les avis de convocation sont transmis par le secrétaire exécutif, à partir du siège social de la Corporation. En cas d'urgence, le secrétaire de la section, sur demande de son président, peut envoyer les avis à sa section et doit en faire tenir copie au secrétaire exécutif. Il doit aussi lui faire rapport.

**148.** Chaque section doit tenir au moins 4 assemblées par année.

**149. Procédure aux assemblées :** L'article 128 s'applique aux assemblées des sections du conseil d'une section et des comités, *mutatis mutandis*.

**150.** Sauf pour ce qui est incompatible avec ce qui est stipulé dans la présente section et ce qui ne relève pas des attributions des sections, les règlements généraux de la Corporation s'applique au fonctionnement des sections, *mutatis mutandis*.

**151.** Lorsque les membres d'une section négligent de constituer régulièrement et complètement leur conseil de section dans les délais prescrits par le présent règlement, le comité exécutif prend possession de ses biens et effets et en assume entièrement l'administration tant et aussi longtemps que la situation n'est pas régularisée.

**152.** Lorsqu'un conseil de section néglige de remplir les fonctions qui lui incombent en vertu des règlements, le comité exécutif peut suspendre en bloc ce conseil de section et agir à la place. Il peut aussi dans un tel cas, déchoir de leur fonction l'un ou plusieurs membres de ce conseil et désigner un ou des remplaçants parmi les autres officiers du conseil de la section ou parmi les membres en règle de la section intéressée.

## SECTION VI ACTES DÉROGATOIRES (DISCIPLINE)

**153.** Se rendent coupables d'actes dérogatoires à l'honneur du métier et sont passibles des peines disciplinaires

prévues par les règlements, les membres qui font les actes suivants :

a) le fait d'user de fausses représentations, de calomnier, de médire, ou d'employer d'autres procédés de dénigrement à l'égard d'un confrère dans le but de lui faire perdre la confiance d'un client actuel ou éventuel ou du public en général ;

b) le fait d'user de procédés déloyaux et malhonnêtes pour s'attirer l'obtention d'un ou de plusieurs contrats et la faveur de la clientèle ;

c) le fait d'user de corruption, de subordination de toute personne, dans le but d'obtenir des renseignements sur une ou des soumissions faites par un ou des confrères ;

d) le fait de rechercher des travaux, des contrats, de la clientèle au moyen de concessions, commissions, remises sur les profits, ou autres avantages ou faveurs offerts à des intermédiaires ;

e) le fait de frauder un client, en connaissance de cause, dans l'exécution d'un ouvrage ou d'un contrat soit sur la quantité, sur la qualité des matériaux soit sur la main-d'oeuvre (le prix et le nombre d'heures de travail de ses employés), ou de forfaire aux plans et devis convenus ;

le fait de surcharger un client en connaissance de cause, dans l'exécution d'un ouvrage ou d'un contrat, soit sur la quantité et la qualité des matériaux, soit sur la main-d'oeuvre (prix et nombre d'heures de travail effectuées) ou soit sur toute autre charge administrative ;

le fait de tenter de frauder ou de surcharger un client tel qu'énoncé aux premier et deuxième alinéas ;

f) le fait d'avoir été convaincu devant le tribunal compétent de contraventions ou infractions à la Loi, et ce, sur poursuite du bureau des examinateurs ;

g) le fait d'être trouvé coupable par un tribunal compétent d'une offense criminelle et condamné à l'incarcération dans l'un des pénitenciers du Québec ou du Canada. Dans ce cas, le membre est exclu et son nom est radié des registres de la Corporation sur la seule preuve d'une copie certifiée du jugement final le condamnant ;

h) le fait d'être trouvé coupable par un tribunal compétent d'une offense criminelle, et d'être condamné à l'emprisonnement dans l'une des prisons communes de district du Québec ou du Canada ; ou de commettre toute infraction ou contravention qui, selon l'opinion du conseil, entache le contrevenant d'indignité ;

i) le fait d'accepter de l'argent ou tout autre avantage ou promesses d'avantages, pour contribuer ou avoir contribué à faire adopter un procédé ou une décision quelconque au détriment de la Corporation ;

j) le fait pour un membre de prêter à une compagnie, corporation ou société, son nom et ses qualifications sans en être un directeur ou un membre, selon le cas, intéressé au sens de l'article 5, dans le but de favoriser à cette compagnie, corporation ou société l'admission ou le maintien dans la Corporation. En telle occurrence la compagnie, corporation ou société est coupable au même degré ;

k) le fait de frauder ses employés en retenant, se faisant remettre une partie quelconque des traitements ou salaires auxquels ils ont droit en vertu des lois, ordonnances et décrets en vigueur et applicables, émis par les autorités compétentes du Québec ;

l) le fait pour un membre de s'associer directement ou indirectement, prêter son nom, son industrie, sa licence, d'accepter comme associé, membre ou directeur ; d'exécuter des travaux à commission, pourcentage ou autrement, généralement de fournir des services professionnels, sous une forme ou sous une autre, à toute personne, sauf la Couronne, qui n'ont pas le droit d'exercer le métier de maître électricien ;

m) le fait de dénigrer la Corporation, de nuire à sa réputation, de chercher à semer le trouble, la division et l'animosité au sein de la Corporation, ou du bureau des examinateurs et de ses employés chargés de l'application de la Loi ;

n) le fait pour un membre de porter frivolement des plaintes non fondées contre un ou plusieurs confrères ;

o) le fait de contrevenir au présent règlement ;

p) le fait d'employer, d'user, de se servir d'un titre ou de la désignation d'une fonction que le membre ou son délégué occupe ou a occupée dans la Corporation, dans une annonce commerciale ou enseigne ;

q) le fait pour un membre de faire de fausses déclarations, entrées, inscriptions dans les carnets des apprentis ou compagnons-électriciens ou tout autre document pouvant servir à l'obtention d'une licence, d'un certificat ou d'un degré quelconque de compétence ;

r) le fait pour un membre d'avoir fait ou obtenu de fausses déclarations en rapport avec son apprentissage, son compagnonnage, en vue de lui permettre son admission au sein de la Corporation ;

s) le fait pour un membre de s'annoncer ou de se prévaloir de quelque façon que ce soit du titre de spécialiste en chauffage électrique alors qu'il ne détient pas un certificat de spécialiste en cette matière conformément à l'article 69 ;

t) i. le fait de ne pas indemniser ses clients dans le cas de fraude, malversation ou détournement de fonds ;

ii. le fait de ne pas rembourser au fonds d'indemnisation de la Corporation une indemnité que celle-ci a payée à un bénéficiaire en raison de son fait ;

u) le fait d'omettre sciemment de payer son employé conformément aux législations existantes, de ne pas effectuer les prélèvements requis ou de ne pas transmettre aux autorités concernées les rapports exigés ;

v) le fait de molester, incommoder ou injurier un employé de la Corporation dans l'exercice de ses fonctions, ou d'autrement mettre obstacle ou entraver tel exercice ;

w) le fait de ne pas exécuter un jugement final d'une cour de justice rendu en raison d'une violation de sa responsabilité professionnelle ;

x) le fait de contrevenir à l'une ou l'autre des dispositions du code d'éthique tel qu'adopté par le conseil.

**154. Faillite :** Un membre qui fait cession de ses biens, qui est l'objet d'une liquidation forcée pour cause d'insolvabilité en vertu de la Loi sur les liquidations (S.R.C., 1970, c. W-10) ou est déclaré en faillite, selon la Loi sur la faillite (S.R.C., 1970, c. B-3) est automatiquement exclu de la Corporation.

Pour les fins du présent article, tout membre ou qualificateur selon le cas, exerçant comme tel durant la période de 90 jours précédant cette cession volontaire, faillite ou liquidation forcée, est assujéti comme s'il exerçait encore au moment de cette cession volontaire, faillite ou liquidation forcée.

Dans le cas du deuxième alinéa, l'intéressé ou la personne qui qualifie, s'il s'agit d'une société, compagnie ou corporation, ne peut redevenir membre de la Corporation, soit à titre personnel soit à titre de personne qui qualifie, d'une nouvelle société, compagnie ou corporation, à moins et avant d'avoir fourni au comité des membres les preuves suivantes :

- a) libération légalement obtenue ;
- b) délai de 3 ans écoulé depuis la cession des biens ou de la faillite ;
- c) rapport du syndic ne le tenant pas responsable d'un acte frauduleux de faillite ou n'ayant pas été reconnu par un tribunal compétent d'un acte frauduleux de faillite.

Le comité exécutif peut décréter une dispense des conditions et formalités prévues au paragraphes *a* et *b* du troisième alinéa.

**155. Bureau des soumissions déposées :** Le conseil peut conclure une entente avec toute chambre de construction ou autre corporation pour l'établissement d'un

bureau de soumissions déposées relatives à certaines catégories de travaux dans un territoire déterminé.

Le comité exécutif peut nommer les représentants de la Corporation aux bureaux des soumissions déposées ainsi établis. Il tient compte des personnes suggérées par la ou les sections intéressées ou en nomme d'autres si jugé nécessaire.

À compter de l'entrée en vigueur d'une telle entente, aucun membre ne peut sans se rendre coupable d'un acte dérogatoire à l'honneur du métier et être passible de subir les peines disciplinaires prévues par les règlements :

a) soumissionner de quelque manière pour l'exécution des travaux compris dans les catégories définies par une entente autrement que de la façon qu'elle prescrit ;

b) prendre des contrats pour l'exécution de tels travaux autrement qu'aux prix et conditions de sa soumission déposée suivant cette entente ;

c) accorder quelque réduction sur le prix de sa soumission ou verser quelque commission, ristourne, participation ou autre avantage ayant pour effet d'en réduire le prix véritable ;

d) chercher à obtenir des renseignements sur une soumission avant qu'elle ne soit ouverte régulièrement.

## SECTION VII

**156. Siège social :** Le siège social de la Corporation est à Ville d'Anjou.

**157.** L'année financière de la Corporation et de ses sections et comités se termine le 31 juillet.

**158.** La Corporation peut s'affilier à tout mouvement canadien ou international groupant des entrepreneurs en électricité si l'assemblée générale le juge à propos.

**159. Cotisation :** La cotisation annuelle est fixée à 425 \$. Le conseil devra chaque année réévaluer le montant de la cotisation en fonction du budget et des états financiers, et pourra l'augmenter d'un pourcentage ne devant pas dépasser le pourcentage d'augmentation de l'indice du coût de la vie, tel qu'établi par Statistique Canada pour l'année civile précédente.

Toutefois, dans le cas des nouveaux membres qui adhèrent à la CMEQ, dans les derniers 6 mois de son année financière, la cotisation s'établit au *pro rata* de la façon suivante : le membre doit payer 50% du montant de la cotisation régulière s'il adhère à la CMEQ entre le 1<sup>er</sup> février et le 30 avril, et 25% du montant de la cotisation régulière s'il adhère entre le 1<sup>er</sup> mai et le 31 juillet.



**160. Cotisation supplémentaire :** La Corporation peut imposer aux membres de la section provinciale une cotisation supplémentaire égale à 1% du montant total des salaires productifs payés au cours de la dernière année de calendrier précédant immédiatement celle de la Corporation. En tout temps, un membre de la section provinciale doit verser une cotisation minimale équivalente à 1% des salaires de 2 000 heures de travail productif et qui ne peut excéder un maximum de 1% des salaires de 5 000 heures de travail productif calculées au taux de base minimal du salaire de l'électricien qualifié (compagnon senior) en vigueur au début de l'année financière de la Corporation. Ce taux de base est celui qui existe dans la région où l'entrepreneur électricien a sa principale place d'affaires à la date sus-mentionnée.

La Corporation verse en totalité à la section provinciale la cotisation supplémentaire prévue au premier alinéa.

**161.** La cotisation annuelle est exigible le 1<sup>er</sup> août de chaque année.

**162.** Le secrétaire exécutif doit aviser par lettre recommandée ou certifiée le membre dont la cotisation est en souffrance, que son nom sera radié du registre des membres de la Corporation, s'il n'acquitte pas sa cotisation le ou avant le 30 septembre de l'année en cours. Une liste des membres en règle de la Corporation doit être publiée chaque année.

**163.** Au plus tard 1 mois avant la date d'échéance de la cotisation annuelle, le secrétaire exécutif doit aviser les membres de l'exigibilité de telle cotisation par lettre adressée à leur dernière adresse connue et communiquée par écrit au siège social de la Corporation.

**164.** À sa discrétion, le comité exécutif peut réadmettre un membre qui a été radié du registre des membres de la Corporation, pour défaut d'acquiescement de sa cotisation, sur demande de ce dernier et à cet effet, et paiement de tout arriéré avant son arrêt de la pratique du métier et des frais de réinscription au montant de :

- a) 25 \$, si la demande de réadmission est faite avant 3 ans de son expulsion automatique ; ou
- b) de 75 \$, si cette demande est faite postérieurement.

**165.** Tout membre désireux d'abandonner temporairement ou définitivement la profession doit donner avis de son intention au secrétaire exécutif de la Corporation et indiquer la date à compter de laquelle il cesse d'exercer son métier et partant de faire partie de la Corporation. Son nom est rayé des registres de la Corporation. Le membre démissionnaire ne peut réclamer aucune partie de la cotisation payée.

**166.** Lorsqu'il désire reprendre l'exercice de son métier, le membre démissionnaire doit faire parvenir une demande écrite à cet effet au secrétaire exécutif accompagnée du paiement de la cotisation pour l'année en cours et les frais de réinscription au montant de 75 \$.

Le comité des membres réadmet le candidat s'il constate qu'il satisfait aux exigences des règlements.

**167. Minutes, registres, correspondance :** Durant les heures normales d'affaires, les membres ont accès aux livres de la Corporation, aux procès-verbaux des assemblées générales et registres des membres. La correspondance, les dossiers et les procès-verbaux des assemblées du conseil et des comités sont secrets et ne peuvent être consultés que par les membres du conseil et des comités respectifs.

**168. Droits et privilèges :** Pour se prévaloir des prérogatives et des privilèges conférés par la Corporation, toute personne doit être inscrite aux registres des membres de la Corporation et doit avoir payé sa contribution annuelle.

**169. Dissension :** Toute cause de dissension entre les membres de la Corporation ou entre les sections doit être soumise au comité exécutif pour arbitrage. La décision du comité est sans appel et lie toutes les parties.

**170. Sceau :** Le sceau de la Corporation est de la forme déterminée par résolution du comité exécutif et demeure sous la garde du secrétaire exécutif de la Corporation.

**171. Certificat :** Le certificat de membre doit être affiché dans le bureau d'affaires de la personne faisant partie de la Corporation.

**172.** Les personnes détenant les licences A-2 peuvent être constituées en section par résolution du conseil sous le nom des maîtres électriciens A-2. Les articles des règlements concernant les sections s'appliquent *mutatis mutandis* à tous égards aux maîtres électriciens A-2.

**173.** La section provinciale ne pourra commencer ses activités qu'au moment où elle comptera 50 membres en règle ayant versé la cotisation supplémentaire prévue à l'article 160. Cette première contribution sera conservée dans un fonds spécial par la Corporation jusqu'à ce que la section ait pu commencer ses activités. La section provinciale n'aura le droit de déléguer des représentants au conseil et d'élire des membres au comité exécutif que si, le 15 août précédant l'assemblée générale annuelle, elle compte au moins 50 membres en règle. L'application des textes des articles 27 et 31 concernant la section provinciale ne se fera qu'à partir de cette date.

Si, le 31 décembre suivant une vérification faite annuellement, la section provinciale compte moins de 50 membres en règle, les mandats de ses délégués au conseil prennent fin de plein droit.

À la même date, les postes des administrateurs élus au comité exécutif par les membres de la section provinciale deviennent vacants. Ils sont comblés de la façon prévue par le règlement.

**174.** Toute communication écrite telle que correspondance, avis ou convocation par la voie postale émanant de la Corporation est censée avoir été reçue à la bonne adresse du membre si elle est expédiée à la dernière adresse connue, telle que donnée par écrit et apparaissant dans les registres et livres de la Corporation.

**175.** Les budgets de la Corporation doivent être préparés et approuvés conformément aux règles suivantes :

a) dans les 45 jours de la fin de l'année financière de la Corporation, le budget est préparé et adopté par le comité exécutif ;

b) dans le même délai, le budget projeté est soumis pour étude au comité de surveillance en même temps que les états financiers annuels préparés par les vérificateurs ;

c) le projet de budget, les états financiers préparés par les vérificateurs, et le rapport des observations du comité de surveillance au conseil, le cas échéant, sont transmis aux membres du conseil avec l'avis de convocation de l'assemblée précédant l'ouverture du congrès annuel. Le budget et les états financiers sont alors soumis pour approbation au conseil lors de cette assemblée.

- 
- A.C. 1857-68, (1968) 100 G.O., 2746
  - A.C. 118-69, (1968) 100 G.O., 4998
  - A.C. 1734-69, (1969) 101 G.O., 2486
  - A.C. 2799-70, (1970) 102 G.O., 2902, 4771
  - A.C. 739-72, (1972) 104 G.O., 2919
  - A.C. 3038-72, (1972) 104 G.O., 9565
  - A.C. 4480-73, (1973) 105 G.O. II, 6839 et (1974) 106 G.O. II, 399
  - A.C. 4770-74, (1974) 106 G.O. II, 4131 et (1975) 107 G.O. II, 123
  - A.C. 1264-75, (1975) 107 G.O. II, 2131
  - A.C. 146-77, (1975) 107 G.O. II, 5017 et (1977) 109 G.O. II, 1833
  - A.C. 2491-77, (1976) 108 G.O. II, 7229 et (1977) 109 G.O. II, 4189
  - A.C. 2498-78, (1978) 110 G.O. II, 5569
  - D. 2100-80, (1980) 112 G.O. II, 3937
  - D. 1695-81, (1981) 113 G.O. II, 2813
  - D. 1800-81, (1981) 113 G.O. II, 2897





c. M-4, r.1

## Règlement de la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec

Loi sur les maîtres mécaniciens en tuyauterie  
(L.R.Q., c. M-4, a. 10)

**1. Dispositions déclaratoires et interprétatives :** Dans les présents règlements, les mots et expressions suivants, à moins que ce ne soit incompatible avec le contexte, doivent être interprétés comme suit :

- a) « ministre » : le ministre du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu ;
- b) « Corporation » : la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec ;
- c) « conseil » : le conseil provincial d'administration de la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec ;
- d) « Loi » : la Loi sur les installations de tuyauterie (L.R.Q., c. M-7 ; mod. L.Q., 1975, c. 53 ; après refonte : L.R.Q., c. I-12.1).

### SECTION I BUTS ET FINS

**2.** Les buts de la Corporation sont :

- a) augmenter la compétence et l'habileté de ses membres en vue d'assurer au public une plus grande sécurité et une meilleure protection au point de vue hygiène et santé ;
- b) réglementer leur discipline et leur conduite dans le métier ;
- c) faciliter et encourager leurs études ;
- d) leur permettre de discuter des questions les intéressant ;
- e) définir d'une façon plus précise les qualités requises pour devenir maître mécanicien en tuyauterie, ainsi que les obligations et responsabilités de ce métier ;
- f) rendre en général à ses membres tous les services dont ils peuvent avoir besoin.

### SECTION II ADMINISTRATION

#### §1. Conseil provincial

**3. Composition :** Les affaires de la Corporation sont administrées par un conseil appelé le « conseil provincial d'administration » composé d'un président, d'un premier vice-président, d'un second vice-président, d'un secrétaire, d'un trésorier, de 3 administrateurs (ces derniers sont élus alternativement 4 par 4 pour des mandats de 2 ans par l'assemblée générale annuelle de la Corporation), du président sortant de charge et du nombre d'administrateurs que les sections peuvent déléguer suivant ce qui est établi par les présents règlements.

**4. Vacances et démissions :** Un membre du conseil peut, en tout temps, donner avis écrit au conseil de son intention de démissionner et, sur acceptation de telle démission, la fonction devient vacante. Une fonction devient aussi vacante si le titulaire, pour quelque raison que ce soit, cesse d'être membre de la Corporation ou en est suspendu.

#### §2. Exécutif

**5. Administrateurs élus :** Le président, le premier vice-président, le second vice-président, le secrétaire, le trésorier, en ces mêmes titres et qualités, *ex-officio*, et les 3 administrateurs élus chaque année à l'assemblée générale annuelle de la Corporation et le président sortant de charge, constituent le comité exécutif de la Corporation. Le président sortant de charge reste membre de l'exécutif aussi longtemps que son successeur demeure président de la Corporation.

Cependant, le poste d'administrateur occupé par le président sortant devient vacant.

**6. Vacances et démissions :** S'il se produit quelque vacance à la charge du président, premier et second vice-présidents, secrétaire, trésorier, le conseil a le droit de nommer un administrateur pour remplir telle vacance pour le reste de la période d'office.

Si quelque vacance se produit parmi les autres membres du conseil, celui-ci a le droit de nommer un membre ordinaire de la Corporation pour remplir telle charge vacante pour le reste de la période d'office.

**7. Délégués :** Chaque section a le droit de déléguer au conseil, 1 administrateur par 150 ou fraction de 150 membres qu'il groupe dans son territoire.

Le président de chaque section est d'office, le délégué de sa section au conseil. Dans le cas d'une section ayant droit à plusieurs délégués, les autres sont choisis par le comité exécutif de la section concernée, à sa réunion suivant l'assemblée générale annuelle. Lorsque le président d'une section est élu sur le comité exécutif de la Corporation, il peut désigner un substitut pour représenter sa section sur le conseil.

Le vice-président peut agir comme substitut du président pour représenter sa section sur le conseil. Lorsque le vice-président siège déjà sur le conseil, le comité exécutif de sa section peut, en même temps qu'il nomme les délégués de la section au conseil, déterminer un autre membre du comité exécutif de la section qui siégera comme substitut du président lorsque requis.

**8. Période d'office :** La période d'office des administrateurs délégués par les sections est d'un an ; celui des administrateurs élus par l'assemblée générale annuelle est de 2 ans ; les administrateurs délégués des sections demeurant en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés dans le mois qui suit l'assemblée générale annuelle ; les administrateurs ayant été élus par l'assemblée générale annuelle précédente sont, au moment de l'élection, automatiquement relevés de leurs fonctions respectives.

**9. Rééligibilité :** Tous les membres du comité exécutif peuvent être réélus à l'expiration de leur mandat, sauf le président de la Corporation qui ne peut exercer telle fonction plus de 4 ans consécutifs.

**10. Rôle du comité exécutif :** Le comité exécutif a principalement pour rôle de voir à l'exécution des décisions, résolutions du conseil. Il surveille la bonne administration de la Corporation et a l'autorité d'ordonner et de disposer de tout ce qui lui semble utile au bon fonctionnement de la Corporation.

Il fait rapport de ses décisions et de ses activités au conseil réuni en assemblée. Il a tels autres pouvoirs et devoirs que lui délègue le conseil.

Sont également de son ressort :

- a) la protection des droits et privilèges de la Corporation ;
- b) la surveillance des intérêts professionnels, en toute circonstance ;
- c) le placement des fonds en conformité avec l'article 9810 du Code civil ;

d) les intérêts financiers ;

e) le comité exécutif doit voir à ce que tout officier, membre ou employé de la Corporation, sujet à recevoir ou déboursier, ou ayant autorité à faire déboursier les fonds de la Corporation, détienne un bon de fidélité, aux frais de la Corporation, d'une compagnie responsable du Québec pour assurer l'exécution de ses devoirs et le remboursement des argents reçus par lui comme tel.

### *§3. Devoirs des officiers au niveau provincial*

**11. Président :** Le président de la Corporation peut convoquer et doit présider toutes les assemblées générales et spéciales de la Corporation, les assemblées du conseil et du comité exécutif. Il a droit à un vote prépondérant partout. Il peut exercer la surveillance générale de la Corporation. Il a voix délibérante aux assemblées des conseils de section. Il est membre d'office de tous les comités, permanents ou spéciaux, avec droit de vote. Il signe conjointement avec le secrétaire les minutes, les procès-verbaux des assemblées générales de la Corporation et des assemblées du conseil et du comité exécutif. Il signe également les certificats d'admission des membres conjointement avec le secrétaire. Il doit de plus exercer tous les pouvoirs qui incombent à sa charge.

**12. Premier vice-président :** Lorsque le président est incapable ou refuse d'agir, le premier vice-président a et exerce tous les droits et pouvoirs du président.

**13. Second vice-président :** Lorsque le président et le premier vice-président sont incapables ou refusent d'agir, le second vice-président a et exerce tous les droits et pouvoirs du président.

**14. Secrétaire :** Le secrétaire vérifie, fait approuver les procès-verbaux des assemblées de la Corporation et du conseil et les signe. Il fait tout ce que le conseil lui assigne. Cette fonction est différente de celle du directeur général.

**15. Trésorier :** Le trésorier a la responsabilité de la tenue des comptes et doit soumettre le bilan aux membres de la Corporation, à l'assemblée générale annuelle. Il fait tout ce que le conseil lui assigne.

**16. Directeur général :** Le directeur général, qui n'est pas nécessairement un membre, doit :

- a) tenir les minutes aux assemblées générales et spéciales de la Corporation, du conseil et du comité exécutif et préparer les procès-verbaux de toutes ces assemblées ;
- b) être le dépositaire et le gardien des sceaux, de tous les livres, papiers, registres, minutes, documents apparte-

nant à la Corporation et tout ce qui peut constituer ses archives ;

c) tenir une liste ou un registre de tous les membres de la Corporation ;

d) faire toute la comptabilité de la Corporation si le trésorier ou un autre employé n'est pas préposé à ce travail ;

e) voir à la correspondance de la Corporation et garder les classeurs, compiler les originaux et les copies. Signer toute convention, document et autres actes à attester par la Corporation conformément aux règlements et sous la direction du comité exécutif. Contrôler les argents et les déposer dans la banque à charte désignée par le conseil ;

f) surveiller l'application de la Loi sur les maîtres mécaniciens en tuyauterie (L.R.Q., c. M-4) et des règlements de la Corporation ;

g) faire enquête et dresser un dossier dans chaque cas de plainte contre un membre de la Corporation et également contre les non-membres ;

h) sous la direction du comité exécutif, procéder contre toute personne qui exerce illégalement le métier ou commet une infraction à la Loi sur les maîtres mécaniciens en tuyauterie ainsi qu'aux règlements de la Corporation.

Le directeur général est autorisé à déléguer tout substitut qu'il juge à propos pour assermenter les plaintes.

Le directeur général peut déléguer l'un de ses subordonnés pour témoigner à l'effet qu'une personne est ou n'est pas membre de la Corporation ;

i) donner avis des assemblées aux membres concernés selon le cas ;

j) il a la direction du bureau général, ainsi que des autres bureaux de la Corporation avec autorité sur tout le personnel, y compris le pouvoir d'engager et de suspendre temporairement ;

k) il est engagé par contrat sur résolution du comité exécutif. Après 25 ans de services, il est loisible à la Corporation de lui payer jusqu'à sa mort, la rente annuelle fixée par résolution du conseil ;

l) il peut assister à toutes les assemblées de la Corporation, du conseil, du comité exécutif et des autres comités, et aussi, à toutes les assemblées des sections et de leurs conseils et comités ;

m) seulement sur preuve de manquement grave à son devoir ou incompétence, le directeur général peut être congédié par la majorité absolue des membres du comité exécutif. Cette décision doit être ratifiée par la majorité absolue des membres du conseil.

#### §4. Devoirs des officiers au niveau des sections

**17. Président :** Le président d'une section peut convoquer et doit présider toutes les assemblées générales et spéciales de sa section, les assemblées du comité exécutif de sa section. Il a droit à un vote prépondérant partout. Il doit exercer la surveillance générale de sa section. Il est membre d'office de tous les comités qui peuvent être formés dans sa section, avec droit de vote. Il signe conjointement avec le secrétaire, les procès-verbaux des assemblées tenues dans sa section. Il doit de plus exercer tous les pouvoirs qui incombent à sa charge.

**18. Premier vice-président :** Le premier vice-président a et exerce tous les droits et pouvoirs lorsque le président est incapable ou refuse d'agir.

**19. Second vice-président :** Le second vice-président a et exerce tous les droits et pouvoirs lorsque le président et le premier vice-président sont incapables ou refusent d'agir.

**20. Secrétaire :** Le secrétaire fait approuver les procès-verbaux des assemblées de sa section. En outre, il doit transmettre au siège social de la Corporation, à l'attention du directeur général, une recommandation, favorable ou non, concernant toute personne qui fait une demande pour devenir membre de la Corporation et résidant ou faisant affaires dans sa section. Pour ce faire, il peut avoir recours aux autres officiers de sa section.

**21. Trésorier :** Le trésorier, lorsqu'il y a lieu, doit rendre compte chaque année au trésorier de la Corporation, au moins 10 jours avant l'assemblée générale annuelle, des argents reçus pour sa section.

### SECTION III COMITÉS

**22. Définition :** Le conseil peut, quand il le juge utile ou nécessaire, former des comités ou des sous-comités, et en nommer les membres. Dès qu'il accepte de servir, tout officier, nommé ou élu sur tout comité ou commission par le siège social ou par une section, manquant 2 réunions consécutives sans motivation d'absence, peut être destitué après autorisation par le comité exécutif de la Corporation.

**23. Catégories de comités :** Il y a des comités temporaires et des comités permanents. Le président d'un comité permanent doit être un membre du conseil.

Les comités permanents de la Corporation sont les suivants :

- a) le comité de nomination et d'élection ;
- b) le comité de législation et des règlements ;
- c) le comité des relations publiques ;
- d) le comité des finances et de vérification ;
- e) le comité des membres ;
- f) le comité de formation et de perfectionnement professionnels ;
- g) le comité de pratique professionnelle et de discipline.

**24. Rapports :** Chaque comité doit faire rapport au conseil, lorsque requis, et à l'assemblée générale annuelle. Les rapports doivent être signés par le président et le secrétaire de chaque comité concerné.

**25. Durée des fonctions :** Chaque membre d'un comité demeure en office jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou renommé.

**26. Minutes :** Chaque comité doit tenir les minutes de toutes les assemblées.

**27. Actes de procédures :** Tous les actes de procédures d'un comité sont sujets à révision de la part du conseil. À sa première réunion suivant l'assemblée générale annuelle, le conseil doit réviser la liste des membres de tous les comités permanents pour y faire les nominations et changements qu'il croit utiles. Le conseil voit à remplir toute vacance pouvant se produire en tout temps dans l'un des comités.

#### SECTION IV COMITÉ DE NOMINATION ET D'ÉLECTION

**28. Composition :** Le comité de nomination et d'élection se compose de 5 membres, à savoir : en autant que possible, les 5 derniers présidents sortant de charge de la Corporation, tous membres en règle. Le dernier président sortant de charge, à moins qu'une autre personne ne soit désignée par le conseil, est le président du comité de nomination et d'élection.

**29. Devoirs :** Ce comité, en outre d'exécuter les tâches qui lui sont particulièrement assignées par le conseil, voit généralement à l'exécution des procédures et formalités d'élection et accomplit les fonctions qui lui sont attribuées par les présents règlements.

**30. Éligibilité des membres (élections) :** Tout membre en règle avec la Corporation est éligible à l'une quelconque

des fonctions du conseil, s'il est proposé et secondé de la façon suivante :

a) **formule de mise en nomination :** la mise en nomination doit être faite sur une formule de nomination à cette fin, indiquant le nom du candidat, son adresse et portant la signature du proposeur et de 2 autres membres de la Corporation. Elle contient en outre la signature du candidat, indiquant son consentement à la mise en nomination et à l'acceptation d'un poste au comité exécutif de la Corporation, s'il est élu ;

b) **délai :** cette mise en nomination, au moins 15 jours avant l'assemblée générale annuelle de la Corporation, est envoyée au comité de nomination et d'élection, à l'adresse du siège social de la Corporation, sous enveloppe cachetée et dûment affranchie.

**31. Listes des candidats :** Le comité de nomination et d'élection, après avoir décacheté les enveloppes qui lui sont envoyées, dresse la liste des candidats mis en nomination, de la façon décrite aux paragraphes a et b de l'article 30. Si le nombre des candidats est inférieur à 4, eu égard au complément de la formation du comité exécutif, il est du devoir du comité de nomination et d'élection de proposer autant de candidats que requis pour combler les cadres, selon les présents règlements. Le comité de nomination et d'élection ordonne alors la publication immédiate de la liste des candidats élus, selon le cas, à tous les membres de la Corporation.

**32. Bulletins de vote :** Au moment de l'élection, chaque bulletin contient l'énumération alphabétique des candidats et chaque bulletin, pour être valide, doit être marqué des initiales du président du comité de nomination et d'élection.

**33. Distribution et mode :** Les bulletins sont distribués aux membres au moment de l'élection et, avant la tenue du scrutin, le président d'élection explique le rouage de l'élection et met les membres en garde contre les erreurs pouvant entraîner l'annulation d'un bulletin de vote.

Les membres font une croix (X) en regard des noms des candidats de leur choix et le bulletin ainsi marqué est mis sous pli.

**34. Scrutin secret :** Si le vote est nécessaire, parce qu'il y a plus de 4 candidats, il est tenu au scrutin secret.

**35. Droit de vote :** Seuls les membres présents et en règle ont droit de vote. Pour avoir droit de vote à l'assemblée générale annuelle, il faut avoir payé sa cotisation pour l'année en cours au moment de cette assemblée.

**36. Votation :** La votation se fait sous le contrôle du comité de nomination et d'élection dont le président d'élection et dont les membres agissent comme scrutateurs ; ils doivent voir à la préparation des bulletins, à leur distribution et au recueil des votes.

**37. Bulletins annulés :** Le comité de nomination et d'élection a discrétion pour rejeter comme nul tout bulletin altéré ou désignant plus de candidats qu'il n'est prévu par les règlements.

**38. Dépouillement :** Après la cueillette des bulletins, le comité de nomination et d'élection se réunit pour procéder au dépouillement du scrutin. Le directeur général peut assister au dépouillement du scrutin.

**39. Résultat de l'élection :** Après la tenue de l'élection, le président d'élection déclare élus membres du comité exécutif les 4 candidats ayant recueilli le plus grand nombre de votes, sans en mentionner le nombre. Dans le cas où il n'y aurait que 4 candidats, le président les déclare élus par acclamation.

**40. Nominations :** Le conseil se rassemble et désigne les fonctions que chacun des 4 membres élus et des 4 autres membres de l'exécutif, qui n'ont pas eu à subir d'élection, doit assumer durant la prochaine période d'office.

**41. Au cas d'égalité :** Au cas d'égalité, le comité de nomination et d'élection se réunit aussitôt en aparté et choisit, par scrutin secret, lequel des candidats *ex aequo* est élu.

**42. Proclamation :** Immédiatement après l'assemblée du conseil, le président du comité de nomination et d'élection proclame les élus.

## SECTION V COMITÉ DE LÉGISLATION ET DES RÈGLEMENTS

**43. Composition :** Ce comité se compose de 3 membres, dont 1 représentant la commission A et 1 représentant la commission B, tous nommés par le conseil et peut en outre s'adjoindre l'aviseur légal de la Corporation. Le conseil peut, s'il le juge à propos, augmenter le nombre des membres de ce comité.

**44. Pouvoirs et devoirs :** Les pouvoirs et devoirs de ce comité sont tels que déterminés par résolution du conseil et comprenant en particulier :

a) **responsabilités :** l'étude et la coordination des rapports et suggestions provenant des sections ou d'ailleurs,

soumis au conseil, concernant la législation et les règlements ;

b) **règlements :** la soumission à la décision du conseil et de la Corporation, de toute modification projetée aux règlements.

**45. Droits de la Corporation :** L'étude et l'examen de toute législation et réglementation des autorités gouvernementales et municipales, relativement aux travaux sanitaires, à la plomberie, au chauffage, ou concernant les intérêts et les droits de la Corporation et de ses membres.

## SECTION VI COMITÉ DES RELATIONS PUBLIQUES

**46. Composition :** Le comité des relations publiques se compose de 5 membres en règle de la Corporation nommés par le conseil.

**47. Pouvoirs et devoirs :** Les pouvoirs et devoirs de ce comité sont tels que déterminés par résolution du conseil et comprennent en particulier :

a) rédaction et publication de toute documentation pouvant éclairer le public et les membres sur les travaux, les buts et les activités de la Corporation, sur les qualités, responsabilités et fonctions de ses membres ;

b) étude et désignation des méthodes les plus pratiques, les plus conformes à la bonne conduite professionnelle et les plus aptes à confirmer dans le public les avantages que présentent les services des membres de la Corporation.

**48. Restriction :** Avant de mettre à exécution toute publication dans le public ou faire toute publicité comportant des dépenses, le comité doit au préalable en soumettre les textes et obtenir l'approbation du comité exécutif.

## SECTION VII COMITÉ DES FINANCES ET DE VÉRIFICATION

**49. Composition :** Le comité des finances et de vérification est nommé par le conseil et se compose de 3 membres, dont le président est un membre-délégué sur le conseil. Les 2 autres membres sont choisis parmi les autres membres de la Corporation, n'occupant aucune fonction au niveau du comité exécutif ou du conseil.

**50. Pouvoirs et devoirs :** Les pouvoirs et devoirs de ce comité sont tels que déterminés par résolution du conseil, particulièrement :

a) bilan : la considération des revenus et dépenses de la Corporation ;



b) rapport annuel : la considération du rapport annuel à être soumis à l'assemblée générale annuelle ;

c) budget : l'obligation de faire rapport de ses activités à l'assemblée générale annuelle ;

d) dépenses fixes : la vérification des dépenses fixes telles que les salaires, le loyer, les taxes locatives, le téléphone, les frais directs sur les salaires, les frais postaux, les frais d'automobiles et autres ;

e) déboursés spéciaux : la vérification de tout déboursé spécial effectué, appuyé par une résolution appropriée du comité exécutif ou du conseil, avec les pièces justificatives dans chaque cas ;

f) disponibilités : la vérification de tous les déboursés effectués, en tenant compte des prévisions budgétaires en vigueur, connaissant le solde des disponibilités à chaque item du budget, avec les pièces justificatives dans chaque cas ;

g) sections : la considération des déboursés spéciaux aux sections effectués au cours de chaque année financière. Ce comité a plein pouvoir d'exiger de toute section tous les détails ou renseignements nécessaires ou utiles pour les fins de ses études et considérations ;

h) déboursés : la responsabilité de signaler au comité exécutif ou au conseil toute anomalie dans le cas de déboursés non-prévus au budget et non-justifiés par des résolutions approuvées ;

i) vérification des livres : la responsabilité de voir, chaque année, à ce que les livres soient vérifiés et à ce que les états financiers soient préparés et attestés par le ou les vérificateurs-comptables agréés désignés par le conseil.

## SECTION VIII COMITÉ DES MEMBRES

**51. Composition :** Ce comité se compose de 5 membres en règle, nommés par le conseil, en considérant l'article 151. Il peut s'adjoindre les personnes qu'il croit utiles dans l'exercice de ses fonctions.

**52. 1) Devoirs :** Ce comité siège obligatoirement 4 fois par année.

2) **Sessions :** Le deuxième vendredi de mars, juin, septembre et décembre. Le comité doit, à chacune de ses séances, considérer chacune des demandes d'admission reçues et dûment déposées, au moins 30 jours avant une séance d'examen.

**53. Admission :** Le comité, à chacune de ses sessions, étudie le dossier de tous les candidats à l'admission dans la Corporation. Il peut les examiner sur leurs aptitudes pro-

fessionnelles et peut, pour ce faire, s'adjoindre le personnel requis. Il a autorité de décider si ces candidats rencontrent les prescriptions des règlements et en conséquence, ordonne l'émission d'un certificat de membre ou refuse l'entrée, selon le cas. Seul, le comité exécutif devant qui peut être interjeté appel, a le pouvoir de renverser les décisions de ce comité à sa prochaine réunion.

Ce certificat de membre doit être affiché en vue du public, dans la pièce principale de son siège social ou de son principal établissement commercial et la carte d'identification de membre doit être portée sur la personne désignée en tout temps. Ces 2 documents sont la propriété de la Corporation et doivent lui être retournés sur révocation officielle.

**54. Candidats – licences :** Le candidat doit avoir :

a) obtenu une licence d'entrepreneur conformément à la Loi ou aux règlements municipaux d'une corporation municipale autorisée par cette Loi à régir ces matières. Il sera exigé de tout candidat ou membre de la Corporation qui n'est pas assujéti à la Loi, une carte de compagnon pour chacune des spécialités s'il ne doit pas détenir une licence d'entrepreneur émise en vertu de la Loi ;

b) fait une demande d'admission accompagnée du dépôt de la somme de 75 \$, à titre de frais d'inscription, avec en outre, le montant de la cotisation annuelle. Les frais d'examen sont de 25 \$ par séance, pour une ou plusieurs catégories. Ce montant est en plus des frais d'inscription. Toutefois, ce montant de 25 \$ devient confisqué si le candidat, ayant été dûment convoqué à une séance d'examens et, sans raison valable à la satisfaction du comité des membres, fait défaut de se présenter à la date prévue ;

c) cette demande doit être adressée au directeur général de la Corporation au moins 30 jours avant une séance d'examen. Ce dernier doit, sur réception d'une telle demande, en transmettre une copie au secrétaire de la section concernée, lui demandant une recommandation appropriée ;

d) tout candidat d'origine étrangère doit, au préalable être admis au Canada comme « immigrant reçu » et avoir une connaissance d'usage du français ;

e) tout candidat doit démontrer que les valeurs totales de ses biens excèdent 5 000 \$ ;

f) subi les examens d'admission de la Corporation concernant sa compétence technique, sa compétence administrative et sa compétence en matière de sécurité.

**55. Compagnies, corporations, sociétés :** Toute compagnie, corporation, société, peut devenir membre de la Corporation pourvu que :

a) elle obtienne une licence conformément à la Loi ou aux règlements des corporations municipales autorisées par cette Loi à régir ces matières ;

b) elle satisfasse aux articles 54, 58, 61 et 62 ;

c) son ou ses directeurs ou membres, selon le cas, dont les qualifications personnelles lui permettent d'obtenir la licence d'entrepreneur et l'admission dans la Corporation, soient véritablement intéressés dans l'entreprise et non seulement des prête-noms, et soient soumis aux conditions de l'examen. L'expression « véritablement intéressé » employée ci-dessus sert à désigner celui qui, dans le cas d'une compagnie ou d'une société, y travaille pour la plus grande partie de ses journées ouvrables et qui participe à l'exécution de tous les contrats de l'entreprise, soit manuellement, soit comme contremaître ou dirigeant. Dans le cas d'une société, il doit en outre participer à toutes les pertes de l'entreprise, au moins dans la proportion du capital qu'il est tenu de posséder selon l'article 56. Un individu ne peut qualifier à la fois plus d'une société, compagnie ou corporation, comme membre de la Corporation.

**56. Capital souscrit :** Toute société, corporation ou compagnie qui fait application pour devenir membre de la Corporation, doit fournir la preuve au comité des membres, que son ou ses directeurs ou membres qui lui permettent l'obtention d'une licence provinciale et l'admission dans la Corporation détiennent en propriété absolue, et en tout temps, au moins 25% du capital social si c'est une société et 25% du capital souscrit et versé, dans le cas d'une compagnie ou corporation.

Le montant du capital social ou du capital souscrit et versé, décrit au premier alinéa, doit être d'au moins 5 000 \$. Une déclaration assermentée par un notaire ou un avocat doit accompagner la demande d'admission de toute société, corporation ou compagnie.

**57. Dissolutions de sociétés :** Telle compagnie, corporation ou société cesse d'être autorisée à exercer comme maître mécanicien en tuyauterie, à la suite du départ de son ou ses qualificateur(s) reconnu(s), et cesse d'être membre en règle de la Corporation, à moins qu'elle n'ait donné avis écrit, par courrier recommandé ou poste certifiée, au directeur général de la Corporation, dans un délai de 30 jours suivant cette éventualité.

Si cet avis est donné dans le délai prescrit, cette compagnie, corporation ou société peut continuer ses opérations durant une période maximale de 120 jours, s'il s'agit du départ d'un qualificateur pour raisons personnelles, ou durant une période de 180 jours s'il s'agit du décès du qualificateur, pourvu qu'elle présente à la Corporation un candidat qualificateur en remplacement et que ce candidat

remplisse les conditions d'admission et de reconnaissance de la Corporation dans ces mêmes délais.

**58. Conditions postérieures :** Tout membre doit en tout temps sous peine de voir son certificat révoqué par le comité des membres :

a) tenir réellement un bureau et un atelier, soit au moins une pièce aménagée aux fins de l'exercice du métier et ayant une surface de plancher minimale de 15 mètres carrés ;

b) installer bien en vue du public, en face de son bureau ou atelier, ou ailleurs dans le cas d'impossibilité, une enseigne portant au moins son nom et l'inscription du métier ;

c) si la place d'affaires, bureau ou atelier est situé dans ou adjacent à une résidence sur une rue ou avenue résidentielle, fournir une attestation à l'effet que la municipalité concernée autorise l'exploitation d'une entreprise à cet endroit et l'installation d'une enseigne commerciale, soit dans le cas d'un nouveau membre ou à la suite d'un déménagement subséquent ;

d) avoir un téléphone d'affaires à son nom avec inscription appropriée dans l'annuaire téléphonique de sa localité, ou du moins, fournir la preuve qu'il a fait une demande à cet effet.

Toute inscription dans les annuaires et bottins téléphoniques doit indiquer l'adresse et la place d'affaires reconnue par la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec où l'appareil du téléphone doit être installé ;

e) 3 mois après son admission dans la Corporation, ne plus occuper un emploi de mécanicien en tuyauterie à titre de salarié. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux membres qui étaient en règle avant le 1<sup>er</sup> mai 1967 ; et

f) faire écrire sur les flancs de tout véhicule qu'il utilise pour ses affaires, et ce, au moyen de peinture ou d'enseignes amovibles du genre accepté par la Corporation, les inscriptions ou symboles suivants :

- i. le nom de cette entreprise ou le nom du membre ;
- ii. la nature du métier pratiqué par ce membre ;
- iii. le sigle de la Corporation, dont les dimensions doivent être d'au moins 15 centimètres par 15 centimètres ;
- iv. les caractères ou symboles doivent avoir une hauteur d'au moins 5 centimètres.

Un membre de la catégorie B n'est pas assujéti aux paragraphes a, b, c et d du premier alinéa s'il prouve au comité des membres qu'il a signé un contrat exclusif d'entretien et de réparation de systèmes de brûleurs à l'huile avec

une seule compagnie distributrice d'huile à chauffage pour une période déterminée d'au moins 6 mois.

Ces obligations dans le cas d'un nouveau membre prennent effet le soixantième jour de l'émission d'une attestation de réussite de l'examen à moins que le comité des membres ne lui donne un nouveau délai pour raison valable.

Tout nouveau membre qui n'exerce pas comme entrepreneur dans les 12 mois de l'émission de l'attestation de réussite de l'examen, doit, s'il entend exercer après cette période, subir de nouveaux examens à moins de pouvoir fournir une raison valable.

**59. Nouveaux :** Celui ou ceux qui qualifient toute société, corporation ou compagnie, sont considérés « nouveaux » s'ils quittent cette société, corporation ou compagnie pour agir à leur compte ou qualifier une autre société, corporation ou compagnie et doivent en conséquence payer les frais d'inscription.

Si la raison sociale change à la suite d'une séparation des sociétaires, les sociétaires sont considérés « nouveaux », au sens des présents règlements, si l'un ou tous repartent séparément à leur compte.

Si la raison sociale change sans qu'il y ait dissolution ou séparation des sociétaires, il n'y a pas de frais d'inscription.

Tout qualificateur quittant toute société, corporation ou compagnie pour partir à son compte est sujet à l'examen de la Corporation s'il ne l'a pas antérieurement subi.

#### **60. Changement de raison sociale :**

1) Tout individu, membre de la Corporation, peut, dans l'exercice de son métier, prendre une raison sociale et la modifier sans être assujéti aux conditions d'examens et frais d'inscription.

2) Il n'y a pas lieu à examens et paiement des frais d'inscription lorsqu'un individu, membre de la Corporation, forme avec d'autres, une compagnie, corporation ou société qu'il qualifie, pourvu que telle compagnie, corporation ou société satisfasse aux conditions des présents règlements relatifs aux compagnies, corporations ou sociétés.

3) Un membre qu'il soit un individu, une société, une corporation ou une compagnie doit dans toutes ses activités comme maître mécanicien en tuyauterie s'identifier et utiliser le nom sous lequel il est admis et enregistré comme membre de la Corporation et uniquement ce nom.

**61. Loi sur les mécaniciens :** Pour être considéré en règle avec la Corporation, chaque membre doit fournir la preuve au directeur général de la Corporation, avant le 31

mai de chaque année, qu'il est en règle avec la Loi, ou, selon le cas, avec les règlements des corporations municipales autorisées par la Loi, à régir ces matières.

**62. Centres de moins de 5 000 âmes :** Les entrepreneurs exerçant leur métier dans les territoires non organisés ou dans les municipalités dont la population ne dépasse pas 5 000 âmes et où il n'y a pas d'égoût public, peuvent être admis membres de la Corporation, sujets aux mêmes conditions, en autant qu'elles sont applicables.

**63. Membres temporaires ou étrangers :** Une personne demeurant en dehors du Québec, une compagnie, corporation, société, qui n'a pas de place d'affaires au Québec, peut obtenir un certificat de membre temporaire dans la Corporation pourvu que :

a) elle ait obtenu une licence conformément à la Loi, ou, selon le cas, conformément aux règlements des corporations municipales autorisées par la Loi à régir ces matières ;

b) avant de soumissionner et d'entreprendre, elle ait subi avec succès les examens devant le comité des membres, selon l'article 53 et se soit conformée à toutes les conditions concernant l'admission des membres et particulièrement celles prévues aux articles 52 à 59 ;

c) elle paie à la Corporation une somme équivalant à la cotisation que paient les membres réguliers à la Corporation et les frais d'inscription avec, en outre, un montant additionnel de 100 \$ par contrat intervenu ou exécuté au Québec ;

d) elle se conforme aux règlements de la Corporation dans la pratique du métier.

Tel certificat n'est valable que jusqu'à la fin de l'année fiscale de la Corporation. Si les travaux ne sont pas terminés, le certificat peut être renouvelé moyennant versement de la cotisation chaque année.

Le certificat ainsi octroyé ne confère aucun droit au titulaire que celui d'exercer le métier de maître mécanicien en tuyauterie.

**64. Exception :** Toutefois, le comité des membres peut dispenser des paragraphes b et c du premier alinéa de l'article 63, les entrepreneurs de la ville d'Ottawa exécutant des travaux dans les limites de la ville de Hull, pourvu que la ville d'Ottawa concède aux entrepreneurs de la ville de Hull exécutant des travaux dans les limites de la ville d'Ottawa, des avantages jugés équivalents.

**65. Membres honoraires :** Le conseil peut, sur résolution adoptée par la majorité de ses membres, émettre un certificat de membre honoraire à vie, à toute personne

pour services signalés rendus à la Corporation, soit à l'occasion de son incorporation ou par la suite.

Tel certificat est émis en faveur de l'individu et non pas de l'entreprise, firme, corporation, compagnie, société à laquelle il appartient.

Le titulaire d'un tel certificat jouit des mêmes droits et privilèges que les autres membres de la Corporation.

Il n'y a pas plus de 15 membres honoraires en aucun temps.

**66. Droits des membres :** Les membres ont le droit :

a) d'exercer le métier d'entrepreneur en plomberie, en chauffage tel que défini dans la Loi sur les maîtres mécaniciens en tuyauterie (L.R.Q., c. M-4) ;

b) de prendre, porter ou employer le titre ou se prévaloir du nom de maître mécanicien en tuyauterie en français et de *master pipe mechanic* en anglais, et mettre après leur nom les initiales MMT ou MPM ;

c) de voter aux assemblées de la Corporation ;

d) d'accéder aux fonctions d'administrateur ou officier.

**67. Faillites :** Un membre qui fait cession de ses biens ou est déclaré en faillite, selon la Loi sur la faillite (S.R.C., 1970, c. B-3), ou qui est l'objet d'une liquidation est automatiquement exclu de la Corporation.

Pour les fins du présent article, tout membre ou son qualificateur, exerçant comme tel durant la période de 90 jours précédant cette cession volontaire ou faillite, ou liquidation en cas d'insolvabilité, s'il s'agit d'une société, compagnie ou corporation est assujéti comme s'il exerçait encore au moment de cette cession volontaire ou faillite ou liquidation.

Un failli ne peut être admis ou réadmis comme membre de la Corporation que si les conditions ci-après sont remplies, à savoir :

a) avoir obtenu sa libération par un tribunal compétent siégeant en matière de faillite ;

b) avoir satisfait à toutes les conditions posées par le tribunal qui a entendu sa demande de libération ;

c) avoir rempli les conditions stipulées à l'article 54 et avoir réussi les examens qu'il est tenu de subir même s'il les avait antérieurement réussis ;

d) avoir démontré que la valeur totale de ses biens excède d'au moins 5 000 \$ le montant total de ses obligations. Dans le cas où cette valeur est temporairement inférieure à ce montant, la Corporation peut accepter bon et

valable cautionnement d'un tiers pour couvrir la différence.

Lorsque le failli est une corporation, une personne qui était qualificateur, administrateur ou directeur de cette corporation faillie dans les 90 jours précédant la date de la faillite ou cession volontaire, ne peut qualifier ou habilitier une autre corporation qui désire être membre de la Corporation avant l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de la faillite.

Nonobstant ce qui précède, le comité exécutif de la Corporation a le pouvoir de réadmettre avant l'expiration du délai d'un an, comme qualificateur d'une corporation, la personne qui était qualificateur, administrateur ou directeur de la corporation si cette personne démontre qu'elle n'est aucunement responsable de la faillite et si toutes les autres exigences des règlements sont respectées.

**68.** Tout qualificateur qui, dans toute société, corporation ou compagnie a fait une proposition au sens de la Loi sur la faillite, ne peut partir à son compte ou qualifier une autre société, corporation ou compagnie sans le consentement exprès du comité exécutif. Ce dernier peut alors lui demander des garanties de solvabilité.

Tout membre individuel qui démissionne ne peut redevenir membre ou qualificateur s'il a fait une proposition au sens de la Loi sur la faillite. Les conditions du premier alinéa s'appliquent dans ce cas.

**69. Cotisation :** La Corporation peut imposer à ses membres, une cotisation annuelle ne dépassant pas 400 \$.

**70. Délai :** Les cotisations annuelles sont dues le 1<sup>er</sup> avril de chaque année. Les membres qui n'ont pas payé leur cotisation à cette date sont automatiquement exclus de la Corporation.

## SECTION IX COMITÉ DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNELS

**71.** Ce comité se compose de 5 membres en règle nommés par le conseil annuellement. Les membres de ce comité demeurent en fonction jusqu'à leur remplacement.

**72.** Ce comité peut s'adjoindre les personnes qu'il croit utiles dans l'exercice de ses fonctions.

**73.** Ce comité siège aussi souvent que requis.

**74.** Le quorum, aux réunions de ce comité, est constitué de la majorité de ses membres ayant droit de vote.

**75.** Ce comité a pour tâche de veiller à la formation et au perfectionnement professionnels de ses membres. Il doit soumettre au conseil toute question qui amène des déboursés d'argent dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont confiés.

## SECTION X COMITÉ DE PRATIQUE PROFESSIONNELLE ET DE DISCIPLINE

**76. Composition :** Le comité de pratique professionnelle et de discipline est composé de 5 membres en règle, nommés par le conseil.

**77. Enquêtes :** Le comité doit enquêter sur toute plainte relative à la conduite professionnelle des membres et sur toute infraction à la charte de la Corporation et ses règlements commise par quiconque. Il peut aussi, lorsqu'il se croit justifiable, faire toute enquête de sa propre initiative. Le comité se tient au courant de toute instance judiciaire relative à l'application de la charte et aux règlements de la Corporation. Il doit faire rapport de ses constatations au conseil qui statue sur les mesures à prendre en telles occurrences.

**78. Assemblées :** Ce comité doit siéger chaque fois qu'il en est requis par son président ou par 2 de ses membres ou par le directeur général. Les plaintes reçues par les sections ou par tout membre doivent être transmises au directeur général qui en informe le président. Si le président juge que la plainte est de la nature d'une infraction, il demande au directeur général de la Corporation d'ouvrir une enquête.

**79. Rapport du directeur général :** Le directeur général de la Corporation est autorisé à faire toutes les démarches, recherches et demandes de renseignements qu'il croit utiles au sujet des actes consignés dans la plainte. Le directeur général fait alors un rapport complet de son enquête au président du comité.

**80. Plaintes non fondées :** Le comité, lorsque la plainte est, à sa face, frivole ou futile, ou lorsque le rapport du directeur général le convainc que la plainte est sans aucun fondement, doit notifier par écrit le plaignant que le comité n'entend pas y donner suite.

**81. Plaintes fondées :** Lorsque la plainte paraît fondée, le comité donne instruction au directeur général de :

- a) rédiger une plainte officielle contre la personne accusée ;
- b) envoyer copie de cette plainte à la personne accusée ;

c) convoquer une réunion du comité pour l'audition de cette plainte ;

d) donner par pli recommandé ou certifié, avis à la personne accusée de la tenue de telle assemblée au moins 10 jours à l'avance et l'inviter à y assister.

**82. Tenue des assemblées :** Les séances d'audition du comité se tiennent dans les bureaux de la Corporation ou ailleurs, lorsqu'en raison des circonstances, le comité le croit préférable.

**83. Témoins :** Lors de l'audition, des témoins peuvent être entendus à l'initiative du plaignant ou de l'accusé, du directeur général ou du comité. L'accusé a le droit de faire entendre ses représentations personnelles comme il doit se soumettre aux interrogatoires que le comité juge à propos.

**84. Délibéré :** Après l'audition des témoins et des représentations des parties concernées, le comité délibère à huis clos et prend pour ce faire, le temps requis.

**85. Déplacement des témoins :** Dans le cas où le comité croit trop onéreux pour le plaignant, l'accusé ou la Corporation, d'exiger le déplacement des témoins devant être entendus, à cause de leur nombre ou de l'éloignement, de la maladie ou autre raison, il peut déléguer le président du comité ou le directeur général de la Corporation à se rendre dans la ou les localités où se trouvent les témoins afin d'y recueillir les dépositions de ces témoins par écrit, et signées par eux. Pour procéder à ces interrogatoires, le délégué du comité doit s'adjoindre un membre de la section dans le territoire de laquelle il se trouve. Le plaignant et l'accusé ont le droit d'assister à ces interrogatoires.

**86. Procédure :** Le président du comité ou le délégué, selon le cas, a toute l'autorité et la discrétion de déterminer la procédure et de voir à la conduite de ces séances d'enquête et d'audition avec dignité et bon ordre. Il peut interdire l'entrée dans la salle à toute personne autre que les témoins et les parties concernées.

**87. Ex-parte :** Le plaignant ou l'accusé peuvent comparaître personnellement ou par procureur devant le comité. Si l'accusé fait défaut de comparaître ou de plaider, le comité peut procéder *ex-parte*.

**88. Assignations :** Toutes les assignations sont faites au nom du président du comité par le directeur général. Tous les avis doivent être signifiés personnellement ou à une personne en charge du domicile ou lieu où se trouve le destinataire, ou par voie de poste recommandée ou certifiée.

**89. Pièces à conviction :** Dans toute cause portée devant le comité, les pièces produites ne peuvent être dépla-

cées à moins du consentement écrit des 2 parties et de la permission, également écrite, du président. Toutes les pièces produites dans une cause deviennent communes à toutes les parties de l'instance et elles peuvent expédier des copies par l'entremise du directeur général qui en est ainsi dépositaire. Tant que le jugement final et en dernier ressort n'est pas rendu, toute pièce produite fait partie du dossier et, après la cause définitivement terminée, ne peut être remise à la partie qui l'a produite, que sur la permission écrite du président du comité.

**90. Jugement :** Le comité, après avoir délibéré, doit motiver son jugement par écrit. Si l'accusé est déclaré coupable, le jugement doit indiquer les peines imposées. Les décisions ne peuvent être prises que par la majorité absolue du comité.

**91. Appel :** Il y a appel au comité exécutif de toutes décisions rendues par le comité de discipline dans une instance. L'appel peut se faire à l'initiative de toute partie au moyen d'une inscription sommaire accompagnée d'un dépôt de 50 \$, adressé au directeur général de la Corporation dans les 8 jours de la date de la décision dont il y a appel. Le montant de 50 \$ est remis à l'appelant, si le jugement du comité de discipline est renversé ou modifié.

**92. Délai :** Cet appel est décidé par le comité exécutif à sa première réunion subséquente, convoquée aux fins d'entendre des cas d'appel, permettant cependant au directeur général d'envoyer aux parties concernées, un avis d'au moins 15 jours.

**93. Dossier :** Sur réception d'une inscription en appel, le directeur général doit transmettre un dossier complet au comité exécutif, chaque partie pouvant y adjoindre un exposé au factum de ses prétentions, au moins 10 jours avant l'assemblée de ce comité.

**94. Comité exécutif :** Le dossier en première instance et le factum des parties sont les seuls documents produits en appel. Seul, le comité exécutif décide si des témoins doivent être entendus de nouveau et une nouvelle preuve faite devant lui. Cependant, les parties ont le droit de se faire entendre verbalement lors de la séance. La délibération se fait à huis clos.

**95. Sections :** Une copie certifiée par le directeur général est expédiée par lui de tout jugement du comité de discipline ou du comité exécutif, comportant une peine, au secrétaire de la section de l'accusé, pour qu'il en donne connaissance au conseil de cette section.

**96. Peines :** Les mesures disciplinaires que le comité de discipline ou le comité exécutif, selon le cas, peuvent imposer contre un membre trouvé coupable, sont les suivantes :

- a) blâme sous la forme de lettre signée par le président du comité et expédiée par le directeur général ;
- b) blâme verbal par le président du comité de pratique professionnelle et de discipline devant les membres de ce comité, le contrevenant étant présent ;
- c) blâme verbal par le président du conseil devant les membres du conseil réunis en assemblée, le contrevenant étant présent ;
- d) publication dans un des bulletins officiels de la Corporation du texte de la mesure disciplinaire ;
- e) suspension du droit d'exercer le métier pour une durée déterminée. Le membre suspendu peut, à la discrétion du comité exécutif, obtenir la permission de continuer l'exécution des seuls travaux commencés antérieurement à la suspension ;
- f) expulsion du délinquant de la Corporation et radiation de son nom de la liste des membres ;
- g) imposition d'une amende de 100 \$ à 2 000 \$ ; ou
- h) la déchéance temporaire de certains droits découlant du statut de membre en vertu de l'article 66 et aussi destitution de la ou des fonctions que l'inculpé peut occuper dans la Corporation comme telle ou dans une section.

Le comité de discipline ou le comité exécutif peut imposer plus d'une mesure disciplinaire à la fois.

**97. Absence :** Dans le cas où la présence du délinquant est requise pour l'exécution de la peine, si celui-ci refuse ou fait défaut de se présenter, le comité ou le conseil, selon le cas, a le droit de choisir une autre peine même plus grave.

**98. Suspension et exclusion :** Le comité de pratique professionnelle et de discipline ne peut décréter seul les peines de suspension ou d'exclusion ; dans tels cas, il doit transmettre sa recommandation au comité exécutif qui doit approuver telles sentences avant qu'elles ne soient effectives. La peine de suspension ou la peine d'expulsion, pour être mises en vigueur, doivent être votées par la majorité absolue des membres du comité exécutif.

## SECTION XI ACTES DÉROGATOIRES

**99. Discipline :** Se rendent coupables d'actes dérogatoires à l'honneur du métier et sont passibles de subir les peines disciplinaires prévues par les règlements les membres qui font les actes suivants :

a) le fait d'user de fausses représentations, de calomnier, de médire, ou d'employer d'autres procédés de dénigrement à l'égard d'un confrère dans le but de lui faire perdre la confiance d'un client actuel ou éventuel ou du public en général ;

b) le fait d'user de procédés déloyaux et malhonnêtes pour s'attirer l'obtention d'un ou de plusieurs contrats et la faveur de la clientèle ;

c) le fait d'user de corruption, de subornation de toute personne, dans le but d'obtenir des informations sur une ou des soumissions faites par un ou des confrères ;

d) le fait de rechercher des travaux, des contrats, de la clientèle au moyen de concessions, commissions, remises sur les profits, ou autres avantages ou faveurs offerts à des intermédiaires ;

e) le fait de frauder un client, en connaissance de cause, dans l'exécution d'un ouvrage ou d'un contrat, soit sur la quantité, soit sur la qualité des matériaux ou sur la main d'oeuvre (le prix et le nombre d'heures de travail de ses employés) ou de forfaire aux plans et devis convenus ;

f) le fait d'avoir été convaincu devant un tribunal compétent de contraventions ou infractions aux prescriptions de la Loi, de la Loi sur les appareils sous pression et d'autres dispositions législatives (L.Q., 1979, c. 75 ; après refonte : Loi sur les appareils sous pression, L.R.Q., c. A-20.01), et ce, sur poursuite du bureau des examinateurs constitué par chacune de ces lois respectives ;

g) le fait d'avoir été trouvé coupable par un tribunal compétent d'une offense criminelle et condamné à l'incarcération dans l'un des pénitenciers du Québec ou du Canada. (Dans ce cas, le membre est exclu et son nom est radié des registres de la Corporation sur la seule preuve d'une copie certifiée du jugement final le condamnant.) ;

h) le fait d'avoir été trouvé coupable par un tribunal compétent, d'une offense criminelle et condamné à l'emprisonnement dans l'une des prisons communes de district du Québec ou du Canada, ou d'avoir commis toute infraction ou contravention, laquelle, selon l'opinion du conseil, entache le contrevenant d'indignité ;

i) le fait d'accepter de l'argent ou tout autre avantage ou promesse d'avantages ou d'argent par un membre du conseil pour contribuer ou avoir contribué à faire adopter un procédé ou une décision quelconque au détriment de la Corporation ;

j) le fait pour un membre de prêter à une compagnie, corporation, société, son nom et ses qualifications sans en être un directeur ou un membre, selon le cas, intéressé au sens du paragraphe c de l'article 55, dans le but de favoriser à cette compagnie, corporation, société, l'admission ou le maintien dans la Corporation. En telle occurrence, la

compagnie, corporation, société est coupable au même degré ;

k) le fait de frauder ses employés en retenant, se faisant remettre une partie quelconque des salaires ou gages auxquels ils ont droit en vertu des lois, ordonnances et décrets en vigueur et applicables, émis par les autorités compétentes du Québec ;

l) le fait pour un membre de s'associer, directement ou indirectement, prêter son nom, son industrie, sa licence, d'accepter comme associé, membre ou directeur, d'exécuter des travaux, à commission, pourcentage ou autrement, généralement de fournir ses services professionnels sous une forme ou sous une autre à toute personne qui n'a pas le droit d'exercer le métier de maître mécanicien en tuyauterie ;

m) le fait de dénigrer la Corporation, de nuire à sa réputation, de chercher à semer le trouble, la division et l'animosité au sein de la Corporation ;

n) le fait pour un membre de porter malicieusement des plaintes non fondées contre un ou plusieurs confrères ;

o) le fait pour un membre de soudoyer un inspecteur du gouvernement ou tout autre fonctionnaire provincial ou municipal dans le but de faire accepter des travaux plus ou moins bien faits en regard de la présente loi, obtention de licences, permis, etc. émis par le Gouvernement du Québec ou toute municipalité autorisée à émettre des licences, permis, etc. ;

p) le fait pour un membre d'avoir fait ou obtenu de fausses déclarations en vue de permettre son admission au sein d'une catégorie de membres de la Corporation ;

q) le fait de contrevenir à l'un ou l'autre des présents règlements ;

r) le fait pour un membre de confier à toute autre personne, société ou compagnie, non membre de la Corporation, l'exécution de travaux couverts par la Loi sur les maîtres mécaniciens en tuyauterie (L.R.Q., c. M-4), pour lesquels il n'est pas qualifié ;

s) le fait pour un membre de contrevenir au Code d'éthique de la Corporation, lequel est reproduit en annexe 2 ;

t) le fait pour un membre de refuser de fournir tout document pertinent au comité de gestion du bureau de soumissions déposées du Québec lors d'une enquête effectuée par celui-ci pour fins de l'examen d'une plainte.

**100. Bureau de soumissions déposées :** Le conseil peut conclure une entente avec toute chambre de construction ou autre personne pour l'établissement d'un bureau de dé-

pôts des soumissions relatives à certaines catégories de travaux dans un territoire déterminé.

À compter de l'entrée en vigueur d'une telle entente, aucun membre ne peut, sans se rendre coupable d'un acte dérogatoire à l'honneur du métier :

a) soumissionner pour l'exécution, à forfait ou à honoraires, de travaux compris dans les catégories définies par une entente, autrement que de la façon qu'elle prescrit ;

b) contracter pour l'exécution de tels travaux autrement qu'aux prix et conditions de sa soumission déposée suivant cette entente ;

c) accorder quelque réduction sur le prix de sa soumission ou verser quelque commission, ristourne, participation ou autre avantage ayant effet d'en réduire le prix véritable ;

d) chercher à obtenir des renseignements sur une soumission avant qu'elle ne soit ouverte régulièrement.

**101. Ententes inter-provinciales :** Le fait pour un membre de contrevenir à une entente écrite ou verbale ou à un code d'éthique et de conditions intervenus entre la Corporation ou une section dûment autorisée et une autorité publique étrangère, provinciale ou municipale, ou de représentants ou officiers de cette dernière, ayant pour objet d'accorder aux membres de la Corporation des privilèges d'exercer le métier en dehors du Québec, dont information aura été donnée par voie de publication dans un bulletin officiel de la Corporation ou autrement, le rend passible des peines disciplinaires suivant la procédure prévue dans les règlements de la Corporation.

**102. Pratiques illégales par catégorie :** Commet une infraction passible des peines disciplinaires prévues par les présents règlements, tout membre de la Corporation qui :

a) s'annonce dans une spécialité sans être régulièrement inscrit dans la catégorie concernée ;

b) exerce les activités d'une spécialité sans être régulièrement inscrit dans la catégorie concernée.

## SECTION XII ASSEMBLÉES

### §1. Assemblée générale annuelle

**103. Date et lieu :** L'assemblée générale annuelle de la Corporation doit avoir lieu dans les 90 jours suivant la fin de l'année fiscale à telle date et tel lieu que le conseil détermine. À cette assemblée, ont lieu l'élection des administrateurs, officiers, la soumission des rapports des officiers de la Corporation et de chaque comité permanent, des états

financiers accompagnés du rapport des vérificateurs et la soumission de toutes questions des vérificateurs et la soumission de toutes questions que le conseil désire ou doit référer à cette assemblée.

**104. Résolutions :** Nonobstant tout ce qui précède, toute section et/ou tout membre doivent soumettre toute résolution à être présentée à l'assemblée générale annuelle au moins 60 jours avant telle assemblée au siège social de la Corporation.

Une circulaire est postée à tous les membres, 30 jours avant la date limite pour les avertir de préparer leurs résolutions.

Cependant, toute question pertinente à une résolution à l'étude peut faire l'objet d'une nouvelle résolution qui pourra être acceptée et discutée au cours de la session réservée à l'étude des résolutions à l'assemblée générale annuelle.

**105. Avis de convocation – délai :** Les avis de convocation sont envoyés par le directeur général par la poste ordinaire, à chaque membre de la Corporation, au moins 30 jours avant l'assemblée. L'avis doit mentionner le lieu, la ou les dates et l'heure de l'ouverture de l'assemblée.

### §2. Assemblée générale spéciale

**106. Requête :** Une assemblée générale spéciale de la Corporation portant sur toute question intéressant la Corporation, peut être convoquée par le conseil ou à la requête écrite et signée par 50 membres en règle de la Corporation.

**107. Invitations :** À toutes les assemblées générales ou spéciales de la Corporation, seuls les membres en règle peuvent assister, sauf sur invitation du président ou du comité exécutif de la Corporation.

**108. Avis de convocation :** Les avis d'une assemblée générale spéciale sont expédiés par le directeur général, par la poste ordinaire, à chaque membre de la Corporation.

**109. Date et lieu :** Les avis doivent indiquer le lieu, la date, l'heure de l'assemblée, ainsi que la nature des sujets à être traités lors de l'assemblée.

**110. Délai :** Ces avis doivent être envoyés au moins 15 jours avant la date fixée pour la tenue de telle assemblée.

**111. Motivation :** Aux assemblées générales spéciales, seules les questions ayant motivé sa tenue sont discutées. Cependant, le comité exécutif a autorité de décider de toute autre question devant être soumise à la considération de telles assemblées.



### §3. Assemblées du conseil

**112. Requête :** Le président, le comité exécutif ou 5 membres du conseil par voie de requête écrite et signée par eux, et adressée au directeur général, peuvent en tout temps provoquer une assemblée du conseil.

**113. Délai :** L'avis de convocation des assemblées du conseil est expédié par poste ordinaire, par le directeur général, au moins 5 jours d'avance, à chaque membre et indique au moins la date, le lieu et l'heure des assemblées.

**114. Nombre minimal d'assemblées :** Cependant, le conseil doit obligatoirement tenir au moins 5 assemblées par année ; l'une dans le mois précédant l'assemblée générale annuelle et une dans le mois suivant l'assemblée générale annuelle. Les 3 autres sont tenues à intervalles réguliers, autant que possible.

**115. Assemblées des comités :** Les membres du comité exécutif et de tout autre comité peuvent à leur gré se réunir, convoquer une assemblée de ce comité pour disposer des affaires dont ils ont à s'occuper, ajourner et régler leurs assemblées, leurs procédures et déterminer par leur simple résolution, les lieux, jours, heures, modes et délais des convocations de leurs assemblées régulières ou spéciales.

### §4. Comité exécutif

**116. Nombre minimal d'assemblées :** Le comité exécutif doit obligatoirement tenir au moins 6 assemblées par année.

**117. Validité des actes :** Le défaut dans l'élection d'un ou plusieurs membres du conseil n'invalide pas les actes faits par lui ou par eux en assemblée, en comité, ou personnellement comme membres *ès-qualité*.

**118. Résolutions par la poste :** Une résolution par écrit et signée par tous les membres du conseil ou d'un comité est aussi valide et effective que si elle est passée à une assemblée dûment convoquée et constituée, mais elle doit être consignée au livre des minutes pour en faire partie.

### 119. Quorum :

1) **Assemblées générales :** Le quorum des assemblées générales annuelles est de 25 membres en règle.

2) **Assemblées générales spéciales :** Le quorum des assemblées générales spéciales de la Corporation est de 50 membres en règle.

3) **Assemblées de sections :** Le quorum aux assemblées de sections est de 10 membres en règle pour toutes les

sections comprenant 100 membres ou plus. Cinq membres en règle forment le quorum dans les autres sections.

4) **Conseil et comités :** Aux assemblées du conseil et des comités de la Corporation, du comité exécutif et des comités de sections, le quorum, c'est la majorité absolue.

**120. Droit de vote :** Aux assemblées de la Corporation, du conseil ou des comités, chaque membre présent a droit à un vote. Il n'y a pas de procuration. Sauf, lorsqu'il est prescrit autrement par les présents règlements, les questions sont décidées par la majorité des votes ; en cas d'égalité, le président a droit à un second vote ou vote prépondérant.

**121. Mode :** Le vote se fait à main levée et il est procédé au décompte des votes par le directeur général, sous la surveillance et le contrôle du président, excepté dans les cas où les règlements le prescrivent autrement.

**122. Créances :** Les compagnies, corporations, sociétés agissent par un représentant délégué à toutes les fins prévues par les présents règlements.

Cette délégation doit être faite par écrit et signée par le ou les officiers concernés ou membres, selon le cas, de ces compagnies, corporations, sociétés.

Toute telle lettre de créance doit être envoyée au directeur général de la Corporation et elle est valable jusqu'à ce qu'elle soit révoquée par la compagnie, corporation ou société concernée.

Aucune compagnie, corporation, société ne peut déléguer plus d'une personne à la fois, et ce n'est que par le délégué qu'elle peut être représentée lorsque requis.

**123. Avis de convocation par la poste – validité :** Tout avis envoyé par la poste est censé avoir été reçu le troisième jour après la date de son départ du bureau de poste. Pour prouver son envoi, il est suffisant d'établir que l'enveloppe contenant l'avis a été correctement adressée à l'adresse du membre, telle que donnée et apparaissant dans les livres et registres de la Corporation et le certificat du directeur général établissant que l'enveloppe contenant l'avis a été ainsi adressée et mise à la poste, est une preuve de son envoi.

**124. Omission :** L'omission accidentelle d'envoyer l'avis de convocation à quelques-uns des membres de la Corporation, du conseil ou de tout autre comité, n'invalide aucune résolution ou règlement adopté à cette assemblée.

**125. Ajournements :** Le président d'une assemblée peut, avec le consentement de l'assemblée, l'ajourner de temps en temps, de place en place, et aucune affaire n'est

traîtée à l'assemblée ajournée autre que celles laissées en suspens à l'assemblée précédente ou qui pouvaient ou devaient y être traitées.

**126. Règlement et modifications :** A moins que la majorité des membres présents à une assemblée du conseil n'en décident autrement, aucune modification aux règlements ni aucun règlement projeté ne seront passés par ce conseil, à moins qu'un préavis (ou avis de motion) écrit de telle modification ou tel règlement projeté n'ait été donné au directeur général au moins 15 jours avant la tenue de telle assemblée.

### **127. Frais de séjour :**

1) Les membres du conseil, du comité exécutif et de tout autre comité et/ou commission reçoivent 75 \$ par jour pour couvrir leurs frais de séjour pour le temps minimal requis plus 0,18 \$ du kilomètre simple pour frais de transport. Les frais de transport s'appliquent seulement lorsqu'un officier doit se déplacer de sa propre ville à une autre.

Lorsque le président délègue un membre à sa place ou toute autre raison, celui-ci perçoit les allocations prévues.

2) Les membres du conseil, du comité exécutif et de tout autre comité et/ou commission qui demeurent à plus de 400 kilomètres de l'endroit où se tient l'assemblée reçoivent un montant supplémentaire de 25 \$ pour frais de séjour.

**128. Président :** De plus, le président de la Corporation a droit à ses déboursés sur présentation de pièces justificatives telles que les comptes d'hôtels, etc.

**129. Règles de procédure – assemblée générale annuelle :** À toute assemblée, le président est le maître de la procédure. Il voit à appliquer les règlements suivants :

a) lorsqu'un membre désire prendre la parole, il se lève et s'adresse au président. Il doit se limiter à la question débattue et éviter toute personnalité ;

b) lorsque 2 membres ou plus se lèvent en même temps, le président nomme celui qui doit parler le premier ;

c) lorsqu'un membre a la parole, il ne peut être interrompu par un autre membre, sauf si le président le permet ;

d) lorsqu'un membre, en parlant ou autrement, enfreint les règles de procédure, le président doit le rappeler à l'ordre ;

e) aucun membre ne peut parler plus d'une fois sur la même motion ou résolution, sauf l'auteur de la résolution ou motion, auquel il est permis de répliquer ;

f) aucun membre ne peut prendre la parole sur une question lorsqu'elle a été mise au vote par le président ;

g) le président peut, s'il le juge à propos, exiger qu'une motion soit écrite, proposée, secondée et signée avant qu'elle ne soit soumise au vote de l'assemblée ;

h) le président peut faire expulser de l'assemblée toute personne causant du désordre.

**130. Conseil – comités – sections :** L'article 129 s'applique aux assemblées des sections, du conseil, d'une section et des comités *mutatis mutandis*.

**131. Règles générales :** Sauf pour ce qui est incompatible avec ce que ci-dessus et ce qui ne relève pas des attributions des sections, les règlements généraux de la Corporation s'appliquent au fonctionnement des sections *mutatis mutandis*.

## **SECTION XIII SECTIONS**

**132. Formation :** Sauf le droit du conseil de former de nouvelles sections et de modifier les territoires et la juridiction des sections présentement constituées, le Québec est divisé en 12 sections ci-après énumérées, ayant juridiction dans les limites territoriales ci-après déterminées :

a) section Saguenay – Lac-Saint-Jean : comprend les circonscriptions électorales de Chicoutimi, Dubuc, Lac-Saint-Jean, Roberval et Jonquière ;

b) section Québec : comprend les circonscriptions électorales de Charlevoix, Charlesbourg, Chauveau, Portneuf, Lotbinière, Beauce-Nord, Beauce-Sud, Limoilou, Jean-Talon, Louis-Hébert, Vanier, Taschereau, Lévis, Montmorency, Montmagny, Bellechasse ;

c) section du Bas Saint-Laurent : comprend les circonscriptions électorales de Kamouraska – Témiscouata, Rimouski, Matapédia, Matane, Bonaventure, Gaspé, Iles-de-la-Madeleine et Rivière-du-Loup ;

d) section du Saint-Maurice : comprend les circonscriptions électorales de Maskinongé, Champlain, Laviolette, Trois-Rivières et Saint-Maurice ;

e) section Joliette – Saint-Jérôme : comprend les circonscriptions électorales de Berthier, Joliette – Montcalm, Argenteuil, Laurentides – Labelle, Prévost, l'Assomption, Deux-Montagnes et Terrebonne ;

f) section de Montréal : comprend les circonscriptions électorales de Mille-Iles, Pointe-Claire, Robert-

Baldwin, Laval, Fabre, Jacques-Cartier, Saint-Laurent, L'Acadie, Marguerite-Bourgeoys, Viau, Anjou, Lafontaine, Taillon, Laporte, Chambly, Sauvé, Crémazie, Bourassa, Jeanne-Mance, d'Arcy-McGee, Mont-Royal, Laurier, Dorion, Gouin, Rosemont, Outremont – Mercier, Notre-Dame-de-Grâce, Westmount, Saint-Louis, Saint-Jacques, Sainte-Marie, Maisonneuve, Sainte-Anne, Verdun, Vaudreuil – Soulanges, Bourget et Saint-Henri ;

g) section de l'Outaouais : comprend les circonscriptions électorales de Papineau, Gatineau, Hull et partie de Pontiac – Témiscamingue (l'ancien comté de Pontiac) ;

h) section de Saint-Hyacinthe : comprend les circonscriptions électorales de Huntingdon, Beauharnois, Châteauguay, Saint-Jean, Brôme – Missisquoi, Orford, Shefford, Iberville, Verchères, Saint-Hyacinthe, Johnson et Laprairie ;

i) section de Drummondville : comprend les circonscriptions électorales de Drummond, Richelieu, Nicolet – Yamaska et Arthabaska ;

j) section de Sherbrooke : comprend les circonscriptions électorales de Richmond, Mégantic – Compton, Frontenac, Saint-François et Sherbrooke ;

k) section Nord-Ouest : comprend les circonscriptions électorales de Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Rouyn – Noranda, Pontiac, Témiscamingue (ancien comté de Témiscamingue) et territoires de la Baie James ;

l) section Côte-Nord : comprend les circonscriptions électorales du Saguenay et de Duplessis.

**133. Identité des sections :** Les sections sont connues et désignées sous le nom officiel de la Corporation en ajoutant, entre parenthèses, le nom de la section.

**134. Élections :** Chaque section élit, parmi ses membres en règle, à la première assemblée générale de l'année, un comité exécutif composé d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire, d'un trésorier et de 2 directeurs, sauf dans le cas de la section de Montréal et district où il y a 6 directeurs dont un en A, un en B et d'un deuxième vice-président.

Le président sortant de charge reste membre du comité exécutif aussi longtemps que son successeur demeure président de la section.

Le président de section ne peut exercer sa fonction plus de 4 ans consécutifs.

### **135. Comité de nomination :**

1) **Pour 50 membres ou plus :** Dans les sections groupant 50 membres ou plus, un comité de nomination et d'élection est formé. Les règlements concernant la forma-

tion de ce comité, ses pouvoirs et attributions, la procédure et le mode d'élection pour le conseil s'appliquent aux sections *mutatis mutandis*.

2) **Pour moins de 50 membres :** Le directeur général ou un représentant du conseil peut jouer le rôle du comité de nomination et d'élection dans les autres sections.

### **136. Pouvoirs des sections :**

1) Tous les membres en règle de la Corporation, résidant ou pratiquant dans les limites territoriales d'une section, limites tracées par le conseil, deviennent automatiquement membres d'une telle section.

2) Les sections peuvent étudier, régler, décider et s'occuper de toute question d'intérêt local sans lier le conseil sur les questions en dehors de leur juridiction territoriale.

**137. Restrictions – finances :** Aucune section ne peut contracter, assumer d'obligations, encourir de dépenses en dehors de ses fonds disponibles, à moins d'obtenir préalablement l'approbation du comité des finances et de vérification de la Corporation.

**138. Imposition :** Les sections ne peuvent imposer une cotisation, contribution annuelle à leurs membres ; elles doivent préalablement obtenir l'autorisation du conseil, pour toute initiative faite en vue de se procurer des fonds ou recueillir des agents.

**139. Avis de convocation :** Les avis de convocation sont transmis par le directeur général du siège social de la Corporation. En cas d'urgence, le secrétaire de la section, sur demande de son président, peut envoyer les avis à sa section et doit en faire tenir copie au directeur général. Il doit aussi lui faire rapport.

**140. Minimum d'assemblées :** À l'exception de la section de Montréal, chaque section doit tenir un minimum de 4 réunions du comité exécutif pour lesquelles ils bénéficient de frais de séjour et de 2 assemblées générales annuellement, outre les réunions de formation ou d'information convoquées par le siège social.

## **SECTION XIV CLASSIFICATION DES SPÉCIALITÉS DE LA CORPORATION**

**141. Catégories :** Les membres de la Corporation sont groupés dans les catégories suivantes selon leur spécialité :

A climatisation (air chaud) ;

B brûleurs à l'huile ;

C chauffage (autre forme que air chaud et gaz) ;  
 P plomberie et gaz ;  
 R réfrigération ;  
 S arroseurs automatiques.

**142. Buts et fins :** Chacune des catégories a pour buts et fins :

- a) meilleur service au public ;
- b) justice et protection pour chacun ;
- c) meilleure compréhension mutuelle ;
- d) représentation adéquate des métiers.

**143. Carte de membres :** Chaque membre en règle possède une carte d'identification, attestant par une lettre ou code, apparaissant à l'article 141, sa ou ses spécialités, lui permettant de pratiquer le ou les métiers pour lequel ou lesquels il est qualifié.

**144. Examens :** Tout candidat, qui veut être admis dans la Corporation, doit subir avec succès l'examen d'admission préparé par le comité des membres pour l'une ou l'autre des catégories mentionnées à l'article 141. Le présent article ne modifie pas ni ne restreint toutes autres conditions d'admission prescrites par les règlements de la Corporation.

**145. Représentants au conseil :**

1) **Catégories de plus de 50 membres :** Chacune des catégories suivantes, en autant qu'elle groupe au moins 50 membres inscrits dans ses rangs, a droit à 2 représentants sur le conseil (sous réserve et sans affecter les règlements existants concernant la composition du conseil) :

A climatisation (air chaud) ;  
 B brûleurs à l'huile ;  
 R réfrigération.

2) **Catégories de moins de 50 membres :** Lorsqu'une catégorie groupe moins de 50 membres dans ses rangs, un membre du comité exécutif de la corporation est délégué pour assister aux réunions de la commission de telle spécialité.

**146. Commissions-composition et pouvoirs :** Chaque spécialité dépend d'une commission formée de 5 membres incluant les 2 représentants du conseil dans le cas des commissions qui ont droit à une telle représentation.

**147. Élections :** Au cours de l'assemblée générale annuelle, les membres de chaque catégorie se réunissent pour

discuter les affaires qui les intéressent particulièrement, désigner leurs représentants au conseil de la Corporation, s'ils y ont droit, élire les membres de leur commission respective.

**148. Système électoral – alternatif :** Lors de la mise en vigueur du système alternatif, les 3 membres ayant recueilli le plus de votes sont élus pour 2 ans ; les 2 autres, pour 1 an. S'il n'y a pas d'élection, il y a tirage au sort. Les 3 premiers nommés sont élus pour 2 ans. Par la suite, les officiers sont élus pour 2 ans ; 3 une année, 2 la suivante, etc.

Le président sortant est d'office membre de sa commission pour une période n'excédant pas 2 ans.

**149. Devoirs :** Ces commissions ont le devoir d'étudier, préparer et soumettre tout projet de code, résolutions, règlements de régie interne ou autres, aux comités provinciaux concernés qui, après étude, les transmettent au conseil. Le travail de ces commissions dans chaque spécialité, tout en étant dans l'intérêt de leurs membres respectifs, doit s'orienter dans le sens de l'article 142.

**150. Vacances et démissions :**

1) Un membre du comité exécutif d'une commission peut en tout temps donner avis écrit au comité exécutif de son intention de démissionner et, sur acceptation de telle décision, la fonction devient vacante. Une fonction devient vacante si un titulaire, pour quelque raison, cesse d'être membre d'une commission ou en est expulsé. Une fonction devient aussi vacante si un officier manque 2 réunions consécutives sans motivation d'absence.

2) Si quelque vacance se produit parmi les membres du comité exécutif d'une commission, celui-ci a le droit de nommer un membre de la commission pour remplir la charge vacante pour le reste de la période d'office (voir article 22).

**151. Comité des membres :** Chaque spécialité est représentée au comité des membres par au moins un membre possédant les qualifications requises lors de l'examen d'admission des membres dans cette spécialité.

**152. Réunions des commissions et leurs membres :** Toutes les spécialités sont inscrites sur la liste de convocation des réunions de sections et sont convoquées aux assemblées mensuelles de leur section. Une liste de chaque spécialité est préparée par le siège social. Elle sert à convoquer tel ou tel groupe à une assemblée générale de leur spécialité, si des circonstances l'exigent.

## SECTION XV FONDS D'INDEMNISATION

**153.** Un fonds d'indemnisation est établi et désigné sous le nom de *Fonds d'indemnisation de la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec*.

**154.** Ce fonds est constitué :

- a) des sommes que le conseil y affecte au besoin ;
- b) des sommes récupérées par la Corporation d'un membre participant au fonds en vertu d'un acte de subrogation consenti par une personne à laquelle le fonds a versé une indemnité ;
- c) des sommes d'argent versées le cas échéant par une compagnie d'assurance ou de garantie en vertu d'un contrat collectif de garantie souscrit avec la Corporation pour le membres admis à participer au fonds d'indemnisation ou en exécution d'une convention d'arrière-garantie ;
- d) de l'accroissement de l'actif du fonds ; et
- e) des sommes décrétées en vertu de l'article 161.

Le fonds est maintenu au montant minimal de 50 000 \$ en 1977, et de 100 000 \$ à partir du 1<sup>er</sup> mai 1978.

Le surplus de ce montant, au 1<sup>er</sup> mai de chaque année, retourne au fonds général de la Corporation.

**155.** Le fonds est géré par un comité désigné sous le nom de comité de fonds d'indemnisation. Il est composé de 3 membres désignés à chaque année par le conseil à sa première réunion après l'assemblée générale annuelle des membres. L'une de ces personnes peut être un représentant de la Régie des entreprises de construction du Québec.

**156.** Le comité surveille et administre le fonds d'indemnisation. Plus particulièrement :

- a) il place les actifs du fonds d'indemnisation ;
- b) il peut contracter un contrat de garantie collective pour satisfaire aux obligations imposées en vertu du Règlement concernant le cautionnement pour fraude, malversation ou détournement de fonds de la Régie des entreprises de construction du Québec ou conclure une convention d'arrière-garantie ;
- c) lorsqu'une police ou une garantie collective a été émise, il paie les réclamations admises au fonds d'indemnisation et obtient une subrogation contre le membre fautif ;
- d) il tient la comptabilité et les archives du fonds d'indemnisation et fait vérifier ses livres par les vérificateurs de la Corporation ;

e) il peut engager le personnel ou les conseillers nécessaires à ses activités ;

f) il peut confier le placement du fonds ou l'administration du régime d'indemnité à une compagnie d'assurance ou de garantie, ou à une institution financière habilitée à rendre ce type de services ;

g) il acquitte les dépenses d'administration du fonds à même les deniers confiés à sa gestion ; et

h) il réfère au comité de discipline tout membre pour lequel il a payé une réclamation et qui n'a pas remboursé les sommes payées.

**157.** 1) La partie des sommes que le comité du fonds d'indemnisation prévoit utiliser à court terme est placée dans une institution financière assurée par la Régie de l'assurance-dépôt du Québec.

2) L'autre partie est placée conformément à l'article 981o du Code civil.

**158.** La Corporation, lorsqu'elle met fin au cautionnement pour un membre, doit donner à la Régie des entreprises de construction du Québec un pré-avis écrit de 60 jours de son intention de le faire. Dans ce cas, le cautionnement se termine à l'expiration des 60 jours.

**159.** Le fonds d'indemnisation acquitte les indemnités exigibles en vertu du Règlement concernant le cautionnement pour fraude, malversation ou détournement de fonds de la Régie des entreprises de construction du Québec. Les fonds ne peuvent être engagés au-delà des limites et des cas prévus à ce règlement. Les délais de prescription édictés dans ce dernier règlement sont également applicables aux réclamations présentées au fonds d'indemnisation de la Corporation. Le fonds d'indemnisation doit acquitter les indemnités prévues au Règlement de la Régie des entreprises de construction du Québec, lorsqu'elles ont été établies par la Régie des entreprises de construction du Québec pour que le cautionnement soit mis à exécution.

**160.** Avant de payer la réclamation d'un bénéficiaire du fonds d'indemnisation, le comité doit obtenir une subrogation de sa part en faveur de la Corporation dans ses droits contre le membre fautif jusqu'à concurrence des montants que le fonds lui verse.

**161.** Le comité peut affecter tout ou partie des cotisations ou des actifs du fonds à l'achat d'un contrat de garantie collective d'une compagnie légalement autorisée à émettre ce genre de contrat au Québec. Lorsqu'il conclut un tel contrat, il doit s'assurer qu'il est conforme aux présents règlements ainsi qu'à celui de la Régie des entreprises de construction du Québec sur le cautionnement pour

fraudes, malversations ou détournements de fonds. Il peut aussi conclure des conventions d'arrière-garantie de tout ou partie des obligations du fonds.

**162.** Le conseil peut décréter une cotisation spéciale pour renflouer le fonds lorsqu'il a dû payer plusieurs réclamations.

**163.** Le comité doit faire rapport annuellement de sa gestion et de la situation du fonds ainsi que de ses engagements au conseil et à l'assemblée générale annuelle. Ce rapport doit aussi contenir une recommandation quant à la fixation du taux de la cotisation spéciale s'il y a lieu, cotisation qui devra être entérinée par les membres en assemblée générale.

**164.** Est considéré comme acte dérogatoire au sens de l'article 99, le fait pour un membre de ne pas indemniser ses clients dans le cas de fraudes, malversations ou détournements de fonds.

Est aussi dérogatoire, le fait de ne pas rembourser le fonds d'indemnisation de toute indemnité payée en vertu de l'article 159.

## SECTION XVI DIVERS

**165. Siège social :** Le siège social de la corporation est à Sillery.

**166. Année fiscale :** L'année fiscale de la Corporation et de ses sections se termine chaque année le 31 mars.

**167. Affiliation :** La Corporation peut s'affilier à tout mouvement national, groupant des entrepreneurs en plomberie, en chauffage, si l'assemblée générale le juge à propos.

**168. Sceau :** Le sceau de la Corporation est de la forme déterminée par résolution du conseil, et il demeure à la garde du directeur général de la Corporation.

**169. Certificat :** Le certificat de membre doit être affiché dans le bureau d'affaires de la personne faisant partie de la Corporation.

**170.** En aucune circonstance, la Corporation ne cautionne les matériaux portant l'emblème de la Corporation.

## ANNEXE 1 (section X)

**1. Règles d'enquête :** Les règles suivantes ont pour but de guider le président et les membres du comité de prati-

que professionnelle et de discipline sur la marche à suivre pour la bonne conduite d'une séance d'audition.

Ces règles sont généralement subordonnées à la constitution et aux règlements présents ou à venir. Pour fins d'identification et de référence, les causes sont numérotées consécutivement par le directeur général qui a charge des dossiers et archives de la Corporation.

Un sténographe peut être présent à chaque séance afin qu'un rapport *verbatim* des discussions puisse être conservé dans le dossier de chaque cause pour référence future, rapport au comité exécutif ou au conseil en cas d'appel ou de poursuite. Le comité doit motiver son jugement par écrit (article 90).

Les présentes règles ne s'appliquent qu'aux séances d'audition et ne couvrent aucunement les enquêtes préliminaires, rapports, actes d'accusation, etc.

**2. Ouverture de la séance :** Aux endroits, date et heure convenus, après s'être assuré des présences requises, le président invite le directeur général à lire l'invocation qui précède généralement les délibérations de la corporation. L'invocation terminée, le président déclare solennellement la séance ouverte et demande qu'on entende la cause.

**3. Identification :** L'avocat de la Corporation et le directeur général établissent l'identité de l'accusé ou de son représentant autorisé et accrédité (article 87). On confirme aussi le fait que la personne est l'accusé ou le délégué de l'accusé s'il s'agit d'un compagnie ou société.

**4. Acte d'accusation :** Sur demande du président, le directeur général lit l'acte d'accusation qui doit être clair, précis et se rapporter directement à un ou plusieurs des règlements en vigueur au moment de l'offense. L'accusé reconnaît sa culpabilité ou plaide non coupable.

**5. Instruction :** L'avocat de la Corporation fait produire les pièces à conviction, questionne l'accusé et appelle ses témoins qui doivent s'identifier avant de déposer.

L'accusé, en personne, ou par l'intermédiaire de son représentant à l'occasion d'infirmer les avancés de la poursuite, soit avec ses propres exhibits et témoins, ou en contre-interrogeant les témoins de la poursuite. Si nécessaire, l'avocat de la Corporation peut contre-interroger les témoins de la poursuite. Les membres du comité sont aussi invités par le président à poser les questions qu'ils jugent utiles ou nécessaires à l'instruction de la cause.

Le président doit veiller à ce que le bon ordre règne durant l'instruction et s'assurer que toutes les parties intéressées aient la chance de s'exprimer et soient entendues ; par contre, le comité a autorité sur l'instruction, dispose des

objections et doit veiller à ce que les témoignages soient pertinents à la plainte.

**6. Preuve :** D'après les faits établis au cours de l'instruction, l'avocat de la Corporation établit sa preuve et, selon le cas, recommande d'après la jurisprudence au comité :

- a) le renvoi de la cause par motion de non-lieu ; ou
- b) la clémence ou la sévérité du comité.

## ANNEXE 2

(a. 99)

### CODE D'ÉTHIQUE DE LA CORPORATION DES MAÎTRES MÉCANICIENS EN TUYAUTERIE DU QUÉBEC

#### Préambules :

La Loi sur les maîtres mécaniciens en tuyauterie (L.R.Q., c. M-4) consacre la responsabilité sociale de la Corporation. Celle-ci se doit d'augmenter la compétence et l'habileté de ses membres en vue d'assurer au public une plus grande sécurité et une meilleure protection au point de vue hygiène et santé. Cet objectif ne saurait être atteint que si l'on joint à la compétence professionnelle le souci constant de l'intégrité et de l'honnêteté dans l'exécution du travail quotidien. Les règles exposées ci-après consacrent la primauté des valeurs humaines et d'ordre moral. Chaque membre doit donc se reconnaître des obligations envers :

#### 1) LA SOCIÉTÉ :

a) le maître mécanicien doit reconnaître que des privilèges furent concédés à sa profession dans le but d'assurer la sécurité et le bien-être de la société ;

b) le maître mécanicien doit reconnaître que ses clients lui confient la sauvegarde de leurs intérêts ;

c) le maître mécanicien doit donc protéger le public contre toute fraude, fausse représentation et conduite malhonnête ;

d) dans l'exercice de ses fonctions professionnelles, le maître mécanicien doit engager pleinement sa responsabilité personnelle. Il doit tenir compte des conséquences possibles de ses travaux sur la vie, la santé ou la propriété de toute personne que ses réalisations peuvent concerner. Si sa responsabilité ne s'étend pas à certains travaux qu'il estime dangereux, il considérera de son devoir de porter les faits à l'attention des responsables ;

e) le maître mécanicien doit émettre une opinion sur une question du domaine de la profession, soit publiquement, soit comme témoin devant une cour de justice, une commission ou tout autre tribunal, seulement si elle est

fondée sur des connaissances suffisantes et une honnête conviction ;

f) le maître mécanicien doit se tenir au fait de tout développement économique, industriel et technique, condition essentielle pour conseiller ses clients avec compétence et pour bien les servir ;

g) le maître mécanicien doit établir par écrit les travaux à être exécutés, condition essentielle pour entretenir des relations claires et franches avec ses clients.

#### 2) LA PROFESSION :

a) le maître mécanicien doit aider au développement de sa profession par l'échange de ses connaissances et de son expérience avec ses confrères et doit participer activement aux activités de la Corporation ;

b) le maître mécanicien doit s'abstenir de se servir de méthodes inconvenantes ou suspectes pour solliciter du travail ;

c) le maître mécanicien doit faire malicieusement aucun tort direct ou indirect à la réputation professionnelle d'un autre maître mécanicien et il fera preuve de modération en critiquant publiquement le travail d'un confrère. Toutefois, s'il considère que ce dernier s'est rendu coupable d'actes illégaux, blâmables, injustes ou contraires à l'éthique professionnelle, il soumettra le cas à l'attention de la Corporation ;

d) le maître mécanicien doit s'efforcer de promouvoir le perfectionnement professionnel et l'avancement des maîtres mécaniciens à son emploi ;

e) le maître mécanicien ne doit pas agir de façon déloyale en vue de porter atteinte, directement ou indirectement, aux rapports existants entre un confrère et son client ou son employeur ;

f) le maître mécanicien doit faire preuve de dignité, d'humanité et de compréhension à l'égard de ses employés. Il doit respecter scrupuleusement les conditions de travail prévues à la convention collective ou par décret ;

g) le maître mécanicien doit respecter scrupuleusement ses obligations envers les distributeurs et les autres fournisseurs.

#### 3) LUI-MÊME :

a) le maître mécanicien doit présenter des soumissions justes selon la qualité du matériel requis et l'envergure du travail désiré. À cette fin, il évitera de présenter des soumissions imprécises. Une soumission à un prix prévoyant un profit raisonnable est un gage de satisfaction pour tous les intéressés y compris les client ;

b) le maître mécanicien doit éviter de réduire les prix de façon inconsidérée pour obtenir un contrat. Il doit se

rappeler sans cesse que tout travail doit être rémunérateur,  
et ce, pour le bien de son entreprise, de ses employés et de  
sa famille.

---

A.C. 1086 du 28.09.49  
A.C. 1384 du 07.12.49  
A.C. 2155 du 11.11.64  
Publication, (1969) 101 G.O., 7077  
Décision du 18.06.69  
Décision du 02.07.71  
Décision du 03.05.72  
A.C. 485-72, (1972) 104 G.O., 2317  
A.C. 1148-72, (1972) 104 G.O., 4068  
Publication, (1973) 105 G.O. II, 4725  
A.C. 4481-73, (1973) 105 G.O. II, 6841  
A.C. 614-75, (1975) 107 G.O. II, 2133  
Décision du 30.05.75  
Décision du 14.05.77  
A.C. 305-77, (1977) 109 G.O. II, 847  
Décision du 13.05.78  
A.C. 840-79, (1979) 111 G.O. II, 2705 et 3805  
Décision du 02.06.79  
A.C. 2186-79, (1979) 111 G.O. II, 5973  
A.C. 3378-79, (1979) 111 G.O. II, 8113  
Décision du 31.05.80







c. M-5, r.1

## Règlement sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés

Loi sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés

(L.R.Q., c. M-5, a. 38)

### SECTION I DÉFINITION

**1.** Dans le présent règlement, le mot « norme » signifie une norme établie par le Bureau de normalisation du Québec (BNQ).

### SECTION II PERMIS

**2.** Une demande de permis doit être faite selon la formule prévue à l'annexe 1 et adressée à l'inspecteur en chef au plus tard 60 jours avant la date d'expiration de ce permis lorsqu'il s'agit d'un renouvellement.

**3.** Tout changement ou modification relativement aux renseignements fournis dans une demande de permis doit être signalé, par écrit, à l'inspecteur en chef dans le plus bref délai.

**4.** Les permis délivrés par l'inspecteur en chef sont de 2 catégories :

- a) le permis de manufacturier (permis A) ;
- b) le permis de réparateur (permis B).

**5.** Une demande de permis A ou de permis B doit être accompagnée d'un chèque visé ou mandat de poste à l'ordre du ministre des Finances, au montant de 50 \$ ou 25 \$ respectivement.

### SECTION III ÉTIQUETAGE

**6.** Les étiquettes prescrites par le présent règlement et devant être apposées sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés doivent être conformes à la norme contenue dans l'annexe 2.

**7.** L'étiquette « MATÉRIAUX NEUFS SEULEMENT » ne doit être apposée que sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés neufs.

Lorsque cette étiquette est apposée sur un article rembourré ou sur des matériaux de rembourrage, elle doit contenir l'indication de la nature des matériaux contenus dans l'article, suivant la classification et appellation décrites à l'annexe 3. Ces indications doivent refléter le contenu réel de l'article rembourré ou la description exacte du matériau de rembourrage.

La terminologie utilisée doit être conforme à la norme contenue dans l'annexe 3, sans aucune addition de qualificatifs ou autres termes.

**8.** Seule l'étiquette « ARTICLE RÉNOVÉ » doit être apposée sur des articles rembourrés en réparation.

Cette étiquette doit être complétée par le dépositaire qui y inscrit le nom du propriétaire de l'article et par le réparateur qui y inscrit le numéro de son permis.

**9.** L'étiquette « ARTICLE D'OCCASION » doit être apposée seulement sur les articles d'occasion rembourrés, qui ont fait l'objet d'une première vente au détail sauf s'ils ont été retournés au vendeur sans avoir été utilisés ou s'ils sont réparés en vertu de la garantie du manufacturier.

**10.** L'étiquette « VENTE PROHIBÉE » est apposée sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés jugés non conformes à la Loi sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés (L.R.Q., c. M-5) ou au présent règlement par un inspecteur.

Cette étiquette ne peut être enlevée que par l'inspecteur en chef ou son représentant dûment autorisé.

**11.** Les détenteurs de permis doivent faire imprimer eux-mêmes les étiquettes prescrites pour les différents matériaux de rembourrage et articles rembourrés. Ces étiquettes doivent être conformes à la norme contenue dans l'annexe 2 et avoir été examinées par un inspecteur.

### SECTION IV SALUBRITÉ

**12.** Tous les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés mis en vente doivent être exempts de vermine. Ils ne doivent contenir ni poussières, ni autres corps étrangers dans une proportion excédant 1% du poids du matériau de rembourrage.

**13.** Tous les matériaux d'origine animale, dont les plumes, les crins et les poils destinés à être utilisés dans la fabrication des matériaux de rembourrage et des articles

rembourrés, doivent d'abord être traités conformément aux procédés décrits à l'annexe 4.

**14.** Les articles rembourrés et les matériaux de rembourrage qui ont été contaminés par suite de leur mise en contact avec un porteur de germes de maladies contagieuses doivent, avant d'être mis en vente ou offerts en location, être stérilisés conformément aux procédés décrits à l'annexe 5.

**15.** Les articles visiblement souillés, contenant de la vermine ou des moisissures, doivent, avant d'être mis en vente ou offerts en location, être désinfectés conformément aux procédés décrits dans les normes.

## SECTION V INSPECTION

**16.** L'inspecteur en chef détermine les modalités des inspections effectuées conformément à la Loi sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés.

**17.** En vertu du paragraphe *f* de l'article 38 de la Loi sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés, l'inspecteur qui a des doutes raisonnables sur la conformité d'un article rembourré, au moment de l'inspection, peut enlever, couper, découdre ou ouvrir le matériau de recouvrement d'un article rembourré afin de vérifier sur place la qualité des matériaux de rembourrage ou de prélever des échantillons des matériaux de rembourrage pour analyses et vérifications.

## SECTION VI EXCEPTIONS

**18.** Le présent règlement ne s'applique pas aux catégories de matériaux de rembourrage ou articles rembourrés suivants :

- a)* les isolants thermiques ou phoniques utilisés dans la construction d'immeuble ;
- b)* ceux utilisés pour l'emballage et dans la fabrication de vêtements, sauf ceux contenant diverses bourres utilisées comme isolants thermiques ou comme protecteurs.

**19.** Le présent règlement ne s'applique pas aux matériaux de rembourrage faisant parties intégrantes de tout véhicule automobile ou de tout autre véhicule motorisé ou moyen de transport à l'exception de la literie faisant partie de ces véhicules.

## SECTION VII RÉCIPROCITÉ

**20.** Pour les fins de l'article 4 de la Loi sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés, les provinces suivantes sont désignées :

- a)* l'Ontario ;
- b)* l'Alberta ;
- c)* le Manitoba.

**21.** Les étiquettes apposées en vertu des lois d'une province désignée sont reconnues équivalentes à celles qui sont requises en vertu de la Loi du Québec si elles portent l'indication de la nature du ou des 3 matériaux de rembourrage les plus importants en masse.

## ANNEXE 1

(a. 2)

## DEMANDE DE PERMIS

En vertu de la Loi sur les matériaux de rembourrage  
et les articles rembourrés (L.R.Q., c. M-5)

À adresser à : Service de conformité  
Bureau de normalisation du Québec  
Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme  
Gouvernement du Québec, Québec, Canada  
G1A 1L2

Nom de la firme .....

Adresse .....

Nom du propriétaire ou des associés

Nom des officiers (dans le cas d'une compagnie)

.....

.....

.....

.....

Genre d'activité: ☐ Manufacturier (Permis A ) 50\$ ☐ Réparateur (Permis B ) 25\$

Adresse des différents ateliers: .....

.....

.....

Types d'articles remboursés: ☐ Meubles ☐ Jouets  
☐ Vêtements ☐ Articles de sport  
☐ Literie ☐ Coussins  
☐ Autres (spécifiez) .....

Types de matériaux de rembourrage: .....

.....

.....

Je certifie l'exactitude de ces renseignements.

Date ..... Signature .....

La présente demande de permis doit être accompagnée d'un chèque visé ou mandat de poste fait à l'ordre du ministre des Finances .

## DEMANDE DE RENOUVELLEMENT D'UN PERMIS

À adresser à : Service de conformité

Bureau de normalisation du Québec

Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme

Gouvernement du Québec, Québec, Canada

G1A 1L2

Nom de la firme .....

Adresse .....

Date d'expiration du présent permis .....

no de permis .....

Date .....

Signature .....

La présente demande de permis doit être accompagnée d'un chèque visé ou mandat de poste fait à l'ordre du ministre des Finances .

## ANNEXE 2

(a. 6 et 11)

## ÉTIQUETTES APPOSÉES SUR LES MATÉRIAUX DE REMBOURRAGE ET LES ARTICLES REMBOURRÉS (BNQ 7880-910/1973-07-01)

**1. Objet :** La présente norme a pour objet de définir la composition, les dimensions, la couleur et les inscriptions graphiques des étiquettes destinées à être apposées sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés, ainsi que leur mode d'apposition et fixation, tel que prévu à la Loi sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés (L.R.Q., c. M-5).

**2. Classification :** Les étiquettes décrites dans la présente norme doivent être de 5 modèles :

Modèle	Inscription	Format de l'inscription (en pouces)	Couleur
1A	Matériel neuf	4 x 2	blanc
1B	Matériel neuf	2 x 2¾	blanc
2	Réparation	4 x 2	vert
3	Occasion	4 x 2	jaune
4	Vente prohibée	5 ½ x 3 ¼	rouge

**3. Exigences :**

1) **Composition des étiquettes :** Les étiquettes doivent être fabriquées en mousseline ou en toile simili-velin, ne devant pas s'effiloche par le frottement.

2) **Dimensions et couleur :** Les dimensions et la couleur de chaque modèle d'étiquette doivent être conformes aux indications apparaissant sous chacun des modèles illustrés en annexe dans la présente norme.

Ces dimensions excluent la bordure et la partie de l'étiquette utilisée pour assurer la fixation afin que l'étiquette soit lisible des deux côtés.

**3) Impression sur les étiquettes :**

a) **Recto de l'étiquette :** Toutes les inscriptions portées sur les étiquettes doivent être conformes aux indications apparaissant sur chacun des modèles illustrés en annexe dans la présente norme, et doivent être imprimées à l'encre noire indélébile sous réserve des exceptions suivantes :

i. dans le cas des étiquettes 1A et 1B, le numéro du permis peut être porté à l'aide d'une estampille en caoutchouc à condition que l'impression soit faite à l'encre noire et qu'elle soit parfaitement visible ;

ii. dans le cas des étiquettes du modèle 2, le numéro du permis de même que le nom du propriétaire de l'article en réparation, peuvent être inscrits au crayon à bille, ou dactylographiés de façon claire et lisible.

b) **Verso de l'étiquette** : Le verso de l'étiquette des modèles 1A et 1B doit contenir l'indication de la nature des 3 matériaux de rembourrage les plus importants en volume en indiquant le pourcentage volumétrique de chacun de ces 3 matériaux.

Ces indications peuvent être portées à l'aide d'une estampille en caoutchouc à condition que l'impression soit faite à l'encre noire et qu'elle soit parfaitement lisible.

#### 4. Modèles d'étiquettes et fixations :

1) **Fixation (généralités)** : Dans tous les cas, les étiquettes doivent être fixées à un endroit tel qu'elles soient parfaitement visibles et de façon suffisamment solide pour que la résistance à la traction et au cisaillement de la fixation soit supérieure à celle du tissu composant l'étiquette.

2) **Fixation (articles de literie et meubles rembourrés)** : Pour les meubles rembourrés transformables et les articles de literie, l'étiquette de modèle 1A doit être cousue à même l'une des coutures de l'article.

3) **Fixation (meubles rembourrés)** : Dans le cas de meubles rembourrés dont les coussins sont amovibles, l'étiquette doit se placer en avant du bâti qui soutient les

coussins de telle façon qu'elle soit parfaitement visible lorsque les coussins sont enlevés.

Pour tous les autres meubles rembourrés, l'étiquette doit être attachée en avant de la partie inférieure de manière à ce qu'elle pende et qu'on puisse l'apercevoir lorsque le meuble est dans sa position normale.

4) **Fixation (emballages de matériaux de rembourrage)** : Pour les matériaux de rembourrage livrés aux fabricants d'articles rembourrés, l'étiquette doit être fixée solidement à l'emballage extérieur ou sur une attache de cet emballage, de telle sorte qu'elle soit parfaitement visible.

5) **Fixation (étiquette modèle 4, vente prohibée)** : L'étiquette de modèle 4, apposée par un inspecteur sur des articles ou des matériaux non conformes, doit être fixée au tissu-enveloppe des matériaux au moyen d'un fil métallique dont les deux extrémités sont liées par un sceau de plomb posé par l'inspecteur.

#### 5. Nombre d'étiquettes à apposer :

1) De façon générale, il suffit d'une étiquette pour chaque article différent. Toutefois, dans le cas d'un article rembourré composé de plusieurs éléments identiques, une seule étiquette peut être apposée sur un de ces éléments, et ce, afin de réduire le nombre d'étiquettes.

2) Dans le cas de matériaux de rembourrage, chaque emballage doit recevoir une étiquette distincte.

(Modèle 1-A)

Ne pas enlever l'étiquette avant la vente au détail et la livraison. <i>Do not remove label until sold by retail and delivered.</i>
<b>MATÉRIAUX NEUFS SEULEMENT</b>  <i>NEW MATERIAL ONLY</i>
Conformément à la Loi sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés (L.R.Q., c. M-5) <i>In accordance with the Act respecting stuffing and upholstered and stuffed articles (R.S.Q., c. M-5)</i>
<b>PERMIS—PERMIT</b> <b>QUÉ. NO.</b>
Contenu au verso — <i>Content on back</i>

(Modèle 1-B)

Ne pas enlever l'étiquette avant la vente au détail et la livraison. <i>Do not remove label until sold by retail and delivered.</i>
<b>MATÉRIAUX NEUFS SEULEMENT</b> <i>NEW MATERIAL ONLY</i>
Conformément à la Loi sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés (L.R.Q., c. M-5) <i>In accordance with the Act respecting stuffing and upholstered and stuffed articles (R.S.Q., c. M-5)</i>
<b>PERMIS—PERMIT</b> <b>QUÉ. NO.</b>
Contenu au verso — <i>Content on back</i>


(Modèle 2)

<b>VENTE INTERDITE—NOT FOR SALE</b>
<b>ARTICLE EN RÉPARATION</b> <i>FOR RENOVATION ONLY</i>
Conformément à la Loi sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés (L.R.Q., c. M-5) <i>In accordance with the Act respecting stuffing and upholstered and stuffed articles (R.S.Q., c. M-5)</i>
<b>PROPRIÉTAIRE—OWNER</b>
<b>PERMIS—PERMIT</b> QUÉ. NO.

(Modèle 3)

Ne pas enlever l'étiquette avant la vente au détail et la livraison.  <i>Do not remove label until sold by retail and delivered.</i>
<b>ARTICLE D'OCCASION</b>  <i>SECOND HAND ARTICLE</i>
Conformément à la Loi sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés (L.R.Q., c. M-5) <i>In accordance with the Act respecting stuffing and upholstered and stuffed articles (R.S.Q., c. M-5)</i>

(Modèle 4)

	<b>AVIS</b>
	<b>NOTICE</b>
	Conformément à la Loi sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés (L.R.Q., c. M-5) <i>In accordance with the Act respecting stuffing and upholstered and stuffed articles (R.S.Q., c. M-5)</i>
	<b>VENTE PROHIBÉE</b>
	<b>OFF SALE</b>
	Tant que cette étiquette n'aura pas été retirée par une personne autorisée, il est illégal de vendre, de mettre en vente, de louer ou de livrer cet article ou d'enlever cette étiquette. <i>Until this tag has been removed by an authorized person, it is illegal to sell, or offer to sell, lease or deliver this article or to remove this tag.</i>
	Date .....
	.....
	<b>Signature officielle</b> <i>Official signature</i>

**ANNEXE 3**

(a. 7)

**CLASSIFICATION ET APPELLATION DES  
MATÉRIAUX DE REMBOURRAGE (BNQ  
7880-905/1973-07-01)**

**1. Objet :** La présente norme a pour objet de définir la classification et l'appellation des matériaux de rembourrage.

**2. Classification :** Les matériaux de rembourrage sont classés en 8 catégories :

- 1) coton ;
- 2) laine ;
- 3) crins et poils ;
- 4) plumes ;
- 5) duvets ;
- 6) produits alvéolaires ;
- 7) fibres synthétiques ;
- 8) fibres naturelles et diverses.

**3. Appellations :****1) Coton :**

a) bourre de coton : pousse fibreuse que l'on enlève lorsqu'on procède à l'égrenage.

La bourre utilisée ne doit contenir aucune matière étrangère. Cependant, la présence de feuilles ou d'écales dont la masse n'excède pas 5% du total est tolérable ;

b) sous-produits de coton : fibres enlevées au cours de diverses opérations de fabrication des fils de coton jusqu'à l'opération de filage, celle-ci étant exclue.

La masse de feuilles, d'écales et de déchets tels que tiges, coquilles, graines et autres ne doit pas excéder 5% ;

c) feutre de coton blanc : feutre fait entièrement de bourre et de fibres de coton de couleur blanchâtre ;

d) feutre de coton mélangé : feutre fait d'un mélange de bourres de fibres et de sous-produits de coton.

**2) Laine :**

a) laine vierge : toison du mouton ou de l'agneau qui a été dégoragée et carbonisée ou seulement dégoragée.

Les sous-produits obtenus au cours de tout procédé de fabrication ou les produits ayant déjà servi à quelqu'usage que ce soit ne doivent pas être désignés par l'expression laine vierge. La laine vierge doit être exempte de jarre, de matière végétale ou de tout autre corps étranger ;

b) sous-produits de laine : sous-produits enlevés au cours des opérations ou procédés de fabrication mettant en oeuvre des fibres de laine neuve. Cette définition inclut :

i. la laine de jarrets et du bout de la queue de l'animal ;

ii. la laine de tannerie récupérée à la suite de l'opération de tannage des peaux de mouton ;

iii. la laine retravaillée obtenue en coupant et déchiquetant de la laine déjà filée ou tissée mais jamais utilisée et dont la masse de fibres autre que des fibres de laine, n'excède pas 5% du total ;

iv. les mélanges de laine et de sous-produits dont la masse de ces derniers n'excède pas 5% ;

c) feutre de laine vierge : feutre fait de laine vierge exclusivement ;

d) feutre de sous-produits de la laine : feutre fait d'un mélange de laine et de sous-produits lorsque ceux-ci excèdent une masse de 5% du total.

**3) Crins et poils :**

a) poils : production cutanée filiforme recouvrant le corps des mammifères tels que les chevaux, les bovins, les cochons et les chèvres. Le terme « poil » doit toujours être suivi de la désignation de l'animal duquel proviennent les poils. Exemple : « poil de chèvre », « poil de vache », etc. ;

b) poils mélangés : mélange de poils provenant de plusieurs sortes d'animaux ;

c) crin : poils de la crinière et de la queue des équidés et du bout de la queue des bovidés ;

d) « frisés » : cet adjectif doit être ajouté immédiatement après les termes « poils » ou « crin » dans les expressions définies ci-dessus, lorsque les poils ou les crins ont été frisés par un procédé mécanique quelconque.

**4) Plumes :**

a) plumes d'oie : plumes provenant de toutes sortes d'oie. Ces plumes doivent être entières et avoir conservé leur forme et leur courbure naturelles ;

b) plumes de canard : plumes provenant de toutes sortes de canard. Ces plumes doivent être entières et avoir conservé leur forme et leur courbure naturelles ;

c) plumes d'oiseaux aquatiques : mélange de plumes d'oies et de canard ;

d) plumes de dinde : plumes provenant de toutes sortes de dinde ou de dindon. Ces plumes doivent être entières et avoir conservé leur forme et leur courbure naturelles ;



e) plumes de poulets : plumes provenant de toutes sortes de poule, coq ou poulet. Ces plumes doivent être entières et avoir conservé leur forme et leur courbure naturelles ;

f) mélange de plumes : mélange de plumes de 2 ou plusieurs sortes d'oiseaux. À l'expression « mélange de plumes » doit être ajoutée l'indication des composants du mélange ainsi que leurs proportions respectives en poids.

La désignation des mélanges par le seul nom des plumes de la plus basse qualité utilisée dans le mélange, est également autorisée (les qualités en ordre décroissant sont les suivantes : oie, canard, dinde, poulet) ;

g) tiges de plumes : axe principal ou hampe des plumes ;

h) fibres des plumes : barbes enlevées de la tige des plumes séparées les unes des autres ;

i) plumes sans tige : barbes enlevées de la tige mais non séparées les unes des autres. Cette expression doit être employée avec le nom de l'oiseau d'où proviennent les plumes ;

j) déchets de plumes : plumes cassées ou hachées, écrasées ou endommagées.

### 5) Duvet :

a) duvet : plumes légères couvrant le corps des oiseaux aquatiques, composées de filaments légers et duveteux rattachés à un axe mais n'ayant eux-mêmes pas d'axe.

Le terme duvet doit être employé pour désigner tout matériau de rembourrage comprenant :

i. 80% au moins de la masse d'un mélange de duvet de plumules (voir définition d) et de fibres de duvet (voir définition e) sous réserve que la masse des fibres de duvet ne dépassent pas 10% du total ;

ii. 20% au plus de la masse d'un mélange de :

- plumes d'oiseaux aquatiques ;
- déchets de plumes dont la masse n'excède pas 3% du total ;
- plumes de poulet dont la masse n'excède pas 2% du total ;

— fibres de plumes d'oiseaux aquatiques dont la masse n'excède pas 5% du total ;

b) duvet de canard : tout matériau de rembourrage conforme aux exigences requises pour l'appellation « duvet » et dans lequel le duvet provenant du canard est le composant le plus important, peut être appelé soit « duvet » soit « duvet de canard » ;

c) duvet d'oie : tout matériau de rembourrage conforme aux exigences requises pour l'appellation « duvet » et dans lequel la masse du duvet provenant de l'oie représente au moins 65% du mélange total peut être appelé soit « duvet » soit « duvet d'oie » ;

d) plumule : petites plumes duveteuses, ayant une tige molle et tendre et dont les filaments ou les barbes ne peuvent être distingués de ceux du duvet ;

e) fibres de duvet : barbes et filament de duvet ou de plumules enlevés de la tige.

### 6) Produits alvéolaires élastiques :

a) caoutchouc : s'applique au caoutchouc naturel ainsi qu'aux caoutchoucs synthétiques ;

b) caoutchouc mousse : matière spongieuse produite à partir de caoutchouc qui a déjà été coagulé ou solidifié ;

c) mousse de latex : matière spongieuse produite à partir de latex de caoutchouc n'ayant jamais été coagulé ou solidifié ;

d) mousse de plastique : matière spongieuse produite à partir de matières plastiques élastomériques. Pour l'appellation on utilisera le mot « mousse » accompagné du nom de la matière plastique dont elle est faite.

### 7) Fibres manufacturées (synthétiques) :

a) fibres d'acétate : fibres, filaments ou fils produits à partir d'acétate de cellulose ;

b) fibres de triacétate : fibres, filaments ou fils produits à partir d'acétate de cellulose dont au moins 92% des radicaux hydroxyles sont acétylés ;

c) fibres acryliques : fibres, filaments ou fils produits à partir d'un polymère composé d'au moins 85% d'acrylonitrile ;

d) fibres modacryliques : fibres, filaments ou fils produits à partir de polymères contenant entre 35% et 85% d'acrylonitrile ;

e) fibres de polyamides (Nylon) : fibres, filaments ou fils produits à partir de polyamides comportant des groupes amides récurrents ;

f) fibres de nitriles : fibres, filaments ou fils produits à partir de polymères contenant au moins 85% d'un copolymère de vinylidène dans lequel la proportion de dinitrile vinylidène est supérieur à 50% en poids ;

g) fibres de polydichloréthylène (Saron) : fibres, filaments ou fils produits à partir d'un copolymère contenant au moins 80% de polydichloréthylène ;

h) fibres d'oléfinés : fibres, filaments ou fils produits à partir d'un polymère contenant au moins 85% de polyoléfinés ;

i) fibres de polyester (Dacron) : fibres, filaments ou fils produits à partir de copolymères composés d'au moins 85% de polymères, d'esters de di-alcools et d'acide téréphthalique ;

j) fibres de polyuréthane (Spandex) : fibres, filaments ou fils produits à partir de copolymères contenant au moins 85% de polyuréthane segmenté ;

k) fibres de vinal (Acétal) : fibres, filaments ou fils produits à partir de copolymères contenant au moins 85% de diverses unités d'acétate de vinyle mais au moins 50% d'alcool vinylique ;

l) fibres de chlorure de vinyle (Vynon) : fibres, filaments ou fils produits à partir de copolymères contenant au moins 85% de polychlorure de vinyle ;

m) fibres de rayonne : fibres, filaments ou fils produits à partir de cellulose régénérée dans laquelle pas plus de 15% des radicaux oxhydriles sont substitués ;

n) fibres d'azlon : fibres, filaments ou fils produits à partir de protéines naturelles régénérées ;

o) fibres de verre : fibres, filaments ou fils produits à partir de verre ;

p) fibres métalliques : fibres, filaments ou fils produits à partir de métal, de métal enrobé de matière plastique, de matière plastique enrobée de métal ou d'un centre complètement entouré de métal.

#### 8) Fibres diverses :

a) bandelettes de carde : accompagnée du nom de la fibre textile, cette appellation peut s'appliquer à une masse emmêlée de fibres produites par la toile à carder ou qu'on enlève après avoir procédé au cardage ;

b) bagasse : fibres provenant de la betterave, de la canne à sucre ou d'autres plantes fibreuses pressées ;

c) fibres de quenouille (Typha) : fibres de la cosse de la graine d'une haute plante des marécages qui a de longues feuilles plates (famille des typhacées) ;

d) fibres cellulosiques : bois ou autre pousse végétale réduit à l'état fibreux ;

e) fibre de coco : matière fibreuse provenant de l'enveloppe extérieure de la noix de coco ;

f) blousse : accompagnée du nom de la fibre ou des fibres textiles dont cette matière est tirée, cette appellation s'applique aux fibres emmêlées qu'on enlève pendant le peignage des fibres textiles ;

g) fibres de sparte : fibre de l'une ou l'autre de 2 herbes espagnole et algérienne (*stipa tenacissima* et *ligeum spartum*) ;

h) copeaux : rognures de bois frisées exemptes d'autres sous-produits tels que la sciure ;

i) fibre de lin : fibre de la plante du genre *Linum usitatissimum* ;

j) étoupe de lin : partie la plus grossière du lin que l'on obtient en sous-produit lorsqu'on tire les fibres commerciales ;

k) duvet de machine à carder : accompagné du nom de la fibre textile dont la matière provient, ce terme désigne les fibres qui tombent de la machine à carder ;

l) foin : herbe dûment séchée, et exempte de pousière, de terre, de teignes et autres matières semblables ;

m) fibres de jute : fibres provenant de diverses espèces de plantes de l'Inde Orientale (*Corchorus*) de la famille des tilleuls ;

n) kapok : fibres provenant des graines de kapokier (*Ceiba Pentrandia*) ;

o) fibres d'asclépiades : fibres soyeuses que l'on trouve à l'intérieur de la cosse des graines d'asclépiades ;

p) mousse végétale : fibre produite à partir de cryptogames parasites formant des fils entremêlés pendant aux branches des chênes et autres arbres ;

q) poussière de rebroussoir : poussière que l'on enlève lorsqu'on procède au rebroussement du poil d'une étoffe. Cette désignation doit être accompagnée du nom de la fibre textile dont la poussière est composée ;

r) fibre de palmier : matière fibreuse tirée de la feuille du palmier, du palmier nain ou du borasse ;

s) poussière de fibres : peut servir à désigner des motes de fibres emmêlées qui se forment par suite de l'ouverture et du nettoyage des fibres dans la salle où se font ces opérations à l'usine de textile. Cette désignation doit être accompagnée du nom de la fibre ou des fibres de textile par lesquelles la poussière est produite ;

t) algues marines : matière fibreuse séchée tirée des plantes marines ;

u) soie : fibre solide et lustrée produite par certaines chenilles ;

v) fibres de sisal : fibres tirées de la feuille de l'agave, (*Agava sisalana*) ou autres plantes de la famille des agaves ;

w) étoupe de sisal : fibres résiduelles, restant après l'extraction des fibres filables ;

x) paille : tige de céréales comme le blé, le seigle, l'avoine, le riz et autres, après le battage. La paille devra être exempte de glumes, d'arêtes, de soies, de cosses, de terre ou d'autres matières étrangères ;

y) fibres de tampico : mélange de fibres provenant de diverses agaves mexicaines, du nom de Tampico au Mexique ;

z) fibres de Tula : fibres tirées de la feuille d'une agave du nom de Tula (*Lophanta poseigieri*) et d'agaves de même espèce.

9) **Termes additionnels :**

a) feutre : fibres qui ont été cardées en couches ou en feuilles et traitées par une machine à feutrer ;

b) mélange : s'applique aux matériaux composés de 2 ou plusieurs sortes de fibres (exemple : bourres de coton et sous-produits du coton) ;

c) morceaux : s'applique à tout matériau de rembourrage qui a été coupé ou déchiré en morceau de formes et de dimensions quelconques, mais non déchiqueté ;

d) déchiqueté : s'applique à tout matériau qui a été soumis à un procédé de déchiquetage ;

e) lié : s'applique à tout matériau déchiqueté ou en morceaux dont les constituants ont été liés ensembles par un procédé quelconque ;

f) retravaillé : s'applique à tout matériau de rembourrage qui est fait à partir d'un produit déjà manufacturé pour une utilisation quelconque (mais qui n'a pas fait l'objet d'un premier usage) et qui a été par la suite déchiqueté, coupé ou réduit à l'état fibreux par un procédé quelconque ;

g) enrobé de caoutchouc ou de résine : s'applique à tout matériau de rembourrage dont chaque fibre a été complètement enrobée de latex ou de résine ;

h) enduit de caoutchouc ou de résine : s'applique aux bourres dont seules les surfaces ont été enduites de latex ou de résine ;

i) moulé : s'applique à tout matériau de rembourrage qui a été moulé dans la forme où il est utilisé.

#### ANNEXE 4

(a. 13)

#### TRAITEMENT DES MATÉRIAUX DE REMBOURRAGE D'ORIGINE ANIMALE (BNQ 7880-955)

**1. Objet :** La présente norme a pour objet de définir le traitement que doivent subir les matériaux d'origine animale (plumes, crins, poils, etc) destinés à être utilisés pour le rembourrage d'objets tels que meubles de ménage, de bureau, d'hôpital, de literie, etc.

**2. Description du procédé :** Les matériaux doivent subir successivement les étapes suivantes :

1) **Lavage :** Le lavage doit être effectué avec un détergent, pendant 30 minutes au moins ; la température de l'eau de lavage doit être celle qui est recommandée par le fabricant du détergent utilisé.

2) **Rinçage :** Les matériaux doivent ensuite être rincés complètement à l'eau tiède pendant au moins 30 minutes.

3) **Traitement à la vapeur :** Après avoir été essorés, les matériaux doivent être traités à la vapeur, à une température minimale de 230°F, sous une pression minimale de 15 livres, pendant au moins 30 minutes.

4) **Séchage :** Les matériaux doivent être séchés, pendant au moins 20 minutes, à une température minimale de 200°F.

#### ANNEXE 5

(a. 14)

#### DÉSINFECTION ET STÉRILISATION DES ARTICLES REMBOURRÉS (BNQ 7880-950)

**1. Objet :** La présente norme a pour objet de définir les traitements de désinfection ou de stérilisation que doivent subir les articles rembourrés susceptibles de présenter un danger pour la santé de l'individu.

#### 2. Procédé de stérilisation :

1) **Agent de stérilisation :** L'agent de stérilisation doit être la formaldéhyde, une dispersion de 40 gr de formaldéhyde par 100 ml de solution. L'utilisation de tout autre agent doit recevoir une acceptation préalable du BNQ.

2) **Procédé :** L'agent de stérilisation doit être vaporisé en concentration de 0,002% dans la chambre, pour une durée minimale de 10 heures continues.

#### 3) Chambre de stérilisation :

a) la chambre de stérilisation doit être hermétiquement close et équipée d'au moins une arrivée et une sortie d'air. Les conduits d'arrivée et de sortie d'air doivent être munis chacun d'une vanne ou d'une soupape étanche aux gaz. Le conduit de sortie d'air doit être d'une longueur suffisante pour évacuer les gaz usés à l'air libre à un endroit éloigné de toute porte, fenêtre ou autre ouverture ;

b) les étagères, tablettes ou toute autre surface utilisée pour disposer les objets rembourrés dans la chambre de stérilisation doivent être perforées, ou faits en lattis ou en treillis pour permettre la pénétration du gaz sur toutes les faces des objets ;

c) quand plusieurs articles rembourrés sont traités simultanément dans une même chambre de stérilisation, ils doivent être séparés les uns des autres de telle sorte que les gaz puissent circuler librement et facilement.

### **3. Procédé de désinfection :**

1) Les produits suivants doivent être utilisés comme désinfectants : le cyanure d'hydrogène (HCN) ou autres composés de cyanure, le bromométhane ( $\text{CH}_3\text{Br}$ ) ou le fluorure sulfureux ( $\text{F}_2\text{SO}_2$ ).

L'utilisation de tout autre désinfectant doit recevoir l'acceptation préalable du BNQ.

#### **2) Local :**

a) le local dans lequel est effectué la désinfection doit être hermétiquement clos et parfaitement étanche à la pénétration et à l'échappement des gaz ou des vapeurs. Les portes ou autres ouvertures doivent être munies de joints en caoutchouc, rendant celles-ci étanches sur tout leur pourtour ;

b) la chambre doit être munie d'un ventilateur avec contrôle à l'extérieur ; son débit à l'heure doit être équivalent à 10 fois le volume de la chambre ;

c) l'entrée des vapeurs ou gaz doit être contrôlée de l'extérieur ;

d) le conduit d'évacuation doit permettre la sortie des gaz à un endroit éloigné, évitant toute entrée de ceux-ci dans des bâtiments ;

e) le système d'évacuation des gaz doit se conformer aux règles ou règlements ayant trait à la pollution de l'atmosphère ou de l'air ambiant.

#### **3) Manipulation :**

a) l'opérateur qui procède à la désinfection doit disposer à portée de la main, d'un masque à gaz, gardé à l'extérieur de la chambre. Il doit être prêt à l'utilisation et approprié au désinfectant utilisé ;

b) l'opérateur doit avoir subi un entraînement spécial le rendant familier avec les précautions à prendre avant et après la désinfection. Le cas échéant, il doit posséder un certificat d'aptitude professionnelle.

---

A.C. 3086-72, (1972) 104 G.O., 9588

A.C. 2916-73, (1973) 105 G.O. II, 4695





c. M-6, r.1

## Règlement sur les mécaniciens de machines fixes

Loi sur les mécaniciens de machines fixes  
(L.R.Q., c. M-6, a. 12, par. a à j)

### SECTION I DÉFINITIONS

**1.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « appareil frigorifique » : un appareil qui utilise une substance pour produire de la réfrigération par son expansion ou sa vaporisation mais n'inclut pas les systèmes du type absorption ;

b) « basse pression » :

i. une pression au manomètre n'excédant pas 103 kilopascals pour la vapeur et les gaz ; ou

ii. une tension de vapeur n'excédant pas 205 kilopascals (absolue) pour les liquides à la température maximale de fonctionnement ; dans le cas de l'eau, cette limite correspond à 121°C ;

c) « chaudière » : un appareil qui utilise directement l'énergie électrique ou l'énergie fournie par la combustion d'un solide, d'un liquide ou d'un gaz ou d'une combinaison quelconque de ceux-ci pour réchauffer un liquide ou le transformer en vapeur ;

d) « chaudière à liquide thermique » : une chaudière qui utilise un liquide thermique autre que l'eau comme caloporteur et dont le système est ouvert à l'atmosphère ;

e) « chaudière à serpentin » : une chaudière munie d'un ou de plusieurs serpentins ou tubes contenant de l'eau à circulation forcée mais sans réservoir d'emménagement soumis à l'action de la flamme ;

f) « en marche » : se dit d'une machine fixe dont la source d'énergie est active. Dans le cas d'une chaudière, elle est en marche si sa pression ou sa température est maintenue supérieure aux conditions ambiantes. Dans le cas d'un arrêt, une chaudière n'est plus considérée comme en marche si sa source d'énergie ne peut être réactivée sans une intervention manuelle et si sa pression ou sa température a diminué par rapport aux conditions qui existaient au moment de l'arrêt ;

g) « générateur de vapeur » : un appareil autre qu'une chaudière et qui sert à produire de la vapeur par échange de chaleur d'un fluide à un autre ;

h) « installation » : une machine fixe ou un ensemble de machines fixes en marche simultanément sur une même propriété et dont la distance entre elles n'excède pas la distance critique déterminée à l'article 7 ;

i) « installation composée » : une installation qui comprend plus d'un type de machines fixes ;

j) « installation multiple » : une installation qui comprend une ou plusieurs machines fixes d'un même type ;

k) « installation protégée » : une installation qui comprend uniquement une ou des machines fixes munies des dispositifs de protection prévus à l'article 10 ;

l) « machine fixe » : une machine fixe définie au premier alinéa de l'article 2 de la Loi sur les mécaniciens de machines fixes (L.R.Q., c. M-6) ;

m) « propriété » : un emplacement divisé ou non par une rue, une route ou une voie ferrée, lequel emplacement appartient à un même propriétaire ;

n) « surveillance » : la surveillance par un mécanicien de machines fixes d'une ou de plusieurs installations ;

o) « surveillance à distance » : la surveillance effectuée par un mécanicien de machines fixes au moyen d'instruments de mesure et d'appareils de contrôle qui, en plus de ceux qui sont installés sur place, sont situés dans un endroit autre que celui où sont installés les machines fixes ainsi surveillées ;

p) « types de machines fixes » : les chaudières haute pression à tubes de fumée ou à boîte à feu, les chaudières haute pression à tubes d'eau, les chaudières haute pression à serpentin, les chaudières haute pression électriques, les chaudières à vapeur basse pression à tubes de fumée ou à boîte à feu, les chaudières à vapeur basse pression à tubes d'eau, les chaudières à vapeur basse pression à serpentin, les chaudières à vapeur basse pression électriques, les chaudières à eau chaude basse pression, les chaudières à liquide thermique, les générateurs de vapeur haute pression, les appareils frigorifiques fonctionnant sous haute pression avec les produits réfrigérants des groupes 2 ou 3, les appareils frigorifiques fonctionnant sous haute pression avec les produits réfrigérants du groupe 1, les appareils frigorifiques fonctionnant sous basse pression avec les produits réfrigérants du groupe 1, les moteurs à vapeur et les turbines à vapeur.

## SECTION II DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**2.** À la suite d'une inspection ou d'une enquête, l'inspecteur transmet un avis de classification au propriétaire ou à l'utilisateur. Cet avis doit être affiché dans la salle des machines fixes ou dans la salle de commande. Une copie de cet avis est remise sur demande, à tout représentant syndical des mécaniciens de machines fixes à l'emploi du propriétaire ou de l'utilisateur d'une machine fixe.

**3.** L'inspecteur peut se faire accompagner d'un représentant du propriétaire ou de l'utilisateur d'une machine fixe ou des mécaniciens de machines fixes ou des deux à la fois lors d'une inspection ou d'une enquête.

**4.** Dans le cas de décès, de démission ou de congédiement d'un mécanicien de machines fixes, le propriétaire ou l'utilisateur d'une installation doit en aviser immédiatement le bureau des examinateurs.

## SECTION III SURVEILLANCE

### *§1. Méthode de surveillance des machines fixes*

**5.** La surveillance doit se faire de la salle des machines fixes ou de la salle de commande si tous les instruments de mesure et les appareils de contrôle prévus aux articles 11 à 13 y sont rapportés.

**6.** Un mécanicien de machines fixes ne peut surveiller simultanément, sauf par contrôle à distance, 2 machines fixes si la distance entre ces machines fixes excède 60 mètres.

**7.** La distance critique entre 2 machines fixes se détermine au moyen de la formule suivante :  $D = 6 + 0,02 \times P$  ; où D est la distance critique en mètre et P est la puissance en kilowatts de la machine fixe la plus puissante. La distance critique ne tient pas compte des murs, planchers ou autres obstacles séparant les composantes de l'installation. Cependant, cette distance ne peut être supérieure à 60 mètres.

**8.** Le mode de surveillance pour une installation multiple est établi selon l'annexe C en additionnant la puissance de chaque machine fixe en marche simultanément.

**9.** Le mode de surveillance pour une installation composée est établi de la façon suivante :

a) par la détermination du mode de surveillance le plus sévère en fonction des différents types de machines fixes en marche simultanément et de l'annexe C ;

b) par le calcul des rapports entre la puissance totale de chaque type de machines fixes et la puissance maximale respective tel qu'indiqué à l'annexe C pour le mode de surveillance déterminé au paragraphe a ; cependant les appareils frigorifiques basse pression du groupe 1 dont la puissance excède 1 200 kilowatts, les moteurs et turbines à vapeur dont la puissance excède 250 kilowatts ne contribuent pas à changer le mode de surveillance d'une installation ;

c) par la somme de ces rapports ;

d) si cette somme est inférieure ou égale à l'unité, le mode de surveillance de l'installation est le même que le mode déterminé au paragraphe a ; et

e) si cette somme est supérieure à l'unité, le mode de surveillance de l'installation devient le mode immédiatement le plus sévère que celui déterminé au paragraphe a.

**10.** Une installation est considérée comme protégée lorsque :

a) les chaudières sont munies des dispositifs de protection suivants :

i. un dispositif limiteur de haute pression sur les chaudières à vapeur ou un dispositif limiteur de haute température sur les chaudières à eau chaude selon le cas, lesquels dispositifs doivent être indépendants de tout autre dispositif contrôlant la source d'énergie ;

ii. un dispositif limiteur de bas niveau d'eau indépendant de tout autre dispositif contrôlant l'alimentation en eau de la chaudière à vapeur ;

iii. un dispositif limiteur de haut niveau d'eau, indépendant de tout autre dispositif contrôlant l'alimentation en eau de la chaudière à vapeur ; et

iv. un dispositif de purge et de manque de flamme qui coupe automatiquement l'alimentation en combustible des chaudières lorsqu'une situation anormale se produit pendant leur fonctionnement ;

b) les appareils frigorifiques sont munis des dispositifs de protection suivants :

i. un dispositif limiteur de haute pression ;

ii. un dispositif limiteur de basse pression ; et

iii. un dispositif limiteur de basse pression dans le système d'huile de lubrification ;

lesquels dispositifs coupent automatiquement l'alimentation en énergie du moteur des compresseurs lorsqu'une situation anormale se produit pendant le fonctionnement des compresseurs ;

c) les moteurs à vapeur et les turbines à vapeur sont munis d'un dispositif qui coupe automatiquement l'alimentation en vapeur lorsque le moteur ou la turbine excède sa vitesse maximale permise ;

d) en cas de surveillance interrompue, un système d'alarme avertit le mécanicien de machines fixes de toute situation anormale pour laquelle un dispositif de protection visé aux paragraphes a, b, ou c existe.

**11.** Une surveillance à distance est permise uniquement à l'intérieur d'une même propriété et seulement si le panneau de commande comporte, en plus de ceux qui sont installés sur place tel que requis par la Loi sur les appareils sous pression (L.Q., 1979, c. 75 ; après refonte : L.R.Q., c. A-20.01), les instruments de mesure et les appareils de contrôle prévus à l'annexe B.

**12.** Un dispositif qui rend inopérants les contrôles à distance doit être installé sur place.

**13.** Dans le cas où une surveillance à distance est permise selon les articles 11 et 12, une surveillance périodique doit être effectuée sur place conformément aux articles 23 et 24.

## §2. Détermination de la puissance des machines fixes

**14.** Le puissance des machines fixes est déterminée par le fabricant pour un fonctionnement normal et continu conformément aux articles 15 à 18. Cependant, en cas de doute ou de litige, le bureau des examinateurs la redétermine conformément aux mêmes articles.

**15.** Dans le cas d'une chaudière, chaudière à serpentins ou chaudière à liquide thermique à l'exception des chaudières électriques, la puissance en kilowatts est déterminée en divisant par  $3,6 \times 10^6$  la différence entre la quantité totale de chaleur en joules, contenue dans le fluide qui entre dans la chaudière et la quantité totale de chaleur contenue dans le fluide qui en sort par heure. Dans le cas d'une chaudière électrique, la puissance en kilowatts est égale au nombre maximal de kilowatts fournis à la chaudière.

**16.** Dans le cas d'un moteur ou d'une turbine, la puissance en kilowatts est déterminée en multipliant le HP mécanique par 0,746 pour un facteur de service de 1.

**17.** Dans le cas d'un générateur de vapeur, la puissance en kilowatts est déterminée conformément à l'article 15 mais en fonction de la vapeur générée.

**18.** Dans le cas d'un appareil frigorifique, la puissance est déterminée en fonction du ou des moteurs qui l'alimentent avec un facteur de service de 1 :

a) s'il s'agit d'un moteur électrique triphasé, lorsque la puissance n'est pas déterminée par le fabricant, elle est déterminée au moyen de l'une ou l'autre des formules suivantes qui tiennent compte d'un facteur de puissance de 90% et d'un rendement de 80% :

$$i. \quad kW = 0,001\,245 \times E \times I$$

où : E est la différence de potentiel en volts ; et I est le courant nominal en ampères ;

$$ii. \quad kW = 0,80 \times kW_e$$

où :  $kW_e$  est le nombre nominal de kilowatts fournis à l'entrée ;

$$iii. \quad kW = 0,72 \times kVA$$

où : kVA est le nombre nominal de kilovoltampères ;

b) s'il s'agit d'un moteur à combustion interne, lorsque la puissance en kilowatts n'est pas déterminée par le fabricant, elle est déterminée en multipliant par 0,046 le produit du carré du diamètre des cylindres en centimètres, par le nombre de cylindres.

## §3. Mode de surveillance

### A) Surveillance continue

**19.** La surveillance continue doit être assurée par un mécanicien de machines fixes qui ne doit pas s'absenter de la salle des machines fixes ou de la salle de commande sans se faire remplacer par un mécanicien de machines fixes qui détient un certificat d'une classe non inférieure de plus d'un degré à celle qui est requise pour diriger le fonctionnement de l'installation à titre de chef mécanicien de machines fixes.

**20.** Une surveillance continue est requise pour le fonctionnement des installations suivantes :

a) les installations multiples dont la puissance totale excède la puissance maximale qui délimite la surveillance interrompue tel qu'indiqué à l'annexe C ;

b) les installations composées qui, suivant l'article 9, nécessitent une surveillance continue ; et

c) les installations non protégées par les dispositifs de protection prévus à l'article 10 à l'exception des installations sujettes à une surveillance conditionnelle.

### B) Surveillance interrompue

**21.** La surveillance interrompue doit être assurée par un mécanicien de machines fixes qui voit à la surveillance, à la vérification et à l'entretien de l'installation de machines fixes et de tout autre appareil, accessoire et tuyauterie, servant au fonctionnement de cette installation, de même



qu'à la surveillance d'autres installations situées sur la même propriété et pour lesquelles une surveillance périodique seulement est permise. Cependant, le mécanicien de machines fixes doit être présent dans la salle des machines fixes ou dans la salle de commande pendant au moins la moitié du temps et les périodes d'absence ne peuvent excéder une heure par période de 2 heures sans qu'il se fasse remplacer par un mécanicien de machines fixes qui détient un certificat d'une classe non inférieure de plus d'un degré à celle qui est requise pour diriger le fonctionnement de l'installation à titre de chef mécanicien de machines fixes.

**22.** Une surveillance interrompue est requise pour le fonctionnement des installations suivantes qui sont protégées par les dispositifs de protection prévus à l'article 10 :

- a) les installations multiples dont la puissance totale excède la puissance maximale qui délimite la surveillance périodique sans excéder la puissance maximale qui délimite la surveillance interrompue tel qu'indiqué à l'annexe C ;
- b) les installations composées qui, suivant l'article 9, nécessitent une surveillance interrompue ; et
- c) les installations d'appareils frigorifiques de plus de 1 200 kilowatts en fonctionnant sous basse pression avec des produits réfrigérants du groupe  $R_{600}$  même s'ils font partie d'une installation composée nécessitant une surveillance plus sévère.

#### C) Surveillance périodique

**23.** La surveillance périodique doit être effectuée quotidiennement par un mécanicien de machines fixes et l'intervalle maximal entre 2 visites consécutives ne doit pas excéder 24 heures. Ce mécanicien de machines fixes doit remplir un registre indiquant :

- a) l'identification de l'installation ;
- b) le lieu ;
- c) la date ;
- d) l'heure ;
- e) l'identification des composantes de l'installation ;
- f) les lectures des instruments de mesures installés sur les appareils et les systèmes ;
- g) une description des conditions anormales ;
- h) les actions prises ;
- i) la signature du mécanicien de machines fixes ; et
- j) le contreseing du chef mécanicien de machines fixes ou du propriétaire ou de son représentant au moins une fois par semaine.

**24.** Toute personne ayant comme propriétaire, locataire ou usager ou autrement, le contrôle d'une machine fixe, doit fournir le registre et le tenir disponible en tout temps à un inspecteur qui en fait la demande et doit le conserver pour une période minimale de 2 ans après la dernière entrée.

**25.** Une surveillance périodique est requise pour le fonctionnement des installations suivantes qui sont protégées par les dispositifs de protection prévus à l'article 10 :

- a) les installations multiples dont la puissance totale excède la puissance maximale qui délimite la surveillance conditionnelle sans excéder la puissance maximale qui délimite la surveillance périodique tel qu'indiqué à l'annexe C ;
- b) les installations composées qui, suivant l'article 9, nécessitent une surveillance périodique ; et
- c) les installations de moteurs à vapeur et de turbine à vapeur de plus de 250 kilowatts même s'ils font partie d'une installation composée nécessitant une surveillance plus sévère.

#### D) Surveillance conditionnelle

**26.** La surveillance des installations dont la puissance totale n'excède pas la puissance maximale, qui délimite la surveillance conditionnelle tel qu'indiqué à l'annexe C, n'est pas obligatoire à condition que ces machines fixes ne fassent pas partie d'une installation composée qui, suivant l'article 9, nécessite une surveillance.

#### E) Surveillance non requise

**27.** Aucune surveillance n'est requise pour les machines fixes suivantes :

- a) les appareils frigorifiques fonctionnant par absorption ;
- b) les appareils frigorifiques ménagers ;
- c) les petites unités de climatisation du type fenêtre ; et
- d) les moteurs à combustion interne.

### SECTION IV CERTIFICAT

#### §1. Généralités

**28.** Le certificat de mécanicien de machines fixes comprend les catégories suivantes :

- a) chauffage et moteurs à vapeur qui se divise en 4 classes ; et

b) appareils frigorifiques qui se divise en 2 classes.

**29.** Pour obtenir un certificat à la suite d'un examen, le candidat doit satisfaire aux conditions suivantes :

a) ne pas être sous le coup d'une suspension ou d'une révocation ;

b) remplir les conditions d'éligibilité prévues à la section V en considérant le temps d'apprentissage suivant la puissance globale des installations ;

c) en faire la demande au bureau des examinateurs et fournir le nombre d'attestations de l'employeur qui lui est nécessaire pour établir la durée de son emploi à titre de mécanicien de machines fixes, aux fins de la section V, lesquelles attestations doivent être contresignées par le chef mécanicien s'il y en a un de nommé. Lorsqu'il est impossible pour le candidat de fournir les attestations requises, le bureau des examinateurs peut exiger qu'il atteste sous serment la véracité de sa déclaration faisant état de son expérience ;

d) payer les honoraires prévus à la section VI ;

e) se présenter à l'examen écrit préparé par le bureau des examinateurs, portant sur les matières du cours de la mécanique de machines fixes énumérées à l'annuaire de l'enseignement secondaire, cahier 02 1977/1979 publié par le ministère de l'Éducation ;

f) obtenir un résultat minimal de 60% à l'examen visé au paragraphe e ; et

g) obtenir, dans les cas d'un accroissement de puissance d'une installation, un résultat égal ou supérieur au pourcentage déterminé au paragraphe f et réduit de la façon suivante : l'âge du candidat plus son nombre d'années d'expérience comme mécanicien de machines fixes plus son nombre d'années d'expérience sur l'installation en question moins 60. Cependant, le pourcentage de réussite ne peut être inférieur à 40%.

**30.** Peut obtenir un certificat sans avoir à subir d'examen, le candidat qui satisfait aux conditions suivantes :

a) dans le cas d'une 4<sup>e</sup> classe, avoir suivi avec succès un cours de niveau secondaire option mécanicien de machines fixes, reconnu par le ministère de l'Éducation ; ou

b) dans les cas d'une classe B, avoir suivi avec succès un cours de niveau secondaire option mécanicien de machines fixes ou un cours semblable d'un niveau supérieur, reconnu par le ministère de l'Éducation ; et

c) faire la demande au bureau des examinateurs et payer les honoraires prévus à l'article 59.

**31.** À la suite d'un échec, un candidat ne peut se représenter à nouveau à l'examen avant 60 jours de la date de son dernier examen.

**32.** Un mécanicien de machines fixes détenteur d'un certificat équivalent délivré par une autre province du Canada peut sans examen obtenir un certificat de la même classe si les conditions d'admissibilité à cette classe dans la province concernée sont équivalentes à celles prévues au présent règlement et s'il paye les honoraires prévus à l'article 59. Cependant, si les conditions d'admissibilité ne sont pas équivalentes, il peut obtenir un certificat d'une classe immédiatement inférieure à celle qu'il détient déjà à condition qu'il en fasse la demande auprès du bureau des examinateurs et qu'il paye les honoraires prévus à l'article 59.

**33.** Une personne qui possède un certificat équivalent délivré par un gouvernement d'un pays étranger peut se voir émettre un certificat si elle est admissible à l'examen correspondant et si le bureau des examinateurs peut établir l'équivalence à une classe donnée sur production d'une attestation de la puissance de l'installation et d'une attestation du temps passé à la surveillance de l'installation.

**34.** Une personne qui a rempli les fonctions de mécanicien de machines fixes dans des installations équivalentes à celles régies par la Loi peut, sur attestation de son employeur, se faire reconnaître son expérience et se présenter à l'examen conduisant au certificat d'une certaine classe si elle détient les certificats des classes inférieures.

**35.** La surveillance de machines fixes effectuée à temps partiel peut être considérée comme période d'apprentissage sur la base de 150 heures de travail effectif équivalent à 1 mois d'apprentissage.

**36.** Un mécanicien de machines fixes doit afficher son certificat valide ou un duplicata de celui-ci à l'endroit où il travaille. Les photocopies ne sont pas acceptées.

**37.** Les certificats de qualification de mécaniciens de machines fixes sont valides à compter de leur date de délivrance jusqu'au deuxième anniversaire de naissance subséquent du détenteur et doivent être renouvelés à tous les 2 ans par la suite.

**38.** Un mécanicien de machines fixes qui n'a pas renouvelé son certificat pendant 4 années consécutives doit subir un nouvel examen s'il veut obtenir un nouveau certificat.

**39.** Un mécanicien de machines fixes qui n'a pas renouvelé son certificat pendant moins de 4 années consécutives,

doit payer les arrérages d'honoraires au moment du renouvellement.

## §2. Classification des installations

**40.** Les installations sont classifiées suivant leur type et leur puissance conformément à l'annexe D d'après la puissance totale des machines fixes, en état de fonctionner, à surveiller sauf si une attestation du propriétaire ou de l'usager, contresignée par le chef mécanicien s'il y en a un, est à l'effet qu'une machine fixe de cette installation ne fonctionne jamais en même temps que les autres. En cas de doute ou de litige, le bureau des examinateurs peut exiger un moyen physique qui assure que la machine fixe concernée ne peut être en marche en même temps que le reste de l'installation.

## §3. Certificat de chauffage et moteurs à vapeur

**41.** Les certificats de mécaniciens de machines fixes de la catégorie chauffage et moteurs à vapeur sont divisés en 4 classes suivant la classification des installations qu'ils permettent de surveiller ou de diriger tel que déterminé à l'annexe D.

**42.** Le détenteur d'un certificat de chauffage et moteurs à vapeur peut :

a) diriger à titre de chef mécanicien de machines fixes le fonctionnement d'une ou de plusieurs installations de chauffage et moteurs à vapeur sur une même propriété ou se charger de la surveillance de toute installation de chauffage et moteurs à vapeur de la classe correspondante à son certificat ou des classes inférieures ;

b) se charger de la surveillance de toute installation de chauffage et moteurs à vapeur de la classe immédiatement supérieure à celle de son certificat si un chef mécanicien de machines fixes est désigné par le propriétaire ou l'usager de l'installation ;

c) remplacer à la demande du propriétaire ou de l'usager d'une installation dans un cas de décès, de maladie, de congé, de vacances, de démission ou de congédiement, pendant une période n'excédant pas 90 jours, un mécanicien de machines fixes ou le chef mécanicien de machines fixes à condition que le remplaçant détienne un certificat de la classe immédiatement inférieure à celle requise par le poste qu'il est appelé à remplir.

## §4. Certificat d'appareils frigorifiques

**43.** Les certificats de mécaniciens de machines fixes de la catégorie appareils frigorifiques sont divisés en 2 classes

suivant la classification des installations qu'ils permettent de surveiller ou de diriger tel que déterminé à l'annexe D.

**44.** Le détenteur d'un certificat d'appareils frigorifiques peut :

a) diriger à titre de chef mécanicien de machines fixes le fonctionnement d'une ou de plusieurs installations d'appareils frigorifiques sur une même propriété ou se charger de la surveillance de toute installation d'appareils frigorifiques de la classe correspondante à son certificat ou d'une classe inférieure ;

b) se charger de la surveillance de toute installation d'appareils frigorifiques de la classe immédiatement supérieure à celle de son certificat si un chef mécanicien de machines fixes est désigné par le propriétaire ou l'usager de l'installation ;

c) remplacer à la demande du propriétaire ou de l'usager d'une installation dans un cas de décès, de maladie, de congé, de vacances, de démission ou de congédiement, pendant une période n'excédant pas 90 jours, un mécanicien de machines fixes ou le chef mécanicien de machines fixes à condition que le remplaçant détienne un certificat de la classe immédiatement inférieure à celle requise par le poste qu'il est appelé à remplir.

## SECTION V PRÉREQUIS AUX CERTIFICATS

### §1. Certificat de chauffage et moteurs à vapeur

**45.** Pour être admissible au certificat de chauffage et moteurs à vapeur de 4<sup>e</sup> classe, le candidat doit satisfaire à l'une des exigences suivantes :

a) avoir travaillé comme mécanicien de machines fixes pendant une période minimale de 12 mois dans une installation de chauffage ou de moteurs à vapeur de 4<sup>e</sup> classe ou d'une classe supérieure ;

b) avoir au moins 1 an d'apprentissage dans l'installation, la réparation ou l'entretien de machines fixes à l'exception des appareils frigorifiques et avoir travaillé comme mécanicien de machines fixes pendant une période minimale de 6 mois dans une installation de chauffage ou de moteurs à vapeur de 4<sup>e</sup> classe ou d'une classe supérieure ;

c) détenir un certificat de marine de 4<sup>e</sup> classe (vapeur) octroyé par le gouvernement canadien.

**46.** Pour être admissible au certificat de chauffage et moteurs à vapeur de 3<sup>e</sup> classe, le candidat doit satisfaire à l'une des exigences suivantes :

a) détenir un certificat de 4<sup>e</sup> classe et avoir travaillé comme mécanicien de machines fixes dans une installation

de chauffage ou de moteurs à vapeur pendant une période minimale de 30 mois ;

b) détenir un certificat de 4<sup>e</sup> classe et avoir travaillé comme mécanicien de machines fixes dans une installation de chauffage ou de moteurs à vapeur pendant une période minimale de 24 mois dont au moins 12 mois dans une installation de chauffage ou de moteurs à vapeur de 3<sup>e</sup> classe ou d'une classe supérieure ;

c) détenir un certificat de marine de 3<sup>e</sup> classe (vapeur) octroyé par le gouvernement canadien.

**47.** Pour être admissible au certificat de chauffage et moteurs à vapeur de 2<sup>e</sup> classe, le candidat doit satisfaire à l'une des exigences suivantes :

a) détenir un certificat de 3<sup>e</sup> classe et avoir travaillé comme mécanicien de machines fixes dans une installation de chauffage ou de moteurs à vapeur pendant une période minimale de 54 mois dont au moins 24 mois dans une installation de chauffage ou de moteurs à vapeur de 3<sup>e</sup> classe ou d'une classe supérieure ;

b) détenir un certificat de 3<sup>e</sup> classe et avoir travaillé comme mécanicien de machines fixes dans une installation de chauffage ou de moteurs à vapeur pendant une période minimale de 42 mois dont au moins 18 mois dans une installation de chauffage ou de moteurs à vapeur de 2<sup>e</sup> classe ou d'une classe supérieure ;

c) détenir un certificat de marine de 2<sup>e</sup> classe (vapeur) octroyé par le gouvernement canadien.

**48.** Pour être admissible au certificat de chauffage et moteurs à vapeur de 1<sup>re</sup> classe, le candidat doit satisfaire à l'une des exigences suivantes :

a) détenir un certificat de 2<sup>e</sup> classe et avoir travaillé comme mécanicien de machines fixes dans une installation de chauffage ou de moteurs à vapeur pendant une période minimale de 84 mois dont au moins 30 mois dans une installation de chauffage ou de moteurs à vapeur de 2<sup>e</sup> classe et pendant cette dernière période, avoir pris charge d'une période de travail ou avoir dirigé à titre de chef mécanicien de machines fixes une installation de chauffage ou de moteurs à vapeur de 2<sup>e</sup> classe pendant au moins 12 mois ;

b) détenir un certificat de 2<sup>e</sup> classe et avoir travaillé comme mécanicien de machines fixes dans une installation de chauffage ou de moteurs à vapeur pendant une période minimale de 66 mois dont au moins 24 mois dans une installation de chauffage ou de moteurs à vapeur de 1<sup>re</sup> classe et pendant cette dernière période, avoir pris charge d'une période de travail pendant au moins 6 mois ;

c) détenir un certificat de 2<sup>e</sup> classe et avoir travaillé comme mécanicien de machines fixes dans une installation

de chauffage ou de moteurs à vapeur pendant une période minimale de 72 mois dont au moins 30 mois dans une installation de chauffage ou de moteurs à vapeur de 1<sup>re</sup> classe sans avoir pris charge d'une période de travail ;

d) détenir un certificat de marine de 1<sup>re</sup> classe (vapeur) octroyé par le gouvernement canadien.

**49.** Les périodes minimales de travail prévues aux articles 45 à 48 peuvent être réduites mais ne doivent pas être inférieures à 6 mois pour le candidat qui travaille dans une installation de chauffage ou de moteurs à vapeur de la classe postulée ou à 12 mois pour le candidat qui travaille dans une installation de chauffage ou de moteurs à vapeur d'une classe immédiatement inférieure à celle postulée. Ces réductions sont établies de la façon suivante :

a) de 2 mois par 45 heures de cours si le candidat a suivi avec succès un cours de perfectionnement relié à l'usage des machines fixes autres que les appareils frigorifiques, dispensé dans un école reconnue par le ministère de l'Éducation ;

b) de 1 mois par 45 heures de cours si le candidat a suivi avec succès un cours par correspondance relié à l'usage des machines fixes autres que les appareils frigorifiques, reconnu par le ministère de l'Éducation ;

c) de 12 mois si le candidat a suivi avec succès un cours secondaire option mécanicien de machines fixes ;

d) de 6 mois par année de scolarité postsecondaire, reconnue par le ministère de l'Éducation, avec les sciences physiques comme matières dominantes. Dans ce cas, il n'est pas nécessaire que le candidat détienne un certificat d'une classe inférieure ;

e) du temps effectif passé à la mise en marche de nouvelles installations de chauffage, à l'ajustement des contrôles et à l'entraînement des mécaniciens de machines fixes sur ces nouvelles installations, ainsi qu'à la conception des chaudières et de l'équipement mécanique relié à leur opération.

## *§2. Certificat d'appareils frigorifiques*

**50.** Pour être admissible au certificat d'appareils frigorifiques de classe B, le candidat doit satisfaire à l'une des exigences suivantes :

a) avoir travaillé comme mécanicien de machines fixes dans une installation d'appareils frigorifiques de classe B ou de classe A pendant une période minimale de 12 mois ;

b) avoir au moins 1 an d'apprentissage dans l'installation, la réparation ou l'entretien des appareils frigorifiques et avoir travaillé comme mécanicien de machines fixes

dans une installation d'appareils frigorifiques de classe B ou de classe A pendant une période minimale de 6 mois ;

c) détenir un certificat de chauffage et de moteurs à vapeur de 2<sup>e</sup> classe ou d'une classe supérieure et avoir suivi un cours de perfectionnement en réfrigération de 45 heures ou un cours par correspondance équivalent, reconnu par le ministère de l'Éducation.

**51.** Pour être admissible au certificat d'appareils frigorifiques de classe A, le candidat doit satisfaire à l'une des exigences suivantes :

a) détenir un certificat d'appareils frigorifiques de classe B et avoir travaillé comme mécanicien de machines fixes dans une installation d'appareils frigorifiques pendant une période minimale de 36 mois et pendant cette période, avoir pris charge d'une période de travail ou avoir dirigé à titre de chef mécanicien de machines fixes une installation d'appareils frigorifiques pendant au moins 12 mois dans une installation d'appareils frigorifiques de classe B ou avoir pris charge d'une période de travail pendant au moins 6 mois dans une installation d'appareils frigorifiques de classe A ;

b) détenir un certificat de classe B et avoir travaillé comme mécanicien de machines fixes pendant un période minimale de 36 mois dont au moins 24 mois dans une installation d'appareils frigorifiques de classe A ;

c) détenir un certificat de classe B et avoir travaillé comme mécanicien de machines fixes dans une installation d'appareils frigorifiques de classe A pendant une période minimale de 24 mois et pendant cette période, avoir pris charge d'une période de travail pendant au moins 6 mois ;

d) détenir un certificat de chauffage et de moteurs à vapeur de 1<sup>re</sup> classe et avoir suivi un cours de perfectionnement en réfrigération de 45 heures ou un cours par correspondance équivalent, reconnu par le ministère de l'Éducation ;

e) avoir réussi avec succès un cours secondaire option mécanicien de machines fixes ou un cours semblable d'un niveau supérieur, reconnu par le ministère de l'Éducation et avoir travaillé comme mécanicien de machines fixes pendant au moins 24 mois dans une installation d'appareils frigorifiques de classe B ou au moins 12 mois dans une installation d'appareils frigorifiques de classe A ;

f) avoir suivi avec succès un cours de 3 ans dans une école reconnue par le ministère de l'Éducation pour enseigner la technologie mécanique option réfrigération et avoir travaillé comme mécanicien de machines fixes pendant au moins 12 mois dans une installation d'appareils frigorifiques de classe B ou au moins 6 mois dans une installation d'appareils frigorifiques de classe A.

**52.** Les périodes minimales de travail prévues aux articles 50 et 51 peuvent être réduites mais ne doivent pas être inférieures à 6 mois pour le candidat qui travaille dans une installation d'appareils frigorifiques de la classe postulée ou à 12 mois pour le candidat qui travaille dans une installation d'appareils frigorifiques d'une classe immédiatement inférieure à celle postulée. Ces réductions sont établies de la façon suivante :

a) de 2 mois par 45 heures de cours si le candidat a suivi avec succès un cours de perfectionnement relié à l'usage des appareils frigorifiques, dispensé dans une école reconnue par le ministère de l'Éducation ;

b) de 1 mois par 45 heures de cours si le candidat a suivi avec succès un cours par correspondance, relié à l'usage des appareils frigorifiques, reconnu par le ministère de l'Éducation ;

c) de 6 mois par année de scolarité postsecondaire, reconnue par le ministère de l'Éducation, avec les sciences physiques comme matières dominantes. Dans ce cas, il n'est pas nécessaire que le candidat détienne un certificat d'une classe inférieure ;

d) du temps effectif passé à la mise en marche de nouvelles installations frigorifiques, à l'ajustement des contrôles et à l'entraînement des mécaniciens de machines fixes sur ces nouvelles installations ainsi qu'à la conception des systèmes frigorifiques et de l'équipement mécanique relié à leur opération.

### *§3. Accroissement de puissance*

**53.** En cas d'accroissement de la puissance totale d'une installation au-delà du maximum correspondant à la classe du chef mécanicien de machines fixes ou des autres mécaniciens de machines fixes affectés à cette installation, ceux-ci doivent faire une demande en vue de subir l'examen prescrit à l'article 29 et obtenir un certificat correspondant à la puissance de l'installation.

**54.** Le mécanicien de machines fixes a un délai de 90 jours après la date de la mise en marche de l'installation modifiée pour se procurer le nouveau certificat devenu nécessaire.

**55.** Le mécanicien de machines fixes ne peut profiter de la mesure prévue à l'article 53 que dans le cas où cet accroissement de puissance élève l'installation à la classe immédiatement supérieure et non au-delà.

## SECTION VI HONORAIRES

**56.** Les honoraires pour tout examen sont de 10 \$ quelle que soit la catégorie ou la classe de certificats.

**57.** Les honoraires pour toute reprise d'examen sont de 10 \$ quelle que soit la catégorie ou la classe de certificats.

**58.** Les honoraires pour la délivrance d'un certificat à la suite de la réussite d'un examen sont de 10 \$ sauf lorsque le candidat détenait un certificat d'une classe inférieure de la même catégorie ; alors son certificat lui est échangé sans frais pour la durée de sa validité.

**59.** Les honoraires pour la délivrance d'un certificat sans examen, tel que prévu à l'article 30 et à l'article 32, sont de 20 \$ par classe.

**60.** Les honoraires pour le renouvellement d'un certificat sont de 20 \$ par classe.

## SECTION VII DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

### *§1. Puissance des machines fixes installées avant le 1<sup>er</sup> septembre 1981*

**61.** Dans le cas d'une chaudière à vapeur à l'exception des chaudières électriques, la puissance en kilowatts est déterminée en multipliant par 20 la puissance en HP chaudière établie en fonction de 1,022 m<sup>2</sup> (11 pi<sup>2</sup>) de surface de chauffe. Cependant, en cas de doute ou de litige au sujet de cette méthode, le bureau des examinateurs détermine la puissance suivant l'article 15.

**62.** Dans le cas d'une chaudière électrique, la puissance en kilowatts est établie conformément à l'article 15.

**63.** Dans le cas des autres machines fixes, la puissance en kilowatts est déterminée en multipliant le HP mécanique par 0,746 pour un facteur de service de 1.

### *§2. Autres dispositions*

**64.** Le détenteur d'un certificat de chauffage et moteurs à vapeur de 5<sup>e</sup> classe ou d'appareils frigorifiques classe D ou C, le 1<sup>er</sup> septembre 1981, est immédiatement admissible à l'examen conduisant au certificat de chauffage et moteurs à vapeur de 4<sup>e</sup> classe ou d'appareils frigorifiques de classe B selon le cas.

**65.** Le candidat admissible à l'examen en vertu de l'article 64 peut se prévaloir du paragraphe g de l'article 29 jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 1983, au plus tard.

**66.** Le détenteur d'un certificat de chauffage et moteurs à vapeur de 5<sup>e</sup> classe ou d'appareils frigorifiques classe D ou C, le 1<sup>er</sup> septembre 1981, se voit échanger son certificat pour un certificat de chauffage et moteurs à vapeur de 4<sup>e</sup> classe ou d'appareils frigorifiques de classe B selon le cas ; lequel certificat n'est valide que pour l'installation que le mécanicien de machines fixes surveillait ou se chargeait du fonctionnement le 1<sup>er</sup> septembre 1981 et à la condition que la puissance de l'installation ne soit pas modifiée par l'addition de nouvelles machines fixes.

**67.** Une personne qui surveillait ou se chargeait du fonctionnement d'installations d'appareils sous pression non régies avant le 1<sup>er</sup> septembre 1981, peut se prévaloir du paragraphe g de l'article 29 jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 1983, au plus tard.

**68.** Un mécanicien de machines fixes qui surveillait ou se chargeait du fonctionnement d'une machine fixe ou d'une installation qui subit un accroissement de sa puissance uniquement par suite de la nouvelle méthode de détermination de la puissance prévue au présent règlement bénéficie d'une période maximale de 2 ans, après le 1<sup>er</sup> septembre 1981 ou après la reclassification par le bureau des examinateurs suivant l'article 61, pour se procurer le nouveau certificat devenu nécessaire, et peut également se prévaloir du paragraphe g de l'article 29 pendant cette même période maximale de 2 ans.

**69.** Les chaudières à eau chaude, les chaudières à liquide thermique, les générateurs de vapeur, les chaudières à haute pression de moins de 165 pi<sup>2</sup> de surface de chauffe, les chaudières à basse pression de moins de 825 pi<sup>2</sup> de surface de chauffe et les appareils frigorifiques de 25 HP et moins qui sont installés avant le 1<sup>er</sup> septembre 1981, sont assujettis au présent règlement à compter du 1<sup>er</sup> mars 1982.

**70.** Malgré l'article 37, les certificats délivrés avant le 1<sup>er</sup> septembre 1981 sont valides et leur durée est prolongée jusqu'au premier anniversaire de naissance subséquent du détenteur en 1982.

**71.** L'article 5 des Règlements en exécution de la Loi des mécaniciens de machines fixes (A.C.2382 du 7 septembre 1967) continue de s'appliquer aux machines fixes visées par cet article et qui sont installées avant le 1<sup>er</sup> septembre 1981, jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 1982.

## ANNEXE A

(a. 1)

CLASSIFICATION DES PRODUITS  
RÉFRIGÉRANTS

Nom	Formule	Inflammable	Explosif	Toxique	Classe
<b>Groupe 1</b>					
Trichloromonofluorométhane (R-11)	CCl <sub>3</sub> F	Non	Non	Non	1
Dichlorodifluorométhane (R-12)	CCl <sub>2</sub> F <sub>2</sub>	Non	Non	Non	1
Monochlorotrifluorométhane (R-13)	CClF <sub>3</sub>	Non	Non	Non	1
Dichloromonofluorométhane (R-21)	CHCl <sub>2</sub> F	Non	Non	Non	1
Monochlorodifluorométhane (R-22)	CHClF <sub>2</sub>	Non	Non	Non	1
Trichlorotrifluoroéthane (R-113)	C <sub>2</sub> Cl <sub>3</sub> F <sub>3</sub>	Non	Non	Non	1
Dichlorotétrafluoroéthane (R-114)	C <sub>2</sub> Cl <sub>2</sub> F <sub>4</sub>	Non	Non	Non	1
Dichlorodifluorométhane 73,8%	CCl <sub>2</sub> F <sub>2</sub>				
Difluoroéthane 26,2% (R-500)	CH <sub>3</sub> CHF <sub>2</sub>	Non	Non	Non	1
Anhydride carbonique (R-744) (Bioxyde de carbone)	CO <sub>2</sub>	Non	Non	Non	1
Chlorure de méthylène (R-30)	CH <sub>2</sub> Cl <sub>2</sub>	Non	Non	Non	1
Monochlorodifluorométhane 48,8%	CHClF <sub>2</sub>				
Monochloropentafluoroéthane 51,2% (R-502)	CClF <sub>2</sub> CF <sub>3</sub>	Non	Non	Non	1
Trifluorométhane 40,1%	CHF <sub>3</sub>				
Monochlorotrifluorométhane 59,9% (R-503)	CClF <sub>3</sub>	Non	Non	Non	1
<b>Groupe 2</b>					
Chlorure de méthyle (R-40)	CH <sub>3</sub> Cl	Oui	Oui	Non	2
Chlorure d'éthyle (R-160)	CH <sub>3</sub> CH <sub>2</sub> Cl	Oui	Oui	Anes- thésique	2
Formiate de méthyle (R-611)	HC00CH <sub>3</sub>	Oui	Oui	Non	2
Ammoniac (R-717)	NH <sub>3</sub>	Oui	Avec huile	Oui	2
Anhydride sulfureux (R-764) (Bioxyde de soufre)	SO <sub>2</sub>	Non	Non	Oui	2
<b>Groupe 3</b>					
Éthane	C <sub>2</sub> H <sub>6</sub>	Oui	Oui	Non	3
Propane	C <sub>3</sub> H <sub>8</sub>	Oui	Oui	Non	3
Butane	C <sub>4</sub> H <sub>10</sub>	Oui	Oui	Non	3
Isobutane	CH (CH <sub>3</sub> ) <sub>3</sub>	Oui	Oui	Non	3
Éthylène	C <sub>2</sub> H <sub>4</sub>	Oui	Oui	Non	3

# ANNEXE B

(a. 11)

## CONTRÔLES À DISTANCE

Machines fixes	Instrument de mesure et appareils de contrôle															
	Indicateur de niveau d'eau	Alarme de bas niveau	Alarme de haut niveau	Indicateur de pression, de vapeur ou d'eau chaude	Indicateur de température de l'huile lourde	Indicateur de pression d'atomisation de combustible	Indicateur de pression de l'eau d'alimentation	Indicateur marche/arrêt de la pompe d'alimentation	Indicateur marche/arrêt de la source d'énergie	Indicateur marche/arrêt ou de pression différentielle des ventilateurs de tirage	Indicateur du fonctionnement du détecteur de flamme**	Dispositif d'arrêt d'urgence	Indicateur de température de l'eau chaude ou liquide thermique	Débitmètre	Indicateur de température des coussinets ou de pression de l'huile de lubrification	Indicateur des pressions refoulement/aspiration du compresseur
Chaudières à vapeur	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X				
Chaudières à vapeur électriques	X	X	X	X			X	X	X			X				
Chaudières à eau chaude		X		X	X	X	X	X*	X	X	X	X	X			
Chaudières à eau chaude électriques		X		X			X		X			X	X			
Chaudières à serpentin	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X				
Chaudières à liquide thermique		X			X	X		X	X	X	X	X	X	X		
Générateurs de vapeur	X	X	X	X			X	X				X				
Appareils frigorifiques									X			X			X	X

\* Applicable aux chaudières à eau chaude haute température et haute pression.

\*\* Dans le cas des brûleurs en service continu, des flammes pilotes au gaz pour les brûleurs à l'huile, des contrôleurs de débit minimal pour les brûleurs au gaz ou à l'huile et des dispositifs de déclenchement pour basse pression de gaz peuvent remplacer les détecteurs de flamme.



## ANNEXE C

(a. 8, 9, 20, 22, 25 et 26)

## MODES DE SURVEILLANCE

Machines fixes		Puissance maximale des installations en kW			
Types d'installation		Surveillance conditionnelle	Surveillance périodique	Surveillance interrompue	Surveillance continue
Chaudières haute pression (vapeur ou eau chaude)	Tube fumée	300	3 000	12 000	plus de 12 000
	Tube eau	450	4 500	18 000	plus de 18 000
	Serpentin	600	12 000	24 000	plus de 24 000
	électrique	600	12 000	24 000	plus de 24 000
Chaudières à vapeur basse pression	Tube fumée	600	6 000	24 000	plus de 24 000
	Tube eau	900	9 000	36 000	plus de 36 000
	Serpentin	1 200	24 000	48 000	plus de 48 000
	électrique	1 200	24 000	48 000	plus de 48 000
Chaudières à eau chaude basse pression		2 000	30 000	120 000	plus de 120 000
Chaudières à liquide thermique		2 000	30 000	120 000	plus de 120 000
Générateurs de vapeur haute pression		10 000	60 000	240 000	plus de 240 000
Appareil frigorifique haute pression Gr. 2 ou 3		50	300	600	plus de 600
Appareil frigorifique haute pression Gr. 1		200	600	1 200	plus de 1 200
Appareil frigorifique basse pression Gr. 1		400	1 200	plus de 1 200	
Moteurs et turbines à vapeur		250	plus de 250		

**ANNEXE D**

(a. 40, 41 et 43)

**CLASSIFICATION DES INSTALLATIONS**

Types d'installation	Puissance totale maximale en kW					
	Chauffage et moteurs à vapeur				Appareils frigorifiques	
	Classe 4	Classe 3	Classe 2	Classe 1	Classe B	Classe A
Chaudières haute pression	6 000	12 000	20 000	Tous		
Chaudières à vapeur basse pression	6 000	12 000	20 000	Tous		
Chaudières à serpentin haute ou basse pression	Tous					
Chaudières à eau chaude basse pression	Tous					
Chaudières à liquide thermique	Tous					
Générateurs de vapeur haute pression	Tous					
Moteurs et turbines à vapeur	Tous					
Appareils frigorifiques Groupe 2 ou 3					250	Tous
Appareils frigorifiques Groupe 1					900	Tous





c. M-6, r.2

**Règlement sur le montant des frais de  
l'avis préalable d'infraction prévu à la  
Loi sur les mécaniciens de machines fixes**

Loi sur les mécaniciens de machines fixes  
(L.R.Q., c. M-6, a. 17)

**1.** Le montant des frais de l'avis préalable d'infraction  
prévu à l'article 17 de la Loi sur les mécaniciens de machi-  
nes fixes (L.R.Q., c. M-6) est fixé à 2 \$.





c. M-8, r.1

## Règlement sur l'admission à l'exercice de la médecine vétérinaire

Loi sur les médecins vétérinaires

(L.R.Q., c. M-8)

Code des professions

(L.R.Q., c. C-26)

**1.** Les examens pour l'admission à l'exercice de la médecine vétérinaire sont sous le contrôle du Bureau.

**2.** L'aspirant à l'exercice de la médecine vétérinaire, qui désire subir ces examens, doit donner au secrétaire de l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec un avis écrit d'au moins 2 mois.

**3.** Cet avis doit :

a) énoncer les nom et prénoms de l'aspirant, tels qu'inscrits dans son acte de naissance ;

b) être accompagné d'un certificat de naissance et d'une photographie récente ;

c) indiquer l'école où l'aspirant a fait ses études de médecine vétérinaire et inclure une attestation de cette école ou de l'université dont elle dépend à l'effet que le candidat est titulaire d'un doctorat en médecine vétérinaire ou son équivalent ;

d) être accompagné de l'honoraire déterminé par le Bureau.

**4.** Avant cet examen, le comité des examinateurs peut exiger du candidat un certificat de bonnes moeurs.

**5.** Le comité des examinateurs a le devoir de préparer les questions d'examen, de surveiller les examens, de les corriger et d'interpréter les résultats en relation de l'admissibilité des candidats à l'exercice. Il peut déléguer ses pouvoirs à des membres pour l'accomplissement des 3 premiers items seulement.

**6.** La décision du comité des examinateurs en regard de l'admissibilité des candidats à l'exercice sera soumise à l'approbation du Bureau.

**7.** Le secrétaire de l'Ordre agit comme secrétaire exécutif du comité des examinateurs.

**8.** Les séances d'examens à l'exercice sont tenues deux fois l'an à au moins 6 mois d'intervalle et à des dates fixées par résolution du Bureau.

**9.** Le comité des examinateurs a la faculté de grouper les matières, et il peut exiger soit l'examen oral soit l'examen écrit, ou les deux, s'il le juge à propos.

**10.** Le secrétaire prépare sans délai le rapport de ces examens, le signe après l'avoir fait signer par le président et le transmet au Bureau.

**11.** Si ce rapport constate que l'aspirant a les connaissances, capacités et qualités voulues, et si cet aspirant prouve qu'il s'est en tout point conformé à la Loi et aux règlements, le Bureau lui décerne un permis comme membre de l'Ordre.

**12.** Ce permis donné sous le sceau de l'Ordre confère à son détenteur, après qu'il a au préalable prêté le serment d'office, le droit d'exercer la médecine vétérinaire au Québec.

**13.** Ce serment est reçu par le président ou le secrétaire et mention de sa prestation doit être faite au tableau.

**14.** Tout médecin vétérinaire ayant cessé d'être inscrit au tableau de l'Ordre pendant une période dépassant 2 ans et ayant droit de requérir l'inscription au tableau, ne peut être réinscrit qu'après avoir subi avec succès un examen devant le comité des examinateurs.

**15.** Ce médecin vétérinaire doit donner avis au secrétaire de l'Ordre de son intention d'être réinscrit.

**16.** Sur rapport favorable du comité des examinateurs et sur paiement de sa contribution pour l'année en cours, le secrétaire transmet sa demande au président de l'Ordre et réinscrit son nom au tableau, si le Bureau n'y fait pas objection.

**17.** Sont exclus des effets de l'article 14 les médecins vétérinaires qui poursuivent leurs études et ceux qui font un séjour dans une autre province et qui sont membres de l'association vétérinaire de cette province.

**18.** Le présent règlement demeure en vigueur jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1984.



c. M-8, r.2

## Règlement sur les affaires du Bureau et les assemblées générales de l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec

Loi sur les médecins vétérinaires  
(L.R.Q., c. M-8)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 93 et 94)

### SECTION I DISPOSITION GÉNÉRALE

**1.01.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

### SECTION II ASSERMENTATION DES ADMINISTRATEURS

**2.01.** À la première réunion du Bureau qui suit immédiatement l'entrée en fonction d'un administrateur, le premier point à l'ordre du jour doit être l'assermentation du nouvel administrateur. Celui-ci doit prêter le serment ou l'affirmation de discrétion prévu à l'annexe 1.

### SECTION III BUREAU

**3.01.** À la première réunion du Bureau qui suit l'assemblée générale annuelle des membres de l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec, les membres élus du Bureau doivent attribuer à 2 des 3 membres élus qu'ils ont désignés parmi eux pour faire partie du comité administratif, les titres de premier et deuxième vice-président.

Ces titres n'entraînent d'autres responsabilités que celles qui sont stipulées dans le présent règlement.

**3.02.** Le comité administratif fixe l'endroit, la date et l'heure des réunions ordinaires du Bureau.

**3.03.** Le secrétaire doit faire parvenir à chaque administrateur, au moins 7 jours avant une réunion ordinaire du Bureau, un avis indiquant l'endroit, la date et l'heure de la réunion ainsi qu'un sommaire de l'ordre du jour.

**3.04.** Une réunion extraordinaire du Bureau peut être convoquée aux conditions suivantes :

a) que tous les administrateurs en soient avertis par téléphone ou télégramme au moins 2 jours avant la réunion ; et

b) que tous les administrateurs absents lors de cette réunion reconnaissent avoir été convoqués conformément au paragraphe a.

**3.05.** Nonobstant les articles 3.02 et 3.04, une réunion du Bureau est considérée comme régulièrement tenue, si tous les membres du Bureau sont présents et renoncent à l'avis de convocation.

**3.06.** Aussitôt qu'il y a quorum, le président, ou en son absence le premier vice-président, ou en l'absence de ces derniers, le deuxième vice-président prend le fauteuil et appelle les administrateurs à l'ordre.

**3.07.** Lorsque le président est absent ou lorsque, étant présent, il désire quitter le fauteuil, le premier vice-président, ou en l'absence de ce dernier, le deuxième vice-président le remplace jusqu'à son arrivée ou son retour.

**3.08.** Toute proposition doit être appuyée pour être prise en considération.

Un administrateur peut proposer un amendement à une proposition. Un administrateur peut également proposer un sous-amendement. Dans un tel cas, le vote est repris tout d'abord sur le sous-amendement, ensuite sur l'amendement et enfin sur la proposition principale.

**3.09.** Le vote se prend à main levée, sauf lorsque le président exige un vote nominal. Un vote secret peut être demandé par résolution. Dans un tel cas, le président donne des directives pour l'exécution de cet ordre, sans qu'il n'y ait discussion à l'égard du caractère secret du vote.

**3.10.** Le Bureau peut siéger à huis clos sur toute question lorsque la majorité des membres présents se prononce en faveur d'une telle mesure. Dans un tel cas, seuls les administrateurs et les personnes qu'il autorise peuvent demeurer dans la salle.

**3.11.** Pour régler toute question de procédure qui n'est pas couverte par le règlement, il y a automatiquement référence au Code des professions (L.R.Q., c. C-26) ou à la



Procédure des assemblées délibérantes de Victor Morin (édition de 1969), laquelle s'applique *mutatis mutandis*.

#### SECTION IV COMITÉ ADMINISTRATIF

**4.01.** Le comité administratif de l'Ordre est composé des administrateurs suivants : le président de l'Ordre, le premier et le deuxième vice-président, un administrateur élu et un administrateur nommé.

**4.02.** Le secrétaire de l'Ordre agit comme secrétaire du comité administratif et n'a pas droit de vote.

**4.03.** Une réunion ordinaire du comité administratif est convoquée au moyen d'un avis écrit expédié au moins 7 jours avant la date de la réunion.

**4.04.** Une réunion extraordinaire du comité administratif est convoquée aux conditions suivantes :

a) que tous les membres du comité administratif en soient avertis par téléphone ou télégramme au moins 2 jours avant la réunion ; et

b) que tous les membres du comité administratif absents lors de cette réunion reconnaissent avoir été convoqués conformément au paragraphe a.

**4.05.** Nonobstant les articles 4.03 et 4.04, une réunion du comité administratif est considérée comme régulièrement tenue, si tous les membres du comité administratif sont présents et renoncent à l'avis de convocation.

**4.06.** Aussitôt qu'il y a quorum, le président, ou en son absence le premier vice-président, ou en l'absence de ces derniers, le deuxième vice-président prend le fauteuil et appelle les administrateurs à l'ordre.

**4.07.** Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ; au cas d'égalité, le président de la réunion donne un vote prépondérant.

**4.08.** Sous réserve du présent règlement, le comité administratif peut exercer tous les pouvoirs attribués au Bureau par le Code des professions et la Loi sur les médecins vétérinaires (L.R.Q., c. M-8), sauf les pouvoirs que celui-ci doit exercer par règlement.

Nonobstant le premier alinéa, le secrétaire général et s'il y a lieu, son assistant relèvent du Bureau.

**4.09.** Outre les dépenses prévues au budget, le comité administratif peut autoriser toute dépense n'excédant pas 1 500 \$.

#### SECTION V ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

**5.01.** Les assemblées générales annuelles ou spéciales se tiennent à la date, l'endroit et l'heure déterminée par le Bureau.

**5.02.** Le quorum des assemblées générales annuelles ou spéciales est de 30 membres.

**5.03.** Le président de l'Ordre ou son remplaçant, préside les assemblées générales annuelles ou spéciales.

**5.04.** Le vote se prend à main levée. En cas d'égalité, le président de l'assemblée donne un vote prépondérant.

#### SECTION VI RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS

**6.01.** Un administrateur reçoit pour chacune des réunions du Bureau à laquelle il assiste les mêmes indemnités que celles fixées pour les membres des comités de l'Ordre.

#### SECTION VII DISPOSITIONS DIVERSES

**7.01.** Le siège social de l'Ordre est situé dans la région de Montréal au sens du Règlement divisant le territoire du Québec en régions aux fins des élections au Bureau de l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec (c. M-8, r.13), à l'adresse indiquée par résolution du Bureau.

**7.02.** Le sceau de l'Ordre doit contenir au centre, l'année de l'incorporation (1902) et les initiales de l'Ordre des médecins vétérinaires (OMV) ; à la circonférence, Ordre des médecins vétérinaires du Québec.

**7.03.** Le secrétaire général doit rédiger et signer le procès-verbal de chaque réunion du Bureau ou du comité administratif ainsi que celui de l'assemblée générale.

Les procès-verbaux sont acceptés par une résolution adoptée séance tenante ou à une séance subséquente. La personne présidant alors la réunion ou l'assemblée signe le procès verbal.

Le secrétaire est dispensé de la lecture du procès-verbal avant son adoption à condition qu'il en ait expédié une copie à chacun des membres en même temps que l'avis de convocation et qu'il n'en soit pas décidé autrement par le Bureau, le comité administratif ou l'assemblée générale, selon le cas.

ANNEXE 1

(a. 2.01)

SERMENT OU AFFIRMATION DE DISCRÉTION

Je .....  
jure (ou affirme solennnellement) que je ne révélerai et ne  
ferai connaître, sans y être autorisé par la loi ou par le Bu-  
reau, quoi que ce soit dont j'aurai eu connaissance dans  
l'exercice de ma charge d'administrateur, sauf les résolu-  
tions ou les règlements dûment adoptés par le Bureau.

.....  
(Signature)

Assermenté devant moi,

à .....

ce .....

.....  
(Signature)





c. M-8, r.3

## Règlement sur l'assurance-responsabilité professionnelle des médecins vétérinaires

Loi sur les médecins vétérinaires  
(L.R.Q., c. M-8)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « Ordre » : l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec ;
- b) « médecin vétérinaire » : quiconque est inscrit au tableau de l'Ordre ;
- c) « comité » : le comité d'examen des contrats d'assurances ;
- d) « secrétaire » : le secrétaire de l'Ordre.

**1.02.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

### SECTION II COMITÉ

**2.01.** Le Bureau nomme à chaque année les 3 membres du comité et désigne parmi eux un président.

**2.02.** Le comité tient ses séances aux dates, heures et lieux que détermine son président. Le quorum du comité est de 2 membres.

**2.03.** Le comité vérifie, notamment en étudiant les preuves d'assurances prévues à l'article 3.05, si chaque médecin vétérinaire qui oeuvre pour son propre compte ou pour le compte d'un autre médecin vétérinaire ou d'une société de médecins vétérinaires se conforme à l'obligation prévue à l'article 3.01 et il en fait rapport au Bureau.

**2.04.** Le comité formule au Bureau les recommandations qu'il juge appropriées et lui soumet un rapport annuel de ses activités.

### SECTION III ASSURANCE-RESPONSABILITÉ

**3.01.** Un médecin vétérinaire oeuvrant pour son propre compte ou pour le compte d'un autre médecin vétérinaire ou d'une société de médecins vétérinaires doit conclure un contrat d'assurance établissant une garantie contre la responsabilité qu'il peut encourir en raison de fautes ou négligences commises dans l'exercice de sa profession.

**3.02.** Le contrat d'assurance doit prévoir que :

- a) le minimum de la garantie est de 100 000 \$ par réclamation et de 300 000 \$ pour l'ensemble des réclamations relatives à la période de garantie ;
- b) l'assureur s'engage à payer aux lieu et place de l'assuré, dans le cadre des limites de la garantie, tout montant que l'assuré peut légalement être tenu de payer à un tiers à titre de dommages-intérêts relativement à une réclamation présentée pendant la période couverte par la garantie et résultant de services professionnels rendus ou qui auraient dû être rendus à l'assuré ou ses préposés dans l'exercice de leurs fonctions ;
- c) la garantie s'étend aux services rendus ou à l'omission de rendre des services, avant l'entrée en vigueur du contrat d'assurance, jusqu'à l'expiration de la période de garantie ;
- d) lorsque l'assuré cesse volontairement d'exercer sa profession ou décède, l'assureur s'engage à signer avec l'assuré ou ses héritiers légaux un contrat d'assurance dont la garantie s'étend aux services rendus ou à l'omission de rendre des services par l'assuré ou ses préposés dans l'exercice de leurs fonctions, avant l'entrée en vigueur de ce contrat ;
- e) l'assureur s'engage à prendre le fait et cause de l'assuré et d'assumer sa défense dans toute action intentée contre lui devant une juridiction civile ; les frais et dépenses des poursuites contre l'assuré, y compris ceux de la défense et les intérêts sur condamnation, sont à la charge de l'assureur en plus des montants prévus au paragraphe a.

**3.03.** Les exclusions généralement admises en assurance-responsabilité professionnelle peuvent être prévues au contrat d'assurance. Toutefois, une exclusion concer-

nant les actes commis sous l'influence de narcotiques, de soporifiques, de drogues ou d'alcool ne peut être opposable à un tiers visé au paragraphe *b* de l'article 3.02 à qui l'assuré est légalement tenu de payer des dommages-intérêts.

**3.04.** Dans le cas où l'Ordre a contracté pour l'ensemble ou une partie de ses membres, une police d'assurance-responsabilité conforme à la présente section, un médecin vétérinaire peut adhérer, aux fins de l'article 3.01, à cette police d'assurance collective.

Un certificat d'assurance doit être délivré à chaque médecin vétérinaire adhérant à la police d'assurance contractée par l'Ordre et une copie de cette police d'assurance doit lui être remise sur demande écrite.

**3.05.** Sauf s'il est assuré en vertu de l'article 3.04, le médecin vétérinaire qui oeuvre à son compte ou pour le compte d'un autre médecin vétérinaire ou d'une société de médecins vétérinaires doit fournir au secrétaire, avant le 1<sup>er</sup> avril de chaque année, la preuve qu'il détient une police d'assurance en vigueur pour une période de 12 mois à compter de cette date et qu'elle est conforme au présent règlement. Cependant, lorsqu'un médecin vétérinaire qui oeuvre à son compte ou pour le compte d'un autre médecin vétérinaire ou d'une société de médecins vétérinaires s'inscrit ou se réinscrit au tableau à une date autre que celle du 1<sup>er</sup> avril, il doit fournir au secrétaire la preuve qu'il détient une police d'assurance en vigueur au moins jusqu'au 1<sup>er</sup> avril suivant et qu'elle est conforme au présent règlement.



c. M-8, r.4

## Code de déontologie des médecins vétérinaires

Loi sur les médecins vétérinaires  
(L.R.Q., c. M-8)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Le présent règlement est adopté en vertu de l'article 87 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26).

**1.02.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

### SECTION II DEVOIRS ET OBLIGATIONS ENVERS LE PUBLIC

**2.01.** Le médecin vétérinaire doit appuyer toute mesure susceptible d'améliorer la qualité et la disponibilité des services professionnels dans le domaine où il exerce.

**2.02.** Dans l'exercice de sa profession, le médecin vétérinaire doit tenir compte de l'ensemble des conséquences que peuvent avoir ses opinions, ses recherches et travaux sur la société.

**2.03.** Le médecin vétérinaire doit favoriser les mesures d'éducation et d'information dans le domaine où il exerce. Il doit aussi, dans l'exercice de sa profession, poser les actes qui s'imposent pour que soit assurée cette fonction d'éducation et d'information.

**2.04.** Dans l'exercice de ses activités professionnelles, le médecin vétérinaire doit être pleinement conscient de sa propre responsabilité.

**2.05.** Un médecin vétérinaire doit refuser son appui à un confrère qui déroge aux exigences de la déontologie professionnelle.

### SECTION III DEVOIRS ET OBLIGATIONS ENVERS LE CLIENT

#### *§1. Dispositions générales*

**3.01.01.** Avant d'accepter un mandat, le médecin vétérinaire doit tenir compte des limites de ses connaissances ainsi que des moyens dont il dispose.

**3.01.02.** Le médecin vétérinaire doit reconnaître en tout temps le droit du client de consulter un autre médecin vétérinaire, un membre d'une autre corporation professionnelle ou une autre personne compétente.

**3.01.03.** Le médecin vétérinaire doit s'abstenir d'exercer dans des conditions ou des états susceptibles de compromettre la qualité de ses services.

**3.01.04.** Le médecin vétérinaire doit chercher à établir une relation de confiance mutuelle entre lui-même et son client.

#### *§2. Intégrité*

**3.02.01.** Le médecin vétérinaire doit s'acquitter de ses devoirs professionnels avec intégrité.

**3.02.02.** Le médecin vétérinaire doit éviter toute fausse représentation quant à son niveau de compétence ou quant à l'efficacité de ses propres services et de ceux généralement assurés par les membres de sa profession. Si le bien de l'animal l'exige, il doit, sur autorisation de son client, consulter un confrère, un membre d'une autre corporation professionnelle ou une autre personne compétente, ou diriger son client vers l'une des ces personnes.

**3.02.03.** Le médecin vétérinaire doit, dès que possible, informer son client du coût éventuel de l'intervention, de l'ampleur et des modalités du mandat que ce dernier lui a confié et il doit obtenir son accord à ce sujet.

**3.02.04.** Le médecin vétérinaire doit exposer à son client d'une façon complète et objective la nature et la portée du problème qui, à son avis, ressort de l'ensemble des faits qui ont été portés à sa connaissance.

**3.02.05.** Le médecin vétérinaire doit s'abstenir d'exprimer des avis ou de donner des conseils contradictoires

ou incomplets. À cette fin, il doit chercher à avoir une connaissance complète des faits avant de donner un avis ou un conseil.

**3.02.06.** Le médecin vétérinaire doit informer le plus tôt possible son client de toute erreur préjudiciable et difficilement réparable qu'il a commise en lui rendant un service professionnel.

### *§3. Disponibilité et diligence*

**3.03.01.** Le médecin vétérinaire doit faire preuve, dans l'exercice de sa profession, d'une disponibilité et d'une diligence raisonnables.

**3.03.02.** En plus des avis et des conseils, le médecin vétérinaire doit fournir à son client les explications nécessaires à la compréhension et à l'appréciation des services qu'il lui rend.

**3.03.03.** Le médecin vétérinaire doit rendre compte à son client lorsque celui-ci le requiert.

**3.03.04.** Le médecin vétérinaire doit faire preuve d'objectivité et de désintéressement lorsque des personnes autres que ses clients lui demandent des informations.

**3.03.05.** Le médecin vétérinaire ne peut, sauf pour un motif juste et raisonnable, cesser d'agir pour le compte d'un client. Constituent notamment des motifs justes et raisonnables :

- a) la perte de la confiance du client ;
- b) le fait que le médecin vétérinaire soit en situation de conflit d'intérêts ou dans un contexte tel que son indépendance professionnelle pourrait être mise en doute ;
- c) l'incitation, de la part du client, à l'accomplissement d'actes illégaux, injustes ou frauduleux.

**3.03.06.** Avant de cesser d'exercer ses fonctions pour le compte d'un client, le médecin vétérinaire doit faire parvenir un préavis de délaissement dans un délai raisonnable et s'assurer que cette cessation de service n'est pas préjudiciable à son client.

### *§4. Responsabilité*

**3.04.01.** Le médecin vétérinaire doit, dans l'exercice de sa profession, engager pleinement sa responsabilité civile personnelle. Il lui est donc interdit d'insérer dans un contrat de services professionnels une clause excluant directement ou indirectement, en totalité ou en partie, cette responsabilité.

### *§5. Indépendance et désintéressement*

**3.05.01.** Le médecin vétérinaire doit subordonner son intérêt personnel à celui de son client.

**3.05.02.** Le médecin vétérinaire doit ignorer toute intervention d'un tiers qui pourrait influencer sur l'exécution de ses devoirs professionnels au préjudice de son client.

**3.05.03.** Le médecin vétérinaire doit sauvegarder en tout temps son indépendance professionnelle et éviter toute situation où il serait en conflit d'intérêts.

**3.05.04.** Dès qu'il constate qu'il se trouve dans une situation de conflit d'intérêts, le médecin vétérinaire doit en aviser son client et lui demander s'il l'autorise à continuer son mandat.

**3.05.05.** Un médecin vétérinaire doit s'abstenir de partager ses honoraires avec une personne qui n'est pas membre de l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec ou de les lui remettre.

**3.05.06.** Un médecin vétérinaire ne peut partager ses honoraires avec un confrère que dans la mesure où ce partage correspond à une répartition des services et des responsabilités.

**3.05.07.** Un médecin vétérinaire doit s'abstenir de verser ou de recevoir, à l'exception de la rémunération à laquelle il a droit, tout avantage, ristourne ou commission relatif à l'exercice de sa profession.

**3.05.08.** Pour un service donné, le médecin vétérinaire ne doit accepter d'honoraires que d'une seule source, à moins d'entente explicite au contraire entre toutes les parties intéressées. Il ne doit accepter le versement de ces honoraires que de son client ou de son représentant.

**3.05.09.** Le médecin vétérinaire ne doit généralement agir, dans la même affaire, que pour l'une des parties en cause. Si ses devoirs professionnels exigent qu'il agisse autrement, le médecin vétérinaire doit préciser la nature de ses responsabilités et doit tenir toutes les parties intéressées informées qu'il cessera d'agir si la situation devient inconciliable avec son devoir d'impartialité.

### *§6. Secret professionnel*

**3.06.01.** Le médecin vétérinaire doit respecter le secret de tout renseignement de nature confidentielle obtenu dans l'exercice de sa profession.

**3.06.02.** Le médecin vétérinaire ne peut être relevé du secret professionnel qu'avec l'autorisation de son client ou lorsque la loi l'ordonne.

**3.06.03.** Lorsqu'un médecin vétérinaire demande à un client de lui révéler des renseignements de nature confidentielle ou lorsqu'il permet que de tels renseignements lui soient confiés, il doit s'assurer que le client est pleinement au courant du but de l'entrevue et des utilisations diverses qui peuvent être faites de ces renseignements.

**3.06.04.** Le médecin vétérinaire ne doit pas révéler qu'une personne a fait appel à ses services lorsque ce fait est susceptible de causer un préjudice à cette personne.

**3.06.05.** Le médecin vétérinaire doit éviter les conversations indiscrettes au sujet d'un client et des services qui lui sont rendus.

**3.06.06.** Le médecin vétérinaire ne doit pas faire usage de renseignements de nature confidentielle au préjudice d'un client ou en vue d'obtenir directement ou indirectement un avantage pour lui-même ou pour autrui.

#### *§7. Accessibilité des dossiers*

**3.07.01.** Le médecin vétérinaire doit respecter le droit de son client de prendre connaissance des documents qui le concernent dans tout dossier constitué à son sujet et d'obtenir une copie de ces documents.

#### *§8. Fixation et paiement des honoraires*

**3.08.01.** Le médecin vétérinaire doit demander et accepter des honoraires justes et raisonnables.

**3.08.02.** Les honoraires sont justes et raisonnables s'il sont justifiés par les circonstances et proportionnés aux services rendus. Le médecin vétérinaire doit notamment tenir compte des facteurs suivants pour la fixation de ses honoraires :

- a) le temps consacré à l'exécution du service professionnel ;
- b) la difficulté et l'importance du service ;
- c) la prestation de services inhabituels ou exigeant une compétence ou une célérité exceptionnelle.

**3.08.03.** Le médecin vétérinaire doit fournir à son client toutes les explications nécessaires à la compréhension de son relevé d'honoraires et des modalités de paiement.

**3.08.04.** Le médecin vétérinaire doit s'abstenir d'exiger d'avance le paiement de ses services ; il peut toutefois exiger une avance sur les frais et les déboursés prévisibles. Il doit par ailleurs prévenir son client du coût approximatif de ses services.

**3.08.05.** Le médecin vétérinaire ne peut percevoir des intérêts sur les comptes en souffrance qu'après en avoir dûment avisé son client. Les intérêts ainsi exigés doivent être d'un taux raisonnable.

**3.08.06.** Avant de recourir à des procédures judiciaires, le médecin vétérinaire doit épuiser les autres moyens dont il dispose pour obtenir le paiement de ses honoraires.

**3.08.07.** Le médecin vétérinaire doit s'abstenir de vendre ses comptes, sauf à un confrère.

**3.08.08.** Lorsqu'un médecin vétérinaire confie à une autre personne la perception de ses honoraires, il doit s'assurer que celle-ci procède habituellement avec tact et mesure.

### SECTION IV DEVOIRS ET OBLIGATIONS ENVERS LA PROFESSION

#### *§1. Actes dérogatoires*

**4.01.01.** Aux fins de l'article 4.01.02, le mot « médicament » comprend une drogue ou un poison.

**4.01.02.** En outre de ceux mentionnés aux articles 57 et 58 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26), sont dérogatoires à la dignité de la profession, les actes suivants :

- a) le fait pour un médecin vétérinaire d'exiger, d'offrir, d'accepter ou de convenir d'accepter une somme d'argent ou quelque avantage dans le but de contribuer à faire adopter ou rejeter une procédure ou une décision de l'Ordre ;
- b) le fait de chercher à tromper les autorités compétentes sur l'admissibilité d'une personne désirant devenir membre de l'Ordre ;
- c) le fait de ne pas signaler à l'attention des autorités compétentes de l'Ordre un cas d'exercice illégal de la profession dont il a connaissance ;
- d) le fait d'aider une personne à exercer illégalement la profession ;
- e) le fait d'inciter quelqu'un de façon pressante ou répétée à recourir à ses services professionnels ;



f) le fait de ne pas respecter, sans raison suffisante, les heures de service annoncées ;

g) le fait de vendre, donner, administrer ou distribuer un médicament dont la date d'utilisation indiquée par le fabricant est expirée ;

h) le fait de vendre, donner, administrer ou distribuer un médicament qui a déjà été vendu, donné ou distribué et qui lui a été retourné, que ce médicament ait été utilisé ou non ;

i) le fait d'acheter ou de se procurer, de quelque façon que ce soit, un échantillon dans le but de le revendre ;

j) le fait de ne pas informer le client sur la nature d'un médicament s'il représente un danger pour la santé publique ;

k) le fait de prêter son nom à une personne dans le but de lui permettre de recommander ou promouvoir la vente, la distribution ou l'emploi de médicaments ou d'instruments utilisés dans l'exercice de la médecine vétérinaire, ou de recommander ou promouvoir un traitement ;

l) le fait de permettre que soient accomplis dans son milieu de travail des actes médicaux ou chirurgicaux sans contrôle ou surveillance professionnelle ;

m) le fait pour un médecin vétérinaire de fournir ou de permettre qu'une personne dont il est responsable fournisse des reçus ou autre documents servant à indiquer faussement qu'un médicament a été vendu sur ordonnance, ou qu'un service a été rendu ;

n) le fait de ne pas aviser le client de son intention de se départir d'un animal que ce client lui a confié ;

o) le fait de communiquer avec le plaignant sans la permission écrite et préalable du syndic ou de son adjoint, lorsqu'il est informé d'une enquête sur la conduite ou sa compétence professionnelle ou lorsqu'il a reçu signification d'une plainte à son endroit.

## *§2. Relations avec l'Ordre et les confrères*

**4.02.01.** Le médecin vétérinaire à qui l'Ordre demande de participer à un conseil d'arbitrage des comptes, à un comité de discipline ou d'inspection professionnelle, doit accepter cette fonction à moins de motifs exceptionnels.

**4.02.02.** Le médecin vétérinaire doit répondre dans les plus brefs délais à toute correspondance provenant du syndic de l'Ordre, des enquêteurs ou de membres du comité d'inspection professionnelle.

**4.02.03.** Le médecin vétérinaire ne doit pas surprendre la bonne foi d'un confrère ou se rendre coupable envers lui d'un abus de confiance ou de procédés déloyaux.

**4.02.04.** Le médecin vétérinaire consulté par un confrère doit fournir à ce dernier son opinion et ses recommandations dans le plus bref délai possible.

**4.02.05.** Le médecin vétérinaire appelé en consultation ne doit pas communiquer de nouveau avec le client sans l'autorisation de son confrère.

**4.02.06.** Le médecin vétérinaire appelé à collaborer avec un confrère doit préserver son indépendance professionnelle. Si on lui confie une tâche contraire à sa conscience ou à ses principes, il peut demander d'en être dispensé.

## *§3. Contribution à l'avancement de la profession*

**4.03.01.** Le médecin vétérinaire doit, dans la mesure de ses possibilités, aider au développement de la profession par l'échange de ses connaissances et de son expérience avec ses confrères et les étudiants, et par sa participation aux cours et aux stages de formation continue.

## **SECTION V DEVOIRS ET OBLIGATIONS ENVERS LES ANIMAUX**

**5.01.** Le médecin vétérinaire doit apporter les soins nécessaires aux animaux confiés à sa garde par un client et il ne peut porter ou utiliser ceux-ci pour des fins autres que celles pour lesquelles ils lui ont été confiés.

**5.02.** Le médecin vétérinaire se doit de refuser de pratiquer toute intervention pouvant nuire au bien-être de l'animal ou qui, selon lui, représente des souffrances inutiles.

**5.03.** Le médecin vétérinaire doit faire rapport à une société reconnue de protection des animaux ou aux représentants de la justice lorsqu'il constate, en vaquant à ses occupations professionnelles, qu'un animal a été victime de mauvais traitements.



c. M-8, r.5

## Règlement sur le comité de la formation en médecine vétérinaire

Loi sur les médecins vétérinaires  
(L.R.Q., c. M-8)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 184)

### SECTION I DISPOSITION GÉNÉRALE

**1.01.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, l'expression « représentant institutionnel » désigne la personne nommée par l'Université de Montréal, afin de coordonner la mise en place et le fonctionnement des comités établis par le gouvernement en vertu du paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 184 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26).

### SECTION II CRÉATION DU COMITÉ

**2.01.** Il est établi un comité composé de la façon suivante :

- a)* 2 représentants de l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec, nommés par le Bureau ;
- b)* 4 représentants de la Faculté de médecine vétérinaire de l'Université de Montréal désignés par le représentant institutionnel de cette dernière ;
- c)* 4 étudiants nommés par les étudiants en médecine vétérinaire du Québec : 1 représentant est désigné pour chacune des 4 années.

### SECTION III MANDAT DU COMITÉ

**3.01.** Le mandat du comité est de soumettre aux organismes ou groupements représentés au sein du comité ainsi qu'à l'Office des professions du Québec, à la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec, au comité des programmes du ministère de l'Éducation et du Conseil des universités et au représentant institutionnel de l'Université de Montréal, des recommandations au sujet des questions suivantes :

- a)* les programmes d'étude en médecine vétérinaire ;
- b)* les examens et autres mécanismes d'évaluation ;

- c)* les stages de formation professionnelle ;
- d)* les examens professionnels ;
- e)* la formation continue.

**3.02.** Le mandat des membres du comité est d'un an ; il peut être renouvelé.

### SECTION IV PROCÉDURE DU COMITÉ

**4.01.** Chaque membre du comité a droit de vote.

**4.02.** Les membres du comité désignent parmi eux un président.

**4.03.** Le secrétariat du comité est assuré par l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec.

**4.04.** Le président fixe la date et l'heure des réunions du comité, convoque ces réunions et les préside.

**4.05.** Le quorum du comité est de 6 membres.

**4.06.** Le secrétaire dresse un procès-verbal de chaque réunion du comité et en expédie une copie aux organismes, groupements et personnes mentionnés à l'article 3.01.

**4.07.** Les recommandations du comité sont formulées à la majorité des voix ; en cas d'égalité, le président donne un vote supplémentaire.

**4.08.** Les recommandations ne lient pas les organismes ou groupements représentés au sein du comité.

**4.09.** Les recommandations qui ne sont pas acceptées par les organismes ou groupements représentés au sein du comité sont retournées à ce dernier pour révision.

**4.10.** Le comité doit tenir au moins une réunion par année.

---

A.C. 1961-77, (1977) 109 G.O. II, 3599





c. M-8, r.6

## Règlement sur les dossiers d'un médecin vétérinaire cessant d'exercer

Loi sur les médecins vétérinaires  
(L.R.Q., c. M-8)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Le présent règlement est adopté en vertu de l'article 91 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26).

**1.02.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

a) « Ordre » : l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec ;

b) « secrétaire » : le secrétaire de l'Ordre ;

c) « médecin vétérinaire » : quiconque est inscrit au tableau de l'Ordre ;

d) « dossiers » : les dossiers, livres et registres qu'un médecin vétérinaire doit tenir dans l'exercice de la médecine vétérinaire ;

e) « cessionnaire » : un médecin vétérinaire à qui sont cédés les dossiers d'un médecin vétérinaire lors d'une cessation définitive d'exercer ;

f) « gardien provisoire » : le médecin vétérinaire à qui sont confiés les dossiers d'un médecin vétérinaire pendant la cessation temporaire d'exercer.

**1.03.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

**1.04.** Rien dans le présent règlement ne doit être interprété comme excluant l'utilisation de l'informatique ou de toute autre technique pour la conservation des dossiers.

**1.05.** Dans le cas d'un médecin vétérinaire membre ou à l'emploi d'une société de médecins vétérinaires ou à l'emploi d'une personne physique ou morale, le présent règlement ne s'applique pas aux dossiers de cette société ou de cet employeur que ce médecin vétérinaire utilise dans

l'exercice de la médecine vétérinaire. Le présent règlement s'applique toutefois lorsque tous les membres d'une société de médecins vétérinaires cessent d'exercer.

**1.06.** Une convention concernant la cession ou la garde provisoire des dossiers d'un médecin vétérinaire cessant d'exercer doit être constatée par écrit et expédiée au secrétaire.

### SECTION II CESSATION DÉFINITIVE D'EXERCER

**2.01.** Sous réserve des articles 2.02 et 2.03, lorsqu'un médecin vétérinaire cesse définitivement d'exercer la médecine vétérinaire, il doit, au plus tard 15 jours avant la date fixée pour la cessation d'exercice :

a) s'il a trouvé un cessionnaire, aviser le secrétaire, sous pli recommandé ou certifié, qu'il cesse d'exercer la médecine vétérinaire à compter de telle date et lui indiquer le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de ce cessionnaire ; ou

b) s'il n'a pu trouver un cessionnaire, en informer le secrétaire, sous pli recommandé ou certifié, et l'aviser qu'il lui remettra la garde de ses dossiers à la date fixée pour la cessation d'exercice.

**2.02.** Lorsqu'un médecin vétérinaire cesse d'exercer la médecine vétérinaire à la suite d'une radiation permanente du tableau, le secrétaire doit veiller à ce que le médecin vétérinaire radié trouve un cessionnaire dans les 60 jours de la décision finale de radiation.

Si un cessionnaire n'a pu être trouvé à l'expiration de cette période, les dossiers du médecin vétérinaire radié sont confiés à la garde du secrétaire.

**2.03.** Lorsqu'un médecin vétérinaire décède, le secrétaire doit, dès qu'il en est avisé, veiller à ce que les ayants droit du médecin vétérinaire décédé trouvent un cessionnaire dans le plus bref délai possible.

**2.04.** Le cessionnaire ou le secrétaire, selon le cas, doit, dans les 30 jours suivant la date où il prend possession des dossiers d'un médecin vétérinaire cessant définitivement d'exercer, faire publier deux fois, à 10 jours d'intervalle, dans au moins un journal quotidien de langue française et, s'il y a lieu, dans au moins un journal quotidien de langue anglaise qui desservent la région où ce médecin vétérinaire exerçait la médecine vétérinaire, une annonce indiquant son adresse, son numéro de téléphone et ses heures de bu-

reau et précisant au public qu'il est en possession des dossiers de ce médecin vétérinaire.

Le cessionnaire doit faire parvenir au secrétaire copie de l'annonce prévue au présent article.

**2.05.** Le cessionnaire ou le secrétaire, selon le cas, doit respecter le droit d'une personne de prendre connaissance des documents qui la concernent dans tout dossier constitué à son sujet et d'obtenir des copies de ces documents. Les frais de l'obtention de ces copies sont à la charge de celui qui en fait la demande.

**2.06.** Lorsque le secrétaire a la garde des dossiers d'un médecin vétérinaire qui a cessé définitivement d'exercer la médecine vétérinaire, il peut en tout temps, après consultation de ce médecin vétérinaire, confier ces dossiers à un cessionnaire.

**2.07.** Pendant qu'il a la garde des dossiers d'un médecin vétérinaire qui a cessé définitivement d'exercer la médecine vétérinaire, le secrétaire doit prendre les mesures conservatoires nécessaires afin de sauvegarder les intérêts des clients de ce médecin vétérinaire.

**2.08.** Sous réserve de l'article 2.06, le secrétaire doit conserver pendant une période minimale de 5 ans les dossiers qu'il a reçus en vertu de la présente section.

### SECTION III

#### CESSATION TEMPORAIRE D'EXERCER

**3.01.** Sous réserve de l'article 3.02, lorsqu'un médecin vétérinaire cesse temporairement d'exercer la médecine vétérinaire, il doit au plus tard 15 jours avant la date fixée pour la cessation d'exercice :

a) s'il a trouvé un gardien provisoire, aviser le secrétaire, sous pli recommandé ou certifié, qu'il cesse d'exercer temporairement la médecine vétérinaire à compter de telle date, lui indiquer la date à laquelle il entend reprendre l'exercice de la médecine vétérinaire ainsi que le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du gardien provisoire, ou

b) s'il n'a pu trouver un gardien provisoire, en informer le secrétaire, sous pli recommandé ou certifié, et l'aviser qu'il lui remettra la garde de ses dossiers à la date fixée pour la cessation d'exercice.

**3.02.** Lorsqu'un médecin vétérinaire cesse d'exercer la médecine vétérinaire à la suite d'une radiation temporaire du tableau, le secrétaire doit veiller à ce que le médecin vétérinaire radié trouve un gardien provisoire dans les 15 jours de l'expiration du délai d'appel ou de la décision finale de radiation.

Lorsqu'un gardien provisoire n'a pu être trouvé à l'expiration de cette période, les dossiers du médecin vétérinaire radié sont confiés à la garde du secrétaire.

**3.03.** Le gardien provisoire doit communiquer aux clients du médecin vétérinaire dont il a la garde des dossiers, les renseignements pertinents concernant l'état de leur dossier, tenir à jour ces dossiers et prendre les autres mesures conservatoires nécessaires afin de sauvegarder les intérêts des clients de ce médecin vétérinaire.

**3.04.** L'article 2.04 s'applique *mutatis mutandis* à la présente section sauf dans le cas où un médecin vétérinaire cesse d'exercer à la suite d'une radiation temporaire de moins de 6 mois.

**3.05.** Les articles 2.05 à 2.07 s'appliquent *mutatis mutandis* à la présente section.

**3.06.** Le secrétaire ou le gardien provisoire, selon le cas, doit remettre au médecin vétérinaire ses dossiers immédiatement après la fin de la période de cessation temporaire d'exercice.

**3.07.** Un médecin vétérinaire qui ne désire plus reprendre l'exercice de la médecine vétérinaire pendant ou après l'expiration de la période où il avait temporairement cessé d'exercer, doit se conformer à la section II.



c. M-8, r.7

## Règlement sur les modalités d'élection au Bureau de l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec

Loi sur les médecins vétérinaires  
(L.R.Q., c. M-8)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Les définitions contenues dans le Code des professions (L.R.Q., c. C-26) et dans la Loi sur les médecins vétérinaires (L.R.Q., c. M-8) s'appliquent au présent règlement, à moins que le contexte ne s'y oppose.

**1.02.** Aux fins du présent règlement, le mot « région » signifie l'une des régions au sens du Règlement divisant le territoire du Québec en régions aux fins des élections au Bureau de l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec (c. M-8, r.13) tel qu'adopté par le gouvernement conformément à l'article 65 du Code des professions.

**1.03.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

### SECTION II PROCÉDURES D'ÉLECTION

**2.01.** Le président et les administrateurs visés à l'article 66 du Code des professions sont élus pour un mandat de 3 ans.

**2.02.** L'élection du président, dans le cas où l'assemblée générale décide qu'elle se fait au suffrage des administrateurs élus, a lieu lors de la première réunion du Bureau qui suit le dépouillement du vote pour l'élection des membres du Bureau.

**2.03.** Entre le 45ième et le 60ième jour précédant la date de clôture du scrutin, le secrétaire fait parvenir à chacun des membres de l'Ordre, une liste des médecins vétérinaires de la région dans laquelle il exerce principalement sa profession ainsi qu'une formule de bulletin de présentation.

**2.04.** Tout bulletin de présentation doit contenir ou être accompagné pour être valide du consentement écrit du médecin vétérinaire mis en candidature.

**2.05.** L'heure limite pour la réception des bulletins de présentation, le dernier jour où il peuvent être reçus par le secrétaire, est fixée à 17 h.

**2.06.** Un membre ne peut signer plus de bulletins de présentation qu'il n'y a de postes d'administrateurs à pourvoir pour sa région. Une signature apparaissant sur un nombre de bulletins plus élevé que le nombre de postes d'administrateurs à pourvoir est rayée de tous les bulletins.

**2.07.** Sur réception du bulletin de présentation dûment complété, le secrétaire remet un reçu officiel au candidat personnellement ou le lui transmet par la poste. Ce reçu fait foi de la validité du bulletin de présentation.

**2.08.** En plus des documents décrits à l'article 69 du Code des professions, le secrétaire de l'Ordre, au moins 15 jours avant la date de clôture du scrutin, transmet à chaque médecin vétérinaire un curriculum vitae de chaque candidat mentionnant son âge, la date de son admission et sa principale occupation dans l'exercice de la médecine vétérinaire.

**2.09.** Le bulletin de vote certifié par le secrétaire pour l'élection des administrateurs doit contenir les éléments suivants :

- a) le nom et le symbole graphique de l'Ordre ;
- b) l'année de l'élection ;
- c) l'identification de la région ;
- d) les noms par ordre alphabétique des candidats aux postes d'administrateurs dans la région où le membre exerce principalement sa profession et vis-à-vis chaque nom un carré blanc pour exprimer le vote ;
- e) le nombre de sièges à pourvoir dans la région ;
- f) la date et l'heure de la clôture du scrutin.

**2.10.** Si un électeur perd ou macule son bulletin de vote, il peut en obtenir un autre en s'adressant, par écrit, au secrétaire.

**2.11.** Est nul tout bulletin de vote :

- a) sur lequel le votant s'est exprimé autrement que par une croix ;

b) qui contient plus de croix que le nombre de sièges à pourvoir dans la région ;

c) qui n'est pas signé par le secrétaire ;

d) qui contient une marque d'identification de l'électeur ainsi que tout bulletin maculé, raturé ;

e) qui n'est pas retourné dans l'enveloppe fournie par le secrétaire et sur laquelle est inscrit le mot « ÉLECTION » ;

f) qui n'est pas parvenu au siège social de l'Ordre, à l'adresse du secrétaire, avant la date et l'heure de la clôture du scrutin.

nentes du présent règlement s'appliquent *mutatis mutandis* à son élection.

**2.12.** Les bulletins de vote doivent être reçus par le secrétaire le ou avant le 1<sup>er</sup> mai, à 17 h.

**2.13.** Les 5 scrutateurs sont désignés par le Bureau parmi les membres de l'Ordre.

**2.14.** Si, au cours de la période électorale, le secrétaire est absent ou incapable d'agir pour cause de maladie ou toute autre cause jugée suffisante par le Bureau, celui-ci désigne un médecin vétérinaire pour agir au lieu et place du secrétaire. Le médecin vétérinaire ainsi désigné assure, pour les fins de l'élection, tous les droits et obligations du secrétaire auquel il est substitué.

**2.15.** Le secrétaire ou son remplaçant ainsi que les scrutateurs prêtent serment de remplir fidèlement leur charge devant toute personne autorisée à recevoir ce serment.

**2.16.** Le dépouillement du vote se fait au siège social de l'Ordre.

**2.17.** Le secrétaire déclare élus les candidats qui ont obtenu le plus de votes ; il fait certifier par les scrutateurs sous leur signature le résultat du scrutin.

**2.18.** Immédiatement après l'élection des candidats, le secrétaire dresse sous sa signature un rapport général de l'élection et du résultat du scrutin.

**2.19.** Le secrétaire doit transmettre à chacun des candidats copie du rapport mentionné à l'article 2.18.

**2.20.** Le secrétaire doit également faire un rapport détaillé de l'élection à la première assemblée du Bureau qui suit l'élection.

**2.21.** Dans le cas où le président est élu au suffrage universel des médecins vétérinaires, les dispositions perti-



c. M-8, r.8

## Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des médecins vétérinaires

Loi sur les médecins vétérinaires  
(L.R.Q., c. M-8)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Le présent règlement est adopté en vertu de l'article 88 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26).

**1.02.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- a) « Ordre » : l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec ;
- b) « secrétaire » : le secrétaire de l'Ordre ;
- c) « médecin vétérinaire » : le membre de l'Ordre dont le compte fait l'objet d'un différend avec un client ;
- d) « conseil » : le conseil d'arbitrage de comptes constitué en vertu de la section III ;
- e) « syndic » : le syndic, le syndic adjoint ou l'un des syndics correspondants de l'Ordre.

**1.03.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

### SECTION II CONCILIATION

**2.01.** Le syndic doit transmettre une copie du présent règlement à toute personne qui en fait la demande.

**2.02.** Un client qui a un différend avec un membre de l'Ordre quant au montant d'un compte pour services professionnels, doit, avant de demander l'arbitrage, requérir la conciliation du syndic en lui transmettant par courrier recommandé ou certifié la formule prévue à l'annexe 1 dûment complétée.

**2.03.** La demande de conciliation doit être expédiée avant le jour de la signification au client d'une réclamation en justice de la part du médecin vétérinaire concernant le compte contesté.

**2.04.** Dans les 5 jours de la date où il reçoit la demande de conciliation, le syndic transmet au médecin vétérinaire une copie de cette demande par courrier recommandé ou certifié.

**2.05.** Le syndic procède à la conciliation de la façon qu'il juge la plus appropriée.

**2.06.** Dans le plus bref délai possible, lequel ne peut excéder 30 jours à compter de la date de réception de la demande de conciliation, le syndic expédie aux deux parties un rapport de sa conciliation.

**2.07.** Dans le cas où la conciliation n'a pu donner lieu à une entente entre les parties, le client peut, dans les 15 jours de la réception du rapport du syndic ou, en l'absence d'un tel rapport, dans les 45 jours de la réception de sa demande de conciliation, recourir à l'arbitrage conformément à la section III.

### SECTION III ARBITRAGE

#### §1. *Acte de compromis*

**3.01.01.** Un client demande l'arbitrage en déposant chez le secrétaire 2 exemplaires d'un acte de compromis rédigé selon la formule prévue à l'annexe 2, dûment complété et portant sa signature.

**3.01.02.** Dans les 5 jours de la réception de la demande d'arbitrage, le secrétaire transmet au médecin vétérinaire par courrier recommandé ou certifié, un exemplaire de l'acte de compromis signé par le client.

**3.01.03.** Dans les 10 jours de la réception de cet exemplaire, le médecin vétérinaire doit le signer et le retourner au secrétaire.

#### §2. *Formation du conseil*

**3.02.01.** Pour statuer sur le différend entre le client et le médecin vétérinaire, le Bureau forme un conseil d'arbitrage composé de 3 membres de l'Ordre et désigne un président parmi eux. Le Bureau nomme également un



greffier pour assister le conseil dans l'exercice de ses fonctions.

**3.02.02.** Le greffier avise les arbitres et les parties de la formation du conseil.

**3.02.03.** Une demande de récusation à l'endroit d'un arbitre ne peut être faite que pour l'un des motifs prévus à l'article 234 du Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25) et doit être communiquée par écrit au greffier, aux arbitres et à l'autre partie dans les 10 jours de la connaissance du motif de récusation par la partie qui l'invoque.

Le Bureau dispose de la demande de récusation et, le cas échéant, désigne un nouvel arbitre.

**3.02.04.** Avant d'agir, les arbitres prêtent le serment ou font l'affirmation de discrétion prévu à l'annexe II du Code des professions.

**3.02.05.** Au cas de décès ou d'incapacité d'agir de l'un des arbitres, les autres terminent l'affaire et leur décision est valide. Dans le cas où c'est le président qui décède ou est incapable d'agir, le Bureau nomme un président parmi les 2 autres arbitres du conseil.

### §3. Audition

**3.03.01.** Le président du conseil fixe la date, l'heure et le lieu d'audition. Le greffier en avise, par écrit, les arbitres et les parties au moins 10 jours avant cette date.

**3.03.02.** Le conseil peut demander à chacune des parties de lui remettre, dans un délai imparti, un exposé de ses prétentions avec pièces à l'appui.

**3.03.03.** Le conseil convoque les parties, les entend, reçoit leur preuve ou, le cas échéant, constate leur défaut.

**3.03.04.** Le conseil procède en toute diligence à l'instruction du différend selon la procédure et le mode de preuve qu'il juge appropriés.

**3.03.05.** Les témoignages ne sont pas enregistrés à moins que le conseil ou l'une des parties ne le requière. Dans ce dernier cas, cette partie en assume le coût.

**3.03.06.** Le greffier dresse le procès-verbal d'audition et le fait signer par les arbitres.

Le procès-verbal fait preuve *prima facie* de son contenu.

**3.03.07.** Les articles 945 et 947 du Code de procédure civile s'appliquent *mutatis mutandis* à l'arbitrage tenu en vertu du présent règlement.

### §4. Décision arbitrale

**3.04.01.** Le conseil doit rendre sa décision dans les 60 jours de la fin de l'audition, à moins que les parties ne s'entendent par écrit pour prolonger ce délai.

**3.04.02.** Le conseil statue comme amiable compositeur et rend la décision qui lui semble la plus appropriée.

**3.04.03.** La décision est rendue à la majorité des membres du conseil ; à défaut de majorité, la décision appartient au président. La décision doit être motivée et signée par les arbitres qui y ont souscrit ; si un arbitre refuse de la signer, les autres doivent en faire mention et la décision est aussi valide que si elle avait été signée par tous. Le greffier transmet la décision aux parties sans délai.

**3.04.04.** Les dépenses encourues par les parties pour la tenue de l'arbitrage sont supportées respectivement par chacune d'entre elles et ne sont pas recouvrables de la partie adverse.

**3.04.05.** La décision doit adjuger sur les frais d'arbitrage, soit les déboursés réellement encourus par l'Ordre pour la tenue de l'arbitrage. Toutefois, le montant total des frais d'arbitrage ne peut en aucun cas excéder 10% du montant faisant l'objet de l'arbitrage tel que fixé à l'article 3 de l'acte de compromis.

Dans le cas où intervient une entente entre les parties avant que la décision du conseil ne soit rendue, celui-ci adjuge tout de même sur les frais d'arbitrage conformément au présent article.

**3.04.06.** La décision est définitive et sans appel.

**3.04.07.** Le dossier complet de l'arbitrage est déposé chez le secrétaire qui, à moins d'autorisation expresse de la part des parties, ne peut en délivrer copie en tout ou en partie qu'à ces dernières, à leur avocat, au syndic et aux membres du Bureau.

**ANNEXE 1**

(a. 2.02)

**DEMANDE DE CONCILIATION**

Je, soussigné, .....  
(nom et adresse)

personnellement ou (le cas échéant) représentant .....

..... pour les fins de cette demande, comme en fait foi l'autorisation annexée à la présente, étant dûment assermenté, ou ayant déclaré solennellement, affirme que :

1) .....  
(nom du médecin vétérinaire)

me réclame la somme de ..... pour des services professionnels rendus entre le ..... et ....., comme en fait foi le compte dont copie est annexée à la présente ;

2) Je refuse d'acquitter ce compte pour le(s) motif(s) suivant(s) :

.....  
.....  
.....

mais (le cas échéant) je reconnais devoir la somme de ..... relativement aux services professionnels mentionnés dans ce compte ;

3) Je demande la conciliation du syndic en vertu de la section II du Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des médecins vétérinaires (R.R.Q., c. M-8, r.8), dont je déclare avoir reçu copie et pris connaissance.

Assermenté ou déclaré solennellement devant moi

à .....  
ce ..... 19...

Et j'ai signé

.....  
(signature du client ou de son représentant dûment autorisé)

.....  
(commissaire à l'assermentation)

**ANNEXE 2**

(a 3.01.01)

**ACTE DE COMPROMIS**

Intervenu entre :

.....  
(nom et adresse)

personnellement ou (le cas échéant) représentant .....

..... pour les fins du présent acte, comme en fait foi l'autorisation annexée au présent acte, ci-après désigné « partie de première part »,

et

.....  
(nom et adresse)

membre de l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec, ci-après désigné « partie de seconde part »,

lesquels font les déclarations et conventions suivantes :

1) La partie de seconde part réclame de la partie de première part la somme de ..... pour des services professionnels rendus entre le .....

et le ....., comme en fait foi le compte dont copie est annexée au présent acte ;

2) La partie de première part refuse d'acquitter ce compte pour le(s) motif(s) suivant(s) :

.....  
..... mais (le cas échéant) la partie de première part reconnaît devoir la somme de ..... relativement aux services professionnels mentionnés dans ce compte ;

3) Le différend entre les parties porte sur la totalité du compte ou (le cas échéant) sur la portion du compte qui excède ce que la partie de première part reconnaît devoir à la partie de seconde part, c'est-à-dire sur la somme de ..... ;

4) Le différend entre les parties sera résolu par arbitrage tenu conformément à la section III du Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des médecins vétérinaires (R.R.Q., c. M-8, r.8), dont les parties déclarent avoir reçu copie et pris connaissance ;

5) La partie de première part renonce au bénéfice du temps écoulé quant à la prescription ;

6) La partie de seconde part s'engage, pendant la durée de l'arbitrage, à ne pas réclamer devant les tribunaux civils la partie du compte qui fait l'objet du différend ;

7) La décision arbitrale lie les parties et les règles prévues au livre VII du Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25) s'appliquent à son exécution ;

8) Le présent acte ne peut être résilié que du consentement écrit des parties.

.....  
(signature du client ou de son représentant dûment autorisé)

Signé à .....

le ..... 19...

.....  
(signature du médecin vétérinaire)

Signé à .....

le ..... 19...



c. M-8, r.9

## Règlement sur la procédure du comité d'inspection professionnelle des médecins vétérinaires

Loi sur les médecins vétérinaires  
(L.R.Q., c. M-8)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Le présent règlement est adopté en vertu de l'article 90 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26).

**1.02.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- a) « comité » : le comité d'inspection professionnelle ;
- b) « dossiers » : les dossiers, livres et registres que tient un médecin vétérinaire dans l'exercice de sa profession, ainsi que :
  - i. les documents ou rapports auxquels il a effectivement collaboré dans les dossiers, livres et registres tenus par ses confrères de travail ou son employeur ; et
  - ii. un bien ou un animal qui lui a été confié par un client ;
- c) « enquêteur » : le comité, un de ses membres ou une personne autorisée à assister le comité dans l'exercice de ses fonctions.

**1.03.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

**1.04.** Le comité ne peut procéder à une vérification en vertu de la section IV ou à une enquête en vertu de la section V que si le médecin vétérinaire concerné est présent ou représenté par une personne de son choix en vertu d'un mandat dont le comité a reçu confirmation.

### SECTION II COMITÉ

**2.01.** Le comité est formé de 7 membres nommés par le Bureau parmi les médecins vétérinaires exerçant depuis au moins 3 ans.

**2.02.** Le quorum du comité est de 4 membres.

**2.03.** Le mandat des membres est de 2 ans, à l'exception de celui du président qui est de 3 ans. Chacun de ces mandats est renouvelable.

**2.04.** Le comité tient ses séances aux dates et aux endroits déterminés par lui ou par son président.

**2.05.** Le Bureau désigne le secrétaire du comité.

**2.06.** Le secrétariat du comité est situé au siège social de l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec. Y sont conservés tous les procès-verbaux, rapports et autres documents du comité.

**2.07.** Sous réserve de l'article 3.03, seuls les membres du comité, le personnel du secrétariat affecté au comité, le président et le secrétaire de l'Ordre ont accès aux dossiers, livres et registres du comité ; ces personnes doivent prêter le serment ou faire l'affirmation solennelle prévu à l'annexe II du Code des professions.

### SECTION III CONSTITUTION D'UN DOSSIER PROFESSIONNEL

**3.01.** Au fur et à mesure de ses activités, le comité constitue et tient à jour un dossier professionnel pour chaque médecin vétérinaire qui fait l'objet d'une inspection en vertu du présent règlement.

**3.02.** Le dossier professionnel contient un résumé des qualifications académiques et de l'expérience du médecin vétérinaire, ainsi que l'ensemble des documents relatifs à une inspection dont il a fait l'objet en vertu du présent règlement.

**3.03.** Un médecin vétérinaire a le droit de consulter son dossier et d'en obtenir copie.

## SECTION IV SURVEILLANCE GÉNÉRALE DE L'EXERCICE DE LA MÉDECINE VÉTÉRINAIRE

**4.01.** Le comité surveille l'exercice de la profession par les médecins vétérinaires suivant le programme qu'il détermine et que le Bureau approuve, annuellement, avant son exécution.

**4.02.** Chaque année, le Bureau fait publier dans le bulletin de l'Ordre le programme de surveillance générale du comité.

**4.03.** Au moins 15 jours avant la date de la vérification des dossiers d'un médecin vétérinaire par un enquêteur, le comité, par l'entremise de son secrétaire, fait parvenir au médecin vétérinaire visé, sous pli recommandé ou certifié, un avis suivant la formule prévue à l'annexe A.

**4.04.** Si un médecin vétérinaire ne peut recevoir un enquêteur à la date prévue, il doit, sur réception de l'avis, en prévenir le secrétaire du comité et convenir avec lui d'une nouvelle date.

**4.05.** Lorsqu'un enquêteur constate que le médecin vétérinaire n'a pas pu prendre connaissance de l'avis mentionné à l'article 4.03, il en informe le comité qui fixe une nouvelle date de vérification et en avise le médecin vétérinaire.

**4.06.** Un enquêteur doit, s'il en est requis, produire un certificat attestant sa qualité, signé par le secrétaire du comité.

**4.07.** S'il a des raisons de croire que le comité devrait soumettre un médecin vétérinaire à une enquête particulière, l'enquêteur dresse un état de vérification et le transmet au comité pour étude, dans les 15 jours de la fin de sa vérification.

## SECTION V ENQUÊTE PARTICULIÈRE SUR LA COMPÉTENCE D'UN MÉDECIN VÉTÉRINAIRE

**5.01.** À la demande du Bureau ou de sa propre initiative, le comité ou un de ses membres procède à une enquête particulière sur la compétence d'un médecin vétérinaire ou, à cette fin, désigne un enquêteur.

**5.02.** Au moins 5 jours francs avant la date de l'enquête particulière, le comité, par l'entremise de son secrétaire, fait parvenir au médecin vétérinaire visé, sous pli re-

commandé ou certifié, un avis suivant la formule prévue à l'annexe B.

Dans le cas où la transmission d'un avis au médecin vétérinaire pourrait compromettre les fins poursuivies par la tenue de l'enquête particulière, le comité peut cependant autoriser un enquêteur à procéder à cette enquête sans avis.

**5.03.** Un enquêteur peut intimer l'ordre à l'employeur, au représentant ou préposé d'un médecin vétérinaire de lui donner accès aux dossiers de ce médecin vétérinaire.

**5.04.** Lorsque des dossiers sont détenus par un tiers, le médecin vétérinaire doit, sur demande de l'enquêteur, autoriser celui-ci à en prendre connaissance ou copie.

**5.05.** Un enquêteur peut demander à une personne d'attester sous serment ou par affirmation solennelle une déclaration qu'elle lui fait relativement à une enquête.

**5.06.** Si le médecin vétérinaire refuse de recevoir un enquêteur, celui-ci en avise immédiatement le syndic.

**5.07.** L'enquêteur dresse un rapport et le transmet au comité pour étude dans les 30 jours de la fin de son enquête.

**5.08.** L'article 4.06 s'applique *mutatis mutandis* à une enquête tenue en vertu de la présente section.

## SECTION VI RECOMMANDATIONS DU COMITÉ

**6.01.** Lorsque le comité, après étude du rapport d'un enquêteur, a des raisons de croire qu'il n'y a pas lieu de recommander au Bureau d'obliger un médecin vétérinaire à suivre un stage de perfectionnement et de limiter le droit de ce médecin vétérinaire d'exercer ses activités professionnelles pendant la durée de ce stage, il en avise le Bureau et le médecin vétérinaire visé dans un délai de 15 jours de sa décision.

**6.02.** Lorsque le comité, après étude du rapport d'un enquêteur, a des raisons de croire qu'il y a lieu de recommander au Bureau d'obliger un médecin vétérinaire à suivre un stage de perfectionnement et de limiter le droit de ce médecin vétérinaire d'exercer ses activités professionnelles pendant la durée de ce stage, il doit permettre au médecin vétérinaire visé de présenter une défense pleine et entière relativement à l'évaluation de sa compétence.

**6.03.** À cette fin, le comité convoque le médecin vétérinaire et lui transmet, sous pli recommandé ou certifié, 15

jours avant la date prévue pour l'audition, les renseignements et documents suivants :

- a) un avis précisant la date et l'heure de l'audition ;
- b) un exposé des faits et des motifs qui entraînent sa convocation devant le comité ; et
- c) une copie du rapport dressé par l'enquêteur à son sujet.

**6.04.** Un médecin vétérinaire ou un témoin cité devant le comité a droit à l'assistance d'un avocat.

**6.05.** Le comité reçoit le serment ou l'affirmation solennelle du médecin vétérinaire et des témoins par l'entremise d'un commissaire à l'assermentation.

**6.06.** L'audition est tenue à huis clos, sauf si le comité juge, à la demande du médecin vétérinaire, qu'il est d'intérêt public qu'elle ne le soit pas.

**6.07.** Le comité peut procéder par défaut si le médecin vétérinaire ne se présente pas à la date et à l'heure prévues.

**6.08.** Les dépositions sont enregistrées à la demande du médecin vétérinaire ou du comité.

**6.09.** Le comité et le médecin vétérinaire acquittent leurs propres frais, à l'exception des frais d'enregistrement qui sont partagés à parts égales entre eux. Toutefois, lorsque le comité demande l'enregistrement des dépositions, il en assume tous les frais.

**6.10.** Dans ses recommandations concernant un médecin vétérinaire, le comité doit tenir compte du genre d'activités professionnelles exercées de façon générale par ce médecin vétérinaire.

**6.11.** Les recommandations du comité sont formulées à la majorité de ses membres dans les 90 jours de la fin de l'audition. Elles sont motivées, signées par les membres du comité qui y concourent et transmises sans délai au Bureau et au médecin vétérinaire visé.

**6.12.** Le comité peut, en outre, faire des recommandations au Bureau concernant les cours de formation continue que l'Ordre organise pour ses membres.

**6.13.** Lorsque le comité a des raisons de croire qu'une plainte, au sens de l'article 116 du Code des professions, pourrait être formulée contre un médecin vétérinaire, il en avise le syndic de l'Ordre.

## ANNEXE A

(a. 4.03)

### ORDRE DES MÉDECINS VÉTÉRINAIRES DU QUÉBEC

#### COMITÉ D'INSPECTION PROFESSIONNELLE

##### Avis de vérification

Avis vous est donné que, dans le cadre du programme de surveillance générale de l'exercice de la profession, un enquêteur de notre comité procédera à la vérification de vos dossiers, livres et registres, le .....

19... à ..... h.

Signé à .....,

ce ..... 19...

Le comité d'inspection professionnelle

Par : .....  
Secrétaire du comité

## ANNEXE B

(a. 5.02)

### ORDRE DES MÉDECINS VÉTÉRINAIRES DU QUÉBEC

#### COMITÉ D'INSPECTION PROFESSIONNELLE

##### Avis d'enquête particulière

Avis vous est donné que, à la demande du Bureau (ou de sa propre initiative), le comité a désigné un enquêteur pour procéder à une enquête particulière sur votre compétence professionnelle, le .....

19... à ..... h.

Signé à .....

ce ..... 19...

Le comité d'inspection professionnelle

Par : .....  
Secrétaire du comité





c. M-8, r.10

## Règlement sur la publicité des médecins vétérinaires

Loi sur les médecins vétérinaires  
(L.R.Q., c. M-8)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 92)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « bureau » : un local servant à la consultation vétérinaire, à l'examen et au traitement d'animaux non hospitalisés ;
- b) « clinique » : une clinique ou un hôpital vétérinaire, c'est-à-dire un local servant notamment à l'administration de soins médicaux et chirurgicaux à des animaux hospitalisés.

**1.02.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

### SECTION II PRINCIPES GÉNÉRAUX

**2.01.** Les éléments qu'un médecin vétérinaire peut mentionner au public dans sa publicité et les conditions suivant lesquelles il peut faire cette publicité sont ceux décrits au présent règlement.

**2.02.** Dans la publicité relative à son bureau, un médecin vétérinaire ne peut en aucune façon laisser croire qu'il s'agit d'une clinique.

**2.03.** Un médecin vétérinaire peut se prévaloir de la publicité mentionnée au présent règlement à la condition qu'au moins un nom de médecin vétérinaire apparaisse sur sa carte professionnelle, sur sa papeterie, sur la plaque ou l'enseigne visée à la section V, de même que dans une annonce faite conformément au présent règlement.

### SECTION III CARTE PROFESSIONNELLE ET PAPETERIE

**3.01.** Un médecin vétérinaire ne peut inscrire ou permettre que l'on inscrive sur sa carte professionnelle et sur sa papeterie, autre chose que :

- a) son nom ;
- b) le nom de son employeur, de ses associés et des médecins vétérinaires à son emploi, le cas échéant ;
- c) sa profession et, le cas échéant, son appartenance à une autre corporation professionnelle ;
- d) sa raison sociale ;
- e) ses titres académiques ;
- f) le symbole graphique de l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec ;
- g) le symbole graphique international des médecins vétérinaires ;
- h) le sigle ou le symbole graphique d'une association de médecins vétérinaires à laquelle il appartient et qui est reconnue par l'Ordre ;
- i) l'adresse de son bureau ou de sa clinique, son numéro de téléphone et ses heures de service ;
- j) les termes « visite à domicile » et « sur rendez-vous » ; et
- k) sa spécialité, s'il possède un certificat de spécialiste reconnu par l'Ordre.

**3.02.** La carte professionnelle ne peut mesurer plus de 6 centimètres de large sur 11 centimètres de long.

### SECTION IV MÉDIA D'INFORMATION

**4.01.** Un médecin vétérinaire peut publier ou permettre que soit publiée, dans des journaux, revues, périodiques ou autres imprimés, une annonce contenant tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 3.01. Cette annonce ne peut toutefois dépasser 1 décimètre carré (soit environ 16 pouces carrés) et ne peut paraître plus d'une fois dans un même numéro de journal, revue, périodique ou autre imprimé.

**4.02.** Un médecin vétérinaire peut publier ou permettre que soit publiée dans un annuaire téléphonique une annonce contenant tout ou partie de ce qui est indiqué à l'ar-



ticle 3.01. Cette annonce doit être imprimée à au moins 16 caractères au pouce linéaire, sans interligne et sans bordure ni encadrement.

**4.03.** À l'occasion de l'ouverture de son bureau ou de sa clinique, de son entrée dans un bureau ou une clinique, ou à l'occasion de sa première inscription au tableau de l'Ordre ou lors d'une nomination à un poste relié à l'exercice de la profession, un médecin vétérinaire peut publier ou permettre que soit publiée une annonce contenant tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 3.01, ainsi que sa photographie et certaines notes biographiques dans des journaux, revues, périodiques ou autres imprimés.

Cette annonce ne peut paraître plus d'une fois dans un même numéro de journal, revue, périodique ou autre imprimé, ni dans plus d'un numéro d'un même journal, revue, périodique ou autre imprimé.

La photographie autorisée au premier alinéa ne peut excéder 64 centimètres carrés (soit environ 9 pouces carrés).

## SECTION V PUBLICITÉ SUR LE LIEU DU BUREAU OU DE LA CLINIQUE

**5.01.** Sur l'un des murs extérieurs de l'immeuble où est situé le bureau ou la clinique, un médecin vétérinaire peut placer une plaque ne dépassant pas 0,36 mètre carré (soit environ 4 pieds carrés) et mentionnant :

- a) son nom, suivi des mots « médecin vétérinaire » ;
- b) sa raison sociale ;
- c) son numéro de téléphone et ses heures de service ;
- d) le symbole graphique de l'Ordre ;
- e) le symbole graphique international des médecins vétérinaires ;
- f) le sigle ou le symbole graphique d'une association de médecins vétérinaires à laquelle il appartient et qui est reconnue par l'Ordre.

**5.02.** Sur l'un des murs extérieurs de l'immeuble où est situé le bureau ou la clinique, ou sur le terrain où est érigé cet immeuble, un médecin vétérinaire peut placer une enseigne ne devant pas excéder 1,44 mètre carré (soit environ 16 pieds carrés) et ne pouvant contenir que :

- a) les noms des médecins vétérinaires qui y travaillent ;
- b) les mots « médecins vétérinaires » ;
- c) la raison sociale du bureau ou de la clinique ;

d) le symbole graphique de l'Ordre ;

e) le symbole graphique international des médecins vétérinaires ;

f) le sigle ou le symbole graphique d'une association de médecins vétérinaires à laquelle il appartient et qui est reconnue par l'Ordre.

Cette enseigne ne peut être lumineuse que dans le cas d'une clinique et doit alors être d'une luminosité stable.

Sous réserve de l'article 5.03, il ne peut y avoir qu'une seule enseigne par bureau ou clinique.

**5.03.** Si l'immeuble où est situé un bureau ou une clinique se trouve à un carrefour, un médecin vétérinaire peut placer une telle enseigne sur les murs extérieurs ou sur le terrain faisant face à chacune des routes convergentes.

## SECTION VI SYMBOLES GRAPHIQUES ET SIGLES

**6.01.** Lorsqu'un médecin vétérinaire reproduit le symbole graphique de l'Ordre pour les fins de sa publicité, il doit s'assurer que ce symbole est conforme à l'original détenu par le secrétaire de l'Ordre.

**6.02.** Lorsqu'un médecin vétérinaire reproduit, pour les fins de sa publicité, soit le symbole graphique international des médecins vétérinaires, soit le sigle ou le symbole graphique d'une association de médecins vétérinaires à laquelle il appartient et qui est reconnue par l'Ordre, il doit s'assurer que ce symbole ou ce sigle est conforme à la copie détenue par le secrétaire de l'Ordre.

A.C. 831-77, (1977) 109 G.O.II, 1709

A.C. 1321-78, (1978) 110 G.O.II, 2811



c. M-8, r.11

## Règlement sur les stages de perfectionnement des médecins vétérinaires

Loi sur les médecins vétérinaires  
(L.R.Q., c. M-8)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « Ordre » : l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec ;
- b) « médecin vétérinaire » : quiconque est inscrit au tableau de l'Ordre ;
- c) « stage » : un stage de perfectionnement visé par le présent règlement ;
- d) « médecin vétérinaire stagiaire » : un médecin vétérinaire tenu de compléter un stage ;
- e) « maître de stage » : un médecin vétérinaire ayant la responsabilité de vérifier si un stage ou une partie d'un stage est conforme aux objectifs et modalités fixés par le Bureau.

**1.02.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

### SECTION II STAGE

**2.01.** Le Bureau peut, s'il estime que le niveau de compétence d'un membre s'avère inférieur aux exigences de la protection du public, imposer un stage de perfectionnement à un médecin vétérinaire qui :

- a) s'est inscrit au tableau plus de 5 ans après avoir obtenu son permis ou plus de 5 ans après la date à laquelle il avait droit à la délivrance d'un tel permis ;
- b) s'est réinscrit au tableau après avoir fait défaut de s'y inscrire pendant plus de 5 ans ;

c) s'est réinscrit au tableau après en avoir été radié pendant plus de 5 ans ;

d) fait l'objet d'une recommandation en ce sens de la part du comité d'inspection professionnelle ou du comité de discipline en vertu des articles 113 ou 160 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26) ;

e) a accompli un stage jugé, en vertu de l'article 2.10, non conforme aux objectifs et aux modalités fixés par le Bureau.

**2.02.** Un stage ne peut être imposé plus de 90 jours après le moment où un médecin vétérinaire est susceptible de se le voir imposer.

**2.03.** Un stage peut comprendre notamment l'une ou plusieurs des activités suivantes :

- a) une période de formation pratique ;
- b) des études ;
- c) des cours ;
- d) des travaux de recherche.

**2.04.** Un stage ne peut excéder 1 000 heures, ni s'échelonner sur une période de plus de 12 mois consécutifs.

**2.05.** La décision du Bureau d'imposer un stage à un médecin vétérinaire doit préciser les objectifs, la durée et les modalités de ce stage.

**2.06.** Le Bureau détermine l'endroit et le moment où le stage doit avoir lieu et, si nécessaire, désigne un ou plusieurs maîtres de stage.

**2.07.** Un maître de stage, dans les 5 jours suivant la fin de ses fonctions, doit faire parvenir au Bureau un rapport indiquant, motifs à l'appui, si le médecin vétérinaire stagiaire a agi, alors qu'il était sous sa responsabilité, conformément aux objectifs et modalités fixés par le Bureau.

**2.08.** Le Bureau peut exiger que des rapports supplémentaires lui soient soumis par le médecin vétérinaire stagiaire ou son maître de stage aux dates qu'il détermine.

**2.09.** En même temps qu'il fait parvenir au Bureau un rapport suivant les articles 2.07 ou 2.08, un maître de stage doit en transmettre une copie au médecin vétérinaire stagiaire.

**2.10.** Après étude de chacun des rapports requis suivant les articles 2.07 et 2.08, le Bureau décide, dans les 20 jours suivant la fin du stage, si celui-ci est conforme aux objectifs et modalités fixés.

### SECTION III LIMITATION DE L'EXERCICE DE LA MÉDECINE VÉTÉRINAIRE

**3.01.** Le Bureau peut, s'il l'estime nécessaire pour la protection du public, limiter, pendant la totalité ou une partie d'un stage, le droit d'exercice du médecin vétérinaire stagiaire de l'une ou plusieurs des façons suivantes :

- a) en déterminant les circonstances de temps ou de lieu où il est autorisé ou, inversement, il n'est pas autorisé à exercer ;
- b) en déterminant les actes professionnels qu'il est autorisé ou, inversement, qu'il n'est pas autorisé à poser ;
- c) en exigeant qu'il pose les actes professionnels qui lui sont permis ou certains d'entre eux, sous la surveillance d'un autre médecin vétérinaire ou d'un groupe de médecins vétérinaires.

**3.02.** La décision du Bureau de limiter le droit d'exercice d'un médecin vétérinaire stagiaire doit être transmise à son employeur, le cas échéant.

### SECTION IV DÉCISIONS DU BUREAU

**4.01.** Avant d'imposer un stage, de limiter le droit d'exercice d'un médecin vétérinaire stagiaire ou de décider qu'un stage complété n'est pas conforme aux objectifs et modalités fixés, le Bureau doit donner au médecin vétérinaire visé l'occasion de se faire entendre.

**4.02.** Une décision imposant un stage, limitant le droit d'exercice d'un médecin vétérinaire stagiaire ou statuant sur la validité d'un stage complété, doit être motivée par écrit et transmise au médecin vétérinaire visé par signification conformément au Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25) ou sous pli recommandé ou certifié.

**4.03.** Une décision du Bureau imposant un stage ou limitant le droit d'exercice d'un médecin vétérinaire sta-

giaire prend effet 30 jours après son expédition ou sa signification à celui-ci.

**4.04.** Pendant la durée d'un stage, le Bureau peut, sur demande motivée du médecin vétérinaire stagiaire et communiquée à son maître de stage, réduire la durée et les exigences du stage et, le cas échéant, diminuer les conditions de la limitation du droit d'exercice du médecin vétérinaire stagiaire.

**4.05.** Un médecin vétérinaire est tenu de se conformer à une décision du Bureau rendue conformément au présent règlement.



c. M-8, r.12

## Règlement sur la tenue des dossiers et des cabinets de consultation des médecins vétérinaires

Loi sur les médecins vétérinaires  
(L.R.Q., c. M-8)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Le présent règlement est adopté en vertu des paragraphes *c* et *d* de l'article 94 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26).

**1.02.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- a)* « Ordre » : l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec ;
- b)* « médecin vétérinaire » : quiconque est inscrit au tableau de l'Ordre ;
- c)* « cabinet de consultation » : le lieu où un médecin vétérinaire dispense des services vétérinaires ;
- d)* « animal » : un animal ou un groupe d'animaux.

**1.03.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

**1.04.** Rien dans le présent règlement ne doit être interprété comme excluant l'utilisation de l'informatique ou de toute autre technique pour la constitution et la tenue des dossiers d'un médecin vétérinaire.

**1.05.** La section III ne s'applique qu'au cabinet de consultation où un médecin vétérinaire exerce à son propre compte ou pour le compte d'un médecin vétérinaire ou d'une société de médecins vétérinaires.

### SECTION II TENUE DES DOSSIERS

**2.01.** Sous réserve de l'article 2.07, un médecin vétérinaire doit tenir, à l'endroit où il exerce la médecine vétérinaire, un dossier pour chacun de ses clients.

**2.02.** Un médecin vétérinaire doit consigner dans chaque dossier les éléments et renseignements suivants :

- a)* la date d'ouverture du dossier ;
- b)* les nom et prénoms du client, son adresse, son numéro de téléphone ;
- c)* pour chaque animal traité :
  - i.* l'identification sommaire de l'animal traité ;
  - ii.* une description sommaire des motifs de la consultation, notamment l'anamnèse et, le cas échéant, le diagnostic provisoire et le diagnostic final ;
  - iii.* les annotations, la correspondance, les rapports d'examen diagnostics et les autres documents relatifs aux services vétérinaires rendus ;
  - iv.* une description des services vétérinaires rendus et leur date.

**2.03.** Un médecin vétérinaire doit tenir à jour chaque dossier jusqu'au moment où il cesse de rendre des services professionnels pour le compte d'un client.

**2.04.** Un médecin vétérinaire doit conserver chaque dossier pendant au moins 5 ans à compter de la date du dernier service rendu.

**2.05.** Un médecin vétérinaire doit conserver ses dossiers dans un local ou un meuble auquel le public n'a pas librement accès.

Lorsque, suivant l'article 1.04, le médecin vétérinaire utilise l'informatique ou toute autre technique pour la constitution et la tenue de ses dossiers, il doit s'assurer que leur confidentialité soit respectée.

**2.06.** Lorsqu'un client retire un document du dossier, le médecin vétérinaire doit insérer dans ce dossier une note signée par ce client indiquant la nature du document et la date du retrait.

**2.07.** Lorsqu'un médecin vétérinaire est membre ou à l'emploi d'une société ou lorsqu'il est à l'emploi d'une per-

sonne physique ou morale, les dossiers tenus par cette société ou cet employeur concernant les services que rend ce médecin vétérinaire, sont considérés, aux fins du présent règlement, comme les dossiers de ce dernier s'il peut y inscrire les éléments ou renseignements mentionnés à l'article 2.02 ; s'il ne peut le faire, il doit tenir ses propres dossiers.

Le médecin vétérinaire doit signer ou parapher toute inscription ou tout rapport qu'il introduit dans un dossier de sa société ou de son employeur.

### SECTION III

#### TENUE DES CABINETS DE CONSULTATION

**3.01.** Un médecin vétérinaire doit aménager son cabinet de consultation de façon à ce que l'identité et les conversations des personnes qui s'y trouvent ne puissent être perçues de l'extérieur de ce cabinet.

**3.02.** Un médecin vétérinaire doit afficher son permis à la vue du public.

**3.03.** Un médecin vétérinaire doit mettre à la vue du public une copie du Code de déontologie des médecins vétérinaires (c. M-8, r. 4) et du Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des médecins vétérinaires (c. M-8, r. 8). Il doit également inscrire sur chacun de ces règlements l'adresse de l'Ordre.

**3.04.** Sous réserve des articles 3.02 et 3.03, un médecin vétérinaire, outre les objets décoratifs ou utilitaires, ne peut afficher à la vue du public, que les diplômes ayant un rapport avec l'exercice de la médecine vétérinaire.



c. M-8, r.13

## **Règlement divisant le territoire du Québec en régions aux fins des élections au Bureau de l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec**

Loi sur les médecins vétérinaires  
(L.R.Q., c. M-8)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 65)

**1.** Pour assurer une représentation régionale adéquate au sein du Bureau de l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec, le territoire du Québec est divisé en 4 régions :

- a) la région de l'Est ;
- b) la région du Centre ;
- c) la région de Montréal ;
- d) la région de l'Ouest.

**2.** 1) La région de l'Est comprend les régions 1, 2, 3, 9 et 10 dont le territoire est décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions (c. C-26, r. 8).

2) La région du Centre comprend les régions 4 et 5 dont le territoire est décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions.

3) La région de Montréal comprend la région 6 dont le territoire est décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions.

4) La région de l'Ouest comprend les régions 7 et 8 dont le territoire est décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions.

**3.** Trois administrateurs sont élus pour représenter la région de l'Est, 2 pour la région du Centre, 7 pour la région de Montréal et 1 pour la région de l'Ouest.

**4.** Un médecin vétérinaire vote dans la région où il exerce principalement sa profession, pour les candidats de cette région. Il vote en outre pour un candidat au poste de président, dans le cas où celui-ci est élu au suffrage universel.

**5.** Si le président est élu au suffrage universel, le Bureau est formé de 17 personnes, dont le président.

Si le président est élu au suffrage des administrateurs élus, le Bureau est formé de 16 personnes, dont le président.

---

A.C. 1520-74, (1974) 106 G.O. II, 2019  
A.C. 2521-74, (1974) 106 G.O. II, 3427





c. M-9, r.1

## Règlement sur les actes visés à l'article 31 de la Loi médicale qui peuvent être posés par des classes de personnes autres que des médecins

Loi médicale

(L.R.Q., c. M-9, a. 19, 1<sup>er</sup> al., par. b)

Code des professions

(L.R.Q., c. C-26)

### SECTION I

#### DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

**1.01.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « acte » : tout acte ou toute opération prévus aux annexes ;

b) « centre hospitalier » : tout centre hospitalier tel que défini par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5) ;

c) « conseil des médecins et dentistes » : tout conseil des médecins et dentistes prévu à l'article 111 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux ou, lorsqu'un établissement ne possède pas de conseil des médecins et dentistes, celui d'un établissement de la région avec lequel un contrat de service a été conclu pour les fins du présent règlement ;

d) « règlement du conseil des médecins et dentistes » : règlement adopté par le conseil des médecins et dentistes et approuvé par le conseil d'administration de l'établissement qui emploie les personnes habilitées ;

e) « établissement » : tout établissement tel que défini par la Loi sur les services de santé et les services sociaux et dans lequel se trouve un conseil des médecins et dentistes ou tout établissement qui a conclu un contrat de service pour les fins du présent règlement avec un autre établissement possédant un conseil des médecins et dentistes ;

f) « infirmier(ère) » : toute personne inscrite au tableau de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec ;

g) « infirmier(ère) auxiliaire » : toute personne inscrite au tableau de la Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec ;

h) « ordonnance permanente » : ordonnance établie par règlement du conseil des médecins et dentistes de l'éta-

blissement ou, lorsqu'un établissement ne possède pas de conseil des médecins et dentistes, par règlement du conseil des médecins et dentistes d'un établissement de la région avec lequel un contrat de service a été conclu, pour les fins du présent règlement, à l'effet de poser certains actes ou de procéder systématiquement à certains examens ou traitements, sans attendre d'ordonnance médicale individuelle, chez les bénéficiaires de catégories déterminées dans cette ordonnance et, le cas échéant, selon le protocole auquel il réfère ;

i) « personne habilitée » : toute personne à qui le présent règlement permet, aux conditions qui y sont énoncées, de poser un acte prévu aux annexes ;

j) « protocole » : descriptions des procédures, méthodes ou limites qui doivent être observées par quiconque lorsque tout acte est posé et qui sont établies par le conseil des médecins et dentistes de l'établissement ou par le chef de département clinique après dépôt au conseil des médecins et dentistes, après consultation du directeur ou du chef du service de qui relèvent, sur le plan professionnel, les personnes habilitées ou, lorsqu'un établissement ne possède pas de conseil des médecins et dentistes, par celui d'un établissement de la région avec lequel un contrat de service a été conclu pour les fins du présent règlement, ou qui sont établies par le médecin traitant ou, en son absence, par le médecin responsable du bénéficiaire s'il s'agit d'un acte qui peut être posé à l'extérieur d'un établissement ;

k) « surveillance immédiate » : présence physique d'un médecin auprès du bénéficiaire lors de l'exécution de l'acte ;

l) « surveillance sur place » : disponibilité d'un médecin présent dans le bâtiment où est exécuté un acte en vue d'une intervention auprès du bénéficiaire dans un court délai ;

m) « surveillance à distance » : disponibilité d'un médecin lors de l'exécution d'un acte en vue d'une intervention auprès du bénéficiaire dans un délai raisonnable ;

n) « inhalothérapeute » : toute personne qui possède un diplôme d'études collégiales en techniques d'inhalothérapie et d'anesthésie ou l'équivalent, ou qui est membre de la Corporation des techniciens inhalothérapeutes du Québec ;

o) « technologiste médical » : toute personne inscrite au tableau de la Corporation professionnelle des technologistes médicaux du Québec ;



p) « unité d'hémodialyse » : tout centre organisé et doté de l'équipement technique adéquat, régi par des politiques écrites d'opération et de traitement, sous la direction d'un médecin, situé dans un centre hospitalier, où sont groupés des bénéficiaires dont la gravité de l'état nécessite qu'ils reçoivent des soins d'hémodialyse sous la surveillance d'un(e) infirmier(ère) qualifié(e) ;

q) « laboratoire » : tout laboratoire au sens de la Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., c. P-35).

**1.02.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16) s'applique au présent règlement.

## SECTION II PRINCIPES GÉNÉRAUX

**2.01.** Tout acte peut être posé par une personne habilitée en tout endroit sauf s'il est indiqué dans les annexes qu'il ne peut l'être que dans un centre hospitalier.

**2.02.** Toute personne habilitée peut poser un acte prévu aux annexes si elle remplit toutes les conditions prévues au présent règlement.

Toutefois, avant de poser un acte, toute personne habilitée doit s'assurer qu'elle possède les connaissances et la préparation suffisantes pour le poser.

**2.03.** Toute personne habilitée exerçant pour un établissement peut poser tout acte visé au présent règlement sauf :

a) si cet acte a été désigné par l'établissement comme ne pouvant être posé ; et

b) si elle ne remplit pas les conditions locales déterminées par le présent règlement.

**2.04.** Toute personne habilitée qui exerce sa profession pour un employeur qui a conclu un contrat de service pour les fins du présent règlement, avec un établissement, agit sous ordonnance médicale permanente et conformément à un protocole au sens du présent règlement lorsqu'elle agit conformément à une ordonnance permanente et à un protocole établis dans cet établissement.

## SECTION III CONDITIONS LOCALES

**3.01.** Dans la désignation des actes prévus aux annexes qui peuvent être posés par les personnes habilitées, de même que dans la détermination de conditions locales requises pour poser ces actes, tout établissement tient compte des facteurs suivants :

a) la protection du public ;

b) les ressources du milieu ;

c) la préparation et l'expérience des personnes habilitées.

**3.02.** Tout établissement peut permettre qu'un ou plusieurs des actes qui, selon les annexes, doivent être posés sur ordonnance médicale, soient posés sous l'autorité d'une ordonnance permanente.

**3.03.** La désignation par un établissement des actes et la détermination des conditions locales se font par règlement du conseil des médecins et dentistes, après consultation du chef de département clinique, du directeur ou du chef du service de qui relèvent, sur le plan professionnel, les personnes habilitées.

## SECTION IV APPLICATION DU RÈGLEMENT

**4.01.** Tout établissement ou, s'il ne s'agit pas d'un établissement, tout médecin traitant ou, en son absence, tout médecin responsable du bénéficiaire, s'assure que les conditions énoncées au présent règlement sont remplies par toute personne habilitée.

**4.02.** Tout médecin responsable du bénéficiaire doit, s'il le juge nécessaire et eu égard à la nature et à l'importance de l'acte, contrôler l'exécution de l'acte et s'assurer qu'il y a indication d'y procéder suivant le diagnostic posé ou suivant les fins poursuivies par le traitement.

**4.03.** Sur rapport du conseil des médecins et dentistes, après consultation du directeur ou du chef de service de qui relève, sur le plan professionnel, toute personne habilitée oeuvrant dans un établissement à l'effet que cette personne ne remplit pas les conditions énoncées au présent règlement, l'établissement doit enjoindre cette personne de ne plus poser l'un ou plusieurs des actes et alors cette personne ne peut plus poser ces actes jusqu'à ce qu'elle satisfasse aux conditions requises.

**4.04.** Le comité de révision des actes visés au présent règlement, créé par la Corporation professionnelle des médecins du Québec, surveille l'application du présent règlement ; il reçoit et étudie les demandes de modification à y apporter.

## SECTION V PERSONNES HABILITÉES

**5.01.** Les infirmiers(ères) peuvent poser les actes énumérés à l'annexe A, sous réserve de la section II.

**5.02.** Les infirmiers(ères) auxiliaires peuvent, sous réserve de la section II, contribuer et participer aux actes énumérés à l'annexe A sous la surveillance sur place ou immédiate d'un médecin lorsque l'annexe A l'exige ou, quant aux autres actes de l'annexe, sous la surveillance à distance d'un médecin.

**5.03.** Les technologistes médicaux peuvent poser les actes énumérés à l'annexe B, sous réserve de la section II.

**5.04.** Les inhalothérapeutes peuvent poser les actes énumérés à l'annexe C, sous réserve de la section II.

**5.05.** Les personnes qui, au 11 juin 1980, étaient aux termes des conventions collectives alors en vigueur au Québec autorisées à agir comme préposés ou mécaniciens en orthopédie, peuvent poser, sous réserve de la section II, les actes décrits à l'article 1.07 de l'annexe A.

**5.06.** Malgré l'article 5.02, toute personne qui, au 11 juin 1980, exerce les activités décrites au paragraphe *p* de l'article 37 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26), peut, sous réserve de la section II, contribuer et participer aux actes énumérés à l'annexe A sous la surveillance sur place ou immédiate d'un médecin lorsque l'annexe A l'exige, ou quant aux autres actes de l'annexe, sous la surveillance à distance d'un médecin.

**5.07.** Malgré l'article 5.03, toute personne qui, au 11 juin 1980, exerce les activités décrites au paragraphe *q* de l'article 37 du Code des professions, peut poser les actes énumérés à l'annexe B, sous réserve de la section II.

**5.08.** Malgré l'article 5.04, toute personne qui, au 11 juin 1980, exerce l'inhalothérapie, peut poser les actes énumérés à l'annexe C, sous réserve de la section II.

## SECTION VI INTERPRÉTATION

**6.01.** Rien dans le présent règlement ne doit être interprété comme restreignant :

- a)* le droit de tout médecin d'exercer la médecine et, le cas échéant, de contrôler l'acte ;
- b)* le droit pour tout professionnel de poser des actes qu'une loi l'habilite à poser ;
- c)* l'obligation du conseil des médecins et dentistes et du comité d'évaluation médicale et dentaire de contrôler et d'apprécier les actes médicaux et notamment, les actes prévus aux annexes ;
- d)* l'obligation pour toute corporation professionnelle de surveiller l'exercice de la profession par ses membres ;

*e)* le droit de tout bénéficiaire de recevoir les soins qui sont requis d'urgence.

**6.02.** Rien dans le présent règlement ne doit être interprété comme conférant aux personnes habilitées à poser des actes prévus aux annexes un droit exclusif de les poser.

**6.03.** Dans le cas où l'ordonnance médicale apparaît à l'annexe A comme condition pour poser un acte, la présence d'autres conditions en marge de cet acte ne doit pas être interprétée comme restreignant le droit que peut conférer la Loi sur les infirmières et les infirmiers (L.R.Q., c. I-8) de poser cet acte sous ordonnance médicale individuelle.

## ANNEXE A

(a. 5.01, 5.02, 5.05, 5.06 et 6.03)

<i>NOMENCLATURE DES ACTES</i>	<i>CONDITIONS PRESCRITES</i> (La présence d'un « X » dans la colonne appropriée indique que la condition en titre de cette colonne est requise)					
<i>ACTE CONSISTANT À</i>	<i>Ordonnance médicale</i>	<i>Surveillance à distance</i>	<i>Surveillance sur place</i>	<i>Surveillance immédiate</i>	<i>Dans un centre hospitalier seulement</i>	<i>Autres conditions</i>
<b>A-1.01</b> Changer le tube de gastrostomie	X				X	
<b>A-1.02</b> Enlever les tubes à cystostomie	X				X	
<b>A-1.03</b> Faire un lavage vésical avec ou sans médication	X					
<b>A-1.04</b> Injecter du sérum physiologique dans la trachée d'un trachéotomisé pour fluidifier les sécrétions bronchiques					X	
<b>A-1.05</b> Faire l'irrigation de l'oeil					X	
<b>A-1.06</b> Administrer des vaccins ou sérums						Pour les vaccins indiqués de a à r, le protocole doit contenir les explications à fournir aux bénéficiaires concernant particulièrement les réactions possibles et la conduite à tenir advenant une réaction.
<b>a)</b> antivariolique	X				X	
<b>b)</b> anticoquelucheux	X				X	
<b>c)</b> antirougeoleux	X				X	
<b>d)</b> antidiphtérique	X				X	
<b>e)</b> antipoliomyélite	X				X	
<b>f)</b> antirubéoleux	X				X	

NOMENCLATURE DES ACTES	CONDITIONS PRESCRITES						
	(La présence d'un « X » dans la colonne appropriée indique que la condition en titre de cette colonne est requise)						
ACTE CONSISTANT À	Ordonnance médicale	Surveillance à distance	Surveillance sur place	Surveillance immédiate	Dans un centre hospitalier seulement	Selon protocole	AUTRES CONDITIONS
g) antitétanique — humain — équin	X X		X			X X	
h) antiinfluenza	X					X	
i) antityphoïde (Tab.)	X					X	
j) antioreillons	X					X	
k) anticholérique	X					X	
l) antirabique — humain — équin	X X		X			X X	
m) BCG	X					X	
n) autovaccins	X					X	
o) rhogam	X					X	
p) antipeste	X					X	
q) antityphus	X					X	
r) fièvre jaune	X					X	

<i>NOMENCLATURE DES ACTES</i>	<i>CONDITIONS PRESCRITES</i> (La présence d'un " X " dans la colonne appropriée indique que la condition en titre de cette colonne est requise)					
<i>ACTE CONSISTANT À</i>	<i>Ordonnance médicale</i>	<i>Surveillance à distance</i>	<i>Surveillance sur place</i>	<i>Surveillance immédiate</i>	<i>Dans un centre hospitalier seulement</i>	<i>Autres conditions</i>
<b>A-1.07</b> Faire des immobilisations plâtrées	X		X		X	
<b>A-1.08</b> Donner un massage cardiaque externe et la respiration artificielle					X	
<b>A-1.09</b> En cas d'urgence, réinstaller une canule de trachéostomie externe déplacée accidentellement					X	
<b>A-1.10</b> Décider d'ouvrir une veine ou de la maintenir ouverte au moyen d'un soluté glucosé 5% dans l'eau					X	Si urgence
<b>A-1.11</b> Installer un tube gastrique	X	X				
<b>A-1.12</b> Faire un E.C.G. durant ou immédiatement après l'effort	X		X			
<b>A-1.13</b> Faire un lavage d'oreilles					X	
<b>A-1.14</b> Administrer et décrire les résultats des tests diagnostiques suivants:						
<b>a)</b> mycose	X				X	
<b>b)</b> histoplasmine	X				X	
<b>c)</b> coccidioïdomyces	X				X	

<i>NOMENCLATURE DES ACTES</i>	<i>CONDITIONS PRESCRITES</i> (La présence d'un « X » dans la colonne appropriée indique que la condition en titre de cette colonne est requise)					
<i>ACTE CONSISTANT À</i>	<i>Ordonnance médicale</i>	<i>Surveillance à distance</i>	<i>Surveillance sur place</i>	<i>Surveillance immédiate</i>	<i>Dans un centre hospitalier seulement</i>	<i>AUTRES CONDITIONS</i>
d) blastomycine	X				X	
e) candida albicans	X				X	
f) tine-test	X				X	
g) PPD ( <i>purified protein derivative</i> )	X				X	
h) shick	X				X	
<b>A-1.15</b> Administrer et décrire les résultats des tests d'allergie						
a) injection intradermique	X		X		X	
b) scarification	X		X		X	
<b>A-1.16</b> Administrer des vaccins de désensibilisation	X		X		X	
<b>A-1.17</b> Administrer toute médication ou substance, par voie intraveineuse sauf dans la veine fémorale et la veine jugulaire, y compris:	X					
a) les substances anticancéreuses;	X	X			X	
b) les substances anesthésiques;	X			X		

<i>NOMENCLATURE DES ACTES</i>	<i>CONDITIONS PRESCRITES</i> (La présence d'un « X » dans la colonne appropriée indique que la condition en titre de cette colonne est requise)					
<i>ACTE CONSISTANT À</i>	<i>Ordonnance médicale</i>	<i>Surveillance à distance</i>	<i>Surveillance sur place</i>	<i>Surveillance immédiate</i>	<i>Dans un centre hospitalier seulement</i>	<i>Autres conditions</i>
c) les substances sclérosantes;	X			X		
d) les substances iodées de contraste;	X		X		X	
e) les substances en expérimentation;	X		X		X	
exception faite des médications ou substances indiquées par l'établissement ou le médecin traitant.						
A-1.18 Administrer une médication <i>per os</i>					X	La liste des médicaments autorisés doit être établie par le conseil des médecins et dentistes
A-1.19 Administrer un antidote lors d'une intoxication aiguë en l'absence d'un médecin si celui-ci ne peut être atteint immédiatement					X	
A-1.20 Procéder à la ventilation par masque et au maintien des voies aériennes libres	X			X		Surveillance immédiate du médecin responsable de l'anesthésie

<i>NOMENCLATURE DES ACTES</i>	<i>CONDITIONS PRESCRITES</i> (La présence d'un « X » dans la colonne appropriée indique que la condition en titre de cette colonne est requise)					
<i>ACTE CONSISTANT À</i>	<i>Ordonnance médicale</i>	<i>Surveillance à distance</i>	<i>Surveillance sur place</i>	<i>Surveillance immédiate</i>	<i>Dans un centre hospitalier seulement</i>	<i>AUTRES CONDITIONS</i>
<b>A-1.21</b> Administrer des substances anesthésiques par voie épidurale si cathéter déjà installé:						
<b>a)</b> pour fins de diagnostic ou d'analgésie	X	X			X	X
<b>b)</b> pour fins obstétricales						
— durant le travail	X		X	X	X	X
— durant l'accouchement	X			X	X	X
<b>A-1.22</b> Interpréter un tracé tococardiographique (monitoring foetal)						X
<b>A-1.23</b> Administrer de la médication ocytotique pour provoquer ou stimuler les contractions utérines avant l'accouchement ou durant le travail	X		X	X	X	Surveillance immédiate du médecin pendant la phase d'induction, soit la période qui s'écoule depuis la mise en marche du soluté contenant de la médication ocytotique jusqu'à l'établissement de contractions utérines régulières et soutenues sans avoir à changer le débit du soluté



<i>NOMENCLATURE DES ACTES</i>	<i>CONDITIONS PRESCRITES</i> (La présence d'un « X » dans la colonne appropriée indique que la condition en titre de cette colonne est requise)					
<i>ACTE CONSISTANT À</i>	<i>Ordonnance médicale</i>	<i>Surveillance à distance</i>	<i>Surveillance sur place</i>	<i>Surveillance immédiate</i>	<i>Dans un centre hospitalier seulement</i>	<i>AUTRES CONDITIONS</i>
<b>A-1.24</b> Diriger des entrevues psychiatriques avec le bénéficiaire ou sa famille pour contribuer au diagnostic et au traitement		X			X	Formation post-scolaire en nursing psychiatrique
<b>A-1.25</b> En milieu psychiatrique, orienter le bénéficiaire vers des activités jugées nécessaires		X			X	
<b>A-1.26</b> Irriguer le cathéter artériel avec une solution héparinée	X	X			X	X
<b>A-1.27</b> Utiliser une pompe artérielle et veineuse sur un circuit extra-corporel pour une exanguino-transfusion ou hémotransfusion	X			X	X	X
<b>A-1.28</b> Ajuster le respirateur à pression positive	X	X				X
<b>A-1.29</b> Enlever le cathéter épidural	X	X			X	X
<b>A-1.30</b> Appliquer le garrot pneumatique	X		X			X
<b>A-1.31</b> Enlever le tube endotrachéal	X			X		

<i>NOMENCLATURE DES ACTES</i>	<i>CONDITIONS PRESCRITES</i> (La présence d'un « X » dans la colonne appropriée indique que la condition en titre de cette colonne est requise)					
	<i>Ordonnance médicale</i>	<i>Surveillance à distance</i>	<i>Surveillance sur place</i>	<i>Surveillance immédiate</i>	<i>Dans un centre hospitalier seulement</i>	<i>AUTRES CONDITIONS</i>
<i>ACTE CONSISTANT À</i>						
<b>A-1.32</b> Appliquer le défibrillateur					X	— Formation spéciale telle que recommandée par l'Association des cardiologues de la province de Québec  — En cas d'urgence et pour le temps d'aviser le médecin
<b>A-1.33</b> Surveiller et modifier selon les besoins: l'amplitude, la sensibilité et la fréquence de l'entraîneur électro-systolique de même que le mettre en marche et l'arrêter au besoin		X			X	X Formation spéciale telle que recommandée par l'Association des cardiologues de la province de Québec
<b>A-1.34</b> Remettre le respirateur à pression positive en cas de besoin au cours d'une période de sevrage prescrit par le médecin					X	X
<b>A-1.35</b> Faire un prélèvement à partir du cathéter artériel	X	X			X	X
<b>A-1.36</b> Enlever le cathéter artériel	X		X		X	X
<b>A-1.37</b> Enlever un thrombus par aspiration d'un cathéter artériel ou veineux	X	X			X	X

<i>NOMENCLATURE DES ACTES</i>	<i>CONDITIONS PRESCRITES</i>					
	(La présence d'un « X » dans la colonne appropriée indique que la condition en titre de cette colonne est requise)					
<i>ACTE CONSISTANT À</i>	<i>Ordonnance médicale</i>	<i>Surveillance à distance</i>	<i>Surveillance sur place</i>	<i>Surveillance immédiate</i>	<i>Dans un centre hospitalier seulement</i>	<i>Autres conditions</i>
<b>A-1.38</b> Procéder au lavage vésical chez un greffé rénal	X	X			X	X
<b>A-1.39</b> Procéder au traitement par dialyse intrapéritonéale des insuffisants rénaux aigus ou chroniques	X		X		X	X
<b>A-1.40</b> Procéder au traitement par hémodialyse des insuffisants rénaux aigus ou chroniques selon la fréquence et la durée prescrites par le médecin	X		X		X	X Infirmier(ère) rattaché(e) à une unité d'hémodialyse
<b>A-1.41</b> Poursuivre le traitement par hémodialyse ou par dialyse intrapéritonéale à domicile des insuffisants rénaux selon la fréquence et la durée prescrites par le médecin	X	X				X Infirmier(ère) rattaché(e) à une unité d'hémodialyse

## ANNEXE B

(a. 5.03 et 5.04)

<i>NOMENCLATURE DES ACTES</i>	<i>CONDITIONS PRESCRITES</i>					
	(La présence d'un « X » dans la colonne appropriée indique que la condition en titre de cette colonne est requise)					
<i>ACTE EN VUE D'EXAMENS OU D'ANALYSES DE BIOLOGIE MÉDICALE PRESCRITS PAR LE MÉDECIN CONSISTANT À:</i>	<i>Ordonnance médicale</i>	<i>Surveillance à distance</i>	<i>Surveillance sur place</i>	<i>Surveillance immédiate</i>	<i>Dans un centre hospitalier seulement</i>	<i>Autres conditions</i>
<b>B-1.01</b> Effectuer les prélèvements sanguins par ponction veineuse sauf dans la veine fémorale et dans la veine jugulaire						
<b>B-1.02</b> Effectuer les prélèvements sanguins par ponction capillaire						
<b>B-1.03</b> Effectuer des phlébotomies en utilisant les veines superficielles des membres chez des donneurs volontaires		X				X
<b>B-1.04</b> Effectuer des phlébotomies thérapeutiques en utilisant les veines superficielles des membres	X	X			X	
<b>B-1.05</b> Effectuer l'injection de substances par voie sous-cutanée, intradermique ou intraveineuse sauf dans la veine fémorale ou la veine jugulaire en vue d'examens ou d'analyses dans le domaine de la biologie médicale prescrits par le médecin		X				X

La liste des substances doit être établie par règlement du conseil des médecins et dentistes ou, en dehors des établissements, par le médecin responsable du secteur d'activité concerné du laboratoire

**6-902**

## ANNEXE C

(a. 5.04 et 5.08)

<i>NOMENCLATURE DES ACTES</i>	<i>CONDITIONS PRESCRITES</i>					
	(La présence d'un « X » dans la colonne appropriée indique que la condition en titre de cette colonne est requise)					
<i>ACTE CONSISTANT À</i>	<i>Ordonnance médicale</i>	<i>Surveillance à distance</i>	<i>Surveillance sur place</i>	<i>Surveillance immédiate</i>	<i>Dans un centre hospitalier seulement</i>	<i>AUTRES CONDITIONS</i>
<b>C-1.01</b> Faire des instillations bronchiques	X				X	
<b>C-1.02</b> Donner un massage cardiaque externe et la respiration artificielle					X	
<b>Oxygénothérapie</b>						
<b>C-1.03</b> Installer et surveiller les appareils servant à l'administration d'oxygène						
<b>a)</b> canules nasales et cathéters	X					
<b>b)</b> masques de toutes sortes	X					
<b>c)</b> tentes et tentes faciales	X					
<b>d)</b> nébulisateurs à concentration inspiratoire d'oxygène	X					
<b>e)</b> tout autre appareil pouvant modifier la concentration inspiratoire d'oxygène	X					

<i>NOMENCLATURE DES ACTES</i>	<i>CONDITIONS PRESCRITES</i> (La présence d'un « X » dans la colonne appropriée indique que la condition en titre de cette colonne est requise)					
<i>ACTE CONSISTANT À</i>	<i>Ordonnance médicale</i>	<i>Surveillance à distance</i>	<i>Surveillance sur place</i>	<i>Surveillance immédiate</i>	<i>Dans un centre hospitalier seulement</i>	<i>AUTRES CONDITIONS</i>
<b>Aérosolthérapie</b>						
<b>C-1.04</b> Appliquer des techniques d'aérosolthérapie:						
a) sans pression positive inspiratoire	X	X				
b) avec pression positive	X	X				
<b>Humidification</b>						
<b>C-1.05</b> Installer et surveiller les appareils spéciaux servant à humidifier l'air inspiré par des bénéficiaires ainsi que les adaptateurs spéciaux aux tubes endotrachéaux ou aux canules de trachéotomie	X					
<b>Respiration artificielle</b>						
<b>C-1.06</b> Installer et surveiller les appareils à pression positive ou négative tant que dure l'assistance ou le contrôle de la respiration	X					
<b>C-1.07</b> Procéder à la mise en marche et à la surveillance du sevrage et remettre le respirateur à pression positive en cas de besoin	X					
<b>Techniques respiratoires</b>						
<b>C-1.08</b> Procéder au drainage postural	X					

<i>NOMENCLATURE DES ACTES</i>	<i>CONDITIONS PRESCRITES</i> (La présence d'un « X » dans la colonne appropriée indique que la condition en titre de cette colonne est requise)					
	<i>Ordonnance médicale</i>	<i>Surveillance à distance</i>	<i>Surveillance sur place</i>	<i>Surveillance immédiate</i>	<i>Dans un centre hospitalier seulement</i>	<i>AUTRES CONDITIONS</i>
<i>ACTE CONSISTANT À</i>						
<b>C-1.09</b> Procéder au clapping et aux vibrations thoraciques	X					
<b>Épreuves diagnostiques</b>						
<b>C-1.10</b> Procéder à la gazométrie sanguine incluant le prélèvement capillaire et les prélèvements artériels si la canule est déjà en place	X	X				
<b>C-1.11</b> Procéder à l'épreuve d'expiration forcée et à la mesure de la capacité vitale et des volumes pulmonaires	X					
<b>C-1.12</b> Prélever des expectorations bronchiques pour cytologie et bactériologie, si tube endotrachéal ou canule trachéale déjà installé	X					
<b>Durant l'induction de l'anesthésie</b>						
<b>C-1.13</b> Installer un stéthoscope oesophagien, sonde nasogastrique	X			X		Surveillance immédiate du médecin responsable de l'anesthésie
<b>C-1.14</b> Procéder au placement (position) du bénéficiaire	X			X		Surveillance immédiate du médecin responsable de l'anesthésie



<i>NOMENCLATURE DES ACTES</i>	<i>CONDITIONS PRESCRITES</i> (La présence d'un « X » dans la colonne appropriée indique que la condition en titre de cette colonne est requise)					
	<i>Ordonnance médicale</i>	<i>Surveillance à distance</i>	<i>Surveillance sur place</i>	<i>Surveillance immédiate</i>	<i>Dans un centre hospitalier seulement</i>	<i>Autres conditions</i>
<i>ACTE CONSISTANT À</i>						
<b>C-1.15</b> Procéder à la ventilation par masque et au maintien des voies aériennes libres	X			X		Surveillance immédiate du médecin responsable de l'anesthésie
<b>C-1.16</b> Procéder à l'aide technique en cours d'exécution de l'anesthésie régionale	X			X		Surveillance immédiate du médecin responsable de l'anesthésie
<b>C-1.17</b> Surveiller les bénéficiaires sous anesthésie	X		X			Le médecin responsable de l'anesthésie doit être dans le même bloc opératoire pour exercer sa surveillance
<b>C-1.18</b> Procéder au réglage des débit-mètres sur l'appareil d'anesthésie	X		X			Le médecin responsable de l'anesthésie doit être dans le même bloc opératoire pour exercer sa surveillance
<b>C-1.19</b> Installer la ventilation manuelle ou mécanique selon les paramètres spécifiés par l'anesthésiste	X		X			Le médecin responsable de l'anesthésie doit être dans le même bloc opératoire pour exercer sa surveillance

<i>NOMENCLATURE DES ACTES</i>	<i>CONDITIONS PRESCRITES</i> (La présence d'un « X » dans la colonne appropriée indique que la condition en titre de cette colonne est requise)					
<i>ACTE CONSISTANT À</i>	<i>Ordonnance médicale</i>	<i>Surveillance à distance</i>	<i>Surveillance sur place</i>	<i>Surveillance immédiate</i>	<i>Dans un centre hospitalier seulement</i>	<i>AUTRES CONDITIONS</i>
<b>C-1.20</b> Administrer dans un soluté ou la tubulure d'un soluté déjà installé les divers médicaments d'usage courant pour les fins d'anesthésie par voie intraveineuse	X			X		— En salle d'opération ou d'accouchement  — Selon la liste de médicaments établie par le département d'anesthésie
<b>C-1.21</b> Administrer des substances anesthésiques par voie épidurale si cathéter déjà installé						
<b>a)</b> pour fins de diagnostic ou d'analgésie	X	X			X	X
<b>b)</b> pour fins obstétricales						
— durant le travail	X		X	X	X	X
— durant l'accouchement	X			X	X	X
<b>c)</b> pour fins chirurgicales	X			X	X	X
<b>Durant l'émergence de l'anesthésie</b>						
<b>C-1.22</b> Fermer les débitmètres de l'appareil d'anesthésie	X			X		
<b>C-1.23</b> Procéder à l'aspiration des sécrétions du pharynx et de la trachée	X			X		

<i>NOMENCLATURE DES ACTES</i>	<i>CONDITIONS PRESCRITES</i> (La présence d'un « X » dans la colonne appropriée indique que la condition en titre de cette colonne est requise)					
<i>ACTE CONSISTANT À</i>	<i>Ordonnance médicale</i>	<i>Surveillance à distance</i>	<i>Surveillance sur place</i>	<i>Surveillance immédiate</i>	<i>Dans un centre hospitalier seulement</i>	<i>AUTRES CONDITIONS</i>
<b>C-1.24</b> Administrer dans un soluté ou la tubulure d'un soluté déjà installé les divers médicaments prescrits par le médecin				X		
<b>C-1.25</b> Procéder à l'extubation	X			X		



c. M-9, r.2

## Règlement sur les affaires du Bureau et l'assemblée générale de la Corporation professionnelle des médecins du Québec

Loi médicale  
(L.R.Q., c. M-9)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 93 et 94)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Les définitions contenues dans le Code des professions (L.R.Q., c. C-26) et dans la Loi médicale (L.R.Q., c. M-9) s'appliquent au présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent.

**1.02.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, le mot « Corporation » signifie la Corporation professionnelle des médecins du Québec.

**1.03.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

### SECTION II ASSEMBLÉES GÉNÉRALES ET QUORUM

**2.01.** Les assemblées générales, annuelles ou spéciales, se tiennent à l'endroit, à la date et à l'heure que le Comité administratif détermine, conformément à la Loi.

**2.02.** Le quorum de toute assemblée générale est fixé à 60 membres.

**2.03.** Lors d'une assemblée, le président de la Corporation peut intervertir l'ordre du jour.

**2.04.** Le Bureau peut, en tout temps avant la tenue d'une assemblée générale annuelle, ajouter une question à l'ordre du jour de cette assemblée.

**2.05.** Pour être acceptée à une assemblée générale annuelle, une proposition concernant un sujet qui n'est pas inscrit à l'ordre du jour doit être formulée par écrit et reçue au siège social de la Corporation avant la fin de l'année financière.

**2.06.** Le vote sur une proposition se prend à main-levée. Cependant, sur demande d'au moins 10 membres, le vote se prend au scrutin secret.

**2.07.** Les décisions se prennent à la majorité des voix des membres présents. En cas d'égalité des voix, le président de la Corporation donne un second vote qui est prépondérant.

**2.08.** Le président de la Corporation peut, avec le consentement de l'assemblée, ajourner cette assemblée sans qu'il soit nécessaire de donner un avis de cet ajournement. L'assemblée qui se continue suite à cet ajournement ne peut être saisie que des questions mentionnées à l'ordre du jour.

### SECTION III BUREAU

**3.01.** Les réunions ordinaires du Bureau se tiennent au siège social de la Corporation ; le Comité administratif fixe la date et l'heure de ces réunions conformément à la Loi.

**3.02.** Les réunions extraordinaires du Bureau se tiennent à l'endroit que le Comité administratif fixe ; celui-ci en détermine aussi la date et l'heure.

**3.03.** Le secrétaire doit faire parvenir à chaque administrateur au moins 10 jours avant la réunion un avis indiquant l'endroit, la date et l'heure de la réunion ainsi qu'un sommaire de l'ordre du jour qu'il a établi ; ce délai peut être d'au moins 2 jours dans le cas d'une réunion extraordinaire.

Une réunion du Bureau est considérée comme régulièrement tenue lorsque tous les administrateurs renoncent à l'avis de convocation.

**3.04.** Les membres du Bureau prêtent le serment ou affirmation de discrétion selon la formule prévue à l'annexe I.

**3.05.** Lors d'une réunion, le président peut intervertir l'ordre du jour mais il ne peut y ajouter d'autres sujets qu'avec l'assentiment de la majorité des administrateurs présents.

**3.06.** En l'absence du président et du vice-président, ou lorsque ceux-ci désirent quitter le fauteuil, le Bureau désigne l'un de ses membres pour présider la réunion.

**3.07.** Une proposition doit être appuyée pour faire l'objet d'une discussion.

**3.08.** Un administrateur peut proposer un amendement et un sous-amendement à une proposition. Le vote est pris en premier lieu sur le sous-amendement, en second lieu sur l'amendement et en dernier lieu sur la proposition principale.

**3.09.** Le vote se prend à main-levée sauf lorsque le président exige le vote sur l'appel des noms ou lorsque 3 administrateurs demandent le vote secret. Dans ce dernier cas, le président demande le vote secret sans qu'il y ait discussion à l'égard du caractère secret du vote.

**3.10.** Le Bureau peut siéger à huis clos lorsqu'une majorité des membres présents en fait la demande et dans ce cas, seuls les administrateurs et les personnes qu'il autorise peuvent demeurer dans la salle.

#### SECTION IV COMITÉ ADMINISTRATIF

**4.01.** Le Bureau délègue au Comité administratif, par le présent règlement, tous ses pouvoirs, sauf ceux qu'il doit exercer par règlement. Il délègue notamment :

- a) les poursuites relatives à l'exercice illégal de la médecine ;
- b) le pouvoir d'ordonner des examens médicaux, de désigner les médecins qui procèderont à ces examens, d'accorder des délais supplémentaires pour la production des rapports, conformément aux articles 48, 49, 50 et 51 du Code des professions ;
- c) l'exercice des pouvoirs du Bureau prévus à l'article 112 du Code des professions ;
- d) l'exercice des pouvoirs du Bureau prévus aux articles 16 et 18 de la Loi médicale.

#### SECTION V HONORAIRES ET ALLOCATIONS DES MEMBRES

**5.01.** Les administrateurs élus ou nommés qui assistent à une réunion du Bureau ont droit aux allocations suivantes :

- a) une somme forfaitaire pour une journée d'assistance ;
- b) une somme forfaitaire pour chaque mille simple parcouru pour le transport ;
- c) frais de séjour ;

- i. une somme forfaitaire par journée de réunion pour les administrateurs de Montréal et de la banlieue ;

- ii. une somme forfaitaire plus élevée par journée de réunion pour les autres administrateurs.

**5.02.** Des allocations semblables, mais dont les sommes peuvent être différentes, sont versées aux experts dont la Corporation retient les services de temps à autre.

**5.03.** Le président reçoit en plus une rémunération et des frais de représentation.

**5.04.** Les sommes mentionnées aux articles 5.01, 5.02 et 5.03 sont déterminées par résolution du Bureau.

#### SECTION VI EXAMENS MÉDICAUX

**6.01.** Le Bureau prend sa décision à l'égard d'une personne qui a fait l'objet d'une ordonnance d'examens médicaux après étude du rapport soumis par chacun des 3 médecins.

#### SECTION VII ADMINISTRATION DES BIENS DE LA CORPORATION

**7.01.** Les deniers perçus par la Corporation sont déposés dans les institutions financières approuvées par le Bureau.

**7.02.** Le surplus de la Corporation est investi dans un immeuble destiné à l'usage de la Corporation, dans des obligations, des certificats de dépôt garanti ou des fonds gérés par des compagnies de fiducie, à condition que ces fonds ne servent pas à l'achat d'actions de compagnie.

**7.03.** Les dépenses doivent être faites dans les limites du budget approuvé par le Bureau à l'exception des dépenses courantes qui peuvent être faites avant l'approbation du budget.

**7.04.** Les chèques émis par la Corporation doivent porter la signature d'au moins 2 personnes parmi celles qu'habilite à cet effet le Comité administratif.

#### SECTION VIII SCEAU DE LA CORPORATION

**8.01.** Le sceau de la Corporation est celui dont l'empreinte apparaît à l'exemplaire du présent règlement détenu par le secrétaire de la Corporation.

**ANNEXE I**

(a. 3.04)

**SERMENT OU AFFIRMATION DE DISCRÉTION  
DES ADMINISTRATEURS**

Je, . . . . . , jure ou affirme que je ne divulguerai à quiconque, en aucune circonstance, quoi que ce soit dont j'aurai eu connaissance dans l'exercice de mes fonctions d'administrateur concernant toute information confidentielle contenue dans le dossier personnel d'un membre de la Corporation ou relative à la discipline, l'inspection professionnelle, la déontologie, ou toute information obtenue par la Corporation ou l'un de ses préposés sous le sceau du secret, à moins d'y être autorisé par la loi ou par une résolution du Bureau prise dans l'intérêt général.

. . . . . , le . . . . .

. . . . .  
Signature

Serment ou affirmation de discrétion prononcé devant moi les jours, mois et an susdits.

. . . . .  
Commissaire à l'assermentation

---

A.C. 3296-74, (1974) 106 G.O. II, 3463 et 4207

A.C. 1495-75, (1975) 107 G.O. II, 879 et 1753

A.C. 1657-76, (1976) 108 G.O. II, 3003

A.C. 3464-78, (1978) 110 G.O. II, 6631





c. M-9, r.3

## Règlement sur l'assurance-responsabilité professionnelle des médecins

Loi médicale

(L.R.Q., c. M-9)

Code des professions

(L.R.Q., c. C-26, a. 94, par. 1)

### SECTION I

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « Corporation » : la Corporation professionnelle des médecins du Québec ;
- b) « médecin » : quiconque est inscrit au tableau de la Corporation ;
- c) « assuré » : un médecin, ses employés et préposés, une société de médecins et ses employés ou préposés ;
- d) « secrétaire » : le secrétaire de la Corporation.

**1.02.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16) s'applique au présent règlement.

### SECTION II

#### ASSURANCE

**2.01.** Le médecin qui exerce sa profession à son propre compte à temps partiel ou à temps plein, soit seul, soit en société avec d'autres médecins, doit détenir et maintenir en vigueur un contrat d'assurance établissant une garantie contre la responsabilité qu'il peut encourir lui-même ou par ses employés et préposés, en raison des fautes et négligences commises dans l'exercice de sa profession.

Dans le cas d'une société de médecins, le contrat d'assurance peut être conclu au nom de la société mais la garantie doit s'étendre à chacun des médecins associés ou employés personnellement.

Dans le cas d'un médecin ayant d'autres médecins à son emploi, la garantie doit s'étendre à chacun de ceux-ci, personnellement.

**2.02.** Le montant de cette garantie doit être en tout temps d'au moins 300 000 \$ par réclamation et d'au moins 900 000 \$ pour l'ensemble des réclamations présentées au

cours de chaque période de garantie d'un an avec une franchise ne pouvant excéder 1 000 \$ par perte.

Dans le cas d'une société de médecins, le montant minimal de la garantie pour l'ensemble des réclamations présentées au cours de chaque période de garantie d'un an est multiplié jusqu'à concurrence de 1 500 \$. Il en va de même pour un médecin ayant d'autres médecins à son emploi.

#### **2.03.** Le contrat d'assurance doit prévoir que :

a) l'assureur s'engage à payer aux lieu et place de l'assuré, jusqu'à concurrence du montant de la garantie, tous dommages-intérêts que l'assuré peut légalement être tenu de payer à un tiers relativement à une réclamation présentée pendant la période de garantie et résultant de services professionnels rendus ou de l'omission de rendre des services par l'assuré dans l'exercice de ses fonctions, l'engagement s'étendant à toute réclamation présentée pendant les 3 ans qui suivent la période de garantie au cours de laquelle un assuré décède ;

b) l'assureur s'engage à prendre les faits et cause de l'assuré et à assumer sa défense dans toute demande dirigée contre ce dernier devant une juridiction civile ; les frais et dépens encourus pour l'enquête, la défense, les négociations et la conclusion d'un règlement de même que les intérêts sur condamnations sont à la charge de l'assureur en plus des montants de la garantie prévus au contrat d'assurance ;

c) l'assureur s'engage, lorsque l'assuré cesse d'exercer volontairement sa profession, à signer avec l'assuré un contrat d'assurance dont la garantie s'étend aux services rendus ou à l'omission de rendre des services par l'assuré dans l'exercice de ses fonctions avant l'entrée en vigueur de ce contrat ;

d) la garantie s'étend de plein droit, sans avis à l'assureur, aux personnes qui se joignent à l'assuré comme employés pendant la période de garantie, de même qu'aux médecins qui se joignent à l'assuré comme associés et en ce cas la société ainsi formée ou modifiée est tenue à toutes fins pour l'assuré.

**2.04.** Les exclusions généralement admises en assurance-responsabilité professionnelle peuvent être prévues au contrat d'assurance. Toutefois, une exclusion concernant les actes commis sous l'influence de narcotiques, de soporifiques, de drogues ou d'alcool ne peut être opposable à un tiers visé au paragraphe a de l'article 2.03.



**2.05.** Le médecin visé à l'article 2.01 doit fournir en transmettant au secrétaire, avant le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année ou à la date du début ou de la reprise de l'exercice de sa profession, une preuve qu'il est assuré conformément au présent règlement.

### SECTION III ÉQUIVALENCE

**3.01.** Un médecin est réputé s'être conformé au présent règlement s'il fournit dans le délai indiqué à l'article 2.05 une preuve qu'il est membre de l'Association canadienne de protection médicale.

**3.02.** Un médecin qui exerce sa profession uniquement pour le compte d'un organisme privé ou public sur une base salariale est réputé s'être conformé au présent règlement s'il fournit au secrétaire la preuve dans le délai indiqué à l'article 2.05 que son employeur détient un contrat d'assurance dont la garantie s'étend nommément à ce médecin, pourvu que ce contrat d'assurance comporte une garantie pour les limites minimales indiquées dans le présent règlement.



c. M-9, r.4

## Code de déontologie des médecins

Loi médicale  
(L.R.Q., c. M-9)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 87)

### CHAPITRE I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « Corporation » : la Corporation professionnelle des médecins du Québec ;
- b) « médecin » : quiconque est inscrit au tableau de la Corporation.

**1.02.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16) s'applique au présent règlement.

### CHAPITRE II ACTES DÉROGATOIRES À L'HONNEUR ET À LA DIGNITÉ DE LA PROFESSION

#### SECTION I INTERPRÉTATION

**2.01.01.** La violation d'un des articles de ce chapitre constitue un acte dérogatoire à l'honneur et à la dignité de la profession.

#### SECTION II DEVOIRS ET OBLIGATIONS ENVERS LE PUBLIC

**2.02.01.** Le médecin a le devoir primordial, à l'occasion de l'exercice de ses fonctions médicales, de protéger la santé et le bien-être des individus qu'il dessert tant sur le plan individuel que collectif.

**2.02.02.** Le médecin doit favoriser l'amélioration de la qualité et de la disponibilité des services professionnels dans le domaine où il exerce.

**2.02.03.** Le médecin doit favoriser les mesures d'éducation et d'information dans le domaine où il exerce.

**2.02.04.** Le médecin, exposant des opinions médicales par la voie de quelque médium d'information que ce soit s'adressant au public, doit :

- a) éviter toute publicité en sa faveur ou en faveur d'un établissement, clinique ou cabinet ;
- b) ne jamais produire ou faire état d'attestations fausses pour une méthode ou un remède ;
- c) informer la population des opinions généralement admises en médecine sur le sujet ;
- d) éviter toute publicité intempestive en faveur d'un médicament ou d'une méthode de traitement.

**2.02.05.** Le médecin exerçant sa profession sous un nom autre que le sien, dans les cas où la loi le permet, doit indiquer sur sa papeterie, ses enseignes intérieures et dans les annuaires téléphoniques son nom, en conformité avec le Règlement sur la publicité permise à un médecin (c. M-9, r.14).

### SECTION III DEVOIRS ET OBLIGATIONS ENVERS LE PATIENT

#### §1. Dispositions générales

**2.03.01.** Le médecin doit exercer sa profession dans le respect de la vie, de la dignité et de la liberté de la personne humaine.

**2.03.02.** Le médecin ne doit en aucune façon, ni directement, ni indirectement, porter atteinte au libre choix par le patient de son médecin.

**2.03.03.** Le médecin doit reconnaître en tout temps le droit du patient de consulter un confrère, un membre d'une autre corporation professionnelle ou une autre personne compétente.

**2.03.04.** Le médecin doit respecter le droit du patient de faire exécuter ses ordonnances de médicaments, de prothèses, d'orthèses ou de traitements à l'endroit et auprès de la personne de son choix. Il doit, le cas échéant, lui remettre une ordonnance en ce sens.

**2.03.05.** Le médecin ne peut refuser de traiter un patient pour des raisons de mœurs, de convictions politiques ou de langue ; il peut cependant, s'il juge que c'est dans

l'intérêt médical du patient, adresser celui-ci à un médecin qui connaît la langue du patient.

**2.03.06.** Le médecin doit informer son patient de ses convictions morales ou religieuses pouvant l'empêcher de lui recommander ou de lui administrer une forme de traitement qui pourrait être appropriée et l'aviser des conséquences possibles de l'absence de ce traitement.

**2.03.07.** Le médecin doit s'abstenir d'intervenir dans les affaires personnelles de son patient sur des sujets qui ne relèvent pas de la compétence médicale afin de ne pas restreindre indûment l'autonomie de son patient.

**2.03.08.** Le médecin doit, dans l'exercice de sa profession, avoir une conduite irréprochable envers tout patient, que ce soit sur le plan physique, mental ou émotif.

**2.03.09.** Le médecin doit chercher à établir une relation de confiance mutuelle entre lui-même et son patient et s'abstenir d'exercer sa profession d'une façon impersonnelle.

**2.03.10.** Avant de cesser de traiter un patient, le médecin doit s'assurer que celui-ci peut continuer à obtenir les soins requis et y contribuer dans la mesure nécessaire.

**2.03.11.** Le médecin doit collaborer avec son patient ou ses proches ou toute autre personne dans l'intérêt légitime de celui-là.

**2.03.12.** Le médecin, désirant adresser son patient à un autre médecin, doit assumer la responsabilité de ce patient tant que le nouveau médecin n'a pas pris celui-ci en charge.

**2.03.13.** Le médecin doit s'abstenir de garantir, directement ou indirectement, expressément ou implicitement, la guérison d'une maladie.

## *§2. Exercice de la médecine*

**2.03.14.** Le médecin doit exercer sa profession selon des principes scientifiques.

**2.03.15.** Le médecin doit exercer sa profession selon les normes médicales actuelles les plus élevées possibles ; à cette fin, il doit tenir à jour et perfectionner ses connaissances.

**2.03.16.** Le médecin doit tenir compte, dans l'exercice de sa profession, de ses capacités et de ses connaissances, de leurs limites, ainsi que des moyens à sa disposition ;

il doit, le cas échéant, consulter ou orienter ailleurs son patient.

**2.03.17.** Le médecin doit s'abstenir de faire des omissions, des manœuvres ou des actes intempestifs ou contraires aux données de la science médicale actuelle.

**2.03.18.** Le médecin doit élaborer son diagnostic avec la plus grande attention, en utilisant les méthodes scientifiques les plus appropriées et, si nécessaire, en recourant aux conseils les plus éclairés.

**2.03.19.** Le médecin doit s'abstenir d'employer, en dehors d'un milieu scientifique reconnu, des moyens de diagnostic ou de traitement insuffisamment éprouvés.

**2.03.20.** Le médecin doit s'abstenir d'exercer sa profession dans des circonstances ou états susceptibles de compromettre la qualité de ses services ou la dignité de la profession.

**2.03.21.** Le médecin ne doit fournir un soin ou donner une ordonnance de médicaments ou de traitement que si ceux-ci sont médicalement nécessaires.

**2.03.22.** Le médecin qui entreprend une recherche portant sur des êtres humains doit suivre une méthode scientifique et justifiée par la nature et le but de sa recherche.

**2.03.23.** Le médecin doit refuser sa collaboration ou sa participation à tout acte médical qui irait à l'encontre de l'intérêt du patient.

**2.03.24.** Le médecin ne doit pas demeurer seul avec son patient lorsqu'il utilise une méthode d'examen ou de traitement entraînant une perte de connaissance ou de conscience. Il doit retenir auprès de lui une personne capable de lui apporter l'assistance requise.

**2.03.25.** Le médecin ne doit pas diminuer la résistance physique ou mentale d'un patient sauf si cette diminution est nécessaire ou utile pour des motifs thérapeutiques ou prophylactiques.

**2.03.26.** Le médecin doit s'abstenir de procéder à des extractions dentaires, à moins qu'il n'y ait urgence.

**2.03.27.** Le médecin doit agir de telle sorte que le décès d'un patient qui lui paraît inévitable survienne dans la dignité. Il doit assurer à ce patient le soulagement approprié.

**2.03.28.** Sauf urgence, le médecin doit, avant d'entreprendre une investigation, un traitement ou une recherche, obtenir du patient ou de son représentant ou des personnes dont le consentement peut être requis par la loi, une autorisation libre et éclairée.

**2.03.29.** Le médecin doit s'assurer que le patient ou son représentant ou les personnes dont le consentement peut être requis par la loi ont reçu les explications nécessaires portant sur la nature, le but et les conséquences possibles de l'investigation, du traitement ou de la recherche que le médecin s'apprête à effectuer.

**2.03.30.** À moins dans tous les cas qu'il n'y ait juste cause, le médecin ne doit pas dissimuler un pronostic grave ou fatal à un patient qui en requiert la révélation.

**2.03.31.** Le médecin contrôleur ou le médecin expert qui examine un patient doit :

- a) faire connaître à ce patient le but de son travail ;
- b) s'abstenir d'obtenir de ce patient ou de lui faire toute révélation ou interprétation non pertinente à son travail ;
- c) s'abstenir, à moins qu'il n'y ait juste cause, d'une parole ou d'un geste susceptible de diminuer la confiance du patient envers son médecin ;
- d) communiquer son rapport à la personne ou à l'organisme qui a demandé l'examen de contrôle ou l'expertise.

**2.03.32.** Le médecin d'entreprise ou le médecin contrôleur doit communiquer directement au médecin traitant du patient qu'il examine, avec l'autorisation de ce dernier, tout renseignement qu'il juge important à son traitement.

**2.03.33.** Le médecin ne doit ni directement, ni indirectement, provoquer ou pratiquer un avortement en dehors des limites permises par la loi.

**2.03.34.** Sous réserve d'une loi ou d'un règlement à l'effet contraire, le médecin ne peut :

- a) prendre à titre d'associé, employé ou préposé aux fins d'exercer la médecine, une personne qui n'est pas médecin ;
- b) confier à une personne qui n'est pas médecin, le soin de poser des actes qui relèvent de l'exercice de la médecine ;
- c) conserver à titre d'associé, employé ou préposé, une personne qui n'est pas médecin et qu'il sait poser des actes qui relèvent de l'exercice de la médecine ;

d) collaborer avec une personne qui exerce illégalement la médecine.

**2.03.35.** Le médecin, dans l'exercice de sa profession, ne doit pas avoir de consultation avec un charlatan, un rebouteur ou un empirique, ni leur fournir de renseignements, ni collaborer de quelque façon que ce soit avec eux.

**2.03.36.** Le médecin doit s'abstenir de prescrire, vendre ou donner ou permettre d'obtenir sans raison médicale suffisante des substances psychotropes incluant l'alcool ou toute autre substance produisant des effets analogues à ceux que produisent les substances psychotropes incluant l'alcool.

**2.03.37.** Le médecin doit s'abstenir d'employer ou déclarer employer des remèdes ou traitements secrets ou en favoriser la diffusion.

### §3. Intégrité

**2.03.38.** Le médecin doit être loyal, intègre et attentif envers son patient.

**2.03.39.** Le médecin ne doit ni directement, ni indirectement tromper son patient ou le public, qu'il agisse seul ou avec le concours d'autrui. Il doit notamment éviter toute fausse représentation quant à son niveau de compétence.

**2.03.40.** Le médecin doit s'abstenir de délivrer à quiconque et pour quelque motif que ce soit un certificat de complaisance ou des documents contenant de faux renseignements.

**2.03.41.** Le médecin doit s'abstenir de rechercher ou d'obtenir indûment un profit par la prescription de médicaments, d'examen, de traitements ou d'appareils.

**2.03.42.** Le médecin doit s'abstenir d'accorder, dans l'exercice de sa profession, toute commission ou ristourne à quelque personne que ce soit.

**2.03.43.** Le médecin doit s'abstenir d'accepter, dans l'exercice de sa profession, toute commission, ristourne ou avantage matériel injustifié.

**2.03.44.** Le médecin doit s'abstenir de procurer ou faire procurer à un patient un avantage matériel injustifié.

**2.03.45.** Le médecin doit s'abstenir de verser toute forme de ristourne à un patient.

#### *§4. Disponibilité et diligence*

**2.03.46.** Le médecin doit faire preuve à l'égard de son patient d'une disponibilité et d'une diligence raisonnables.

**2.03.47.** Lorsqu'un médecin a raison de croire qu'un patient présente une condition susceptible d'entraîner des conséquences graves à moins d'attention médicale immédiate, il doit lui porter secours et lui fournir les soins les meilleurs possibles.

#### *§5. Responsabilité*

**2.03.48.** Le médecin ne doit pas requérir d'un patient ou d'une personne une renonciation à la responsabilité résultant d'une faute professionnelle de sa part ou d'examens médicaux, de traitements ou d'interventions chirurgicales qu'il fait subir.

#### *§6. Indépendance et désintéressement*

**2.03.49.** Le médecin doit sauvegarder en tout temps son indépendance professionnelle et éviter toute situation où il serait en conflit d'intérêts, notamment lorsque les intérêts en présence sont tels qu'il pourrait être porté à préférer certains d'entre eux à ceux de son patient ou que son intégrité et sa loyauté envers celui-ci pourraient être affectées.

**2.03.50.** Le médecin doit ignorer toute intervention d'un tiers en vue d'influer sur l'exécution de ses devoirs professionnels au préjudice de son patient.

**2.03.51.** Le médecin qui doit prendre part à une greffe ou à une transplantation d'organe ne doit pas participer à la constatation ni à la confirmation du décès du patient chez lequel l'organe doit être prélevé.

**2.03.52.** Sauf dans les cas d'urgence ou dans les cas qui manifestement ne présentent aucune gravité, le médecin doit s'abstenir de se traiter lui-même ou de traiter son conjoint ou ses enfants.

**2.03.53.** Le médecin doit assumer seul ou avec les médecins avec lesquels il pratique la conduite de son cabinet et l'exercice de sa profession ; il ne peut accepter aucun arrangement où la conduite de son cabinet ou l'exercice de sa profession ne demeurent pas entre ses mains ou celles des médecins avec lesquels il pratique, sous réserve des règlements adoptés par un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5).

**2.03.54.** Le médecin doit ignorer toute intervention qui ne respecte pas sa liberté professionnelle.

**2.03.55.** Le médecin doit s'abstenir d'être lui-même ou par personne interposée, actionnaire d'une compagnie qui fabrique ou met en marché des produits pharmaceutiques et qu'il est en son pouvoir de contrôler.

**2.03.56.** Le médecin ne peut participer à une entente selon laquelle le montant de ses honoraires professionnels pour une période donnée entre en ligne de compte dans le calcul du loyer qu'il doit payer pour son cabinet.

**2.03.57.** Le médecin peut charger à un autre professionnel oeuvrant dans le domaine de la santé un loyer dans le calcul duquel le montant des honoraires ou des comptes, ou le chiffre d'affaires de ce professionnel entrent en ligne de compte.

**2.03.58.** Le médecin ne doit faire aucune sollicitation de clientèle.

**2.03.59.** Le médecin ne peut utiliser ou permettre que soit utilisé son nom pour des fins commerciales.

**2.03.60.** Le médecin doit s'abstenir de faire le commerce des médicaments.

#### *§7. Fixation et paiement des honoraires*

**2.03.61.** Le médecin doit demander et accepter des honoraires justes et raisonnables pour les services non couverts par la Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., c. A-29).

**2.03.62.** Le médecin doit fournir à son patient toutes les explications nécessaires à la compréhension de son compte d'honoraires et des modalités de paiement pour les services non couverts par la Loi sur l'assurance-maladie.

**2.03.63.** Le médecin qui confie le recouvrement de la perception de ses honoraires à une autre personne ou à un organisme doit s'assurer que ceux-ci procèdent avec tact et mesure.

**2.03.64.** Le médecin ne doit pas vendre ou céder ses comptes pour honoraires professionnels, à moins que ce ne soit à un autre médecin, ou à moins que le patient n'y consente.

**2.03.65.** Le médecin doit s'abstenir de partager indûment des honoraires avec quiconque.

**2.03.66.** Le médecin doit s'abstenir de réclamer des honoraires pour des actes professionnels non dispensés.

**2.03.67.** Le médecin doit s'abstenir de réclamer d'un patient des honoraires pour des actes professionnels dont le coût est assumé par le régime d'assurance-maladie.

**2.03.68.** Le médecin doit s'abstenir d'exiger d'avance le paiement complet de ses services.

#### SECTION IV DEVOIRS ET OBLIGATIONS ENVERS LA PROFESSION

##### *§1. Disposition générale*

**2.04.01.** Le médecin doit s'abstenir de faire un usage immodéré de substances psychotropes, incluant l'alcool, ou de toute autre substance produisant des effets analogues à ceux que produisent les substances psychotropes incluant l'alcool.

##### *§2. Relations avec les confrères*

**2.04.02.** Le médecin doit fournir au médecin consultant tous les renseignements que ce dernier juge utiles.

**2.04.03.** Le médecin consultant doit fournir au médecin traitant, avec diligence et par écrit, les résultats de sa consultation et les recommandations qu'il juge appropriées.

**2.04.04.** Sauf urgence, le médecin consultant ou expert ne doit devenir médecin traitant d'un patient qu'à la demande ou après autorisation de ce dernier.

**2.04.05.** Le médecin assurant les soins d'un patient pendant l'absence de son médecin traitant, doit transmettre à celui-ci dès son retour, toute information utile pour la continuation du traitement.

**2.04.06.** Le médecin doit être loyal et intègre envers ses confrères et la profession et il ne doit pas surprendre la bonne foi d'un confrère ou se rendre coupable envers lui d'un abus de confiance ou de procédés déloyaux. Il ne doit pas, notamment, s'attribuer le mérite de travaux qui revient à un confrère.

**2.04.07.** Dans les cas d'urgence, le médecin a le devoir d'assister son confrère dans l'exercice de sa profession lorsque celui-ci lui en fait la demande.

**2.04.08.** Le médecin qui soigne d'urgence un patient doit être considéré comme le médecin traitant jusqu'à l'arrivée du médecin habituel du patient. Il doit se retirer dès que ce dernier peut assumer ses responsabilités.

**2.04.09.** Le médecin doit, lorsqu'il adresse un patient à un autre médecin, fournir à celui-ci les renseignements qu'il possède pouvant aider au traitement de ce patient.

**2.04.10.** Chacun des médecins pratiquant en groupe a l'obligation de voir à ce que soit remis à celui d'entre eux qui quitte le groupe, à sa demande, copie du dossier médical des patients qui l'ont consulté.

##### *§3. Relations avec la Corporation*

**2.04.11.** Le médecin doit répondre par écrit dans les plus brefs délais à toute correspondance provenant du syndicat, d'un syndicat adjoint, d'un enquêteur, d'un membre ou d'un expert du comité d'inspection professionnelle de la Corporation.

**2.04.12.** Le médecin doit, dans les plus brefs délais, après demande du secrétaire de la Corporation, communiquer à celui-ci les renseignements requis pour la confection du tableau.

**2.04.13.** Le médecin doit signaler à la Corporation tout candidat à l'exercice de la médecine qu'il a des raisons de croire inapte à cette profession ainsi que tout médecin exerçant sa profession avec incompétence, malhonnêteté ou en contravention avec les stipulations du Code de déontologie médicale.

**2.04.14.** Le médecin doit s'abstenir d'accepter ou d'offrir de l'argent, ou tout autre avantage, pour contribuer ou avoir contribué à faire adopter une décision quelconque par le Bureau de la Corporation ou l'un quelconque de ses organismes ou officiers.

##### *§4. Contribution à l'avancement de la profession*

**2.04.15.** Le médecin doit, dans la mesure de ses possibilités, aider au développement de sa profession par l'échange de ses connaissances et de son expérience avec ses confrères et les étudiants, et par sa participation aux cours et aux stages de formation continue.

#### CHAPITRE III SECRET PROFESSIONNEL

**3.01.** Le médecin doit garder secret ce qui est venu à sa connaissance dans l'exercice de sa profession ; il doit notamment s'abstenir de tenir des conversations indiscrettes au sujet de ses patients ou des services qui leur sont rendus ou de révéler qu'une personne a fait appel à ses services, à moins que la nature du cas ne l'exige.

**3.02.** Le médecin doit prendre les moyens raisonnables à l'égard de ses employés et du personnel qui l'entoure pour que soit préservé le secret professionnel.

**3.03.** Le médecin ne doit pas faire usage de renseignements de nature confidentielle au préjudice d'un patient.

**3.04.** Le médecin peut cependant divulguer les faits dont il a eu personnellement connaissance, lorsque le patient ou la loi l'y autorise, lorsqu'il y a une raison impérative et juste ayant trait à la santé du patient ou de son entourage.

**3.05.** À moins qu'il n'y ait juste cause, le médecin ne peut révéler à l'entourage du patient un pronostic grave ou fatal si celui-ci le lui interdit.

#### **CHAPITRE IV ACCESSIBILITÉ DES DOSSIERS ET RENSEIGNEMENTS**

**4.01.** Sur demande du patient, le médecin doit remettre au médecin, à l'employeur, à l'établissement ou à l'assureur que le patient lui indique, les informations pertinentes du dossier médical qu'il tient à son sujet ou dont il assure la conservation.

**4.02.** Sauf quand cela est préjudiciable à la santé du patient, le médecin doit respecter le droit de ce patient de prendre connaissance des documents qui le concernent dans tout dossier constitué à son sujet et d'obtenir une copie de ces documents.

**4.03.** Le médecin doit fournir au patient qui en fait la demande, ou à telle personne que celui-ci indique, tous les renseignements qui lui permettraient de bénéficier d'un avantage auquel il peut avoir droit.

---

D. 816-80, (1980) 112 G.O.II, 1877

Décision du 18.09.81, (1981) 113 G.O.II, 5469



c. M-9, r.5

## Règlement sur le comité conjoint de la formation en médecine

Loi médicale  
(L.R.Q., c. M-9)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 184)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Le présent règlement est adopté en vertu du paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 184 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26).

**1.02.** Dans le présent règlement, l'expression « représentant institutionnel » désigne la personne nommée par une université afin de coordonner pour cette université la mise en place et le fonctionnement des comités conjoints établis par le gouvernement en vertu du paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 184 du Code des professions.

### SECTION II CRÉATION DU COMITÉ

**2.01.** Il est établi un comité conjoint composé de la façon suivante :

- a)* 4 représentants de la Corporation professionnelle des médecins du Québec ;
- b)* 1 représentant de la Faculté de médecine de l'Université Laval désigné par le représentant institutionnel de cette dernière ;
- c)* 1 représentant de la Faculté de médecine de l'Université McGill désigné par le représentant institutionnel de cette dernière ;
- d)* 1 représentant de la Faculté de médecine de l'Université de Montréal désigné par le représentant institutionnel de cette dernière ;
- e)* 1 représentant de la Faculté de médecine de l'Université de Sherbrooke désigné par le représentant institutionnel de cette dernière ;
- f)* 2 étudiants nommés par les étudiants en médecine du Québec ;
- g)* 2 représentants nommés par la Fédération des médecins internes et résidents du Québec.

### SECTION III MANDAT DU COMITÉ

**3.01.** Le mandat du comité est de soumettre aux organismes ou groupements représentés au sein du comité ainsi qu'à l'Office des professions du Québec, à la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec, au comité conjoint des programmes du ministère de l'Éducation et du Conseil des universités et au représentant institutionnel de chaque université mentionnée à l'article 2.01, des recommandations concernant :

- a)* l'élaboration des programmes de formation en médecine de niveau pré-gradué et post-gradué ;
- b)* la préparation des examens et des autres mécanismes d'évaluation des personnes inscrites aux programmes mentionnés au paragraphe *a* ;
- c)* les stages de formation professionnelle ;
- d)* les examens professionnels ;
- e)* la formation continue des médecins.

**3.02.** Le comité peut en outre étudier les recommandations du comité des études médicales de la Corporation professionnelle des médecins du Québec qui lui sont communiquées par cette dernière, et soumettre des recommandations sur celles-ci aux organismes, groupements et personnes mentionnés à l'article 3.01.

### SECTION IV PROCÉDURE DU COMITÉ

**4.01.** Chaque membre du comité a droit de vote.

**4.02.** Les membres du comité désignent parmi eux un président.

**4.03.** Le secrétariat du comité est assuré par la Corporation professionnelle des médecins du Québec.

**4.04.** Le président fixe la date et l'heure des réunions du comité, convoque ces réunions et les préside.

**4.05.** Le quorum du comité est de 7 membres.



**4.06.** Le secrétaire dresse un procès-verbal de chaque réunion du comité et en expédie une copie aux organismes, groupements et personnes mentionnés à l'article 3.01.

**4.07.** Les recommandations sont formulées à la majorité des voix ; au cas d'égalité, le président donne un vote supplémentaire.

**4.08.** Les recommandations ne lient pas les organismes ou groupements représentés au sein du comité.

**4.09.** Les recommandations qui ne sont pas acceptées par les organismes ou groupements représentés au sein du comité sont retournées à ce dernier pour révision.

**4.10.** Le comité doit tenir au moins une réunion par année.



c. M-9, r.6

## Règlement sur les conditions et formalités de révocation de l'immatriculation en médecine

Loi médicale

(L.R.Q., c. M-9, a. 19)

Code des professions

(L.R.Q., c. C-26)

### SECTION I

#### DISPOSITION GÉNÉRALE

**1.01.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

### SECTION II

#### CONDITIONS DE RÉVOCATION

**2.01.** L'immatriculation d'une personne à la Corporation professionnelle des médecins du Québec peut être révoquée si cette personne :

a) abandonne les études médicales, les études de spécialité ou les stages de formation professionnelle pour lesquels elle est inscrite ;

b) fait l'objet d'un renvoi ou d'une suspension par une faculté de médecine du Québec ;

c) présente un état physique ou psychique incompatible avec l'exercice de la médecine ;

d) enfreint les dispositions du Code des professions (L.R.Q., c. C-26), de la Loi médicale (L.R.Q., c. M-9) ou des règlements sous leur empire qui lui sont applicables ;

e) a fait l'objet d'une décision définitive d'un tribunal canadien la déclarant coupable d'un acte criminel qui peut faire l'objet d'une poursuite par voie de mise en accusation seulement ;

f) a fait à la Corporation une fausse déclaration ou lui a présenté de faux documents ;

g) agit ou a un comportement tel que la sécurité ou le bien-être des malades avec lesquels elle est en rapport se trouve menacé ;

h) fait l'objet d'une évaluation non satisfaisante de la part des professeurs sous l'autorité desquels elle a travaillé ;

i) exerce la médecine ou pose des actes médicaux ailleurs ou autrement que ce qui est prévu aux règlements ou sur sa carte de stage, ou autres que ceux qu'elle est autorisée à poser lors de son stage.

### SECTION III

#### FORMALITÉS DE RÉVOCATION

**3.01.** Lorsque le Bureau ou, sous réserve d'une délégation de pouvoir, le Comité administratif est saisi d'un cas de révocation d'immatriculation, le secrétaire de la Corporation en avise la personne concernée au moins 10 jours avant la date fixée pour l'étude du cas.

**3.02.** Le Bureau ou le Comité administratif doit permettre à la personne concernée de se faire entendre.

**3.03.** La décision de révoquer l'immatriculation d'une personne prend effet le jour même où elle est rendue et le certificat d'immatriculation remis à cette personne est dès lors nul et considéré comme inexistant.

**3.04.** La décision de révoquer le certificat d'immatriculation est consignée par écrit et motivée ; elle est transmise aux intéressés dans les plus brefs délais.

A.C. 2244-75, (1975) 107 G.O II, 1019, 2847 et 2373





c. M-9, r.7

## Règlement sur certaines conditions et modalités de délivrance des certificats de spécialiste de la Corporation professionnelle des médecins du Québec

Loi médicale  
(L.R.Q., c. M-9)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

- a) « année universitaire » : la période de 12 mois débutant le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année ;
- b) « Corporation » : la Corporation professionnelle des médecins du Québec ;
- c) « établissement » : un établissement affilié à une université au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5) ;
- d) « externat » : la période de formation clinique d'un étudiant en médecine avant l'obtention de son doctorat en médecine ;
- e) « internat » : les stages effectués en vue de l'obtention d'un permis ;
- f) « interne » : celui qui effectue un stage en vue de l'obtention d'un permis ;
- g) « niveau de formation » : l'une ou l'autre des années de résidence ;
- h) « poste » : l'emploi occupé dans un établissement aux fins de la résidence ;
- i) « recherche clinique » : recherche effectuée auprès de malades à l'occasion d'un stage de formation ;
- j) « résidence » : les stages effectués en vue de l'obtention d'un certificat de spécialiste ou en vue de parfaire une formation professionnelle ;
- k) « résident » : celui qui effectue un stage en vue de l'obtention d'un certificat de spécialiste ou en vue de parfaire sa formation professionnelle ;

l) « stage clinique » : stage effectué auprès de malades.

**1.02.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

### SECTION II PRINCIPE GÉNÉRAL

**2.01.** Le candidat doit, aux fins d'obtenir un certificat de spécialiste, compléter une année d'internat, puis effectuer les stages et réussir les examens prescrits par le présent règlement.

### SECTION III STAGES

#### §1. Lieu, durée et contenu des stages

**3.01.01.** À moins que le contexte n'indique un sens différent, les stages requis par le présent règlement sont effectués dans un programme universitaire de formation post-doctorale approuvé à cette fin par la Corporation, dans un établissement alors agréé par elle et dans le cadre et les limites de cet agrément, le tout tel qu'il appert à la « liste des agréments » établie le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année par la Corporation.

**3.01.02.** La Corporation publie annuellement la « liste des agréments ».

**3.01.03.** 1) Les stages requis en vue de l'obtention d'un certificat de spécialiste dans les différentes spécialités de même que leur durée minimale sont prévus à l'annexe I.

2) Pour le diplômé d'une faculté de médecine d'une université du Québec, du Canada ou des États-Unis, la durée des stages est réduite de 12 mois lorsque l'internat a été accompli dans le cadre d'un programme universitaire de formation post-doctorale pour la spécialité postulée.

**3.01.04.** Les stages qui ne sont pas conformes aux exigences de l'annexe I ne peuvent valoir pour les fins d'obtention d'un certificat de spécialiste. Un candidat peut toutefois faire reconnaître un stage particulier par le comité d'examen des titres qui l'approuve s'il est compatible avec les exigences de l'annexe I.

**3.01.05.** Les stages doivent être suivis d'un rapport de stages signé par le doyen de la faculté ou son représentant. Ils sont jugés complétés par la Corporation et par la faculté de qui relèvent les programmes de formation du candidat lorsque celui-ci, d'après l'ensemble des rapports de stages, répond aux critères minimaux de connaissance, d'aptitudes et d'attitudes reliés à la spécialité.

## §2. Carte de stages

**3.02.01.** Un candidat ne peut débiter un stage qu'après avoir reçu de la Corporation une carte de stages.

**3.02.02.** La carte de stages est émise par le secrétaire au candidat qui :

- a) est immatriculé au registre des personnes poursuivant des études de spécialité ;
- b) est détenteur d'un diplôme donnant ouverture à un permis, octroyé par une faculté de médecine d'une université du Québec, du Canada ou des États-Unis ;
- c) fournit la preuve de son acceptation dans un programme de formation dont il est question à l'article 3.01.01 ;
- d) fournit un certificat d'emploi d'un établissement participant à un tel programme, à un poste conforme à son niveau de formation ;
- e) remplit une demande à cet effet en la forme et suivant ce qui est prévu à l'annexe II ;
- f) paie les sommes prescrites aux fins de l'obtention de la carte, dans les cas où il n'est pas détenteur d'un permis.

**3.02.03.** Une carte de stages peut être émise au candidat qui remplit les conditions de l'article 3.02.02 sauf celle prévue au paragraphe b, s'il a obtenu un diplôme de docteur en médecine, ou un diplôme équivalent octroyé par une école de médecine ou une université mentionnée dans le « Répertoire mondial des facultés de médecine » publié par l'Organisation mondiale de la santé, au moment où ce diplôme a été décerné, et si :

- a) il entre dans le cadre d'un programme d'échanges ou d'accueil approuvé par la Corporation ; ou si,
- b) il a réussi aux examens de la Corporation pour l'admissibilité aux stages des docteurs en médecine diplômés d'une université ou école située hors du Canada et des États-Unis, en obtenant la note « C » (« satisfaisant ») ; ou si,
- c) il a obtenu le standard de l'ECFMG (*Educational Commission for Foreign Medical Graduates*) des États-Unis ; et si,

d) dans le cas où il se prévaut du paragraphe b ou c, il a de plus complété avec succès, selon les critères mentionnés à l'article 3.01.05, une année d'internat en vue de l'obtention du permis à l'intérieur d'un programme de formation post-doctorale d'une faculté de médecine du Québec, du Canada ou des États-Unis, à moins qu'il n'ait été recommandé par le directeur du département universitaire et le doyen de sa faculté d'attache que pour une année de résidence avec engagement de retour à sa faculté d'attache à la fin de cette année ; et si,

e) dans le cas où il se prévaut des paragraphes a et c, il paie les sommes prescrites aux fins de l'étude de son dossier.

**3.02.04.** Le secrétaire n'émet pas la carte de stages si :

- a) le nombre de candidats immatriculés dans l'établissement où le candidat a obtenu son certificat d'emploi est déjà égal au nombre de postes agréés par la Corporation pour cet établissement, tel que prévu à la « liste des agréments » ;
- b) le nombre de candidats acceptés dans le programme de formation de la faculté mentionnée pour la spécialité concernée est déjà égal au nombre de candidats agréé par la Corporation pour cette faculté, tel que prévu à la « liste des agréments » ;
- c) la durée du séjour projetée par le candidat dans l'établissement où il a obtenu son emploi dépasse la durée de séjour agréée dans cet établissement pour ce candidat, tel que prévu à la « liste des agréments » ;
- d) le stage postulé par le candidat ne lui est pas nécessaire pour l'obtention du permis ou du certificat de spécialiste postulé ;
- e) le certificat d'emploi engage le candidat à un poste qui n'est pas conforme à son niveau de formation.

**3.02.05.** 1) Toutefois, nonobstant le paragraphe d de l'article 3.02.04, le secrétaire peut émettre une carte de stages à un candidat détenteur d'un permis et admis à poursuivre un programme de formation comportant une année de formation supplémentaire au programme régulier de la faculté à condition que ce programme de formation supplémentaire soit approuvé par la Corporation et que la candidature soit recommandée par le doyen de la faculté de médecine concernée.

2) Le programme de formation supplémentaire prévu au paragraphe 1 est approuvé si :

- a) il s'agit d'un programme d'études avancées ; et
- b) le candidat est détenteur d'un permis ; et

c) le candidat a manifesté son intention d'exercer la médecine au Québec.

**3.02.06.** La carte de stages émise au candidat fait état de son immatriculation, des établissements où il doit effectuer son stage, des postes qu'il est autorisé à y occuper de même que leur durée. Elle porte le fac-similé de la signature du secrétaire.

**3.02.07.** Le candidat peut poser les actes correspondant à son niveau de formation mais il ne peut le faire qu'aux endroits où il effectue cette stages, tels que décrits sur sa carte de stages, le tout dans le respect de la déontologie médicale.

**3.02.08.** La carte de stages est valide jusqu'à la fin de l'année universitaire durant laquelle elle est émise ou jusqu'à la date qui y est indiquée. Elle prend fin :

- a) à l'expiration de cette période ; ou
- b) à la résiliation de l'inscription de son titulaire au programme de formation ou au retrait de son titulaire du programme ; ou
- c) au moment où l'immatriculation du candidat est révoquée.

**3.02.09.** Une nouvelle carte de stages pour l'année universitaire suivante est émise au candidat qui remplit les conditions de l'article 3.02.02 et qui :

- a) remplit une demande à cet effet en la forme et suivant ce qui est prévu à l'annexe II ;
- b) remet au secrétaire les documents mentionnés ci-dessus qu'il accompagne, dans le cas où les paragraphes a et c de l'article 3.02.03 s'appliquent, d'un chèque visé ou d'un mandat-poste en paiement des montants prescrits.

**3.02.10.** Rien dans les articles 3.02.06 et 3.02.07 ne doit être interprété comme limitant les droits d'exercice de la médecine d'un membre de la Corporation.

## SECTION IV EXAMENS

### §1. Admissibilité aux examens

**4.01.01.** Pour pouvoir se présenter aux examens, le candidat doit être porteur d'une lettre d'admissibilité aux examens.

Une lettre d'admissibilité aux examens écrits et oraux ne peut être émise à un candidat qui n'a pas débuté sa dernière année de stages.

Toutefois, nonobstant le paragraphe b de l'article 4.01.02, un candidat peut obtenir, durant son avant-dernière année de stages, une lettre d'admissibilité aux examens écrits seulement ; ce candidat doit obtenir par la suite, durant sa dernière année de stages, une autre lettre d'admissibilité pour les examens oraux.

**4.01.02.** 1) Pour obtenir cette lettre d'admissibilité aux examens, le candidat doit :

a) remplir une demande à cet effet en la forme et suivant ce qui est prévu à l'annexe III ;

b) démontrer que les stages accomplis au moment de sa demande ont été jugés complétés conformément à l'article 3.01.05 ;

c) fournir sa photographie récente en 2 exemplaires (type passeport 3"×3") reconnue authentique par la signature de 2 témoins ;

d) retourner les documents ci-dessus au secrétaire avec la somme prescrite au moins 5 mois avant date des examens écrits.

2) Lorsqu'une lettre d'admissibilité aux examens est émise avant que l'ensemble des stages ne soit accompli, le candidat doit démontrer que ces stages ont ensuite été parachevés et jugés complétés conformément à l'article 3.01.05.

**4.01.03.** L'admissibilité aux examens pour chaque candidat est constatée par le comité d'examen des titres de la Corporation. Lorsque l'admissibilité est refusée, le comité peut cependant reviser sa décision si le candidat lui présente des faits nouveaux.

**4.01.04.** L'admissibilité aux examens est communiquée par écrit au candidat par le secrétaire.

**4.01.05.** Un candidat ne peut se présenter aux examens que pendant les 3 ans qui suivent la date de sa lettre d'admissibilité. Après ces 3 ans, le candidat qui désire se présenter aux examens ou reprendre un examen doit présenter une nouvelle demande d'admissibilité suivant la procédure ordinaire.

La durée d'une nouvelle lettre d'admissibilité est de 3 ans à moins que le comité d'examen des titres ne lui assigne une durée plus courte. Le comité n'est pas tenu d'émettre une troisième lettre.

**4.01.06.** Nonobstant le troisième alinéa de l'article 4.01.01 et le paragraphe b de l'article 4.01.02, le résident en médecine interne ou en pédiatrie peut être admissible aux examens écrits s'il a accompli avec succès au moins 2 des années de résidence de la spécialité concernée.

**4.01.07.** Nonobstant l'article 4.01.05, le résident qui a réussi aux examens écrits de certification en médecine interne ou en pédiatrie en cours de résidence peut être admissible aux examens oraux, cliniques et pratiques, durant les 3 ans qui suivent la fin de sa résidence.

**4.01.08.** Nonobstant les troisième alinéa de l'article 4.01.01 et le paragraphe *b* de l'article 4.01.02, le résident en anesthésie-réanimation peut être admissible aux examens écrits de certification en anesthésie-réanimation, s'il a accompli au moins 3 années de résidence dans un programme d'anesthésie-réanimation.

Nonobstant l'article 4.01.05, ce candidat peut être admissible aux autres examens dans les 3 ans qui suivent la fin de sa résidence pourvu qu'il ait réussi les examens prévus au premier alinéa.

## §2. Examens de spécialité

**4.02.01.** Les examens auxquels doivent se soumettre les candidats sont des examens écrits ou oraux, cliniques ou pratiques.

**4.02.02.** Les examens évaluent le candidat en vue de déterminer s'il est apte à exercer la spécialité et notamment à servir comme consultant dans la spécialité.

**4.02.03.** Le plagiat, la tentative de plagiat ou la participation au plagiat à un examen entraîne l'échec à l'examen sur décision du comité d'examen des titres.

**4.02.04.** 1) Pour chaque spécialité, un jury d'examineurs constitué d'au moins 3 médecins est nommé par le comité d'examen des titres qui précise leur mandat. Le secrétaire de la corporation ou, à défaut, le président, peut nommer des examinateurs pour remplacer les examinateurs malades, absents ou incapables d'agir, ou pour les assister en cas de besoin.

2) Les examinateurs sont nommés pour une période de 2 ans ; leur mandat est renouvelable.

3) Au moins 3 des examinateurs doivent être des spécialistes dans la spécialité concernée, sauf pour les 4 premières années d'existence d'une spécialité nouvelle.

**4.02.05.** Deux examinateurs de la spécialité concernée constituent le quorum du jury et peuvent procéder soit aux examens écrits soit aux examens oraux, cliniques ou pratiques.

**4.02.06.** À chaque année, il se tient au moins une session d'examens. Les endroits et dates des examens sont fixés par le secrétaire et communiqués aux candidats.

**4.02.07.** Lors des examens, le candidat peut utiliser la langue française ou la langue anglaise.

**4.02.08.** Lorsqu'un candidat échoue, le jury peut, après avoir apprécié si les déficiences du candidat sont susceptibles d'être corrigées par une période supplémentaire de formation, faire des recommandations au comité d'examen des titres relativement à ce candidat.

**4.02.09.** Un candidat ne peut se présenter plus de 4 fois à un examen à moins que le comité d'examen des titres n'ait décidé, après avoir apprécié si les déficiences du candidat sont susceptibles d'être corrigées par une période de formation additionnelle, qu'il peut se présenter à nouveau après telle période de formation additionnelle que le comité estime nécessaire.

**4.02.10.** Le candidat qui désire reprendre un examen remplit une demande à cet effet en la forme et suivant ce qui est prévu à l'annexe IV, produit le cas échéant une attestation qu'il a complété suivant les normes prévues à l'article 3.01.05 la période de formation additionnelle qui a pu être requise, et dans ce cas, remplit de nouveau une demande d'admissibilité aux examens en la forme et suivant ce qui est prévu à l'annexe III et retourne ces documents au secrétaire avec la somme prescrite au moins 2 mois avant la date de l'examen.

**4.02.11.** Un candidat admissible, qui désire se présenter aux examens écrits ou oraux, s'y inscrit au moyen d'une demande à cet effet en la forme et suivant ce qui est prévu à l'annexe IV, au moins 2 mois avant la date de l'examen.

**4.02.12.** Un candidat réussit à un examen écrit, oral, clinique ou pratique, lorsqu'il obtient la note C (« satisfaisant »).

## §3. Examens écrits

**4.03.01.** Le Bureau décide, pour chaque examen, si la technique des questions à développement ou la technique des questionnaires objectifs, ou une autre technique, sera utilisée. Le jury concerné établit les questions et décide si le candidat réussit ou non à l'examen.

**4.03.02.** Le secrétaire, ou une personne qu'il désigne à cette fin, fait subir les examens écrits et en fait assurer la surveillance.

**4.03.03.** L'anonymat est assuré lors de la correction des examens.

#### §4. Examens oraux, cliniques ou pratiques

**4.04.01.** Un candidat ne peut se présenter à l'examen oral, clinique ou pratique, s'il n'a pas réussi à l'examen écrit.

**4.04.02.** À l'examen oral, clinique ou pratique, une carte d'identité portant la signature du secrétaire et la photographie du candidat ainsi qu'un résumé de son dossier préparé par le secrétaire, sont remis au jury des examinateurs.

**4.04.03.** Le jury décide si le candidat réussit ou non à l'examen.

### SECTION V SPÉCIALITÉS NOUVELLES

**5.01.** Dans les 30 jours de l'entrée en vigueur d'un règlement du Bureau créant une spécialité nouvelle, le secrétaire de la Corporation informe chaque médecin alors inscrit au tableau, au moyen d'un avis dans le bulletin de la Corporation ou autrement, de la création de la spécialité nouvelle et de la date de l'entrée en vigueur du règlement la créant, et en reproduisant la section V du présent règlement.

**5.02.** Dans les 6 mois suivant l'expédition d'un avis du secrétaire annonçant l'entrée en vigueur d'un règlement du Bureau créant une spécialité nouvelle, un médecin peut présenter au comité d'examen des titres une demande d'équivalence pour obtenir un certificat de spécialiste dans cette spécialité nouvelle sans avoir à passer les examens ou sans avoir à accomplir les stages mentionnés à l'article 2.01.

**5.03.** Le comité d'examen des titres recommande l'octroi de cette équivalence si le médecin qui la demande a démontré :

a) que sa formation académique, les stages qu'il a faits ou son expérience pratique répondent dans leur ensemble aux exigences de la Corporation pour la spécialité qu'il a postulée ; et

b) qu'il exerce alors dans le champ d'activités professionnelles relié à la nouvelle spécialité.

**5.04.** Le comité d'examen des titres évalue dans chaque cas d'espèce l'étendue de l'équivalence.

**5.05.** Le comité d'examen des titres peut recommander qu'un certificat de spécialiste dans la spécialité nouvelle soit octroyé au médecin avec dispense de stages ou d'examens ou des deux à la fois.

**5.06.** Le Bureau reconnaît les équivalences, dans chaque cas d'espèce, sur rapport du comité d'examen des titres.

### SECTION VI DÉLIVRANCE DES CERTIFICATS DE SPÉCIALISTE

**6.01.** 1) Lorsque le candidat a rempli les conditions fixées par la Loi et le présent règlement, un certificat de spécialiste est émis en sa faveur, s'il est déjà détenteur d'un permis.

2) Un certificat de spécialiste ne peut être délivré au candidat qui y a autrement droit qu'au moment où il obtient un permis ; le certificat n'est alors daté et délivré qu'à la date de l'attribution du permis.

3) Toutefois, une attestation de réussite à l'examen du certificat peut être émise à un candidat qui n'est pas détenteur d'un permis.

### ANNEXE I

(a. 3.01.03 et 3.01.04)

### STAGES REQUIS EN VUE DE L'OBTENTION D'UN CERTIFICAT DE SPÉCIALISATION DANS LES DIFFÉRENTES SPÉCIALITÉS

1. **Allergie** : 48 mois de formation comprenant :

a) 18 mois de stage clinique en médecine interne ou en pédiatrie ;

b) 18 mois de stage clinique en allergie ;

c) 12 mois dont le contenu peut varier selon le programme universitaire mentionné à l'article 3.01.01 ; si cette année n'est pas incluse dans le programme universitaire approuvé, le candidat doit en proposer le contenu et le faire approuver par le comité d'examen des titres.

2. **Anatomo-pathologie** : 48 mois de formation comprenant :

a) 36 mois de stage en anatomo-pathologie ;

b) 12 mois dont le contenu peut varier selon le programme universitaire mentionné à l'article 3.01.01 ; si cette année n'est pas incluse dans le programme universitaire approuvé, le candidat doit en proposer le contenu et le faire approuver par le comité d'examen des titres.

3. **Anesthésie-réanimation** : 48 mois de formation comprenant :

a) 36 mois de stage en anesthésie-réanimation ;

b) 12 mois dont le contenu peut varier selon le programme universitaire mentionné à l'article 3.01.01 ; si cette année n'est pas incluse dans le programme universi-



taire approuvé, le candidat doit en proposer le contenu et le faire approuver par le comité d'examen des titres.

**4. Biochimie médicale :** 48 mois de formation comprenant :

a) 36 mois de stages en laboratoire de biochimie dont au moins 12 mois en milieu hospitalier ;

b) 12 mois dont le contenu peut varier selon le programme universitaire mentionné à l'article 3.01.01 ; si cette année n'est pas incluse dans le programme universitaire approuvé, le candidat doit en proposer le contenu et le faire approuver par le comité d'examen des titres.

**5. Cardiologie :** 48 mois de formation comprenant :

a) 18 mois de stage clinique en médecine interne ou en pédiatrie ;

b) 18 mois de stage clinique en cardiologie ;

c) 12 mois dont le contenu peut varier selon le programme universitaire mentionné à l'article 3.01.01 ; si cette année n'est pas incluse dans le programme universitaire approuvé, le candidat doit en proposer le contenu et le faire approuver par le comité d'examen des titres.

**6. Chirurgie cardio-vasculaire et thoracique :** 60 mois de formation comprenant :

a) 24 mois de stage dans les services de chirurgie générale ;

b) 24 mois de stage en chirurgie cardio-vasculaire et thoracique ;

c) 12 mois dont le contenu peut varier selon le programme universitaire mentionné à l'article 3.01.01 ; si cette année n'est pas incluse dans le programme universitaire approuvé, le candidat doit en proposer le contenu et le faire approuver par le comité d'examen des titres.

**7. Chirurgie générale :** 48 mois de formation comprenant :

a) 36 mois de stage en chirurgie générale ;

b) 12 mois dont le contenu peut varier selon le programme universitaire mentionné à l'article 3.01.01 ; si cette année n'est pas incluse dans le programme universitaire approuvé, le candidat doit en proposer le contenu et le faire approuver par le comité d'examen des titres.

**8. Chirurgie orthopédique :** 48 mois de formation comprenant :

a) 12 mois de stage dans les services de chirurgie générale ;

b) 24 mois de stage en chirurgie orthopédique ;

c) 12 mois dont le contenu peut varier selon le programme universitaire mentionné à l'article 3.01.01 ; si

cette année n'est pas incluse dans le programme universitaire approuvé, le candidat doit en proposer le contenu et le faire approuver par le comité d'examen des titres.

**9. Chirurgie plastique :** 48 mois de formation comprenant :

a) 24 mois de stage dans les services de chirurgie générale ;

b) 24 mois de stage en chirurgie plastique.

**10. Dermatologie :** 48 mois de formation comprenant :

a) 12 mois de stage clinique en médecine interne ou en pédiatrie ;

b) 24 mois de stage clinique en dermatologie ;

c) 12 mois dont le contenu peut varier selon le programme universitaire mentionné à l'article 3.01.01 ; si cette année n'est pas incluse dans le programme universitaire approuvé, le candidat doit en proposer le contenu et le faire approuver par le comité d'examen des titres.

**11. Endocrinologie :** 48 mois de formation comprenant :

a) 18 mois de stage clinique en médecine interne ou en pédiatrie ;

b) 18 mois de stage clinique en endocrinologie ;

c) 12 mois dont le contenu peut varier selon le programme universitaire mentionné à l'article 3.01.01 ; si cette année n'est pas incluse dans le programme universitaire approuvé, le candidat doit en proposer le contenu et le faire approuver par le comité d'examen des titres.

**12. Gastro-entérologie :** 48 mois de formation comprenant :

a) 18 mois de stage clinique en médecine interne ou en pédiatrie ;

b) 18 mois de stage clinique en gastro-entérologie ;

c) 12 mois dont le contenu peut varier selon le programme universitaire mentionné à l'article 3.01.01 ; si cette année n'est pas incluse dans le programme universitaire approuvé, le candidat doit en proposer le contenu et le faire approuver par le comité d'examen des titres.

**13. Hématologie :** 48 mois de formation comprenant :

a) 18 mois de stage clinique en médecine interne ou en pédiatrie ;

b) 18 mois de stage clinique en hématologie ;

c) 12 mois dont le contenu peut varier selon le programme universitaire mentionné à l'article 3.01.01 ; si cette année n'est pas incluse dans le programme universitaire approuvé, le candidat doit en proposer le contenu et le faire approuver par le comité d'examen des titres.

**14. Hygiène et santé publiques.****15. Médecine interne :** 48 mois de formation comprenant :

- a) 36 mois de stage clinique en médecine interne ;
- b) 12 mois dont le contenu peut varier selon le programme universitaire mentionné à l'article 3.01.01 ; si cette année n'est pas incluse dans le programme universitaire approuvé, le candidat doit en proposer le contenu et le faire approuver par le comité d'examen des titres.

**16. Médecine nucléaire :** 48 mois de formation comprenant :

- a) 12 mois de stage clinique en médecine interne ;
- b) 24 mois de stage clinique en médecine nucléaire ;
- c) 12 mois dont le contenu peut varier selon le programme universitaire mentionné à l'article 3.01.01 ; si cette année n'est pas incluse dans le programme universitaire approuvé, le candidat doit en proposer le contenu et le faire approuver par le comité d'examen des titres.

**17. Microbiologie médicale :** 48 mois de formation comprenant :

- a) 12 mois de stage clinique en médecine interne ou en pédiatrie ou en anatomo-pathologie ;
- b) 24 mois de stage en microbiologie dont 12 mois en milieu hospitalier ;
- c) 12 mois dont le contenu peut varier selon le programme universitaire mentionné à l'article 3.01.01 ; si cette année n'est pas incluse dans le programme universitaire approuvé, le candidat doit en proposer le contenu et le faire approuver par le comité d'examen des titres.

**18. Néphrologie :** 48 mois de formation comprenant :

- a) 18 mois de stage clinique en médecine interne ou en pédiatrie ;
- b) 18 mois de stage clinique en néphrologie ;
- c) 12 mois dont le contenu peut varier selon le programme universitaire mentionné à l'article 3.01.01 ; si cette année n'est pas incluse dans le programme universitaire approuvé, le candidat doit en proposer le contenu et le faire approuver par le comité d'examen des titres.

**19. Neuro-chirurgie :** 60 mois de formation comprenant :

- a) 12 mois de stage en chirurgie générale ;
- b) 30 mois de stage en neuro-chirurgie ;
- c) 18 mois dont le contenu peut varier selon le programme universitaire mentionné à l'article 3.01.01 ; si cette période n'est pas incluse dans le programme universitaire approuvé, le candidat doit en proposer le contenu et le faire approuver par le comité d'examen des titres.

**20. Neurologie :**

- 1) 48 mois de formation comprenant :
  - a) 12 mois de stage clinique en médecine interne ou en pédiatrie ;
  - b) 24 mois de stage clinique en neurologie ;
  - c) 12 mois dont le contenu peut varier selon le programme universitaire mentionné à l'article 3.01.01 ; si cette année n'est pas incluse dans le programme universitaire approuvé, le candidat doit en proposer le contenu et le faire approuver par le comité d'examen des titres.
- 2) Une année supplémentaire facultative est permise en électro-encéphalographie ; cette année autorise, après examen réussi, la mention additionnelle EEG sur le certificat.

**21. Obstétrique – Gynécologie :** 48 mois de formation comprenant :

- a) 12 mois de stage dont 6 mois en chirurgie générale et 6 mois dont le contenu peut varier selon le programme universitaire mentionné à l'article 3.01.01 ;
- b) 24 mois de stage en obstétrique-gynécologie, dont un stage en endocrinologie ;
- c) 12 mois dont le contenu peut varier selon le programme universitaire mentionné à l'article 3.01.01 ; si cette année n'est pas incluse dans le programme universitaire approuvé, le candidat doit en proposer le contenu et le faire approuver par le comité d'examen des titres.

**22. Ophtalmologie :** 48 mois de formation comprenant :

- a) 36 mois de stage en ophtalmologie ;
- b) 12 mois dont le contenu peut varier selon le programme universitaire mentionné à l'article 3.01.01 ; si cette année n'est pas incluse dans le programme universitaire approuvé, le candidat doit en proposer le contenu et le faire approuver par le comité d'examen des titres.

**23. Oto-rhino-laryngologie :** 48 mois de formation comprenant :

- a) 12 mois de stage en chirurgie générale ;
- b) 24 mois de stage en oto-rhino-laryngologie ;
- c) 12 mois dont le contenu peut varier selon le programme universitaire mentionné à l'article 3.01.01 ; si cette année n'est pas incluse dans le programme universitaire approuvé, le candidat doit en proposer le contenu et le faire approuver par le comité d'examen des titres.

**24. Pédiatrie :** 48 mois de formation comprenant :

- a) 36 mois de stage clinique en pédiatrie ;

b) 12 mois dont le contenu peut varier selon le programme universitaire mentionné à l'article 3.01.01 ; si cette année n'est pas incluse dans le programme universitaire approuvé, le candidat doit en proposer le contenu et le faire approuver par le comité d'examen des titres.

**25. Physiatrie : 48 mois de formation comprenant :**

- a) 12 mois de stage clinique en médecine interne ;
- b) 12 mois de stage dont 6 mois en neurologie et 6 mois en chirurgie orthopédique ;
- c) 24 mois de stage en physiatrie dont 12 mois peuvent être passés dans un centre de réadaptation.

**26. Pneumologie : 48 mois de formation comprenant :**

- a) 18 mois de stage clinique en médecine interne ou en pédiatrie ;
- b) 18 mois de stage clinique en pneumologie ;
- c) 12 mois dont le contenu peut varier selon le programme universitaire mentionné à l'article 3.01.01 ; si cette année n'est pas incluse dans le programme universitaire approuvé, le candidat doit en proposer le contenu et le faire approuver par le comité d'examen des titres.

**27. Psychiatrie :**

- 1) 48 mois de formation comprenant :
  - a) 24 mois de stage de psychiatrie dont 12 mois doivent être passés dans un établissement de soins généraux ;
  - b) 6 mois de stage dans un établissement auprès de malades psychiatriques à qui sont dispensés des soins prolongés ;
  - c) 6 mois de stage en pédopsychiatrie ;
  - d) 12 mois de formation selon le programme universitaire mentionné à l'article 3.01.01 ; si cette année n'est pas incluse dans le programme universitaire approuvé, le candidat doit en proposer le contenu et le faire approuver par le comité d'examen des titres.

2) Une année supplémentaire facultative est permise en électro-encéphalographie ; cette année autorise, après examen réussi, la mention additionnelle EEG sur le certificat.

**28. Radiologie diagnostique : 48 mois de formation comprenant :**

- a) 36 mois de stage en radiologie diagnostique pouvant inclure 6 mois de radiothérapie ;
- b) 12 mois dont le contenu peut varier selon le programme universitaire mentionné à l'article 3.01.01 ; si cette année n'est pas incluse dans le programme universi-

taire approuvé, le candidat doit en proposer le contenu et le faire approuver par le comité d'examen des titres.

**29. Radiothérapie : 48 mois de formation comprenant :**

- a) 12 mois de stage dans les disciplines médicales ou chirurgicales ;
- b) 24 mois de stage en radiothérapie ;
- c) 12 mois dont le contenu peut varier selon le programme universitaire mentionné à l'article 3.01.01 ; si cette année n'est pas incluse dans le programme universitaire approuvé, le candidat doit en proposer le contenu et le faire approuver par le comité d'examen des titres.

**30. Rhumatologie : 48 mois de formation comprenant :**

- a) 18 mois de stage clinique en médecine interne ou en pédiatrie ;
- b) 18 mois de stage clinique en rhumatologie ;
- c) 12 mois dont le contenu peut varier selon le programme universitaire mentionné à l'article 3.01.01 ; si cette année n'est pas incluse dans le programme universitaire approuvé, le candidat doit en proposer le contenu et le faire approuver par le comité d'examen des titres.

**31. Santé communautaire : 48 mois de formation comprenant :**

- a) 12 mois de stage clinique en médecine interne ou en pédiatrie ou en médecine familiale ;
- b) 24 mois de formation dans un programme universitaire de maîtrise dans le domaine de la santé communautaire, de la médecine du travail ou de l'administration de la santé, approuvé à cette fin par la Corporation et incluant des stages dans des milieux alors agréés par elle, dans le cadre et la limite de cet agrément, tel qu'il appert à la liste des agréments prévus à l'article 3.01.01 ;
- c) 12 mois de stage en santé communautaire effectués dans les milieux prévus dans le programme universitaire et agréés par la Corporation.

**32. Urologie : 48 mois de formation comprenant :**

- a) 12 mois de stage en chirurgie générale ;
- b) 24 mois de stage en urologie ;
- c) 12 mois dont le contenu peut varier selon le programme universitaire mentionné à l'article 3.01.01 ; si cette année n'est pas incluse dans le programme universitaire approuvé, le candidat doit en proposer le contenu et le faire approuver par le comité d'examen des titres.

## ANNEXE II

(a. 3.02.02 et 3.02.09)

## CORPORATION PROFESSIONNELLE DES MÉDECINS DU QUÉBEC

DEMANDE D'OBTENTION D'UNE CARTE D'INTERNAT OU DE STAGES  
APPLICATION FOR AN INTERNSHIP OR RESIDENCY CARD

19 19

NO IMMAT. REGIST. NO.		NOM DE FAMILLE - SURNAME		PRÉNOMS - GIVEN NAMES	
ADRESSE ADDRESS		Numéro - Number Rue - Street		Ville - City	Pays - Country
⑧ ⑦	DATE DE NAISSANCE DATE OF BIRTH		⑧ ⑨	LIEU DE NAISSANCE - PLACE OF BIRTH	
		VILLE TOWN	PAYS COUNTRY		SEXE ⑩ 1 M <input type="checkbox"/> 2 F <input type="checkbox"/>
⑪ ⑫	CITOYENNETÉ ACTUELLE PRESENT CITIZENSHIP		⑬	DATE CITOYENNETÉ CANADIENNE DATE CANADIAN CITIZENSHIP	
		VISA 1 Etudiant - Student <input type="checkbox"/> 2 Immigrant <input type="checkbox"/>			
⑯ ⑰	DATE D'ARRIVÉE DATE OF ARRIVAL		QUÉBEC		Langue dans laquelle vous désirez recevoir le courrier ⑳ Français English
⑱ ⑲	CANADA		MOIS MONTH 19		In which language do you wish to receive your mail <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
⑳ ㉑ ㉒ ㉓ <b>DIPLOME - DIPLOMA</b>					
DIPLOME DE MEDECIN MEDICAL DEGREE					㉔ ㉕ ANNÉE YEAR
UNIVERSITÉ UNIVERSITY					
㉖	1 E.C.F.M.G.		No		ANNÉE YEAR
	ou - or		No		ANNÉE YEAR
㉗ ㉘	2 ÉQUIVALENT		No		ANNÉE YEAR
	3 L.M.C.C.		No		ANNÉE YEAR
EXAMENS DE LA LIC. QUÉBEC 4 QUÉBEC LICENCE EXAM					
㉙ 1 F.R.C.P.(c) OU - OR S.(c) ㉚ 2 CERTIFICAT COLLÈGE ROYAL ㉛ 3 CERTIFICAT QUÉBEC ㉜ 4 AMERICAN BOARD ㉝ 5 M. Sc. Ph. D.					㉞ ㉟ ㊱ ㊲ <b>DROIT D'EXERCICE DE LA MÉDECINE: LICENCE TO PRACTISE:</b> <input type="checkbox"/> QUÉBEC ANNÉE YEAR: <input type="checkbox"/> AUTRE PROVINCE IN ANOTHER PROVINCE LAQUELLE - SPECIFY DATE <input type="checkbox"/> AUTRE PAYS IN ANOTHER COUNTRY LEQUEL - SPECIFY DATE
UNIVERSITÉ UNIVERSITY					
QUEL GENRE DE PRATIQUE DÉSIREZ VOUS FAIRE? WHICH TYPE OF PRACTICE HAVE YOU CHOSEN?					QUAND - WHEN ㉞ ㉟ ㊱ ㊲
Générale - General <input type="checkbox"/> Spécialité - Specialty <input type="checkbox"/>					ENDROIT - PLACE ㉞ ㉟ ㊱ ㊲ ANNÉE YEAR <input type="checkbox"/> QUÉBEC <input type="checkbox"/> AUTRE - OTHER

SUITE AU VERSO - CONTINUED ON REVERSE SIDE →

PAGE  
2**FORMATION - TRAINING**

ÉTABLISSEMENTS / ESTABLISHMENTS

Établissements dans lesquels vous ferez des stages de juillet 19 à \_\_\_\_\_ Establishments in which you will be training from July 19 to July 19

ÉTABLISSEMENTS — ESTABLISHMENTS		SERVICE	MOIS MONTH
(43) (44) (45)	1		A TO (46) (47)
(48) (49) (50)	2		A TO (51) (52)
(53) (54) (55)	3		A TO (56) (57)
(58) (59) (60)	4		A TO (61) (62)

POSTE DEMANDÉ: (DE JUILLET 19 A JUILLET 19  
APPOINTMENT REQUESTED: (FROM JULY 19 TO JULY 19

ALLOCATION - STIPEND (69) (70)

1 ☐ INTERNE:
 ROTATOIRE ROTATING ☐  
 MULTIDISCIPLINAIRE MIXED ☐  
 UNIDISCIPLINAIRE SINGLE ☐
2 ☐ RÉSIDENT I

SERVICE

3 ☐ RÉSIDENT II

SERVICE

4 ☐ RÉSIDENT III

SERVICE

5 ☐ RÉSIDENT IV

SERVICE

6 ☐ RÉSIDENT V

SERVICE

7 ☐ MONITEUR CLINIQUE  
CLINICAL FELLOW

SERVICE

8 ☐ MONITEUR RECHERCHE  
RESEARCH FELLOW

SERVICE

9 ☐ MONITEUR RECHERCHE ET CLINIQUE  
RESEARCH AND CLINICAL FELLOW

SERVICE

ÊTES-VOUS PAYÉ PAR  
ARE YOU PAID BY1 ☐ SERVICES ASSURANCE HOSPITALISATION  
QUEBEC HOSP INSURANCE2 ☐ FORCES ARMÉES  
ARMED FORCES3 ☐ GOUVERNEMENT FEDERAL  
FEDERAL GOVERNMENT4 ☐ BOURSES  
GRANTS5 ☐ AUTRE REVENU  
OTHER INCOMEÉTABLISSEMENTS FRÉQUENTÉS ANTÉRIEUREMENT POUR : 1) INTERNAT 2) RÉSIDENCE  
PREVIOUS POST-GRADUATE TRAINING: 1) INTERNSHIP 2) RESIDENCY

1 - INTERNAT - INTERNSHIP

SERVICE

DATE

NO MOIS  
NO MONTHS

ÉTABLISSEMENTS — ESTABLISHMENTS

	19	TO 19	
	19	TO 19	
2 - RÉSIDENCE - RESIDENCY			
ÉTABLISSEMENTS — ESTABLISHMENTS	SERVICE	DATE	NO MOIS NO MONTHS
		19	TO 19
		19	TO 19
		19	TO 19
		19	TO 19
		19	TO 19
		19	TO 19
		19	TO 19
		19	TO 19
		19	TO 19

SIGNATURE: \_\_\_\_\_ DATE: \_\_\_\_\_

À L'USAGE DE LA CORPORATION:

NO REÇU

DATE

REMARQUE

## ANNEXE III

(a. 4.01.02 et 4.02.10)

## LA CORPORATION PROFESSIONNELLE DES MÉDECINS DU QUÉBEC

DEMANDE D'ADMISSIBILITÉ À L'EXAMEN EN VUE DE L'OBTENTION  
DU CERTIFICAT DE SPÉCIALISTEAPPLICATION FOR ELIGIBILITY TO THE SPECIALTY  
CERTIFICATION EXAMINATION

(Cette formule doit être dactylographiée / Please print)

NUMÉRO DE PERMIS \_\_\_\_\_ SPÉCIALITÉ \_\_\_\_\_  
PERMIT NUMBER SPECIALTY1. Nom \_\_\_\_\_ Prénoms \_\_\_\_\_  
Surname Given names2. Adresse / Address: \_\_\_\_\_ Tel.: \_\_\_\_\_  
ÉTABLISSEMENT / ESTABLISHMENT

résidence / residence: \_\_\_\_\_ Tel.: \_\_\_\_\_

bureau / office: \_\_\_\_\_ Tel.: \_\_\_\_\_

3. Date de naissance \_\_\_\_\_ Lieu de naissance \_\_\_\_\_  
Date of birth Place of birth4. Avez-vous fait à notre Corporation une demande de certificat dans une autre spécialité ? oui ☐ non ☐  
Have you applied for certification in another specialty? yes noLaquelle? \_\_\_\_\_  
If yes, name the specialtyAvez-vous déjà passé un examen pour l'obtention d'un certificat de spécialiste de notre Corporation? oui ☐  
yes ☐  
Have you previously presented examinations for the specialist certificate of the Corporation professionnelle des médecins du Québec? non ☐  
no ☐Nom de la spécialité: \_\_\_\_\_  
Name of specialty:

## 5. Études médicales: (spécifiez le titre obtenu: M.D., ou M.B., Ch. B., etc...)

Medical education: (specify title: M.D., or M.B., Ch. B., etc...)

Université / University Année / Year Titre / Degree Date / Date

\_\_\_\_\_ 19 \_\_\_\_ à / to 19 \_\_\_\_

\_\_\_\_\_ 19 \_\_\_\_ à / to 19 \_\_\_\_

\_\_\_\_\_ 19 \_\_\_\_ à / to 19 \_\_\_\_

**6. Internat / Internship:**

ÉTABLISSEMENT / ESTABLISHMENT	Année / Year	Service / Service	Nbre de mois No. of months
_____	19 _____ à / to 19 _____	_____	_____
_____	19 _____ à / to 19 _____	_____	_____
_____	19 _____ à / to 19 _____	_____	_____

**7. Résidence:** Décrivez vos stages comme résident. S'il y a lieu, décrivez vos stages en recherches et les cours post-gradués suivis. Mentionnez selon un ordre chronologique, le service, la durée du poste. Indiquez bien le poste que vous tenez au moment de votre requête.

**Residency:** List, in chronological order, with exact dates, the training you have had in various Establishments. Mention also your present appointment.

ÉTABLISSEMENT / ESTABLISHMENT	Année / Year	Service / Service	Nbre de mois No. of months
_____	19 _____ à / to 19 _____	_____	_____
_____	19 _____ à / to 19 _____	_____	_____
_____	19 _____ à / to 19 _____	_____	_____
_____	19 _____ à / to 19 _____	_____	_____
_____	19 _____ à / to 19 _____	_____	_____
_____	19 _____ à / to 19 _____	_____	_____
_____	19 _____ à / to 19 _____	_____	_____
_____	19 _____ à / to 19 _____	_____	_____
_____	19 _____ à / to 19 _____	_____	_____
_____	19 _____ à / to 19 _____	_____	_____
_____	19 _____ à / to 19 _____	_____	_____

**8. Diplômes obtenus / Diplomas:**

a) L.C.M.C.: Numéro \_\_\_\_\_ Année \_\_\_\_\_  
L.M.C.C.: Number \_\_\_\_\_ Year \_\_\_\_\_

b) Certificat du Collège Royal: Spécialité \_\_\_\_\_  
Certificate of the Royal College: Specialty \_\_\_\_\_  
Année \_\_\_\_\_  
Year \_\_\_\_\_

c) "Fellow" du Collège Royal: Spécialité \_\_\_\_\_  
Fellowship of the Royal College: Specialty \_\_\_\_\_  
Année \_\_\_\_\_  
Year \_\_\_\_\_

d) Diplôme de l'*American Board* : Spécialité \_\_\_\_\_  
*Certificate of the American Board: Specialty*

Année \_\_\_\_\_  
 Year

e) Autres diplômes \_\_\_\_\_  
*Other diplomas*

Année \_\_\_\_\_  
 Year

**9. Expérience en pratique générale ou dans l'enseignement**  
*Experience on general practice or in teaching:*

Endroit / Place	Année / Year	Nombre de mois No. of months
_____	19 ____ à /to 19 ____	_____
_____	19 ____ à /to 19 ____	_____
_____	19 ____ à /to 19 ____	_____

**10. Publications / Publications**

Nom de la Revue Name of Publication	Titre de l'article Title of Article	Date Date
_____	_____	_____
_____	_____	_____

**11. Références:** Noms des chefs de services et directeurs de programmes avec qui vous avez travaillé dans chaque établissement qui pourraient donner des références sur votre réputation et votre compétence professionnelle.

**References:** Gives names of your chiefs of service and programme directors under whom you have trained in each establishment so we may obtain from them references as to your competence and ethical standing.

Nom / Name	Adresse / Address
_____	_____
_____	_____
_____	_____



## 12.

Fixez ici une récente photo AUTOGRAPHIÉE et reconnue véritable devant 2 témoins qui signent : Une seconde photo libre autographiée doit nous être envoyée avec cette formule. Elle servira d'identification lors des examens.

Photo passeport 3 " X 3"

S.V.P. autographiez la façade des photographies.

*Attach one recent SIGNED photograph bearing the signature of 2 witnesses*

*A second signed photograph should be enclosed for use with the identification card at the time of examination.*

*Passport 3" X 3"*

*Please sign across front of photographs.*

## 13. Détails additionnels

*Additional information*

**N.B.** Remplissez cette formule AU COMPLET et n'oubliez pas d'y joindre des copies photostatiques de vos certificats ou lettres attestant chacune de vos années de formation et d'études post-graduées dans la spécialité concernée.

**N.B.** *Do not forget to send photostatic copies of your certificates or letters attesting to EACH YEAR of training and post-graduate courses in the concerned specialty.*

« Je, par la présente, fais une demande auprès du Bureau de la Corporation professionnelle des médecins du Québec pour être admissible aux examens de spé-

cialiste en \_\_\_\_\_ et \_\_\_\_\_

inclus un montant de 50 \$ pour l'étude de ma requête, le tout conformément à la Loi médicale (L.R.Q., c. M-9) et aux règlements de la Corporation professionnelle des médecins du Québec.

J'accepte d'avance les décisions qui pourront être prises par le Bureau de la Corporation ou le comité d'examen des titres ou les médecins examinateurs. »

*"I, the undersigned, hereby make application to the Bureau of the Corporation professionnelle des médecins du Québec for eligibility to the specialty examination*

*\_\_\_\_\_ in accordance*

*with and subject to the Medical Act (R.S.Q., c. M-9) and its By-Laws, and enclose a sum of 50 \$ for the study of this petition.*

*I agree to abide by the decision of the Bureau of the Corporation or the credentials committee or its examiners."*

Signature: \_\_\_\_\_  
(Signez nom au complet)

Signature: \_\_\_\_\_  
(Sign full name)

**ATTENTION:**

Veuillez, S.V.P., avvertir le secrétaire de votre changement d'adresse en mentionnant que vous êtes candidat aux examens du certificat de spécialiste.

**ATTENTION:**

*Please be sure to notify the secretary's office of any change of address. Also mention that you are a candidate for the specialty examination.*

À L'USAGE DE LA CORPORATION

FOR CORPORATION USE

PRÉNOMS	<p><b>DÉCISION DU COMITÉ D'EXAMEN DES TITRES:</b></p> <p>Date: _____ Décision: _____</p> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 45%;"> <input type="checkbox"/> Admissible à l'examen   <input type="checkbox"/> Maintenue  <input type="checkbox"/> Refusée  <input type="checkbox"/> Stage suppl. _____ mois _____ service   <input type="checkbox"/> Différée  <input type="checkbox"/> Certificat accordé sans examen   <input type="checkbox"/> Remarques: _____ </div> <div style="width: 45%;"> <input type="checkbox"/> écrit oral et clinique    <input type="checkbox"/> écrit oral et clinique </div> </div>		
	NOM	<p><b>REVISION:</b></p> <p>Date: _____ Décision: _____</p> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 45%;"> <input type="checkbox"/> Admissible à l'examen   <input type="checkbox"/> Maintenue  <input type="checkbox"/> Refusée  <input type="checkbox"/> Stage suppl. _____ mois _____ service   <input type="checkbox"/> Différée  <input type="checkbox"/> Certificat accordé sans examen   <input type="checkbox"/> Remarques: _____ </div> <div style="width: 45%;"> <input type="checkbox"/> écrit oral et clinique    <input type="checkbox"/> écrit oral et clinique </div> </div>	
NO. CERT.		DATE	REDEVANCES / Dues

**ANNEXE IV**

(a. 4.02.10)

Corporation professionnelle  
des médecins du  
Québec

DATE _____
Je demande, par les présentes, de me présenter à
<input type="checkbox"/> l'examen écrit en _____ (100 \$);
<input type="checkbox"/> l'examen oral et clinique en _____ (100 \$); ce montant vous sera retourné en cas d'échec à l'examen écrit,
<input type="checkbox"/> la reprise de l'examen oral et clinique en _____ (100 \$).
NOM _____
ADRESSE _____ _____
TEL : Établissement _____
Domicile _____
Je désire subir l'examen écrit: <div style="display: inline-block; width: 150px;">à Montréal <input type="checkbox"/></div> <div style="display: inline-block; width: 150px;">à Paris <input type="checkbox"/></div> <div style="display: inline-block; width: 150px;">en français <input type="checkbox"/></div> <div style="display: inline-block; width: 150px;">à Québec <input type="checkbox"/></div> <div style="display: inline-block; width: 150px;">à Londres <input type="checkbox"/></div> <div style="display: inline-block; width: 150px;">en anglais <input type="checkbox"/></div>
Tel que requis par les règlements, je joins à cette demande le(s) montant(s) indiqué(s) ci-dessus.

**N.B.** Cette formule doit être retournée à la Corporation ENTRE le 1er mai et le 1er juillet.

Veuillez avertir immédiatement le service des spécialités de la Corporation si vous *changez d'adresse* ou si vous retirez votre demande d'admissibilité à un examen.

Dans ce dernier cas, un montant de 20 \$ couvrant les frais d'administration sera retenu.

1440 ouest, rue Sainte-Catherine, suite 914, Montréal, Qué. H3G 1S5 — Tél.: 878-4441

A.C. 2461-75, (1975) 107 G.O.II, 3511, 5055 et 5568  
 A.C. 2631-76, (1976) 108 G.O.II, 5125  
 A.C. 3313-78, (1978) 110 G.O.II, 6439  
 A.C. 2967-79, (1979) 111 G.O.II, 7385  
 D. 818-81, (1981) 113 G.O.II, 1531  
 D. 3048-81, (1981) 113 G.O.II, 5043  
 Décision du 18.09.81, (1981) 113 G.O.II, 5465  
 Décision du 18.09.81, (1981) 113 G.O.II, 5468



c. M-9, r.8

## Règlement sur les dossiers d'un médecin cessant d'exercer

Loi médicale

(L.R.Q., c. M-9)

Code des professions

(L.R.Q., c. C-26, a. 91)

### SECTION I

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « Corporation » : la Corporation professionnelle des médecins du Québec ;

b) « médecin » : quiconque est inscrit au tableau de la Corporation ;

c) « dossiers » : les dossiers constitués par un médecin au sens du Règlement sur la tenue des dossiers d'un médecin (c. M-9, r.19) ;

d) « cessionnaire » : un médecin à qui sont cédés des dossiers ;

e) « secrétaire » : le secrétaire de la Corporation.

**1.02.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

**1.03.** Dans le cas d'un médecin qui exerce dans un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5), le présent règlement ne s'applique pas aux dossiers que tient cet établissement.

**1.04.** Dans le cas d'un médecin qui exerce pour le compte d'un employeur, le présent règlement ne s'applique pas aux dossiers tenus par ce médecin et conservés chez cet employeur, si au départ de ce médecin, celui-ci est remplacé par un autre.

**1.05.** Une convention concernant la cession des dossiers d'un médecin cessant d'exercer doit être constatée par écrit et expédiée au secrétaire de la Corporation.

### SECTION II

#### CESSATION D'EXERCER LA MÉDECINE

**2.01.** Le médecin qui cesse volontairement d'exercer sa profession doit, 30 jours avant la date fixée pour la cessation d'exercice :

a) avoir pris les mesures nécessaires pour que ses patients puissent le rejoindre afin d'obtenir que les renseignements pertinents contenus dans leurs dossiers soient communiqués au médecin assurant la continuité des soins ; ou

b) avoir pris les mesures nécessaires pour que ses dossiers soient conservés dans le respect de leur caractère confidentiel et que ses patients puissent commodément obtenir qu'ils soient transmis au médecin assurant la continuité des soins ; ou

c) s'il a trouvé un cessionnaire pour ses dossiers, aviser le secrétaire, sous pli recommandé ou certifié, de la date à laquelle il cesse d'exercer la médecine et lui indiquer le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de ce cessionnaire.

**2.02.** Lorsqu'il est informé du décès d'un médecin, le secrétaire doit inciter les ayants droit du médecin décédé à trouver un cessionnaire dans les meilleurs délais.

**2.03.** Le cessionnaire doit, dans les 30 jours où il prend possession des dossiers qui lui sont cédés, faire publier dans un journal qui dessert la région où ce médecin exerçait, une annonce indiquant son adresse, son numéro de téléphone et précisant qu'il est en possession des dossiers de ce médecin.

### SECTION III

#### RADIATION DE 12 MOIS OU MOINS

**3.01.** Le médecin qui est radié du tableau pour 12 mois ou moins doit, dès le moment où la décision finale à cet effet lui est signifiée, prendre les mesures nécessaires pour que ses dossiers soient conservés et que copie de ses dossiers puisse être transmise, sur demande, au médecin assurant la continuité des soins.

### SECTION IV

#### RADIATION DE PLUS DE 12 MOIS

**4.01.** Lorsqu'un médecin est radié du tableau pour plus de 12 mois, le secrétaire doit voir à ce que les dossiers de ce médecin lui soient confiés.

**4.02.** Le secrétaire qui a la garde des dossiers d'un médecin peut en tout temps confier ces dossiers à un cessionnaire.

**4.03.** Les dossiers confiés au secrétaire peuvent être mis sur microfilms.

**4.04.** L'article 2.03 s'applique au secrétaire.

## SECTION V CONSERVATION DES DOSSIERS

**5.01.** Le cessionnaire ou le secrétaire doit conserver chacun des dossiers dont il est en possession pendant les 5 années suivant la date de la dernière inscription ou insertion à chacun de ces dossiers.

**5.02.** Le secrétaire doit rendre les dossiers qu'il a encore en sa possession au médecin qui reprend l'exercice de sa profession.



c. M-9, r.9

## Règlement sur les modalités d'élection au Bureau de la Corporation professionnelle des médecins du Québec

Loi médicale

(L.R.Q., c. M-9)

Code des professions

(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Les définitions contenues dans le Code des professions (L.R.Q., c. C-26) et dans la Loi médicale (L.R.Q., c. M-9) s'appliquent au présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent.

**1.02.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, le mot « Corporation » signifie la Corporation professionnelle des médecins du Québec.

**1.03.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

### SECTION II MODALITÉS D'ÉLECTION

**2.01.** La date et l'heure de la clôture du scrutin sont fixées au premier mercredi d'octobre à 16 h lors de chaque année où des élections se tiennent.

**2.02.** Les candidats aux postes d'administrateurs sont proposés par bulletin, rédigé suivant la formule prévue à l'annexe A.

L'heure limite pour la réception des bulletins de présentation, le dernier jour où ils peuvent être reçus par le secrétaire, est fixée à 16 h.

**2.03.** Le secrétaire établit la liste des votants qualifiés ; cette liste comprend tous les membres inscrits au tableau le 45<sup>e</sup> jour avant la date de clôture du scrutin. Seuls les membres inscrits sur cette liste peuvent voter.

**2.04.** Au moins 15 jours avant la date de clôture du scrutin, le secrétaire transmet par courrier à chaque votant les documents suivants en même temps qu'il les avise de cette date :

a) un bulletin de vote certifié par le secrétaire, indiquant le nom des candidats aux postes d'administrateurs dans la région où ce membre peut exercer son droit de vote et le nombre de postes à remplir. La certification du bulletin de vote par le secrétaire peut se faire par fac-similé de sa signature ;

b) une enveloppe adressée au secrétaire et sur laquelle se trouve écrit le mot « ÉLECTION » et sur laquelle apparaît aussi le nom du votant, son adresse et sa région ;

c) une enveloppe destinée à recevoir le bulletin de vote et sur laquelle se trouvent écrits les mots « Corporation professionnelle des médecins du Québec » et « Bulletin de vote ».

**2.05.** Le secrétaire peut, sur demande formulée par écrit et assermentée, fournir des doubles de bulletins de vote et d'enveloppes à tout membre qui n'aurait pas reçu ceux qui lui ont été adressés.

**2.06.** Les membres ne sont admis à voter qu'à l'égard des candidats proposés pour la région où ils exercent principalement leur profession.

**2.07.** Le votant insère son bulletin de vote dans l'enveloppe portant la mention « Bulletin de vote ». Il la cache et l'insère dans l'enveloppe portant la mention « ÉLECTION » ; il transmet cette dernière enveloppe au secrétaire.

**2.08.** Le secrétaire dépose dans une boîte de scrutin scellée, sans les ouvrir, toutes les enveloppes portant la mention « ÉLECTION ».

**2.09.** Si plusieurs enveloppes du même votant parviennent au secrétaire, c'est la première reçue qui compte ; les autres sont écartées.

**2.10.** Au moment du dépouillement, les enveloppes portant la mention « ÉLECTION » sont décachetées. Les enveloppes portant la mention « Bulletin de vote » qui sont signées ou maculées de quelque façon sont écartées, le bulletin de vote qu'elles contiennent étant nul. Le secrétaire procède ensuite à l'ouverture des enveloppes retenues et au comptage des bulletins de vote.

**2.11.** Tout bulletin où le vote est accordé à plus de candidats qu'il n'y a de postes à remplir est nul.

**2.12.** Après le dépouillement du vote et les tirages au sort s'il y a lieu, le secrétaire procède à la proclamation des candidats élus et fait savoir à chacun d'eux le résultat de l'élection.

**2.13.** Dans le cas où le président est élu au suffrage universel des membres, tous les articles de la section II, à l'exception de l'article 2.06, s'appliquent *mutatis mutandis* à son élection ; en ce cas, le secrétaire joint aux documents mentionnés à l'article 2.04 un bulletin de vote certifié par lui indiquant les noms des candidats au poste de président.

## ANNEXE A

(a. 2.02)

### BULLETIN DE PRÉSENTATION

#### Bulletin de présentation pour l'élection d'un administrateur dans la région

Nous, soussignés, membres en règle de la Corporation professionnelle des médecins du Québec, exerçant notre profession principalement dans la région . . . . .  
proposons comme candidat à la prochaine élection tenue dans cette région :

Le docteur . . . . .

(adresse) . . . . .

Cinq signatures et adresses  
de médecins exerçant principalement leur profession  
dans cette région sont absolument nécessaires.



c. M-9, r.10

**Règlement sur les normes permettant de reconnaître, aux fins de la délivrance d'un certificat de spécialiste, l'équivalence de la formation d'une personne qui ne détient pas un diplôme normalement exigé à cette fin**

Loi médicale  
(L.R.Q., c. M-9)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

**SECTION I**  
**DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**1.01.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

- a) « Corporation » : la Corporation professionnelle des médecins du Québec ;
- b) « internat » : les stages effectués en vue de l'obtention d'un permis ;
- c) « résidence » : les stages effectués en vue de l'obtention d'un certificat de spécialiste ou en vue de parfaire une formation professionnelle.

**1.02.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

**SECTION II**  
**NORMES D'ÉQUIVALENCE**

**2.01.** Une formation de spécialiste constatée par un certificat de spécialiste du Collège Royal des médecins et chirurgiens du Canada ou d'un organisme américain de certification des États-Unis (*American Board*), obtenu après examen dans une spécialité reconnue par la Corporation, constitue une équivalence permettant à son détenteur d'être admissible aux examens oraux, cliniques et pratiques de cette spécialité et d'obtenir le certificat de spécialiste, sans avoir à passer les examens écrits ni à faire de résidence, si ce détenteur démontre au comité d'examen des titres que :

- a) dans le cas où il n'est pas citoyen canadien ou n'a pas été également admis au Canada pour y demeurer en

permanence, il a accompli au moins une année de stage dans un programme universitaire du Québec approuvé par la Corporation et dans un établissement alors agréé par elle conformément à l'article 3.01.01 du Règlement sur certaines conditions et modalités de délivrance des certificats de spécialiste de la Corporation professionnelle des médecins du Québec (c. M-9, r.7) ;

- b) il a fait à l'intérieur d'un programme de formation d'une faculté de médecine du Canada ou des États-Unis, agréé par la Corporation, des stages dont la durée et le contenu répondent aux exigences de la Corporation pour la spécialité postulée telles que décrites à l'annexe I du Règlement sur certaines conditions et modalités de délivrance des certificats de spécialiste de la Corporation professionnelle des médecins du Québec ;

- c) il a exercé cette spécialité avec compétence et sans interruption depuis l'obtention de son certificat ;

- d) il est en règle avec l'autorité compétente du dernier endroit où il a exercé sa spécialité.

**2.02.** Un candidat qui a acquis une formation postdoctorale hors du Canada ou des États-Unis, dans une spécialité reconnue par la Corporation, bénéficie d'une équivalence lui permettant d'être immédiatement admissible aux examens de spécialité :

- a) s'il a fait son internat au Canada ou aux États-Unis dans un centre de formation alors agréé par la Corporation, à moins qu'il ne soit déjà détenteur d'un permis ;

- b) s'il a accompli une résidence au Québec dont la durée, dans tous les cas, ne peut être inférieure à 1 an ;

- c) si la durée et le contenu des stages accomplis par le candidat lors de sa formation correspondent aux exigences de l'annexe I du Règlement sur certaines conditions et modalités de délivrance des certificats de spécialiste de la Corporation professionnelle des médecins du Québec ;

- d) si la compétence de ces candidats fait l'objet d'un rapport favorable par le directeur du programme de formation d'une faculté de médecine du Québec, et, une recommandation d'équivalence a été faite à la Corporation par le doyen de cette faculté et approuvée par le comité d'examen des titres.

**2.03.** Le candidat qui se prévaut de l'article 2.02 et qui est engagé par une faculté de médecine du Québec à titre de professeur titulaire ou agrégé est immédiatement ad-



missible aux examens oraux, cliniques et pratiques, de la spécialité concernée, sans avoir à faire de résidence ni à passer les examens écrits, pourvu toutefois que les conditions prévues au paragraphe c de ce même article soient remplies.

**2.04.** Le candidat qui se prévaut de l'article 2.02 et qui est engagé par une faculté de médecine du Québec à titre de professeur adjoint est immédiatement admissible aux examens écrits, sans avoir à faire de résidence, pourvu toutefois que les conditions prévues au paragraphe c de ce même article soient remplies.

**2.05.** Les articles 2.02, 2.03 et 2.04 s'appliquent au candidat qui a acquis une formation de spécialiste constatée par un certificat de spécialiste obtenu, après examen ailleurs qu'au Canada ou aux États-Unis, d'un organisme de formation post-doctorale, ou qui a acquis un diplôme ainsi délivré au même titre, après examen.

**2.06.** 1) Le candidat qui a reçu, à l'extérieur du Québec mais au Canada ou aux États-Unis, une formation post-doctorale à l'intérieur d'un programme de formation approuvé par le Collège Royal des médecins et chirurgiens du Canada ou par le *Council of Medical Education of the American Medical Association* peut obtenir une équivalence pour cette formation si :

a) la durée et le contenu des stages accomplis jusqu'alors par le candidat lors de cette formation correspondent aux exigences de l'annexe I du Règlement sur certaines conditions et modalités de délivrance des certificats de spécialiste de la Corporation professionnelle des médecins du Québec ;

b) ces stages ont été accomplis de façon satisfaisante selon le jugement du comité d'examen des titres qui les apprécie à la lumière des données actuelles de la science médicale et de la formation donnée dans les programmes de formation des facultés de médecine du Québec.

2) Le comité d'examen des titres évalue dans chaque cas d'espèces l'étendue de l'équivalence.

**2.07.** Le candidat qui se prévaut de l'article 2.06 et qui est engagé par une faculté de médecine du Québec à titre de professeur titulaire ou agrégé est immédiatement admissible aux examens oraux, cliniques et pratiques, de la spécialité concernée sans avoir à passer les examens écrits, pourvu toutefois que la durée et le contenu des stages qu'il a accomplis correspondent à l'ensemble des exigences pour la spécialité concernée de l'annexe I du Règlement sur certaines conditions et modalités de délivrance des certificats de spécialiste de la Corporation professionnelle des médecins du Québec.

**2.08.** Le candidat qui se prévaut de l'article 2.06 et qui est engagé par une faculté de médecine du Québec à titre de professeur adjoint est immédiatement admissible aux examens écrits, pourvu toutefois que la durée et le contenu des stages qu'il a accomplis correspondent à l'ensemble des exigences pour la spécialité concernée de l'annexe I du Règlement sur certaines conditions et modalités de délivrance des certificats de spécialiste de la Corporation professionnelle des médecins du Québec.

### SECTION III RECONNAISSANCE D'ÉQUIVALENCE

**3.01.** Le Bureau ou, sous réserve d'une délégation de pouvoir, le Comité administratif reconnaît les équivalences, dans chaque cas d'espèces, sur rapport du comité d'examen des titres.



c. M-9, r.11

## **Règlement sur les normes relatives à la forme et au contenu des ordonnances verbales ou écrites faites par un médecin**

Loi médicale

(L.R.Q., c. M-9, a. 19)

Code des professions

(L.R.Q., c. C-26)

### **SECTION I**

#### **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**1.01.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « Corporation » : la Corporation professionnelle des médecins du Québec ;
- b) « médecin » : quiconque est inscrit au tableau de la Corporation.

**1.02.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

### **SECTION II**

#### **ORDONNANCES ÉCRITES**

**2.01.** Le médecin ne doit fournir à quiconque des feuilles d'ordonnance de médicaments, d'appareils ou de traitements sans que n'y apparaissent clairement :

- a) sa signature ;
- b) son numéro de permis d'exercice ;
- c) la date ;
- d) l'identification du patient ;
- e) s'il s'agit d'un traitement, la nature de ce traitement ;
- f) s'il s'agit d'un médicament, le nom de ce médicament, la forme pharmaceutique, la concentration, la quantité prescrite ou la durée du traitement, la posologie et le nombre de renouvellement autorisé ;
- g) la période de validité de l'ordonnance, s'il y a lieu.

**2.02.** L'article 2.01 s'applique à l'égard des ordonnances effectuées dans un centre hospitalier, sauf les paragraphes *b* et *g* dans le cas d'un patient admis au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5).

### **SECTION III**

#### **ORDONNANCES VERBALES**

**3.01.** Le médecin qui fait une ordonnance verbale de médicaments, d'appareils ou de traitements doit mentionner clairement les éléments prévus aux paragraphes *d* à *g* de l'article 2.01.





c. M-9, r.12

## Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des médecins

Loi médicale  
(L.R.Q., c. M-9)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 88)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « Corporation » : la Corporation professionnelle des médecins du Québec ;
- b) « secrétaire » : le secrétaire de la Corporation ;
- c) « membre » : quiconque est inscrit au tableau de la Corporation ;
- d) « syndic » : le syndic, le syndic adjoint ou l'un des syndics correspondants de la Corporation.

**1.02.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16) s'applique au présent règlement.

**1.03.** Le syndic doit transmettre une copie du présent règlement à toute personne qui en fait la demande.

### SECTION II CONCILIATION

**2.01.** Le client qui a un différend avec un membre quant au montant d'un compte pour services professionnels, doit, avant de demander l'arbitrage, requérir la conciliation du syndic en lui transmettant par courrier recommandé ou certifié la formule prévue à l'annexe 1 dûment remplie.

**2.02.** La demande de conciliation doit être expédiée avant le jour de la signification au client d'une action en justice de la part du membre concernant le compte contesté.

**2.03.** Dans les 5 jours qui suivent la date où il reçoit la demande de conciliation, le syndic transmet au membre

une copie de cette demande par courrier recommandé ou certifié.

**2.04.** Le syndic procède à la conciliation de la façon qu'il juge la plus appropriée.

**2.05.** Dans le plus bref délai possible, le syndic expédie aux deux parties, par courrier recommandé ou certifié, un rapport de sa conciliation.

### SECTION III ARBITRAGE

**3.01.** Dans le cas où la conciliation n'a pu aboutir à une entente entre les parties, le client peut, dans les 30 jours de la réception du rapport du syndic, ou, en l'absence d'un tel rapport, entre le 45<sup>e</sup> et le 90<sup>e</sup> jour suivant la réception par le syndic de sa demande de conciliation, recourir à l'arbitrage, par lettre adressée à cet effet, par courrier recommandé ou certifié au secrétaire.

**3.02.** Le secrétaire en avise aussitôt le Comité administratif qui désigne dans les meilleurs délais un membre pour agir comme arbitre et le secrétaire transmet au client par courrier recommandé ou certifié, 4 exemplaires de la formule de convention de compromis prévue à l'annexe 2 où il a inscrit le nom de l'arbitre désigné.

**3.03.** Dans les 15 jours de la réception des 4 exemplaires de la convention de compromis, le client doit, sous peine de forfaire son droit à l'arbitrage, adresser au secrétaire, par courrier recommandé ou certifié :

- a) le compte d'honoraires et débours faisant l'objet du différend ;
- b) un exposé détaillé des raisons pour lesquelles il refuse d'acquitter le montant réclamé ;
- c) une attestation sous son serment, que la demande est sincère et qu'elle n'est pas faite dans le but de retarder indûment le paiement ;
- d) 3 exemplaires de la convention de compromis dûment remplis et signés par lui.

**3.04.** Le secrétaire transmet sans délai au membre dont le compte fait l'objet d'un différend copie des documents mentionnés aux paragraphes a, b et c de l'article 3.03 et 2 exemplaires signés par le client de la convention de compromis mentionnée au paragraphe d de l'article 3.03.

**3.05.** Sur réception d'un exemplaire de la convention de compromis dûment signé par le membre, le secrétaire saisit l'arbitre du différend en lui transmettant copie des documents mentionnés aux paragraphes *a, b, c* et *d* de l'article 3.03.

**3.06.** Le membre doit s'engager sous sa signature dans la convention de compromis proposée en conformité du présent règlement dans les 30 jours de sa réception, à moins qu'une action en justice pour le montant du compte n'ait été signifiée préalablement à la réception par lui de la demande de conciliation.

**3.07.** Une fois la convention de compromis signée par le membre, celui-ci doit communiquer à l'arbitre les dossiers, documents et renseignements requis par lui et doit se conformer à la convention de compromis.

**3.08.** L'arbitre fixe la date, l'heure et le lieu d'audition. Le secrétaire poste, au moins 10 jours avant cette date, un écrit en avisant les parties.

**3.09.** Avant de procéder, l'arbitre prête le serment prévu à l'annexe II du Code des professions (L.R.Q., c. C-26).

**3.10.** Une fois la sentence rendue, le dossier de l'arbitrage accompagné d'une copie de la sentence est déposé chez le secrétaire. Celui-ci, à moins d'un ordre du tribunal compétent ou d'une autorisation expresse des deux parties, ne peut en délivrer copie en tout ou en partie qu'à ces dernières, au syndic et au Bureau.

#### SECTION IV FRAIS

**4.01.** Les témoignages ne sont pas enregistrés à moins que l'arbitre ou l'une des parties ne le requière. Dans ce dernier cas, cette partie en assume le coût.

**4.02.** La décision doit adjuger sur les frais d'arbitrage, soit les déboursés réellement encourus par la Corporation pour la tenue de l'arbitrage. Toutefois, le montant total des frais d'arbitrage ne peut en aucun cas excéder 15% du montant faisant l'objet de l'arbitrage.

Dans le cas où intervient une entente entre les parties avant que la décision de l'arbitre ne soit rendue, celui-ci adjuge tout de même sur les frais d'arbitrage conformément au présent article.

#### ANNEXE 1

(a. 2.01)

##### DEMANDE DE CONCILIATION

Je soussigné, .....  
(nom et adresse)

personnellement déclare :

1) .....  
(nom et adresse du membre de la Corporation)

me réclame la somme de ..... pour des services professionnels rendus entre le ..... et le ..... comme en fait foi le compte dont copie est annexée à la présente ;

2) Je refuse d'acquitter ce compte pour le(s) motif(s) suivant(s) :

mais (le cas échéant) je reconnais devoir la somme de ..... relativement aux services professionnels mentionnés dans ce compte ;

3) Je demande la conciliation du syndic en vertu de la section II du Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des médecins (R.R.Q., c. M-9, r.12), dont je déclare avoir reçu copie et pris connaissance.

4) Aux fins de la prescription, je renonce au bénéfice du temps écoulé.

Témoins ..... Et j'ai signé  
..... le ..... 19...  
.....  
(signature du client)

Date

#### ANNEXE 2

(a. 3.02)

##### COMPROMIS RELATIF À UN COMPTE D'HONORAIRES ET DÉBOURS POUR SERVICES PROFESSIONNELS

Intervenu entre :

..... (nom) ..... (qualité) ..... (adresse)

## CLIENT

Ci-après appelé partie de première  
part

.....  
(nom et adresse du membre de la Corporation)

Ci-après appelé partie de deuxième  
part

Nous, soussignés, convenons de ce qui suit :

1) Le montant du compte d'honoraires et débours  
soumis par la partie de seconde part à la partie de première  
part le ou vers le ..... et s'élevant à  
..... constitue l'objet du présent litige ;

2) Le juste montant des honoraires et débours en li-  
tigue sera déterminé par l'arbitre suivant, qui a pouvoir de  
statuer comme amiable compositeur :

.....  
(nom de l'arbitre)

3) La partie de première part soutient que le juste  
montant des honoraires ne saurait dépasser .....  
....., somme qu'elle reconnaît devoir à la partie de se-  
conde part ;

4) Aux fins de la prescription, la partie de première  
part renonce au bénéfice de temps écoulé ;

5) Au cas de décès, de refus, de déport ou d'empêche-  
ment de l'arbitre, il sera procédé à son remplacement. Le  
nouvel arbitre sera nommé par le Comité administratif de  
la Corporation ;

6) La sentence arbitrale sera rendue dans les 30 jours  
qui suivront la dernière audience, et de toute façon dans le  
délai prévu à l'article 941 du Code de procédure civile  
(L.R.Q., c. C-25) ;

7) Il suffira que le procès-verbal d'instruction soit si-  
gné par l'arbitre ;

8) Aucun d'entre nous ne sera représenté par avocat ;

9) Les frais que chacun de nous engagera pour les fins  
du présent arbitrage demeureront à notre charge et ne se-  
ront pas recouvrables de la partie adverse, quelle que soit  
la sentence arbitrale ;

10) Nous nous obligeons à payer à la Corporation les  
frais d'arbitrage que nous imputera l'arbitre suivant le Rè-  
glement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des  
comptes des médecins (R.R.Q., c. M-9, r.12), règlement  
dont nous reconnaissons avoir pris connaissance ;

11) La sentence arbitrale liera les deux parties ;

12) L'arbitrage auquel nous avons recours est soumis  
aux dispositions applicables du Code de procédure civile  
et particulièrement à son livre septième traitant des arbi-  
trages.

Signé à Montréal, ce ..... jour de .....  
19..

.....  
(signature du client)

.....  
(signature du membre de la  
Corporation)





c. M-9, r.13

## Règlement sur la procédure du comité d'inspection professionnelle des médecins

Loi médicale  
(L.R.Q., c. M-9)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 90)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Le présent règlement est adopté en vertu de l'article 90 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26).

**1.02.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- a) « comité » : le comité d'inspection professionnelle ;
- b) « Corporation » : la Corporation professionnelle des médecins du Québec ;
- c) « enquêteur » : un membre du comité ou un enquêteur au sens de l'article 112 du Code des professions ;
- d) « établissement » : un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5).

**1.03.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

### SECTION II COMITÉ

**2.01.** Le comité est formé d'au moins 5 membres.

**2.02.** La durée du mandat de chaque membre du comité est d'un an. Ce mandat expire le jour de la nomination de son successeur ; il peut être renouvelé.

**2.03.** Le Bureau nomme annuellement le secrétaire du comité parmi les membres de celui-ci ; ce mandat peut être renouvelé.

**2.04.** Le quorum du comité est fixé à la majorité de ses membres.

**2.05.** Le secrétariat du comité est situé au siège social de la Corporation. Y sont conservés tous les documents, procès-verbaux, rapports et autres écrits relatifs aux inspections et enquêtes tenues par le comité ou un enquêteur.

**2.06.** Le secrétaire du comité informe régulièrement le Comité administratif des lieux ou des établissements où le comité ou un enquêteur exerce les fonctions que lui attribue la Loi médicale (L.R.Q., c. M-9). Il coordonne en outre les travaux de ce comité.

**2.07.** Le membre du comité qui décide d'agir de sa propre initiative doit en aviser préalablement, par écrit, le secrétaire du comité. Il transmet ensuite à ce dernier, sans délai, un rapport écrit de ses activités.

### SECTION III DOSSIERS DES MÉDECINS

**3.01.** Le rapport du comité concernant un médecin est versé au dossier de ce dernier que tient la Corporation.

**3.02.** Un médecin a droit à la communication du rapport que le comité d'inspection professionnelle a versé à son dossier ; cette communication se fait sur place. Le médecin peut prendre copie du rapport à ses frais.

### SECTION IV SURVEILLANCE ET ENQUÊTES

**4.01.** Le comité détermine un programme de surveillance de l'exercice de la profession qu'il soumet à l'avance au Comité administratif.

**4.02.** Chaque année, le Bureau fait publier, dans le bulletin de la Corporation, le compte rendu des activités du comité d'inspection professionnelle, en omettant toutefois d'identifier de quelque façon que ce soit les médecins qui ont fait l'objet d'une inspection et les autres personnes en cause.

**4.03.** Avant de se rendre auprès d'un médecin pour exercer les fonctions que lui attribue la Loi, le comité ou



un enquêteur donne à ce médecin un avis écrit d'au moins 7 jours francs avant la date fixée pour la visite.

Dans le cas où une visite effectuée dans le cadre du programme de surveillance de la Corporation a lieu dans un établissement où se trouve un conseil des médecins et dentistes, un tel avis est donné à ce conseil et il tient lieu d'avis à chacun des médecins qui y exercent.

Dans tous les cas, le président ou le secrétaire du comité peut raccourcir ce délai de 7 jours ou permettre de procéder sans avis, s'il a des raisons de croire que la transmission de cet avis risquerait de compromettre les fins poursuivies par l'enquête ou la vérification.

**4.04.** Un enquêteur doit, s'il en est requis, produire un certificat attestant sa qualité, signé par le secrétaire ou le secrétaire adjoint de la Corporation.

**4.05.** Le médecin qui fait l'objet d'une enquête ou dont les dossiers, livres et registres font l'objet d'une vérification peut être présent ou se faire représenter par un mandataire lors de cette enquête ou vérification.

**4.06.** Lorsqu'un dossier, document, livre ou registre est détenu par un tiers, le médecin doit sur demande d'un enquêteur, autoriser celui-ci à en prendre connaissance ou copie.

**4.07.** Si un médecin ou toute autre personne refuse de recevoir un enquêteur, celui-ci en avise immédiatement le Comité administratif.

## SECTION V

### RECOMMANDATIONS DU COMITÉ

**5.01.** Les décisions et recommandations du comité sont adoptées à la majorité des membres présents ; en cas d'égalité des voix, le président donne un vote prépondérant.

**5.02.** Si le comité ne recommande pas l'imposition d'un stage, il en avise le médecin concerné dans le plus bref délai. Si le comité recommande l'imposition d'un stage, il est procédé suivant ce qui est indiqué au Règlement sur le stage de perfectionnement et la limitation du droit d'exercice d'un médecin (c. M-9, r.18).

**5.03.** Le comité fait périodiquement rapport de ses activités au Comité administratif.



c. M-9, r.14

## Règlement sur la publicité permise à un médecin

Loi médicale  
(L.R.Q., c. M-9)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 92)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

- a) « Corporation » : la Corporation professionnelle des médecins du Québec ;
- b) « médecin » : quiconque est inscrit au tableau de la Corporation.

**1.02.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

**1.03.** Le médecin ne peut faire que la publicité qui est prévue au présent règlement et suivant les conditions qui y sont décrites.

### SECTION II CARTE PROFESSIONNELLE ET PAPETERIE

**2.01.** Un médecin ne peut inscrire sur sa carte professionnelle, ses feuilles d'ordonnances ou sur toute autre forme de papeterie autre chose que :

- a) son nom, celui de ses associés et le nom sous lequel il exerce dans les cas où la loi lui permet d'exercer sous un nom autre que le sien ;
- b) sa profession, le sigle M.D. et le sigle de tout autre titre qui lui a été octroyé à l'exception d'un titre qui pourrait laisser croire qu'il est spécialiste alors qu'il ne l'est pas ;
- c) son statut de spécialiste en indiquant la discipline pour laquelle il a reçu un certificat de spécialiste délivré par la Corporation, ou son statut d'omnipraticien ;
- d) l'adresse de son bureau, son numéro de téléphone et ses heures de bureau ;
- e) le symbole graphique de la Corporation ; et

f) le cas échéant, le nom de l'établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5) où il exerce.

**2.02.** La carte professionnelle ne peut mesurer plus de 66 centimètres carrés de surface.

### SECTION III MÉDIA D'INFORMATION ET IMPRIMÉS

**3.01.** Un médecin peut publier ou permettre que soit publiée, dans des journaux, revues, périodiques, annuaires ou autres imprimés, une annonce contenant tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 2.01. Cette annonce ne peut toutefois dépasser 66 centimètres carrés de surface et ne peut paraître plus d'une fois dans un même numéro de journal, revue, périodique, annuaire ou autre imprimé.

Une telle annonce peut toutefois paraître plus d'une fois dans une même édition d'un annuaire téléphonique.

**3.02.** A l'occasion de sa première inscription au tableau, de l'obtention d'un certificat de spécialiste, de l'ouverture de son cabinet de consultation, de son admission au sein d'un groupe de médecins ou d'un établissement, ou d'une nomination à un poste relié à l'exercice de la profession, un médecin peut publier ou permettre que soient publiées sa photographie et des notes biographiques dans des journaux, revues ou autres imprimés.

Cette annonce ne peut paraître plus d'une fois dans un même journal, revue, périodique, annuaire ou autre imprimé.

La photographie autorisée au premier alinéa ne peut excéder 64 centimètres carrés.

Le médecin peut aussi dans les mêmes circonstances faire une conférence de presse ou être l'objet d'un reportage.

**3.03.** Le médecin ne peut faire de publicité au moyen de cartes, de circulaires, ou de tout autre écrit distribués de porte en porte, par la poste ou autrement, sauf en cas d'ouverture d'un cabinet de consultation ou de changement d'adresse ou de modification du champ d'exercice professionnel et à l'égard seulement, en ces cas, de ses confrères et de ses clients.

#### SECTION IV ENSEIGNES OU PLAQUES

**4.01.** Le médecin peut s'annoncer au moyen d'une enseigne ou plaque visible de l'extérieur et de 2 enseignes intérieures ne dépassant pas 1 800 centimètres carrés et contenant tout ou partie de ce qui est indiqué à l'article 2.01.

Le médecin ne doit utiliser aucune forme d'enseignes clignotantes ou scintillantes ou illuminées au néon.

#### SECTION V SYMBOLE GRAPHIQUE DE LA CORPORATION

**5.01.** La Corporation est représentée par un symbole graphique conforme à l'original détenu par le secrétaire de la Corporation et dont la forme est reproduite ci-dessous.



**5.02.** Lorsqu'un médecin reproduit le symbole graphique de la Corporation pour les fins de sa publicité, il doit s'assurer que ce symbole est conforme à l'original détenu par le secrétaire de la Corporation et qu'il ne dépasse pas 25 centimètres carrés.

---

A.C. 2165-77, (1977) 109 G.O.II, 3677

D. 3477-80, (1980) 112 G.O.II, 6491

Décision du 18.09.81, (1981) 113 G.O.II, 5479



c. M-9, r.15

## **Règlement sur les redevances dues par le candidat à l'exercice de la profession médicale**

Loi médicale

(L.R.Q., c. M-9, a. 23)

Code des professions

(L.R.Q., c. C-26)

### **SECTION I**

#### **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**1.01.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « Corporation » : la Corporation professionnelle des médecins du Québec ;

b) « médecin » : quiconque est inscrit au tableau de la Corporation.

**1.02.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

### **SECTION II**

#### **REDEVANCES**

**2.01.** Les redevances suivantes sont dues à la Corporation par les candidats à l'obtention d'un permis :

a) la somme de 75 \$ pour l'obtention d'une carte de stage, payable au moment de la demande à cet effet ;

b) la somme de 75 \$ pour l'étude de la demande d'admissibilité aux examens, présentée par un candidat détenteur d'un diplôme en médecine décerné à l'extérieur du Québec ou par un candidat qui a accompli ses stages à l'extérieur du Québec, payable au moment de la présentation de cette demande. La somme est exigible pour la révision d'une demande d'admissibilité ;

c) la somme de 200 \$ pour l'obtention du permis, payable au moment de la présentation de cette demande à cet effet.

**2.02.** Un candidat ne peut obtenir la carte de stage ni le permis, à moins d'avoir acquitté les redevances prévues à l'article 2.01.

**2.03.** Les redevances versées ne sont pas remboursées au candidat.





c. M-9, r.16

## **Règlement sur les redevances dues par les candidats à l'obtention d'un certificat de spécialiste de la Corporation professionnelle des médecins du Québec**

Loi médicale

(L.R.Q., c. M-9, a. 23)

Code des professions

(L.R.Q., c. C-26)

### **SECTION I**

#### **DISPOSITION GÉNÉRALE**

**1.01.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

### **SECTION II**

#### **REDEVANCES**

**2.01.** Les redevances suivantes sont dues à la Corporation professionnelle des médecins du Québec par les candidats à l'obtention d'un certificat de spécialiste :

a) la somme de 75 \$ pour l'étude du dossier des candidats visés au paragraphe e de l'article 3.02.03 du Règlement sur certaines conditions et modalités de délivrance des certificats de spécialiste de la Corporation professionnelle des médecins du Québec (c. M-9, r.7) ;

b) la somme de 75 \$ pour l'obtention d'une carte de résidence, payable au moment de la présentation de cette demande ;

c) la somme de 75 \$ pour l'étude de la demande d'admissibilité aux examens, payable au moment de la présentation de cette demande ;

d) la somme de 25 \$ pour la révision d'une demande d'admissibilité, payable au moment de la présentation de la demande de révision ;

e) les sommes suivantes, payables au moment de l'inscription aux examens :

- i. la somme de 150 \$ pour l'examen écrit ;
- ii. la somme de 200 \$ pour l'examen oral ;
- iii. la somme de 150 \$ pour la reprise d'un examen écrit et la somme de 200 \$ pour la reprise d'un examen oral.

**2.02.** Un candidat ne peut faire étudier son dossier ou obtenir la carte de résidence, ou la lettre d'admissibilité aux examens, ou ne peut être inscrit aux examens, selon le cas, à moins d'avoir acquitté les redevances prévues à l'article 2.01.

**2.03.** Les redevances versées ne sont pas remboursées au candidat ; cependant, une somme de 80 \$ est retournée au candidat qui avise le secrétaire au moins une semaine à l'avance qu'il ne se présentera pas à l'examen.

---

A.C. 2244-75, (1975) 107 G.O.II, 1049, 2847

A.C. 829-77, (1977) 109 G.O.II, 1707

A.C. 2245-78, (1978) 110 G.O.II, 4237





c. M-9, r.17

## **Règlement sur les sages-femmes, les examens d'admission à l'exercice de la médecine, les licences provinciale et fédérale et les requêtes au Bureau de la Corporation professionnelle des médecins du Québec**

Loi médicale  
(L.R.Q., c. M-9, a. 19)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26)

### **SECTION I ADMISSION DES SAGES-FEMMES À LA PRATIQUE DE L'OBSTÉTRIQUE**

**1.** L'admission des sages-femmes à la pratique de l'obstétrique a lieu à une date fixée par le président de la Corporation professionnelle des médecins du Québec.

Toute femme qui désire se présenter devant le comité pour subir l'examen et obtenir le permis d'exercer l'obstétrique au Québec, doit fournir au secrétaire de la Corporation :

- a) un certificat de présence à au moins 50 leçons données par un professeur d'obstétrique d'une des 4 universités reconnues au Québec. Ce professeur doit être attaché à une maternité ;
- b) un certificat de stage régulier pendant 6 mois dans une maternité affiliée à l'une des universités reconnues ;
- c) un certificat d'assistance à au moins 50 cas d'accouchement ;
- d) un certificat établissant qu'elle a suivi un cours d'études solides et possède un diplôme de secondaire III.

Toute femme qui subit avec succès l'examen et se conforme à toutes les exigences des règlements de la Corporation, a droit à une licence de sage-femme. Cette licence ne confère que le droit de faire des accouchements et non d'exercer la médecine. Dans les cas d'accouchements laborieux, elle doit appeler un médecin sous peine d'encourir les pénalités édictées par la loi. La cotisation annuelle d'une sage-femme est de 2 \$ et les honoraires pour l'obtention de la licence sont de 25 \$.

### **SECTION II EXAMENS D'ADMISSION À L'EXERCICE DE LA MÉDECINE**

**2.** Les examens d'admission à l'exercice de la médecine doivent être passés en conformité avec la Loi médicale (L.R.Q., c. M-9).

Chaque faculté de médecine doit fournir au secrétaire la liste des élèves de première année.

Chacune des facultés de médecine fixe le lieu et la date des examens et le doyen en donne avis au secrétaire. Le secrétaire prépare 3 listes suivant les formules spéciales pour chaque matière d'examen, contenant les noms des candidats disposés par ordre alphabétique. Au moins 8 jours à l'avance, il transmet une de ces listes au médecin examinateur nommé par le Bureau de la Corporation et une autre, à la faculté de médecine où les aspirants se présentent pour leurs examens. Il conserve le troisième au bureau.

La signature du secrétaire apposée à la liste indique que les candidats inscrits ont le droit de se présenter à cet examen.

Tout en tenant compte des règlements généraux, le président a toujours le droit d'augmenter ou de diminuer le nombre des examinateurs.

S'il arrive qu'un examinateur ne puisse se rendre à l'examen au temps requis, il en avertit le secrétaire le plus tôt possible.

Le président, et en son absence, le secrétaire, peut nommer un remplaçant.

Les examinateurs font rapport d'après les formules officielles qu'ils transmettent immédiatement au secrétaire.

Le secrétaire transcrit sur les cartes des candidats les notes d'examen fournies par les médecins examinateurs. L'élève doit conserver au moins 65% sur l'ensemble des points et 60% sur chaque matière en particulier; 15% à 60% des points sont alloués pour les examens périodiques.

Le président, conformément aux dispositions générales de la Loi, peut, à la demande des universités, autoriser quelques modifications dans le programme et la distribution des matières d'enseignement, aussi bien que dans la forme des examens, l'avance ou le retard de la date des examens, pourvu que de telles modifications ne soient pas de nature à soustraire les universités aux exigences de la Corporation en ce qui regarde la valeur de l'instruction médicale qu'il entend exiger des candidats à la licence au Québec.



L'examen d'un élève énervé ou malade peut être remis à plus tard si la majorité du comité y consent. La note donnée est finale.

### SECTION III LICENCE PROVINCIALE

**3.** Les qualifications et les titres des candidats à l'exercice de la médecine sont examinés et jugés par le comité d'examen des titres dont les décisions, prises conformément à la Loi médicale (L.R.Q., c. M-9), doivent, pour être valides, être ratifiées par le Bureau.

**4.** Dans les cas d'urgence, le secrétaire peut examiner, approuver ou refuser les qualifications et les titres des candidats à l'exercice de la médecine, le tout conformément à la Loi.

**5.** Lorsque le comité d'examen des titres a accepté les titres et les qualifications d'un candidat, ce candidat prête le serment d'office devant le président du comité.

Dans le cas contraire, le comité d'examen des titres fait rapport au Bureau des irrégularités constatées et le candidat en cause doit attendre la décision du Bureau avant de prêter serment d'office.

**6.** Nul candidat ne peut s'autoriser du fait qu'il a été assermenté devant le président, l'un des vice-présidents, le secrétaire ou son délégué, pour réclamer la licence. L'octroi de la licence est du ressort exclusif du Bureau.

Cependant le président, ou à son défaut, l'un des vice-présidents, le secrétaire ou son délégué, peut faire prêter serment aux candidats qui, ayant droit à la licence, sont empêchés, pour des raisons valables, de venir prêter serment d'office devant le président du comité d'examen des titres à l'époque régulière.

La licence de tout candidat ainsi assermenté porte la date de l'assermentation.

**7.** Les candidats ayant obtenu du Bureau le droit de se présenter aux examens de la Corporation, doivent passer avec succès les épreuves écrites et orales telles que prévues par le programme de l'université concernée.

### SECTION IV LICENCE FÉDÉRALE

**8.** Tout sujet canadien du Québec, porteur d'une licence pour pratique de la médecine au Québec, peut être candidat aux examens du Conseil médical du Canada.

Tout sujet canadien, porteur du certificat du secrétaire établissant qu'il a rempli toutes les conditions requises

pour l'obtention de la licence médicale au Québec, peut être candidat aux examens du Conseil médical du Canada.

Un certificat d'admissibilité (certificat de compétence, formule B) aux examens du Conseil médical du Canada peut être octroyé au diplômé en médecine qui a satisfait aux exigences du Bureau en vue de l'admission aux examens cliniques.

Le coût de l'échange d'une licence fédérale pour une licence provinciale est de 120 \$ et 5 \$ pour le certificat.

### SECTION V REQUÊTES AU BUREAU

**9.** Tout candidat qui désire recevoir une licence du Québec, comme équivalence, doit faire considérer sa requête par le comité d'examen des titres.

Toute requête doit énumérer les titres du candidat, les permis d'exercer qu'il possède, le précis des études classiques et médicales qu'il a faites, être accompagnée d'une photographie, d'un certificat d'identité et de moralité, et être adressée au secrétaire 1 mois avant la réunion du comité d'examen des titres, avec le montant requis pour la requête, soit 50 \$.

**10.** Le présent règlement demeure en vigueur jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1984.



c. M-9, r.18

## Règlement sur le stage de perfectionnement et la limitation du droit d'exercice d'un médecin

Loi médicale  
(L.R.Q., c. M-9)

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Dans le présent règlement, le mot « établissement » signifie un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5).

**1.02.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

### SECTION II CAS DE STAGE DE PERFECTIONNEMENT

**2.01.** Le Bureau peut, lorsqu'il l'estime nécessaire pour la protection du public et afin qu'un médecin puisse exercer la médecine selon les normes médicales actuelles, imposer un stage de perfectionnement à un médecin qui :

- a) s'inscrit au tableau 4 ans ou plus après avoir obtenu un permis, ou 4 ans ou plus après la date à laquelle il avait droit à la délivrance d'un permis ;
- b) se réinscrit au tableau 4 ans ou plus après avoir fait défaut de s'y inscrire ;
- c) se réinscrit au tableau 2 ans ou plus après qu'il en a été radié ;
- d) a cessé d'exercer la médecine pendant une période de 4 ans ou plus ;
- e) ayant exercé dans un champ d'activités médicales pendant 4 ans ou plus, commence à exercer la médecine dans un nouveau champ d'activités médicales ;
- f) fait l'objet d'une recommandation en ce sens de la part du comité d'inspection professionnelle ou du comité

de discipline, en vertu des articles 113 ou 160 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26) ;

g) a accompli un stage non conforme aux objectifs et aux modalités fixés par le Bureau.

### SECTION III STAGE

**3.01.** Le Bureau, dans sa décision d'imposer un stage, détermine les objectifs, la durée et le contenu du stage de même que les endroits et le moment où il doit s'effectuer, en tenant compte des déficiences du médecin et de la protection du public.

**3.02.** Un stage ne peut être imposé pour une durée excédant 1 000 heures ni s'échelonner sur une période de plus de 12 mois consécutifs.

**3.03.** La décision du Bureau d'imposer un stage à un médecin, ou celle qui en modifie la durée, le contenu ou le lieu, peut enjoindre ce médecin de soumettre des rapports de stage à telle fréquence qu'il indique.

Ces rapports doivent être signés par les maîtres de stage désignés par le Bureau et remis à ce dernier.

**3.04.** Après étude des rapports de stage, le Bureau peut réduire ou prolonger la durée du stage ou y mettre fin, en modifier le contenu et le lieu, modifier la limitation du droit d'exercer, ou décider d'imposer un autre stage.

### SECTION IV LIMITATION DU DROIT D'EXERCICE

**4.01.** La décision du Bureau d'imposer un stage peut comporter celle de limiter le droit du médecin d'exercer ses activités professionnelles tant que le stage n'est pas accompli.

**4.02.** La limitation du droit d'exercer qu'impose le Bureau à un médecin peut avoir trait au temps et aux lieux où ce médecin peut exercer, aux conditions auxquelles il peut le faire, de même qu'aux actes qu'il peut poser.

La limitation du droit d'exercer imposée par le Bureau à un médecin peut, notamment :

a) déterminer les circonstances de temps ou de lieu où il est autorisé ou, inversement, il n'est pas autorisé à exercer ;

b) déterminer les actes professionnels qu'il est autorisé ou, inversement, qu'il n'est pas autorisé à poser ;

c) exiger qu'il pose les actes professionnels qui lui sont permis ou certains d'entre eux, sous la surveillance d'un médecin ou d'un groupe de médecins.

**4.03.** Le secrétaire de la Corporation, dans le cas où le Bureau limite le droit d'exercer d'un médecin, en avise la Régie de l'assurance-maladie du Québec, l'établissement où exerce ce médecin de même que son employeur, le cas échéant.

**4.04.** Le médecin est en position de stage et les restrictions apportées à son droit d'exercer demeurent en vigueur tant qu'un rapport signé par les maîtres de stage indiquant que le stage est accompli n'est pas remis au Bureau.

Les maîtres de stage remettent ce rapport dans les 30 jours de la fin du stage.

## SECTION V

### DÉCISION DU BUREAU

**5.01.** Avant de décider d'imposer, de prolonger ou de modifier un stage et avant de limiter le droit d'un médecin d'exercer ses activités professionnelles, le Bureau doit donner au médecin l'occasion de se faire entendre.

**5.02.** Une décision imposant un stage ou limitant le droit d'un médecin d'exercer ses activités professionnelles doit être motivée par écrit et transmise au médecin par courrier recommandé ou certifié ou autrement ; elle prend effet 30 jours à compter du moment où elle est communiquée au médecin.

## SECTION VI

### DISPOSITIONS DIVERSES

**6.01.** Entre les réunions du Bureau, le Comité administratif exerce les pouvoirs du Bureau visés au présent règlement.

**6.02.** Un médecin doit se conformer à une décision du Bureau ou du Comité administratif rendue conformément au présent règlement.

---

A.C. 423-77, (1977) 109 G.O.II, 1247



c. M-9, r.19

## Règlement sur la tenue des dossiers d'un médecin

Loi médicale

(L.R.Q., c. M-9)

Code des professions

(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

### SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « Corporation » : la Corporation professionnelle des médecins du Québec ;

b) « médecin » : quiconque est inscrit au tableau de la Corporation.

**1.02.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

### SECTION II TENUE DES DOSSIERS

**2.01.** Le médecin doit constituer un dossier médical pour toute personne qui le consulte.

**2.02.** Le médecin doit insérer au dossier médical qu'il a constitué, les renseignements, les observations et les documents suffisants pour décrire clairement l'identité du patient, notamment ses nom, prénom, sexe, date de naissance et adresse, et à l'occasion de chaque consultation :

- a) la date ;
- b) les observations médicales recueillies par suite de l'interrogatoire et de l'examen ;
- c) les demandes et comptes rendus des examens complémentaires et des consultations avec un autre médecin ou autre professionnel ;
- d) le diagnostic ;
- e) les ordonnances, avec mention, dans le cas d'une ordonnance de médicaments, du nom du médicament, de la concentration et de la posologie ;

f) le traitement prescrit ou effectué, et dans le cas d'un traitement chirurgical, le protocole rendant compte de l'intervention ;

g) les autorisations légales, le cas échéant ;

h) tout autre document se rapportant à la maladie de son patient.

**2.03.** L'article 2.01 ne s'applique pas à l'égard des patients traités par le médecin dans un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5). Toutefois, l'article 2.02 s'applique au médecin exerçant dans un établissement à l'égard du dossier médical qui y est constitué sauf quant aux paragraphes c, g et h.

**2.04.** Le médecin doit signer ou parapher toute inscription qu'il fait lui-même et qui est versée au dossier, si elle n'est pas manuscrite, ou s'il n'est pas le seul à verser des informations au dossier.

**2.05.** Malgré l'article 2.01, les médecins qui exercent ensemble la médecine peuvent ne constituer qu'un seul dossier par patient.

### SECTION III CONSERVATION DES DOSSIERS

**3.01.** Le médecin doit conserver ses dossiers dans un local ou un meuble auxquels le public n'a pas accès ou pouvant être fermés à clef ou autrement.

**3.02.** Le médecin doit conserver le dossier médical qu'il a constitué pour chaque patient pendant les 5 années suivant la date de la dernière inscription ou insertion à ce dossier.

**3.03.** Chacun des médecins qui exercent ensemble la médecine et qui ne tiennent qu'un seul dossier par patient doit lors de la dissolution du groupe s'assurer que la conservation de tous les dossiers médicaux tenus par eux est confiée à l'un ou à plusieurs d'entre eux ou à un autre médecin ; ce dernier ne peut les consulter qu'avec l'autorisation du patient.





c. M-9, r.20

## Règlement sur la tenue du cabinet de consultation d'un médecin

Loi médicale

(L.R.Q., c. M-9)

Code des professions

(L.R.Q., c. C-26, a. 94)

### SECTION I

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**1.01.** Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

a) « Corporation » : la Corporation professionnelle des médecins du Québec ;

b) « médecin » : quiconque est inscrit au tableau de la Corporation.

**1.02.** La Loi d'interprétation (L.R.Q., c. I-16), avec ses modifications présentes et futures, s'applique au présent règlement.

### SECTION II

#### TENUE DU CABINET DE CONSULTATION

**2.01.** Le médecin doit aménager son cabinet de consultation de façon à ce que les conversations entre lui, son personnel et le malade ne puissent être perçues par d'autres.

L'agencement des divers locaux du cabinet doit assurer l'intimité de la clientèle.

**2.02.** Le médecin doit aménager près de son cabinet de consultation une salle d'attente destinée à recevoir les personnes à qui il rend des services professionnels.

**2.03.** Le cabinet de consultation doit être aménagé de façon à assurer, en tout temps, la salubrité et l'hygiène appropriées au genre d'exercice professionnel du médecin, notamment :

a) les lieux doivent être suffisamment éclairés, aérés et chauffés ;

b) un lavabo doit être installé dans le cabinet de consultation ;

c) un cabinet de toilette doit être accessible à la clientèle ;

d) les méthodes de stérilisation du matériel doivent être efficaces ;

e) le médecin doit s'assurer, dans l'organisation et le fonctionnement de son cabinet de consultation, que les règles de prévention de l'infection sont observées.

**2.04.** L'aménagement du cabinet de consultation doit être tel qu'il n'y ait pas d'encombrement et le médecin doit en prévoir l'entretien.

**2.05.** Le cabinet de consultation doit comprendre l'ameublement, le matériel, l'appareillage et la médication appropriés au genre d'exercice professionnel du médecin.

**2.06.** L'aménagement du cabinet de consultation doit permettre l'utilisation appropriée et sécuritaire de l'appareillage et du matériel.

**2.07.** Le médecin doit veiller à ce que son appareillage fasse l'objet d'une vérification, calibrage ou étalonnage, à une fréquence permettant d'assurer un fonctionnement normal et sécuritaire.

Il doit conserver une fiche de contrôle pour chaque appareil.

**2.08.** Le cabinet doit être aménagé de telle sorte que :

a) les médicaments et substances volatiles inflammables ou toxiques soient conservés d'une façon sécuritaire ;

b) les médicaments et les vaccins soient conservés selon les normes prescrites par le fabricant ;

c) les drogues contrôlées au sens de la Loi des aliments et drogues (S.R.C., 1970, c. F-27) et les stupéfiants soient conservés sous clef.

**2.09.** Le médecin doit procéder périodiquement à un inventaire des médicaments gardés dans son cabinet et éliminer les produits périmés.

**2.10.** Le médecin doit s'assurer que ses employés respectent les normes de tenue de cabinet du présent règlement.

**2.11.** Le médecin doit inscrire quotidiennement dans un registre les nom, prénoms des patients qu'il voit à son

cabinet de consultation. Ce registre doit être conservé pour une période d'une année.

**2.12.** Un médecin doit mettre à la vue du public dans sa salle d'attente une copie du Code de déontologie des médecins (c. M-9, r.4) et une copie du Règlement sur la procédure de conciliation et d'arbitrage des comptes des médecins (c. M-9, r.12). Il doit également inscrire sur chacun de ces règlements l'adresse de la Corporation.

**2.13.** Un médecin doit afficher son permis à la vue du public.



c. M-9, r.21

## Règlement divisant le territoire du Québec en régions aux fins des élections au Bureau de la Corporation professionnelle des médecins du Québec

Loi médicale

(L.R.Q., c. M-9)

Code des professions

(L.R.Q., c. C-26, a. 65)

**1.** Pour assurer une représentation régionale adéquate au sein du Bureau de la Corporation professionnelle des médecins du Québec, le territoire du Québec est divisé en 9 régions :

- a) la région du Bas-Saint-Laurent – Gaspésie ;
- b) la région du Saguenay – Lac-Saint-Jean – Côte-Nord ;
- c) la région de Québec ;
- d) la région de Trois-Rivières ;
- e) la région des Cantons-de-l'Est ;
- f) la région de Montréal ;
- g) la région de la Rive-Sud ;
- h) la région des Laurentides ;
- i) la région de l'Outaouais – Nord-Ouest.

**2.** Le territoire de la région du Bas-Saint-Laurent – Gaspésie est celui de la région 1 décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions (c. C-26, r.8).

Le territoire de la région du Saguenay – Lac-Saint-Jean – Côte-Nord est celui de la région 2 décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions.

Le territoire de la région de Québec est celui de la région 3 décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions.

Le territoire de la région de Trois-Rivières est celui de la région 4 décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions.

Le territoire de la région des Cantons-de-l'Est est celui de la région 5 décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions.

Le territoire de la région de Montréal est celui de la sous-région 06 de la région 6 décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions.

Le territoire de la région de la Rive-Sud est celui des sous-régions 01, 02, 03, 04 et 07 de la région 6 décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions.

Le territoire de la région des Laurentides est celui des sous-régions 08 et 09 de la région 6 décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions.

Le territoire de la région de l'Outaouais – Nord-Ouest est celui des régions 7, 8 et 10 décrit au Règlement divisant le territoire du Québec en régions en application de l'article 65 du Code des professions.

**3.** Un administrateur est élu pour représenter la région du Bas-Saint-Laurent – Gaspésie, 1 pour la région du Saguenay – Lac-Saint-Jean – Côte-Nord, 3 pour la région de Québec, 1 pour la région de Trois-Rivières, 1 pour la région des Cantons-de-l'Est, 10 pour la région de Montréal, 1 pour la région de la Rive-Sud, 1 pour la région des Laurentides et 1 pour la région de l'Outaouais – Nord-Ouest.

**4.** Un médecin vote dans la région où il exerce principalement sa profession, pour les candidats de cette région. Il vote en outre pour un candidat au poste de président, dans les cas où celui-ci est élu au suffrage universel.

**5.** Si le président est élu au suffrage universel, le Bureau est formé de 29 personnes, dont le président.

Si le président est élu au suffrage des administrateurs élus, le Bureau est formé de 28 personnes, dont le président.

A.C. 1202-74, (1974) 106 G.O.II, 1593

A.C. 2204-74, (1974) 106 G.O.II, 3127



